

ROBERT N. PROCTOR

GOLDEN HOLOCAUST

**La conspiration
des industriels
du tabac**



Robert N. Proctor

GOLDEN HOLOCAUST

La conspiration des industriels du tabac

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Johan-Frédéric Hel Guedj*

Ouvrage édité et préfacé par Mathias Girel

Postface d'Étienne Caniard,
président de la Mutualité Française

Publié avec le soutien de la Mutualité Française

ÉQUATEURS

DU MÊME AUTEUR
(en langue française)

La Guerre des nazis contre le cancer, Les Belles Lettres, 2001.

L'éditeur tient à remercier la Mutualité Française pour le soutien qu'elle a apporté à la publication française de l'ouvrage.

© 2012 by The Regents of the University of California.
Published by arrangement with University of California Press

L'ouvrage original a paru sous le titre
*Golden Holocaust : Origins of the Cigarette Catastrophe and the
Case for Abolition*

Publié par University of California Press
(Berkeley and Los Angeles, California ; London, England)

© Éditions des Équateurs, 2014, pour la traduction française.

Courriel : editionsdesequateurs@wanadoo.fr
Site Internet : editionsdesequateurs.fr

ISBN : 978-2-84990-310-0

Sommaire

Préface

L'enquête et ses obstacles

Pourquoi ne sait-on pas ?

Fabriquer l'ignorance

« Le contraire de la prohibition, c'est la liberté, alors que le contraire de l'abolition, c'est l'esclavage »

Note de l'éditeur

Prologue

À propos du titre

Introduction

L'ignorance, comme la connaissance, a sa géographie

Des îlots de doute

Fin de partie

I. - Le triomphe de la cigarette

1. - La révolution du séchage à l'air chaud

Un artifice gorgé de sucre

L'invention la plus meurtrière du monde

2. - Les allumettes et la mécanisation

60 millions de kilos de goudron

20 000 cigarettes à la minute

3. - La guerre aime le tabac, le tabac aime la guerre

La cigarette patriotique

Le plan Marshall

4. - Taxes : la deuxième addiction

Une vache à lait

Qui est responsable de la contrebande ?

Une troisième addiction ?

5. - Le génie du marketing est lâché

« bain de mouton » et publicité aérienne

Slogans

Les cartes à tabac

Publicité aérienne et skycasting

Bandes dessinées

Affichage en photolithographie

Émissions de radio

Films et télévision

Les cigarettes sur grand écran

Il y a plus de médecins qui fument des camel...

Si la Newport était une femme...

Les cigarettes bonbons

Des clopes pour les gosses

La rébellion acceptable

Écolos fainéants et femmes viriles

Nigger hair tobacco et le dollar nègre

La menace du stéréotype

6. - Sponsoriser le sport pour vendre de la fumée

Les ligues de la cigarette

Loto et bobsleigh

La mythologie du produit et le coût des convertis

Le cancer et l'égalité des chances

Philanthropie stratégique

Alliés utiles, chers amis

Pénétration planétaire

Changement de donne

Jeux olympiques spéciaux, panneaux déroulants

Le pouvoir de nommer

Alibi branding

Voyage d'aventure

Défilés de mode et secours aux populations sinistrées

L'extension du domaine de la marque

7. - L'opacité du nuage : tabac 2.0

Distributeurs automatiques et cendriers

Des seringues pour les enfants ?

À l'aise sur Internet

Draggin lady et smoking babe

Passions fumeuses, matériel à cigarette

II. - La découverte du risque de cancer

8. - Les débuts de la carcinogénèse expérimentale

Cancers des fumeurs

La science des épidémies

Des résultats faux mais rassurants

9. - Les avancées de Roffo et la réaction nazie

Courage à Buenos Aires

Consensus au sein du III^e Reich ?

Amnésie politique

Le tabac contre-attaque

L'exécuteur des basses œuvres du tabac à l'ère nazie

La cigarette survit au III^e Reich

10. - Un document particulièrement redouté

Un soupçon grandissant

Une brillante carrière

Un sceptique sincère ?

11. - Les expériences d'Ecusta

La piste du papier

Une perspective alarmante

Des découvertes écrasantes : les tests de condensats de fumée

De mal en pis

« Sans le moindre doute »

« Ne serait-ce pas merveilleux... »

Coup de chance

12. - Le consensus et l'arithmétique de la mort de masse

Un terrain biaisé

Un faisceau de preuves convergentes

Les grandes dates du consensus

Le rapport 1964 du ministre de la Santé des États-Unis

Les aveux de l'industrie européenne

L'arithmétique de la mort en masse – et les rabais des compagnies d'assurances
La psychologie du déni

Cahier hors texte

III. - Une conspiration à grande échelle

13. - Recherche diversion, recherche leurre, recherche obstruction

Le « Frank statement to cigarette smokers »
[Lettre ouverte aux fumeurs de cigarettes]
Une recherche « leurre »
« La recherche doit se poursuivre indéfiniment »
La recherche soustraite
« Est-il bien sage d'effrayer le public ? »
Microbiais contre macrobiais
Mécanismes contre causes
La « chose la plus précieuse »
« Le lien avec le cancer, c'est de la foutaise »
Special Projects
La complicité des avocats
Un zombi au tribunal

14. - L'agnotologie en action ou la production de l'ignorance

Stratégies de création du doute
Agnotologie interne : sandwiches de *spam* chez Reynolds et plaisanteries chez Philip Morris

Autocensure chez l'assureur CIGNA
L'ignorance comme politesse
Des journalistes pas du tout à la hauteur
Le tabac, l'égal du chocolat, de la compote de pommes et de la liberté
Créer le désir

15. - L'escroquerie du filtre et la grande supercherie de la ventilation

D'abord manipuler la nicotine
Espoir, esbroufê – et amiante
« Plus pur que l'air qu'on respire »
Une impossibilité thermodynamique
Tout est bon, pur et naturel
À la poursuite du remède miracle
Fraude sur fraude
La supercherie de la ventilation
En quoi la ventilation était-elle une fraude ?
Contrôler l'élasticité
Comportements d'obturation
Des cigarettes plus dangereuses que jamais

16. - La *crack* nicotine

Le sexe sans l'orgasme
Une poussière gazeuse et humide – et le *freebasing* artisanal
Des usines de cigarettes transformées en papeteries
Le secret et l'âme des Marlboro

17. - Infiltrer les universités

Ivraie de données hors sujet et contreparties
Un climat d'ouverture

Sur les engagements de Harvard
Les éponges à finances de Big Tobacco
La prévarication de Wynder
Les largesses du tabac envers l'UCLA
Die Luft des Tabaks weht
Enrichir les statistiques
Couverts d'honneurs
Seitz, Lederberg et l'université Rockefeller
Naïveté et rapacité
L'imbroglia berger
Relations intimes
Une atteinte mortelle à l'intégrité académique

18. - Les historiens rejoignent la conspiration

De l'histoire sous contrat
Le projet cosmic et la politique de la transparence
Déluge de contenus et défense par le « bouillon de poulet »
Témoigner pour l'industrie devant les tribunaux
Le coût humain

IV. - Poison radioactif et rédemption

19. - Que contient vraiment votre cigarette ?

Arsenic et plomb
Pesticides pétrochimiques
Hydrazide maléique : le pesticide maléique
Arômes et additifs
Mieux faire passer le poison
Dilatateurs bronchiques, additifs au papier et saletés particulières
Les additifs au papier de cigarette

Saletés particulières
Substituts du tabac
Un « jus d'éléphant » bien imprudent

20. - La fumée radioactive

Points chauds
Aucun avantage commercial
Les cycles de l'attention et de l'oubli
Espions russes et mises en garde contre les radiations

21. - Le curieux commerce du mégot – et le joker du dérèglement climatique

Un million de tonnes de déchets toxiques
Les cigarettes et l'environnement durable
Une situation gagnant-gagnant

22. - La mort mondialisée

Chine et Inde
Conspirations planétaires
Une nouvelle guerre de l'opium ?

23. - Ce qui doit être fait

Les impératifs
Quelques impératifs moins évidents
Le spectre de la Prohibition
Ne pas quitter la cible des yeux

Postface d'Étienne Caniard

Notes

Introduction

Première partie

Chapitre 1

Chapitre 2

Chapitre 3

Chapitre 4

Chapitre 5

Chapitre 6

Chapitre 7

Deuxième partie

Chapitre 8

Chapitre 9

Chapitre 10

Chapitre 11

Chapitre 12

Troisième partie

Chapitre 13

Chapitre 14

Chapitre 15

Chapitre 16

Chapitre 17

Chapitre 18

Quatrième partie

Chapitre 19

Chapitre 20

Chapitre 21

Chapitre 22

Chapitre 23

Bibliographie sélective

Filmographie

Webographie

Lexique. - *Le jargon de l'industrie du tabac*

Chronologie des fusions et acquisitions du tabac (sélection)

Remerciements

Index

Préface

« On crie pour taire ce qui crie⁽¹⁾. » La variante macabre du petit aphorisme de Michaux, la petite phrase produite par l'industrie du tabac sous de multiples formes au cours du dernier siècle, pourrait paraître bien inoffensive au premier abord : « La recherche doit se poursuivre encore et toujours. » C'est cependant une phrase qui cache, qui leurre, qui divertit, et à la fin une phrase qui tue. Bienvenue dans *Golden Holocaust*, où sous les vérités indiscutables – la cigarette est le fruit d'une recherche de pointe, de prouesses industrielles, technologiques, physiques et chimiques – se profilent d'autres vérités moins triviales et plus sinistres : à côté de la recherche qui accroît notre savoir, existe une autre recherche qui s'attelle à saper les savoirs existants et n'est menée que pour créer le doute, une science construite uniquement pour rassurer et retarder l'action des instances réglementaires.

Lorsque les premières assignations commencèrent à pleuvoir sur l'industrie du tabac américaine, dans les années 1980, la réplique ne tarda pas : à grand renfort de camions entiers d'archives, elle tenta de noyer les juges sous un déluge de dossiers et de documents qui représentent aujourd'hui *80 millions de pages*. L'idée était sans doute qu'un tel flot retarderait indéfiniment toute conclusion judiciaire. Qu'il serait longtemps impossible de proposer tout récit intelligible d'un siècle de cigarette. Que l'industrie pourrait masquer aux yeux des juges la connaissance qu'elle avait eue très tôt des propriétés cancérigènes de la cigarette et du pouvoir addictif de la nicotine, malgré son discours officiel. C'était compter sans la ténacité des archivistes travaillant pour la justice, qui repèrent très tôt des documents accablants et précipitèrent la condamnation des cigarettiers, et sans le talent d'historiens tels que

Robert Proctor, professeur d'histoire des sciences à Stanford, qui propose ici un passionnant document, un récit total sur la cigarette, cette réalité multiforme, létale et encore secrète par tant d'aspects. Il la rend tangible, déplie toutes ses dimensions et excelle à trouver les aiguilles dans les « meules de foin » des archives du tabac. Un des exploits du livre est ainsi de parvenir à donner une idée de cette richesse, de l'entrecroisement de ces dimensions, tout en ménageant une entrée claire dans chacun de ces domaines et sans jamais perdre de vue leur articulation.

L'enquête et ses obstacles

En effet, s'il ne s'agit pas de la première histoire de la cigarette, ni même de la seule qui mette en regard la connaissance qu'en interne l'industrie du tabac avait de la dangerosité de ses produits avec sa communication officielle à ce sujet^[2], *Golden Holocaust* est le premier livre sans doute qui noue aussi nettement trois domaines qui, par leur ampleur, auraient pu opposer des obstacles quasi insurmontables à l'enquête menée par Robert Proctor : le caractère démesuré de l'épidémie de la cigarette ; la réalité proprement tentaculaire de la cigarette elle-même, à la fois comme fruit d'une technologie de pointe, comme facteur dans le développement du marketing, de la contrebande, du sponsoring, du financement de la recherche universitaire ; le caractère océanique, enfin, des archives internes du tabac.

Sur le premier point, comme on s'en convaincra sans peine à lire Proctor, on aurait tort de croire que la cigarette est une chose du passé, une affaire entendue depuis longtemps. La mesure du phénomène est encore gigantesque, dans toutes les directions. Il se fume, aujourd'hui encore, 6 000 milliards de cigarettes *chaque année*. On peut prédire, de manière tout à fait fiable, un décès par million de cigarettes fumées, vingt ou vingt-cinq ans plus tard. Un consommateur régulier de ce produit sur

deux en mourra prématurément, comme 100 millions de personnes au XX^e siècle et un milliard peut-être au XXI^e, si rien ne change, ce qui en fait assurément la plus grosse épidémie existante, et la plus mortelle.

Ce qui est vrai des quantités l'est également du nombre de domaines de l'activité humaine sur lesquels le tabac projette son ombre. La cigarette est ce que les sociologues pourraient appeler un « fait social total », qui met jeu la totalité de la société et de ses institutions. S'intéresser à elle, ce n'est pas seulement étudier un objet facilement isolable car c'est un produit mondialisé et, comme Proctor le rappelle dans un témoignage qu'il a apporté lors d'un procès contre la compagnie Liggett, en 2007⁽³⁾, il lui a fallu s'intéresser de front : aux images du tabac, au discours de l'industrie à son sujet, au ciblage ethnique et racial, aux journaux, y compris internes, de cette industrie ; aux prouesses techniques par lesquelles on a rendu la fumée inhalable en jouant sur son pH, au processus chimique de *freebasing* par lequel on augmente la quantité de nicotine libre directement assimilable par le fumeur, à la chimie du tabac, à la conception des filtres destinés à rassurer le public, tout en permettant au fumeur d'inhaler en fin de compte la même quantité de goudrons et de nicotine, à la question des cigarettes « moins dangereuses », aux questions politiques entourant la contrebande, à la mécanisation de l'industrie du tabac, aux conséquences de cette mécanisation sur la production et la fixation des prix, à la question de l'élasticité de la demande par rapport au prix, à l'infiltration de l'université par l'argent du tabac, à la fois au sens où l'industrie finance de la recherche au sein des universités, mais aussi où elle rémunère des universitaires pour témoigner en sa faveur lors de procès.

Une des marques caractéristiques de cette enquête est que Proctor la mène en exploitant les archives internes de l'industrie du tabac, ce qui ne représente pas un mince pari : rassemblées aujourd'hui sur le site internet de l'Université de Californie à San Diego, ces archives, correspondant aux documents saisis lors de différentes procédures judiciaires des trente

dernières années, comprennent aussi bien des documents techniques que des mémos, des plans média, de la correspondance avec des artistes et des sportifs célèbres, des stratégies commerciales, des coupures de presse, des livres entiers, et même une veille sur certains chercheurs susceptibles d'être ralliés à la cause (la France elle-même est bien présente dans ces archives). Ces archives ne sont pas réservées aux seuls spécialistes, elles sont, à la suite d'une décision de justice également, en libre accès⁽⁴⁾.

Golden Holocaust a de ce fait quelque chose du roman policier, à ceci près que pour répondre à la question habituelle – « qui a fait quoi ? » – il faut répondre à une autre question : « qui savait quoi et quand ? ». Qui était au courant de la dangerosité de la cigarette ? Qui, le sachant, ne l'a pas dit ? Que pouvait-on savoir, ou pas, en lisant la presse, en consultant toutes les sources publiques d'information ? Questions essentielles, car elles décident de la responsabilité des uns et des autres, le consommateur, parce que « tout le monde savait », ou l'industrie, qui se défend pourtant en disant que « personne n'avait de preuves ». Proctor nous propose de multiples explorations de cette mine des *Tobacco documents* pour trancher la question. On trouvera en fin de volume les notes et les renvois aux documents originaux. On a donc, ce qui n'est somme toute pas si fréquent pour un travail historique, à la fois les résultats de l'enquête *et* la possibilité d'en poursuivre les conclusions par une exploration plus personnelle, selon ses intérêts.

Comme dans les vrais romans policiers, il arrive aussi que l'on cherche très concrètement à décourager le détective d'enquêter. Proctor relève, ce qui est évidemment une litote, que « témoigner contre une industrie multimilliardaire qui a une longue histoire de harcèlement, ce n'est pas pour les âmes sensibles⁽⁵⁾ ». Prétendant que le travail de recherche réalisé pour le livre à venir était ce qui justifiait sa présence comme témoin dans des procès, l'industrie a tenté, sans succès, de faire saisir, il y a quelques années, le manuscrit du présent ouvrage⁽⁶⁾. Le contenu est en donc si

dérangeant qu'il a pu inspirer de telles tentatives d'intimidation, aujourd'hui encore.

Pourquoi ne sait-on pas ?

Cet intérêt pour ce qui est tu, pour ce qui est négligé par les recherches existantes, mais aussi pour les savoirs que certains acteurs mettent un soin tout particulier à enfouir et à rendre inaccessibles, est sans doute le fil conducteur du travail de Proctor comme de sa formation. Arrivant à Harvard dans les années 1970, du Texas et puis du Middle West, il avoue avoir eu une très mauvaise surprise : « Il existait une géographie profonde de la connaissance, relève-t-il, et cela tenait pour une grande part à la question de savoir ce que l'on considérait comme important, et qui l'on considérait comme important. » C'est cette frustration au fond qui le conduit à se rapprocher du collectif radical *Science for the People*, organisation progressiste et pacifiste, très sensibilisée aux usages politiques des pseudosciences et plus généralement aux mésusages de la science, bref « très attachée à rendre public ce qui était caché, à donner une parole à ce qui était silencieux, à inclure ce qui était exclu ». Cette perspective le rend plus sensible à l'exclusion des femmes du monde scientifique, à la science militaire secrète, elle guide enfin son travail d'*instructor* à Harvard, aux côtés de Stephen Jay Gould, Richard Lewontin et Ruth Hubbard, dans le cours « *Social issues of Biology* », qui le conduit à explorer de nombreux points négligés d'histoire des sciences. Dans ces domaines également, selon lui, « les scientifiques creusaient des canyons et laissaient de vastes plaines inexplorées ». Arpenter ces grands espaces négligés, relever les emplacements de ces failles, telle est sans doute la signature intellectuelle de Proctor.

L'originalité de ce travail – cet intérêt pour la fabrique du savoir, sa fragilisation, sa distribution inégale et ses disparitions parfois – était déjà

sensible dans ses travaux précédents^[7]. Le public français le connaît pour sa *Guerre des nazis contre le cancer*, ouvrage dans lequel il éclairait un aspect méconnu de la science allemande de l'entre-deux-guerres, en montrant qu'à côté des horreurs commises au nom de la science par une partie de la communauté médicale, cette même science avait réalisé des avancées importantes dans la prévention du cancer, fait qui a été durablement oublié et que Proctor retraçait, tout en faisant la part des données proprement scientifiques et des fantasmes nationalistes sur l'intégrité du corps allemand qui présidaient souvent à ce type de recherches. Il est également l'historien des luttes contre le cancer, montrant comment la priorité qui a pu être donnée à certaines époques à la génétique fonctionnelle, par exemple, peut créer elle-même de l'ignorance si elle conduit à enquêter de manière moins précise sur les facteurs environnementaux et comportementaux. Proctor pousse plus loin que d'autres cette enquête sur la manière dont des connaissances peuvent être occultées en posant avec ténacité cette question : « Pourquoi ne savons-nous pas ce que nous ne savons pas ? Que devrions-nous savoir et que ne devrions-nous pas savoir ? Comment pourrions-nous savoir différemment^[8] ? »

Fabriquer l'ignorance

C'est là l'inspiration d'un courant de travaux auquel Proctor a donné un nom étrange, l'« agnotologie », en référence au terme « ignorance », qui en grec a deux formes : *agnōia*, désignant l'absence de perception ou de connaissance, et, plus rarement et plus tardivement, *agnosia*, un état d'ignorance ou de non-savoir, les deux désignant la privation de *gnosis*, signifiant « savoir ». Si le nom est étrange, l'idée est simple : l'agnotologie est l'étude de la production de l'ignorance et également le processus même par lequel elle est produite, de la même manière que la biologie est à la fois l'étude du vivant et le phénomène du vivant lui-même. Elle est

donc une discipline, ou plus modestement une thématique, qui se propose d'éclairer la « production culturelle de l'ignorance », que celle-ci soit comprise comme une frontière de la connaissance, qu'elle soit produite involontairement, lorsque par exemple une priorité dans un programme de recherche conduit de manière inopinée à négliger un autre domaine, ou enfin qu'elle soit visée, *produite*, dans une perspective résolument stratégique, comme c'est souvent le cas pour la cigarette.

Golden Holocaust ne porte en effet pas seulement sur une industrie et des faits, sur la cigarette comme produit, sur l'ingénierie qu'elle recouvre – comment faire avaler de la fumée sans faire tousser, comment accélérer l'absorption de nicotine ? –, il porte aussi sur des discours. Selon Proctor, l'industrie du tabac fonctionne en régime agnotologique lorsque, à partir des années 1950, de 1953 plus précisément, elle a tenté de bâtir une controverse de toutes pièces, de brouiller une connaissance constituée jusque dans ses propres laboratoires sur les propriétés cancérogènes de la fumée afin de rassurer le consommateur. Elle aurait « produit » de l'ignorance (sur la dangerosité du tabac) en instillant le doute. On verra, dans le chapitre « L'agnotologie en action », l'étendue de la « boîte à outils » de l'industrie du tabac. Elle a alors construit, et parfois imposé, un discours sur les moyens de preuve, sur la différence entre corrélation et causalité, sur la possibilité qu'il y ait plusieurs causes pour un même effet (que le fait de fumer et celui d'être malade dépendent par exemple d'une prédisposition génétique), mais aussi plusieurs effets pour une même cause (que le fait d'être malade provienne du tabac, mais aussi de virus, du mode de vie), sur la légitimité du transfert des résultats de l'expérimentation animale à l'homme. Elle produit une forme d'épistémologie dont le caractère artificiel n'apparaît pas forcément en première approche, car elle déplace souvent des modes de raisonnement éprouvés ailleurs, d'où l'intérêt du décryptage que Proctor propose ici.

Cette période est tout à fait décisive pour les historiens car elle concerne le moment où l'industrie américaine connaissait les dangers du

produit mais où la puissance publique, par l'intermédiaire du ministre de la Santé, n'avait pas encore pris position, comme ce sera le cas à partir de 1964, d'où l'importance des travaux qui retracent ce que l'on savait, et ce que l'on ne savait pas alors. Si cette guerre rhétorique a retardé l'infléchissement de la consommation de cigarettes, ne serait-ce que de dix ans, elle se chiffre, selon la proportion évoquée plus haut, en centaines de milliers, voire en millions de morts.

Cette perspective portée par Proctor a permis des lectures nouvelles, en particulier pour ce qui est de l'ignorance sciemment produite et entretenue. D'autres auteurs ont ainsi éclairé des stratégies de désinformation, de censure, de décrédibilisation de la science, qu'il s'agisse d'États, de collectifs, d'associations, dans des domaines aussi divers que l'amiante, le réchauffement climatique⁽⁹⁾, l'utilisation de certains plastiques⁽¹⁰⁾, la silicose, la migration des savoirs des colonies vers les métropoles.

Dans tous ces cas, ces enquêtes intéressent au premier chef le citoyen, avec lui la collectivité, ainsi que l'historien, mais aussi quiconque réfléchit à la place de la connaissance dans une démocratie. Étudier la connaissance, c'est également étudier tout ce qui barre la voie à cette connaissance, qui peut la faire échouer. Pour reprendre un mot de Peter Galison, il y a une anti-épistémologie tout aussi essentielle que l'épistémologie : « L'épistémologie demande comment on peut mettre au jour et s'assurer la connaissance, l'anti-épistémologie demande comme la connaissance peut être recouverte et obscurcie⁽¹¹⁾. » Aucune théorie de la connaissance publique n'est possible sans une prise en compte de ces deux dimensions.

« Le contraire de la prohibition, c'est la liberté, alors que le contraire de l'abolition, c'est l'esclavage »

Le titre de cet ouvrage pourrait dérouter : « Golden » renvoie à la

feuille d'or, autre nom du tabac, l'holocauste dont il est question désigne la centaine de millions de morts du tabac du siècle dernier et tous ceux qui viendront. L'alliance entre les deux, entre ce qui suggère une certaine forme de luxe, voire de futilité, et l'horreur brute de la mort de masse, traduit en fait bien le contraste entre la cigarette, devenue symbole d'aventure, de *cow-boy* chevauchant dans la plaine, et les effets réels de la consommation de ce produit.

Il ne s'agit pas ici de défendre une nouvelle « prohibition », mais bien une « abolition ». Si l'ouvrage, comme le verra, conduit à estimer qu'il faudrait en finir avec la cigarette, il prend soin de ne pas se camper dans la posture prohibitionniste qui fédère contre elle les défenseurs d'une hypothétique liberté de fumer. L'abolition renvoie bien plutôt à la lutte contre l'esclavage et il est pour Proctor hors de question de laisser le vocabulaire de la liberté aux lobbies du tabac : « le contraire de la prohibition, c'est la liberté, alors que le contraire de l'abolition, c'est l'esclavage ».

Il est question ici d'une « conspiration des industriels du tabac », évoquée dans le sous-titre. Au moment où le « complotisme » est en passe de devenir une catégorie politique, il semble important de souligner que ce texte est aux antipodes de ce type de lecture et en est peut-être le meilleur antidote : le complotiste voit partout les traces d'un complot destiné à dissimuler à la plupart de ses contemporains, sauf à lui-même au fond, les rouages secrets de ce monde ; il en fait une grille d'interprétation totale. Ce serait cher payer que de devoir renoncer, du fait de ces excès et de cette folie, à la description empirique des moments de l'histoire où un petit groupe d'acteurs cache la vérité au plus grand nombre pour en retirer un profit particulier, bref, quand il y a « conspiration ». Il est de la plus haute importance de pouvoir en faire un récit contextualisé, limité dans l'espace et dans le temps, avec des acteurs et des actions identifiables, ce qui est fait ici avec le plus grand soin et dans le plus grand détail.

On pourrait, enfin, sous-estimer l'urgence de ce livre, et imaginer peut-être que la cause est entendue, que la recherche scientifique est maintenant unanimement en train de témoigner au tribunal contre les divers industriels du tabac et que seule une poignée de mercenaires mène un combat purement procédurier et perdu d'avance. L'infiltration de l'université, à suivre Proctor, a pris des formes si diverses que le présent ouvrage est peut-être le premier à en dresser le sombre périmètre, et une des réussites du livre consiste à montrer que si certains acteurs étaient parfaitement cyniques, d'autres ont pu être simplement naïfs sur les biais de financement, qui permettent d'encourager des recherches favorables, en leur accordant des crédits, et d'en compliquer d'autres, en leur refusant ces mêmes crédits, sans forcément avoir à intervenir sur chaque étape, sur chaque expérimentation, sur chaque conclusion. L'emprise du tabac sur le financement de la recherche scientifique, qu'il s'agisse de la cancérologie, de l'épidémiologie, de la neuropharmacologie, des statistiques, de la cardiologie, ne s'effacera pas en quelques traits de plume, de même que l'immense armée de réserve des témoins-experts que l'industrie a confectionnée et entretenue. Pour ne prendre qu'un exemple emprunté, lui, aux sciences humaines et à l'histoire, qui joue maintenant un rôle de plus en plus important dans les procédures en cours, puisque c'est finalement elle qui permet de répondre à la question « qui savait quoi ? »^[12], la *doxa* actuelle n'est sans doute pas là où on le croit : trois historiens en tout et pour tout ont témoigné *contre* l'industrie du tabac, Robert Proctor, Alan Brandt et Louis Kyriakouides. On trouvera une très édifiante liste de dizaines d'historiens témoins-experts pour le tabac qui donne sans doute une bonne idée de la distribution des forces.

Comment penser alors cette articulation entre la recherche historique et le rôle du témoin ? On pourrait en conclure à tort que le témoin, l'expert, compromet par son engagement ce que le chercheur découvre de l'autre, que les deux postures sont incompatibles. Ce n'est en rien

l'avis de Robert Proctor : « Au fond, je pense que nous devons être humains d'abord, et chercheurs ensuite. Notre humanité est ce qui compte avant tout, et trop peu de mes collègues, j'en ai peur, saisissent véritablement cette idée. La recherche devrait ennoblir la condition humaine. Je n'ai jamais voulu être un mécanicien, un poseur de diagnostic ou le valet de qui que ce soit. Tout l'argument de mon livre *Value-Free Science* consistait à montrer que l'engagement ne compromettait pas forcément l'objectivité. De fait, il y a de nombreuses manières dont il peut la renforcer. La plupart des gens ne le comprennent pas. Cela provient d'un manque de courage et de lucidité morale. » Assumer ce courage, face à des procédures et des harcèlements bien réels, défendre cette « lucidité morale », tel est assurément ce qui préside à ce livre et en fait bien plus qu'une description des faits et qu'une nouvelle histoire de la cigarette : des clés pour comprendre et pour agir.

Mathias GIREL, *février 2014.*

NOTE DE L'ÉDITEUR

L'édition française a pu bénéficier d'une version remaniée et légèrement abrégée que Robert Proctor a réalisée pour l'édition *paperback* (brochée) qui paraîtra en langue anglaise en 2014. Nous avons suivi cette version, mais néanmoins choisi de conserver certains passages de la première édition lorsqu'ils étaient particulièrement éclairants pour le public francophone, ainsi que l'appareil critique qui permet une exploration de première main des archives de l'industrie du tabac.

Le lecteur pourra consulter les notes de l'auteur en fin de volume, p. 553-639, et les illustrations dans le cahier central.

Les notes de bas de page ont été rédigées par le traducteur ou l'éditeur.

Prologue

C'était en 1970, j'avais seize ans et j'étais en première au lycée Southwest de Kansas City. Tous les élèves avaient été conviés dans l'auditorium pour écouter un représentant de l'industrie du tabac, venu nous expliquer que fumer nous ferait du mal. Je n'ai pas de souvenir précis de cet homme, excepté qu'il était jeune et habillé *cool*, chemise rayée et chaussures blanches. Mais son message était clair : fumer, ce n'est pas pour les jeunes. « Un choix d'adulte », telle était sa formule, que je garde encore en tête. Fumer, c'était comme conduire, boire ou faire l'amour – autant d'activités qui n'étaient même pas censées nous traverser l'esprit. Notre tour viendrait, plus tard.

Chaque fois que j'entends quelqu'un s'alarmer du « tabagisme chez les jeunes », je repense à ce personnage et je m'émerveille du savoir-faire de Big Tobacco, de ces géants du tabac qui parviennent toujours à conserver un temps d'avance sur tout le monde. Le message de M. Chaussures Blanches était une forme de publicité assez subtile, associant le *nec plus ultra* de la psychologie inversée – où l'on cherche à obtenir le contraire de l'attitude que l'on recommande – au bon vieux stratagème du fruit défendu. Les spécialistes du marketing savent que personne ne fume pour se donner un air juvénile et que les jeunes désirent toujours ce qui leur est inaccessible, surtout si c'est « réservé aux adultes ». C'est pourquoi les programmes scolaires qui recommandent vivement aux enfants et aux adolescents de ne pas fumer se soldent le plus souvent par un échec. Les adolescents n'aiment pas qu'on les infantilise ni qu'on les prenne de haut, ce que les cigarettiers ont bien mieux compris que leurs détracteurs, et depuis longtemps.

On le sait, les fabricants de tabac excellent dans l'art de tromper ; ils

savent distiller l'ignorance et réécrire l'histoire. Ils connaissent le pouvoir des images, s'y entendent pour les tordre, pour violer tout à la fois le bon sens et l'intégrité de nos poumons. Ils savent aussi créer le désir de toutes pièces et ils aimeraient évidemment nous faire accroire qu'ils n'ont qu'un souhait : que les jeunes ne fument pas. À cet égard, les défenseurs de la santé publique ont adopté une méthode empirique assez efficace : demander leur avis aux cigarettiers (par exemple, pour réduire le tabagisme des jeunes) et, quelle que soit leur réponse, faire exactement le contraire.

Étonnamment, le temps a joué en faveur des géants de Big Tobacco. La cigarette demeure la principale cause de mortalité évitable, éclipsant toutes les autres, et la majeure partie de cette mortalité est à venir. Au XX^e siècle, le tabac n'a tué qu'une centaine de millions d'individus, alors qu'il en tuera un milliard au XXI^e siècle si rien ne change. Il fauche désormais quelque six millions de personnes par an, davantage que le sida, la malaria et les accidents de la route réunis. Les maladies cardiovasculaires, responsables du plus grand nombre de ces décès, devancent de peu l'emphysème et le cancer du poumon, suivis des naissances avant terme, de la gangrène et des cancers de la vessie, du pancréas et du col de l'utérus. Les incendies provoqués par des cigarettes en causent quelques dizaines de milliers – une peccadille, comparée aux victimes des maladies cardio-pulmonaires, mais un chiffre encore très élevé par rapport aux crashes aériens ou aux attentats terroristes. Rien qu'aux États-Unis, les décès dus à la cigarette équivalent aux crashes de deux Boeing 747 *par jour*. Pour la planète entière, ces chiffres représenteraient la disparition de la totalité des passagers d'une grande compagnie aérienne. La moitié des individus qui ont fumé toute leur vie mourront de cette habitude et chaque cigarette abrège l'existence d'un fumeur de sept minutes.

Que signifient ces chiffres en réalité ? Quelle différence cela fait-il au fond que le tabac tue tous les ans six millions d'êtres humains et non pas

six mille ? « La mort d'un homme est une tragédie, celle d'un million d'hommes une statistique. » On attribue cette formule à Staline, mais on pourrait aussi bien la devoir aux vendeurs de *nicotiana*^{13}. Les statistiques ont assurément leurs détracteurs, mais aucun d'entre eux ne dispose de plus amples moyens financiers que les cigarettiers. Les archives de l'industrie du tabac, rendues publiques à la suite des procès qui se sont déroulés aux États-Unis, sont émaillées de bons mots sur l'acte de fumer, qui serait la « principale source de statistiques^{14} », ou sur la nécessité d'« éviter de dormir, la plupart des crises cardiaques survenant durant le sommeil ». Les accusations contre les nico-nazis et les fascistes du tabac qui voudraient nous enfermer dans un monde où plus personne n'aurait droit à ses petits plaisirs sont plus inquiétantes. La prévention du tabac y apparaît comme l'obsession moralisatrice d'esprits chagrins, chantres de l'État providence, comme un sous-produit des mouvements puritains qui se mêlent de tout et vous privent de tout plaisir. Dans les années 1980, quand il n'y eut plus de doute sur les dangers du tabagisme passif, on présenta véritablement le fait de fumer comme une forme de liberté d'expression et l'on prétendit que les fumeurs étaient menacés de devenir des citoyens de seconde classe ou des minorités stigmatisées. Brown & Williamson se plaignit même de ce qu'on « avait soumis [la cigarette] au lynchage ».

Le succès de cette industrie tient en partie à sa maîtrise du verbe, des images et des ondes. « Soyons les médias », tel fut son plan de bataille quand, en 1990, Philip Morris envisagea, à seule fin de mieux diffuser son message, d'acquérir une agence de presse telle que Knight-Ridder ou United Press International. Simultanément, cette industrie poursuivit un autre objectif, celui de l'*invisibilité* : faire de la controverse autour du tabac de l'« histoire ancienne », reléguée à la rubrique des chiens écrasés^{15}. Ainsi, le problème du tabac fut présenté comme réglé, comme un anachronisme en voie de disparition, une rémanence d'un lointain passé. De gros efforts ont été déployés pour remplir les journaux

et les magazines de ces sornettes, tandis que le processus de fabrication industrielle demeurerait, lui, à peu près invisible. *Incognito ergo sum*. Les machines herculéennes qui font tourner les gigantesques usines de cigarettes d'aujourd'hui sont tenues loin des regards indiscrets, ce qui rend les entrailles (et les cerveaux) de cette vaste entreprise plus difficiles d'accès encore que le Pentagone ou la CIA.

Il en découle une forme d'aveuglement de masse. Tout le monde ou presque a entendu parler des agissements peu recommandables du secteur, mais qui sait que la fumée de cigarette contient de l'arsenic, du cyanure et des isotopes radioactifs ? Qui sait que les neuf dixièmes de la réglisse de la planète finissent dans le tabac ou qu'on ajoute de l'ammoniac aux cigarettes, ce qui les transforme en véritable *crack* de nicotine ? Qui sait que seuls deux tiers environ des composants de la cigarette sont effectivement du tabac, tout le reste n'étant qu'une espèce de brouet de sorcière, mélange de sucres ajoutés, d'accélérateurs de combustion, d'agents d'épuration, de dilateurs de bronches et d'humectants tels que la glycérine ou le diéthylène glycol, antigel aux effets mortels qui a contaminé tant de tubes de dentifrice chinois ? Qui sait que l'on retrouve parfois des *déchets* dans les cigarettes, de la terre et des moisissures, bien sûr, mais aussi des vers, du fil de fer et des excréments d'insectes ?

Dans le monde du tabac, il existe un vieux dicton : il n'y a pas plus de rapport entre le tabac et une cigarette qu'entre un sapin et un numéro du *New York Times*. Il est vrai que les célèbres mélanges de tabac américains sont plus relevés, plus sucrés et plus infestés de nitrosamine nauséabonde que ce que fume le reste de la planète. Mais le reste de la planète se rattrape. Partout ou presque, à de rares exceptions, le tabac est peu ou prou déréglementé. Chez les Français, les cigarettes doivent contenir au moins 85 % de tabac et les Allemands n'autorisent pas d'ajout d'ammoniac pour augmenter la part de la nicotine libre, mais presque partout ailleurs, c'est le Far West. Même les aliments pour chiens

font l'objet d'une réglementation plus stricte et les parcs à bestiaux de *La Jungle*, le roman d'Upton Sinclair sur les abattoirs de Chicago, étaient plus propres. Essayez donc de vous représenter l'intérieur d'une usine de cigarettes, et, si vous n'y arrivez pas, posez-vous la question : pourquoi ?

L'influence politique qu'exerce le lobby du tabac est presque tout aussi invisible. Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que le président Lyndon Johnson refusa de s'attaquer aux géants du secteur, de peur que son parti ne perde la Maison Blanche, ou que le tabac occupa une place non négligeable dans le plan Marshall et la reconstruction de l'Europe. Je ne crois pas non plus qu'on sache que des fermiers américains sont toujours payés pour *ne pas* cultiver de tabac, ou que des auteurs discrètement stipendiés par ce secteur ont contribué à la rédaction de l'édition 1964 du rapport *Tabac et Santé* du ministre de la Santé des États-Unis. Autre fait, moins surprenant peut-être, mais non moins significatif : ces tactiques propres à l'industrie du tabac ont permis aux négationnistes du changement climatique de se faire les dents en retournant la science contre elle-même, en créant le doute et en favorisant l'ignorance. Les industriels du tabac observent pour ainsi dire notre monde à travers un miroir sans tain : nous n'apercevons que le produit fini et le boniment des commerciaux, mais l'industrie proprement dite, avec ses usines monumentales et ses formules chimiques jalousement protégées, avance masquée dans l'opacité de la clandestinité.

Et il y a la cigarette elle-même, une réalité gargantuesque défiant l'imagination. Tous les ans, il s'en fume 6 billions – soit 6 000 milliards. Cela équivaldrait à une seule cigarette de plus de 480 millions de kilomètres de long. Oui, il s'en produit et il s'en fume 480 millions de kilomètres par an, soit à peu près 55 000 kilomètres par heure, vingt-quatre heures sur vingt-quatre – des chiffres vertigineux. Représentons-nous un convoi infini de cylindres blancs se consumant à près de cinquante fois la vitesse du son, une vitesse supérieure encore à celle des satellites artificiels qui gravitent autour de la Terre.

La cigarette dans sa conception même ne retient que peu l'attention. Pourtant, nous parlons ici d'un artéfact planétaire fabriqué avec tout le soin (et toute l'habileté) possible, et qui est plus meurtrier que les armes à feu. Les milliards de dollars ont plu sur la science de la cigarette, cette espèce de magie noire : plusieurs dizaines de milliards de dollars, rien qu'aux États-Unis, selon une estimation du secteur. Des légions de chimistes ont ainsi élaboré une machine de mort qui tue au ralenti et qui administre son coup de grâce par l'intermédiaire du fumeur – ou, de plus en plus, de la fumeuse.

Car l'un des traits caractéristiques de la torture moderne, c'est que la victime se l'inflige à elle-même – songeons au prisonnier électrocuté de la prison d'Abou Ghraïb, comme crucifié et tenant les fils électriques –, et c'est aussi la condition *sine qua non* de l'addiction moderne. Il a fallu beaucoup de talent pour faire de la cigarette un instrument de dépendance chimique : en soignant son aspect physique et sa composition chimique, les scientifiques de l'industrie ont créé un support capable d'administrer une drogue au pouvoir d'accoutumance optimal, qui se vend quasiment toute seule. « Elle coûte un *cent* à fabriquer. Et se vend un dollar. Il y a de quoi être accro », a dit à son propos Warren Buffett, le gourou de la finance (et ancien membre du conseil d'administration de Reynolds). Grâce à l'interdiction de publicité, les marques les plus puissantes préservent plus facilement leurs marges et retirent un avantage similaire des réglementations gouvernementales trop timorées – c'est l'une des raisons pour lesquelles Philip Morris tient tant au blanc-seing de la Food and Drug Administration (FDA) [Agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux]. Le géant Philip Morris a milité pour l'adoption du Family Smoking Prevention and Tobacco Control Act [loi sur la prévention du tabagisme familial et la lutte antitabac], promulgué par le président Barack Obama en juin 2009⁽¹⁶⁾. Après un siècle de résistance, les responsables de Marlboro se sont ainsi figurés qu'ils parviendraient à consolider leur

position dominante en acceptant de se soumettre à une supervision fédérale (certes limitée).

Aux États-Unis la cigarette sera donc désormais réglementée, mais avec quelle diligence, avec quel courage, cela reste à voir. Big Tobacco est depuis longtemps passé maître dans l'art de transformer les obstacles en opportunités, et cette réglementation risque de devenir une nouvelle victoire des cigarettiers, selon que certaines démarches cruciales seront entreprises ou non. Les nouveaux pouvoirs de la FDA sont certes limités : elle n'a pas celui d'interdire la cigarette ou de faire réduire à zéro son taux de nicotine. Pourtant, même dans ce cadre étroit, quantité de décisions peuvent se prendre. Avant tout, cette FDA aux pouvoirs renforcés *devrait réduire la quantité maximale de nicotine autorisée et exiger qu'aucune cigarette ne produise une fumée d'un pH inférieur à 8*. Abaisser le taux de nicotine (et non sa libération !) des cigarettes supprimerait leur capacité à créer l'accoutumance. Augmenter le pH de la fumée pour la rendre impossible à inhaler éliminerait la plupart des cancers du poumon causés par le tabac. À elles seules, ces deux décisions auraient davantage d'effet sur l'amélioration de la santé des individus que toute autre mesure politique prise dans l'histoire de la civilisation. Or, ce qui est pour le moins étonnant, c'est que de telles initiatives n'aient jamais été prises au sérieux.

Ce livre a pour sujet l'histoire de la conception de la cigarette, du discours qui la porte et de la science qui la rend possible. Mon but est de réintégrer cette histoire à celle de la technologie, et de la lire aussi comme une construction profondément politique (et frauduleuse). Nous allons ainsi passer en revue des archives secrètes, des opérations clandestines ainsi que des manipulations commerciales et chimiques soigneusement vérifiées par des légions de juristes. C'est également une histoire du tabac et d'une pratique devenue non seulement « sexy » et « adulte » (aux yeux des enfants), mais aussi routinière et *banale*. Cette banalisation constitue

du reste l'une des évolutions les plus étranges de l'histoire contemporaine. Comment sommes-nous entrés dans ce monde où des millions d'individus meurent d'avoir fumé pendant que la majorité des hommes et des femmes qui sont au pouvoir ferment les yeux sur ce fait ? Comment l'industrie du tabac a-t-elle réussi à s'attirer les bonnes grâces des gouvernements et à faire de la défense de la liberté le socle de sa rhétorique, en abandonnant à ses détracteurs la défense des vertus plus prosaïques de la longévité ? Et que pouvons-nous tenter pour renforcer encore la vague montante des mouvements qui combattent le tabac et son cortège de morts ?

Revenons une fois encore sur l'ampleur de ces chiffres : tous les ans, rien qu'aux États-Unis, 400 000 bébés naissent de mères qui fument pendant leur grossesse ; le tabac provoque, estime-t-on, plus de 20 000 avortements spontanés, et peut-être jusqu'à sept fois plus ; 150 millions des Chinois vivant aujourd'hui mourront à cause du tabac ; chaque année, des dizaines de milliers d'hectares de forêts tropicales sont détruits pour permettre la culture des feuilles requises par la persistance de l'accoutumance à la nicotine.

S'il est vrai que les grands nombres insensibilisent, c'est uniquement parce que nous nous sommes laissés aller à penser comme Staline. Dans le même ordre d'idées, si nous croyons que fumer est en réalité une forme de « liberté », c'est en partie parce que les cigarettiers ont dépensé des milliards de dollars pour nous inciter à le penser. La mécanique de cette propagande est si puissante, elle opère à tant de niveaux (scientifique, juridique, gouvernemental, dans les milieux du sport et du spectacle) qu'il est difficile d'avoir une pensée qui s'en affranchisse. Les gouvernements sont hypnotisés, appâtés par la manne fiscale provenant de la vente des cigarettes. (Aucun bien de consommation ne leur rapporte autant de recettes.) Les grands médias n'y prêtent souvent aucune attention, en partie parce qu'on présente le problème comme de l'« histoire ancienne ». Nous subissons donc un lavage de cerveau, nous sommes nicotinisés, incités à confondre tabac et liberté.

Les individus en bonne santé ont tendance à oublier à quel point la santé conditionne toutes les formes de liberté. L'industrie du tabac veut nous persuader que fumer est un droit inaliénable. Mais en quoi l'amputé atteint de la maladie de Buerger, ce trouble de la circulation provoqué par la cigarette et qui entraîne une gangrène des pieds, est-il libre ? En quoi ma grand-mère que j'aimais tant, une véritable garçonne des années 1920, une Texane du Sud autrefois si pleine d'entrain, était-elle libre, sur son lit de mort, la respiration sifflante, réduite à l'immobilité par l'emphysème qui lui ravageait les poumons ? Être ainsi dépossédé de sa santé ne peut être qu'une forme de violation, un lent travail de sape de l'esprit dont les individus forts et sains ne seront jamais les témoins directs. C'est cette lente asphyxie que vend l'industrie cigarettière – et que tant d'inconscients lui achètent.

Le monde du tabac veut nous faire accroire que fumer relève d'un « libre choix », et il est vrai qu'en l'occurrence personne ne nous braque un pistolet sur la tempe. À qui vendre s'il n'y a pas d'acheteurs ? Mais la cigarette rend dépendant, et la plupart des fumeurs ont du mal à arrêter – un mal qui confine souvent au supplice. La nicotine modifie les connexions cérébrales, crée une accoutumance pharmacologique aussi forte que celle de l'héroïne ou de l'opium. Pour la majorité des consommateurs, il en résulte une profonde incapacité à arrêter – certaines victimes de la cigarette finissent même par fumer par le trou qu'on leur a percé dans le larynx. Des enquêtes le montrent : la plupart des fumeurs voudraient arrêter et regrettent d'avoir commencé. Le tabac n'est pas une drogue récréative, à l'inverse de l'alcool ou de la marijuana. En effet, très peu de consommateurs d'alcool sont dépendants : à peu près 3 % seulement⁽¹⁷⁾, comparativement aux 80 ou 90 % de fumeurs. Rares sont les gens qui boivent un verre de bière ou de vin en détestant ces moments-là ; ils apprécient de boire. La cigarette, c'est une autre affaire. En règle générale, les fumeurs ont une aversion pour leur manie et aimeraient s'en affranchir. Les gens qui aiment véritablement fumer sont si

rare que l'industrie les appelle les « mordus ». C'est aussi pour cela que la comparaison avec la Prohibition des années 1920 aux États-Unis tourne vite court. Si la Prohibition a échoué, c'est parce que tous les amateurs d'alcool ou presque apprécient leur habitude et consomment de manière responsable, alors que le tabac pousse presque toujours à l'abus. En l'espèce, il n'y a pas de tabac « sans danger », et peu de fumeurs échappent à l'addiction.

L'argument de la liberté nous amène à aborder deux problèmes supplémentaires. Le premier vient du fait que les individus commencent généralement à fumer dès l'âge de 13 ou 14 ans et rarement après l'adolescence : très jeunes donc, à un âge où ils sont incapables de choisir « en adultes ». Et, quel que soit leur choix, l'engrenage de l'addiction le videra de son sens. Cette posture défensive sur le front de la liberté souffre d'une autre faiblesse : les non-fumeurs sont souvent exposés à un tabagisme passif ou ultrapassif (la *fumée passive* ou *ultrapassive* [sic], pour reprendre cette merveilleuse expression française). On estime à 50 000 le nombre des Américains qui tous les ans meurent de tabagisme passif, soit un chiffre supérieur à celui des morts par accident de la route aux États-Unis. Le total mondial n'est pas connu, mais il doit être supérieur à 500 000 victimes.

Le facteur prometteur, c'est que nous avons peut-être déjà dépassé le « pic du tabac⁽¹⁸⁾ ». Au tournant du millénaire, la consommation mondiale semble avoir culminé à environ 6 000 milliards de cigarettes par an, et chuté depuis. Elle pourrait chuter encore, une fois que les gouvernements auront compris que ce désastre ne touche pas seulement la vie humaine, mais aussi la prospérité économique et notre bien-être environnemental. Car le fait de fumer a une incidence importante sur la pauvreté mondiale et non négligeable sur le changement climatique (essentiellement du fait des incendies, de la déforestation nécessaire à la plantation et au séchage du tabac, et de l'emploi massif de produits pétrochimiques dans sa culture et sa transformation). Dès qu'on en prendra conscience et qu'on agira en

conséquence, la tendance à renoncer à fumer s'accélénera. Les vestiges de cette habitude prendront un caractère rituel ou clandestin, à l'opposé du tabagisme de masse actuel et de son insouciance.

Cette lueur d'espoir d'un retournement de situation tient à différentes causes, notamment la multiplication des législations antitabac dans le monde entier. L'interdiction de fumer à l'intérieur des lieux publics et même à l'extérieur transformera probablement la tabacomanie en comportement de plus en plus marginal, pour ne pas dire antisocial. Les appels à des restrictions supplémentaires figurent aussi en bonne place dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, le premier traité mondial relatif au tabagisme, adopté en mai 2003 par l'Assemblée mondiale de la santé, instance dirigeante de l'OMS⁽¹⁹⁾. 168 nations ont ratifié ce texte qui engage les États membres à réduire la consommation grâce à des mesures financières et fiscales, à des avertissements très explicites, à l'interdiction de la publicité et à l'instauration de politiques créant des espaces publics non-fumeurs. L'article 5.3 exige aussi que les fabricants soient exclus des décisions touchant à cette lutte antitabac. Enfin, des progrès ont été réalisés pour limiter la contrebande transfrontalière.

Cette Convention-cadre ne dispose pas encore de moyens efficaces de mise en œuvre, ce qui explique en partie pourquoi nous n'avons pas déjà vu les fumeurs se détourner du tabac en masse. À long terme, à mesure que les citoyens prendront conscience de leur droit à respirer de l'air pur, ce sont les actions de résistance à l'échelon local qui pourraient se révéler les plus efficaces. Plus on veille à la qualité de l'air ambiant, plus on voit de villes, d'États et de nations entières devenir non-fumeurs. Au moins 160 km de plages californiennes sont maintenant non-fumeurs, et des métropoles comme New York envisagent d'appliquer ce régime aux jardins publics. Dans certaines villes, il est interdit de fumer dans les appartements, afin que les émanations ne circulent pas d'un logement à l'autre. Ces lois étant souvent « à effet cliquet », puisque rarement

réversibles, nous pourrions assister bientôt à des effets en cascade qui, marginalisant peu à peu la consommation de masse, finiraient par l'éradiquer rapidement. En matière de santé publique, peu de phénomènes portent autant à conséquence. Avons-nous tous un droit à l'air pur, ou les fumeurs disposent-ils d'un droit plus fondamental encore de polluer ?

Dans bien des régions du monde où l'on préfère parler de santé, de pureté ou d'autres vertus morales ou civiques, invoquer de tels « droits » peut paraître incongru. Les gouvernements continuent de remplir leurs caisses grâce aux taxes sur le tabac, et ces prélèvements constituent le plus gros obstacle politique au changement. Mais là aussi on constate une évolution, tandis que ces taxes représentent une part décroissante du total des recettes : les gouvernements commencent à comprendre que le tabac ponctionne les finances publiques en raison des coûts de santé induits. L'autre espoir de changement réside peut-être dans la valeur nouvelle que nous accordons à la vie de nos aînés. Le fait que bien des personnes qui meurent à cause du tabac soient âgées favorise la banalisation des effets létaux de la cigarette : mourir, c'est le propre des vieux. Les jeunes n'ont pas nécessairement conscience de la valeur d'une existence bien portante jusqu'à quatre-vingts ou quatre-vingt-dix ans, comparée à celle d'un malade qui vit jusqu'à soixante ou soixante-dix ans. Il nous faut prendre le temps d'y penser : le tabac ne frappe pas que des personnes âgées en bonne santé, qui seraient fauchées d'un coup. En dehors même du cancer ou de la crise cardiaque, les fumeurs vieillissent prématurément : leur peau se ride, ils souffrent de dysfonctionnements sexuels, par exemple.

Tout cela me conduit à une prédiction : un jour viendra, j'en suis convaincu, où les humains ne fumeront plus, ou du moins plus de cette façon routinière et compulsive. Fumer en public finira par être tout aussi mal perçu que cracher ou uriner. Lorsque fumer sortira de la normalité, ou sera même frappé d'anathème, la consommation mondiale tombera à quelques centaines de milliards de cigarettes par an, puis, par paliers

successifs, à quelques dizaines de milliards, contre les milliers de milliards actuels. Le lecteur aura peut-être un jour du mal à croire que l'acte de fumer a pu être si répandu et enraciné dans la culture populaire. L'omniprésence de la cigarette au cinéma, qui a été organisée par l'industrie du tabac pendant des décennies, sera perçue comme une curiosité. Il est déjà étrange de se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps fumer était autorisé dans les bus, les avions et les trains, ainsi que dans les ascenseurs et les cabinets médicaux ; qu'à l'école les enfants confectionnaient des cendriers ; que les chercheurs acceptaient volontiers de collaborer avec le secteur. Toutefois, le changement n'interviendra que le jour où nous rendrons hommage à tous nos morts et où nous comprendrons que rien ne nous oblige à vivre dans ce monde tel qu'il est.

Je me suis donc fixé pour objectif d'explorer la cigarette en tant qu'objet culturel, habilement conçu, mal aimé de la plupart des fumeurs, plus meurtrier que nécessaire. Comme dans plusieurs autres de mes livres, j'entends historiciser la cigarette, rendre le familier étrange, et l'étrange familier. Ma démonstration comporte quatre parties.

La première retrace les origines de la cigarette moderne, notamment l'invention funeste du séchage à l'air chaud, et le rôle déterminant des allumettes, de la mécanisation, de la guerre et du marketing de masse. Ainsi, le séchage à chaud a rendu inhalable la fumée de cigarette, les allumettes ont rendu le feu mobile, la mécanisation a rendu les cigarettes bon marché et le marketing de masse les a transformées en objets de désir. J'examine aussi le rôle décisif des guerres dans la promotion de la consommation de tabac (et parfois, à l'inverse, dans sa réduction). Nous verrons que les gouvernements se sont retrouvés accros à la cigarette via l'appât fiscal. Je retrace aussi la gamme étonnante des procédés employés par Big Tobacco pour vendre ses produits – publicité aérienne et bandes dessinées, filtres à l'appellation high-tech et opérations de sponsoring richement dotées dans le monde du sport, de la musique et

des arts. Sans oublier les insertions publicitaires dans les films, les soutiens du monde médical et le cas étonnant des cigarettes en chocolat destinées à apprendre aux jeunes les gestes du fumeur et définies par un pont de la secteur comme n'étant « pas une trop mauvaise publicité ». Je m'attarde aussi sur les nouveaux artifices médiatiques (« Tabac 2.0 ») et les curiosités culturelles telles que le « porno fumeur ».

La deuxième partie traite de la découverte des risques de cancer lié au tabac, sans ignorer le rôle souvent négligé des chercheurs européens. On y met l'accent sur les études menées durant la période nazie, qui montrent notamment que les Allemands ont été les premiers à découvrir et à cerner le lien entre cigarette et cancer du poumon. Là encore, pourtant, le pouvoir des industriels du III^e Reich leur a permis de résister aux exigences des autorités en matière de santé publique. Nous y exhumons aussi des études inconnues à ce jour, conduites en secret par les cigarettiers aux États-Unis et qui rendent plus mensongères encore leurs toutes premières protestations d'innocence. Nous examinons ensuite ce que signifie le « consensus » sur l'idée que la cigarette tue en masse, en particulier quand des forces politiques puissantes s'emploient à créer et à entretenir l'ignorance.

La troisième partie explore les rouages d'une conspiration mondiale ourdie par les magnats du tabac américains, destinée à dissimuler les dangers du tabagisme. Cette conspiration débute par une série de réunions à l'hôtel Plaza de Manhattan, en décembre 1953, et prend de l'ampleur avec la naissance d'organismes comme le Tobacco Industry Research Committee (TIRC) [Comité de recherche de l'industrie du tabac], qui fournit au secteur toute une « écurie » d'experts et une façade leur permettant sans cesse d'invoquer la nécessité d'approfondir les recherches. Nous nous intéressons ensuite à certaines méthodes du secteur pour entretenir l'ignorance, notamment des techniques délibérément conçues pour cacher la vérité à ses propres employés. Nous disséquons les entrailles de la cigarette elle-même, afin d'explorer

les nombreuses techniques censées la rendre plus inoffensive, de la « torréfaction^[20] » du tabac ou de l'adoption des modules « *king size* » à l'introduction du menthol, des filtres et des variantes à faible teneur en goudron^[21] et « légères » : autant d'absurdités ou d'escroqueries. L'important, ici, c'est que la duplicité a fini par faire partie intégrante de l'objet : les filtres ne filtrent pas vraiment. Et les perforations pratiquées dans presque toutes les versions modernes de ces filtres (leur « ventilation ») fournissent des mesures trompeuses en goudron ou en nicotine, calculées sur des robots fumeurs standardisés. Nous verrons aussi que les cigarettes « légères » ou « à faible teneur en goudron » ne sont pas moins meurtrières que leurs ancêtres ordinaires vendues un demi-siècle plus tôt. Sur la base d'une comparaison au gramme près, elles se révèlent nettement plus létales. En dépit de tous leurs discours sur ces « améliorations », les fabricants sont parvenus à loger davantage de mort et de maladie par gramme de tabac – et à en tirer encore plus d'argent. Ils gagnent à peu près un *cent* par cigarette vendue. Comme on dénombre un décès dû au tabac par million de cigarettes fumées, il faut croire qu'aux yeux d'un cigarettier ordinaire une vie humaine vaut environ 10 000 dollars. Ces compagnies parlent volontiers de « choix ». Il est clair que le leur consiste à engranger 10 000 dollars de profits plutôt que de sauver la vie d'un de leurs clients.

La quatrième partie propose certaines voies de rédemption. Je m'y penche sur l'histoire des impuretés présentes dans la cigarette. La présence de polonium 210, un élément radioactif, est un sujet de préoccupation, ainsi que celle d'arsenic et de cyanure. J'y soutiens que la cigarette moderne est un produit manifestement défectueux, qui ne devrait être ni fabriqué ni commercialisé. Chacun devrait être libre de faire pousser et de fumer tout ce qu'il lui plaît, tant que cela se borne à un usage personnel et ne contamine pas les autres. Le tabac n'est ni un vice ni le symptôme d'un manque de force morale ; il est simplement trop dangereux pour être mis dans le commerce. Je soutiens qu'à défaut d'une

interdiction les agences de réglementation pourraient prendre certaines mesures simples visant à réduire les dangers de cette addiction, les cancers et les maladies cardio-vasculaires.

Une remarque méthodologique : il existe une vaste historiographie du tabac qui, pour l'essentiel, se borne à chanter les louanges de la feuille d'or^[22]. Heureusement, il existe aussi un corpus de plus en plus nourri d'études critiques, notamment celles de Richard Kluger, *Ashes to Ashes* [Tu es poussière...], consacrée à Philip Morris, et d'Allan Brandt, *Cigarette Century* [Le Siècle de la cigarette]. Le présent ouvrage est différent, en ce qu'il adopte un point de vue plus planétaire (même si les États-Unis demeurent l'épicentre), mais aussi en ce qu'il se fonde presque entièrement sur les archives de l'industrie du tabac, longtemps tenues secrètes, mais depuis peu accessibles en ligne et en plein texte. Ce livre représente donc une historiographie d'un genre inédit : l'histoire fondée sur la reconnaissance optique de caractères, permettant de passer rapidement « au peigne fin » des archives et d'y trouver des pépites (et des puces). Elle agit comme un puissant aimant, en permettant à quiconque dispose d'une connexion Internet d'extraire un vaste assortiment d'aiguilles discursives de colossales bottes de foin de documents (il suffit pour cela de se rendre à l'adresse <http://legacy.library.ucsf.edu>). La publication de documents sous cette forme nous offre des possibilités de recherche encore inexplorées. L'avantage est évidemment celui de la vitesse, mais on peut désormais approfondir quantité de sujets inédits – l'histoire de certains mots ou de certaines tournures de phrases, par exemple. Il est difficile de prédire en quoi cela transformera la littérature historiographique, mais on verra sans doute s'ouvrir des voies insoupçonnées.

Hormis de nouvelles méthodes d'accès aux sources, ce livre diffère de travaux précédents par son engagement. Dans son *Cigarette Century* (2007), Allan Brandt, historien des sciences à l'université Harvard, écrit que l'industrie du tabac « est là pour durer ». Pourtant, rien ne nous

condamne à un tel fatalisme. Les cigarettes n'ont rien d'intemporel ; elles ont eu un commencement et elles auront une fin, comme la peinture au plomb ou l'isolation à l'amiante. Je crois qu'un jour il sera mis un terme à leur fabrication et à leur commercialisation, et pas seulement pour des raisons sanitaires ou environnementales. On finira par écraser définitivement la cigarette, tout simplement parce que les fumeurs eux-mêmes n'aiment pas le fait de fumer. La plupart d'entre eux finissent par prendre leur addiction en horreur et seront heureux qu'on les aide à s'y soustraire.

Voici donc ici quelques points essentiels, ou « thèses », dont je souhaite que le lecteur mesure la portée, tout au long de ce livre :

1. Les cigarettes sont les produits manufacturés les plus *meurtriers* de l'histoire de la civilisation humaine. La plupart des morts sont encore à venir.
2. Les cigarettes sont un produit *défectueux*, au sens juridique du terme : elles sont conçues de telle façon qu'elles finissent par tuer bien plus de gens qu'elles ne le devraient.
3. Les cigarettes tueraient bien moins de personnes si seulement les fabricants augmentaient le pH (l'alcalinité) de leur fumée en le portant à un taux de 8 ou plus, ce qui empêcherait d'inhaler celle-ci.
4. Les cigarettes tueraient aussi moins de personnes si elles n'étaient pas conçues *pour créer et entretenir l'addiction*. Si la loi limitait le contenu en nicotine d'une cigarette, autrement dit sa teneur réelle, à 0,1 % de son poids, on parviendrait plus ou moins à éradiquer l'accoutumance.
5. Les cigarettes sont *incompatibles avec un développement durable*. Elles sont une cause importante de diminution des ressources, d'incendies, de pauvreté et contribuent au dérèglement climatique, autant de facteurs qui finiront par peser dans leur interdiction totale.
6. Les cigarettes *ne sont pas une drogue récréative*. La plupart des

fumeurs n'aiment pas fumer et regrettent d'avoir commencé. Autrement dit, nombre d'entre eux (si ce n'est la majorité) se réjouiront de leur disparition.

7. La fabrication de cigarettes à des fins commerciales devrait être interdite, mais chacun devrait être libre de faire pousser, sécher et fumer toutes les substances qu'il veut, pour un usage personnel et non commercial.
8. À l'échelle mondiale, le « pic du tabac » est déjà dépassé, même si cela ne date que de ces dernières années. Cette pente descendante va continuer, jusqu'à ce que la cigarette ne soit plus qu'un objet de curiosité, le lointain souvenir d'une ère de bêtise.

À propos du titre

J'emploie le terme d'« holocauste » avec prudence et surtout pour attirer l'attention sur l'ampleur de la catastrophe du tabagisme. À l'évidence, il existe de profondes différences entre l'assassinat de six millions de juifs par les nazis et les souffrances des fumeurs. Dans les deux cas, cependant, nous faisons face à une calamité hors du commun sur laquelle trop de gens préfèrent fermer les yeux sans rien tenter, car ils sont prêts à laisser l'horreur s'étendre. L'apathie règne.

Je soulignerai aussi que l'emploi de ce terme pour parler des cigarettes a une longue histoire. En 1985, dans son *Cigarette Underworld*, Alan Blum comparait le lourd tribut du tabac à un holocauste. Il s'inspirait d'un rapport de 1971 du Collège royal de médecine de Grande-Bretagne dénonçant « l'holocauste en cours – un terme qui se justifie si l'on veut décrire le bilan annuel des victimes » de la cigarette. En 1986, un éditorial du *Journal of the American Medical Association* [Revue de l'Association médicale américaine, *JAMA*] déplorait l'« holocauste du tabacisme^[23] » et, en 2006, dans son livre, *Ending the Tobacco*

Holocaust [Mettre fin à l'holocauste du tabac], Michael Rabinoff a mis en lumière le carnage sans précédent du tabac, en regrettant la complaisance qui l'entoure : « et pourtant nous ne faisons rien ». On trouvera des expressions similaires avant même la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, Max MacLevy, dans son ouvrage *Tobacco Habit Easily Conquered* [Le tabac : une habitude facile à vaincre], paru en 1916, citait des articles de presse relatifs à ces « nouveaux holocaustes sur l'autel du démon de la nicotine », allusion à toutes les vies perdues à cause d'incendies déclenchés par la cigarette (comme le sinistre de l'usine Triangle Shirtwaist, à New York, pour ne citer qu'un exemple⁽²⁴⁾). « Holocauste » signifie littéralement « être entièrement consumé », mais il est porteur de toute une série d'autres résonances, liées à la catastrophe, à la malveillance et aux crimes contre l'humanité. La mort d'un innocent, c'est, dit-on parfois, la mort de l'humanité entière, et cette formule recèle une grande part de vérité, mais l'Holocauste nous enseigne aussi que l'éthique est souvent affaire d'échelle. Du fait de leur seule ampleur, on ne saurait trop s'exagérer les supplices causés par l'énergie des marchands de mort du tabac. Dans la bonne société, on a tendance à user d'euphémismes. Or, quand la vérité est scandaleuse en soi, des mots trop policés risquent de masquer la réalité de souffrances scandaleuses et inutiles.

Introduction

Qui savait quoi et quand ?

*« Southern trees bear a strange fruit,
Blood on the leaves and blood at the
root. »*

Abel MEEROPOL, 1936.

Il semblera étrange que la forêt de Pisgah, dans le comté de Transylvanie, en Caroline du Nord, ait été le lieu où la santé de l'humanité a basculé, et pourtant... C'est ici qu'a été menée, à l'automne 1953, une expérience qui allait changer la conception du monde des grands industriels du tabac en démontrant que la cigarette peut provoquer le cancer – un résultat dont ils furent apparemment convaincus⁽²⁵⁾. Le site de cette expérience était l'Ecusta Paper Corporation, le principal fournisseur de papier à cigarette des États-Unis. Depuis plus de dix ans, cette entreprise avait débité les minces bandes de papier qui, une fois roulées en cylindre autour de feuilles de tabac fermentées et finement hachées, étaient ensuite fumées sous forme de cigarettes. Ce papier à cigarette n'était pas leur seul produit : l'entreprise fabriquait aussi du papier pour les bibles et pour les formulaires fiscaux⁽¹⁾. La mort et l'impôt entre deux feuilles de papier bible – une couverture maximale et l'intégration verticale en prime.

Lors des récentes guerres contre le tabac, le papier à cigarette n'a guère attiré l'attention, mais il n'est pas inutile de rappeler qu'on ne peut fumer sans inhaler aussi la suie, le goudron et les gaz que dégage la

combustion de ce papier – à l'inverse de ce qui se passe avec la pipe ou le cigare. Aujourd'hui, et nous le savons en partie grâce aux expériences d'Ecusta Paper Corporation, il convient d'attribuer au tabac la part du lion dans les cancers, mais il y a eu une époque, dans les années 1940 et au début des années 1950, où certains l'imputaient à un pesticide vaporisé sur la feuille de tabac (tel l'arsenic), à un agent chimique utilisé dans sa transformation, aux tiges et aux nervures de la feuille de plus en plus utilisées, aux gaz libérés par les briquets ou les allumettes, ou encore aux émanations dégagées par la combustion du papier... Apparemment, les fumeurs de pipe ou de cigare tombaient moins souvent malades que les fumeurs de cigarettes – et manifestement, au cours des décennies précédentes, quand la cigarette n'était pas encore à la mode, on n'observait pas autant de cancers du poumon. Qu'est-ce qui causait cette épidémie de tumeurs malignes ? Et si c'était le tabac, sa méthode de préparation ou même le papier, que faire pour l'enrayer ? Y avait-il un poison qu'on réussirait à identifier et à éliminer afin de lever toutes les hypothèques pesant sur le tabac ? Pouvait-on rendre la cigarette inoffensive⁽²⁾ ?

L'ignorance, comme la connaissance, a sa géographie

On s'est intéressé de très près au moment où l'industrie du tabac aurait pu ou, tout au moins, aurait dû savoir que fumer tuait. La question revêt une importance juridique considérable au vu de nombreux procès récents où la *chronologie* de ces événements tient une place centrale. On demande aux historiens d'attester que le secteur a agi comme il convenait dans les années 1950, 1960, 1970, 1980 et 1990, quand l'Institut du tabac, le Conseil de la recherche sur le tabac et d'autres organes rattachés à l'industrie rejetaient en bloc la totalité des affirmations selon lesquelles la cigarette pouvait provoquer le cancer ou toute autre maladie.

On leur demande de juger à partir de quand on peut raisonnablement parler d'un « consensus » ou de « l'état actuel des connaissances » à propos de tels risques et à partir de quand il n'était plus légitimement possible d'ignorer ces risques ou de les écarter^[3].

Ces questions ne sont pas anecdotiques, et il est souvent impossible de dire à partir de quel moment un faisceau de preuves matérielles devient convaincant ou « incontestable » sans se poser aussi la question : convaincant pour qui, et avec quel degré de certitude ? Les réponses dépendent de la communauté dont nous auscultons la connaissance, et il n'est pas surprenant que certaines découvertes soient diversement accueillies d'une région à une autre de « la » communauté scientifique, dont on s'exagère facilement l'homogénéité. Certaines méthodes ne sont pas reconnues universellement et chaque discipline peut adopter des partis pris ou intérêts divers. Pourquoi faudrait-il attendre des nouvelles découvertes scientifiques qu'elles pénètrent toutes les disciplines au même rythme ? Le présupposé d'un état des connaissances unique et bien défini est l'une de ces constructions anhistoriques auxquelles les avocats ont affaire dans leur travail de découpage du monde en parcelles bien ordonnées d'innocence et de culpabilité. Le droit est plus numérique qu'analogique, et le sens de la nuance en est souvent la première victime.

Avec le recul historique, il est logique de penser qu'à une certaine époque les acteurs du monde du tabac ne savaient pas (ou ne croyaient pas) que la cigarette pouvait donner le cancer. Il a cependant dû exister un stade à partir duquel ils ont fini par le reconnaître, à partir duquel nous sommes fondés à dire que leurs protestations d'ignorance (comme lorsqu'ils invoquaient « la nécessité d'approfondir les recherches ») relevaient de la négligence et même de la duplicité. Comment et quand ce changement est-il intervenu ? Quand l'industrie du tabac a-t-elle identifié la réalité de ces dangers ? Quand a-t-elle commencé à mentir^[4] ?

L'une des manières d'aborder de telles questions consiste à distinguer les affirmations *publiques* des communications *confidentielles*, les

premières étant constituées, entre autres choses, de communiqués de presse, et les dernières de millions de documents internes divulgués dans le cadre de divers procès, pour la plupart accessibles en ligne sur <http://legacy.library.ucsf.edu>. On y trouve des archives historiques incomparables – une vraie mine – que les chercheurs ont à peine commencé d'explorer et qui nous fournissent une bonne idée des changements survenus dans l'état des connaissances au sein du secteur.

Les « documents secrets »

L'essentiel de ce que nous savons du fonctionnement interne de Big Tobacco émane de documents rendus publics lors de procès. De tels documents ont été produits dès les premières procédures judiciaires touchant aux effets sur la santé et intentées dans les années 1950. Pourtant, ce n'est qu'à la fin des années 1980 que les vannes se sont réellement ouvertes, quand les avocats de Rose Cipollone^[26] ont porté au jour des milliers d'archives restées jusque-là secrètes. Par la suite, des lanceurs d'alerte^[27] tels que Merrell Williams, auxiliaire juridique qui travaillait pour les avocats de Brown & Williamson, allaient discrètement faire sortir des documents qui retraçaient un historique complexe, révélant de quelle manière l'industrie avait ciblé de très jeunes adolescents, manipulé la nicotine et organisé la fraude, mais ce n'était là que la partie émergée de l'iceberg.

L'industrie a tenté d'obtenir une ordonnance de mise sous embargo de ces documents, mais, dès 1981, un ensemble de pièces visées par une assignation de la Federal Trade Commission (FTC) [Commission fédérale du commerce] fit l'objet de fuites dans la presse, notamment la fameuse note interne de 1969 où figurait cette formule : « Notre produit, c'est le doute. » En 1998, en vertu du Tobacco Master Settlement Agreement (MSA) [l'accord cadre de règlement] conclu avec les procureurs généraux de quarante-six États américains, les documents accumulés – en particulier un énorme butin récupéré lors de la communication des pièces du dossier « Minnesota *et al.* vs Philip Morris *et al.* » – furent rendus publics. (Les termes de cette divulgation avaient été arrêtés précédemment dans le cadre d'un accord avec l'État du Minnesota.) Le secteur a été contraint de financer la mise en place et la maintenance d'un site Internet chargé de publier ces documents qui représentaient à peu près 44 millions de pages en 2000 et en comptent à ce jour plus de 80 millions, après l'ajout de pièces provenant du dépôt de la British American Tobacco, à Guildford, au Royaume-Uni.

Désormais accessibles sur <http://legacy.library.ucsf.edu>, ces pièces de la Legacy Tobacco Documents Library (LTDL) [Fonds d'archives du tabac] constituent les plus grandes archives de l'industrie au monde. La plupart de ces documents permettent des recherches en plein texte, et celle de termes tels que « cancer » ou « nicotine » donne accès à des centaines de milliers de pièces. Des termes comme « base-ball » ou « sports » fournissent, eux aussi, des milliers de réponses. Introduite en 2007, la reconnaissance optique de caractères permet désormais de rechercher des expressions telles que « prière de supprimer » ou « sujets à éviter », en triant les résultats par date ou par nombre de pages ; on peut limiter sa recherche aux documents d'une compagnie, d'une année ou d'un auteur en particulier, ou à un certain type de pièces (des lettres de consommateurs, par exemple). Cette nouvelle possibilité permet d'explorer la microstructure discursive de ces archives ; l'expression « la nécessité d'approfondir les recherches », par exemple, nous livre 666 documents ; on trouve aussi des occurrences de « nazis », « nègres » et « fanatiques ». Certains livres très célèbres portant sur la santé publique figurent dans leur intégralité : il est ainsi possible de faire des recherches dans le texte entier de *The Cigarette Papers* de Glantz, simplement en consultant la cote Bates 524540205-0662.

Ces documents secrets ont permis de lancer d'autres procédures contre Big Tobacco. La technologie informatique contribue aussi dans une certaine mesure à placer tous les protagonistes sur un pied d'égalité juridique : les entreprises les mieux pourvues financièrement ont longtemps pu répondre aux demandes de communications de pièces en inondant les plaignants de monceaux de documents (ce qu'elles appellent le « paperassage »). Toutefois, avec l'essor d'Internet, cette stratégie se retourne contre ses auteurs, car la plupart de ces documents sont maintenant accessibles à quiconque a accès à Internet. L'industrie du tabac y a inséré une clause requérant la suppression de ces documents après 2012. Mais en 2006, une juge fédérale, Gladys Kessler, a prolongé la vie de ces archives jusqu'en 2021, au terme d'un jugement rendu dans l'affaire « USA vs Philip Morris » où l'industrie du tabac fut convaincue de violation d'une loi fédérale, le Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act [loi RICO concernant les organisations engagées dans une activité de racket].

Toutefois, on ne saurait considérer ces archives comme complètes. Beaucoup de documents ont été détruits, nombre de pièces parmi les plus sensibles ont été maintenues sous le boisseau en vertu de la prérogative de confidentialité entre avocat et client, et des centaines de milliers d'autres demeurent invisibles. Celles que nous possédons – qui se comptent certes par millions – doivent être considérées comme une partie seulement des traces laissées par l'industrie du tabac. En réalité, nous observons par un tout petit

trou de serrure le contenu d'une vaste salle, qui n'est que l'une des nombreuses places fortes de l'industrie du tabac.

En public, cette industrie est connue pour avoir refusé, à maintes reprises, d'admettre les dangers de la cigarette pour la santé, et ce jusqu'aux toutes dernières années du ^{xx}^e siècle. En 1994 encore, les P-DG des sept principaux fabricants américains – lesdits « Sept Nains⁽²⁸⁾ » – vinrent tous devant le Congrès des États-Unis jurer qu'ils ne croyaient pas que la cigarette fût une cause de cancer ou générât l'accoutumance. De nouveau, en 1998, le P-DG de Philip Morris, Geoffrey Bible, déposa sous serment : « Je ne crois pas que fumer provoque le cancer. » Il admit un « risque possible », mais « non avéré », cette distinction se fondant sur une volonté juridique de jouer sur les deux tableaux : un aveu suffisamment ferme pour repousser d'éventuelles accusations d'avoir manqué au devoir d'information, mais assez vague pour s'exonérer de tout risque d'inculpation à la suite de la mise sur le marché d'un produit létal⁽⁵⁾.

En privé, en revanche, ces compagnies se penchaient sur le tabac en tant qu'agent cancérogène potentiel, dès les années 1940. Les scientifiques maison s'intéressaient de près à certaines données démontrant que fumer pouvait être cause de cancer et ils engagèrent de timides démarches pour en identifier les agents responsables dans la composition des cigarettes et les supprimer. Pendant une certaine période (qui commença avec les années 1930), l'objectif fut de créer une cigarette « sans danger », ou en tout cas « moins dangereuse » – bien que cela fût rarement exprimé en public, en raison de la réticence à admettre que le tabac présentait le moindre risque. Et une fois la décision prise, en 1953, de nier toute preuve de danger, il devint difficile de s'écarter de cette ligne, pour des raisons juridiques. La direction de ces entreprises a bien dû savoir qu'il faudrait un jour passer à des aveux sordides, mais espérait renvoyer cette obligation à un avenir indéterminé. Tout se

déroule comme si ces gens s'étaient prêtés à une pyramide de Ponzi oncologique, colossale et meurtrière.

Quand donc ce secteur industriel a-t-il compris qu'il tuait ? Tout dépend de ce qu'on entend par « secteur industriel ». Même si nous limitons notre propos aux fabricants des seuls États-Unis, il est difficile d'établir une chronologie uniforme de l'admission ou de la reconnaissance de ces dangers, car nous parlons d'organisations vastes et complexes comptant des dizaines de milliers d'employés. Les producteurs de tabac ont-ils compris la chose au même moment que les chimistes employés dans les laboratoires de recherche ? (Certainement pas.) Et qu'en est-il des ouvriers qui mélangeaient les agents de saveur, des avocats qui élevaient des barrières juridiques contre les actions en justice, ou des PDG qui menaient la danse ?

Les hommes du tabac ont fini par parler d'une seule voix, ce qui nécessita une planification méticuleuse, qui fut confiée à certains des cerveaux les plus brillants du marketing sur le continent américain. Cette coordination ne fut pas non plus sans risque, bien sûr, car l'industrie gardait encore des traces des accusations de collusion prononcées contre elle en 1911, quand on démantela l'empire de James Buchanan Duke, l'American Tobacco, en vertu d'une loi antitrust, le Sherman Act¹⁶¹. Après ce démembrement, les compagnies durent encore repousser des charges de collusion d'intérêts – ce qui se produisit plusieurs fois dans les décennies 1930 et 1940 –, ainsi que la menace permanente d'adoption d'un dispositif réglementaire. Ce péril demeura très présent jusque dans les années 1950, et les enjeux devaient être de taille pour que les compagnies s'exposent de nouveau à de possibles accusations de collusion, le 14 décembre 1953 : les présidents des principaux fabricants de tabac américains se réunirent à Manhattan pour planifier leur réaction à la publicité croissante faite au lien entre la cigarette et le cancer. Paul M. Hahn, président de l'American Tobacco Company, organisa cette réunion en sachant que la profession livrait sans doute là un combat pour sa

survie. Et c'est entre ces murs, avec l'aide du cabinet de relations publiques Hill & Knowlton, que Big Tobacco décida de lancer sa campagne de diversion, de fausses assurances et de fabrication de l'ignorance, demeurée tristement célèbre sous cet intitulé en forme de mot d'ordre : « *Not Yet Proven* » [Pas encore prouvé]⁽⁷⁾.

Il convient néanmoins d'admettre que fumer provoque une multitude de maladies différentes, et que la preuve de ces liens divers est intervenue à des périodes elles-mêmes différentes. L'attention s'est souvent concentrée sur le cancer, en partie pour des motifs juridiques, parce qu'il est plus facile d'engager un litige sur une pathologie plus ou moins monocausale comme le cancer du poumon que sur des maladies aux causes diverses et variées, comme les affections cardiaques. Le tabac tue davantage par arrêt cardiaque, mais *une plus grande part* des cancers peut être formellement liée au tabac. Il est donc plus aisé de gagner un procès sur le front du cancer que sur le terrain plus complexe des maladies cardio-vasculaires. Les neuf dixièmes des cancers du poumon sont provoqués par la consommation de tabac, contre seulement un tiers des affections cardiaques. Il semble que cette réalité ait aussi influencé l'historiographie du tabac ; il existe une littérature bien plus abondante sur les cancers dus au tabac que sur les maladies du cœur, l'emphysème ou la bronchite chronique.

Cette focalisation sur le cancer du poumon n'est cependant pas injustifiée. Fumer provoque quantité d'autres tumeurs – de la lèvre, de la gorge, de l'œsophage, de la langue, des gencives, de la mâchoire, et même de la vessie et du sein⁽⁸⁾ –, mais les tumeurs pulmonaires malignes sont la carte de visite par excellence des fumeurs : elles tuent quelque 160 000 Américains tous les ans, et font dix fois plus de victimes dans le monde.

Alors, quand a-t-on compris que fumer *provoque* le cancer du poumon ? La question est plus complexe qu'il n'y paraît. Cette découverte médicale s'est faite en plusieurs étapes et notre réponse

dépend de celles qu'on veut mettre en lumière :

- la première *hypothèse* d'un tel lien (1898, par Rottmann, en Allemagne) ;
- la première *mention dans un manuel* d'un tel lien (1912, par Adler, aux États-Unis) ;
- la première *évidence statistique* (1929, par Lickint, en Allemagne) ;
- la première *identification chimique d'agents cancérrogènes dans la fumée* (années 1930, par Roffò, en Argentine) ;
- la première *démonstration par l'expérimentation animale* (années 1930, par Roffò) ;
- la première *étude de cas épidémiologique* (1939, par Müller, en Allemagne) ;
- la première *étude de cohortes* (1952-1954, par Doll et Hill, en Angleterre, et par Hammond et Horn, aux États-Unis) ;
- la première *pathologie expérimentale révélée par autopsie* (1955, par Auerbach, aux États-Unis) ;
- les premières *corrélations entre une exposition et une localisation de tumeur* (1957, par Hilding, aux États-Unis) ;
- les premiers *rapports consensuels* émis par des agences de santé publique, des revues médicales et des comités des sages (années 1950-1960 en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans de nombreux autres pays).

Émettons toutefois quelques réserves, en reconnaissant certaines ambiguïtés lorsque nous parlons de « premières » fois. Procédons par analogie : Galilée fut apparemment le premier, en se servant de son télescope, à découvrir des cratères sur la Lune et des anneaux autour de Saturne, mais en quels termes convient-il de présenter les découvertes qui prêtent moins à s'exclamer « Eurêka ! », et où le sens des mots demeure changeant ? Qui a découvert le premier que la nicotine créait une dépendance, par exemple ? Avec le temps, la notion même de dépendance a changé, ainsi que les nuances et les réactions émotionnelles

qui s'y attachaient⁴⁹. Christophe Colomb avait-il conscience d'une dépendance quand il se plaignait de ce que ses hommes rechignaient à renoncer à leur nouvelle manie ? Les Indiens d'Amérique en avaient-ils idée plusieurs siècles avant que la feuille d'or ne se répande en Europe ?

La question se pose aussi de savoir quand et comment une « découverte » est reconnue par une communauté de chercheurs élargie. Le mérite d'avoir découvert des monts sur la Lune, les phases de Vénus et des lunes autour de Jupiter revient manifestement à Galilée, mais combien de temps a-t-il fallu à ses collègues pour les accepter comme des faits irréfutables ? Et quels avis doit-on prendre en compte pour évaluer cette durée ? Ceux de tous les chercheurs ? de tous les scientifiques ? de tous les astronomes ? Et qu'en était-il des astrologues – donc de Galilée lui-même d'un certain point de vue –, ou des médecins, et des nobles, hommes et femmes, des cours où il officiait ?

Nous parlons souvent du *moment* d'une découverte, mais le *lieu* et le sort qui lui a été réservé ne sont pas moins importants. La connaissance est une plante qui germe et qui peut croître et se ramifier ou flétrir et mourir. Il n'existe jamais aucune garantie qu'elle prospérera et il subsistera toujours un danger qu'elle meure prématurément, détruite par les nuisibles ou les privations. Nous pourrions aussi recourir à une autre analogie, celle d'un fluide visqueux : la connaissance se propage d'une communauté scientifique à une autre, et certains coins et recoins sont plus longs à combler que d'autres – surtout quand des parties « intéressées » font barrage à ce flux. La connaissance est soumise à une dynamique des fluides complexe et des obstacles en empêchent souvent la propagation.

Le flux et le reflux de cette connaissance au sein des différentes communautés revêt donc un caractère crucial. Les avocats aiment invoquer un « état des connaissances », mais la mention d'un état au singulier est trompeuse. Ces « états » de connaissance changent avec le temps, tout comme le niveau des compétences dans telle ou telle région du monde. Par exemple, les médecins de la Grèce moderne ont été d'une

lenteur confondante à mesurer les risques de cancer du poumon, cependant, même là où ce savoir s'est diffusé relativement vite, comme dans l'Allemagne nazie ou dans la Grande-Bretagne d'après guerre, les différentes spécialités médicales étaient inégalement préparées à l'intégration de la découverte. Les épidémiologistes furent généralement prompts à la détente, tandis que les pathologistes et les pharmacologues semblent avoir été plus lents. Il faut aussi prendre en compte les différents supports des connaissances – par exemple, les notes internes des entreprises par opposition aux articles publiés dans les revues académiques, ou les magazines de grande diffusion et les guides de savoir-vivre par opposition aux manuels médicaux et aux rapports gouvernementaux^[10]. Ou bien encore les messages diffusés par les groupements de défense de consommateurs, les publicités pour les cigarettes ou les films de l'industrie du tabac projetés dans les écoles. C'est un terrain disparate, et les experts auront du mal à cerner le moment où l'on a fini par admettre « le » danger du tabac. Les cancers de la lèvre et de la bouche lui ont été attribués avant celui du poumon ; les maladies cardio-vasculaires l'ont été plus tardivement. Il est donc essentiel pour notre recherche de cerner *qui a reconnu ces faits* (et pourquoi) et *qui les a niés* (et pour quelles raisons).

Si nous devons employer ici le vocabulaire du *consensus*, nous distinguerions, par exemple, un consensus « scientifique » d'un consensus « administrativo-bureaucratique » : le lien avec le cancer du poumon est reconnu, *la science* déjà fermement établie (dès les années 1940 et 1950) avant que de hauts responsables gouvernementaux ne l'avalisent (dans les années 1950 et 1960). Et nous distinguerions aussi ces deux consensus de l'opinion, que les juristes aiment appeler « notoriété publique », ou acceptation par le plus grand nombre (une majorité ?) de l'idée que le tabac peut tuer, une idée qui ne commence à émerger aux États-Unis que dans les décennies 1970 et 1980.

Pourtant, des millions de gens ne sont pas très versés en la matière.

Qui sait que le tabac est une cause majeure de cécité, de calvitie et de cancer de la vessie, sans mentionner les fractures de la cheville, la cataracte, la ménopause précoce, la grossesse extra-utérine, l'avortement spontané et les troubles de l'érection ? Qui sait que les acteurs qui fument dans les films hollywoodiens poussent chaque année des centaines de milliers d'Américains à s'y mettre à leur tour ? Que les filtres de cigarette libèrent des particules du plastifiant qui les lie dans les poumons des fumeurs ? Ou que le narguilé – cette pipe à eau tellement en vogue sur les campus américains – n'est pas moins dangereux que la cigarette⁽¹¹⁾ ?

Des efforts ont été accomplis pour quantifier notre ignorance. En 1989, le ministre américain de la Santé a signalé qu'environ 15 % de la population américaine adulte n'était toujours pas convaincue des dégâts majeurs du tabac sur la santé⁽¹²⁾. Remarquons simplement que cela dépend beaucoup de la terminologie utilisée pour poser de telles questions. Dès les années 1950, une majorité d'Américains est « au courant » ou a « entendu dire » que fumer peut provoquer le cancer ; en revanche, ils sont beaucoup moins nombreux à en être convaincus. En janvier 2007, j'ai demandé à mes étudiants de première année de mon cours sur l'histoire mondiale des sciences, à Stanford, s'ils étaient « convaincus » que fumer constituait « la cause principale des cancers du poumon ». Ils ont été 91 à me répondre « oui », mais 44 à me dire « non » ou « je ne sais pas ». C'étaient de jeunes étudiants brillants, qui pour la plupart espéraient faire carrière dans les sciences ou l'ingénierie. Il est frappant que près d'un tiers d'entre eux n'aient pas été convaincus de ce fait majeur, sans doute le plus important dans le domaine de la santé publique.

Un autre élément vient compliquer cette affaire de « notoriété publique » : beaucoup de fumeurs souffrent d'une forme ou d'une autre de troubles mentaux. Les estimations divergent sur leur pourcentage précis, mais une étude parue en 2004 dans le *New England Journal of Medicine* rapporte qu'on trouve deux fois plus de fumeurs chez les gens

souffrant d'un trouble mental diagnostiquable que chez ceux qui en sont exempts, et que plus de deux tiers des Américains traités pour toxicomanie sont aussi dépendants du tabac. Les schizophrènes sont trois fois plus enclins à fumer que le reste de la population, avec des taux de tabagisme étonnants, de l'ordre de 60 à 80 %, voire davantage. Il existe aussi certaines preuves que l'industrie du tabac ciblait d'autres marginaux – par exemple, en 1996, à travers le Project Scum (littéralement, « projet Racaille »), un plan de marketing des Camel visant les « boutiques hippies » et les « sans-abri » de San Francisco. (Dans quel autre genre d'activité commerciale traite-t-on ses clients de « racaille » ?) La dépendance au tabac touche, estime-t-on, de 55 à 80 % des alcooliques américains. Les deux fondateurs des Alcooliques anonymes sont décédés de maladies provoquées par le tabac⁽¹³⁾.

La vérité, c'est que la plupart des gens ne savent pas grand-chose de la composition des cigarettes ou de l'ampleur de la tromperie déployée par ce secteur d'activité. J'étudie ces entreprises depuis des décennies, et il m'arrive encore de me pincer, éberlué que je suis par de nouvelles révélations sur leur perfidie ou leurs manœuvres.

Jusque dans leurs conciliabules internes, les défenseurs du secteur ne s'expriment pas en toute franchise. Les avis formulés dans les documents officiels ne peuvent pas toujours être pris au pied de la lettre. Certains sont rédigés dans une double intention – le public visé s'avérant le juge ou le jury d'un procès à venir. La langue du tabac est souvent duplice⁽²⁹⁾⁽¹⁴⁾ – et s'apparente au genre de rhétorique dont usait le président Nixon quand il consultait ses conseillers au sujet de Watergate, formulant une ligne de conduite retorse avant de s'arrêter pour nuancer son propos (« Mais ce ne serait pas correct »), sachant que tout était enregistré sur des bandes qui risquaient d'être écoutées un jour.

Le discours médical pose souvent le problème inverse : certaines découvertes sont diluées sous les ambiguïtés à force de prose naïve ou de prudence rhétorique. Les articles de recherche sont souvent rédigés en

recourant à une éthique de la litote – la persuasion par la modération – qui traduit le vœu d'adopter des mesures minimales et élémentaires en réponse à un risque toxique reconnu. Personne ne peut sincèrement accuser un rapport du ministre de la Santé des États-Unis d'excès de virtuosité ou d'exagération, mais cette rhétorique de la litote est souvent exploitée devant les tribunaux par les industriels. Ils arguent de la prudence des estimations de tel risque – mentionnées, par exemple, dans un article scientifique publié dans les années 1950 – pour défendre la position du pollueur invoquant le « pas encore prouvé ».

Des îlots de doute

À partir de quand les scientifiques de Big Tobacco ont-ils découvert les dangers du tabac ? Nous verrons dans un chapitre ultérieur que c'est là un territoire souvent ignoré des historiens qui sont enrôlés par l'industrie pour défendre sa cause devant les tribunaux⁽³⁰⁾. Ces scientifiques préfèrent nous orienter vers les doutes de la médecine et vers la notion de « notoriété publique », pendant que le secteur se borne à être un observateur en retrait, dans les coulisses. Ils préfèrent nous orienter vers la croyance populaire aux dangers, d'un côté, et vers les faiblesses de la science qui évalue ces dangers, de l'autre. Cette stratégie a consisté à mettre les plaignants ou même les experts des plaignants sur la sellette, en accusant la victime et ceux qui veulent lui venir en aide.

Il est vrai que face aux tribunaux (et à leurs œillères), une certaine simplification s'impose. La complexité ne fait pas bon ménage avec le caractère binaire de l'innocence ou de la culpabilité. Elle risque même de servir un des camps si elle est utilisée comme un écran de fumée pour brouiller des tendances lourdes ou des vérités simples. Les tribunaux parlent souvent d'une « obligation de prudence et de diligence » ou d'un « état des connaissances » à un moment particulier, mais ce sont là des

catégories qui tiennent plus du lit de Procuste judiciaire que de la manière dont s'établissent les faits scientifiques. On présuppose ici l'existence d'un certain corpus de connaissances validé par la communauté concernée. Mais la réalité, c'est que des îlots de doute persistant peuvent croître et prospérer, de pair avec des traditions de recherche rivales et des communautés professant le désaccord ou le désintérêt par principe, surtout lorsque les sujets en question suscitent des controverses politiques – décider quoi faire à propos de la cigarette, par exemple.

Cela peut compliquer l'identification d'une communauté d'experts non controversée – et ce d'autant plus si des forces économiques puissantes ont œuvré à amplifier ou à fabriquer de toutes pièces ce désaccord. Dans de tels cas, il peut sembler difficile de fixer le moment où une découverte particulière est devenue l'« état actuel des connaissances ». Cela peut même être dénué de sens, quand la question est plutôt de savoir si ce secteur ne mentait pas. Il nous faut alors apprendre non seulement à penser la « notoriété publique » et l'« état des connaissances », mais aussi l'« ignorance publique » et l'« état de la dissimulation ». Et en quoi ces deux aspects peuvent influencer les convictions populaires ou même savantes.

Il nous faut aussi penser davantage les forces qui façonnent ce que les gens *ne savent pas* de la cigarette. L'effacement a été l'une des postures cardinales de la défense des entreprises du tabac devant les tribunaux. Elles aimeraient bien nous faire croire qu'elles n'ont jamais été qu'un instrument innocent chargé de débiter un produit. Elles se présentent ainsi comme un maillon ordinaire dans la chaîne causale de cette carcinogenèse, si bien que rien de ce qu'elles ont fait n'a jamais pu façonner la croyance populaire ou celle des experts – ni même l'envie des gens de fumer. Rappelons-nous que, pendant des décennies, elles ont pu affirmer que *si tout le monde a toujours su* que le tabac était mauvais pour la santé (argument de la « prise de conscience universelle »), *personne n'a jamais été capable de le prouver* (argument de la « vérité

controversée »). Durant des décennies, ce furent les deux piliers de la posture juridique de ce cartel : tout le monde savait, mais personne ne détenait de preuve⁽³¹⁾. À cet égard, l'industrie a simplement été prudente en adoptant la position du « pas encore prouvé » : nous devons aller au bout de cette controverse et nous voulions éviter tout jugement hâtif ; il était de notre devoir, pour ces pauvres gens qui ont souffert de ce terrible fléau (le cancer), d'avancer avec prudence et circonspection, loin de l'hystérie passionnelle des fanatiques antitabac⁽¹⁵⁾.

La manipulation du savoir par les géants de Big Tobacco, tant celui de l'opinion que celui des spécialistes, a fini par revêtir une dimension légendaire. On compte parmi ses stratagèmes une série vertigineuse de moyens pour semer le doute sur les travaux scientifiques pertinents. Elle a fait embaucher des journalistes scientifiques pour qu'ils publient des articles favorables, et des scientifiques ont participé à des travaux de recherche sur des thèmes également favorables à l'industrie. Elle a financé des articles qui ont paru dans des revues à comité de lecture, sans mention des conflits d'intérêt, et qui dans certains cas avaient été écrits dans l'ombre par certains de ses salariés. Des magazines scientifiques à grand tirage ainsi que diverses revues techniques ont été fondés par le secteur⁽¹⁶⁾. Des congrès scientifiques ont été organisés et de nouveaux champs de recherche (à des fins de leurre et de diversion) ont pu être ouverts. Inversement, des recherches ont été étouffées, orientées et biaisées – avec de funestes conséquences. Le plus souvent, toutefois, le cartel a financé des travaux solides, mais élémentaires, sur des sujets qui n'étaient que vaguement liés aux effets du « tabac sur la santé », rien que pour être en mesure de déclarer : « Nous sommes très en pointe sur le sujet. Nous prenons la chose très au sérieux. » Ces recherches, qui ne risquaient guère de déboucher sur des vérités gênantes, autorisaient l'industrie à se défendre ainsi : « Voyez comme nous avons cherché et le peu que nous avons trouvé ! » Un argument d'autorité, et une façon de s'arroger à coups de dollars le prestige de la science : « Faites-nous

confiance, c'est nous les experts. »

Fin de partie

« Qui savait quoi et quand ? » À l'évidence, l'enjeu va bien au-delà de cette question, et nous allons devoir aussi en aborder une autre : « Que faut-il faire ? » Les pages qui suivent, je l'espère, convaincront tous les lecteurs impartiaux que nous sommes loin d'avoir fait le nécessaire pour mettre un coup d'arrêt au plus mortel des fléaux. Nous ne pouvons nous contenter de traiter le problème de la cigarette comme une simple question d'avertissement, d'« information », d'étiquetage (aussi explicites que soient les mentions) ou quoi que ce soit de ce genre. Cantonner les fumeurs dans des zones refuges (on songe ici aux aéroports) n'est aussi qu'un pis-aller. Le tabac ressemble moins au vin qu'à la variole ou à l'héroïne. Les fabricants de tabac sont des vecteurs qui propagent dans le monde la pire des maladies transmissibles (en nombre de malades) et la drogue dont l'abus est le plus communément répandu. Nous parlons à la fois d'une catastrophe sanitaire, de l'une des causes de la pauvreté mondiale et d'une menace qui pèse sur l'environnement et sur l'intégrité de la science. Il convient de prendre des initiatives plus énergiques pour empêcher sa consommation et, plus important, en arrêter la production. Parce que les fumeurs sont dépendants, le poids du choix ne peut reposer entièrement sur leurs épaules. Les cigarettiers fabriquent des cigarettes parce qu'il y a là de l'argent à gagner, et nous devons commencer à réfléchir aux moyens de canaliser ces énergies productives vers des entreprises moins létales⁽¹⁷⁾.

Mais auparavant, comment sommes-nous entrés dans ce monde où chaque jour un milliard d'individus inhalent la suie et le goudron résultant de la combustion d'une feuille chimiquement modifiée et trouvent trop pénible d'y renoncer ? Pour mesurer pleinement cet étrange phénomène,

il nous faut en apprendre un peu plus sur la plante qu'est le tabac, sur son histoire et sa composition chimique, et sur les moyens permettant de la transformer en cigarette. Nous devons comprendre ses significations sociale et symbolique et en quoi elle est une manne pour les gouvernements. Comprendre aussi toute l'ampleur et l'impact du marketing de la cigarette et comment les moteurs de propagande de cette industrie soutiennent la consommation du tabac, en engendrant de l'ignorance, en rendant l'acte de fumer naturel, banal et ordinaire, au point que nous n'aurions plus qu'à l'accepter. Comment tout cela est-il né ?

I

Le triomphe de la cigarette

« Il fait peu de doute que si la fumée du tabac ne contenait pas de nicotine, les gens n'auraient pas plus envie de fumer que de faire des bulles ou d'allumer des cierges magiques. »

Michael A. H. RUSSELL, 1971, en
*réaction à des déclarations de
cigaretteiers allemands, trente ans
plus tôt.*

En tant que plante, le tabac est une créature étrange. Les botanistes estiment qu'il existe à peu près soixante-dix espèces différentes du genre *Nicotiana*, toutes originaires du continent américain, et plusieurs d'entre elles sont fumées, mâchées, prisées et « bues » depuis des centaines voire des milliers d'années. (La métaphore de la boisson n'est pas dénuée d'intérêt : pendant de nombreuses années, beaucoup de gens semblent avoir cru que la fumée ne pénétrait pas dans les poumons, mais dans l'estomac.) Les Indiens d'Amérique en consommaient plusieurs espèces, la plus répandue étant le *Nicotiana tabacum*, plante qui fut d'abord cultivée, pense-t-on, sur les hauts plateaux du Pérou et de l'Équateur, probablement trois à cinq mille ans avant l'ère chrétienne.

Les gens fument pour quantité de raisons, mais principalement pour inhaler de la nicotine, substance psychotrope qui porte le nom de Jean Nicot, ambassadeur de France au Portugal qui, en 1560, reçut quelques graines de tabac à l'officine de Lisbonne et les envoya à Catherine de Médicis qui put ainsi soigner les migraines de son fils. Dès le XVIII^e siècle, l'huile de tabac, ce liquide noirâtre et visqueux qui suinte des vieilles pipes, acquit une réputation de toxine puissante, mais ce n'est qu'au XIX^e siècle que des chimistes français et belges commencèrent à en déchiffrer la composition chimique. Ils identifièrent son principe actif, un *alcaloïde*, une substance alcaline présentant des similitudes chimiques avec l'opium, l'héroïne et la quinine. Ce composé se forme dans les racines de la plante d'où il remonte vers les feuilles supérieures, ce qui est probablement une réponse de l'évolution vis-à-vis des herbivores (les sécrétions de nicotine augmentent par réaction envers ceux qui broutent la plante). Le tabac appartient à la famille des solanacées, qui comprend la tomate et l'aubergine : on peut greffer un plant de tomate sur une racine de tabac et fumer les feuilles (de tomate chargées en nicotine) qui en résulteront comme on fumerait une cigarette. Le procédé inverse – greffer du tabac sur des racines de tomate – ne fonctionne pas.

Personne ne sait quelles sortes de maladies le tabac causait dans

l'Amérique précolombienne. Assurément certaines de celles dont nous souffrons, mais elles devaient être moins fréquentes, car les artifices du séchage et du mélange n'avaient pas encore facilité l'inhalation de la fumée du tabac. Ce dernier semble surtout avoir été employé à des fins rituelles, principalement par l'élite. Certains consommateurs ont dû s'y accoutumer, mais nous ne possédons aucune preuve textuelle à ce sujet et n'en découvrirons peut-être jamais. Des centaines d'anciens glyphes mayas dépeignent la plante de tabac et divers rituels de consommation (cf. illustration 1)⁽¹⁸⁾, mais il semble qu'il n'existait pas de tradition descriptive des maladies – sont seulement attestés les rituels de mutilation épisodiques où des membres des familles royales s'entaillaient les lèvres ou les parties génitales pour faire couler un sang sacrificiel. En résumé, les maux liés au tabac ne devaient pas être extrêmement courants, car (1) fumer était alors occasionnel, (2) l'inhalation n'était pas largement pratiquée et (3) les professionnels du marketing n'exhortaient encore personne à rechercher un « plaisir de fumer » toujours plus grand.

La *cigarette* est souvent décrite comme une invention du XIX^e siècle, pourtant les anciens Mayas fumaient de minces tubes roulés de cette feuille précieuse, que nous pourrions tout à fait décrire comme de « petits cigares » (littéralement, des cigarettes). L'enveloppe de papier est l'un des éléments qui distinguent notre *clope* contemporaine de son frère aîné plus robuste, et cette mode semble s'être développée par accident dans la première moitié du XVII^e siècle à Séville, en Espagne, « la première capitale mondiale de la manufacture du tabac », où les mendiants se roulaient des *papaletes* à partir de miettes de tabac. Les premières cigarettes européennes sont donc « le sous-produit pour pauvres du noble cigare – des miettes de mégot de cigare, récupérées et enveloppées dans un bout de papier⁽¹⁹⁾ ». D'autres versions situent l'apparition de cette innovation capitale bien plus tard. En 1832, par exemple, durant le siège d'Acre par l'Égypte (dans ce qui est depuis devenu Israël), un canonier égyptien avait amélioré sa cadence de tir en

roulant à l'avance sa poudre à canon dans des tubes de papier. Les servants de la batterie et lui-même reçurent en récompense une livre de tabac. Ne disposant que d'une pipe cassée, ils roulèrent ce tabac dans les tubes de papier qu'ils avaient utilisés pour la poudre à canon, et le tour fut joué ! La cigarette moderne était née^{20}.

Pourtant la cigarette n'était guère répandue avant les premières décennies du XX^e siècle, et on peut en rattacher le triomphe à huit événements cruciaux :

1. l'invention du *séchage à chaud*, qui rendit l'inhalation de la fumée possible ;
2. l'invention des *allumettes*, qui permit au feu de devenir mobile, commode et omniprésent ;
3. la *mécanisation* de la manufacture des cigarettes grâce à la machine inventée par James Bonsack et à ses descendantes, permettant une fabrication étonnamment rapide et bon marché ;
4. la *taxation* par les gouvernements, qui surent voir dans la cigarette une source de recettes, engendrant pour eux-mêmes une sorte d'« addiction de second degré » ;
5. la fourniture de cigarettes dans les rations de la *Première Guerre mondiale*, qui entraîna l'accoutumance de millions d'hommes dans les deux camps ;
6. des *techniques de marketing de masse*, qui permirent la vente de marques identiques sur tout le territoire des États-Unis, et par la suite dans le monde entier ;
7. la *manipulation par l'industrie des connaissances* sur les dangers du tabac, notamment la fabrication et la dissémination du doute, et l'embauche d'experts chargés de présenter aux tribunaux des argumentations favorables au secteur ;
8. la *manipulation de la chimie du tabac* afin d'accroître la puissance, les propriétés excitantes et le pouvoir d'accoutumance du tabac.

Dans les chapitres qui vont suivre, je traite chacun de ces aspects. Je souhaite que le lecteur garde à l'esprit que la cigarette moderne est un artefact de haute technicité, le résultat de plus d'un siècle de recherche par des armées de chimistes, de phytogénéticiens, de psychologues, de juristes et de spécialistes du marketing de Madison Avenue^{32}. Il n'existe pas de « cigarette naturelle », et il est tout aussi peu naturel de devenir esclave de ces feuilles qui se consomment. Le génie de l'industrie est tel qu'elle a transformé un petit plaisir occasionnel en addiction planétaire. Cela n'a pas été une mince affaire, et nous allons voir comment on en est arrivé là.

La cigarette et l'argot

Les termes argotiques désignant la cigarette sont nombreux. Il existe notamment une profusion d'expressions anglaises, parmi lesquelles les *ciggies*, les *smokes*, les *tabs*, les *straights*, les *fags*, les *rollies*, les *ronnies*, les *baccie*, les *snouts*, les *tailies*, les *doogans* (ou *dugans*), les *durries*, les *rettes*, les *butts* (mot qui désigne aussi le mégot), les *squares* (en raison de la forme des étuis), les *loosies* (désignant la cigarette à la pièce), les *bogeys*, les *boges*, les *gaspers*, les *darts* (qui signifie aussi fléchettes), les *hairy rags*, les *hausersticks*, les *jacks*, les *joes* et les *grits*. Parmi d'autres expressions plus anciennes, mentionnons les *cancer sticks*, les *coffin nails* (les clous de cercueil), les *pimp sticks* (littéralement, les bâtons de mac), et les *little white slavers* (les petits négriers blancs). Plus archaïques (et plus génériques), car désignant le tabac en général, on mentionnera *witching weed* (ou herbe fatale), *Lady Nicotine*, *hay* (le foin), *alfalfa*, *coffee*, *cabbage* (le chou), *rope* (la corde), *henbane of Peru* (la jusquiame du Pérou), *ambassador's herb* (l'herbe de l'ambassadeur, allusion transparente à Jean Nicot), la *Queen's herb* (l'herbe à la reine, en référence à Catherine de Médicis), l'*American silver weed*, l'*Indian-weed*, *nicotiana*, *killikinnick*, *smokum*, *panacaea* et *drunkwort* (le « moût de l'ivrogne »)^{33}
(21).

1

La révolution du séchage à l'air chaud

« Le feu gouverne toutes choses. [...] La mort du feu est la naissance de l'air. »

HÉRACLITE.

Peu de découvertes auront eu autant de conséquences, et cependant, tout est arrivé par accident. En 1839, ainsi le veut l'histoire, un esclave noir du nom de Stephen, de la ferme d'Abisha Slade, dans le comté de Caswell, en Caroline du Nord, s'endormit tandis qu'il surveillait les foyers allumés dans un hangar de séchage du tabac. Il se réveilla quand le feu menaçait de s'éteindre et se précipita au-dehors. Faute de trouver du bois sec, il rassembla un peu de charbon de bois, normalement réservé à la forge du maréchal-ferrant, et le jeta sur la braise. La combustion du charbon de bois dégage *beaucoup plus* de chaleur que celle du bois, ce qui assura un séchage du tabac tel qu'on n'en avait encore jamais vu. Les feuilles virèrent au jaune d'or et furent beaucoup plus *douces* à fumer qu'on ne s'y attendait. Ce fut particulièrement vrai lorsque la méthode fut appliquée à des plants élevés dans ce qu'on appelle le Piedmont (littéralement, le « pied de la montagne »), une bande de terre sablonneuse des contreforts des Appalaches d'environ 250 km de long qui s'étend de la Virginie à la Caroline du Nord, déjà connue à l'époque sous le nom de *tobaccoland*. Ce nouveau tabac blond, à la feuille claire, « colorée », atteignit des prix très élevés sur le marché et, grâce au prosélytisme de M. Slade, se propagea rapidement dans les granges du

Piedmont^[22].

Le séchage à l'air chaud (*flue-curing*) tire son nom du mode de transfert de la chaleur jusqu'aux feuilles de tabac au cours du processus de fermentation. Au début du XIX^e siècle, afin de diminuer le risque d'incendie, on avait adopté des cheminées basses en brique, munies de conduits fermés en fer, et c'est à travers ces « tuyaux » (*flues*) de métal qu'était aspiré l'air chauffé par le charbon de bois pour sécher le tabac. On reconnut vite deux avantages principaux à ce séchage à l'air chaud : (1) les hangars risquaient beaucoup moins de prendre feu (un gros avantage à une époque où l'on construisait en bois), et (2) le tabac n'allait plus être exposé aux émissions de fumée qui pouvaient en gâter le goût^[23]. La conséquence la plus importante, toutefois, touchait à sa « fumabilité ». À l'inverse de celle d'autres variétés préparées selon d'autres méthodes, la fumée du tabac « clair » ou « de Virginie » séché à l'air chaud était facilement *inhalable*.

Un artifice gorgé de sucre

Quel est l'intérêt de fumer si l'on n'avale pas la fumée ? se demanderont certains lecteurs. Pourtant, fait remarquable, depuis que les humains fument, la fumée de tabac n'a généralement pas été inhalée jusque dans les poumons, mais seulement dans la bouche ou le nez – et à l'occasion par d'autres orifices, comme lorsque les Indiens d'Amérique s'administraient des lavements au tabac. (À Paris, au XVIII^e siècle, la police française recommandait de ranimer les victimes de noyade en leur soufflant de la fumée dans l'anus^[24].) Rappelons aussi que la fumée du cigare et de la pipe était alors (et demeure) rarement inhalée : elle entre dans la bouche, et la nicotine traverse ensuite la paroi de la cavité buccale et passe dans le sang.

L'inhalation profonde est essentiellement le produit de la révolution du

séchage à l'air chaud (au XIX^e siècle), mais ce changement n'a pas eu lieu du jour au lendemain. En termes de kilos de tabac consommés aux États-Unis, les cigarettes ne dépassent pas la pipe et le cigare avant 1923^[25]. Si la Première Guerre mondiale a contribué à populariser la cigarette, n'oublions pas que celle-ci était aussi moins chère et plus facile à allumer que la pipe ou le cigare, et sa combustion plus homogène. Parfois, on la présentait même comme une manière de fumer « moins dangereuse » – parce que plus « légère ». Elle ne confèrait pas non plus cette image vieux jeu du fumeur de pipe ou du gros richard tirant sur son barreau de chaise. Le krach boursier de 1929 porta un coup supplémentaire à la demande en gros cigares, au bénéfice de la cigarette. En somme, avec ses airs d'amuse-gueule et sa facilité d'usage (on pouvait fumer au travail sans prendre de pause), elle représente un peu le fast-food de l'univers du tabac.

Le séchage à l'air chaud rend donc les cigarettes inhalables mais bien plus létales. Aussi l'habitude d'inhaler ne fut-elle pas facile à imposer et, jusque dans les années 1930 et 1940, beaucoup de fumeurs (même de cigarettes) n'avalait pas la fumée. Les cigarettes se fumaient souvent comme un « petit cigare », en d'autres termes, sans inhalation, et, dans les années 1950, les épidémiologistes demandaient encore parfois sur leur formulaire d'enquête : « Avalez-vous la fumée ? » En effet, une théorie (plausible) avait commencé à poindre : inhaler aurait été une manière bien plus dangereuse de consommer le tabac. En toute vraisemblance, si la fumée ne pénètre pas dans les bronches, le risque de développer un cancer du poumon sera mince. Ultérieurement, les épidémiologistes cessèrent de relever ce comportement, car, dans les années 1950, la plupart des fumeurs avalaient la fumée, encouragés par les incitations pressantes des publicitaires (cf. illustration 2). Les chercheurs estimèrent aussi difficile de se fonder sur le témoignage des fumeurs eux-mêmes – sans compter une autre complication : ceux qui n'avalent pas la fumée inhalent de manière passive une bonne quantité de celle qu'ils ont

recrachée. Il est donc difficile de mesurer le degré réel d'inhalation, brouillé par la coexistence de ce tabagisme passif.

Mais pourquoi la fumée du tabac séché à *l'air chaud* est-elle plus facile à avaler ? Ce séchage altère la chimie fondamentale de la feuille en augmentant sa teneur naturelle en *sucres*. La feuille encore verte renferme une forte quantité d'amidon qui se convertit en sucre au stade initial du « jaunissement », lors du séchage^[26]. Ce jaunissement s'obtient par l'exposition à une chaleur modérée avec une humidité élevée. En revanche, aux étapes ultérieures, en règle générale, au quatrième jour du processus, la hausse de la température autour de 72 °C désactive les enzymes qui, sans cela, dégraderaient les sucres du tabac ou les feraient fermenter (comme c'est le cas avec les autres méthodes de séchage). La forte teneur en sucre des feuilles séchées à l'air chaud génère une fumée moins âcre, *moins alcaline*, bien plus facile à inhaler, sans provoquer de toux. La cigarette fabriquée à partir de feuilles séchées à l'air chaud est aussi plus addictive que la pipe ou le cigare, parce que les poumons sont des canaux bien plus efficaces pour la nicotine que les tissus qui tapissent la bouche. La surface interne totale des alvéoles pulmonaires est immense, à peu près de la taille d'un court de tennis, et offre quantité d'opportunités d'absorption de la nicotine. Elle offre aussi un terrain fertile aux lésions, ce qui rend les fumeurs bien plus vulnérables à l'emphysème, à la bronchite et au cancer^[27]. D'ordinaire, les cancers débutent par l'apparition de cellules mutantes isolées qui se multiplient et se propagent et, si un plus grand nombre de cellules est exposé à des goudrons carcinogènes, le risque d'en voir certaines devenir malignes croît en proportion.

L'histoire du sucre dans la feuille de tabac est passionnante, mais en dehors des laboratoires de l'industrie on en mesure insuffisamment la portée. Le sucre et le tabac entretiennent depuis longtemps une relation incestueuse. Un acteur de premier plan du secteur, dans les années 1940, la résume en ces termes : « Sans le sucre, la cigarette de mélange

américain [American blend] et avec elle l'industrie du tabac des États-Unis n'auraient pas connu le développement phénoménal qui a été le leur au cours de la première moitié du siècle^[28]. » La cigarette de mélange américain lancée par Reynolds juste avant la Première Guerre mondiale est en fait un artifice gorgé de sucre, et ce de deux manières différentes.

Avant toute chose, rappelons que le séchage à l'air chaud livre un produit fini, la feuille à forte teneur en sucre (généralement 20 % de son poids ou davantage). Ici, le contraste est important par rapport à la feuille séchée à *l'air libre* utilisée dans le tabac à mâcher ou à chiquer, une variété généralement appelée « burley », dans laquelle très peu de sucre subsiste après séchage (à peu près 2 %). C'est la raison pour laquelle les fabricants de tabac à mâcher ou à chiquer avaient l'habitude de sucrer la feuille de burley séchée à l'air, poreuse, de texture spongieuse, en l'imprégnant de miel, de sucre ou de réglisse. L'autre avantage, c'est que ce type d'édulcorant, pour le même poids, était moins coûteux que les feuilles à l'état naturel. Les gros intérêts du tabac de Virginie dénoncèrent le procédé en décrivant le « goût dénaturé des Yankees » plus friands de sucreries que de tabac. Aussi, mis à part le sucre produit (et préservé) par le séchage à l'air chaud, le tabac pour cigarette est davantage sucré encore par l'ajout d'édulcorants à la feuille de burley, procédé qui, associé au séchage à chaud, finit par prendre le nom d'« American blend », ou mélange américain.

L'invention la plus meurtrière du monde

En 1913, R. J. [Richard Joshua] Reynolds transforma le monde en lançant sa marque Camel, la toute première cigarette de « mélange ». Le marketing du produit faisait merveille, la mécanisation contribuait au succès, mais sa composition chimique modifiée par le séchage à chaud fut aussi décisive. Avant cette époque, en règle générale, les cigarettes

étaient composées de feuilles de Virginie (ou de Turquie) non mélangées, séchées à chaud. L'innovation de la Camel consista à combiner le pH plus bas produit par le séchage à chaud au pH plus élevé du burley édulcoré. Aux États-Unis, les perturbations occasionnées par la Première Guerre mondiale participèrent au succès de l'entreprise, en limitant l'accès aux feuilles de tabac oriental (turc) et en imposant un retour aux variétés américaines. En un mot, ce nouvel « American blend » détenait deux avantages bien réels sur les cigarettes qui l'avaient précédé. Il était *sucré* et *riche en arôme*, du fait de l'emploi de burley séché à l'air libre et rehaussé de sucre, et il était *doux* et *inhalable*, grâce à l'incorporation d'une feuille faible en pH séchée à chaud.

Plus doux, à l'arôme plus riche, et inhalable, le mélange américain prit rapidement le monde d'assaut. En Caroline du Nord, à Winston-Salem, le berceau de cette nouvelle formule, la production annuelle de cigarettes augmenta de 2 à 28 milliards d'unités durant la Première Guerre mondiale. En l'espace des sept années suivant l'introduction de la Camel, R. J. Reynolds passa de la fabrication d'environ 0,2 % des cigarettes des États-Unis au contrôle d'à peu près la moitié du marché américain. Le séchage à chaud conquiert aussi l'Europe, avec les mêmes conséquences meurtrières. Dès les années 1930, les scientifiques allemands spécialistes du tabac relient l'épidémie mondiale de cancers du poumon à la consommation accrue de cigarettes à la fumée inhalable ; et cette inhalabilité découlait du pH de la fumée de tabac. Des médecins allemands surent cerner la signification de cette nouveauté : le grand Fritz Lickint, par exemple, soulignait « la portée médicale décisive » de la fumée de cigarette à pH faible, avec ce commentaire : « Alors que la plupart des gens sont incapables d'inhaler la fumée des tabacs du groupe alcalin (c'est-à-dire les tabacs pour pipe et cigare), ils sont en mesure d'inhaler un fort pourcentage du groupe des tabacs acides (c'est-à-dire des tabacs pour cigarette) ! » Le tabac de cigarette à pH faible, avec sa nicotine plus douce, non alcaline, « rendait l'inhalation possible ». Lickint

fut assez éclairé pour suspecter que les tabacs pour pipe et pour cigare avaient été adoucis en vue de favoriser l'inhalation, mise à la mode par la cigarette⁽²⁹⁾.

Le séchage à chaud pourrait bien être l'invention la plus létale de l'histoire de la production manufacturière moderne. La poudre à canon, les armes nucléaires ou même l'âge de fer pris dans son ensemble ont tué beaucoup moins de monde. La création de la cigarette a été comparée à l'invention de la seringue hypodermique, mais cette comparaison minimise une différence cruciale. On peut user et abuser des seringues, mais la cigarette, elle, tue quand on l'utilise comme prévu. On estime qu'au XX^e siècle cent millions d'individus sont morts d'avoir fumé et que des centaines de millions d'autres mourront au XXI^e siècle si l'épidémie n'est pas freinée⁽³⁰⁾. L'industrie aurait aisément pu éviter nombre de ces décès et la majorité de tous les cancers du poumon, si elle avait par exemple fabriqué une cigarette à la fumée difficile à inhaler. (Pendant de nombreuses années, le tabac brun européen produisait une fumée au pH plus élevé, et les fumeurs avaient moins l'habitude de l'avaler.) Cette inhalation a été aussi encouragée par des publicités célébrant les plaisirs sensuels de la chose. Dès les années 1930, l'inhalation profonde est parée d'une aura de gratification sexuelle, avec des stars rêveuses qui s'en emplissent les poumons et laissent une fumée sensuelle flotter autour de leurs narines et de leurs lèvres (voir illustration 2).

Nous reviendrons sur la publicité. Avant cela, nous allons nous pencher sur deux autres inventions cruciales pour le triomphe de la cigarette.

Les allumettes et la mécanisation

« Le triomphe de la cigarette sur le
cigare a été le triomphe de la
machine sur l'artisanat. »

Current Opinion, 1924.

Il n'est pas si facile d'allumer un feu sans allumettes ou sans un briquet à hydrocarbure, gaz ou essence, pourtant nous considérons que cela va de soi. Ce qu'ont fait les humains pendant des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers d'années, exige beaucoup de savoir-faire et de connaissances, notamment celles des essences de bois ou des variétés de pierres à sélectionner (pour les frotter ou les frapper) et des poudres qui peuvent servir d'étoupe. Ainsi, les hommes de l'âge de pierre frappaient des éclats de silex contre de la pyrite et les étincelles retombaient sur une fine mousse desséchée, sur de la sciure produite par les termites ou sur la poussière de certaines moisissures, le tout requérant une certaine expérience de la nature. La plupart de ces techniques étaient encore en vigueur au XVIII^e siècle, quand allumer et entretenir l'âtre de la maison constituait une nécessité vitale partout dans le monde. En Angleterre, on racontait l'histoire de maisons où le feu ne s'était pas éteint pendant plus de cent ans.

Les moyens chimiques pour allumer des feux existaient depuis des siècles, mais ils requéraient parfois une préparation compliquée et n'étaient pas toujours fiables. L'invention de la poudre à canon en Chine au IX^e siècle avait permis de produire une flamme par impact, mais le

procédé n'avait jamais été très pratique. Dès 1689, le philosophe anglais Robert Boyle, plus connu pour son invention de la pompe à air, découvrit que le phosphore frotté contre du soufre produisait une flamme, mais il n'existait encore aucun moyen d'en contrôler la combustion. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que les allumettes furent dotées d'un mode de combustion du phosphore mieux maîtrisé. Un progrès décisif eut lieu en 1827, quand John Walker, un chimiste et pharmacien anglais, parvint à coller une mixture de sulfate d'antimoine et de chlorure de potassium à l'extrémité d'un bâtonnet au moyen de gommages et d'amidons, mixture qui, une fois frottée sur une surface adaptée, prenait feu. Walker ne déposa pas de brevet pour ses « *Congreves* », comme il les nomma (en hommage à la fusée du même nom, inventée récemment⁽³⁴⁾), qui furent en fait les premières allumettes à friction vraiment pratiques. Il n'était pas très doué en affaires et c'est à un droguiste londonien du nom de Samuel Jones qu'il revint de commercialiser en masse l'invention de Walker. Rebaptisée « Lucifer », elle devint si populaire que, des années durant, toutes les allumettes de la planète ou presque portèrent ce nom.

Les premières « Lucifer » du monde sentaient mauvais et n'étaient pas fiables. Elles pouvaient s'allumer accidentellement et leur processus de fabrication était toxique. Dans les années 1830 et 1840, le phosphore blanc, couramment utilisé, entraînait une nécrose dégénérative de la bouche, le « *phossy jaw* » (la « mâchoire phosphorée »), chez les ouvrières anglaises qui trimaient dans les fabriques pour confectionner ces objets de luxe. On se lança donc à la recherche de moyens plus sûrs pour produire une flamme. Une percée eut lieu en 1844, quand Gustaf Erik Pasch, en Suède, fit breveter une allumette utilisant du phosphore rouge, au lieu de ses variantes blanche et jaune, plus dangereuses. La caractéristique essentielle de son invention, c'est que ses « allumettes de sûreté », comme il les nomma, ne pouvaient être grattées que contre une surface spécialement préparée sur la boîte même, prévenant ainsi tout danger d'allumage accidentel. Plus pratiques et plus sûres, ces allumettes

de sûreté furent vitales pour l'essor de la cigarette. N'importe qui pouvait désormais obtenir du feu rapidement ; c'était même possible en position debout, pour les sentinelles par exemple. Produire cette flamme ne requérait ni concentration, ni technique, ni grande expérience, et, dès la fin du XIX^e siècle, dans les régions urbanisées d'Europe et des deux Amériques, peu de gens savaient encore allumer un feu *sans* allumettes.

Une partie de leur attrait tenait à leur facilité de production en série. Dans les années 1860, on inventa des machines à fabriquer les allumettes et, dès 1868, l'usine Vulcan AB Match, qui fut fondée à Tidaholm, en Suède, en produisait plusieurs centaines de milliers par jour. Dans les années 1830, un ouvrier qualifié n'en fabriquait que quatre ou cinq mille par heure ; dès les années 1870, les machines augmentèrent cette cadence de plus d'un ordre de grandeur. En 1889, en Amérique, Joshua Pusey inventa les pochettes d'allumettes, et en 1896, la Diamond Match Company (qui lui racheta les droits de son invention) fabriquait plus de 150 000 pochettes par jour. « Refermer le rabat avant de gratter », inscrivit-on dessus par mesure de sécurité, mais aussi sans doute pour des raisons juridiques, et cette formule devint par la suite la phrase la plus imprimée de toute la langue anglaise⁽³¹⁾.

Le XX^e siècle vit ainsi proliférer ces ustensiles générateurs de flamme, notamment les briquets métalliques à combustible liquide, travaillés tout d'abord dans l'élégance du style Art nouveau ou inspirés du mouvement Arts and Crafts. Des centaines de versions différentes étaient commercialisées au moment de la Première Guerre mondiale, la plupart adaptées à l'habitude naissante de la cigarette. L'invention des briquets grand public consolida la chose. Le plus répandu était le Zippo, mis au point par George G. Blaisdell à Bradford, Pennsylvanie, en 1932. Blaisdell améliora une conception autrichienne en l'équipant d'une mèche à l'épreuve du vent, en réduisant la taille de l'objet pour qu'il tienne dans la paume et en incorporant une charnière permettant d'allumer la cigarette d'une seule main. Il garantit aussi son briquet à vie, créant l'une des

premières offres de ce genre pour un produit de grande consommation. (Le nom vient de l'engouement de Blaisdell pour le *zipper*, ou fermeture Éclair, inventé dans une ville voisine de Pennsylvanie⁽³⁵⁾.) Le premier mois de production, il se vendit un maigre total de 82 Zippo, mais l'usine de Bradford ne tarda pas à en sortir 80 000 *par jour*. À l'aube du nouveau millénaire, il s'en était vendu plus de 400 millions dans le monde. La fabrication d'allumettes conservait elle aussi un rythme soutenu, Swedish Match (dans la petite ville de Tidaholm) débitant à elle seule 90 milliards de bâtonnets par an.

60 millions de kilos de goudron

Vous n'êtes probablement jamais entrés dans une manufacture de tabac et peu d'entre vous peuvent imaginer à quoi cela ressemble. Il y a une bonne raison à cela : l'industrie n'aime guère laisser entrevoir à quelle échelle elle fabrique ses produits. Répétons-le car les chiffres sont littéralement astronomiques : 6 000 milliards de cigarettes sont fabriquées chaque année dans le monde, 1 000 pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant de la planète ; 6 000 milliards de cigarettes, c'est assez pour relier la Terre au Soleil et retour, mais cela permet aussi de remplir 24 fois la Grande Pyramide de Gizeh ou 60 fois l'Empire State Building, à New York ; cela suffit à couvrir un terrain de football sur près de 1 600 mètres de hauteur ou à remplir 250 fois le Colisée de Rome ; en Chine, on pourrait daller la Grande Muraille (longue de 6 000 km) d'une couche serrée de cigarettes, large de 3 m et haute de près de 4. Nous parlons ici de 60 millions de mètres cubes de cigarettes, fumées année après année.

Nous pourrions aussi nous attarder sur le volume de suie, de goudron, de cendre, de cyanure et d'autres résidus peu engageants qui sont ainsi aspirés dans les poumons des fumeurs. Si une cigarette moyenne y

dépose 10 mg de goudron, cela veut dire que chaque année 60 millions de kilogrammes de goudron sont acheminés dans les poumons des fumeurs. Si un wagon peut contenir 10 000 kg de marchandises, cela revient à dire que, chaque année, un train composé de 6 000 wagons remplis de goudron de tabac se déverse dans nos poumons.

Dans les années 1940 et 1950, l'industrie se vantait de la taille et de la modernité de ses usines, de la vitesse à laquelle elles débitaient ses *tubes* et du travail opiniâtre de ses chimistes pour proposer des produits de qualité. Les publicitaires du secteur affichaient fièrement leur contribution à l'effort de guerre, notamment par les taxes qu'ils permettaient de percevoir sur leurs produits (*cf.* illustration 3). À ce stade, le secteur se prêtait encore volontiers à ce qu'on pourrait appeler une *rhétorique du gigantisme*, phraséologie que les détracteurs du tabac confisqueraient peu à peu au cours des décennies suivantes. Le tournant eut lieu au milieu des années 1960. Toutefois, les fanfaronnades perdurèrent au niveau interne : en 1973, lors du sixième anniversaire des Camel, un magazine publié pour les employés de Reynolds et leurs familles annonçait que le cap des 3 000 milliards de Camel venait d'être franchi^[32]. En 1984, dans une lettre d'information, American Tobacco se vantait d'avoir écoulé plus de 2 200 milliards d'unités de sa marque, la Lucky Strike^[33].

Cette productivité digne du royaume de Brobdingnag^[36] est une conséquence de la *mécanisation*. L'histoire, ici, a débuté en 1880, quand un jeune inventeur de Virginie soumit un modèle « nouveau et amélioré » de machine à fabriquer des cigarettes à l'US Patent Office, le bureau américain des brevets, qui le lui accorda un an plus tard. James Bonsack avait simplement modifié une cardeuse de la filature de laine de son père en un appareil capable de produire un train continu de cigarettes avec « une capacité de 100 000 cigarettes par journée de 10 heures ». Ce nouvel engin fonctionnait par l'introduction de tabac haché dans un tube de compression fuselé où il était aggloméré sous la forme d'un long

cordon continu. Ce cordon était ensuite acheminé dans un autre tube où un rouleau de papier également ininterrompu venait s'enrouler autour du boudin de tabac. Résultat : une cigarette d'une longueur quasi infinie, que de puissants ciseaux rotatifs pouvaient ensuite découper à la taille appropriée^[34].

On ne saurait trop s'exagérer l'impact de la mécanisation sur la consommation de cigarettes. Les machines Bonsack furent déterminantes dans la réussite de l'American Tobacco Company de James Buchanan Duke, dit « Buck », qui conclut un marché avec l'inventeur pour acquérir ses machines à meilleur prix. En 1886, Duke possédait quinze d'entre elles, et en 1889 vingt-quatre, capables chacune de débiter 100 000 cigarettes par jour, c'est-à-dire d'accomplir le travail d'environ 500 « cigarettières » payées pour les rouler à la main^[35]. Les machines suivantes furent encore plus rapides – de presque deux ordres de grandeur (cf. les illustrations 4-6 et l'encadré des pages 60-61).

(La rouleuse manuelle la plus rapide d'Angleterre aurait été une certaine Lily Lavender, « reine des rouleuses », qui en 1897, lors d'un concours contre les machines les plus efficaces du royaume, roula 162 cigarettes en 30 minutes. Un engin conçu par Bernhard Baron, l'un des principaux concurrents de Bonsack, battit Miss Lavender à plates coutures en débitant cette même quantité de cigarettes en une petite trentaine de secondes^[36].)

Les machines de Bonsack rendirent les cigarettes très bon marché. Buck Duke put ainsi les vendre quelques *cents* le paquet tout en engrangeant un joli profit. Les coûts de production chutèrent de 80 *cents* les mille en 1880 à environ 8 *cents* les mille en 1895. Fait notable : les cigares, quant à eux, résistèrent à la mécanisation. Fabriqués à partir de feuilles entières, plus difficiles à manipuler que le produit haché roulé dans les cigarettes, les cigares sont aussi enveloppés d'une cape de feuilles de tabac (entières) et non de papier, procédé qu'une machine a du mal à maîtriser. Dans les années 1930, les cigarettiers s'unirent à des fabricants

de cigares pour tenter de mécaniser ce processus d'enroulage de la cape, dans l'espoir d'utiliser des feuilles de tabac au lieu de papier pour envelopper la cigarette. N'y parvenant pas, ils furent bien déçus, car beaucoup d'experts redoutaient déjà que certains des effets nocifs de la cigarette ne proviennent de toxines (telle l'acroléine) produites par la combustion du papier. Les cigarettes sans papier ne devinrent jamais une réalité, et d'ailleurs l'essentiel du « tabac » utilisé finit par être au fond une forme de papier, puisqu'il se composait de feuilles expansées de pulpe de tabac séchées, pressées et roulées, ce qu'on appelle en anglais le « *recon* » (pour « tabac reconstitué ») – j'y reviendrai aux chapitres suivants.

C'est pendant la Première Guerre mondiale que la production de cigarettes dépassa celle des cigares, tant en Europe qu'en Amérique, et, en 1924, on constata que « le triomphe de la cigarette sur le cigare [était] aussi le triomphe de la machine sur l'artisanat⁽³⁷⁾ ». Nombre de cigares parmi les plus chers du monde sont encore roulés à la main, mais aucun, je présume, ne l'est contre la face interne des cuisses de jeunes vierges cubaines, comme le voulait jadis la légende. À l'heure actuelle, la plupart des cigares de production en série sont fabriqués à la machine, avec des capes de tabac reconstitué leur donnant l'aspect de grosses cigarettes brunes. Certains manufacturiers emploient même des tabacs séchés à chaud, rendant leurs cigares presque aussi inhalables que leurs cousines de couleur blanche.

20 000 cigarettes à la minute

La machine de Bonsack a pris le marché américain d'assaut, mais on aurait tort d'interrompre là l'histoire de la mécanisation. Le principal manufacturier de Grande-Bretagne, W. D. & H. O. Wills, conclut un contrat d'exclusivité avec Bonsack, et c'est l'une des raisons qui

permirent au Royaume-Uni de résister aussi efficacement à l'assaut américain. Dans les années 1890, les cigarettiers britanniques utilisaient différentes sortes de machines pour fabriquer les cigarettes à grande vitesse, toutes d'origine américaine : Gallaher & Company, à Belfast, était équipé par l'American Luddington Machine Company, et pouvait fabriquer des modules de tailles diverses ; John Player & Sons, à Nottingham, utilisait une machine, « the Elliott », fabriquée par Bernhard Baron aux États-Unis ; et les boutiques de tabac gérées par Salmon & Gluckstein installèrent une machine connue sous le nom de « the Munson », capable de produire quelque 18 000 cigarettes à l'heure. Citons encore la Briggs, importée de Caroline du Nord par J. S. Molins^[38]. La mécanisation a eu pour effet final de concentrer la manufacture de cigarettes entre les mains d'un groupe d'entreprises plus restreint, en forgeant les dynasties oligopolistiques qui, à l'avenir, domineraient la fabrication mondiale.

Les Français n'étaient pas en reste et, à la fin du XIX^e siècle, Decouflé et Allagnon, en région parisienne, fabriquaient des machines qui rivalisaient avec les Bonsack, tant sur le plan de leur capacité de production que sur celui de leur fiabilité. Les Italiens et les Allemands entrèrent aussi dans l'arène avec énergie. Le cas allemand est particulièrement digne d'intérêt : en 1930, la maîtrise des techniques de production y était telle qu'on commençait à fabriquer des *cigares* à la machine ; cette évolution suscita de fortes protestations parmi les rouleuses manuelles qui risquaient le chômage. Cependant, les marchands de cigares mettaient en avant la qualité « artisanale » de leurs produits et une entreprise alla jusqu'à se présenter comme l'« ennemie des machines » (*Maschinenfeind*). Le gouvernement nazi, en promulguant l'interdiction d'utiliser des machines dans la fabrication des cigares, espéra endiguer la crise de l'emploi. Les fabricants de cigares, reconnaissants, lui renvoyèrent la balle en soutenant le régime hitlérien. Même la marque de cigarette des sections d'assaut, la Sturmzigarette,

principale source de revenus des Chemises brunes, était roulée à la main pour préserver l'emploi des rouleuses en Allemagne^[39].

La révolution de la mécanisation

Les usines de tabac modernes sont des entreprises gigantesques, fortement automatisées, construites autour de machines à cigarettes à haut débit. Parmi les principaux constructeurs, on trouve l'American Machine and Foundry aux États-Unis, la Hauni Maschinenbau AG en Allemagne, l'Arenco-Decouflé en France, et la Molins Machine Company en Angleterre. Elles fabriquent des engins à haute performance qui découpent en lanières, hachent, roulent, coupent et conditionnent le tabac en cigarettes, le tout à des vitesses défiant l'imagination. Voici une sélection d'indications chronologiques des performances des grandes rouleuses.

<i>Année</i>	<i>Machine</i>	<i>Cadence de production des cigarettes (à la minute)</i>
1850-1880	Rouleuses à la main : 500-1 500/jour	~ 1
1867	Susini	60
1885	Bonsack	210
1895	Arenco-Decouflé	37
1895	Munson	300
1898	Baron (the Elliott)	480
1898	Briggs-Winston	300
1899	Bonsack optimisée	500
1899	BAT de Venners	480
1924	Machine à conditionner de Molins	600

1924	Standard Triumph	700
1924	American Machine and Foundry	800
1926	Molins Mark I	1 000
1951	Molins Mark V	1 250
1955	Molins Mark VI	1 600
1956	Molins Mark VII	2 000
1970	Ypsilon Maker d'AMF	4 000
1972	Molins Mark VIII	3 000
1976	Molins Mark IX	5 000
1991	MMDP-8000 (JTI)	8 000
1998	Lorillard	14 000
2000	Gallaher	16 400
2006	G.D. [Generate Differences] 121P	20 000
2008	Hauni PROTOS-M8	19 480

Il faut évidemment comprendre que ces machines doivent aussi s'accompagner de dispositifs d'alimentation et de conditionnement aux vitesses comparables, afin d'éviter tout engorgement. Les usines de cigarettes doivent donc aussi être équipées de trémies, de pulvérisateurs, de découpeuses, de fours de séchage, d'assembleuses de filtres, et ainsi de suite. Derrière ces machines, il y a des entreprises qui les alimentent en matériaux et accessoires, comme American Filtrona et Celanese, fabricants de filtres, des fournisseurs de papiers comme Ecusta, et des fabricants de matériels de test comme l'Arenco de Swedish Match, ainsi que des entreprises chimiques qui fournissent les agents de saveur, les humectants et autres, sans omettre les fournisseurs d'équipements de laboratoire comme les microscopes, les spectromètres de masse, les spectrophotomètres, les réfractomètres, les polarimètres, les

balances analytiques de précision, les traceurs de profils de bouffée et les machines à fumer automatiques. De telles installations forment une composante non négligeable de l'économie mondiale du tabac – même si les fumeurs ne découvrent jamais cette face cachée de leur habitude. Alors que la cigarette est quasi omniprésente, les moyens de production sont pour l'essentiel invisibles.

Tout au long du xx^e siècle, la vitesse des machines ne cessa d'augmenter. En public, l'industrie n'a jamais été très loquace au sujet de ces machines, mais d'après les archives internes, nous savons qu'en 1959 Philip Morris acheta 10 Mark VIII de Molins et qu'en 1973 l'entreprise, dans sa nouvelle usine de Richmond (Virginie), alignait 200 Mark IX, permettant de produire à peu près le quart des cigarettes fumées aux États-Unis. Rien de tout cela n'était bon marché : en 1971, l'acquisition d'une Molins Mark VIII coûtait à British American Tobacco Company (BATCo) 16 200 livres^[37]. Certains responsables du cartel prédirent une accélération sans fin de la fabrication : en 1953, par exemple, les dirigeants de Brown & Williamson imaginèrent une machine du futur qui roulerait, aromatiserait et achèverait le produit fini à une cadence de 10 000 pièces à la minute. Chiffre sous-estimé, car certaines machines actuelles sont presque deux fois plus rapides, débitant à peu près 1 600 m de cigarettes à la minute, soit 20 000 unités (voir l'encadré ci-dessus). Des empaqueteuses, capables de soutenir le rythme des rouleuses furent mises au point et, dès les années 1980, Reynolds disposait de machines capables de remplir et sceller 205 paquets à la minute, à raison de vingt cigarettes par paquet. Les fabricants de filtres durent se montrer tout aussi rapides et, en 1981, la KDF-2 Filter Maker de Hauni AG débitait des filtres pour Reynolds à la cadence de « 450 perches anglaises^[38] à la minute »^[40].

La réduction des coûts ne fut pas moins importante que ces gains de rapidité. Aujourd'hui, si la cigarette est aussi bon marché, beaucoup trop en fait, c'est parce que l'essentiel du travail est effectué par ces monstres

infatigables. En 1998, la mécanisation a permis aux usines Reynolds, en Turquie, de produire 2 847 000 paquets de cigarettes par employé. Cela équivaut à une multiplication par plus de mille de la productivité manuelle qui avait cours au XIX^e siècle. La mécanisation et la dépendance sont les deux principales raisons pour lesquelles la cigarette est devenue le produit le plus lucratif jamais commercialisé.

Vitesse et baisse des coûts ne sont pourtant pas les seules conséquences de la mécanisation. La rapidité croissante des machines requiert un contrôle attentif de la feuille de tabac : si on la laisse trop sécher, elle devient friable, et si elle reste trop humide, elle développe des moisissures. Pour résoudre ces deux problèmes, des additifs fumigants et humectants sont nécessaires. Si la cigarette moderne est un produit aussi dénaturé, c'est en partie à cause de la mécanisation. Les humectants comme la glycérine rendent la feuille flexible, permettant de prolonger sa durée de conservation et d'éviter que de petites particules hachées ne s'échappent du cylindre. Les cigarettes roulées à la main ne comportaient pas ces additifs, car on les terminait en les torsadant aux deux extrémités afin de maintenir le tabac à l'intérieur. Les machines antérieures aux Bonsack, par exemple celles fabriquées par Susini & Sons à Cuba dans les années 1850, sortaient des cigarettes ainsi torsadées, mais les machines de production en continu, comme les Bonsack, débitaient les leurs en une seule longue colonne, ce qui signifiait qu'une extrémité au moins demeurait ouverte (voire les deux, si la cigarette n'avait pas de filtre). Ces cigarettes ouvertes perdaient leur taux d'humidité plus vite, autre raison qui incitait à l'emploi d'agents humectants. En conséquence, la mécanisation a dégradé le produit à un point dont on a rarement pris la mesure en dehors du cercle étroit des initiés.

Certes, en termes de santé publique, cela revêt peu d'importance. Au vu de la toxicité intrinsèque du produit, le contrôle de qualité a toujours relevé de l'oxymore. L'apport de quantité d'additifs peut être considéré comme une dilution d'un poison dans un autre : autrement dit, l'idée d'un

« contrôle de qualité » appliqué à la fabrication des cigarettes s'apparente plutôt au code d'éthique d'un gang de criminels.

On s'étonne en revanche du peu d'attention que ces machines ont éveillé chez les historiens, les décideurs politiques ou même les spécialistes de la réglementation du tabac. Il est rare qu'un de ces experts en contrôle du tabac ait même entendu parler de Hauni AG, G. D. (Generate Differences) ou de la compagnie Molins. Cela participe du vaste biais conceptuel auquel nous sommes confrontés : les chercheurs étudient le *comportement* du fumeur *ad nauseam*, décrivant avec force détails les manières de consommer les cigarettes, mais personne ne parle jamais de leur *mode de production*. C'est précisément ce que veut le secteur : tout le poids du « choix » repose sur le fumeur, jamais sur le fabricant. Dans ce schéma, seuls les consommateurs ont le « choix » et l'industrie, elle, s'organise comme elle l'entend, en toute invisibilité. Comme si la cigarette était une coutume inhérente aux humains, un fait de nature ou un don de Dieu que nous ne pouvons refuser.

La guerre aime le tabac, le tabac aime la guerre

« Les guerres stimulent grandement le tabagisme sous toutes ses formes. »

Harry M. WOOTTEN, *division du conseil en investissement, Reynolds & Co., 1942.*

C'est logique, quand on y pense : pourquoi se soucier du cancer ou de l'emphysème qui nous guettent dans trente ans, alors que les balles sifflent au-dessus de nos têtes ? C'est ainsi, en somme, que les détracteurs du tabac furent réduits au silence pendant la Première Guerre mondiale, lorsque le prohibitionnisme moral qui avait conduit à l'interdiction du tabac dans quinze États américains fut mis à genoux. Demain, de jeunes et braves soldats risquaient de mourir, alors de quel droit leur aurions-nous refusé le réconfort d'une cigarette ? Le dossier médical contre le tabac n'était alors pas assez solide pour résister à cet assaut, et l'YMCA, la Croix-Rouge et d'autres organismes caritatifs revinrent sur leur opposition antérieure et se mirent à distribuer des cigarettes aux hommes qui combattaient en terre étrangère. Ces cigarettes faisaient partie des rations militaires et les commandants en chef soulignaient ce qu'elles avaient de vital en temps de guerre. Le général John J. Pershing, commandant des forces américaines en France, ironisa un jour : « Vous m'avez demandé ce qu'il faut pour gagner cette guerre. Je vous réponds :

du tabac, au moins autant que des balles ! » Le général Douglas MacArthur formulerait une exigence similaire sur le théâtre d'opérations du Pacifique, pendant la Seconde Guerre mondiale. Les propagandistes du tabac aiment à citer de telles reparties, au même titre que l'appel de George Washington en 1776 à venir en aide à ses troupes assiégées : « Si vous ne pouvez envoyer de l'argent, envoyez du tabac⁽⁴¹⁾. » Durant la Grande Guerre, les organisations caritatives patriotiques américaines se montrèrent à la hauteur : au paroxysme du conflit, elles expédiaient tous les mois 425 millions de cigarettes aux *sammies* sur le front français.

La cigarette patriotique

La guerre a toujours joué un rôle important dans le tabagisme, et ce à plusieurs titres. Elle déplace les hommes et le matériel, elle transfère⁽³⁹⁾ les modes d'une région du monde à une autre. Il est bien connu que la guerre de Crimée (1853-1856) a exposé les combattants occidentaux aux cigarettes orientales ; dans ce conflit, les Français, les Anglais et les Turcs (Ottomans) s'unirent contre les Russes, et les goûts turcs gagnèrent l'ouest. Autre exemple, au cours de la guerre de Sécession (1861-1865), les nordistes entrèrent en contact avec les habitudes tabagiques du Sud, parfois lors de rapines, parfois au gré des affectations. Le général Sherman avait raflé les stocks de plusieurs marchands de tabac lors de sa fameuse marche à la mer et, quand les nordistes finirent par apprécier ce qu'on leur avait donné à fumer, on envoya dans le Sud des demandes d'approvisionnements supplémentaires. En conséquence, la transformation du tabac se déplaça vers le nord, surtout à New York, où les dandys étaient toujours impatients d'adopter les toutes dernières modes culturelles.

La Première Guerre mondiale constitua un autre tournant capital dans l'essor de la cigarette. Les combats s'éternisèrent des années et, lors des

longues nuits dans les tranchées, on se réchauffait souvent au feu convivial des *cibiches*^[42]. La cigarette offrait aussi une manière de fumer particulièrement adaptée à la situation. Facile à allumer, rapide à consommer, elle était commode à fumer en station debout, en marchant ou (parfois) même en tirant à l'arme à feu. Et, à l'inverse de la pipe, elle n'avait rien d'encombrant ni d'exigeant. Des milliers de soldats gravèrent leur enthousiasme pour la cigarette sur des boîtes et des briquets ciselés de motifs, habitude née dans l'ennui des tranchées. L'effet fut immédiat : des millions d'hommes revinrent du front dépendants de cette nouvelle manière de fumer, et répandirent cette habitude à travers le monde en paix. La « der des ders » a transformé l'envie de fumer, ce luxe de marginaux à la moralité douteuse, en signe inattaquable de vigueur et de virilité. Plus laconiquement, la guerre a légitimé la cigarette. En soi, les chiffres sont éloquents : aux États-Unis, la consommation par personne de cigarettes manufacturées a plus que triplé de 1914 à 1919, passant de 155 à 505 par an^[43]. C'est l'une des croissances les plus rapides jamais enregistrées pour le tabac.

La popularité de la cigarette ne se démentit pas lors des guerres suivantes. Durant la Seconde Guerre mondiale, les fabricants américains furent priés de livrer 18 % de leur production à l'armée, sur ordre du War Production Board [Bureau de la production de guerre]. Les publicitaires en profitèrent pour associer le tabac au patriotisme, à l'hygiène et aux vertus d'une vie simple. En 1942, l'American Tobacco Company expurgea ses paquets de Lucky Strike de la couleur verte, en déclarant que cette teinte était « partie à la guerre » avec les soldats. (Le motif invoqué était de réaliser des économies en cuivre ; or, ce vert-là provenait d'un composé de chrome.) Fumer des Lucky fut assimilé à la loyauté patriotique et à la « défense nationale » : dans un des tout premiers films d'animation publicitaires, on fit même défiler des cigarettes en formation militaire. Les messages publicitaires pour les Lucky Strike évoquaient la bravoure du soldat mais aussi une certaine sensualité : « si

ronde, si ferme, si pleine », avançait une de ces publicités animées.

La guerre œuvre pour la cigarette parce qu'elle *détourne l'attention* de ses lointains effets sur la santé, mais la cigarette a aussi rempli d'autres offices. En 1942, aux Philippines, des autochtones résistant à l'occupation nipponne furent alertés de l'imminence du débarquement américain par des largages de paquets sur lesquels étaient imprimés les drapeaux américain et philippin, ainsi qu'un message signé du général Douglas MacArthur, commandant en chef du théâtre du Sud-Pacifique : « Je reviendrai ». Le Tobacco Institute [Institut du tabac], principal oracle de propagande du cartel, répandrait ces anecdotes dans la presse populaire tout en promettant que le tabac serait toujours prêt à apporter son soutien dans tout conflit à venir, et en soulignant son utilité pour « booster le moral des hommes au combat⁽⁴⁴⁾ ».

La guerre a souvent profité à la consommation, surtout dans le camp des vainqueurs. Entre 1935 et 1945, la consommation de cigarettes a presque doublé aux États-Unis alors qu'elle a décliné dans beaucoup d'autres pays. En Allemagne, par exemple, entre 1940 et 1950, elle chuta de moitié, chute due en partie aux campagnes nazies contre le tabac et plus directement aux conséquences de l'appauvrissement et du déplacement en masse (et de la mort) de millions de gens. Beaucoup de fabriques européennes de cigarettes furent détruites, ainsi que la quasi-totalité des capacités de production agricole du continent. En Europe, en 1945 et en 1946, les cigarettes étaient rares et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'Amérique a pu s'imposer avec son « American blend » léger et sucré, pour réaccoutumer le Vieux Continent⁽⁴⁵⁾.

Le plan Marshall

Beaucoup de gens seraient surpris d'apprendre que le tabac fut une composante importante du plan Marshall pour la reconstruction de

l'Europe. Entre 1947 et 1951, la valeur totale des biens expédiés vers le continent atteignit quelque 13 milliards de dollars, dont 1 milliard en tabac. Près d'un tiers (!) du total des financements « liés à l'alimentation » dans le plan fut affecté au tabac. Rien qu'en 1947, l'European Recovery Administration [Administration du Programme de reconstruction européenne] achemina gratuitement 90 000 t de tabac vers l'Europe. À l'époque, des détracteurs s'élevèrent contre cette affectation d'argent du contribuable américain à une habitude frivole, voire dangereuse : de 1940 à 1950, le journaliste d'investigation George Seldes publia *In Fact*, sous-titré *An Antidote to Falsehoods in the Daily Press* [Un antidote aux mensonges de la presse quotidienne], un bulletin d'information politique hebdomadaire, dans l'esprit d'un Ralph Nader avant la lettre [*sic*]. Dans ses colonnes, Seldes protestait très énergiquement sur ce point, s'insurgeant contre cette disposition « absolument stupéfiante » du plan, en vertu de laquelle « les peuples affamés d'Europe, que cela leur plaise ou non, devront accepter à peu près autant de tabac que de pain et d'autres denrées parce qu'il existe un surplus de tabac aux États-Unis ». Selon Seldes, les intérêts du tabac américain espéraient se servir de ce plan pour renforcer la demande de cigarettes de style américain en Europe. Le tabac était censé contribuer à enrayer l'expansion du communisme. En 1948, il publia un article intitulé « Tobacco vs Communism » [Tabac contre communisme], citant les affirmations de John W. Flannagan, élu de Virginie au Congrès, pour qui les dons de tabac à l'Europe « contribuer[ai]ent à éradiquer ou à retarder la propagation des idéologies hostiles à la démocratie et à la paix mondiale^[46] ».

À l'origine, il n'était pas prévu d'inclure cette denrée dans le plan. Le tabac ne fut pas mentionné dans le discours prononcé par George C. Marshall devant la classe des futurs diplômés de l'université Harvard le 5 juin 1947, au Sanders Theater. Et il n'était pas en haut de la liste du programme de relèvement européen arrêté à Paris six semaines plus tard

par les dix-sept nations pressenties. Ce fut seulement lorsque des législateurs des états du Sud s'emparèrent de ce plan qu'on y ajouta le tabac. Détail piquant, le personnage clef fut ici le sénateur de Virginie, A. Willis Robertson, père du télévangéliste Pat Robertson, qui insista pour que le tabac constitue une grosse part des cargaisons. Quelle ironie dans cette exigence quand on sait que Robertson père était un ardent opposant à l'alcool, contre lequel il tempêtait régulièrement à la tribune du Sénat ! Mais il savait où se trouvait son intérêt, et les cultivateurs de tabac lui surent gré de son soutien^[47].

Saluons au passage la vie et l'œuvre de George Seldes, premier journaliste américain de renom à avoir compris, en se fondant sur des travaux menés en Allemagne et aux États-Unis, que le tabac était la cause d'une épidémie de cancer du poumon. Seldes fut l'un des premiers journalistes à rendre compte de la découverte du biologiste Raymond Pearl qui démontra en 1938 que la cigarette abrégait la vie des fumeurs de presque dix ans, et l'un des premiers aussi à signaler que les magazines et les quotidiens répugnaient à défier l'industrie, tant ils dépendaient de leurs recettes publicitaires^[48]. Seldes est souvent ignoré par les historiens de la cigarette, en partie parce que sa croisade intervint bien avant que l'époque ne s'y prête. Dans les décennies 1940 et 1950, il n'y avait pas encore de public pour une critique « de gauche » de la cigarette. Comparativement aux premières années de la Prohibition (1919-1933), la ferveur antitabac avait reflué et les poches subsistantes dégageaient souvent de forts relents de puritanisme. Les médecins allemands s'insurgeaient violemment contre l'herbe du démon, mais la science allemande, depuis l'extermination des juifs et les expérimentations menées dans les camps, avait perdu à peu près tout prestige à l'étranger. (Seldes ne commenta jamais l'œuvre antitabac des nazis, mais il était correspondant de presse pour le *Chicago Tribune*, en poste à Berlin, quand un certain docteur Johann Plesch, professeur de médecine à l'université de Berlin, lui avait conseillé de ne pas fumer.) Aux États-Unis,

la rhétorique antitabac émanait généralement des cercles plus conservateurs, comme le *Reader's Digest*, qui tendait à considérer le tabac comme une insulte au temple du corps et comme une rupture avec les valeurs américaines traditionnelles.

Pour les courants progressistes des années 1950, le contrôle du tabac n'était vraiment pas un sujet, pourtant certains poids lourds du monde de l'entreprise pensaient le contraire. (En 1954, William Randolph Hearst Jr., le magnat de la presse, exprima sa crainte de voir les « fanatiques hostiles à la grande entreprise » transformer la question de la santé et de la cigarette en « une arme supplémentaire contre le monde des affaires américain⁽⁴⁹⁾ ».) Cependant la gauche brillait par son silence sur le tabac et, en outre, la plupart des gens de gauche fumaient – Seldes faisant plutôt figure d'exception à ces deux titres. Après 1950, sa voix fut elle aussi plus ou moins réduite au silence : il fut contraint de suspendre la parution d'*In Fact*, auquel il tenait tant, pour des motifs essentiellement financiers. Le brutal virage à droite de la culture américaine avait clairsemé sa liste d'abonnés. Le maccarthysme commençait tout juste à poindre dans toute sa monstruosité et, peu après (en 1950), Seldes fut lui-même convoqué devant la commission de la Chambre sur les Activités antiaméricaines pour répondre d'accusations de sympathies communistes, au demeurant vite abandonnées. (Il n'a jamais été membre du parti communiste et a eu une correspondance étrangement personnelle avec le directeur du FBI, J. Edgar Hoover.) Ainsi, lorsque le lien entre cancer du poumon et tabac fut redécouvert et confirmé grâce à des vagues d'études publiées au début des années 1950, Seldes, lui, n'était plus en position de rallier les forces antitabac. Et même s'il vécut encore quarante ans (il n'est décédé qu'en 1995, à 104 ans), son combat courageux contre le tabac avait plus ou moins sombré dans l'oubli. Aujourd'hui, sa vie et son œuvre doivent servir à rappeler que l'histoire avance souvent par oublis successifs et qu'avoir raison avant l'heure n'est pas une garantie de renommée.

La distribution caritative de tabac sur le terrain mondial se poursuivit longtemps après le terme officiel du plan Marshall, à travers d'autres programmes qui lui succédèrent, comme Food for Peace [Vivres pour la paix^{40}]. Pendant des décennies, le département américain de l'Agriculture (USDA) continua de se débarrasser de ses surplus de tabac dans le tiers monde, et les fermiers américains furent consciencieusement dédommagés. En 1964, l'USDA détenait un stock de tabac en feuilles estimé à 500 millions de dollars, qui fut vendu aux gouvernements amis du monde entier à des prix plancher. Le magazine conservateur *Barron's* lui-même le déplora, accusant Washington de se transformer en une sorte de Typhoid Mary^{41} à l'échelle internationale^{50}.

Taxes : la deuxième addiction

« Les gouvernements aiment tous l'argent, tellement plus que vos vies. »

The Scribe, *blog anonyme*, 2009.

Quand on y pense, c'est curieux : tous les ans, le tabac décime des millions de gens, mais les gouvernements ne semblent guère s'en soucier. Pis encore, ils se mettent en quatre pour encourager le phénomène. Les États du monde entier promeuvent la culture et la fabrication du tabac à travers leurs subventions aux agriculteurs, le soutien des prix et des cursus de formation en agronomie. Sur le terrain, des organismes agricoles apprennent aux agriculteurs à planter, fertiliser et récolter la feuille d'or et la plupart des nations ont instauré des systèmes de primes pour favoriser sa culture. Pourquoi le pouvoir encourage-t-il la culture et la fabrication d'un « bien » de consommation aussi dangereux ?

La réponse est simple : les recettes fiscales. Plusieurs traits fondamentaux de son mode de culture et de fabrication font du tabac une denrée facile à taxer. Premièrement, les cigarettes sont assez homogènes. Les emballages sont standardisés afin d'en faciliter la commercialisation et la fabrication, ce qui permet de les suivre et de les taxer. Autre facilitation : plusieurs mois ou même plusieurs années s'écoulent avant la mise sur le marché du produit fini. Une feuille de tabac récoltée à l'automne n'est généralement pas fumée avant deux ou trois ans, laps de temps consacré au séchage, à la découpe, au mélange, au « sauçage^{42} »

(autrement dit, son aromatisation), à la reconstitution, au roulage et à l'emballage, sans compter évidemment la distribution, la mise en présentoir et la vente. Le produit fini a aussi une durée de stockage assez longue, ce qui facilite sa surveillance par les administrations fiscales. Imaginez, à l'inverse, une taxation du pain ou des brocolis : chaque miche, chaque tête de brocoli est différente et ne peut être stockée plus d'une ou deux semaines (hors congélation), l'emballage n'est pas uniforme et les marges bénéficiaires sont faibles. De plus, les consommateurs ne contractent pas de dépendance au pain ou au brocoli ; si les prix montent trop, ils pourront toujours se tourner vers des produits de substitution. En revanche, le tabac dispose d'une clientèle d'une loyauté farouche : la plupart des fumeurs disent vouloir arrêter mais en sont incapables, ce qui se traduit par une faible élasticité des prix. Une hausse de 10 % entraîne une baisse de la consommation d'environ 4 %, tendance qui fluctue cependant selon le niveau de richesse d'une société et son degré d'addiction.

Les fumeurs constituent donc un « marché captif » : parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer, ils accepteront de payer cinq, dix ou même vingt fois le prix de revient d'une cigarette.

Une vache à lait

Le tabac est taxé depuis le XVII^e siècle au moins, et l'était peut-être même avant par les élites amérindiennes, dont nous savons qu'elles usaient de la feuille séchée comme d'une sorte de tribut. Toutefois, le grand essor des taxes ne survint qu'au XIX^e siècle, lorsque les gouvernements se mirent à compter sur celles qui frappaient la pipe et le cigare comme sources de recettes. Dès les années 1880, les taxes sur le tabac représentaient près du tiers du total des recettes du gouvernement fédéral américain. C'est à cette période que de nombreuses nations ont

su identifier la vache à lait qu'était la « feuille d'or ». Le premier monopole en date fut celui de la Grande-Bretagne, établi par Jacques I^{er} dès 1619. L'Espagne instaura un monopole sur le tabac en 1636, et la France l'imita en 1674^[51]. Celui de l'Autriche fut décrété en 1784, celui de la Pologne en 1924. La Japan Tobacco^[43] monopolisa la production de cigarettes dans l'archipel nippon pendant la quasi-totalité du xx^e siècle, et si la plupart de ces monopoles ont été érodés par la privatisation et la main de fer du commerce mondial, aidées en cela par les entités transnationales de la cigarette et leurs alliés, ils font encore la loi dans de nombreux pays.

Là où le tabac n'a pas fait l'objet d'un monopole, les gouvernements nationaux ont cependant grandement profité de ces taxes. Aux États-Unis, au milieu des années 1930, elles rapportaient au gouvernement fédéral presque autant de recettes que les impôts sur le revenu acquittés par les contribuables. Dans les années 1930, la Yougoslavie tirait des taxes sur le tabac plus de 22 % de ses recettes. Une estimation datant de 1935 calculait que les États européens puisaient en moyenne 15 % de leurs recettes fiscales dans le tabac. Dans l'après-guerre, ces chiffres diminuèrent, à mesure qu'une richesse croissante élargit l'assiette de l'impôt. Pourtant, en 1950, les taxes sur le tabac rapportaient encore à la Grande-Bretagne 20 % de ses recettes. Et, au milieu des années 1960, les monopoles fournissaient 5 % du budget national français, 10 % du budget de l'Italie et 15 % de celui de Taïwan. Dans les années 1990 encore, la Chine tirait plus de 10 % de ses revenus de ces mêmes taxes^[52].

L'Allemagne constitue un cas intéressant, car les taxes sur le tabac assuraient au gouvernement nazi à peu près le dixième de ses recettes, et certaines organisations du parti nazi dépendaient fortement des revenus de la cigarette. À peu près les deux tiers des revenus des Chemises brunes de Hitler (également appelées *Sturmabteilung* ou SA, sections d'assaut) provenaient des taxes sur le tabac, élément frappant, négligé dans la plupart des études historiques sur le III^e Reich. Plusieurs partis

politiques allemands de premier plan possédaient leur marque de cigarette, qui leur servait à générer des revenus. Les Chemises brunes produisaient par exemple leur Sturmzigarette, qui leur rapportait un confortable pécule, alors que Hitler ne cessait de récriminer contre le tabagisme⁽⁵³⁾.

La Chine, elle aussi, est un cas remarquable, car il s'agissait d'un consommateur relativement mineur jusqu'à la révolution de 1949 qui a porté le président Mao au pouvoir. D'environ 80 milliards cette année-là, la consommation de cigarettes grimpa à 200 milliards en 1960, 300 milliards en 1970 et 1 200 milliards en 1990. Dès le milieu des années 1990, les Chinois atteignaient des chiffres colossaux : 1 700 milliards de cigarettes par an, près du tiers du total mondial. À ce moment-là, l'empire du Milieu possédait 180 fabriques de cigarettes et 500 000 personnes travaillaient à la production de près de 1 000 marques différentes. Le parti communiste a défendu la culture et la manufacture du tabac comme source de revenu pour l'État chinois, mais à quel prix ? Le « socialisme à visage chinois » de Deng Xiao Ping a une facette morbide : des centaines de millions de Chinois vivant aujourd'hui mourront des effets du tabac, même si cette politique était inversée, car nombre de ces effets ne se feront sentir que dans des décennies. Les dirigeants de Pékin sont en majorité des ingénieurs non-fumeurs qui doivent comprendre que la Chine sera confrontée ces prochaines décennies à une catastrophe sanitaire – mon collègue Matthew Kohrman parle d'« extermination » – à moins que des initiatives ne soient prises pour réduire la consommation.

Aujourd'hui, cependant, Pékin œuvre davantage à promouvoir le tabac qu'à le limiter. Des moyens coercitifs sont employés pour inciter les fermiers à cultiver du tabac ; ils ne touchent que 2 % environ de la valeur du produit manufacturé et n'ont souvent aucune envie d'en cultiver, mais ils n'ont pas le choix. Beaucoup de sociétés étrangères essaient de mettre un pied en Chine, mais jusqu'à présent le gouvernement demeure le

principal producteur. L'armée possède un certain nombre de fabriques de cigarettes et, avant 1979, le gouvernement n'avait publié aucune déclaration officielle sur les risques pesant sur la santé⁽⁵⁴⁾. La China National Tobacco Corporation⁽⁴⁴⁾ (CNTC) [Société nationale chinoise du tabac] brossait un tableau idyllique de la feuille d'or. En 2005, le site de la CNTC pavaisait : « Fumer vous débarrasse de vos ennuis et de vos soucis. » Et de citer les propos d'un rédacteur en chef de magazine, âgé de 37 ans : « Tenir une cigarette, c'est comme s'appuyer sur une canne, cela vous apporte un soutien. Arrêter de fumer vous rendrait malheureux, abrégerait votre existence. » Le gouvernement vend la marque Longlife, littéralement « Longue vie », sur la base d'affirmations similaires.

En termes d'impact sur la santé, la privatisation a été une épée à double tranchant. Elle conduit généralement à une concurrence accrue qui permet aux fabricants étrangers de pénétrer des marchés intérieurs en y introduisant leurs tactiques agressives. Dans la plupart des cas, cela se traduit par une hausse des ventes de cigarettes japonaises, britanniques et américaines dont la fumée, moins âcre, est plus facile à inhaler. Elles sont aussi fréquemment arrosées d'additifs et manipulées chimiquement pour entretenir l'addiction. Toutefois, conserver un monopole étatique présente aussi des inconvénients. En règle générale, les monopoles n'ont pas à se soumettre à une instance réglementaire, ils sont souvent plus difficiles à taxer (parce que le taxeur et le taxé ne font qu'un), et leur relation intime avec le gouvernement les immunise souvent contre toute poursuite ou toute forme de responsabilité sociale.

Dans beaucoup de pays européens, les taxes sur le tabac sont désormais très élevées. En 2008, au Royaume-Uni, un paquet de vingt cigarettes de qualité « supérieure » coûtait environ 6 livres sterling, soit presque 7 euros. La France, l'Allemagne, l'Irlande et tous les pays scandinaves appliquent de très fortes taxes. Mais c'est sans doute la Norvège qui détient le record d'Europe : un paquet y coûte 70 couronnes, soit 9,30 euros. Les neuf dixièmes du prix sont constitués

de taxes, ce qui explique qu'on puisse acheter des cigarettes dans d'autres régions d'Europe pour moins du dixième de ce montant. Dans presque tous les pays balkaniques (Serbie, Monténégro, Albanie, etc.), les cigarettes coûtent moins d'un euro le paquet. Dans certaines contrées d'Asie, ce prix est encore plus bas.

Les États-Unis pratiquent au niveau fédéral (national) l'un des régimes de taxation les plus faibles au monde, avec moins de 10 % du prix de vente au détail. Toutefois, chaque État lève aussi des taxes, ce qui entraîne de fortes divergences de prix. Dans le Kentucky, par exemple, jusqu'en 2005, ces taxes étaient limitées à 3 *cents* par paquet, après quoi la législature de l'État les a portées à 30 *cents*. La Caroline du Nord ne prélevait en 2010 que 7 *cents* par paquet, et le Missouri 17. New York a la plus forte taxe étatique, à 4,35 dollars par paquet en 2013, et a en outre autorisé la ville à prélever un montant additionnel, relevant ainsi les taux étatiques et locaux à Manhattan ainsi que dans les autres *boroughs* de la mégapole à près de 6 dollars. (Un paquet de Marlboro peut y coûter jusqu'à 11 dollars, et les cigarettes à l'unité sont vendues illégalement un dollar pièce.) Les résidents des territoires indiens sont encore en mesure d'acheter des cigarettes exonérées de toute taxe, en dépit des efforts pour combler cette lacune. Dans la majorité des États, cependant, ces taxes ne constituent même pas la moitié du prix de vente au détail, une conséquence du pouvoir de cette industrie, qui lui permet d'étouffer tout ce qui s'oppose à sa domination^[55].

Qui est responsable de la contrebande ?

La taxation demeure potentiellement l'un des moyens de contrôle du tabac les plus puissants qui soient. Pourtant, elle doit être maniée avec prudence, car elle induit aussi une incitation à la contrebande, partout où il y a inégalité entre les taux de taxation (certains appellent cela le

buttlegging ⁽⁴⁵⁾). Des gangs terroristes et criminels sont parfois impliqués, et l'industrie elle-même n'est pas tout à fait neutre. Dans les années 1990, plus de 70 milliards de cigarettes par an ont été expédiées d'Amérique vers le port d'Anvers, bien qu'une infime partie de ces stocks fût effectivement destinée au marché belge. La majorité a abouti sur le marché noir : les Winston étaient acheminées en camion vers l'Espagne et les Marlboro vers l'Italie, leur origine a été déguisée pour éviter la taxation ⁽⁵⁶⁾.

Les entreprises du secteur affirment réprouver la contrebande, mais il est notoire qu'elles l'ont aidée et encouragée. En 1994, par exemple, le Canada fut contraint de réduire son taux de taxation fédéral en raison de la contrebande transfrontalière en provenance des États-Unis. Des cigarettiers canadiens avaient contribué à organiser l'acheminement illégal de marques canadiennes dans l'État limitrophe de New York, d'où elles étaient renvoyées au Canada, via les territoires des Indiens Akwesasne. On estime qu'en 1995, dans les provinces de l'est du Canada, une cigarette sur trois était vendue illégalement. Les fabricants de tabac invoquaient ensuite ce prétexte pour réclamer une réduction des taxes (afin d'enrayer la contrebande !), et la manœuvre fut couronnée de succès : les taxes furent abaissées et la consommation de tabac reparti donc à la hausse. En 1999, le même phénomène se produisit en Suède, où l'on renonça à certains des taux de taxation les plus élevés du monde face à la contrebande en provenance d'Estonie et de Pologne. En outre, les fumeurs pouvaient se soustraire aux taxes locales en commandant leurs cigarettes directement dans des pays favorisant le tabac, comme la Grèce, et en étant livrés par la poste. Dans les années 1990, au Royaume-Uni, le *buttlegging* devint un tel problème que le principal cigarettier du pays, Imperial Tobacco Company, fut attaqué en justice pour son soutien, actif et organisé, à cette distribution illégale. Philip Morris fut aussi poursuivi en novembre 2000 pour avoir contribué à organiser la filière de contrebande des États-Unis vers Anvers. En

Colombie également, Philip Morris et British American Tobacco ont bénéficié d'opérations de contrebande massive, qui ont poussé de nombreux fermiers de ces régions à renoncer à la feuille de tabac au profit de la feuille de coca (pour en tirer de la cocaïne) parce que les cigarettes importées marchaient sur les plates-bandes des marques locales^[57].

Des documents internes de British American Tobacco révèlent que la compagnie a collaboré avec sa filiale argentine, Nobleza-Piccardo, pour tirer parti d'opportunités de contrebande qui s'ouvraient dans le nord-est de l'Argentine. Elle utilisait la formule *droits non acquittés* (*duty not paid*, ou DNP) pour désigner ce commerce illégal, défini comme « un marché important qui reste à satisfaire ». L'un des éléments de ce plan consistait à introduire la marque Jockey Club en tant que cigarette DNP à Posadas, ville frontalière proche du Paraguay et réputée pour être un carrefour de circuits illicites. British American Tobacco possédait déjà « une position forte dans le domaine du DNP » et espérait miser sur cette position pour « maximiser les profits du groupe issus de l'activité DNP ». La compagnie savait que le gouvernement argentin finirait par faire le nécessaire pour supprimer cette opportunité et insista sur la nécessité de se préparer « à abandonner complètement ce segment du DNP sans laisser un vide que nos concurrents seraient mieux placés que nous pour combler ». Des projets furent également échafaudés pour introduire légalement des produits semblables au Brésil « afin de protéger N-P [Nobleza-Piccardo] d'accusations de complicité »^[58].

La contrebande est depuis longtemps un phénomène mondial. En 1980, un rapport interne de l'industrie du tabac admettait qu'à peu près 30 % de toutes les cigarettes italiennes étaient de contrebande et, durant les années records de la décennie 1990, jusqu'au quart du commerce mondial de la cigarette était illégal. Ce commerce illicite semble avoir été réduit à peu près de moitié sous le coup de mesures répressives adoptées à l'orée du nouveau millénaire, auxquelles contribua l'autodiscipline de

sociétés inquiètes. Malgré cela, la contrebande concerne encore des centaines de milliards de cigarettes chaque année, soit une perte de recettes de l'ordre de 40 à 50 milliards de dollars pour les gouvernements^[59].

Dans certaines régions du monde, pourtant, ce trafic a été et demeure la règle plus que l'exception. En Ukraine, en 1999, le président Leonid Kuchma a annoncé que les trois quarts des cigarettes vendues dans son pays étaient soit introduites en contrebande, soit produites en toute illégalité. Pendant de nombreuses années, les fabricants de cigarettes ont fort peu combattu le commerce illégal, ou l'ont même encouragé. En 2001, par exemple, des documents ont été mis au jour qui démontraient que British American Tobacco avait organisé l'expédition illégale de centaines de millions de cigarettes en Somalie, en Afghanistan, en Inde et au Pakistan. Un document d'entreprise datant de 1987 souligne que « le transit vers le Soudan sera assuré par Kental [une société d'import-export chypriote] et vers la Somalie par Easa Gurg », l'ambassadeur de Dubaï à Londres. Ce terme de *transit* est un mot codé employé par les multinationales pour désigner la contrebande. C'est ce que révèle un document interne de British American Tobacco : « Il faut étudier pleinement les opportunités d'importation légales avant de chercher des opportunités de transit. » Chypre, par exemple, est depuis longtemps une plaque tournante de la contrebande, mais le problème existe partout où l'on constate des inégalités de taxation. Aujourd'hui encore, le Chinatown de New York est inondé de cigarettes illégales, essentiellement des sous-produits de Marlboro et d'autres marques répandues, contrefaites en République populaire de Chine^[60].

Les inégalités de taxation peuvent certes créer des appels d'air pour le transport illégal, mais en règle générale à condition que le secteur coopère et que les pouvoirs policiers soient affaiblis sur place. N'oublions pas que la contrebande incite à fumer, car elle procure des cigarettes souvent moins chères que leur variante licite ; elle peut aussi contribuer à

populariser une nouvelle marque en lui conférant une sorte d'image « branchée ». Ce trafic a aussi pour effet de miner les restrictions imposées au marché (par exemple, les interdictions d'importation), et de saper ainsi les monopoles locaux.

Le secteur soutient que les taxes engendrent la contrebande, or cette dernière tend à être moins fréquente là où les taxes sont élevées, parce qu'il s'agit de pays généralement où la loi est respectée, telles la Suède ou la Norvège. Inversement, en Albanie, par exemple, près de 75 % du marché est illégal, alors même que les cigarettes y coûtent environ 25 centimes d'euro le paquet^[61]. De plus, les amendes sont généralement plus faibles pour le trafic d'un produit licite que pour une autre forme de trafic (de cocaïne ou d'armes, par exemple). Il est étrange que l'acheminement de paquets ordinaires expédiés par UPS ou Federal Express soit assorti d'un dispositif de traçage électronique, alors que celui des caisses ou des cartons de cigarettes ne l'est pas. Et nous ne possédons pas encore le type de timbre fiscal high-tech qui permettrait d'empêcher la contrefaçon. Si seulement on prenait le problème au sérieux, il serait facile de réduire la contrebande.

Une troisième addiction ?

J'ai présenté les taxes comme la « deuxième addiction », mais il en existe sans nul doute une troisième : la source ininterrompue de dommages et intérêts versés par l'industrie aux États américains, à la suite des procédures judiciaires qu'ils ont engagées avec succès dans les années 1990. Le Master Settlement Agreement (MSA) de 1998, élaboré pour dédommager des coûts médicaux liés au tabagisme, a en effet imposé aux entreprises du secteur de verser aux gouvernements des États américains 250 milliards de dollars sur une période de vingt-cinq ans. Mais les hommes du tabac ont été assez habiles pour y inclure des

annexes qui leur permettent une cessation des versements au cas où leurs revenus chuteraient en dessous d'un certain seuil. Lorsque, au début du nouveau millénaire, juges et jurys ont commencé à envisager de verser des dommages et intérêts à des plaignants dans de nouvelles affaires, certains procureurs généraux d'États américains ont écrit aux tribunaux des courriers favorables à l'industrie du tabac et incitant à la limitation de ces demandes. Leur crainte ? Voir des pénalités élevées entraver la capacité de ces entreprises à verser leur dû aux États. C'est l'une des raisons pour lesquelles le MSA a été considéré comme une trahison⁽⁶²⁾, une forme d'étreinte incestueuse avec les marchands de cancer. Le MSA peut être compris comme un impôt indirect, les avocats percevant une partie des indemnités, mais aussi comme un avantage induit pour les entreprises, une sorte de garantie informelle de stabilité financière. C'est pourquoi les cours des titres boursiers cigarettiers ont crevé tous les plafonds dans les années qui ont suivi.

Les gouvernements du monde entier sont désormais dépendants de la permanence des ventes de cigarettes. Taxer l'industrie peut être un excellent moyen de réduire la tabacomanie, mais c'est aussi un moyen de remplir les coffres des États, aussi n'est-il guère surprenant que la plupart des responsables politiques, soucieux de leur carrière, fassent preuve de mollesse sur la question du tabac. Il est facile d'incriminer les fumeurs pour leur stupide manie, mais les gouvernements doivent aussi endosser une partie de la responsabilité, tant pour ce qu'ils font que pour ce qu'ils ne font pas. C'est un calcul cynique, mais les gouvernements ne feront probablement ce qu'il faut que lorsqu'ils auront compris que le coût généré par les maladies du tabac entame dangereusement les bénéfices qu'ils retirent de la taxation. Sans compter la perte de productivité causée par les décès précoces et les pertes financières liées aux dégâts environnementaux et aux incendies. Vue dans son ensemble, l'habitude de fumer implique un tribut beaucoup plus lourd que ce que rapportent les recettes fiscales.

Le génie du marketing est lâché

« Il y a plus de médecins qui fument des Camel que toute autre cigarette. »

« Venez au pays de l'arôme, venez au pays de Marlboro ! »

Slogans publicitaires.

Nous avons tendance à considérer le *branding*, ou stratégie de marque, comme allant de soi et nous avons du mal à imaginer un monde qui en serait dépourvu, pourtant son déploiement à grande échelle est une invention du XIX^e siècle. La campagne de marketing pour le savon Ivory fut l'une des premières du genre : Procter & Gamble la lancèrent en 1882 pour un mélange de détergent et de graisse végétale « pur à 99,44 % ». À cette époque, il existait peu de produits de grande consommation vendus à l'échelle du pays. Dans différentes régions des États-Unis, les Américains pouvaient acheter des biscuits Uneeda, du Celery Compound, élixir de la marque Paine, de la levure chimique Royal, etc., mais les biens de consommation faisant l'objet d'une publicité et d'une standardisation commençaient tout juste à apparaître, ainsi que le marketing à l'échelle de la nation entière.

La croissance de la publicité alla de pair avec la propagation des journaux et (plus tard) celle des magazines de grande diffusion, et avec l'apparition de nouveaux types d'emballages qui permettaient d'apposer le nom de certaines marques sur des produits de consommation courante.

Le Coca-Cola fut inventé en 1886 et, dès la fin du XIX^e siècle, il était en vente d'Atlanta (Georgie), siège du fabricant, à Los Angeles (Californie). W. K. Kellogg lança ses premières céréales à l'échelle nationale en 1906, et R. J. Reynolds entama la commercialisation du tabac à rouler Prince Albert, également à l'échelon national, un an plus tard^[63]. Bien que nombre de produits et de marques fussent voués à l'échec, plusieurs connurent des carrières spectaculaires : les appareils photo Kodak, les machines à coudre Singer, la soupe Campbell, le chewing-gum Wrigley's, le dentifrice Colgate et le jus de raisin Welch, pour ne citer qu'eux^[64].

Et les Camel.

Les cigarettes Camel furent dévoilées par la R. J. Reynolds Company en 1913 au terme d'une campagne choc d'affichage et de presse annonçant « The Camels are coming » [Les chameaux arrivent]. Les thèmes orientaux étaient déjà courants, et des marques de premier plan portaient des noms tels que Sultan, Omar, Fatima, Mecca, Murad et Mogul. On en faisait la promotion à grand renfort de publicités qui multipliaient les paysages tropicaux ou désertiques et les femmes sensuelles dans des postures suggestives. La cigarette n'était pas encore aussi populaire que la pipe ou même le cigare, mais la tendance était clairement à la hausse : au tournant du siècle, aux États-Unis, on ne fumait que 2,5 milliards de cigarettes par an mais, à la fin de la Grande Guerre, les ventes des *seules* Camel atteignaient dix fois ce nombre.

Consommation de cigarettes aux États-Unis et nombre de décès par cancer, 1900-2010

<i>Année</i>	<i>Milliards de cigarettes fumées</i>	<i>Cigarettes fumées par personne (adultes)</i>	<i>Nombre de décès par cancer du poumon</i>
1900	2,5	54	Extrêmement rares ^a

1905	3,6	70	Extrêmement rares
1910	9	151	Extrêmement rares
1915	18	285	400 ^b
1920	45	665	non applicable
1925	80	1 085	non applicable
1930	119	1 485	2 837
1935	134	1 564	5 049
1940	182	1 976	8 086
1945	341	3 449	12 130
1950	370	3 522	18 313
1955	396	3 597	26 826
1960	484	4 171	36 420
1965	529	4 259	48 483
1970	537	3 985	65 927
1975	607	4 123	82 799
1980	632	3 851	104 456
1985	594	3 461	123 146
1990	525	2 827	141 963
1995	487	2 515	161 815
2000	430	2 092	155 967
2005	389	1 777	163 500

2010

340

1 500

157 300

Sources : Tobacco Outlook Report [Rapport sur les perspectives du marché du tabac], Economic Research Service, US Dept of Agriculture [ministère de l'Agriculture des États-Unis] ; NCI, ACS, USDA. Sont inclus les cas de cancer de la trachée, du poumon, des bronches et de la plèvre.

^a Seulement 140 cas connus dans le monde avant 1900.

^b Ce chiffre concerne l'année 1914, première année où le cancer du poumon a été répertorié comme cause de décès aux États-Unis.

C'est ce qui conduisit au grand « reclassement », les marques locales succombant à l'assaut des marques de référence. Il existait 30 000 marques de cigarettes différentes au début de la Première Guerre mondiale. Une partie de cette prolifération découlait des efforts pour décourager la contrefaçon. (Susini & Sons, à Cuba, par exemple, modifiait régulièrement ses emballages pour compliquer la tâche des faussaires européens.) Les cigarettes étaient roulées localement et sous des appellations volontairement évocatrices de légèreté, telles que Fire Cracker [Pétard], Freckled Squaw [Squaw tachée de son] et Sour Grapes [Raisins amers]. Certains noms se voulaient clairement libertins ou comiques, faisaient un pied-de-nez aux vieux maniaques de la Prohibition, notamment des cigarettes fin de siècle telles que *Christian Comfort* [Réconfort chrétien], *Coffin Nail* [Clou de cercueil] et *Forbidden Fruit* [Fruit défendu]. Les cigarettes étaient souvent considérées comme une manie décadente ou efféminée, à l'opposé du cigare ou de la pipe, ce qui explique des noms de marques tels que Police Club, Carrie's Hatchet [Hachette de Carrie^[46]] et Scalping Knife [Couteau à scalper]^[65]. La Camel de R. J. Reynolds, bénéficiant d'une publicité à l'échelle nationale, contraignit nombre de ces petites marques à fermer boutique ; certaines furent rachetées par les principaux acteurs de l'industrie, mais la plupart disparurent simplement sans laisser de trace.

« bain de mouton » et publicité aérienne

Avides de connaître le même succès que Reynolds, les compagnies nées du démantèlement de l'empire Duke (en application du Sherman Antitrust Act) établirent leurs propres appellations phares. Liggett & Meyers lança les Chesterfield en 1912 et, trois ans plus tard, entama une campagne nationale dans le style de celle des Camel. L'American Tobacco Company imposa sa marque, Lucky Strike, en 1917, en la positionnant de manière à séduire les femmes autant que les hommes. Les Camel, les Lucky et les Chesterfield allaient occuper une position dominante pendant des décennies, en s'appropriant 88 % du marché dès les années 1930. Pourtant, Lorillard tira bien son épingle du jeu avec son Old Gold qui, après une cure de jouvence, accéda dès 1926 au statut de « marque de référence ». Brown & Williamson fit irruption parmi les grands en 1933 avec sa cigarette mentholée Kool, qui serait plus tard très appréciée des Afro-Américains en raison d'un marketing très orienté, comme nous le verrons^[66]. La croissance explosive du tabagisme n'était pas une vague suffisante pour mettre à flot tous les bateaux, mais elle eut pour conséquence de rendre « insignifiantes » les marques vendant moins d'un milliard de cigarettes par an.

Slogans

La clef, pour ces premières grandes marques, ce sont des slogans soigneusement élaborés. Les fumeurs sont prêts, disait-on, à « marcher un kilomètre pour une Camel », accroche concoctée en 1921 pour Reynolds par l'Ayer Advertising Agency, déjà célèbre pour avoir forgé le slogan de la compagnie Morton Salt : « *When It Rains It Pours* » [Même sous l'averse, ça verse^[47]]. (Cette agence remporta plus tard le contrat du diamantaire De Beers : « *Diamonds are Forever* » [Les

diamants sont éternels] ; et celui de l'US Army : « *Be all you can be* » [Devenez tout ce que vous pouvez être.] Le slogan emblématique de Lucky Strike fut « *It's toasted* » [Elle est grillée], complété plus tard par « *Reach for a Lucky instead of a sweet !* » [Au lieu d'une sucrerie, prenez donc une Lucky !] – qui eut le don d'irriter les confiseurs au plus haut point⁶⁷. (On peut même se demander si, après l'affront d'un tel slogan, l'apparition des cigarettes en chocolat ne fut pas pour les fabricants de friandises une forme de compensation.)

Certains slogans laissent perplexe. En 1931, par exemple, l'American Tobacco Company diffusa une série de publicités vantant son procédé dit de « torréfaction » (*toasting*) qui dissipait « la base parasiticide naturellement présente dans toutes les feuilles de tabac ». Difficile à comprendre si l'on n'a pas en tête le mode de transformation de ces feuilles. Le point central tenait au fait que le processus de torréfaction par chauffage à la vapeur, préalable à la fabrication, dégagait certains gaz assez redoutables. On en déduisait que cette torréfaction « purifiait » les feuilles utilisées dans les Lucky Strike. Les fabricants de cigarettes récupéraient et condensaient ces gaz acides et nocifs, et les revendaient sous forme liquide aux fermiers comme insecticide et fongicide pour le bétail : un « bain parasiticide » (« *sheep dip* », littéralement : bain de mouton). On faisait sauter les moutons du haut d'une plate-forme dans de grandes cuves de ce mélange à l'odeur chargée afin d'avoir la certitude que leur tête était bien immergée. Ce « bain parasiticide » tuait tous les poux, les tiques, les puces ou les mites qui avaient pu s'accrocher à l'animal, ce qui valait certainement mieux, du moins étions-nous incités à le croire, que d'inhaler ce même produit avec notre cigarette préférée. C'est de là que vient l'intérêt du « *toasting* » et sa défense par l'argument du « bain de mouton ».

Les publicitaires finirent par comprendre que les images positives vendaient mieux que les images négatives, bien que cette leçon n'ait jamais été parfaitement assimilée. En 1973, R. J. Reynolds vantait

ses cigarettes Focus qui ne délivraient plus « aucun goût de plastique » – la maladresse explique pourquoi cette marque connut une carrière médiocre. Philip Morris s'en sortit beaucoup mieux avec son « appel pour Philip Morris », un coup de fil annoncé par un chasseur d'hôtel de toute petite taille du nom de Johnny Roventini. « Découvert » par un publicitaire au New Yorker Hotel en 1933, ce charmant personnage d'un mètre vingt fut aussitôt engagé pour entonner son slogan fétiche – « On demande Philip Moo-rii-sss » – dans des émissions de radio diffusées d'un bout à l'autre du pays. Devenu « la première marque déposée vivante du monde », Roventini sillonna ensuite les États-Unis pour le compte de ses employeurs, dînant avec le président Eisenhower, discutant politique avec Richard Nixon, tout en fumant des Marlboro. On l'a souvent appelé « le nain », mais en réalité c'était simplement un homme de petite taille – il se désignait lui-même comme un « lilliputien ». Il ne paraissait pas contrarié de se voir transformé en phénomène de foire d'un *one man show* publicitaire dédié au tabac. Son effigie était reproduite sur d'innombrables affiches, publicités de magazines et figurines en carton, et Philip Morris lui attribua le mérite d'avoir supplanté l'Indien, emblème jusqu'alors omniprésent dans les bureaux de tabac⁽⁶⁸⁾.

Les fabricants ont toujours veillé à ce que leurs slogans épousent le sentiment populaire : le patriotisme en temps de guerre, le féminisme dans les périodes d'émancipation, l'épargne dans les époques de privation, les garanties de type médical dans les périodes de « peurs sanitaires », et ainsi de suite. La cigarette était assimilée au « risque » quand il s'agissait de conquérir l'imagination de la jeunesse masculine, à la minceur, aux « régimes » ou à la séduction quand il importait de s'attirer les « suffrages » des femmes fumeuses. Bref, tout ce qui pouvait faire vendre.

En réalité, il est sans doute juste de reconnaître que cette industrie a *inventé* une bonne part du marketing moderne. Les fabricants de tabac furent les premiers à utiliser la lithographie en couleurs pour leurs publicités (dans les années 1850) et parmi les premiers à utiliser des

coupons et des « cartes à tabac » (les « *cigarette cards* ») pour séduire les consommateurs. Les cigarettes furent les premiers articles promus par publicité aérienne et les premiers vendus sur des panneaux d'affichage recouverts de photolithographies (dans les années 1970). Les marchands de tabac furent les pionniers du dessin animé (diffusé dans les salles de cinéma), dans l'art de faire figurer en bonne place la cigarette dans les films hollywoodiens, pionniers de l'« achat impulsif » dans les grandes surfaces (grâce à une mise en place habile en rayons), des hommes-sandwiches transformés en marques vivantes comme Roventini, du « *branding* graphique » sur les serviettes de bain et autres, du marchandisage de marques sur les T-shirts et les blousons (dans les boutiques Marlboro), et même de vacances liées à des produits et à des « expéditions » (comme les Marlboro Adventure Teams et les Camel Expeditions)⁽⁶⁹⁾.

Les cartes à tabac

Les cartes à tabac furent l'une des toutes premières réussites publicitaires du milieu du XIX^e siècle, un véritable triomphe. Ces inserts en carton rigide servaient à empêcher que les paquets de cigarettes ne s'écrasent. Par la suite, les fabricants comprirent qu'ils offraient des supports idéaux à la publicité et que, s'ils étaient assez joliment conçus, les gens les collectionneraient. Dès les années 1870, on imprima donc sur ces cartes des séries thématiques – par exemple, des chefs indiens célèbres ou des pin-up, diverses races de chiens, des présidents, des héros du base-ball, de la boxe ou d'autres sports. C'est l'époque où est né l'engouement pour les collections, et ces cartes ont dû contribuer à la vogue, si l'on en juge par la pléthore de celles qui sont aujourd'hui en vente sur eBay. Le procédé se répandit assez vite en Europe, avec des cartes affichant l'« armée allemande », des « photos du Führer » et des centaines d'autres thèmes. Les premières cartes de joueurs de base-ball

au monde furent ces cartons rigides insérés dans les paquets. Une étude historique récente sur le sujet le souligne : « L'industrie du tabac est à l'origine des cartes de base-ball telles que nous les connaissons aujourd'hui^[70]. »

Publicité aérienne et skycasting

Une autre innovation apparut en 1923, quand un biplan des plus récents survola Times Square en traçant dans le ciel de New York « Lucky Strike » en lettres géantes d'un kilomètre et demi de hauteur. Le major britannique Jack Savage était payé mille dollars pour chaque vol de six minutes^[48], mais l'American Tobacco Company jugea apparemment la dépense justifiée, au vu de la couverture que la presse à sensation donna de ces événements. Rapidement élargie à l'échelle nationale, la campagne couvrit 122 villes pour la seule année 1923. Lorillard, qui se devait d'entrer dans la course, introduisit en 1928 une nouvelle technique, le « *skycasting* » : un animateur radio était invité à survoler Manhattan à bord d'un trimoteur Fokker en appelant – d'une voix fortement amplifiée – à fumer des cigarettes Old Gold. Selon un article grotesque du *New York Times*, la voix était amplifiée « une centaine de millions de fois ». Le *skycasting* ne dura pas longtemps, mais d'autres procédés tout aussi démesurés persisteraient : dans son *Cigarette Century*, Allan Brandt rappelle les immenses volutes de fumée soufflées par le Camel Man de Times Square. L'enseigne fut enlevée en 1966 pour être simplement remplacée (vingt-trois ans plus tard) par un Joe Camel en néon encore plus grand, érigé dans le cadre d'un plan de communication de la compagnie Winston-Salem visant à « rajeunir » son image et à rivaliser avec Marlboro^[71].

Bandes dessinées

Les premières bandes dessinées publicitaires destinées à faire vendre

les cigarettes datent de 1930 ; elles s'attirèrent un feu nourri de critiques de la part d'éditeurs inquiets de cette initiative, qui ciblait manifestement les enfants. En 1935, William Randolph Hearst, le magnat de la presse, demanda à Reynolds de déplacer ses publicités des pages réservées aux bandes dessinées vers les rubriques adultes de ses journaux, en accusant le fabricant de tabac de se livrer à « une opération visant directement à apprendre aux enfants à fumer la cigarette ». À cette période, Reynolds consacrait 15 % de son budget publicitaire à financer des bandes dessinées dominicales touchant 23 millions de lecteurs de 149 journaux différents. Les protestations de Hearst s'attirèrent une réplique polie mais ferme de S. Clay Williams, président du conseil d'administration de Reynolds, qui prétendit que ces BD publicitaires n'étaient en aucune façon conçues pour attirer les enfants. Ces *comics*, affirmait-il, étaient principalement destinés aux adultes^[72].

Affichage en photolithographie

Avant la Seconde Guerre mondiale, l'affichage était l'un des principaux piliers des campagnes publicitaires. Dans les années 1950 et 1960, il fut supplanté par les messages télévisés. Lorsque ceux-ci furent frappés d'interdiction par la Commission fédérale des communications (FCC) en 1970^[49], les fabricants cherchèrent à tout prix d'autres moyens d'atteindre les consommateurs. Ce furent les grands panneaux d'affichage, généralement peints à la main, selon une technique qui s'apparente à la peinture par numéro. Aujourd'hui, tout le monde ou presque les a oubliés. C'était un travail à la fois fastidieux et laborieux, et Philip Morris passa contrat avec Kodak pour développer un nouveau procédé grâce auquel des images grand format – par exemple, celle du cow-boy Marlboro chevauchant au milieu de la prairie – pourraient être imprimées et dupliquées sur des supports préfabriqués. Peu de temps après, les panneaux peints devinrent obsolètes et furent remplacés par

l'assemblage et le collage sur site d'affiches photographiques surdimensionnées. Les cigarettiers américains dépensèrent des millions de dollars pour ces affiches avant qu'elles ne disparaissent dans le cadre du Tobacco Master Settlement Agreement. Cette méthode publicitaire demeure néanmoins très courante dans de nombreuses autres régions du monde.

Émissions de radio

Le sponsoring d'émissions de radio a débuté dans les années 1920. Des comiques tel Jack Benny assuraient l'animation et faisaient l'article pour les cigarettes. La « Lucky Strike Radio Hour » d'American Tobacco divertissait des millions d'auditeurs avec son Lucky Strike Dance Orchestra. Les transcriptions d'émissions de la fin des années 1920 contiennent des milliers de publicités pour la Lucky, « la cigarette bonne pour la santé » et « merveilleuse solution de rechange aux sucreries qui font grossir ». On faisait appel à des personnalités pour qu'elles martèlent le refrain de la « santé grâce aux Lucky » : l'actrice Irene Bordoni fumait des Lucky « pour rester menue », George Gershwin pour garder « sa forme physique et sa vivacité d'esprit » et Al Jolson, lui, pour rester « plein d'entrain », et parce que les Lucky étaient « aussi douces et apaisantes que les meilleures berceuses jamais écrites »^[73]. On vantait la torréfaction ou *toasting*, qui s'avérait un « désinfectant pour la bouche », le « progrès le plus moderne dans la fabrication des cigarettes ». Des gens venus visiter l'usine Lucky Strike de Reidsville, en Caroline du Nord, en repartaient « avec une sensation d'harmonie, de propreté et d'efficacité ». Les transcriptions révèlent aussi que les annonceurs choisissaient soigneusement leur terminologie : dans l'une de ces séries où plus de 1 800 messages concernaient les Lucky, le mot « gorge » apparaissait 98 fois quand celui de « poumons » n'était même pas cité^[74]. De telles omissions sont révélatrices, et se retrouvent dans le discours

interne et confidentiel du secteur. Ainsi, parmi des milliers de projets secrets, on en relève qui concernent les signes du zodiaque ; je laisse au lecteur le soin de deviner le seul signe qui n'est pas mentionné (un indice : il a un lien avec le crabe).

Films et télévision

La cigarette figure parmi les tout premiers produits promus au cinéma, et les plus anciens films publicitaires remontent à la décennie 1890. Le charmant film de Thomas Edison pour la marque Admiral (1897) est considéré comme le premier « spot publicitaire » du monde (désormais visible sur YouTube⁽⁷⁵⁾). Les publicités pour le tabac deviendraient chose courante dans les salles de cinéma à partir des années 1920 et à la télévision dans les années 1940. Plusieurs de ces messages avaient recours aux toutes dernières techniques de l'animation : ainsi, en 1948, American Tobacco diffusa sur les écrans ses fameuses « Lucky Strike dansantes ». Cette technique de l'animation image par image avait d'abord été mise au point par des artistes du dessin animé travaillant dans le secteur de la publicité, notamment George Pal, qui avait créé son *Midnight, Dancing Cigarettes* (1932) pour une marque allemande et à destination des salles européennes – il s'agit du premier « *puppetoon* », selon l'expression de son auteur. Ce style de réclames remportait un énorme succès auprès du public et démontrait combien la télévision était un allié précieux. Dès les débuts du petit écran, les fabricants de cigarettes furent de fervents sponsors tant des journaux d'information et des émissions sportives que des séries ou des téléfilms. Philip Morris sponsorisa *I Love Lucy*, la série télévisée la plus regardée des États-Unis dans les années 1950. Les acteurs principaux, Lucille Bal et Desi Arnaz, touchaient des primes faramineuses pour associer leur nom aux cigarettes Philip Morris dans des spots publicitaires et sur les paquets de cigarettes. (Dès sa première diffusion, *I Love Lucy* comportait des figurines animées

en allumettes des deux protagonistes Lucy et Ricky, mari et femme à l'écran et dans la vie, descendant d'un paquet géant de Philip Morris.) Même des émissions secondaires comme « Public Defender », durant lesquelles étaient diffusés plusieurs spots pour Marlboro, attiraient 12 millions de téléspectateurs par semaine. En 1948, Lorillard commença à sponsoriser des retransmissions de matches de base-ball et Brown & Williamson se lança dans le sponsoring des équipes de basket-ball universitaires. L'industrie commanda des études précises sur l'accueil réservé à de telles émissions et, en 1948 toujours, les fabricants des Kool savaient qu'il y avait en moyenne chaque soir 3,5 personnes devant chaque poste de télévision, avec un taux de mémorisation des marques sponsorisées (mesuré le lendemain) d'environ 68 %^[76]. C'étaient des résultats exceptionnels, qui provoquèrent une véritable ruée des annonceurs sur ce médium. Et, dès les années 1960, 45 % de toutes les émissions de télévision américaines « vous sont proposées » (selon la formule consacrée) par des cigarettiers^[77]. La cigarette resta le produit le plus promu à la télévision jusqu'à la proscription des spots sur les ondes, en 1971, par la FCC.

Les cigarettes sur grand écran

L'objet même doit plus au cinéma qu'on ne le pense. Grâce à un effort concerté, amorcé voici plus d'un siècle, la force de séduction du film a permis au tabac d'atteindre certaines des régions reculées de la planète. Par exemple, British American Tobacco a introduit la cigarette en Chine en projetant des films aux foules villageoises avant de proposer ses produits à la vente ou à titre d'échantillons gratuits. Dans d'autres régions du monde on se mit à fumer sous l'influence de moyens semblables. Les tout premiers films, ou « *moving pictures* », comme on les appelait alors, projetés en Corée le furent au cours de la dernière décennie du

XIX^e siècle, quand des agents commerciaux de la cigarette britannique louèrent des baraquements pour y montrer une série de courts-métrages français aux ouvriers de la Korean Tobacco Company. L'entrée libre était accordée à quiconque avait sur lui un paquet vide de cigarettes produites par la compagnie. British American Tobacco poursuivit cette pratique lorsqu'elle installa ses propres usines en Corée, en 1906. Là encore, l'entrée libre était offerte à quiconque était capable de présenter dix ou vingt étuis vides d'une marque de la firme^[78]. Des techniques semblables sont encore en vigueur dans les régions pauvres de la planète : au Pakistan, en 2008, par exemple, Lakson, la filiale de Philip Morris fabriquant la Diplomat, faisait encore circuler un « cinéma mobile », luxueux semi-remorque, dans les montagnes les plus reculées du massif du Karakoram, et projetait des films tout en incitant les jeunes spectateurs à fumer^[79].

L'idylle de Hollywood avec la cigarette a débuté dans les années 1920 : l'industrie conçut l'idée de payer des acteurs et des studios pour faire de la publicité en faveur de leurs marques (lesdits « témoignages »). Les studios bénéficiaient de budgets colossaux et enrichissaient ainsi des centaines d'acteurs, mais aussi des chanteurs, des sportifs et au moins dix sénateurs du Congrès. Les archives du tabac contiennent des contrats signés par certaines des stars les plus aimées du grand écran, Clark Gable, Spencer Tracy, Joan Crawford et Claudette Colbert. Entre 1927, date du premier long-métrage parlant (*Le Chanteur de jazz*), et 1951, pas moins de 195 stars hollywoodiennes ont associé leur image à la cigarette. Les studios négociaient les contrats avec les cigarettiers qui « dépensaient davantage d'argent pour faire de la publicité à Hollywood que n'en dépensait Hollywood lui-même pour la sienne^[80] ». Et ce n'était là qu'un début.

Le placement de produit dans les films fut proscrit par les studios dès 1931, pourtant la nécessité de ce genre de stratagème ne se faisait pas encore tellement sentir puisque les acteurs eux-mêmes étaient faciles à

acheter. Plus tard, la télévision devint à son tour un support d'une efficacité si phénoménale qu'on songea peu au placement furtif. Cela changea profondément quand les spots sur le tabac furent interdits sur les ondes (1971). Une course à la création de nouveaux vecteurs publicitaires s'ensuivit. Dans son plan de gestion pour l'année 1971, Reynolds reconnaissait la valeur des « films sponsorisés » en notant que les sujets courts (documentaires touristiques, grands événements sportifs, comédies musicales) et les longs-métrages affichant les marques de la compagnie pouvaient servir de « formes subtiles de publicité pour le public de cinéma ». Il s'agissait à présent d'explorer les « spots » dans les sujets courts et les « placements » dans les longs-métrages comme autant de supports publicitaires, avec pour l'année en question des programmes de tests incluant d'éventuelles « opportunités dans le cinéma ethnique^[81] ». Dès la décennie 1970, Reynolds consacraient déjà des milliers de dollars à des « spots cinéma » ou des « spots de marque » (encore appelés « *plugs* »).

L'âge d'or de ces « inserts » a débuté dans les années 1980, quand les compagnies de tabac se mirent à payer des acteurs de premier plan pour fumer ou exhiber une marque particulière à l'écran. En 1983, Sylvester Stallone accepta ainsi de fumer des marques de Brown & Williamson (comme les Kool et les Bel Air) dans cinq de ses films à venir, en échange de quoi il perçut 500 000 dollars^[82]^[50]. Stallone en sweat-shirt montant à petites foulées les marches du musée des Arts de Philadelphie pour se préparer à ses combats, défiant tous les pronostics, est devenu une icône du cinéma. Mais, aujourd'hui, les spectateurs trouvent peut-être curieux de voir l'« Étalon italien » et ses partenaires fumer dans de tels films.

Dans le vrai monde de l'athlétisme, fumer en période d'entraînement était une aberration bien avant que Stallone ne tire ses premières bouffées pour de l'argent. En 1941, dans un article publié par le *Reader's Digest*, Gene Tunney, l'ancien champion poids lourd, s'insurgeait contre le

recours à des athlètes pour vendre des cigarettes. Tunney était alors responsable de la préparation physique au sein de l'US Navy, et, pour souligner la force de ses convictions, il lança un défi au champion du monde catégorie poids lourds, Joe Louis : « Si Joe Louis se met à fumer deux paquets tous les jours pendant six mois, en promettant d'avaler la fumée, je m'engage à l'envoyer au tapis en quinze rounds ! » Tunney ajouta que Louis allait sûrement refuser, car il savait lui aussi qu'« aucun boxeur, aucun athlète ne fume en période d'entraînement. Il n'ignore pas que chaque fois que les nerfs, les muscles, le cœur et le cerveau sont sollicités pour un effort extrême, c'est le consommateur de tabac qui est le premier à plier »^{83}. Lors de sa préparation pour un combat précédent (contre Jack Dempsey), Tunney s'était vu offrir 15 000 dollars^{51} pour promouvoir une marque de cigarette, et avait refusé en invoquant le point de vue de Ty Cobb^{52}, selon qui fumer « abrutit le cerveau, sape la vitalité, mine la santé et affaiblit la force morale ».

Stallone n'est pas le seul à avoir accepté ce type de transaction. Des dizaines de stars hollywoodiennes ont touché des cachets comparables, notamment Paul Newman, Sean Connery et Clint Eastwood. Brown & Williamson offrit ainsi à Paul Newman une voiture d'une valeur de 42 307 dollars en échange de placements de produit dans *L'Affrontement*, Sean Connery perçut 12 715 dollars de bijoux en échange de placements dans *Jamais plus jamais*, Clint Eastwood hérita d'un véhicule d'une valeur de 22 000 dollars pour *Killing Ground*, et ainsi de suite^{53}. Dans les années 1980, plus de cinquante compagnies différentes se spécialisèrent dans la négociation de ce type d'accords et le placement de produit devint chose courante. Philip Morris versa 350 000 dollars^{54} pour que sa marque, Lark, figure dans un James Bond, *Permis de tuer*, avec Timothy Dalton. *Superman II* contient 22 placements de Marlboro, notamment une affiche géante sur le flanc d'un camion que Christopher Reeves (Superman) transperce lors de la dernière scène d'action. Philip Morris a déboursé 20 000 livres

sterling^{55} pour obtenir l'apparition de son fameux chevron rouge (sous le nom de code de « The Material ») dans ce film. On y voit aussi Lois Lane fumer comme un pompier, une première pour ce personnage de bande dessinée né à la fin des années 1930. Rien qu'en 1987 et 1988, Philip Morris a fourni des cigarettes gratuites et autres accessoires (notamment des pancartes Marlboro) pour 56 films. Les occasions ne manquaient pas car, à cette époque, le géant du tabac recevait 150 scénarios par an, soit à peu près le tiers de toutes les productions de Hollywood. Twentieth Century Fox et plusieurs autres studios entretenaient des divisions spéciales de marchandisage qui géraient le placement de produits^{84}.

La lecture de la manière dont la cigarette est incorporée à ces scénarios peut se révéler amusante. Un film avec Charlton Heston, *Solar Crisis* (1989), contient les éléments suivants de « scénario » et de « potentiel d'insertion » :

SCÉNARIO. « Le soleil se détraque et nous devons nous poser sur l'astre pour tenter d'y remédier. » C'est une mission de taille et le capitaine Steve Keslo prend la tête du groupe d'astronautes et de scientifiques dans cette opération destinée à sauver le monde. Avec son père, l'amiral Keslo, et son fils Mike, Steve est encore plus motivé à l'idée de sauver les vies de ceux qui sont restés sur Terre. L'un des cerveaux de la mission, Alex Noffé, consent de grands sacrifices pour la réussite de l'entreprise, mais cela suffira-t-il... ?

POTENTIEL D'INSERTION. Les cigarettes Lucky Strike, Pall Mall et Carlton seront visibles dans le bar. Steve Keslo fumera des Lucky Strike tout au long du film^{85}.

La même note interne comportait un descriptif relatif à cinquante autres productions, et pour chacune d'elles on proposait une « insertion ». Pour *La Fièvre d'aimer*, avec Susan Sarandon dans le rôle principal, « Nora

fumera des cigarettes Pall Mall durant tout le film ». Pour 3 000^{56}, avec Julia Roberts dans le premier rôle féminin, « l'amie de Vivian, Kit (Laura San Giacomo) fumera des cigarettes Carlton pendant tout le film ». (Le film sortit en 1990 sous le titre *Pretty Woman*.) Pour *Les Nuits de Harlem*, avec Eddie Murphy, « des paquets d'époque de Lucky Strike et de Pall Mall seront visibles sur le comptoir du night-club et les clients en fumeront ».

Les agents de relations publiques et les responsables marketing se spécialisèrent souvent dans l'organisation de ces placements cinématographiques. En 1981, par exemple, l'agence Rogers & Cowan, à Beverly Hills, récapitula son travail pour Reynolds au cours des douze mois écoulés : elle avait pu placer des cigarettes dans le *Chanteur de Jazz* (avec Neil Diamond), *Back Roads* (Sally Field), *L'Équipée du Cannonball* (Burt Reynolds), *Tout l'or du ciel* (avec Steve Martin), *Blow Out* (John Travolta), *Riches et célèbres* (Candice Bergen et Jacqueline Bisset) et « beaucoup, beaucoup d'autres ». L'agence écrivait également des scripts favorables à la cigarette pour la télévision – invité d'une émission comme *Good Morning America*, par exemple, Paul Newman s'exerça en direct à allumer deux cigarettes en même temps, jouant la scène d'*Une femme cherche son destin*. Rogers & Cowan fournissait aussi des cigarettes pour les « *green rooms* » (les salons où les invités attendent d'entrer sur le plateau), s'entendait avec des photographes de mode pour s'assurer que les mannequins fument, diffusait des photos de célébrités en train de fumer et confirmait que Mikhaïl Barychnikov fumait quatre paquets par jour, même lors de ses répétitions de ballet^{86}.

On a fréquemment justifié l'utilisation de la clope au cinéma en invoquant le réalisme historique, mais le plus souvent il s'agissait d'une falsification de l'histoire. Stanton Glantz et ses collègues de l'université de Californie, à San Francisco (UCSF), ont montré que les acteurs de Hollywood avaient plus de chances de fumer à l'écran que dans la vraie

vie^[87]. Et aucune société humaine n'a jamais autant fumé que ce que nous pouvons en voir dans des films tels que *Grease* ou *The Edge of Love*, avec Keira Knightley et ses amis. Le film *Bobby*, d'Emilio Estevez, en 2006, constitue à cet égard le comble de l'insulte, étant donné que Robert Kennedy fut l'un des rares sénateurs américains assez courageux pour s'opposer au cartel du tabac. Comble de la dérision, cette dramatisation de l'assassinat de Robert F. Kennedy, couronnée de récompenses, montre Demi Moore brandissant maladroitement un paquet de Marlboro en plein milieu de l'écran pendant trente bonnes secondes. Kennedy en aurait été horrifié, mais peut-être pas surpris, tant il portait un regard lucide sur la perfidie de cette industrie. Partisan affirmé du mouvement pour l'interdiction de la publicité télévisuelle en faveur du tabac, il a toujours été catégorique sur ce point : « L'industrie que nous cherchons à neutraliser est puissante et ingénieuse. Chaque nouvelle tentative de réglementation suscitera de nouveaux moyens de contournement. Néanmoins, nous devons nous montrer à la hauteur de la tâche. Car ce qui est en jeu ici, ce n'est rien de moins que les vies et la santé de millions d'individus dans le monde^[88]. »

Le réalisme est une bien piètre excuse pour montrer des cigarettes à l'écran. Dans les années 1930, quand le tabac faisait fureur au cinéma, fumer était loin d'être aussi populaire que cela. Les Américains ne fumaient que 134 milliards de cigarettes en 1935 contre 630 milliards en 1980. Pourtant fumer n'était pas si courant dans les films des années 1980, alors qu'aux États-Unis la consommation atteignait des sommets. Et, à partir de ce point culminant, les apparitions à l'image augmentèrent pendant que le taux de tabagisme amorçait son déclin. La grande vague d'apparition de produits et de primes qui les accompagnaient est née à la fin des années 1980 et dans les années 1990, quand le cinéma devint un des vecteurs publicitaires préférés de Big Tobacco. Aussi récemment qu'en 2005, aux États-Unis, un grand succès au box-office sur six mettait en avant des marques de cigarettes, y compris dans les films pour enfants

et adolescents, notamment des productions comme *Une équipe d'enfer*, *Les Muppets, le film* et *Men in Black*. De vieux films furent aussi remis en circulation, assurant à la communication une durée de vie qui aurait été hors de portée sur n'importe quel autre support publicitaire. De nombreux classiques devinrent ainsi d'immortelles publicités pour le tabac. Une étude de 2006 laisse entendre que, chez les adolescents, la moitié de tous les nouveaux fumeurs ont commencé à la suite de leur exposition à l'image de la cigarette dans les films hollywoodiens^[89]. Disney, Warner Brothers et Universal ont récemment annoncé une nouvelle politique visant à limiter ou à suspendre de tels placements, mais la plupart des autres studios, à l'instar de Sony et de Twentieth Century Fox, continuent de dépendre le tabagisme comme un élément de l'existence à la fois ordinaire et séduisant^[90]. Quant au réalisme... Qu'y a-t-il de réaliste à placer dans la bouche de l'exobiologiste d'*Avatar* (jouée par Sigourney Weaver), qui travaille en l'an 2154 sur une planète lointaine dans un environnement clos alimenté en oxygène, cette toute première réplique : « Qui a pris ma foutue cigarette ? » Les cinéastes doivent infirmer par leur pratique le conseil que Philip Morris reçut en 1989 de ses spécialistes du marketing, qui soulignaient que « la plupart des images fortes et positives liées à la cigarette et au fumeur sont créées et perpétuées par le cinéma et la télévision^[91] ».

Il y a plus de médecins qui fument des camel...

Curieusement, les premières publicités qui parurent dans les magazines et les quotidiens avaient fréquemment recours aux médecins. (Robert et Laurie Jackler et moi-même avons créé un site Internet reprenant certaines des images les plus stupéfiantes de ces campagnes – recherchez « Not a Cough in a Carload » [Tous en voiture, et personne ne tousse].) Au XIX^e siècle, on avait fait de la cigarette la panacée, mais il fallut

attendre les années 1930 pour que le soutien de la médecine devienne un gros enjeu. En 1933, Liggett & Myers commença à acheter des espaces publicitaires pour ses cigarettes dans des revues médicales ; cette année-là, le groupe paya le *New York State Journal of Medicine* pour vanter les mérites de sa marque, Chesterfield (« aussi pure que l'eau que vous buvez »). Peu après, des dizaines de revues médicales se mirent à publier des encarts pour le tabac.

L'American Tobacco Company ouvrit en partie la voie en enrôlant des médecins pour vanter son procédé « secret » de « torréfaction » (*toasting*). Tout comme la flamme nettoie les instruments médicaux, on attribuait depuis longtemps au tabac des « pouvoirs désinfectants » et on espérait associer cette « torréfaction » à la protection de la santé. Au milieu de ce battage publicitaire, le *toasting* trouvait un soutien dans les obsessions de l'époque relatives aux germes, l'idée étant que la chaleur diffusée lors du processus de séchage était capable de tuer les microbes nichés dans la feuille. Certaines personnes fumaient pour soigner un rhume, d'autres semblent s'être imaginé que cette fumigation avait un effet cautérisant sur les poumons. La chaleur assainissait le tabac (et les poumons) tout comme la cuisson (ou le fumage) conservait les viandes. À partir des années 1920, les spécialistes du marketing capitalisèrent sur de tels fantasmes avec des publicités prétendant que « 20 679 médecins » avaient constaté que les Lucky Strike étaient « moins irritantes pour la gorge » ou aidaient les fumeurs à conserver une « silhouette mince », et ainsi de suite. Une autre série d'annonces comparait la découverte du *toasting* à celle de l'Amérique par Christophe Colomb, de l'électricité par Benjamin Franklin, à l'invention de la navigation à vapeur par Fulton et à une dizaine d'autres prouesses non moins héroïques – toutes assimilées au miracle des Lucky Strike^[92].

Ces campagnes provoquèrent la fureur de Reynolds qui lança une contre-attaque en rappelant aux fumeurs que cela les « amus[ait] peut-être de se faire rouler » (par ces affirmations ridicules relatives au

toasting), mais qu'il valait « mieux être informé ». En 1933, afin de propulser Camel devant les Lucky Strike, l'agence de publicité William Esty concocta une « campagne de tours de magie », en levant le voile sur tous les secrets habituels de l'illusionniste (éléphants escamotés, femmes sciées en deux, etc.). Reynolds publia parallèlement un manuel enseignant toute une série de tours de magie, notamment avec la cigarette^[93].

Ce battage médico-tabagique atteignit son apogée avec la campagne de R. J. Reynolds « More Doctors Smoke Camel » [Il y a plus de médecins qui fument des Camel], une autre invention de l'agence William Esty, où des médecins idéalisés assuraient aux fumeurs qu'ils ne souffriraient plus jamais de « la moindre irritation de la gorge » tant qu'ils resteraient fidèles à la marque phare du groupe. On prétendait que c'était des enquêtes d'opinion qui avaient produit ces statistiques ridicules, mais la méthodologie reposait en fait sur un biais classique ; des cigarettes gratuites étaient distribuées lors des congrès médicaux, après quoi on abordait des praticiens en leur posant la question : « Quelle marque fumez-vous, docteur ? » Comme ils étaient nombreux à avoir sur eux le paquet de Camel qu'on venait de leur donner, les publicitaires affirmèrent que les Camel étaient les cigarettes préférées des médecins. Des campagnes similaires furent menées en Europe : on affirma notamment que 1 004 médecins avaient trouvé la Kensitas moins irritante, et ce grâce à l'emploi de rayons ultraviolets au stade de sa fabrication.

Les fumeurs étaient aussi invités à effectuer leurs propres « tests de saveur », ce que Martha Gardner et Allan Brandt ont interprété comme un moyen pour les cigarettiers de contrer les preuves médicales de nocivité qui se multipliaient^[94]. Les compagnies rivalisaient sur le terrain de la santé – ainsi, quand American Tobacco rétorqua que la « torréfaction » rendait les siennes moins irritantes, Reynolds rétorqua que la « surtorréfaction » dégradait l'arôme naturel du tabac. Les cigarettes mentholées comme les Kool étaient censées vous protéger du

rhume et Philip Morris affirmait dans des revues médicales que fumer une marque du groupe suffisait à faire disparaître « 3 cas sur 4 » de toux du fumeur^[95].

Dans les années 1940 et 1950, au paroxysme de toute cette agitation médicalisée, les fabricants de cigarettes installaient fréquemment des stands dans les congrès médicaux, manière de renforcer la position de telle ou telle marque. Ils distribuaient des cigarettes^[96] et allèrent jusqu'à exposer une fois de gigantesques fresques photographiques montrant des scientifiques de Reynolds, consciencieux, en plein travail dans leur laboratoire. Les recommandations médicales explicites disparurent au milieu des années 1950, une fois le consensus autour du cancer établi, mais il importe de savoir qu'aux États-Unis plus d'une revue médicale d'envergure étatique ou locale continua d'accueillir des publicités pour le tabac, et ce jusqu'à une date étonnamment tardive. Des revues d'associations de médecins de Virginie, du Massachusetts, du Nebraska, d'Arizona et de plus d'une vingtaine d'autres États comportaient encore des publicités pour la cigarette au milieu des années 1960. Jusqu'en 1969, des annonces pour les Tareyton parurent dans le *Delaware Medical Journal* [Revue de médecine du Delaware], le *Journal of the Louisiana State Medical Society* [Revue de la Société de médecine de l'État de Louisiane], le *Journal of the Mississippi State Medical Association* [Revue de l'Association des médecins de l'État du Mississippi], et le *Virginia Medical Monthly* [Mensuel médical de Virginie]^[97].

Si la Newport était une femme...

Assez bizarrement, des décennies durant, l'industrie du tabac a soutenu que les publicités n'incitaient personne à fumer (ou à commencer) ; elles étaient uniquement censées inciter les gens qui fumaient à *changer* de

marque. Les chercheurs qui se sont penchés sur la question ont pourtant démontré que la publicité ne provoquait pas seulement de tels changements, mais poussait à la découverte, et que les jeunes gens avaient tendance à fumer les marques qui bénéficiaient de la publicité la plus agressive. L'industrie l'admettait dans des notes destinées au seul usage interne. C'est logique au fond, puisqu'elle lançait de telles campagnes même en l'absence de toute concurrence (par exemple dans les pays où la production et la vente du tabac sont monopole d'État). L'idée que la publicité ne poussera personne à tenter l'expérience va à l'encontre du simple bon sens et a même été tournée en ridicule par les publicitaires qui ont travaillé pour Big Tobacco. Voici le point de vue d'Emerson Foote, ancien P-DG de McCann-Erickson, une agence de publicité d'envergure mondiale dont le portefeuille de clients liés au tabac représentait des millions de dollars :

L'industrie de la cigarette a su habilement prétendre que la publicité pour ses produits n'influçait en rien le total des ventes. C'est d'une absurdité totale. Et l'industrie le sait. Je suis toujours amusé par l'insinuation que la publicité, dont la fonction est d'augmenter la consommation de presque tous les produits, cesserait tout à coup de fonctionner pour ceux du tabac, comme par miracle⁽⁹⁸⁾.

En privé, l'industrie admet que la publicité pour d'autres produits, y compris les patches de nicotine, entraîne un accroissement de la demande. Encore une fois, pourquoi en serait-il autrement s'agissant des cigarettes ? Robert K. Heimann, vice-président exécutif d'American Tobacco, a bien formulé la question, en 1966, dans une intervention devant ses commerciaux. Selon lui, l'objectif de la publicité était « simple : toucher davantage de gens qui vont essayer⁽⁹⁹⁾ ».

Il est vrai que les consultants en marketing n'ont pas ménagé leur peine pour découvrir quelles publicités fonctionnaient le mieux, dépensant des

sommes énormes en psychologie du marketing, en constitution de groupes témoins et dans toutes les techniques les plus modernes permettant de suivre le désir à la trace et de pousser à l'achat. On posait à ces groupes témoins des questions telles que « Quel genre de voiture conduirait un fumeur de Marlboro ? » ou « Si la Newport était une femme, quel genre de femme serait-elle ? ». Selon une étude de 1997 comparant l'imagerie des marques Marlboro, Marlboro Light et Newport, les fumeuses de Marlboro avaient « souvent surmonté des difficultés » et restaient « un peu sous le coup de la colère, pleines de ressentiment, amères, toujours promptes à récriminer », avec des « tendances féministes ». En revanche, les fumeuses de Marlboro Light avaient davantage tendance à « profiter de leur environnement social, à trouver un partenaire, à se marier, à posséder une belle maison, [et] à avoir des enfants heureux et en bonne santé ». Les fumeurs de Marlboro Red, de Marlboro Light ou de Newport se distinguaient les uns des autres par leur voiture, leurs vêtements, leurs actrices et leur musique favoris, leurs figures modèles et leurs positions politiques, et même par leurs goûts en matière de tatouage et de piercing. Cette étude a aussi examiné le regard que les fumeurs d'une cigarette portaient sur les fumeurs d'une autre : ainsi, tandis que les jeunes citadines fumeuses de Newport d'âge adulte considéraient les fumeuses de Marlboro Light comme des « filles blanches qui doivent avoir tout le temps l'air parfaites », les fumeuses de Marlboro Light considéraient les fumeuses de Newport comme des filles « négligées » qui « se prennent pour des dures », alors qu'elles sont « immatures » et « ignorantes »^{100}.

Les consultants en marketing ont aussi quantifié le nombre d'images publicitaires auxquelles sont exposés les individus. En 1954, par exemple, Philip Morris révéla qu'au cours de l'année écoulée les Américains avaient été exposés à 3,2 milliards de « messages » relatifs à la cigarette. Philip Morris était encore un acteur mineur dans le commerce de la cigarette et son budget publicitaire s'inscrivait dans la moyenne générale

quand il sponsorisa la série hebdomadaire *I Love Lucy* qui atteignit en 1954, par exemple, une audience de 41 millions de téléspectateurs⁽¹⁰¹⁾. On peut en déduire qu'au cours de cette seule année l'industrie dans son ensemble avait sans doute diffusé plus de 37 milliards de « messages ». Par la suite, elle mesura l'impact publicitaire en termes d'« impressions publicitaires minute » correspondant à une personne visionnant une minute de publicité. En janvier 1961, par exemple, les Américains regardèrent un total de 2 567 085 000 minutes de publicité pour la cigarette à la télévision⁽¹⁰²⁾. Sur un an, on passe à 30 milliards de minutes de publicité pour la cigarette, soit une cinquantaine d'heures par personne, et ce à la seule télévision. La radio apportait une contribution supplémentaire, tout comme l'affichage, les journaux, les affichettes sur les points de vente et autres supports divers. Avant les années 1970, période où les ondes furent enfin affranchies de telles sottises, des millions d'Américains avaient la tête farcie de ces jingles accrocheurs. Une grande partie de ceux de ma génération conserve encore dans ses circonvolutions cérébrales des rengaines comme « Winston, c'est tout l'émoi [claquement de mains] que la cigarette vous doit ! », gravées de manière indélébile.

Toutefois, la publicité pour le tabac « agit » aussi de manière plus indirecte en transformant les rédacteurs en chef et les producteurs qui veulent préserver les flux financiers du tabac en alliés objectifs. Pendant de nombreuses années, les dollars de la publicité furent une source majeure de revenus pour les journaux, les radios, les chaînes de télévision et les magazines, mais aussi pour les athlètes, les artistes, les musiciens, etc. On trouve souvent ce type de remarque dans les archives de l'industrie, accompagné parfois de mises en garde telles que celle de Philip Morris : « Si vous supprimez la publicité et le sponsoring, vous perdez la quasi-totalité, si ce n'est la totalité de vos alliés dans les médias et le monde politique⁽¹⁰³⁾. »

Pour finir, notons que la publicité dans les magazines a fait du tabac un

objet emblématique autour duquel l'union de ceux que tout oppose devient possible. Dans les années 1930 et 1940, la cigarette et le cigare avaient la « capacité » de rassembler le Nord et le Sud, Lee et Grant, les Yankees et les Red Sox, les démocrates et les républicains, etc. Tout au long des années 1990 et 2000, « unité » et « accommodement » furent encore les thèmes porteurs d'une campagne mondiale, « La liberté de choix », conçue pour défendre les droits des fumeurs dans les restaurants, les bars et les cafés. Avec Philip Morris pour principal moteur et l'International Hotel Association pour façade, cette campagne ambitieuse joua sur le symbole du yin et du yang, le fantasme de l'union des contraires, des deux faces complémentaires : fumeurs et non-fumeurs mangeant, travaillant et tirant leurs bouffées tous ensemble dans une bienheureuse harmonie. Philip Morris lança une campagne similaire, son « Programme d'accommodement », aux États-Unis, en investissant l'industrie hôtelière à travers des groupes paravents chargés de combattre tous les efforts d'interdiction de fumer dans les restaurants et les lieux publics. Le message ? Fumeurs et non-fumeurs, ne pouvons-nous être tout simplement amis et nous entendre – sans doute en partageant les particules recrachées et la fumée secondaire des uns et des autres⁽¹⁰⁴⁾ ?

Les cigarettes bonbons

Durant les décennies 1930, 1940 et 1950, les budgets de marketing connurent une croissance spectaculaire, alors même que certains types de publicité ne coûtaient rien ou presque aux compagnies. L'une des techniques les moins voyantes consistait à démarcher les enfants par l'intermédiaire de cigarettes bonbons. Nous ne sommes pas encore en mesure de dire s'il est arrivé à l'industrie de sponsoriser directement de tels produits, mais nous savons en tout cas qu'elle a longtemps fermé l'œil sur un certain genre de violation de marque déposée : les bâtonnets de

friandises baptisés « Winston », « L & M », « Lucky Strike », « Chesterfield » et « Philip Morris » que les confiseurs débitaient. Les fabricants de cigarettes soutiennent ne jamais avoir encouragé de telles pratiques, mais, étrangement, ces violations ne les gênaient nullement, bien au contraire.

Ces cigarettes bonbons firent leur apparition au XIX^e siècle, quand la Hershey Corporation de Pennsylvanie mit sur le marché une cigarette en chocolat destinée aux enfants. Les violations de marque déposée débutèrent dans les années 1920 et, de prime abord, furent assez mal perçues par le secteur. En 1928, l'American Tobacco Company intenta une procédure visant à interdire la vente d'une cigarette bonbon, les « Lucky Smokes », et Lorillard, un an plus tard, attaqua un confiseur pour l'emploi du nom et de la police de caractère des Old Gold⁽¹⁰⁵⁾. En revanche, vers la fin des années 1930, l'attitude de l'industrie s'orienta davantage vers un compromis tacite. Il se créa des syndicats conjoints du tabac et de la confiserie, ainsi que des revues consacrées aux deux secteurs. Et fumer devint aussi un plaisir luxueux aux arômes édulcorés, avec notamment l'ajout de saveurs fruitées et douces, aptes à séduire les « débutants ».

Dans les années 1940 et 1950, les similicigarettes étaient disponibles sous toutes les grandes marques, présentées comme des copies quasi parfaites de l'article original. Les cigarettes bonbons finirent par être perçues comme une porte d'entrée vers l'habitude, une sorte de formation aux gestes du fumeur que les cigarettiers toléraient volontiers. Philip Morris coordonna les ventes de cigarettes bonbons avec son opération Johnny (Roventini) Jr., qui avait pour objectif d'« implanter Philip Morris dans l'esprit de [ses] futurs fumeurs⁽¹⁰⁶⁾ ». Addison Yeaman, juriste éminent chez Brown & Williamson, écrit en 1946 à un confiseur, en faisant allusion à une imitation des Raleigh : « Nous n'avons jamais élevé la moindre objection contre l'emploi de nos marques, estimant pour votre information et en toute confiance que cela ne constituait pas une trop

mauvaise publicité. » Il développa son point de vue à plusieurs reprises, commentant la conviction de la compagnie que « la simulation de l'emballage d'une de nos marques déposées ne constitu[ait] aucunement une menace pour nos droits de propriété » tant qu'on ne constatait pas de « dépréciation » d'image. En conséquence, la compagnie n'avait « émis aucune objection à ce que les confiseurs utilisent des copies de nos marques pour leurs produits⁽¹⁰⁷⁾ ».

Ces remarques de Yeaman sont lourdes de sens, quand on sait qu'il niera plus tard avoir jamais toléré de telles violations. En 1967, l'administrateur du Code de la publicité de la cigarette édicté par le secteur lui demanda par courrier si sa compagnie avait eu le moindre lien avec les nombreuses variétés de chewing-gums et de bonbons dont l'emballage visait la ressemblance avec celui des cigarettes. L'administrateur observait que le Code ne couvrait pas explicitement les cigarettes bonbons, mais que celles-ci « en violaient certainement l'esprit ». Yeaman répondit que sa compagnie ne fabriquait ni ne vendait de cigarettes bonbons et qu'« en toute certitude, aussi loin que remontent [s]es souvenirs en [s]a qualité de directeur juridique de Brown & Williamson, [ils] n'av[aient] jamais autorisé ou accepté l'emploi de [leur]s marques par les confiseurs⁽¹⁰⁸⁾ ». Yeaman devait aimer jouer sur les mots, car il avait clairement recommandé cette pratique vingt ans plus tôt. À l'époque, il n'avait pas encore accédé au poste de directeur juridique, ce qui a pu l'autoriser à formuler ce démenti plutôt duplice et mensonger.

Dans les années 1940 et 1950, Brown & Williamson jugeait donc acceptables de telles violations, mais sous certaines conditions. Yeaman avait écrit à de nombreux confiseurs pour exprimer son souhait d'un contrôle de qualité et d'une exacte similitude des éléments visuels du paquet, afin de s'assurer qu'une marque donnée soit « fidèlement reproduite et lui rende justice [*sic*]. Lorillard autorisa aussi des imitations sous forme de friandises à la condition que « le bonbon et la reproduction

de [leurs] marques déposées et de [leurs] emballages [soient] de grande qualité ». Si les étiquetages ou les emballages d'un bonbon du fabricant s'écartaient de ceux de la véritable cigarette, Brown & Williamson demandait que ces produits soient fabriqués en plus étroite ressemblance avec les originaux. Et, pour faciliter leur mise en conformité, Yeaman joignait souvent aux lettres accordant cette permission des échantillons des emballages concernés⁽¹⁰⁹⁾.

Les employés de Philip Morris constatèrent eux aussi tout l'intérêt qu'il y avait à utiliser les cigarettes bonbons pour s'attirer le soutien de la jeunesse. Gus Wayne, l'un des quatre « Johnny Juniors » auxquels la firme avait recours pour clamer son slogan quand Roventini était indisponible, le stipula clairement dans une proposition à ses supérieurs, en 1953 :

Lors de mes déplacements, j'ai remarqué que « Johnny » était plus facilement identifié par les enfants que par les adultes. Les enfants sont très impressionnables, ils se souviennent de ce qu'ils voient et de ce qu'ils entendent longtemps après les faits. À partir de là, sur la base de mes observations, j'estime que le « Johnny » si typique de Philip Morris est entré dans la même catégorie que Hop-a-long Cassidy, Howdy-Doody, etc.⁽⁵⁷⁾.

Pour ces raisons, j'ai jugé nécessaire, lorsque je fais des apparitions dans des supermarchés, des drugstores, etc., d'acheter et de distribuer aux enfants des barres de friandises, des chocolats, des sucettes, etc.

Donc, voilà mon idée : si vous estimez que c'est intéressant, faites fabriquer des cigarettes en chocolat dans des emballages Philip Morris. Nous pourrions les distribuer aux enfants en même temps que nous distribuons aux adultes des paquets de cigarettes en cadeaux. D'après moi, un tel geste, associé au fait que « Johnny » les distribue personnellement aux enfants, leur marquera l'esprit pendant des années⁽¹¹⁰⁾.

La fabrication de cigarettes bonbons continua jusque dans les années 1960, mais de plus en plus souvent sous des appellations légèrement modifiées par rapport à celles des cigarettes originales : Viceray au lieu de Viceroy, Marlbro au lieu de Marlboro, Winstun au lieu de Winston, Cool au lieu de Kool, et ainsi de suite. Des centaines de « marques » furent commercialisées sous des noms comme Lucky Stripes, Lucky Stride, Lucky Spike ou Bucky Strike, ou encore Camales, Camols, Cammels, Camals, Kamel, Kamol, Kemel, Pamel, et autres. Les cigarettiers étaient ravis de cette publicité à coût zéro, et les confiseurs contents de pouvoir profiter de ce jumelage commercial^[111]. Ceux-ci capitalisaient sur le désir des enfants de ressembler aux adultes, parfois de façon très explicite. L'American Nut and Chocolate Company, fabricant de chocolats et de friandises aux noisettes de Boston, vendit par exemple des cigarettes bonbons « Harvard Brand » en cartouches de vingt-quatre paquets, avec une illustration montrant un jeune et joyeux garçon tenant entre ses doigts une cigarette bonbon (allumée ?) et tâchant d'être « Exactement comme papa ! » (cf. illustrations 7 et 8).

Toutefois, les craintes de voir les cigarettes bonbons tourner à la mauvaise publicité pour les cigarettiers allèrent grandissant. En 1963, l'auteur d'une lettre parue dans le *Medical Officer* britannique se plaignit qu'« on présente l'acte de fumer comme une habitude séduisante aux tout jeunes gens », et certains fabricants se mirent à affirmer publiquement leur opposition à ces violations de marques déposées par les confiseurs. En 1969, Lorillard notifia à World Candies qu'il ne tolérerait plus la « contrefaçon » de ses True. En 1980, R. J. Reynolds menaça cette même entreprise de poursuites judiciaires et d'autres cigarettiers cherchèrent à se distancier de ces imitations en sucreries^[112]. Pourtant, certaines de ces protestations étaient de pure façade. Par exemple, au moment même où la société Lorillard envoyait sa notification à World Candies, elle envisageait et finalement choisit en toute simplicité de soutenir l'utilisation de l'iconographie de la marque Kool dans des

cigarettes bonbons fabriquées aux Pays-Bas et en Italie. Sans consentir aucune autorisation officielle, elle décida de signifier son accord sur de telles violations en recourant à des voies détournées : « Nous aimerions aussi être inclus dans la sélection [de marques de cigarettes retenues pour servir de modèles aux friandises], sans donner notre accord écrit mais en laissant entendre aux personnes concernées que nous n'émettrions aucune objection⁽¹¹³⁾. »

Les distributeurs de bonbons jouèrent un rôle qu'on mesure encore mal dans ces efforts de lobbying et de propagande. En 1985, par exemple, la commission des Finances de l'État du Minnesota adopta un amendement interdisant la vente de cigarettes bonbons, mais le Sénat écarta la mesure sous le coup du lobbying de l'Association des distributeurs de tabac et de bonbons de l'État et d'autres groupements liés au secteur. Jusqu'en 1995 encore, Philip Morris mentionnait World Candies et NECCO, deux importants fabricants de cigarettes bonbons, sur sa liste de « liens Internet ». Cette liste recensait plus d'une centaine d'amis de l'industrie, et pas un seul opposant⁽¹¹⁴⁾.

Quand les compagnies de tabac finirent, sous la pression de l'opinion, par prendre des mesures plus énergiques pour décourager la commercialisation des cigarettes bonbons, elles autorisèrent généralement les confiseurs à vendre ces marques jusqu'à épuisement des stocks. En 1985, Kendrick Wells, chez Brown & Williamson, écrivit au président de World Candies, Samuel Cohen, en le priant de cesser d'employer le nom de Barclay pour ses friandises à l'effigie de la marque. La lettre stipulait qu'« il s'[était] formé au sein de l'opinion publique américaine un consensus bien arrêté contre la commercialisation de cigarettes bonbons portant le nom de vraies marques de cigarettes, qui stimulerait l'engouement des enfants pour les vraies cigarettes, et rendrait dès lors cette commercialisation déplacée ». Le langage employé ici était soigneusement pesé : ce que la compagnie admettait, ce n'était pas que les cigarettes bonbons contribuent au tabagisme des jeunes, mais

seulement que l'« opinion publique américaine » tenait la chose pour vraie. Plus tard, Wells remercia Cohen d'avoir accepté de suspendre la vente de ce produit, tout en lui accordant la permission d'épuiser les stocks encore disponibles^[115].

Des clopes pour les gosses

Le marketing visant les enfants a valu une salve ininterrompue de critiques à l'industrie, toutefois, rappelons-nous que le ciblage intensif des ados est en réalité assez récent. À l'époque de la campagne Joe Camel, lancée en 1987, le ciblage des jeunes adolescents n'était pas véritablement une priorité. Il existe pourtant des exceptions. Dans les années 1920 et 1930, par exemple, R. J. Reynolds visait l'élite des établissements secondaires privés des États-Unis, espérant conquérir ce marché préuniversitaire. En 1927, une missive envoyée à tous les chefs de divisions commerciales annonçait sur un ton enfiévré : « C'est la rentrée des classes. Pour certains, cela signifie GROS MARCHÉ TABAC. Décrochons-le ! Et mettez-vous en chasse TOUT DE SUITE ! » Des publicités paraissaient dans les journaux universitaires, des affiches étaient collées sur les campus et des échantillons gratuits distribués. En 1947, George Seldes eut vent de cette évolution et, face à une quasi-saturation du marché masculin adulte, écrivit en guise d'avertissement : la seule voie d'expansion serait celle des femmes et des enfants. C'était aussi l'avis de « la plupart des experts de la cigarette », selon l'hebdomadaire de la publicité *Tide*^[116].

Dans la décennie 1950, les fumeurs américains avaient tendance à commencer à fumer vers la fin de l'adolescence, tandis qu'au terme de la décennie 1960 ils commençaient dès le début ou au milieu. Les fabricants de cigarettes avaient cerné cette tendance et rivalisaient activement dans les années 1970 pour mettre le grappin sur ce marché, et pas seulement

aux États-Unis. Philip Morris inclut ainsi les adolescents dans ses plans marketing pour le Japon, et, en Argentine, British American Tobacco collabora avec Nobleza-Piccardo pour positionner les Kent comme la « marque internationale rassurante » pour les filles et les garçons de 15 à 19 ans⁽¹¹⁷⁾.

Les industriels eurent recours à quantité d'expressions pour caractériser ce segment de jeunes fumeurs. *Apprentis fumeurs*, *premiers fumeurs* ou *fumeurs débutants* sont autant de termes qui se retrouvent couramment dans les archives, ainsi que *fumeurs novices*, *nouveaux fumeurs*, *préfumeurs*, *nouveaux testeurs*, *prescripteurs*, *segment des jeunes adultes*, et *marché de demain*. Un autre terme, plus générique, employé par le département marketing de Reynolds désigne des *fumeurs de remplacement*, nécessaires pour compenser le « taux de pertes » dû à la phase terminale d'une vie de tabagisme. Les documents internes de Reynolds datant des années 1970 évoquaient le *marché des jeunes adultes âgés de 14 à 21 ans* et le *segment des fumeurs débutants*. La « stratégie Viceroy » de Brown & Williamson ciblait les *jeunes débutants* pour qui la cigarette, ainsi que la bière, le premier rapport sexuel et le flirt tenaient lieu d'« initiation au monde adulte ». En 1981, les experts de Philip Morris définissaient l'« adolescent d'aujourd'hui » comme « le consommateur régulier potentiel de demain », relevant que Marlboro connaissait le succès qui était le sien en partie parce qu'elle était devenue « la marque de choix chez les adolescents qui lui restaient fidèles en vieillissant ». Dans les années 1970, le programme de recherche sur la psychopharmacologie de la nicotine de Philip Morris donna lieu à divers rapports internes aux titres aussi évocateurs que « L'enfant hyperactif, futur fumeur », où les enfants étaient explicitement considérés comme « fumeurs potentiels »⁽¹¹⁸⁾.

La compagnie visait aussi les enfants d'autres régions du monde. En 1982, le plan marketing de Philip Morris pour les Pays-Bas incluait les « fumeurs débutants et actuels » dans son « principal groupe cible » et

sponsorisait le football professionnel en Chine en raison de sa force de séduction auprès des « jeunes YAMS » (*young adult male smokers*, ou jeunes fumeurs adultes de sexe masculin). Les « débutants » n'occupaient pas une place moins importante dans le « plan triennal » 1992-1994 de Philip Morris pour l'Europe. (« La place de leader de Marlboro dans le segment des *full flavor* [pleine saveur] à l'étranger se reflète dans ses gains continuels de parts de marché chez les fumeurs débutants et les jeunes fumeurs adultes de sexe masculin. ») Les fabricants canadiens aussi ciblaient les jeunes : en 1979, par exemple, Imperial Tobacco élaborait un « plan média » pour les cigarettes Du Maurier et Player's qui enregistraient toutes deux des chiffres élevés chez les fumeurs débutants. Ce plan distinguait quatre « groupes cibles » par tranches d'âge : 12-17 ans, 18-24 ans, 25-34 ans, et la masse des vieillards de 35 ans et plus. Chacun de ces groupes se vit assigner un « poids » numérique propre, en fonction de son importance dans la campagne publicitaire. Dans le plan élaboré pour les Player's, le groupe le plus jeune (les 12-17 ans) correspondait à un poids de 1,0, tandis que le groupe âgé de 25 à 34 ans affichait un poids de 0,7 et on ne tenait absolument aucun compte de la masse des 35 ans et plus (avec un poids de 0,0). Les adolescents composaient manifestement le cœur de cible d'Imperial Tobacco, une priorité qu'exprimait également la conviction que si la majorité des nouveaux consommateurs allaient être des « *switchers* » [qui allaient changer de marque], un pourcentage non négligeable d'entre eux allaient être des « *starters* » [se mettre à fumer] qui n'avaient encore jamais fumé⁽¹¹⁹⁾.

Les lycéens devinrent alors l'une des cibles les plus convoitées, et c'est pourquoi une note interne de Lorillard (adressée au président de la compagnie en 1978) les définissait comme « la base de [leur] activité » : « Le succès de la Newport a été fantastique, ces dernières années. Notre profil, étudié localement, montre que cette marque a été achetée par les Noirs (de tous âges), les jeunes adultes (généralement en âge de

fréquenter l'université), mais les lycéens constituent la base de notre activité^[120]. » À cette époque, la Newport représentait près du tiers du total des ventes de cigarettes de Lorillard, et si l'on parlait du principe que la marque disposait « encore d'une forte marge de croissance », il subsistait néanmoins un danger que certains de ces jeunes fumeurs cessent un jour de fumer. Dans les prévisions élaborées pour son plan stratégique quinquennal de 1981, la compagnie évoquait la menace à laquelle elle s'exposait si cette masse de « moins de 18 ans » et d'Afro-Américains devait arrêter : « Le plus commode serait de continuer à exploiter la Newport. Toutefois, nous devons en permanence garder à l'esprit que la Newport est fortement soutenue par les fumeurs noirs et les moins de 18 ans. Si jamais l'un de ces deux groupes décidait de changer ses habitudes tabagiques, nous serions en terrain glissant^[121]. »

Ce danger (« terrain glissant ») n'était pas que les jeunes fument les marques de Lorillard, c'était qu'ils puissent s'arrêter. La conquête des jeunes, c'était la clef, étant donné le degré de fidélité aux marques sur ce marché : c'est aussi pourquoi, chez Reynolds, Claude E. Teague, alors directeur adjoint de la recherche, recommanda une étude des manuels d'histoire des lycées et collèges américains, afin d'y relever des noms ou des images de marque ayant une résonance auprès des fumeurs novices^[122].

Reynolds était particulièrement désireux de vendre aux jeunes, son objectif étant de reprendre certaines parts de marché qu'il avait perdues au profit de Marlboro. Dans une note de 1973, le même Claude Teague indiquait : « D'un point de vue réaliste, si notre Compagnie veut survivre et prospérer sur le long terme, nous devons nous ménager une part du marché de la jeunesse. » Il fallait donc délibérément concevoir les cigarettes avec ce jeune fumeur en tête – en les faisant plus longues et (par conséquent) plus faciles à manier et à allumer, par exemple. Dans une mise à jour de sa campagne « Meet the Turk » [À la rencontre du Turc] frappée du sceau « Secret », en 1975, Reynolds rendit cette

conclusion : « pour s'assurer une croissance en hausse de la Camel filtre à long terme, la marque doit augmenter son taux de pénétration de la tranche d'âge des 14-24 ans, qui adhère à tout un nouvel ensemble de valeurs de progrès et représente le marché de la cigarette de demain ». La compagnie sponsorisait le supercross (des courses de motos hors piste) parce que les 575 000 fans de ce sport constituaient « la tranche démographique parfaite des Camel » : quatre sur cinq étaient des jeunes de sexe masculin âgés de 16 à 34 ans, pour la plupart buveurs de bière, et plus du tiers étaient fumeurs. Les analystes de marché ont souvent cherché à cerner comment une marque est susceptible d'attirer le marché vital des adolescents ; les compagnies savaient que des marques choisies tôt auraient sans doute une certaine longévité. Et cela vaut pour l'Europe : en Suède, dans les années 1990, une série d'entretiens menés par Philip Morris révéla que « presque toutes les personnes interrogées s'étaient mises à fumer alors qu'elles étaient encore scolarisées, entre 14 et 16 ans^[123] ».

Le marketing destiné aux jeunes a été parfois plus indirect : par exemple, la vente de cigarettes dans des distributeurs auxquels les enfants ont aussi accès. La vente à l'unité a été interdite dans maintes régions du monde précisément pour cette raison, afin d'en limiter l'accès à la jeunesse. La vente en paquets de deux ou de quatre fut suspendue pour des motifs similaires, mais l'industrie a eu recours à d'intéressants stratagèmes pour contourner de telles lois. Aux Philippines, lorsque le gouvernement interdit la vente en conditionnements inférieurs aux paquets de vingt, Philip Morris réagit en produisant des emballages pliables en accordéon, aux compartiments détachables, composés de quatre minipaquets conjoints contenant cinq cigarettes chacun, le tout noué en fagot replié sur lui-même. Ces emballages respectaient la loi à la lettre puisqu'ils contenaient vingt cigarettes, mais les minipaquets, facilement détachables et vendables séparément, violaient l'esprit du texte (*cf.* illustration 9).

L'industrie a toujours nié qu'elle démarchait les enfants, mais les traces écrites révèlent un opportunisme plus cynique. Une note interne de 1970, dans les archives de Lorillard, évoque l'utilité d'un conditionnement qui soit « attrayant pour les gamins (jeunes adultes) » ; la marque Kicks, alors en projet, devait être vendue en paquets de dix (par opposition à la norme des vingt unités), afin d'être plus accessible aux ados. L'auteur de la note conseillait à l'entreprise de ne pas se montrer trop « voyante » dans ses efforts de commercialisation envers les jeunes, par crainte d'éveiller les soupçons ; le but étant d'« attirer l'attention de la jeunesse [...], pas l'attention toujours soupçonneuse du gouvernement fédéral ». Néanmoins, nous pouvons nous interroger sur la réfutation de ces compagnies : pourquoi produisaient-elles des publicités sous forme de bandes dessinées ? Pourquoi envisageaient-elles d'incorporer une « iconographie de jeu vidéo dans la conception du paquet » en utilisant des motifs de Pacman, des Space Invaders ou d'autres similaires pour capitaliser sur la « vague du jeu vidéo »^[124] ?

La rébellion acceptable

J'ai évoqué mon expérience personnelle de lycéen, les mises en garde auxquelles nous avions droit : les enfants n'étaient pas censés fumer, car c'était un « choix d'adulte », comme l'alcool, le sexe ou la moto, autant de choses qu'aucun adolescent ne saurait désirer, bien évidemment. Les efforts déployés par l'industrie ne manqueraient pas de saisir l'opportunité, en définissant la cigarette comme un plaisir « adulte » : si c'était réservé aux adultes, il était presque certain que les enfants en auraient envie. En 1975, chez Brown & Williamson, en privé, on parlait de fumer comme d'un « plaisir interdit », du « ticket d'entrée » dans la « grande salle » de la société des adultes ; il fallait donc toucher ceux qui n'avaient jamais fumé en présentant la cigarette comme « l'un des rares

rites d'initiation au monde adulte » :

Dans l'esprit des jeunes fumeurs, une cigarette se range dans la même catégorie que le vin, la bière, se raser, porter un soutien-gorge (ou refuser expressément d'en porter un), la déclaration d'indépendance et la lutte pour se constituer une identité. Pour le jeune qui se met à fumer, la cigarette est associée à l'initiation à la vie sexuelle, au flirt, aux actes de fumer de l'herbe et d'étudier tard le soir. Pour le jeune fumeur, la cigarette est un symbole de communication, de sophistication et de maturité, propre/socialement acceptable, au moins jusqu'à un certain point.

Pour quiconque voulait vendre à des « jeunes qui n'avaient jamais fumé », les impératifs étaient clairs – communiquer sur l'attrait de la maturité, le vernis de la rébellion, et l'illusion que les nouveaux fumeurs savent ce qu'ils font :

- Présentez la cigarette comme l'un des rites d'initiation au monde des adultes.
- Présentez la cigarette comme appartenant à la catégorie des produits et des activités relevant du plaisir interdit.
- Ne leur imposez pas votre marque. Ils n'acceptent pas de recevoir d'ordres. Ils ne sont pas aussi dociles que la société adulte « libérée ». *Suggérez-leur la cigarette.*
- Envisagez la technique de l'échantillon pour leur permettre d'essayer votre marque. (Ils ont très peu de possibilités de comparer, mais ils aimeraient avoir l'impression que cette possibilité leur est offerte^{125}.)

Et ainsi de suite.

La posture publique de l'Institut du tabac fut un rien plus subtile quand il affirma : « Nous considérons que nos enfants n'ont pas à fumer [...]. Comme pour beaucoup de plaisirs de la vie, fumer, boire ou conduire une

voiture requiert une connaissance de soi et un sens de la modération qui ne viennent qu'avec l'âge. » Pourtant, la plupart des programmes mis sur pied par l'industrie pour « décourager » les jeunes de fumer ont été inefficaces, ou pis encore. Certains ressemblaient *de facto* davantage à des publicités en faveur du tabac. Ainsi, à l'automne 2000, Philip Morris envoya dans des lycées de toute l'Amérique 13 millions de couvertures pour livres scolaires – et prévoyait d'en expédier 13 millions d'autres –, portant cette mise en garde adressée aux jeunes : « Réfléchis. Ne fume pas. » L'illustration multicolore montrait un snowboarder s'envolant au-dessus de montagnes couronnées de neige (une analogie avec la feuille de tabac ?), assortie de la mention « Ne tombe pas » en grosses lettres au-dessus d'un garçon à l'écart du groupe. Les autorités scolaires ne tardèrent pas à comprendre que cette publicité antitabac n'en était pas une, pas plus que le slogan de Lorillard en 2002, « T'es ado, le tabac, c'est barjo », ou celui de Reynolds, « Défends la loi. » Les écoles de Californie ont refusé ces couvertures de livres, et même *l'Advertising Age*, une publication favorable à l'industrie du tabac, observait que la publicité de Philip Morris évoquait « de manière inquiétante un paquet de cigarettes aux couleurs vives^[126] » (cf. illustrations 10 et 12)

Des études ont démontré que des messages de cette sorte amenaient sans doute les jeunes à percevoir moins nettement la duplicité des fabricants de cigarettes et à moins souhaiter qu'ils cessent leurs activités. Une fois qu'on a constaté la médiocrité de ces publicités, on a compris la démarche. Au tout début du nouveau millénaire, Philip Morris a produit une série de brochures intitulées « Élever des enfants qui ne fument pas ». En théorie destinées aux parents, l'avis qu'elles contenaient se résumait à ceci : « parlez de la cigarette à vos enfants ». La série était élaborée avec l'aide d'un comité consultatif dirigé par Lawrence Kutner, de la faculté de médecine de l'université Harvard, et ni lui ni les autres membres de ce comité ne semblaient avoir jugé utile de mentionner aux parents fumeurs qu'ils devraient donner l'exemple en s'arrêtant. À ces parents, on

conseillait : « Encouragez votre enfant à en parler à son médecin », « Parlez avec un conseiller psychopédagogique » des moyens d'arrêter, et « Contactez les sections locales des organisations nationales comme l'Association américaine du poumon [American Lung Association] pour d'autres conseils ». Une brochure rassurait un parent inquiet (et fumeur) : « Vous vous sentez peut-être coupable. Vous croyez que, parce que votre enfant vous a enjoint maintes et maintes fois de ne pas fumer, il n'essaiera jamais. Ou vous vous sentez hypocrite en lui disant de ne pas fumer, alors qu'il sait que vous, vous fumez. [...] Mais vous restez un parent. C'est vous qui fixez les règles⁽¹²⁷⁾. »

Au fond, Philip Morris conseillait aux parents de continuer à fumer même s'ils se sentaient hypocrites de demander à leurs enfants de s'en abstenir. Un parent n'était pas censé donner l'exemple mais simplement « fixer les règles ». Il serait difficile d'imaginer meilleure recette pour la rébellion et la désobéissance – ce qui pouvait fort bien être l'un des objectifs de tels messages publicitaires. La « rébellion acceptable » est l'une des définitions que propose l'industrie du tabagisme des jeunes⁽¹²⁸⁾. Elle veut nous faire croire qu'elle ne souhaite pas que les jeunes fument, alors qu'en réalité la jeunesse est vitale pour son commerce. Dès lors, ne soyons pas surpris de découvrir que les brochures de prévention du tabagisme publiées par le secteur sont bidon au plus haut degré. Elles usent d'une rhétorique du double langage qui amène parents et enfants à entendre le même message de manière très différente.

Les parents sont ainsi censés croire que l'industrie parle franchement quand elle souligne à quel point « c'est barjo » que les gamins fument. Les campagnes de « prévention du tabagisme chez les jeunes » ont souvent recours à ce stratagème : un usage impropre de l'argot, un argot qui sonne « jeune » aux oreilles des parents tout en étant très loin de la jeunesse actuelle (combien de jeunes disent encore « c'est barjo » ?). Ce style de messages publicitaires infantilise généralement la « masse » des non-fumeurs dont le jeune est censé se distancier. En 1994, une pub de

Reynolds prévenait l'ado fumeur : « Si tu crois que fumer, ça va t'intégrer... réfléchis bien. » Les jeunes non-fumeurs visibles à l'image, en pleine partie de jeu vidéo, sont infantilisés et pas du tout cool : ils sont plus jeunes que le fumeur représenté, l'un d'eux arbore une coupe en brosse, un autre porte des bretelles. Combien de jeunes branchés portent encore des bretelles ? (Cf. illustration 11.)

Reynolds a anticipé l'intérêt du double discours quelque vingt ans plus tôt : dans sa note où il incitait à la création de nouvelles marques « adaptées au marché des jeunes », Claude Teague appelait aussi à « une étude attentive du jargon actuel de la jeunesse » pour mieux la toucher ; dans l'idéal, les noms de ces nouvelles marques devraient revêtir un double sens, l'un destiné aux jeunes, l'autre aux gens plus âgés, tout comme Marlboro suggère à la fois l'indépendance chez les jeunes et les vertus du « bon vieux temps », celles d'un dur labeur, chez les aînés^[129].

Le démarchage commercial des enfants a tout compte fait remporté un succès notoire. Une étude réalisée en 1991 par la faculté de médecine de Georgie a établi qu'à six ans plus de 90 % des enfants américains étaient capables de reconnaître Joe Camel et que près d'un tiers y parvenaient dès l'âge de 3 ans. Son nom et sa tête jouissaient à peu près du même degré de notoriété que ceux de Mickey Mouse. Joe Camel fut l'une des campagnes de publicité les plus réussies de l'histoire : dès le début de ce tir de barrage, en 1987, la part des Camel chez les moins de 18 ans bondit de 0,5 % à un total stupéfiant de 33 %, en tout juste trois ans. Un article du *Wall Street Journal* titra : « Joe Camel, c'est aussi le joueur de flûte de Hamelin »^[130].

À l'évidence, point n'était besoin de démarcher directement les enfants pour les attirer. Après tout, ils ont tous envie de devenir des adultes et on ne saurait attendre d'un marketing visant les « jeunes adultes » qu'il n'influence pas les individus qui tentent justement de se comporter en adultes. Reynolds l'avait bien compris en concevant sa campagne Joe Camel, qui finit par conquérir une grosse partie de la population

adolescente alors qu'en théorie elle ne cherchait à plaire qu'aux gens âgés de 18 ans et plus. Philip Morris identifia vite la chose comme une menace contre son cow-boy, et, en réaction, tenta de rajeunir son image. Voici de quelle manière l'entreprise comparait l'attrait des Marlboro à celui des Camel, en 1992 :

Cow-boy Marlboro	Joe Camel
Dur	Décontracté
Sérieux	Drôle
Grands espaces	Urbain
Éthique du travail	Fêtard
L'après – satisfaction [<i>sic</i>] différée	L'immédiat
Peu communicatif	Sociable
Plus âgé	Plus jeune
Les meilleurs ; rien que l'élite	Facile d'accès
Bel homme	Pas menaçant
Un look	Une personnalité
Ne sourit jamais	Petit sourire satisfait
Respect	Spontané
Un idéal	La réalité
Classique	Commun
Durable	Dans l'instant

Traditionnel	Nouveau
Stable	Changeant
Individuel	Tourné vers le groupe
Femmes rurales	Femmes à la mode
Installé ; marié	Débridé ; play-boy
L'homme idéal	L'homme d'une nuit

Bruce Willis, Jack Nicholson, Mickey Rourke, Dana Carvey, Warren Beatty et Mick Jagger (« de l'époque ») étaient portés sur la liste de ceux qui incarnaient l'image de la Camel, alors que John Wayne, Charles Bronson, Clint Eastwood, Chuck Norris et Steven Seagal correspondaient à celle de la Marlboro^[131].

Écolos fainéants et femmes viriles

L'industrie a d'autres visées : le marché des femmes, des enfants et des Noirs, comme on l'entend souvent dire d'un ton condescendant, mais aussi des juifs, des sans-abri, des cols bleus, des soldats (hommes et femmes), des gays et des lesbiennes, des médecins, des infirmières, des travailleurs en milieu hospitalier, des personnes âgées et de dizaines d'autres « segments ». Parmi les cibles de ce marketing (ou les cibles envisagées), on peut trouver des individus extravertis et fortunés, des « écolos fainéants », des « flemmards », des « instables », des « nouveaux traditionalistes/nesters^[58] », « des riches qui ont besoin de leur supplément de nicotine », « des intellectuels de haut vol », « ceux qui repassent à la teneur moyenne en goudron », « des yuppies

“réfractaires” » et des gens « soucieux de leur haleine ». Reynolds a également ciblé ce qu’il appelle le « segment viril », désignant par là les hommes plus jeunes et notamment les militaires, mais aussi les « femmes viriles ». Ainsi, le Project Virile Female [projet Femme virile] était une opération montée par la division marketing promotionnel de Chicago pour cibler, avec la marque Dakota, les femmes cols bleus en y rassemblant le genre de filles qui appréciaient la tire de tracteur, les courses de *hotrods*^{59}, qui aimaient traîner en voiture et pour qui « travailler est un boulot, non une carrière ». En 1995, un autre plan marketing de Philip Morris incluait les Asiatiques, « un public viable, à conquérir » (et « encore inexploité »), et mettait l’accent sur des indicateurs comportementaux et « psychographiques », ces individus possédaient-ils des animaux de compagnie, cuisinaient-ils pour le plaisir, se teignaient-ils les cheveux ou portaient-ils des bijoux en or.

Les segments sont souvent scindés en plusieurs sous-segments et, dans les années 1980, Reynolds subdivisa son marché jeune en Goody Goodies [petits saints], Preps [élèves de classes préparatoires], GQ [pour *Gentleman's Quarterly*, magazine masculin créé en 1931], DISCOs, Rockers, Party Parties [désignant les fêtes fortement alcoolisées], Punks et enfin les victimes de burnout (syndrome d’épuisement professionnel). On aurait sans aucun doute également visé les singes et les morts, si l’on avait pu trouver le moyen de les faire cracher au bassinet. Les hommes de Marlboro eurent même un jour cette formule : « Tout ce qui a des lèvres est bon à prendre »^{132}.

Certaines compagnies ont consacré beaucoup de temps à comprendre comment quadriller et conquérir le territoire des fumeurs. En Grande-Bretagne, dans les années 1990, par exemple, le Gallaher Group (fabricant les Silk Cut et les Benson & Hedges) répartit son marché en « ploucs » (27 %), « raffinés en herbe » (20 %), « conservateurs » (28 %) et « anxieux » (25 %). Au Canada, RJR McDonald distinguait « expérimentateurs, stoppeurs latents [qui ont la velléité de s’arrêter],

habitués sélectifs, habitués non sélectifs et autruches ». Aux États-Unis, Reynolds différenciat les segments suivants : traditionnel, viril, détendu (ou décontracté), élégant, inquiet et modéré. Dans les années 1980, Reynolds et Philip Morris dominaient le segment du « viril », Reynolds arrivant en deuxième place derrière Brown & Williamson dans la catégorie « décontraction » (Salem *vs* Kool) et Philip Morris dans celle de la « modération » (Merit *vs* Vantage). Philip Morris et Lorillard étaient en tête dans la catégorie « élégant », Lorillard et American dans celle des « inquiets » (avec les Kent et les Carlton, respectivement.) Enfin, American Tobacco fermait la marche avec ses marques « traditionnelles », Pall Mall et Lucky^{133}.

Il a fallu que Big Tobacco déploie beaucoup de compétences psychologiques pour adapter les plans marketing à la diversité géographique. Des chercheurs ont exploré la signification de Marlboro pour les Arabes et la meilleure manière de commercialiser cette marque dans la Pologne postcommuniste ou la Chine postmaoïste. Ce type d'ajustement a parfois abouti à des bizarreries androgynes, comme en Corée du Sud, où les Virginia Slims sont fumées presque exclusivement par des hommes^{60}. La segmentation de l'offre est une science très étudiée, qui prend en compte une multitude de variables démographiques, géographiques et psychographiques. En 1983, le président de Philip Morris affirma être capable de segmenter son marché « géographiquement, démographiquement, par style de marque et même selon le type de conditionnement préféré », et c'est à son avis la raison pour laquelle les Camels étaient alors « sur le point de devenir une marque d'envergure mondiale »^{134}.

Dans certains cas, l'impact de campagnes spécifiques a pu être quantifié. En 1974, le *Marketing News* de British American Tobacco décrivit la campagne de marketing qui fut menée par une filiale du groupe, Ceylon Tobacco, pour promouvoir la marque Bristol à l'occasion de l'Esala Perahera, une fête religieuse qui se tient chaque année à Kandy, la

capitale du Sri Lanka, pour honorer la relique de la Dent sacrée de Bouddha, objet de vénération transporté à dos d'éléphant dans un coffret en or. Le 1,5 million de personnes rassemblées dans la ville pour célébrer cette fête représentait « une excellente opportunité de promotion des marques de Ceylon Tobacco ». Des panneaux indicateurs furent installés, arborant de grandes images fort séduisantes de Bristol, et des *rover scouts*, l'équivalent des boy-scouts, vendirent les cigarettes en les présentant sur des plateaux à bretelles (« seuls vendeurs accrédités par les autorités »). Des lots furent distribués, sous la forme de cigarettes et de cendriers siglés, et des rafraîchissements livrés à la police locale par des camionnettes aux couleurs des Bristol. L'impact de tout cela se trouve exprimé dans les documents de British American Tobacco : « Le total des ventes est en hausse de 22,5 % par rapport à l'année dernière, et les ventes de Bristol en hausse de 100 % par rapport à l'avant-dernière année », sans mentionner la hausse de cote de popularité de la compagnie et ses produits^[135].

Nigger hair tobacco et le dollar nègre

Avec le temps, naturellement, les opportunités de ciblage ont changé. Aux États-Unis, l'industrie fut lente à exploiter ce qu'elle appelait le « marché nègre ». C'est dans les années 1940 qu'elle fut encouragée à cultiver cette clientèle par une agence de relations publiques spécialisée dans les habitudes de consommation des Noirs, qui avait pour devise : « Courtisez le marché nègre – et engrangez les résultats. » Guère impressionné, Reynolds répondit que « les nègres lisent les magazines et écoutent les émissions de radio où nous sommes présents. Ils font partie du public au sens large et ne sont pas un groupe à part ». Il se peut que ce soit resté une question délicate au sein de la compagnie, qui avait été secouée dans l'immédiat après-guerre par des troubles ethniques après

une série de révoltes ouvrières qu'elle avait imputées à des agitateurs communistes. Quelque temps plus tard naissait le mouvement des droits civiques, et il est alors difficile (ou trop facile ?) d'imaginer comment des entreprises ont pu commercialiser des marques sous des appellations telles que Nigger Head [Tête de nègre] ou Nigger Hair [Cheveu de nègre], qui se retrouvèrent dans l'escarcelle de l'empire American Tobacco dans les premières années du xx^e siècle (ces cigarettes furent à l'origine fabriquées respectivement par William S. Kimball & Co. et la Leidersdorf Co.)^{136}. Les Nigger Head ne survécurent apparemment pas à la dissolution du cartel en 1911 (Sherman Antitrust Act), mais le tabac Nigger Hair continua à enregistrer des ventes robustes et connut, lui, une longévité pour le moins troublante – jusque dans les années 1960, en fait, sous l'appellation Bigger Hair (cf. illustration 13).

Dans l'industrie du tabac, le racisme était chose courante, surtout dans le Sud de Jim Crow^{61}. Les tâches manufacturières faisaient généralement l'objet d'une ségrégation raciale ; les basses besognes comme l'équeutage des feuilles de tabac étaient assignées aux Afro-Américains, tandis qu'on réservait les métiers plus rémunérateurs aux Blancs. Ce racisme, on le décèle aussi dans le langage des documents de la compagnie : le plan « Vendez américain ! » d'American Tobacco, au milieu des années 1940, était censé inculquer à l'employé la fierté des « glorieux exploits du Sud, des glorieux exploits du planteur sudiste et des glorieux exploits des plantations du Sud [...] qui font tous partie de l'« héritage » même du nègre le plus ignorant^{137} ».

Mais l'argent reste l'argent et, à partir des années 1950, surtout après la naissance du mouvement des droits civiques, on consacra beaucoup d'énergie à conquérir le « dollar nègre » (ou le « marché nègre du Sud »). Ce qui n'alla toutefois pas sans quelque résistance. L'industrie diffusa des annonces publicitaires sur les ondes de radio et dans les magazines afro-américains, s'attirant ici ou là l'ire des suprématistes blancs qui protestaient contre le soutien de Philip Morris à l'Urban League^{62} et les

efforts du groupe pour faire de ses produits les « cigarettes du nègre ». Philip Morris possédait déjà 27 % du marché afro-américain, et arrivait en deuxième position derrière Camel et ses 29 %. Rappelons-nous que Philip Morris était à l'époque une société bien plus modeste. Le Ku Klux Klan ne manqua pas de faire entendre sa voix. En 1956, le *New York Post* publia un reportage sur une cérémonie qui se déroulait dans les environs de Charlotte (Caroline du Nord) : « dans un champ où brûlait une croix, un Klaliff a exhorté son auditoire en robe blanche à refuser d'acheter quoi que ce soit aux “amoureux des nègres” ». Ce boycott était supposé inclure Ford Motor Company, la marque de produits alimentaires Carnation Milk et Philip Morris, qui avaient toutes trois apporté leur contribution à la NAACP^{{138}{63}}. (Les temps changeaient, et il convient de relever qu'en 1936 Philip Morris avait déposé et commercialisé la marque Clansman [par allusion au Klan], sans rencontrer apparemment beaucoup de succès.)

Dans les années 1960, les marques mentholées devinrent populaires chez les Afro-Américains, mais les chiffres de vente aux Noirs restèrent inférieurs aux chiffres de vente aux Blancs jusque dans la décennie 1970. Un document de Reynolds daté de 1966 récapitulait « marchés nègres à problème » et les régions qui accusaient un retard. Dans les années 1970, Philip Morris s'étonnait de voir que ses Marlboro Greens (mentholées) se vendaient si bien à Grand Rapids, Michigan. Une étude constata que « la quasi-totalité des Marlboro Greens y [étaient] achetées par des adolescents » (essentiellement dans les commerces de proximité aux alentours des lycées), mais aussi que les Blancs, dans un lycée au moins, dénigraient les Kool, la « cigarette des nègres »^{139}.

On ne sait pas tout à fait pourquoi les marques mentholées remportèrent autant les suffrages des Afro-Américains. On a pu avancer que le menthol avait rejoint une longue liste de remèdes traditionnels des Noirs contre le rhume, mais on ignore dans quelle mesure cette hypothèse est étayée. Nous savons en revanche que l'industrie

commercialisait ces cigarettes mentholées à destination des Noirs vers la fin des années 1950 : Lorillard ciblait la clientèle afro-américaine avec sa marque Newport, en distribuant des échantillons gratuits à l'aide de camions qui entraient dans les cités de logements sociaux réservés aux Noirs. Nous savons aussi que l'industrie avait quelques idées bizarres au sujet de cette prédilection. La plus étrange est peut-être celle qu'imagina un employé de Lorillard, préservée pour l'éternité dans un document de marketing de 1970 intitulé « Pourquoi les menthols ? », où l'on apprend que cette attirance pourrait avoir un rapport avec une « mythique » odeur corporelle des Noirs :

Les nègres, à ce qu'on raconte, posséderaient une odeur corporelle quasi génétique. Maintenant, que ce soit vrai ou non importe peu. Le plus important, c'est que les nègres reconnaissent l'existence de ce « mythe ». Et qu'ils se rendent compte que les « sales Blancs » aussi. Mais qu'est-ce que tout cela a à voir avec les cigarettes mentholées ? Voici la théorie.

Les nègres fument des menthols pour avoir l'haleine fraîche. Pour masquer cette odeur réelle/mythique.

Examinons un peu cette théorie. D'abord, [...] ^{140}.

Et nous voilà partis vers les contrées fantasmatiques du racisme. Ce même document souligne que les Afro-Américains étaient alors un peu plus susceptibles de fumer que les Blancs, que 30 % de tous les fumeurs de Kool étaient afro-américains et que les bonbons à la menthe étaient particulièrement appréciés à Harlem, où Peaks Mason Mints en vendait autant que si elle avait reçu la recommandation d'Adam Clayton Powell » (un élu noir au Congrès, très populaire). On n'y relevait aucune mention du fait que les Noirs risquaient davantage que les Blancs de mourir du tabagisme ou du fait que les magazines qui s'adressaient au lectorat afro-américain comme *Ebony* et *Jet* tiraient des cigarettes une part de recettes publicitaires plus importante que d'autres publications comparables

destinées aux Blancs.

Pour se référer à des segments distincts, on se sert souvent de mots codés ou d'acronymes. Les compagnies parlent ainsi de « BHM » (*Black + Hispanic Market*), de marchés « ethniques », et ainsi de suite. Dans les années 1960 et 1970, les cigarettes Camel étaient censément destinées aux « fumeurs NFF », autrement dit les fumeurs de cigarettes « pleine saveur normale » (« *normal full flavor* »). Les cigarettes étaient aussi conçues de manière à attirer certaines cibles spécifiques. Ainsi le projet BIG BOY, par exemple, Brown & Williamson : la commercialisation d'une cigarette « de plus grande circonférence » pour les fumeurs qui avaient besoin de « renforcer leur image macho/pleine d'assurance », surtout les « fumeurs adultes de sexe masculin, cols bleus, qui travaillaient probablement dans la construction ou des métiers similaires ». On accorda une grande attention aux marchés des militaires, car, dans les années 1980, le personnel des armées fumait en moyenne deux fois plus que la population civile. À cette époque, Brown & Williamson possédait un « département marchés spéciaux », avec une cinquantaine de gestionnaires de comptes, dédié exclusivement aux ventes militaires. Une note interne de Lorillard, en 1983, exposait les grandes lignes d'un programme offensif de promotion directe des Newport auprès des personnels militaires, avec ce commentaire : « Les fruits sont là, et il n'y a qu'à les cueillir »^[141].

La majeure partie de cette littérature du marketing s'appuyait sur des stéréotypes assez grossiers. Les Noirs et les Hispaniques étaient traités comme s'ils entraient dans les segments « décontraction » et « viril », alors que les juifs étaient censés préférer les marques qui « parviennent à renforcer votre indépendance, votre confiance et votre capacité à gravir l'échelle sociale » (Vantage, Salem et Now étaient considérées comme des « marques prioritaires sur le marché juif »). Dans un rapport de gestion de 1982, Reynolds observait que le segment « viril » était « le plus étoffé chez les Hispaniques, correspondant à 45 % des usagers ».

Les jeunes adultes de sexe masculin en constituaient la cible et s'ils exerçaient un métier type, c'était celui de chef de chantier. Le segment « élégant » était plutôt susceptible de réagir à des images de mannequins et de Cadillac, un mode de vie particulièrement attirant pour les Hispaniques « qui ont une propension à “fantasmer” ». L'industrie porta aussi son attention sur les questions de genre, et ses chercheurs découvrirent dans la décennie 1970 que les Winston étaient perçues comme plus féminines (Doris Day) et les Marlboro plus masculines (Clint Eastwood)^[142].

D'autres groupes étaient classés selon ces schémas. D'après une étude de marché de 1984, les fumeurs juifs avaient « tendance à graviter autour des marques à plus faible teneur en goudron », ce qui expliquait pourquoi les marques des « segments “modéré” et “inquiète” recueillaient les plus grosses parts de marché, au détriment des marques “viriles” et “traditionnelles” à l'arôme plus capiteux ». Par conséquent, les juifs préféraient les Camel aux Marlboro, les Vantage aux Merit, et (chez les femmes) les More aux Virginia Slims. En mettant l'accent sur la sociabilité et l'idée de « s'amuser », Philip Morris remporta de médiocres résultats sur ce marché-là. Reynolds en conclut qu'elle devait poursuivre ses promotions spéciales dans l'agglomération new-yorkaise, tandis qu'« il fallait investiguer d'autres régions à fortes populations juives en vue de programmes similaires ». La compagnie avait précédemment marqué des points avec sa marque Winston, en la poussant résolument dans le segment du *Yiddishen taam* [goût juif] lors de la campagne radio de 1962^[143].

La menace du stéréotype

Il faudrait réfléchir plus avant à la manière dont les images publicitaires ont pu contribuer à renforcer des stéréotypes de race, de classe et de

sexe, ou même à ce que signifie être branché, cru, sexy, rebelle ou d'avant-garde. On a investi des milliards de dollars dans des campagnes visant à associer tels types de cigarettes à tels types d'individus. Et les enquêtes en montraient les résultats. D'après l'une d'elles, en 1976, Reynolds était faiblement identifié chez les progressistes, « légèrement au-dessus de la moyenne chez les conservateurs » et « fortement au sein du segment plus limité des inquiets ». On glorifiait le risque (deltaplane, escalade) pour toucher les jeunes hommes. On promettait la minceur et la parité politique aux jeunes femmes – « Il en a fallu du temps, les filles », dit le slogan des Virginia Slims (Philip Morris) –, quelle imposture ! En 1973, Lorillard décomposait son marché en huit segments, sur une échelle mobile allant des « féministes extrêmes du *bra-burning*^{64} » et « lesbiennes affichées » aux « femmes traditionnelles » et aux « antiféministes »^{144}.

Dans son histoire culturelle de la cigarette, Richard Klein a qualifié le fait de fumer de « forme non verbale mais éloquente d'expression », de « discours entièrement codé, de rhétorique complexe [...] avec un vaste répertoire de conventions bien établies »^{145}. Mais s'il en est ainsi, c'est surtout parce que les professionnels du marketing ont œuvré en ce sens, afin d'accroître les ventes. Des publicitaires maîtrisant les arts visuels sont parvenus à transformer un produit fondamentalement homogène – des tests en aveugle montrent qu'il est impossible de réellement distinguer une marque d'une autre – et l'ont imprégné de pouvoirs symboliques savamment différenciés. Fumer n'a rien de naturel. Les gens commencent jeunes parce qu'ils ont été amenés à croire que c'était à la mode ou que c'était un signe de rébellion, et ils continuent parce qu'ils deviennent dépendants. La psychopharmacologie alliée au marketing a transformé un menu plaisir rare, une sorte de rituel, en agent de reconnexion cérébrale mégamorbide. L'alcaloïde est un impératif, pourtant les fantasmes qui soutiennent cette illusion sont le produit de l'ingéniosité humaine.

6

Sponsoriser le sport pour vendre de la fumée

« Nous sommes dans le commerce de la cigarette. Nous ne sommes pas dans le commerce du sport. Nous nous servons du sport comme d'un boulevard publicitaire. [...] Nous pouvons nous rendre dans une région où nous assurons le marketing d'un événement, mesurer les ventes pendant et après cet événement, et constater une hausse des chiffres. »

T. WAYNE ROBERTSON,
R. J. REYNOLDS, 1989.

Depuis le XIX^e siècle, Big Tobacco s'est servi du sport pour vendre des cigarettes (et de la chique). Nous avons déjà rencontré le phénomène des cartes de base-ball (ou *cigarette cards*), et le sponsoring des équipes date de cette époque, celle où Buck Duke⁽⁶⁵⁾ finançait une équipe de hockey sur patins à roulettes baptisée « Cross Cut Polo Club » de Durham (Caroline du Nord) pour effectuer une tournée des États-Unis au profit de ses cigarettes Cross Cut. Les journaux et les magazines américains des années 1930 et 1940 fourmillaient de témoignages publicitaires d'athlètes, comme lorsqu'on expliqua aux fans des New York Giants que « 21 Giants sur 31 fum[ai]ent des cigarettes Camel » ou que « les champions américains choisiss[ai]ent Viceroy ». Des stars de

plus d'une dizaine de disciplines étaient sous contrat avec des *majors* du tabac. Les cigarettes étaient censées améliorer les performances, calmer les nerfs, équilibrer la tension, et vous préparer pour le grand jour. Honus Wagner, le bloqueur des Pirates de Pittsburgh, fut l'une des rares personnalités du base-ball à refuser une telle collaboration : en 1911, il résilia son contrat avec American Tobacco, redoutant que la diffusion de sa *cigarette card* n'« influence les enfants en les poussant à acheter des produits à base de tabac »⁽¹⁴⁶⁾. Seules quelques dizaines de cartes à l'effigie du joueur furent mises en circulation, raison pour laquelle la Wagner T206 est devenue le Saint Graal des cartes de base-ball. En 2007, la vente d'une de ces raretés a été conclue pour 2,8 millions de dollars.

Les ligues de la cigarette

Dès les années 1930, de nouveaux médias ouvrant de nouvelles opportunités, les événements sportifs « vous [étaient] proposés par » des fabricants de cigarettes capitalisant sur le pouvoir de persuasion de la radio. Imperial Tobacco a ainsi financé les premières retransmissions de matches du championnat canadien de football américain, et Liggett & Myers, aux États-Unis, a sponsorisé le base-ball à la radio puis à la télévision. Ainsi, en 1946, le groupe a organisé les retransmissions télévisées de matches de base-ball en les associant à ses Chesterfield. Et en 1949, Chesterfield a sponsorisé des retransmissions à la radio de matches joués par les Giants de New York et les Senators de Washington, ainsi que des retransmissions télévisées de matches à domicile de ces deux équipes. Un an plus tard, la compagnie ajoutait les Chicago Cubs et les Cleveland Indians à son tableau de diffusions. Liggett entretint aussi ce que la compagnie appelait sa « Cigarette League », une équipe de joueurs de base-ball, tous fumeurs de

Chesterfield, réunie à des fins purement publicitaires, avec quelques grands noms comme le lanceur Robin Roberts de l'équipe des Phillies. Pour le « Perry Como Show⁽⁶⁶⁾ » et la presse quotidienne, Liggett constitua une « Chesterfield Star Team » avec Yogi Berra au poste d'attrapeur et Stan Musial, Joe DiMaggio et Ted Williams en joueurs de champ. « Ce sont tous de grands champions, et ils sont tous d'accord : la Chesterfield est une grande cigarette »⁽¹⁴⁷⁾.

Des sommes substantielles furent ainsi déboursées. En 1950, Liggett versa aux Giants de New York 291 368 dollars pour avoir le privilège de radiodiffuser leurs matches, et 214 829 dollars en échange des droits de télédiffusion⁽⁶⁷⁾. Cela représentait une part infime des contrats publicitaires de la compagnie pour les Chesterfield cette année-là (à peu près 4 % d'un total de 14 millions)⁽¹⁴⁸⁾, mais cette somme allait fortement augmenter avec le temps.

Le base-ball figurait aussi dans les publicités que les animateurs étaient censés annoncer (ou chanter) à la radio moyennant rétribution. Perry Como, grand amateur de cocktails mondains, la « star de la chanson de Chesterfield », a écrit pour son émission des textes ayant la cigarette pour thème, comme ce couplet de 1951 :

Chesterfield salue les Yanks / Dans leurs rangs, c'est pas l'énergie qui manque / La bande des Bombers s'est bien défendue / Allez, chantez leurs louanges et portez-les aux nues / À fond pour l'équipe des Yankees / À fond pour l'équipe des Yankees / Pour les fans des Yankees, c'est autant de plaisir qu'une Chesterfield ! / Les Yanks à la batte, et sur le terrain / Tous Champions, comme Chesterfield [etc.]⁽⁶⁸⁾.

Dès 1953, à Philadelphie, Liggett retransmettait des événements sportifs sur le Chesterfield Baseball Network, chaîne du base-ball sponsorisée par la marque, dans le cadre d'un vaste plan de marketing avec émissions musicales sponsorisées et visites gratuites des usines du

groupe à Richmond et Durham. L'orchestre Chesterfield était accompagné par un groupe de chanteurs, les Satisfiers, choristes de Perry Como sur la chaîne NBC qui diffusait son Chesterfield Supper Club, ou « Club de la nuit Chesterfield » (« une musique qui est un pur plaisir »), l'une des 37 émissions de radio financées par Chesterfield entre 1921 et 1953. La même marque de cigarette sponsorisait aussi 9 émissions de télévision⁽¹⁴⁹⁾. Les compagnies de tabac ciblaient des régions et des équipes spécifiques, créant ainsi de fortes allégeances locales à leurs marques. Alan Blum, fondateur d'une association pionnière en la matière, Doctors Ought to Care, décrit joliment le phénomène : « L'identification d'une marque à l'équipe de base-ball qu'elle finançait était si étroite qu'il n'est pas exagéré de souligner qu'à New York un fan des Giants fumait invariablement des Chesterfield, un fan des Yankees des Camel (et plus tard des Winston, après l'apparition du filtre...), et un fan des Dodgers des Lucky⁽¹⁵⁰⁾. »

Ces soutiens explicites d'athlètes prirent plus ou moins fin aux États-Unis dans les années 1950, lorsque les « craintes sanitaires » rendirent moins crédible l'idée que les Camel n'allaient jamais vous « couper le souffle » ou qu'elles « ne jou[ai]ent pas avec vos nerfs ! ». Mais le sponsoring sportif connut un regain à la fin des années 1960, quand il devint clair qu'on s'orientait vers une interdiction de la publicité télévisée. On exploitait les affiches et les placements des produits au cinéma, bien sûr, mais le sponsoring des manifestations d'athlétisme, des arts et, par la suite, des défilés de mode ou des fêtes étudiantes lors des *spring breaks*, devint un moyen remarquablement efficace de vendre des cigarettes.

Loto et bobsleigh

Il est difficile de résumer le phénomène de la sponsorship des sports par le tabac dans ces années records des décennies 1970, 1980 et

1990 : le phénomène est d'une ampleur et d'une portée trop vastes. Rien qu'en Grande-Bretagne, selon un rapport de 1978 du Conseil consultatif du tabac [Tobacco Advisory Council], les compagnies membres finançaient pêle-mêle

l'acrobatie aérienne, l'alpinisme, l'athlétisme, l'aviation, l'aviron, le backgammon, le badminton, le ball-trap, le basket-ball, le billard, le billard américain, le boulingrin, le bowling, la boxe, le canoë, les concours de chiens de berger, le char à voile, le concours complet d'équitation, la course de côte, les courses hippiques, les courses de lévriers, les courses de moto sur piste, le cricket, le curling, le cyclisme, le deltaplane, les échecs, les entraînements, l'escrime, les fléchettes, le football, le golf (professionnel et amateur), le hockey (en salle et sur gazon), le lacrosse, le motocross, le motonautisme, la natation, le palet anglais (ou *shove halfpenny*), le parachutisme, la pêche à la ligne, le pentathlon, la pétanque en salle, le polo, les quilles classic, le rallye automobile, le rugby (à XIII ou à XV), le saut d'obstacles, le ski nautique, le snooker, le speedway, le squash, le surf, le tennis (professionnel et amateur) le tir (aux pigeons et NRA), le tir à l'arc, la voile, le vol à voile et le water-polo^[151].

Pour plusieurs de ces sports j'ai dû effectuer des recherches – sur le « palet anglais », par exemple, qui est en réalité un jeu de palet miniature (*shuffleboard*) où l'on pousse des pièces de monnaie sur un plateau ou une surface de jeu en bois quadrillée. Aucun sport ne semble avoir été trop modeste ou trop obscur pour revendiquer la manne de Big Tobacco. Dans une note interne, en 1980, Philip Morris remarquait que « pratiquement toutes les activités sportives ont, à un moment ou à un autre, bénéficié de l'aide d'une compagnie de tabac^[152] ». Et *vice versa*, évidemment.

Comment cette collaboration s'est-elle engagée ? Qu'est-ce que

l'industrie a pu gagner à de telles relations, et en quoi le sport en a-t-il été transformé ?

La réponse simple à la première question tient en un mot : la télévision, ou plutôt la perte de ce médium publicitaire. Aux États-Unis, Liggett & Myers et Philip Morris commencèrent à sponsoriser les compétitions d'athlétisme dans les années 1960, anticipant ainsi l'interdiction de publicité sur les ondes qui entrerait en vigueur en janvier 1971, après un « sursis » permettant un dernier tir de barrage publicitaire lors des matchs de football universitaires⁽¹⁵³⁾. L'industrie saisit vite qu'il s'agissait là d'une perte immense et envisagea d'autres supports publicitaires. Les magazines constituaient une solution de repli évidente, au point que le volume des dépenses dans les publicités de magazines doubla presque en l'espace d'un an (aux États-Unis). Mais on envisagea quantité d'autres débouchés. Reynolds explora les « pubs routières », sur le flanc des camions, les messages publicitaires dans les supermarchés, les placements de produits dans les films et même les distributeurs automatiques parlants⁽¹⁵⁴⁾. En 1971, Philip Morris a ainsi distribué gratuitement 7,3 millions d'exemplaires d'un livre de cuisine de seize pages, son *Chuckwagon Cooking from Marlboro Country* [La cuisine des pionniers du pays de Marlboro] et 1,5 million d'autres ont été distribués dans les supermarchés.

Les fabricants européens avaient commencé à sponsoriser des compétitions un peu plus tôt, pour des raisons similaires. En Grande-Bretagne, la publicité pour les cigarettes fut bannie du petit écran en 1965, ce qui entraîna un transfert vers d'autres canaux. (L'Italie, elle, avait proscrit ces publicités encore plus tôt, en 1962, et ne fut pas moins précoce dans la sponsorship du sport.) W. D. & H. O. Wills, fabricant des cigarettes Embassy, devint très tôt un sponsor du motonautisme et du rallycross britanniques (courses automobiles sur circuit en terre partiellement asphalté) et, dès le début des années 1970, soutint aussi « la boxe, les rencontres de *brass bands* [fanfares], le cyclisme professionnel,

la pêche, l'aviation (le salon aéronautique Air Tattoo), le golf, les courses de chevaux, le rallycross, le polo, le motonautisme, le rugby à XIII, les courses d'obstacles, les courses automobiles sur speedway et le Welsh National Eisteddfod^{(69);(155)} ». Par la suite, Wills créa (en 1975) son département des Événements sponsorisés, afin de coordonner de telles activités, comme le faisaient Reynolds et plusieurs autres groupes.

Pour sa part, Reynolds mit sur pied une nouvelle structure commerciale, RJRN Golf, rebaptisée Sports Marketing Enterprises Inc. en 1988, date à laquelle la compagnie dépensait plus de 80 millions de dollars par an dans le sport, notamment en accords de licence et promotions⁽⁷⁰⁾. Dès sa première année de fonctionnement, Sports Marketing Enterprises a supervisé 1 600 événements, avec une équipe permanente de 94 personnes et une masse salariale de 4 millions de dollars^{(71);(156)}. Ces événements sponsorisés comptaient notamment 30 manifestations liées à la NASCAR Winston Cup, 18 courses automobiles Camel GT, 17 courses de dragsters Winston, et des tournois de golf dans tous les États-Unis, aboutissant à un total estimé à plus de 1,5 milliard de « mentions de marques », en ne prenant en compte que les supports papier. Sports Marketing Enterprises fit clairement entendre au département relations publiques de Reynolds que ces efforts de sponsoring en valaient la peine :

Au cours de la dernière décennie, nos recherches ont démontré que le marketing sportif produisait d'excellents retours sur investissement. La part de marché de la marque sponsor au sein d'un groupe cible donné est toujours sensiblement plus élevée. Les courses de la Winston Cup et de la NHRA Winston Drag sont bénéficiaires à hauteur de huit dollars pour un dollar investi.

Le marketing sportif a la capacité de cibler un certain segment de la clientèle potentielle d'une marque plus efficacement que tout autre support publicitaire ou presque. Il atteint le consommateur quand il est le

plus susceptible de réagir positivement au message : quand il se livre à une activité de loisir qui lui garantit un état d'esprit positif^[157].

La mythologie du produit et le coût des convertis

L'un des principes cardinaux de ce sponsoring consistait à cultiver les événements qui ne s'étaient pas encore imposés comme spectacles sportifs. En somme, les compagnies choisissaient un sport marginal ou obscur et le transformaient en vecteur très visible d'une ligne de produits du tabac. Ce fut le cas de NASCAR, par exemple. En 1970, la course de l'Alabama 500, à Talladega, attirait un modeste total de 20 000 fans, mais en l'espace d'un an, grâce au sponsoring et à la promotion assurés par Reynolds, ce chiffre grimpa à 40 000. Le tennis, le rodéo et quantité d'autres sports, tous sponsorisés par le tabac, enregistrèrent des hausses semblables, plus importantes encore si l'on compte les téléspectateurs.

L'objectif était évidemment d'accroître les ventes. Ainsi, quand Reynolds sponsorisa une compétition de ski « Doral », en 1970, le but était d'« imposer la Doral comme la cigarette du skieur ». Il était prévu que cette opération inciterait « davantage les skieurs à fumer des Doral », processus désigné sous le nom de « conversion », en l'occurrence une conversion... à la marque de la compagnie. Le sponsoring du ski par la Doral, tel qu'exposé dans des documents internes, devait contribuer « à améliorer la notoriété, l'essai et la conversion à la marque »^[158].

Il se trouve que nous possédons une partie des dossiers relatifs à ces taux de conversion. En 1995, Reynolds les a mesurés pour sept de ses principales campagnes de sponsoring : le Camel Biker Rally, la Winston Cup NASCAR, le NHR Drag Racing (dragsters), l'Unlimited Hydroplane (hydroglisseur), l'AMA Superbike (course de motos sur circuit), le Camel Pool (billard) et le Winston Racing and Simulator/Show Car (compétitions en simulateur). Les motards enregistraient le taux de

conversion le plus élevé (10,1 %), suivis des adeptes des courses de dragsters, du championnat NASCAR, du billard, des courses de moto sur circuit et de l'hydroglisseur, avec des moyennes comprises entre 5 et 10 %. Reynolds avait mis sur pied des « équipes de conversion » dédiées à ces événements. Lors de ses tournois de billard Camel Pool Tournaments, à l'automne 1996, la compagnie employait sept « chargés de conversion » dont le travail consistait à être présents et à convertir le plus grand nombre de personnes possible. Les archives de Reynolds regorgent de tableaux compliqués présentant ces taux de conversion, enregistrés lors des différents événements Camel : ces taux sont définis par le pourcentage de fumeurs qui, à la suite d'un essai ou d'une promotion, consacraient au moins 80 % de leur nouveau volume de consommation à la marque cible. On procédait à des calculs similaires pour les mailings directs, les offres de paquets gratuits, les inscriptions à des événements et pour l'exposition à ce que la compagnie aimait appeler la « mythologie de ses produits ». Les convertis intégraient un club Camel VIP qui n'exigeait apparemment d'eux rien d'autre qu'une préférence pour la marque. Selon une évaluation de 1995 comprenant un « *Convert-Meter* » [compteur de convertis], la campagne de promotion Genuine Taste Mission prévoyait de 18 000 à 36 000 convertis sur la base d'un mailing ciblant 480 000 fumeurs, pour un coût de 5,4 millions de dollars^[72], soit environ 150 à 300 dollars par converti^[159].

Cela peut paraître onéreux, mais comme les fumeurs ont tendance à être fidèles à une marque, le retour sur investissement sur une vie entière de fidélité peut se révéler immense. Par exemple, dans les sports automobiles, le coût par converti était de 1 064 dollars, tandis que pour les événements motocyclistes le converti revenait à 779 dollars par tête. Ce coût était moins dû aux cigarettes distribuées qu'à l'achat de droits publicitaires et à l'embauche de « spécialistes de la conversion », véritables coaches chargés d'organiser des simulations vidéo et des jeux de rôle. L'industrie calculait les taux de conversion et le coût par fumeur

pour les différentes promotions, l'« enseignement » à retenir étant que différentes techniques généraient des taux de retour différents. Les « interceptions » personnelles, généralement conduites par de jeunes et séduisantes testeuses, produisaient certains des taux de conversion les plus élevés, mais le programme Camel Cash enregistrait aussi des résultats confortables, en permettant à des fumeurs de marques autres que les Camel d'échanger leurs coupons contre des produits cadeaux. Des tas de méthodes furent proposées : en 1994, Reynolds caressa l'idée d'engager des strip-teaseuses pour fumer et exhiber les Camel dans des boîtes de strip-tease. Les auteurs du projet avaient baptisé ces strip-teaseuses « ambassadrices de Camel »⁽¹⁶⁰⁾.

J'ai centré mon propos sur Reynolds, mais chaque compagnie s'est livrée aux mêmes calculs. British American Tobacco chiffrait les avantages du sponsoring en termes de « valeur totale de l'exposition à la marque » ; ainsi, en 1993, en préparation de la Coupe du monde de cricket de 1996, le bénéfice escompté pour cette compétition (pour sa marque Benson & Hedges) en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud fut estimé à 5 985 000 livres sterling⁽⁷³⁾⁽¹⁶¹⁾. On chiffrait aussi la valeur de la couverture télévisée en calculant l'exposition des téléspectateurs au logo de Benson & Hedges. En Australie et en Nouvelle-Zélande, cette valeur était censée être de 150 dollars pour trois secondes d'affichage visuel. Des études relevèrent 40 expositions de ce type par heure d'émission, soit, pour le total combiné de 270 heures d'émissions pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'équivalent d'un affichage télévisuel d'une valeur de 150 dollars × 40 × 270 = 1 620 000 dollars, sans compter la valeur ajoutée d'autres médias. Pour la seule Australie, les 20 matches de la Coupe étaient supposés toucher 80 millions d'individus (soit 4 millions de personnes regardant 20 matches), 40 expositions à l'affichage de trois secondes chacune par match générant environ 10 milliards de secondes d'exposition personnelle au logo de la marque. Enfin, on procéda à des

évaluations de l'exposition différentes pour les cérémonies d'ouverture et de clôture, en prenant en compte les panneaux, les affiches, les cartes, et ainsi de suite⁽¹⁶²⁾.

Le cancer et l'égalité des chances

Le tennis féminin est l'un des exemples les plus spectaculaires de promotion et de reconfiguration d'un sport par l'industrie du tabac. Philip Morris a créé les tournois Virginia Slims (VS) en 1970 dans le but de stimuler la demande pour sa toute nouvelle cigarette « pour femme » – « C'est une affaire de femme », dit le slogan. La « première cigarette spécifiquement créée pour les femmes » avait été dévoilée à l'été 1968, et les tournois VS attirèrent l'attention sur la marque tout en renforçant la popularité du tennis féminin. Selon une évaluation de 1994, le sponsoring a contribué à transformer « ce qui n'[était] guère qu'une attraction de second plan en un événement sportif de tout premier plan »⁽¹⁶³⁾. Avant 1970, personne ou presque ne suivait le tennis féminin ; en 1990, le tournoi Virginia Slims Championships au Madison Square Garden, à Manhattan, doté de 3,5 millions de dollars⁽⁷⁴⁾, attira plus de 100 000 fans et draina des audiences télévisées bien plus fortes encore.

Ce n'était pas la première fois que Big Tobacco fricotait avec le tennis. Philip Morris avait sponsorisé la première retransmission de l'US Open en 1968, et depuis des dizaines d'années avant même la Seconde Guerre mondiale, les compagnies rémunéraient des têtes d'affiche de cette discipline, sans parler des stars de cinéma, des chanteurs d'opéra et des sénateurs, pour qu'elles recommandent telle ou telle marque de leur préférence. Dans les années 1970, le tennis féminin offrit une nouvelle opportunité ; les femmes étaient jusque-là un marché inexploité et n'avaient (prétendument) jamais eu « leur propre cigarette ». Tous les éléments de cet argument étaient fallacieux. Les cigarettes Salome,

fabriquées par la Rosedor Cigarette Company de New York en 1915, étaient expressément destinées aux dames, les Deb de Benson & Hedges des années 1930 étaient dotées d'un « embout rose pour les femmes soignées », comme il était indiqué au dos de chaque paquet. Les cigarettes First Lady étaient conçues pour les femmes, tout comme les Fems, et ces deux modèles étaient munis d'un embout écarlate pour masquer les marques de rouge à lèvres. Les fabricants allemands ciblèrent aussi les femmes, poussant par là les autorités nazies à proscrire toute utilisation publicitaire de la formule *Damen-Zigarette* [cigarette pour femmes]. Vers 1960, la Bulgarie commercialisait la marque Femina. En 1955, avant son changement de sexe et sa mutation en marque pour cow-boy, Marlboro s'adressait expressément aux femmes à qui l'on offrait un choix d'« embouts beauté » ivoire ou cramoisi, afin de dissimuler les marques de rouge indésirables.

Toutefois, l'espoir de Philip Morris était de surfer sur la vague nouvelle de la libération des femmes pour s'attirer (et étoffer) les « suffrages » en faveur de la cigarette féminine. Toutes les participantes des événements Virginia Slims recevaient des sweat-shirts dont le tour de cou était siglé aux couleurs de la marque et qu'elles étaient invitées à porter à l'échauffement et après le match. Un créateur, Teddy Tinling, fut engagé pour dessiner ces vêtements, ainsi qu'une ligne plus étoffée de *slimswear*, incluant des survêtements, vendus dans des *slimshops*. Philip Morris voulait que ses joueuses portent autant d'articles frappés du logo VS que possible, car « lorsque les spectateurs voient les joueuses porter des vêtements sous licence, les ventes d'articles liés aux tournois augmentent ». L'objectif était évidemment de convertir la mode vestimentaire du tennis en ventes de cigarettes : « Il fut un temps où les femmes ne pouvaient pas porter de vêtements amusants, et encore moins fumer de cigarettes. Les temps ont changé. Maintenant, vous avez une cigarette tout à vous, ainsi qu'une nouvelle collection très chic de Virginia Slimswear, conçue spécialement pour vous »^{164}.

Le géant du tabac joua aussi un rôle crucial dans la fondation de la Women's Tennis Association [Association du tennis féminin] en 1973 et contribua même à financer la « version junior » de ce sport, à travers la fondation de tennis Maureen Connolly Brinker⁽⁷⁵⁾. Cette championne avait été une superstar du tennis dans les années 1950 et la fondation MCBF, créée en 1969 après son décès d'un cancer de l'estomac, sponsorisait des tournois de joueuses âgées de 14 à 18 ans. Or, dans les années 1980, cette fondation avait rejoint Philip Morris pour promouvoir le tennis chez les adolescentes. Des permanents de la fondation se servaient de papier à en-tête Virginia Slims (à l'effigie de « Ginny la fumeuse ») et professaient leur « loyauté et leur soutien » au géant du tabac tout en aidant au développement de « marchés secondaires pour Virginia Slims à Denver (Colorado), Wichita (Kansas) et Little Rock (Arkansas) ». (On désignait ici sans doute les matches et non la cigarette, mais cette ambiguïté parle d'elle-même.) De très jeunes joueuses, dès 11 ans, écrivaient à la fondation, la remerciant de son aide et des billets gratuits pour des tournois Virginia Slims. Le logo de la MCBF reprenait l'image de « Ginny » (*cf.* illustration 14) brandissant une cigarette, et les publicités pour des tournois tennis/tabac portaient un avertissement du ministère de la Santé⁽¹⁶⁵⁾.

Le sponsoring par Philip Morris transforma radicalement le tennis féminin. Parmi les nouveautés de l'ère VS, citons l'accroissement du nombre des joueuses, des tournois plus richement dotés, de nouvelles tenues portées par les compétitrices et un public nettement plus important, avec les premières retransmissions télévisées. Les modes de classement furent aussi modifiés. Philip Morris a très tôt introduit le Virginia Slims SlimStat, un système de suivi informatisé destiné à fournir aux médias classements, biographies des joueuses, résultats des matches, chiffres de fréquentation, et ainsi de suite. L'emprise du groupe était telle que, lorsque le Women's International Tennis Council [Conseil international du tennis féminin] envisagea en 1989 de rompre toute

relation avec le cigarettier, celui-ci réussit à forcer son maintien en exerçant des pressions sur Procter & Gamble pour que ce dernier se retire de la compétition.

À ce stade, d'autres compagnies s'étaient lancées dans le sponsoring de la discipline. Salem a ainsi financé l'Open de tennis de Pékin et Hong Kong en 1994, et State Express un Far East Tennis Classic. Les fabricants canadiens ont déployé de gros efforts pour que leur nom reste associé au Canadian Open : en 1985, Sport Canada mit en application une politique interdisant le versement de subventions fédérales aux organismes qui acceptaient de l'argent du tabac et le Tobacco Act, promulgué par le Canada en 1988, interdit toute publicité pour le tabac. Imperial Tobacco réagit et contourna l'interdiction en montant des sociétés écrans portant le nom de marques de la compagnie (Players Ltd. et Du Maurier Ltd., par exemple). L'édition 1993 du Canadian Open fut ainsi annoncée sous l'appellation « Matinee Ltd International », dans le cadre d'un plan d'Imperial Tobacco ciblant les femmes pour sa marque, Matinee^[166]. De même, l'Imperial de Londres repoussa les limites de ces interdictions publicitaires en faisant sponsoriser le Tournoi international de tennis de Bâle par sa marque Davidoff, payant Roger Federer pour prêter son image aux brochures et aux affiches du tournoi. La marque Davidoff ne jouissait certes pas de la notoriété de Marlboro ou de Camel, mais son association avec un grand nom du tennis mondial devait faire hausser les sourcils.

Le plus remarquable, ce fut l'empressement des athlètes à accepter de telles collaborations. Billie Jean King, par exemple, fut l'un des soutiens les plus ardents de l'industrie^[167]. Elle avait commencé à travailler avec Philip Morris en 1971, année où elle devint la première femme à gagner 100 000 dollars en tant qu'athlète professionnelle. Elle cherchait des moyens de renforcer l'image du tennis féminin, et Philip Morris recherchait de nouvelles méthodes de commercialisation pour sa « cigarette féminine ». C'était l'accord parfait et, au cours des vingt

années qui suivirent, Billie Jean King allait devenir une ardente avocate des Virginia Slims et Philip Morris la principale source de financement du circuit féminin. Le sponsoring fournit au fabricant de cigarettes une occasion de défendre l'« égalité » des femmes sous la forme d'une égalité des droits de fumer. « Il en a fallu du temps, les filles », tel fut le slogan des publicités pour le tennis et le tabac. On y voyait l'insigne du Championnat du monde Virginia Slims et le flamboyant personnage de Ginny évoqué plus haut, une garçonne de bande dessinée vue de profil, raquette sur l'épaule, cigarette allumée fichée au bout d'un long fume-cigarette. Des juges de chaise portaient des badges officiels reprenant ce même insigne de « Ginny la fumeuse » (cf. illustration 14)^[168]. Billie Jean King encouragea cette collaboration et aida les Virginia Slims à devenir « en quelque sorte synonymes à la fois des femmes et du tennis ». Thomas R. Keim, directeur de la gestion des marques chez Philip Morris, vanta les mérites de cette relation qui contribuait à faire des VS « la principale cigarette conçue exprès pour les femmes »^[169].

Pour Big Tobacco le tennis était un domaine séduisant, car près d'un quart des téléspectateurs de matches de tennis, et le tiers des joueurs amateurs, avaient moins de 18 ans. Les recommandations de Billie Jean King étaient très prisées, surtout après sa victoire contre Bobby Riggs, une étoile masculine déclinante, qu'elle battit à plates coutures en 1973 au terme d'un match rebaptisé « La bataille des sexes » (pour lequel elle portait une tenue aux couleurs des Virginia Slims). Elle devint ainsi l'une des femmes les plus célèbres de la décennie, au grand ravissement des responsables des relations publiques de Philip Morris, qui présentaient ses apparitions lors d'événements tennis/cigarette comme des « activités de la marque ». King accueillait volontiers des publicités pour cigarettes dans le magazine qu'elle avait créé, expliquant qu'elle aurait été « hypocrite d'accepter leur aide lors des événements sportifs et de leur refuser la sienne dans *WomenSports* »^[170].

Sa loyauté envers son bienfaiteur fut irréprochable. En 1975 et 1976,

34 des 35 publicités pour des cigarettes parues dans *WomenSports* concernaient des marques de Philip Morris^[171]. King laissait le cigarettier gérer son programme (fort peu efficace) de « prévention du tabagisme des jeunes » dans le cadre de sa Women's Sports Foundation [Fondation sportive des femmes] et le défendait lors de débats publics. Dans une lettre de 1993 au *New York Times*, elle décrivait les dirigeants de Philip Morris comme « des gens éclairés qui comprennent et admettent les dangers éventuels du tabac^[172] ». *Des dangers éventuels ?* Elle continua de travailler pour le cigarettier et entra dans son conseil d'administration en 1999. À cette date, elle était pratiquement devenue un emblème du groupe. De son point de vue, on avait simplement intenté un « mauvais procès » à Philip Morris, car la compagnie avait « probablement lancé plus d'actions caritatives que quiconque ». Un rapport interne de la compagnie de 1999 observe qu'elle avait prouvé « à maintes reprises sa capacité à fournir des résultats à la marque »^[173]. En 2001, elle autorisait encore l'apparition de sa signature sur des bons Philip Morris pour des paquets de cigarettes gratuits.

L'un des aspects curieux de la collaboration de King, c'est qu'elle se considérait comme une féministe et une militante sociale. Elle fonda la Women's Tennis Association en 1973, peu après avoir aidé à l'adoption par le Congrès de l'Equal Educational Opportunities Act (une loi pour l'égalité des chances en matière d'éducation), dont le texte comportait un article 9 révolutionnaire qui obligeait les universités à financer l'athlétisme féminin à hauteur de l'athlétisme masculin. Des organisations progressistes et caritatives lui décernèrent de nombreuses récompenses et, en 1990, le magazine *Life* cita son nom parmi les « 100 Américains les plus importants du xx^e siècle ». Son action pionnière pour l'égalité des femmes dans le sport reste toutefois entachée par sa collaboration avec l'entreprise industrielle la plus meurtrière de la planète.

Philanthropie stratégique

Le bowling a été un autre domaine important d'investissement. Son sponsoring était approuvé par les plus hautes instances de la discipline, ce qui en a fait un sport emblématique de nombreuses autres collaborations. Le National Bowling Council [Conseil national du bowling] approuva ainsi le sponsoring par Raleigh aux États-Unis. Dix associations différentes de propriétaires de salles exprimèrent leur soutien au « Philip Morris Accommodation Program » – un retour sur investissement politique bien utile en échange de la munificence du géant du tabac. (Ce programme d'accommodement, parfois appelé « coexistence pacifique » ou « courtoisie du choix », était une opération complexe datant de 1994, destinée à s'opposer aux interdictions de fumer dans les lieux clos. Il s'agissait d'encourager l'aménagement de zones distinctes pour les fumeurs dans les hôtels, les restaurants et les équipements de loisir. Cette campagne permit aussi à l'industrie de se créer des alliances dans le secteur hôtelier^[174].) Philip Morris sponsorisa le Merit Bowling jusqu'en 1998, quand le Master Settlement Agreement contraignit le groupe à l'interrompre, tout comme la plupart de ses partenariats de sponsoring sportif. L'interdiction du sponsoring sportif fut l'un des rares effets positifs de cet accord qui se résume en fin de compte à une taxation modeste (et inefficace) d'environ 40 *cents* par paquet, étalée sur plus d'un quart de siècle. (Cette « taxe » est inefficace parce qu'il a fallu mener une longue bataille judiciaire pour l'obtenir, et qu'une partie des fonds est allée aux cabinets juridiques engagés dans ces procédures. Une très petite part a réellement profité à la santé publique : en fait, ces dernières années, la majeure partie des versements imposés par cet accord a été allouée à des cultivateurs de tabac plutôt qu'au contrôle de ce même tabac.)

Cette sorte de sponsoring ne faisait presque jamais l'objet d'une annonce par l'intermédiaire d'une *compagnie* mais de préférence par l'intermédiaire d'une *marque*. Ainsi, en 1976, Raleigh (la cigarette)

sponsorisa le Raleigh Bowling Spectacular, tandis que Brown & Williamson (la compagnie) restait en coulisse et faisait profil bas^[175]. Tel était le principe : c'était la marque, et non la compagnie, qui était le bailleur de fonds de ces promotions. Ainsi, ce fut Kool (et non Brown & Williamson) qui sponsorisa le bowling et le vol en ballon, Regal et Silk Cut (et non Gallaher) qui sponsorisèrent le rugby, Winston (et non Reynolds) les courses de dragsters et le softball, et Camel (et non le même Reynolds) la pêche et le snowboard^[176]. La marque et la compagnie portaient parfois le même nom : ainsi, L & M sponsorisait les courses d'hydroglisseurs, Rothmans l'ULM et le snooker, et ainsi de suite. La marque représentée apparaissait sur les affiches, les billets et les talons de ceux-ci, mais aussi sur les panneaux d'affichage, les banderoles et les plans de match, sans compter évidemment les objets promotionnels offerts ou vendus, T-shirts et voitures miniatures, par exemple, sur lesquels un logo pouvait être imprimé afin de générer des effets multiplicateurs.

Relevons une différence intéressante par rapport aux opérations de sponsoring de plus haut niveau où c'est la compagnie et non la marque qui s'affiche. Ainsi, quand une compagnie voulait vendre des cigarettes, on attirait l'attention sur la marque. Quand on espérait des gains d'image ou d'influence politique, on attirait l'attention sur la compagnie qui levait les fonds. On a besoin des riches pour influencer une politique ou une législation, mais on a besoin des pauvres pour écouler ses produits. Ces dernières années, en tout état de cause, les gens fortunés étaient moins enclins à fumer, on n'avait donc aucun intérêt à leur vanter les mérites de telle ou telle cigarette. Si l'on voulait les impressionner, il convenait de recourir à des actions de bienfaisance menées par l'entreprise, et c'est la raison pour laquelle on a déployé tant d'efforts pour mettre en avant des notions d'« entreprise citoyenne » et de « bonne volonté »^[177].

Dans les années 1980 et 1990, pour Big Tobacco, dans le contexte du mouvement engagé par des universités, des fondations, des églises, des

synagogues et des fonds de pension pour se délester de leurs titres boursiers du secteur du tabac, la philanthropie stratégique devint une priorité. L'industrie réagissait en se réinventant en tant que « société citoyenne et responsable », soutenant le recyclage des déchets, les actions caritatives et autres causes vertes et environnementales à forte visibilité. Un rapport de 2003 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) décrit les programmes de sponsoring lancés par l'industrie du tabac pour « le développement des petites entreprises au Kenya, la prévention de la criminalité en Afrique du Sud, l'enseignement du commerce en Chine, la préservation des cultures populaires au Venezuela ou encore le traitement médical et les secours aux victimes des inondations au Pakistan ». En 2008, Philip Morris a donné 2 millions de pesos à la Croix-Rouge nationale des Philippines pour associer son nom au secours aux victimes de catastrophe (*cf.* illustration 15). Le caractère factice de ces gesticulations promotionnelles devrait sauter aux yeux, mais il convient aussi de mettre en lumière certains des moyens pernicieux utilisés pour se prévaloir de cette « responsabilité citoyenne ». En 1984, par exemple, le « Rapport final de recherche » pour le Social Responsibility Program [Programme de responsabilité sociale] de R. J. Reynolds, préparé par l'agence de relations publiques Rogers & Cowan, commençait par souligner le stratagème utilisé pour mener ladite recherche :

Pour préserver la plus entière confidentialité du début à la fin, nous nous sommes présentés dans tous les contacts que nous avons eus, soit (a) comme des journalistes free-lance à la recherche de documentation sur la question du tabac, soit (b) comme des étudiants rédigeant des mémoires sur le sujet. Dans certains contacts avec d'éventuels soutiens du monde universitaire ou professionnel, nous avons signalé notre appartenance à Rogers & Cowan, mais en précisant que nous recherchions des interlocuteurs sur les questions sociales pour divers

clients. À aucun moment nous n'avons mentionné que nous menions cette recherche pour le compte de RJR^{178}.

À l'évidence, ce qui vide véritablement cette posture d'« entreprise citoyenne et responsable socialement » de sa substance, c'est la réalité brute de millions de morts inutiles. On pourrait tout aussi bien parler (là encore) de l'exigence éthique d'un gang de criminels ou de la qualité de construction d'un village Potemkine^{76}.

Alliés utiles, chers amis

Pourquoi sponsoriser le sport ? Évidemment, les compagnies en tiraient divers avantages : une bonne publicité, donc des profits (ce qui dans leur langage s'appelle « “déterreindre” positivement sur les ventes »), mais aussi des relations publiques fécondes et des alliés politiques. Philip Morris défendait son programme de bowling en soulignant que les cigarettes Merit contribuaient à renforcer la notoriété de ce sport dans « un environnement favorable au fumeur ». Le sponsoring permettait aussi de se créer des alliés utiles chez les propriétaires d'installations, comme lorsque l'Association des salles de bowling du Michigan pressa l'Association des propriétaires de bowling d'« adopter une position de neutralité sur la question du tabac ». Les propriétaires de salles finirent par dépendre du programme Merit Bowling et l'idée de voir se tarir le robinet des finances ne les enchantait guère. Tout le monde ne s'engagea pas dans cette direction les yeux fermés : quelques voix protestèrent de façon remarquable. En 1984, par exemple, Steve Podborski, médaillé olympique, refusa la coupe du championnat Export « A », à Rossland (Colombie-Britannique), et s'insurgea : « Je ne veux pas me retrouver associé à une compagnie de tabac »^{179}. Et certains sports ont presque entièrement échappé à cette tendance, l'athlétisme, par exemple, aux

États-Unis du moins. Il en est de même de la natation et de la gymnastique, peut-être uniquement en raison de leur incapacité à attirer un public suffisamment vaste de cibles « convertibles ».

Toutefois, dans la plupart des sports, les compagnies de tabac ne manquèrent pas d'athlètes (et d'organiseurs) désireux de les servir. Arnold Palmer a vanté les mérites des Viceroy Rich Light de Brown & Williamson qui avaient sponsorisé le Bay Hill Golf Classic de Floride, en 1981, et Paul Fitzpatrick, de la Ligue de rugby de Grande-Bretagne (championnat de rugby à XIII) prétendit que sans l'argent de l'industrie « le jeu aurait du mal à survivre ». Peter Lawson, secrétaire général du Central Council for Physical Recreation [Conseil central des activités physiques et de loisir] d'Angleterre, eut ce commentaire : « Quand le cricket était sur le déclin, c'est le sponsoring du tabac qui l'a fait renaître et qui l'a rappelé à l'attention du public : ils ont fait là un superbe travail. » Douglas Bunn, le maître du site de concours complet de Hickstead, eut cette observation : « Il y a bien quelques cinglés ici ou là qui s'imaginent que le sport réussirait à survivre sans les compagnies de tabac. Ils se trompent. » Les professionnels d'autres sports n'étaient pas moins satisfaits. Charlie Mancuso, président de l'US Hot Rod Association, fut « honoré » quand Reynolds accepta de sponsoriser des compétitions de *monster trucks* dans la boue. Mancuso ajouta, comme si cela n'allait pas de soi, que l'argent du tabac aiderait à poser « les bases de l'excellence dans les sports mécaniques du circuit Mud and Monster Truck »⁽¹⁸⁰⁾.

Les archives conservent de nombreux exemples d'organisations sportives écrivant aux fabricants de tabac pour solliciter leur sponsoring. Rien qu'en 1990, Philip Morris reçut des demandes de Cates Brothers Offshore Racing (motonautisme), de la National Wrestling League (lutte), d'une société AA/Fuel Funny Car (sports mécaniques), d'une équipe de course de bateaux offshore, du « premier Championnat du monde de poker en équipe », de l'Antioch Speedway (course automobile sur

anneau de vitesse) à Glen Alpine en Caroline du Nord, de l'United States Sports Academy [Académie des sports des États-Unis], de Rattler Racing Enterprises et du World Congress on Fitness, Nutrition and Sports [Congrès mondial du fitness, de la nutrition et du sport]. Cette même année, Reynolds reçut même, et refusa, une proposition de sponsoring de la Fédération jamaïcaine de bobsleigh ! Des universités réclamaient parfois un soutien : en 1982, Lacy Lee Rose, du département des sports de l'université Stanford, écrit à Philip Morris (« Cher Ami ») en invitant la compagnie à faire de la publicité dans une série de brochures promotionnelles à paraître. Elle soulignait que le fabricant des Virginia Slims avait là « une occasion d'aider le sport à Stanford, mais aussi une opportunité d'améliorer [son] chiffre d'affaires »⁽¹⁸¹⁾.

Pénétration planétaire

En se plongeant dans les archives du secteur, on découvre que la quasi-totalité des régions du monde ont été la cible de ce sponsoring sportif. En 1971, rien qu'en Australie, Philip Morris a soutenu le Marlboro Rodeo de Wagga, une course de trotteurs de quatre ans pour le compte des cigarettes Viscount, une compétition de course à pied à Wangaratta, des championnats de surf dans l'État de Nouvelle-Galles du Sud, du base-ball en nocturne à Newcastle, un rallye auto de montagne, le South Pacific Bowls Carnival à Windang, et le championnat de voile de l'International Fireball, pour le Marlboro Trophy⁽¹⁸²⁾. La liste des marques sponsors est longue : Craven Filter finançait les courses de trot, Peter Jackson les fléchettes, Ardath les courses de lévriers, et ainsi de suite.

On parle là de sommes substantielles. Pour 1991, on estime que les quatre plus grandes compagnies de tabac d'Australie ont dépensé entre 20 et 25 millions de dollars dans le sponsoring sportif. Des études

médicales de la période montrent que des adolescents assistant à de tels événements avaient tendance à fumer la marque de la compagnie sponsor : ainsi, on préférerait les cigarettes Winfield en Nouvelle-Galles du Sud, les marques de Peter Jackson dans l'État de Victoria et les cigarettes Escort dans celui d'Australie du Sud. Dans chaque cas, il s'agissait aussi des marques sponsors d'équipes locales de rugby ou de football. En 1997, une étude britannique de la Cancer Research Campaign, organisme caritatif de recherche et de sensibilisation, constata que les fans de course automobile étaient deux fois plus susceptibles de devenir des fumeurs réguliers, du fait de l'influence directe et immédiate du sponsoring de l'industrie^[183].

Cette sponsorship par la cigarette finit par devenir un phénomène planétaire, toutes les multinationales y prenant part. Reynolds a sponsorisé le motocross et le rallycross en France, les courses de trial en Grèce, les Jeep Jamborees au Japon, la Coupe du monde de football au Mexique, une équipe de course automobile Camel-Peugeot à Paris, du saut équestre en Espagne, du badminton et de la breakdance dans diverses régions d'Asie^[184]. British American Tobacco finançait la Coupe du monde de cricket en Inde, le golf en Afrique de l'Est, la pêche sous-marine au Honduras, le patinage de vitesse en Russie, le snooker à Pékin avec Kent, et le beach-volley, également avec Kent, à Guangzhou. British American Tobacco sponsorisait aussi les sports mécaniques depuis les années 1960^[185], et entretenait sa propre écurie de Formule 1 Lucky Strike jusqu'en 2006, date à laquelle l'Union européenne interdit de tels partenariats. Des entreprises locales étaient souvent impliquées : en Indonésie, Gudang Garam, fabricant de cigarettes au clou de girofle, sponsorisait des courses de Grand Prix et possédait l'une des principales équipes de badminton du pays. Nobleza-Piccardo finançait les courses de dunes en buggys en Argentine, Wills le cerf-volant en Inde, Djarum Super le football et le vélocross en Indonésie, et 555 le badminton à Pékin. Les monopoles d'État étaient aussi de la partie : dans les

années 1970 et 1980, la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) française, par exemple, finançait les régates de voiliers dans le cadre d'opérations de promotion de ses Royale.

Philip Morris n'a pas été le premier à pénétrer dans ce domaine, mais a fini par en devenir l'acteur le plus dynamique. En 1971, la compagnie finança un tournoi de bridge Marlboro sous les auspices de la Fédération vénézuélienne de bridge et, dès les années 1980, sponsorisa l'acrobatie aérienne, les courses de chevaux et les concours de sauts d'obstacles au Royaume-Uni, ainsi que le bridge, le bowling et le backgammon en Hollande. Le football nigérian reçut aussi son soutien dans le cadre d'un plan de pénétration du marché africain. Dans les années 1990, l'Asie devint une priorité : les Coréens se virent offrir pour la première fois l'accès à Marlboro Motor Sports, au taekwondo Marlboro, à un championnat de tennis Marlboro et à une Dynasty Cup de football Marlboro. En 1997, Philip Morris a dépensé environ 77 millions de dollars^[77] en sponsoring de courses de Formule 1. Nous ne possédons pas les totaux à l'échelle planétaire, mais, dans les années 1990, Marlboro se présentait comme « le premier sponsor mondial d'événements sportifs »^[186].

Le financement de tels événements allait souvent de pair avec des actions visant à leur donner plus d'ampleur. En 1994, dans le cadre du sponsoring de la Ligue nationale de football de Chine, Philip Morris contribua à l'allongement du tableau des équipes en compétition de 12 à 18, à la fusion avec la Ligue de football de Hong Kong et à l'augmentation du nombre annuel de matches de 132 à 306. Ce programme prévoyait également de faire venir des entraîneurs et des joueurs étrangers et d'élever la qualité du jeu afin de permettre aux Chinois de participer à la phase finale de la Coupe du monde^[187]. Philip Morris soutint le football chinois de 1994 à 1999, attirant dès la première année de son intervention 2 millions de spectateurs et une audience télévisée bien plus vaste. Le projet à long terme consistait à saper la

domination de Japan Tobacco (JT) dans la région. Le groupe nippon avait déjà noué des accords de financement à l'échelle panasiatique avec sa marque Mild Seven, tout comme British American Tobacco avait conquis le sport malais avec Dunhill. Le « paquet sponsoring » préparé par Philip Morris garantissait une couverture par la télévision, la radio et la presse écrite à très grande échelle. Pour le fabricant des Marlboro, le coût était étonnamment bas : seulement 2 millions de dollars en 1994, avec une hausse prévue à 4 millions d'ici à 1996. La Chine se révéla bon marché.

Afin d'éviter tout empiètement, il était important de déposer sa marque pour de tels événements. Un document de 1994 dresse la liste des marques déposées enregistrées pour United States Tobacco, un fabricant de tabac à priser et à chiquer : Copenhagen Racing, le Copenhagen/Skoal Shootout, le Copenhagen/Skoal Crusher (un « derby de démolition », compétition de pur « stock-car », où les participants se percutent au volant de véhicules vétustes), Skoal Bandit Racing, Skoal Bandit Monster Truck et plus d'une dizaine d'autres. US Tobacco comptait parmi les sociétés américaines les plus modestes, mais, en 1987, elle sponsorisait quelque 700 courses et autres événements annuels « pour améliorer la notoriété de la marque ». Louis Bantle, son président, définissait son marché cible en ces termes : « Le passionné de ces courses est le type d'individu que nous recherchons, jeune, amateur de grand air, très sportif. Et ça a marché »^[188].

Des hommes politiques furent enrôlés dans ces promotions. En 1997, le Premier ministre Tony Blair conclut avec Bernie Ecclestone, grand argentier de la course automobile britannique, un accord secret exemptant la Formule 1 de l'interdiction à venir de tout sponsoring sportif par le tabac en Grande-Bretagne. Le *Sunday Telegraph* de Londres révéla l'ampleur du scandale en octobre 2008, en soulignant que Blair avait « personnellement ordonné » cette exemption après avoir accepté une donation secrète au Parti travailliste d'un million de livres sterling de la

part du même Ecclestone, patron milliardaire de la Formula One Management (groupement de sociétés gestionnaires de la discipline), qui avait tout à gagner à ce traitement particulier. De nouveaux documents attestent que malgré les protestations et l'avis plus éclairé de son ministre de la Santé, Blair a exigé cette « dérogation » dans les heures qui ont suivi un rendez-vous avec Ecclestone le 16 octobre 1997. Le *Sunday Telegraph* rendit aussi publique une note interne à Whitehall montrant que le Premier ministre souhaitait obtenir « une exemption permanente pour la [publicité de la] Formule 1 »^[189]. Des fuites finirent par révéler certaines clauses de l'accord et le Parti travailliste restitua l'argent, mais toute somme à sept chiffres en devises britanniques avait déjà reçu un sobriquet (du moins dans les cercles de la course automobile) : un « Bernie ». Le sponsoring du tabac perdura bien trop longtemps, grâce à de sordides tractations en coulisse. Même pour un million de livres, la Grande-Bretagne se révéla elle aussi bon marché.

La Chine est entrée un peu tardivement dans le jeu du sponsoring, mais elle s'est récemment rattrapée avec l'aide d'entités étrangères. La Kent de British American Tobacco a sponsorisé, entre autres, le Tour de Chine cycliste en 1995, et la même compagnie a financé le Rallye 555 Hong Kong-Pékin, regardé cette année-là à la télévision par quelque 750 millions de Chinois. Entre-temps, Reynolds avait monté un tournoi de tennis, le Salem Beijing Open et, plus récemment, Philip Morris a financé un Grand Prix motocycliste et une « American Music Hour ». Dans les années 1990, les Marlboro bénéficiaient d'une forte couverture publicitaire à la télévision chinoise, et plus généralement la publicité, surtout pour les marques locales, a perduré sous des formes plus détournées, même après l'interdiction formelle des spots télévisés en 1995. Ainsi, Chunghwa, la marque très populaire de la Shanghai Tobacco Company, met en place des panneaux d'affichage avec des slogans comme « Love our Chunghwa » [Aimez notre Chine]. Des clubs de football sont aujourd'hui encore financés par des magnats du tabac,

même si ce soutien se dissimule désormais souvent derrière une façade chinoise. Le Yunnan Hongta Group finance le Hongta Soccer Club local, et, en 2003, a sponsorisé l'équipe de football du Real Madrid conduite par David Beckham, lors de sa visite à Kunming^[190]. Japan Tobacco essaie de pénétrer sur le marché chinois, mais rencontre pour l'instant plus de succès à Taïwan où sa marque Mild Seven assure sa promotion grâce à un Mild Seven Karaoke, à un Mild Seven Young Female Concert et à un Mild Seven Film Festival. La marque n'est pas très connue en Europe ou dans les deux Amériques, mais c'est en fait la cigarette la plus populaire dans quantité de régions d'Asie et la deuxième marque la plus fumée dans le monde après Marlboro.

La Russie est devenue une cible attrayante pour les multinationales, mais déjà en pleine guerre froide, le monopole étatique soviétique poussait à la vente de cigarettes à un public jeune et étudiant. En 1973, le monopole étatique du tabac lança une nouvelle marque, l'Universiade-73, dont la sortie devait coïncider avec les Jeux universitaires mondiaux à Moscou. Depuis la chute du communisme, la Russie est devenue un paradis pour les ténors planétaires de Big Tobacco : alors que, sous l'ère Gorbatchev, une femme sur dix fumait, dix ans après la perestroïka, ce chiffre a grimpé jusqu'à une sur trois. Deux hommes sur dix fumaient en 1985, contre deux sur trois en 2000. Avec un volume atteignant bientôt les 400 milliards d'unités, la Russie est désormais confrontée à une catastrophe sanitaire de proportions identiques à celle des pays développés. L'essentiel de la responsabilité en revient aux groupes multinationaux : Philip Morris fabrique maintenant à peu près le tiers de toutes les cigarettes fumées dans le pays, et presque tout le reste vient de British American Tobacco et de compagnies russes de taille plus réduite telles que Nevo-Tabak, Tabakprom et Donskoy Tabak^[191].

Changement de donne

Un fait intéressant : les événements sportifs ont souvent connu des aménagements pour favoriser le message du sponsor. En 1972, par exemple, Reynolds a créé son Winston Rodeo Awards en dotant les meilleures prestations dans plusieurs catégories de 105 000 dollars de prix à destination des « principaux membres de la Rodeo Cowboys Association [RCA] ». Le rodéo n'avait pas eu de présence télévisuelle marquante avant que Reynolds n'invente le « Rodeo Scoreboard », un tableau d'affichage du score utilisé lors des événements RCA – monte de taureau, prise de veau au lasso, prise de bouvillon, et ainsi de suite. Une étude d'impact menée en 1979 concluait que ces tableaux contribuaient à la visibilité de la marque : « Ces tableaux sont fournis aux rodéos à titre gracieux. En plus de la visibilité qu'en retire la marque Winston, ils exercent une pression considérable sur les comités organisateurs des rodéos. L'an dernier, ils étaient visibles lors de 194 rodéos, dans tous les États-Unis, touchant 4 millions de personnes⁽¹⁹²⁾. » Pour Reynolds, en revanche, le rodéo n'était pas une chevauchée tranquille, car l'identification populaire des cow-boys avec Marlboro, son ennemi juré, était si forte qu'elle se révéla un obstacle quasi insurmontable.

Le cricket est un autre sport qui a été transformé par le sponsoring du tabac. En Afrique du Sud, Benson & Hedges voulait s'affranchir de son image, certes majestueuse mais « parfois guindée ». C'est pourquoi la compagnie s'est attaquée au cricket sud-africain en insufflant à ce sport une dimension de « paillettes et spectacle », manière de le rendre plus captivant et plus télégénique. On dessina de nouveaux uniformes multicolores pour les équipes et de nouvelles couleurs furent retenues pour les guichets et les écrans. Des prix et des défraiements substantiels furent alloués aux joueurs et à l'encadrement. On instaura également des limites de temps pour la frappe dans chaque camp, afin d'éviter les matches trop longs. Dans tout le pays les stades furent modernisés, notamment par l'installation de puissants projecteurs, ce qui facilita les retransmissions télévisées. Le cricket avait toujours été pratiqué à la

lumière du jour, mais le cigarettier put convaincre la South African Cricket Union [Union sud-africaine de cricket] d'approuver un type de « compétition totalement nouveau », en nocturne, un *night cricket* qui permettrait à la discipline de rivaliser avec des « divertissements de soirée plus traditionnels, comme le cinéma, les discothèques et les restaurants ». La participation du public fut encouragée à travers des événements tels que le Benson & Hedges Throwing the Ball Competition [Concours de lancer de balle B & H], où des spectateurs concouraient pour voir qui parviendrait à lancer la balle de cricket le plus loin. Les fabricants de cigarettes jugeaient que ces nouvelles installations et ces événements spéciaux associés au direct constituaient « un avantage précieux dans un pays où la publicité pour le tabac sur les chaînes nationales n'[était] pas autorisée⁽¹⁹³⁾ ».

Ce genre de sponsoring a souvent constitué une réaction à l'interdiction de la publicité pour le tabac sur les ondes. Toutefois, de telles opérations présentaient un autre avantage dans la mesure où des images d'une marque sponsor pouvaient encore passer lors de reportages à la télévision ou dans la presse écrite, pour peu qu'elles aient été soigneusement positionnées. Les logos de Marlboro et de Winston apparaissaient souvent à l'arrière-plan des reportages sportifs, même dans les médias qui n'acceptaient pas de publicité (payante). En général, les sponsors allaient planifier un événement pour en tirer un maximum de visibilité pour la marque en étalant un logo dans le champ des caméras. Ainsi, il serait possible d'entrevoir une pancarte Marlboro chaque fois qu'une voiture passerait sur un tronçon donné de la piste, ou bien encore, durant un match à Wimbledon, les caméras pourraient capturer une image de Martina Navratilova vêtue d'une tenue ornée du logo de la marque Kim. Lors de la course Winston 500 à Talladega, un paquet de Winston géant était dressé directement derrière le cercle du vainqueur afin d'« être bien placé pour les photos et les reportages ». Les voitures elles-mêmes étaient souvent peintes aux couleurs vives des Marlboro ou des Silk Cut,

et plusieurs compagnies sponsorisaient (ou acquéraient) des écuries. Philip Morris déboursa plusieurs millions pour acheter l'écurie de Formule 1 McLaren, et, aujourd'hui encore, les bolides de McLaren (et ce depuis 1981) portent des désignations de châssis de type « MP4/x », où le MP4 signifie « Marlboro Project 4 ». Par conséquent, alors que l'événement lui-même reprenait parfois le nom d'une marque, la compagnie pouvait acheter aussi les droits relatifs à un pilote en particulier, ainsi qu'à la voiture et au matériel de l'équipe. Des modèles réduits de voitures dans leur rutilante livrée Silk Cut ou Marlboro étaient mis en vente, et on peut trouver des centaines de « pièces de collection » de ce type – en somme, de la publicité sur roues pour le tabac – à tout moment sur eBay. À en juger par le nombre encore en circulation, à l'apogée du sponsoring, on a sans doute débité ces jouets à des millions d'exemplaires. Certains de ceux qui furent vendus en Grande-Bretagne, revêtus de l'insigne John Player Special, par exemple, étaient assortis d'avertissements précisant que des « connaissances en matière de modélisme » étaient utiles « pour les enfants âgés de moins de 10 ans »^[194].

C'était tout l'enjeu, naturellement : assurer la visibilité publique de la marque. En réalité, peu importe le sport sponsorisé ou même qu'il s'agisse d'un sport, pourvu que les cigarettes entrent dans les cœurs et aboutissent entre les mains des bonnes personnes. Dans les années 1970 et 1980, cela touchait de plus en plus de jeunes et d'ouvriers et employés de niveau subalterne, hommes et femmes. D'ordinaire, on ne considérait pas les Salons de l'auto comme un événement sportif, mais, en 1982, R. J. Reynolds se mit à sponsoriser les Championship Auto Shows et les reprit à son compte en les rebaptisant Winston International Championship Auto Shows : 3 millions de visiteurs étaient attendus à ces 200 manifestations annuelles où 730 000 paquets de cigarettes gratuits devaient être distribués par de « séduisantes échantillonneuses ». À ce stade, le scénario était bien rodé : les Salons de l'auto fournissaient à

Winston « un vecteur pour toucher son cœur de cible (les ouvriers et les cadres), autour d'une activité de loisir qui était la traduction en acte de la *copy strategy*⁽⁷⁸⁾ de la marque »⁽¹⁹⁵⁾.

Jeux olympiques spéciaux, panneaux déroulants

La plupart des opérations de sponsoring comprenaient une distribution gratuite de cigarettes, ce qu'on appelle aussi « échantillonnage ». L'échantillonnage a une longue histoire : dans les années 1950, on distribuait des cigarettes gratuites aux patients des hôpitaux et, à partir des années 1940, aux passagers des lignes aériennes (Brown & Williamson avait conclu un accord spécial avec la compagnie aérienne TWA, pratique connue sous le nom d'« échantillonnage de tierce partie »). À Boston, dans les cités de logements sociaux de l'agglomération, Lorillard distribuait même des échantillons gratuits à des enfants avant l'interdiction de cette pratique par ordonnance municipale dans les années 1980. De jeunes hommes et femmes vêtus aux couleurs de la marque entraient dans ces quartiers en camionnette et distribuaient des minipaquets de quatre cigarettes mentholées Newport, une pratique évoquant (et elle fut peut-être conçue pour imiter) l'arrivée du marchand de glaces. L'échantillonnage était aussi coordonné avec des congrès médicaux, comme en 1962, lorsque des médecins afro-américains participant à Chicago à la rencontre annuelle de l'Association nationale de médecine reçurent trois cigarettes Kent gratuites dans de séduisants paquets plats spécialement dessinés pour l'occasion (cf. illustration 16). Les compagnies de tabac envoyaient souvent des représentants afro-américains à de telles assemblées (pour y distribuer gratuitement des cigarettes), manière pour elles de faire bonne impression⁽¹⁹⁶⁾.

Dans les années 1990, Reynolds échantillonnait de la sorte dans des Salons d'armes à feu, des foires au troc, sur des marchés aux puces et

lors de salons automobiles, de foires agricoles et sur des avenues très fréquentées. On ciblait des magasins de motos, ainsi que les concours de tracteurs et autres courses de stock-cars. Camel échantillonnait même chez les ferrailleurs. On tenait souvent compte des thématiques propres à la marque : Brown & Williamson distribuait des Kool dans les festivals de pêche sous glace, les courses de motoneige et les concours de sculptures de glace du Michigan. Dans les années 1980, Reynolds s'évertuait à attirer les fumeurs de sexe masculin de statut socio-économique inférieur. Les événements Camel furent donc censés cerner les « intérêts primordiaux » des fumeurs cibles : « les voitures, les fêtes, les femmes et la musique ». Au faîte de cette activité, dans les années 1980 et 1990, les projets promotionnels de Reynolds comprenaient des soirées bowling Camel, des soirées boxe Camel, des compétitions de surf Camel, des concours de pêche Camel, des concours de bikini Camel, un concours de spectacles comiques Camel, une Camelcade du sport, un recueil de blagues Camel, un Camelfest' 89 et un programme de « Camelfornia dreamin » [rêve camelfornien] « destiné à faire de Camel un synonyme du mode de vie californien »^{197}.

L'organisation de tels événements a toujours été tenue confidentielle. Une série d'instructions (« Réservée aux gestionnaires ») détaillant les projets de Reynolds en matière de courses de motos en 1981 reprenait l'avertissement suivant en page de couverture :

CEs DOCUMENTS NE DOIVENT EN AUCUNE CIRCONSTANCE ÊTRE VUS PAR LE PERSONNEL DE PISTE, CELUI DU CONCESSIONNAIRE OU PAR LA PRESSE. CE SERAIT DÉSASTREUX POUR CE PROGRAMME. PAR CONSÉQUENT, LORS DE VISITES SUR LES CIRCUITS, ETC., TOUS CES DOCUMENTS DOIVENT RESTER AU BUREAU.

NE PAS REPRODUIRE^{198}.

Les compagnies veillaient aussi à s'assurer que la programmation de ces événements sponsorisés n'attire pas l'attention sur l'autre facette, plus

sordide, du cigarettier – par exemple, une campagne caritative sur le cancer du sein qui aurait lieu dans le même hôtel qu'une fête de la mode Virginia Slims^[199]. American Tobacco sponsorisa tout de même un tournoi de fléchettes Lucky Strike Darts for Diabetes [Concours Lucky Strike de fléchettes contre le diabète] à Seattle en 1983, se figurant peut-être que le lien entre diabète et tabagisme n'était pas assez nettement établi pour susciter un rappel des réalités du tabac. Philip Morris sponsorisa un certain nombre d'événements caritatifs contre le sida, principalement à travers ses manifestations tennistiques. En 1992 et en 1993, les tournois de Chicago, New York et de Floride ne récoltèrent que la maigre somme de 70 000 dollars. Le directeur du marketing événementiel de Philip Morris expliqua néanmoins à la presse pourquoi le sida comptait tant pour le groupe : « Nous essayons de provoquer une prise de conscience sur tous les marchés où nous sommes présents. Et puis, nous voulons lever des fonds. »

Les archives de Philip Morris révèlent un troisième bénéfice, l'attention des médias pour la marque sponsor. Des analystes des médias embauchés par la compagnie en 1993 comptabilisèrent 126 899 040 « impressions totales » – nombre de fois où une publicité apparaît entièrement – après la récente couverture média d'une série d'événements Virginia Slims, parmi lesquels des communiqués reprenant son action caritative. Un épais dossier de presse de Philip Morris contenait 666 mentions des Virginia Slims (ou simplement des « Slims »), alors que le cancer n'était évoqué qu'une seule fois, et nulle part en rapport avec le tabac. Philip Morris dressa le bilan de son marketing événementiel pour 1993-1997 en décomptant 6 158 articles distincts dans la presse pour une diffusion cumulée de 2 milliards d'exemplaires et un lectorat cumulé de 5 milliards d'individus, rien qu'aux États-Unis. Les articles protestant contre de tels événements étaient étonnamment rares. À Tampa, en 1997, parmi 135 articles mentionnant des opérations de sponsoring Philip Morris, un seul se rangeait dans cette catégorie critique^[200].

J'ai mentionné le soutien de Philip Morris à des actions caritatives contre le sida, mais la firme a aussi donné dans l'accueil de sans-abri, la distribution de repas gratuits et l'aide aux femmes battues^{201}. Lorillard et Philip Morris ont l'un et l'autre versé de l'argent aux Special Olympics [Jeux olympiques spéciaux, rencontre réunissant des déficients intellectuels de 8 à 80 ans] et au National Theatre for the Handicapped [Théâtre national pour les handicapés]. Imperial Tobacco a sponsorisé un tournoi d'échecs pour aveugles. Au total, entre 1995 et 1999, les cinq *majors* américaines du tabac ont dépensé plus de 365 millions de dollars pour sponsoriser 2 733 manifestations ou causes distinctes. Le sport en absorbait la plus grosse part, mais les actions contre la faim arrivaient au deuxième rang et recueillaient plus de 100 millions de dollars. Dès 2003, les hommes de Marlboro donnaient près de 10 millions de dollars par an à 295 organisations artistiques et culturelles distinctes, y compris à des groupes de protection de l'enfance comme le Big Apple Circus^{202}.

Sponsoriser de telles activités sans pouvoir s'en vanter eût toutefois été inutile. C'est pourquoi Philip Morris communiqua autour de son soutien à des « initiatives innovantes » dans la lutte contre la faim dans le monde, la nutrition, les arts, l'éducation, l'environnement, la violence domestique et la bataille contre le sida^{203}. La philanthropie du tabac s'étendit ensuite à maintes régions du monde. En 1998, Philip Morris publia une brochure en espagnol qui mettait en avant son soutien à une série d'initiatives environnementales en Amérique latine, en particulier la protection des bassins de déversement et l'enseignement de « méthodes agricoles écologiquement saines ». Chez Philip Morris, les initiés décrivaient cette brochure comme « un superbe témoignage de notre sponsoring environnemental », se vantant de partenariats avec The Nature Conservancy, l'Audubon Society, le WWF et la Resource Foundation, qui tous avaient censément fini par reconnaître en Philip Morris un exemple d'« entreprise citoyenne responsable envers l'environnement »^{{79}{204}}. Le tout à un coût « relativement modéré » pour

la compagnie.

Heureusement, certains des meilleurs journalistes américains ont contesté de telles fanfaronnades. En 1993, Bob Herbert a fustigé Philip Morris dans le *New York Times* pour avoir financé la NAACP, la National Urban League [Ligue nationale urbaine], l'United Negro College Fund [Fonds unifié d'aide universitaire à la communauté noire, UNCF⁽⁸⁰⁾], l'YMCA de Harlem, et d'autres organisations caritatives pour Afro-Américains. Herbert évoque aussi son entretien avec David Goerlitz, le mannequin au menton volontaire de l'Homme Winston, qui demanda un jour s'il pouvait remporter quelques cigarettes utilisées lors d'une séance photo. « Bien sûr, prenez-les toutes », lui répondit le responsable de la campagne de Reynolds. Goerlitz lui demanda alors s'il y avait des dirigeants de la compagnie qui fumaient, et s'attira cette réponse : « Vous plaisantez ? Nous réservons ce droit aux pauvres, aux jeunes, aux Noirs et aux imbéciles⁽²⁰⁵⁾. »

Le pouvoir de nommer

Les fabricants de cigarettes ont souvent été accusés d'enfreindre l'interdiction de publicité sur les ondes, mais quand l'événement sportif proprement dit portait le nom d'une marque en particulier, il était difficile d'en parler sans donner par là même une certaine forme de publicité à cette marque. La visibilité, tel était l'enjeu, et, pour maximiser l'impact, les sponsors exigeaient souvent qu'un événement change de nom. Quand Reynolds reprit l'Alabama Cup (à Talladega, sur le circuit du championnat NASCAR, dans l'Alabama), par exemple, la course fut rebaptisée Winston Cup. Le Houston Invitational (tournoi sur invitation de Houston) devint le Virginia Slims Invitational ; l'Open d'Australie de tennis l'Open Marlboro d'Australie ; le Team Yoshimura Suzuki se transforma en Team Viceroy Suzuki, le championnat national singles de

billard individuel devint le Camel 8-Ball Classic ; le championnat Grand National (course de motos) le Winston Pro Series ; le National Volleyball League le Winston Volleyball League – il existe des dizaines d'exemples, si ce n'est des centaines. Pour les compagnies, le coût était souvent étonnamment bas : en 1970, Philip Morris ne versa que 2 500 dollars pour accoler son nom au Virginia Slims Invitational, certainement l'une des meilleures transactions de toute l'histoire du marketing.

En 1993, la valeur de l'exposition télévisuelle de Winston lors du championnat NASCAR de cette seule année fut estimée à 20,7 millions de dollars⁽⁸¹⁾. Cette saison-là, la Winston Cup fit l'objet de 70 télédiffusions distinctes sur les chaînes ABC, CBS, ESPN et autres, qui assurèrent à la marque quelque 1 707 mentions ou apparitions à l'image. À cette époque, Reynolds détenait 20 % de la chaîne sportive câblée ESPN, ce qui contribua à faciliter ces retransmissions.

Sans mentionner le soutien politique moins tangible des gestionnaires de circuits, de ceux qui vendaient des emplacements commerciaux ou profitaient d'une manière ou d'une autre de la vente de billets, de la couverture télévisée, des offres de chambres d'hôtel et autres retombées du commerce du tabac. L'argent du tabac a financé des centaines de milliers de litres de peinture pour rénover des stades décrépits (aux couleurs de la marque, naturellement) et aménager des toilettes et des stands des concessions. Le coût en termes de dommages causés aux organes humains par la hausse des ventes de cigarettes demeurait invisible, non comptabilisé, relégué à distance confortable dans le temps et dans l'espace.

Alibi branding

En 1998, les cigaretteurs américains ont dû cesser de sponsoriser le sport, à la suite du Tabacco Master Settlement Agreement. Et c'est

lentement que d'autres pays leur ont emboîté le pas. L'Allemagne et la France n'ont jamais beaucoup favorisé le sponsoring sportif. En 2005, l'Union européenne a interdit la moindre opération dans ce domaine et toute publicité dans la presse écrite ou à la radio. Si l'on en croit les leçons du passé, il faut s'attendre à voir apparaître des moyens inventifs de contourner ces interdictions. La Convention-cadre pour la lutte antitabac appelle à mettre fin à tout sponsoring sportif, mais des quasi-publicités, sous une forme ou une autre, continuent de fleurir dans de nombreuses régions du monde, même chez les signataires de cette convention. La Chine l'a ratifiée en 2005, mais le coureur de haies Liu Xiang, médaillé d'or olympique, est rétribué par la Baisha Tobacco Company pour recommander cette marque : en 2008, une brochure célébrant sa vie intitulée *Mon cœur s'envole. Liu Xiang en images* incluait plus de cinquante photos de grues en plein vol, le logo des cigarettes Baisha. Les recettes des ventes de ce livre ont été reversées à un organisme caritatif, mais la publicité gratuite dont a bénéficié le logo valorisa également la compagnie.

Les sponsors de la Formule 1 ont eux aussi tenté d'évoquer telle ou telle marque en recourant à de nouveaux signaux et à des tours de passe-passe subliminaux. Après l'interdiction de la publicité pour le tabac sur les bolides au Grand Prix de France, les fabricants ont inventé des images de substitution : Benson & Hedges affubla ses monoplaces de la mention « Buzzards and Hornets » [Buses et frelons] ou « Buzzing Hornets » [Frelons bourdonnants] ou de formules comme « Bitten Hisses » [Piqûres hurlantes], « Bitten Heroes » [Héros piqués] ou « Be on Edge » [À cran], en espérant ainsi évoquer le nom de la marque B & H. Pendant de nombreuses années, le Britannique Gallaher réussit à évoquer sa marque Silk Cut en montrant simplement sous un angle ou un autre des pièces de soie de couleur violette découpées, percées ou déchirées. Les fabricants israéliens contournent les lois interdisant l'utilisation d'images d'êtres humains en transformant les paquets de cigarettes en silhouettes

d'hommes et de femmes dans des postures osées (*cf.* illustrations 17 et 18). Rappelons aussi la « livrée » de la Scuderia Ferrari de F1 en 2008, qui reprenait le rouge vif Marlboro tout en incorporant un dessin de code-barres similaire au lettrage « Marlboro », avec sa police de caractère étroite et très verticale (*cf.* illustration 19). Philip Morris se creusa la cervelle pour qu'on l'associe au chevron rouge et, quand c'était possible, la couleur rouge à sa marque phare d'envergure planétaire. Le stratagème consiste évidemment à sélectionner des formes et des couleurs qui rappellent la marque, sans que les mots soient nécessaires. Pavlov aurait de quoi être fier.

Ce style de procédé porte un nom : c'est *l'alibi branding*, défini par British American Tobacco comme « une forme d'adaptation créatrice qui ne comporte ni le nom ni les signes distinctifs de la marque », mais qui en « conserve l'apparence⁽²⁰⁶⁾ ». Déployé là où la publicité est illégale, ce stratagème est en cohérence avec une pratique de longue date du secteur : respecter la loi à la lettre tout en en violant l'esprit. En somme, nous avons affaire à des chefs d'entreprise habiles et à l'esprit agile, qui depuis de nombreuses années savent faire feu de tout bois.

Voyage d'aventure

Autre artifice des années 1980, la sponsorship du « voyage d'aventure » dans des régions reculées du globe où « des hommes et des femmes en quête de défi partent à l'aventure, descendent des rivières en rafting, escaladent des montagnes, partent en trekking en terrain hostile ou au milieu d'une végétation luxuriante. Reynolds en a été le pionnier, en sponsorisant des expéditions Camel vers des lieux exotiques, expéditions qui pouvaient être filmées et diffusées, autant d'actions d'éclat valorisant la marque sous couvert de sport extrême. En 1981, les expéditions Camel portèrent cette utilisation des sports extrêmes au plus haut, avec

au programme une descente en rafting de la rivière Allagash dans le Maine, un trekking de deux semaines à travers l'Équateur et une croisière de dix jours dans les Caraïbes avec des sorties en plongée sous-marine. Thomas Cook Voyages aida Reynolds à organiser ces périples tous frais compris, pour lesquels 16 000 brochures furent diffusées auprès des agents de voyage. Au programme des expéditions Camel suivantes, il y eut la grande traversée de Bornéo en 1983, une Camel Ski Adventure et un tour aérien du mont Everest. Un tir de barrage publicitaire d'un million de dollars invitait les participants à se lancer dans ces aventures « rudes, exigeantes, mémorables » vers « l'inconnu et l'inattendu ». Une invitation assortie de cette promesse aux candidats : cette expérience les « changerait pour toujours ».

Parce qu'un cœur d'aventurier bat chez des millions d'entre nous. Nous avons beau vivre dans le confort, la civilisation et la sophistication, nous partageons un désir naturel et profond de vie primitive.

Plus le monde sauvage nous interpelle, plus il rapetisse. Plus nous le convoitons, plus il se dérobe et moins accessible il devient. Et pourtant, selon une idée largement répandue, il n'y aurait pas de marché grand public pour le voyage d'aventure.

C'était peut-être vrai.

Jusqu'à aujourd'hui.

Jusqu'à ce que Thomas Cook et R. J. Reynolds s'associent pour créer et promouvoir les expéditions Camel.

Jamais auparavant le voyage d'aventure, ou aucune autre offre de voyage de groupe, n'avait reçu une telle promotion⁽²⁰⁷⁾.

L'objectif final, que révèle une correspondance d'entreprise non publiée, était un peu moins audacieux. Les expéditions Camel y étaient conçues comme « un excellent moyen de renforcer la notoriété des cigarettes Camel auprès de son public cible de fumeurs ». Des équipes

de tournage furent engagées pour « documenter » l'aventure, images qui seraient ensuite reprises dans des publicités comme on le fit en 1982 pour le Championnat international de ski de vitesse Camel. L'idée était d'associer ce nom à la noblesse du risque et à la virilité héroïque, puis d'en orchestrer les reportages dans la presse populaire. Tout cela semble avoir plutôt bien réussi. La campagne 1982 des expéditions Camel généra « près de 60 millions d'impressions d'audience pour l'imprimé, plus de 15 millions d'impressions d'audience pour la télévision et 6 millions d'impressions d'audience pour la radio », y compris des articles dans le *New York Times* et d'autres organes de presse de premier plan, sans compter la couverture des agences de presse et des chaînes câblées⁽²⁰⁸⁾. Un voyage Winston Recovery Team au Groenland, une traversée de Bornéo et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en trekking, une circumnavigation de l'Everest et une course Camel Arapahoe s'attirèrent une couverture médiatique comparable. Les entreprises du tabac d'autres régions du monde sponsorisaient également des événements similaires : Export « A » (une marque canadienne de RJR-Macdonald) finança une compétition de ski de descente au Canada et d'autres sports extrêmes. L'idée était d'associer l'acte de fumer aux limites qu'on repousse, à une vie qui ignore la peur, à une existence sur le fil. Il s'agissait d'imaginer les fumeurs en aventuriers intrépides, en individus qui acceptent volontiers de prendre des risques. En cow-boys de l'extrême, pourrait-on dire, ils ne se laisseraient pas abattre par « Big C » (comme aimait à le répéter John Wayne avant de succomber à la maladie)⁽⁸²⁾.

Tous les efforts en ce sens ne se révélèrent pas aussi fructueux. En 1995, Philip Morris fit grand cas de son Marlboro Unlimited Sweepstakes, un jeu-concours offrant à 2 000 fumeurs de Marlboro un voyage à bord d'un train luxueusement aménagé, long de 500 m, qui devait sillonner les montagnes et les vallées reculées de l'Ouest américain. Cette idée publicitaire donna lieu à deux années de forte activité

promotionnelle, mais en 1997, le secteur étant confronté à des difficultés de relations publiques et à des procédures onéreuses, l'opération fut mise au rebut. Dix-huit wagons de luxe entièrement terminés furent démantelés par Rader Railcar à Denver, et Philip Morris dut éponger une perte de 50 millions de dollars à la suite de ce projet avorté.

Défilés de mode et secours aux populations sinistrées

À partir des années 1980, l'industrie du tabac trouva quantité de moyens nouveaux d'assurer sa publicité. Les compagnies rémunéraient les détaillants pour garantir le bon placement de leurs produits et les barmen pour exhiber des marques cibles au sein de clubs très sélects. La sponsorship événementielle se reconvertit en soutien à des festivals de cinéma et à des défilés de mode – la mode permettant de toucher les fumeuses.

Ce domaine était devenu un vecteur d'accroche pour la cigarette dès les années 1920, quand American Tobacco organisait des bals de collecte de fonds « en robe verte » et des déjeuners Green Fashion Fall [Automne de la mode en vert] destinés à promouvoir des couleurs qui s'accordent au paquet (alors vert) des Lucky Strike. Dans les années 1970, leur nouvel avatar acquit une ampleur nationale et s'adressa à un public américain plus diversifié. R. J. Reynolds sponsorisa la totalité des 158 Ebony Fashion Fairs⁽⁸³⁾ de la saison 1975-1976 avec l'objectif de populariser les cigarettes More auprès des Afro-Américains. Dans les années 1980, cette même compagnie sponsorisa le More Bloomingdale's Program, destiné à toucher les fumeurs des couches sociales supérieures. Les Ebony Fashion Fairs, toujours pour More, comportaient de l'échantillonnage et des jeux concours et faisaient appel à des mannequins dont la garde-robe était choisie par le cigarettier, sans compter évidemment les publicités dans les médias locaux. Philip Morris renchérit

avec deux semaines de Virginia Slims Fashion Fun Fairs [Fêtes de la mode plaisir VS], comprenant des séances de mises en beauté, de coiffure, d'analyse des couleurs, de coordination vestimentaire, d'estimation de bijoux anciens et de projections du film *You've Come a Long Way, Baby* [Il en a fallu du temps, les filles]. Pour sa part, Lorillard organisait des défilés de maillots de bain Newport et des expositions de *body art* comprenant des faux tatouages « inspirés par Newport » sur des mannequins engagés pour l'occasion^[209].

Les secours aux populations sinistrées servirent aussi à renforcer l'image de ces entreprises. En 1989, Philip Morris capitalisa sur l'ouragan Hugo en contribuant à financer les opérations de déblaiement. « Notre opération de secours aux populations sinistrées nous a permis de réussir des coups retentissants après l'ouragan Hugo » – c'est en ces termes que le département des affaires générales présenta l'opération, s'imaginant qu'aucune oreille indiscreète ne surprendrait pareil propos. Ces opérations de déblaiement et la publicité qui les entourait valaient « à [leur] activité une réaction forte et positive de la part des autorités de Porto Rico et de la Caroline du Sud », affirmait la compagnie^[210]. Aucune catastrophe ne paraissait trop démesurée, si l'on en juge par le financement en 2009 d'un mémorial aux victimes d'Hiroshima (à Vienne) par Japan Tobacco, sans aucune mention d'une vérité autrement gênante : avec la cigarette, les fumeurs sont exposés à des radiations particulièrement dangereuses.

D'autres techniques furent mises au point pour contourner les interdictions de publicité. Philip Morris élaborait sa ligne de vêtements et de matériel de camping Marlboro Classics qui assurait la diffusion du nom de la marque. Le Marlboro Country Store de la compagnie, créé en 1972 sous forme de catalogue de vente par correspondance d'articles de cow-boy, ceintures, bottes et chapeaux Stetson, visait le même objectif. L'un des avantages de cette forme de publicité, c'était que les fabricants n'avaient à y apposer aucun message d'avertissement et qu'après l'achat initial les noms des marques continuaient longtemps de circuler.

Recherchez « Marlboro » sur eBay, par exemple, et vous trouverez des centaines d'articles en vente, essentiellement des vêtements, des livres de cuisine, du matériel de camping et d'autres produits conçus pour assurer la visibilité du blason de la marque.

L'extension du domaine de la marque

Ce stratagème porte plusieurs noms – extension de marque, publicité indirecte, publicité alibi, copublicité, ou diversification de marque déposée – et il a été délibérément conçu comme un moyen de contourner l'interdiction. Chez British American Tobacco, un document interne de 1979 explique comment la compagnie comptait maintenir la visibilité de ses marques en dépit d'une interdiction totale de la publicité : « Toutes les compagnies doivent explorer certaines pistes afin d'identifier des produits hors tabac et d'autres services qui peuvent servir à communiquer sur la marque ou le nom de la maison, ainsi que sur leurs principaux identifiants visuels. Ce sera sans doute une opération à long terme, coûteuse, mais néanmoins le principal moyen de s'assurer que les marques de cigarettes bénéficieront d'une publicité efficace une fois que toutes les formes de communication directe leur auront été refusées^[211]. » British American Tobacco suivit cette recommandation en dévoilant sa gamme de vêtements de loisir Lucky Strike Leisure Wear en 1991, mais la technique fut déployée partout sur la planète. À Hong Kong, RJR Nabisco créa une ligne de vêtements Salem Attitude pour « étendre [sa] marque déposée au-delà des restrictions imposées au tabac^[212] ». Des magasins Marlboro Classics ouvrirent dans plus d'une dizaine de pays. Reynolds en fit autant avec des lignes de produits comme la ligne de vêtements Camel Trophy Clothing, les accessoires Camel Adventure, la Camel Music, la Camel Planet (une promotion pour night-clubs), des CD Camel Party Zone, et ainsi de suite. Le nom de la marque s'insinuait dans la

culture populaire en se rattachant à des articles qui ne possédaient que des liens imaginaires avec le tabac. L'extension de la marque a été largement appliquée en Asie, surtout pour des articles susceptibles d'être utilisés par des adolescents. Ainsi, en Thaïlande, des logos de cigarettes apparaissent sur des cahiers, des cerfs-volants, des pantalons, des boucles d'oreilles et des paquets de chewing-gum. En Roumanie, Reynolds réussit à faire apposer le nom de ses Camel sur les feux tricolores. En République tchèque, Camel sponsorisa même des mariages^[213]. L'ampleur et la portée de telles activités ne laissent pas d'impressionner. Au milieu des années 1990, plus d'un millier de boutiques Marlboro Classics s'ouvrirent en Europe et en Asie. R. J. Reynolds possédait quinze magasins de vêtements Camel rien qu'en Thaïlande et en Malaisie. Ainsi, les clients qui se promenaient en arborant le nom des Camel se transformaient en véritables hommes ou femmes-sandwiches de la marque. Pendant de nombreuses années, Reynolds entretint une division spéciale merchandising, qui traitait ces ventes pour un total de plus d'un million d'articles rien qu'aux États-Unis en 1975. Les responsables marketing du groupe fêtèrent l'événement : un million « de «panneaux d'affichage ambulants» pour notre marque^[214] ».

Les Chinois ont su inventer des moyens tout aussi habiles pour contourner l'interdiction de publicité entrée en vigueur en 1995. L'un de ces procédés consiste à mettre en avant non pas la cigarette mais plutôt l'usine qui la produit, et qui porte souvent le même nom que la marque. Ainsi, des panneaux d'affichage étalent ces mots en grand, « Usine de cigarettes Honghe », sur un fond rouge vif, avec au centre de l'image une voiture ou une moto lancée à pleine vitesse. Pour vendre, les fabricants utilisent aussi les noms de temples ou de monuments célèbres. Par exemple, Huanghelou est à la fois une marque de cigarettes et un temple réputé du Hubei ; et l'usine de Ningbo de la marque Dahongying s'est réapproprié toute l'aura culturelle du site néolithique le plus apprécié de Chine (qui serait, dit-on, le berceau du riz). La marque Chunghwa, la plus

fumée du pays, correspond au nom de la Chine elle-même, et la fameuse colonne de marbre blanc aux ailes en forme de nuage de la place Tien An Men, le Huabiao, est reprise sur le paquet. Tout l'intérêt consiste à identifier la marque à des sites aimés de tous ou à des emblèmes sacrés, comme si on vendait aux États-Unis des cigarettes « Liberty » ou « Christ » ornées de la Liberty Bell^[84] ou d'un crucifix (ou même pourquoi pas d'un cow-boy).

Ce détournement de symboles est devenu très répandu. La Vierge Marie sert à vendre des cigarettes aux Philippines, tout comme Shakespeare en Grande-Bretagne (à une époque, Benson & Hedges vendit une marque Hamlet, mais j'ai aussi vu des Romeo y Julieta venues de La Havane). Les Angkor se vendent au Cambodge, les Great Wall [Grande Muraille] à Hong Kong, les Red Star [Étoile rouge] en Corée du Nord, les Taj Mahal en Inde et les Sumer en Irak. L'espoir, c'est naturellement que l'allusion au lieu ou à l'objet évoque la cigarette : si vous songez à des pandas ou à un temple chinois, vos pensées vous mèneront peut-être vers cet endroit lointain et la cigarette qui en porte le nom. Le recours à cette sorte de symbole revêt aussi un caractère politique : en Chine, l'un des arguments contre les avertissements très crus figurant sur les paquets a été qu'ils défigureraient des symboles nationaux, objets de vénération. En réalité, ce sont les usines de tabac qui maltraitent la vie et les symboles de la Chine.

Dans le contexte chinois, ce qui est peut-être encore plus troublant, c'est l'instrumentalisation des écoles. L'usine de cigarettes Ningbo a construit des bibliothèques dans des écoles de nombreuses régions du pays et leur a donné le nom de sa marque très répandue, la Dahongying. Les compagnies de tabac ont aidé à la reconstruction d'établissements scolaires après le séisme de Wenchuan, en 2008, en échange de quoi elles ont été autorisées à y placer de gigantesques publicités sur les murs. Dans cette même région, à la Sichuan Tobacco Hope Primary School [école primaire de l'Espoir Sichuan Tobacco], des lettres immenses

forment un message à l'attention des élèves : « Le génie vient du travail acharné ; le tabac vous aide à réussir. » Il existe au moins dix-sept écoles primaires de l'Espoir, ainsi nommées après avoir reçu le soutien de sociétés du tabac, toujours dans les régions les plus pauvres du pays. C'est en Chine qu'est né le plus jeune individu auquel on ait jamais appris à fumer (un enfant de 2 ans, à Chongqing), bien qu'un petit Indonésien à peu près du même âge, Ardi Rizal, soit récemment devenu un phénomène sur Internet. Ces efforts publicitaires jusque dans les écoles élémentaires montrent toute la myopie et toute l'insensibilité de l'administration du monopole du tabac dirigée par l'État^[215].

L'opacité du nuage : tabac 2.0

« Internet contribuera à l'avènement d'un "capitalisme sans friction". »

Bill GATES.

La cigarette est l'un des petits objets les plus soigneusement conçus de la planète. Mais amener les gens à fumer n'a pas été chose facile. Pour que cela devienne un acte aussi ordinaire que celui de manger des carottes ou de boire un jus d'orange, il a fallu mettre en place un dispositif marketing et promotionnel très complexe. Les gens ont aussi dû apprendre à fumer. Dans les années 1930, l'American Tobacco Company organisait à cette fin des cours, principalement destinés aux femmes. En se servant de mannequins, les représentants de la compagnie montraient la bonne manière de tenir, d'allumer et de fumer sa cigarette, et certains de ces mannequins sont encore exposés dans les musées consacrés au tabac. Il fallait rendre socialement acceptable le fait de fumer, et d'énormes budgets ont été consacrés à cet enjeu.

Les anthropologues se plaisent à évoquer la « culture matérielle », désignant par là les moyens divers par lesquels les objets physiques viennent s'insérer dans la vie quotidienne des individus. La culture matérielle du tabagisme possède une histoire longue et complexe, que seuls peut-être les collectionneurs de *tobacciana* apprécient à sa juste valeur. Cette infinie variété de pipes, de cartes, de soieries, de briquets, d'humidificateurs, de boîtes d'allumettes et de cigares, d'effigies d'Indiens en bois, de boîtes de tabac en métal, d'affiches, de publicités, etc.,

remplit désormais les musées du tabac du monde entier (musées le plus souvent gérés par l'industrie). Les collectionneurs recherchent la pipe en écume bien travaillée, le briquet gravé dans une tranchée de la Première Guerre mondiale, la boîte de tabac à priser en agate d'un aristocrate européen, la boîte d'allumettes ou la boîte à tabac en fer-blanc de l'ère du *minstrel show*^[85]^[216].

Mais la cigarette s'est introduite dans la vie quotidienne de quantité d'autres manières. La poche poitrine des chemises est en partie née du besoin de ménager une place où ranger son paquet^[217]. Certes, d'autres usages sont devenus monnaie courante – comme lorsqu'en voiture nous branchons aujourd'hui nos appareils électroniques dans les prises initialement destinées aux allume-cigares –, mais cette fonction fossile atteste bien du pouvoir d'intrusion de la cigarette et de la facilité avec laquelle nous négligeons l'origine des objets du quotidien. Il existe quantité d'autres exemples. On parle encore de *smoking* pour désigner la tenue de soirée et, dans plusieurs pays d'Europe, on va chercher ses journaux au *tabac*^[86]. Personnellement, je décernerais le premier prix de l'Horreur à l'armée américaine qui, au lendemain de la guerre de Corée, dota les infirmes de guerre de bras artificiels avec briquet incorporé.

Distributeurs automatiques et cendriers

Les distributeurs automatiques peuvent désormais paraître anachroniques, mais pendant plus de soixante ans, aux États-Unis, ils furent la source majeure d'approvisionnement en cigarettes, surtout pour les jeunes, qui se procuraient ainsi leur dose de clopes dans le plus parfait anonymat, simplement en y insérant quelques pièces de monnaie (*cf.* illustration 21). Avant son démantèlement en 1911, l'American Tobacco était actionnaire majoritaire de la Garson Vending Machine Company (fabricant de distributeurs automatiques) ; c'est l'époque où la

firme voulait contrôler tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement du cigare et de la cigarette. Les premiers brevets pour la distribution automatique de ces cigares et cigarettes datent des années 1880^{218}, mais l'exploitation des appareils ne commença qu'après la Première Guerre mondiale, quand l'augmentation en flèche de la consommation et la standardisation généralisée des emballages offrirent de nouveaux débouchés commerciaux. En 1926, un Américain, William Rowe, inventa un distributeur de cigarettes amélioré et, dès 1938, la Rowe Cigarette Service Company de New York gérait 14 000 distributeurs dans 22 villes américaines^{219}. Ces ventes en distributeur connurent une croissance régulière jusqu'à la fin des années 1970, quand 875 000 appareils, aux États-Unis, rapportaient jusqu'à 2,7 milliards de dollars par an^{{87}{220}}.

Les distributeurs automatiques ont souvent été critiqués parce qu'ils rendaient le produit trop aisément accessible aux enfants, et en 1988, le ministre de la Santé, C. Everett Koop, en recommanda l'interdiction. Un certain nombre d'États américains les ont interdits dans les années 1990, mais ils restent licites dans quantité de régions du monde. Le Japon en possède sans doute plus que toutes les autres. On y a mis au point des moyens high-tech pour en barrer l'accès aux mineurs, tels que des scanners optiques et des logiciels de détection des rides du visage. Mais, apparemment, des ados malins piègent le système en grimaçant devant l'objectif, tout simplement.

Les cendriers sont un autre exemple d'intrusion d'objets liés au tabac dans la vie quotidienne. Il est difficile d'imaginer un monde qui en serait dépourvu, mais il y a encore un siècle ils ne faisaient pas partie de la vie courante. En anglais, le terme n'existait même pas : jusqu'au XX^e siècle, *ash-tray* s'écrit généralement en deux mots, séparés ou reliés par un trait d'union, et l'*Oxford English Dictionary* date de 1926 sa première graphie en un mot (sans trait d'union)^{88}.

Louis Kyriakoudes, directeur du projet d'Histoire orale de l'université

du Mississippi du Sud, a montré que les fabricants de cigarettes ont consacré énormément de temps et d'énergie à transformer les cendriers en produits de grande consommation. On a déployé tout un luxe d'incitations pour convaincre les constructeurs automobiles d'en équiper chaque véhicule, et quiconque a volé à bord d'un avion de ligne dans les années 1960, 1970 ou 1980 se souvient des cendriers dans les accoudoirs des sièges – bourrés de détritrus ou de chewing-gums, après l'interdiction de fumer à bord adoptée dans les années 1990. Les cendriers étaient omniprésents dans les bureaux et les restaurants, les hôpitaux et les cabinets médicaux, les trains et les taxis. Pendant toute une époque il était difficile de s'en éloigner, à moins d'aller marcher en forêt. Les salles de cinéma étaient dotées de cendriers intégrés aux sièges, tout comme les fauteuils de coiffeur. Les tables de bridge étaient équipées de cendriers amovibles, et Louis Kyriakoudes raconte que, dans les années 1930, Edward Bernays, le génie du marketing d'American Tobacco, avait contacté des fabricants de meubles pour les convaincre d'intégrer des cendriers dans les placards de cuisine. Les designers eux-mêmes suivaient la tendance en dessinant des cendriers en forme de piano, de chaussure, de tortue, de cabinet de toilette, de pneu et de dame dénudée. J'en ai vu à la gloire de Disney World, de la gare de Penn Central à New York, des Jeux olympiques d'hiver de 1980 et de chaque État des États-Unis d'Amérique.

Mon préféré de tous demeure le cendrier intégré à l'ordinateur SAGE de l'armée américaine, un calculateur numérique colossal conçu dans les années 1950 pour protéger l'espace aérien américain d'une attaque nucléaire soviétique. Le SAGE (Semi-Automatic Ground Environment [infrastructure semi-automatique au sol]) était le cerveau électronique le plus avancé du monde. C'était le « premier réseau de communications informatiques à grande échelle » reliant des centaines de stations radars situées sur le sol américain^[221]. Détail charmant de cette machine apocalyptique, désormais exposée au Computer History Museum [musée

de l'Histoire informatique] de Mountain View, en Californie : le briquet et le cendrier intégrés dans la console de commande, juste à gauche de l'écran radar où devait s'afficher l'écho des appareils ou des missiles ennemis pénétrant dans l'espace aérien des États-Unis. On peut imaginer les gardiens de la sécurité nationale stoïques face à leur sombre devoir, éteignant soigneusement leur cigarette tandis que le monde sombre dans l'Armageddon...

Louis Kyriakoudes a aussi montré que, des décennies durant, dans les écoles d'Amérique, des enseignants ont appris à des enfants studieux à fabriquer des cendriers en argile, en verre, en céramique, en pierre ou en métal. La confection de cendriers faisait partie du programme de nombre d'écoles publiques et les enseignants étaient encouragés à organiser ces travaux pratiques comme autant d'activités pédagogiques utiles. Jusque très tard dans les années 1970, les manuels scolaires américains officiels y ont incité les enseignants du premier cycle du secondaire et même du primaire.

Les cendriers ont toujours été importants pour les fabricants de cigarettes. Ils rendent concret le fait que fumer peut devenir inconfortable. Les traces écrites ne sont pas aussi étoffées qu'elles devraient l'être (les ordonnances des tribunaux n'ont jamais visé ce domaine), mais l'industrie s'est battue pour maintenir les cendriers dans les parcs, les hôpitaux, les avions, les trains et les voitures. Ils sont devenus l'accessoire obligatoire pour des générations d'Américains et le restent dans de nombreuses régions du monde. Cependant, avec l'extinction progressive du tabagisme, nous pouvons espérer les voir relégués au rang de simple antiquité. Dans un avenir relativement proche, les lecteurs de ces pages les considéreront probablement comme une curiosité, l'équivalent de l'urinoir ou du crachoir.

Les cendriers ne sont certes pas sorciers à fabriquer, mais le lecteur sera sans doute surpris du nombre des brevets qui ont pu être accordés à des designs innovants. Une recherche sur Google Patents recense des

milliers de dépôts de brevets pour des cendriers, depuis le « Snuf A Rette » de 1937 jusqu'au réceptacle *smokeless* [antifumée] à piles, avec port USB, de notre millénaire. On en a conçu pour protéger des incendies, pour fumer en station debout au bureau, et d'autres à fixer au tableau de bord d'une automobile. Certains brevets décrivent des cendriers pliables et transportables, empilables, portatifs ou jetables. D'autres sont spécialement conçus pour les urinoirs, pour les sportifs, les fumeuses ou les handicapés^[222].

L'industrie du tabac a aussi tenté de concevoir des cendriers qui absorbaient la fumée « passive » ou permettaient au fumeur d'y faire tomber ses cendres pendant qu'il était en mouvement. Dans les années 1990, Philip Morris a travaillé avec Royal Philips Electronics pour créer un modèle qui absorbait la fumée : ces « cendriers actifs » étaient équipés d'un petit ventilateur interne et d'un filtre qui aspirait la fumée de la cigarette en combustion^[223]. L'industrie a également consacré un temps considérable à élaborer des cigarettes qui émettent moins de fumée (ou une fumée moins visible), et ces variantes s'inscrivaient dans une action destinée à consolider l'« acceptabilité sociale » du tabac. Les cendriers portatifs furent mis au point pour les mêmes raisons : l'idée était que les fumeurs emportent avec eux de petites boîtes ou de petits étuis dans lesquels ils pouvaient discrètement tapoter leur cendre. En 2010, la recherche « “cendrier” et “portatif” » dans Google Patents donnait accès à plus de 200 résultats.

Des seringues pour les enfants ?

Les cigarettes se sont aussi immiscées dans la vie de tous les jours par d'autres voies. J'ai mentionné les cigarettes bonbons, mais nous trouvons également des produits sous forme de jouets et de poupées de toutes sortes, notamment des paquets de cigarettes jouets, des cigarettes farces

et attrapes, des animaux en peluche qui fument, et même des cigarettes et des cendriers miniatures pour maison de poupée ou pour figurines de soldats (*cf.* illustration 22). De tels jouets sont rarement fabriqués sous des noms de marques génériques ; ce sont pour la plupart de fidèles reproductions de cigarettes commercialisées, très diffusées. On ne sait pas encore clairement si les fabricants de ces jouets obtenaient des autorisations de reproduction de la part des fabricants de tabac. Il se pourrait fort que, comme pour les cigarettes bonbons, l'industrie ait fermé les yeux ou même approuvé de telles violations, tant elles représentaient une jolie forme de publicité qui pouvait toucher les fumeurs novices.

Ce qui est remarquable, néanmoins, c'est le grand nombre et la variété des violations constatées. Celles que nous avons déjà mentionnées mises à part, on peut dresser une brève liste : les paquets gags, ou truqués, destinés à servir dans les spectacles de magie, les cigarettes pétards et le paquet *smokey amps* à piles (« l'ampli pour guitare le plus petit et le moins cher du monde »). J'ai vu des paquets gadgets, de type farces et attrapes, qui envoyaient une décharge électrique, des paquets à ressorts qui sautaient tout autour de la table, des paquets pistolets à eau, des paquets caméra d'espion, des paquets radios, des paquets peep-show et des paquets mètre ruban – le tout dans des emballages siglés au nom de marques réputées. Je possède moi-même une calculatrice solaire Kent, un paquet de Marlboro de magicien, un mètre ruban Basic (une autre marque de Philip Morris) et un assortiment de boutons ouvragés (datant des années 1930) ressemblant à des paquets de cigarettes Camel, Lucky Strike et Old Gold – mais en plus petit. Le phénomène n'est pas seulement américain : des briquets, cendriers et cigarettes miniatures ont ainsi été fabriqués en Angleterre dans les années 1960 par l'entreprise Kiddicraft, qui vendait en guise de jouets des modèles réduits de paquets de marques comme Players Navy Cut. Les boutiques de gadgets, aux États-Unis, vendent encore des cigarettes jouets de diverses sortes – certaines lâchent des bouffées de fausse fumée. On serait en droit de se

demander pourquoi on ne propose pas de seringues aux enfants, qui feraient semblant de s'injecter de l'héroïne, ou des pipes jouets pour fumer du hash ou du crack.

Voilà pour le tabac 1.0. Mais qu'y a-t-il de neuf dans le monde virtuel ?

À l'aise sur Internet

Les fabricants de cigarettes ont toujours été adroits sur le plan technique et, dans les années 1960, ils ont informatisé nombre de leurs activités. British American Tobacco a créé une sorte d'Internet dès les années 1980 : l'InterBAT reliait sept fabricants de tabac européens de premier plan à travers une version précoce de l'e-mail, et à la fin de cette décennie toutes les *majors* maîtrisaient Internet. British American Tobacco a organisé son premier InterBAT Workshop [atelier InterBAT] en 1982, date à laquelle le groupe avait déjà développé une série de bases de données informatisées contenant des informations sur les produits, des adresses de clients, et ainsi de suite. En 1996, le Tobacco Documentation Centre [Centre de documentation sur le tabac] britannique rassemblait des évaluations de dizaines de sites Internet liés au tabac – à la fois favorables et défavorables. À cette époque, British American Tobacco s'épanchait sur Internet en soulignant que même si ce qu'il transmettait était à 95 % « de la bêtise, de la puérilité, du pur mimétisme, de l'apitoiement sur soi, irritant et assommant », ou même « de stupides divagations commerciales », les 5 % restants étaient « innovants, captivants, originaux, profonds, éclairants, malicieux, anarchiques et stimulants ». Mais c'était surtout une formidable opportunité, un espace où l'on pouvait défendre le besoin de « tolérance et d'harmonie entre fumeurs et non-fumeurs »⁽²²⁴⁾.

Les premiers sites sur le tabac étaient surtout orientés vers le monde

des investisseurs, et Big Tobacco n'eut guère à attendre pour exploiter les opportunités publicitaires. Au milieu des années 1990, Rothmans, au Canada, avait un site consacré à la Formule 1, Rothmans Williams Renault Formula One ; British American Tobacco avait un site qui vendait des T-shirts et des grille-pain arborant son logo Lucky Strike ; Reynolds un site pour ses Camel ; et Burrus, en Suisse, un site pour ses diverses marques. En Allemagne, Reemtsma créa l'un des plus ambitieux de tous. La compagnie communiquait sur les vertus de sa marque West en toute cohérence avec son image d'avant-garde : « Nous avons été les premiers à intégrer les gays dans notre marque, à choisir une dominatrice, les premiers à montrer des seins nus sur un panneau d'affichage et nous avons toujours abordé les questions liées au sexisme^[225]. » Le site Westcyte de Reemtsma, lancé en octobre 1995, offrait des graphismes voyants, de la musique de style techno, des concours pour gagner un séjour à la « cité des étoiles » en Russie où les lauréats s'entraînaient à devenir astronautes, et d'autres cadeaux encore. L'objectif le plus courant était un « gain d'image » grâce à l'affichage de la marque, mais certaines compagnies se servaient aussi d'Internet pour remettre en doute les preuves de nocivité et retarder d'éventuelles réglementations. Au milieu des années 1990, des groupes « astroturf^[89] » protabac comme l'American Smokers Alliance [Alliance des fumeurs américains], le FORCES (Fight Ordinances and Restrictions to Control and Eliminate Smoking) [Lutter contre les ordonnances et les restrictions destinées à contrôler et à supprimer le tabac] et la Fair Cigarette Tax Campaign [Campagne pour une juste taxation de la cigarette] (financée par Philip Morris) possédaient leur propre site Internet, tout comme un certain nombre d'organismes de prévention contre le tabac.

Depuis cette époque, la Toile est devenue une source majeure de ventes de cigarettes. Un rapport de la banque d'investissement Prudential Securities, cité par la Campaign for Tobacco-Free Kids [Campagne pour des enfants sans tabac], en 2005, estimait que les transactions sur

Internet représentaient 14 % du total des ventes, et que ce pourcentage augmentait régulièrement^{226}. Pour l'industrie, c'était là une manne tombée du ciel : les fumeurs pouvaient commander leurs cigarettes et se les faire livrer par voie postale, sans compter, attrait supplémentaire (et non négligeable), le fait d'éviter les taxes à la vente – ce qui, aux États-Unis, est illégal pour une distribution intra-étatique mais très difficile à contrôler. En outre un système médiocre de vérification de l'âge de l'acheteur internaute facilitait l'achat de ces produits en ligne aux mineurs rodés à l'informatique : une étude de 2003 publiée dans le *Journal of the American Medical Association* constatait que dès onze ans des enfants n'avaient aucun mal à acheter des cigarettes^{227}. À peu près indétectable, l'acheteur malin et persévérant passait généralement à travers les mailles du filet.

Draggin lady et smoking babe

Les ventes sur Internet ne sont qu'un des nombreux modes de circulation du tabac dans le monde virtuel. Les compagnies ont leur propre site, mais la promotion est aussi assurée à travers des sites d'enchères, des clubs proposant divers classements des cigarettes, des organisations de « défense des droits du fumeur », et des clubs trouvant un intérêt à défendre le cigare, le tabac sans fumée, le narguilé ou même le design des paquets^{228}. Les fabricants ont commencé à faire appel aux contributions des usagers pour concevoir des publicités : en 2008, le magazine *Playboy* a lancé sa campagne promotionnelle Skoal Builds Playboy, où les fans de la marque Skoal étaient invités à contribuer à la conception de six doubles pages sur le thème de Skoal pour le numéro de janvier 2009 du magazine^{229}.

Les sites pornographiques à destination des fétichistes du tabac sont aussi devenus très populaires. Une recherche sur Google, en 2008,

donnait accès à 1 950 000 résultats pour « *smoking fetish* » [fétichisme du fumeur] et 139 000 pour « *smoking porn* » [porno fumeur]. Il existe des dizaines de milliers de ces sites, où figurent régulièrement des actrices comme Draggin Lady ou Smoking Babe et d'autres encore aux noms qu'il ne serait guère convenable de citer ici. Il existe même des sites qui vous aident à classer et à évaluer de tels sites, en notant l'ergonomie de la navigation, la qualité des images et des vidéos (naturellement), mais aussi celle des modèles, des lieux de prises de vues, la fréquence des mises à jour de ces images, le nombre de marques affichées, l'inclusion de *subfetishes* [sous-fétichismes] et leur originalité. L'une de ces plates-formes de notation (www.smokingfetishsites.com) pose la question : « Le contenu a-t-il été photographié par un fumeur fétichiste ou le site est-il géré par une compagnie anonyme qui achète ces contenus à l'extérieur et les fait prendre par un photographe qui ne connaît rien aux enjeux du fétichisme^[230] ? » Les cigarettes figurent aussi sur diverses formes de jeux de rôle en ligne : ainsi existe-t-il des dizaines de groupes de fumeurs sur Second Life, plate-forme qui propose aussi des *smoke shops* vendant des cigarettes virtuelles contre des dollars Linden.

Les groupes de défense des « droits du fumeur » sont plus politisés et coordonnés à travers des sites tels que CLASH (Citizens Lobbying Against Smokers Harassment [Lobbying citoyen contre le harcèlement des fumeurs]), qui affiche des liens importants avec FORCES, FOREST (UK), Smokers of the World Unite^[90], Minnesotans Against Smoking Bans [Minnesotais contre les interdictions de fumer] et plusieurs dizaines d'autres. Le CLASH oriente aussi les fumeurs vers plusieurs sites où des cigarettes à prix cassé peuvent être achetées en ligne et vers OLTRA (Online Tobacco Rights Association), lobby constitué pour défendre la vente des cigarettes en ligne^[231]. Le CLASH fournit des liens vers de nombreux bulletins en ligne profumeurs et des sites de mise en contact politique comme Congress.com, où les usagers sont informés sur la manière de créer des Video Advocacy Messages [messages militants en

vidéo] protabac à partager sur YouTube.

Le tabac assure aussi sa promotion sur Facebook et MySpace. En mars 2008, sur Facebook, on répertoriait 311 groupes en faveur d'un « tabac sans fumée », et le réseau social s'enrichissait d'un ou deux nouveaux sites chaque semaine. En 2008, Yahoo comptait 1 200 groupes « fumeurs » et 5 300 groupes « tabac » ; MySpace réunissait aussi beaucoup d'internautes au sein de réseaux fumeurs. En juin 2008, « I ♥ Smoking » comptait 487 amis, pratiquement tous autour de thèmes fumeurs. Il est difficile de suivre de tels sites ou même de s'en donner une vue d'ensemble, tant ils évoluent rapidement. Une recherche du terme « tobacco » sur You Tube en 2013 livrait plus de 630 000 résultats, « Marlboro » seul pointant vers plus de 300 000 pages. « Cigarette électronique » ouvrait sur des centaines de vidéos, dont plusieurs ont été vues plus d'un million de fois. On y trouve aussi des centaines de publicités d'époque, tel le fameux épisode de la cigarette des Pierrafeu, datant de 1960, où Barney et Fred se faufilent derrière un rocher pour savourer une Winston en cachette de leurs épouses. (Ils fument une Winston au lieu de faire la sieste.)

Passions fumeuses, matériel à cigarette

Les sites de rencontres pour fumeurs constituent un phénomène relativement nouveau ; certains comme www.smokerdatelink.com et www.smokingpassions.com proposent des milliers de profils de fumeurs, qui augmentent par centaines tous les jours. Simon Chapman, de l'université de Sydney, relève une tendance croissante sur les sites de rencontres en ligne à indiquer une préférence pour des partenaires non-fumeurs, signalant, du moins en Australie, une dénormalisation croissante du tabagisme. Sur certains sites haut de gamme, les gens commencent à exiger des chambres d'hôtel, des appartements, des véhicules de location

et des colocataires non-fumeurs. De par le monde, la stigmatisation attachée au tabac va croissant, au point qu'on pourrait imaginer un peu trop aisément que l'habitude tabagique a véritablement été surmontée.

Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre qu'il y a en permanence en vente sur eBay plus de 1 000 objets affichant la marque Marlboro. En 2013, une recherche renvoyait à des couteaux suisses Marlboro, des camions jouets, des briquets, des malles, des survêtements, des livres de cuisine, des pantalons de sport, des jeans, des blousons, des jeux de cartes, des cadres pour photos, des valises, des boucles de ceintures, des porte-monnaie et des dizaines d'autres articles. On obtient des résultats similaires avec « Camel », « Silk Cut » et d'autres grands noms. À en juger par leur abondance sur eBay, il semblerait que le monde soit inondé d'objets liés à la cigarette. Une recherche de ce terme donne des dizaines de milliers d'articles où les offres protabac surpassent en nombre les offres antitabac, à raison de cinquante contre une. Une recherche du terme « Tobacco » donnera un résultat tout aussi asymétrique ; « Ashtray », le cendrier, mène à près de 70 000 objets sur eBay – ce qui pourrait aussi permettre de chiffrer leur disparition. Cependant, dans maintes régions du monde les taux de tabagisme sont en chute. Dans un État comme la Californie aux lois antitabac agressives, on compte encore près de 800 cigarettes fumées par personne et par an – un chiffre qui n'est guère inférieur à la moyenne planétaire.

Il existe bien sûr d'autres types de stratagèmes employés pour pénétrer Internet et la culture des réseaux. Un de ces subterfuges consiste à racheter des noms de domaine potentiellement gênants, manière de compliquer la tâche d'éventuels détracteurs et leur travail de sensibilisation. En 2010, Lorillard, fabricant des Newport, racheta plus de cinquante noms de domaine, notamment Menthol-KillsMinorities.com, KillerMenthol.com, MentholAddictsyouth.com et FDAMustBanMenthol.com. Lorillard suivait ici la voie ouverte par l'entreprise Philip Morris en 2001, quand elle a racheté des dizaines de

domaines comme AltriaSucks, AltriaLies, AltriaKills, AltriaEquals Death et AltriaStinks, tous avec leurs variantes de suffixes en .com, .net et .org, anticipant ainsi sa renaissance sous le nom d'« Altria ». La compagnie s'appropriera même des noms déclinant des orthographeS erronées de sa nouvelle appellation : Altreea.com, Alltreya.com, etc.

Un type très différent de présence sur Internet est né sous la forme de groupes de « chat » et de forums de discussion qui nous font entendre la voix protestataire de quelques ex-fumeurs courageux. Le site WhyQuit [Pourquoi arrêter], par exemple, permet à certains d'entre eux qui se meurent de leur addiction de partager des histoires et de nouer des alliances : « Je suis Deborah et fumer m'a consumé le corps⁽²³²⁾. » Cette présence du cancer, et de la mort, est le plus souvent invisible jusqu'à ce qu'il soit trop tard. La plupart des gens qui développent un cancer du poumon regrettent d'avoir fumé, et la triste réalité, c'est que ceux qui commencent à fumer à l'âge de 13 ou 14 ans n'ont aucune idée de ce qui les attend. La publicité pour le tabac ne transmet aucune image de la souffrance physique, c'est l'une des raisons pour lesquelles les défenseurs de la santé appellent à l'affichage d'images très crues de corps malades sur tous les paquets⁽²³³⁾.

Toutefois, aucune image ne saurait communiquer toute l'horreur du tabagisme dans sa phase finale, tous les supplices corporels et les contrecoups sociaux. Comment saisir l'odeur d'un pied gangrené, la torture d'une nuit sans sommeil parce qu'on respire douloureusement ? Comment traduire les années de vie perdues, l'indignité de la maladie et l'appauvrissement qui en résulte, les souffrances de la dépendance et de la perte d'une famille ? Le marketing efface tout cela en prêtant à ce qui s'avérera souffrance une façade fallacieuse qui, à la fin, ne laissera subsister aucune mémoire vivante.

II

La découverte du risque de cancer

« Savoir, c'est pouvoir. »>

Francis BACON.

« L'ignorance, c'est la force. »

George ORWELL.

À présent, replongeons plus profondément dans le passé. Revenons sur le « qui savait quoi et quand ? » lors des années cruciales qui précéderent le lancement par l'industrie, au mois de janvier 1954, d'une campagne de démentis et de détournement des preuves du lien entre le cancer du poumon et la cigarette, qui allait durer plusieurs dizaines d'années. Le sujet est vaste et je me concentrerai pour l'essentiel sur ce que l'industrie savait à partir des expérimentations animales, y compris grâce à une série d'expériences demeurée jusqu'ici cachée, menée par l'Ecusta Paper Corporation, à l'été et à l'automne 1953 – à la demande de l'American Tobacco Company. Elles sont importantes à plusieurs titres.

Tout d'abord, il s'agit sans doute des premières expériences conduites par un cigarettier qui démontraient que les goudrons du tabac sont des agents cancérigènes. Ensuite, « de la *fumée* de tabac » fut *soufflée* sur le dos des animaux. Les expériences précédentes avaient le plus souvent consisté à *badigeonner* de *goudrons* de tabac le dos des souris et les oreilles des lapins.

Ces expériences ont été mises sous le boisseau pendant plus de cinquante ans. Aujourd'hui encore, elles sont méconnues, en dehors d'un cercle étroit d'avocats spécialisés – elles auraient pu ne jamais être révélées au grand jour si les avocats des parties plaignantes n'avaient pas imposé leur divulgation par voie d'assignation^[234]. Durant de nombreuses années, l'industrie a nié avoir conduit de telles expériences, alors qu'en réalité, à cet égard tout du moins, elle s'était montrée très rigoureuse. Et elle était parvenue à des conclusions qui cadraient avec cette seule réalité : elle tuait des gens.

Les expériences Ecusta nous obligent à réinscrire le démarrage de la grande conspiration dans un cadre plus vaste. Les réunions à l'hôtel Plaza, les 14 et 15 décembre 1953, visant à nier les dangers du tabac, à les contourner ou à en détourner l'attention, sont considérées, à juste titre, comme le début de la conspiration de l'industrie. Ce sont les

résultats des travaux menés par Wynder, Graham et Croninger^{91} qui incitèrent à la tenue de ce conclave : ces scientifiques venaient de démontrer que les goudrons du tabac provoquent le cancer (en l'occurrence des carcinomes) quand ils sont badigeonnés sur l'épiderme du dos (rasé) de souris blanches^{235}. Les préliminaires de cette conspiration ont cependant une histoire plus profonde, à l'intérieur de laquelle les expériences d'Ecusta ont joué un rôle crucial dans l'identification des vrais dangers.

En effet, il y a lieu de penser que c'est en essayant de réfuter les expériences de Wynder, sans y parvenir, que l'industrie finit par comprendre que le problème du cancer ne disparaîtrait pas de lui-même. Paul M. Hahn, président de la plus grande compagnie de tabac du monde (American Tobacco Co.), eut connaissance des résultats de l'expérience d'Ecusta une semaine seulement avant d'inviter ses homologues à se réunir à l'hôtel Plaza de New York. Cela laisse à penser que cette conspiration n'a pas seulement été fomentée en réaction à la publicité entourant les expériences de Wynder et consorts, qui avait provoqué un plongeon des actions boursières du tabac, mais aussi en réponse au fait que l'industrie avait démontré l'action cancérigène du tabac dans ses propres laboratoires.

Nous commencerons par un historique des efforts déployés pour provoquer le cancer chez les animaux de laboratoire, notamment avec l'œuvre pionnière d'Angel H. Roffo. Nous évoquerons ensuite un document très redouté dans les procès récents, rédigé par Claude Teague, chercheur chez Reynolds, en 1953. Puis nous nous pencherons sur les événements relatifs à l'expérience Ecusta proprement dite, en examinant le rang accordé à la carcinogénèse expérimentale dans la hiérarchie du discours et du raisonnement médicaux. Nous terminerons en nous demandant quand et comment s'est instauré le « consensus » selon lequel la cigarette tue, en nous attardant sur certaines des difficultés qui se présentent quand on cherche à démêler les doutes sincères de

ceux qui ne le sont pas.

Les débuts de la carcinogénèse expérimentale

« À mon avis, la nocivité de la nicotine est très exagérée, et je le dis non pas parce que je suis l'ingénieur chimiste en chef d'American Tobacco Company, mais strictement sur la base de faits scientifiques avérés. »

A. L. CHESLEY, 1921.

Les scientifiques d'Ecusta ne furent pas les premiers à mener des expérimentations animales sur le tabac. Dans les années 1820, des médecins allemands avaient isolé une forme pure de nicotine, et montré que cet alcaloïde était un poison de premier ordre. Une seule goutte sur la langue suffisait à tuer un chien et quelques gouttes avaient raison d'un cheval. Tout au long du XIX^e siècle, le tabac a figuré sur l'*United States Pharmacopeia and The National Formulary*⁽⁹²⁾ (USP-NF) qui mentionnait parmi les caractéristiques de son huile distillée (*oleum tabaci*) la présence de cet alcaloïde « hautement toxique » qu'est la nicotine⁽²³⁶⁾. Ces propriétés pharmacologiques furent ensuite soumises à une pression révisionniste, quand les réformateurs poussèrent à de nouvelles lois pour encadrer la sécurité des aliments et des médicaments et demandèrent que le tabac soit réglementé comme une drogue. En effet, le secteur du tabac était en train de devenir une puissante force politique,

et en 1905 James Buchanan (« Buck ») Duke, de l'American Tobacco Company, obtint de faire exclure le *tabacum* de la liste officielle de l'*United States Pharmacopeia*⁽²³⁷⁾. Les détails sont fragmentaires, mais il se pourrait que cette suppression ait été manigancée pour éviter que la nicotine ne soit réglementée comme une drogue. (Le *tabacum* figurait encore dans la septième révision de 1893, aux côtés de la cannelle, du cannabis et du cubèbe.) Le tabac fut exclu du Pure Food and Drug Act de 1906 et placé sous l'égide du Miscellaneous Tax Unit du Bureau of Internal Revenue [le service des taxes diverses de l'administration de l'impôt sur le revenu], devenu plus tard le Bureau des alcools, tabacs et armes à feu, échappant dès lors aux réglementations s'appliquant à la santé publique.

L'oncologie expérimentale a aussi fait ses débuts au XIX^e siècle, quand des médecins commencèrent à examiner si un germe, un produit chimique ou un irritant en particulier pouvaient provoquer un cancer chez les rats, les souris, les chiens ou même les humains. Des expériences furent menées pour voir si le sel, la syphilis ou encore des produits chimiques étaient capables d'induire le cancer, ou même si une tumeur transplantée d'un sein dans un autre continuerait de croître⁽²³⁸⁾. Plus tard on étudia le rôle des virus, ainsi que celui des rayons X, des substances radioactives et de centaines de produits chimiques organiques et inorganiques.

Ces premières études demeuraient essentiellement centrées sur l'exposition aux produits toxiques sur le lieu de travail. Le coaltar, ou goudron de houille, fut vite un des coupables désignés, tant ses effets étaient puissants et souvent localisés dans telle ou telle usine. Le coaltar est une matière volatile, un produit de la pyrolyse (ou distillation) de la houille, émis lors de la transformation de la houille en coke. Le coke est un carbone presque pur, utilisé en sidérurgie pour transformer le minerai de fer en fonte. Dans les premières années du XIX^e siècle, des chimistes allemands découvrirent qu'on pouvait utiliser du goudron de houille pour fabriquer des colorants et d'autres produits chimiques très utiles, produits

dont on ne tarda pas à découvrir qu'ils provoquaient plusieurs types de tumeurs chez les ouvriers qui y étaient exposés.

Les cancers professionnels attirèrent l'attention des chercheurs en médecine, qui tentèrent de les reproduire en laboratoire. En 1916, Katsusaburo Yamagiwa et Koichi Ichikawa provoquèrent des cancers chez des animaux de laboratoire qu'ils exposèrent à ce goudron de houille⁽²³⁹⁾. En 1925, Ernest L. Kennaway, en Angleterre, démontra les propriétés carcinogènes de la suie et des goudrons de houille issus de l'acétylène et de l'isoprène chauffés à haute température. Dès les années 1930, il existait déjà une littérature extrêmement fournie sur la carcinogénèse expérimentale. *L'Index to Literature of Experimental Cancer Research : 1900-1935* [Index de la littérature de recherche expérimentale sur le cancer] de la fondation William H. Donner comportait une liste de 30 000 entrées sur le sujet, avec une section entière consacrée au tabac⁽²⁴⁰⁾.

Cancers des fumeurs

La première tentative connue pour provoquer un cancer du tabac sur des animaux de laboratoire fut réalisée à Vienne par Anton Brosch, en 1900. Il avait enduit des cochons d'Inde (ou peut-être un seul, il ne le précise pas) de « jus de tabac », entraînant une prolifération de tissus épithéliaux sur une ancienne cicatrice. Brosch citait la caractérisation par Hermann Tillmanns (1880) du tabac, de la paraffine, du goudron de pétrole et de la suie comme « cancérogènes bien identifiés », mais il s'intéressait davantage à l'élaboration d'une théorie générale de la carcinogénèse – afin de savoir ce qui, de l'irritation, du trauma, des vestiges embryonnaires, de l'hérédité ou de l'infection devait être considéré comme l'agent primordial. Dans son compte rendu, l'expérience est mal exposée : Brosch n'y décrit le frottis au tabac que

dans une partie de paragraphe d'un article qui en compte près de cent cinquante. En fait, il consacre moins de place à cette expérience que je n'en ai moi-même consacré ici^[241].

À cette époque (autour de 1900), le tabac était une cause assez connue de cancer de la lèvre, de la bouche, de la gorge et de la langue – les Français parlaient de *cancers des fumeurs* [sic]^[242] –, mais fumer n'était pas encore considéré comme une menace significative pour les *poumons*. La première allusion à un tel lien semble avoir été formulée par Hermann Rottmann dans son mémoire de médecine de 1898 à l'université de Würzburg. Il y avançait l'idée que les cancers du poumon pouvaient être causés par l'inhalation de poussière de tabac, et non de fumée. Aux États-Unis, dans son texte de 1912 sur la pathologie du cancer du poumon, Isaac Adler émit l'hypothèse d'un lien de cause à effet, mais il fallut attendre les années 1920 et 1930 pour que des études statistiques commencent à documenter ce lien, prolongeant l'intuition selon laquelle quelque chose de nouveau et de sinistre s'attaquait à cet organe vital.

Les études statistiques n'ont pris de l'importance qu'à partir du moment où des médecins des régions les plus riches du monde ont commencé à remarquer une augmentation spectaculaire des cas de cancers du poumon. Quantifier précisément le rythme de cette hausse était difficile, en raison des erreurs de diagnostic, des registres incomplets et des facteurs de confusion, mais, dès les années 1920, cette épidémie était assez frappante pour attirer l'attention du corps médical. Victor E. Mertens, de la clinique chirurgicale universitaire de Munich, en 1930, allait sans doute un peu vite en besogne quand il affirma que « chacun s'accord[ait] à admettre » une multiplication des cancers du poumon, mais sa déclaration reflétait bel et bien une prise de conscience croissante et généralisée du phénomène. De plus en plus de médecins commençaient à suspecter le tabagisme d'y être pour quelque chose^[243].

La science des épidémies

Pour ces premiers chercheurs, une preuve capitale fut fournie par l'épidémiologie, la science des épidémies. Les efforts pour comprendre en quoi les conditions d'existence ou de travail risquaient d'affecter la santé des gens lui avaient donné une impulsion nouvelle. Sous son aspect le plus simple, l'épidémiologie ne comportait rien de plus que la comparaison entre deux groupes afin de mesurer si, par exemple, les individus buvant l'eau d'un puits bien précis étaient plus ou moins susceptibles de contracter le choléra, ou si les marins qui, à bord d'un navire, avaient ingéré du jus d'agrumes étaient plus ou moins exposés au scorbut. Les débuts de cette discipline impliquaient un véritable travail d'enquêteur : à Londres, en 1854, le Dr John Snow cartographia les lieux de décès du choléra et découvrit ainsi qu'ils se regroupaient autour d'une pompe à eau de Broad Street. Ayant identifié la cause de la maladie (l'eau croupie), il put convaincre le conseil des gouverneurs de retirer le bras de cette pompe, et contribua ainsi à mettre un terme à l'épidémie.

Les premiers épidémiologistes du tabac ne pouvaient s'appuyer sur de telles cartes – fumer est une activité polluante mobile, aux localisations multiples –, mais ils pouvaient observer si les individus atteints de cancer du poumon avaient des attributs ou des comportements communs. S'agissait-il d'hommes ou de femmes ? Vivaient-ils dans des villes moyennes ou en milieu rural ? Les toutes premières études de cette espèce étaient des « séries de cas » démontrant seulement que les personnes atteintes de ce cancer étaient plus susceptibles d'avoir été fumeuses. Des études de cet ordre furent publiées en Europe et en Amérique dès les années 1920^[244], lorsque les médecins commencèrent à remarquer que la plupart de leurs patients atteints de cancer du poumon avaient été fumeurs. Des méthodes plus fines furent ensuite mises au point, tenant compte de l'âge, du sexe, du métier et de l'état de santé. Le critère de l'âge était particulièrement important, du fait que le cancer

touche généralement les personnes âgées – les mutations génétiques et la transformation cellulaire sont un processus long. Une population présentant une incidence de cancers élevée peut tout simplement être composée d'un grand nombre d'individus âgés. Aussi était-il fondamental de se demander quelle était la fréquence des cancers chez les personnes de telle ou telle tranche d'âge, 51-55 ans, par exemple, et ce qui, dans les habitudes des individus de cette tranche d'âge, permettait d'expliquer pourquoi certains tombaient malades et d'autres non.

Une avancée décisive survint dans les années 1930 avec l'invention de l'épidémiologie expérimentale, qui associait au réalisme propre aux diagnostics traditionnels la reproductibilité de l'expérience en laboratoire. C'est en Allemagne, à l'hôpital municipal de Cologne, que Franz Hermann Müller conduisit en 1939 une des toutes premières études de ce type sur le tabac, et sans doute la plus importante d'entre elles. Ce jeune médecin, dont nous savons très peu de choses, compara le comportement tabagique de 86 « cas » de cancers à un nombre égal de « cas témoins » soigneusement assortis et constata une corrélation très nette entre le fait de fumer et la probabilité de contracter un cancer. Les personnes atteintes de cancer du poumon étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir été des fumeurs, surtout de cigarettes. Cela amena le docteur Müller à la conclusion que le tabac était « une cause importante » de cancer du poumon, mais aussi que la hausse récente et spectaculaire du tabagisme était « *la cause isolée la plus importante dans l'incidence croissante du cancer du poumon*⁽²⁴⁵⁾ ».

Plus tard, d'autres chercheurs améliorèrent les méthodes de Müller et parvinrent aux mêmes conclusions. Une étude de cas très élaborée, menée par Eberhard Schairer et Erich Schöniger, de l'université d'Iéna, parut en 1943, suivie par d'autres plus larges et plus soigneusement contrôlées, en Europe et en Amérique. En Grande-Bretagne et en Amérique, le tournant eut lieu en 1950, quand furent publiées cinq études distinctes impliquant le tabac comme cause de cancer pulmonaire. Celle

de Wynder et Graham fut la première, rapidement complétée par le travail scrupuleusement argumenté (et rigoureux sur le plan mathématique) de Doll et Hill. Au milieu de la décennie 1950, les vannes étaient ouvertes, et les preuves étaient solides, cohérentes, sans ambiguïté. Ces nouveaux travaux se distinguaient par la taille de leurs échantillons de population, l'attention plus minutieuse portée aux sources de biais potentielles et les efforts consentis (notamment chez Doll et Hill) pour quantifier la probabilité d'erreurs. Les épidémiologistes étaient en mesure de montrer que la corrélation entre le tabac et le risque de décès et de maladie n'était pas le fruit du hasard, ni d'un biais, ni d'une confusion. Et cette corrélation était assez marquée – surtout lorsqu'elle allait de pair avec des preuves issues de l'expérimentation animale – pour donner matière à des prémices de consensus. En documentant le risque de cancer du poumon, l'épidémiologie elle-même se transforma : en un sens intéressant, puisque l'épidémiologie moderne fut à la fois l'instrument qui permettait de prouver ce risque et la résultante de la preuve qu'elle apportait^{246}.

Des résultats faux mais rassurants

Il n'était cependant pas si facile de contraindre des organismes de souris à développer des cancers, surtout dans le tissu pulmonaire. Et, dans l'étrange hiérarchie des éléments probants disponibles entre les années 1940 et 1950, quantité de gens s'imaginaient que ce seraient les preuves expérimentales qui scelleraient le dossier d'accusation contre la cigarette. On pouvait organiser des expériences où des badigeonnages répétés généraient des tumeurs sur les souris, mais lorsqu'on s'essayait à des méthodes plus « réalistes », en reproduisant plus étroitement le comportement du fumeur, les résultats n'étaient souvent guère concluants.

L'expérience de ce type la plus « réussie », du point de vue de

l'industrie du tabac, fut celle conduite par Egon Lorenz, biophysicien du National Health Service qui commença à travailler avec l'American Tobacco Company en 1940 pour tester l'éventualité que de la fumée puisse être la cause de tumeurs pulmonaires chez les souris. À la fin de 1941 et au début de 1942, avec ses collègues du National Cancer Institute (NCI) [Institut national du cancer], Lorenz contraignit un groupe de souris à respirer de la fumée de tabac. Un groupe de 97 souris (souche A) fut exposé à de la fumée plusieurs heures par jour sur une durée allant jusqu'à un an, durant lequel un demi-gramme de goudron se déposa dans les poumons de chaque spécimen. Le groupe témoin de 97 souris fut exempt de toute exposition. L'équipe constata que les spécimens contraints d'inhaler de la fumée n'étaient pas plus susceptibles de développer des tumeurs pulmonaires que les individus témoins. C'était une excellente nouvelle pour l'industrie qui, dans sa correspondance publique, fut prompte à utiliser les « expériences rassurantes du professeur Lorenz ». Les compagnies de tabac veillèrent aussi à ce que ces résultats reçoivent largement l'attention des médias populaires. L'échec de cette unique série d'expériences fut traité comme une sorte d'heureux événement et allait servir pendant les décennies suivantes à réfuter les preuves d'un lien cigarette-cancer^[247].

Pourquoi les expériences d'inhalation de Lorenz se sont-elles soldées par un échec ? Chez les humains, les pathologies pulmonaires malignes connaissent souvent une gestation de vingt, trente, quarante ans et même davantage, soit une latence bien plus longue que la vie d'une souris ordinaire. Des rongeurs ayant une prédisposition au développement de ces tumeurs ont souvent été utilisés dans de telles expériences – comme celle de Lorenz –, mais, même ainsi, il était difficile de maîtriser les doses qui, chez les humains, sont contrôlées par le sujet ; les gens *cherchent* à fumer. Or, quelle quantité de fumée pénètre réellement dans les poumons des animaux soumis à ces expériences ? Ce n'est jamais facile à dire (les souris de Lorenz ne « fument » pas vraiment, elles trottent simplement en

tous sens à l'intérieur de cages remplies de fumée). Le dosage se révélait en effet une question essentielle : trop bas, le seuil de détection du cancer n'était pas atteint ; trop haut, les animaux mouraient. Il apparaissait aussi que les rongeurs possédaient d'excellents mécanismes de défense contre la poussière et la suie qui s'accumulent dans leurs poumons, conséquence évolutive de leur existence au ras du sol. Car les souris sont équipées de cornets nasaux qui refoulent efficacement la poussière et autres corps étrangers de leurs poumons (la chose serait établie dans les années 1960) ^[248].

Beaucoup des premières tentatives pour déclencher des cancers du poumon chez des animaux de laboratoire ont échoué pour cette raison – mais pas toutes. Aux Pays-Bas, en 1955, Otto Mühlbock rendit compte d'expériences où des souris exposées à la fumée contractaient bel et bien des tumeurs pulmonaires – suscitant au sein de l'industrie du tabac américaine la crainte que cela ne devînt « un matériel idéal pour [leurs] adversaires » ^[249]. Rédigé en néerlandais, le travail de Mühlbock ne fit pas autant de bruit qu'il aurait pu. Et l'expérience était assez curieuse, dans la mesure où les chercheurs administraient la fumée en la faisant simplement souffler par un humain dans les cages des rongeurs – un mode d'administration probablement difficile à reproduire au jour le jour. Tout cela était sans grande conséquence, car le danger était plus ou moins cerné depuis les expériences de badigeonnage de goudrons sur des souris, les premiers pas de l'épidémiologie et la découverte de benzopyrène dans la fumée du tabac. Cela nous conduit au travail d'un héros méconnu de l'histoire de la carcinogenèse expérimentale, un Argentin qui dirigea le plus grand institut de cancérologie d'Amérique du Sud et qui provoqua, lui, d'effrayantes tumeurs cancéreuses sur les tissus des oreilles de lapin en les enduisant de goudron de tabac.

Les avancées de Roffo et la réaction nazie

« Le tabac provoque le cancer ; là-dessus, il n'y a aucun doute. »

Angel H. ROFFO, 1936.

L'Argentin Angel Honorio Roffò (1882-1947) a été le premier à démontrer de façon convaincante que les goudrons extraits de la fumée de tabac pouvaient causer des tumeurs chez des animaux de laboratoire. En qualité de fondateur et directeur de l'Instituto de Medicina Experimental para el Estudio y Tratamiento del Cancer [Institut de médecine expérimentale pour l'étude et le traitement du cancer] de Buenos Aires (créé en 1922), il était en mesure d'examiner et de traiter une vaste population de patients. À leur contact, dès la fin des années 1920, il apprit que le fait de fumer provoquait de nombreux types de cancers⁽²⁵⁰⁾. Il consacra la décennie suivante et le début des années 1940 à publier une série d'articles ambitieux, associant un raisonnement clinique, expérimental et statistique au sentiment affirmé que nombre des cancers les plus courants pouvaient être évités. Il montrait que les cancers situés tout le long du « chemin du tabac » (lèvres, langue, gorge, joue, bronches, etc.) étaient certainement causés par l'exposition aux goudrons libérés lors de la combustion. Il soulignait aussi qu'une grande quantité des souffrances humaines pouvaient être évitées si l'on cessait de fumer.

Le travail de Roffò est intéressant pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, il soutint le recours à des expérimentations animales pour enquêter sur la cancérogenèse du tabac – comme si le phénomène était

déjà étayé par les observations cliniques. En 1931, écrivant dans le *Zeitschrift für Krebsforschung* [Revue de la recherche sur le cancer] (l'essentiel de son travail fut publié en allemand), il nota que, s'il existait des cas où le tabac était manifestement responsable de certaines affections malignes (d'après des observations cliniques), il était néanmoins utile de recréer le phénomène grâce à des expérimentations animales. Raisonnant par analogie, à partir des cancers provoqués par les goudrons de houille, il soutint que le cancer devait être causé par les hydrocarbures polycycliques aromatiques présents dans la fumée, et non par les composants inorganiques ou par l'alcaloïde qu'est la nicotine. Pour tester cette hypothèse, il distilla la fumée du tabac en trois produits, dont il enduisit les oreilles de trois groupes de dix lapins chacun. Il constata ainsi que les parties enduites de goudron développaient des cancers, mais qu'il n'en résultait aucun lorsqu'il appliquait de la nicotine seule, et ce quelle que soit la durée d'exposition. Il en était de même (aucun effet constaté) avec les divers composants inorganiques qu'il avait isolés dans la fumée – des sels comme le chlorure d'ammonium ou des gaz comme le monoxyde et le dioxyde de carbone^[251]. Ses images très crues, colorisées, d'oreilles de lapins criblées de tumeurs dues aux goudrons de tabac firent sensation (*cf.* illustration 23) et furent souvent reprises par les contempteurs de l'industrie – et dénigrées par ses défenseurs.

Courage à Buenos Aires

Au cours des dix années qui suivirent, Roffò procéda à des examens similaires en recourant à diverses méthodes de préparation d'extraits de fumée de tabac, à différentes fractions chimiques de ces extraits et différentes espèces d'animaux pour les tests. Il semble n'avoir jamais douté du rôle de la feuille d'or et, vers la fin de sa carrière, il fut en mesure d'affirmer, en se fondant sur ses propres publications (qui se

chiffraient par centaines), que le tabac était la cause dominante du cancer du poumon, que le goudron était le principal coupable et que les hydrocarbures polycycliques aromatiques étaient les principaux agents cancérigènes. Parmi eux, il y avait le 1,2-benzopyrène, un hydrocarbure aromatique à cinq cycles que Roffo fut le premier à identifier dans la fumée de tabac (sur la base de signatures spectrographiques)^[252]. Il conclut aussi que le tabac blond était plus dangereux que le tabac brun – parce qu'il générait des quantités de goudron supérieures – et que les plus toxiques étaient les mélanges turcs, égyptiens et kentuckiens. (C'est là une erreur intéressante : les goudrons des tabacs bruns contiennent souvent davantage de carcinogènes, mais les tabacs blonds, plus « doux », dégagent une fumée plus inhalable et finissent donc par causer davantage de cancers.) Enfin, et c'est le plus important, il montra qu'on pouvait faire apparaître des tumeurs malignes chez des animaux de laboratoire même en utilisant du tabac dénicotinisé, ce qui signifiait là encore que c'était le goudron et non la nicotine qui causait tous ces cancers. Or, dans la fumée du tabac, le goudron n'était pas un composant insignifiant : Roffo calcula que les fumeurs pouvaient inhaler jusqu'à 4 kg de goudron en dix ans de consommation^[253]. Cela équivalait à peu près à 4 l de cette substance noire et visqueuse.

Dans son institut de Buenos Aires, Roffo avait accès à un vaste réservoir de patients cancéreux et s'en servit pour explorer les causes de la maladie sur une base statistique. En 1934, il décrivit la présence, chez 302 malades du cancer de la peau sur 500, d'excroissances malignes sur le nez, partie du corps la plus directement exposée au soleil, et en conclut que les radiations solaires devaient en être responsables. Les différences entre les sexes l'aiderent à incriminer le tabac : comment expliquer autrement le fait que les hommes développaient bien plus que les femmes des cancers de la lèvre, de la langue, des gencives et des joues, alors que le cancer de l'estomac était assez équitablement réparti entre les deux sexes ? Hommes et femmes consommaient à peu près les mêmes

aliments, qu'est-ce qui pouvait donc susciter de tels écarts ? Le fait de fumer était alors beaucoup plus répandu chez les hommes, et Roffo en tira la conclusion qui s'imposait. L'écart entre les sexes était particulièrement évident dans les cas de cancers de la gorge et du larynx : au moins 5 % de malades de sexe masculin en étaient atteints pour seulement 0,04 % de malades de sexe féminin, soit trois cas sur les 7 000 femmes suivies dans sa clinique et présentant des évolutions malignes – et ces trois femmes étaient fumeuses. Un schéma similaire s'appliquait aux cancers du poumon. Une preuve convaincante pour Roffo dont le langage était instructif : il affirma que ces schémas étaient assez nets pour revêtir une « valeur quasi expérimentale »^[254].

Cependant, tout le monde n'était pas convaincu par ses études. Tel Ernest Kennaway qui, en Angleterre, avait joué un rôle précurseur dans les techniques d'expérimentation animale pour la reproduction des cancers d'origine professionnelle (notamment ceux résultant de l'exposition à des substances pétrochimiques). Il craignait que Roffo n'ait brûlé son tabac à trop haute température pour que l'expérience soit réaliste. Ce même grief apparut dans maints comptes rendus ultérieurs de l'histoire sanitaire du tabac : ainsi, dans un article de 2001, Sir Richard Doll déclara que les expériences de l'Argentin « n'auraient pas dû être citées comme preuve biologique de la plausibilité d'un lien de causalité », car « la température à laquelle il brûlait son tabac était plus élevée que celle d'une combustion normale »^[255]. (L'objection de Doll n'était pas entièrement justifiée : Roffo déclenchait des cancers en utilisant toute une variété de goudrons de tabac, y compris des fractions issues de combustions à des températures proches de celles qu'obtient le fumeur – nous y reviendrons plus loin.) Les méthodes de détection de Roffo furent aussi soumises à examen. Il avait utilisé la spectroscopie à fluorescence pour ses hydrocarbures aromatiques polycycliques, et certains critiques jugèrent cette méthode trop grossière pour individualiser les composés.

Mais quelles que soient les objections qu'on pourrait aujourd'hui lui

adresser, nous devons reconnaître que, d'un point de vue strictement historique, Roffò constitua une force avec laquelle il fallut désormais compter – et tel fut le jugement de ses contemporains. En 1943, Eberhard Schairer et Erich Schöniger citèrent ses expériences comme preuve de la cancérogénicité du goudron de tabac, suivis en cela par Franz Hermann Müller en 1939 et Fritz Lickint dans son magistral *Tabak und Organismus* [Tabac et organisme]. Roffò fut l'inspirateur du fameux article de Leonard Engel, « Cigarettes Cause Cancer ? » [Les cigarettes provoquent-elles le cancer ?], paru en 1946 dans un numéro de *Reader's Scope*, et il occupa une place décisive dans l'article d'Edwin J. Grace pour l'*American Journal of Surgery* [Revue américaine de chirurgie] en 1943, où sa découverte de la présence de benzopyrène dans la fumée de cigarette fut mise en avant⁽²⁵⁶⁾. Dans la quatrième édition de son manuel de 1940, *Neoplastic Diseases* [Maladies néoplasiques], qui faisait autorité, James Ewing consacra plusieurs paragraphes admiratifs à l'œuvre de Roffò, tout comme Steinhaus et Grunderman dans leur brochure de 1942, *Tobacco and Health* [Tabac et santé]. Enfin, son pays natal lui a aussi rendu hommage : aujourd'hui, son nom est inscrit au fronton de l'institut de cancérologie le plus éminent d'Argentine, l'Instituto de Oncología Angel H. Roffò de Buenos Aires.

Les fabricants de tabac américains le prirent eux aussi au sérieux. En 1950, Hiram N. Hanmer, directeur de la recherche d'American Tobacco Company, mentionnait dans une note à son président (« Relation prétendue entre cigarette et carcinome bronchique ») que Roffò était le « principal représentant de la théorie établissant une relation de causalité entre le tabac et le cancer des organes respiratoires ». Il évoquait la « reprise » de l'avis de Roffò par Edwin J. Grace et concédait que des sommités de la cancérologie étaient « encore récemment » en désaccord avec le professeur de Buenos Aires. Chez Reynolds, Claude Teague, qui n'était encore qu'un jeune chimiste, ne cita pas moins de neuf études de Roffò dans son « Survey of Cancer Research » de 1953 (« Enquête sur

les recherches contre le cancer », à laquelle nous consacrons le chapitre suivant). Il rapportait son travail sur l'identification du « benzopyrène, au sein du goudron qui se forme lors de la pyrolyse du tabac », et ses observations sur ce composé qui se révélait « fortement cancérigène dans les tests sur animaux ». Plus tard, les avocats de l'industrie du tabac allaient devoir se défendre contre des accusations selon lesquelles ils avaient dû être informés de ces dangers, principalement grâce au travail de Roffo, et auraient donc dû en avertir le public avant même les années 1950. En 1990, le cabinet Jones, Day, Reavis & Pogue exprima sa crainte que « les plaignants ne se concentrent tout particulièrement sur ces premiers travaux pour laisser entendre que des avertissements auraient dû être émis dès les années 1940 »⁽²⁵⁷⁾.

Le monde du tabac surveillait en fait de près le Sud-Américain depuis sa première publication sur le sujet, au début des années 1930. C'est en réagissant aux travaux de ce praticien sur le terrain des relations publiques que le secteur fut amené à prendre en compte pour la première fois l'association entre la cigarette et un éventuel risque de cancer. Dans les années 1930 et 1940, beaucoup de gens écrivirent aux compagnies pour savoir si la démonstration de ce professeur était fiable. Les compagnies répondaient souvent, et par l'entremise de leurs responsables de la recherche. Le 11 mai 1939, par exemple, Hiram R. Hanmer (American Tobacco) se plaignait auprès d'un scientifique qui avait écrit à la compagnie : « Nous suivons les travaux de Roffo depuis un certain temps, et j'estime très regrettable qu'une affirmation comme la sienne soit aussi largement reprise. » L'« adhésion généralisée » à des allégations comme celles de Roffo cantonnait la littérature sur le tabac dans « une situation d'obscurantisme » et Hanmer rassurait son correspondant en évoquant « une abondance de preuves que l'usage du tabac n'[était] en rien associé à la fréquence des cancers ». Il espérait aussi que, « par la suite, toutes les preuves relatives aux effets du tabac sur la santé, tant à charge qu'à décharge, [seraient] présentées au public de manière

absolument neutre », ce qui soulagerait l'industrie d'une « bonne part de ces infamies »^[258].

Il est regrettable qu'on ne possède pas encore de bonne biographie d'Angel Roffò. Il nous faudrait en savoir davantage sur ses premiers travaux des années 1920 et sur la perception que les chercheurs, dans son Argentine natale, avaient de ses expériences. En savoir davantage aussi sur la manière dont il découvrit que le tabac était cause de cancer et pourquoi il sombra plus ou moins dans l'oubli, éclipsé par la démonstration (plus solide) de Wynder et consorts sur la carcinogenèse expérimentale (1953). L'Argentine était-elle tout simplement trop lointaine ? Le fossé de la langue dressait-il un obstacle ? Ses liens avec l'Allemagne suffirent-ils à le salir ? Et dans quelle mesure les jalousies professionnelles et les manœuvres diffamatoires des entreprises ont-elles contribué à cette négligence ?

Une explication partielle tiendrait à la manière dont la recherche postérieure à la Seconde Guerre mondiale s'est distanciée de celle réalisée par les générations antérieures, peut-être pour mettre en avant la nouveauté des démarches entreprises dans les années 1950, pourtant souvent pas si neuves. Dans leur article de 1953, qui a exercé une si grande influence, Ernest Wynder, Everts Graham et Adele Croninger regrettaient que certains des chercheurs qui les avaient précédés aient mené leurs expériences « sur une période de temps trop brève ou avec trop peu d'animaux, pour être jugées significatives ». Wynder et ses collègues mentionnaient les expériences de Roffò sur les lapins en passant, et en omettant de relever que certaines s'étaient prolongées sur trois années, une durée qu'on ne peut guère juger « trop brève [...] pour être jugée significative ». Otto Schürch et Alfred Winterstein, chercheurs européens réputés, étaient également ignorés, bien que certaines de leurs expériences aient été conduites sur plus de six cents jours. Wynder, Graham et Croninger usèrent de groupes témoins plus sophistiqués et d'échantillons plus vastes, mais on ne saurait considérer leurs travaux

comme révolutionnaires. Ils se situaient à l'apogée d'une tradition de la recherche plutôt qu'au début d'une ère nouvelle^[259].

Consensus au sein du III^e Reich ?

L'un des aspects remarquables de l'histoire de Roffo est l'accueil favorable que lui réserva l'Allemagne nazie. Le régime hitlérien avait déployé la campagne anticancer la plus virulente qui fût, adossée à des méthodes médicales sophistiquées et à un appareil politique avide d'éliminer les menaces pesant sur le corps politique germanique. Les Allemands furent alors les premiers à montrer que l'amiante était une cause de mésothéliome, que les colorants alimentaires pouvaient provoquer le cancer et que l'acte de fumer était une cause confirmée de tumeurs pulmonaires. La science médicale allemande de l'époque était la plus avancée – et la plus meurtrière – au monde, mais l'idéologie politique joua aussi son rôle.

L'élément crucial ici, c'est que le nazisme était une idéologie de la pureté raciale : le corps était confronté à une multitude de menaces, réelles ou imaginaires, du pain blanc aux colorants alimentaires et aux rayons X ou à la mixité raciale. Les dirigeants du parti nazi redoutaient que le tabac ne sape lui aussi la force du peuple allemand, n'affaiblisse sa résolution, ne le soumette à une allégeance extérieure alors que le corps de chaque Allemand était censé appartenir au Führer. La santé était une obligation morale, la maladie une forme de trahison. Ainsi le nazisme encourageait-il l'identification et l'élimination des « menaces » pesant sur le corps *völkisch* (populaire) germanique.

La question du cancer se politisa dès les années 1930 et 1940. Les preuves médicales s'orientaient déjà vers le tabac et les autorités médicales allemandes admettaient la nécessité d'agir. Mais existait-il un consensus au sein de la communauté scientifique ou de l'opinion publique

sur le fait que le tabac présente des risques réels et substantiels ? Des publications de la période nous laissent cette impression, bien qu'il y eût encore des sceptiques, tout comme il y en aurait dans les années 1950 après la publication de travaux anglo-américains. Ce qui est intéressant, s'agissant du cas allemand, c'est que le consensus était plus fort aux plus hauts niveaux de la hiérarchie médico-politique. Le médecin le plus puissant du pays – le Reichsgesundheitsführer [chef des services de santé du Reich] Leonardo Conti – en était convaincu, tout comme l'étaient Hans Reiter, président du Reichsgesundheitsamts [Office de la santé du Reich], ou Karl Astel, président de l'université d'Iéna et responsable des affaires sanitaires de l'État de Thuringe.

Hans Reiter était le haut fonctionnaire de la santé publique le plus puissant du régime. En 1941, lors de son discours d'ouverture du Wissenschaftliches Institut zur Erforschung der Tabakgefahren [Institut de recherche sur les dangers du tabac], à l'université d'Iéna, il demanda : « Le tabac n'est-il nuisible que dans l'imagination de quelques fanatiques, ou disposons-nous de preuves suffisamment avérées pour considérer que sa nocivité est démontrée ? » Reiter désigna la nicotine et le monoxyde de carbone comme des poisons reconnus présents dans la fumée de tabac, mais, souligna-t-il aussi, fumer des cigarettes dénuées de nicotine était nocif. (En réaction à l'indignation des antitabac, l'industrie du pays avait poussé à la commercialisation de cigarettes « sans nicotine », en les proposant comme une solution de rechange « légère » aux cigarettes ordinaires. Une « bière légère » à faible degré d'alcool, ou *Leichtbier*, fut aussi mise au point et lancée sur le marché durant cette période.) Reiter poursuivit son discours en déclinant les méfaits du tabagisme : fumer provoquait un rétrécissement des artères, conduisant à des accidents vasculaires et à des gangrènes des extrémités, endommageaient les vaisseaux sanguins qui alimentent le cerveau. Des travaux universitaires attestaient que l'angine de poitrine était souvent due au tabagisme, d'où la coutume médicale française de parler d'« angine du tabac ». Les lésions

du système respiratoire n'étaient pas moins courantes, entraînant un catarrhe pulmonaire chronique, ainsi que l'asthme et l'emphysème, maladies aux occurrences disproportionnées chez les « inhaleurs » de la trentaine et la quarantaine. La perte de mémoire, les temps de réaction ralentis, le vieillissement prématuré, les rides de la peau, les cheveux gris, les ulcères, la cécité et le diabète... tous avaient été reliés au tabagisme. En outre, les différents modes de consommation du tabac provoquaient différents types de tumeurs. On trouvait des cancers de la lèvre presque uniquement chez les fumeurs de pipe, tandis que le tabac à mâcher était une « cause certaine » de tumeurs des gencives et de la joue. Reiter remarquait aussi que « des observations minutieuses de cas individuels » avaient permis de relier la consommation de tabac à la survenue de cancers du poumon^{260}.

Reiter admettait que les individus puissent présenter une prédisposition probablement variable à de telles maladies ; il soulignait aussi la nécessité d'accroître les recherches pour approfondir leur compréhension de ce phénomène, d'où le besoin d'institutions telles que ce nouvel institut de l'université d'Iéna. Le fait historique important, c'est que la plus puissante instance de la santé publique du III^e Reich était déjà convaincue, sur la base de montagnes de preuves, que fumer constituait une menace pour la santé humaine. Reiter citait le travail du biostatisticien américain Raymond Pearl qui, en 1938, avait montré que les fumeurs présentaient des taux de mortalité deux fois supérieurs à ceux des non-fumeurs dès la trentaine ou la quarantaine. Il citait aussi des études attestant que le taux de monoxyde de carbone dans le sang augmentait d'à peu près 0,5 % à dix ou même vingt fois ce niveau. Il insistait ensuite sur la menace que le tabagisme faisait peser sur l'efficacité des militaires en raison des dommages causés au muscle cardiaque, par exemple, et sur la diminution de l'aptitude des pilotes à résister aux rigueurs des vols de haute altitude. Des expériences pratiquées sur des souris, des poissons, des lapins et des cochons d'Inde avaient montré les effets délétères du tabac au niveau cellulaire, et Reiter

en concluait que si des animaux comme ceux-ci pouvaient souffrir de lésions, pourquoi n'eût-on pas dû supposer qu'il en était de même pour les humains ?

Le discours de Leonardo Conti devant ce même congrès d'Iéna en 1941 révèle une reconnaissance sans ambiguïté du pouvoir mortel du tabac. Conti y salue la création de cet institut comme un « changement fondamental dans la manière d'aborder la santé publique », signe que la priorité accordée jusque-là aux maladies infectieuses comme la peste ou la variole se déplaçait vers les maladies chroniques comme celles que provoquent les menaces pesant sur l'air qu'on respire et l'eau et la nourriture qu'on consomme. Le tabac figurait en tête de ces menaces, et « aucune personne raisonnable » ne pouvait en nier l'évidence. Les non-fumeurs le ressentaient quand ils étaient exposés à la fumée et les fumeurs s'en apercevaient quand ils essayaient de s'arrêter. Conti relevait que, si Astel et Reiter comme lui-même étaient « absolument convaincus » de ce danger, il était facile de se laisser abuser par des histoires de fumeurs vivant jusqu'à un âge très avancé. Conti évoquait nombre de résultats similaires à ceux mentionnés par Reiter, le rétrécissement des artères, entre autres, et s'attaquait violemment au cancer : « Il ne peut plus y avoir de doute : le carcinome du larynx, le cancer de l'œsophage et les cancers des voies aériennes ont tous été liés aux effets irritants de la fumée. Des découvertes statistiques l'ont clairement confirmé et d'une manière impossible à remettre en cause. Les maladies du cœur ont aussi été reliées au tabac. Ce sont des certitudes, voilà l'état actuel des choses »^[261]. Conti soulignait aussi que ces « certitudes » n'étaient pas aussi largement connues qu'elles auraient dû l'être et que les progrès de la lutte contre le tabac avaient été freinés par son pouvoir d'accoutumance. Beaucoup de fumeurs n'étaient même pas capables d'assister de bout en bout à une réunion sans souffrir des spasmes du sevrage, et n'étaient donc pas à cet égard si différents des opiomanes.

Les remarques de Reiter et Conti représentent de brefs commentaires

sur fond de travaux empiriques bien plus vastes. Le monumental *Tabak und Organismus* de Lickint, paru en 1939, citait plus de 7 000 références sur 1 200 pages, et les autorités médicales allemandes s'appuyaient sur des travaux comme celui-là quand elles procédaient à ces évaluations sommaires. Je souligne ce fait parce qu'on entend souvent dire que ce fut d'abord en Grande-Bretagne et aux États-Unis, dans les années 1950, que la gravité de la menace fut médicalement établie. C'est tout simplement faux. Il est vrai qu'après la guerre les Britanniques et les Américains ont apporté des preuves plus nettes, ainsi que de nouveaux moyens de mesurer et de documenter le danger du tabagisme. Il est aussi vrai que tout cela constitua une nouveauté pour beaucoup, et avec le recul historique c'en est encore une aujourd'hui. Le premier consensus médical autour de cette menace se dessina en Allemagne au début des années 1940. Ce consensus était certes conforté par les sentiments des nazis et se délita après la guerre, mais cela ne signifie pas qu'il n'ait jamais existé.

Amnésie politique

Une partie de notre difficulté à bien évaluer la portée de cette histoire, hormis le fait que peu de chercheurs sont remontés aux textes allemands d'origine, réside dans notre présomption en faveur d'une nature cumulative de la science^{193}. Nous nous plaisons à penser que la connaissance scientifique croît régulièrement avec le temps, que le progrès n'est jamais entaché de régression et que rien, dans l'entrepôt du savoir humain, ne se perd jamais. Vue sous cet angle, l'histoire de la science s'apparenterait à un cerveau immortel et gigantesque, doté d'une mémoire parfaite. Une autre image, celle d'un arbre qui se débarrasserait de branches entières quand elles n'atteignent plus la lumière, serait plus adéquate. L'essentiel de tout ce qui a pu être connu a été oublié. Oublier

est également crucial pour le progrès scientifique, mais tout ce qui est oublié ne l'est pas forcément pour de bonnes raisons, en science comme dans la vie. S'agissant de la recherche à l'époque nazie, la chose se complique : confrontés à une sorte de culpabilité par association, nous avons jeté le bon grain avec l'ivraie et, dans une certaine mesure, pour de bonnes raisons. L'ignoble souillure du nazisme ayant entaché l'essentiel de ces travaux, il est difficile d'y rendre hommage, de les réutiliser ou même de se les rappeler.

Mais il y a une autre raison capitale : la plupart de ces chercheurs et militants antitabac n'ont pas survécu à la Seconde Guerre mondiale. Franz H. Müller disparut durant le conflit, il est peut-être mort au combat. Leonardo Conti se suicida alors qu'il attendait de comparaître devant un tribunal pour crimes de guerre, et le gauleiter Fritz Sauckel, auteur de la proposition envoyée à Hitler de créer le tout premier institut de lutte contre les dangers du tabac, fut pendu le 16 octobre 1946, après sa condamnation à mort par le Tribunal de Nüremberg – il fut le grand maître d'œuvre du système de travail forcé du régime nazi. Hans Reiter survécut à la guerre, mais finit son existence dans une relative obscurité. (Son nom subsista sous la forme du « syndrome de Reiter », une polyarthrite qui conjoint urétrite, arthrite et conjonctivite, et que les rhumatologues tentèrent de débaptiser récemment, après la révélation du passé nazi de Reiter^[262].) Enfin, l'adversaire du tabac le plus virulent qui ait jamais gouverné une nation au XX^e siècle, Adolf Hitler, s'est suicidé au cours des dernières semaines de la guerre.

Le cas de Karl Astel est des plus révélateurs. Astel avait été nommé à la tête de l'Institut d'Iéna en récompense de son long soutien au fascisme allemand et à la science hostile au tabac. C'était un fanatique, à la fois antisémite et antitabac (ainsi qu'un officier SS de haut rang), et, en tant que président de l'université d'Iéna, il imposa l'interdiction de fumer dans la faculté (entrée en vigueur le 1^{er} mai 1941) et acquit là-bas une certaine notoriété en arrachant les cigarettes des lèvres des étudiants qui fumaient.

Dans son discours fondateur de ce nouvel institut, il énuméra les cinq raisons justifiant de s'opposer à ce que les gens fument : (1) le tabac dégrade la santé du fumeur, il écourte son espérance de vie ; (2) les dépenses en tabac représentent 4 milliards de Reichsmark par an, en 1941 (un argent que le peuple aurait mieux fait de consacrer à des entreprises plus fécondes) ; (3) le tabac s'est approprié des terres agricoles de première qualité qui auraient pu être dédiées à des cultures plus utiles, comme celles de l'abricot ou de la cerise ; (4) le tabac confine à l'abomination esthétique, souillant le sol de mégots mais aussi d'allumettes et de paquets vides (il proposa des cendriers portatifs, idée que l'industrie ne prendrait au sérieux qu'un demi-siècle plus tard) ; (5) c'est un échec sur le plan de l'éthique, dans la mesure où les gens ne comprennent pas à quel point leurs actes affectent les autres ou le bien-être de la collectivité. En résumé, fumer était sale, antipatriotique et meurtrier. Astel savait que la cigarette tuait un grand nombre d'individus ; de fait, c'est dans son institut qu'on effectua la démonstration épidémiologique la plus élaborée au monde du lien avec le cancer du poumon^[263].

En mêlant ainsi rhétorique nazie et science antitabac, le personnage n'était guère surprenant. Au début des années 1940, le nazisme était plus ou moins le langage du mouvement allemand antitabac. Fumer était une violation de l'éthique national-socialiste, du « devoir d'être en bonne santé » et (par là même) de servir la nation et son Führer. Ce genre de phraséologie contribua à légitimer le mouvement antitabac et, en ce sens, aida à maintenir le consensus. Autre aspect déterminant, l'aversion de Hitler pour cette herbe maléfique qu'il qualifiait de « vengeance de l'Homme rouge contre les Blancs, de revanche contre ceux qui lui avaient apporté l'eau-de-vie ». Le Führer prétendait que le nazisme n'aurait peut-être jamais triomphé s'il n'avait pas *personnellement* arrêté de fumer (en 1919). Il finit aussi par regretter d'avoir autorisé ses troupes à fumer, de crainte que cela n'ait compromis leur puissance de combat. Hitler soutint

l'Institut d'Iéna qui fut créé grâce à un don de 100 000 Reichsmark de la chancellerie du Reich. Dans un télégramme lu à l'assistance lors de la cérémonie d'ouverture, il promit d'aider à libérer l'Allemagne d'« un des poisons les plus dangereux qui soient pour l'homme^[264] ».

Le tabac contre-attaque

Le discours d'Astel était pétri d'une rhétorique très moralisante – de son point de vue, l'usage du tabac contribuait à la criminalité et à la « culture du bordel » –, mais là encore cela ne signifie pas que d'autres et lui-même n'aient pas été convaincus de dommages réels empiriquement établis. Dans l'historiographie du tabac, on constate une tendance curieuse, en partie encouragée par l'industrie : les premières critiques à son encontre sont considérées soit comme moralisatrices, soit comme fondées sur des preuves, comme si les deux s'excluaient mutuellement. Pourtant, nombre des tout premiers fanatiques antitabac fondaient leur colère sur des preuves solides.

Les acteurs allemands du secteur entendaient toutefois se servir de la rhétorique nazie pour défendre la cigarette. Les fabricants de cigarettes étaient fiers que leur produit ait été officiellement déclaré « capital pour la guerre » et promurent la cigarette au rang d'élément crucial pour la « paix victorieuse de notre mère patrie ». Ils vendaient un produit « patriotique » et taxaient ses détracteurs de fanatisme suspect. Le dénigrement était courant : ils décochaient leurs traits contre les « fanatiques antitabac » et les *Muradisten*, une référence au sultan de l'Empire ottoman Mourad IV, dont on disait qu'il traversa la Turquie en faisant décapiter quiconque avait violé son interdiction draconienne du tabac. Les critiques du tabac étaient tenus pour « français », ou en tout cas pour étrangers à l'esprit du régime nazi. Les fabricants accusaient leurs contempteurs d'être antipatriotiques ou pis, liés d'une certaine manière aux juifs ou atteints

d'une psychopathologie prohibitionniste^[265] (cf. illustration 24).

Les magnats du tabac s'appliquaient aussi à conquérir une sorte de position scientifique dominante en créant des revues, des organismes de recherche et des académies à caractère honorifique dédiés à la glorification du tabac. À Forchheim, un Reichsanstalt für Tabakforschung (Institut du Reich pour la recherche sur le tabac), favorable à l'industrie, avait été fondé dans les années 1920, ainsi que deux éminentes revues professionnelles consacrées au secteur, le *Deutsche Tabakzeitung* [Journal du tabac allemand] et le *Süddeutsche Zeitung*. Les craintes sanitaires des nazis poussèrent à la création, en 1937, d'une nouvelle revue consacrée principalement à la défense de la feuille d'or : *Der Tabak*, rebaptisée *Chronica Nicotiana* en 1940, qui aspirait en quelque sorte à devenir « la revue mondiale du tabac ». Une Internationalen Tabakwissenschaftlichen Gesellschaft [Association internationale pour la recherche scientifique sur le tabac] vit aussi le jour à Brême en 1938, afin de coordonner la contre-attaque du secteur, notamment par le sponsoring d'un congrès international sur le tabac et d'un prix annuel pour le progrès des recherches sur le tabac. *Chronica Nicotiana* publia une série à peu près infinie d'articles témoignant de la glorieuse histoire du tabac, de nouvelles du front liées à la cigarette, ainsi que des chroniques prévisibles sur le ridicule des « fanatiques antitabac ». Tout l'objectif était d'asseoir la légitimité du produit dans la société allemande en parant ses fabricants de l'autorité de la science exacte, d'une tradition vénérable, d'une forme d'indispensabilité économique et d'un prestige international. Une précision sur ce dernier point : *Chronica Nicotiana* fut surtout publiée en allemand, mais certains articles paraissaient aussi en anglais, en français et en néerlandais, et parfois même en russe (après le pacte germano-soviétique signé par Hitler et Staline en 1939). Cela aida l'industrie à se définir comme neutre et non partisane, et c'est peut-être pour cela que l'association s'attribua (en 1940) le titre latin emphatique d'*Academia Nicotiana Internationalis*^[266].

Les institutions de cette sorte permirent à l'industrie de se déclarer experte dans tous les domaines du tabac. Paul Koenig, directeur de l'Institut du Reich pour la recherche sur le tabac de Forchheim, prétendait que son organisme était le « lieu ressource » pour toutes les questions touchant au sujet, de la graine de la plante à la cigarette. Dans un discours de 1940, repris dans le *Deutsche Tabakzeitung*, Koenig se vantait du fait que « pratiquement toutes les disciplines scientifiques » étaient représentées dans son institut, de l'économie agricole aux technologies de reproduction et à la médecine, à l'histoire, à l'art, au droit, à la science politique et même à la théologie (car le fait de fumer avait censément ses origines dans le spiritualisme)⁽²⁶⁷⁾. Il n'était pas rare que les cigarettiers soutiennent que la « question du tabac » devait être laissée aux experts, comme en 1940 lorsque *Chronica Nicotiana* se plaignit de ce que « tout le monde semble s'estimer assez compétent pour juger de la question du tabac », et de ce que ceux qui en savaient le moins étaient aussi les plus bruyants. L'article relevait que la création récente d'un institut comparatif des biens de luxe, destiné à étudier le café, l'alcool, le tabac, le thé, le chocolat et autres *Genussmittel* (produits de luxe), tendait clairement à restituer à *nicotiana* une dimension de normalité et un attrait en la liant à d'autres plaisirs gustatifs.

L'industrie joua aussi la carte de la peur en mettant l'accent sur la dépendance de l'économie et de l'État allemands (taxes afférentes au tabac). Walther Funk, ministre de l'Économie du III^e Reich (et président de la Reichsbank), se porta garant pour l'industrie, tout comme Leonardo Conti se portait garant pour les détracteurs de cette dernière. (Au cours des décennies qui suivirent, cette dichotomie deviendrait un objet de tension caractéristique partout sur la planète : les ministres de la Santé auraient tendance à s'opposer au tabac, alors que les ministres des Finances n'en auraient apparemment jamais assez.) Les industriels allemands soulignaient le rôle vital du tabac dans l'armée et l'utilité de la nicotine en tant qu'insecticide. On nourrit même l'espoir que le plant de

tabac puisse un jour se révéler une source d'huiles de cuisine et de parfums. Voulant éviter de faire des vagues sur le plan politique, l'Association internationale pour la recherche scientifique sur le tabac plaça un buste du Führer en évidence dans ses bureaux de Brême^[268]. Et les fabricants de « cartes » (ou vignettes) à collectionner, insérées dans les paquets de cigarettes, attaquèrent la Grande-Bretagne, « État voleur », tout en faisant de la réclame pour Hitler, sauveur de l'Allemagne. Écoutons ici la voix de l'industrie allemande, telle qu'exprimée dans un album de cartes très populaire de l'année 1941 :

C'est dans chaque mot et chaque ordre du Führer, dans chaque action de l'armée allemande et dans la fermeté du peuple allemand que nous puisons notre détermination à mettre un terme victorieux à cette guerre que l'Angleterre nous a imposée. Cette victoire signifiera la chute de la ploutocratie britannique et la fin de l'exploitation du monde par l'Angleterre. Elle débouchera sur la victoire de l'idée socialiste et l'instauration d'un ordre juste en Europe et dans le monde entier^[269].

Pour aborder la question de la santé, on eut aussi recours à d'intelligentes astuces rhétoriques. « Non prouvé » : telle était l'accusation répétée sans relâche. Quand on apportait la preuve que fumer provoquait des lésions des dents, des gencives, du cœur ou des poumons, ou que la nicotine entraînait l'accoutumance, *Chronica Nicotiana* passait aussitôt à l'action en affirmant que c'était « non prouvé », niant même que fumer puisse produire du goudron. On établit aussi une distinction entre l'usage du tabac et son abus, en opposant un plaisir « modéré » (c'est-à-dire inoffensif) à un plaisir « excessif ». On formula une distinction entre tabacs de « basse qualité » et de « haute qualité » ; les qualités inférieures pouvaient être mauvaises pour la santé (à ce que prétendait l'industrie allemande), mais les produits de qualité supérieure étaient irréprochables. On ne niait pas toute nocivité : les fabricants allemands adoptèrent la

position intéressante selon laquelle inhaler la fumée de tabac n'était guère conseillé, et l'un des principaux défenseurs du secteur jugeait que c'était de la « folie » d'inhaler la fumée de « vingt, trente cigarettes par jour ou plus ». Les Allemands ne consommaient pas encore de gros volumes de tabac séché à l'air chaud, il n'y avait donc pas encore beaucoup d'incitation, ou de nécessité, à promouvoir son inhalation. On dissuadait aussi les athlètes et les femmes enceintes de fumer, ainsi que les individus présentant certaines affections. Mais pour le commun des mortels, le discours était le suivant : relaxez-vous et prenez donc une cigarette⁽²⁷⁰⁾ !

Quant au cancer, l'adjectif le plus approprié pour caractériser la position de l'industrie serait hautaine, avec cette manière qu'elle a de se gausser de la nature éminemment « politique » ou « littéraire » de toutes les preuves. Les militants antitabac jouaient à des « jeux statistiques » et bafouaient la pondération censée irriguer le véritable esprit des sciences exactes. Selon un article paru en 1941 dans le principal hebdomadaire allemand du tabac, le cancer n'était qu'une pure supercherie échafaudée par des fanatiques cherchant de nouveaux moyens d'instiller la peur :

Selon nos contemporains antitabac, tout ce que ce monde a de terrible, de nocif et de maléfique dérive du tabac. Pourquoi ne pas y inclure les maladies ? La gorge irritée qui va de pair avec la toux du matin [...] n'intéresse plus nos contempteurs du tabac, alors que c'est sans doute le seul mal dont il est établi qu'il est provoqué par le fait de fumer. Mais une gorge irritée par la toux ne peut servir aucun objectif utile de propagande : c'est trop inoffensif. Il faut quelque chose de plus effrayant ! Le cancer, telle est la réponse à laquelle ils sont arrivés, après avoir essayé deux ou trois autres maladies, comme la tuberculose.

L'œuvre de Roffò faisait tout particulièrement l'objet de critiques :

Les recherches du professeur Roffò, directeur de l'Institut national

argentin du cancer, figurent en bonne place parmi les preuves de la responsabilité du tabac dans les causes de cancer. Le professeur est la personnalité la plus éminente du mouvement antitabac argentin ; il publie aussi une revue intitulée *Vivre 100 ans* et évolue dans les cercles de la propagande culturelle française, ce qui lui a valu d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur peu avant la guerre. Le professeur Roffo a pu provoquer des cancers en enduisant plusieurs semaines de suite les oreilles d'un lapin [*sic*] de « goudron de tabac », causant ainsi la formation de tumeurs. Le fait que la fumée à elle seule, sans distillation destructrice, ne produise aucun goudron ne le gêne pas ; pas plus que la grande différence qui existe entre fumer et enduire de goudron. Ou que nombre de lapins s'en sont allés au paradis des mammifères avant même de développer un cancer^[271].

Puis l'auteur laissait entendre que les activistes antitabac avaient contracté une dette vis-à-vis de ce lapin qui les avait soutenus dans leur cause, car toutes les espèces d'animaux enduites de goudron ne développaient pas de cancer. Il suggérait de manière sarcastique que le mouvement antitabac devait en faire sa mascotte officielle ou son animal emblématique (*Wappentier*), tumeur à l'oreille comprise.

L'exécuteur des basses œuvres du tabac à l'ère nazie

Le ton désinvolte est typique de la réponse de l'industrie aux preuves croissantes de nocivité. La plupart du temps, toutefois, ces remarques attestaient une compréhension médiocre ou délibérément obtuse des méthodes et des enjeux. Quand Raymond Pearl démontra en 1938 que les fumeurs abrégeaient leur existence, les industriels allemands demandèrent comment il se pouvait que les gens vivant dans les régions du globe où l'on fumait beaucoup aient tendance à vivre plus longtemps

que ceux des régions plus pauvres, où l'on fumait moins^[272]. Il n'aurait pas fallu plus de cinq secondes pour résoudre cette énigme, qui se fondait sur une simple erreur de raisonnement. Les gens qui vivent dans les régions les plus riches ont tendance à vivre plus longtemps pour quantité de raisons, les principales étant qu'il y a bien plus de probabilités pour qu'ils survivent à l'accouchement et aux maladies infantiles. Les gens riches jouissaient alors (et jouissent toujours) d'un meilleur accès à l'eau potable, à des métiers propres et à des soins de qualité. Il est aussi vrai, ou du moins l'était-ce, que les riches avaient davantage tendance à fumer. Les individus des régions les plus nanties de la planète vivaient donc plus longtemps tout en fumant davantage. Mais des études comme celle de Pearl établissaient clairement que ces individus auraient vécu encore plus longtemps s'ils n'avaient pas fumé. Les apologistes de l'industrie ne parvenaient pas à saisir de tels faits ou refusaient de les admettre jusque dans les années 1990.

Dans les années 1930 et 1940, pourtant, l'industrie allemande semble avoir éprouvé quelque difficulté à trouver un médecin qui accepte de travailler avec ce qu'elle appelait sa « division hygiène chimique ». Un médecin hollandais du nom de R. G. J. P. Huismann accepta finalement de servir d'exécuteur des basses œuvres scientifiques de l'industrie. Au début des années 1940, il fit fréquemment paraître des comptes rendus de travaux scientifiques dans la littérature du tabac allemande. Huismann fut en fait l'un des premiers grands négationnistes en matière de tabac sur le Vieux Continent. Quand des preuves du lien existant entre tabagisme et angine furent publiées, Huismann écarta celui-ci comme étant un pur produit du hasard. Quand la preuve d'autres dangers fut avancée, il expliqua que les personnes atteintes devaient souffrir d'une « sensibilité excessive ». Sa besogne était facilitée par le fait que certains détracteurs exagéraient les maux du tabac ou leur conféraient des localisations improbables. Les affirmations selon lesquelles fumer était cause d'impuissance ou de médiocres performances au lit étaient des cibles

faciles (et pourtant, rétrospectivement, pas tant que cela), tout comme les tentatives faites pour relier certaines maladies féminines à l'exposition à la poussière de tabac dans les usines. Parallèlement, Huismann rejetait les affirmations selon lesquelles l'alcool ou l'exposition aux rayons X pouvaient provoquer des lésions chroniques à long terme.

Il écarta aussi la relation de causalité entre tabac et cancer du poumon, non sans s'être plongé dans les preuves existantes. Il publia un long article en deux parties dans les numéros du printemps et de l'été 1943 de *Chronica Nicotiana*. Le cancer étant une maladie de la vieillesse, il préconisait que toutes les données statistiques soient ajustées en fonction de l'âge afin d'éliminer tout biais. (Une population âgée présentera des taux de mortalité par cancer plus élevés simplement parce qu'elle compte plus de personnes âgées, alors que les taux de cancer chez les quadra- ou les quinquagénaires n'auraient en réalité pas augmenté.) Il incitait à utiliser tout ce que l'on sait sur l'erreur statistique afin de s'assurer qu'avec le temps les éventuelles différences relevées dans les taux de cancer seraient statistiquement significatives. Il concédait que le cancer du poumon avait connu une hausse spectaculaire en Europe, mais ajoutait que lui-même, étudiant en médecine après la Grande Guerre, n'en avait jamais vu un seul cas tant cette pathologie était rare. Il reproduisait un tableau extrait d'une thèse datant de 1932 qui montrait l'évolution du pourcentage de cancers pulmonaires découverts lors d'autopsies pratiquées dans diverses régions d'Europe, année par année, entre 1902 et 1930. Ce tableau faisait apparaître qu'aucune étude antérieure à 1920 n'avait révélé plus de 1 % de cancers du poumon chez tous les cadavres autopsiés, tandis qu'aucune étude postérieure à cette année-là n'en révélait moins de 1 %. Le cancer du poumon était clairement en hausse aux Pays-Bas et dans d'autres pays développés. Là encore, c'était un fait « prouvé »^[273].

Le même Huismann n'estimait pas que le dossier tabagique fût clos pour autant. Il commentait l'ampleur des changements survenus dans la

vie citadine des dernières décennies : le rythme de vie et le stress croissants, associés à l'exposition aux gaz d'échappement des véhicules et aux poussières des routes récemment asphaltées. Depuis le XVIII^e siècle, on incriminait le tabac et son rôle dans l'apparition des cancers, soulignait-il, mais il insistait aussi pour dire que « quantité de questions demeur[a]ient en suspens » et que ce rôle restait à prouver. Et, comme beaucoup de futurs négationnistes, il n'effectuait aucune expérience, aucune étude épidémiologique originale, aucune espèce d'analyse chimique de substances cancérigènes. Il ne semble pas avoir publié non plus en dehors de l'orbite « protégée » des organes professionnels de l'industrie. *Chronica Nicotiana* regorge de telles tentatives apologétiques, notamment d'efforts pour imputer le cancer au patrimoine génétique ou psychologique, ou à quelque autre cause. Helmuth Aschenbrenner⁽⁹⁴⁾, rédacteur en chef de cette revue, publia de nombreuses réfutations de ce type et eut même le toupet de faire paraître ses propres témoignages dans la revue, témoignages qu'il commentait lui-même ! Parmi de telles autocongratulations, citons son « Cancer und Psyche » [Cancer et psyché], un article précédemment publié en résumé dans le numéro d'avril 1943 de la revue où il énonçait sa théorie du cancer, pure « maladie psychogénique » où les neurasthéniques avaient tendance à souffrir de maux des poumons et les hystériques étaient plus enclins à contracter des cancers du tube digestif et des organes sexuels. Après guerre, il continua de défendre les fabricants de tabac allemands et de psychanalyser les activistes antitabac comme autant de paranoïaques redoutant le « grand embrasement » – autrement dit, la guerre nucléaire⁽²⁷⁴⁾. Huisman, lui, semble s'être évaporé, mais non sans avoir établi plusieurs arguments fondamentaux faisant autorité, employés par d'autres négationnistes après lui.

La cigarette survit au III^e Reich

Aujourd'hui, à la lecture de revues telles que *Chronica Nicotiana*, on est frappé de constater que nombre d'arguments centraux de la campagne négationniste qui fut lancée en Amérique dans les années 1950 avaient déjà été testés en Allemagne dans les années 1940. On concédait qu'il y avait une suspicion générale quant au risque de cancer, mais les statistiques étaient remises en cause, et on réclamait « davantage de recherches ». On proposait des pseudo-réfutations en forme d'« énigmes » : le fait que les cancers du larynx ou de la langue ne se soient pas multipliés aussi vite que ceux du poumon, ou que la période ait connu une croissance de l'espérance de vie de la population dans son ensemble. L'industrie publiait des preuves des effets thérapeutiques de la nicotine, par exemple pour traiter la maladie de Raynaud ; elle alla jusqu'à faire paraître une étude philosophique où toute la notion de causalité était niée^[275].

Les activistes allemands de la santé surent voir clair dans presque tous ces stratagèmes et accusèrent le secteur d'utiliser un faux-semblant de science pour rendre présentable ce qui n'était que de la publicité déguisée. La Ligue antitabac allemande accusa l'Association internationale pour la recherche scientifique sur le tabac de n'être guère plus qu'un lobby. L'industrie réagit en attaquant la Ligue en justice pour diffamation en 1937. Mais un tribunal de Hambourg se prononça contre l'industrie en concluant que l'association constituait davantage un groupement professionnel qu'une société scientifique^[276]. La Ligue savoura cette victoire en rappelant à plus d'une occasion aux fabricants que leur simulacre de « science » était en réalité une forme d'escroquerie.

N'oublions pas qu'il existe une profonde asymétrie entre l'industrie et ses critiques. Les défenseurs de la santé publique recevaient le soutien idéologique du parti nazi, mais cela ne suffisait pas pour rivaliser avec la puissance économique brute de l'industrie. Les défenseurs de la cigarette avaient tout l'empire allemand du tabac derrière eux, des fonds pratiquement infinis pour financer leurs conférences, leurs revues, leurs

recherches favorables à l'industrie et leurs laïus négationnistes. En revanche, les organisations antitabac devaient compter presque exclusivement sur des donations, notamment les 100 000 Reichsmarks de la chancellerie du Reich, et les dernières années de la guerre ne leur furent pas favorables. Après la chute du Reich, les fabricants se ressaisirent rapidement, mais les groupes antitabac, éparpillés et démoralisés, ne recouvrèrent jamais leur puissance éditoriale ou politique. L'Institut pour la recherche sur le tabac de Forchheim poursuivit ses activités comme avant la guerre, quoique dorénavant sous l'étiquette fédérale, et non plus sous celle du Reich, l'Institut pour la recherche sur les dangers du tabac, premier institut de recherche préventive en ce domaine, s'effondra avec la mort d'Astel et de ses principaux donateurs, et, plus largement, avec la défaite du nazisme.

Avec la fin de la puissance impériale allemande, le poids financier de l'industrie triompha de la menace scientifique et idéologique que l'ère nazie avait fait peser sur Big Tobacco. Le consensus selon lequel le tabac était une cause majeure de maladie tomba alors dans un sommeil aussi profond que prolongé, tout au moins en Europe, laquelle perdit là sa position de tête, comme dans d'autres domaines scientifiques. Le centre de gravité des grandes guerres du tabac se déplaça vers les États-Unis et la Grande-Bretagne, où allaient se livrer des batailles parallèles entre les autorités respectives de la science et de l'industrie.

Un document particulièrement redouté

« Enquête sur les recherches contre le cancer » de Claude E. Teague (1953)

« Durant de nombreuses années, certaines autorités scientifiques et médicales ont prétendu que l'usage du tabac contribuait au développement du cancer chez des individus prédisposés. Il existe tout juste assez de preuves pour justifier une telle présomption. »

Harris PARMELE, *directeur de la recherche de Lorillard, 1946.*

La plupart des procès intentés à l'industrie américaine du tabac ces dernières années ont tourné autour de deux questions : quand a-t-elle commencé à comprendre que ses produits tuaient ? Et que savaient les fumeurs ordinaires des dangers inhérents à leur habitude ?

Remarquons que ces deux questions ont des conséquences juridiques opposées. En effet, l'industrie veut nous faire accroire que, si la connaissance populaire des dangers du tabac remonte à plusieurs siècles, la connaissance scientifique, elle, n'a vu le jour qu'assez récemment. Cette distinction entre connaissance populaire et connaissance scientifique est devenue la pierre angulaire de sa stratégie de défense, l'enjeu étant de faire porter aux fumeurs la responsabilité des

maladies dont ils souffrent. Si « tout le monde sait », alors les fumeurs n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. L'« absence de preuve » signifie qu'en refusant d'admettre la réalité des dangers les compagnies ont agi de façon responsable. Tout le monde savait, mais personne n'avait de preuve. Les experts cités par la défense témoignent soit dans le sens d'une « notoriété publique » ancienne, soit dans celui d'un « état des connaissances » très récent. Du coup, les historiens sont convoqués pour venir appuyer l'un ou l'autre de ces deux axes, qui sont à bien des égards de pures constructions de l'industrie.

Pour leur défense, les fabricants de cigarettes ont aussi eu recours à cet argument massue : les preuves statistiques sont toujours suspectes quand les preuves expérimentales sont plus solides. Aussi doit-on contraindre des animaux à fumer ou badigeonner leur épiderme de goudrons de tabac si l'on veut être en mesure de constater le développement d'un cancer. Les compagnies avançaient cet argument pour écarter l'idée que ce danger eût jamais été démontré. Aujourd'hui, elles en avancent de semblables, *ex post*, pour se disculper de leurs actes devant les juges. Les preuves de laboratoire, affirment-elles, sont l'« étalon-or » de la chaîne causale, et c'est pourquoi elles avaient raison de remettre en cause l'épidémiologie et ont fait montre de prudence en n'admettant ces preuves qu'avec réticence. Parfois elles affirment même qu'il aurait été *irresponsable* de diffuser des mises en garde avant d'avoir pu réunir toutes les preuves. Qui plus est, ces expériences étant en général des *idéalisations*, des modèles élaborés par l'esprit, elles offrent une possibilité de démenti plausible. En effet, on peut toujours argumenter que toute démonstration est « irréaliste », parce qu'elle aurait été effectuée sur le mauvais animal, avec le mauvais dosage, en usant de la mauvaise voie d'exposition et en utilisant la mauvaise substance. Ce sont là des refrains récurrents de l'industrie dans les années 1950, 1960 et 1970, refrains qui réapparaissent aujourd'hui comme autant de tentatives de réécriture de l'histoire de la science du tabac.

Les avocats qui, en 1990, eurent la responsabilité d'aider Claude Teague à préparer sa déposition avaient en tête une telle tactique quand ils insistèrent pour qu'il employât des termes tels que « cancérogène » en les replaçant « dans un contexte précis : quelle espèce, quel dosage, quelle durée, quels tissus ? ». Dans l'industrie, la disculpation par la contextualisation est un mode de défense fréquent contre les documents gênants.

L'importance accordée à l'expérimentation animale nous aide à comprendre la vive réaction de l'industrie face à l'article de Wynder, Graham et Croninger qui démontra que les goudrons extraits de la fumée de tabac provoquaient des cancers lorsqu'on en badigeonnait l'épiderme de souris^[277]. Cet article, publié dans le numéro de décembre 1953 de *Cancer Research*, fut déterminant : le secteur lança alors une campagne de relations publiques exonérant le tabac de tout lien avec le cancer. Mais la réalité est plus complexe, car l'article en question contenait peu de choses que les compagnies n'aient pas déjà sues. Depuis plus d'un an, Ernest C. Wynder présentait ses résultats en bénéficiant d'une certaine couverture médiatique : un résumé de ses expériences fit l'objet d'une communication en avril 1953 lors de l'assemblée annuelle de l'Association américaine de recherche contre le cancer^[278]. Dès novembre 1952, il avait révélé des résultats préliminaires dans une communication présentée devant l'Académie nationale des sciences, à Washington, intitulée « Cigarette Smoking and Cancer of the Lung » [Cigarette et cancer du poumon]. Il y annonçait que, « dans les cas de cancer du poumon, il y a[va]it presque toujours des antécédents de consommation excessive de cigarettes », ajoutant qu'il avait récemment pu recueillir des « preuves directes que le goudron provenant de la combustion du tabac provoqu[ait] le cancer quand on en badigeonn[ait] l'épiderme des souris ». L'American Tobacco Company reçut un exemplaire de cette communication de 1952 de la part du docteur E. E. Clayton, pathologiste de la division tabac de l'USDA [département de l'Agriculture des États-

Unis], accompagné d'une « copie confidentielle » d'une lettre de Wynder à Cornelius P. Rhoads⁽⁹⁵⁾, où il expliquait comment il comptait publier ses données⁽²⁷⁹⁾.

Dès la fin de 1952, la plus grande compagnie de tabac du monde savait donc ce qui se préparait. Comment réagit-elle ? Le recours au cabinet Hill & Knowlton, ainsi que la création du TIRC [Comité de recherche de l'industrie du tabac] et la publication du « Frank Statement »⁽⁹⁶⁾ sont bien connus, mais d'autres expériences avaient précédé, qui méritent d'être rapportées. J'évoquerai ici un document préparé par un jeune chimiste de chez R. J. Reynolds, Claude E. Teague Jr., peu après l'intervention publique de Wynder en novembre 1952 et neuf bons mois avant la publication explosive de son article dans *Cancer Research*. Le « Survey of Cancer Research » de Teague, enquête datée du 2 février 1953, est le résumé le plus exhaustif des recherches expérimentales sur le tabac antérieures à celles de Wynder. Toutefois, elle ne fut jamais publiée et ne fit surface dans le cadre des procédures judiciaires que dans les années 1990, où l'on s'en servit pour démontrer que l'industrie avait eu très tôt connaissance de la réalité de ces dangers. Et à juste titre.

Un soupçon grandissant

Claude Teague soutint son doctorat de chimie en 1950 à l'université de Caroline du Nord avec une thèse sur les composés des hétérocycles fluorés/azotés. Deux ans plus tard, après un bref passage chez American Viscose, il décrocha un poste de laborantin en chimie chez Reynolds où on le fit travailler sur la synthèse des arômes du tabac turc. Durant cette période d'inquiétudes croissantes sur la nocivité du tabac, Reynolds avait renforcé ses capacités en recherche et en développement afin d'affronter la nouvelle menace. Son « simple laboratoire d'arômes » fut transformé

en « organisme de recherche à part entière ». Les responsables de la compagnie s'inquiétaient de la publicité accordée à la vague croissante d'études épidémiologiques et ils savaient que des articles reposant sur des méthodes expérimentales sophistiquées étaient en préparation. Dans son article provocateur du *Reader's Digest* (1952), « Cancer by the Carton » [Du cancer en cartouche], au fort retentissement, Roy Norr citait la conclusion de 1950 de Wynder et Graham établissant que la cigarette était « un facteur important » dans l'apparition du carcinome bronchogénique. La prédiction du professeur Alton Ochsner sur le nombre « effrayant » de cancers du poumon qui attendait les Américains fit elle aussi grand bruit. C'est dans ce contexte que Teague fut prié de dresser pour la compagnie un bilan de la question cancer-cigarette^[280].

Le « Survey of Cancer Research » de Teague présentait donc un bilan des dernières avancées de la recherche expérimentale. Ce document couvrait un large spectre, allant des expériences d'Anton Brosch en 1900 à celles, récentes, de Wynder et Graham, en passant par celles d'Angel H. Roffo dans les années 1930 et 1940. La raison qui poussait Teague à écrire était simple : « En raison du lien possible entre tabagisme et cancer du système respiratoire, il est bon que les industriels du tabac soient au courant des recherches passées et présentes sur le cancer. » Et le tableau qu'il brossait n'était guère reluisant.

L'augmentation du nombre de cancers du système respiratoire suit d'assez près l'introduction récente de la cigarette et la hausse de sa consommation. A quoi s'ajoute le fait que la grande majorité des fumeurs de cigarettes est jusque très récemment masculine. Tout cela suffit pour soulever des questions considérables. Les médecins et les chercheurs en cancérologie semblent accepter de plus en plus l'idée que l'augmentation de la consommation de cigarettes et celle, parallèle, de cancers du système respiratoire ne soient pas une simple coïncidence^[281].

L'une des nouveautés de cette étude résidait dans sa discussion détaillée des composés cancérigènes décelés dans divers types de goudrons. Teague évoquait longuement les tentatives de Geoffrey M. Badger, chimiste organique australien à l'université de Glasgow, pour définir de quelle manière les différentes structures chimiques étaient plus ou moins susceptibles de provoquer des cancers. Badger considérait que l'essentiel des hydrocarbures polycycliques les plus « actifs » (c'est-à-dire cancérigènes) étaient apparemment des dérivés du phénanthrène. Il pensait aussi que l'introduction de groupes de méthyles dans le benzanthrène, le benzophénanthrène et le chrysène conduisait à une activité cancérigène accrue, que les groupes d'alkyles autres que le méthyle se faisaient progressivement moins actifs à mesure qu'augmentait le nombre d'atomes de carbone dans la chaîne, et ainsi de suite. Selon Teague, on pouvait « raisonnablement supposer que des données et des études supplémentaires s'accompagne[ie]nt d'une compréhension plus précise » de l'évolution du caractère cancérigène en fonction des modifications de structure chimique⁽²⁸²⁾.

Teague passait en revue un certain nombre d'études épidémiologiques qui concédaient la réalité d'une hausse des cancers du poumon, et il notait en outre que « beaucoup d'auteurs » (quatorze références citées) concluaient que « le tabac, et [en] particulier la consommation de cigarettes, p[ouvai]t être un facteur causal dans l'apparition de cancers du système respiratoire ». Il y résumait le fameux article de 1950 de Wynder et Graham, et citait leur conclusion : « La consommation excessive et prolongée de tabac, notamment de cigarettes, semble être un facteur important dans l'apparition du cancer du poumon. » Teague reprenait fidèlement leurs observations, qui étaient sévères : sur l'ensemble de la population hospitalisée, l'incidence du cancer du poumon était « considérablement plus élevée » chez les gros fumeurs ; 94 % des patients de sexe masculin présentant des tumeurs pulmonaires étaient des fumeurs de cigarettes ; le cancer du poumon était rare chez les non-

fumeurs ; la pratique de plus en plus répandue de l'inhalation de la fumée était probablement un facteur dans cette incidence croissante de la maladie, et il pouvait y avoir un temps de latence de dix ans ou plus entre l'arrêt de la consommation de tabac et les premiers symptômes cliniques. Plusieurs études indépendantes avaient confirmé ces résultats avec une constance qui attestait la force de ce lien. Teague signalait aussi qu'il s'attendait à ce que l'étude prospective menée sur plusieurs années par E. Cuyler Hammond et Daniel Horn, de la Société américaine de cancérologie, « établisse ou démente de manière nette la relation entre tabagisme et cancer du système respiratoire ». Et dès octobre 1954, Hammond fut en mesure de conclure que le tabagisme pouvait causer le cancer du poumon « sans le moindre doute raisonnable »^[283].

Teague passait ensuite aux tests sur les animaux, en synthétisant vingt-huit études distinctes, publiées entre 1900 et 1942. Nombre d'entre elles étaient parues dans des publications « pas facilement disponibles », l'obligeant à consulter des résumés ou des références secondaires. Il relevait dans cette littérature quelques insuffisances : une partie des méthodologies étaient mal décrites et certaines études ne révélaient pas la nature précise ou encore la source des substances testées, les doses utilisées ou le mode de classification des tumeurs. Cela ne l'empêcha pas de composer un tableau des résultats, reprenant la liste des types d'extraits de tabac employés, le mode et la durée d'application et les types de cancers provoqués. Sa conclusion : sans être jamais définitifs, les résultats de ces tests « semblaient indiquer la présence de substances cancérogènes^[284] ».

L'enquête de Teague est importante à plus d'un titre. Elle constitue l'un des bilans les plus vastes des recherches menées sur le lien cancer-tabac jusqu'en 1953, couvrant les travaux de vingt-deux scientifiques dans sept pays. Elle a été produite directement par un chercheur d'une compagnie de premier plan et sa conclusion fait écho à un propos de Wynder et Graham : « L'augmentation étroitement parallèle du tabagisme et du

cancer primaire du poumon a conduit à soupçonner que la consommation de tabac est un facteur étiologique important dans l'apparition de ces cancers. Les études de données cliniques tendent à confirmer la relation entre tabagisme marqué et prolongé et incidence du cancer du poumon. » Teague ajoutait que les expérimentations animales indiquaient la « présence probable d'agents cancérigènes » dans le tabac, bien que de plus amples travaux fussent nécessaires pour la confirmer. Il achevait son bilan sur une série de recommandations : compléter son enquête par des « études exhaustives, détaillées de chacun des sujets évoqués ci-dessus » ; rassembler des dossiers sur la littérature qui s'y rapporte ; examiner de près « tous les additifs, c'est-à-dire les agents de saveur et les humectants utilisés par la compagnie, eu égard à leur éventuel rôle cancérigène ou d'agents producteurs de substances cancérigènes » ; enfin, que « la direction prenne connaissance du problème et de ses implications pour l'industrie du tabac, et qu'une action de recherche positive soit planifiée et mise en œuvre sans délai »⁽²⁸⁵⁾.

Une brillante carrière

L'étude de Teague, demeurée sous le boisseau, atteste une prise de conscience du lien tabac-cancer bien plus profonde que l'industrie ne l'admettait en public. En avril 1954, le TIRC publia son premier « livre blanc », intitulé *A Scientific Perspective on the Cigarette Controversy* [Un point de vue scientifique sur la controverse de la cigarette], citant seulement l'étude de William McNally de 1932 pour affirmer qu'« on n'avait pu obtenir qu'une seule tumeur en soumettant un grand nombre de souris à l'action du goudron de tabac, par comparaison avec la très forte incidence de cancers chez les souris qu'on avait badigeonnées de goudron de houille ». Le tabac avait donc « relativement peu d'importance dans les causes de cancer ». Aucune étude parmi la

trentaine de celles examinées par Teague n'était évoquée – pas même l'article de Wynder, Graham et Croninger de décembre 1953, qui avait tant chagriné l'industrie. (Le livre blanc fut très largement diffusé : 176 800 exemplaires furent envoyés par courrier à des médecins, 15 000 à des représentants de la presse et quelques milliers à des doyens de faculté de médecine, des commentateurs de radio et de télévision, des élus du Congrès et autres relais d'opinion.)

Le secteur aime banaliser l'étude de Teague en raison même de sa sophistication. Lors de ses dépositions dans les années 1990, l'auteur prétendit même ne pas se souvenir d'avoir rédigé un tel document, se rappelant seulement l'avoir remis à Murray Senkus, directeur de la recherche chimique chez Reynolds et son supérieur immédiat. Selon la ligne officielle de l'industrie, cette enquête correspondait en quelque sorte à une réflexion privée : l'article n'était qu'un « passage en revue de la littérature » et absolument pas un élément de recherche originale.

En privé, pourtant, les cigarettiers ont bien dû reconnaître que ce document constituait « la première réflexion exhaustive sur le tabac et la santé élaborée par un scientifique de R. J. Reynolds Tobacco et revue par au moins une partie de l'encadrement ». On peut raisonnablement supposer que Kenneth H. Hoover, directeur de la recherche et commanditaire de ce bilan critique, l'a eu lui aussi sous les yeux. Dans une interview du 3 mai 1985, Teague lui-même se rappelait que son article avait été également visé par John C. Whitaker, P-DG et (plus tard) président du conseil d'administration. Nous savons aussi que cette enquête constituait une « source de préoccupation » pour Henry Ramm, le puissant directeur du service juridique. Un mémoire des avocats travaillant pour Reynolds révèle que « le[dit] service s'est efforcé d'en récupérer tous les exemplaires ». Ramm fut ensuite nommé président du puissant Policy Committee of Lawyers de l'industrie, également connu sous l'appellation de Comité des conseils juridiques ou Comité juridique, une instance responsable de « la haute politique de l'industrie sur toutes

les questions relatives au tabac et à la santé »^{286}.

Teague lui-même poursuivit une brillante carrière chez Reynolds. Ce chercheur chimiste gravit les échelons pour devenir directeur de la recherche chimique (1959-1969), directeur adjoint de la recherche (1970-1977) et directeur de la recherche du groupe (en 1978). À la fin des années 1980, avant de prendre sa retraite, il était directeur administratif de la recherche et du développement, en charge du « personnel, des finances, des locaux, de la sécurité, de la rédaction des rapports et de la planification », et même d'une partie de la recherche en agriculture. Il joua un rôle clef dans le décryptage des innovations chimiques du concurrent Philip Morris, qui avaient conduit la marque Marlboro au succès dans les années 1960 et 1970, notamment par l'emploi d'un procédé qui rendait la fumée de cigarette beaucoup plus assimilable [cf. p. 47]. C'est lui qui introduisit chez Reynolds l'usage et la rédaction de documents de planification à long terme, toujours dans le sillage de Philip Morris. Il subsiste aussi quelques notes sur ses conceptions de l'addiction à la nicotine et du tabagisme des jeunes. Dans les cercles juridiques spécialisés, il a conservé une certaine notoriété à la suite de son mémo de 1972 définissant l'industrie du tabac comme « un segment spécialisé, très ritualisé et très stylisé de l'industrie pharmaceutique ». Il est également connu pour son emploi en 1973 de termes tels que « parfumeurs » et « apprenants », et pour avoir débattu de la manière dont la compagnie pourrait reconquérir le marché des jeunes (aux dépens de Marlboro). Teague savait que peu de fumeurs appréciaient vraiment leur habitude et que la plupart d'entre eux avaient envie d'arrêter. Dans une note de 1982, ne déclare-t-il pas que, sans les lourds obstacles opposés par la dépendance, « la majorité de nos clients se passeraient volontiers du tabac s'ils le pouvaient »^{287} ?

Son enquête montre qu'un honnête bilan des preuves apportées par l'expérimentation animale, dressé peu de temps avant la publication de Wynder, fournissait des indices très solides d'un lien de causalité entre la

consommation de cigarette et la survenue d'un cancer. Mais les responsables de l'industrie nieront par la suite la majeure partie des conclusions de Teague. En outre, les scientifiques employés par Reynolds n'ont jamais été autorisés à publier leurs découvertes ni à en discuter publiquement : ils étaient pourtant fiers d'avoir trouvé du benzopyrène et des nitrosamines dans la fumée de tabac (en 1954), ainsi que du cholanthrène et plusieurs autres hydrocarbures polycycliques. En 1955, Teague lui-même a proposé une méthode permettant d'éliminer des substances cancérigènes de la fumée du tabac, non sans admettre que, selon de « fortes indications », les hydrocarbures polynucléaires se rangeaient parmi les « substances cancérigènes actives ». De tels sujets étaient toujours sous haute surveillance. Dans une note de 1971, un des plus éminents chimistes de Reynolds consignait que les chercheurs de l'entreprise étaient encouragés à publier sur des sujets inoffensifs, mais que les articles concernant les « hydrocarbures polycycliques, le cyanure d'hydrogène, le monoxyde de carbone et d'autres substances similaires » ne seraient pas soumis à publication. Dix ans auparavant, le chercheur Alan Rodgman avait confessé que Reynolds avait beaucoup œuvré pour documenter l'existence de substances cancérigènes dans la fumée de cigarette, mais que tout ce qui touchait au sujet tabou des « composants cancérigènes ou cocancérigènes » était resté inédit^[288].

Un sceptique sincère ?

Fidèle à son entreprise, Teague soutint toujours la ligne de l'industrie : on nourrissait des « doutes » sur la réalité des dangers du tabac. Mais fut-il lui-même un sceptique sincère ? On dispose d'un indice grâce à une invention qu'il mit au point peu de temps après avoir achevé son « Survey of Cancer Research ». Le 17 décembre 1953, il déposa une « communication d'invention » auprès de ses supérieurs : il voulait

concevoir un nouveau type d'embout filtre qui s'assombrirait artificiellement au fur et à mesure que la cigarette se consumerait. Il avait remarqué que les gens aimaient bien voir le filtre virer au brun, qu'ils considéraient cela comme « un critère d'efficacité ». Il proposa donc d'ajouter des produits chimiques à la bourre du filtre, qui après exposition à la fumée « virerait vers une teinte plus sombre, de préférence brune ». Un tel dispositif, notait-il, aurait « peu ou pas d'incidence sur l'efficacité du filtre », mais ses avantages en termes de publicité et de vente seraient « évidents ». Dix ans plus tard, les scientifiques de Philip Morris affirmaient encore que l'« illusion de la filtration » était aussi importante que la « filtration elle-même »⁽²⁸⁹⁾.

Pour les vendeurs de cigarettes, les illusions ont toujours été vitales. C'est un monde où les plus sombres desseins se parent du romantisme des cow-boys et d'images de torrents de montagne aux eaux limpides et fraîches. L'industrie a toujours besoin de sauver les apparences, et c'est pourquoi elle a tant pris soin de réécrire le passé du tabac, de recréer une histoire à décharge.

Depuis sa découverte dans les années 1990, le « Survey of Cancer Research » de Teague a été soumise à de nombreuses opérations de communication. Le document a été divulgué pour la première fois au stade de la communication des pièces, dans l'affaire « Minnesota vs Philip Morris », une procédure qui, de 1997 à 1998, a conduit à la révélation de millions de documents. Depuis lors, les avocats de Big Tobacco s'échinent à justifier de façon convaincante le « Survey » de Teague : une réflexion à usage privé, un examen sans conséquence, une lubie isolée qu'il ne faut pas prendre au sérieux.

Teague était encore en vie quand son étude finit par paraître au grand jour, ce qui permit aux avocats des plaignants de l'interroger sur son travail. Quatre jours durant, en juillet 1997, il répondit à des questions sur sa vie chez Reynolds, et notamment sur les raisons pour lesquelles il en était venu à rédiger pareil document. Sur 500 pages de témoignage, nous

voyons cet homme âgé de 72 ans avancer des affirmations qui défient l'entendement. Il prétendit ainsi ne même plus se rappeler son étude, alors que nous savons qu'elle a été centrale dans les préparatifs en vue de sa déposition. Déposition qui fit l'effet d'une déclaration autoproclamée d'incompétence. Il jugea ce travail sans originalité et sans conséquence, et nous invita à le considérer comme un griffonnage fortuit. Voici en quels termes Teague esquiva le sujet quand l'avocat de la partie civile, Daniel O'Fallon, tenta de le sonder :

« Vous avez fait là ce que vous considérez comme un travail acceptable, n'est-ce pas ?

– Exactement.

– Et sans doute ce que vos supérieurs considéraient eux aussi comme un travail acceptable, n'est-ce pas ? Ils vous ont promu et vous êtes finalement devenu directeur adjoint du département de la recherche... ?

– Ils m'ont peut-être promu à mon niveau d'incompétence maximal. Vous connaissez le principe de Peter ?

– Quoi qu'il en soit, vous qui étiez chez Reynolds l'un des chercheurs titulaires d'un doctorat, vous en avez conclu, sur la base de ce que vous avez constaté, que les substances dérivées du tabac présentaient un certain degré d'activité cancérogène. Exact ?

– Enfin, je dirais... j'avais un diplôme de chimie. Je n'ai reçu aucune formation, zéro, néant. Je crois avoir suivi un cours de zoologie à l'université, et j'ai détesté ça. Je ne suis pas un spécialiste, même pas compétent en matière de biologie ; alors, me retrouver à évaluer ces substances, vous savez, c'était assez présomptueux de ma part, mais j'étais jeune et à l'époque j'avais plus de culot, mais...

– R. J. Reynolds avait-il à sa disposition quelqu'un d'autre de plus qualifié pour mener cette étude ?

– J'imagine que oui, sûrement.

– Ont-ils demandé à cette personne de conduire une telle étude ?

- S'ils l'ont fait, je n'ai pas été au courant.
- Qui était cette personne ? Qui aurait été plus qualifié que vous pour s'en charger ?
- Une étude de ce genre, j'imagine qu'ils auraient pu la confier plus ou moins à n'importe qui.
- Mais le fait est là : ils ne sont allés chercher personne d'autre, c'est à vous qu'ils se sont adressés. Exact ?
- Non. Nous sommes passés par... Je ne sais pas si c'est moi qui suis allé les voir ou eux qui sont venus me chercher. Je ne crois pas que cela ait eu une telle importance. Le but, c'était de m'occuper pendant qu'ils cassaient le sol du labo et qu'ils coulaient une nouvelle dalle.
- Vous ne pensez pas qu'une étude, une enquête sur la littérature autour de la question de savoir si fumer provoque le cancer avait de l'importance pour R. J. Reynolds, en 1953 ?
- Je ne sais pas si cela en avait une ou non. Je pense que cela n'en avait aucune pour moi. »

Teague nia même avoir compris ce qu'il écrivait au moment où il l'écrivait. Et l'avocat de reprendre, citant l'étude de l'intéressé :

- « “L'augmentation étroitement parallèle du tabagisme et du cancer primaire du poumon a conduit à soupçonner que la consommation de tabac est un facteur étiologique important dans l'apparition de ces cancers.” Exact ?
- Oui, oui.
- “Facteur étiologique” signifie que cela provoque le cancer du poumon. Exact ?
- Je me demandais ce qu'« étiologique » voulait dire. J'étais juste allé pêcher ce terme chez quelqu'un et je ne sais pas ce que signifie “étiologie”. Cela signifie quoi ?
- Cela ne désigne pas l'étude des causes ?

- Je n'en sais rien. Je vous pose la question. Je n'en sais rien.
- Ce n'est pas moi l'auteur de ce document, monsieur. Qu'entendiez-vous par là, quand vous l'avez rédigé ?
- Je crois que j'ai dû passer un certain nombre de documents en revue et si quelqu'un aboutissait à une conclusion séduisante, je la reprenais. Vous savez, je ne me posais absolument pas en expert capable de tirer des conclusions.
- L'avez-vous précisé quelque part ? Avez-vous préfacé ce document en soulignant “Je ne vois pas du tout de quoi je peux bien parler” ?
- Non, mais j'aurais dû⁽²⁹⁰⁾. »

Le « Survey of Cancer Research » est l'un des documents les plus redoutables auxquels aient été confrontés les avocats de l'industrie du tabac devant les tribunaux. Elle a tout pour leur déplaire car elle démontre ce que tout juge du fond sensé aurait dû savoir : la cigarette tue. Confrontée à ce document dans la plupart des procédures en cours, l'industrie tente d'en diminuer la signification et d'isoler son auteur. Elle a du mal à enrôler la vérité dans son camp, mais il existe hélas bien d'autres moyens de gagner en justice.

Les expériences d'Ecusta

« Sans papier à cigarette, il n'y a pas de cigarettes. »

Harry H. STRAUS, *président*
d'Ecusta Paper Corporation,
mai 1943.

Au début des années 1950, les fabricants de tabac furent confrontés à une nouvelle sorte de dilemme. La question n'était plus de savoir si les fumeurs mouraient fréquemment du cancer du poumon, mais *pourquoi*. Le vent tournait, et il désignait la cigarette comme cause majeure – toutefois, qu'y avait-il précisément dans ces cigarettes qui les rendait si meurtrières ? La présence d'arsenic dans la fumée était connue, Angel H. Roffo avait incriminé le benzopyrène, mais il y avait quantité d'autres candidats. Dès les années 1950, la liste des composants suspects dressée par l'industrie comprenait l'arsenic, l'éthylène glycol (et son dérivé, l'acroléine), le benzopyrène, les substances chimiques libérées lors de la combustion du papier et les additifs du papier (y compris les encres), les exhausteurs de goût, les gaz libérés par les allumettes et les essences à briquet, l'alcaloïde qu'est la nicotine, la chaleur de la fumée proprement dite, divers types de métaux (notamment le chrome ou le nickel) et des isotopes radioactifs qui se concentraient à l'intérieur de la feuille de tabac (dans les années 1950, on soupçonnait le potassium 40, puis ce fut le tour du polonium 210 dans les années 1960). La paraffine était parfois mentionnée, ainsi que divers aldéhydes, phénols et hydrocarbures

polycycliques aromatiques.

Il est également vrai qu'une poignée de scientifiques rétrogrades résistait encore en tentant d'attribuer à l'épidémie de cancers des causes qui n'avaient rien à voir avec le tabac. Wilhelm Hueper, au National Cancer Institute, accusait la pollution de l'air ; Joseph Berkson, de la Mayo Clinic, incriminait la tuberculose ; et R. A. Fisher, en Grande-Bretagne, ainsi qu'Otmar Freiherr von Verschuer, en Allemagne, l'imputaient au patrimoine génétique^[291]. Certains jusqu'au-boutistes écartaient même la *réalité* d'une hausse. En 1964, Milton Rosenblatt, médecin new-yorkais et habitué du TIRC, niait encore que les taux de cancer du poumon aient augmenté avec le temps en qualifiant les preuves apportées d'« artefact de mesure » : un plus grand nombre de sujets étant examinés aux rayons X, on détectait par conséquent plus de cancers^[292]. Au cours des mois précédant la conspiration des industriels et la rédaction du « Frank Statement to Cigarette Smokers^[97] » le 4 janvier 1954, on observa ainsi moult controverses autour de ces questions.

Il y a un aspect peu connu de la phase préalable à la mise en œuvre de la conspiration proprement dite qui concerne la collaboration entre American Tobacco Company et l'Ecusta Paper Corporation : ils enquêtèrent de conserve pour savoir si le goudron de la fumée du tabac était capable, à lui seul, de provoquer des cancers ; en d'autres termes, sans l'intervention du papier. Leur collaboration débuta en 1952 et se prolongea dans une certaine mesure après 1953^[293], date à partir de laquelle on accusa clairement le tabac plutôt que le papier ou toute autre cause exogène.

La piste du papier

Dans les années 1950, l'idée que le papier à cigarette puisse être cancérigène n'avait rien de neuf. Dès 1916, Henry Ford avait publié une

lettre de Thomas A. Edison, le fameux inventeur de l'ampoule à incandescence et du phonographe, déclarant que « l'agent nuisible, dans les cigarettes, prov[enait] principalement de la combustion de l'enveloppe en papier ». Edison était déjà réputé pour sa politique : n'employer « personne qui fum[ait] des cigarettes ». Il affirmait que la principale substance toxique en était l'âcre aldéhyde qu'on appelle *acroléine*. Cette substance chimique était déjà connue pour ses propriétés puissamment irritantes. Identifiée dans la fumée de cigarette avant même le début du XX^e siècle, elle avait acquis un surcroît de notoriété après son emploi comme arme chimique pendant la Première Guerre mondiale. Pour Edison et d'autres, accuser l'acroléine d'induire des cancers et d'autres types de maladies dont on pensait qu'elles découlaient d'une « irritation chronique » ne constituait donc pas un si grand pas⁽²⁹⁴⁾.

Certes, tandis qu'Edison et Ford partaient en croisade contre le « petit esclavagiste blanc » – surnom qu'ils donnaient à la cigarette –, on ne soupçonnait pas encore qu'elle pouvait provoquer le cancer du poumon. On imputait souvent les tumeurs de la lèvre ou de la gorge à la pipe, et l'on considérait généralement que les cigarettes produisaient une fumée plus « légère » et que leur danger résidait seulement dans leur force de séduction auprès des individus jeunes et vulnérables. À l'époque, les cigarettes étaient plutôt réservées aux dandys et aux chochottes, et généralement considérées comme un produit du tabac moins coûteux et moins nauséabond. En 1900, les Américains ne consommaient que 2,5 milliards de cigarettes – à comparer aux quelque 330 milliards fumées en 2011. Il faudrait attendre les décennies 1920 et 1930 pour qu'elles dépassent le cigare et la pipe.

Après 1950, la situation changea. La cigarette devint la principale cause confirmée de cancer du poumon et le papier était souvent incriminé. C'est en février 1952 qu'Ernest C. Wynder proposa de tester la cancérogénicité potentielle des goudrons de papier. Au même moment, l'American Tobacco Company envoyait son émissaire de confiance, le

docteur Harvey Haag, à l'Institut Sloan-Kettering pour aborder « la situation relative aux goudrons de papier à cigarette^[295] ». Sur les conseils de Bruce F. Barton, publicitaire bien connu du secteur, American Tobacco engagea aussi H. J. Rand & Associés pour approfondir le problème. Barton redoutait que l'un des concurrents de la compagnie ne coiffe American Tobacco au poteau et ne produise la première cigarette au monde « qui ne donne pas le cancer » : « Je frémis à l'idée de lire un jour dans les journaux que la science aurait démontré que c'est le papier à cigarette, et non le tabac, qui est un facteur contributif de la maladie, et qu'un de nos concurrents disposerait d'un papier non cancérigène^[296]. »

H. James Rand, inventeur de Cleveland (et petit-fils du fondateur de Remington Rand Inc.), fut embauché pour écarter une telle perspective. Rand était convaincu de l'innocuité du tabac, qu'il envisageait comme un produit au pouvoir cancérigène extrêmement faible ». Rand était un disciple du romancier, chimiste et inventeur hongrois Istvan Tamas qui avait mis au point un papier de synthèse, censé rendre les cigarettes inoffensives, moins voire pas cancérigènes. Pour tester la chose, ou pour la prouver, car il s'accrochait à son idée, Rand et ses collègues isolèrent les goudrons de la fumée de papier à cigarette et cherchèrent les signaux révélateurs du spectre carcinogénique. L'analyse spectrographique révéla une fluorescence sur la gamme des longueurs d'onde « caractéristiques de substances cancérigènes » comme le méthylcholanthrène, le dibenzanthracène et le benzopyrène, tous de puissants cancérigènes. Rand affirmait que la fluorescence était même un meilleur indicateur de cancérigénicité potentielle que les expérimentations sur la souris et en concluait que « de toutes les substances produites lors de la consommation de cigarettes dont on pourrait rechercher le caractère cancérigène, ou qui ont fait l'objet d'une telle étude, seuls les goudrons de papier affichent le spectre de fluorescence caractéristique [d'un véritable agent cancérigène] ». Or les goudrons de papier n'étaient pas testés lors des expérimentations animales, alors même que les goudrons

de tabac, affirmait-il, avaient été « pratiquement exonérés de toute action cancérogène par l'expérimentation animale »^[297].

Pour Ecusta, le premier fabricant de papier à cigarette de la planète, tout cela était nouveau et assez troublant. Le 6 mars 1952, Hiram R. Hanmer, directeur de la recherche de l'American Tobacco, appela Lawrence F. Dixon, vice-président d'Ecusta, pour l'informer des expériences de Rand. Peu après, Dixon s'entretint avec le vice-président du département recherche & développement d'Olin, société mère d'Ecusta. (Olin avait racheté Ecusta Paper Corporation en 1949 et détenait l'autorisation de fabriquer sous licence de la cellophane, l'« un des agents de protection et de conservation les plus importants » pour le commerce de la cigarette.) Le président d'Olin, John M. Olin, et le président d'Ecusta, John Haynes, furent tenus au fait de la situation, probablement par Rand lui-même^[298].

Cette question du lien entre le papier et le cancer était compliquée par le fait que les cigarettiers se servaient de plus en plus des tiges et des nervures ligneuses du plant de tabac pour fabriquer leurs produits, brouillant ainsi la ligne de partage entre papier et tabac. Après tout, le papier était le plus souvent fabriqué à partir de bois qui, du point de vue chimique, se compose en majeure partie de cellulose. Le tabac transformé contient lui aussi beaucoup de cellulose, surtout le tabac reconstitué (le *recon*), qui entre dans la composition de la cigarette et qui est fabriqué à partir des parties moins nobles (tiges, nervures, brindilles, etc.). Dans les années 1930 et 1940, les fabricants avaient commencé à employer les tiges et les queues broyées dans le bourrage de la cigarette, principalement pour tirer le maximum d'argent de chaque plant, et la question se posait de savoir si le nouvel emploi des parties ligneuses était la cause de ces cancers. Il n'importait peut-être guère en réalité de déterminer qui était le responsable, du tabac ou du papier, car, du point de vue chimique, leur combustion avait des effets à peu près analogues. Ce qui rendait un tel dilemme encore plus plausible, c'était la

démonstration que beaucoup d'autres composés provoquent le cancer dès qu'on les brûle ou qu'on en badigeonne l'épiderme des souris – notamment les goudrons de la fumée de levure, de térébenthine, de sucre, d'agents de raffinage du riz et de peau humaine^{299}.

Se pouvait-il donc que le papier soit le véritable coupable de la hausse de tous ces cancers du poumon ? Ecusta et les compagnies du tabac devaient savoir, mais elles ne tenaient pas à ce que quiconque sache qu'elles tentaient de le découvrir.

Une perspective alarmante

La planification des expérimentations animales d'Ecusta débuta durant l'hiver et se prolongea au printemps de 1953.

L'enjeu rendait la procédure très inconfortable. Imaginons l'inquiétude des dirigeants : et s'il apparaissait que c'étaient eux, et non, par exemple, Reynolds, Lorillard, Liggett ou Philip Morris, les responsables de ces dizaines de milliers de décès dus tous les ans au tabac ? Cette perspective devait les alarmer totalement.

Poisons présents dans la fumée de cigarette (sélection)

Composés	Inhalés par cigarette	Inhalés par an (mondialement)
Monoxyde de carbone	19,0 mg	110 000 000 kg
Goudron	10,0 mg	60 000 000 kg
Argon	5,0 mg	30 000 000 kg
Nicotine	1,5 mg	9 000 000 kg
Méthane	1,5 mg	9 000 000 kg

Acétaldéhyde	0,9 mg	6 300 000 kg
Acide acétique	0,8 mg	4 800 000 kg
Cyanure d'hydrogène	0,45 mg	2 700 000 kg
Acide formique	0,4 mg	2 400 000 kg
Isoprène	0,3 mg	1 800 000 kg
Oxydes d'azote	0,3 mg	1 800 000 kg
Phénols	0,24 mg	1 400 000 kg
Éthylène	0,2 mg	1 200 000 kg
Acrylonitrile	0,13 mg	780 000 kg
Glycérol	0,12 mg	720 000 kg
Acroléine	0,1 mg	600 000 kg
Ammoniaque	0,08 mg	480 000 kg
Formaldéhyde	0,06 mg	360 000 kg
Benzène	0,03 mg	180 000 kg
Acétylène	0,03 mg	180 000 kg
Styrène	0,01 mg	60 000 kg
Nitrosamines spécifiques au tabac	0,0015 mg	9 000 kg
Anthracène	0,10 µg ^a	600 kg
Arsenic	0,08 µg	480 kg
Cadmium	0,05 µg	300 kg

Chrysène	0,05 µg	300 kg
Benzopyrène	0,03 µg	180 kg
Chlorure de vinyle	0,01 µg	60 kg
Polonium 210 radioactif	0,04 picocuries	< 1 kg

Note : Les données par cigarette figurant sur la deuxième colonne proviennent du rapport du ministre de la Santé des États-Unis de 1989, p. 81-87, avec une moyenne donnée lorsqu'on ne dispose que d'une fourchette. La troisième colonne indique les totaux mondiaux annuels, que nous avons calculés sur la base de 6 000 milliards d'unités fumées par an.

a. µg = microgramme.

Une autre question créait la confusion et demeurait en suspens : fallait-il considérer l'Ecusta Paper Corporation comme faisant partie de l'« industrie du tabac » ? Milton Schur, son directeur de la recherche et du développement, semble s'être prononcé en ce sens, non sans raison. Le papetier produisait tant les filtres que les papiers et il était activement impliqué dans les tests auxquels était soumise la cigarette, y compris ceux d'innocuité. En décembre 1953, quand les fabricants de tabac lancèrent leur campagne de contestation et de diversion sur les dangers du tabac, le papetier fut cordialement invité à y collaborer. Il s'y refusa fort sagement, mais il ne subsiste apparemment aucune trace écrite de ses motivations. Ce refus de se joindre à la conspiration négationniste fut la meilleure décision d'affaires jamais prise par Ecusta, car elle lui permit de s'effacer presque complètement des guerres de la cigarette durant les décennies suivantes. Depuis lors, les fabricants de papier se sont rendus à peu près invisibles dans les annales de l'histoire du tabac, alors même que, dans le monde, les gens inhalaient la fumée d'environ 300 000 tonnes de papier à cigarette tous les ans. Ils ont ainsi obtenu un certificat de virginité, et le rôle qu'avait pu jouer le papier dans l'apparition de cancers disparut

derrière un rideau de fumée. Gardons à l'esprit que, si le papier contribuait ne serait-ce qu'au centième du bilan total des décès liés à la cigarette, il s'agirait là rien moins que de 4 000 morts par an aux États-Unis. Le chiffre serait plus de dix fois supérieur à l'échelle planétaire.

Des découvertes écrasantes : les tests de condensats de fumée

Au printemps 1953, Ecusta était l'une des sources de consternation de l'industrie. Le 7 avril, par exemple, Milton Schur envoya à Hiram Hanmer la copie d'un communiqué de presse relatif à l'expérience de Wynder sur des souris enduites de goudron, dont la publication des résultats huit mois plus tard provoquerait un tollé. Schur notait que l'article de Wynder ne se présentait probablement pas encore sous sa forme achevée et devait être assorti d'une nuance formulée en ces termes : « À la suite de ma demande [...] il n'a pas été démontré que l'apparition d'un cancer de la peau chez la souris indiquerait que fumer tend à induire le cancer du poumon chez l'homme^[300]. » Le principal responsable scientifique du premier fabricant mondial de papier à cigarette espérait pouvoir maîtriser les conclusions auxquelles aboutirait cette étude scientifique sur la question cruciale du moment : la cigarette provoque-t-elle le cancer ?

En mai de cette année-là, American Tobacco avait travaillé avec Ecusta pour déterminer la quantité d'acroléine présente dans la fumée de cigarette. On comparait les cigarettes entourées d'une enveloppe en papier et celles enveloppées dans des feuilles de tabac (comme des cigares), et on constatait que les premières généraient des niveaux sensiblement plus élevés de ce poison. Un mois plus tard, Hanmer demanda à Schur s'il pouvait tester les nouveaux filtres expérimentaux d'Ecusta censés supprimer les aldéhydes de la fumée de cigarette^[301].

Au même moment, Ecusta Paper Corporation produisait des données

montrant que, quelle que soit l'enveloppe utilisée, la combustion des cigarettes génère des goudrons capables de déclencher des cancers chez les animaux de laboratoire. Une série d'examen déterminants comparaient les effets de plusieurs goudrons : ceux issus de la combustion de cigarettes enveloppées de diverses sortes de papiers et ceux issus de la combustion du papier seul. On badigeonna le dos rasé des souris avec ces divers goudrons, puis on examina les tissus de leur épiderme pour voir si leurs glandes sébacées (productrices de la transpiration) avaient été détruites. Ce fut le titrage biologique « accéléré » réalisé par William E. Smith, le pathologiste de l'université de New York. Ecusta résuma les résultats de ces études le 9 juin 1953 dans un tableau remarquable (cf. illustration 25) attestant que, quel que soit le type de papier utilisé pour rouler les cigarettes – papier de lin du Minnesota ou de Californie, cellulose purifiée baptisée « film Rand » ou même feuille de burley –, dans chaque cas, l'« estimation de cancérogénicité » restait positive (en d'autres termes, les cigarettes provoquaient des cancers). En revanche, les goudrons du seul papier à cigarette manifestaient une cancérogénicité « faible ». Et l'échantillon de souris témoins, dont le dos avait été badigeonné uniquement de solvant (utilisé pour solubiliser le goudron), se révéla négatif, sans carcinome aucun.

Il s'agissait là de découvertes cardinales, et apparemment des premières expérimentations de ce type jamais conduites par l'industrie qui apportaient clairement la preuve d'une action cancérogène des goudrons du tabac. Ecusta envoya ce tableau au directeur de la fabrication de Lorillard qui le transmit au directeur de la recherche de la compagnie, Harris Parmele, en précisant que l'information était « très confidentielle » : Ecusta « réalise des tests indépendamment d'autres laboratoires dont vous êtes familier » ; autrement dit, ceux d'American Tobacco Company^{302}.

De mal en pis

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui à quel point tout cela a dû être effrayant. Les cigarettes étaient accusées de provoquer le cancer et les expériences mêmes de l'industrie confirmaient ces accusations. Une des réactions consista à vérifier ces résultats par d'autres méthodes. Une lettre du 24 juin 1953 atteste que Jim Rickards, chercheur d'Ecusta, a remercié Hiram Hanmer pour sa « visite extrêmement intéressante et fructueuse » une semaine auparavant, alors qu'une nouvelle série de tests sur l'impact de la fumée de cigarette venait d'être lancée. L'idée était maintenant de renforcer le réalisme des expérimentations en soufflant de la *fumée intégrale* sur le dos rasé des rongeurs en lieu et place du *condensat de fumée* (ou goudrons) dont on les avait enduits. Il s'agissait de confirmer ou, dans l'idéal, d'infirmer les résultats « positifs » déjà obtenus par Ecusta, ainsi que les recherches en cours de Wynder et Graham, dont les résultats et la publication se profilaient à l'horizon.

L'idée de recourir à la fumée telle que le fumeur peut l'inhaler pour tester les réactions biologiques était une antienne au sein de l'industrie. Sa première mention dans les documents internes date du milieu des années 1930, quand des scientifiques d'American Tobacco la soufflaient dans les yeux des lapins pour évaluer le « degré d'irritation » causé par des cigarettes traitées au diéthylène glycol. (Philip Morris se servit de tels tests assortis d'images très crues d'yeux enflammés pour faire la publicité de ses cigarettes, bien qu'à un certain stade Edward S. Harlow, assistant du directeur de recherche de l'American Tobacco, ait confié qu'« un lapin criera si on lui introduit de la nicotine dans l'œil ».) Philip Morris avait remplacé le diéthylène glycol par de la glycérine afin de rendre les feuilles de tabac flexibles lors de la fabrication. Pour des compagnies comme American Tobacco, la question était de savoir si un tel substitut était en fait moins irritant^{303}.

Mais à l'été 1953, ces expériences devaient servir à comparer la

cancérogénicité du tabac et celle du papier à cigarette. Le 9 septembre 1953, Rickards écrit à Harvey Haag, du Medical College of Virginia^[98] (MCV), en lui fournissant des échantillons de référence de tissus cutanés de souris, notés en fonction de l'état de leurs glandes sébacées – « intactes » (c'est-à-dire saines), « altérées » ou « absentes » (c'est-à-dire détruites) –, ainsi qu'une explication sur ce système de notation. Au cours des deux mois suivants, Ecusta et le MCV échangèrent des échantillons cutanés de souris dans du formaldéhyde en évaluant le degré de destruction des tissus comme indice du potentiel cancérogène.

Une mauvaise nouvelle arriva le 13 octobre 1953. Norton Nelson, directeur de recherche à l'Institut de médecine industrielle de l'université de New York, subventionné par Big Tobacco dans le cadre du Fonds Damon Runyon^[99], remit un « rapport d'étape » dévastateur au titre de l'année écoulée, intitulé « Investigation of the Chemical Nature of Environmental Carcinogens » [Étude sur la nature chimique des cancérogènes environnementaux]. Parmi les destinataires, on trouvait les principaux cadres de la recherche des plus grandes compagnies de tabac des États-Unis (Clarke chez Reynolds, Cullman et DuPuis chez Philip Morris, Hanmer chez American Tobacco, Parmele chez Lorillard, Schur chez Ecusta et Tucker chez Brown & Williamson), qui tous reçurent l'instruction de ne pas publier ni de diffuser ce rapport. La raison en était évidente dès la première phrase : « Il a été démontré que les goudrons recueillis dans la fumée de cigarette provoquent le cancer de la peau chez les souris et les lapins^[304]. »

Le choc était de taille. Et le 6 novembre 1953, les résultats finaux des expériences d'Ecusta sur de la fumée *intégrale*, communiqués à Larson au MCV dans une lettre « confidentielle », ne furent pas moins alarmants. Milton Schur, chez Ecusta, rapportait que, sur les huit souris exposées à de la fumée (intégrale), cinq d'entre elles avaient présenté une activité « très forte », autrement dit, des tumeurs cancéreuses ou précancéreuses ; une souris avait manifesté une activité « modérée » et

deux souris aucune activité. Schur envoya son rapport écrit à Larson, le 10 novembre, ne laissant planer aucun doute sur la forte activité biologique des goudrons de tabac testés. Ecusta confirmait une fois encore les pires craintes de l'industrie : la fumée de cigarette peut être une cause de cancer^{305}.

Pour les fabricants de tabac américains, les mois de novembre et décembre 1953 allaient virer au cauchemar. Ces mauvaises nouvelles en précédèrent d'autres, plus graves, suscitant des tentatives encore plus désespérées pour fournir une explication convaincante ou maintenir ces mauvaises nouvelles sous le boisseau. Paul Larson n'était pas convaincu que les tests d'Ecusta suffisaient pour établir la cancérogénicité et il en remit en cause différents aspects. Milton Schur répondit en invoquant la hiérarchie scientifique, citant l'avis de William E. Smith selon lequel « tout produit provoquant la destruction des glandes sébacées dans les conditions de ces tests accélérés produirait sans doute des papillomes et, par la suite, un cancer, dans les conditions du test normalisé »^{306}.

Ecusta était à l'opposé tout à fait satisfait de ces résultats, et ce pour des raisons évidentes : ses expérimentations semblaient exonérer le papier à cigarette et imputer l'entière responsabilité du cancer au tabac. Dans sa correspondance ultérieure, Ecusta tint pour acquis que des « tumeurs malignes et un petit nombre d'excroissances bénignes » étaient apparues chez cinq des huit souris exposées à la fumée de cigarette, aucun cancer et seulement quelques tumeurs bénignes chez les souris témoins non exposées, en pleine cohérence avec le tableau communiqué précédemment à Lorillard. Tandis que les tests sur les goudrons issus du seul papier n'avaient pas provoqué plus de tumeurs dans le groupe expérimental que dans le groupe témoin exposé uniquement au solvant^{307}.

Au-delà de l'exonération du papier, Ecusta avait une autre raison d'être satisfait. À cette époque, la société ne fabriquait pas seulement le papier de l'industrie, mais aussi ses filtres, et ce pour la totalité de l'industrie

américaine de la cigarette. Nous ne détenons aucun document montrant les fabricants de filtres sablant le champagne, mais si la demande de cigarettes « moins dangereuses » se mettait à croître, logiquement, ils avaient tout à y gagner. Ce peut être l'une des raisons pour lesquelles Ecusta souhaitait mener de tels tests : les malheurs de l'industrie feraient le bonheur du papetier.

Les expériences d'Ecusta ne furent jamais rendues publiques. Les résultats ne furent jamais publiés ni même jamais cités par aucun des hauts responsables de l'industrie tout au long du dernier demi-siècle. Ils ne furent mentionnés dans aucune des chroniques historiques publiées sur le tabac ou la recherche contre le cancer. Pourtant, en novembre 1953, le cancer n'était plus un secret, loin s'en fallait.

« Sans le moindre doute »

Le 30 novembre 1953, le magazine *Time* publia un article annonçant qu'il avait été prouvé que les goudrons de la fumée de cigarette provoquaient le cancer chez des souris, « *Beyond Any Doubt* » (sans le moindre doute). C'était une citation d'un « chirurgien réputé de St. Louis, le docteur A. Evarts Graham », mais c'était aussi la manchette de l'article qui citait la révélation de Graham :

Le Dr Ernest L. Wynder et moi-même avons reproduit des cas de cancer à titre expérimental chez les souris par le simple recours aux goudrons de la fumée de tabac. Cela démontre de façon concluante qu'un composé dans la fumée de cigarette induit le cancer. Ce n'est plus une simple possibilité. Nos expériences l'ont prouvé sans le moindre doute^[308].

À ce stade, l'industrie décida qu'elle ne pouvait plus se permettre de

garder le silence et, dans un communiqué de presse du 30 novembre 1953, le président d'American Tobacco, Paul M. Hahn, admit que sa compagnie avait financièrement aidé le « Fonds Damon Runyon qui soutient l'institut de médecine industrielle de l'université de New York, où l'on essaie de découvrir quel facteur, dans le goudron de cigarette, est cause de cancer ». *Time* reprit le communiqué de Hahn ainsi que son affirmation selon laquelle « personne n'a[vaît] encore prouvé que le cancer du poumon chez l'être humain [était] directement imputable au tabac ». Cependant, *Time* relevait aussi que des études avaient établi « les unes après les autres » l'existence « d'une corrélation entre le fait de fumer la cigarette sur une longue période de temps et l'apparition d'un cancer du poumon »^{309}.

Le coup final survint le 8 décembre, quand Alton Ochsner, Ernest Wynder et un certain nombre d'autres chercheurs éminents donnèrent une conférence à la XXIX^e assemblée dentaire annuelle du Grand New York. Ils annoncèrent que les médecins étaient désormais « extrêmement inquiets de la possibilité que, d'ici à cinquante ans, la population masculine des États-Unis soit décimée par le cancer du poumon si la consommation de cigarettes augment[ait] au même rythme que par le passé ». Le *New York Times* rapportait l'événement sans mâcher ses mots :

Quatre rapports médicaux ont été présentés hier, liant tabagisme et maladie, en particulier le cancer du poumon, sans réserve aucune. La corrélation entre tabac et cancer a été formulée en des termes d'une force inhabituelle par de grands spécialistes, lors de la XXIX^e assemblée annuelle des dentistes du Grand New York. Elle a été l'une des premières occasions où des chercheurs en médecine se sont unis, devant une assemblée professionnelle, pour insister avec fermeté sur le fait que c'était bien la cigarette, et non pas un autre facteur environnemental, qui était la cause de cette forte hausse des cancers du poumon chez les hommes,

visible dans les statistiques de la maladie des deux dernières décennies^[310].

L'effet combiné des reportages de *Time* et de l'article du *New York Times*, associé aux rumeurs à la fois persistantes et étouffées sur la collaboration entre l'université de New York, l'Institut Sloan-Kettering et American Tobacco, provoqua un vent de panique et un véritable dégazage à Wall Street, où les titres du tabac subirent leur chute la plus vertigineuse depuis la crise de 1929. Le 9 décembre 1953, le titre American Tobacco perdit près de 6 % de sa valeur, et celui de Reynolds frôla les 10 % de baisse^[311]. Le commerce de la cigarette était en grand danger de délitement.

« Ne serait-ce pas merveilleux... »

Pour l'industrie du tabac, les derniers mois de 1953 furent donc fatidiques. Elle se trouvait confrontée à la crise la plus profonde de son histoire. Quelques jours avant que les résultats de Wynder et Graham ne fussent rendus publics, les fabricants étaient passés à l'attaque, niant qu'il y eût la moindre preuve solide du fait que les cigarettes étaient une cause de maladie. C'est l'American Tobacco Company qui avait lâché la première grande salve le 26 novembre 1953 en diffusant un communiqué de presse où le président Paul Hahn vitupérait ce qu'il appelait les « bavardages » sur le cancer du poumon. Il fallait « rassurer » le public car personne n'avait encore prouvé que ce cancer pulmonaire fût directement lié au tabac ou à ses produits sous quelque forme que ce soit. Il affirmait que « pour chaque expert qui accuse le tabac de l'augmentation des maladies respiratoires, d'autres s'expriment avec au moins autant d'autorité pour soutenir qu'il n'existe aucune preuve attestant que le tabac en soit la cause ». Il abordait aussi la question de la

carcinogénèse expérimentale :

Quelques scientifiques signalent qu'en utilisant une forte concentration de fumée de cigarette – entièrement différente de la fumée qu'une personne peut tirer d'une cigarette – et en la badigeonnant sur la peau des souris, ils ont provoqué des cancers de la peau chez ces rongeurs. D'un autre côté, nous avons beaucoup plus de scientifiques de grande réputation qui, ayant procédé à des expériences similaires, ont indiqué n'avoir généré aucun cancer. Qui plus est, tous les scientifiques s'accordent à dire qu'il n'existe aucune relation connue entre cancers de la peau chez les souris et cancers du poumon chez les humains^{312}.

Ce communiqué de presse de Paul Hahn avait marqué le début d'une nouvelle campagne d'envergure visant à contrer le consensus qui s'installait. Son allégation selon laquelle « pour chaque expert qui accuse le tabac » il y en a d'autres soutenant qu'il n'existe « aucune preuve » était simplement fausse, comme on ne tarda pas à le souligner auprès de la compagnie dans des correspondances privées.

Le 17 décembre 1953, Dwight Macdonald, du *New Yorker*, écrivit une longue lettre à Hanmer en lui rappelant qu'au moins 43 experts médicaux ayant publié affirmaient ce danger, contre seulement 14 qui l'avaient nié (depuis 1948). Loin de constituer une minorité, les « affirmateurs » l'emportaient sur les « dénégateurs » à raison de trois contre un. Macdonald avait dressé la liste des experts des deux bords, ainsi que les dates de leurs publications, et conseillait à M. Hahn de « rectifier son erreur », parce que le sujet était « trop grave pour être pris à la légère ». Pourtant, Hahn ne procéda jamais à aucune rectification. Et Hiram Hanmer attendit le 4 janvier pour répondre à Macdonald qu'il ne voyait aucune « utilité » à « débattre des diverses nuances d'opinions des experts », sans pour autant remettre en cause le rapport de trois contre un avancé par Macdonald^{313}.

À cette époque, les barons du tabac ne s'intéressaient véritablement qu'aux experts susceptibles d'être ralliés à leur camp. Et le communiqué de presse de Hahn allait même à l'encontre des résultats expérimentaux que l'industrie recevait d'Ecusta et d'ailleurs. Peu après sa diffusion, le directeur d'un des principaux laboratoires de recherche du tabac aux États-Unis s'épancha dans un document désormais conservé aux Hill Archives de la Wisconsin Historical Society [Société historique du Wisconsin], où sont regroupées les archives de l'agence de relations publiques Hill & Knowlton : « Mon vieux ! Ne serait-ce pas merveilleux si notre compagnie était la première à produire une cigarette sans cancer ! Ce qu'on infligerait à la concurrence ! » Ce même document, de décembre 1953, recèle aussi l'un des tout premiers aveux sur la réalité de l'addiction de la part de l'industrie : « C'est une chance pour nous que les cigarettes soient une habitude dont ils ne peuvent se débarrasser^[314] », confiait un autre directeur de recherche à Hill & Knowlton.

Nous ne savons pas exactement qui a prononcé ces propos – les noms de leurs auteurs ne sont mentionnés dans aucun document. Nous savons seulement qu'ils émanent de deux des quatre directeurs de recherche interrogés par Hill & Knowlton afin de se tenir informé de ce que savait l'industrie en décembre 1953. Le plus probable, c'est qu'ils faisaient partie du groupe qui s'est réuni le 5 novembre 1953, et qui incluait Hiram Hanmer (American Tobacco), Robert N. DuPuis (Philip Morris), A. Grant Clarke (R. J. Reynolds), Harris B. Parmele (Lorillard), Irwin W. Tucker (Brown & Williamson) et Milton Schur (Ecusta). Quant au commentaire « Mon vieux !... sans cancer », sachant que DuPuis et Clarke se méfiaient de la collaboration avec l'université de New York et que Hanmer et Tucker n'étaient guère portés à de tels éclats, il peut fort bien émaner de Parmele, chez Lorillard, le personnage ne marchandant pas son enthousiasme. De Parmele, nous savons qu'il a lu « avec grand intérêt » l'article de Leonard Engel en 1946 (« Cigarettes Cause Cancer ? ») qui s'interrogeait ainsi : « Dès lors, quel fabricant sera le

premier à relever le défi ? Lequel cherchera des moyens d'éliminer les agents cancérigènes issus du goudron du tabac et sera le premier capable de dire en toute sincérité : «Ma marque ne contient aucun goudron cancérigène^[315]» ? »

Le communiqué de presse de Hahn a introduit une terminologie qui se fraierait un chemin jusque dans le « Frank Statement » du 4 janvier 1954, la *magna carta* de la conspiration de l'industrie américaine visant à nier toute preuve des effets nuisibles du tabac : « À un moment ou un autre, au cours des trois cent cinquante dernières années, pratiquement toutes les maladies connues du corps humain ont été attribuées à la consommation de tabac. Ces accusations ont été abandonnées l'une après l'autre, faute de preuve. » Cette même formule – « l'une après l'autre... » – est répétée *verbatim* dans le « Frank Statement », et plusieurs autres passages comportent des ressemblances frappantes, laissant pressentir la main énergique de Hahn dans la rédaction de cette déclaration^[316]. Certains passages reprenaient des remarques qu'avait formulées son directeur de la recherche, Hiram Hanmer, quelque temps plus tôt. Par exemple celles que celui-ci avait adressées par courrier à la Société américaine de cancérologie (qui vantaient au passage l'exhaustivité des recherches de sa compagnie dans le domaine du tabac et de la santé) : « L'histoire longue du tabac montre qu'à une époque ou une autre on a attribué pratiquement toutes les maladies connues du corps humain au tabac. » « Nonobstant les affirmations d'une prétendue "corrélation statistique", aucune preuve n'a été avancée du fait que fumer du tabac soit la cause de maladies malignes de l'appareil respiratoire^[317]. » Au cours des décennies suivantes, ces deux thèmes allaient devenir le mantra de l'industrie.

Coup de chance

Le financement de la recherche sur le cancer par l'industrie du tabac au début des années 1950 peut être considéré sous des angles divers. Le premier consisterait à le résumer à une série de querelles internes à l'industrie pour savoir ce qui, du papier, du tabac, de certains additifs ou contaminants ou de certaines méthodes de traitement, provoque tous ces cancers. C'est un débat qu'aucune des parties (papier ou tabac) ne souhaitait étaler en place publique, ce qui explique en partie pourquoi les expériences d'Ecusta n'ont jamais vu la lumière du jour.

En revanche, on peut aussi imaginer que si ces expériences avaient exonéré le tabac les choses auraient pris un tour tout différent. Après tout, c'était encore une époque où des experts pouvaient sincèrement douter du lien entre le tabac et l'épidémie de cancers du poumon. La cause était en passe d'être entendue, mais le dossier n'était tout de même pas encore entièrement clos. Si les travaux d'Ernest Wynder et autres avaient été réfutés, le monde en aurait certainement entendu parler haut et fort. Or, l'histoire et les faits sont là, les tests d'Ecusta se sont révélés positifs : la fumée de tabac soufflée sur le dos rasé des souris provoquait l'apparition de cancers, tout comme les goudrons de tabac dont on les avait badigeonnées.

Pour Ecusta, néanmoins, le coup de chance ne fut pas seulement que le papier ait été (relativement) disculpé. En décembre 1953, on l'a vu, ses dirigeants avaient également pris l'heureuse décision de décliner l'invitation de l'industrie du tabac à participer à son plan de prévarication, malgré des « pressions considérables » du secteur^[318]. Le papetier semble n'avoir jamais menti au public (à propos du cancer), et c'est probablement pourquoi il n'a jamais été poursuivi en justice. En revanche, il a continué de fournir des millions de kilomètres de papier à l'industrie et n'a jamais émis lui-même aucune espèce d'avertissement sur le fait que les cigarettes à la fabrication desquelles il participait causaient le cancer, alors même qu'il avait contribué à prouver la chose dans ses laboratoires.

Ecusta continua de travailler avec le Comité de recherche de l'industrie

du tabac et d'autres organismes de recherche de l'industrie, en fournissant au TIRC les distillats de goudron destinés à être employés dans des recherches financées par le secteur. Le fabricant conduisit aussi des travaux expérimentaux sur les propriétés de combustion de divers types de papier et d'ingrédients du papier et, jusque dans les années 1980, aida Philip Morris à développer son procédé ajustable Dial-a-Taste (ou Dial-a-Tar) [Sélect-saveur ou Sélect-goudron], une cigarette censée donner aux fumeurs le choix de la quantité de goudron qu'ils inhalaient. Il mit au point des machines à fumer ultramodernes pour l'industrie et aida British American Tobacco à élaborer des papiers à cigarettes « Reduced Visibility Sidestream » [à visibilité de fumée secondaire réduite]^[319].

D'autres expériences sur les souris furent poursuivies à grands frais et plus ou moins en pure perte. De 1974 à 1984, par exemple, des scientifiques financés par l'industrie forcèrent 10 000 souris à inhaler la fumée de 800 000 cigarettes, pour rechercher des cellules cancéreuses squameuses dans leurs poumons^[320]. De tels protocoles étaient étrangement anachroniques : il était déjà prouvé que fumer provoquait le cancer chez les êtres humains, et les efforts postérieurs aux années 1950 pour observer le comportement des souris dans de telles conditions doivent plutôt être qualifiés d'actes de cruauté envers les animaux et de pseudo-science. L'industrie continuait d'espérer trouver des moyens de se « soustraire par une pirouette » aux sinistres accusations selon lesquelles elle aurait provoqué des morts en masse, et, si cela fonctionna pendant un temps, l'histoire allait finir par la rattraper.

Le consensus et l'arithmétique de la mort de masse

« Fumer la cigarette est cause de cancer du poumon. Cela s'arrête là et aucun argument n'y changera rien. »

Harvey GRAHAM, Smoking – The Facts, *publié par la British Medical Journal Association, 1957.*

Nous aimons croire que le savoir scientifique est cumulatif et que les idées, une fois leur véracité établie, ne peuvent plus être défaites. Mais la réalité, c'est que les faits peuvent se défaire, que l'oubli existe et que toute bonne chose ne porte pas forcément ses fruits. C'est là une partie de la réflexion de Thomas Kuhn dans son ouvrage capital, *La Structure des révolutions scientifiques* : notre vision du monde change non pas tant sous l'accumulation régulière des faits que sous l'effet d'un *Gestalt switch*⁽¹⁰⁰⁾. La science avance par bonds au-dessus de canyons d'idées asséchées, ce qui signifie aussi qu'une certaine forme d'oubli, ou de *désapprentissage*, constitue la clef de tout changement scientifique. Il faut renoncer aux anciens points de vue, l'étrange devient familier, et le familier étrange. Les idées sur le vrai, le réel ou même ce qu'on imagine possible se transforment. La grande science est censée être révolutionnaire.

Certes, toutes les avancées scientifiques, même « démontrées », ne sont pas acceptées d'emblée. Des révolutions peuvent rencontrer une

résistance organisée, surtout quand on empiète sur de puissants adversaires. Le fait que fumer provoque le cancer en est l'exemple par excellence : dès les années 1950, quantité de données scientifiques établissant ce lien s'étaient accumulées, mais l'industrie avait vite appris qu'elle pouvait trouver aussi des universitaires contestant ce fait ; il suffisait d'y mettre le prix.

Dès lors, à partir de quel moment peut-on réellement affirmer que fumer a été reconnu comme cause de cancer ? Quand un consensus est-il né ?

Un terrain biaisé

La première chose à rappeler, c'est que ce n'est pas un monde de questionnements innocents où les chercheurs essaieraient simplement de découvrir la vérité. On ne peut même pas réellement parler d'un monde intérieur et d'un monde extérieur à l'industrie, en raison de l'influence si puissante qu'elle a exercée sur la recherche universitaire⁽¹⁰¹⁾. Nous y reviendrons en explorant les collaborations académiques. Évaluer l'aptitude du secteur à amadouer et à exploiter les scientifiques est cruciale pour qui veut comprendre l'historique du développement des recherches en ce domaine.

Il est aussi essentiel de garder à l'esprit que le cancer du poumon n'est qu'un des nombreux types de maladies causées par le tabagisme et que, historiquement, ce n'est même pas la première à avoir été identifiée. Dès le XVIII^e siècle, on apprit que la pipe engendrait des cancers de la lèvre et de la gorge, lorsque John Hill, en Angleterre, et Samuel Thomas von Soemmerring, en Allemagne, publièrent des articles médicaux sur le sujet. Des médecins français parlaient de « cancers des fumeurs » dès le milieu du XIX^e siècle et, quand le président américain Ulysses S. Grant décéda d'une tumeur de la gorge, en 1885, on attribua généralement ce décès à

sa prédilection pour le cigare.

Il n'est donc *pas vrai* que le risque de cancer induit par le tabac n'a été reconnu que dans les années 1950, ce qu'on entend parfois dans la bouche des experts de l'industrie qui interviennent devant les tribunaux. On a fini par aboutir à cette idée fautive en se focalisant uniquement sur le cancer du poumon et sur les travaux de scientifiques anglais et américains. Si ce type de maladie est devenu la signature du tabac, c'est en partie pour des raisons juridiques : davantage de fumeurs décèdent de maladies du cœur, mais il est plus facile d'intenter une procédure sur la base de tumeurs pulmonaires. Plus des neuf dixièmes du total de ces cancers sont causés par le tabac, tandis que la majorité des affections cardiaques ont d'autres origines (un tiers seulement est en rapport avec le tabac – il existe tant d'autres manières de s'endommager le cœur). Ce qui signifie aussi que, lorsque les avocats veulent plaider un dossier lié au tabac, ils tendent à choisir des plaignants atteints d'une maladie pulmonaire plutôt que d'une affection cardiaque.

Cela étant dit, il existe tout de même de bonnes raisons pour considérer le cancer du poumon comme la carte de visite de l'épidémie de la cigarette. La principale en est que sur 10 personnes qui contractent la maladie, 9 ne l'auraient jamais développée si elles n'avaient pas fumé ou respiré la fumée des autres. Cette proportion peut atteindre 95 % selon l'endroit où l'on vit et le degré de pollution de l'air. Aux premiers stades de l'épidémie de la cigarette, fumer ne sera qu'une des nombreuses causes du cancer du poumon, car la maladie elle-même demeurera assez rare. Toutefois, le tabagisme de masse finira par l'emporter sur les autres causes. Il est également notoire que les tumeurs pulmonaires sont difficiles à traiter. Aujourd'hui encore, même en ayant pleinement accès aux moyens de la médecine moderne, la plupart des individus atteints en mourront. Le cancer du poumon n'est pas comparable aux tumeurs cutanées ou même au cancer du sein : un diagnostic de tumeur maligne au poumon équivaut en général à une

sentence de mort.

Quoi qu'il en soit, comment a-t-on découvert le risque de cancer du poumon ? Quels types de preuves a-t-on invoqués et à partir de quand peut-on dire qu'un consensus s'est instauré ?

Un faisceau de preuves convergentes

La science du milieu des années 1950 reposait en réalité sur la convergence de plusieurs voies d'enquête distinctes, notamment :

- des expérimentations animales, démontrant que les extraits de goudron de tabac pouvaient être cause de cancer ;
- l'épidémiologie, incluant des études rétrospectives et prospectives de tendances statistiques de morbidité chez l'homme ;
- la pathologie clinique, soit l'étude au microscope des lésions cellulaires causées par l'exposition à la fumée de cigarette ;
- des analyses chimiques – soit le fait d'isoler dans la fumée de tabac des cancérrogènes avérés ;
- des arguments présomptifs tirés de la logique de la déduction médicale, en particulier du fait que rien n'explique mieux la croissance épidémique du cancer du poumon, tout particulièrement la répartition entre les sexes, que le tabagisme.

Les expérimentations animales, l'épidémiologie, la pathologie clinique et les analyses chimiques furent autant d'éléments cruciaux dans le consensus des années 1950 autour du cancer. Et les chercheurs connaissaient souvent ce faisceau de preuves qui se renforcent les unes les autres : Wynder cite Roffo, ainsi que Doll et Hill ; Doll et Hill citent Wynder et Graham, etc. En Allemagne, ce type de complémentarité méthodologique était déjà un trait caractéristique du paysage de l'avant-guerre. Dans les années 1930, des universitaires allemands attirèrent l'attention sur le parallèle entre les goudrons de tabac et de houille, dont il

avait été démontré qu'ils provoquaient l'un et l'autre des cancers chez des animaux de laboratoire. Il était admis que fumer équivalait à se « badigeonner » de façon répétée les poumons de goudron, avec la quantité impressionnante de cent grammes de goudron inhalés pour chaque kilo de tabac fumé. Comme nous l'avons vu, Roffo avait mis en avant cette comparaison en calculant qu'un an de tabagisme pouvait acheminer dans les poumons presque un demi-kilo de goudron. Roffo avait également souligné que la reconnaissance d'un lien entre tabac et cancer avait surgi de la convergence de traditions très différentes en matière de preuve, allant de l'expérience clinique et de l'épidémiologie à l'analyse chimique et à l'expérimentation animale en laboratoire⁽³²¹⁾.

Toutefois, indépendamment de l'opiniâtreté de l'industrie, il n'était pas aisé de reconnaître la cancérogénicité des cigarettes avant qu'un grand nombre de gens ne se mettent à en fumer. En règle générale, entre la première exposition et l'apparition des symptômes, le cancer du poumon connaît un temps de latence de trente, quarante ou même cinquante ans, et c'est pourquoi, après le boom de la cigarette, l'épidémie mit plusieurs décennies à faire son apparition. Et avant la popularisation des mélanges de Virginie à faible pH au cours des premières décennies du XX^e siècle, les gens qui fumaient inhalaient rarement la fumée. À cet égard, l'observation du cancer est différente de celle des astres, où les objets de l'enquête ne sont pas influencés par l'action humaine⁽³²²⁾.

Certains avocats des compagnies du tabac, sous le coup de la frustration peut-être, admettaient à huis clos ce consensus dès 1961. Un avocat conseil d'American Tobacco Company prêta cette année-là sa plume à une note se moquant de la position publique de l'industrie selon laquelle « quelques » médecins avaient identifié un danger :

Concernant les « quelques » [médecins] qui attribuent un effet causal au tabac : ces « quelques » [médecins] comptent dans leurs rangs le ministre de la Santé des États-Unis en charge des services de santé

publique, le commissaire à la Santé de l'État de New York, le département de la Santé publique de Californie, l'association Cancer et santé publique, le ministère de la Santé d'Angleterre et du pays de Galles, le groupe d'étude de la Société américaine de cancérologie, l'Association américaine de cardiologie, l'Institut national du cancer, l'Institut national de cardiologie, le Conseil de la recherche médicale de Grande-Bretagne, le ministère des Affaires sociales et de la Santé publique des Pays-Bas, le Conseil de la recherche médicale d'État de Suède, l'Association américaine de santé publique, l'Association nationale pour la tuberculose et le groupe d'étude de l'Organisation mondiale de la santé, entre autres^[323].

Ce même juriste admettrait plus tard que :

Lorsque la première procédure judiciaire [contre les compagnies de tabac] a été engagée, le procès Lowe, à St. Louis, en mars 1954, le dossier médical contre la cigarette était considéré comme démontré de manière incontestable par la vaste majorité du public et de la profession médicale^[324].

Les grandes dates du consensus

- 1952 : l'Union internationale contre le cancer, réunie à Louvain, en Belgique, publia une résolution affirmant qu'« il exist[ait] désormais une preuve du lien entre le tabagisme et le cancer du poumon et que ce lien était généralement proportionnel à la consommation totale ». Deux ans plus tard, à São Paulo, le même organisme conclut que « des études complémentaires confirm[ai]ent le point de vue adopté lors du précédent Symposium et indiqu[ai]ent que l'association mentionnée (entre tabagisme et cancer du poumon) serait de nature causale »^[325].

- 1953 : un éditorial du prestigieux *New England Journal of Medicine* affirma que la récente étude épidémiologique de Doll et Hill apportait « la preuve d'une association entre cigarette et cancer du poumon, si marquée qu'elle [devait] être considérée comme une preuve au sens le plus courant du terme ». En effet, « si des données similaires avaient incriminé, dans un aliment, un agent contaminant qui ne serait ni créateur d'habitudes ni soutenu par la publicité de tout empire financier, il fait peu de doute que des contre-mesures efficaces se seraient rapidement ensuivies ». En janvier 1954, cette même revue qualifia la preuve statistique clinique reliant le tabagisme au cancer du poumon d'« écrasante »^[326].

- Novembre 1953 : un comité statistique créé par le directeur général de la Santé au ministère de la Santé britannique conclut que le lien statistique entre tabagisme et cancer du poumon était « réel », avec « une forte présomption pour que ce lien soit un lien de causalité, sauf à découvrir une preuve positive du contraire ». Geoffrey Todd, directeur du service des statistiques chez Imperial Tobacco Company et directeur du puissant Conseil de la recherche britannique sur le tabac, fut déçu, mais « ne tard[a] pas à reconnaître que le Comité [était] parvenu à la bonne conclusion »^[327].

- 12 février 1954 : en Grande-Bretagne, à la suite d'une enquête qui dura trois ans, le Comité consultatif permanent sur le cancer et la radiothérapie [Standing Advisory Committee on Cancer and Radiotherapy] annonça que la relation entre tabagisme et cancer du poumon était « de nature causale » et que « le risque cro[issait] avec la quantité de tabac fumée, en particulier pour les cigarettes ». Iain Macleod, ministre de la Santé, soutint les analyses du Comité dans un discours devant la Chambre des Communes, en reprenant à son compte la conclusion selon laquelle le lien de causalité entre tabagisme et cancer du poumon « [devait] être considéré comme établi ». Johannes Clemmesen, éminent statisticien danois du cancer, prédit « une hausse

régulière des cancers des bronches », conséquence de l'addiction à « une habitude héritée des Peaux-Rouges »⁽³²⁸⁾.

- Octobre 1954 : le conseil national d'administration de la Société américaine de cancérologie annonça « sans aucun avis divergent » que « les preuves actuellement accessibles indiqu[ai]ent une association entre tabagisme, en particulier la consommation de cigarettes, et cancer du poumon, et d'autres formes de cancer à un moindre degré ». Dans son rapport annuel, la Société nota que « les faits [étaient] indéniables », à savoir qu'un gros fumeur [était] au moins « cinq fois plus prédisposé à développer un cancer du poumon » qu'une personne qui n'a[vait] jamais fumé. Cornelius P. Rhoads tint la « question médicale sous-jacente » pour « réglée », et l'Institut Sloan-Kettering de recherche sur le cancer conclut que « le gros fumeur présent[ait] clairement de bien plus grands risques que le non-fumeur de contracter un cancer du poumon » et que, pour quiconque tentait de comprendre la cause de cette épidémie, l'exposition des poumons à la fumée de tabac était « un facteur primordial qui ne p[ouvai]t plus être ignoré ». L'Association de cancérologie et de santé publique [Public Health Cancer Association] publia une résolution conseillant au public de cesser de fumer, afin de mieux prévenir le cancer⁽³²⁹⁾. Et des inventeurs déposant des brevets pour des filtres commencèrent à invoquer ce motif : la fumée de cigarette avait « tendance à provoquer le cancer du poumon ».

- 6 novembre 1954 : lors d'une conférence de l'Association médicale socialiste [Socialist Medical Association] de Grande-Bretagne, le docteur Horace Joules affirma qu'il n'existait « absolument aucun doute » que « la consommation excessive de cigarettes » était la principale cause de cancer du poumon⁽³³⁰⁾.

- Au cours des années suivantes, des sociétés de lutte contre le cancer, en Norvège, en Suède, en Finlande, au Danemark et aux Pays-Bas, émirent des déclarations similaires : la Société paritaire sur la tuberculose [Joint Tuberculosis Society] de Grande-Bretagne et le ministère national

de la Santé et des Services sociaux du Canada.

- 1955 : Carl V. Weller, éminent pathologiste de l'université du Michigan, écrit dans son *Causal Factors in Cancer of the Lung* [Facteurs de causalité du cancer du poumon] qu'en dépit de son scepticisme antérieur il admettait maintenant, « avec nombre de spécialistes de l'analyse statistique et de l'épidémiologie du cancer, que le lien [était] établi »^[331]. D'autres sceptiques, notamment Clarence W. Lieb et C. P. Rhoads, se laissèrent « convertir » par ces preuves et se rallièrent peu à peu au consensus.

- 1956 : Charles S. Cameron, directeur médical et scientifique de la Société américaine de cancérologie, et ancien sceptique, écrit : « Si l'existence du même degré d'association qui a pu être établi entre cancer du poumon et tabagisme devait être attesté entre cancer du poumon et, disons, consommation d'épinards, personne ne lèverait le petit doigt contre la proscription de l'épinard du régime alimentaire à l'échelle nationale. »^[332]

- 1956 : Le président du Conseil de la recherche médicale [Medical Research Council] britannique qualifia le lien tabagisme-cancer du poumon d'« incontestable » et souligna que les preuves réunies en Grande-Bretagne et ailleurs démontraient que la mortalité par cancer du poumon était « vingt fois plus élevée chez les gros fumeurs que chez les non-fumeurs »^[333].

- Juin 1957 : le président du Conseil de la recherche médicale de Grande-Bretagne publia un communiqué concluant qu'« une majeure partie » de l'augmentation du nombre de cancers du poumon allait de pair avec le tabagisme, « en particulier sous forme de cigarettes », et que la relation était « de causalité directe ». Le ministre de la Santé du royaume reprit cette déclaration et précisa à la Chambre des Communes que « l'interprétation la plus raisonnable de la très forte hausse du nombre des décès d'individus masculins par cancer du poumon au cours des vingt-cinq dernières années rest[ait] que la majeure partie a[vait] été causée

par le tabagisme »^[334].

- Juin 1957 : un « groupe d'étude », composé de chercheurs de l'Institut national du cancer, de la Société américaine de cancérologie et de l'Institut national de cardiologie, de l'Association américaine de cardiologie [American Heart Association] et de plusieurs facultés de médecine américaines de premier plan, conclut, après une année d'examen approfondis, que « la somme des preuves scientifiques attest[ait], au-delà de tout doute raisonnable, que le tabagisme est un facteur de causalité dans l'incidence croissante de carcinomes épidermoïdes du poumon chez l'homme ». Le rapport fut avalisé par le ministre américain de la Santé, Leroy E. Burney, qui insista sur « l'ensemble de preuves croissantes et cohérentes de ce qu'un usage excessif de la cigarette [était] l'un des facteurs de causalité du cancer du poumon ». Il conclut que de « nombreuses études indépendantes » confirmaient « au-delà de tout doute raisonnable qu'il exist[ait] un fort degré d'association statistique entre cancer du poumon et consommation importante et prolongée de cigarettes »^[335].

- 1957 : le ministère des Affaires sociales et de la Santé publique des Pays-Bas publia un communiqué reconnaissant le lien tabagisme-cancer du poumon^[336].

- 1958 : le Conseil de la recherche médicale de Suède [Medicinska forskningsrådet] adressa au roi un rapport fondé sur les publications du groupe d'étude américain (évoqué plus haut) et celles du Conseil de la recherche médicale britannique, qui concluait que certaines substances inhalées avec la fumée de cigarette « constitu[ai]ent, selon toute probabilité, un facteur essentiel dans l'occurrence de certains types de cancers du poumon ». L'espoir y était formulé que la fumée « puisse être débarrassée des substances cancérigènes »^[337].

- 1960 : le conseil des directeurs de la Société américaine de cancérologie réaffirma « au-delà de tout doute raisonnable » que fumer était « la cause majeure d'une multiplication sans précédent des cancers

du poumon »^{338}. Cette même année, un comité d'experts de sept nations, au sein de l'Organisation mondiale de la santé, conclut que « l'association entre tabagisme et cancer du poumon a[va]it été démontrée » et que « les preuves disponibles indiqu[ai]ent que fumer la cigarette [était] un facteur causal majeur ». C'est une conclusion adossée à des « recherches approfondies » sur lesquelles ne plane « aucun doute sérieux »^{339}.

- 1961 : l'assemblée du Conseil de l'association de médecine du Canada [Council of the Canadian Medical Association], à Montréal, publia un communiqué affirmant que : « le principal facteur causal » dans l'épidémie de carcinomes pulmonaires est le tabagisme. Un bilan publié par Norman Delarue qualifiait ce lien d'« incontournable » et de « certain »^{340}.

- 1962 : le Collège royal de médecine [Royal College of Physicians] de Grande-Bretagne conclut après deux années d'enquête que fumer était « une cause importante de cancer du poumon » et que, si cette habitude devait cesser, « le taux de mortalité par cancer du poumon finirait par chuter peut-être au cinquième ou même, chez les hommes, au dixième de son niveau actuel »^{341}.

Le rapport 1964 du ministre de la Santé des États-Unis

Lorsque le ministre de la Santé conclut en janvier 1964 qu'« il y a[va]it un lien causal chez les hommes » entre le fait de fumer et celui d'avoir un cancer du poumon, ce fut donc la cerise sur le gâteau, ou plutôt une forme de banalité scientifique. Cette conclusion était le résultat de treize mois d'examen attentif de la littérature scientifique avec l'aide de 155 consultants et d'une équipe de soutien énergétique qui tous tentèrent d'évaluer l'état des connaissances scientifiques concernant ce lien.

Ce document est important en raison des méthodes utilisées : des

chercheurs de différentes disciplines furent retenus pour siéger au comité consultatif responsable de sa rédaction, et on prit grand soin de passer en revue la totalité de la littérature disponible sur le sujet. Allan Brandt attribue à ce rapport le mérite d'être le premier exemple de ce qu'il appelle la « science procédurale », désignant par là une science délibérément organisée de manière à offrir un bouclier d'une solidité à toute épreuve contre d'éventuelles invalidations juridiques⁽³⁴²⁾.

Le rapport du ministre de la Santé était néanmoins fautif sur un certain nombre d'aspects intéressants. De prime abord, il y a ce fait curieux : les membres du comité consultatif devaient n'avoir jamais pris position sur la question du tabac et de la santé. Ce n'est pas ainsi qu'on s'imagine normalement la composition d'un comité d'experts : imaginez un rapport sur le changement climatique ou sur la faim dans le monde qui imposerait à ses rédacteurs de n'avoir jamais publié sur le sujet. C'était donc un rapport d'experts « innocents » : dans une certaine mesure, ils agissaient en toute ingénuité, plus à l'instar d'un jury qui tente d'aboutir à un verdict que d'un groupement de chercheurs essayant de parvenir à des conclusions factuelles inédites.

Le rapport a aussi ceci d'extraordinaire qu'il a accordé à l'industrie du tabac un droit de veto sur les nominations au sein du comité. Comme si la polio avait un droit de vote quant au type de vaccin développé. Puisqu'on lui reconnaissait ce pouvoir de veto, on prit grand soin de ne pas coopter quiconque serait fortement antitabac. En fait, à peu près la moitié du comité se composait de fumeurs. Autre aspect plus sinistre encore, deux membres du comité avaient auparavant travaillé comme consultants pour l'industrie de la cigarette : Maurice H. Seevers, directeur du département de pharmacologie de l'université du Michigan, avait été consultant pour American Tobacco, et Louis F. Fieser, chimiste de l'université Harvard et inventeur du napalm, travaillait pour Liggett & Myers et Arthur D. Little (sur le benzopyrène présent dans le papier à cigarette) depuis le début des années 1950.

Fieser se révéla relativement inefficace, mais Seevers finit comme il avait commencé, en allié décisif du tabac. C'est sa voix qui convainquit le comité de qualifier le tabagisme d'« habitude » et non d'« addiction » malgré des preuves assez éloquentes du contraire (et les aveux internes de l'industrie en ce sens). Vingt-cinq ans allaient s'écouler avant que cette omission ne soit amendée : le premier rapport du ministre de la Santé reconnaissant le caractère addictif du tabac ne parut qu'en 1988⁽³⁴³⁾. Il faut en remercier non seulement Seevers, mais aussi l'industrie et ses décennies de résistance, tant elle craignait les conséquences juridiques de tout aveu de cet ordre. La correspondance interne témoigne de cette peur, comme lorsqu'en 1980 des avocats du cabinet Shook, Hardy & Bacon qualifièrent l'addiction d'« arme la plus puissante dont un avocat de l'accusation puisse disposer dans un dossier cancer du poumon/cigarette ». Leur raisonnement était sensé : « Nous ne pouvons continuer de défendre le tabagisme comme un “libre choix” si la personne souffre d'“addiction”⁽³⁴⁴⁾. » Et c'est évidemment la raison pour laquelle il était toujours crucial d'exclure cette question des débats. (Les avocats des plaignants aujourd'hui tentent de faire recevoir ce document parmi les preuves, mais la défense réussit souvent à l'écartier).

Seevers a été une figure importante dans l'histoire des manœuvres de dissimulation de cette dépendance. Son refus catégorique se fondait sur son opinion selon laquelle la nicotine ne provoquait ni comportement antisocial ni intoxication. Richard Kluger le formule joliment dans son livre *Ashes to Ashes* :

Pour Seevers, l'addiction était synonyme de désir irrépressible de continuer à consommer une drogue, d'une tendance, ou d'un besoin à augmenter sans cesse les doses, d'une dépendance physique, de symptômes de sevrage pouvant le cas échéant se révéler d'une extrême gravité, et de la volonté du consommateur « de se la procurer par tous les moyens » – référence à peine voilée à des actes antisociaux tels que le

vol, afin de financer cette habitude. L'autre terme possible, l'accoutumance – celui par lequel Seevers définit le tabagisme – n'impliquait aucune tendance à faire appel à des doses sans cesse croissantes, supposait une dépendance plus psychologique que physique dont on pouvait aisément s'affranchir, et n'allait pas de pair avec des actes antisociaux^[345].

Kluger poursuit en relevant que l'absence de cette psychopathologie que nous associons à des drogues plus « dures » pourrait tenir au fait que les cigarettes sont « bon marché, omniprésentes et légales », ce qui n'est évidemment pas le cas de l'héroïne ou de l'opium. Et il est difficile d'appréhender l'addiction à une telle échelle : fallait-il qualifier la moitié de la population américaine adulte de bande de drogués ?

Il serait dès lors erroné de considérer le rapport du ministre de la Santé comme une évaluation « incontestable » de la science de l'époque. Il est biaisé, en raison des moyens détournés qui ont présidé à sa constitution, de l'exclusion des principaux experts faisant autorité et de l'infiltration par des alliés de l'industrie. Il est biaisé en raison de la prudence rhétorique et de ses litotes. Un comité représentant la science de pointe de ce temps serait parvenu à des conclusions plus tranchées, qui n'auraient pas repris bon nombre des restrictions et nuances qui parvinrent à se frayer un chemin jusqu'au texte final^[346].

Qui plus est, le comité consultatif du ministre de la Santé n'a pas eu accès aux travaux de l'industrie sur le tabac et la santé. Ce comité n'a jamais été informé de l'enquête de Claude Teague, des expériences d'Ecusta sur les condensats et la fumée intégrale, des détails relatifs à la collaboration entre le Fonds Damon Runyon et l'université de New York, ou encore des longues listes de cancérogènes présents dans la fumée dressées par Reynolds, Philip Morris et les autres compagnies. Le comité n'était pas dans le secret des confessions de British American Tobacco (BATCO), qui dès 1961 décrivait les fumeurs comme des « accros de la

nicotine », ou de Brown & Williamson qui, en 1963, reconnaissait être « dans le commerce de la vente de nicotine, une drogue addictive ». Et il n'était pas non plus informé des recherches qui poussèrent Sir Charles Ellis, de British American Tobacco, à se vanter de ce que sa compagnie détenait une connaissance de la nicotine « bien plus exhaustive que ce qui existe dans la littérature scientifique publiée^{347} ».

Certes, il n'en demeure pas moins qu'on peut considérer à bon droit le rapport du ministre de la Santé comme un document d'un poids *politique* non négligeable et comme un tournant dans le cadre d'un plus vaste mouvement de reconnaissance publique des dangers du tabac. Il a en effet apposé le sceau de l'approbation gouvernementale sur la réalité du lien entre la cigarette et le cancer, du moins chez les hommes, et marqué en un sens le début de la fin du tabagisme aux États-Unis. À partir de là, le taux de tabagisme par personne a commencé à décliner – sans que cette baisse soit très prononcée, mais il faut savoir que la consommation *totale*, aux États-Unis, a continué d'augmenter pendant presque vingt ans avant d'atteindre un pic d'environ 630 milliards de cigarettes au début des années 1980. Même la force politique de ce rapport du ministre de la Santé n'a pas été ce qu'elle aurait pu et dû être. En réalité, les fabricants de tabac furent ravis de la réaction qu'ils constatèrent : pendant les quelques mois qui suivirent la conférence de presse annonçant le rapport, les taux de tabagisme accusèrent une baisse drastique mais, dès la fin de l'année, ils s'étaient plus ou moins rétablis. Moins d'un mois après sa parution, le vice-président de Philip Morris, George Weissmann, écrivit à son président, Joseph F. Cullman III, pour lui exprimer son soulagement face à cette réaction du public, bien moins sévère que redouté. Les réflexions de la presse étaient « relativement modérées », et les adversaires les plus sérieux de l'industrie ne formulaient eux-mêmes aucune proposition qui engagerait « la vie ou la mort » du secteur. La « crise grave » était évitée^{348}.

En fait, les profits du secteur ont continué de croître durant des

décennies. Une des raisons principales était que le cartel exerçait son énorme pouvoir politique à Washington et, au-delà, d'un bout à l'autre des deux Amériques. Big Tobacco comptait des amis aux plus hauts niveaux du gouvernement et la résistance était communément considérée comme une trahison. C'est probablement la raison pour laquelle le président Johnson n'approuva jamais le rapport du ministre de la Santé, malgré l'insistance de son gouvernement en ce sens. Certes, Johnson avait d'autres préoccupations à l'esprit : le président Kennedy avait été assassiné moins de deux mois plus tôt et, en qualité de vice-président, il avait dû précipitamment reprendre les rênes du pouvoir. Son sous-ministre de la Santé, le jeune Joseph Califano, le pressa d'avaliser le rapport et d'agir contre la cigarette, mais le président savait les démocrates affaiblis chez les Blancs du Sud cultivateurs de tabac, surtout depuis qu'il avait défendu la cause de la déségrégation raciale. Il répondit à Califano que s'en prendre au tabac risquait de signifier la défaite des démocrates à l'élection présidentielle de novembre 1964, un risque politique qu'il ne souhaitait pas courir⁽³⁴⁹⁾. C'est dire le pouvoir de Big Tobacco, une puissance sans doute supérieure à celle de Big Oil, puisque Johnson ne répugna nullement à soutenir la réalité du changement climatique (« Notre génération a modifié la composition de l'atmosphère à l'échelle planétaire [...] par une élévation constante du dioxyde de carbone issu de la combustion d'énergie fossile⁽³⁵⁰⁾ »).

Quoique présenté comme un événement, le rapport du ministre de la Santé ne présentait aucun intérêt pour ceux qui avaient une connaissance approfondie et actualisée du sujet. Il faut se rendre compte que si l'industrie ne s'était pas opposée aussi fermement à la science, ce rapport n'aurait jamais été rédigé – il n'aurait pas même été nécessaire. Le gouvernement américain ne se serait jamais senti obligé d'organiser pareille enquête, à la fois singulière et sans précédent. Dans ses grandes lignes, le dossier scientifique contre le tabac était à peu près clos dès le milieu des années 1950, et le besoin supposé de faire tester et certifier la

chose par une commission d'enquête neutre – au sein d'une sorte de procès tranché par des jurés scientifiques –, nous en dit davantage sur le pouvoir de Big Tobacco que sur la précarité prétendue de la connaissance scientifique. Rappelons le mot de Charles Cameron, de la Société américaine de cancérologie, selon qui, si l'on avait réuni des preuves similaires contre l'épinard, ce légume aurait été banni de l'assiette des Américains (1956). Dans les années 1950, aux États-Unis, une demi-douzaine de colorants furent interdits sur la base de preuves bien plus maigres. La persistance du tabac témoigne de l'influence politique et économique de cette industrie, alliée à une maîtrise sans égale de l'art du démenti, de la tromperie et de la diversion. À quoi s'ajoute, naturellement, le pouvoir addictif de la molécule de nicotine et les craintes du gouvernement de perdre toutes ces sources de taxes.

Les aveux de l'industrie européenne

Pour la communauté scientifique anglo-américaine, dans les années 1950, le consensus était établi : le tabac constituait une cause importante de cancer du poumon. Et en certaines circonstances, les fabricants de tabac le concédaient, quoique en privé seulement. On songe ici à l'étude de Claude Teague (« Survey of Cancer Research ») et aux expérimentations animales menées par Ecusta et le cercle de l'université de New York-Fonds Damon Runyon, mais il en existe d'autres exemples. Le 25 mars 1954, des chercheurs et cadres de haut niveau de Liggett & Myers se réunirent avec Arthur D. Little, Inc., pour discuter du projet d'une série d'expériences destinées à vérifier les travaux de Wynder sur les souris. Liggett avait récemment engagé ce cabinet pour conduire une série de tests similaires, le projet consistant aussi à tester si des marques différentes pouvaient être plus ou moins cancérogènes. Vers la fin de cette réunion, Frederick R. Darkis, le directeur de la recherche

de Liggett, eut ce commentaire devant le groupe : « Si nous réussissons à éliminer ou à réduire le cancérogène présent dans la fumée, nous aurons réalisé un réel progrès. » Nous possédons les minutes de cette réunion^[351], et il semble qu'aucun de ceux qui y participaient n'ait remis en cause son postulat : un agent dans la fumée de cigarette était en effet source de cancer. La question n'était clairement pas de savoir si, mais comment de tels agents pouvaient opérer, et on soupçonnait notamment l'arsenic, les hydrocarbures polycycliques aromatiques, les phénols, les produits d'oxydation du stérol, ou même un virus transitant depuis la plante.

L'autre aveu survint en 1952, quand une compagnie américaine commercialisa une aide au sevrage, sous la marque Nicotol, un générateur de dopamine contenant de la lobéline, un alcaloïde dérivé du « tabac indien » (*Lobelia inflata*). Alerté de la parution d'une double page de publicité dans le *Boston Sunday Advertiser*, Hiram Hanmer (American Tobacco) indiqua dans une note adressée au directeur du marketing que l'identification formelle, dans cette publicité, du monoxyde de carbone, de l'arsenic et du cyanure dans la fumée de tabac « ne saurait être remise en question ». Il admit aussi que Raymond Pearl avait probablement raison de conclure que les fumeurs s'exposaient à une mort prématurée : Pearl était un « scientifique éminent et ses conclusions t[enaient] la route ». Hanmer considérait donc que toute tentative pour s'insurger contre cette publicité serait sans doute perçue comme pure argutie. En conséquence, aucun commentaire public ne fut diffusé. « Les publicitaires du Nicotol ont peut-être un talon d'Achille, mais nous n'avons pas été en mesure de le découvrir^[352]. » Hanmer fut manifestement exaspéré par le fait que le cours de la science se retourne contre sa compagnie, une exaspération également exprimée dans une lettre qu'il écrivit à son président Hahn, le 19 novembre 1953, peu avant le lancement officiel de la conspiration. Hanmer y évoquait une conversation avec A. Clark Griffin, chimiste à Stanford, à propos des

expériences de Wynder, en passe d'être publiées, sur les souris badigeonnées de goudrons. Il mentionnait le point de vue de Griffin : « Si quelqu'un menait des recherches contredisant les études et les conclusions de Wynder et Graham, il ne pourrait en publier les résultats qu'en s'exposant à un risque considérable pour sa réputation, cela lui attirerait le courroux de la profession médicale, et si quelqu'un avait le courage de se lancer, il pourrait perdre son poste, tant serait forte la pression sur l'institution et le département qu'il représentait^{353}. » Certes, il n'y aurait ni « courroux » ni « pression » de la profession médicale, à moins que de telles opinions ne soient fortement affirmées. Hanmer et Griffin révélèrent ici que Wynder et ses collègues disposaient d'une autorité suffisante pour que les dénégateurs du lien tabac-cancer se sentent assiégés, marginalisés – encore un signe de consensus.

Et les fabricants européens parvenaient à des conclusions similaires. En France, durant l'été 1958, John M. Moseley, directeur de la recherche en matériaux élémentaires d'American Tobacco, prit note de la « conclusion inéluctable » du docteur Jean-Louis Cuzin de la Régie française des tabacs :

Le docteur Cuzin m'a indiqué en privé qu'ils étaient parvenus à la conclusion inéluctable, fondée sur les résultats de l'expérimentation animale et d'études statistiques, qu'il existe une relation de cause à effet entre tabagisme et cancer du poumon, et qu'il avait reçu instruction de la Régie française de préparer une déclaration officielle pour le congrès sur le Cancer de Londres de juillet 1958. Il semble que le docteur Cuzin ait été grandement influencé par le docteur Ernest Wynder. J'ai demandé au docteur Cuzin quelle serait la prochaine démarche du gouvernement français concernant cette question et il l'ignorait. Il ne pensait pas qu'on puisse dissuader les Français de fumer et ajouta que ce problème ne les intéressait pas^{354}.

Moseley avait déjà reconnu que le monopole français acceptait que « les preuves anticigarette établissent une relation de cause à effet entre l'acte de fumer et le cancer du poumon ». Cuzin réitéra sa conviction devant Moseley trois ans plus tard – en 1961 –, en relevant que c'était « la position officielle de la Régie française d'admettre un lien entre la cigarette et le cancer du poumon ». À cette époque, Cuzin fut chargé par la Régie de produire une cigarette « moins dangereuse » et « ayant un bon goût ». En réduisant le benzopyrène, il crut possible de créer une cigarette « qui soit 30 % moins nocive », peut-être en diminuant la largeur de coupe des tabacs – afin de favoriser une combustion plus complète⁽³⁵⁵⁾. Les chercheurs français du laboratoire de Raymond Latarjet, à Paris, se penchèrent aussi sur l'emploi de catalyseurs à base de palladium afin de brûler complètement les hydrocarbures polycycliques aromatiques, un procédé qui serait employé plus tard par Liggett pour son projet de cigarette XA.

Dans les années 1950, les fabricants français entretiennent avec la communauté scientifique une relation plus honnête que leurs homologues britanniques et américains. Le fait qu'il s'agissait d'un monopole d'État a pu favoriser la chose. Toutefois, l'autre aspect essentiel, c'est que les Français ne fumaient pas encore autant de cigarettes que les Anglais ou les Américains. Ils avaient aussi tendance à préférer les mélanges de tabac brun, plus âcres que les autres (donc plus alcalins), qui étaient moins souvent inhalés et dès lors moins susceptibles d'engendrer des cancers pulmonaires⁽³⁵⁶⁾. Cela contribue à expliquer pourquoi le lien cigarette-cancer prêtait moins à conséquence en France qu'ailleurs : les hommes fumaient moins, ils étaient moins nombreux à avaler la fumée, donc ils l'étaient d'autant moins à mourir du cancer. Dans les années 1950, la mortalité masculine par cancer du poumon y plafonnait au tiers environ de celle des hommes au Royaume-Uni, un modèle qui s'inversa presque parfaitement durant les quarante années suivantes. Entre 1960 et 2000, le taux de cancers pulmonaires fut presque divisé par trois chez les

Britanniques de sexe masculin âgés de 35 à 44 ans, tandis qu'il fit *plus que tripler*⁽³⁵⁷⁾ chez les Français de la même tranche d'âge. La différence provenait du fait que l'histoire du tabagisme est très différente au sein de ces deux pays.

Rappelons que les Britanniques fumaient comme des pompiers dans les années 1930 et 1940. Aussi leur moisson de cancers fut-elle lourde dans les années 1950 et 1960. En revanche, les Français, qui connurent des périodes de pénurie avant guerre, durant l'occupation et l'après-guerre, ne furent pas des fumeurs invétérés. Ils fumaient environ 600 cigarettes par personne et par an, quand les Britanniques atteignaient des niveaux quatre ou cinq fois plus élevés (1 300 pour les femmes et 3 600 pour les hommes). Or la situation s'inversa dans les décennies 1960, 1970 et 1980, lorsque les taux de tabagisme britannique chutèrent (de façon spectaculaire) alors que ceux des Français augmentaient. En Grande-Bretagne, les taux de cancer du poumon entamèrent un reflux à partir des années 1960 ; en France, à partir des années 1990 seulement. Autrement dit, l'épidémie française de tabagisme connut le même déroulement que celle des Britanniques, mais avec un décalage de trente ou quarante ans⁽³⁵⁸⁾.

Pour l'historien des sciences, toutefois, le fait important demeure que les chercheurs de l'industrie britannique étaient tout aussi convaincus que leurs homologues français de la réalité des dangers du tabac. Lors de sa tournée de recherche de 1958, John Moseley (American Tobacco) se rendit chez Imperial Tobacco, à Bristol, où il s'entretint avec le chimiste Herbert R. Bentley, numéro deux d'un des plus grands laboratoires de recherche sur le tabac dans le monde, employant 125 personnes. À l'époque, Imperial Tobacco avait fourni des condensats de fumée destinés à être appliqués sur des souris au professeur T. D. Day (université de Leeds), mais aussi au professeur J. W. S. Blacklock (St. Bartholomew's Hospital de Londres) pour des injections dans des poumons de rats, et à Ilse Lasnitzki (Strangeways Laboratories à

Cambridge) pour des cultures *in vitro* de cellules pulmonaires. Blacklock et Lasnitzki avaient déjà obtenu des tumeurs à partir de condensats de fumée, et ces trois chercheurs ainsi que Bentley lui-même étaient convaincus que la cigarette était cause de cancer. « Ils estiment la chose prouvée », c'est en ces termes que Moseley consigna le fait dans son rapport pour American Tobacco^[359]. Au sein de la compagnie britannique, la question n'était donc pas tant de comprendre *si*, mais plutôt *comment* les cigarettes provoquaient le cancer – avec l'espoir que les coupables seraient isolés, identifiés et éliminés.

Ces cancérogènes dont l'Imperial Tobacco Company connaissait la présence dans la fumée de tabac dès 1958 comprenaient le benzo- et le dibenzopyrène, le benzo- et le dibenzoanthracène, le bêta-naphthol, l'acide butyrique et l'arsenic. La compagnie avait enregistré certains succès en réduisant le benzopyrène par l'addition de 5 % de sulfamate d'ammonium ou de 1 % de nitrate de cuivre au mélange de tabac, des procédés originellement développés par l'inventeur H. J. Rand à Cleveland (États-Unis). Cela permettait de diviser les agents cancérogènes de la fumée à peu près par deux et, avec un supplément de nitrate de cuivre, cette baisse pouvait atteindre 80 %. Pourtant, rien de tout cela ne donnait une fumée très savoureuse et apparemment le nitrate produisait une cendre assez particulière, de couleur violette. Quantité d'autres composés furent testés, mais sans résultat concluant.

Bentley était navré de constater la bonne tenue des travaux de Wynder. Il avait espéré que les expériences d'application sur les souris ne résisteraient pas à l'examen. Dès 1958, il voulut bien concéder, mais uniquement devant ses collègues de l'industrie, que Wynder avait une « bonne technique » et que ses découvertes étaient « probablement valides ». Des expérimentateurs britanniques étaient parvenus à des conclusions similaires : en 1956, Sir Ernest Kennaway, comblé d'honneurs pour avoir prouvé le potentiel cancérogène des teintures de goudron de charbon, fut « grandement impressionné » par l'œuvre de

Wynder et imputa l'échec des efforts britanniques pour reproduire ses expériences à une technique impropre, notamment l'emploi de souris non rasées. À Leeds, le professeur Day, travaillant sous contrat avec le Tobacco Manufacturers Standing Committee [Comité permanent des fabricants de tabac], ne fut pas moins impressionné et, en 1959, il réussit à reproduire les expériences de Wynder, un exploit qui ne fut jamais révélé au public⁽³⁶⁰⁾.

Les fabricants allemands étaient plus sceptiques, en raison peut-être de la stagnation de leurs recherches scientifiques au lendemain de la guerre et du contexte de pauvreté généralisée, mais peut-être aussi en réaction à la nazification de leur science et à la survie, postérieure au conflit, de son appareil négationniste. Une bonne part de la capacité manufacturière du pays avait été détruite (ou transférée en Russie) et, en 1958, les fumeurs allemands ne fumaient que 10 cigarettes par jour, à comparer aux 36 cigarettes quotidiennes des Américains. Conscient de ce nombre, le docteur Franz Muth, qui dirigeait la recherche du fabricant de cigarettes allemand de Reemtsma (Hambourg), ne voyait guère de raisons de se soucier du cancer. Wynder avait essayé d'attirer l'attention sur les éléments de preuve relatifs au cancer lors d'un déplacement à Munich, le 6 mai 1958, mais en était revenu déçu : il s'était plaint à ses collègues allemands de la manière dont l'industrie américaine avait étouffé deux procédures intentées par les veuves de victimes du cancer et espérait une plus grande coopération de sa patrie d'origine. Mais le laboratoire de Reemtsma avait été incapable de trouver du benzopyrène (cancérogène puissant) dans la fumée des marques allemandes. Le pharmacologue Hermann Druckrey, qui travaillait à présent pour ce fabricant, rechercha plutôt les cancérogènes présents dans certains pesticides utilisés dans la culture du tabac et dans les additifs inclus lors du processus de fabrication des cigarettes. (En dépit de son passé nazi, qui avait sali sa réputation, Druckrey demeurait une figure de poids de la recherche allemande en dirigeant le Deutsche Krebsforschungszentrum [Institut

allemand de recherche contre le cancer], situé à Heidelberg.) Muth estimait que les Américains auraient dû coordonner leurs recherches avec celles de cet institut et celles de Reemtsma : « Tout le monde devrait travailler conjointement afin de découvrir s'il existe dans la fumée un agent provoquant le cancer, et lequel, pour ensuite s'en débarrasser. » Muth n'appréciait guère que les recherches du TIRC soient exploitées outre-Atlantique à des fins publicitaires et informait Moseley qu'à son avis « on en disait trop sur les sommes d'argent dépensées ». Néanmoins, Muth perçut dans ces accusations de cancérrogénicité un danger pour l'industrie, et il contribua à la résurgence de la campagne négationniste en 1959, en qualité, cette fois, de président de la Station de recherche scientifique de l'industrie allemande de la cigarette. Cet organisme nouvellement créé soutint publiquement que la relation de cause à effet n'était pas démontrée et qu'en affirmant le contraire on menaçait « la recherche sur les véritables causes de cette maladie ». Dans un article collectif de 1960 (cosigné notamment par Druckrey), Muth observa que la fumée de tabac n'était que « faiblement cancérogène », comparée à l'action du benzopyrène concentré, mais il admit que le potentiel cancérogène des goudrons de fumée « ne pouvait être plus longtemps mis en doute »^[361].

John Moseley se rendit dans une dizaine de laboratoires de recherche situés dans autant de pays différents, et il n'est sans doute pas de meilleure évaluation de l'état d'esprit des fabricants européens que son rapport de soixante pages en 1958. Il y relevait une réaction critique très répandue contre les campagnes publicitaires américaines, mais aussi « un accord tacite pour ne pas jouer sur les accusations anticigarette, ou ne pas s'y référer, au-delà du simple usage du mot “filtre” ». Cet ersatz de *gentleman's agreement* nous aide à comprendre le silence planétaire de l'industrie sur la question des liens entre le tabac et la santé. Globalement, les fabricants européens acceptaient la réalité du lien entre la cigarette et le cancer, mais sans l'admettre ouvertement au vu du contexte juridique

épineux aux États-Unis. En 1976 encore, Sydney J. Green, haut responsable de la recherche et du développement de BATCo, commentait (en privé) les « considérations juridiques » qui dominaient la position de l'industrie britannique eu égard aux risques du tabagisme. En 1980, le même Green observait encore que cette peur des procédures juridiques avait conduit le secteur à rejeter « toute possibilité d'une relation de cause à effet entre tabagisme et maladie ». Il qualifiait également le niveau de preuve scientifique requis par l'industrie d'« invraisemblable, à la limite du ridicule », « la recette idéale de l'inaction et du report ». Il commentait aussi la psychologie de tels dénis comme étant « habituellement la première réaction des coupables »^[362].

L'arithmétique de la mort en masse – et les rabais des compagnies d'assurances

Il est un calcul que l'épidémiologie permet, celui du nombre de gens qui meurent réellement du tabac. En vérité, une fois déterminé le taux de mortalité des victimes, cela relève d'un niveau de mathématiques d'école primaire. Certains des premiers travaux de ce type et parmi les plus intéressants nous viennent de Richard Doll qui, en 1955, produisit un remarquable graphique retraçant la consommation de cigarettes à partir de 1930, comparée au taux de décès par cancer du poumon depuis 1950^[363]. La comparaison ne concernait que les hommes, dans onze nations européennes seulement, mais les résultats étaient à la fois frappants et cohérents : les pays où le taux de tabagisme par personne était élevé présentaient des taux de mortalité par cancer du poumon également élevés (*cf.* illustration 27). La relation était clairement linéaire : en d'autres termes, plus une société fumait, plus on y mourait de cancer du poumon, et le phénomène était prévisible. Le graphique de Doll permettait véritablement de calculer le nombre de décès par cigarette :

ainsi, un pays où l'on fume 1 000 cigarettes par personne et par an connaîtrait environ 300 décès par cancer du poumon par million de fumeurs vingt ans plus tard.

Ce qui signifie également – même si Doll ne paraît pas avoir tiré cette conclusion lui-même – qu'il se produit un décès par cancer du poumon toutes les 3 millions de cigarettes fumées. À l'évidence il y aura des variations, selon la manière dont elles sont fumées dans une société donnée – par exemple, plus ou moins près du bout – et selon aussi que les fumeurs inhalent ou non. Mais la relation reste remarquablement constante et peut servir à prédire les ratios de cancer du poumon partout dans le monde. Au fond, il suffit de décompter le nombre de cigarettes fumées dans une société donnée et de le diviser par 3 millions, cela donne le nombre de décès par carcinome pulmonaire dans cette société environ vingt ans plus tard. En divisant ce chiffre par un million cette fois, on obtient le nombre total de morts causées par le tabac⁽³⁶⁴⁾.

Ainsi, en 1955, quand la mode du filtre commença tout juste à poindre, les fumeurs des États-Unis consommaient un total de 400 milliards de cigarettes. Vingt-cinq ans plus tard, en 1980, on estima les décès dus au tabagisme à 320 000⁽³⁶⁵⁾. Par conséquent, 400 milliards de cigarettes causent 320 000 morts, soit environ 0,7 décès par million de cigarettes. En revanche, en 1980, aux États-Unis, les fumeurs grillèrent environ 600 milliards de cigarettes, qui provoquèrent autour de 440 000 morts en 2005, soit toujours à peu près 0,7 mort par million. C'est là une riposte efficace à quiconque croit encore que la cigarette est devenue moins nocive : il n'en est rien. N'oublions pas non plus que les traitements médicaux se sont un peu améliorés avec le temps, ce qui signifie qu'en l'absence de telles améliorations les décès dus au tabagisme seraient encore plus nombreux. Nous verrons dans un prochain chapitre que les fabricants mettent aussi moins de tabac dans les cigarettes d'aujourd'hui, afin d'inspirer un sentiment de sécurité. Autrement dit, le gramme de cigarette est devenu plus mortel. L'industrie

du tabac a réussi à extraire davantage de mort d'une quantité donnée de feuilles.

Aux États-Unis, les estimations du nombre total de décès dus au tabac ont fait leur apparition dans les années 1930 – rappelons le nombre de 100 000 décès annuels avancé par Charles L. Van Noppen dans son ouvrage *Death in Cellophane* [La Mort sous cellophane] (1937) – et, dans les années 1950 et 1960, elles étaient devenues courantes. Un secteur d'activité porta très tôt un intérêt à ces questions : celui des assurances-vie, dont la prospérité reposait sur la connaissance de ce qui fait que certaines personnes finissent centenaires alors que d'autres tombent malades et meurent jeunes. Chez Prudential Life Insurance, Frederick L. Hoffman, dans son *Mortality from Cancer Throughout the World* [La mortalité par cancer dans le monde], avait relié dès 1915 l'habitude de fumer la pipe au cancer de la bouche. En 1931, il était devenu l'un des premiers statisticiens à explorer ce lien en détail. La question se posa ensuite des réductions qu'il convenait d'offrir aux gens qui ne fumaient pas : dans un traité de 1946, intitulé *Risk Appraisal* [Évaluation du risque], Harry Dingman, directeur des services médicaux de la Continental Assurance Company, lança ce défi : « La consommation de tabac entraîne un surcroît de mortalité. Pourquoi l'ignorer lors de l'évaluation du risque^[366] ? »

Certes, les courtiers en assurances, qui forment une population frileuse, n'ont apparemment pas offert de bonus aux non-fumeurs avant les années 1960. Fortune National Life (Madison) mit en œuvre une telle politique en janvier 1963, Executive Life Insurance (Beverly Hills) et Great American Reserve Insurance (Dallas) annoncèrent peu après des plans similaires. Dans son livre de 1963, *Smokescreen* [Écran de fumée], la sénatrice Maurine Neuberger observait que le « mépris des preuves statistiques » manifesté par les fabricants de tabac n'était guère partagé par les actuaires, à en juger d'après le nombre croissant de compagnies proposant « un rabais substantiel sur l'assurance décès aux souscripteurs

qui n'auront pas fumé dans les 24 mois précédant le dépôt de leur demande et qui, à l'avenir, accepteront de renoncer au tabac ». Elle ajoutait que les assureurs n'étaient « guère réputés pour leurs prises de risques inconsidérées »^[367].

Ces rabais consentis aux non-fumeurs par les compagnies d'assurances proliférèrent après le rapport 1964 du ministre de la Santé – y compris en Caroline du Nord, au cœur du pays des Camel, où State Mutual Life Assurance commença de les proposer dans les mois qui suivirent la conférence de presse annonçant ce rapport^[368]. State Mutual Life fut en réalité la première compagnie importante à proposer de telles polices dans tous les États-Unis et, au cours des six premières semaines, elle en vendit pour un montant de 5,8 millions de dollars aux abstinents. Dans les années 1970, Farmers Group proposa des polices automobiles moins chères aux non-fumeurs, parce que les fumeurs, eux, avaient tendance à provoquer plus d'accidents de la circulation. (Les Allemands l'avaient compris dès les années 1930, d'où la campagne de l'époque nazie destinée à empêcher la consommation de tabac au volant.) Les fabricants de tabac prirent conscience de la menace et, en 1975, accusèrent Farmers Group de publicité trompeuse et mensongère – trompeuse car « il n'a jamais été scientifiquement prouvé que le tabac provoque la moindre maladie »^[369], osa soutenir le président de l'Institut du tabac Horace Kornegay à un assureur offrant de tels rabais.

À la fin des années 1970, l'opposition de la part de l'industrie de la cigarette se renforça tandis qu'un nombre croissant d'assureurs se mettait à proposer des bonus aux non-fumeurs. Une escarmouche dont nous conservons une trace écrite eut lieu à l'été et à l'automne 1979, quand Allstate, l'un des plus importants assureurs américains, dévoila un programme de réductions sur les primes d'assurance-vie aux gens qui n'avaient fumé aucune cigarette au cours des douze derniers mois. Pour lancer son « Programme Américain en bonne santé », Allstate avait conçu une campagne ambitieuse dont Philip Morris apprit l'existence par

l'agence de publicité Leo Burnett, qui comptait à la fois le cigarettier et l'assureur parmi ses clients. (L'agence Burnett avait discrètement transmis une ébauche des publicités d'Allstate à Philip Morris.) Philip Morris pria l'Institut du tabac d'organiser la réaction, qui prit la forme d'une tentative de pression auprès des instances régulatrices de la publicité et de l'assurance, pression secondée par les alliés du tabac au Congrès américain et dans les départements de l'Agriculture de différents États⁽³⁷⁰⁾. Le P-DG de Philip Morris, Ross Millhiser, contacta son homologue chez Allstate. L'Institut du tabac informa Allstate que, même s'il n'était pas au courant de projets d'organisation d'un boycott officiel, l'assureur pouvait certainement s'attendre à ce que d'« autres secteurs » de l'industrie « cessent d'être ses clients » et ceux de sa société mère, Sears⁽³⁷¹⁾.

Les arguments des fabricants de cigarettes ? Des réductions de prime de cette nature allaient nuire aux économies régionales du tabac ou, plus couramment, l'accusation de « discrimination à l'assurance ». L'agence de relations publiques Peter B. Sparber & Associates, de Washington, fut engagée pour orchestrer une campagne nationale de protestation contre « la nature discriminatoire des réductions consenties aux non-fumeurs ». Le plan consista à identifier les fumeurs à d'autres groupes susceptibles de souffrir de discriminations, et c'est la raison pour laquelle quelqu'un à l'Institut du tabac griffonna cette question sur la recommandation de Sparber : « Les gays... sont-ils victimes de discrimination à l'assurance ? »⁽³⁷²⁾.

En 1979, l'industrie du tabac parvint à convaincre le département de l'Agriculture de Caroline du Nord et le Tobacco Growers Information Committee [Comité d'information des cultivateurs de tabac] de formuler une mise en garde contre le spectre de la « discrimination à l'assurance ». Certains États essayaient d'empêcher les compagnies d'assurances de proposer de telles réductions, alors que d'autres, notamment la Virginie-Occidentale et le Massachusetts, s'employaient à trouver les moyens de

les rendre obligatoires. Le plus bizarre de tous ces projets fut sans doute une initiative que Philip Morris lança en 1981 : le cigarettier proposa une assurance-vie couvrant spécialement les fumeurs de Merit, sa marque phare, « à faible teneur en goudron ». Des cartouches devaient être distribuées contenant l'encart publicitaire, l'offre « Merit Life-Savers » prise en charge par la National Benefit Life Insurance Company (New York). On ignore au juste si ce projet a jamais dépassé le stade de la proposition. Les documents de planification attestent clairement que toutes les parties y voyaient un « engagement de [leur] responsabilité^[373] » risqué.

En revanche, nous savons que les assureurs ont défendu leurs droits de proposer ces remises. En octobre 1979, par exemple, State Mutual Life publia une étude confirmant les différences significatives de mortalité entre fumeurs et non-fumeurs, avec le commentaire suivant : de telles différences sont « trop marquées pour être ignorées dans les objectifs de souscription et de tarification d'assurances individuelles ». Le ministre de la Santé de l'époque, Julius B. Richmond, ratifia l'étude en ajoutant que les non-fumeurs « vivaient à peu près huit ans de plus que les fumeurs »^[374]. En 1979, l'Institut du tabac dressa une liste de 76 compagnies américaines proposant ce type de remises^[375] et, dès 1985, on estima que 80 % des assureurs américains offraient des réductions aux non-fumeurs^[376]. Fait remarquable, même les entreprises partenaires de Big Tobacco proposaient de telles polices : c'est ainsi que Continental National American group (CNA) et Franklin Life, propriétés des conglomérats géants qui possédaient aussi Lorillard et American Tobacco, s'attirèrent cette remarque d'un économiste : « Non seulement ils vous tuent [...] mais ils misent sur votre mort. » Dans sa merveilleuse satire, *Make a Killing* [Organiser la tuerie], Gordon Lindsay compare cette situation à celle d'un vétérinaire exerçant aussi la profession de taxidermiste : « Dans les deux cas, vous récupérez votre chien^[377]. »

L'une des raisons pour lesquelles on n'avait pas offert de telles

réductions plus tôt tient au fait que les compagnies d'assurances détenaient souvent des investissements substantiels dans des titres du tabac. Au début des années 1960, George E. Moore, directeur d'un important centre de recherches en cancérologie, le Roswell Park Memorial Institute (Buffalo), avait déjà commenté le sujet dans une lettre adressée au *British Medical Journal* : les non-fumeurs étaient « pénalisés d'avoir à supporter le surcroît de maladies et de décès de leurs homologues fumeurs^[378] ». Il relevait que les copieux investissements faits dans les titres du tabac « dissuadaient » les assureurs de « pénaliser les fumeurs avec des barèmes plus élevés ». Sur la base des enquêtes de Moore, les observateurs du monde du tabac résumèrent la situation comme suit : « L'édition 1961 de "Corporate Holdings of Insurance Companies" [Prises de participation des compagnies d'assurances] signale qu'une très grande compagnie d'assurances détenait 15 000 actions préférentielles d'American Tobacco Company [...] la première compagnie américaine d'assurances-vie détenait 8 800 000 dollars d'obligations R. J. Reynolds ; et les avoirs les plus importants de Liggett & Myers consistaient en 28 millions de dollars d'obligations souscrites par une compagnie [d'assurances] pour un total d'actifs dépassant 10 milliards de dollars^[379]. » On peut ainsi comprendre que beaucoup d'assureurs n'aient pas voulu faire de vagues. Ils travaillaient à réaliser des profits, et si cela supposait de lâcher la bride à une entreprise dont ils possédaient eux-mêmes des parts, ils devaient en tenir compte dans leurs calculs^[380].

La psychologie du déni

La psychologie du déni peut être complexe ou fort simple. Pour les fabricants de cigarettes, il a dû être déplaisant de reconnaître que leurs produits tuaient, et nous pouvons imaginer les différentes stratégies qu'ils

ont dû mettre en place pour affronter la chose. Certains ont dû se rappeler qu'ils avaient un emploi à préserver, une famille à nourrir, d'autres envisager cela comme une forme de jeu. Certains cadres plus réfléchis ont pu estimer qu'ils servaient là une « cause supérieure » – la liberté ou le plaisir, qui sait, ou le droit de leur compagnie à vendre un produit licite. Il n'est pas si difficile d'échafauder certains raisonnements : « Oui, la cigarette est meurtrière, mais elle apporte aussi réconfort et consolation à des millions de gens. Oui, il y a un risque, mais qu'est-ce qui n'est pas risqué, en ce monde ? Et si nous n'en fabriquons plus, d'autres ne prendraient-ils pas notre place, tout simplement ? Et qu'y a-t-il de si formidable dans la longévité ? La santé doit-elle réellement être placée au-dessus de toutes les autres vertus ? Et qu'en est-il d'une vie bien vécue quand le simple fait de frôler la mort peut la rendre tellement plus attrayante ? » L'un des résidents de Philip Morris, Ross Millhiser, a prédit la disparition du désir « de mourir en bonne santé », et certains libertariens, qui ne doutaient pas des effets de la fumée de cigarette, n'ont pourtant pas hésité pas à brandir le spectre de l'intrusion gouvernementale, plus écrasant encore que la mort par la cigarette^[381].

Les attitudes des dirigeants de Big Tobacco ont dû s'apparenter à celles des fumeurs qui, aux yeux de l'industrie, justifiaient la persistance de leur comportement « stupide » en recourant à toute une série de raisonnements. Voici comment un document de Brown & Williamson, en 1970, imaginait un fumeur réfléchissant à son habitude tabagique :

Je sais que la cigarette est mauvaise et que fumer est dangereux, mais je n'ai aucune envie d'y penser. J'aime fumer et je vais continuer. Mais je vous en prie, évitez de me rappeler sans arrêt (directement ou indirectement) que je suis un être illogique, irrationnel et stupide^[382].

Les cigarettiers ont fort bien pu penser plus ou moins la même chose de la fabrication et de la vente de cigarettes :

Je sais que vendre des cigarettes est mauvais et dangereux, mais je n'ai aucune envie d'y penser. J'aime vendre des cigarettes et je vais continuer. Mais je vous en prie, évitez de me rappeler sans arrêt que je fais preuve de duplicité, que je suis un parasite social et un trafiquant responsable de millions de morts inutiles.

Ce dernier monologue relève évidemment de la pure invention (la mienne). Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'étonnamment peu de gens ont véritablement quitté cette profession, ou plutôt que rares sont ceux dont la chronique a conservé la trace. Il en est au moins un que nous connaissons : Robert Wald, ancien conseil juridique de Lorillard, qui en 1971 quitta la compagnie quand il ne se sentit plus capable de justifier son activité face à sa famille. Dans une interview au *Wall Street Journal*, il avoua : « Je n'ai pas le moindre doute là-dessus : les cigarettes provoquent le cancer du poumon. Chaque soir, je devais rentrer chez moi et faire face à mes enfants qui me répétaient : “Papa, pourquoi travailles-tu pour une compagnie de cigarettes^[383] ?” » Une telle objection de conscience brille néanmoins par sa rareté et, en outre, les archives font silence sur son cas. La politique interne de l'industrie semble avoir été tout à fait efficace, prodiguant de généreuses pensions de retraite à certains et infligeant de sévères pénalités aux renégats.

L'explication la plus simple pourrait être la meilleure : certaines personnes se laissent acheter – pas toutes, certes, mais elles sont en nombre suffisant. Et elles sont si bien payées que, une fois montées dans le train de la facilité, rares sont celles qui trouvent le courage d'en sauter.

Cahier hors texte



1. Image du tabac chez les Mayas (glyphe) tirée du Codex de Madrid [premier tiers du XVII^e siècle]. Des centaines de glyphes de cette sorte nous sont connus, avec leurs symboles distincts pour l'acte de fumer, les feuilles de tabac, la fumée de tabac et ainsi de suite. Ce codex provient probablement de la ville de Tayasal (département du Petén, Guatemala). [Image optimisée reproduite avec l'autorisation de W + D Wissenschaft.]

A vintage advertisement for Lucky Strike cigarettes. At the top, the text reads "DO YOU INHALE?". Below this, a black and white illustration shows a man in a suit and a woman in a dress embracing. The woman is holding a cigarette. Below the illustration, the text says "Everybody's doing it!" and "7 out of 10 smokers inhale thoroughly—the same 7 inhale thoroughly." In the bottom right corner, there is a pack of Lucky Strike Cigarettes. At the bottom left, there is a block of text in French: "D'avez-vous l'air de ne pas respirer ?...".

2. « Avez-vous la fumée ? » American Tobacco a conçu cette série de publicités, réalisée par le dessinateur de pin-up John La Gatta, pour associer l'inhalation de la fumée de cigarette au plaisir sexuel.

"Sold American"

You're the Man Behind the Man Behind the Gun!

It takes a lot of money to run a war. And your work is paying a goodly part of the bill!

Last year, as a result of your production, The American Tobacco Company paid the government more than \$510,000,000 in taxes.

With that money, Uncle Sam can buy:

3 . . . 35,000-TON BATTLESHIPS	
or . . . 4 . . . AIRCRAFT CARRIERS	
or . . . 8 . . . 10,000-TON CRUISERS	
or . . . 31 . . . 1,630-TON DESTROYERS	
or . . . 44 . . . 1,500-TON SUBMARINES	
or . . . 574 . . . PT BOATS	
or . . . 620 . . . SUBCHASERS	
or . . . 645 . . . NAVY PATROL BOMBERS	
or . . . 2,055 . . . ARMY PURSUIT PLANES	
or . . . 2,137 . . . 40-TON TANKS	

REMEMBER! Every time you help to put together a cigar, a cigarette, or a pack of smoking tobacco—it means money for Uncle Sam, money to build a mighty fighting force to crush the Axis!

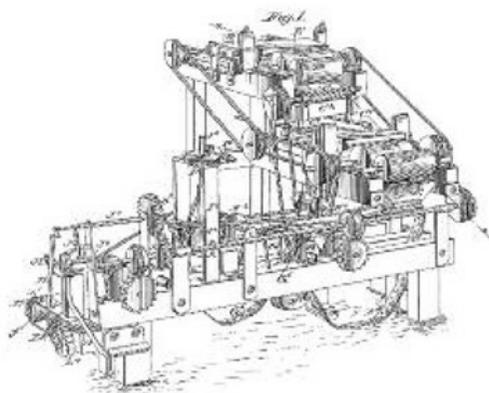
3. **Le patriotisme des taxes sur le tabac.** « Derrière les canons, il y a un homme : vous ! Il faut beaucoup d'argent pour faire la guerre. Et c'est votre travail qui paie une bonne partie de la facture. L'an dernier, grâce à ce que vous avez produit, l'American Tobacco Company a versé au gouvernement plus de 310 millions de dollars d'impôts.

« Avec cet argent, Uncle Sam peut acheter [...] ».

« Pensez-y ! Chaque fois que vous contribuez à la confection d'un cigare, d'une cigarette ou d'un paquet de tabac, c'est de l'argent pour l'Oncle Sam, de l'argent pour construire une force combattante puissante qui écrasera l'Axe ! »

Dans les années 1940, les compagnies de tabac se vantent de donner un coup de pouce à l'effort de guerre des États-Unis en générant des recettes fiscales. Tout cela s'inscrit dans ce qui fut (et n'est plus) leur rhétorique du gigantisme. Dans les années 1960, de telles fanfaronnades disparaîtront presque complètement, quand l'industrie cherchera à adopter un profil plus discret. (Tiré de *Sold American*, 15 mai 1944, Bates 990626163-6450, p. 27.)

4. Des rouleuses de cigarettes au XIX^e siècle, en Amérique. Les cigarettes sont roulées à la main jusqu'à l'invention des machines à rouler automatiques, dans les années 1880. Les jeunes filles et les femmes employées à ces tâches roulent généralement de 200 à 1 000 cigarettes par jour, quand les machines en débiteront d'abord des centaines de milliers puis des millions par jour. (L'iré de Robert K. Heimann, *Tobacco and Americans*, New York, McGraw-Hill, 1960, p. 211.)



5. Machine Bonsack de 1881. La machine à fabriquer les cigarettes brevetée par James Bonsack produit un cylindre ininterrompu de tabac compressé, qui peut être ensuite enveloppé de papier et coupé à une taille normale. La machine Bonsack révolutionne la fabrication des cigarettes, permettant de débiter jusqu'à des centaines de milliers d'unités quotidiennement. La fabrication de cigarettes est l'un des premiers exemples de fabrication « en continu ». (Extrait du dépôt de brevet Bonsack aux États-Unis, accordé le 8 mars 1881 [#238 640].)



6. La machine Hauni Protos-M5. La compagnie Hauni de Hambourg, en Allemagne, domine le marché mondial des machines à cigarettes. Les Hauni sont les machines à cigarettes les plus rapides du monde, capables de rouler à peu près 20 000 unités à la minute, ou 10 millions par tranche horaire de 8 heures. Elles comptent parmi les machines les plus meurtrières jamais inventées, car elles sont l'un des maillons essentiels dans la chaîne causale qui relie la feuille de tabac à la mort provoquée par le tabagisme. (Tiré du site Internet de Hauni, www.hauni.com.)



7. Les cigarettes bonbons des années 1940 et 1950 sont généralement conditionnées de manière que leur paquet ressemble au véritable article pour fumeur ; celles des années 1960 et 1970 sont plus souvent calquées sur les cigarettes réelles, et leurs noms jouent avec les appellations authentiques (Kamel, Winstun, Lucky Stripes, etc.). Les fabricants de cigarettes encouragent les contrefaçons de ce type, qui transmettent aux jeunes enfants les gestes du fumeur. (Collection privée.)



8. « Exactement comme papa ! » Les Harvard, une marque de cigarettes bonbons des années 1960. Ces friandises sont pour les fabricants de cigarettes un moyen habile de commercialiser une forme de jouet tabac pour les futurs fumeurs. (Collection privée.)



9. **Minipaquets de Marlboro.** La vente de cigarettes par paquets de deux, trois ou quatre dans les distributeurs automatiques, pour en restreindre l'accès aux jeunes, Philip Morris réagit en créant des chapelets de minipaquets (de cinq cigarettes chacun), qui peuvent être vendus par cinq (soit vingt cigarettes au total) ou séparément. L'industrie du tabac a toujours su adroitement contourner les législations strictes. Dans les années 1930, quand les cigarettes étaient taxées à l'unité et non au paquet, les fabricants des Head Play réagirent en créant des cigarettes longues de 25 cm qu'on pouvait segmenter, réduisant ainsi la taxation. (Collection privée, avec nos remerciements à Mary Assunta.)



10. « Ne tombe pas ! Réfléchis. Ne fume pas. » À l'automne 2000, Philip Morris envoie 13 millions de ces couvertures de livres aux lycées et collèges américains, et la distribution de 13 autres millions est prévue dans le cadre d'une opération conçue (en apparence) contre le tabagisme des jeunes. Qu'évoquent ces volutes de fumée ? Et ces montagnes brunes et feuillues, cette neige rafraîchissante ? Et que dire de la forme du snowboard ? Remarquons aussi l'ado (non-fumeur) qui se tient hors d'un groupe – est-ce vraiment ce que recherchent les ados ? Philip Morris a investi à peu près 100 millions de dollars dans de telles publicités, entre 1998 et 2002.

**IF YOU THINK SMOKING
MAKES YOU FIT IN...
THINK AGAIN.**

11. « Les bonnes décisions. Tout de suite. » R.J. Reynolds lance cette campagne en 1991 « pour contribuer à amenuiser l'influence extérieure qui pousse un adolescent à fumer », en somme l'influence du groupe. Notons que les non-fumeurs sont tous plus jeunes que le fumeur et jouent au jeu vidéo. Le garçon au centre arbore une coupe en brosse et le petit jeu-not tout à fait à droite porte des bretelles. Cool, n'est-ce pas ?... cette image a été envoyée à 60 % de tous les établissements scolaires du premier cycle du secondaire, touchant environ trois millions d'élèves américains.





12. « Si t'es ado, le tabac, c'est barjo. » Lorillard lance cette campagne en 2002, en réaction à celle de Philip Morris (« Réfléchis. Ne fume pas »). De telles images ont peu d'effet ou n'en ont pas du tout. Elles ne découragent pas les gamins de fumer, surtout quand elles insinuent que le tabac, c'est très bien pour les adultes. Ces publicités ont une valeur juridique pour l'industrie, qui les présente comme la preuve qu'elle ne veut pas que les jeunes fument. Lorillard a dépensé plus de 13 millions de dollars dans cette campagne. Certaines de ces publicités sont parues dans des bandes dessinées Marvel Comics, *Les Quatre Fantastiques* (vol. 3, n° 58, oct. 2002). Quels sont les messages cachés de ces publicités ?



13. **Tabac Nigger Hair [Tête de nègre]**. Les premières publicités pour le tabac ont souvent été offensantes. Ainsi le tabac Nigger Hair, mais aussi des marques de cigarettes utilisant des images racistes d'Asiatiques et/ou d'Amérindiens. Le tabac Nigger Hair, fabriqué à partir de feuilles de burley du Kentucky « coupées en longues bandes bouclées », est commercialisé à partir de 1878 par la B. Leidersdorf Co. (Milwaukee, Wisconsin), l'un des nombreux fabricants qui seront absorbés dans le conglomérat de l'American Tobacco de Buchanan Duke. Les publicités expliquent que la marque « tire son nom de sa coupe de feuilles visiblement frisottée ». Le nom est modifié en Bigger Hair dans les années 1940, mais l'illustration sur le paquet et les boîtes en métal demeure la même. La marque s'est vendue jusqu'au milieu des années 1960, époque à laquelle l'illustration était légendée en ces termes : « Un insulaire des Fidji. »



14. **Badge officiel de l'arbitre du tournoi de tennis des Virginia Slims, avec une « Ginny » accroupie qui fume.** Les arbitres des tournois Virginia Slims portent ces badges, et les logos de la marque sont repris sur les billets, les serviettes, les carnets, les cordons, les mallettes de presse, les crayons, les badges VIP et toutes sortes de banderoles et calicots. La « Ginny » de Philip Morris fait sa première apparition en tant que trophée d'argent décerné lors du tournoi Virginia Slims de Boca Raton (Floride), en 1973, et en 1975 on proposait au public des maillots Ginny, vendus par correspondance, à 6 dollars pièce, contre une preuve d'achat de cigarettes.



15. **Philanthropie stratégique.** Les multinationales du tabac soutiennent souvent des causes comme les plantations d'arbres ou la lutte contre la faim pour apparaître comme de « bonnes entreprises citoyennes ». Ici, Philip Morris communique en 2008 sur sa donation à la Croix-Rouge nationale des Philippines.



16. **Marketing destiné aux Afro-Américains.** Cette boîte en plastique de Kent est distribuée gratuitement aux médecins afro-américains participant à l'assemblée annuelle de la Medical National Association à Chicago, du 13 au 16 août 1962. (Collection personnelle.)



7mg TAR 0.7mg NICOTINE
PROTECT CHILDREN:
DON'T MAKE THEM BREATHE YOUR SMOKE
Health Departments' Chief Medical Officers

17. « 7 mg de goudron, 0,7 mg de nicotine. Protégez les enfants : ne leur faites pas respirer votre fumée. Médecins-chefs des services de santé. » Est-il encore besoin de slogans ? La sémiotique des Silk Cut, une cigarette de Gallaher très fumée en Europe, est suffisamment éloquente. Le Gallaher Group britannique lança cette campagne en 1984, après l'adoption au Royaume-Uni d'une loi interdisant aux fabricants de cigarettes d'utiliser des mots ou des images d'êtres humains dans leurs publicités. Des dizaines de campagnes de ce type virent le jour, parmi les plus créatives de l'histoire de la publicité.



אזהרה: מחקרים רפואיים קובעים כי הסיגריות גורמות להתמכרות



אזהרה: מחקרים רפואיים קובעים כי הסיגריות גורמות להתמכרות

18. Du sexe en paquets. Les lois religieuses interdisant l'utilisation de représentations humaines dans les publicités pour le tabac ont inspiré d'astucieux contournements, notamment cette publicité israélienne de 2007 pour les Kiss, mettant en scène des paquets de cigarettes dans des positions osées. En 2011, des publicités russes pour cette même marque montraient de blondes adolescentes léchant une glace, avec ce slogan (en russe) : « Vous n'y avez pas droit, mais si vous en avez vraiment envie, vous pouvez les obtenir. »



19. **Branding alibi.** Philip Morris a sponsorisé le championnat de Formule 1 pendant de nombreuses années, surtout pour promouvoir sa Marlboro. Quand les gouvernements décidèrent de proscrire la reproduction des logos sur les monoplaces, le fabricant a créé un design en « code-barres » plus abstrait, dont l'effet rappelle la police de caractère utilisée dans le nom Marlboro. La photo du bas montre la livrée Marlboro de la Scuderia Ferrari de F1 pour 2008 ; des designs similaires sont appliqués aux casques, aux uniformes, etc. Le code-barres a été abandonné en juillet 2010, en réaction à la protestation publique contre cette publicité subliminale. Pour d'autres images, voir www.graphicology.com/blog/2010/4/28/292-the-sneakiest-design-ever.html.

20. Cigarettes Listerine. L'Axton-Fisher Tobacco Co. vendait ces cigarettes « médicamenteuses » dans les années 1930. Listerine est une marque de bain de bouche antiseptique datant du XIX^e siècle. (Collection personnelle.)



21. « Procurez-vous votre marque de cigarettes préférée dans un distributeur automatique. Fraîcheur et hygiène. » Publicité pour les distributeurs automatiques apposée sur les boîtes d'allumettes. (Collection personnelle.)



22. **Paquets de cigarettes pour maison de poupée ou pour petit soldat.** La plupart de ces jouets sont des versions miniatures de marques authentiques, ce qui incite à se poser la question : qui les fabriquait ? S'agit-il de contrefaçons ? Si tel est le cas, pourquoi les fabricants de tabac les toléraient-ils ? (Collection personnelle.)

23. **Tumeurs provoquées par les goudrons de tabac badigeonnés sur l'oreille d'un lapin (années 1930).** Le médecin argentin Angel Honorio Roffo a été le premier à démontrer expérimentalement que les goudrons produits par la fumée du tabac pouvaient causer des tumeurs chez différentes espèces d'animaux de laboratoire. (Tiré de son *El tabaco como cancerígeno*, Buenos Aires, Imprenta de la Universidad, 1936.)



Vereinigte

Preis 4 5. Monatspreis 14
1 Jahr 170
Nr. 14 / 36. Jahrgang



Tabak-Zeitungen

Das Organ für
Industrie, Groß- und Einzelhandel

Verlag: Verlagsgesellschaft
für den Tabak- und
Pfeifen-Handel

Offizielles Organ der Reichsgruppe Tabak in der Wirtschaftsgruppe Groß-, Klein- und Handelsgewerbe, sowie Hauptgewerbetreibender, Pflanzern und Handelsgewerbetreibenden der Reichsgruppe Tabak

Der Führer hat gerufen! Wir alle jagen „Ja“!

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet, das wir alle gemeinsam zu verwirklichen haben. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Der Führer hat uns den Weg zu dem großen Ziel vor Augen gezeichnet. Er hat uns die Richtung vorgezeichnet, die wir alle gemeinsam zu beschreiten haben.

Die Internationale Tabakherstellerei-Konferenz in Berlin gegläubelt



Die Internationale Tabakherstellerei-Konferenz in Berlin gegläubelt

Die Internationale Tabakherstellerei-Konferenz in Berlin gegläubelt

Die Internationale Tabakherstellerei-Konferenz in Berlin gegläubelt

Die Vereinigte Tabak-Zeitung hat in dem Verlauf ihres Bestehens die Verantwortung übernommen, die Interessen der Reichsgruppe Tabak zu vertreten. In diesem Sinne wird sie auch in Zukunft für die Reichsgruppe Tabak tätig sein.

24. « Le Führer nous appelle ! Et nous répondons tous "oui" ! » Le Vereinigte Tabak-Zeitungen est la principale publication de l'industrie du tabac durant l'ère nazie. Dans ce numéro du 8 avril 1938, on célèbre l'Anschluss.

CONFIDENTIAL !!!

RESULTS OF ACCELERATED ANIMAL TESTS

DURER OF CIGARETTE	DURATION RANGE			RESULTS OF CARCINOGENICITY
	ADJUST	SMOKE	VENT. PER. LAMP	
Cigarettes rolled in Mild. Fine paper	8,8,10	10	10,12	Positive
Cigarettes rolled in Cellul. Fine paper	10,10,12,12		8,8	Positive
Cigarettes rolled in Fast Zila	5,8,10		8,10,12,12	Positive
Cigarettes rolled in Dorlex tobacco leaf	5,8,10,12,12		12	Positive
Cigarette paper alone	10,12	8,8,10	12	MISS
Hand Zila alone	8,10,10		8,12	Positive
Solvent alone		8,8,10,10,12, 12,12,12,12,12		Negative
0.1% Diacetylcholine in the solvent	8,10,10,10,12, 12,12,12		8,10	Positive

Notes: The figures 8,10,12, etc. in each column refer to the number of days of treatment. Thus the instance, in the Zila group for cigarettes rolled in Mild. Fine paper, under the "adjust" column the figures 8,8,10 indicate that two of the animals were treated for 8 days and one animal for 12 days.

(June 9, 1953)

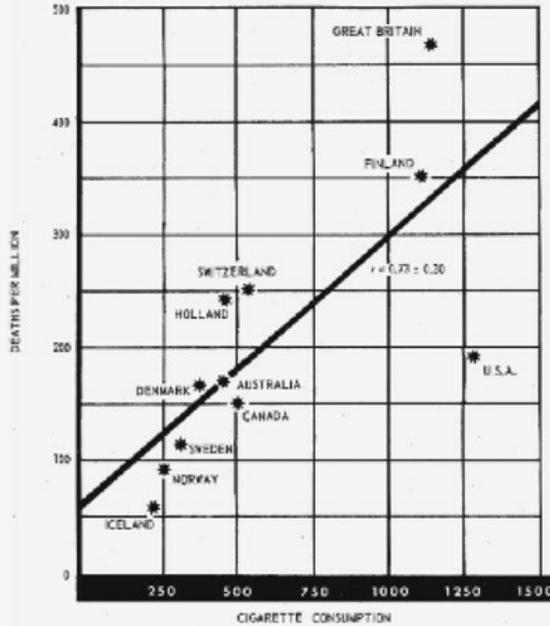
25. « Confidential !!! Résultats de tests accélérés sur animaux. » L'Ecusta Paper Corporation, le premier fabricant mondial de papier, communiqua ces résultats de tests secrets à H.B. Parme, directeur de la recherche de la firme Lorillard le 1^{er} juillet 1953. Les expériences confidentielles d'Ecusta montrent que des goudrons produits par la fumée des cigarettes provoquent des cancers quand ils sont enduits sur le dos rasé de souris. Dans les archives, ces données étaient jointes à une lettre que J.J. Blanchard, directeur de la fabrication chez Lorillard, adressa le 1^{er} juillet 1953 à H.B. Parme (Bates 00065829 et 00065830).

PARTIAL LIST OF COMPOUNDS IN CIGARETTE SMOKE
ALSO IDENTIFIED AS CARCINOGENS

Aromatic	Dibenz(a,h)acridine +
Benzo(a)pyrene +++	Dibenz(a,h)pyrene ++
Benzo(b)pyrene +	6,10-Dimethylbenzo(a)anthracene +++
Benzo(c)pyrene +	Dibenz(a,g)anthracene
Benzo(k)fluoranthene +	1-Methylpyrene
Benzo(e)fluoranthene ++	Dibenz(a,i)pyrene
Benzene	Dibenz(a,h)pyrene
p-Benzoquinone	Ethyl alcohol
n-Butyric acid	Formic acid
Benzo(g,h)perylene +	Glucose
Chrysene +	Lactic acid
Chromium	3-Methyl-1,2-benzanthracene +
Cobalt	2-Methyl-1,4-benzanthracene
1,6-Cyclopentadiene	Nicotine
1,2,3-Cyclopentadiene	2-Naphthol
1,2,3,4-Cyclopentadiene	Quinic acid
Dibenz(a,h)anthracene +++	L-Proline
Dibenz(a,i)anthracene ++	Pyrene
Dibenz(a,j)anthracene ++	Xylene
Tri-benzene, p-terphenyl ++	Indeno [1,2,3-cd] pyrene
	3-Methylpyrene

26. Liste partielle des agents cancérigènes présents dans la fumée de tabac. Durant des décennies, les fabricants de tabac ont nié que le fait de fumer favorisait le développement du cancer. Ce document de 1961, rédigé par Helmut Wakeham, directeur de la recherche de Philip Morris, dresse une liste des nombreux agents cancérigènes dont la présence dans la fumée a été identifiée. Les signes « + » donnent une indication de leur puissance. (Tiré de Helmut Wakeham, « Tobacco and Health - R & D Approach », 15 novembre 1961, Bates 1005069026-9050, p. 9. C'est un document parmi des millions de pièces découvertes grâce aux procès des années 1980 et 1990.)

**CRUDE MALE DEATH RATE FOR LUNG CANCER
IN 1950 AND PER CAPITA CONSUMPTION OF
CIGARETTES IN 1930 IN VARIOUS COUNTRIES.**



27. « Taux de mortalité masculine par cancer du poulmon en 1950 et consommation de cigarettes par personne en 1930 dans divers pays. » Mortalité calculée en fonction du nombre de cigarettes consommées dans onze pays. Richard Doll a publié en Grande-Bretagne, en 1955, ce tableau qui atteste un rapport constant entre la consommation de cigarettes d'un pays donné et son taux de mortalité par cancer pulmonaire vingt ans après. Ces chiffres ne concernent que les hommes. Ce graphique a été repris dans le rapport 1964 du ministre de la Santé des États-Unis, d'où cette image est extraite (p. 176). Il met au jour l'incidence suivante : un décès par cancer du poulmon pour trois millions de cigarettes fumées, dans un délai de vingt ans.

A Frank Statement to Cigarette Smokers

RECENT REPORTS on experiments with mice have given wide publicity to a theory that cigarette smoking in its own way led to lung cancer in human beings.

Although conducted by doctors of professional standing, these experiments are not regarded as conclusive in the field of cancer research. However, we do not believe that any serious medical reports, even though the results are inconclusive should be disregarded or lightly dismissed.

At the same time, we feel it is in the public interest to call attention to the fact that medical doctors and reports recently have publicly questioned the claimed significance of these experiments.

Disputed authorities point out:

1. That medical research of recent years indicates many possible causes of lung cancer.

2. That there is no agreement among the authorities regarding what the cause is.

3. That there is no proof that cigarette smoking is one of the causes.

4. That statistics purporting to link cigarette smoking with the disease could apply with equal force to any one of many other aspects of modern life, instead of the statistics themselves being questioned by numerous scientists.

We accept an interest in people's health as a basic company policy, permanent in every other consideration in our business.

We believe the products we make are not injurious to health.

We always have and always will cooperate closely with those whose task it is to safeguard the public health.

For more than 50 years tobacco has given jobs, pleasure, and enjoyment to millions. Since 1950 or shortly thereafter, these years since have had a responsibility for practically every disease of the human body. One by one these charges have been abandoned for lack of evidence.

Regardless of the record of the past, the fact that cigarette smoking today should ever be suspected as a cause of a serious disease is a matter of deep concern to us.

Many people have asked us what we are doing to meet the public's concern aroused by the recent reports. Here is the answer:

1. We are planning additional studies in the research effort in all phases of tobacco use and health. This plan financial and will of course be in addition to what is already being conducted by individual companies.
2. For this purpose we are establishing a joint industry group consisting initially of the subsidiaries. This group will be known as TOBACCO INDUSTRY RESEARCH COMMITTEE.
3. In charge of the research activities of the Committee will be a scientist of unimpeachable integrity and national repute. In addition there will be an Advisory Board of scientists distinguished in the cigarette industry. A group of distinguished men from medicine, science, and education will be invited to serve on this Board. These scientists will advise the Committee on its research activities.

This statement is being issued because we believe the people are entitled to know where we stand on the matter and what we intend to do about it.

TOBACCO INDUSTRY RESEARCH COMMITTEE

3400 IMPERIAL STATE BUILDING, NEW YORK 1, N. Y.

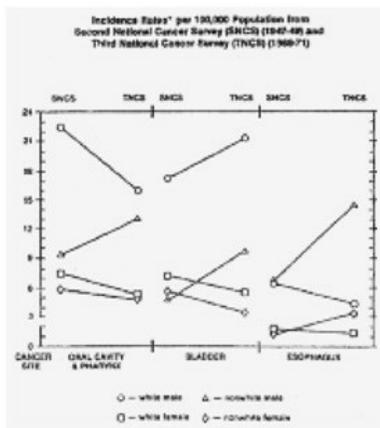
SPONSORS:

THE AMERICAN TOBACCO COMPANY, INC. Paul H. Baker, President	SMOKE TOBACCO COMPANY COOPERATIVE ASSOCIATION Alan W. Ryan, President	PEARL HERRING & CO., LTD., INC. O. Parker McQuinn, President
BROWN & BOND Joseph P. Callahan, Jr., President	LAMAR & BROWDER COMPANY, INC. H. T. Wood, Jr., President	B. L. REYNOLDS TOBACCO COMPANY E. J. Rees, President
BRISTOL MILD CIGARETTE CORPORATION P. S. Brown, President	F. SMITHCO COMPANY Robert J. Egan, Chairman	TRIDENT TOBACCO, INC. C. E. Sorenson, CEO, General of Research
BROWN & WILCOXSON TOBACCO CORPORATION Stanley F. Simpson, President	HARTLOVE TOBACCO COMPANY ASSOCIATION James C. Linn, General Manager	TOBACCO UNIVERSAL, INC. The members of the Board of Directors F. A. Brown, President
WALKER TOBACCO MANUFACTURE ASSOCIATION John C. Clark, President		UNITED STATES TOBACCO COMPANY J. W. Brown, President

28. « Lettre ouverte aux fumeurs de cigarettes. » Cette publicité en pleine page a paru le 4 janvier 1954 dans 448 quotidiens, d'un bout à l'autre des États-Unis, et pourrait bien être à ce jour encore la publicité à parution unique la plus onéreuse de l'histoire. À lui seul, l'achat d'espace publicitaire coûta plus de 244 000 dollars. Le « Frank Statement » a été le coup d'envoi de la conspiration négationniste des industriels.

« Nous pensons que les produits que nous fabriquons n'ont aucune nocivité pour la santé. [...] Depuis plus de 300 ans, le tabac a procuré réconfort, détente et plaisir à l'humanité. Durant toutes ces années, à une période ou à une autre, ses détracteurs l'ont tenu pour responsable de quasiment tous les maux du corps humain. L'une après l'autre, ces accusations ont été abandonnées, faute de preuves. [...] Beaucoup de gens nous ont demandé ce que nous faisons pour répondre aux inquiétudes du public, suscitées par de récents rapports. Voici notre réponse : " 2. Nous créons un groupement commun à l'industrie du tabac, principalement composé des soussignés. Ce groupement s'appellera Comité de recherche de l'industrie du tabac. Nous publions cette lettre ouverte parce que nous estimons que chacun a le droit de connaître notre position et nos intentions en la matière. » »

Taux d'incidence des cancers de la cavité orale et du pharynx, de la vessie et de l'œsophage sur un échantillon de 100 000 personnes entre la deuxième enquête nationale sur le cancer (SNCS) [1947-1949] et la troisième (TNCS) [1969-1971].



29. Agnotologie graphique. Ici, l'Institut du tabac (II) laisse entendre que, les tendances du cancer étant erratiques, on ne peut l'imputer au tabac. Notons que le cancer du poumon n'apparaît pas. (Extrait du document du TI, *Smoking and Health, 1964-1979 : The Continuing Controversy*, 10 janvier 1979, Bates 1005057750, p. 104. Ce document fut distribué à la presse un jour avant la publication du rapport 1979 du ministre de la Santé des États-Unis, afin de le court-circuiter.)

Report of Logon/Logout/Usage/Management/Health/In see 03/98

Smoking and Health Issues

Detail Fabr. Entry Date Time --> 1999-08-01 and Specific Code = 308

Contact Number	Comments
2344175	Consumer called because his 13 month old daughter ate some filtered toilet. He called Poison Control and they told him not to worry. That they would not track her. He wanted to check with us also.
2390271	He smoked for about 55 years and is in good health.
2458976	Consumer is upset with the gov't suing the tobacco companies. He said he thinks the toxic waste is what's causing people to get sick and not the cigs.
2340200	Caller wanted to know if we had data about the long term effects of smoking based on how many cigs. are smoked per day and the risk increase with each cig that is added in a per day basis.
2049274	Consumer wants to say we talk to our customers about cigg selection. He is also angry that "you and the government are talking to public, calling the lines to the side".
2529432	Consumer asked for first name people, not the tobacco. She also asked for our website address. Her e-mail address is BLINDYDNR@aol.com
2435106	Consumer heard Rush Limbaugh's call about. She thinks smoking is not addictive. "Smoking or not smoking is an act of the will"
2432017	Consumer wants a copy of the Tobacco Use/Smoking and Health information of our website.
2442576	Caller is upset that people continue to blame every disease on cigarettes.
2482719	The substance says our PR needs to add these words: "The Non-Risk in Cancer", "Cancer Wars What We Know and Don't Know about Cancer", and "Racial Inequality in C-R-Risk: A Model of Public Health."
2378428	Consumer asked if smoking is selective.
2400281	(NFI) Caller # 9120125 - Consumer claimed cigg had funny odor when smoking and there was a glass like substance inside of filter. He said. (Please use the product. He was so amazed and worried about its harmfulness and damage for his health.
2373846	Consumer would like an ingredients list. She heard that filtered cigg cause cancer and non-filtered cigg cause emphysema.
2472082	Consumer stated cigg smoking doesn't cause cancer in everybody. She wants to call the toll free number she heard about to make the comment and to say that she knew Jeffrey Wigand and he was a horrible person.
2442314	He said he had the cure for lung cancer. He said it is caused by a virus. He would like to be payed and have a toll free number for him to call.
2438278	Caller asked if LUDGY BROWN was better for you than Marlboro. He hung up when I asked his DOB.
2350269	(FT) Consumer wants coupon. He wanted us to know that he's been smoking for many years and is in good health.

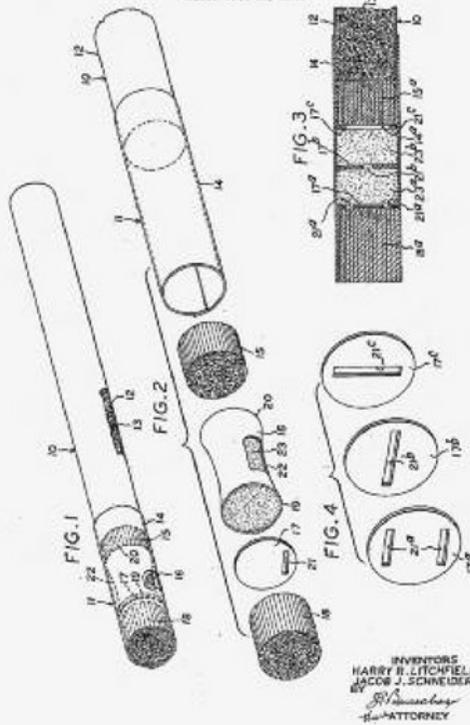
30. « Questions tabac-santé ». Registre téléphonique de Brown & Williamson en 1999. Les fabricants des Kool, des Viceroy et des Barclay tenaient le registre des appels à la compagnie relatifs à la « question tabac-santé ». On ne peut les lire sans s'apercevoir que beaucoup de fumeurs demeurent dans l'ignorance de l'impact des cigarettes sur la santé. La première des huit pages est reproduite ici. (Bates 06000308-0315.)

March 5, 1963

H. R. LITCHFIELD ET AL
FILTERS

3,079,926

Filed Oct. 24, 1958



31. Brevet de filtre pour cigarette ordinaire en 1958. Les filtres n'ont jamais vraiment fonctionné, si par « fonctionner » on entend rendre la cigarette moins nocive. Des milliers de conceptions différentes ont été élaborées, incorporant des multitudes d'additifs ou de dérivés physiologiques. Le dispositif ci-dessus intègre « des fragments de tissus pulmonaires de veau, de volaille, de mouton ou de porc, de préférence en poudre ou pulvérisés ». D'innombrables autres conceptions sont consultables dans Google Patents ou dans les documents internes de l'industrie.

**Considering
all I'd heard,
I decided to
either quit
or smoke True.
I smoke True.**

**The low tar, low nicotine cigarette.
Think about it.**

Warning - The Surgeon General Has Determined
That Cigarette Smoking Is Dangerous to Your Health.

King Regular: 7 mg. "tar", 0.8 mg. nicotine av. per cigarette by FTC method. 11 mg.
"tar", 0.7 mg. nicotine av. per cigarette, FTC Report Mar. '76.

© Lorillard Inc. 1976

32. « Après tout ce que j'ai entendu dire, soit j'arrête, soit je fume des True. Je fume des True. » Les True, fabriquées par la plus ancienne compagnie américaine en activité (Lorillard), sont des cigarettes fortement ventilées, lancées en 1967. Dans cette cette publicité de 1976, la première partie de la phrase contient une allusion voilée aux maladies causées par le tabac. Un sujet à propos duquel les compagnies étaient rarement explicites.

Founded by Henry E. Sigerist

Gert H. Brieger, Jerome J. Bylebyl *Editors*

Susan L. Abrams *Assistant Editor*

Miriam L. Kleiger *Copy Editor*

Advisory Editorial Board

Consulting Expert
for Defense in
Litigation

Darrel W. Amundsen

Edward C. Atwater

Saul Benison

John C. Burnham

Ann G. Carmichael

James H. Cassidy

Luke E. Demaitre

Toby Gelfand

Gerald N. Grob

Robert P. Hudson

Robert J. T. Joy

Regina A. Morantz-Sanchez

John Norris

Guenter B. Risse

Charles E. Rosenberg

Barbara G. Rosenkrantz

Todd L. Savitt

Wesley D. Smith

Daniel P. Todes

Expert Witness for
Defense in Litigation

Tobacco Industry Expert Witness
for Defense in Litigation

Published by The Johns Hopkins University Press

*Cover: Physic, hand-colored etching by Henry Heath (English, active c. 1824-32). "The cluttered counter in Heath's pharmacy appears in sharp contrast to the many handsome drug jars, show bottles, and rows of attractively labeled drawers. There is also a contrast between the concerned faces of the pharmacist and his client and in the look of extreme boredom shown by the apprentice, contemplating his difficult and lengthy task of manipulating an oversize mortar and pestle..." From *The Picture of Health: Images of Medicine and Pharmacy*, commentary by William H. Helfand (Philadelphia: Philadelphia Museum of Art, 1991), p. 75. Poster reprinted with permission of the Philadelphia Museum of Art; The William H. Helfand Collection.*

Spring 1993 / Volume 67 / Number 1

Bulletin of the History of Medicine

The American Association for the History of Medicine
The Johns Hopkins Institute of the History of Medicine

EDITORS' NOTES vi

Philip Morris Project Cosmic
Director, Named Expert Witness

ARTICLES

Presidential Address: The Past of the Future of Medicine / 1

John C. Burnham

The Beginnings of the Tobacco Controversy: Puritanism, James I,
and the Royal Physicians / 28

David Harley

"Helps for Suddain Accidents": Stephen Bradwell and the Origin
of the First Aid Guide / 51
Norman Gevitz

The Conceptualization of Influenza in Eighteenth-Century Britain:
Specificity and Contagion / 74
Margaret DeLacy

Called by God, Led by Men: Women Face the Masculinization of
American Medicine at the College of Medical Evangelists,
1909-1922 / 119
Clark Davis

Philip Morris Project
Cosmic Director

NEWS AND EVENTS 149

33. *Bulletin d'histoire de la médecine* (Johns Hopkins University) : ours et table des matières de la livraison du printemps 1993, avec des cartouches indiquant les chercheurs travaillant pour l'industrie du tabac. Des milliers de ces chercheurs ont travaillé pour elle, mais ces collaborations sont rarement rendues publiques. L'historien de la médecine Gerald N. Grob (membre du comité éditorial) s'est vu proposer de l'argent du tabac, mais il a refusé ; ils étaient même prêts à le payer à dormir.



34. **Dr. Kool.** Des presse-papiers à l'effigie du pingouin, mascotte de Brown & Williamson, ont été envoyés à des médecins aux quatre coins des États-Unis pour promouvoir la marque mentholée. Notons la sacoche de médecin et le stéthoscope. Le menthol est introduit à partir des années 1930 dans les Kool, mais n'est pas populaire avant la « peur du cancer », au milieu des années 1950. C'est alors que les ventes de marques mentholées décollent. On donne aux fumeurs l'impression qu'il s'agit d'une saine fraîcheur, et ils vont considérer les menthols comme des « cigarettes moins dangereuses ». Dans les années 1960, les menthols ont fait l'objet d'un marketing offensif en direction des Afro-Américains.



35. Pendant de nombreuses années, les restaurants ont proposé des espaces réservés aux fumeurs. Les détracteurs de cette pratique comparent cet espace à une « pissotière au sein d'une piscine ». Certaines municipalités interdisent désormais de fumer dans les immeubles collectifs et les espaces extérieurs très fréquentés, car la fumée circule loin de son point d'origine – sous forme de micropanaches, par exemple. (Caricature de David Wiley Miller, 2005. Reproduction autorisée.)

III

Une conspiration à grande échelle

« Trop souvent, entre la santé physique des consommateurs et le bien-être financier de l'entreprise, on préfère la dissimulation à la révélation, les ventes à la sécurité et l'argent à la moralité. Qui sont ces gens qui, sciemment et secrètement, décident d'exposer le public au risque, avec pour seul objectif de réaliser des profits, et qui croira que la maladie et la mort des consommateurs soient la juste contrepartie de leur prospérité ? »

Juge H. Lee SAROKIN, dans
l'affaire « Haines vs Liggett », 1992.

« Si la cigarette vous inquiète, nous autorisez-vous à vous soumettre quelques faits ? »

*Publicité de l'Institut du tabac,
1971.*

Mentir est, entre autres choses, un art. Toutefois, il y a quantité de façons de tromper. Généralement, cela fonctionne mieux lorsque vous vous présentez comme une autorité – ou mieux encore, lorsque vous exploitez celle des autres. C'est dans les années 1930 que l'industrie du tabac a soigneusement développé son génie du marketing en se donnant pour objectif de « façonner le consentement » à travers de multiples méthodes de persuasion. L'une d'elles visait les tripes, l'autre à conquérir les médias, une troisième à rendre tant de groupes dépendants que remettre la cigarette en cause revenait à saper le bien-être économique de la nation américaine – ou, du moins, à en évoquer le spectre.

Mais enfin, comment parvient-on à exploiter la *science* pour disculper la cigarette ? Comment cette forme particulière de duplicité vit-elle le jour et pourquoi connut-elle pareille réussite ? Ici, le contexte est différent de ce qu'on imagine parfois lorsqu'on pense à une science corrompue. La clef n'est pas tant que ces compagnies aient *étouffé* la science (ce dont elles ne se sont pas privées), ni même qu'elles aient dépensé bien davantage pour promouvoir la cigarette que pour en étudier les effets sur la santé, ce qui n'est pas moins vrai. Le génie de cette industrie fut plutôt de savoir utiliser aussi la « bonne » science, dans sa définition la plus stricte, pour faire *diversion* et pouvoir dire : vous voyez comme nous sommes des gens responsables ? Regardez toutes les recherches que nous finançons !

La majeure partie des recherches financées par l'industrie avait peu à voir avec la relation de causalité tabac-santé. C'était tout l'enjeu, déverser de l'argent dans des projets qui ne feraient peser aucune menace sur la bonne marche des affaires. À cet égard, l'industrie est parvenue à ses fins. Elle est devenue un important bailleur de fonds de la recherche biomédicale fondamentale, mais d'une recherche dont la principale raison d'être consistait à détourner l'attention de la réalité des dangers du tabac. Son soutien, y compris à la « bonne » science, est inscrit dans la campagne de tromperie la plus vaste et la plus meurtrière qu'ait jamais

connue le monde. Et nombre de ceux qui touchaient cet argent en devenaient les pions à leur insu.

Notre tâche est ici d'explorer ce soutien à la science, en identifiant d'abord et avant tout l'industrie du tabac comme un *vecteur de maladie*, pour reprendre la formule pertinente d'Eric LeGresley, juriste rattaché à l'Initiative pour un monde sans tabac de l'Organisation mondiale de la santé :

L'infection la plus répandue et la plus grave de la planète est propagée à dessein par son vecteur : l'industrie du tabac. Pour réduire le nombre de 500 millions de morts que les produits de cette industrie, selon les projections, provoqueront dans la population actuelle, les défenseurs de la santé publique doivent étudier ses modes d'existence avec autant de sérieux qu'ils étudieraient n'importe quel autre vecteur de maladie. Cependant, les moyens d'enquête sont différents. Le vecteur ici n'est pas un minuscule insecte, il possède des ressources économiques capables de rivaliser avec celles des gouvernements les plus puissants de la planète. [...]

Avec plus d'un milliard de fumeurs dans le monde, le tabac est donc l'infection la plus répandue et la plus grave chez les humains, et l'une des plus contagieuses. Son cheminement n'a été découvert que récemment. On dresse la carte de sa propagation dans des salles de conseil d'administration lambrissées d'acajou. C'est dans des officines politiques qu'elle acquiert sa résistance aux mesures prises pour la contrecarrer et elle trouve ses victimes dans les chambres d'adolescents^[384].

LeGresley souligne ensuite que l'une des différences entre Big Tobacco et, par exemple, un moustique porteur de la malaria, c'est que les hommes de la cigarette, eux, n'ignorent pas qu'on les étudie. C'est pourquoi ils ont si souvent recours à des agents « tiers » – afin de mieux dissimuler la nature du processus de contagion. C'est aussi pourquoi,

ajoute-t-il, désormais, l'industrie du tabac « apparaît plus souvent masquée derrière d'autres entités ». Et, nous le verrons, la science s'est plutôt prêtée à cette manœuvre.

Recherche diversion, recherche leurre, recherche obstruction

Le Conseil de la recherche sur le tabac (CTR)

« Vous me posiez la question :
“Avons-nous essayé de trouver des
substances cancérigènes dans la
fumée de tabac ?” Et la réponse est
non, parce que, selon nous, elle n'en
contient pas. »

Clarence Cook LITTLE, *directeur
scientifique du Comité de recherche
de l'industrie du tabac (TIRC) –
témoignage lors du procès
« Lartigue vs Reynolds »*, 1960.

L'année 1953 marque une sorte de tournant dans la destinée sanitaire des êtres humains. Cela faisait des années que la publicité multipliait les affirmations trompeuses – les Camel n'allaient pas vous couper le souffle ou vous porter sur les nerfs –, mais, en décembre de cette année-là, la démonstration expérimentale, par Wynder, Graham et Croninger, de cancers provoqués par les goudrons de tabac appela une réaction plus orchestrée. On accusait le tabac de provoquer le cancer et les médias populaires reprenaient les faits. Que devait donc décider l'industrie ?

À bien y réfléchir, ces compagnies auraient dû admettre le problème et cesser de vendre des cigarettes. Et les personnalités éminentes du cartel

multiplèrent les promesses en ce sens. En mars 1954, le vice-président de Philip Morris, George Weissman, annonça que sa compagnie « cesserait son activité dès demain [si] nous avons la moindre notion ou la moindre conscience de vendre un produit nuisible aux consommateurs ». James C. Bowling, gourou des relations publiques et vice-président de Philip Morris, affirmerait, par la suite, en 1972 : « Si notre produit est nocif [...] nous cesserons de le fabriquer. » Et de nouveau, en 1997, le P-DG de la même compagnie, Geoffrey Bible, s'entendit demander (sous serment) ce qu'il ferait de sa compagnie s'il était établi que la cigarette provoquait le cancer. Voici sa réponse : « Je déciderais sans doute [...] de fermer tout de suite afin de mieux intégrer cette réalité. » Les autres fabricants formulèrent des assurances semblables. Le président de Lorillard, Curtis Judge, est cité ainsi dans des documents de la compagnie : « S'il était prouvé que fumer la cigarette provoque le cancer, il ne faudrait plus en vendre », et lui-même « quitterait son poste ». Dans une interview de 1986, le président de R. J. Reynolds, Gerald H. Long, affirma : « Si jamais je voyais ou pensais qu'il existait la moindre preuve démontrant d'une manière ou d'une autre et de façon irréfutable la nocivité du tabac, si j'y croyais du fond de mon cœur et de mon âme, alors je quitterais cette profession. » Voilà pour les promesses⁽³⁸⁵⁾.

Si ces compagnies n'admirent jamais la preuve ou même le moindre indice formel de la gravité de la situation, c'est en partie parce qu'elles étaient allées trop loin dans leur campagne de dénégation pour faire machine arrière sans déclencher une catastrophe industrielle. Comme dans une gigantesque pyramide de Ponzi, il n'existait aucune stratégie cohérente de sortie. Comment croyaient-elles que cela finirait ? Dès les années 1950, les laboratoires de ces sociétés confirmaient eux-mêmes les risques de cancer ; par conséquent, il subsistait toujours un danger que cela finisse aussi par se savoir. Et plus la conspiration se prolongeait, plus les perspectives de s'en sortir en toute innocence s'assombrissaient. Le

cartel était en fâcheuse posture.

Le « Frank statement to cigarette smokers » [Lettre ouverte aux fumeurs de cigarettes]

Le président d'American Tobacco, Paul M. Hahn, lança officiellement la conspiration le 10 décembre 1953 en conviant les présidents de ses principaux concurrents à se réunir pour planifier leur réaction face au nœud coulant qui se resserrait. Et ainsi, les 14 et 15 décembre, au Plaza Hotel, dans le centre de Manhattan, sous la présidence de Hahn, toutes les compagnies tombèrent d'accord et la décision fut prise de confier à l'agence de relations publiques Hill & Knowlton la coordination d'une campagne destinée à dissiper les craintes, en communiquant sur le fait que le secteur faisait tout ce qui était en son pouvoir pour cerner la vérité et corriger les éventuels défauts des cigarettes. « Davantage de recherches », tel était le mot d'ordre – ce qu'on entendait par là, c'était que « le verdict n'[était] pas tombé ». À la veille de Noël 1953, Hill & Knowlton rappela à Hahn et consorts que la question était « extrêmement épineuse », la première des nécessités étant de « ne pas jeter d'huile sur le feu ». L'agence recommandait un programme de recherches et de pédagogie dont l'objectif serait de « rassurer le public à travers une communication élargie sur les faits proprement dits ». Et pas n'importe quels faits : l'opinion devait comprendre que, selon « certains avis scientifiques faisant autorité, il n'exist[ait] aucune preuve que fumer provoque le cancer du poumon^[386] ».

La première salve fut lâchée le 4 janvier 1954 sous la forme d'un « Frank Statement to Cigarette Smokers » [Lettre ouverte aux fumeurs de cigarettes], publiée dans les journaux d'un bout à l'autre des États-Unis (cf. illustration 28). Cette lettre visait surtout les travaux sur les effets du goudron de Wynder et ses pairs : on dénigrait l'expérimentation sur les

souris, qui n'aurait pas été « concluante », et les lecteurs étaient incités à croire que la « théorie » selon laquelle une part de responsabilité revenait au tabac dans l'apparition du cancer du poumon n'était que cela, une théorie. En réalité, « rien ne prouvait » que la cigarette en fût l'une des causes. La déclaration soutenait que les statistiques invoquées à l'appui de cette dernière affirmation « s'appliqueraient tout aussi bien » à n'importe quel autre aspect de la vie moderne. Et que les accusations qui tenaient le tabac pour « responsable de quasiment tous les maux du corps humain » avaient fini par être « l'une après l'autre abandonnées », faute de preuves. Les signataires prétendaient aussi avoir envers la santé de leurs clients une « responsabilité fondamentale, qui prime toute autre considération ». Dès lors, ils promettaient de coopérer « étroitement avec ceux dont la tâche [était] de sauvegarder la santé publique » et de fournir « aide et assistance aux efforts de recherche ». Et, pour y parvenir, ils annoncèrent la formation du Tobacco Industry Research Committee [Comité de recherche de l'industrie du tabac], le TIRC, qui mènerait des travaux sur tous les « aspects relatifs à la consommation de tabac et à la santé »^[387].

À ce jour, le « Frank Statement » reste probablement la pleine page de publicité la plus largement reprise de l'histoire de l'humanité, et la plus onéreuse : 448 journaux la publièrent dans 258 villes, pour une diffusion estimée à 43 245 000 exemplaires et un coût dépassant les 244 000 dollars. (Les « journaux nègres » n'étaient pas ciblés, hormis l'*Atlanta World*.) Ces coûts grimperent de façon substantielle lorsque les compagnies augmentèrent la diffusion de 200 000 exemplaires supplémentaires et commandèrent aussi des reparutions dans la presse professionnelle du tabac. Ils s'élevèrent encore quand l'Association nationale des distributeurs de tabac commanda à elle toute seule 1 million d'exemplaires du « Frank Statement » à déposer chez les détaillants^[388].

En soi, le « Frank Statement » constituait un événement et fut largement répercuté comme tel. Des reportages sur cette contre-offensive

furent diffusés à la télévision et à la radio, entraînant à leur tour des commentaires dans la presse écrite. Les journaux remarquaient que le TIRC devait être piloté par un comité consultatif scientifique qui conserverait une attitude « posée et détachée », c'est-à-dire à l'opposé de « certaines attaques extrémistes contre la consommation de tabac ». Les comparaisons avec le récent tollé autour de la fluoration de l'eau allaient bon train et un quotidien au moins, le *Cincinnati Inquirer*, refusa de partir en croisade pour « l'un ou l'autre camp ». L'impression de truquage qui s'attachait à ce précédent scandale, lors duquel des « craintes infondées » avaient fait basculer l'opinion publique, demeurait prégnante. (Des conservateurs paranoïaques avaient averti d'un complot communiste visant à empoisonner les approvisionnements en eau de l'Amérique – par l'ajout de fluor destiné à prévenir la carie dentaire – ce qui leur avait valu de se faire ridiculiser par les courants progressistes et par des films tels que *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick.) Ce même quotidien rappelait l'époque où le tabac avait été relié à la lèpre, « rumeur invraisemblable et infondée qui s'[était] répandue dans le pays comme un feu de prairie ». On s'amusait aussi du fait qu'il avait été jadis accusé de provoquer la tuberculose, ce qui aujourd'hui, avec le recul, ne paraît plus si insensé : dans l'Inde contemporaine, fumer est une cause majeure de tuberculose, maladie qui tue davantage de gens que le cancer du poumon^[389]. Tout cela servait l'industrie : si le tabac avait été précédemment accusé à tort au nom de craintes absurdes, il en serait de même pour toute accusation contre lui. La rhétorique du « l'une après l'autre » du « Frank Statement » ne disait pas autre chose, et de nombreux articles de presse se conformèrent à ce scénario échafaudé par l'industrie.

Le projet de financement de la recherche par l'intermédiaire du TIRC reçut aussi un vaste et favorable écho. Les télégrammes adressés à Hill & Knowlton étaient bien disposés à une majorité de deux contre un. Ce n'était pas le fruit du hasard, car l'agence de relations publiques avait

contacté des rédacteurs en chef et des chroniqueurs dans toute l'Amérique afin de s'assurer une couverture favorable. Grâce à ses archives conservées à la Société historique du Wisconsin, nous savons quels efforts Hill & Knowlton a déployés : des centaines de magazines, de journaux et d'émissions de radio ont repris la nouvelle du lancement de ces travaux de recherche par l'industrie et la réaction fut généralement bienveillante^{390}.

Mais qu'avait au juste entrepris le TIRC ?

Une recherche « leurre »

Pendant quarante ans, depuis le milieu des années 1950 jusqu'au milieu des années 1990, le TIRC/CTR fut le premier organisme mondial en termes de financement de recherches sur le tabac et la santé (ou de ce qui se présentait comme tel). Il reçut son nouveau nom de Council for Tobacco Research (CTR) [Conseil de la recherche sur le tabac] en mars 1964. Tout au long des années 1950, il a dépensé des centaines de milliers de dollars, puis des millions par an durant les décennies 1970 et 1980, et enfin des dizaines de millions dans les années 1990. L'industrie a toujours été fière des sommes engagées et a veillé à ce que le public en soit dûment impressionné. Ainsi, en 1985, le CTR annonça qu'à cette date il avait dépensé plus de 100 millions de dollars, en 1993, 204 millions et, en 1997, 282 millions. En 1998, lorsque l'organisme fut finalement démantelé en application du Master Settlement Agreement, le CTR distribuait quelque 36 millions de dollars de bourses annuelles. Sur une quarantaine d'années, plus de 300 millions de dollars ont ainsi été mobilisés pour la recherche sur le lien entre le tabac et la santé^{391}. Le tout bénéficiait d'une vaste publicité, car le *fait* même d'avoir soutenu la recherche était crucial pour que le programme atteigne l'effet visé. L'intérêt résidait dans l'effet d'annonce – « Nous avons financé telle

recherche » –, permettant ainsi à l'industrie d'en récolter les lauriers et d'y puiser une légitimité.

Sur le papier, l'ambition était d'« explorer et de comprendre les causes de la maladie, notamment, et *s'il y en avait un*, le rôle joué par la consommation de tabac^[392] ». Dans les faits, le TIRC/CTR a rarement soutenu des recherches susceptibles de révéler la nocivité du tabac pour l'homme. L'accent était mis sur les *mécanismes* de la maladie plutôt que sur ses *causes évitables*. Le TIRC n'accordait pas non plus beaucoup d'attention au tabac et tendait à s'abstenir de financer les recherches qui auraient risqué de placer la cigarette sous un éclairage négatif. Dans une note confidentielle de 1959, Clarence Cook Little, son directeur scientifique de l'époque, recensait pour le groupement six domaines de recherche :

1. Hérité – en quoi la nature biochimique de l'individu dépend-elle de sa constitution innée ? Certains sujets, dans un environnement identique, développent la maladie ; d'autres non.
2. Infection – dans quelle mesure les bactéries et/ou virus, auxquels on est ou on a été exposé, influencent-ils les changements cellulaires ou tissulaires ? Dans quelle mesure accroissent-ils le risque de contracter ultérieurement une maladie ?
3. Nutrition – en quoi les nutriments, absorbés, stockés ou excrétés par l'individu affectent-ils les changements cellulaires ou tissulaires ? Le cholestérol est l'une des substances qui fait désormais l'objet d'études approfondies, mais les carences vitaminiques et autres déséquilibres peuvent avoir leur importance.
4. Hormones – dans quelle mesure les diverses glandes à sécrétion interne affectent-elles les cellules ou les tissus [...] ? On sait qu'elles jouent un rôle important dans les cancers du sein ou des glandes surrénales et que les hommes développent quatre à six fois plus de cancers du poumon que les femmes.
5. L'épuisement nerveux ou la tension nerveuse – dans quelle mesure

ces facteurs influencent-ils les cellules et les tissus du corps, en dehors du système nerveux proprement dit ? Le stress joue un rôle important dans l'apparition d'ulcère à l'estomac. Dans celle des maladies cardio-vasculaires aussi.

6. Facteurs environnementaux – dans quelle mesure les composés physiques ou chimiques de l'environnement, pénétrant le corps et non organiques, affectent-ils les cellules ou les tissus ? En plus du tabac, les polluants aériens, l'humidité et la température jouent un rôle⁽³⁹³⁾.

Notons que le tabac n'est mentionné que dans le dernier paragraphe et seulement au milieu d'une série de considérations environnementales comme l'« humidité et la température ». C'était là encore la politique et la pratique du TIRC/CTR : minorer le rôle du tabac en tant que cause de l'épidémie de cancers du poumon en accordant bien plus d'attention à d'autres agents – qui intervenaient comme des « facteurs de confusion ». En vérité, tout l'enjeu était de chercher de manière à ne rien trouver, pour ensuite prétendre qu'en dépit de tant de millions dépensés aucune preuve de la nocivité du tabac n'avait jamais pu être mise au jour.

En Europe, nous l'avons vu, les observateurs de l'industrie avaient bien conscience de ce stratagème. En 1958, une équipe de British American Tobacco (BATCo) se rendit en visite aux États-Unis dans le cadre d'une mission d'étude des conceptions américaines en matière de tabac et de santé. Dans son rapport, long et révélateur, l'équipe de BATCo rapporta l'opinion de Liggett & Myers : le TIRC et son comité consultatif scientifique n'avaient « rien fait ou presque de constructif ». « Les déclarations constamment réitérées sur le registre du “non prouvé”, face à l'accumulation des preuves du contraire, ont foncièrement discrédité le TIRC, et son comité consultatif scientifique soutient presque sans exception des projets sans lien direct avec le tabac et le cancer du poumon »⁽³⁹⁴⁾. Ce jugement n'était pas si différent de celui de la Société américaine de cancérologie (ACS) cette même année. Dans son *Bulletin*

of Cancer Progress, elle accusait les fabricants de tabac de mener « une opération de diversion et d'écran de fumée ». Tout l'objet de cette manœuvre était de « nier constamment », d'« égarer » et de « convaincre le public trop confiant des consommateurs de tabac de la bienfaisance de l'industrie, de “son attachement indéfectible à la santé des gens” »⁽³⁹⁵⁾. Le grand pionnier Alton Ochsner avait enfoncé ce clou dès 1954 en ridiculisant le TIRC et sa « recherche en forme de ténia » conçue « pour retarder le jour où l'industrie devra[it] rendre des comptes »⁽³⁹⁶⁾.

« La recherche doit se poursuivre indéfiniment »

Accusés de parti pris et contrariés dans les efforts qu'ils déployaient pour se forger une solide réputation, les marionnettistes du TIRC ne tardèrent pas à comprendre qu'ils devaient aller plus loin et séparer les missions scientifique et militante, ou du moins créer l'illusion en ce sens. Ainsi, en 1958, un nouvel organe germa à partir du TIRC : l'Institut du tabac (ITC) dont la mission était explicitement le prosélytisme de la cause. Les accusations de parti pris ou de vacuité ne disparurent pas pour autant, mais la propagande était désormais confiée à un organe distinct qui opéra dès lors et ouvertement en lobby. Cet Institut du tabac devint la voie de communication privilégiée de l'industrie (par lequel elle « s'adressait » au public, ou par lequel on « entendait sa voix ») sur le tabac et la santé. Il réalisa des films de propagande, cultiva les meilleures relations avec certains médias bien disposés, s'employa à influencer le Congrès et des assemblées législatives locales [les chambres des États], conduisit des « campagnes de pédagogie » et publia des « livres blancs », des brochures, des communiqués de presse et des lettres d'information censés démentir les dangers du tabac ou faire diversion. Tout cela offrait un peu de marge de manœuvre au TIRC et à Clarence Cook Little : en préservant ce dernier, l'industrie pourrait l'utiliser comme témoin expert en

cas de procès ; cette séparation des missions (relations publiques et recherches scientifiques) garantirait son innocence et le maintiendrait « dans sa tour d'ivoire »⁽³⁹⁷⁾.

En 1963, le directeur du service juridique de Brown & Williamson notait que le TIRC était « conçu comme un dispositif de relations publiques » et qu'il fonctionnait comme tel. En 1973, une nouvelle délégation de BATCo conclut dans son rapport de trente-huit pages que le TIRC/CTR était devenu « dans le monde du tabac et de la santé un bras mort à peu près insignifiant ». À cette époque, les avocats de l'industrie américaine confessaient eux-mêmes, mais seulement en privé, que « la majeure partie des recherches du CTR [était] restée floue, de nature générale et élémentaire, nullement conçue pour mettre spécifiquement à l'épreuve la théorie anticigarette »⁽³⁹⁸⁾.

Certes, il eût été assez simple de vérifier les centaines (et par la suite les milliers) d'études démontrant la réalité des décès et des maladies causées par le tabagisme, si telle avait été la volonté de l'industrie. Big Tobacco disposait de beaucoup d'argent, de vastes laboratoires et de nombreux partenaires bien disposés, capables de l'aider à vérifier, amplifier ou améliorer ces études. Depuis de nombreuses années, les compagnies se vantaient de leurs installations de recherche ultramodernes, de leurs riches bibliothèques et de leurs services de collecte et de traduction de documents. L'entreprise n'était certes pas à court de moyens financiers. La bibliothèque du CTR était gigantesque, dotée d'un fonds de publications estimé à 150 000 titres « aisément accessibles » et organisées par auteur⁽³⁹⁹⁾.

Le mieux serait encore de considérer le Conseil de la recherche sur le tabac comme une machine de diversion très élaborée, un rideau de fumée. Tout l'enjeu était de financer une recherche « leurre » ou « paratonnerre » dont l'impact attendu était de détourner l'attention de la cigarette en tant que source de maladies. L'objectif était de pouvoir dire que l'industrie « étudiait le problème », alors qu'en réalité elle s'escrimait à

en nier l'existence. Le CTR devint ensuite un bouclier et un outil de défense devant les tribunaux, où les avocats du cartel avaient beau jeu de protester : « Mais voyez comme mon client a travaillé ferme sur ce problème ! » Les scientifiques de l'industrie le confessaient en privé, comme lorsque le directeur de la recherche de Philip Morris, Helmut Wakeham, écrivit à son président Joseph Cullman III, pour plaider en faveur d'un peu d'honnêteté en interne : « Regardons la vérité en face. Tout ce qui nous intéresse, ce sont les preuves que nous croyons susceptibles de réfuter l'allégation selon laquelle la cigarette serait cause de maladies »^[400].

Il arriva aussi que l'industrie finance *effectivement* des recherches sur les animaux, mais généralement pas à travers le CTR, et en évitant le plus souvent de trop approcher quelque vérité un tant soit peu gênante. Nous avons vu que les expériences d'Ecusta^[102] avaient révélé des substances cancérigènes dans la fumée et que Claude Teague, dans son « Survey of Cancer Research^[103] » effectué pour la compagnie Reynolds, avait lui aussi consigné de tels effets – l'un et l'autre en 1953. À partir de 1954, Liggett & Myers finança des expériences sur les souris, en les commanditant par l'intermédiaire du cabinet de consultants Arthur D. Little (ADL), à Cambridge (Massachusetts), lequel découvrit les preuves de la cancérigénicité de certains composés chimiques, mais les garda soigneusement à l'abri des regards. En 1963, Liggett et ADL produisirent un rapport en neuf volumes sur les résultats de ces expérimentations animales à l'usage exclusif du comité consultatif du ministre de la Santé, en évitant toute diffusion au grand public. Même l'existence de ce rapport et sa transmission au ministre de la Santé sont demeurées « cachées au public sur l'insistance de Liggett »^[401]. Liggett n'était pas l'acteur le plus puissant de la conspiration ; il refusa en outre de signer en 1954 le « Frank Statement » et n'intégra le CTR que pour une période de cinq ans, de 1964 à 1968. Toutefois, il était l'un des membres fondateurs de l'Institut du tabac (à partir de 1958) et avait adhéré étroitement à la ligne

générale de l'industrie, refusant d'admettre officiellement la moindre forme de nocivité.

La recherche soustraite

Aujourd'hui, lorsqu'on pense aux manipulations que le cartel a fait subir à la recherche, c'est surtout en termes de *soustraction*. Il existe certes des exemples notoires. La fermeture de la Mouse House [Maison des souris] de R. J. Reynolds, au siège de la compagnie, à Winston-Salem, en Caroline du Nord, en mars 1970, en constitue l'un des plus abjects qui soient. La compagnie avait mis sur pied un programme de recherches biologiques maison, principalement pour comprendre le rôle des surfactants pulmonaires dans la genèse de l'emphysème. (Les surfactants lubrifient les sacs aériens des poumons, les empêchant de se coller les uns aux autres lors de l'expiration. Plusieurs composés chimiques de la fumée de cigarette affaiblissent cette lubrification naturelle.) Mais quand les chercheurs commencèrent à obtenir des résultats embarrassants pour la compagnie, la décision fut prise de fermer le laboratoire. Du jour au lendemain, vingt-six scientifiques de chez Reynolds perdirent leur emploi. Un ancien scientifique de R. J. Reynolds, Joseph E. Bumgarner, a révélé (lors d'une déposition sous serment) que vingt-cinq autres membres de la division de recherche biologique de la compagnie et lui-même avaient reçu ordre de restituer leurs carnets de notes et de quitter la compagnie. Assez étrangement, un rapport interne de 1985 chez Reynolds salue l'« importance » de cette recherche en exposant qu'elle avait été « tout près de montrer ce que l'on pense être le mécanisme sous-jacent de la pathobiologie de l'emphysème »⁽⁴⁰²⁾. Or, rien de tout cela ne fut jamais dévoilé au public.

Dans d'autres circonstances, des travaux de recherche qui s'approchaient trop de la vérité furent soumis à embargo. En 1984, Philip

Morris mit un terme à son Nicotine Program. Victor J. DeNoble, un psychologue expérimental, avait été engagé pour développer des produits analogues à la nicotine, idéalement sous la forme d'alcaloïdes qui n'en posséderaient pas les propriétés cardio-vasculaires négatives. DeNoble travaillait aussi à montrer que la nicotine et l'acétaldéhyde⁽¹⁰⁴⁾, une fois combinés, se renforcent l'un l'autre, produisant dans le cerveau une forme d'euphorie induite par une production supplémentaire de dopamine. Tout cela devenait dangereux. On s'aperçut que la compagnie risquait alors d'être accusée d'avoir clairement identifié le pouvoir addictif de la nicotine. En 1994, le cabinet d'avocats Shook, Hardy & Bacon commenta ce danger⁽⁴⁰³⁾, et, par la suite, le directeur de la recherche appliquée de Philip Morris, William Farone, se souviendrait que ces recherches avaient été suspendues « sur ordre de New York » (le siège du groupe), au motif qu'elles produisaient des « données que la compagnie n'avait aucune envie de conserver dans ses archives »⁽⁴⁰⁴⁾. DeNoble fut aussi contraint de retirer un article qu'il avait soumis à l'éditeur de *Psychopharmacology* – on ne souhaitait pas qu'il divulgue la moindre information susceptible de se révéler « défavorable à l'entreprise en cas de procédure ». Et, pour s'éviter d'autres périls juridiques, comme l'obligation de communiquer des documents dans le cadre de la procédure « Cipollone vs Liggett », le 5 avril 1984, DeNoble se vit prier (selon le résumé de Richard Kluger) de « fermer son laboratoire, d'en éliminer les animaux, de suspendre toute recherche ultérieure sur d'éventuels produits alternatifs à la nicotine, moins toxiques ou moins nocifs, de ne jamais tenter de publier son travail sur les rats devenus addicts ou même d'en discuter, et d'aller chercher du travail ailleurs⁽⁴⁰⁵⁾ ».

Ces manœuvres d'étouffement ne furent jamais une affaire facile ou agréable, car ces compagnies comptaient dans leurs effectifs des scientifiques qui tentaient de se construire des carrières de chercheur et des réseaux de respectabilité. Les pressions exercées pour empêcher la publication de leurs travaux, ou plutôt pour qu'ils publient uniquement sur

des thèmes « approuvés », soulevaient un intéressant problème pour ce qui était de savoir comment créditer les performances des chercheurs. L'une des solutions adoptées consistait en colloques financés par l'industrie, où des scientifiques de la compagnie présentaient des articles à un cercle restreint d'individus favorables à l'entreprise. Le plus en vue était le Tobacco Chemists' Research Conférence [Colloque de recherche des chimistes du tabac], qui réunissait une fois par an à partir de 1949 des chercheurs travaillant dans (ou pour) l'industrie. Les communications étaient souvent publiées dans la revue *Tobacco Science*, qui fut créée à dessein en 1957. La plupart d'entre elles traitaient de la chimie du tabac, qui a toujours été le point fort de ces compagnies. En fait, entre 1949 et 1996, les fabricants dépensèrent « plusieurs dizaines de milliards de dollars » pour ce domaine de recherche, si l'on compte le personnel, les équipements et les fournitures^[406]. Les performances des chercheurs furent aussi récompensées à travers une série de prix créés à seule fin d'honorer l'excellence de la science du tabac. Le Centre de coopération pour les recherches scientifiques relatives au tabac (CORESTA), dont le siège se situait à Paris, décernait des médailles de bronze et d'argent. En 1967, les fabricants des Marlboro créèrent le Philip Morris Award for Distinguished Achievement in Tobacco Science [prix Philip Morris pour une réalisation exceptionnelle dans le domaine de la science du tabac]. Chez Philip Morris, Helmut Wakeham fut l'un des principaux instigateurs de la création de ce prix, et son tout premier lauréat.

Tobacco Science fournissait un débouché aux travaux de chimie de l'industrie, mais les articles sur des thèmes susceptibles de menacer « la situation juridique des actifs incorporels » furent explicitement interdits de publication. Dans les années 1970, chez Reynolds, cela concernait les recherches sur les « hydrocarbures polycycliques, le cyanure d'hydrogène, le monoxyde de carbone et d'autres composants semblables ». Chez Philip Morris, on appliquait des règles comparables : quand William Dunn explorait la psychopharmacologie de la nicotine, la

politique consistait à « enterrer » tout type de résultat susceptible de trop la présenter comme un alcaloïde addictif comparable à la morphine^[407].

La recherche fut même parfois étouffée par ses propres auteurs, qui craignaient de conférer une visibilité à un sujet « controversé ». Ainsi, en juin 1960, Alexander W. Spears, chimiste chez Lorillard, soumit un article sur les phénols de la fumée du tabac en vue d'un de ces colloques de recherche des chimistes du tabac, programmé pour octobre. Les avocats de la compagnie redoutaient perpétuellement que le public comprenne jusqu'où la compagnie savait. Spears en était conscient et il prévint l'organisateur du colloque qu'il retirait sa communication : « dans l'intérêt de la Compagnie et de l'industrie du tabac, il a été récemment décidé qu'un article traitant de composés dont les effets sont controversés ne devait pas être présenté ». L'organisateur lui retourna tous les exemplaires de son résumé^[408].

Ces manœuvres d'étouffement mobilisèrent aussi d'autres moyens. En 1956, les ténors du TIRC protestèrent lorsque George E. Moore, du Roswell Park Memorial Institute, évoqua la réalité des risques de cancer. Moore avait donné une conférence où il mentionnait la chose, ainsi que son intention de procéder à une série de tests sur des animaux en leur appliquant des goudrons de tabac. Le TIRC fut très alarmé d'apprendre qu'il s'était rangé dans le « camp Hammond » (autrement dit, celui des scientifiques convaincus de ces risques) et qu'il prévoyait de remercier le TIRC de son soutien. Le cartel ne l'entendait pas de cette oreille et c'est Hill & Knowlton qui intervint pour qu'on enjoigne à Moore « de ne pas mentionner le TIRC ». Mais Moore ne voulait pas que ses boursiers se mettent à débâter sur la cigarette et le cancer et fit donc pression sur eux, non sans émettre que censurer un scientifique de la sorte était « épineux »^[409].

Parfois, on interrompait net des travaux financés par le Conseil de la recherche sur le tabac. Il en fut ainsi pour Gary Friedman, un épidémiologiste du Kaiser-Permanente d'Oakland, en Californie, qui de

1971 à 1980 reçut de généreux soutiens du Conseil pour ses travaux exposant des difficultés rencontrées par une partie de l'épidémiologie reliant le tabagisme aux maladies cardiaques. Le CTR appréciait son orientation empreinte de scepticisme, tant il nourrissait l'espoir qu'un autre facteur que la cigarette – quel qu'il soit – expliquerait les maladies frappant les fumeurs. (En 1978, les avocats qui pilotaient le CTR confiaient encore qu'ils « devaient trouver des scientifiques sceptiques ».) Friedman obtint à peu près 100 000 dollars par an et il en résulta un certain nombre d'articles cosignés avec un anthropologue de l'université Harvard, Carl Seltzer, l'un des plus ardents idéologues du « non prouvé ». En revanche, Friedman n'était pas un idéologue et, en 1979, il commit l'erreur fatale de remarquer dans l'un de ses articles que « la plupart des scientifiques s'accordent maintenant à penser que la cigarette est un facteur important dans les causes de décès »^[410]. Peu après, il vit son robinet de financement se tarir – tel était le sort fréquemment réservé à ceux qui « admettaient » certaines réalités. C'était là une pratique courante du CTR : soutenir les chercheurs qui acceptaient de jouer le jeu, mais rompre avec ceux qui s'écartaient trop de la ligne du parti, ou même les punir.

Des manœuvres similaires eurent lieu dans d'autres régions du monde. Le Forschungsinstitut der Cigarettenindustrie [Institut de recherche de l'industrie de la cigarette] de Hambourg, dirigé par le professeur Walter Dontenwill, déjà cité, ferma en 1975, juste après que des expérimentations sur les animaux eurent impliqué le tabagisme dans le cancer du larynx et des maladies cardiaques^[411]. Quant à l'institution de recherche de British American Tobacco à Southampton, elle était toujours sur ses gardes quand il s'agissait de questions présentant une certaine gravité sur le plan juridique. Ces craintes judiciaires conduisirent Philip Morris à créer un centre de recherche d'une taille considérable à Cologne, l'INBIFO, ou Institut für biologische Forschung [Institut de recherches biologiques], pour y mener certaines de ses études plus

sensibles à distance suffisante du long bras de la justice américaine.

« Est-il bien sage d'effrayer le public ? »

D'emblée, du reste, le TIRC/CTR s'était révélé un organe très singulier. À certains égards, en façade, il opérait comme une agence légitime de soutien à la recherche, comme la Société américaine de cancérologie (ACS) ou l'Institut national du cancer (NCI), pour ne citer qu'eux. Son conseil scientifique comptait parmi ses membres des chercheurs éminents. Il octroyait des bourses sur la base d'un examen collégial (et juridique) et imprimait des rapports annuels contenant des résumés des publications de leurs bénéficiaires. La ressemblance avec l'ACS n'était pas entièrement fortuite, car l'un des objectifs de la création de cet organe du tabac consistait à capter une part de la réputation et de l'autorité de cette association. Le TIRC se calquait sur l'ACS, mais, plus important encore, se considérait comme un organisme concurrent : l'ACS avait commencé de rendre public le bilan des décès causés par le tabagisme et l'industrie avait besoin d'un contre-pouvoir qui fasse autorité.

Point n'était besoin d'aller chercher très loin la mission de relations publiques du TIRC. Plus de la moitié du budget de sa première année (1954) alla à l'agence de relations publiques Hill & Knowlton qui avait géré sa stratégie de diversion (cette première année, aucune somme d'argent ne fut allouée à la recherche). Sa localisation physique aurait dû lui attirer l'opprobre : le TIRC avait son siège au cinquante-troisième étage de l'Empire State Building, soit un étage au-dessous des bureaux de Hill & Knowlton, qui lui prêtait aussi son personnel. En 1954, trente-cinq salariés de l'agence étaient employés à temps plein ou partiel par le TIRC et le chevauchement des effectifs et des opérations des deux organisations était très net. Hill & Knowlton aidèrent l'industrie à choisir

Clarence Cook Little à la direction scientifique et prêtèrent la main à la planification des sujets à traiter – et à éviter. Ils allaient aussi se charger des relations publiques de l'Institut du tabac dès sa fondation, en 1958, et rester étroitement liés à cet organisme jusqu'à ce que leurs chemins se séparent en 1969.

L'embauche de Clarence Cook Little à la tête du TIRC fut un véritable coup de maître. Ancien président de l'université du Maine (1922-1925) et de l'université du Michigan (1925-1929), Little s'était révélé un administrateur talentueux. Diplômé de l'université Harvard et issu d'une famille fortunée du Massachusetts, empreint de convictions religieuses et d'un sens de « l'entreprise oblige », il prononçait souvent des sermons épiscopaliens dans les églises du Maine et il fumait la pipe, comme il se doit. C'était aussi un généticien d'un certain renom, connu pour avoir développé des souches pures de souris destinées à la recherche médicale. En 1929, il avait fondé le Jackson Laboratory de Bar Harbor, dans le Maine, où il élevait des rongeurs présentant de manière fiable un certain degré d'immunité au cancer ou, au contraire, hautement susceptibles de contracter la maladie. Sa formation en génétique (et en eugénisme) se révéla utile lors de sa « réincarnation » dans le monde du tabac : elle lui permit de soutenir que le cancer était une maladie « constitutionnelle ». Certains types de produits chimiques pouvaient fort bien le provoquer, *mais seulement chez des individus prédisposés* – un truisme qui permettait à ses bienfaiteurs de déplacer la responsabilité des affections dues au tabac en l'imputant aux particularités individuelles des fumeurs. Little se fixa sur la génétique et nia farouchement la moindre parcelle de preuve impliquant le tabac. Il voulait aussi que les gens se soucient plus de questions psychologiques telles que la *peur*. Parler d'un lien tabac-cancer était toujours « prématuré », mais aussi générateur de peur, comme de « crier au loup quand nous savons qu'il n'y a jusqu'à présent aucun loup dans les parages »⁽⁴¹²⁾.

Il ne faisait que respecter un scénario concocté avant même son

embauche au sein de Big Tobacco. Dans *Scientific Perspective*, livre blanc publié en 1954 à titre de deuxième salve de l'industrie après le « Frank Statement », le lecteur était prévenu : « Est-il sage d'effrayer le public et de répandre l'anxiété chez des millions de gens sur la base des preuves peu convaincantes qui nous ont été présentées ? » En 1967, Little déclarait encore, sous serment cette fois, qu'il était « dommage que cette propagande d'envergure [contre la cigarette] ait fait resurgir la peur dans les esprits de centaines de milliers d'Américains ». Les stratégies du tabac instrumentalisaient le sujet. En 1969, dans des documents secrets de planification destinés à son Project Truth [projet Vérité], Brown & Williamson énonçait son objectif n° 5 : « Montrer qu'on a soumis la cigarette à une justice expéditive, à un procès truqué et alimenté par des gens et des organisations irresponsables et non informés, à seule fin de provoquer et d'instiller la peur. » Il y agissait aussi le spectre d'un « lynchage » du tabac^[413].

Engagé durant l'été 1954 pour diriger le Comité de recherche de l'industrie du tabac, Little n'était pas le premier candidat à qui l'on avait proposé le poste. Harold L. Stewart, chef du service de pathologie à l'Institut national du cancer (NCI), avait déjà reçu une offre et l'avait refusée, tout comme Wilhelm Hueper et un certain nombre d'autres – E. Cuyler Hammond de la Société américaine de cancérologie et Hayden Nicholson de l'université d'Arkansas, par exemple, mais aussi McKeen Cattell, chef du département de pharmacologie à Cornell University^[414]. En qualité de chef de l'Environmental Cancer Section du NCI, Hueperner devait apparaître comme un candidat séduisant : le principal expert mondial de la cancérogenèse en milieu professionnel estimait que le tabac était injustement accusé d'être la cause universelle des cancers modernes, alors qu'on exonérait d'autres types de substances cancérogènes, notamment l'amiante et les nombreux rejets polluants et dangereux déversés par l'industrie pétrochimique. Et il avait en partie raison. Pour tous les Dow et DuPont de Nemours du monde, il était commode

d'accuser le tabac ou quelque autre « facteur personnel » pour toutes les maladies que contractaient leurs salariés. Hueper était une espèce de proto-Ralph Nader ou Rachel Carson^{105}, profondément conscient de l'ampleur de la négligence et de la malfaisance des entreprises. Il avait consacré la majeure partie de son existence à documenter les dangers auxquels étaient exposés les travailleurs, ce n'était pas un ami de Big Tobacco et il méprisait l'idée de toucher de l'argent pour en devenir le factotum attitré. Depuis des décennies, il fumait la pipe et il attribuait 90 % de la totalité des cancers du poumon à des causes environnementales et professionnelles (non tabagiques). Cependant, doté d'un fort sens moral, il n'était pas disposé à se laisser acheter. Il refusa donc l'offre de l'industrie^{415}.

Chez American Tobacco Company, Hiram Hanmer avait signifié clairement qu'il voulait un directeur sur qui l'« industrie puisse compter ». Les chercheurs se dérobaient les uns après les autres, il se rendit compte que c'était en somme un « marché où il n'avait pas la main »^{416}. Acculé, le cartel finit par avoir de la chance avec l'offre qu'il soumit à Clarence Cook Little. À soixante-cinq ans, cet homme n'était clairement plus dans la fleur de l'âge, mais là n'était pas le problème : l'industrie voulait un interlocuteur qui dise amen à tout, pas quelqu'un qui change la donne. Et avec son salaire, Little avait de quoi survivre : 20 000 dollars annuels, assortis de quantité d'avantages annexes^{106}. Il se mit au travail et se révéla très loyal^{417}.

Microbiais contre macrobiais

La question de savoir si le TIRC/CTR a soutenu de la « bonne » recherche est fréquemment évoquée lors des procédures judiciaires. Le secteur s'efforce toujours de rappeler que l'organisation a rempli admirablement son office, en parfaite conformité avec les critères

scientifiques les plus exigeants^[418]. Il est vrai que de nombreux boursiers du CTR étaient des chercheurs prestigieux issus de certaines des principales institutions universitaires d'Amérique comme Harvard, Stanford, Yale et UCLA. Six lauréats du CTR se virent ensuite décerner le prix Nobel et des milliers d'articles financés par le CTR furent publiés dans certaines des revues scientifiques les plus réputées du globe – 6 400 articles, selon un décompte. Dès lors, comment peut-on affirmer que ce n'était pas de la « bonne » science ?

Le problème n'est pas que la recherche ait été « mauvaise » au sens étroitement factuel du terme. Dans ses grandes lignes, et sur la base des indicateurs traditionnels de performance, elle ne l'était nullement. Personne n'a jamais accusé (avec raison) les lauréats de bourses du Conseil de la recherche sur le tabac de plagiat, de fraude ou de fabrication de données. Ce n'est pas là que réside le biais. Il provient plutôt de ce que le CTR n'était vraiment pas conçu pour explorer « si », « comment » ou « dans quelle mesure » fumer provoquait des maladies. Les experts engagés par l'industrie pour superviser les procédures d'évaluation des bourses ne savaient généralement pas grand-chose sur le tabac et étaient plutôt sélectionnés avec le souci que la recherche demeure « favorablement disposée » envers l'industrie. Ces bourses étaient rarement accordées à ceux qui en savaient long sur le tabac et la santé et les administrateurs du CTR étaient grosso modo tout aussi ignorants en ce domaine.

Sheldon C. Sommers, docteur en médecine, est à cet égard un cas d'école. Membre du conseil scientifique du CTR de 1967 à 1989, il occupa la fonction de directeur de la recherche entre 1969 et 1972, puis celle de directeur scientifique de 1981 à 1987. Pourtant, que savait-il du tabac ? En 1991, son *curriculum vitae* dressait une liste de 342 articles publiés et, tandis que le mot « hypertension » apparaissait 27 fois et celui de « cancer » 73, le mot « tabac » en était absent. Tout comme « cigarette » ou « nicotine »^[419]. Les fabricants de cigarettes

l'appréciaient non pas tant pour une quelconque contribution substantielle à l'identification des dangers du tabac – il n'en a apporté aucune – mais plutôt parce qu'il acceptait de prendre publiquement position et de déclarer que fumer n'était « pas une cause » de cancer chez l'homme. En 1985, effectuant une déposition pour le compte de la défense dans l'affaire « Galbraith vs Reynolds », il s'exprima ainsi :

« Docteur, avez-vous actuellement un avis sur la question de savoir si la cigarette provoque le cancer du poumon ?

– Oui.

– Quel est votre avis ?

– Je ne crois pas qu'elle en soit cause, pas au sens scientifique.

– Dans votre réponse, quand vous formulez cette restriction, “pas au sens scientifique”, qu'entendez-vous par une telle nuance ?

– La preuve scientifique d'un agent causal suppose que cet agent soit une condition à la fois nécessaire et suffisante pour produire une affection.

– Qu'entendez-vous par “nécessaire” pour produire une affection ?

– Qu'en son absence cette affection n'existe pas⁽⁴²⁰⁾. »

Selon une telle définition, plus grand-chose en ce monde ne serait la cause de quoi que ce soit. La conduite en état d'ivresse ne provoque pas d'accidents de la circulation parce que ceux-ci peuvent être causés par la fatigue ou une chaussée glissante. Jouer avec des allumettes ne provoque pas d'incendies, qui peuvent être déclenchés par autre chose que des allumettes. Ce sont là les faux-fuyants typiques de l'industrie et c'est pourquoi cette dernière appréciait tant des hommes comme Sommers (et les embauchait). Cela n'échappa pas à l'avocat qui recueillait cette déposition et qui approfondit la question :

« Avez-vous un avis sur la question de savoir si la cigarette est un

facteur contributif au développement du cancer du poumon ?

– Oui.

– Quel est cet avis, docteur ?

– Sur le plan épidémiologique, on a soutenu l'existence d'une relation.

– J'en ai bien conscience. Ce que je vous demande, c'est votre avis scientifique personnel sur le rôle de la cigarette comme facteur contributif au développement du carcinome pulmonaire. [...] Je ne vous demande pas ce que d'autres ont affirmé. Ma question porte strictement sur votre avis médical et scientifique personnel. En avez-vous un, concernant la cigarette en tant que facteur contributif au développement du carcinome bronchiogénique ?

– J'ai un avis. En réalité, on dit "bronchogénique".

– Bronchogénique. Je suis désolé. Quel est votre avis, je vous prie ?

– Mon avis, c'est qu'il reste à prouver que la cigarette est un facteur contributif au cancer du poumon, et si oui, en quoi^[421]. »

Sommers était régulièrement convoqué pour distiller de telles affirmations ambiguës et tortueuses devant les tribunaux, y compris dans des procédures intentées contre le secteur hors du territoire américain^[422]. Lors de ces audiences, il déformait grossièrement l'état de la science, mais aussi son évolution historique.

Au CTR, le biais résidait davantage dans le type des recherches financées et le choix des sujets. Ce n'est pas tant un microbiais qu'un macrobiais : repérable dans aucune étude en particulier, mais présent dans l'ensemble des corpus. Un biais supplémentaire réside dans la manière dont le soutien à la recherche était utilisé à des fins de relations publiques afin de mettre l'accent sur la générosité de l'industrie. Il était donc crucial que les rapports annuels du CTR bénéficient d'une large diffusion : à titre d'exemple, le rapport 1971 fut envoyé à 400 bibliothèques de facultés de médecine, à 1 364 experts en allergies, 3 989 cardiologues, 3 291 pathologistes, 6 577 radiologues, et ainsi de

suite – 21 496 destinataires au total^[423].

Mécanismes contre causes

Le CTR soutenait surtout la recherche fondamentale en biologie humaine et, quand il a abordé des affections spécifiques, c'était généralement pour en étudier le mécanisme plutôt que les causes premières. Les sujets explorés couvraient des questions de biologie cellulaire, biologie du développement, génétique, immunologie, virologie et neurosciences, entre autres. Et, si l'on se penchait sur le cancer, c'était presque toujours en termes de mécanismes biochimiques – ainsi les chercheurs recherchaient-ils une voie biochimique vers la tumorigenèse ou la manière dont certains gènes étaient activés ou désactivés lors de la carcinogénèse. La nicotine était parfois étudiée, mais quand l'addiction devint le point focal, ce fut généralement pour insister sur différentes prédispositions génétiques^[424]. Les études se fondaient rarement sur les méthodes de l'épidémiologie, sauf celles conçues pour isoler des « facteurs de confusion » par exemple. La toxicologie fit rarement l'objet de financements ; de même l'élucidation de la nature ou des effets des poisons présents dans la fumée, ou encore la carcinogénèse expérimentale, si ce n'est à seule fin de remettre en cause des travaux antérieurs. Tout l'enjeu était d'exonérer le tabac, sans pour autant que ce soit flagrant pour qui se pencherait sur telle bourse ou tel boursier en particulier. En fait, on peut avancer sans risque que rares étaient les chercheurs qui ont accepté de l'argent en ayant conscience de prendre part à une conspiration. L'objectif était aussi de cultiver et d'entretenir une « écurie d'experts » prête et disposée à servir lors des auditions devant les instances réglementaires ou des audiences judiciaires. Hill & Knowlton, coarchitecte de cette stratégie de l'ignorance élaborée de toutes pièces, avait pour mission d'éteindre des « feux de brousse » ;

en d'autres termes, la publicité faite autour de la nocivité du tabac⁽⁴²⁵⁾.

En revenant sur l'histoire de la découverte des risques liés au tabac, on aurait peine à en nommer *un seul* qui ait été mis au jour par les travaux du Conseil de la recherche sur le tabac. Le financement du CTR a débouché sur la publication d'au moins 6 400 articles scientifiques, mais lequel d'entre eux peut-on créditer d'avoir fait progresser notre connaissance des dangers du tabagisme ? Les chercheurs du CTR ont-ils contribué à confirmer que fumer provoque le cancer de la vessie ou des avortements spontanés ? Et qu'en est-il des risques liés au tabac à chiquer ou au tabagisme passif ? Qu'est-ce que l'industrie peut avoir à montrer en contrepartie de ses quelque 300 millions de dollars de frais de recherche ?

Pas grand-chose. Les scientifiques du CTR n'ont découvert qu'une toute petite part de ce que nous savons de ces nuisances sanitaires. Autrement dit, le Conseil a échoué dans la mission qu'il disait s'être fixée. Et c'est parce que son véritable objectif n'était pas de découvrir l'impact du tabac sur la santé, mais plutôt de *donner l'apparence* d'un tel soutien en menant simultanément une campagne pour en nier les dangers avérés. À cet égard le CTR fut une réussite, de par son échec même. Certains employés du CTR l'ont avoué : Dorothea Cohen, qui pendant vingt-quatre ans écrivit des comptes rendus de recherche pour les rapports annuels du CTR jusqu'à sa retraite en 1989, a défini un jour l'organisation en ces termes : c'était « juste une histoire de lobbying. On faisait du lobbying pour la cigarette ». Ron Wyden, élu démocrate de l'Oklahoma au Congrès, a cité Dorothea Cohen quand il a interrogé le président du CTR, James F. Glenn, en l'incitant à se démarquer de son ancienne collègue au motif qu'elle aurait souffert de « problèmes mentaux »⁽⁴²⁶⁾.

Et qu'en est-il des six boursiers qui reçurent plus tard le prix Nobel de physiologie ou médecine ? Pour se défendre devant les tribunaux, les fabricants de cigarettes aiment citer de tels chercheurs, mais le fait est qu'une maigre part de la recherche financée par leurs bourses concernait

le rapport tabac-santé. Un coup d'œil aux dossiers soumis par ces chercheurs – Baruj Benacerraf de l'université Harvard (lauréat du Nobel en 1980), Stanley Cohen de la fondation Vanderbilt (1986), Harold Varmus de l'université de Californie-San Francisco (1989), Ferid Murad de Stanford (1998), Louis Ignarro de l'UCLA (1998), et Carol Greider de l'université Johns Hopkins (2009) – révèle que seul Murad mentionne le tabac, la cigarette, la nicotine ou l'addiction. Ignarro évoquait les cigarettes dans un dossier de 1979 qui fut rejeté – et ne put obtenir la subvention du CTR qu'après un nouveau dépôt de candidature où toute mention de cet ordre avait été biffée. Personne ne peut se plaindre de la qualité du travail de ces chercheurs, c'est de l'excellente recherche fondamentale sur la génétique, l'immunologie, la virologie et d'autres sujets, mais Big Tobacco a soutenu de tels travaux parce qu'*ils ne faisaient peser aucune menace sur la pérennité des ventes de cigarettes*. Ils étaient inoffensifs^[427].

La « chose la plus précieuse »

Le Conseil de la recherche sur le tabac était donc une imposture et une escroquerie. Son conseil scientifique était composé d'hommes (et d'une femme) inféodés à l'industrie et toutes les décisions de poids étaient prises par le puissant comité des conseils juridiques (autrement dit, par des avocats)^[428]. Le taux d'acceptation de ces bourses n'était pas moins révélateur : plus de 40 % des impétrants recevaient un financement. D'ordinaire, les organismes allouant de telles bourses en décernaient une proportion nettement plus modeste – par exemple, le ratio du National Institute of Health (NIH) est actuellement inférieur à 10 %. C'était de l'argent facile, que l'industrie pouvait présenter comme « propre » – on a rarement observé la moindre tentative manifeste de manipulation des recherches financées.

Remarquons avec quelle facilité l'industrie a fait « diversion » et retourné à son avantage un discours et des valeurs progressistes, telles que la liberté d'enquêter et le questionnement perpétuel. La « controverse reste ouverte » a été l'un des piliers de la conspiration et, s'agissant des causes de maladie, le CTR professait invariablement son « ouverture d'esprit » à des hypothèses « autres » que la cigarette. L'industrie jouait cette carte à travers des publicités, des communiqués de presse et des dépositions devant le Congrès ainsi que la Commission fédérale du commerce. L'ouverture d'esprit était aussi une condition pour siéger au conseil scientifique du CTR. En 1960, Clarence Cook Little l'énonça clairement dans l'affaire « Lartigue vs Reynolds » lorsque la défense l'appela à effectuer sa déposition. On lui demanda si ce lien tabac-cancer rencontrait le scepticisme de tous les membres du conseil du CTR : « Oui. Je dirais que tout le comité garde l'esprit ouvert à ce sujet. Une partie des membres juge cette probabilité plus forte que d'autres, mais, en tant qu'individus, nous conservons notre indépendance. C'est ce que nous possédons de plus précieux. C'est ce qui rend le comité si fort. [...] nous sommes tous en accord⁽⁴²⁹⁾. »

Soulignons cette façon d'associer conformité et indépendance et cet emploi des plus judicieux du qualificatif « précieux », car le succès du CTR dépendait du fait que la nocivité de la cigarette reste en effet une question « ouverte ». Les compagnies usèrent de cette stratégie avec ingéniosité, en assimilant tout « point final » à l'enquête à de la « fermeture d'esprit » ou à de l'antiscience. Un discours très habile, auquel de nombreux scientifiques semblent s'être laissé prendre. L'industrie se campait dans la posture du défenseur et du rempart de la science objective, tout en taxant les partisans de la santé publique de fanatisme et d'étroitesse d'esprit. Des stratégies semblables ont vu le jour dans d'autres domaines intéressant les politiques de la santé et de l'environnement – lors de débats autour du changement climatique et autour du contrôle de l'exposition à certaines substances toxiques,

notamment, où *de facto* les appels à davantage de recherches sont souvent des invitations à l'intransigeance et à l'inaction^[430].

Toutefois, pour l'industrie du tabac, cette stratégie nouvelle signifiait que les fabricants pouvaient se ranger du côté de la science, ou même de la prudence, tandis que le camp des antitabac risquait de se trouver accusé de vouloir mettre un terme à tout questionnement. Les experts de l'industrie affirmèrent à maintes reprises qu'il aurait été périlleux de souscrire à la théorie sur la cigarette, qu'y souscrire aurait un effet abrutissant sur la recherche. Thomas J. Moran, pathologiste de Virginie, formula cet argument en 1964 lors d'une déposition dans le cadre d'une série d'auditions devant le Congrès des États-Unis : accepter le lien cancer-cigarette était « périlleux » et revenait à envisager « avec complaisance l'étiologie de la maladie »^[431].

« Le lien avec le cancer, c'est de la foutaise »

Une version plus radicale de cet argument lourd de menaces voulait que ce soit la théorie sur la cigarette proprement dite qui rendait les gens malades. Un dénommé Joseph B. Wolffe, par exemple, cardiologue de Pennsylvanie, a soutenu que l'adhésion à cette théorie avait « traumatisé quantité de gens, en particulier les gens impressionnables ». Tel était du moins ce que prétendait Stanley Frank, journaliste sportif jouissant d'une grande popularité, en citant Wolffe dans un article de 1968 pour le magazine *True*, dont on découvrit plus tard qu'il avait été secrètement commandité par Hill & Knowlton. On s'aperçut aussi que Frank avait révisé son papier pour publication dans le *National Enquirer* (« Cigaret Cancer Link Is Bunk » [Le lien cancer-cigarette est de la foutaise]) sous le pseudonyme de Charles Golden. Le stratagème aurait pu ne jamais être détecté si l'industrie n'avait pas déployé de tels efforts pour promouvoir cet article, qui fut réimprimé par l'Institut du tabac et envoyé

à 600 000 médecins, scientifiques, éducateurs, décideurs politiques et responsables de médias dans tous les États-Unis. 600 000 exemplaires d'un cahier de 8 pages ! On comptait parmi les destinataires 41 055 « biologistes », les gouverneurs de tous les États américains, la totalité des 100 sénateurs et des 432 membres de la Chambre des représentants – et ce n'était là que le dixième du total des destinataires. Ce n'était pas une mince opération, comme on l'a vu quand le *Wall Street Journal* et *Consumer Reports* ont révélé ce scandale^[432].

Clarence Cook Little lui-même se plaisait à mettre en garde contre l'hypothèse d'une cigarette « dangereuse » et à souligner que le ressassement pouvait se révéler nocif pour la santé. Pourtant, ses opinions ont varié de manière significative au fil du temps. En 1944, dans une brochure intitulée *Cancer : A Study for Laymen* [Cancer : étude pour les profanes] et publiée par la Société américaine de cancérologie, il déclarait qu'il était naturellement « déconseillé de se remplir constamment les poumons de suspensions de particules fines dont se compose la fumée de tabac^[433] ». En 1960, devenu directeur scientifique du TIRC, voici ce qu'il répliqua quand on lui demanda s'il jugeait encore la chose si déconseillée que cela : « D'un point de vue général, je répondrais que non^[434]. » Pour lui, invoquer la constitution des individus était une forme d'échappatoire idéale : ainsi, certaines personnes allaient souffrir d'« irritations » dues à la fumée de tabac, mais la majorité y échapperait sans dommage apparent, ou du moins sans preuve établie de nocivité. À ses yeux, cela signifiait qu'on avait tort de prétendre que fumer pouvait induire le cancer.

Pour lui, tout fumeur en vie était la preuve que les cigarettes ne provoquent pas le cancer. Le témoignage qu'il apporta à la défense dans l'affaire « Green vs American Tobacco », l'un des premiers procès intentés au tabac, donne un aperçu de son mode de raisonnement :

« Docteur, avez-vous connaissance d'une étude statistique spécifique

démontrant qu'il n'existe aucun rapport entre le fait de fumer et le cancer du poumon, une étude originale ?

– C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, en un sens. [...] Je dirais que ce n'est pas un problème de statistiques. C'est juste une question de faits, les gens qui fument et qui sont en vie constituent la preuve que, dans leur cas, il n'existe pas de rapport entre cancer et tabac, puisqu'ils n'ont pas de cancer^[435]. »

À supposer qu'il ait alors dit la vérité, ce qui serait sans doute se montrer trop magnanime à son égard, nous ne pouvons qu'en conclure que Little nourrissait une conception extraordinairement étroite et mécanique de cette relation de causalité, une conception qui n'aurait jamais été jugée acceptable dans un cours élémentaire de physique ou de chimie, et encore moins en médecine. Comme chez Sommers, il y avait là l'idée que si B ne découle pas *nécessairement et invariablement* de A, alors on ne peut affirmer que A est la *cause* de B. Les lacunes de Little en matière de logique défient l'entendement, mais permirent au tabac de s'en tirer à bon compte. Gros moyens, rhétorique peaufinée et finesse juridique, tout cela contribua à maintenir en vie cette logique zombie bien au-delà de sa date d'inhumation.

L'ironie n'en demeure pas moins que, tout au long de cette période, l'industrie ne cessa d'accuser les autorités sanitaires de parti pris, d'aveuglement par les passions et de précipitation. À première vue cela semble curieux, mais il n'est pas si compliqué de comprendre comment on en est arrivé là. Les compagnies ont dû se lasser des accusations de parti pris et finir par considérer que rien ne les empêchait de retourner l'argument contre les groupes antitabac. Elles consacrèrent d'énormes efforts à laisser entendre que les chercheurs financés par le cartel s'efforçaient de travailler en toute objectivité, mais que des groupes comme l'ACS et le NCI s'enfermaient, eux, dans le sectarisme et les préjugés narcissiques. Les alliés de l'industrie se montrèrent de plus en

plus habiles à exposer en quoi il était possible qu'une expérience ou une étude fût fautive, incomplète ou mal interprétée. Des chercheurs en cancérologie furent accusés d'extrapoler des animaux aux humains et de mal préparer leurs condensats de tabac. Les épidémiologistes furent accusés d'utiliser des techniques statistiques obsolètes ou inadaptées, ou bien encore des modèles mathématiques défectueux. L'extrapolation des résultats expérimentaux de l'épiderme aux poumons fut remise en question (« selon nous, les tests cutanés sont sans pertinence par rapport au problème pulmonaire »), tout comme les généralisations sur la nature de la fumée de cigarette. Cette question du parti pris devint un sujet central, avec celle de la recherche sur la sociologie du savoir, la culture matérielle de l'imprimé, la sociologie de la citation, et même l'impact rhétorique des différents types de polices de caractère. Pourquoi en sait-on si peu sur des expérimentations où aucun cancer n'est apparu ? Parce que les « résultats négatifs sont rarement publiés »^[436], répondait l'industrie. Les chercheurs à sa solde devinrent maîtres dans l'art de riposter aux reproches qui lui étaient adressés : avoir manqué à son devoir de mise en garde, avoir menti au public ou n'avoir pas su tenir ses promesses. Certains furent grassement rémunérés pour discréditer tel ou tel collègue, argument ou document gênants. Lire les critiques formulées par l'industrie, c'est avaler un cactus de déconstructions hérissé de milliers de minuscules épines – on pourrait parler de piqûres d'aiguilles – tentant quelque percée.

Special Projects

Au début des années 1990, un juge du New Jersey, H. Lee Sarokin, ordonna le démantèlement du Conseil de la recherche sur le tabac, mais il fallut attendre 1998 pour que le CTR défunt soit enfin porté en terre, dans le cadre du Master Settlement Agreement. L'Institut du tabac fut

aussi dissous à cette époque, ainsi que le Center for Indoor Air Research (CIAR) [Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations] – qui, au fond, avait réalisé pour le tabagisme passif ce que le CTR avait accompli pour le tabagisme en général. Dans sa décision, le juge Sarokin se montra intraitable, déclarant que la conspiration de l'industrie était « vaste par son ampleur, retorse dans ses objectifs et dévastatrice dans ses résultats^[437] ». Il fut par la suite dessaisi du dossier. Le secteur avait eu un comportement si effarant que la simple expression de la vérité pouvait être aisément interprétée, à tort, comme un préjugé.

Pourtant, l'histoire est ensuite venue confirmer le jugement de Sarokin. La plupart des procédures intentées contre l'industrie depuis la décision sur l'affaire « Cipollone vs Liggett » (1992) ont fourni des preuves du rôle du CTR dans la conspiration négationniste. Et les décisions de justice ont reconnu sa nature factice. Dans l'affaire « United States vs Philip Morris », après avoir passé au crible des millions de pages de documents, la juge fédérale Gladys Kessler a conclu que le TIRC/CTR constituait « un vecteur de relations publiques très élaboré, fondé sur le principe d'une recherche scientifique indépendante – visant à nier la nocivité du tabagisme et à rassurer le public ». La recherche avait servi de diversion à ces risques, à entretenir un vivier de témoins et à mener des « travaux orientés » pour le compte des juristes de la compagnie.

Les plus notoires de ces opérations du CTR furent ce qu'on appelait les *Special Projects* (SP) [projets spéciaux] : c'était en règle générale des projets que le conseil scientifique du CTR avait, lui, refusés ou qui n'étaient que des opérations de démolition commanditées par les avocats pour tailler en pièces des travaux scientifiques gênants. Les projets spéciaux contribuèrent à fournir à l'industrie une plate-forme pour sa propagande obscurantiste, mais ils lui permirent aussi de poser des questions dont elle ne voulait pas qu'on sache qu'elle se les posait. Les exécutants de ces basses œuvres furent souvent des chercheurs accomplis, qui seraient pour la plupart recrutés pour servir de témoins

dans des procédures ou claironner les acquis d'une « science » favorable à Big Tobacco.

Le SP-109, par exemple, a débuté en 1965 et concernait « une série de cas d'emphysème chez des non-fumeurs et des jeunes gens ». Le SP-12 étudiait la possibilité d'« études statistiques complémentaires, comme celles effectuées par Perrone et Poche, qui ne montrent aucune association entre tabac et cancer du poumon ». Un autre projet spécial concernait une étude du cancer du poumon chez des amish, des mennonites et des mormons, tous non-fumeurs, visant à démontrer que des non-fumeurs peuvent contracter la maladie. Dès le milieu des années 1960, des dizaines de projets similaires furent lancés⁽⁴³⁸⁾, exempts comme il se doit de tout examen ordinaire, de toute validation par les pairs ou de toute divulgation – et traitant souvent de « sujets brûlants » dont le secteur ne voulait pas qu'ils soient rendus publics. Le SP-30, lui, fut conçu pour vérifier l'exactitude de la démonstration de Radford et Hunt sur la présence de polonium radioactif dans la fumée de tabac et comprenait une série d'expériences destinées à établir des relations dose-effet chez des chiens exposés. Les SP-31 et SP-32 visaient à examiner les niveaux de radicaux libres et de nitrosamines dans la fumée.

Ces opérations étaient souvent des entreprises de démolition. Le statisticien George L. Saiger, de l'université Columbia, a ainsi reçu des fonds d'un projet spécial du CTR pour « chercher comment réduire la corrélation entre tabac et maladie par l'introduction de variables additionnelles ». En 1966, il a aussi touché 10 873 dollars⁽¹⁰⁷⁾ pour témoigner devant le Congrès et nier tout lien entre cigarette et cancer. L'objectif du SP-100, validé en décembre 1965, était de rassembler un comité d'experts afin de récuser les statistiques sur lesquelles se fondait le ministre de la Santé dans son récent rapport. Il comptait Saiger parmi ses membres, mais aussi Leo Katz, K. Alexander Brownlee et Theodor D. Sterling, et l'on attendait qu'ils démontrent tous que les conclusions reprises dans le rapport du ministre de la Santé n'étaient « pas justifiées ».

Ingram Olkin, directeur du département de statistiques de Stanford, a perçu 12 000 dollars pour effectuer un travail similaire (SP-82) sur la Framingham Heart Study, une étude épidémiologique à long terme en cardiologie (organisée par le National Heart Institute), connue aujourd'hui pour avoir défini avec précision le lien entre tabagisme et maladies cardiaques. Le directeur de la recherche de Lorillard a approuvé le contrat d'Olkin, précisant qu'il fallait le financer en s'appuyant sur d'« autres considérations que son intérêt pratique ». Nombre de ces projets spéciaux étaient surtout des missions juridiques, et leur parti pris – ou leurs conclusions anticipées – s'exprimait dans leur titre. Ainsi, l'intitulé du SP-103 : « Réfutation spécifique de déclarations mensongères concernant la consommation de cigarettes paraissant régulièrement dans la propagande antitabac ». Un autre projet spécial concernait une « étude épidémiologique visant à isoler des foyers de forte incidence de cancer des régions pulmonaires supérieures sans rapport avec les habitudes des fumeurs ». Un autre encore favorisait des études cliniques destinées à démontrer que « la durée de consommation de tabac et la quantité consommée sont sans relation avec l'âge d'incidence maximale du cancer pulmonaire ». Le SP-26 fut conçu de façon similaire « pour exposer l'inadéquation de l'indice Harris d'inhalation » du monoxyde de carbone, dans le cadre d'une tentative de réfutation des méthodes de mesure défavorables^[439].

Entre 1966 et 1990, plus de 18 millions de dollars⁽¹⁰⁸⁾ furent ainsi alloués aux projets spéciaux du CTR, l'essentiel de ces sommes provenant de Reynolds (plus de 6 millions), Philip Morris (5,8 millions) et Brown & Williamson (2,6 millions). Les contributions de Lorillard, Liggett et American Tobacco furent inférieures et proportionnelles à leurs ventes de cigarettes. Un ancien vice-président du Conseil de la recherche sur le tabac, Harmon C. McAllister, a témoigné que plus de 130 projets spéciaux avaient été gérés par l'intermédiaire du CTR, avec pour chacun d'eux un enquêteur principal, généralement un professeur de faculté de

médecine ou d'un département scientifique⁽⁴⁴⁰⁾ – des personnalités comme Alvan R. Feinstein de l'université Yale, Richard J. Hickey de la Wharton School of Business, Carl Seltzer de l'université Harvard, et Victor Buhler, président du Collège des pathologistes américains, fort de 4 500 adhérents. Une trentaine au moins de ces gestionnaires de projets spéciaux ont été amenés à témoigner devant le Congrès ou devant une autre instance juridique, souvent sans révéler leurs liens financiers avec l'industrie.

Ainsi, en 1969, Victor Buhler a témoigné devant la commission de la Chambre sur le commerce entre États et le commerce extérieur (qui enquêtait sur les publicités pour le tabac à la télévision) : « La cause du cancer chez les humains, y compris pour le cancer du poumon, est inconnue. Toutes les conjectures, tous les soupçons, tous les résultats désormais bien connus et toutes les émotions ne sauraient rien changer à cette réalité. La cause du cancer du poumon n'est pas connue⁽⁴⁴¹⁾. » Arthur Furst, directeur de l'Institut de biologie chimique de l'université de San Francisco, a témoigné devant cette même commission, affirmant qu'avant de conclure que le tabac était l'une des causes du cancer « beaucoup de choses rest[ai]ent à découvrir ». Furst avait le scepticisme catégorique : « Je ne suis pas convaincu que le badigeonnage de goudron sur le dos de souris montre quoi que ce soit. [...] Je m'inquiète du fait que la publication de conclusions prématurées ait contribué à créer l'impression qu'on avait déjà trouvé les réponses »⁽⁴⁴²⁾.

Nulle part Buhler ou Furst n'ont révélé qu'ils avaient touché des fonds des projets spéciaux. Ce n'était guère le fruit d'un accident ou d'une négligence : l'industrie utilisait souvent des scientifiques « tiers » pour accomplir la sale besogne et s'efforçait autant que possible de déguiser ces arrangements financiers souvent substantiels.

Theodor D. Sterling, professeur de mathématiques appliquées à l'université Washington de St. Louis, a lui aussi déposé devant cette commission de la Chambre et, selon lui, les conclusions du ministre de la

Santé n'avaient « probablement aucune validité ». Dans les années 1960 et au début des années 1970, Sterling a perçu quelque 4 millions de dollars⁽¹⁰⁹⁾ pour effectuer des recherches pour Big Tobacco, principalement sur la pollution de l'air dans les locaux et habitations, mais aussi pour développer des méthodes statistiques utiles à la remise en cause du lien tabac-cancer. Jusque dans les années 1990 il a dénigré les calculs qui estimaient à des centaines de milliers de morts les victimes américaines du tabac : une « propagande exagérée » qui confine au « grotesque ». Il a aussi accusé les autorités de la santé publique de « recourir à la désinformation pour encourager les gens à cesser de fumer ». En réalité, Sterling était l'un des responsables des projets spéciaux, c'est ce qu'ont révélé en 1995 Stanton Glantz et ses collègues dans leur ouvrage *The Cigarette Papers*. D'après des documents rendus publics par la suite, nous avons appris qu'au cours de ses trente années de carrière avec Big Tobacco cet homme avait vraisemblablement perçu près de 10 millions de dollars⁽⁴⁴³⁾.

Grâce à de tels moyens, l'industrie était en mesure de faire obstruction à des auditions parlementaires, de déformer la perception publique et de retarder ou d'édulcorer des textes législatifs conçus pour régler le tabac. Un financement ciblé fournissait tribune et porte-voix aux opposants, faussant le jeu sincère des concessions mutuelles propres à toute enquête exempte de prévarication. Les charlatans du tabac réussirent à se faire entendre devant le Congrès des États-Unis et furent souvent en mesure d'intervenir dans la littérature médicale soumise à l'évaluation des pairs.

En 1968, par exemple, le chimiste biophysicien Richard J. Hickey, de la Wharton School of Business de l'université de Pennsylvanie, se vit proposer un financement de projet spécial (bourse 56-B) afin de préparer une déposition devant le Congrès. Hickey avait été écarté de la procédure de financement normal du CTR, mais les années suivantes, il percevait des millions de dollars émanant de comptes spéciaux de

l'industrie, surtout pour utiliser des méthodes statistiques multivariées dans le but d'affirmer que la pollution de l'air était une cause plus importante de cancer du poumon que le tabagisme. Il a publié des articles négationnistes dans des revues prestigieuses telles que *Lancet*, sans mentionner son implication dans divers projets spéciaux, soit le conflit d'intérêt. Une cour fédérale conclut plus tard qu'on avait financé son travail en raison de son empressement à bien vouloir « témoigner dans un procès ou lors d'auditions parlementaires au nom de l'Entreprise »⁽⁴⁴⁴⁾.

Ces projets spéciaux étaient aussi organisés pour réfuter des études jugées dommageables ou gênantes pour les cigarettiers. Dans les années 1960, des efforts ont été engagés pour discréditer l'épidémiologie de Hammond et Horn, et, dans les années 1980, Domingo M. Aviado, pharmacologiste à l'université de Pennsylvanie, a touché de l'argent des projets spéciaux pour mener une série d'études secrètes sur l'inhalation chez les chiens, manifestement conçues pour échouer. En 1982, Aviado a touché plus de 114 000 dollars par an⁽¹¹⁰⁾ pour des recherches sur vingt projets différents, notamment les « aspects psychosociaux des brûlures » (de cigarettes), le cancer du poumon chez les femmes grecques et japonaises (étude critique sur les travaux de Hirayama et Trichopoulos), un commentaire critique du Staff Report [rapport de notation] 1981 de la Commission fédérale du commerce (révélant que des millions d'Américains étaient encore mal informés des dangers du tabagisme) et des études sur les perceptions sud-américaines et philippines du tabac. Il a aussi pris la tête du développement d'un nouveau système de codage informatisé de quelque 50 000 publications sur le tabac et la santé, employant des méthodes « dictées par les priorités d'intérêt exprimées par le cabinet d'avocats Shook, Hardy & Bacon », défenseurs juridiques de longue date du cartel. Il a témoigné devant le Congrès au nom des fabricants de cigarettes et rassuré les fumeurs australiens en leur affirmant que les cigarettes ne faisaient peser « aucun danger sur la santé des non-fumeurs ordinaires ». On se demande quel genre de besogne il aurait pu

refuser^[445].

Les boursiers des projets spéciaux enquêtaient parfois sur des risques indépendants du tabac. Le professeur Thomas F. Mancuso, de l'université de Pittsburgh, a ainsi bénéficié d'une bourse en 1972 pour une recherche sur la pollution de l'air, dans l'espoir qu'il contredirait, à la manière de Hueper, l'« hypothèse de la cigarette ». Les avocats de l'industrie furent ravis de le voir mettre l'accent sur les causes professionnelles de la maladie et le considérèrent comme utile pour réfuter l'idée que « 90 % des cancers du poumon ou plus » sont causés par la cigarette^[446]. Richard J. Hickey fut également payé pour soutenir l'« hypothèse génotype » de R. A. Fisher, l'idée que la propension à fumer est d'ordre génétique (elle-même liée à une propension à contracter le cancer). C'est ce qu'on appelle la démangeaison, dans l'hypothèse pulmonaire : les gens fument parce qu'ils ont déjà une « démangeaison » (c'est-à-dire le cancer) qu'il leur faut « gratter » (en fumant). On pourrait proposer une autre théorie tout aussi plausible : les gens qui adhèrent à des idées aussi tirées par les cheveux doivent posséder en eux un gène de la crédulité à toute épreuve.

La complicité des avocats

En 1992, la responsabilité des projets spéciaux a été transférée du CTR au cabinet d'avocats Shook, Hardy & Bacon, ce qui (dans l'esprit des avocats de l'industrie eux-mêmes) souleva la question de savoir si ces fonds collectifs gérés par leurs soins « ne serv[ai]ent pas à acheter des témoignages judiciaires ou législatifs, et si l'on ne commet[tait] pas ainsi une escroquerie vis-à-vis du public^[447] ».

L'argent du tabac a parfois servi à simplement conserver à l'industrie les faveurs d'un chercheur ou même à le dédommager de l'embarras occasionné par le travail qu'il avait réalisé pour elle. Ainsi A. Bennett

Jensen, un pathologiste de l'université de Georgetown, avait reçu en 1988 un financement de projets spéciaux qui lui avait valu quelques soucis avec son université. Les avocats de Shook, Hardy & Bacon proposèrent donc de lui verser 40 000 dollars qui ne seraient liés « à aucune recherche spécifique », mais serviraient « simplement à maintenir de bonnes relations avec lui et continuer de s'assurer son concours dans la prise de contact avec d'autres scientifiques ». Les sommes provenaient d'une caisse noire réservée aux témoins experts et administrée par le cabinet, l'objectif étant que « Bennett soit content » (selon la formule de William Allinder, avocat chez Shook, Hardy & Bacon). Jensen pouvait servir de témoin potentiel et, en le contentant, les avocats du cartel comptaient aider l'industrie à se rallier des « témoins légaux ».

Cette dernière réflexion met en évidence un aspect peu exploré des guerres récentes du tabac : la profonde complicité des avocats dans la campagne de tromperie à long terme menée par l'industrie. Il est surprenant de constater le peu d'indignation qu'a soulevée cette facette de la conspiration. Les avocats ne sont-ils tenus à aucune obligation éthique ? Comment faut-il juger leur conduite tout au long de cette entreprise ? Et qu'enseigne-t-on à nos jeunes étudiants en droit sur l'éthique professionnelle et la responsabilité citoyenne ? La juge Kessler a pris le taureau par les cornes à la page 3 des 1 652 pages de son « Amended Final Opinion » [Avis final amendé] (2006), qui formulait sa décision au nom du gouvernement fédéral dans l'affaire « United States vs Philip Morris », et où elle a conclu que l'industrie avait violé les lois fédérales relatives aux racketteurs :

Enfin, dans l'histoire de ces cinquante années passées à tromper les fumeurs, les fumeurs potentiels et le public américain sur les dangers du tabagisme, du tabagisme passif et sur le caractère addictif de la nicotine, il convient de dire un mot du rôle des avocats. À chaque étape ils ont joué un rôle absolument central dans la création et la perpétuation de

l'Entreprise et la mise en œuvre de ses procédés frauduleux. Ils ont conçu et coordonné une stratégie nationale et internationale. Ils ont orienté des scientifiques sur les recherches qu'ils devaient ou non entreprendre. Ils ont validé des articles et des rapports de recherche scientifique ainsi que des supports de relations publiques afin de s'assurer que les intérêts de l'Entreprise seraient protégés. Ils ont identifié des témoins scientifiques « favorablement disposés », les ont subventionnés à travers des bourses [du Conseil] de la recherche sur le tabac et du Centre pour la recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations, leur ont versé d'énormes honoraires et ont souvent dissimulé la relation entre ces témoins et l'industrie. Enfin, ils ont conçu et ont exécuté une politique de destruction de documents en se retranchant derrière l'invocation infondée de la relation privilégiée entre l'avocat et son client.

Quel chapitre triste et troublant dans l'histoire d'une profession honorable et souvent courageuse^{448}.

Je ne suis pas avocat, mais si la participation à une telle conspiration suffit à vous faire citer parmi les accusés dans un procès, j'ai du mal à saisir pourquoi des cabinets juridiques comme Shook, Hardy & Bacon ou Covington & Burling n'ont pas été traduits en justice. Ces cabinets ont été profondément complices dans la campagne de dissimulation des dangers du tabagisme et ont grandement contribué à préserver la légitimité du commerce de la cigarette.

Cette complicité des avocats va de pair avec l'une des tromperies les plus durables de cette conspiration, l'idée que les compagnies se seraient achetée une conduite et agiraient désormais en « entreprises citoyennes responsables ». Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité, comme l'aura compris quiconque a pu assister à un procès du tabac où le CTR et d'autres acteurs de la conspiration sont présentés comme des exemples de l'honnêteté et de la bienfaisance de l'industrie. Dans les chapitres ultérieurs, nous verrons en quoi, sous certains aspects essentiels, la

cigarette elle-même demeure frauduleuse – et défectueuse, ce qui signifie que son œuvre meurtrière se poursuit encore et se poursuivra tant qu'on en vendra.

Un zombi au tribunal

Clarence Cook Little est mort en 1971 d'une crise cardiaque, à 83 ans. La plupart des notices nécrologiques ont tu ou banalisé son travail sur le tabac et certaines lui ont même tressé des lauriers – avec un mépris des faits confinant au grotesque – en saluant l'« un des plus éminents chercheurs américains en cancérologie ». Le *New York Times* mentionna son travail pour les compagnies du tabac, non sans reproduire servilement leur position : la preuve de la nocivité du tabagisme pour la santé était fondée « avant tout sur des bases statistiques ». Le quotidien reprit aussi les dénégations de Little sur les liens tabac-maladie en les qualifiant de « dada », comme s'il s'était agi d'une espèce de marotte théorique ou d'une forme d'indulgence paresseuse^[449].

Le fait est que, durant les seize dernières années de son existence, Little n'avait guère été autre chose qu'une marionnette de Big Tobacco. Ses déclarations publiques étaient soigneusement mises en scène, son vernis d'objectivité strictement préservé. Si l'Institut du tabac est né comme entité distincte du TIRC, en 1958, c'est entre autres motifs, on l'a dit plus haut, parce qu'on voulait protéger Little de toute association avec une activité professionnelle explicite, et lui assurer ainsi une « immunité » pour mieux l'utiliser dans le cadre d'éventuelles procédures. Cet isolement n'était cependant qu'un stratagème visant à entretenir une illusion d'indépendance. L'Institut du tabac et le Conseil de la recherche sur le tabac étaient censés remplir des missions différentes, mais faisaient en réalité partie d'un tout homogène. Élément révélateur : à la fondation de l'Institut du tabac, en 1958, le budget du TIRC a chuté très exactement

de l'équivalent du montant alloué à cet institut.

Le Conseil de la recherche sur le tabac a été définitivement fermé en 1998, dans le cadre du Master Settlement Agreement conclu entre les fabricants de cigarettes et les ministres de la Justice de quarante-six États américains. À cette époque, l'organe n'était déjà plus autorisé à proposer des bourses et avait cessé d'accepter les propositions le 20 juin 1997 ; sa dernière bourse fut attribuée à Judith A. Shizuru, chercheuse en médecine à la faculté de médecine de Stanford, pour ses travaux sur les « Transplantations de cellules souches de moelle osseuse pour le traitement des maladies immunitaires ». James F. Glenn, président de cet organe en voie d'extinction, a écrit en 1998 à Judith F. Swain, à Stanford, la première et seule femme à siéger au Conseil scientifique, en se lamentant du fait que le CTR était « privé de sa dimension d'entreprise à la fois bienveillante et productive ». Judith F. Swain, qui avait eu la surprise d'apprendre au cours des mois précédents que « le Conseil n'aurait pas été totalement indépendant de l'industrie du tabac », refusa d'assister aux dernières réunions et préféra démissionner « de tout engagement au sein du Conseil scientifique »⁽⁴⁵⁰⁾.

Il serait toutefois naïf d'imaginer que l'industrie ait renoncé aussi aisément à ce fantôme. Fermé, démantelé, défunt, le CTR a mené une vie après la mort tout à fait remarquable, principalement dans le cadre des procédures judiciaires. Il a survécu tel un zombi juridique. Des chercheurs sont même rémunérés pour étudier son histoire, dans le but de soigner sa réputation devant les tribunaux. D'autres l'ont été pour clamer que les recherches qu'il a soutenues étaient de la « bonne » science.

Tel est l'argument de Suzanne Oparil, docteur en médecine, ancienne présidente de l'American Heart Association (1994-1995) et depuis lors témoin expert rémunéré par la défense dans de nombreux procès du tabac. D'ordinaire on la fait comparaître pour qu'elle présente le CTR comme une organisation scientifique légitime, en fermant les yeux sur l'implication des avocats dans la sélection de ses projets. Oparil nie que

l'objectif premier de cet organisme ait été d'ajouter foi au projet négationniste. Entre 1989 et 1995^{{111}{451}}, Oparil a reçu du CTR quelque 500 000 dollars.

En juin 1997, elle a été citée comme témoin par la défense dans l'affaire « Broin vs Philip Morris », une action en recours collectif intentée au nom de stewards et d'hôtesse de l'air souffrant d'exposition au tabagisme passif à bord des avions. Sous serment, Suzanne Oparil a affirmé que le Conseil de la recherche sur le tabac était « un organisme de recherche scientifique légitime et précieux » soutenant des travaux « de pointe » et d'« excellente qualité ». Cet avis se fondait sur la lecture des rapports annuels du CTR et de quelques articles représentatifs, guère plus, bien qu'elle prétendît aussi être devenue une experte sur le CTR proprement dit par le simple fait d'en avoir accepté des financements – une déclaration digne d'une Sarah Palin^{452}. Son utilité comme témoin tenait cependant à son empressement à respecter le scénario juridique fixé par l'industrie. À la question de savoir si elle pensait que fumer était cause de cancer, elle répliqua que c'était une « question complexe », car fumer n'était pas une condition *suffisante* pour contracter la maladie. Les fumeurs étaient plus exposés au risque de développer certains types de cancers, reconnaissait-elle, mais elle refusait d'admettre un lien de causalité ou même le caractère addictif du tabac. Tout en admettant qu'elle n'avait elle-même conduit aucune recherche sur la question. Elle témoigna aussi qu'elle avait fumé « à des soirées, ou une ou deux cigarettes après le dîner » à l'occasion, et que cela ne l'ennuyait pas de prendre place dans la section fumeurs des restaurants ou des avions^{453}.

Plusieurs années durant, elle continua de témoigner pour l'industrie, en respectant à peu près le même scénario juridique. Dans « Engle vs Reynolds », elle défendit le droit des sponsors « à décourager ou à empêcher des publications » et nia qu'une relation de causalité ait été établie entre tabagisme et maladie : « La cigarette est-elle cause de maladie ? – Au sens strict de la notion de causalité, non. » Elle admettait

une « association » et des « risques » divers mais refusait de s'exprimer franchement et de dire que, oui, fumer tue :

« Vous savez pourtant, avec un degré de certitude médicale raisonnable, que la cigarette tue des centaines de milliers d'individus chaque année, n'est-ce pas ?

– Cette affirmation repose sur des études épidémiologiques et se fonde sur une multiplication des estimations de croissance des risques relatifs... que l'on attribue à la consommation de cigarettes.

– Et vous trouvez ces études épidémiologiques très convaincantes, n'est-ce pas ?

– Je... tout d'abord... je... il est difficile de répondre à cette question. Parce que les études spécifiques sur lesquelles on s'appuie pour formuler de telles affirmations et établir ces risques statistiques sont des travaux que je ne connais pas directement. Ce sont des données anciennes. Leur degré d'exactitude n'est franchement pas clair à mes yeux. Dans quelle mesure les méthodes étaient-elles valides pour établir les degrés de risque, je n'en sais rien. Je ne suis pas épidémiologiste^[454]. »

On pourrait imaginer que, après avoir collaboré aussi étroitement avec les fabricants de cigarettes, l'ancienne présidente de l'American Heart Association (AHA) [Association américaine de cardiologie] ait été mise sur la sellette. Après tout, depuis les années 1950, l'AHA s'était prononcée avec force contre le tabac et, dès les années 1990, n'avait eu que des propos sévères pour ce secteur d'activité. Pourtant, à en juger d'après la longue liste de distinctions honorifiques et de récompenses d'Oparil, il semble que ses collègues n'aient rien su de cet aspect de sa carrière. Elle s'est vu décerner la médaille des fondateurs de la Southern Society for Clinical Investigation et le prix d'excellence du président de l'université d'Alabama, couronnant un travail d'exception, en 1995, l'année où elle fut aussi nommée parmi les « Top 20 Women Health

Leaders » [Top 20 des femmes qui comptent dans le domaine de la santé] du *Medical Herald*. En 2002, elle a remporté le très convoité Lifetime Achievement Award de l'AHA, décerné tous les ans à une personnalité « qui a connu une vie entière de réussites exceptionnelles dans le domaine de l'hypertension et dont les services rendus, les recherches et l'enseignement ont pu constituer un modèle ». Le comité qui décerne ce prix de l'AHA savait-il que sa lauréate avait pris la défense de l'industrie du tabac devant les tribunaux ? Cela aurait-il pesé ? Et qu'en est-il de l'American Society of Hypertension (ASH) [Société américaine de l'hypertension], qui éleva Oparil au poste de présidente en 2006, après une lutte de pouvoir sur fond de révélations relatives à de grosses sommes d'argent que l'ASH aurait perçues de laboratoires pharmaceutiques cherchant à obtenir l'élargissement de la catégorie des patients éligibles à certaines thérapies médicamenteuses ? L'avis d'Oparil (« fumer ne provoque pas d'hypertension ») est-il cohérent avec l'état de la science tel qu'il est admis et reconnu par l'ASH ? La Société américaine de l'hypertension avalise-t-elle l'expression de pareilles opinions devant un tribunal^[455] ?

Le site officiel de l'Association américaine de cardiologie met en exergue son combat contre le cartel dans les années 1990 en remarquant : « Malgré une forte opposition de l'industrie du tabac, l'Association américaine de cardiologie a continué d'être le défenseur du public américain^[456]. » L'ironie veut que la plus haute responsable de l'AHA durant ces années-là ne se contentait pas de toucher de l'argent du bras armé de la recherche frauduleuse de cette industrie (le CTR), mais qu'elle allait travailler aussi (ultérieurement) pour cette même industrie en qualité de témoin expert devant les tribunaux. En niant l'addiction et toute relation de cause à effet, elle allait contribuer à étayer la principale imposture de cette conspiration. Ceux qui s'interrogent sur l'aptitude constante de Big Tobacco à se défendre contre les accusations de fraude et de conspiration ne doivent pas aller chercher plus loin : l'empressement

de tels experts à rendre de tels services explique bien des choses. Le tout pour un certain prix, cela va de soi.

L'agnostologie en action#ou la production de l'ignorance

« Notre produit, c'est le doute. »

BROWN & WILLIAMSON, 1969.

La tromperie a longtemps été le pain quotidien de Big Tobacco. Et l'on ne peut sans doute pas attribuer cette stratégie de fabrication du doute à un seul et unique mauvais génie. Néanmoins, cette stratégie a bel et bien son histoire, avec des acteurs clés et des premiers rôles. Je placerais en tête de liste de ces personnages influents Paul M. Hahn, président d'American Tobacco Company et principal architecte des rencontres de 1953 à l'hôtel Plaza, où la campagne négationniste fut mise en œuvre. Edward A. Darr, président de Reynolds, semble avoir contribué à forger la stratégie de l'« absence de preuve réelle », et le cabinet de relations publiques Hill & Knowlton a certainement contribué à peaufiner cette manœuvre de haut vol. L'idée était simple, l'industrie combattrait la science par la science en exploitant la loi de Gibson⁽¹¹²⁾ : « Pour chaque titulaire d'un doctorat, il en existe toujours un autre, de valeur égale et opposée. » Le tribunal de l'opinion publique était bien davantage qu'une métaphore : la sphère publique entière devint l'arène où se déroulait la tromperie, avec un tabac accusé, deux versions contradictoires dans chaque affaire, des cigarettes présumées innocentes jusqu'à ce qu'on ait la preuve de leur culpabilité – et la barre de la preuve placée si haut que personne ne pouvait jamais la franchir.

Dans les archives, nous disposons d'un certain nombre de « flagrants délits », sous forme de mémos et de notes, où cette stratégie de dissémination du doute devient explicite. Le plus abominable, sans doute, c'est le texte d'un discours joint à un mémo, daté du 21 août 1969, de John W. Burgard, vice-président du marketing chez Brown & Williamson, adressé à R. A. Pittman, directeur senior du marketing de la marque (et plus tard directeur de la publicité), et à C. I. McCarty, qui occuperait ensuite la fonction de P-DG de la compagnie. De ce discours intitulé « Smoking and Health Proposal » [Propositions sur le tabac et la santé], on retiendra ces lignes fameuses :

Notre produit, c'est le doute, car c'est le meilleur moyen de rivaliser avec la somme de faits et d'informations qui occupe l'esprit du grand public. C'est aussi le moyen d'établir qu'il existe une controverse. Si nous parvenons à créer la controverse au niveau du public, alors nous tenons une opportunité de communiquer sur la réalité [*sic*] des faits concernant le tabac et la santé^[457].

Le mémo de Burgard et le discours joint viennent ainsi s'ajouter aux sept tonnes d'autres documents produits par la compagnie en réponse à l'assignation de la Commission fédérale du commerce (FTC), dans le cadre d'une enquête du gouvernement fédéral sur les pratiques de marketing de l'industrie. La compagnie avait espéré submerger la Commission sous la masse de ces pièces, mais cette stratégie – ce que les avocats appellent la « décharge » ou le « paperassage » – se retourna contre elle, car les employés diligents de la FTC lurent ces documents page après page. (Cette manne finirait par aboutir sur Internet, qui n'était encore qu'une tête d'épingle à l'horizon^[113] lorsque la stratégie de la « décharge » a débuté.) Le mémo de Burgard fut cité dans une version confidentielle du « Staff Report » du FTC en 1981, où l'on qualifiait la dissémination du doute d'imposture cynique : « En pointant et en

valorisant des domaines où il existe une authentique controverse scientifique autour des effets propres du tabagisme, Brown & Williamson s'est proposé de semer le doute sur la validité d'un corpus de preuves médicales bien plus vaste et non contesté^[458]. » Le mémo ne tarda pas à fuiter dans la presse : l'édition du dimanche du *Herald Leader* de Lexington, dans le Kentucky, fut la première à le publier – le 5 juillet 1981 –, mais l'Associated Press le reprit promptement et il finit par être diffusé dans des centaines de journaux des États-Unis.

Stratégies de création du doute

Il est d'autres circonstances où l'industrie du tabac a formulé explicitement cet objectif – créer le doute, et pas seulement aux États-Unis. En 1984, en Grande-Bretagne, dans un mémo interne, Keith Richardson, de British American Tobacco, a décrit sa stratégie de combat : « Le Collège royal de médecine soutient que 90 % de tous les décès par cancer du poumon devraient être attribués au tabac. Il ne peut y avoir de doute, c'est une conviction largement partagée et le cancer du poumon est le sujet le plus chargé d'émotion qui soit. Si nous parvenons à semer le doute sur cette relation entre tabac et cancer du poumon, nous aurons alors jeté le doute sur tout le dossier contre le tabac^[459]. » Si les gouvernements ou les juristes avaient le pouvoir de se faire communiquer de tels documents en provenance d'autres régions du monde, on y exhumerait sûrement des aveux similaires.

Quelles stratégies ont été employées pour créer le doute ? L'une des plus courantes consistait simplement à rassembler et à reproduire des déclarations d'experts acceptant volontiers de nier le danger. À partir de 1954, peu après le contre-feu du « Frank Statement », on élaborait ainsi des dizaines de compilations de ce type. La plupart portent des titres comme « Une perspective scientifique sur la controverse autour de la

cigarette » ou « D'éminents médecins et hommes de science ont remis en question la théorie du tabac et de la santé lors de récentes auditions au Congrès des États-Unis »^[460]. Cependant, ce n'est là qu'une des nombreuses méthodes visant à promouvoir l'ignorance. D'autres ont inclus les tactiques suivantes, qu'on peut formuler comme autant de maximes :

1. Rendre publiques des déclarations de chercheurs sceptiques sur les dangers^[461]. Financer la recherche de ces universitaires pour les inciter à témoigner devant les tribunaux ou lors d'auditions devant les instances réglementaires.
2. Rendre publics des exemples de personnes vivant jusqu'à un âge très avancé malgré des décennies de tabagisme^[462].
3. Soulever des questions sur des « anomalies » qui semblent paradoxales : si fumer provoque le cancer, pourquoi certains pays à forts taux de tabagisme présentent-ils de faibles taux de cancer ? Pourquoi des animaux de laboratoire exposés à de la fumée intégrale^[114] ne développent-ils pas de cancer des poumons ? Et ainsi de suite.
4. Redéfinir les termes. Nier la présence de « goudron » dans les cigarettes et insister pour employer des termes comme « activité biologique » ou « hyperplasie », au lieu de « cancer » ou « précancer ». Nier, déconstruire ou banaliser l'addiction, la transformer en une question sémantique – ou de « manque de volonté » ou de liberté de choix.
5. Se draper de l'autorité de la science. Opposer au « jugement précipité » des « fanatiques » de l'antitabac l'attitude précautionneuse de l'industrie – qui préfère « observer et attendre ». Insister sur les preuves de laboratoire quand on est confronté à des preuves statistiques, et mettre en avant les études sur les êtres humains quand on est confronté à des preuves de laboratoire. Affirmer aussi que les fabricants en savent plus sur le tabac que

quiconque, et qu'il faut donc leur faire confiance.

6. Déclarer que la preuve liant le tabac à la maladie est purement « statistique » et dénigrer ensuite les statistiques en tant que méthode de raisonnement impropre à cette relation de causalité. Financer votre propre étude épidémiologique et la publier dans des revues d'ingénierie si les revues médicales ne les acceptent pas. Ensuite, engager des experts pour expliquer que de telles études sont « difficiles à réfuter » et s'assurer que de telles remarques bénéficient d'une couverture dans la presse à gros tirage^[463].
7. Placer les faits gênants sous un éclairage positif. Oui, certaines souris développent des tumeurs après leur exposition au goudron de cigarette, mais n'oubliez pas non plus que nombre de ces souris *ne* développent *pas* de tumeurs^[464]. Tout comme la plupart des fumeurs ne développent *jamais* de cancer du poumon. Et oui, la surface des alvéoles pulmonaires humaines est de la taille d'un court de tennis, mais considérez cela comme une force, non comme une faiblesse : songez à quel point la fumée doit se diluer pour couvrir une aussi vaste superficie ! Songez au corps non pas comme s'il était faible face aux assauts cancérigènes mais fort dans sa capacité à leur résister.
8. Élaborer des graphes et des tableaux de manière à faire accroire que l'évolution des courbes du cancer est en réalité chaotique (« agnotologie graphique » ; cf. illustration 29).
9. Engager des journalistes pour écrire des articles favorables à l'industrie dans la presse populaire et faire pression sur les médias pour qu'ils ignorent ou étouffent les reportages défavorables. Menacer de supprimer les publicités des magazines qui accordent trop d'attention aux liens tabac-maladie.
10. Saper l'autorité des organisations sanitaires comme la Société américaine de cancérologie, le ministère de la Santé, l'Association américaine de cardiologie ou l'Institut national du cancer. Les

dénigrer en les présentant comme des organisations « militantes » ou « gouvernementales » alignées sur la « cause » ou le « mouvement » antitabac (participant de certaines « intentions », etc.). Laisser entendre que de telles organisations sont définitivement partiales ou unilatérales.

11. Engager des historiens pour réécrire l'histoire du point de vue de l'industrie et utiliser ensuite ces mêmes chercheurs comme experts devant les tribunaux. Engager des avocats capables de convaincre les jurys que l'industrie n'a jamais été malhonnête et qu'elle a toujours agi de façon responsable.
12. Proclamer que la controverse sur le tabac et la santé n'a « rien de neuf », que c'est toujours la « même vieille rengaine », et ainsi de suite. Trouver des moyens pour que le public soit fatigué d'entendre ces « accusations » contre le tabac, en les dénigrant comme de « vieilles lunes », « archianciennes », rebattues à l'extrême, « notoires », et ainsi de suite^[465].
13. Pousser les gens à continuer de fumer en leur assurant que l'industrie fait tout ce qui est en son pouvoir pour rendre les cigarettes aussi sûres que possible et revendiquer une haute posture morale, celle de la responsabilité environnementale et d'entreprise.
14. Ne jamais cesser de réfléchir à de nouvelles manières de défendre l'industrie.

Dans les documents internes de l'industrie du tabac, ces types de stratégies sont explicites. Le mémo de Burgard en 1969 et la confession de British American Tobacco en 1984 (« semer le doute ») sont deux des plus révoltants, mais il en existe quantité d'autres. L'Institut du tabac vendit aussi quelquefois la mèche, quand il pensait que personne n'écoutait. En 1972, son vice-président Fred Panzer, diffusa une note évoquant la « stratégie brillamment conçue » qui consistait à « créer le doute sur les accusations relatives à la santé sans véritablement les nier ». Dans les années 1980, des chercheurs de British American Tobacco

commentèrent la « stratégie mondiale » de Philip Morris visant à nier les dangers du tabagisme passif en dépensant des sommes d'argent considérables « pour attiser la controverse »^{466}.

La plupart du temps, on prétendait simplement qu'il n'existait pas encore de preuves suffisantes pour « déclarer [la cigarette] coupable » de réels dommages – la question de la relation de cause à effet était censée rester « ouverte ». En 1969, lorsque le *New York Times* annonça qu'il ne publierait plus de publicités pour la cigarette sans les accompagner de mises en garde sur la santé, l'American Tobacco Company fit paraître une série de pleines pages dans différents journaux et magazines de tous les États-Unis, avec ce slogan : « Why We're Dropping the *New York Times* » [Pourquoi nous abandonnons le *New York Times*] :

Certes, il existe des statistiques associant le cancer du poumon à la cigarette. Il en existe même qui associent le cancer du poumon au divorce et au manque de sommeil. Mais aucun scientifique n'a pu produire de preuve clinique ou biologique que la cigarette est responsable des maladies dont on l'accuse. Après quinze ans de tests, personne n'a pu provoquer de cancer du poumon chez des animaux avec de la fumée de cigarette. Nous considérons que cette théorie anticigarette n'est que du vent^{467}.

Et l'on pourrait citer des centaines d'exemples similaires.

Agnologie interne : sandwiches de *spam* chez Reynolds et plaisanteries chez Philip Morris

On retiendra ici un aspect rarement souligné : la propagande de Big Tobacco était dirigée non seulement *vers l'extérieur*, vers le public des fumeurs, mais aussi *vers l'intérieur*, vers ses propres employés et

ses partenaires commerciaux. Le 8 juillet 1954, le président de Reynolds, E. A. Darr, transmet le message négationniste à ses actionnaires en leur assurant qu'« aucune preuve véritable n'a[vait] pu être fournie qui atteste de l'existence d'une relation entre cigarettes et cancer ». American Tobacco présenta à ses actionnaires un message similaire, qui rapportait les prétendues « preuves directes réfutant les accusations anticigarette » réunies par Hiram Hanmer et Harvey Haag. Les rapports annuels de ces compagnies débitaient souvent ce leitmotiv du « non encore prouvé », tout comme de nombreuses lettres d'information destinées aux employés (y compris ceux qui avaient pris leur retraite) et à leurs familles. Le « rapport annuel » de Liggett pour l'année 1965 assurait ainsi aux actionnaires que « le rapport du ministre de la Santé publié l'an passé [n'était] pas concluant » et constatait l'« urgente nécessité de recherches supplémentaires en nombre ». Trois ans plus tard, le président de Lorillard se vit expressément conseiller (par son directeur de la recherche) de ne pas soulever le sujet des dommages éventuels pour la santé lorsqu'il s'adressait aux actionnaires^[468].

Dans certains cas, les lettres d'entreprise invitaient les employés à « se tester » eux-mêmes sur la « question tabac-santé ». En mai 1968, par exemple, Reynolds les engageait à répondre à ce miniquiz :

Qu'est-ce qui provoque le cancer du poumon ?

- a. : fumer la cigarette ;
- b. : la pollution de l'air ;
- c. : cause inconnue.

Les non-fumeurs qui contractent le cancer du poumon tombent malades :

- a. : plus tôt que les fumeurs ;
- b. : plus tard que les fumeurs ;
- c. : à peu près au même âge^[469].

Ou prenez cet extrait du *Call News* d'août 1967, un journal de Philip Morris distribué à tous les employés du groupe :

Philip Morris est d'accord avec les critiques qui estiment qu'il faut étudier tout ce qui concerne la cigarette. En revanche, nous sommes en désaccord avec ceux qui pensent que nous avons toutes les réponses. Nous maintenons qu'aucune relation entre le fait de fumer et des effets sur la santé n'a été prouvée.

Une chose nous paraît tout à fait claire : sans recherches plus poussées, nous n'obtiendrons jamais les réponses véritables. En outre, partir du principe qu'existe un lien de causalité entre le fait de fumer et la maladie quand ce lien n'a pas été établi détourne l'attention d'autres sujets importants à étudier^{470}.

Remarquez ici encore cette suggestion du *danger* qu'il y aurait à conclure à la nocivité du tabac, avec pour argument le détournement de l'attention « d'autres sujets importants à étudier ».

Le fait est que pratiquement toutes les tactiques négationnistes classiques de l'industrie visaient aussi ses propres employés. Des exemplaires du *Tobacco and Health Report* de l'Institut du tabac furent envoyés au personnel, afin de l'abreuver des toutes dernières informations avec des articles intitulés « De nouvelles statistiques contredisent la théorie anticigarette » et d'autres du même tonneau. Des messages du même acabit furent diffusés à l'intention des cultivateurs de tabac et de milliers de détaillants, grossistes et gestionnaires d'entrepôts qui avaient tous la responsabilité de faire tourner les rouages de la machinerie du tabac. On enrôla les avocats des compagnies pour qu'ils aillent réciter la leçon devant des assemblées de cultivateurs, de commerciaux ou de détaillants sur le thème « tabac et santé »^{471}. Il semble qu'aucun auditoire n'ait été exclu – y compris les ouvriers des ateliers des manufactures de tabac.

R. J. Reynolds Tobacco, en particulier, consacra beaucoup d'efforts à maintenir ses employés dans la ligne officielle. Des enquêtes avaient montré que les employés accordaient trop d'attention aux médias, notamment aux bulletins d'information. En 1979, une « Enquête sur les attitudes des employés » permit d'établir que la majeure partie des informations qui leur étaient accessibles était « antitabac par nature ». La compagnie réagit en instaurant un Programme de communication sur le tabac et la santé dont l'objectif était de proposer des « informations protabac aux employés » à travers des lettres d'entreprise telles que *Caravan*, *Longbow* et *RJR World*^[472]. La propagande leur était généralement servie en sandwich entre des articles plus innocents traitant d'anniversaires ou de promotions : « En matière de communication à l'échelle de l'entreprise, notre approche fondamentale sera d'introduire au moins deux sujets différents avant de présenter la moindre information d'importance sur le lien tabac-santé. Puis nous “équilibrerons” l'information sur ce lien avec des contenus abordant toute une série d'autres thèmes^[473]. »

Un document de 1982 dresse la liste des moyens par lesquels la compagnie prévoit de « renforcer le soutien des employés à RJRT et aux positions de la direction sur les questions clés liées au tabac » :

A. *Cigarette et Santé* – les Relations publiques sont responsables de l'ensemble de la communication destinée aux employés pour renforcer leur connaissance des positions de l'entreprise et plus généralement de l'industrie sur les questions essentielles que soulève l'usage du tabac :

1. Un minimum de deux articles sur ces questions seront préparés pour chaque numéro de *Caravan* [une lettre d'information destinée aux employés de la société].
2. Au minimum un article par mois paraîtra dans *RJR World* [une autre lettre d'entreprise].
3. Un minimum de trois brochures seront préparées et distribuées dans

les espaces de pause-détente de RJRT chaque trimestre.

4. Un minimum de trois affiches seront préparées et apposées sur tous les panneaux d'information de RJRT chaque trimestre.

5. Un minimum de deux courriers seront envoyés aux employés et retraités de RJRT, contenant des brochures explicatives ou autres documentations au sujet du tabac.

6. Une pochette d'information avec des éléments *ad hoc* de RJRT et de l'industrie du tabac sera réalisée pour divers usages. Cette pochette sera d'abord testée dans les espaces d'accueil pour visiteurs de Whitaker Park [à Winston-Salem]^{474}. [Etc.]

Ces lettres d'information à usage strictement interne – il en existe des dizaines – se livraient à une propagande négationniste, rappelant aux lecteurs que même l'Association américaine de médecine admettait que les questions relatives au tabac et à la santé « demeuraient sans réponse ». Le *Tobacco International Communiqué* de R. J. Reynolds publiait des réfutations très élaborées du lien avec le cancer du poumon, assurant aux employés qu'il n'existait « aucune relation démontrée entre l'acte de fumer et une quelconque maladie ». Le *Management Bulletin* de la même compagnie alla encore plus loin en faussant les rapports de manière à laisser croire que fumer avec modération pouvait aussi *prévenir* le cancer. Comme le formule un de ces premiers rapports : « Un paquet par jour éloigne le cancer pour toujours^{115} »^{475}.

Même les manuels de formation diffusés par Reynolds auprès de ses forces de vente abordaient le lien tabac-santé. L'édition 1996 (549 pages, 2 volumes) comprenait un module conçu pour informer les représentants de Reynolds sur la « manière de répondre correctement quand ils se trouvaient confrontés à des questions » de ce genre. Les employés reçurent également des instructions sur la manière de s'adresser à la presse. L'accent était mis sur le même sempiternel argument : si le tabac représentait « un facteur de risque pour certaines maladies », ce

n'était pas « une cause prouvée ». En 1996, un *Issues Guide* [Guide des questions] mettait en garde contre la subjectivité à l'œuvre dans l'interprétation de toute étude statistique et ajoutait que des animaux placés en situation d'inhaler de la « fumée de cigarette intégrale » n'avaient jamais développé de cancer, de maladie du cœur ou d'emphysème. Et que les estimations des décès liés au tabagisme (des centaines de milliers aux États-Unis et des millions à l'échelle planétaire) reposaient « sans exception » sur des « modèles mathématiques compliqués » étayés par des suppositions « non démontrées ». Enfin, que les composants de la fumée le plus souvent incriminés dans le développement de cancers se retrouvaient aussi dans les gaz d'échappement et les aliments cuits sur le gril^[476].

Philip Morris fit imprimer des instructions similaires, en détaillant la manière de détourner « la controverse ». On y expliquait aux employés comment répondre aux questions sur les sujets chauds, avec une idée-force invariable : des « scientifiques de renom ne consid[é]raient pas que la relation de causalité entre tabac et maladie [fût] prouvée ». Le comportement à adopter en public faisait partie du programme : les porte-parole de l'entreprise devaient paraître calmes et confiants et n'avoir « rien à cacher » ; « sur ces sujets-là, vous en savez sans nul doute davantage que votre interlocuteur ». Les citations humoristiques étaient aussi les bienvenues, comme celle de Fletcher Knebel – « Fumer est l'une des causes majeures de statistiques » – et celle de C. A. d'Alonzo – « Il faut éviter de dormir, car c'est pendant le sommeil que surviennent la majorité des crises cardiaques »^[477]. La négation du cancer était à la fois le plus évident et le plus urgent des impératifs, mais ces porte-parole devaient aussi savoir que fumer avait « peu ou pas d'effet sur le poids de naissance d'un enfant » et que c'était « une pratique, une coutume, pas une “addiction” ». De tels manuels nous en disent long sur ce que ces entreprises voulaient que le monde pense de la cigarette, y compris leurs employés. Les chapitres d'« instructions »

expliquaient donc comment parler du cancer, de l'addiction, du tabagisme en public, des coûts sociaux, de la publicité et des mises en garde imprimées sur les paquets. Voici un conseil typique d'un de ces manuels :

Éviter les assertions catégoriques selon lesquelles le « tabac n'est pas dangereux ». Notre conviction est qu'il n'a été ni établi ni prouvé que fumer provoque des maladies. Nous ne prétendons pas détenir toutes les réponses et nous ne croyons pas non plus que les militants anticigarette les détiennent. Les analogies entre cigarettes et alcool sont périlleuses, car il est admis que, dans bien des cas, l'alcool est nuisible à la santé et entraîne une vaste série de problèmes sociaux. Envisagez plutôt les graisses animales, le sucre ou le café^[478].

Mais il y eut un degré plus poussé d'endoctrinement, assuré par l'Université du savoir sur le tabac [College of Tobacco Knowledge] que l'industrie avait mise sur pied : ainsi, dans les années 1970 et 1980, une série de séminaires annuels organisés par l'Institut du tabac ont enseigné aux élites mondiales du tabac la façon de communiquer la ligne du parti sur le tabagisme et la santé. Cette université attira des apologistes de la planète entière, aidant l'industrie mondiale à maintenir un front uni sur la « controverse du tabac »^[479]. En 1987, quinze séminaires avaient déjà formé des centaines d'employés des services juridiques et des services de communication des sociétés de tabac du monde entier. Dans les années 1990, c'est la British American Tobacco qui organisa des sessions similaires, intitulées « Formation aux questions ». Rien qu'en 1993 et 1994, Christopher Proctor (avec qui je n'ai aucun lien de parenté) conduisit des sessions sur ces questions et/ou la formation de témoins au Zimbabwe, à Singapour, en Nouvelle-Zélande, au Costa Rica, à Bali et dans le Kansas City de Shook Hardy ; il apporta aussi son aide à des conférences de presse qui se déroulèrent dans nombre d'autres lieux^[480].

Autocensure chez l'assureur CIGNA

Autre exemple frappant d'endoctrinement : la censure, qui plus est camouflée, d'*informations médicales*. Dans les années 1990, Philip Morris, craignant que ses employés n'apprennent la vérité, demanda à ses assureurs d'éliminer certains passages des informations médicales qu'ils envoyaient à ses salariés. Mais il y a plus stupéfiant encore que cette pratique d'autocensure : qu'une compagnie d'assurances réputée ait accepté de prêter la main à une manœuvre aussi éhontée, quels que soient les bénéfices qu'elle en a retirés.

Comme tant d'autres grandes entreprises, Philip Morris fournit à ses employés une couverture santé, des vacances, des pensions de retraite et des traitements contre certaines formes de toxicomanie. À l'époque en question, l'assureur du cigarettier était CIGNA, l'une des plus anciennes compagnies d'assurances des États-Unis. CIGNA avait commencé à assurer les voyageurs maritimes au XIX^e siècle et avait été la première compagnie américaine à opérer en Chine. Comme la plupart des compagnies d'assurances, elle fournissait des informations à ses clients, en l'occurrence aux milliers d'employés de Philip Morris, sur la meilleure manière de rester en forme, de soigner un enfant malade, et ainsi de suite. Il est toutefois difficile d'avalier l'idée que CIGNA ait aussi permis à Philip Morris de limiter les informations relatives aux effets du tabac sur la santé accessibles à ses employés.

Cependant, entre 1996 et 1998, et peut-être en d'autres périodes, CIGNA collabora à un tel effort de censure des informations sanitaires, notamment par le biais de la lettre d'information trimestrielle *Well-Being* [Bien-être], envoyée à tous les effectifs du groupe Philip Morris. Pas seulement à ceux du fabricant de tabac, mais aussi aux salariés de filiales telles que Miller Brewing (brasseur) et Kraft General Foods, fabricant du fromage Velveeta et des gâteaux Oreo. Une récente analyse de Monique E. Muggli et Richard D. Hurt de la Mayo Clinic (Minnesota), parue dans

l'American Journal of Public Health, montre que les personnes chargées des prestations santé chez Philip Morris révisaient les ébauches de la lettre d'information avant publication, supprimant les passages jugés déplacés ou opposant parfois même leur veto à la diffusion du numéro. Les passages jugés répréhensibles comprenaient des remarques sur le fait que la fumée déclenche de l'asthme et un article conseillant aux gens souffrant d'hypertension de cesser de fumer.

Le numéro du printemps 1996 de *Well-Being* ne fut publié qu'après suppression d'une publicité pour une série de vidéos Time-Life auxquelles prêtait sa voix l'ancien ministre de la Santé des présidents Reagan et Bush père, C. Everett Koop. Le numéro de l'été 1996 ne fut carrément pas distribué aux employés de Philip Morris, parce que (selon les termes mêmes des censeurs de la compagnie) « plusieurs articles cont[enaient] des allusions antitabac ». De même pour le numéro de l'hiver 1996, parce que le directeur des prestations santé de Philip Morris ne voulut pas verser 3 000 dollars supplémentaires pour remplacer un article contenant cet avertissement aux asthmatiques : « N'autorisez pas qu'on fume chez vous ou dans d'autres environnements dont vous avez la maîtrise. » Le numéro de l'été 1997 aussi, parce qu'il contenait des références « discutables » au tabagisme passif. Les censeurs maison coupèrent les références au tabac dans au moins deux numéros de 1998, notamment un passage sur les inconvénients du tabagisme passif pour un enfant souffrant d'otite. Après intervention de la censure, les parents d'un enfant atteint se voyaient simplement conseiller de le moucher, de le faire dormir la tête relevée, calée par un oreiller, et de surtout veiller à se laver les mains. Nulle part on ne leur suggérait d'éviter le tabagisme passif⁴⁸¹.

Philip Morris se mit en quatre pour cantonner ses employés dans l'ignorance, même si cela impliquait de risquer la santé de leurs enfants.

Et la compagnie n'épargna pas ses actionnaires. En 1996, lors de l'assemblée annuelle des actionnaires de RJR Nabisco, à Winston-Salem, le président Charles M. Harper répondit ainsi à l'une de ses actionnaires,

Anne M. Donley, qui lui demandait s'il croyait bon que les enfants soient exposés au tabagisme passif :

LE PRÉSIDENT. – Je ne restreindrai le droit de fumer de personne. Si les enfants n'apprécient pas de se trouver dans une pièce enfumée, ce qui me déplairait autant qu'à vous, ils peuvent sortir. Je ne sais pas si vous avez des petits-enfants ; moi, si. Et s'il y a de la fumée dans la pièce qui les gêne, ils sortent.

ANNE DONLEY. – Un nouveau-né ne peut pas quitter une pièce tout seul.

LE PRÉSIDENT. – Bon... admettons. À un certain âge, ils commencent bien à marcher à quatre pattes, non ? Et après ils marchent pour de bon, et ainsi de suite. Bien, enfin, je crois qu'on en a assez dit. Merci beaucoup^[482].

L'ignorance comme politesse

Les dirigeants de ces entreprises semblent souvent avoir voulu connaître la vérité, et nous avons vu qu'ils se sont tenus informés de l'état de la science tout en encourageant l'ignorance chez leurs propres employés^[483]. Bien évidemment, les résumés de littérature scientifique destinés aux équipes dirigeantes racontaient une histoire très différente des fanfaronnades publiques de l'industrie sur le thème de l'« absence de preuve ». Il est aussi important de comprendre où et comment les « mauvaises nouvelles » circulaient, ou ne circulaient pas, dans un tel environnement.

À l'intérieur des compagnies, la connaissance des dangers avait un caractère irrévérencieux, comme une sorte de vilain petit secret dont on n'était pas censé parler, du moins pas d'une manière qui conduirait à trop s'écarter de la ligne du parti. La déontologie maison exigeait qu'on parle

du cancer en prenant des accents négationnistes. Accepter la réalité des dangers, c'était une expression de déloyauté, un acte de trahison. Concéder à la réalité du cancer mettait en péril la sécurité de l'entreprise, et c'est peut-être la raison pour laquelle nous voyons souvent des dénis exprimés dans le langage de la « prudence » ou même de la « sécurité ». L'industrie voulait donner une image de « prudence » en appelant à davantage de recherches ou en réclamant des preuves mieux fondées. Dans un tel contexte, on peut même imaginer que cette ignorance prenait un tour sincère sous le coup d'une cécité auto-imposée. Après tout, il était souvent « moins périlleux » pour les compagnies de ne rien savoir, et on veillait soigneusement à préserver les conditions de cette ignorance. Selon Helmut Wakeham, chercheur tout-puissant au sein de la compagnie de tabac la plus puissante du monde, telle était la ligne des avocats de Philip Morris : « Personne ne vous critiquera pour ce que vous ignorez. » Cette ignorance auto-imposée était une stratégie judiciaire calculée, un moyen (comme l'a formulé un autre chercheur, William Dunn) de défendre l'industrie contre les recours introduits au nom des « héritiers et des fumeurs décédés : « Nous, dans l'industrie, nous ne savons rien de la relation entre tabac et maladie » »^[484].

On repère des indices de ces manœuvres visant à « cimenter » l'ignorance en interne dans les définitions de postes lors de procédures d'embauche, et ce au sein de plusieurs compagnies. Pour ceux qui requéraient un certain niveau de compétence en matière de relations publiques, par exemple, on demandait souvent au candidat d'admettre « la controverse ». En 1993, on attendait ainsi des candidats à un poste de « conseiller scientifique » chez British American Tobacco qu'ils sachent que les autorités de la santé « continuent d'attaquer les compagnies de tabac du monde entier et mettent en avant des articles exposant les effets néfastes du tabac ». Les postulants devaient pouvoir « expliquer la position de British American Tobacco sur les questions soulevées par le tabac à différents publics, aussi bien en interne qu'en

externe »⁽⁴⁸⁵⁾. L'industrie savait tout l'intérêt qu'il y avait à se cantonner dans l'ignorance de certaines réalités, en concordance avec la conception de Wakeham selon laquelle on ne peut être pris en défaut pour ce qu'on ne sait pas.

Toutefois, on ne saurait attribuer la responsabilité de la fabrication de l'ignorance aux seuls industriels. Cette industrie comptait de nombreux amis : dans l'université, dans l'agriculture, au gouvernement, dans le sport, le droit, le journalisme et pratiquement tous les autres domaines de la société. On ne considère habituellement pas les cultivateurs comme faisant partie de l'« industrie », mais ils ont sans conteste participé à la propagation du doute. En 1958, le Tobacco Growers' Information Committee [Comité d'information des producteurs de tabac] commença à publier une lettre d'information reprenant plus ou moins cette même rhétorique négationniste. Les associations de producteurs et de grossistes étaient aussi membres de l'Institut du tabac, contribuaient à des financements et adhéraient à la posture officielle de complète ignorance et du « non prouvé ».

À cet égard, les syndicats du tabac ne sont pas innocents. Aux États-Unis, le Tobacco Workers International Union [Syndicat international des travailleurs du tabac] fut créé en 1895 et, en 1978, il enrôla les travailleurs de la boulangerie et de la confiserie-pâtisserie pour former la Bakery, Confectionery, Tobacco Workers, and Grain Millers International Union (BCTGM) [Syndicat international des travailleurs de la boulangerie, de la confiserie-pâtisserie, du tabac et de la minoterie]. (Assez curieusement, le site Internet du BCTGM présentant les « compagnies et produits du syndicat » reprend une longue liste d'actions des adhérents sans nulle part mentionner les produits du tabac.) Quand j'ai consulté le site du syndicat, en 2008, on y citait deux sections locales d'usines de tabac, l'une à Greensboro, l'autre à Richmond. Le lien hypertexte vers Richmond était inactif, mais le site de Greensboro m'a orienté vers un discours du président de la section locale BCTGM 317-

T, un employé de Lorillard du nom de Randy W. Fulk, qui se répandait sur les statistiques « ahurissantes » lancées contre l'industrie. Fulk soutenait que Lorillard n'avait jamais encouragé quiconque à fumer et comparait le fait de fumer à celui de conduire une voiture capable de monter jusqu'à 260 km/h (en d'autres termes, aux risques et périls du conducteur). Quant aux estimations gouvernementales de 400 000 Américains tués chaque année par le tabac, il les qualifiait de « propagande » et invoquait la Bible pour nous rappeler que « nous mourrons tous de quelque chose ». Il affirmait aussi que les coûts du tabagisme ont été « grossis de façon ridicule » et évoquait cette idée macabre de l'économiste Kip Viscusi : fumer épargnerait les fonds publics en réduisant les coûts des soins de santé. (Viscusi, professeur d'économie à l'université Harvard, a témoigné sous serment devant les tribunaux pour le compte de l'industrie.) À titre d'exemples, Fulk mentionnait « les gains financiers générés par la réduction des coûts de maison de repos » ou « les pensions de retraite et les prestations de Sécurité sociale annulées »⁴⁸⁶. (Grâce aux fumeurs qui ont le bon goût de mourir plus tôt, voulait-il dire.) Quelle tristesse de voir un contremaître d'atelier embobiné à ce point par le discours patronal ! Mais peut-être fallait-il s'y attendre, s'agissant d'un salarié dont le syndicat exige qu'il défende les emplois de ses collègues, quel qu'en soit le prix pour la collectivité au sens large.

Des journalistes pas du tout à la hauteur

Une certaine ignorance historique des dommages de la cigarette peut être imputée à la frilosité des grands médias, qui dépendent financièrement de la publicité des cigarettiers. Le journaliste George Seldes le déplorait déjà dans les années 1940, mais au cours des décennies suivantes cette dépendance ne fit que croître, les enveloppes publicitaires grimpant en flèche pour atteindre des centaines et plus tard

des milliers de millions de dollars. Dans les années 1980, Elizabeth Whelan, de l'American Council on Science and Health [Conseil américain de la science et de la santé], démontra que les magazines féminins encaissant des revenus publicitaires issus de l'industrie répugnaient lamentablement à publier le moindre propos critique sur le tabac ou son cartel. Gloria Steinem, fondatrice et rédactrice en chef de *Ms. Magazine*, définit un jour cette situation comme « une forme d'emprisonnement ». Plus récemment, Elizabeth Whelan a montré qu'en 1998 et en 2000 les publicités pour le tabac dans les magazines féminins américains dépassaient largement le nombre de messages antitabac, à raison de dix contre un. En termes de nombre de pages, les publicités pour les cigarettes éclipsaient les articles antitabac à raison de trente contre un. Les lecteurs de *Mother Jones* en 2009, de *Wired* en 2010 ou d'*Ebony* en 2011 seraient peut-être surpris d'apprendre que ces magazines continuent de publier des publicités en couleurs pleine page pour le tabac – comme si les American Spirit de Reynolds (réputées sans additifs) étaient moins viciées que les Camel ou les Marlboro du *redneck* ordinaire^[487].

Longtemps les compagnies de tabac surent se servir des organes de presse les plus sérieux, comme le *New York Times*, pour marteler leur message – « il nous faut davantage de recherches »^[488]. Au milieu des années 1980, le *New York Times* autorisa Reynolds à diffuser une série de publicités contestant le lien établi par la science entre tabagisme et maladies cardiaques. Le « quotidien de référence » de l'Amérique a continué d'accepter des publicités pour la cigarette jusqu'en 1999, année où il décida enfin d'y mettre un terme. Dans les années 1970 et 1980, le journal a été régulièrement et instamment prié de refuser la publicité du tabac, mais ses responsables se sont dérochés, craignant de créer un « dangereux précédent ». Quand ils prirent enfin la bonne décision sans que le ciel leur tombât sur la tête, on ne parla plus de « dangereux précédent ». Le plus étonnant, c'est que pendant de nombreuses années

le *New York Times* a lui-même acheté des espaces publicitaires dans la presse professionnelle de Big Tobacco, manière d'entretenir le business. L'une de ces publicités, parue dans l'*US Tobacco and Candy Journal*, revue américaine du tabac et de la confiserie, disait : « Un style de vie, ce n'est pas inné, cela se crée »^[489]. Sous-entendu : si vous voulez convaincre davantage de monde de fumer vos produits, achetez des espaces publicitaires dans le *New York Times*.

Après 1999, l'industrie continua de faire paraître de la publicité indirecte dans le quotidien, de temps à autre. Le 4 mai 2009, la Washington Legal Foundation [Fondation juridique Washington] y publia une chronique accusant les avocats de la partie civile de s'être engagés dans une action incontrôlée, rapace, « parasitaire », « pour des millions de dollars » et qui « brid[ait] la reprise économique américaine ». Dans un commentaire pour le *Nieman Watchdog*^[116], Morton Mintz soulignait que la Fondation juridique Washington entretenait des liens étroits avec l'industrie de la cigarette, qui utilise de tels groupements comme autant de façades pour se ménager des tribunes favorables dans les médias de grande diffusion. C'est ainsi que l'industrie parvenait à pénétrer le monde de la presse, à travers ce que Simon Chapman, de l'université de Sydney, appelle le « copinage d'entreprise ». En 2008, Pfizer et Philip Morris ont sponsorisé un programme de formation de journalistes au Brésil avec l'approbation et le soutien du plus grand quotidien de ce pays, le *Folha de São Paulo*^[490]. Et l'apparition de leurs logos sur les encarts publicitaires diffusés dans le quotidien leur a conféré un certain crédit médiatique.

Mais les journalistes sont aussi incités à travailler plus directement pour ces compagnies. J'ai déjà évoqué le cas de Stanley Frank, qui en constitue un scandaleux exemple : ce journaliste sportif est la voix de son maître (l'industrie) dans le magazine *True*. Mais il en existe bien d'autres. En 1977, Ruth Rosenbaum, chroniqueuse new-yorkaise, a publié dans le magazine *New Times* un article attaquant la Société américaine de

cancérologie (ACS) et l'Institut national du cancer (NCI) pour leur attitude trop conciliante envers les pollueurs industriels (une accusation pas totalement infondée). Ruth Rosenbaum tirait à boulets rouges contre l'« establishment du cancer », cette « bureaucratie qui s'autoperpétue », dont 40 % des financements allaient à des contrats de recherche « à peine évalués », un mécanisme incitant aux « abus et à des travaux de qualité médiocre ». L'article présentait la chose comme si Big Medicine refusait de s'en prendre à Big Business, ce qui l'aurait amenée, de manière très intéressée, à contrer les thérapies alternatives. La journaliste accusait le Committee on Unproven Methods [Comité d'évaluation des méthodologies non démontrées] de l'ACS d'être « un réseau de milices d'autodéfense prêtes à bondir sur quiconque défend[ait] une thérapie du cancer allant à l'encontre de leurs préjugés et de leurs profits, qui sont considérables »⁽⁴⁹¹⁾. Le lecteur en retirait l'impression que l'ACS n'était qu'un ramassis de défenseurs autosatisfaits de l'orthodoxie médicale et certaines personnes crurent en effet trouver dans son article de courageuses révélations. Le « Project Censored⁽¹¹⁷⁾ » [Projet censuré] de Carl Jensen, orienté à gauche, rendit honneur à l'article de Rosenbaum en le reprenant dans son ouvrage *20 Years of Censored News*⁽⁴⁹²⁾ [Vingt années d'informations censurées aux États-Unis].

Rosenbaum a été saluée comme un franc-tireur de la gauche progressiste, mais une recherche dans les archives de l'industrie du tabac révèle une autre version de l'histoire, passablement plus sinistre. Rosenbaum a écrit son article avec l'aide de Hill & Knowlton, l'agence de relations publiques de Big Tobacco. C'était une amie personnelle de Fred Panzer, de l'Institut du tabac, qui l'a aussi aidée à le rédiger. Carl Jensen, professeur émérite en sciences de la communication à la Sonoma State University, n'était nullement informé de tout cela quand il a fait l'éloge de l'enquête de Rosenbaum dans son « Project Censored » – ni apparemment du fait que ses articles lui valaient d'être invitée à intervenir pour le compte de l'industrie dans le cadre de diverses procédures

judiciaires. Carl Jensen et d'autres se sont fiés à elle quand ils ont affirmé que « le problème le plus grave, concernant la recherche contre le cancer dans ce pays, c'[était] le peu d'intérêt pour l'interdiction des substances chimiques cancérigènes ». Le tabac ne figurait pas parmi les substances listées, et l'histoire véritable a échappé au « Project Censored » : cette attaque contre la Société américaine de cancérologie qu'ils ont naïvement soutenue avait été préparée avec l'aide de l'Institut du tabac et des chargés de relations publiques de Big Tobacco ^[493].

Le tabac, l'égal du chocolat, de la compote de pommes et de la liberté

Nous nous sommes intéressés à la fabrication de l'ignorance, mais il importe de comprendre aussi que l'industrie ne souhaite pas pour autant que les fumeurs (et les fumeurs potentiels) aient la tête vide : l'objectif n'est pas de produire en eux une *absence* de savoir, mais plutôt de leur instiller tout un corpus de connaissances, de croyances et de sentiments particuliers qui favorisera la vente légale des cigarettes. Ces compagnies veulent nous convaincre qu'il faut davantage de recherches, qu'il serait dangereux de se prêter à des conclusions hâtives ou de clore le débat prématurément. Fumer serait sans danger, en tout cas moins dangereux que par le passé, ou suffisamment sûr pour constituer un « risque acceptable ». Il ne serait pas si difficile de s'arrêter, l'addiction ne serait en réalité qu'une affaire de sémantique, fumer serait un « choix d'adulte » et les Winston ont bon goût, ce qui va de soi pour une cigarette digne de ce nom.

Elles parviennent à leurs fins en recourant notamment à une banalisation par l'analogie. On y compare le tabac au café, au chocolat, au cognac ou à d'autres petits plaisirs coupables et pourtant légitimes. On banalise aussi l'addiction à la nicotine en la comparant à d'autres

« habitudes » beaucoup moins nocives – le jogging ou la télévision. En 1994, le vice-président de l'Institut du tabac, Brennan Dawson, compara les fumeurs à des « *junkies* des infos » et à des « *chocoholics* », en observant qu'on « trouvait aussi de la nicotine dans des aliments aussi dangereux que les pommes de terre »^[494]. Sharon Boyse, chez British American Tobacco, n'affichait pas moins de condescendance : « Il a été suggéré que fumer doit être addictif puisque la fumée contient de la nicotine. C'est aussi le cas de plusieurs légumes courants, notamment les tomates, les aubergines et les pommes de terre en robe des champs. Les mangeurs de légumes sont-ils aussi des drogués ?... physiquement dépendants de leur ratatouille, comme les héroïnomanes le sont de leur héroïne^[495] ? » Les apologistes de la cigarette ont régulièrement défendu le tabagisme en recourant à de tels subterfuges, en l'assimilant à la compote de pommes, au chewing-gum ou aux Twinkies^[118]. Une recherche dans les archives de l'industrie de la mention « pas plus nocives que » donne accès à des centaines de documents où les cigarettes sont présentées comme « pas plus nocives » que l'alcool, les chocolats, la caféine, le café ou les desserts, les hamburgers trop gras, le lait ou le fait de s'asseoir à côté de gens au parfum trop fort ou affligés d'une mauvaise haleine. On a même embauché des universitaires pour produire de telles comparaisons : dans son témoignage devant le Congrès des États-Unis, en 1982, Theodore H. Blau, psychologue à Tampa, en Floride, a comparé le fait de fumer à d'autres passions – le « tennis, le jogging, les bonbons, le rock, le Coca-Cola, les représentants du sexe opposé et les hamburgers^[496] ». Les propos de Blau sont cités dans un communiqué de presse de l'Institut du tabac, sans qu'il soit précisé nulle part qu'il émargeait au compte spécial n° 4 de l'industrie, administré par l'intermédiaire du cabinet juridique Jacob & Medinger, et sans aucune mention de son appartenance à l'« équipe de l'Institut du tabac ».

(La comparaison avec la compote de pommes apparaît de manière très frappante dans la merveilleuse interview d'Helmut Wakeham chez

Philip Morris, réalisée en 1976 par Peter Taylor, journaliste et documentariste britannique, et conservée pour la postérité dans *Death in the West* [La Mort à l'Ouest], un documentaire réalisé par Martin Smith et que Philip Morris a tenté de faire interdire. On y demandait à Wakeham s'il croyait que fumer provoque le cancer et il répondait que *tout* peut finir par être mauvais si l'on en fait une consommation excessive – même la compote de pommes. À la question de savoir s'il pensait que des mangeurs de compote de pommes en mourraient, il rétorquait que s'ils n'en mouraient pas, c'était seulement parce qu'« ils n'en mangent pas tant que ça ». Il rejetait jusqu'à l'idée que les médecins puissent être une source de conseils médicaux dignes de foi^[497].)

Les compagnies veulent nous faire croire qu'elles sont citoyennes et responsables. Elles veulent nous persuader qu'elles respectent de hautes exigences morales et nous faire savoir qu'elles soutiennent les campagnes pour la collecte des déchets et l'agriculture durable. Leur objectif omniprésent est évidemment de susciter un sentiment favorable envers les fabricants de tabac et l'habitude de consommer leurs produits. Selon eux, il conviendrait d'associer davantage les cigarettes au chocolat et aux alcools fins et moins au crack ou aux cheminées relâchant des émanations cancérogènes. Dangereuses, peut-être, en cas d'excès, mais tout à fait acceptables en quantité modérée – une sorte d'aventure des limites, comme le saut en parachute ou d'autres sports extrêmes. Surtout, il faut les considérer comme un *choix d'adulte*, voire même comme le dernier bastion de la liberté.

Voilà pourquoi la découverte que les cigarettes ne tuent pas seulement les fumeurs, mais aussi un grand nombre de non-fumeurs, a suscité une telle consternation : 50 000 morts par an, rien qu'aux États-Unis, et peut-être dix fois plus à l'échelle de la planète. En 1981, Hirayama et Trichopoulos ont publié leur article accusant le tabagisme passif d'augmenter les risques de cancer, un travail extrêmement argumenté. Et, dès 1986, le ministre de la Santé ainsi que l'Académie nationale des

sciences des États-Unis en ont conclu que le danger était réel^[498]. Fumer, pour une majorité de gens, constitue une intrusion toxique, une pollution de l'espace personnel. Il apparaît que le tabagisme passif cause bien plus de décès que les marées noires, la pollution de l'air, ou même que des accidents nucléaires comme celui de Tchernobyl, les catastrophes naturelles, les tremblements de terre ou les tsunamis, et plus encore que toutes les guerres modernes. Ce spectre de la mort par « tabagisme involontaire » a aussi donné au tabac une nouvelle dimension politique, en creusant une faille béante dans la fable de la cigarette considérée comme un libre choix. En conséquence, cette nouvelle dimension a requis, du moins du point de vue de l'industrie, de nouvelles méthodes de manipulation de la connaissance, de la croyance et du désir.

Le tabagisme passif représentait en effet un défi de taille. Si les gens arrêtaient de fumer sur leur lieu de travail, mais aussi dans les soirées, à bord des avions et dans d'innombrables autres espaces collectifs, « l'effet sur les ventes serait dévastateur », prédirent les dirigeants du secteur. Pas de « solution magique » ici. Selon la formule lapidaire de John Rupp, du cabinet d'avocats Covington & Burling, le tabagisme passif a mis l'industrie « profondément dans la merde »^[499].

Les cigarettiers savaient que leur riposte se devait d'être énergique et leur première réaction fut simplement d'élargir leur campagne négationniste, celle qu'ils avaient déployée contre le risque principal, déjà identifié, que la cigarette faisait peser sur la santé. Le déni du tabagisme passif, en un sens, fut pour l'industrie ce que le dessein intelligent (*Intelligent Design*) avait été au mouvement Jeune Terre du créationnisme^[119]. On engagea des scientifiques pour témoigner que la « fumée de tabac ambiante » (FTA) était un danger négligeable ou inexistant et qu'avant toute action décisive davantage de recherches étaient nécessaires. On sponsorisa des colloques favorables à la cigarette, ainsi que des recherches et des initiatives politiques. Des groupes paravents et autres organismes tiers furent mis sur pied pour

diffuser ce message, notamment l'Environmental Tobacco Smoke Consultants Program [Programme des consultants de l'ETS], les Associates for Research in Indoor Air (ARIA) [Chercheurs associés sur l'atmosphère en milieu fermé], le Center for Indoor Air Research (CIAR) [Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations], et un groupement cadre baptisé Indoor Air International, créé en 1989 pour contrer certaines initiatives naissantes visant à restreindre la possibilité de fumer à l'intérieur des lieux publics, surtout en Californie^[500]. Un tir de barrage de publicités financées par l'industrie contribua à créer sur le sujet un vaste climat de confusion dans l'opinion publique. Ces manœuvres étaient bien financées et de portée mondiale : en novembre 2010, le site de Japan Tobacco, dans sa section « Tabac et santé », sous-rubrique d'une section plus large intitulée « Responsabilité d'entreprise », commentait l'affaire en ces termes : « Nous ne croyons pas que l'affirmation selon laquelle la FTA [fumée de tabac ambiante] serait une cause de cancer du poumon, de maladies cardiaques et de maladies pulmonaires chroniques chez les non-fumeurs soit démontrée de façon convaincante ou qu'une relation de causalité entre l'exposition à la fumée de tabac ambiante et les maladies chroniques soit établie^[501]. »

Ici encore, les analogies ont une influence capitale. L'industrie a consacré beaucoup de temps à essayer de nous convaincre de considérer la fumée « environnementale » comme une contrariété (ou une gêne) plutôt que comme un véritable préjudice pour la santé. Cette fumée (FTA) serait davantage comparable au bébé qui pleure dans un avion, à une personne dégageant une forte odeur corporelle ou un nuage de parfum écœurant. En d'autres termes, le but n'est pas seulement de distiller l'ignorance, mais de nous éloigner des pensées dangereuses pour nous orienter vers d'autres pensées, plus fiables selon l'industrie. Il ne s'agit pas de créer une méfiance abstraite, mais plutôt la méfiance vis-à-vis d'un certain corpus de connaissances – issu de statistiques défavorables, de la médecine orthodoxe, du ministre de la Santé, de

l'EPA (Agence américaine pour la protection de l'environnement) ou du « gouvernement » plus généralement. Nombre d'outils différents ont été utilisés à cette fin, de la caricature politique à la vente de drapeaux américains et d'exemplaires du Bill of Rights. L'espoir était d'associer le tabac à la liberté d'expression, au libre-échange, au patriotisme et à la poursuite du bonheur sans entraves.

C'est aussi pourquoi tant d'argent fut versé à l'American Civil Liberties Union (ACLU) [Union américaine des libertés civiques], organisation éprise de liberté, réputée pour sa défense du droit de manifester ou de s'exprimer ou, en l'occurrence, de fumer. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, Philip Morris a versé à l'ACLU plus d'un demi-million de dollars et Reynolds misé plusieurs centaines de milliers de dollars supplémentaires. L'argent transitait par le groupe de travail « Libertés civiques sur le lieu de travail », une entité de l'ACLU qui combattait pour le droit des employés à fumer dans le cadre professionnel mais ne faisait rien ou presque rien pour les non-fumeurs. Un journaliste, John Fahs, découvrit la manœuvre alors qu'il travaillait pour l'ACLU au début des années 1990 et, en 1996, a reproduit des documents bancaires dans son livre, *Cigarette Confidential*. Morton Mintz a ensuite couvert l'affaire pour le magazine de gauche *Progressive*, en racontant qu'il avait été lui-même sollicité pour verser des dons à l'organisation par une série de lettres publicitaires où elle était présentée comme soutenue « *exclusivement* par des gens attentifs et concernés comme vous » – sans mention de l'évidente contrepartie réclamée par Big Tobacco. L'ACLU a lutté pour la liberté de fumer, celle des fumeurs, laissant le reste d'entre nous subir l'exposition au tabagisme passif sans aucune aide du « gardien de la liberté de la nation », ainsi que cet organisme se présente. Même Melvin Wulf, directeur du service juridique de l'ACLU de 1962 à 1977, a été atterré d'apprendre que l'Union avait touché des fonds du tabac, et a jugé que l'intégrité foncière de cet organisme s'était laissé « corrompre par l'attrait de l'argent facile d'une

industrie dont les valeurs éthiques sont elles-mêmes notoirement corrompues et qui est chaque année responsable de la mort de 350 000 à 400 000 personnes rien qu'aux États-Unis⁽⁵⁰²⁾. »

Créer le désir

Il ne suffit pas d'envisager cette industrie comme créatrice ou destructrice de savoir, ou même comme créatrice ou maîtresse du désir. Au bout du compte, la seule chose qui lui importe réellement, c'est de nous inciter à déboursier des espèces sonnantes et trébuchantes en échange de cigarettes. Tout le reste est secondaire. L'opposition ignorance-connaissance n'a eu d'intérêt que dans la mesure où l'on peut déformer l'une et l'autre pour mieux vendre des cigarettes. C'est donc l'esprit qui est visé, mais aussi les tripes, les émotions. Fumer sera synonyme de : groupe d'amis ravis d'être à la plage, rallyes, thérapie pour garder la ligne, mais aussi de libération sexuelle et d'adulte cool. Fumer est un geste qu'on fait pour se détendre ou attirer le sexe opposé, surmonter le stress ou conclure une affaire. Tout cela, c'est le résultat de la publicité, de la création d'image, qui manie une sémiotique et une panoplie de fantasmes très éloignés des conséquences mortelles du tabagisme. On nous encourage à considérer la cigarette comme le café, le chocolat ou un très vieux cognac, et non à penser aux glaires bronchiques qui étouffent ni à une existence fantomatique sur un lit d'hôpital, des tubes enfoncés dans le nez. Fumer ne doit surtout pas être associé à la peinture au plomb, aux déchets toxiques ou à la poigne de fer de l'addiction, mais plutôt à l'espoir, à la paix, au choix et aux plaisirs de l'existence.

L'escroquerie du filtre et la grande supercherie de la ventilation

« L'air qu'on respire en fumant une Kent est bien plus pur que celui qu'on respire dans une ville américaine moyenne. »

Harris B. PARMELE, *directeur de la recherche, Lorillard Tobacco, 1954.*

« Les filtres actuellement disponibles sont une mystification. »

Alton OCHSNER, *professeur de chirurgie, Tulane University, 1954.*

Dès le milieu des années 1950, des preuves écrasantes s'étaient accumulées : derrière la croissance exponentielle des cancers du poumon, il y avait la cigarette ; et dans les *goudrons* de la fumée se trouvait la chose responsable. Récapitulons un peu... En Allemagne, dès 1935, fondant l'essentiel de son argumentation sur le travail de Roffò, Fritz Lickint avait conclu que la nicotine était « probablement à dédouaner » du potentiel cancérigène et que le coupable était plus probablement le benzopyrène⁽⁵⁰³⁾, un hydrocarbure. Vingt ans plus tard, on avait identifié plusieurs dizaines de composants chimiques dangereux dans la fumée de

tabac – pas seulement le monoxyde de carbone, l'ammoniac et divers hydrocarbures polycycliques aromatiques (dont le benzopyrène), mais aussi ces substances meurtrières que sont l'arsenic, le chrome, le nickel et les nitrosamines. Dans une étude de 1955, Richard Doll isolait, parmi les agents cancérigènes, l'arsenic, le 3,4-benzopyrène, le potassium radioactif et une poignée de produits de la pyrolyse du tabac⁽⁵⁰⁴⁾. Dans les années 1960 et 1970, les scientifiques de l'industrie allongeraient considérablement la liste.

Les fabricants de cigarettes ont souvent admis l'existence de ces agents (mais uniquement en privé). Le 24 décembre 1952, un rapport du département de la recherche de Brown & Williamson consignait que plusieurs agents avaient été identifiés au sein de la fumée, notamment un « hydrocarbure cancérigène, le benzopyrène ». (Ce même document recommandait qu'« un laboratoire indépendant sans rapport avec Brown et Williamson » entame une « correspondance » avec Angel Roffo – ce qui aurait été difficile : l'homme était mort depuis six ans.) En 1953, chez Reynolds, le « Survey of Cancer Research » de Claude Teague mentionnait clairement la présence de substances cancérigènes dans la fumée, de même que plusieurs rapports de son collègue chimiste, Alan Rodgman. Les scientifiques de Philip Morris n'étaient pas en reste. En 1961, leur directeur de la recherche, Helmut Wakeham, présenta un rapport de 23 pages au comité de R & D de la compagnie, dressant la liste de 40 agents cancérigènes distincts dans la fumée et admettant que c'était là une « liste partielle » (*cf.* illustration 26.) Les responsables de Philip Morris semblent avoir tiré quelque fierté du fait que, sur plus de 400 composants découverts dans la fumée de cigarette à cette époque, leurs chercheurs en avaient isolé une cinquantaine. Wakeham proposait un programme de sept à dix ans visant à réduire le « niveau général des substances cancérigènes dans la fumée », l'objectif étant d'aboutir à « une cigarette médicalement acceptable ». Ce ne serait pas une tâche facile, soulignait-il, cela exigerait du temps, de l'argent et une

« détermination inébranlable »⁽⁵⁰⁵⁾.

Aucun de ces constats ou projets ne fut jamais rendu public. En réalité, il eût été difficile pour ces compagnies d'admettre qu'elles tentaient d'expurger certains agents cancérogènes de la fumée étant donné qu'elles n'en reconnaissaient pas même l'existence. La logique de Big Tobacco a toujours eu une faille gênante : si le goudron dans la fumée de cigarette n'était vraiment pas un motif d'inquiétude, pourquoi un tel battage au sujet de la marque X « plus faible en goudron » que la marque Y ? Wakeham et autres n'ont jamais informé quiconque de leurs démarches pour mesurer l'action cancérogène des composants spécifiques de la fumée. Nous avons connaissance de ces efforts uniquement parce que les tribunaux américains ont imposé la divulgation de documents internes, aidés par une poignée de courageux lanceurs d'alerte.

Ce que les archives révèlent aussi, c'est que l'industrie s'est efforcée de trouver des moyens d'éliminer, principalement par filtration, les substances cancérogènes et autres poisons du tabac. Selon la définition qu'on donne du « filtre », on peut faire remonter ces efforts à plusieurs siècles. Dès qu'on a commencé à fumer, les pipes à eau ont été très répandues, leur attrait tenant en partie au désir qu'on avait de purifier la fumée en la filtrant dans l'eau où on la faisait « buller ». (Ce qui ne marche pas : la fumée des pipes à eau est tout aussi meurtrière.) La chicha ou le narguilé sont des inventions de l'Orient, mais on cherchait à obtenir des effets similaires avec les pipes à long tuyau d'Europe. Dans chaque cas, l'enjeu consistait à *refroidir* la fumée, intention raisonnable chez ceux qui se figuraient qu'on pouvait accuser la *chaleur* d'être l'agent irritant. Les filtres devinrent un sujet d'intérêt dans la seconde moitié du XIX^e siècle, surtout avec l'essor des cigarettes manufacturées et le développement de nouveaux produits pour les fumeurs soucieux de leur santé. On essaya le liège, le papier, la laine, le coton et un certain nombre d'autres matériaux, ainsi que divers procédés physiques et chimiques.

D'abord manipuler la nicotine

Les premières tentatives connues de développement de tabacs à faible teneur en nicotine furent celles de Karl A. Mündner (1835-1891), dans la province du Brandebourg. Ce fabricant allemand de tabac, collègue du chimiste Otto Unverdorben, fut le premier à déceler de la nicotine dans des résidus issus de fourneaux de pipe. Mündner créa un « cigare santé », à faible teneur en nicotine, en recourant à des techniques de culture sélective et à de nouvelles méthodes d'extraction chimique. Son fils Richard poursuivit ce travail en mettant au point des cigares à bout filtre, en laine et en liège. En 1940, Paul Koenig, directeur du Reichsanstalt für Tabakforschung [Institut de recherche du tabac du Reich], situé à Forchheim, décrivait Mündner comme « le premier à combattre la nicotine, avec sa découverte d'une méthode pour dénicotiner le tabac ». Et Koenig y voyait la marque du sens des responsabilités morales de l'industrie du tabac allemande, alors attaquée par les autorités de santé nazies^[506].

La manipulation des propriétés chimiques du tabac débuta elle aussi au cours du XIX^e siècle. Des plants à forte concentration en nicotine furent cultivés afin d'en extraire l'alcaloïde, qu'on employait déjà comme pesticide. Dès les années 1890, certaines techniques permettaient de réduire ou de supprimer complètement cette substance aussi néfaste qu'envoûtante. Un brevet de 1882, attribué à Richard Kissling, de Brême, décrivait un « nouveau procédé de dénicotisation du tabac » impliquant un traitement de la feuille au chlorure de calcium suivi d'un bain de vapeur pour en éliminer la nicotine. Des dizaines de brevets similaires furent accordés tout au long de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Dans presque toutes ces recherches, l'Institut de recherche du tabac du Reich a joué un rôle pionnier : il a exploré les moyens d'augmenter ou de supprimer la teneur en nicotine du tabac grâce à l'invention de nouvelles méthodes de culture, à la pratique de greffes et à des

traitements chimiques. À partir des années 1930, les fabricants allemands étaient capables de produire un tabac contenant le « degré de nicotine souhaité ». Et, en 1940, au moins 5 % des récoltes allemandes de tabac étaient « sans nicotine »^[507].

Les fabricants américains surveillaient de près ces travaux européens et ils savaient, au vu de leur propre expérience, qu'on pouvait cultiver des plants contenant des dosages de nicotine plus ou moins élevés. Ils savaient aussi que l'alcaloïde était facile à supprimer de la feuille du produit fini, par simple immersion dans l'eau : les alcaloïdes sont généralement solubles dans les liquides, c'est pourquoi il est si simple de se préparer une tasse de thé ou de café, qui contiennent tous deux cet alcaloïde qu'est la caféine. L'American Tobacco Company eut connaissance de toutes ces tentatives à Forchheim : une « revue de presse » de 1930 conservée dans les archives de l'entreprise prend acte des travaux allemands, remarquant que le contenu en nicotine des plants de tabac « pouvait être diminué ou augmenté par des moyens naturels », mais que le goût et l'arôme traditionnels étaient préservés. D'innombrables inventeurs consacrèrent du temps à concevoir de nouvelles méthodes de manipulation de l'alcaloïde de la feuille de tabac. C'est tout cela qu'il faut garder à l'esprit quand on se demande si l'industrie a déjà « manipulé » la nicotine présente dans les cigarettes : elle s'y est employée en fait depuis plus d'un siècle^[508].

Espoir, esbroufe – et amiante

Le premier filtre américain qui connut une certaine importance commerciale fut celui de la Viceroy, lancée par Brown & Williamson en mai 1936, et soutenue par une campagne publicitaire d'un montant de 300 000 dollars^[120]. Des slogans vantaient une « fumée plus saine pour toutes les gorges », et les ventes atteignirent 400 millions d'unités au cours

des six premiers mois. Pour une débutante, c'était plus qu'honorable. Mais la Viceroy n'empêcha pas sur le marché des grandes marques qui se vendaient à hauteur de dizaines de milliards d'unités par an. Certains fabricants (par exemple, Philip Morris) se vantaient même de proposer un plaisir de fumer « sans aucun filtre ».

Tout au long des années 1940, les cigarettes à bout filtre constituèrent plus ou moins une nouveauté. Puis les ventes de la Viceroy diminuèrent pour atteindre leur minimum en 1946, en ayant conquis seulement 0,1 % du marché américain. Cette année-là, la première marque filtre d'Amérique ne dépassa pas les 200 *millions* d'unités tandis que les Lucky Strike se vendaient à plus de 100 *milliards* d'unités.

Ces ratios allaient radicalement changer dans les années 1950, lorsque les compagnies de tabac réorientèrent leur publicité et leur production pour affronter ce qu'on a appelé « la grande frayeur sanitaire ». À ce moment-là, Brown & Williamson débitait plus de 20 milliards de Viceroy, mais ne put maintenir son avance. Dès sa mise sur le marché, en 1954, la Winston de Reynolds, lancée au moyen de grandes débauches publicitaires, mena le peloton avec un chiffre colossal de 40 milliards d'unités vendues. La Kent, nouvelle venue de Lorillard en 1952, prit la deuxième place en 1958, en ayant conquis plus de 8 % des parts du marché. Toutes les autres compagnies rivalisaient de trucs et de procédés, dans ce qui devint vite une avalanche de filtres de tout calibre.

Les filtres constituent une escroquerie intégrée à la cigarette elle-même. (Réfléchissons : si les filtres sont si formidables, pourquoi n'en trouve-t-on jamais à l'extrémité d'un cigare ?) Tout l'objet était de convaincre un public inquiet, sans guère de preuves à l'appui, que dans un « bout filtre » divers déflecteurs et autres barrières semblables neutraliseraient les goudrons meurtriers de la fumée. Dans les années 1930, 1940 et 1950, des centaines de dispositifs différents de filtres pour cigarettes furent brevetés, ce qui conduisit à s'interroger sur la procédure de validation des brevets. Les filtres les plus répandus utilisaient de

l'acétate de cellulose pour le matériau fibreux de « tirage », ou de « filtrage », mais ils furent aussi confectionnés en papier crépon, en laine, en liège, en coton, en matière plastique (acétate de cellulose) et en fibres de toutes sortes, telles que le nylon, le dacron, le polyester, la fibre de verre et... l'amiante crocidolite.

Oui, l'*amiante*. Cette fibre minérale mortelle était l'ingrédient secret du filtre Micronite™ des Kent, produit et vendu à des millions d'Américains entre 1952 et 1956. On estime que 15 milliards de cigarettes ont été fumées à travers ce filtre en « amiante bleu », ce qui concerne au moins 4 millions de fumeurs. La compagnie comprit assez tôt que des fragments de fibre pouvaient s'échapper de l'extrémité du filtre^[509]. Les concurrents de Lorillard tirèrent même le signal d'alarme, sans trop de conviction : en 1953, une publicité de Liggett & Myers laissa entendre que l'emploi d'un filtre « minéral » était dangereux, incitant John H. Heller, éminent biophysicien de l'université Yale, à écrire à la compagnie pour demander ce qu'elle entendait au juste en se vantant de recourir au « non minéral ». La réponse de Liggett précisait que l'utilisation de minéraux tels que l'amiante ou le verre dans un filtre « exposait le fumeur au risque d'aspirer de la poussière provenant du minéral utilisé », débouchant potentiellement sur des « maladies de l'ordre des pneumoconioses, comme la silicose, l'asbestose, etc. »^[510].

Comme si ce n'était pas déjà assez grave, des centaines et peut-être des milliers d'ouvriers qui travaillaient chez Lorillard y furent exposés. Dans les usines qui produisaient ces filtres, les niveaux de poussières d'amiante étaient si élevés que beaucoup d'hommes tombèrent malades et décédèrent de cancers du poumon ou de mésothéliomes. C'étaient de véritables usines de mort, où succombait un pourcentage d'employés plus grand que dans toute autre usine où l'on manipulait de l'amiante^[511]. En 1956, la compagnie Lorillard cessa enfin d'ajouter ces filtres amiantés à ses cigarettes ; elle opéra ce changement discrètement, sans en aviser quiconque. Les stocks de cigarettes ne furent quant à eux pas retirés du

commerce. Les détaillants continuèrent à les vendre jusqu'à épuisement.

Les rares paquets qui ont échappé à la consommation sont désormais des articles de collection et atteignent des centaines de dollars sur des sites d'enchères comme eBay. Des chercheurs les dissèquent pour étudier les effets sur la santé de telles cigarettes. De son côté, l'industrie a mené ses études dès les années 1950, et c'est peut-être bien pour cela que le directeur de la recherche de Lorillard, Alexander W. Spears III, est mort de mésothéliome, maladie lente qui se rencontre presque exclusivement chez les individus exposés à l'amiante. Spears mourut de cette maladie qui attaque les poumons en 2001, sept ans après avoir témoigné devant le Congrès que fumer ne comportait aucun risque connu pour la santé.

Les scientifiques de Lorillard savaient, eux, que l'amiante induisait un risque pour la santé, mais ils ne se sont guère souciés des poussières qui pénétraient dans les tissus pulmonaires des fumeurs. Le 13 novembre 1951, Harris B. Parmele écrivit à son vice-président exécutif, Robert M. Ganger, pour lui assurer, en se fondant sur des mesures de la force de tirage requise pour fumer ce type de cigarettes, que des particules d'amiante ne pouvaient se retrouver dans la fumée des Kent. L'un des motifs d'inquiétude était que les fumeurs ne puissent tirer très fort sur un filtre très dense. Et Parmele de faire remarquer ce qui était déjà connu : ils tiraient effectivement fort sur ce type de cigarettes « pour compenser [!] la forte proportion de fumée supprimée par le filtre^[512] ».

Nous reviendrons sur cette question de la *compensation*, car il s'agit de la raison principale pour laquelle les cigarettes à « faible teneur en goudron » ne sont pas moins dangereuses que les autres. Il convient néanmoins de souligner ici que Lorillard a envisagé d'utiliser le matériau de son filtre Micronite pour produire des masques chirurgicaux, et d'en vanter les mérites dans des publicités pour sa cigarette. Le projet consistait à annoncer l'existence de ces masques une fois seulement qu'on se serait assuré que des poussières d'amiante ne se fraieraient pas un chemin jusque dans les poumons des chirurgiens^[513]. Aucune précaution

de cet ordre ne fut prise avant la mise sur le marché des Kent.

« Plus pur que l'air qu'on respire »

Dans les années 1950, les fumeurs se ruèrent donc sur les filtres, croyant que ceux-ci leur procureraient une authentique sécurité. On donna à ces stratagèmes des noms hauts en couleur, à tonalité apparemment scientifique, comme *millicell*, *selectrate* et *alpha cellulose*. On vendait des cigarettes équipées de filtres « doubles », « à chambres », « granulés » et à « trame épaisse ». D'autres arboraient des appellations fantaisistes : les filtres étaient équipés de « pièges à gaz » ou de « zones de sécurité » d'une sorte ou d'une autre. Les cigarettes New Vision avaient un filtre « triphasé », les Belair de Brown & Williamson un filtre « encastré ». Philip Morris vendait des filtres « cannelés ». Le filtre « spiralé » des Old Gold de Lorillard était censé imprimer un mouvement « tournoyant » à la fumée et la « refroidir », les Parliament de Philip Morris étaient dotées d'un filtre « en étoile », les Reynolds d'un filtre « multijet », les Canadian d'un filtre « percolateur » – et ainsi de suite. Les fumeurs achetaient ces produits en pensant que les composants chimiques néfastes en étaient éliminés, et l'industrie ne faisait rien pour les détromper en dissipant cette illusion. Bien au contraire.

Ainsi, les filtres au charbon des Lark (Liggett & Myers) étaient comparés aux appareils d'épuration d'eau et aux systèmes de filtrage de l'air utilisés dans les hôpitaux, les vaisseaux spatiaux et les sous-marins nucléaires. Le filtre alpha-cellulose des L & M était un « produit miracle », « tout à fait recommandé par les médecins ». Il était totalement « pur et inoffensif pour la santé ». Les Viceroy de Brown & Williamson offraient une « protection santé double action » grâce à leur filtre Estron « Health Guard » [garde-santé]. Et les Kentucky Kings (de la même compagnie) furent dotées en 1960 d'un filtre « tout tabac » afin de

« combler le fossé entre cigarettes ordinaires et marques à filtre artificiel »^[514].

Cette dernière affirmation est intéressante, car les fabricants de cigarettes savaient alors que le tabac opérait à lui seul un filtrage tout aussi bon, ou tout aussi mauvais, que n'importe quoi d'autre. Dès 1935, dans un rapport d'évaluation de l'acétate de cellulose comme matériau filtrant, des chercheurs d'American Tobacco avaient conclu qu'avec ces filtres le contenu en nicotine de la fumée était « pratiquement identique à celui des cigarettes ordinaires ». En d'autres termes, les dispositifs de filtrage spéciaux n'étaient pas plus efficaces que l'action du tabac proprement dit. On retrouve régulièrement des observations similaires dans les archives de l'industrie, où ces filtres étaient souvent qualifiés de « truquages ». En 1946, un autre rapport d'American Tobacco en commentait l'utilisation, « en réalité sans aucun avantage en ce qui concerne la filtration », concluant que « le tabac [était] un meilleur agent filtrant ». C'est pourquoi on conseillait souvent aux fumeurs de ne fumer les cigarettes qu'à moitié, car la partie non fumée piégerait une bonne partie des poisons de la première moitié. En somme, le tabac constituait en soi « un excellent filtre »^[515].

Ce paysage permet de comprendre pourquoi le géant American Tobacco Company, équipé des laboratoires les plus sophistiqués du monde, refusa d'investir massivement dans les filtres avant 1963. (En conséquence de quoi la compagnie subit de cuisantes pertes de parts de marché, dont elle ne s'est jamais véritablement remise.) Ceux qui produisaient des cigarettes filtres le faisaient principalement parce qu'ils savaient que les gens les achèteraient. Mais les filtres ne procuraient qu'une illusion de sécurité. L'ère des affirmations médicales explicites – niant la dangerosité du tabac – était révolue. Du coup, le discours publicitaire implicite vantait la technologie de l'âge atomique, censée procurer une tranquillité d'esprit grâce aux progrès scientifiques accomplis sur les filtres. Harris B. Parmele, chez Lorillard, s'évertuait à

démontrer que « l'air qu'on respire en fumant une Kent est bien plus pur que celui qu'on respire dans une ville américaine moyenne »^[516].

Toujours habile, l'industrie délégua une partie de ce battage publicitaire au public lui-même. En 1955, Brown & Williamson sponsorisa un concours, doté de 50 000 dollars de prix^[121], destiné à des étudiants invités à proposer des noms pour le nouveau filtre des Viceroy, en attente d'appellation. Des milliers de propositions affluèrent, émanant d'universités de tous les États-Unis. Dix Ford Thunderbird flambant neuves et un nombre équivalent de télévisions couleur RCA Victor furent offertes en récompense, ainsi que 40 chaînes stéréo Columbia « 360 » en guise de deuxièmes prix. Le concours attira l'attention espérée : 99 journaux étudiants couvrirent l'événement, générant 712 colonnes de « publicité » rédactionnelle, sans compter la vaste couverture par les radios et la télévision^[517]. À l'époque, les étudiants constituaient une cible de marketing de premier plan, et les publicités s'étaient fréquemment dans leurs journaux et leurs magazines.

Les compagnies se préoccupèrent de louer aussi les vertus d'autres genres de filtre. En 1971, l'American Tobacco Company offrit aux fumeurs l'opportunité d'acheter à petit prix un filtre à eau de la marque Tareyton, dans le cadre de son « combat pour une eau plus pure et ayant meilleur goût » - campagne relayée par maints journaux qui considéraient ce filtre à eau comme une méthode de lutte contre la pollution. Il suffisait aux fumeurs d'envoyer 5 dollars accompagnés de deux enveloppes intérieures de paquets de cigarettes Tareyton. Au passage, l'annonce vantait le filtre de cette cigarette, à base de charbon actif, un « matériau qui opérait sa magie noire » après avoir démontré son utilité « dans les masques à gaz de la Première Guerre mondiale ». La cigarette Tareyton récolta ainsi beaucoup de publicité gratuite.

Les cigarettiers confectionnaient parfois leurs propres filtres, mais le processus était plus souvent sous-traité à des fabricants de produits chimiques. Peu après la Seconde Guerre mondiale, Hoechst Celanese

fabriquait des filtres en acétate de cellulose et en fut vite l'un des principaux manufacturiers, l'autre étant Tennessee Eastman, une division d'Eastman Kodak. Ces filtres devaient représenter une part importante du chiffre d'affaires de Kodak, bien que personne ne semble avoir mené de recherches sur ce que le géant de la photo pensait de son apport au secteur de la cigarette. (Eastman Kodak ne prit aucune part à la conspiration et ne fut donc pas la cible des procédures intentées contre Big Tobacco, ce qui signifie aussi que nous n'avons pas accès à ses documents internes.)

Si les compagnies affectionnaient les filtres à base de fibres, c'est parce que celles-ci étaient faciles à produire et qu'on pouvait y introduire diverses sortes d'additifs. Les fibres peuvent être disposées de manière aussi serrée ou espacée qu'on le souhaite, ce qui permet d'arrêter la quantité voulue de fumée. Trop serré, toutefois, un filtre ne permettrait pas au fumeur d'obtenir « satisfaction », et c'est pourquoi on desserra la trame de bon nombre des filtres apparus au cours des années 1950. L'industrie développa des techniques élaborées pour mesurer la « puissance » de filtration, notamment grâce à une sorte de baromètre qui indiquait la force de succion nécessaire à l'obtention du degré de « saveur » et de « satisfaction » requis – en d'autres termes, la quantité de goudron et de nicotine. La manipulation de la densité des fibres permit aux fabricants de contrôler le débit de pénétration de la fumée dans la bouche et les poumons pour une force de succion donnée (l'« aspiration »).

À mesure que le « péril sanitaire » se profilait, l'industrie du filtre explosait. Ainsi, en 1950, près d'un centième des cigarettes fumées aux États-Unis possédaient un filtre ; à la fin de la décennie, c'était une sur deux. Ce bond était stimulé par des publicités astucieuses, mais aussi par le soutien gracieux des médias. En 1953, le *Reader's Digest* publia un reportage sur des études de l'American Medical Association, montrant que le filtre Micronite des Kent éliminait davantage de goudron et de

nicotine que les filtres à base de coton et de papier, ou que le tabac seul. En 1957, le même magazine affirmait que les Kent étaient dotées d'un « bout filtre qui filtrait vraiment »⁽⁵¹⁸⁾. Dopées par cette forme de publicité gratuite (et trompeuse), les ventes de la marque phare de Lorillard décollèrent en flèche : 495 millions d'unités seulement en 1952, 3 milliards en 1953, 14 milliards en 1957 et 36 milliards en 1958 (en 90 jours seulement, les ventes enflèrent de 300 millions à 3 milliards d'unités par mois). On peut mettre au crédit du *Reader's Digest* d'avoir sonné l'alarme sur les méfaits du tabac, mais ce soutien ponctuel eut des effets malencontreux : ce sont des milliards de cigarettes infestées d'amiante qui ont ainsi été fumées⁽⁵¹⁹⁾.

Une impossibilité thermodynamique

Sur chaque paquet de Kent figurait la mention : « C'est scientifique : le filtre le plus efficace jamais inventé pour débarrasser la fumée de cigarette de ses impuretés. » Et sur ce terrain, toutes les autres compagnies rejoignaient Lorillard. Certaines cigarettes portaient même des noms évocateurs de bienfaits pour la santé : les King Sano (US Tobacco Company), par exemple, étaient censées suggérer la pureté, mais leur teneur en nicotine se révéla si faible que la marque finit par déposer son bilan⁽⁵²⁰⁾. L'histoire de la cigarette est ainsi émaillée de marques qui ne surent pas maintenir un taux d'alcaloïde assez élevé pour assurer une « satisfaction » suffisante. Aujourd'hui, qui a entendu parler des Cubeb, fabriquées à partir de feuilles de « cubèbe », ou poivre de Java (dans la première moitié du xx^e siècle), ou des Vanguard, faites de barbes de maïs et de betterave à sucre (dans les années 1950) ? Qui se souvient des Bravo, que leur publicité présentait en 1966 comme « une avancée majeure vers un tabac moins dangereux [...] absolument sans nicotine » ? (En 1971, les Bravo fabriquées à partir de feuilles de laitue, aux États-

Unis, ne représentaient même pas une cigarette sur cent mille vendues.) Des marques à faible teneur en nicotine comme les Next (Philip Morris, 1989) et les Quest (Vector, 2003) n'ont jamais vraiment percé sur le plan commercial, en dépit de gros budgets publicitaires. Il y a une raison bien précise pour laquelle les gens fument... Aussi les cigarettes sans nicotine se vendirent-elles à peu près aussi bien que le rhum sans alcool ou que les armes à feu qui tirent des boulettes en papier^[521].

Certes, les fabricants auraient eu du mal à dire exactement ce que ces « filtres » étaient censés filtrer. On laissait entendre qu'on bloquait des agents chimiques dangereux, mais on fournissait rarement des précisions à ce sujet. Ces prétentions éveillèrent les soupçons des comités de surveillance parlementaires. En 1957, le Congrès américain engagea une série d'auditions sous la conduite de John A. Blatnik, parlementaire démocrate du Minnesota, pour enquêter sur cette « publicité trompeuse et mensongère ». La commission présidée par Blatnik entendit une vaste série de témoignages (mais les dirigeants des sociétés de tabac refusèrent d'y prendre part) et conclut que les fabricants de cigarettes avaient « trompé le public américain avec leur publicité sur les cigarettes à bout filtre »^[522].

En fait, les filtres n'agissaient pas comme on se l'imaginait communément, c'est-à-dire en bloquant les émanations nocives et en laissant passer celles prétendues bénéfiques. En soi, la filtration n'a rien de sorcier : si l'on cherche simplement à empêcher certaines substances de pénétrer dans les poumons, n'importe quel obstacle dressé sur le chemin de la fumée suffira. Dès les années 1950, la technologie du masque de protection respiratoire était déjà développée, et elle permettait d'expurger *toute* la fumée de l'air inhalé, pourvu qu'on veuille bien porter un appareil assez volumineux. On aurait même pu y planter le bout de sa cigarette et la filtrer en totalité, mais du coup, on n'aurait pas vraiment fumé, on se serait borné à tirer sur un cylindre de papier sans aucun effet.

Car fumer véritablement implique que quelque chose franchisse le filtre. Mais quoi ? De la fumée purifiée ? Mais purifiée de quoi ? Quelle est la partie « propre » de la fumée ? Dans les années 1950, on commençait à comprendre un peu plus clairement que toute fumée était toxique et qu'il n'existait pas de « fumée propre ». Celle de la cigarette, ce n'est au fond que du goudron, de la nicotine et des gaz tels que le cyanure d'hydrogène et le monoxyde de carbone. Retirez ces composants, et il ne restera plus grand-chose. Et personne ne semblait apprécier l'idée d'inhaler des vapeurs vides de contenu. Bien plus tard, dans les années 1980 et 1990, on explorerait la « vapeur nicotinisée » à travers des produits radicalement innovants (les cigarettes Premier et Eclipse de Reynolds, deux échecs) et, aujourd'hui, à travers les cigarettes électroniques.

L'autre difficulté, étroitement liée à la première, ou plutôt la même difficulté exposée d'une autre manière, c'est que les filtres n'ont jamais été très sélectifs. Cette prise de conscience dérangeante se forma dès les années 1930 au niveau des plus hautes sphères de l'establishment cigarettier. En 1932, Hiram Hanmer, le tout-puissant directeur de la recherche d'American Tobacco, écrit à l'un de ses supérieurs que si l'on pouvait élaborer un filtre « capable d'absorber n'importe quelle quantité voulue de composants de la fumée », ce n'était pas réalisable « sans qu'une altération sensible de caractère et de saveur ne soit décelée par le fumeur habitué, dont le jugement serait probablement sans appel ». Hanmer livrait par là même la clef de toute l'arnaque du filtre, toutes marques confondues : l'inconvénient, notait-il, c'est qu'on ne peut produire de filtres qui « absorbent soit sélectivement soit proportionnellement », sans que la sensation retirée soit « déséquilibrée et insatisfaisante ». En 1958, Philip Morris eut une manière plus brutale de formuler le problème : la filtration sélective des particules relevait pour le moins d'une « impossibilité thermodynamique ». La difficulté était que les substances cancérigènes se trouvaient dans toutes les parties de la

fumée : il n'y avait pas de « partie propre ». Dès 1961, Helmut Wakeham, son directeur de la recherche, confia explicitement à ses supérieurs que « des agents cancérigènes se trouv[ai]ent dans pratiquement toutes les catégories de composants de la fumée »^{523}.

Ce petit secret dérangeant – le fait qu'en réalité les filtres ne filtraient rien – ne fut pas divulgué aux chercheurs extérieurs à l'industrie, même si certains des détracteurs les plus sévères du secteur avaient pu aboutir à la même conclusion. Dès 1939, le grand Angel H. Roffo soulignait que « le goudron [allait] partout où [allait] la fumée » et qu'il était « très naïf » (*una gran simplicidad*) de croire que la filtration pût annihiler ses pouvoirs cancérigènes. Le rapport 1953 de l'American Medical Association sur les filtres aboutissait à des conclusions similaires, relevant que la filtration du charbon n'était pas réduite lorsque lesdits filtres étaient remplacés par une section de tabac équivalente. En évoquant ce rapport, le magazine professionnel *Advertising Age* conclut que les « filtres ne filtraient pas grand-chose » et que celui en fibre d'amiante des Kent avait en réalité été « desserré » à l'été et à l'automne 1952 afin de rendre le tirage plus aisé^{524} – ce qui facilita au passage l'inhalation de fibres minérales.

En résumé, les « filtres » ne sont pas réellement des filtres, au sens un tant soit peu honnête du terme. Les toxines s'y accumulent, puis se revolatilisent à mesure que la cigarette se consume. Les cigarettes filtres ne sont en réalité pas différentes des cigarettes « sans filtre » dont le cordon de tabac, plus (ou moins) dense, complique ou facilite l'obtention de la « satisfaction ». Mais peu importe en réalité que l'extrémité soit composée de tabac ordinaire ou d'un substitut fibreux ou plastique (comme dans toutes les cigarettes modernes). Les filtres empêchent le fumeur de fumer son cylindre au-delà d'un certain point, mais il ne s'agit pas de « filtration ».

Les « filtres » sont des gadgets, purement et simplement. Les fabricants de tabac l'ont compris dès les années 1930, mais le public n'en a jamais été informé, hormis dans les rares circonstances où la publicité

pour les cigarettes extralongues vantait leur « capacité de filtrage » en la rapportant uniquement à leur plus grande longueur. Au milieu des années 1940, Axton-Fisher fit la publicité d'une cigarette (la Fleetwood Imperial) censée assurer un « supplément de filtration » en générant une fumée « filtrée par une plus grande épaisseur de tabac » – pourvu, évidemment (avertissait la publicité), que vous ne la fumiez pas plus près du mégot qu'une « cigarette de taille traditionnelle »⁽⁵²⁵⁾. Des affirmations similaires furent avancées en faveur de marques *king size* comme les Pall Mall, dont American Tobacco prétendait alors qu'elles procuraient un surcroît de protection pour la santé parce qu'elles « impos[ai]ent à la fumée un circuit plus long » jusqu'à la gorge (« le bon tabac est le meilleur des filtres »). Cela paraît étrange, aujourd'hui, mais le passage à la taille *king size* fut l'un des tout premiers moyens qu'employa l'industrie pour censément fabriquer une « cigarette moins dangereuse » – prétention qui ne recelait pas plus de vérité que ce qu'on prétendait au sujet des cigarettes légères, douces, mentholées, « slims », naturelles ou que tous les autres gadgets auxquels on a eu recours.

Tout est bon, pur et naturel

Si les filtres étaient (et demeurent) une escroquerie, rien de tout cela n'empêchait les gens, y compris le public au sens large, d'imaginer des procédés créatifs pour renouveler et améliorer leur conception. L'espoir fait vivre, tout comme la sottise. Les archives de Big Tobacco sont remplies de lettres de fumeurs ordinaires annonçant leurs « découvertes décisives » dans un domaine ou un autre, et offrant le plus souvent de partager leur invention moyennant finance. American Tobacco Company reçut tant de courrier de cette espèce que l'entreprise ouvrit un dossier intitulé « Relations publiques, suggestions, systèmes de filtres » dès le début des années 1930. Les gens écrivaient pour proposer d'ajouter au

tabac de l'iode ou de la benzédrine, un « suppresseur de monoxyde de carbone », ou des composants conçus pour éliminer la menace de cancer ou pour soigner telle ou telle maladie^{526}.

La demande s'envolait, la concurrence s'aiguissait, et les innovations s'enchaînaient, avec à peu près le même effet sur la santé des individus que les ailerons sur la performance des voitures. L'acétate de cellulose devint la norme (le produit était bon marché), mais on explora d'innombrables matériaux, ainsi qu'un nombre incalculable de variations de l'agencement du filtre. On créa des filtres à sillons, plissés ou perforés, et même à fût simple ou double de divers types. Les filtres associaient parfois le papier et l'acétate de cellulose (« double filtration »), mais les combinaisons contrecollées et en nid-d'abeilles étaient aussi très courantes. Lorillard testa un « filtre Aqua », et en 1959 Philip Morris essaya d'introduire des spores fongiques dans un filtre avec l'espoir que les filaments ainsi créés pussent avoir un effet bénéfique. Tout aussi étonnant : un brevet de 1964 proposait l'emploi d'un filtre doté de « granules de fromage partiellement séchés », de préférence du parmesan, de l'emmental ou du pecorino. On ne ménagea pas les efforts pour trouver des noms à ces dispositifs : en 1964, les publicitaires d'American Tobacco proposèrent plus de vingt noms différents pour le filtre qui devait accompagner sa nouvelle marque, la Durham-L (Fortifilter, Twinfilter, Triple Action Filter, etc.)^{527}. Des sobriquets fantaisistes contribuèrent à donner le change.

Dans les années 1960 apparut l'un des plus grands espoirs, le filtre à *charbon actif*. Le charbon était déjà réputé pour sa faculté d'attirer et d'agglomérer diverses sortes de molécules organiques et l'on espérait que le carbone pourrait contribuer à retenir une partie des substances nocives émanant de la fumée ; des centaines de systèmes différents furent brevetés, sans qu'aucun attestât un quelconque bénéfice pour la santé^{528}. Ces filtres au charbon ne se répandirent qu'au Japon où, à l'inverse d'autres régions du monde, leur goût si caractéristique finit par

être apprécié et par devenir la norme, tout au moins chez les fumeurs de cigarettes non mentholées.

Plusieurs compagnies de cigarettes caressèrent l'idée d'utiliser des filtres pour libérer des arômes et apporter des remèdes de toutes sortes. Elles y incorporèrent des agents aromatisants comme la coumarine (au goût de vanille) et le menthol, ou des agents oxydants comme le dioxyde de manganèse (favorisant des réactions d'oxydo-réduction des composés organiques et des toxines de la fumée du tabac). L'industrie explora les filtres à la nicotine – autrement dit, les filtres conçus pour *libérer* de la nicotine – afin de développer des fumées à faible teneur en goudron mais conservant assez de puissance pour que les fumeurs restent « accros ». En 1969, Philip Morris fit breveter un filtre contenant du noir de carbone (!) imprégné de nicotine. Des milliers de brevets furent accordés à des inventions souvent high-tech et compliquées (*cf.* illustration 31).

Tout cela n'était que poudre aux yeux. Une séance de *brainstorming* chez Lorillard, en 1976, illustre bien ce qui se tramait sans relâche :

Et si nous proposons les Old Gold avec un nouveau filtre au bicarbonate de soude ? C'est un peu fou, mais moi, la première fois que j'en ai entendu parler, je trouvais que les filtres au charbon faisaient un peu sale et n'étaient guère appétissants.

Nous ne savons pas quel effet aurait un léger saupoudrage de bicarbonate de soude sur le matériau du filtre, mais ce que nous savons, c'est que des millions de consommateurs pourraient *imaginer* qu'il y en a un. Le bicarbonate de soude est associé à tout ce qui est bon, pur et naturel – et il est compatible avec l'administration par voie orale. Finalement, on s'en sert partout, de la cuisson des biscuits au brossage des dents^{529}.

La réalité était plus sombre : avec ou sans filtre, pas de différence dans la fumée qui arrivait dans la bouche. En 1962, des chercheurs du Roswell

Park Memorial Institute de Buffalo, dans l'État de New York, démontrèrent que des extraits de goudron de fumée de cigarette filtre provoquaient des cancers chez des souris de laboratoire⁽⁵³⁰⁾. Cela éveilla à peine l'attention des responsables de la santé publique et des chercheurs du tabac qui, à l'époque, avaient d'ores et déjà compris la nature du « problème ». Et la seule conséquence notable fut que le chercheur responsable de l'étude, Fred G. Bock, rencontra désormais des difficultés à réunir des financements en provenance de l'industrie, étant donné sa propension à admettre la réalité du danger.

À la poursuite du remède miracle

Dans les années 1950 et 1960, on fondait de grands espoirs sur la science : un Einstein de la conception des cigarettes allait bien parvenir à inventer un filtre miracle qui éliminerait les éléments nocifs de la fumée tout en laissant passer les bons ! Des espoirs de « formule magique », de « remède miracle », inspirés par les exemples de la pénicilline et des pesticides issus de la pétrochimie, ou par les découvertes des ingénieurs militaires durant la Seconde Guerre mondiale. Les fusées, la puissance de l'atome tout récemment maîtrisée, le moteur à réaction, le radar, les diagnostics médicaux, les vaccins, les antibiotiques... tout progressait. Alors pourquoi pas les cigarettes ? La technologie viendrait à la rescousse. En avril 1968, le magazine de vulgarisation *Science & Mechanics* fit encore l'éloge d'un nouvel additif du tabac, le chemosol, mélange d'acide citrique et d'oxyde de deutérium, susceptible d'ouvrir une nouvelle ère, celle de la cigarette non cancérogène :

La violente controverse relative aux effets du tabac sur la santé promet de s'achever bientôt. Notre magazine a appris en exclusivité l'existence d'un nouveau composant chimique supprimant tous les risques pour les

fumeurs de cigarettes, de cigares et de pipe. Il vient d'être mis au point après deux ans d'intenses expérimentations. Il n'y avait encore jamais rien eu de comparable dans l'histoire de la recherche scientifique sur le tabac. [...]

Associant le tabac additionné de chemosol à un filtre à charbon actif, le nec plus ultra en matière de sécurité est désormais à la portée du consommateur. Il suffit que le produit soit fabriqué et commercialisé. Rien qu'aux États-Unis, 90 millions de fumeurs – et des millions d'autres d'un bout à l'autre de la planète – seront à même de fumer sans rien perdre de l'arôme du tabac. Et sans aucune crainte^[531].

Science & Mechanics n'avait décidément pas compris qu'il était difficile – voire impossible – de concevoir un filtre qui supprime le benzopyrène, les phénols ou les aldéhydes et ne conserve qu'une « fumée pure et saine ».

Rappelons une fois encore que la cigarette proprement dite n'est pas seulement composée de feuille de tabac hachée enveloppée de papier et obturée par un filtre. Les feuilles de tabac séchées et hachées ne constituent que les deux tiers environ de la masse d'une cigarette ordinaire, le reste étant formé d'agents de saveur, d'agents de texture, d'humectants et de tabac reconstitué, dénommé *recon* ou G-7 (pouvant représenter jusqu'à 30 % de la masse), ainsi que de sucres divers et d'accélérateurs de combustion – plus le filtre, le papier, les encres d'impression et les colles maintenant le tout. Les agents de saveur – notamment un anesthésique comme le menthol et divers composés aromatiques – sont une partie non négligeable de l'ensemble : en règle générale, autour de 4 %^[532]. La combustion transforme tout cela en une décoction chimiodynamique complexe qui se métamorphose tandis qu'une fumée chaude, fraîchement produite, est aspirée à travers la portion du cylindre demeurée intacte. Cette ébullition et/ou combustion transforme également le reste de la « garniture » en milliers de molécules

chimiques différentes, certaines éphémères, d'autres plus durables. Une partie de cette charge humide, gazeuse, à moitié consommée est ensuite relâchée dans la bouche – la nicotine est une molécule de petite taille qui migre aisément à travers les couches muqueuses fines –, mais la plus grosse partie progresse vers les catacombes des poumons. Là, le goudron se vaporise sur les cellules qui tapissent les alvéoles. Le plus gros de ce résidu est retenu dans les poumons, qui tiennent lieu de « filtres » plus efficaces que ceux des cigarettes. Dans les années 1950, en Allemagne, le toxicologue et oncologue Hermann Druckrey avait montré que le thorax conservait l'essentiel de cette fumée, le phénomène étant attesté par une fluorescence réduite après son passage par les poumons.

Selon certains tests, les filtres réduisaient le goudron et la nicotine inhalés, mais seulement si l'« aspiration » provoquée par la succion était maintenue à un niveau constant (ce qui recouvre un fort degré d'incertitude). On peut faire en sorte que les cigarettes libèrent des niveaux aussi bas qu'on voudra de goudrons et de nicotine, en resserrant le filtre – en densifiant ses composants –, mais les compagnies s'aperçurent rapidement que les fumeurs n'achetaient pas les cigarettes sur lesquelles ils devaient tirer trop fort pour obtenir « satisfaction ». Alors les questions devinrent : 1/ Comment réduire des débits mesurés par la machine sans densifier ces filtres au point que les gens soient obligés de tirer dessus comme des pompiers ? 2/ Comment diminuer autant que possible les goudrons tout en maintenant une teneur en nicotine élevée ? *Exit* le cancer, mais pas la dépendance (la « satisfaction ») ! En 1958, un scientifique de Philip Morris écrivit à son directeur de recherche que, « puisque s'accumul[ai]ent les preuves [...] du fait que la forte consommation de cigarettes contribu[ait] au cancer du poumon », la compagnie devait explorer un « aérosol entièrement synthétique pour remplacer la fumée de tabac ». Ce type d'aérosol contiendrait de la nicotine, mais « pas de goudrons de tabac ». On

explora aussi la conception de filtres qui bloqueraient certaines particules tout en permettant « la migration de la nicotine à travers la surface du filtre, avant réintégration dans la fumée primaire »^{533}. Nombre d'autres techniques furent utilisées – y compris celles du génie génétique – pour créer des cigarettes pauvres en goudron mais à « impact fort » (c'est-à-dire à haut niveau de nicotine).

Dans les années 1980, par exemple, Brown & Williamson collabora avec une firme de biotechnologie de Californie, DNA Plant Technology, au développement d'une souche de plants de tabac génétiquement modifiés contenant deux fois plus de nicotine que les plants ordinaires. Sous le nom de code Y-1, ces plants furent cultivés clandestinement au Brésil, loin des regards inquisiteurs des autorités américaines de la santé publique. Les fermiers locaux appelèrent ce tabac *fumo louco* – tabac fou –, en raison de la grande taille de ses feuilles et de sa forte teneur en alcaloïde. Par la suite, Brown & Williamson nia avoir cultivé de tels plants, et connut toutes sortes de déboires lorsqu'on exhuma des documents montrant que, dès 1990, la compagnie en détenait 2 000 tonnes, prêtes à être testées par le consommateur. Le directeur de la Food and Drug Administration, David Kessler, et son équipe découvrirent le stratagème au milieu des années 1990, incitant les procureurs fédéraux à inculper le fournisseur de la compagnie, DNA Plant Technology, pour avoir conspiré à expédier en contrebande des graines de tabac hors des États-Unis. Ce scandale contribua aussi à convaincre les autorités fédérales que les fabricants de cigarettes manipulaient le contenu en nicotine du tabac afin d'entretenir la dépendance des fumeurs^{534}.

Le système Y-1, à forte concentration en nicotine, s'est attiré des reproches largement justifiés, mais Brown & Williamson n'est certainement pas la seule compagnie à avoir tenté de mettre au point des tabacs avec un meilleur ratio goudrons/nicotine. Fumer moins pour obtenir un niveau donné de « satisfaction » revient à inhaler moins de

goudron par dose unitaire de nicotine. Certes, il existe d'autres manières de considérer la chose : les cigarettes à indice de nicotine élevé laissent aux compagnies la latitude d'insérer moins de tabac dans une cigarette pour procurer le même niveau de « satisfaction », économisant ainsi sur les coûts de fabrication. On peut aussi le formuler de façon moins charitable : les fumeurs finiraient par moins fumer, mais seraient maintenus dans leur dépendance. Pour toutes ces raisons, parvenir à augmenter la proportion de nicotine devint une priorité de la recherche industrielle dans les années 1970 et 1980, période durant laquelle ces entreprises se perçurent manifestement comme des fabricants de drogues, en proposant la nicotine aux fumeurs « sous une forme attractive et utile »^[535].

Fraude sur fraude

Les industriels allaient rencontrer un écueil : les gens appréciaient peu les cigarettes fortement nicotinisées. En 1965, une étude des laboratoires de British American Tobacco à Southampton montra que, s'il n'est pas difficile d'augmenter la « nicotine extractible » dans les cigarettes, les participants qui fument ces variantes « répugnent à dépasser un certain seuil, une barrière, d'environ 1 mg de “nicotine extractible” ». Le projet Kick de Philip Morris (lancer une marque à fort indice de nicotine pour l'Europe) échoua parce que les tests sur des panels de consommateurs démontrèrent que ce produit « écoeurait » les fumeurs. Cet alcaloïde qu'est la nicotine est de fait une drogue puissante, et les dosages supérieurs à un certain niveau – surtout quand on les inhale – sont difficilement tolérés, et peu savoureux. Fumée isolément, la nicotine présente des « notes d'arôme » semblables à celles du caoutchouc brûlé : une « odeur infecte de caoutchouc pourri », comme le décrit un document de Reynolds^[536]. C'est l'une des raisons pour lesquelles les cigarettes ont été « gonflées » à l'aide de toutes sortes d'exhausteurs

d'arôme synthétiques. Cela explique aussi qu'il soit quasiment impossible de faire une « overdose » de cigarettes : on ne peut les enchaîner qu'à un certain rythme et, au-dessus d'une certaine dose, la nicotine inhalée devient très difficile à assimiler. On notera ici un contraste intéressant avec l'opium ou l'héroïne, avec lesquels l'overdose est très facile, surtout en injection. Si la nicotine était injectée ou ingérée au lieu d'être inhalée, les surdoses fatales seraient sans aucun doute beaucoup plus courantes. On observe une toxicité aiguë quand un bébé avale une cigarette (ce qui arrive plus souvent qu'on ne le croit)^{537}, lorsque des ouvriers des manufactures de tabac manipulent la feuille de manière inadaptée (« la maladie du tabac vert »), ou lors de concours de fumeurs (on songe ici aux soirées étudiantes). Mais rien à voir avec les méfaits du tabagisme ordinaire, autrement plus fréquents.

Pourtant les compagnies ne firent pas grand cas de cet échec de la filtration. Leur objectif véritable était de rassurer, et elles l'avaient atteint. Dès 1960, la moitié des cigarettes vendues aux États-Unis étaient munies de bouts « filtres », et ce pourcentage continuerait d'augmenter pendant les décennies suivantes, parallèlement à la menace sanitaire qui se confirmait. La concurrence se renforça aussi, poussant à des niveaux de goudron et de nicotine sans cesse plus bas, du moins quand on les mesurait sur les machines à fumer de l'industrie. Les Allemands avaient mis au point ces machines dans les années 1920, et des chercheurs travaillant pour l'American Tobacco Company les avaient perfectionnées dans les années 1930. À raison d'une fois par minute, elles aspiraient une bouffée de 35 millilitres deux secondes durant, « fumaient » la cigarette jusqu'à une longueur de mégot préréglée – elle était à l'origine de 30 mm, avant de passer à 23 mm. La nicotine était ensuite extraite de la fumée condensée (« le goudron ») et pesée, fournissant ainsi les « chiffres du goudron et de la nicotine »^{538}.

À l'intérieur des compagnies, certains savaient toutefois que les chiffres produits par de tels tests n'étaient pas des indicateurs fiables du volume

de fumée réellement inhalée. Les fumeurs tiraient sur leur cigarette avec plus ou moins d'intensité, libérant des quantités de goudron et de nicotine plus ou moins importantes. Le subterfuge durerait tant que les industriels refuseraient d'admettre cette réalité et se fixeraient sur les résultats (trompeurs) produits par les machines à fumer. C'est alors qu'une nouvelle opportunité se présenta : le brillant tour de passe-passe de la *ventilation*.

La supercherie de la ventilation

La ventilation consiste dans la perforation de minuscules événements autour de l'embout afin de diluer le flux de fumée. Nous avons vu qu'il n'y a pas tant de moyens que cela de réduire la quantité de goudron, de nicotine ou de gaz produite par une cigarette. Pour l'alcaloïde qu'est la nicotine, cela ne présente, soulignons-le, aucune difficulté : il est éliminable par simple trempage du tabac dans l'eau ou grâce à un traitement à la vapeur. En 1961, Philip Morris utilisait deux méthodes principales pour retirer de la nicotine : le procédé Rosenthal, qui la soumettait à une réaction « avec un composant gazeux comme le bromoéthane ou le chloroéthane », et une méthode maison « d'extraction sélective », permettant de réduire le dosage en nicotine d'un mélange de tabac à seulement 10 % de sa valeur originelle. Les cigarettes furent aussi modifiées parfois quand elles contenaient trop peu de nicotine. Ainsi, en 1978, Philip Morris retoucha ses Brunette Extra après qu'on eut constaté qu'un premier lot affichait une teneur en nicotine de « 20 % trop faible ». Le contenu en nicotine est facile à modifier, en jouant sur la composition du mélange de feuilles : par exemple, un mélange burley peut contenir 5,20 % de nicotine, tandis qu'un mélange oriental n'en contiendra que 0,86 % (mesure généralement effectuée jusqu'à deux décimales). Il peut aussi varier selon les conditions dans lesquelles les plants sont cultivés : un temps chaud et sec augmente

la teneur en nicotine, alors qu'une forte dose d'engrais tend à l'abaisser. La position sur la tige importe (les feuilles supérieures sont les plus puissantes), tout comme la date de la récolte, et ainsi de suite^[539]. Les fabricants ont compris de longue date que des cigarettes sans nicotine ne se vendraient pas, ils ont donc rarement consenti beaucoup d'efforts pour en abaisser la teneur au-dessous du seuil de « sevrage ». (La marque Next de Philip Morris constitue l'exception la plus notoire : expurgée de 97 % de sa nicotine, elle a été mise au point à la fin des années 1980, en recourant à une technologie par extraction de fluide supercritique, pour un coût d'environ 300 millions de dollars. Ce fut un fiasco monumental.)

En revanche, le goudron est une autre affaire. Nous avons déjà vu à quel point les remèdes étaient limités^[540]. Pour en réduire la teneur *mesurée*, on peut simplement insérer moins de tabac dans le tube de papier, accélérer la vitesse de combustion ou « boucher » la cigarette avec un « filtre » extradense – mais rien de tout cela ne fonctionne vraiment, si par « fonctionner » on entend abaisser la quantité réelle de saletés introduites dans les poumons. Les procédés de ce type se laissent facilement contourner, car les amateurs peuvent fumer une cigarette pauvre en goudron et en tirer une teneur en goudron élevée, tout simplement en inhalant plus profondément, ou en prenant de plus grosses bouffées, en la fumant plus près du mégot, en conservant la fumée plus longtemps, en en consommant davantage, et ainsi de suite. Les fabricants de tabac auraient assurément pu rendre leurs produits moins meurtriers en rehaussant le pH de la fumée au-dessus de 8, par exemple, ce qui aurait transformé les cigarettes en « petits cigares », mais pourquoi se donner tant de mal quand on pouvait faire *accroire* au consommateur qu'il avait accès à une cigarette plus sûre simplement en lui bricolant quelque filtre ?

Cela peut sembler négligeable, mais la ventilation constitue sans nul doute la principale supercherie des cigarettes modernes (par opposition au séchage de la feuille à l'air chaud, qui en constitue le principal défaut

de conception). Les cigarettes fortement ventilées produisent de faibles niveaux de goudron quand elles sont fumées par un robot, mais les humains sont capables, eux, de les fumer de telle sorte qu'elles produisent davantage de goudron et de nicotine – jusqu'à dix fois plus. En effet, à l'inverse des machines à fumer, la plupart des humains sont sujets à la dépendance et réclament un certain niveau de nicotine. Ils sont aussi capables de déjouer les procédés de ventilation utilisés – notamment en obstruant les micro-orifices –, ce qui leur permet d'en extraire des niveaux de goudron et de nicotine supérieurs à ceux mentionnés sur le paquet. La ventilation est la principale méthode par laquelle des cigarettes ont été rendues « légères » (idem pour les « ultralégères »). La première preuve publiée fit son apparition en 1980⁽⁵⁴¹⁾, mais la profession, qui savait déjà, n'en continua pas moins de vanter la sûreté de ces nouvelles variantes. C'est pourquoi la ventilation doit elle aussi être considérée comme une tromperie intégrée sciemment au produit. Les cigarettes ventilées – soit la quasi-totalité des cigarettes modernes – dupent les consommateurs sans méfiance, qui ignorent souvent que les cigarettes annoncées « à faible teneur en goudron » n'en sont pas moins mortelles.

La ventilation, également dénommée « dilution d'air » ou « dérivation », n'est en réalité pas une nouveauté. Les anciens fume-cigarette comportaient souvent des orifices latéraux pour « refroidir » la fumée ou la laisser « respirer ». Au XIX^e siècle déjà, l'idée avait une justification médicale : une théorie très répandue voulait que la chaleur de la fumée d'une pipe pût causer des cancers de la lèvre et de la gorge. Ces fume-cigarette perforés étaient censés refroidir la fumée et la rendre moins nocive. Dès la fin du XIX^e siècle, des brevets furent déposés pour confectionner des cigarettes comportant à leur extrémité de minuscules perforations, réputées améliorer la qualité de la combustion et prévenir la maladie⁽⁵⁴²⁾.

Jusque dans les années 1930, l'intérêt pour la ventilation était principalement lié à une question : *comment maintenir une cigarette*

allumée ? En 1933, des chercheurs de Lorillard établirent que le papier devait être poreux afin d'empêcher le module de s'éteindre entre les bouffées⁽⁵⁴³⁾. Maintenir la combustion était surtout une question de commodité, mais les méthodes employées – l'ajout d'agents d'oxydation, entre autres – accentuaient les risques d'incendie. Au plan mondial, cette « commodité » provoqua des centaines de milliers de décès par le feu.

(La « combustion humaine spontanée » est sans doute aussi largement un sous-produit de l'épidémie de la cigarette : vers la fin du XIX^e siècle, les récits d'individus périssant carbonisés sans cause apparente se multiplièrent, à une époque où les cigarettes devenaient à la mode. Les gens s'endormaient sans doute en fumant, peut-être sous l'emprise de l'alcool, et les graisses corporelles étaient capables d'alimenter les flammes assez longtemps pour que d'importantes parties du corps soient brûlées.)

Mais la ventilation fut aussi perçue comme une contribution à l'élimination de certaines substances toxiques de la fumée. Dans les années 1930, l'American Tobacco Company effectua une série d'expériences pour déterminer en quoi la porosité du papier influence la combustion du tabac et participe ainsi à l'élimination d'une partie des aldéhydes toxiques. Hiram Hanmer, qui se penchait sur toutes les possibilités, lui trouva une utilité supplémentaire : la « porosité accrue » du papier à cigarette modifié entraînait « une dilution de la fumée avec l'air ambiant » – de quoi adoucir un peu plus les Lucky Strike. Une bouffée ne contenait plus « une aussi grande concentration des composants usuels de la fumée », écrivait-il en 1933, sans être certain que la chose plût aux fumeurs dont les sensations risquaient d'être altérées.

Reynolds fut l'une des premières compagnies à se vanter d'utiliser des papiers poreux. Une campagne de publicité de 1959 affirmait que les Salem étaient dotées de cette caractéristique « révolutionnaire », de ce « papier à cigarette incroyable, en exclusivité ». La haute porosité permettait, disait-on, à la fumée de *respirer* et de refroidir, rendant

« chaque bouffée plus douce ». Les Salem furent créditées d'une « fraîcheur printanière » et on laissa entendre que l'air absorbé à travers un tel filtre était plus pur que l'air ordinaire^{544}. D'autres compagnies ne tardèrent pas à sauter dans le train en marche : en 1960, Lorillard vantait la « fraîcheur de brise océanique » que produisait le « papier superporeux Micropore » des Newport, et Liggett mettait en avant la « douceur aérienne » de sa Chesterfield King et sa « fumée plus fraîche, plus douce, légère », qui résultaient de son « papier poreux spécial ».

Mais le papier ne peut être rendu arbitrairement poreux sans que sa solidité soit compromise. C'est l'une des raisons pour lesquelles on rechercha d'autres méthodes permettant à l'air ambiant de « diluer » la fumée, y compris la ventilation au moyen de fentes minuscules pratiquées dans le filtre.

La ventilation par fentes connut des débuts assez innocents, tel un gadget parmi tant d'autres. La théorie était simple : de minuscules orifices pratiqués sur le pourtour de la tige permettaient à l'air ambiant de se mélanger au flux de fumée, réduisant ainsi les concentrations toxiques. Les premières versions datent du XIX^e siècle : en 1890, un brevet fut accordé à un inventeur de New York, un dénommé Edward M. Harris, pour un modèle de cigarette doté d'une centaine de microperforations réparties uniformément sur toute la surface du papier. Cette « enveloppe piquée ou perforée » visait, selon son concepteur, à « priver les cigarettes de leurs effets funestes et [à] les rendre inoffensives » en permettant à l'air frais de « se mêler à la fumée » lors de son passage dans le boudin de tabac. Harris mentionnait même la possible prévention du cancer et des maladies cardiaques^{545}.

Mais la ventilation ne fut réellement prise au sérieux que dans les années 1950 et 1960, quand les fabricants relancèrent un type spécifique de perforation destiné à réduire les teneurs affichées en goudron et nicotine – en sachant pertinemment cette fois que le procédé ne contribuerait que peu ou pas à réduire les risques. Diverses techniques

furent utilisées pour pratiquer ces incisions : en 1949, Philip Morris utilisait des décharges d'étincelles produites par une bobine Tesla^{546}. Mais la projection d'étincelles est une technique coûteuse, et Philip Morris adopta vite la méthode mécanique employée par l'Ecusta Paper Corporation. Les machines d'Ecusta étaient capables de pratiquer 800 orifices par pouce (2,54 cm) linéaire de cigarette, de la taille d'une minuscule piqûre d'aiguille rectangulaire (de 0,007 à 0,020 pouce – soit de 0,017 à 0,051 centimètre). On vit apparaître un certain nombre de machines produisant de telles fentes et, avant la fin des années 1950, plusieurs grands cigarettiers les utilisaient. En 1958, les Spud de Philip Morris comportaient des perforations près du filtre ; Lorillard avait sa marque à « air conditionné », les Spring. La décennie suivante vit naître d'autres marques ventilées, les Riviera d'American Tobacco, les Life de Brown & Williamson, les Alpine de Philip Morris et les Duke de Liggett & Myers.

Aucune d'elles ne fit grand bruit. Les fabricants britanniques tournèrent même le procédé en ridicule, en rappelant (dans des correspondances privées) qu'on avait déjà proposé cette idée quarante ans plus tôt dans une encyclopédie pour enfants (ces commentateurs anglais ignoraient apparemment l'existence du brevet de Harris). À leurs yeux, la « ventilation par projection d'étincelles » de Lorillard était typique de cette aptitude américaine à « faire du plein avec du vide », « le summum de la prouesse publicitaire ». En revoyant aujourd'hui les publicités de Lorillard, on doit admettre qu'il s'agit là d'un euphémisme très british : Lorillard avait annoncé le lancement de sa cigarette à « air conditionné » par un texte de 6 000 signes, sur une double page dans le *New York Times*, et s'y épanchait sur « un procédé électronique incroyable qui ventill[ait] les Spring grâce à des fenêtres microscopiques »^{547}.

Toutefois, il y avait plus important que les railleries britanniques : les fabricants savaient déjà que leurs promesses de teneurs fortement réduites en goudron et en nicotine n'étaient pas exactement honnêtes.

L'occasion d'un pareil aveu (confidentiel) fut fournie en 1959 quand un médecin de la prestigieuse University College Medical School, C. N. Smyth, publia dans le *British Medical Journal* une lettre où il soutenait que ces orifices de ventilation seraient à même de rendre les cigarettes moins dangereuses. Car la ventilation réduisait la température de combustion et de redistillation, refroidissant et réduisant ainsi la quantité de fumée inhalée^[548]. Chez Imperial Tobacco, Herbert R. Bentley résuma et commenta l'article de Smyth pour ses supérieurs, en soulignant que cet effet de dilution serait atteint seulement si

le fumeur ne *compens[ait]* pas l'augmentation de la dilution en tirant une bouffée plus importante que celle qu'il [aurait tirée] avec une cigarette normale, afin d'aspirer la quantité de fumée à laquelle il s'est accoutumé d'instinct. *De l'avis général de la profession, c'est en réalité ce qu'auraient tendance à faire la plupart des fumeurs*^[549].

L'aveu de Bentley sur la *réalité* de la compensation en dit long, car il révèle qu'avant même son adoption généralisée dans la conception des cigarettes on considérait que la ventilation risquait de n'avoir aucun effet véritable sur la réduction des apports [en goudron et nicotine]. Le chimiste en chef d'American Tobacco avait remarqué dès 1927 que les trous pratiqués le long de la cigarette allaient simplement « conduire le fumeur à tirer plus fort afin d'obtenir la quantité de fumée désirée » –, soit bien longtemps avant que le monde extérieur ne s'aperçoive que l'une des techniques principales de diminution des goudrons de cigarette relevait de la pure malhonnêteté.

La grande campagne en faveur de la ventilation ne débuta pas avant 1964, lorsque le rapport du ministère de la Santé des États-Unis sonna la fin de l'ère du tabagisme. (L'année 1963 fut celle du « record de cigarettes » consommées par tête, avec 4 345 unités pour chaque homme, femme et enfant. Le pic de consommation fut atteint en 1982,

avec quelque 630 milliards de cigarettes fumées. Celui de production en 1997 : 770 milliards de cigarettes sortirent des usines.) L'American Tobacco Company lança sa marque Carlton, à teneur extrabasse en goudron, le 4 janvier 1964. Les Carlton étaient dans les cartons depuis un certain temps déjà, mais, dans la foulée du rapport ministériel, on s'attendait à voir apparaître de nouvelles craintes sanitaires, et décision fut prise d'accélérer leur fabrication. On espérait exploiter la « peur du cancer » pour transformer l'obstacle en opportunité^[550].

La publicité présentait la Carlton enveloppée d'un papier à grande porosité qui, combiné au filtre à charbon et à des « prises d'air de précision », produisait une fumée très faible en goudron (mesurée par une machine à fumer automatique – gardons cette restriction capitale à l'esprit). Carlton fut l'une des premières marques « hi-fi » (pour *high* filtration ; l'appellation joue sur la vague d'engouement pour la stéréo) à remporter un certain succès : une vaste campagne de promotion y contribua, certes, mais les déclarations de soutien de scientifiques extérieurs à l'industrie aussi. Ils affirmaient que, quitte à fumer, autant choisir une marque à « faible indice de goudron ». Gio Gori, directeur adjoint de la division causes et prévention du cancer au sein de l'Institut national du cancer, avançait encore en 1976 – et même après cette date – que la majorité des gens pouvaient fumer vingt cigarettes de type Carlton par jour ou davantage, pratiquement sans augmenter leurs risques de maladie^[551]. Ce genre de déclaration lui valut l'inimitié des comités de défense de consommateurs, mais une belle récompense de l'industrie : en 1980, Gori quitta l'Institut national du cancer pour un poste de dirigeant au Franklin Institute de Chase, dans le Maryland, poste doté d'une bourse de 400 000 dollars financée par Brown & Williamson et prévoyant des liens financiers confortables avec l'Institut du tabac.

En 1966, Lorillard mettait sur le marché les True, qui deviendraient la deuxième marque de cigarette « hi-fi » à accéder à la popularité. Elles recouraient aussi à la ventilation pour afficher des teneurs apparemment

basses. Pourtant ces cigarettes ventilées filtraient fort peu. On aurait aussi bien pu prétendre qu'ajouter de l'eau à un jus de fruits le « filtre ». La ventilation n'était en réalité qu'une forme de *dilution*, souhaitable seulement si une quantité moindre du produit total était consommée. Or la compensation, nous l'avons vu, annulait aisément cette dilution. C'est ici que l'analogie avec le jus de fruits tourne court : vous pouvez fort bien réduire le volume d'un jus de fruits en le diluant, et ce jusqu'à ce que votre estomac soit plein. En revanche, diluer la fumée avec de l'air ambiant ne « remplit » personne, car le fumeur est dépendant et ne peut se satisfaire sans inhaler une dose spécifique de nicotine. (Les fumeurs n'ont pas besoin d'un volume fixe de fumée, mais plutôt d'une masse fixe de nicotine.) Les fabricants de cigarettes n'ignoraient pas non plus que les cigarettes « hi-fi » produisaient souvent des niveaux exceptionnellement élevés de composants chimiques en phase vapeur (des « gaz »), comme le monoxyde de carbone^[552]. Conclusion : ils savaient que la sécurité offerte par les « hi-fi » à haute ventilation n'était qu'illusion.

Dès les années 1970, la plupart des cigarettiers se sont mis à utiliser la ventilation pour réduire les teneurs (affichées) en goudron et en nicotine. Au début des années 1980, on estime que 80 % des cigarettes américaines étaient ventilées. Cette forte demande incita les producteurs à augmenter la cadence de production des cigarettes à filtre perforé. La compagnie Hauni, à Hambourg, mit au point une machine dotée de « lames à aiguilles », et Molins, à Londres, développa une méthode de perforation par laser (en 1973). Les lames à aiguilles se révélant d'une difficulté de maniement notoire, Hauni préféra perfectionner sa propre technique de perforation au laser, qui ne requérait aucun contact physique avec la cigarette. On améliora aussi la perforation par étincelles électriques, et certains fabricants de papier se spécialisèrent dans le papier préperforé. La rapidité d'exécution demeurait la clef, et les machines utilisées par Philip Morris étaient capables de perforer le papier à la cadence de 1 500 mètres linéaires à la minute^[553].

Il y avait naturellement d'autres moyens de réduire les teneurs en goudron et en nicotine. J'ai mentionné le procédé consistant à loger moins de tabac dans chaque cigarette, principalement grâce à l'emploi de brins « gonflés » ou expansés, ou grâce à la réduction de la circonférence du tube. Une autre méthode consistait à accroître la vitesse de combustion en ajoutant des accélérateurs chimiques comme les citrates de sodium ou de potassium – qui consomment la cigarette si vite que cela laisse à peine le temps d'inhaler la fumée (avec un vilain effet secondaire : la hausse du nombre de décès par incendie accidentel). Rien n'interdisait de ramener arbitrairement les niveaux de goudron et de nicotine plus bas, par le simple ajout de nouvelles ou de plus longues fentes de ventilation. Les fabricants savaient qu'ils avaient la possibilité d'accroître l'« efficacité de filtration » de 50 %, 80 % ou même de 99 % rien qu'en créant des cigarettes à plus fort tirage. Ils savaient aussi que le processus relevait de la fraude pure et dure.

En quoi la ventilation était-elle une fraude ?

Imaginons un individu soucieux de son poids à qui l'on proposerait une version « légère » ou « sans alcool » de sa bière préférée, en réalité sa bière habituelle, mais accompagnée d'une espèce de paille spéciale avec laquelle il est obligé de la boire. Cette paille présente une série de minuscules perforations en anneau, tout autour de l'extrémité mise en bouche, par lesquelles de l'air se mélange avec sa bière dès qu'il en aspire. Que penserait-on si la publicité présentait cette bière comme « légère » ou « sans alcool » ? Imaginons ensuite qu'un laboratoire chargé de mener des tests se soit équipé de machines sophistiquées conçues (par l'industrie de la bière) pour déterminer la diminution de l'apport calorique, afin de faire classer les bières mélangées à 50 % d'air dans la catégorie « légères », et celles qui présentent un rapport air-bière de trois

contre un dans la catégorie « ultralégères ». Serait-ce un commerce légitime ? (On peut évidemment imaginer une paille comportant tellement d'orifices qu'on ne boirait plus rien – rien d'autre que de l'air.) Et complétons cette analogie : qu'arriverait-il si les trous dans ces pailles étaient placés près de l'extrémité mise en bouche pour que les consommateurs les recouvrent facilement avec leurs doigts ou leurs lèvres, ce qui leur permettrait soit d'absorber une bière sans air, soit autant de bière qu'ils le souhaiteraient, sans dilution ?

C'est à peu près le mode de fonctionnement des cigarettes ventilées. La plupart des « légères » et des « ultralégères » vendues ces trente ou quarante dernières années présentent ces minuscules entrées d'air, principal moyen de les déclarer « à faible teneur en goudron ». On pourrait aussi bien dire de la crème qu'on a fouettée qu'elle a moins de « calories » que celle qui sort tout juste de son pot. C'est aussi pour cela que le tabac effectivement fumé dans les cigarettes actuelles n'est pas plus inoffensif que tout ce qui se fabriquait voilà un siècle.

Certains fabricants allemands ont compris le problème bien avant Lorillard ou British American Tobacco (dont j'ai cité plus haut les déclarations confidentielles). Dès 1940, Peter Schlesslitz commentait l'attrait des produits à faible taux de nicotine dans le *Deutsche Tabakzeitung*, principal journal du secteur : « Quelle est la conséquence pratique de la réduction de nicotine ? S'ils absorbent moins de nicotine, les gens fumeront simplement un cigare ou une cigarette de plus. En effet, pour obtenir satisfaction, chaque fumeur a besoin d'une certaine dose de nicotine. » Selon Schlesslitz, alléger les cigarettes de leur nicotine n'avait aucun sens, car on finirait tout bonnement par en fumer davantage. Par conséquent, il suggérait plutôt que les fabricants essaient d'éliminer ce qui, dans le goudron, était dangereux pour la santé. La nicotine est le « composant le plus important » du tabac, raison pour laquelle une variété sans nicotine « ne marchera jamais » en tant que bien de consommation de masse. L'alcaloïde n'est pas la seule raison qui pousse les gens à fumer

– ils fument aussi parce qu'ils apprécient l'arôme, l'odeur et l'allure de la cigarette. Mais le réconfort, la stimulation qu'ils y puisent – « cela vient de la nicotine et de rien d'autre »^{554}.

Ainsi, dès les années 1940 et 1950, certains fabricants avaient manifestement connaissance de la compensation, mais le phénomène n'allait pas être étudié assidûment avant les décennies 1960 et 1970, lorsqu'on voudrait obtenir des teneurs en goudron et en nicotine sans cesse plus faibles. À cette époque, la ventilation devint un élément crucial de la conception des cigarettes, et les cigarettiers commencèrent à se soucier du niveau de nicotine auquel on réussirait à descendre tout en maintenant la dépendance – et orientèrent leurs recherches en ce sens. Ils essayèrent aussi de mieux comprendre la psychologie et la psychopharmacologie du tabagisme. Ils finirent également par saisir qu'on pouvait concevoir des cigarettes dotées d'une sorte d'*élasticité*, qui permettraient aux fumeurs d'obtenir pratiquement n'importe quel degré de « satisfaction », tout simplement en les fumant avec plus ou moins d'intensité^{555}.

C'est Philip Morris qui déploya les plus gros efforts. Dès le début des années 1960, Helmut Wakeham insista sur l'importance qu'il y avait à comprendre la psychologie du fumeur et lança un gros programme de recherches comportementales (conduites dans le cadre du projet 1600^{556}), visant à explorer comment et pourquoi les gens contractaient l'habitude de fumer et la conservaient. En 1969, il put indiquer que les individus qui optaient pour des cigarettes moins fortes « fum[ai]ent davantage chaque cigarette et/ou en fum[ai]ent plus », tout comme ceux qui choisissaient des marques plus fortes « fum[ai]ent moins chaque cigarette ». Au même moment, William Dunn, le psychologue en chef (et directeur scientifique) de l'entreprise, commenta les preuves accumulées en ces termes : puisque « le fumeur adapte sa bouffée, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il s'adapte pour maintenir un dosage quotidien assez constant »^{557}.

La compensation fit partie des sujets étudiés par Philip Morris jusqu'au début des années 1980. La condition préalable à cette dynamique fut la prise de conscience que la majorité des fumeurs « confirmés » étaient dépendants et fumaient pour se procurer leur dose de nicotine alcaloïde^[558]. Des centaines de témoignages en ce sens sont consultables dans les archives de l'industrie. On y qualifie la nicotine de « raison première » qui pousse les gens à fumer, de condition *sine qua non* du tabagisme, et de « substance que recherchent les consommateurs de tabac ». Sa teneur est censée être la « spécification dominante » dans la conception d'une cigarette, et ainsi de suite^[559]. Voici quelques-uns des éléments lexicaux employés (en privé) durant cette période pour définir la *nicotine* :

- « la motivation première des fumeurs » (Philip Morris, 1969) ;
- « une drogue puissante aux effets physiologiques variés » (Reynolds, 1972) ;
- « un alcaloïde créateur d'habitude » (Reynolds, 1972) ;
- « le désir dominant » (Reynolds, 1972) ;
- « la condition *sine qua non* de l'envie de tabac » (Reynolds, 1972) ;
- « des friandises » (Philip Morris, 1975) ;
- « tout à fait essentielle à l'existence de l'industrie du tabac » (Reynolds, 1976) ;
- « un pilier vital de la consommation de tabac » (Philip Morris, 1977) ;
- « l'effet pharmacologique capital » (Lorillard, 1978) ;
- « la composante la plus importante de la fumée de cigarette » (Philip Morris, 1980) ;
- « ce que nous vendons avant tout » (Philip Morris, 1980) ;
- « l'agent addictif des cigarettes » (Brown & Williamson, 1983).

On attribuait des caractérisations analogues aux fumeurs et aux cigarettes. Chez British American Tobacco, en 1961, Sir Charles Ellis qualifiait les premiers d'« intoxiqués à la nicotine », quand d'autres

industriels parlaient de « demandeurs de nicotine » qui fumaient « pour conserver un niveau constant de nicotine dans l'organisme ». Chez Philip Morris, William L. Dunn pria ses collègues de penser le paquet de cigarettes comme le « contenant d'une dose journalière de nicotine » et la cigarette comme « un distributeur de dose unitaire de nicotine »^{560}.

En mars 1973, Dunn informa son entreprise, Philip Morris, de l'existence d'une étude comparative sur le comportement des fumeurs en 1972 et en 1968, observant que ceux qui étaient passés aux cigarettes à plus faible teneur fumaient à présent « plus de cigarettes et tir[ai]ent davantage sur chaque cylindre », ce qui confirmait des études antérieures suggérant la mise en place d'un « mécanisme de quota de goudron et/ou de nicotine ». Les fumeurs avaient adapté leur comportement « pour compenser les diminutions des teneurs en goudron et en nicotine de leurs cigarettes »^{561}. Fumer n'était manifestement pas une simple habitude. En 1974, dans une présentation au président de Philip Morris, Clifford Goldsmith, Dunn remarquait :

Nous émettons l'hypothèse que le fumeur ajuste la quantité de fumée absorbée. Pour répondre à ses besoins en dosage, il en consommera davantage si la fumée est à faible teneur en goudrons, moins si elle est à teneur élevée. [...] Il est fort possible que l'actuel fumeur de Marlboro retire de sa cigarette le dosage voulu aussi bien que le fumeur de Philip Morris sans filtre l'obtenait il y a vingt ans^{562}.

Les autres compagnies travaillaient dans les mêmes directions et parvenaient à des conclusions similaires. En 1972, dans une note interne chez Reynolds, Claude E. Teague confiait :

En théorie, et probablement aussi dans les faits, un fumeur donné, un jour donné, aura, par heure et par jour, un besoin de nicotine assez constant. Avec une variété libérant moins de nicotine qu'il n'en désire, ce

fumeur adaptera inconsciemment le volume et la fréquence de ses bouffées, ainsi que la fréquence de ses cigarettes, de manière à obtenir et à maintenir son niveau requis de nicotine, horaire et journalier. [...] Dès lors, et malgré le raisonnement de nos détracteurs, il ne saurait y avoir de vertu ou de logique à ramener le niveau de nicotine par cigarette au-dessous de celui que désire le fumeur. En outre, si ce constat est vrai, et si toutes les grandes marques de cigarettes produisent à peu près la même quantité de « goudron » par unité de nicotine – autrement dit, si elles ont le même ratio G/N –, alors, quelle que soit la marque choisie [*sic*] par le consommateur, pour obtenir sa quantité quotidienne de nicotine requise, il recevra à peu près la même quantité journalière de « goudron ». Si, comme le prétendent certains détracteurs antitabac, le prétendu danger que le tabac fait peser sur la santé est directement lié à la quantité de « goudron » à laquelle le fumeur est exposé journalièrement, et qu'il règle sa consommation sur la nicotine, alors une cigarette actuelle « pauvre en goudron, pauvre en nicotine » n'offre aucun avantage [!] au fumeur par rapport à une cigarette filtre « ordinaire », mais lui coûte simplement plus d'argent et l'expose à des volumes sensiblement accrus de composants toxiques en phase gazeuse, s'il veut obtenir sa quantité journalière désirée de nicotine^[563].

En résumé : les valeurs de goudron et de nicotine annoncées par les fabricants de cigarettes (à partir des évaluations de la Commission fédérale du commerce) n'avaient pas grand sens. Les « faibles teneurs en goudron » relevaient bel et bien de la fraude, tout comme en relèveraient les « légères » dans les décennies postérieures à leur introduction, au début des années 1970.

Quelle quantité de nicotine faut-il autoriser dans les cigarettes ?

L'Agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA), nouvellement réformée, n'a pas le droit d'exiger l'élimination de la nicotine, mais rien ne l'empêche d'exiger sa réduction drastique à des niveaux sous-addictifs, sous-compensatoires. Imposer de telles réductions inciterait les gens à fumer beaucoup moins et aboutirait à une baisse radicale des taux de morbidité et de mortalité. Toutefois, jusqu'où faut-il abaisser les niveaux de nicotine pour prévenir l'addiction ?

Aucune cigarette affichant moins de 1 % de nicotine par unité n'a connu de succès commercial. Le cylindre pesant environ 1 g, 1 % équivaut donc à peu près à 10 mg du tabac proprement dit. En 1961, les cigarettes Sano n'en contenaient que 8 mg environ, le chiffre le plus bas des quarante premières marques commercialisées aux États-Unis, et son échec fut parfois attribué à ces faibles teneurs. En les laissant chuter autour de 1 mg par cylindre, on aurait probablement une cigarette qui ne pourrait ni créer ni entretenir l'addiction. Les taux de tabagisme s'effondreraient. Rien n'interdit non plus d'opter pour une marge de sécurité plus importante.

Dans un article de 1994 publié par le *New England Journal of Medicine*, Neal Benowitz et Jack Henningfield plaident pour ne pas autoriser plus de 0,4 à 0,5 mg de nicotine par cigarette (dans le cylindre), en se fondant sur cette déduction : les gens qui fument seulement 5 cigarettes par jour ne sont généralement pas dépendants. Ils absorbent en règle générale une ration quotidienne de nicotine d'environ 5 mg, ce qui, affirment ces auteurs, serait le seuil au-dessous duquel personne ne pourrait « facilement entrer ni rester dans la dépendance ». Aujourd'hui, les cigarettes contiennent en moyenne 10 mg de nicotine et en délivrent environ 1 mg au fumeur – soit une « biodisponibilité » d'à peu près 10 %. Toutefois, elles peuvent être fumées avec plus ou moins d'intensité, et cette biodisponibilité variera de 3 % jusqu'à des pics de 40 %. Un (tout) petit fumeur ou un fumeur très prudent ne retirera que 3 % de la nicotine contenue dans une cigarette, mais un fumeur (très) déterminé ira jusqu'à en extraire 40 %.

À supposer ce maximum de 40 %, jusqu'où devrait descendre le contenu en nicotine par cigarette pour qu'on s'assure qu'un fumeur consommant 30 cigarettes par jour n'inhale pas plus de 5 mg quotidiens ? Benowitz et Henningfield relèvent que si chaque cigarette ne contenait que 0,4 mg de nicotine, ces fumeurs-là n'en absorberaient que $30 \times 0,4 \times 0,4 = 5$ mg par jour. Il leur serait dès lors très difficile de contracter une accoutumance. Les variétés de ce type causeraient encore des maladies, mais sans créer l'accoutumance. L'industrie a les moyens de produire de telles cigarettes : les technologies d'extraction supercritique, par exemple, permettent d'éliminer 97 % de la nicotine dans un mélange donné.

Les autorités de l'Agence fédérale américaine des produits alimentaires et

médicamenteux devraient agir promptement pour réduire les niveaux admis. Seule une interdiction totale permettra de mener une politique de santé publique aux conséquences radicales. Et si les fumeurs sont sevrés de leur addiction, ce sont des millions de vies qui pourront être sauvées. Et, en fin de compte, n'est-ce pas exactement ce qu'ils souhaitent ?

Contrôler l'élasticité

Les industriels savaient. Et ils savaient aussi que leur petit jeu avait fini par convaincre beaucoup de monde, y compris les organismes de contrôle et les défenseurs de la santé publique, que la « faible teneur en goudron » constituait un indice relatif de sûreté. Au point que des lois furent votées pour fixer un seuil légal maximal. En 1967, le sénateur Robert Kennedy proposa une taxe fédérale sur les ventes, indexée sur les teneurs en goudron, et des projets de loi similaires furent déposés dans les années 1970 par les sénateurs Frank Moss (élu démocrate de l'Utah) et Ted Kennedy (élu démocrate du Massachusetts). En 1971, la ville de New York adopta une taxe spéciale sur les cigarettes à forte teneur en goudron, sur l'initiative du maire John Lindsay. Dans d'autres régions du monde, des résolutions similaires virent le jour. La High Tar Tax britannique entra en vigueur en 1978, et une personnalité aussi en vue que Sir Richard Doll en défendit le principe en 1982^{122}. Au début des années 1980, plusieurs États moyen-orientaux (l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Irak, Oman, Bahreïn, etc.) adoptèrent des normes maximales de goudron et de nicotine (en règle générale, 15 milligrammes et 1 milligramme respectivement). En 1990, l'Union européenne appliqua des restrictions similaires, en imposant une baisse des rendements de goudron maximaux de 15 mg en 1992 à 12 mg en 1997^{564}.

Pendant ce temps, les industriels concevaient des cigarettes d'où les fumeurs pourraient extraire tout le goudron et la nicotine voulus.

Différentes méthodes ont été développées pour favoriser cette « élasticité », mais la plus importante consistait à placer des perforations sur la zone de la cigarette située près de la bouche, où elles seraient aisément – et inconsciemment – colmatées par les lèvres ou les doigts. Le phénomène était connu sous des noms divers : l'« occlusion », le « bouchage du trou », l'« obturation » ou la « lèvre-rideau », et cela allait finalement devenir un aspect essentiel de leur conception^[565].

Quand les compagnies se sont-elles aperçues que les fumeurs pouvaient user de telles méthodes pour contourner la ventilation ? Elles l'ont su dès les années 1920, mais les premières études connues tentant de quantifier cet effet datent du milieu des années 1960. Chez Philip Morris, William Dunn en supervisa un certain nombre qui exploraient en quoi cette « action des lèvres » compromettrait la ventilation. Dunn et ses collègues avaient découvert qu'« une occlusion partielle des orifices d'aération » était « probable chez de nombreux fumeurs quand les événements sont placés dans un anneau situé à 8 à 10 mm de l'extrémité buccale de la cigarette » – précisément là où les fumeurs peuvent aisément les recouvrir. Le message à retenir est clair : « Nous soumettons ces résultats à titre de preuve supplémentaire du fait que les fumeurs adaptent le volume de leur bouffée afin de maintenir une absorption de fumée constante »^[566].

L'industrie rapportait cela au phénomène plus général de la compensation, également défini comme une « adaptation » ou un « autodosage ». Et le phénomène n'était pas considéré comme négatif, mais plutôt comme un aspect du comportement du fumeur susceptible d'être exploité. Les cigarettes étaient conçues pour être « élastiques », ce qui signifie qu'elles pouvaient être fumées avec des degrés d'intensité différents. Un exemple : celles conçues pour avoir une teneur de un demi-milligramme de nicotine (mesuré par les machines à fumer) en libéraient deux fois plus lorsqu'elles étaient fumées par un être humain. British American Tobacco explicita cet écart dans un document de 1977

abordant les « niveaux minimaux efficaces de nicotine » : « Le niveau minimal efficace dépendra fortement des particularités individuelles de chaque fumeur, mais nous devrions viser une cigarette libérant au moins 0,5 mg de nicotine [mesure machine]. Avec une conception appropriée, notamment une résistance au tirage modérée, une telle cigarette pourra procurer au fumeur jusqu'à 1 mg de nicotine^[567]. » En d'autres termes, la compensation permit aux cigarettiers de concevoir des produits susceptibles d'offrir des teneurs sensiblement plus élevées que celles enregistrées sur des machines à fumer standardisées.

Tout au long des années 1970 et 1980, les fabricants collectèrent de telles données, affinant leur compréhension du phénomène de compensation et leur manière de le traiter. En 1975, Barbro Goodman, la scientifique chargée chez Philip Morris d'un programme de simulation des fumeurs, indiqua dans une étude comparative (Marlboro Light/Marlboro normales) : « Les cigarettes Marlboro Light ne sont pas fumées comme les Marlboro normales. Il y a des différences de longueur et de fréquence des bouffées, de plus gros volumes étant tirés sur les Marlboro Light. » Goodman constata que les Marlboro Light « délivraient davantage d'ETMP [émissions totales de matières particulaires] au fumeur » que les machines standardisées n'en indiquaient, suggérant que les fumeurs prenaient de plus grosses bouffées, tiraient plus fort ou adoptaient un autre comportement de compensation. Son rapport concluait que les fumeurs de Marlboro Light n'inhalèrent pas moins de fumée que les consommateurs de Marlboro normales (les M85) : « En effet, dans cette étude, les fumeurs de M85 n'obtenaient aucune diminution de la quantité de fumée inhalée en fumant une Marlboro Light considérée comme étant à basse teneur »^[568]. Le rapport de Barbro Goodman circula abondamment dans l'entreprise, et des exemplaires en furent transmis à au moins neuf personnes, parmi lesquelles Frank E. Resnick, directeur du Philip Morris Research Center, et plus tard président de Philip Morris USA. C'était là de la science complexe, recourant à des mesures

précises, à des analyses statistiques multivariées et à des contrôles méticuleux. À eux seuls, les données et les graphes y occupaient plus de dix pages. Le « simulateur de fumeur humain » que possédait la firme permettait de reproduire et de modéliser tous les comportements souhaités.

À cette époque, la plupart des fabricants conduisaient des études semblables. Dans ses laboratoires de Southampton, British American Tobacco avait installé une machine à fumer (un « duplicateur de bouffée ») conçue pour reproduire les schémas de comportement de n'importe quel fumeur, avec des variations de volume des bouffées, de durée, de périodicité, de résistance au tirage et ainsi de suite, recueillant et mesurant les effluences de goudron, de nicotine et de gaz^[569]. Détail intéressant, la machine d'Imperial Tobacco s'appelait « Esclave fumeur », joli complément à une réflexion faite en petit comité sur les gens qui tentaient de s'arrêter et ne tardaient pas à comprendre qu'ils étaient devenus « esclaves de leurs cigarettes »^[570].

Comportements d'obturation

Les milieux de la santé publique commencèrent pourtant à cerner le caractère frauduleux des produits à faible teneur. À partir de 1980, une série d'articles de Lynn T. Kozlowski, psychologue de l'université de Toronto (Canada), a démontré que les fumeurs de cigarettes à faible teneur en goudron allaient « parfois à l'encontre même de l'objectif de dilution en obturant les orifices avec les doigts, les lèvres ou de l'adhésif ». Kozlowski et ses collaborateurs examinaient les formes des taches sur les mégots, et constataient que près de deux tiers de ces fumeurs bouchaient régulièrement les fentes des filtres ventilés. Des marques de rouge à lèvres recouvraient les orifices et certains fumeurs tenaient leur cigarette à deux mains, ou entre les dents, leurs lèvres faisant

« occlusion ». Les mesures effectuées sur les cigarettes aux orifices obstrués ou non montraient que les fumeurs pouvaient plus que doubler la quantité de goudron et de nicotine inhalée et quadrupler ainsi la dose de monoxyde de carbone. Kozlowski publia dans *Science* et ailleurs ses travaux, dont elle concluait que les teneurs en goudron et en nicotine avaient peu changé avec le temps, malgré l'introduction des cigarettes « légères » et des « faibles teneurs en goudron » entourée de tout un battage publicitaire^[571].

La communauté scientifique commença à constater que la quantité de goudron et de nicotine absorbée par les fumeurs demeurait à peu près inchangée, qu'il s'agisse de cigarettes à forte ou à faible teneur en goudron. En 1983, le pharmacologiste de l'UCSF (University of California San Francisco), Neal Benowitz, publia une étude dans le *New England Journal of Medicine* sur sa découverte : les sujets testés présentaient autant de nicotine dans l'organisme, quelle que soit la teneur des cigarettes choisies. Benowitz mesura un métabolite de la nicotine, la *cotinine*, dans le sang des sujets et releva que, lorsqu'il essayait d'en corrélérer les niveaux avec les valeurs officielles de goudron et de nicotine enregistrées pour telle ou telle marque, il ne relevait pas de tendance discernable, donc aucun avantage lié à la faible teneur en goudron. Les fumeurs de cigarettes à « haute teneur » présentaient de bas niveaux de cotinine dans le sang, et *vice versa*. Cette conclusion saisissante était annoncée dès le titre : « Les fumeurs de cigarettes à faible teneur ne consomment pas moins de nicotine ». Dans ce même numéro de la revue, un éditorial posait la question : « Les cigarettes “à faible teneur” sont-elles vraiment plus sûres ? » La réponse était retentissante : « Non. » Dès lors, les chercheurs devaient reconnaître ce que l'industrie savait depuis des années : les fumeurs de cigarettes « légères » ou à « faible teneur en goudron » absorbaient autant de goudron et de nicotine que ceux de cigarettes normales^[572].

C'était une conclusion étonnante qui sonnait le glas des espoirs

(publics) de voir les cigarettes pauvres en goudron devenir moins létales. Toute une génération de hauts fonctionnaires de la santé avait crédité l'industrie d'avoir créé des produits « plus sûrs », et certains avaient même travaillé avec elle pour contribuer à leur conception^[573].

Ce que Kozlowski et Benowitz ignoraient, et n'auraient pu savoir, c'est qu'ils réinventaient la roue – une roue inventée par le cartel des années plus tôt^[574]. La compensation était déjà si connue qu'elle portait des noms divers : j'ai mentionné le « bouchage du trou », l'« obturation », l'« action des lèvres » et l'« autotitrage » ; on parlait aussi de « contrôle du dosage du bout des doigts », d'« automédication », d'« adaptation », de « titrage de nicotine » et de « mécanisme de quota ». Les compagnies s'efforçaient en outre de quantifier le phénomène et d'explorer la façon de l'utiliser afin de se garantir contre la menace du sevrage.

Le problème était de taille, car une partie des autorités sanitaires conseillait alors aux fumeurs de passer aux cigarettes à faible teneur. Le rapport 1981 du ministre de la Santé leur suggérait d'« opter de préférence pour les cigarettes générant moins de “goudron” et de nicotine ». David M. Burns, éminent pneumologue, et l'un des rédacteurs scientifiques du rapport, témoigna plus tard que, si les responsables de la préparation du document avaient su ce que savait l'industrie, ils n'auraient jamais formulé pareille recommandation. Jonathan Samet, un épidémiologiste (et pneumologue) qui travaillait sur d'autres rapports du ministère de la Santé, résumerait ainsi l'affaire en 2004 :

Le rapport de 1981 n'a pas pleinement pris en considération le phénomène de compensation, le fait que les fumeurs fument pour se procurer une certaine dose de nicotine et modifient même leur façon de fumer pour obtenir la quantité souhaitée ou à laquelle ils sont accoutumés [...] En 1981, nous ne savions pas dans quelle mesure ils compenseraient après avoir adopté des produits à “faible teneur” en goudron et en nicotine^[575].

Samet et d'autres ne le savaient pas, car l'industrie du tabac était restée muette sur ses travaux pourtant approfondis.

Sur ce point, elle se plaît à semer la confusion devant les tribunaux, en affirmant que tout le monde savait que les chiffres de goudron et de nicotine rapportés par la Commission fédérale du commerce (FTC) n'étaient que des approximations et en rien prédictifs des comportements réels du fumeur. Ce n'est toutefois pas le point essentiel, et ça ne l'a jamais été. On sait depuis belle lurette, du moins depuis la reconnaissance de la léthalité du tabac, que les effets délétères du tabagisme dépendent de la manière de fumer et de la quantité fumée. Si fumer est mauvais, plus on fume, plus c'est nocif. Celui qui fume une cigarette jusqu'au filtre, qui garde la fumée plus longtemps dans ses poumons ou qui inspire plus profondément recevra une dose plus importante de poison. Celui qui jette la cigarette à peine allumée ne s'expose à rien ou presque. Pareil truisme nous éloigne du sujet.

Le sujet, c'est ce que les cigarettiers ont très tôt su et tu : les chiffres des teneurs en goudron et en nicotine, dont la FTC avait exigé la publication, étaient systématiquement faux, puisque sous-estimés, le phénomène de compensation n'étant pas pris en compte. Ces mesures avaient été rendues obligatoires afin de fournir une grille indiciaire de ce qui attendait les personnes fumant un type précis de cigarette. Mais les fumeurs ne savaient pas – on ne le leur avait jamais dit – que ces chiffres étaient à peu près dénués de sens.

Des cigarettes plus dangereuses que jamais

Les cigarettes actuelles sont plus dangereuses que jamais. Et plus addictives que jamais. Les niveaux totaux d'alcaloïde de la quasi-totalité d'entre elles sont aussi élevés que dans les années 1950 : ils sont maintenus entre 1 et 2 % de leur poids, car l'industrie sait qu'il est crucial

d'entretenir l'addiction. Les milliards dépensés en recherches ont créé des instruments de mort encore plus parfaits, emballés de manière encore plus attirante. Les fumeurs de cigarettes filtres, à faible teneur en goudron ou « légères », risquent tout autant de mourir du tabac que les fumeurs des générations précédentes.

Telle était la conclusion choquante de l'Institut national du cancer (NCI) dans son importante publication intitulée *Risks Associated with Smoking Cigarettes with Low Machine-Measured Yields of Tar and Nicotine. Smoking and Tobacco Control – Monograph 13* [Risques associés à la consommation de cigarettes à faibles teneurs en goudron et nicotine mesurées à la machine – Monographie 13]. Ce volume issu de recherches poussées montrait que les faibles teneurs en goudron « n'avaient pas réduit notablement le risque de maladie » et que la consommation de telles cigarettes « [pouvait être] en partie responsable de l'accroissement des cas de cancers du poumon chez les fumeurs de longue durée qui [étaient] passés aux faibles teneurs en goudron/nicotine »⁵⁷⁶. Les chapitres rédigés par Kozłowski et Benowitz étudiaient la question de la compensation et l'exploitation de l'« élasticité », et un long chapitre collectif sur l'épidémiologie expliquait en quoi les espoirs d'un déclin des cancers du poumon ne s'étaient pas concrétisés. Les auteurs insistaient sur le fait que la taille réduite des particules issues de la filtration pouvait même entraîner un accroissement des cancers des régions pulmonaires les moins accessibles, indiquant par là que la fumée des cigarettes à faible teneur était plus nocive encore.

Les publications du NCI ne sont généralement pas enclines à l'exagération : c'est une affaire sérieuse quand elles accusent une industrie de tromperie. Le rapport fut immédiatement approuvé par l'Association américaine de médecine, qui invita le Congrès des États-Unis à légiférer afin de permettre à la FDA de réglementer le tabac et de protéger les vies et la santé « de tous les Américains contre les mensonges spécieux propagés par l'industrie du tabac depuis des décennies⁵⁷⁷ ». La

Monographie 13 est capitale à plus d'un titre : ses conclusions, mais aussi les sources sur lesquelles elles se fondent. C'est le premier rapport gouvernemental américain qui s'appuie sur un nombre important de documents issus de l'industrie du tabac et tenus jusque-là secrets, et qui parvient à la conclusion qu'il y a un risque pour la santé. Il s'agit d'une percée significative, d'une réelle prise de conscience : on ne peut comprendre la maladie sans comprendre dans quelle mesure un agent, en l'occurrence une industrie, a pu, par ses décisions ou sa négligence, en être la cause. Durant des décennies, ce cartel a agi dans l'ombre et accédé aux allées du pouvoir en s'affranchissant pratiquement de toute contrainte législative. Après des décennies passées à semer le doute, après tant de duplicité, un terme est sur le point d'être mis à sa liberté de manœuvre.

La *crack* nicotine

« La cigarette est le type parfait du plaisir parfait. C'est exquis et ça vous laisse insatisfait. Que désirez-vous de plus ? »

Oscar WILDE, *Le Portrait de Dorian Gray*, 1891.

« Procurons-leur ce délice, et espérons que les consommateurs resteront insatisfaits. Ensuite, il nous faudra juste un plus grand sac pour aller déposer l'argent à la banque. »

Colin C. GREIG, commentant l'éloge de Wilde, *British American Tobacco*, 1984.

J'ai toujours trouvé curieux que les gens soient choqués d'apprendre que Big Tobacco a « manipulé » la chimie de la nicotine. À quoi fallait-il s'attendre ? Cette manipulation n'est pas forcément une mauvaise chose : quitte à fumer, mieux vaut une nicotine qui soit le fruit d'une manipulation plutôt que celui du hasard. Les distillateurs de whisky savent maîtriser le titrage en alcool de leur produit fini et, à l'évidence, les laboratoires pharmaceutiques calibrent très précisément leurs dosages. À l'inverse, les héroïnomanes meurent parce que leurs doses échappent à toute

réglementation, à tout contrôle.

Il semble qu'on soit choqué lorsqu'on présuppose que le tabac devrait être aussi « naturel » que possible. Or fumer n'a jamais été une habitude naturelle. Comme les olives ou l'ayahuasca (brevage consommé par les chamans d'Amazonie), les feuilles de tabac doivent subir un processus laborieux de séchage et de transformation avant d'être fumées. En soi, cela ne suffit pas à condamner la cigarette. Le véritable scandale tient à la raison qui a poussé les cigarettiers à manipuler chimiquement la nicotine, et à la manière – à la fois malhonnête et létale – dont ils l'ont fait. Leurs produits ont été conçus pour paraître inoffensifs. Or, ils ne le sont pas et ces industriels le savent. Nous nous sommes penchés sur les escroqueries gigognes de la filtration et de la ventilation, rendues possibles par une habile exploitation de la compensation. Il importe de comprendre que la chimie du tabac a été manipulée dans le but de tromper les fumeurs et de les maintenir dans la dépendance. On a encouragé ces derniers à passer à des marques qui promettaient des teneurs sans cesse plus basses sans leur signaler que la nicotine qu'elles contenaient était chimiquement renforcée pour en accroître l'effet. Songez à un alcoolique qu'on séduirait en ces termes : « Tenez, buvez un peu de vodka, nous l'avons en partie désalcoolisée ! », tout en augmentant secrètement la puissance des molécules restantes. Le *freebasing*^{123} (ou conversion de la nicotine en base libre) de la nicotine est une technique comparable et lourde de conséquences. Ce simple stratagème chimique a suffi à propulser Marlboro de l'obscurité à la première place mondiale – et, aujourd'hui encore, il pousse les fumeurs à continuer de fumer.

Le sexe sans l'orgasme

Comme aimait à le répéter Claude E. Teague, chez Reynolds, la nicotine est la condition *sine qua non* de l'envie de fumer^{578}. Les gens

fument pour se procurer cet alcaloïde simple qui stimule le cerveau et y laisse l'empreinte profonde de l'addiction. Avant même la découverte de la molécule de nicotine, certains avaient identifié les signes de ce séduisant engrenage. Christophe Colomb aurait eu ce propos en voyant ses marins se mettre à la pipe : « Il n'était plus en leur pouvoir de s'empêcher de céder à cette habitude. » Et le roi Jacques I^{er} d'Angleterre s'inquiétait en ces termes dans son fameux *Counterblaste to Tobacco* [Démenti sur le tabac] : « Celui qui prend du tabac ne peut plus le laisser, il est ensorcelé. » En 1640, le grand voyageur français Jean-Baptiste Tavernier écrit de Perse : « Les Persans, tant hommes que femmes, sont tellement accoutumés au tabac que de le leur oster c'est comme si on leur ostoit la vie^{124}. » Et Mark Twain eut ce mot fameux : « Cesser de fumer est la chose la plus aisée qui soit. J'en sais quelque chose ; je l'ai fait plus de cinquante fois. »

Pourtant, ce n'est qu'au XX^e siècle qu'on a fini par déchiffrer les mécanismes de cette emprise de la nicotine sur le cerveau. Le physiologiste anglais John Langley fut un pionnier en ce domaine : il se servit de la molécule pour dresser une cartographie du système nerveux périphérique cholinergique. Au terme d'une série d'expériences avec du curare, de la nicotine et d'autres agents chimiques psychoactifs, Langley et ses collaborateurs postulèrent l'existence dans les cellules de sites « récepteurs » qui reçoivent et transmettent les instructions chimiques et qui sont impliquées dans toute la neurotransmission. Plus tard, Lennox M. Johnston de Glasgow (Écosse) publia dans le *Lancet* un article qui allait être lu. Il y exposait que les individus auxquels on injectait de la nicotine finissaient par développer une tolérance, puis une dépendance et que, dès que les piqûres cessaient, le manque s'installait. Johnston suggérait que la prise de tabac était « surtout un moyen de s'administrer de la nicotine, tout comme fumer de l'opium [était] un moyen de s'administrer de la morphine^{579} ». (Il est depuis devenu une référence favorite de l'industrie, au tribunal, où ses travaux pionniers sur la dépendance servent de preuve

en faveur de la thèse de la « connaissance commune ».)

Les cigarettiers finirent par comprendre que rien n'interdisait de manipuler l'impact produit par la nicotine, sans en modifier la quantité par cigarette. Dans les années 1940, chez Lorillard, des scientifiques explorèrent la possibilité d'ajouter de l'urée et d'autres agents alcalins au papier, afin d'augmenter le pH de la fumée. Le bicarbonate de soude, les cristaux de soude, la soude caustique et la potasse caustique furent tous explorés dans ce but, ainsi que des composés tels que le phosphate d'ammonium. On retint l'ammoniac (« à peu près la seule substance connue qui soit facilement volatile »). Le problème revenait donc à trouver « un composant [contenant] de l'ammoniac sous forme liée qui serait libéré par la chaleur de la combustion^[580] ».

Ce sont là les premières lueurs de la révolution du *freebasing*, qui allait secouer le secteur durant les décennies 1960 et 1970 et propulser Marlboro en tête des ventes. Auparavant, il n'y avait pas de raison de renforcer l'effet de la nicotine. Dans les années 1940-1950, les chimistes du tabac recherchaient encore des moyens d'« adoucir » la fumée, et les manipulations acido-basiques avaient surtout pour but de réduire l'âcreté. Ils savaient qu'on pouvait produire de la nicotine libre en augmentant le pH et que ladite nicotine possédait un impact physiologique accru. Mais cela restait encore pour l'essentiel du domaine de la curiosité^[581].

Toutefois, le risque de cancer étant débattu de plus en plus publiquement, les cigarettiers tentèrent de mieux comprendre l'action de la nicotine sur l'organisme. D'innombrables projets furent conçus pour en abaisser les niveaux – ce qui n'a rien de très compliqué en pratique : l'alcaloïde étant hydromiscible, une simple immersion de la feuille dans de l'eau en supprime la quasi-totalité. (C'est l'une des raisons pour lesquelles les cueilleurs souffrent parfois de la maladie du tabac vert évoquée plus haut : de la nicotine se transfère des feuilles humides de rosée sur l'épiderme, ce qui entraîne l'empoisonnement, voire à plus long terme la mort. Le contact avec la peau en sueur aura un effet similaire.) Afin de

produire des plants pauvres en nicotine, des techniques de phytogenèse furent aussi mises à contribution. Les Européens possédaient une certaine avance en ce domaine et, dès les années 1930, l'Institut de recherche du tabac du Reich, à Forchheim, produisait des plants contenant très peu d'alcaloïde : environ 0,15 % contre les 2 à 3 % habituels dans la feuille séchée à chaud. Pour une cigarette pesant 1 g, cela équivalait à 1,5 mg au lieu des 20 à 30 mg habituels.

Dès les premières décennies du xx^e siècle, les fabricants de tabac savaient quantifier la nicotine dans la fumée et/ou la feuille, et avaient développé des techniques d'augmentation ou de réduction de sa concentration aux niveaux désirés. Le contenu en nicotine du produit fini, devenu partie intégrante des spécifications techniques de production, était contrôlé avec précision. La conception des cigarettes commença aussi à devenir plus uniforme – pour des raisons fiscales et de mode de distribution. Le développement des distributeurs automatiques, tout comme la production mécanisée par des machines de type Bonsack ou d'autres modèles, imposa cette relative uniformité. Dans les années 1930, la cigarette standard « Class A^{125} » américaine mesurait 70 mm et contenait un peu plus de 1 g de tabac. Son contenu en nicotine était plus ou moins variable selon les marques, mais on le limitait en général à une fourchette comprise entre 20 et 30 mg. Il était inutile de s'en écarter : des valeurs plus élevées auraient été trop âcres et des valeurs sensiblement plus basses auraient correspondu à des articles à « faible teneur en nicotine ».

À la fin des années 1930, l'American Tobacco Company procéda à des tests poussés avec des cigarettes pauvres en nicotine qui conduisirent Hiram Hanmer à conclure que « la cigarette émasculée, qu'elle soit produite par suppression de la nicotine ou par l'intégration de tabacs pauvres en nicotine dans le mélange, donne une fumée insipide, légère, piquante et manquant de caractère ». Hans Kuhn, qui travaillait pour le monopole viennois du tabac, confirma lui aussi qu'un niveau « modéré »

de nicotine était crucial afin de préserver l'engouement du fumeur. Kuhn avait une manière plutôt leste de formuler la chose, en comparant les cigarettes sans nicotine à « un baiser de [sa] sœur ». Les psychologues de Philip Morris assimilèrent plus tard le tabac sans nicotine à l'acte sexuel sans orgasme^{582}.

Toutefois, avec la « peur sanitaire » des années 1950, beaucoup de fumeurs passèrent aux cigarettes allégées en goudron et en nicotine. En conséquence, à mesure que les consommateurs adoptaient des marques qu'ils s'imaginaient « moins dangereuses », les teneurs mesurées par les machines diminuaient. On commençait à s'interroger : jusqu'où pourraient-elles descendre avant que les ventes n'en souffrent ? Si elles baissaient trop, il était à craindre que les fumeurs ne s'arrêtent, tout simplement – d'où ces inquiétudes concernant le « sevrage ». Cette préoccupation n'était pas anodine. Les gens fument pour satisfaire leur besoin de nicotine : s'ils ne peuvent le satisfaire, ils s'abstiendront.

Tout au long des années 1950 et 1960, la demande de faibles teneurs en goudron continua de croître – de plus en plus de gens s'imaginant par là être moins exposés à la maladie. Au début de la décennie 1950, les cigarettes affichaient en moyenne 35 mg de goudron (sur les machines à fumer standardisées), mais dans les années 1980 ces teneurs avaient chuté de moitié. Le déclin était dû en partie à l'introduction des filtres, à de nouveaux procédés de mélange et d'accélérateurs de combustion, mais il tenait surtout à la quantité moindre de tabac dans le cylindre et, pour les ultralégères, à la ventilation. Pendant un temps, on espéra maintenir la nicotine (l'addiction) tout en limitant le goudron (le risque de cancer). Wynder, Russell et autres envisagèrent la même solution : la cigarette idéale, raisonnablement forte en nicotine et aussi faible que possible en goudron. (Comme la cigarette électronique, par exemple.)

La nicotine peut exister sous des multitudes de formes chimiques, manipulables pour délivrer un « hit » plus ou moins puissant^{126}. Il existe plusieurs façons de procéder, la plus connue étant le *freebasing*, ou la

basification, la transformation d'une molécule de sel (lié) en molécule libre (dite « basifiée »), généralement par ajout d'ammoniac ou d'un autre composé alcalin. C'est l'une des évolutions les plus importantes qui soient dans la conception des drogues modernes, et elle resta pratiquement inconnue à l'extérieur du secteur – du moins son application au tabac – jusque dans les années 1990, quand les premiers documents internes de l'industrie apparurent au grand jour^[583].

D'un point de vue historique, le *freebasing* inverse la tendance qui allait vers une fumée sans cesse plus légère et plus acide, tendance initiée par la révolution du séchage à l'air chaud (on se souvient que cette technique de séchage abaissait le pH de la fumée de 8 à 6). Le *freebasing* relève logiquement un peu ce pH, mais l'objet de la manipulation est tout autre. Le séchage à l'air chaud rend la fumée moins alcaline et plus douce à inhaler. Le *freebasing* favorise une volatilisation plus efficace de la nicotine, la rendant plus facilement absorbable par l'organisme. Le terme *freebasing* est né dans la rue : il désigne ce procédé popularisé par le trafic de cocaïne et par la transformation de cette dernière en crack ; or, en réalité, ce sont les cigarettiers qui ont inventé la technique, ou en tout cas qui l'ont commercialisée à une échelle industrielle. Marlboro en fut le premier grand bénéficiaire : tout le succès ou presque de la marque au cow-boy repose sur ce procédé chimique.

Pour en comprendre le fonctionnement, il faut revenir une fois encore à la nature de la fumée et au mode de transmission de la nicotine dans l'organisme.

Une poussière gazeuse et humide – et le *freebasing* artisanal

Il y a une intéressante complexité dans la fumée de tabac. C'est une sorte de poussière gazeuse humide, ou de gaz poussiéreux, contenant des

milliers de composants chimiques sous une multitude de formes physiques complexes et changeantes. Si l'on veut simplifier cette complexité, la première étape est de comprendre que la fumée a deux états physiques ou « phases » : l'un composé de *particules* et l'autre de *gaz*^[584].

La *phase particulaire* consiste en tout ce qui peut être condensé à partir de la fumée lorsqu'on applique une charge électrique à ces gouttelettes afin de les attirer vers un filtre électrostatique (également appelé filtre Cambridge). En relèvent tous ces infimes morceaux de matière carbonisée (la « suie ») ainsi que le plus gros des composants gras-cireux (le « goudron »), plus la totalité des autres solides ou liquides visqueux qui se déposent lorsque la fumée est aspirée via le filtre électrostatique. Un document de Reynolds datant de 1965 commente les différents noms attribués à cette phase particulaire, parmi lesquels : « goudrons, solides de la fumée, solides totaux, matière particulaire, matière particulaire totale, condensat de fumée, condensat de fumée totale et condensables de fumée^[585] ».

La *phase gazeuse*, ou « *vapeur* », en revanche, correspond à tout ce qui ne peut être filtré – des composants tels que le monoxyde de carbone et le cyanure d'hydrogène, qui sont mesurables au moyen de techniques telles que la chromatographie de phase gazeuse, développée par les chimistes de l'industrie du tabac après la Seconde Guerre mondiale. L'existence de ces composants chimiques en phase gazeuse est une limite cruciale à la « filtration » et l'une des raisons pour lesquelles les cigarettiers n'ont jamais été enclins à parler des « gaz ». Les chercheurs de l'industrie ont bien exploré les propriétés de cette phase gazeuse pour voir s'ils pouvaient en éliminer certains des composants les plus nocifs. La « filtration sélective » a fait naître de grands espoirs dans les années 1950, qui ont plus ou moins été abandonnés dans les années 1960 et 1970.

Comme un certain nombre d'autres composants, la nicotine est présente dans les deux phases, particulaire et gazeuse. Molécule de petite

taille, elle peut exister indépendamment, sous forme de base libre ou liée à d'autres composants sous forme salifiée, comme le citrate ou l'acétate de nicotine. Sous sa forme libre, elle tend à passer plus facilement en phase gazeuse ; en effet, la base libre est plus volatile^[586]. Ce point est essentiel si l'on veut comprendre la logique du *freebasing*, car (1) la nicotine libre (ou *freebase*) est bien plus puissante que sous sa forme liée ou salifiée ; et (2) la quantité de nicotine qui se retrouve en phase particulaire ou gazeuse dépend beaucoup de l'*alcalinité* de la fumée. Augmenter l'alcalinité augmente la proportion de nicotine en phase gazeuse. La réduire ramène la nicotine vers sa phase particulaire plus inerte. Puisque la nicotine libre se volatilise plus facilement et que les tissus l'absorbent plus aisément, en manipulant le pH de la fumée on joue sur sa puissance lors de l'inhalation.

Que la fumée puisse être alcaline ou acide a de quoi surprendre. Retenons surtout que la nicotine libre a un effet plus percutant que sous sa forme liée ou salifiée^[587]. L'action physiologique n'est pas comprise intégralement, mais on a constaté que la nicotine en phase libre atteint les poumons plus efficacement avant de passer dans le sang et dans le cerveau – alors qu'en phase particulaire les poumons ont moins de mal à l'expulser et sa progression vers le cerveau est ralentie d'une manière ou d'une autre. La différence peut tenir à la lipophilie de la nicotine libre basifiée – autrement dit à son « affinité » pour les graisses –, qui lui permet de franchir plus aisément les membranes de tissus graisseux entourant l'encéphale.

Le *freebasing* de la nicotine est une pratique déjà ancienne, antérieure à l'industrialisation de la cigarette. Un processus chimique similaire est à l'œuvre dans ce que j'appelle le « *freebasing* artisanal », que beaucoup de cultures traditionnelles utilisent pour augmenter le pouvoir de leurs alcaloïdes préférés. Personne n'en connaît l'origine, mais les peuples ruraux de nombreuses régions du monde mâchent du tabac mélangé à de la chaux pour que l'effet de l'alcaloïde ait plus d'acuité^[588]. Dans certaines

cultures, on urine même sur le tabac lors du séchage : l'urée alcaline, contenant de l'ammoniac, a à peu près le même effet. Le *freebasing* du chlorhydrate de cocaïne en « crack » se fonde sur une réaction chimique similaire : l'alkaloïde de la cocaïne est beaucoup plus puissant sous sa forme de base libre que sous sa forme salifiée, et on se sert du bicarbonate pour transformer le chlorhydrate de cocaïne en crack de cocaïne chimiquement pur.

Comment les fabricants de tabac ont-ils découvert le *freebasing* ? La chimie élémentaire qui sous-tend le processus était déjà bien connue des chimistes, y compris de ceux du tabac, dans les années 1930-1940. J'ai mentionné l'hypothèse de Parmele sur l'ajout d'ammoniac aux cigarettes pour rendre la nicotine plus volatile, mais le sujet avait été débattu plus tôt. En 1930, les chercheurs de l'American Tobacco Company se penchèrent sur le fait que « l'ammoniac a la propriété de libérer la nicotine de ses sels. Si le tabac contient de la nicotine libre, elle s'intégrera plus facilement à la fumée, alors que si elle contient des sels moins volatils, elle se consumera à mesure de la combustion ». Les experts allemands et russes du tabac connaissaient également la puissance de la nicotine libre par rapport à celle de sa forme liée et ils écrivirent abondamment sur le sujet^[589].

Dans ces années-là, de telles idées ne présentaient guère d'utilité concrète. Les fabricants s'intéressaient surtout au moyen d'adoucir les cigarettes et n'avaient aucune raison de les corser. En 1954, Claude Teague chercha le moyen de réduire la nicotine libre dans la feuille de burley : l'âpreté (ou la « force ») de ce dernier venait, on le sait, de « la forte concentration de bases libres dans la fumée », et Teague proposa d'ajouter au tabac des acides organiques (citrique, malique ou succinique, entre autres) afin d'en atténuer l'âpreté alcaline. La proposition n'était pas nouvelle : Aleksandr Shmuk, chimiste russe spécialiste du tabac, en avait émis de quasi identiques près d'un quart de siècle plus tôt. Pour Teague, comme pour tous les protagonistes du monde du tabac, jusque vers le

milieu des années 1950, l'objectif était d'alléger plus encore la fumée, de faciliter l'inhalation et de rassurer quiconque s'inquiétait de l'« irritation ». Mais aussi d'encourager les novices^{590}.

Toutefois, avec la vague de développement des cigarettes à faible teneur en goudron, « rassurantes pour la santé », les priorités chimiques changèrent. Et les questions devinrent : Comment obtenir plus d'effet d'une quantité donnée de nicotine ? Comment maintenir la « satisfaction » tout en diminuant les teneurs (apparentes) ? Et il y avait urgence, surtout après que les gouvernements eurent imposé les premières publications des valeurs de goudron et de nicotine (à la fin des années 1960), mesurées sur des machines standardisées. La ventilation fut l'une de ces réponses ; le *freebasing* une autre, bien qu'elle soit survenue par accident, et par une voie sensiblement plus tortueuse, qui impliquait le recours à l'ammoniac et au traitement des résidus de tabac.

Des usines de cigarettes transformées en papeteries

L'ammoniac a été utilisé dans la fabrication du tabac bien avant d'avoir été identifié comme agent de *freebasing*. Les premiers brevets datent des années 1880, quand ce produit fut proposé comme moyen d'éliminer la « mauvaise odeur » de la feuille fermentée. Mais il était alors souvent perçu comme un agent irritant indésirable, généré par le séchage à l'air chaud. Voici l'une des premières explications (ou rationalisations) du procédé de « torréfaction » tant vanté par American Tobacco : le traitement par la chaleur éliminait la quasi-totalité de l'ammoniac accumulé dans la feuille chauffée. Le but était de supprimer un agent irritant et nocif, mais aussi de réduire la force de la nicotine en la maintenant de préférence dans son état lié (au lieu de son état libre, plus volatil)^{591}. On ajoutait parfois de l'ammoniac au tabac, mais cela n'avait aucun rapport avec le *freebasing* : j'ai mentionné la désodorisation, mais il servait aussi

de solvant pour dénicotiner le tabac et, dans les années 1950-1960, pour neutraliser des agents cancérogènes tels que le benzopyrène. En réalité, l'innovation qui a conduit à son emploi comme agent de *freebasing* est venue de son rôle dans la fabrication du tabac reconstitué (ou *recon*), lequel représente jusqu'à 30 % de la masse de la cigarette.

La reconstitution est un procédé lors duquel des parties de la plante jadis considérées comme des déchets sont transformées en feuilles de papier pressées, grâce à une technique très similaire à celle de la pâte à papier. Les usines de *recon* sont en somme des papeteries, où des fibres de tiges de tabac sont écrasées et transformées en pâte au sein d'énormes cuves, puis débitées en feuilles de 3,70 m de large ; ces dernières sont aspergées après séchage (étape dite du « sauçage »), notamment de nicotine et de divers arômes et conservateurs. On pourrait dire que le *recon* est au tabac ce que le contreplaqué est au bois, mais en réalité le procédé s'apparente plus à la fabrication du papier. (Ce pourquoi les syndicats de la papeterie représentent les travailleurs de ces usines – United Paper Workers International, par exemple^[592].)

À partir de la fin des années 1950, on ajouta de l'ammoniac au *recon*, principalement pour rendre les fibres des tiges et les nervures ligneuses des feuilles plus aisément fumables. Les fabricants allemands avaient commencé à inclure les fibres des tiges dans les cigarettes pendant la Seconde Guerre mondiale, afin de tirer davantage de substance consommable par kilogramme de feuilles récoltées. Selon certains (dans les années 1940), la fréquence de cet emploi aurait été cause de cancer : traditionnellement, les cigarettiers n'utilisaient que les parties non ligneuses, mais la rationalisation de la production les poussa à utiliser de plus en plus la plante dans son ensemble (à peu près tous ses éléments, sauf les racines et le tronc central) afin d'en accélérer le traitement mécanique et d'abaisser les coûts.

Toutefois, l'opération n'était pas simple. Les tiges sont comme le bois et dégagent une fumée semblable à celle du carton, de la sciure ou du

« papier kraft ». On peut y ajouter de la nicotine, mais la fumée qui en résulte demeure très acide, et c'est là que l'ammoniac entre en jeu. Ce dernier sert à neutraliser l'acidité et à libérer les pectines de la feuille (et de la tige), liant ainsi plus efficacement les fibres nécessaires à la cohésion des feuilles de pâte séchées. Dans les années 1950, les recherches sur ce procédé de reconstitution s'intensifièrent et, entre 1952 et 1994, ce furent au moins 231 brevets qui furent déposés. R. J. Reynolds en fut un précurseur : l'historien officiel de la compagnie évoque un déplacement de trois de ses directeurs, partis en 1946 effectuer des recherches sur les techniques de papeterie à la bibliothèque publique de Winston-Salem⁽⁵⁹³⁾. À la fin de la décennie, la plupart des *majors* du tabac utilisaient du *recon*. Certaines compagnies s'en étaient déjà servies dans la cape des cigares, mais Reynolds fut apparemment le premier à en introduire dans les cigarettes de fabrication américaine. La feuille de tabac reconstituée était débitée en fines lamelles pour pouvoir être mélangée à la feuille de tabac véritable, qui était hachée, et une bonne partie de ce qui se fume dans les cigarettes actuelles est en réalité du *recon*, ce qui procure aux cigaretteurs une certaine flexibilité dans la manipulation du produit fini.

Les fabricants avaient certes espéré que les fumeurs jugeraient le *recon* acceptable, mais personne n'imaginait l'engouement qu'il susciterait. L'ajout de cette feuille ammoniacuée à la feuille traditionnelle conférait au mélange final un nouvel arôme délicieux, décrit dans les documents internes comme un burley capiteux au goût « chocolaté ». Le plus important tenait aux effets pharmacologiques, car, à teneur égale de nicotine, l'ajout d'ammoniac confère au tabac une charge nicotinique supérieure. Dans le climat d'inquiétude sanitaire des années 1960-1970, cela permettait aux fabricants de continuer à réduire les teneurs en nicotine (mesurées par les machines) tout en donnant aux cigarettes le « hit » propre aux marques « pleine saveur ».

Le secret et l'âme des Marlboro

Philip Morris fut apparemment le premier à s'apercevoir que l'ammoniac pouvait servir à produire ce délicieux « hit » de nicotine supplémentaire. Cette découverte semble être survenue par accident au début des années 1960, alors que la compagnie menait des expériences sur le goût et la psychopharmacologie de la feuille de tabac ammoniacuée. Comme chez Reynolds, on ajoutait de l'ammoniac à la feuille de tabac pour en améliorer les propriétés liantes, ce qui lui conférait la capacité de résister à la traction nécessaire au « remplissage ». (Une feuille résistante permet au *recon* d'avancer très vite dans le train automatisé des machines.) Les premiers tests furent satisfaisants, et, en 1961, la compagnie ouvrit une usine pilote expérimentale pour y fabriquer de la feuille de tabac ammoniacuée en utilisant ce qui s'appelait le procédé DAP-BL (phosphate de diammonium-mélange de feuilles).

Un an plus tard, le chimiste John D. Hind notait que le traitement au DAP produisait un « arôme de chocolat » particulièrement fort, fournissant « un moyen bien plus efficace pour produire des “notes” chocolatées dans les cigarettes ». On testa des lots pilotes au printemps et à l'été 1963, et Philip Morris lança la fabrication commerciale le 15 octobre 1963 ⁽⁵⁹⁴⁾.

La feuille de tabac ammoniacuée fut incorporée aux Marlboro en 1964 et changea radicalement le destin de cette cigarette. Coïncidant avec le lancement de la campagne Marlboro Country [Au pays de Marlboro], l'utilisation de ce papier tabac à échelle industrielle fit merveille. Marlboro avait toujours été une enseigne relativement mineure ; dans les années 1950, elle ne possédait même pas 5 % du marché américain. Mais en 1967, dès que Philip Morris eut obtenu un brevet pour son procédé DAP-BL – sans aucune mention du *freebasing*, curieusement –, elle emprunta le chemin pour devenir la première marque

mondiale. Entre 1965 et 2005, ses parts de marchés aux États-Unis passèrent de 5 % à plus de 40 %, hausse la plus spectaculaire de l'histoire de la cigarette^{595}. En 1976, elle ravit la première place à Winston aux États-Unis et devint bientôt le numéro un mondial. Après l'entrée en lice de la version *freebase* en 1964, les graphiques de ses parts de marché affichèrent une vive accélération à la hausse.

Dans ce succès, il est impossible de démêler la part due au *freebasing* de celle qui revient au marketing sophistiqué du Marlboro Country et du cow-boy éponyme. Masculine, sous son étui rigide au chevron rouge, la marque était peut-être même assez robuste pour affronter le cancer. (Rappelons qu'en 1955 l'image virile était inédite. Marlboro était alors une marque féminine, et ses cigarettes « douces comme le mois de mai » avec leur « bout ivoire qui protège vos lèvres ».) Puis Marlboro s'est transformé en marque masculine. Les fumeurs, surtout les jeunes, ont semblé apprécier le coup de fouet donné à la nouvelle version, laquelle ne manqua pas d'inspirer la convoitise des autres fabricants et de les inciter à l'imitation.

Philip Morris finit par appliquer ses techniques de *freebasing* à plusieurs de ses marques – notamment ses Merit à faible teneur en goudron (et en nicotine), introduites en 1976 comme « un progrès radical dans la technologie de la cigarette ». Les Merit incarnaient l'espoir de Philip Morris vis-à-vis d'une génération de fumeurs en quête d'un tabagisme « plus sûr ». La nouvelle appellation affichait une teneur en nicotine inférieure de moitié à celle des Marlboro, mais grâce au traitement au phosphate de diammonium, elle procurait la même quantité de nicotine « libre ». En 1980, les scientifiques de Brown & Williamson réfléchirent à la question en soulignant qu'« en théorie une personne fumant ces cigarettes [Merit et Marlboro] ne retirerait de l'une ou l'autre aucune différence appréciable de satisfaction sur le plan physiologique, sur la base du volume de nicotine libre administré »^{596}.

Philip Morris jouit plusieurs années d'un monopole de la technologie

de l'ammoniac, mais on finit par découvrir le « secret » et l'« âme » de Marlboro. Son succès énerva la concurrence qui finit par découvrir les vertus du *freebasing*. En 1971, Liggett & Myers tenta d'augmenter le pH de la fumée en ajoutant de l'hydroxyde de calcium à ses mélanges, selon la logique suivante : « Nous nous intéressons au développement d'une cigarette au pH accru dans le but d'augmenter la forme à base libre de la nicotine par rapport à sa forme salifiée acide, générant peut-être une fumée plus satisfaisante. Si c'est possible, il pourrait y avoir diminution de la nicotine de la fumée sans diminution de la satisfaction physiologique associée à l'alcaloïde^[597]. » L'auteur du rapport savait qu'on pouvait renforcer l'« effet physiologique » de la nicotine en modifiant le ratio entre formes à base libre et formes acides salifiées. Ici aussi, le but était d'accroître la puissance de l'alcaloïde tout en réduisant les teneurs apparentes^[598].

Reynolds fut un autre imitateur zélé. En 1973, Claude Teague, auteur du « Survey of Cancer Research » et désormais directeur adjoint de la recherche de la compagnie, rédigea une longue analyse du succès de Marlboro, attribuant sa popularité parmi les jeunes essentiellement à l'usage de la technologie de l'ammoniac. Il explorait les nombreuses raisons de ce succès, ainsi que de celui des Kool de Brown & Williamson, dans le but d'aider son entreprise à combler l'écart. Voici sa conclusion : « La différence la plus significative entre nos marques et les Marlboro et les Kool réside dans le pH de la fumée. » Dans ce même rapport – estampillé « Secret » –, il notait que, comparée aux Winston de Reynolds, la Marlboro affichait « 1) un pH de fumée plus élevé (une plus forte alcalinité), par conséquent un volume accru de nicotine “libre” dans la fumée et un “hit” immédiat plus puissant, 2) moins d'irritation de la bouche, 3) un goût moins ligneux et moins d'arôme de tabac turc et séché à chaud, 4) un arôme et un caractère burley plus affirmés^[599] ». Reynolds commença à introduire de l'ammoniac dans ses cigarettes en 1974 : la feuille ammoniaquée entra dans la fabrication des Camel filters qui

libérait ainsi 36 microgrammes d'ammoniac par cigarette^{600}.

Brown & Williamson se convertit à son tour. En 1965, les scientifiques des laboratoires de sa filiale BATCo à Southampton avaient bien conscience que la « force » ou l'« impact » d'une cigarette n'étaient pas liés à la teneur totale en nicotine, mais à la quantité de nicotine « extractible » ou « libre », qui variait considérablement selon le pH de la fumée. L'ammoniac constituait un moyen évident de manipuler ce pH et, en 1971, la compagnie attribua un nom de code, UKELON, à l'urée, une source d'ammoniac reconnue comme « moyen d'obtenir un impact normal à partir de cigarettes faibles en goudron ». Le projet Low Tar Satisfaction (LTS) de la compagnie fut conçu pour exploiter cet effet, le but étant de créer une cigarette contenant de « plus hauts niveaux de nicotine “libre” » dans « un environnement alcalin renforcé ». Un document Brown & Williamson de 1971, intitulé « Ukelon Treatment of Tobacco » [Traitement du tabac à l'Ukelon], notait que le traitement à l'urée pourrait ouvrir « la voie au développement d'une cigarette faible en goudron qui conserverait tout son potentiel »^{601}.

Brown & Williamson continua ses recherches en ce sens tout au long des années 1970 et aboutit dès 1980 à la conclusion suivante : « Nous possédons suffisamment de compétences pour “élaborer” une cigarette au poids de goudron réduit, en milligrammes, qui délivrera autant de “nicotine libre” que les Marlboro, les Winston ou les Kent sans que la teneur totale en nicotine dépasse celle d'un produit “light”^{602}. » À ce stade, on se servait d'UKELON dans les marques Kool et Viceroy et nous disposons même de certaines des recettes détaillant pour chaque fût de tabac le nombre de kilos vaporisés (en « sauçage ») sur le mélange fini. Par exemple, en 1989, le sauçage d'un lot de 4 500 kg de tabac expérimental MT-768 de la compagnie comprend les ingrédients suivants^{603} :



CELANDO	(= glycérine)	44,5 kg
HALWAY	(= miel)	67 kg
QUASER	(= sucre inverti)	145 kg
GRELANTER	(= propylène glycol)	171 kg
UKELON	(= urée)	22 kg
XCF-2273	(= sauçage expérimental)	3 kg
HOTANTIS	(= eau)	131 kg

La recette ne fournit que les noms de code : j'ai ajouté ici les ingrédients décodés entre parenthèses. Tout cela s'inscrivait dans le cadre du projet Best, qui avait pour but de développer une cigarette capable de devancer la rivale absolue, Marlboro. La question clef devint alors : « Y a-t-il plus de composants chimiques à base de NH₃ [ammoniac] dans la Marlboro^{604} ? »

Cette question revêtait un grand intérêt pour Brown & Williamson qui engagea un service de renseignement industriel pour enquêter sur la quantité d'ammoniac employée par Philip Morris. En 1985, le Corporate Intelligence Group de la compagnie Information Data Search, Inc., transmet à B & W les résultats d'une enquête clandestine sur l'utilisation de l'ammoniac par son grand concurrent, rassemblés à partir d'entretiens avec des fournisseurs de produits chimiques, des experts de la culture du tabac, des fabricants et des distributeurs d'équipements, des spécialistes des parfums et des arômes, des ingénieurs chimistes et des cigarettiers concurrents. Brown & Williamson apprit ainsi que son principal rival utilisait dans ses usines américaines quelque 1 250 tonnes d'ammoniac gazeux par an^{605}.

À cette époque, la quasi-totalité des *majors* avaient appris à manier la technologie de l'ammoniac, et pas seulement aux États-Unis. En janvier 1988, J. S. C. Wong, du département R & D de W. D. & H. O. Wills, en Australie, signalait des essais d'utilisation menés par sa compagnie pour développer « un produit fumable à faible taux d'alcaloïde sans entraîner d'effet dommageable sur ses propriétés de consommation ». Ayant réduit le contenu de nicotine d'un mélange de tabac en procédant par extraction à base d'eau, Wong avait observé que l'exposition consécutive à l'ammoniac « rétabl[issai]t des niveaux d'impact et d'irritation à un ordre de grandeur similaire à ceux du tabac sans extraction [à base d'eau] »^{606}.

Dès les années 1980, la technologie de l'ammoniac faisait partie de l'ordinaire. Un colloque consacré à sa technologie, organisé par Brown & Williamson à Louisville, dans le Kentucky, les 18 et 19 mai 1989, conclut qu'elle était « la clef de la compétition sur la qualité de la fumée qui l'opposait à [Philip Morris] à l'échelle mondiale ». Les minutes de cette réunion révèlent qu'à l'exception de Liggett tous les fabricants américains recouraient à l'ajout d'ammoniac, d'une manière ou d'une autre. Philip Morris utilisait le *recon* DAP et l'urée ; Reynolds l'ammoniac ; American Tobacco et Lorillard le *recon* DAP ; et Brown & Williamson le *recon* DAP et l'urée, sous les noms de code QUELAR et UKELON, ainsi qu'une demi-douzaine d'autres procédés sous la rubrique « Technologie de base »^{607}. Les chercheurs de Brown & Williamson identifièrent dans le traitement contrôlé à l'ammoniac l'« âme des Marlboro » :

Marlboro est une cible mouvante. Ces trois dernières années, ses composés alcaloïdes ont nettement augmenté. Les niveaux d'humectants ont été rehaussés. Nous trouvons dans la Marlboro [...] deux additifs de PM [Philip Morris] en quantité croissante, l'urée et le propylparabène. [...] Nous nous en tenons à notre conclusion précédente : l'âme des Marlboro réside dans le traitement contrôlé du tabac à l'ammoniac,

traitement qui s'effectue au stade de la fabrication du tabac reconstitué. C'est le *recon* en bandes longitudinales de PM qui aboutit le plus efficacement à la chimie de l'ammoniac voulue, et qui fait de ce dernier un ingrédient essentiel des Marlboro^{608}.

Bien évidemment, rien de tout cela ne fut rendu public et, des années durant, les compagnies nièrent toute manipulation de la nicotine. En 1994, Philip Morris eut même l'aplomb d'attaquer ABC Television et de réclamer à la chaîne 10 milliards de dollars pour avoir révélé que le fabricant des Marlboro « arrosait » ses cigarettes de nicotine^{609}. L'ironie de la chose, c'est que les compagnies auraient pu avancer que la base libre n'était qu'un moyen d'accroître la puissance de la nicotine tout en maintenant les goudrons au plus bas, et défendre le procédé comme un moyen de créer une « cigarette plus sûre ». Les compagnies n'ont jamais argumenté en ce sens, tant elles répugnaient à évoquer toute manipulation des propriétés chimiques de la fumée. Pourtant, elles auraient pu déclarer qu'elles essayaient de créer une cigarette faible en goudron tout en maintenant des niveaux « satisfaisants » de nicotine, ce que certaines autorités de la santé publique auraient même pu saluer^{610}.

En tout état de cause, de tels arguments auraient compromis l'un des piliers de cette supercherie industrielle, qui présentait simplement la nicotine comme l'un des nombreux agents « gustatifs » de la cigarette, et nullement comme un facteur pouvant provoquer le manque et privant le fumeur de son libre-arbitre. On amenait le public à la prendre pour l'un des nombreux composants naturels de la feuille de tabac, échappant au contrôle des fabricants. Reconnaître qu'on en renforçait l'impact tout en promettant des teneurs sans cesse réduites serait revenu à admettre l'addiction. Les fabricants n'y étaient pas disposés. La ligne officielle a toujours été que l'ajout d'ammoniac visait simplement à améliorer le « goût » du tabac.

Mais en privé, les compagnies admettaient en toute franchise que la

nicotine libre était une forme plus forte et plus dangereuse de l'alcaloïde. La nicotine libre avait toujours posé un problème de santé et de sécurité dans les usines, où l'équipement de transformation de la feuille se bloquait régulièrement au contact de cet alcaloïde cireux. Pour nettoyer les machines, les compagnies procédaient souvent à ce qu'on définirait comme de la « débasification » : le nettoyage à l'acide citrique des pièces encrassées par la nicotine, moyen de convertir la forme basifiée volatile en sel (acide) plus inoffensif. L'alcaloïde étant extrêmement toxique sous sa forme basifiée, les fabricants savaient que le contact même avec quelques gouttes pouvait se révéler fatal – par absorption directe à travers l'épiderme. Les procédures de sécurité confidentielles de l'usine pilote de Philip Morris, qui fabriquait du tabac dénicotinisé pour sa marque Next, prenaient acte du fait que « l'emploi d'acide citrique au stade de la décontamination des pièces d'équipements ser[va]it à convertir la nicotine épurée vers sa forme salifiée moins absorbable, tout en la rendant moins volatile ». Le sel résultant – le citrate de nicotine – demeurait très toxique, mais il présentait au moins l'« avantage » de ne posséder « que le vingtième environ du taux d'absorption par voie cutanée de la nicotine libre »^[611].

Mais il y avait une autre épine : fumer provoque aussi des maladies cardiaques et des dizaines d'autres affections, auxquelles la nicotine n'est pas étrangère. Elle est notamment responsable de syndromes cardiovasculaires en provoquant un rétrécissement des artères et c'est aussi un facteur de décès par AVC. John Cooke, à Stanford, a montré qu'elle stimulait la croissance des vaisseaux sanguins, ce qui signifie que l'exposition à l'alcaloïde est de nature à stimuler la tumorigénèse en favorisant des apports sanguins riches en oxygène aux nouvelles tumeurs. Des chercheurs ont aussi montré qu'elle contribuait au blocage de certaines activités enzymatiques qui contribuent à la détoxification des nitrosamines spécifiques du tabac^[612]. Aujourd'hui encore, les laboratoires pharmaceutiques sont bridés dans leur développement de

nouveaux médicaments, car la nicotine interfère avec les processus de détoxification élémentaires de l'organisme. (Un autre coût social de la cigarette.)

En fin de compte, le *freebasing* a entretenu l'addiction de masse. Les fumeurs croyaient acheter des cigarettes à faible teneur, alors qu'ils absorbaient autant de nicotine qu'auparavant – et sous une forme plus puissante. Le but était d'augmenter la dose de nicotine « extractible ». Le procédé était trompeur. Le *freebasing*, qui facilite la compensation, doit donc être avant tout considéré comme une supercherie chimique destinée à pousser les fumeurs à en demander toujours plus.

Infiltrer les universités

« Seule une canaille ou un idiot peut soutenir [l']industrie du tabac. Elle est ignoble. C'est l'ère de la négation de l'homme. Pourvu qu'on ne dise pas de notre époque qu'elle fut celle durant laquelle nos meilleurs esprits auront vendu leur âme au diable. »

Charles B. HUGGINS (*prix Nobel*)
à Clarence Cook Little (*président du*
comité scientifique du Conseil de la
recherche sur le tabac – CTR),
17 janvier 1968.

En 1963, Maurine B. Neuberger, sénatrice de l'Oregon, s'est demandé qui les futurs historiens accuseraient de « notre incapacité à trouver une solution, même partielle, au problème du tabac dans les dix années qui ont suivi la révélation de ses dangers » :

L'industrie du tabac, pour sa défense cynique et étroite de ses seuls intérêts ? Le gouvernement, du fait de sa timidité, de son inertie et de son incapacité à formuler un programme clair de prévention ? La profession médicale, pour avoir démissionné de son rôle de chef de file dans ce domaine capital qu'est la santé publique ? Ou faut-il incriminer l'individu, fumeur aussi bien que non-fumeur, incapable d'assumer sa responsabilité vis-à-vis de son bien-être et de celui de la société dans laquelle il vit^[613] ?

Aujourd'hui, nous sommes bien obligés de répondre : « Ils sont tous coupables » – eux, et d'autres encore. La sénatrice n'évoquait pas les nombreux journalistes, publicitaires et chargés de relations publiques qui ont si fidèlement servi l'industrie, ni ces fermiers et ces syndicalistes qui se sont associés à la campagne de propagation du doute. Elle ne mentionnait pas la multitude de fournisseurs de papier, de filtres et d'agents aromatisants qui devaient bien connaître la destination finale de ces ingrédients. Et elle ne mentionnait pas non plus les légions d'avocats qui, comme ceux des cabinets Shook, Hardy & Bacon ou Covington & Burling, prodiguaient des conseils confidentiels, orientaient les recherches, s'occupaient des experts, passaient des documents à la broyeuse ou les mettaient sous clef et apportaient leur aide et leurs encouragements à cette conspiration négationniste⁽⁶¹⁴⁾.

L'autre grand absent de la liste de la sénatrice Neuberger, c'est le monde universitaire, absence frappante quand on sait avec quel soin méthodique nos universités ont été investies. Des milliers de chercheurs ont travaillé comme consultants pour Big Tobacco, et ils ont été des centaines à intervenir comme témoins dans des procès, pas seulement aux États-Unis mais partout dans le monde. Cette collaboration massive – et criminelle – est peu connue. C'est un mauvais point pour la recherche moderne, et il n'est pratiquement jamais relevé.

Ivraie de données hors sujet et contreparties

Dans la première édition de cet ouvrage, j'avais consacré un chapitre à la manière dont, dès les années 1940, le Medical College de Virginie (MCV) s'était « vendu à l'American Tobacco Company » : à travers son département de pharmacologie tout particulièrement, cette faculté a fourni des talents à l'industrie pendant plus de soixante-dix ans, et continue de le faire. Mais le MCV n'a pas été le seul à prêter main-forte. Des dizaines

d'universités de niveau mondial ont rendu service au secteur, défendu les cigarettiers devant les tribunaux ou lors d'auditions, débité toute une ivraie de données hors sujet pour distraire l'attention du bon grain (à savoir les dangers qui se profilaient), apposé l'imprimatur de l'intellect à l'entreprise commerciale la plus létale qui soit. Des professeurs travaillant au sein d'institutions aussi illustres que Harvard, Yale, Johns Hopkins, Stanford, UCLA et autres fleurons de l'enseignement ont été trop heureux de se rendre utiles et ce à plus d'un titre. Toucher de l'argent d'organes de diversion de Big Tobacco – le Conseil de la recherche sur le tabac (CTR), le Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations (CIAR), etc. – fut la forme la plus courante de leur complicité, mais des chercheurs se sont aussi montrés au cinéma ou à la télévision pour le compte de l'industrie, ils ont siégé dans des jurys de bourse, organisé des colloques, publié des livres et des articles et accepté d'innombrables autres arrangements. Ils ont fait office de témoins experts pour l'industrie devant les tribunaux ou le Congrès, ont rédigé des mémoires pour les avocats, les ont conseillés sur à peu près tous les sujets, des points faibles de tel raisonnement statistique aux méthodes les plus pernicieuses de contestation d'un diagnostic de cancer.

Avant les années 1990, il semble qu'on ait peu rechigné à toucher de tels fonds. En 1964, les administrateurs de l'université Harvard allèrent jusqu'à réclamer de l'argent à Reynolds en arguant que de telles donations seraient d'une « valeur incalculable » (pour la recherche médicale) car elles démontreraient l'« interdépendance de la santé et de la réussite industrielle ». Voici comment cette université approcha le clan Camel :

En accordant une bourse de premier plan, sans aucune condition restrictive, pour enseigner et mener des recherches en sciences médicales à Harvard, la R. J. Reynolds Tobacco Company recueillerait d'énormes bénéfices du point de vue des relations publiques, à commencer par

l'annonce initiale de ce don qui se poursuivrait ensuite, aux yeux des générations à venir, par l'association du nom de R. J. Reynolds à un flux de progrès constant en science médicale. La Compagnie donnerait là l'exemple, un exemple d'une valeur inestimable, en démontrant l'interdépendance de la santé et de la réussite industrielle^{615}.

Pour sa part, Reynolds admit que ces investissements universitaires seraient avisés « pour l'«image publique» de la Compagnie » – et, le 8 octobre 1964, l'entreprise versa 50 000 dollars à la vénérable université de la côte est^{127}. Le responsable du programme de médecine de Harvard, Lawrence O. Pratt, en fut satisfait et assura son donateur de l'intention de l'université de « créer avec votre tout premier cadeau le Fonds d'enseignement et de recherche R. J. Reynolds » à Harvard :

La création d'un tel fonds aura un grand nombre d'avantages. Nous serons en mesure d'affecter les revenus du Fonds au soutien de la recherche fondamentale dans les domaines qui revêtent un intérêt particulier pour votre compagnie. Le don n'étant assorti d'aucune restriction, le doyen de la faculté de médecine de Harvard sera en mesure d'utiliser ces nouvelles ressources, en bon quarterback d'équipe de football, d'une manière qui promette une progression maximale de nos équipes sur le front de la connaissance^{616}.

Plus tard, Reynolds travailla avec d'autres doyens de Harvard, parmi lesquels Robert H. Ebert, qui succéda en 1965 à George P. Berry au poste de doyen de la faculté de médecine. Le doyen Ebert n'était pas moins reconnaissant, et faisait en 1970 l'éloge des fabricants de Camel qui avaient « fourni à la faculté de médecine une part importante du capital disponible pour l'enseignement et la recherche, sans aucune condition restrictive ». Ebert invita le cigarettier à visiter le campus : « Nous serions heureux, à cette occasion, de vous montrer en quoi le

Fonds Reynolds contribue au progrès de la science et de l'éducation médicales. » Reynolds accepta volontiers, notant que le doyen Ebert s'intéressait depuis longtemps aux infections pulmonaires – et qu'il fumait la pipe^{617}.

En effet, les cadeaux de cette sorte étaient souvent « sans condition restrictive », mais les donateurs attendaient manifestement un retour sur investissement. Quelques semaines après avoir annoncé sa grande bourse pour Harvard, Reynolds pria l'un de ses avocats d'appeler le professeur A. Clifford Barger de la faculté de médecine à témoigner au nom de l'entreprise devant une commission du Congrès enquêtant sur le tabagisme. Peu après, Barger examina les demandes de bourses du CTR et plongea à son tour dans le chaudron, touchant des fonds des projets spéciaux après avoir obtenu l'accord de « la totalité des six directeurs juridiques » de l'industrie. Comme l'expliquèrent les avocats travaillant pour Shook, Hardy & Bacon, Barger avait de quoi séduire le cartel car, s'agissant des maladies cardiaques, le professeur « pensait que son travail expérimental montrait que c'était le stress et non le tabac qui était en cause ». Quelle douce musique aux oreilles de l'industrie... C'est pourquoi, en 1969, David Hardy recommanda de gonfler l'enveloppe du projet spécial de Harvard, là encore dans l'espoir que le « professeur Barger puisse envisager de [leur] livrer son témoignage lors d'auditions parlementaires ». Il s'agissait d'une logique bien connue : « Le professeur Barger est, selon nous, bien disposé envers notre cause pour tout ce qui touche à la question de la maladie cardiaque, et il estime que le stress et d'autres facteurs sont d'une bien plus grande importance que ces accusations non prouvées contre le tabac. » Cette année-là, Barger reçut 30 000 dollars en fonds de projet spéciaux, à quoi s'ajoutèrent 150 000 dollars^{128} en 1972 sous forme de fonds ordinaires du CTR, afin de déterminer, entre autres, « si la nicotine renforçait les performances du singe écureuil (saimiri) ». À cette date, le professeur se trouvait déjà à la tête d'une grosse équipe de chercheurs de Harvard

émargeant aux fonds de l'industrie – le psychiatre Peter B. Dews, mais aussi J. Alan Herd, du département de physiologie, Roger T. Kelleher et William H. Morse de celui de psychobiologie, et plusieurs assistants de recherche et autres techniciens. En 1984, il présentait encore des communications devant le conseil d'administration de RJR, en assurant aux directeurs que, malgré « le nombre de facteurs éventuels », les maladies cardiaques relevaient de causes « inconnues ». En 1994, son collègue Peter Dews conseillait toujours Philip Morris sur des « points scientifiques relatifs à l'addiction nicotinique » pour répondre à certaines affirmations formulées lors des procès, tout en siégeant au conseil scientifique consultatif de Reynolds. Dews effectua au moins une fois le déplacement jusqu'au siège de Philip Morris à New York pour y donner une communication (devant le conseil d'administration) sur des questions juridiques si sensibles qu'aujourd'hui encore le texte de cette intervention reste « contenu protégé », soustrait aux regards du public^{618}.

Il faudrait des milliers de pages pour dresser dans toute son ampleur la chronique de l'infiltration de l'université par Big Tobacco. Ces collaborations se déploient à trop grande échelle. Rien qu'entre 1995 et 2007, les chercheurs de l'université de Californie reçurent des fabricants de tabac au moins 108 prix d'un montant total de 37 millions de dollars pour leur formation, leurs services et leurs travaux de recherche. Sur le plan mondial, la majeure partie de ces collaborations concernaient le domaine de l'agriculture : les compagnies misaient sur des experts pour accroître le rendement du tabac, et des milliers, si ce n'est des dizaines de milliers de chercheurs furent enrôlés à cette fin. Toutefois, je me bornerai ici aux collaborations liées à la santé, car nous sommes là en présence de la violation de l'intégrité universitaire la plus inquiétante qui soit.

Un climat d'ouverture

Les années 1930 marquèrent un tournant dans les collaborations tabac-université. Des compétences extérieures étaient nécessaires pour résoudre certains problèmes techniques, mais les compagnies commençaient aussi à comprendre que ces liens avec l'université pouvaient également servir le prestige et la crédibilité du secteur, qui avaient souffert de la première grande vague des « frayeurs sanitaires » centrées autour de la publicité faite aux poisons du tabac – notamment le plomb, l'arsenic et le monoxyde de carbone, mais aussi des poisons produits par l'emploi d'humectants. Dès 1931, A. L. Chesley, le principal responsable scientifique d'American Tobacco de l'époque pré-Hammer, poussa la compagnie à mobiliser ses talents pour mieux « résister à l'assaut » de la concurrence et des propagandistes antitabac. L'objectif était de faire du département de recherche de l'entreprise le « chef de file en ce domaine », afin que quiconque souhaite se renseigner sur le tabac « songe d'abord à [l']interroger pour s'informer ». Les Laboratoires Bell du groupe AT&T étaient un modèle qui s'imposait, mais on veillerait aussi à cultiver des contacts de recherche externes. Voici la recommandation de Chesley : « Il faut établir un climat d'ouverture, probablement à travers des travaux de recherche avec plusieurs facultés de premier plan, comme Columbia, Johns Hopkins, l'université d'Iowa et certaines universités de la Côte^[619]. »

Dans les années 1950 et 1960, avec l'accumulation des preuves et des certifications relatives aux risques de cancer, l'industrie augmenta fortement ses financements aux universitaires. Pour la seule année 1955, le TIRC proposa des bourses à 79 facultés de médecine, et seules deux d'entre elles refusèrent ces versements. Démarchant des soutiens partout où elles le pouvaient, les compagnies proposaient des avances sur honoraires et de lucratifs émoluments afin de garder ces universitaires dans leur manche. Herbert Arkin, statisticien du City College de New York, fut embauché par Philip Morris en 1950 pour analyser le degré d'irritation de la gorge selon les marques. Analysant des chiffres fournis

par le groupe, Arkin découvrit que, si les Lucky Strike provoquaient une irritation significative, les Philip Morris (ô surprise !) n'en produisaient aucune. Il fut ensuite engagé pour contester les études de Hammond et de Horn financées par la Société américaine de cancérologie et publia dans *Current Medical Digest* un article avertissant que les méthodes utilisées pour lier tabac et cancer exposaient à d'innombrables « erreurs d'interprétation ». Les journaux se firent l'écho de ce scepticisme avec des gros titres annonçant « Un professeur remet en question le lien cigarette-cancer » et « Le lien tabac-cancer du poumon remis en cause »⁽⁶²⁰⁾. Des dizaines d'autres chercheurs furent rémunérés pour des services similaires et, à la fin des années 1950, il était difficile de trouver un scientifique ouvertement sceptique qui n'ait pas touché de l'argent du cartel.

À partir de là, on assista véritablement à l'émergence de deux communautés scientifiques, l'une indépendante de l'industrie, reconnaissant la réalité des méfaits du tabac, et l'autre dépendante d'elle et servant ses divers besoins techniques, juridiques, politiques et aussi ses impératifs en matière de communication. Cette distinction ne se résume pas à celle des « meneurs » par rapport aux « suiveurs », car nombre des chercheurs cooptés étaient des personnalités phares dans leurs domaines respectifs. C'est aussi pourquoi il n'est pas juste d'opposer ici science et pseudo-science. En règle générale, la science soutenue par l'industrie n'était pas particulièrement médiocre, mais simplement hors sujet par rapport au thème des méfaits du tabac. Le génie de l'industrie est d'avoir créé une nouvelle sorte de science – nouvelle dans sa dimension macrosociologique – que j'aime appeler *science de diversion* ou *recherche leurre*⁽¹²⁹⁾. On peut présenter ladite science comme « liée » d'une manière ou d'une autre à la question du rapport entre la santé et le tabac, sans jamais courir le risque d'impliquer ce dernier dans de quelconques effets nocifs.

Sur les engagements de Harvard

Alors qu'il était entendu que certaines formes de cooptation demeureraient invisibles, d'autres étaient censées se dérouler sur le devant de la scène, ce qui permettait à Big Tobacco de s'en vanter. La recherche parrainée par l'intermédiaire du TIRC/CTR s'affichait dans des « rapports annuels » préparés avec habileté, et les nombreux autres cadeaux et bourses richement dotées étaient toujours largement étalés en public. En revanche, certaines collaborations étaient censées rester plus discrètes.

Ainsi, dans les années 1960, l'université du Kentucky ouvrit à Lexington un programme de recherche tabac-santé dirigé par Gus W. Stokes, de la faculté d'agriculture. Le programme était censé évaluer « la nature et l'ampleur de la relation entre le tabac et la santé », ce que même Philip Morris jugeait peu crédible étant donné l'absence de toute « unité épidémiologique susceptible de traiter des statistiques ». Une recherche favorable à l'industrie s'organisa avec le soutien de Brown & Williamson, qui finançait l'institut et contribuait à valider les dossiers de bourse. Dans ce cas précis, le fabricant de tabac exigea de ne pas être identifié comme sponsor. L'université ne devait présenter « aucune information fournie par Brown & Williamson » comme émanant de la compagnie^[621]. Eu égard aux risques de révélations de vérités gênantes, la publicité autour de la recherche financée par l'industrie a toujours fait l'objet d'une mise en scène méticuleuse.

L'influence des juristes fut aussi perceptible dans le programme de recherche sur la santé et le tabac de Harvard, créé en 1972 grâce aux bourses généreuses des compagnies. En réalité, ce programme était l'invention de l'Institut du tabac, qui approcha Gary L. Huber, chef du service des maladies respiratoires de l'unité médicale de Harvard à l'hôpital de la ville de Boston. Huber avait toujours eu envie de jouer le jeu des compagnies, d'aller dans leur sens, empressé qu'il était de

défendre l'« hypothèse constitutionnelle » et la possibilité d'une cigarette « inoffensive ». Huber accordait de l'importance au fait que certaines personnes étaient plus vulnérables que d'autres et, à un certain stade, il avoua à ses interlocuteurs chez Reynolds : « En tant que spécialiste du thorax, j'aimerais savoir lesquels de mes patients je dois prier d'arrêter de fumer. » Le projet de Harvard présentait l'industrie sous un jour favorable : en conséquence, il fut confortablement doté, absorbant sept millions de dollars sur une période de huit ans. Les thèmes de recherche allaient des modèles animaux pour l'emphysème à la chimie de la fumée, aux filtres expérimentaux et au comportement tabagique humain, mais, en 1978, l'industrie sembla être prise à contre-pied : Huber annonça, sur la base d'expériences humaines, que les cigarettes à faible teneur en goudron n'étaient probablement pas moins nocives et pouvaient même être *encore plus dangereuses*, dans la mesure où les fumeurs « retiennent invariablement plus longtemps la fumée des cigarettes faibles en goudron dans leurs poumons, pour en retirer, semble-t-il, plus de satisfaction ». C'était la preuve manifeste que les « faibles teneurs en goudron » n'étaient pas nécessairement synonymes de « moindre danger » – et cela remettait profondément en cause la principale stratégie commerciale de l'industrie, ainsi que ses affirmations rassurantes au sujet de la santé. Confronté à ces découvertes, Charles Waite, directeur médical de l'Institut du tabac, concéda que les gens fument « pour la nicotine » et « pour autoréguler leurs doses », mais dénigra l'expérience « artificielle » de Huber, faussée par l'étroitesse de l'échantillon. Waite affirma aussi que les compagnies n'avaient jamais laissé entendre que les faibles teneurs en goudron étaient moins dangereuses – ce qui n'était pas tout à fait exact non plus^{622}.

Après cela, le programme de Gary L. Huber à Harvard eut quelques soucis. Les avocats de l'industrie du tabac avaient toujours supervisé son travail, néanmoins ceux de Lorillard, au cabinet Shook, Hardy & Bacon, et ceux de Brown & Williamson formulèrent cette mise en garde : il « se mêle de certaines choses de trop près ». À mesure que la relation de

Huber avec l'industrie se détériorait, le robinet à finances se tarissait. En 1980, l'industrie décida que son travail n'en valait plus la peine : sa bourse à Harvard fut supprimée, son programme clôturé. Bien des années plus tard, il a appris (du moins le prétend-il) qu'on s'était servi de lui comme d'un pion dans la campagne de propagation du doute – gâchant quinze années de sa carrière pour découvrir ce que les compagnies savaient de par leurs propres travaux menés dans leurs propres laboratoires. Des avocats attaquant l'industrie en justice lui soumièrent des documents démontrant son rôle dans cet arrangement, et il accepta de témoigner contre ses anciens bienfaiteurs, révélant leur duplicité et les manipulations de la science auxquelles ils s'étaient livrés⁽⁶²³⁾.

Harvard a conclu de nombreux autres accords avec l'industrie. Dans les années 1950, l'anthropologue physique Carl Seltzer essaya de corrélérer la propension à fumer au type corporel, et le rapport 1964 du ministre de la Santé comportait un chapitre entier sur « La constitution morphologique des fumeurs » reprenant les travaux dudit Seltzer comme une source autorisée. Seltzer aimait insister sur ses relations avec Harvard alors qu'il n'y occupait aucun poste fixe ; il gagnait surtout sa vie grâce à des contrats conclus avec l'industrie par l'intermédiaire du Peabody Museum ou de la School of Public Health⁽¹³⁰⁾ [École de santé publique]. Il a témoigné pour les fabricants lors de nombreuses auditions publiques et fait en 1972 une apparition dans le film négationniste de l'Institut du tabac *Smoking and Health : The Need to Know*, en personnage de « grosse tête » à blouse blanche. Il y qualifiait les fumeurs d'« individus plus agressifs, plus ouverts, plus extravertis – des battants, des gens tout en tension », laissant entendre que ces traits de personnalité étaient susceptibles de les pousser à fumer et de les faire succomber à des maladies cardiaques. Sa conclusion fut : « Nous ignorons s'il existe ou non un rapport entre le fait de fumer et les maladies cardiaques. »

En 2002, Harvard se racheta partiellement quand son école de santé publique décida d'écarter toute recherche financée par le cartel. Dans

certaines universités, on eut la lucidité de prendre conscience des dangers liés à de telles collaborations : dès les années 1990, elles étaient plus d'une dizaine à proscrire tout financement par l'industrie du tabac et furent rejointes en ce sens à l'orée du nouveau millénaire par l'Institut Karolinska (qui décerne les prix Nobel de médecine), les universités Johns Hopkins et Emory, l'université de Berlin et plusieurs dizaines d'autres, dont un bon nombre en Australie, pays où s'est formé un mouvement de prévention antitabagique des plus puissants. Plusieurs autres institutions ont vu leur image publique soumise à rude épreuve lorsque des journalistes attentifs ont révélé que leur faculté avait aidé et encouragé le premier tueur industriel de la planète^[624].

Les éponges à finances de Big Tobacco

La collaboration des universités a revêtu quantité de formes^[625] et, dans certains cas, ces établissements doivent leur existence même à la philanthropie de la cigarette. Cela concerne l'université Duke à Durham, en Caroline du Nord, mais aussi la faculté de médecine Bowman Gray de Winston-Salem. Bowman Gray Sr., avait été le puissant président de R. J. Reynolds (de 1924 à 1931), en avait ensuite présidé le conseil d'administration (de 1931 à 1935) puis avait pris la tête du groupe durant les années troublées qui avaient suivi la dissolution de son trust. À sa mort en 1935, un legs d'un montant de 750 000 dollars^[131], issu de sa succession, fut accordé à l'école de médecine de l'université Wake Forest à la condition qu'elle se transplante à Winston-Salem, cent cinquante kilomètres plus à l'ouest, où son intégration au Baptist Hospital local la transforma en faculté de médecine proposant un cursus de quatre années d'études. Pendant plus d'un demi-siècle, Bowman Gray fut ainsi l'une des deux seules facultés de médecine américaines portant le nom d'un magnat du tabac (l'autre étant l'université Duke). En 1997, elle a changé

d'appellation pour devenir la faculté de médecine de Wake Forest, ses dirigeants ayant peut-être estimé qu'une école de médecine honorant un baron du tabac n'était pas du meilleur effet du point de vue des relations publiques. Aucune image délétère de cet ordre ne semble s'être attachée à la Weissman School of Arts and Sciences du Baruch College, qui porte le nom du président de Philip Morris (et de son épouse), George Weissman, ou au Wills Hall de l'université de Bristol, ainsi dénommé en l'honneur de W. D. & H. O. Wills, les magnats britanniques du tabac. On est en droit de se demander si les étudiants ou même les enseignants savent quelle activité exerçaient leurs bienfaiteurs^{626}.

À St. Louis, l'université Washington fut aussi une grosse éponge à finances du cartel du tabac. Au printemps 1971, son président, Thomas H. Eliot, annonça une bourse initiale de 2 millions de dollars^{132} en soulignant que c'était la plus élevée de toutes celles jamais octroyées par l'industrie du tabac à une seule et unique institution. Des millions supplémentaires transitèrent ensuite par la faculté de médecine, la transformant en vivier de l'activisme procigarette. L'objectif officiel était de soutenir la recherche fondamentale sur l'immunologie tumorale, mais le but implicite était de se créer une image publique positive et de s'assurer des alliés politiques. Cette année-là, le président Nixon déclara la guerre au cancer, et l'Institut du tabac voulait être en mesure d'affirmer qu'il avait apporté sa contribution pour promouvoir la « détection précoce, le traitement et si possible la prévention du cancer chez l'homme ». Les journaux firent l'éloge de cette collaboration, et le président Eliot, ainsi que le président de l'Institut du tabac, Horace Kornegay, unirent leurs voix pour louer cette alliance qui contribuait à « élargir la compréhension fondamentale que l'homme a du cancer^{627} ».

L'ironie de ces millions dépensés par Big Tobacco pour explorer le traitement et la prévention du cancer du poumon semble avoir échappé à l'université Washington qui acceptait ces versements. Le but allait clairement au-delà des traitements cancérologiques. En 1978, le directeur

du projet, Paul E. Lacy, pathologiste éminent, « père des transplantations de cellules îlots », accepta d'écrire au parlementaire John E. Moss pour lui recommander ses bienfaiteurs cigarettiers ainsi que leur « lucidité et leur générosité remarquables » dans leur soutien à la recherche. Lacy n'était pas moins enthousiaste dans sa correspondance avec l'Institut du tabac, en se félicitant de « la sagesse et du sens de l'anticipation des compagnies du tabac et des associés du tabac » :

La compréhension de la cause fondamentale du cancer chez l'homme s'accomplira lorsqu'on aura déterminé quels changements biochimiques sont induits dans les cellules par un agent viral ou chimique. Les agents viraux ou chimiques produisent-ils les mêmes changements biochimiques, lesquels conduisent au cancer ? Un agent chimique ouvre-t-il la voie à l'action d'un agent viral ? Ces deux agents affectent-ils le mécanisme de réparation de l'ADN à l'intérieur des cellules^[628] ?

Le tabac, bien sûr, était laissé de côté dans toutes ces réflexions sur la chaîne des causes virales et biochimiques. Le codirecteur de Lacy, un pathologiste du nom de Lauren V. Ackerman, proposa une vision tout aussi lénifiante de la recherche sur le cancer, non sans insister sur les dangers (!) qu'il y aurait à traiter l'homme « en animal expérimental » :

Le but ultime de la recherche sur le cancer consiste à développer les moyens d'éradiquer cette maladie chez l'homme. S'il s'agit d'éliminer ce mal en l'extrayant de son environnement – et de sa liste sans cesse croissante d'agents cancérigènes potentiels –, alors le seul moyen concret de résoudre le problème serait de traiter l'humanité en animal expérimental, de la mettre à l'abri dans un environnement stérile, de détruire le fondement de toute société humaine et de priver les êtres humains de leurs droits. Heureusement, nous entrons dans une nouvelle ère de la recherche sur le cancer, qui nous apporte quelque espoir

d'atteindre son objectif ultime – l'ère de la recherche immunologique sur le cancer⁽⁶²⁹⁾.

C'était là une inquiétude étrangement répandue, l'idée que cerner les périls du cancer imposerait un isolement forcé des fumeurs par rapport aux non-fumeurs, seul moyen de constater qui développe ou non la maladie. L'approche de l'industrie était présentée comme plus mesurée, plus « prudente », plus cellulaire.

À cette époque, l'université Washington veilla à renvoyer l'ascenseur. Theodor D. Sterling, professeur de science informatique, travestit la biostatistique à seule fin d'exonérer le tabac, et, en oto-rhino-laryngologie, le professeur Joseph H. Ogura reçut 24 000 dollars pour mener à bien le projet spécial 77 du CTR, validé dans le but de démontrer l'« importance et l'influence de la pollution de l'air et de l'obstruction nasale sur le développement des maladies des voies respiratoires inférieures⁽⁶³⁰⁾ ». (En d'autres termes, on excluait *de facto* le rôle du tabac.) L'historien de la médecine Kenneth Ludmerer, de la faculté de médecine, allait devenir plus tard l'un des principaux défenseurs de l'industrie devant les tribunaux.

La prévarication de Wynder

Il y a quelque ironie dans cette collaboration de l'université Washington, sachant que c'est là que Wynder et Graham avaient conduit leur étude épidémiologique du cancer du poumon, publiée en 1950. Toutefois, cette ironie perd une partie de son mordant lorsqu'on sait que Wynder lui-même a collaboré étroitement avec Big Tobacco, et ce dès les années 1950. Au milieu des années 1970, il agrandit le département de recherche qu'il avait fondé, l'American Health Foundation [Fondation américaine pour la santé], grâce à l'aide financière de Philip Morris, et

permet même à une agence de relations publiques alliée du cartel, Ruder & Finn, de se charger de sa promotion. L'agence Ruder & Finn expurgeait les communiqués de presse diffusés par la fondation, au point de s'en vanter auprès de Philip Morris : « Nous avons traité le sujet de manière à ce qu'il n'y ait aucune mention du problème tabac-santé. » Wynder finit par accepter quelque six millions de dollars de l'industrie^[133] sur une période de plusieurs dizaines d'années, au cours de laquelle il soutint tous les efforts de création d'une cigarette « moins dangereuse » et d'autres causes favorables au tabac, allant jusqu'à nier le lien entre tabagisme passif et cancer. Dès le milieu des années 1950, il signifia clairement qu'il ne souhaitait pas éliminer les cigarettes mais seulement les « améliorer ». Philip Morris se fit une joie de résumer sa position en ces termes : il n'était pas réellement « antitabac », mais plutôt « pro-“tabac amélioré” »^[631].

Wynder n'a jamais reconnu publiquement avoir accepté de l'argent du cartel, alors qu'en une occasion au moins il semble avoir laissé Philip Morris rédiger en sous-main un article qu'il réviserait ensuite pour le publier sous son nom. (Établissant un lien direct entre excès de matières grasses et cancer, cet article adhérait joliment au faux-fuyant d'une « chaîne de causalité alternative ».) L'industrie reconnut aussi en Wynder un allié sur le terrain du tabagisme passif, le caractérisant comme un chercheur qui, après avoir été « contre nous sur la question primordiale » (à savoir les décès causés par le tabagisme), pourrait volontiers accepter de « se prononcer en notre faveur sur le thème de la fumée de tabac ambiante », contribuant ainsi à marginaliser « les plus enragés ou les anti-les plus bornés ». Les financements de Philip Morris attribués à Wynder commencèrent à se tarir au milieu des années 1990 quand ses collègues de laboratoire démontrèrent que l'exposition à la fumée ambiante introduisait des niveaux mesurables de carcinogènes dans l'organisme des non-fumeurs. Dans une importante étude sur cette affaire, Nicole Fields et Simon Chapman conclurent que l'apport de Wynder avait servi aux

compagnies de « bouée de sauvetage en termes de relations publiques, et ce sur des décennies ». Et que, rétrospectivement, vers la fin de sa vie Wynder avait « compris l'effet insidieux des soutiens du tabac à la recherche, sans réussir à admettre que cela aurait pu s'appliquer à sa propre collaboration avec l'industrie »^[632].

Les largesses du tabac envers l'UCLA

L'UCLA a été un autre bénéficiaire non négligeable des largesses du tabac. L'université avait déjà accepté cet argent précédemment, mais, à partir de 1974, son degré d'implication atteignit un niveau inédit, quand la faculté de médecine se vit attribuer une bourse de plusieurs millions de dollars pour lancer un « programme sur le tabac et la santé ». Comme pour tous les projets de cet ordre, les avocats du secteur (notamment le cabinet Shook, Hardy & Bacon) jouèrent un rôle clef dans cette décision de financement ; les compagnies concédaient aussi que ce choix « [devait] se fonder davantage sur des considérations de relations publiques que sur des motivations purement scientifiques ». Le projet impliquait un certain nombre d'éminents professeurs de la faculté de médecine, travaillant sur des sujets incluant l'immunothérapie, la détection précoce, l'impact de la poussière de silice et d'autres environnements polluants sur la fonction ciliaire des bronches, et « une possible relation entre tabac et maladie, en particulier le cancer du poumon ». Le but était de faire progresser notre compréhension des « systèmes complexes qui défendent nos voies respiratoires contre les agents invasifs », mais une phrase dans la proposition a dû retenir l'attention des industriels du tabac. Dans une lettre définissant le contenu futur du cursus, Martin J. Cline, professeur d'oncologie médicale, titulaire de la chaire Bowyer à l'UCLA et chef du département d'hématologie et d'oncologie, assurait aux créateurs des Kool, des Viceroy, des Raleigh et des Barclay que « nous

ne possédons aucune preuve solide d'une relation de causalité du tabac avec le cancer »^{633}.

Très en fonds grâce au cartel du tabac, Martin Cline et ses collègues étudièrent les modes de défense du poumon en accordant peu d'attention à l'agent primordial de ces agressions. En 1979, on déversa plus de 2 millions de dollars dans les caisses de l'UCLA, assortis de 1 million supplémentaire pour une extension de programme qui avait été approuvée. Cline savait renvoyer l'ascenseur en aidant l'industrie à se défendre sur le terrain juridique. Shook, Hardy & Bacon l'expédièrent par avion à Kansas City pour qu'il y fit la leçon à leurs juristes sur les causes du cancer. Ensuite, en 1997, il fut entendu en qualité de témoin expert cité par la défense dans l'affaire « Broin vs Philip Morris », l'action en recours collectif intentée par des personnels navigants exposés au tabagisme passif. En l'occurrence, Cline attesta que, si la fumée pouvait fort bien être un « facteur de risque » de certaines maladies, on n'avait jamais pu déterminer de façon formelle qu'elle avait un rôle causal chez des individus donnés, même s'ils avaient fumé trois paquets par jour pendant vingt ans. Cline soutenait aussi n'avoir jamais su que fumer engendrait une dépendance^{634}.

Les collaborateurs du cartel à l'UCLA se sont attiré leur lot de critiques de la part des défenseurs de la santé publique, et c'est bien compréhensible. Un épidémiologiste, James Enstrom, a essuyé le plus gros de ces récriminations, en raison de son empressement à se prêter aux basses besognes du secteur. Enstrom éveilla l'attention de l'industrie en 1974 : ses travaux venaient semer le doute sur l'hypothèse selon laquelle l'abstinence de tabac aurait été seule responsable de la faible incidence des cancers chez les mormons et suscitaient un émoi considérable dans la presse. Dans sa *newsletter*, l'Institut du tabac commenta favorablement ce travail, en particulier l'idée qu'« il [devait] exister [derrière cette longévité mormone] un autre facteur, au-delà du fait de ne pas fumer et de ne pas boire ».

James Enstrom faisait partie de ces sceptiques – toujours séduisants pour l'industrie – qui appellent à « davantage de recherches ». Entre les années 1970 et 2000, il a publié une série d'articles remettant en cause l'incidence du tabac sur la santé. Ces documents révèlent une tendance belliqueuse et un goût pour le combat à contre-courant, comme en 1997, lorsqu'il réclama 150 000 dollars^[134] au directeur des affaires scientifiques de Philip Morris à seule fin d'explorer les effets sur la santé de la FTA (fumée de tabac ambiante) en soulignant qu'« un engagement de recherche important [était requis] pour contrer efficacement l'énorme volume de données épidémiologiques et d'avis qui exist[ai]ent déjà concernant les effets sur la santé de la FTA et du tabagisme actif^[635] ».

Ce type d'épidémiologie à contre-courant mit en fureur les épidémiologistes standards et provoqua l'ire d'un ensemble de chercheurs craignant que les financements de Big Tobacco n'aient si fondamentalement compromis toute démarche de recherche que la seule solution était de refuser totalement les financements émanant des compagnies. Dans sa décision de 2006 sur l'affaire « USA vs Philip Morris », la juge fédérale Gladys Kessler a commenté la nature biaisée du travail d'Enstrom, essentiellement « orienté vers le procès ». Le tribunal notait aussi que les cigarettiers étaient allés jusqu'à fournir à James Enstrom un collaborateur scientifique (Geoffrey C. Kabat, auxiliaire de longue date de Wynder), qui finit par cosigner avec lui d'autres articles relevant de ce type de négationnisme scientifique, y compris un texte très critiqué paru en 2003 dans le *British Medical Journal* où il jugeait « prématuré de conclure que la fumée de tabac ambiante [fût] une cause dans les décès consécutifs à des maladies coronariennes et à des cancers du poumon ». Il peut paraître étrange d'entendre une juge fédérale intervenir dans une controverse épidémiologique, mais l'industrie détenait sur la science un tel pouvoir de corruption que même d'éminentes revues, où les articles sont évalués par les pairs, n'échappaient pas à de pareils errements. Aujourd'hui encore,

Enstrom continue de défendre son œuvre contre les courants dominants de la médecine, aidé par des financements de recherches émanant des racketteurs du tabac – au moins 1,4 million de dollars, sans compter une somme jamais révélée correspondant à la rémunération d'années de consultance privée^[636].

La danse de l'UCLA avec le diable s'attira encore davantage de couverture médiatique en 2007, quand on découvrit que l'université avait accepté une bourse de 6 millions de dollars de Philip Morris afin de comparer les modes de réactions cérébrales des enfants et des singes à la nicotine. Des chercheurs défendirent le projet, potentiellement utile à leurs yeux pour améliorer les méthodes de sevrage, mais la question qui se posait était évidemment de savoir pourquoi Philip Morris aurait voulu aider les fumeurs à s'arrêter. Et comment avoir la certitude que les recherches sur ces thèmes ne seraient pas utilisées par le secteur pour concevoir des cigarettes encore plus addictives ? Ce scepticisme venait aussi du fait qu'on employait des singes dans le cadre de ces expériences : on administrait de la nicotine liquide aux quadrumanes avant de les tuer et de les disséquer pour comprendre en quoi l'alcaloïde affectait le cerveau du primate. Des fumeurs adolescents étaient aussi enrôlés dans cette étude, et on faisait subir des scanners cérébraux à des jeunes de 14 ans afin d'examiner les effets de la nicotine sur leur système nerveux central^[637]. Les parents ne furent jamais informés des sources de financement de cette recherche. Mais des activistes des droits des animaux saccagèrent le domicile d'un des chercheurs, ce qui suffit à détourner l'attention du public. Quoi qu'il en soit, la question éthique fondamentale subsiste : Big Tobacco doit-il financer des recherches sur le cerveau des enfants ? Et faut-il sacrifier des primates à cet objectif ?

Des dizaines d'établissements ont désormais pour politique de refuser toute recherche financée par l'industrie et plusieurs institutions gestionnaires de bourses exigent désormais que ce soit une condition préalable à tout dépôt de candidature, tant de la part des particuliers que

des institutions. Il se pourrait que la décision de la juge Kessler en 2006 (confirmée en appel), stipulant que l'industrie avait violé les lois fédérales contre le racket, ou lois RICO ^{135}, ait inspiré de tels refus : les universités ne sont pas obligées d'accepter l'argent de tous ceux qui leur en proposent, et nombre des meilleurs établissements américains ont su identifier le risque qui planait sur leur intégrité. La liberté académique est souvent invoquée par ceux qui veulent continuer d'entretenir de telles relations, mais cette ligne de défense se révèle un peu oiseuse, eu égard au degré de corruption que suppose le simple fait d'accepter de l'argent de Big Tobacco. La juge Kessler a pointé le financement de la recherche comme élément central de la conspiration à laquelle se livre encore l'industrie pour tromper l'opinion publique américaine. À partir de là, il n'y a qu'un pas à faire pour conclure que les universitaires seraient mieux inspirés de ne plus frayer avec de tels escrocs.

Die Luft des Tabaks weht^{136}

Nous nous sommes penchés sur les universités Harvard et Washington ainsi que sur l'UCLA, mais épinglez ces institutions en particulier peut paraître un peu injuste, sachant que des chercheurs du monde entier n'ont pas hésité à se gorger des capitaux du tabac. En réalité, rares sont les institutions qui n'ont pas plongé la main dans le pot de confiture à un moment ou à un autre.

À Stanford, où j'enseigne aujourd'hui, au moins dix-huit collègues ont perçu de l'argent (sous forme de financements de recherches) de la part du Conseil de la recherche sur le tabac, et deux d'entre eux, Judith Swain et Hugh McDevitt, de la faculté de médecine, siégeaient au comité scientifique dudit Conseil. Dès les années 1930, des pharmacologistes de Stanford ont épaulé l'industrie dans ses études sur le diéthylène glycol et, en 1954, des journaux de San Francisco assurèrent à leurs lecteurs que

« des analyses menées à Stanford indiqu[ai]ent que la fumée de cigarette empêchait l'apparition de certains cancers chez la souris » – référence au travail de A. Clark Griffin, un biochimiste de Stanford qui faisait aussi partie du cercle American Tobacco-Fonds Damon Runyon-Institut Sloan-Kettering⁽⁶³⁸⁾. Tout au long de ces quelque quarante années d'inconduite scientifique, des chercheurs de Stanford ont reçu le soutien du TIRC/CTR en sus des bourses du Center for Indoor Air Research (CIAR) [Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations] et d'autres subsides provenant directement des compagnies. En 1998, le CTR et le CIAR furent démantelés en vertu du Master Settlement Agreement, mais des professeurs de Stanford continuèrent de toucher de l'argent du Programme de recherche externe de Philip Morris (PMERP), qui n'était en réalité que le CIAR réactivé. Ce n'est qu'en 2007 que le dernier bénéficiaire de l'argent du tabac, John P. Cooke, professeur de médecine cardio-vasculaire, a accepté de renoncer à sa bourse de Philip Morris, en réaction aux inquiétudes que plusieurs professeurs, notamment Hank Greely, Bernd Girod, Robert Jackler et moi-même avons formulées concernant l'aspect éthique de telles collaborations. Le conseil d'université était partagé quant à la nécessité d'interdire expressément à ses chercheurs d'accepter de tels fonds, mais peu après, à l'automne 2007, la question devint caduque : Philip Morris mit un terme au Programme de recherche externe, ayant compris que cela entraînait une publicité négative qui l'emportait sur l'intérêt de l'opération en termes de communication⁽⁶³⁹⁾.

Des chercheurs de Stanford effectuèrent aussi des missions contractuelles pour les compagnies du tabac et officièrent comme témoins experts⁽⁶⁴⁰⁾. On relève un exemple remarquable de ce type de missions avec une bourse 1996-1997 de R. J. Reynolds affectée au laboratoire de sécurité aérienne de l'université et destinée à sonder l'hypothèse selon laquelle la « nicotine augment[ait] les performances des pilotes non fumeurs ». Dans le cadre d'une expérience conçue par Martin S.

Mumenthaler et Jerome A. Yesavage, de la faculté de médecine de Stanford (département de psychiatrie), on distribua du chewing-gum Nicotine Polacrilex ou un placebo à 16 pilotes titulaires de leur licence de vol qui subissaient alors des tests de performance sur un simulateur Frasca 141. À raison de 12 fois par seconde, on mesurait les variables physiologiques de ces pilotes nicotinisés qui étaient notés selon 23 critères de performance de vol, avant d'être comparés à un groupe témoin non exposé. L'étude de Mumenthaler participait d'un stratagème plus vaste de Reynolds visant à encourager des recherches sur ce que ces professionnels appelaient le domaine des « aspects positifs », désignant par là une science mettant en lumière le côté positif du tabagisme. Et Reynolds a dû apprécier la conclusion de l'étude, où l'on avançait que la nicotine « pourrait dans l'ensemble améliorer les performances de vol des aviateurs non fumeurs »^[641].

Un autre projet à Stanford impliquait Paul Switzer, professeur du département de statistiques, engagé afin de remettre en cause la classification – opérée par l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) – de la fumée secondaire comme « carcinogène du groupe A ». L'EPA en était arrivée à cette conclusion à l'automne 1990, après quoi elle avait fait circuler une ébauche de rapport en vue d'obtenir des commentaires des parties intéressées. Switzer fut engagé, avec d'autres chercheurs, pour évaluer le rapport ; l'industrie en eut pour son argent. Switzer dénonça ce rapport de l'EPA comme étant profondément lacunaire et « problématique » et en pimentant sa critique de termes péjoratifs comme « surprenant », « équivoque », « trompeur et inutile » ou en évoquant de « graves difficultés ». Le statisticien de Stanford accusait l'EPA d'imprécision, d'incohérence, d'interprétations erronées, d'extrapolations déplacées, de recours à des estimations d'exposition « grossières et contestables », de biais de confusion et de classification erronée, de traitement incorrect du biais de publication, de recours à des données incohérentes ou mal reportées et de plusieurs

autres manquements^{642}.

Switzer fut bien rémunéré pour ses services, puisqu'il perçut un total de 647 046 dollars du CIAR et d'autres bourses sur une période de deux ans. Il fut aussi grassement rémunéré pour des consultations privées auprès de cabinets juridiques du cartel. Sur un laps de temps de trois mois, à l'automne 1991, il reçut 26 900 dollars de Covington & Burling en paiement d'une mission de conseil liée aux « effets sur la santé de l'exposition à la FTA sur le lieu de travail » et d'une analyse de l'« épidémiologie de l'exposition à la fumée conjugale et du cancer du poumon ». Une facture correspondant à la seconde moitié de 1995 indique des gains de 39 280 dollars pour « services professionnels et de consultance » supplémentaires avec le même cabinet, y compris au moins un voyage à Paris. Richard Carchman, directeur des affaires scientifiques de Philip Morris USA, était son principal contact, bien qu'en règle générale ce fût Covington & Burling qui se chargeât d'établir les chèques. Et l'industrie fit bon usage de son travail, principalement pour contrer la promulgation de lois interdisant de fumer dans les lieux publics fermés. Le dénigrement de l'EPA auquel se livrait Switzer figura en bonne place dans la propagande de l'industrie, notamment dans une brochure Philip Morris de 1991 intitulée « Environmental Tobacco Smoke : Rush to Judgment » [Fumée de tabac dans l'environnement : conclusions hâtives], où le statisticien de Stanford était le premier cité parmi plusieurs autorités en la matière :

« J'ai consulté le [projet de rapport] [...] et je me suis dit : comment l'aurais-je noté ? [...] Avec tout le respect dû au travail accompli, je n'aurais pas pu lui donner la moyenne. »

Dr Paul Switzer, professeur du département de statistiques, université Stanford^{643}

Autre élément crucial de toute cette histoire, les collaborations

universitaires de ce type passent généralement inaperçues des collègues, même quand elles sont censées être publiques. Trevor Hastie, directeur dudit département de statistiques, ignorait que ses confrères avaient travaillé pour l'industrie du tabac et gagnaient des centaines de milliers de dollars avant que je n'attire son attention sur la chose en 2007. Il en a été choqué, à juste titre.

Je l'ai été moi-même lorsque j'ai appris que plusieurs de mes proches collègues s'étaient laissé prendre au piège. J'ai intégré Stanford à l'été 2004, et plusieurs années allaient s'écouler avant que je ne découvre que Timothy Lenoir, directeur du programme d'histoire et de philosophie des sciences, avait aidé Philip Morris à préparer sa défense dans un dossier relatif au cancer du larynx, et que Robert McGinn, directeur du département Science, technologie et société, avait fourni un rapport d'expertise destiné à aider Brown & Williamson à empêcher ses documents internes d'être rendus publics. Imaginons la gravité de la situation : le témoignage de Lenoir contribuait à perpétuer le mythe selon lequel les scientifiques auraient été lents à identifier le rôle du tabac dans le cancer. Et si McGinn, ou plutôt l'entreprise qui l'avait engagé, avait obtenu gain de cause, nombre d'archives sur lesquelles se fonde ce livre n'auraient jamais vu la lumière du jour. Pour colporter l'obscurité, quel sera votre tarif ^[644] ?

Enrichir les statistiques

Beaucoup seront surpris d'apprendre à quel point ces collaborations ont été étroites et importantes. Penchons-nous de nouveau sur le cas des statistiques. J'ai révélé celui de Paul Switzer, mais des centaines de statisticiens ont travaillé pour l'industrie, soit en qualité d'experts avec les équipes du fabricant d'une marque, soit en tant que consultants pour les compagnies ou leurs cabinets juridiques, soit comme témoins lors

d'auditions parlementaires, soit encore devant les tribunaux. Cette liste comprend quelques chercheurs assez éminents. Joseph Berkson, à la Mayo Clinic, dans le Minnesota, par exemple, a perçu de coquettes sommes pour prix de ses services (dans les années 1950), tout comme Ronald A. Fisher, biostatisticien et eugéniste. En fait, avant même la décennie 1960, Berkson et Fisher comptaient parmi les plus ardents critiques de l'« hypothèse de la cigarette » : Sir Ronald parce que c'était un héréditariste « prompt à accuser les gènes de tous les maux », et Berkson parce qu'il était incapable d'imaginer qu'un seul et unique facteur (comme le tabac) pût être la cause de tant de types de maladies différents^{645}.

Des statisticiens ont souvent témoigné en faveur de l'industrie dans le cadre d'auditions. K. Alexander Brownlee, membre de la Royal Statistical Society [Société royale de statistiques] et auteur de deux manuels dans son domaine, a déposé devant des commissions parlementaires en 1969, affirmant que même si tous les fumeurs cessaient de fumer du jour au lendemain « cela ne changerait rien. Ils présenteraient toujours un taux de décès par cancer du poumon identique ». Lors des mêmes sessions, Leo Katz, un statisticien de l'université d'État du Michigan, attesta qu'il n'existait pas encore de preuve suffisante démontrant que « fumer [était] la cause de la moindre maladie ». Devant cette même instance, Theodor D. Sterling, le responsable des projets spéciaux à l'université Washington, jugea les tentatives de mesure des dommages causés par le tabagisme « futiles » et « truffées d'erreurs ». Face à de telles sornettes venant encombrer les auditions publiques, est-il étonnant que les fabricants aient été traités avec tant d'égards par le législateur^{646} ?

La majeure partie de ces travaux était d'ordre technique et soustraite aux regards inquisiteurs de la presse, mais la diffusion de certains d'entre eux a pu faire sensation. Darrell Huff, auteur du très populaire ouvrage intitulé *How to Lie with Statistics* [Apprendre à mentir avec les

statistiques], fut rémunéré pour sa déposition devant le Congrès, dans les années 1950, puis la décennie suivante, avec pour mission de discréditer toute idée d'un lien entre maladie et cigarette. Le 22 mars 1965, Huff déposa sur l'étiquetage et la publicité des cigarettes, en accusant le récent rapport du ministre de la Santé d'une multitude de manquements et de « sophismes ». Il pimanta son attaque de quelques anecdotes et apartés amusants, tournant en dérision les corrélations fallacieuses, comme celle qui existe entre la taille des familles aux Pays-Bas et le nombre de cigognes nichant sur le toit des maisons – ce qui ne prouve pas que les cigognes y déposent des bébés, mais plutôt que les familles nombreuses ont tendance à habiter de grandes maisons (qui attirent donc davantage de cigognes). Il relevait aussi un biais de sélection dans le fort taux d'incidence de cancers du sein chez les Chinois par rapport aux Chinoises, qui s'expliquait par la réticence des femmes à signaler leur maladie. La sénatrice Neuberger, qui présidait ces auditions, fut atterrée par les raisonnements de Huff : « Pensez-vous sincèrement que la relation statistique liant le tabagisme à la maladie soit aussi fortuite que le lien relatif aux cigognes, aux Chinois et autres^{647} ? » La sénatrice ignorait sans doute que les propos de Huff avaient été calibrés par les conseils juridiques et ne savait pas non plus combien il était payé pour cette besogne de discrédit. La même année, il fut rémunéré pour rédiger une brochure favorable au cartel exposant ses vues sur le tabac et la santé, le puissant Ad Hoc Committee [Commission spéciale] de l'industrie se réservant le droit d'en autoriser ou d'en interdire la publication^{648}. Il fut ensuite stipendié pour développer ses avis dans un mémoire sur le sujet, de la taille d'un livre. En 1968, il fut payé 10 000 dollars^{137} (plus les frais) pour travailler sur ce manuscrit, et on lui négocia un contrat avec l'éditeur Macmillan, mais l'ouvrage semble n'avoir jamais été publié. Pour l'industrie, le personnage constituait une prise de choix, sachant que *How to Lie with Statistics* était (et reste) l'ouvrage le plus populaire jamais écrit sur le sujet^{649}.

Les statisticiens ont servi l'industrie sur d'autres plans. En 1981, une équipe conduite par Nathan Mantel, de l'université Washington, fut engagée pour procéder à la critique de l'article de Takeshi Hirayama qui démontrait un risque de cancer du poumon chez les Japonaises exposées au tabagisme passif. L'équipe – qui comptait en son sein Alvan R. Feinstein de l'université Yale et Chris P. Tsokos de l'université de Floride du Sud – découvrit dans le travail de Hirayama une « erreur mathématique » dont l'Institut du tabac assura la publicité au moyen d'un tir de barrage médiatique. D'un bout à l'autre des États-Unis, des centaines de journaux reprirent l'article : rares étaient ceux qui savaient que c'étaient les fabricants de cigarettes qui avaient payé pour ce coup de griffe. (La presse professionnelle du tabac présentait Mantel et consorts comme « trois statisticiens indépendants », alors qu'en réalité tous trois avaient touché de l'argent de l'industrie, et Feinstein, lui, était un cadre des projets spéciaux.) L'Institut du tabac réussit à garder la haute main sur la couverture médiatique de cet épisode : à l'été 1981, sur une période de six semaines, le rapport erroné de Mantel fut repris dans 469 journaux américains, pour un total de près de 57 millions d'« impressions potentielles »^[650]. Simultanément, des chercheurs de l'industrie, notamment Fritz Adlkofer du Verband der Cigarettenindustrie, admirent, certes discrètement, que Hirayama avait « raison » et que Mantel et autres se « trompaient »^[651].

Durant des années, l'Institut du tabac entretint lui-même un département de statistiques, une entité qui pourrait être comparée au département de géologie de l'Institute for Creation Research^[138]. Les statisticiens professionnels n'ont apparemment pas considéré que la réputation du directeur du département, Marvin A. Kastenbaum, en avait été ternie ou qu'il ait dépassé les bornes. D'ailleurs, en 1975, ce statisticien formé à Stanford fut invité à prononcer le discours de clôture du dîner annuel de l'Association américaine de statistiques, le premier organe de la profession en Amérique. Kastenbaum divertit l'auditoire

avec des histoires concoctées par les avocats, stigmatisant la sottise qui consistait à accuser les cigarettes de provoquer la moindre maladie. Son discours n'était qu'un galimatias fait de tours de passe-passe techniques et d'arguties, mais c'était aussi clairement un coup de maître pour l'Institut du tabac qui s'assura ainsi l'adoubement de la plus éminente assemblée de statisticiens professionnels des États-Unis⁽⁶⁵²⁾. Il est assez troublant de voir des statisticiens s'acoquiner avec pareille industrie, mais il n'est sans doute pas moins perturbant qu'un Kastenbaum ait été invité à prononcer un tel discours. En 1955, à la rigueur, mais on était ici en 1975...

Les statisticiens ont aussi secondé les compagnies du tabac dans leur défense juridique devant les tribunaux. Voici quelques-uns de ceux qui ont mordu à l'hameçon, ainsi qu'une partie des affaires dans lesquelles ils ont témoigné :

- Edwin Luther Bradley Jr., université d'Alabama : « Broin *vs* Philip Morris » (1997) ; « Acton *vs* Reynolds » (1999) ; « Butler *vs* Philip Morris » (1999) ; « Seaborn *vs* Reynolds » (2000) ; « Anderson & Anderson *vs* Lorillard and Philip Morris » (2000) ; « Tompkin *vs* American » (2001) ; « USA *vs* Philip Morris » (2005) ;
- Richard C. Clelland, université de Pennsylvanie : « Cipollone *vs* Liggett » (1987) ;
- Eugene P. Ericksen, université Temple : « Reed *vs* Philip Morris » (1997) ; « Richardson *vs* Philip Morris » (1997) ; « Brown *vs* American » (2000) ;
- Jairus D. Flora, Midwest Research Institute [Institut de recherche du Middle West] : « Sulcer *vs* Reynolds » (2009) ; « Walden *vs* Reynolds » (2009) ;
- Bernard G. Greenberg, université de Caroline du Nord : « Green *vs* American » (1964) ;
- R. Garrison Harvey, Wecker Associates : « Fonds de pension des ouvriers de Virginie-Occidentale *vs* Philip Morris » (1999) ; multiples affaires Engle Progeny ;

- Maxwell W. Layard, université de Californie : « AFCO *vs* TIA » (1990) ;
- Leo Katz, université d'État du Michigan : « Thayer *vs* Liggett » (1969) ;
- Lynn R. LaMotte, université d'État de Louisiane : « Texas *vs* American » (1997) ; « Oklahoma *vs* Reynolds » (1998) ;
- Paul Levy, université d'Illinois à Chicago : « Dunn & Wiley *vs* RJR Nabisco » (1998) ;
- Brian P. McCall, université du Minnesota : « Minnesota *vs* Philip Morris » (1998) ;
- James T. McClave, Infotech : « Florida *vs* American » (1997) ; « Washington *vs* American » (1998) ; « Boeken *vs* Philip Morris » (2001) ; « St. Louis *vs* American » (2009) ; « Soffèr *vs* Reynolds » (1998) ;
- Daniel L. McGee, université d'État de Floride : « Piendle *vs* Reynolds » (2010) ;
- Kenneth Duncan MacRae, université du Surrey : « Marsee *vs* US Tobacco » (1986) ; « US Tobacco *vs* Ireland » (1990) ; « Aho *vs* Suomen Tupakka Oy » (1991, 1999) ;
- M. Laurentius Marais, Wecker Associates : « Henley *vs* Philip Morris » (1998) ; « Bullock *vs* Philip Morris » (2002) ;
- Ronald G. Marks, université de Floride : « Broin *vs* Philip Morris » (1997) ; « Mehlman *vs* Philip Morris » (2001) ;
- Nancy Mathiowetz, université du Maryland : « Oklahoma *vs* Reynolds » (1998) ; Blue Cross of New Jersey (2001) ; « Bullock *vs* Philip Morris » (2002) ;
- Irwin Miller, Wesleyan University : « Thayer *vs* Liggett » (1969) ; « Cipollone *vs* Liggett » (1987) ;
- Jacqueline Oler, université Drexel : « Burton *vs* Reynolds » (1996) ;
- Donald B. Rubin, université de Harvard : « Texas *vs* American » (1997) ; « Florida *vs* American » (1997) ; Mississippi Tobacco

Litigation (1997) ; « Syndicat local de la métallurgie *vs* Philip Morris » (1998) ; « Minnesota *vs* Philip Morris » (1998) ; « Washington *vs* American » (1998) ; « Ouvriers et employeurs du nord-ouest *vs* Philip Morris » (1998, 1999) ; « USA *vs* Philip Morris » (2003, 2005) ;

- Herbert Solomon, université Stanford : cité dans le cadre de « Haines *vs* Liggett » (1992) ; consultance pour Cipollone (1987) ;
- Brice M. Stone, Metrica : Mississippi Tobacco Litigation (1997) ; « Florida *vs* American » (1997) ;
- Larry Tomm, Tomm & Associates : « Texas *vs* American » (1997) ; « Oklahoma *vs* Reynolds » (1998) ;
- Richard Tweedie, université Bond : « AFCO *vs* TIA » (1990) ;
- William E. Wecker, Wecker Associates : « Broin *vs* Philip Morris » (1997) ; « Florida *vs* American » (1997) ; Mississippi Tobacco Litigation (1997) ; « Texas *vs* American » (1997) ; « Washington *vs* American » (1998) ; « Engle *vs* Reynolds » (1998) ; « Blankenship *vs* Philip Morris » (2000) ; « Whiteley *vs* Raybestos-Manhattan » (1999, 2000) ; Blue Cross (2000) ; « Scott *vs* American » (2000) ; « Minnesota *vs* Philip Morris » (1998) ; « Lucier *vs* Philip Morris » (2003) ; « Falise *vs* American » ; et « USA *vs* Philip Morris » (2005) ;
- Finis R. Welch, université du Texas A & M : « Texas *vs* American » (1997) ;
- Janet T. Wittes, Statistics Collaborative, Inc. : « USA *vs* Philip Morris » (2005) ;
- George H. Worm, université Clemson : « Texas *vs* American » (1997) ;
- Arnold Zellner, université de Chicago : Mississippi Tobacco Litigation (1997).

Les statisticiens intervenant ès qualités étaient généralement priés de remettre en cause les méthodes utilisées pour évaluer les conséquences

sanitaires, les coûts médicaux ou tel ou tel autre pilier de l'argumentation de la partie lésée. Ainsi, William E. Wecker, qui dirigeait un cabinet de conseil à Novato en Californie, a témoigné dans plus d'une dizaine de procès de cet ordre, en avançant lors de chacune de ces affaires que le décès ou la maladie de la personne concernée pouvaient être imputés à un autre facteur que le tabac. Wecker touchait aussi de l'argent tant des lobbies de l'industrie du plomb que de Detroit (General Motors), par l'intermédiaire du cabinet Kirkland & Ellis qui représentait les deux secteurs, pour des conseils semblables. Dans les procédures visant le tabac, les avocats des plaignants attirèrent l'attention sur ce parallèle, soulignant le trait commun consistant à déplacer la responsabilité vers d'« autres facteurs », à invoquer la constitution physiologique ou encore le comportement de la victime^{653}.

Donald B. Rubin, professeur à l'Institut John L. Loeb de statistiques à l'université Harvard, a été l'un des témoins les plus efficaces du cartel – et l'un des mieux payés. En 1997, il facturait 1 000 dollars l'heure de consultance et 1 250 dollars l'heure de témoignage, tarifs qu'il porterait ultérieurement à 1 250 et 1 600 dollars respectivement. Entre 1997 et 2002, Rubin affirme avoir gagné entre 1,5 et 2 millions de dollars en travaillant pour l'industrie et, dans la seule affaire « USA vs Philip Morris », il a facturé « plusieurs centaines » d'heures supplémentaires. En règle générale, dans ses dépositions, il soutenait que les modèles employés par les plaignants pour calculer les coûts des soins induits par le tabagisme ou les malversations de l'industrie étaient inadaptés ou contenaient des « erreurs rédhitoires » qui, une fois révélées, fournissaient aux avocats de la défense quelques prétextes pour jeter le bébé avec l'eau du bain. Détail intéressant, Rubin est l'un des rares universitaires travaillant pour la défense à avoir publiquement assumé ses travaux : selon lui, cela revenait simplement à « défendre l'importance de statistiques sincères et recevables, voilà tout »^{654}.

Ce que ce témoignage a de remarquable, c'est qu'il épouse de près la

ligne officielle du secteur. D'ailleurs, rien ne met un témoin cité par le cartel plus mal à l'aise que de s'entendre demander si fumer provoque des maladies. Il en existe maints exemples, mais arrêtons-nous un instant sur la déposition de Lynn R. LaMotte, professeur de statistiques à l'université d'État de Louisiane, témoignant sous serment en 1997 pour le compte de la défense dans le procès « Texas vs American Tobacco » :

Q. – « Avez-vous... Enfin, tout d'abord, avez-vous une opinion sur le fait que les cigarettes soient ou non une cause de maladie ?

R. – Je... J'ai une impression. Je ne... Je ne voudrais pas parler d'opinion, mais j'ai, vous savez, une impression générale et peu informée. Si je voulais appeler cela une opinion, il me faudrait... J'aurais besoin de la fonder sur des faits, mais j'ai l'impression générale que... Quelle était la première question ?

Q. – Je vais la formuler autrement. Docteur LaMotte...

R. – Oui.

Q. – Les cigarettes sont-elles cause de maladie ?

R. – Bon. Alors la question est : ai-je un avis sur le degré de véracité de cette affirmation ? C'est bien cela ?

Q. – Si vous voulez bien y répondre.

R. – J'ai une impression générale, informelle, de profane très peu informée, je pense qu'il s'agit d'une impression assez générale, que fumer des cigarettes peut conduire à certaines carences sur le plan de la santé.

Q. – Eh bien, si vous voulez bien, je vais vous poser une question simple. Et vous pourrez répondre par oui, non, ou je ne sais vraiment pas. Les cigarettes sont-elles cause de cancer ?

R. – Je vais essayer d'y répondre. J'ai le... j'ai une impression mal informée, ce n'est pas du tout un sujet que j'ai étudié activement, que... que fumer la cigarette pourrait engendrer certaines formes de maladies.

Q. – Avez-vous une preuve quelconque du contraire ? Vous semblez... La raison pour laquelle je vous pose cette question, c'est que vous

donnez l'impression de tergiverser... Et je n'entends pas vous critiquer, mais vous donnez l'impression de vouloir tourner autour de la question du rôle des cigarettes dans l'apparition du cancer. Et je... J'essaie juste de comprendre si c'est vrai ou faux, dans votre esprit. C'est tout ce que je vous demande, [ce que] vous avez en tête.

R. – Laissez-moi vous expliquer ce qui me gêne. Je suis ici en tant qu'expert en statistiques et il semblerait que vous me demandiez mon opinion personnelle, je vous la donnerais bien volontiers, mais...

Q. – D'accord. S'il vous plaît...

R. – Je voudrais avoir la certitude que l'on ait bien compris que ce n'est même pas une opinion. C'est simplement une impression générale, absolument pas informée, sans le moindre effort délibéré de ma part pour vérifier s'il y a là une quelconque part de vérité ou non. J'ai l'impression générale que fumer serait associé à certaines maladies, à un certain niveau. C'est... Vous savez, j'ai cette impression générale. Ce n'est pas une opinion informée, pas un avis d'expert. Je n'ai pas activement essayé de résoudre... de vérifier si c'est vrai.

Q. – Pour la troisième fois, je vais vous reposer la question. Les cigarettes sont-elles cause de maladie ?

R. – C'est mon impression très générale, pas du tout informée, sans aucune espèce de volonté délibérée de ma part pour déterminer de quelque manière scientifique que ce soit... Je n'ai pas connaissance d'un savoir spécifique, ce que je considère comme une preuve tangible, dans un sens ou un autre, mais mon impression générale, formulée de façon assez approximative, c'est que fumer la cigarette pourrait déboucher sur certaines maladies. [...]

Q. – Donc si je vous soumetts à un test où il faut répondre par vrai ou par faux... Vous êtes professeur ? Vous avez passé beaucoup d'examens et vous en avez fait passer beaucoup, exact ? Donc si je vous soumetts au test du vrai et du faux en vous demandant de répondre "c'est vrai", "c'est faux" ou "je ne sais pas"... Je vous propose de choisir entre ces trois

réponses. Voici la question, docteur LaMotte, les cigarettes sont-elles cause de maladies, et entraînent-elles par conséquent un accroissement des dépenses de santé ?

R. – Je serais obligée de vous répondre “Je ne sais pas⁶⁵⁵”. »

Confrontés à la ligne de défense de l'industrie, celle invoquant la « notoriété publique », les avocats des plaignants devraient tenir compte de cette sorte d'opinion et en donner lecture devant tout jury s'efforçant de déterminer si l'on peut attendre des jeunes fumeurs qu'ils aient compris ce à quoi ils s'exposent d'ici quarante ou cinquante ans s'ils continuent à fumer. Si, en 1997, les experts du secteur ne savaient pas que les cigarettes sont cause de maladie, comment imaginer que des adolescents ordinaires qui se mettent à fumer fussent beaucoup mieux informés ? Pourquoi aurait-il fallu attendre d'eux qu'ils en sachent davantage qu'un professeur cité par l'un de ces fabricants à titre de témoin expert ? Certes, en l'occurrence, le savoir n'est peut-être pas le véritable enjeu : Gabriel DiMarco, vice-président de la recherche chez R. J. Reynolds, grommela un jour ceci devant des juristes haut placés de sa compagnie : « Nos témoins médico-scientifiques diront tout ce que nous voulons qu'ils disent⁶⁵⁶. »

Couverts d'honneurs

Je ne sais ce qui est le plus troublant : l'exploitation de statisticiens par le cartel ou la bonne volonté de tant de chercheurs pour servir cette industrie. Des déclarations comme celles citées ci-dessus sont-elles conformes à l'éthique professionnelle ? En tant que groupe professionnel, les statisticiens sont-ils fiers de ces collaborations ? Et sinon, pourquoi avons-nous vu si peu d'universitaires critiquer ou dévoiler de telles prestations de service ? Le site Internet de l'Association américaine de

statistiques reprend un « code de conduite éthique » adopté en 1999, et l'un de ses articles demande aux statisticiens de « ne pas fournir d'autre témoignage d'expert que celui que vous accepteriez volontiers de faire évaluer par vos pairs ». Mais quel est le poids d'un avertissement pareil ? A-t-on jamais tenté de sanctionner un collègue pour violation de telles dispositions ou de soumettre ce type de témoignage à l'évaluation collégiale ? Et si une discipline était infiltrée par l'argent du tabac au point qu'on ne puisse avoir la certitude que les pairs ne sont pas eux aussi « passés à la caisse » ? Cela ne pourrait-il pas signifier que l'« évaluation par les pairs » serait elle-même compromise ? Comme nous le verrons au chapitre suivant, c'est l'impasse où se trouvent actuellement les historiens professionnels, la discipline qui, en l'occurrence, s'est le plus aveuglée.

Certes, nous pouvons et nous devons soulever de telles questions pour toutes les disciplines universitaires – et pas seulement dans le domaine du tabac. Ce dernier représente un cas extrême, eu égard au nombre de spécialités différentes qui se sont laissé piéger. Dans une liste de témoins de Philip Morris de 1999, nous retrouvons des experts de l'addiction (par exemple George Seiden), de la publicité (Timothy P. Meyer), de l'éthique biomédicale (Kevin Wildes), de la cardiologie (Malcolm P. Taylor), de la communication et des sondages (Dexter Neagle), de l'informatique (Stephen Murrell), de la radiologie diagnostique (David Rosenbach), de l'épidémiologie (Robert Verhalen), de l'étiologie des incendies (Donald F. Pisculli), de l'hypertension (Suzanne Oparil), de la souscription de contrats d'assurance (Jay C. Ripps), de l'éthique juridique et du droit (Martin H. Redish), du lobbying (Karl Rove), du marketing (Richard J. Semenik), du tabagisme maternel (Jack McCubbin), de l'oncologie (Joseph F. Laucius), de l'oto-rhino-laryngologie (John S. Knight), de la pathologie (Emanuel Rubin), de la pédiatrie (Percy Luecke), de l'intégrité des produits (Richard P. Solana), de la pharmacologie (Peter Putnam Rowell), de la propagande et de la persuasion (Thomas M. Steinfatt), de la psychologie (Cecil R. Reynolds),

de la pneumologie (Stephen E. Jacobs), de la sociologie (Rachel Volberg), de la toxicologie et de l'analyse des risques (Andrew Sivak). Les individus nommés ici constituent un échantillon issu d'un seul document, mais certains domaines comptent des dizaines de ces experts si serviables^{657}.

L'un des éléments qui ont rendu cette collaboration possible – et facile à dissimuler –, c'est que lorsque des universitaires travaillent pour l'industrie, soit comme consultants, soit comme témoins, la chose est rarement divulguée auprès de leurs collègues. Les services de cette sorte sont publics dans le principe – ils sont consignés dans des minutes, enfouis dans les archives d'un tribunal –, mais ils reçoivent peu de publicité. « Publics, mais en un seul exemplaire », serait-on tenté de dire. Cela permet aux chercheurs de collaborer avec l'industrie sans conséquences pour leur réputation, ou si peu – car leurs collègues auront rarement conscience de l'existence de pareilles activités. Les chercheurs devraient être tenus responsables de tels engagements, et j'appuierais l'idée d'une réglementation requérant qu'ils révèlent l'ensemble de leurs accords de consultance sur des sites financés par l'université. Et si des chercheurs ne sont pas fiers de ce qu'ils font ou s'inquiètent d'être « démasqués », peut-être devraient-ils commencer par s'en abstenir.

La réalité, c'est que les chercheurs qui travaillent pour l'écrasante puissance qu'est l'industrie du tabac sont très souvent couverts d'honneurs et de récompenses. Dans un chapitre précédent, j'ai énuméré les distinctions décernées à la cardiologue Suzanne Oparil, mais dans quantité d'autres domaines des collaborateurs ont été honorés de façon similaire. En 1981, Bernard G. Greenberg, dirigeant des projets spéciaux et premier statisticien à avoir jamais témoigné pour l'industrie devant un tribunal^{658}, a remporté l'O. Max Gardner Award, décerné chaque année par le conseil d'administration de l'université de Caroline du Nord à un membre de la faculté qui a pu apporter « une contribution majeure au bien-être de l'espèce humaine ». Kenneth Ludmerer a été nommé

« Maître » de l'American College of Physicians [Collège des médecins américains] en 2005, après avoir effectué des dépositions sous serment dans plus d'une dizaine de procès pour le compte de l'industrie. Ludmerer remporta aussi le Nicholas E. Davies Memorial Scholar Award pour « contributions exceptionnelles à l'humanisme en médecine ».

D'autres collaborateurs ont été gratifiés de prix, de chaires ou même d'édifices à leur nom. La chaire Morris Fishbein, à l'université de Chicago, honore un ami de longue date du tabac, tout comme le Clarence Cook Little Hall de l'université du Maine. Le John C. Burnham Early Career Award, un prix récompensant un début de carrière prometteur décerné par le *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, est dédié à un ancien directeur du projet Cosmic de Philip Morris (voir chapitre 22) et, en 2009, Burnham lui-même remporta le Lifetime Achievement Award (récompensant l'ensemble d'une carrière) de la Société d'histoire de la psychologie. Le prix doctoral Arnold Zeller, décerné à des étudiants de la Booth School of Business de l'université de Chicago, honore un homme qui a témoigné en faveur de l'industrie devant les tribunaux en qualité de témoin expert. Quantité d'autres récompenses ont été décernées sous le nom de chercheurs qui ont travaillé pour Big Tobacco ou parfois même d'avocats influents. Le H. Thomas Austern Memorial Writing Competition, un concours de rédaction ouvert aux étudiants en droit des États-Unis, distingue un homme qui s'est enrichi en aidant Big Tobacco à défendre ses intérêts juridiques. Le site Internet du comité dudit prix (organisé par le Food and Drug Law Institute [Institut juridique des produits alimentaires et médicamenteux]) indique que Thomas Austern a pratiqué « le droit alimentaire et pharmaceutique pendant plus de cinquante ans au sein du cabinet Covington & Burling », mais omet de mentionner qu'il est aussi le principal architecte de la stratégie juridique du secteur du tabac. Certains lauréats de prix si joliment dotés seraient surpris d'apprendre d'où vient l'argent.

Seitz, Lederberg et l'université Rockefeller

Le problème provient en partie du fait que les administrateurs des universités semblent souvent ignorer ce que cela signifie que de collaborer avec de telles entités du secteur privé. J'ai mentionné le nombre croissant d'institutions refusant de nouer ce type de relations, mais l'attitude la plus courante a consisté à accepter l'argent du tabac, un argent facile. En mars 1980, le vice-président exécutif de l'université Rockefeller écrivit à Ernest Pebbles, directeur juridique de Brown & Williamson, et témoigna sa gratitude à la compagnie pour son récent cadeau :

Cher Ernie,

Veuillez excuser, je vous prie, le retard avec lequel je vous écris pour vous remercier encore de façon plus formelle d'avoir organisé avec M. Shinn [du cabinet Shook, Hardy & Bacon] cette visite sur le campus avec Jack Roemer [le directeur juridique de Reynolds] le 3 janvier, qui nous a rejoints au déjeuner et qui est venu nous voir dans notre hôpital et au laboratoire du docteur [Norton D.] Zinder. Le docteur [Joshua] Lederberg regrettait sincèrement de ne pas pouvoir rentrer de la côte ouest avant votre visite, et il était donc ravi de pouvoir vous rencontrer le 6 février. J'espère que lors de ces réunions récentes nous avons su exposer la perspective d'ensemble des missions que l'université – anciennement l'Institut Rockefeller – continue de mener pour le développement de la recherche biomédicale aux États-Unis. [...] En tout cas, maintenant que B & W est devenu un partenaire essentiel dans notre travail – et merci encore d'avoir si vite organisé le versement de cette bourse généreuse de 90 000 dollars –, nous espérons avoir de fréquents échanges sur de nombreux sujets d'intérêt commun. [...] Nous avons hâte de vous revoir souvent sur le campus⁽⁶⁵⁹⁾.

Non moins enchanté de recevoir Big Tobacco sur le campus, Joshua

Lederberg, président de l'université Rockefeller (et lauréat du prix Nobel de médecine), écrit au P-DG de Reynolds (« Cher Paul ») afin de lui exprimer « son extrême gratitude » pour l'« extraordinaire générosité » de la compagnie. Six ans plus tard, Lederberg écrit au principal juriste de Brown & Williamson, le fabricant des Viceroy et des Kool : « Je sais que vous partagerez notre fierté devant l'entreprise scientifique d'envergure que votre partenariat avec nous a rendue possible, cette expansion de la connaissance pour le plus grand profit de l'humanité. [...] Pour nous tous, le soutien de votre compagnie a été une profonde source d'encouragement. » Lederberg dressait la liste de certaines affectations de ces sommes, notamment à l'étude des maladies provoquées par des infections parasitaires (évoquées en termes généraux comme le « problème de santé majeur »), l'achat de spectromètres à résonance magnétique nucléaire et l'extension d'un centre de dermatologie chargé d'explorer « les lésions carcinogéniques pouvant résulter d'effets toxiques de l'oxygène de l'atmosphère et de l'exposition à certaines substances chimiques ou médicamenteuses et aux rayonnements ultraviolets ». Les cigarettes étaient évidemment passées sous silence^{660}.

Certes, on pourrait objecter que l'université Rockefeller se bornait à accepter de l'argent de l'industrie dans le but de faire progresser la cause de la recherche fondamentale. Et quel mal y aurait-il à cela ? Les collaborations de cette sorte permirent toutefois aux sociétés cigarettières de se présenter en entreprises citoyennes responsables, en défenseurs de la science et des nobles objectifs de la recherche médicale. Ce fut le cas en 1975, quand les fabricants des Camel créèrent le R. J. Reynolds Industries Postdoctoral Fellowship au sein de l'Institut Rockefeller, assorti d'un don de 300 000 dollars à l'université^{139}. Le cigarettier s'engagea la même année à verser une somme supplémentaire de 2,5 millions de dollars^{140} en vue de la création sur le campus d'un Fonds R. J. Reynolds pour les sciences biomédicales et la recherche clinique, défini par la compagnie comme « un effort concerté destiné à faire progresser la

compréhension des causes fondamentales des principales maladies qui affectent l'humanité ». Comme l'expliquent les documents de l'entreprise, le but était aussi d'« apporter la preuve tangible de l'engagement de la compagnie dans une attitude citoyenne positive à l'échelle nationale et dans un domaine de fort bénéfice potentiel pour l'humanité^{661} ».

L'enthousiasme de l'université Rockefeller pour de tels accords se comprend mieux à la lumière de l'engagement personnel du prédécesseur de Lederberg vis-à-vis de la cause du tabac. Frederick Seitz, qui occupa la présidence de l'université Rockefeller de 1968 à 1978, était une puissante personnalité de la science américaine, à la fois président de l'Académie nationale des sciences (1962-1969) et membre du Conseil scientifique du président Richard Nixon (ce qui a dû l'aider pour obtenir la médaille nationale de la science – récompensant son travail sur la physique des solides). Il était aussi un fervent partisan de R. J. Reynolds et de la cause du négationnisme scientifique défendue par l'entreprise, et allait se prêter plus tard à une dénégation virulente du réchauffement climatique^{662}. Son manque de qualifications médicales ne l'empêcha pas de se faire embaucher (en 1979) à la tête du nouveau Medical Research Committee (MRC) [Comité de recherche médicale], principal canal de distribution de fonds du fabricant des Camel à la recherche médicale externe. Seitz fut rejoint au sein de ce comité par Alvan Feinstein, cadre des projets spéciaux du CTR à l'université Yale, et par Leon Golberg, un affidé du groupe issu de l'Institut de toxicologie de l'industrie chimique en Caroline du Nord.

La mission de Seitz à la tête du MRC était en somme de trouver le moyen d'affecter une part des profits de Reynolds à « la recherche fondamentale dans le domaine des maladies dégénératives ». Ce travail ne mit jamais le tabac en cause dans aucune espèce de maladie^{663}. Kenneth Moser, à San Diego, explora le rôle des moisissures dans l'apparition des maladies pulmonaires ; Joseph Post, à l'université de New York, étudia les thérapies hormonales appliquées au cancer du

sein ; et Hidesaburo Hanafusa, à l'université Rockefeller, sonde « certains cancers d'origine virale chez les volatiles ». Seitz évaluait d'autres travaux financés par Reynolds : sur les membranes cellulaires et les cellules souches, à la faculté de médecine du Colorado ; sur les marqueurs chromosomiques des maladies génétiques, à l'université Rockefeller ; sur les maladies virales, à l'Institut Wistar ; et des travaux similaires à l'université Duke, à l'université d'État de l'Utah, à l'Institut Eleanor Roosevelt pour la recherche sur le cancer de Denver, et ainsi de suite. Tout cela participe d'une science parfaitement respectable, et parfaitement inutile (ou pis). Il tira lui-même joliment profit de sa fonction : en 2006, le magazine *Vanity Fair* signalait qu'il avait touché environ 585 000 dollars de Reynolds pour son travail de conseil auprès du groupe⁽⁶⁶⁴⁾.

Joshua Lederberg cultiva cette relation amicale avec Big Tobacco en 1978, lorsque Seitz se retira de la présidence de l'université Rockefeller. Les archives conservent une trace écrite du président Lederberg confiant à Brown & Williamson son souhait de voir mener des recherches « sur l'effet de la privation d'accès à la cigarette chez des individus en état de stress ». À cette époque, Brown & Williamson versait des centaines de milliers de dollars à l'université Rockefeller, et Lederberg lui-même rendait discrètement service à la compagnie en qualité de consultant rémunéré – tout en siégeant à la présidence de Rockefeller. Nous ne savons pas grand-chose de ses missions. Cela avait apparemment trait à l'enquête alors ouverte par la Commission fédérale du commerce sur le filtre des Barclay. Nous savons en revanche que l'existence même de cet accord de consultance devait rester « absolument confidentielle ». Des professeurs de l'université Rockefeller allaient continuer de frayer avec des cadres dirigeants du tabac encore quelque temps : ainsi, le 1^{er} avril 1998, Reynolds dépêcha une demi-douzaine de hauts responsables de l'entreprise (en jet privé) à Manhattan pour vanter à Lederberg, Seitz et d'autres membres de l'université les vertus de la nouvelle cigarette « sans

fumée », la Premier^{665} .

Naïveté et rapacité

J'ai cité des lettres de Lederberg et de Seitz aux cigarettiers destinées à s'attirer leurs bonnes grâces, mais des centaines de lettres similaires émanant d'administrateurs d'universités sont conservées dans les archives du tabac. Ce qui rendait ces collaborations possibles, c'était un mélange de naïveté et de rapacité. Ces hommes n'étaient en rien des ignorants, mais il ne faut sans doute pas non plus surestimer leur intelligence en matière de sociologie du savoir et de risques de biais. Une conception trop étroite de la nature de la science a fort bien pu mener certains d'entre eux à s'aveugler, à penser « gestion du savoir » quand ils n'étaient que de simples pions. Mais peut-être faut-il simplement s'en tenir à cet argument de la naïveté et de la rapacité. Les administrateurs des universités n'ont peut-être rien vu de mal à toucher cet argent, s'imaginant peut-être qu'en faisant transiter une part des profits de la cigarette vers des fonds de recherche, le goût du lucre des fabricants des Camel serait purifié de ses origines douteuses. Il s'agit là toutefois d'une conception très étriquée du fonctionnement de la science. Des relations de recherche se créent, on est incité à faire plaisir, des considérations de relations publiques entrent en ligne de compte et les sujets des travaux sont orientés en fonction des financements, ce qui, sur un campus, pèse dans la balance des priorités de recherche. Les universitaires qui touchent ces fonds sont peut-être libres de rechercher ce qu'ils veulent, mais les compagnies veulent avoir la certitude que l'argent n'ira qu'à des thèmes (et à des chercheurs) jugés inoffensifs ou même favorables à la cause de la cigarette. En outre, les poignées de mains offrent naturellement le prétexte à de bons reportages photos, et l'industrie en récolte les lauriers.

Le secteur finance les travaux universitaires parce que cela lui permet

de soigner sa réputation, en lui prêtant un semblant d'autorité et de légitimité. En un mot comme en cent, l'argument est le suivant : comment pourrions-nous être si maléfiques, puisque Stanford, Harvard et UCLA nous aident ? Les noms de ces institutions servent des objectifs de relations publiques. En 1988, l'Institut du tabac a publié une brochure intitulée *In the Public Interest : Three Decades of Initiatives by a Responsible Cigarette Industry* [Dans l'intérêt du public : trente ans d'initiatives d'une industrie de la cigarette responsable], citant son soutien financier à des chercheurs de l'université de Californie pour preuve de son sens de la responsabilité d'entreprise. Dans une section intitulée « Recherche scientifique », nous apprenons que la faculté de médecine de l'UCLA a perçu une bourse de 2,75 millions de dollars pour enquêter sur « les mécanismes de défense du poumon, notamment la détection et le traitement du cancer à un stade précoce ». Le Conseil de la recherche sur le tabac a publié un communiqué de presse célébrant cette même bourse, en la citant pour preuve des « efforts [honnêtes et sincères de l'industrie] de ces deux dernières décennies pour résoudre les questions du tabac et de la santé ». E. A. Horrigan, président du conseil d'administration de Reynolds, a formulé des arguments similaires dans une publication de 1984 intitulée *Un débat ouvert*. Dans une section de cette brochure sur papier glacé, sous-titrée « Aucune preuve scientifique », il prétendait que la preuve d'un lien entre tabac et maladie ne se fonde que sur des « études statistiques, et non sur une preuve de causalité démontrée ». On y avançait aussi que l'industrie s'efforçait de trouver des réponses en finançant « une recherche indépendante au sein d'institutions telles que l'université Harvard, l'université de Californie à Los Angeles, l'université Washington et autres grands centres de la recherche scientifique »^{666}.

Certes, ce n'est pas seulement le nom de l'université qui est convoité ici. Il y a aussi une volonté de se gagner des alliés, d'amasser toute une série de données utiles. Pourquoi Reynolds, au milieu des années 1970,

versa-t-il à l'université de l'État de Washington, à Seattle, 2,8 millions de dollars pour une étude de cinq ans sur les maladies cardio-vasculaires ? Les archives du secteur révèlent un désir d'exercer une « influence sur les scientifiques et les médecins de cette institution » et précisément d'utiliser de tels contacts pour propager l'idée que les « gens du tabac ne sont pas des ogres ». Pourquoi Philip Morris octroya-t-il 4,75 millions de dollars au psychiatre Redford Williams, à l'université Duke ? Le cigarettier appréciait son idée que les crises cardiaques étaient plus fréquentes chez les gens « colériques », parce que les caractères « belliqueux » sécrètent davantage certaines hormones susceptibles de provoquer des crises cardiaques⁽⁶⁶⁷⁾. Big Tobacco caressait depuis longtemps cette intention de ne pas financer uniquement des sceptiques, des flagorneurs ou des individus rompus aux acrobaties scientifiques, mais aussi des chercheurs qui s'y entendaient pour présenter la nicotine sous son meilleur jour.

Des enjeux similaires pesaient sur le financement, toujours par Philip Morris, des travaux de John P. Cooke à Stanford. Cardiologue éminent, il fut l'un des premiers bénéficiaires des fonds du Programme de recherches externes de la compagnie (PMERP), une entité mise sur pied en 2000 pour continuer le travail du Conseil de la recherche sur le tabac et du Centre pour la recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations (en violation du Master Settlement Agreement de 1998, interdiction décidée par le tribunal dans l'affaire « USA vs Philip Morris »). Cooke menait des expériences montrant que la nicotine favorisait l'angiogenèse, ou la croissance de nouveaux vaisseaux sanguins, et l'on a cru pendant un temps que cette recherche aurait des débouchés commerciaux sous la forme d'endoprothèses enduites de nicotine. Philip Morris appréciait cette idée d'un usage thérapeutique et valida une bourse de plusieurs millions de dollars destinée à financer les recherches de Cooke. Ce travail présentait à l'évidence un intérêt en termes de relations publiques, et c'est pour cela que le *Tobacco Reporter* publia un article vantant les mérites des travaux du professeur de Stanford sur ce

que le magazine appelait l'« herbe guérisseuse » :

Les adversaires du tabac ont opportunément ignoré la nouvelle, mais de récentes études indiquent que, en dehors de risques bien connus, la feuille d'or peut avoir des *bienfaits* pour la santé. Des travaux de plus en plus nombreux montrent que certains composants du tabac offrent une protection contre des affections, notamment les maladies du cerveau comme la maladie de Parkinson ou le syndrome de Tourette. Un peu à l'image des forêts tropicales qui se sont révélées une source abondante de composants pour le développement de nouveaux médicaments, les champs de tabac pourraient être la prochaine mine d'or de l'industrie pharmaceutique.

L'article se poursuit en exposant en quoi les recherches de Cooke et de ses collègues prouvent que « certains composants du tabac possèdent des propriétés thérapeutiques », ce qui permet d'en conclure que *Nicotiana* n'est « pas seulement l'« herbe du mal » que certains activistes de la santé publique voudraient nous présenter »^[668]. Ultérieurement, Cooke allait défendre le droit des universitaires à collaborer avec l'industrie comme une liberté académique fondamentale.

L'imbrolio berger

L'Institut du tabac, le Conseil de la recherche sur le tabac et le Programme de recherche externe de Philip Morris étaient des supports bien rodés destinés à alimenter le doute aux États-Unis, mais d'autres groupements universitaires de façade ont été créés dans d'autres régions du monde. En 1988, quand l'addiction à la nicotine fut comparée à l'addiction à l'héroïne ou à la cocaïne, Philip Morris réagit en montant un organisme, l'Associates for Research into the Science of Enjoyment

(ARISE) [Associés pour la recherche sur la science du plaisir] –, composé principalement de chercheurs européens se consacrant à la défense du tabac. Présenté comme apolitique, ce groupe avait pour but de remettre en cause toute tentative visant à réglementer la consommation de tabac, en s'assurant le concours de « tiers » afin de camoufler l'implication de l'industrie. L'ARISE commença par organiser une série d'ateliers à grand renfort de publicité : sur les « Controverses autour de l'addiction », à Florence en 1988 ; sur « Plaisir : politique et réalité », à Venise en 1991 ; sur « Plaisir et qualité de la vie », à Bruxelles en 1993 ; et sur « Vivre, c'est plus que survivre », à Amsterdam en 1995. Les articles et les opinions des conférenciers s'étalèrent dans la presse et furent publiés afin que leur message ait une meilleure diffusion, sans que soit jamais reconnu le rôle de l'industrie du tabac, principale instigatrice et sponsor de ces opérations⁶⁶⁹.

Tout l'objet d'ARISE consistait à revendiquer l'acte de fumer comme part essentielle et même très saine de la vie des individus. David M. Warburton, psychopharmacologue à l'université de Reading et « coordinateur mondial » du groupe, mit en garde contre les éducateurs de la santé publique, en passe de devenir « les nouveaux grands prêtres du contrôle des plaisirs, avec les épidémiologistes pour oracles ». Il soulignait qu'une consommation « modérée » de café, d'alcool et de cigarettes pourrait en réalité allonger la durée de vie : « Il existe des preuves scientifiques claires de ce qu'une tasse de café, un verre de vin, une cigarette et quelques carrés de chocolat rendent les individus plus calmes, plus détendus et, de manière générale, plus heureux. Ces preuves médicales montrent aussi que les gens plus heureux vivent plus longtemps, et en conséquence ces plaisirs-là, s'ils restent raisonnables, ne peuvent qu'être bénéfiques⁶⁷⁰. » D'autres membres d'ARISE formulèrent des affirmations semblables. Petra Netter, psychologue de l'université de Giessen, affirma que « les sensations agréables résultant de la consommation d'aliments, de vin, de café, de tabac, de thé, de boissons

gazeuses à base de cola et de chocolat sont bénéfiques si cette consommation reste modérée^[671] ».

La mystification la plus fréquente d'ARISE, véritable refrain de la profession dans les années 1980 et 1990, consistait à affirmer que les démarches entreprises pour protéger les individus contre le tabagisme passif représentaient une atteinte intolérable aux libertés humaines fondamentales. Timothy Evans, sociologue et politologue de l'Adam Smith Institute de Londres, tempêtait contre « la prolifération de campagnes conçues pour restreindre la liberté personnelle et les choix de l'individu », surtout celles qui visaient de « prétendus dangers associés à l'alcool, au tabac, à la caféine et à une gamme de plus en plus vaste de produits alimentaires ». John Luik, du Niagara Institute au Canada, adoptait une position comparable, en dénonçant les « néopuritains et les paternalistes de la santé » qui s'immisçaient dans nos vies, et il niait la réalité de l'addiction, la qualifiant d'« idéologie ». Encore à ce jour, il soutient qu'il est faux de considérer que la consommation de tabac prive les individus de « toute maîtrise ». Les gens peuvent arrêter, et ils arrêtent, ce qu'il invoque comme une preuve que le tabac ne saurait être addictif. Luik est un habile prestidigitateur, mais il enfonce là une porte ouverte. Personne ne soutient que l'addiction soit impossible à surmonter : les gens peuvent souffrir d'une maladie et en guérir – ce qui ne signifie pas qu'ils n'aient jamais été malades. Le fumeur le plus intoxiqué réussira à s'arrêter si on lui impose des mesures suffisamment draconiennes – mais cela ne signifie pas que l'addiction soit une simple « idéologie ». Luik soutient que la défense des droits des fumeurs ne vous transforme pas nécessairement en instrument de Big Tobacco, mais son exemple personnel, qu'il cite à l'appui, n'est guère convaincant, compte tenu de sa longue et étroite fréquentation de l'industrie^[672].

L'opération ARISE comprenait vingt « Associés », des spécialistes issus de facultés d'Europe du Nord et d'Amérique. Son objet était de mieux faire entendre la voix des universitaires acceptant de célébrer les

bonheurs et les bienfaits du tabac et de propager la bonne nouvelle : le tabac n'était en réalité pas si différent du plaisir d'une tasse de café ou d'un petit carré de chocolat de temps en temps. Et les Associés furent bien rémunérés pour leurs services. Entre 1991 et 1993, Philip Morris versa à David Warburton 250 000 dollars⁽¹⁴¹⁾ pour son travail sur la « psychologie du fumeur », dans le cadre du projet Cosmic de la compagnie⁽⁶⁷³⁾.

Ces personnalités-là n'étaient pas dénuées d'influence. Peter L. Berger, un sociologue de l'université Rutgers, est un autre exemple de ces scientifiques innovants et prescripteurs, capables de faire passer le message de l'industrie. En 1966 il est un peu devenu un électron libre à la mode, quand Thomas Luckmann et lui ont publié *La Construction sociale de la réalité*, où ils soutenaient que notre vision du monde dépend des groupes auxquels nous appartenons et de notre mode de socialisation. En 1977, Berger semble avoir attiré l'attention des fabricants de tabac en publiant un article où il déplorait la capacité des « forces antitabac » à faire adopter des lois restreignant le droit de fumer dans les lieux publics. Philip Morris et consorts apprécièrent son dénigrement des mouvements de protection de la pureté de l'air, taxés de « totalitarisme potentiel », et surtout sa caractérisation des législations sur les environnements sans tabac, comme « une nouvelle étape dans une campagne de long terme stigmatisant et même criminalisant le tabac ». Il admettait n'avoir « aucune compétence relative aux questions médicales en cause », mais il affirmait connaître le contexte social et culturel, notamment l'« agressivité » des campagnes antitabac. En fumeur de cigare et de pipe invétéré, Berger déplorait la ségrégation « dégradante » imposée aux fumeurs. En 1982, il témoigna sous serment devant une commission parlementaire américaine enquêtant sur la nécessité de renforcer les mises en garde sur les paquets de cigarettes et attaqua le paternalisme dangereux de telles propositions. Cinq ans plus tard, il participa à un colloque financé par l'industrie, organisé afin de remettre en

question les conclusions scientifiques sur les risques de cancer liés au tabagisme passif. Il s'y plaignit que la seule conviction du ministre de la Santé des États-Unis avait suffi à conduire les gens à avaler tout un galimatias antitabac. Selon lui, les antifumeurs avaient fini par défendre des intérêts particuliers : ce n'était plus « un petit groupe de fanatiques isolés », car ils faisaient plutôt partie d'un « conglomérat international antitabac » bien organisé. Le mouvement antitabac était aussi « élitiste » dans sa « quête quasi religieuse de l'immortalité [...] et de la fontaine de jouvence ». Il comparait les restrictions imposées aux fumeurs à la « prohibition de certains types de cuisine (par exemple l'italienne) » et à d'autres « débordements totalitaires ». Il jouait même la carte du nazisme en déclarant que « l'antitabagisme » était « le nouvel antisémitisme »^[674].

À l'évidence, l'idée que le débat sur le tabac puisse devenir un débat idéologique, opposant la liberté et la tyrannie, avait tout pour plaire au secteur. L'utilité de Berger tenait aussi à ce que, dans ses articles favorables à l'industrie – par exemple son « Furtive Smokers » [Fumeurs en douce], article en une du numéro de juin 1994 de la revue *Commentary*, à la tonalité quasi autobiographique –, il ne révélait rien de l'argent qu'il acceptait du tabac^[675]. L'industrie a toujours aimé exercer son influence à travers des « tiers » masqués et, semble-t-il, Berger acceptait volontiers de se prêter à ce jeu et d'en tirer profit. Son constructivisme très en vogue cadrerait aussi joliment avec les visées négationnistes de l'industrie : si tous les faits sont des constructions et si la vérité se résume en réalité à un conflit de pouvoirs, pourquoi devrions-nous croire le ministre de la Santé plutôt que l'Institut du tabac ?

Berger demeure l'un des sociologues les plus cités de la planète. *La Construction sociale de la réalité* s'adjuge à lui seul plus de 20 000 citations dans Google Scholar, mais je doute que ceux qui lui rendent hommage de la sorte soient informés de son implication aux côtés de Big Tobacco.

Relations intimes

De 1954 à 1998, les fabricants américains ont fait transiter la majeure partie de leurs financements de recherches par l'intermédiaire du Conseil de la recherche sur le tabac (CTR) puis, de 1988 à 1998, par le Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et habitations (CIAR), un organe comparable, conçu pour détourner l'attention des dangers du tabagisme passif. Le Master Settlement Agreement ordonna le démantèlement de ces deux organismes, mais Philip Morris ressuscita le CIAR en 2000 sous la forme du Programme de recherche externe de Philip Morris (PMERP), qui a fonctionné jusqu'en 2008. Les compagnies continuent de financer la recherche universitaire, mais il importe de comprendre à quel point ce travail est différent de celui de fondations de recherche classiques. Une bourse de Reynolds ou Philip Morris n'est pas l'équivalent d'une bourse de la fondation Ford. Un dossier soumis à cette dernière ne va pas être visé par le service juridique de Ford Motor Company – c'est plutôt ce qui va se produire dans le contexte du tabac. Les bourses sont validées par des experts en contrôle des risques, travaillant pour ces compagnies, ce qui apparente plus l'argent du tabac à de la recherche & développement – ou à une forme de publicité. Si bien que, quand l'université Stanford accepte de l'argent de Philip Morris, cela revient en réalité à planter sur le campus un panneau d'affichage géant pour Marlboro. L'industrie soutient la recherche pour qu'elle facilite la vente de cigarettes ou qu'elle rehausse son image aux yeux des élites culturelles et politiques. Et les chercheurs qui touchent cet argent facilitent de telles opérations^{676}.

Ces compagnies ont naturellement d'autres moyens d'exercer leur influence en milieu académique. Des chaires ont été créées : l'université de Northern Illinois, à DeKalb, a un professeur de vente Philip Morris, et l'université du Kentucky un professeur en sciences des plantes et des sols Philip Morris, ainsi qu'un professeur de gestion des systèmes

d'information Philip Morris. L'université du Commonwealth de Virginie a une chaire de commerce international sur fonds de dotation Philip Morris, et l'université Yale une chaire Philip Morris de marketing. L'université du Kentucky accueille un programme de développement en leadership agricole (pour développer « les talents de leadership des jeunes actifs producteurs de tabac burley ») et administre le prix des Jeunes Fermiers d'exception décerné par la compagnie.

L'université de Caroline du Nord à Raleigh entretient depuis longtemps d'intimes relations avec le monde du tabac – ce qui ne surprendra guère, sachant l'importance de ces récoltes pour cet État. L'université a toujours aidé les fermiers à résoudre leurs problèmes de plantation et, dès les années 1950, elle a soutenu les scientifiques spécialistes du tabac à travers son service de littérature sur le tabac géré dans le cadre de la bibliothèque D. H. Hill. Depuis 1978, elle a compté au moins quatorze professeurs Philip Morris dans ses rangs. Une rapide consultation du site de l'établissement nous révèle un professeur d'économie agricole et des ressources Philip Morris, un professeur de génie mécanique R. J. Reynolds, un professeur de phytopathologie Philip Morris, un professeur de sciences des récoltes Philip Morris, un professeur d'économie Philip Morris et une dotation aux sciences de l'agriculture Philip Morris. La dotation Philip Morris stipule que le géant du tabac « reconnaît le rôle important de la Caroline du Nord dans la production d'un volume adéquat de tabac séché à l'air chaud de haute qualité ». Et la munificence de Marlboro « aide l'université à conserver des spécialistes du tabac compétents et hautement qualifiés à des postes clés, où ils travaillent au contact des équipes de vulgarisation agricole du comté afin d'assurer la pérennité de la production de tabac dans l'État »^{677}. L'État de Caroline du Nord finance aussi un certain nombre de postes de professeurs grâce au don de 10 000 actions R. J. Reynolds effectué en 1950. La chaire William Neal Reynolds, baptisée du nom du frère du premier R. J. Reynolds, reste la plus haute distinction décernée par

l'établissement. Brown & Williamson a aussi soutenu le laboratoire de pesticides de cette université.

Les prix et les bourses sont un autre canal d'influence. Dans les années 1980, la Floride, la Géorgie et la Caroline du Nord et du Sud ont été ciblées par Philip Morris avec son prix des Jeunes Fermiers, ses séminaires de direction et ses voyages d'étude pour une valeur monétaire dépassant 400 000 dollars⁽¹⁴²⁾. Les activités dotées par Philip Morris comprenaient « trois chaires de vulgarisation à la NCSU [université de Caroline du Nord], des bourses de premier cycle, des bourses de deuxième cycle, un cours abrégé pour jeunes fermiers et le soutien au parc de récoltes/irrigations multiples » de Géorgie. Outre la recherche, Philip Morris a financé des séminaires, des voyages dans des régions du Brésil productrices de tabac, des bourses Philip Morris et un prix Philip Morris⁽⁶⁷⁸⁾. L'université de Géorgie a reçu des fonds comparables, et l'université Clemson, en Caroline du Sud, a perçu de l'argent de Philip Morris pour financer des séminaires sur les technologies agricoles, des formations aux technologies informatiques et des bourses d'études destinées à des agents de vulgarisation de la production du tabac en région.

Tous ces bienfaits ne furent pas seulement prodigués au Sud, grand producteur de tabac. Dans les années 1970, Philip Morris offrait des bourses à des institutions comme l'université Columbia, où Stanley Schachter se servait de cet argent au bénéfice de doctorants qui travaillaient sur la psychologie du fumeur⁽⁶⁷⁹⁾. Et, en 1985, Philip Morris approuva un versement de 275 000 dollars⁽¹⁴³⁾ au Baruch College de l'université de la ville de New York pour financer « la chaire de professeur invité émérite de formation intégrée en sciences du commerce et de la société » et « les conférences intégrées Philip Morris en sciences du commerce et de la société » en l'honneur de George Weissman, l'ancien président de la compagnie⁽⁶⁸⁰⁾. De semblables soutiens ont été étendus aux universités étrangères. En Autriche, en Allemagne et en

Suisse, plus d'une centaine de chercheurs ont reçu le prix Philip Morris depuis sa création en 1983 – c'est en somme le prix Nobel du monde du tabac –, et les lauréats rapportaient chez eux 100 000 dollars. (Le prix était décerné dans tous les domaines scientifiques excepté la médecine, exclusion intéressante). L'université Nyenrode, aux Pays-Bas, a eu un professeur d'entrepreneuriat stratégique Philip Morris, et il existe désormais des chaires Philip Morris à la fameuse université Charles de Prague, en République tchèque.

Philip Morris a souvent affublé ses collaborations européennes de noms de code. Le projet Claude Bernard est celui qu'il a donné à son soutien à la neuropharmacologie de Jean Pol Tassin au Collège de France. Le projet Galilée finançait les travaux de John Gorrod sur le métabolisme de la nicotine au King's College de Londres, et le projet Paracelse la biométrie de Berthold Schneider à l'université de Hanovre. Les projets Broca et Descartes apportaient des ressources au laboratoire de médecine expérimentale (unité de formation et de recherche biomédicale des Saints-Pères) de Robert Molimard, à l'université Paris Descartes. Il existait des dizaines de projets similaires, avec des noms de code similaires, Bacon, Concarneau, Fermi, Franklin, Gauss, Harvey, Kepler, Leibniz, Lavoisier, Newton, Pascal, Rous ou bien encore Versin. Ils s'inscrivaient tous dans le projet, porté par Philip Morris, d'identification et de soutien de « témoins potentiels ou de scientifiques susceptibles d'aider à trouver de tels témoins ». Les universitaires furent aussi choisis pour leur aptitude à présenter le tabac ou la nicotine sous un jour favorable, comme lorsque Jean-Marie Warter, Gabriel Micheletti et Béatrice Lannes, à l'université de Strasbourg, reçurent des fonds pour documenter les effets bénéfiques du tabagisme chez des individus atteints de la maladie d'Alzheimer (projet Cajal).

(La maladie d'Alzheimer a été l'une des rares dont on a pu montrer, chez les rats, qu'elle répondait positivement à la nicotine, la maladie de Parkinson en étant une autre, et ces deux réactions sont mentionnées par

les avocats du tabac dans le cadre des procédures légales, afin de donner l'impression que fumer comporte aussi des bienfaits et pas seulement des risques. On passe ici sous silence le fait que, dans les propres archives de l'industrie, ces études sont qualifiées de « limitées », de « médiocres » et dépourvues de groupes témoins adéquats. On ignore aussi le fait que nombre de patients atteints de la maladie d'Alzheimer finissent par arrêter de fumer quand on leur confisque leurs allumettes – pour les empêcher de provoquer par accident un incendie^[681]. Janine Cataldo, à l'université de Californie (San Francisco), a récemment étudié quarante-trois articles sur le lien maladie d'Alzheimer-tabac et, après avoir pris en compte les affiliations à l'industrie, elle a découvert qu'en réalité le tabagisme augmentait le risque de contracter la maladie. L'étude de Cataldo est importante d'un point de vue méthodologique, car elle fait l'effort de distinguer la recherche sous influence du tabac de celle qui en est exempte^[682]. C'est une tendance croissante de la recherche hors influence du tabac d'admettre qu'on ne peut se fier aux publications sur le tabac et les dangers pour la santé sans vérifier au préalable la possibilité d'un biais favorable à l'industrie.)

D'autres régions du monde ont vu naître ces collaborations universitaires. En Australie, des bourses ont été mises à disposition à travers la Smoking & Health Research Foundation [Fondation de recherche sur le tabac et la santé], anciennement l'Australian Tobacco Research Foundation [Fondation australienne pour la recherche sur le tabac], un groupe appartenant à l'industrie. Des bourses ont aussi été offertes à travers la fondation Rothmans, mise sur pied par les fabricants des Winfield. Beaucoup d'universités canadiennes acceptent des bourses de recherche et des donations de l'industrie, et les dirigeants de cette dernière sont même parfois titulaires de postes universitaires de haut niveau – gouverneur, président et chancelier – ou occupent des fonctions dans des hôpitaux et des pôles de développement universitaires. Une étude de ce phénomène, en 2002, a révélé vingt-six cas de cadres et de

directeurs de l'industrie détenant des postes universitaires au Canada, entre 1996 et 2001. Le financement universitaire a aussi été omniprésent – et non moins scandaleux – en Grande-Bretagne, où des chercheurs ont effectivement été payés par l'industrie pour travailler sur la « responsabilité d'entreprise »⁽⁶⁸³⁾. Des chercheurs ont été enrôlés pour contester les dangers du tabagisme passif, à travers un réseau méthodique de « consultants FTA » instauré par Philip Morris en 1987. Des dizaines de chercheurs d'Europe et d'Asie ont été exploités à cette fin, le but étant d'aller « au-delà de la création de controverses sur le danger prétendu de la FTA pour la santé » et de travailler véritablement (comme le dit un dirigeant de Philip Morris) « à dissiper le soupçon de risques »⁽⁶⁸⁴⁾.

En Allemagne, les relations entre l'industrie et les instances académiques ont été si étroites que parler de « pénétration » ou de « conflit d'intérêts » ne rend pas même justice aux faits. Le Verband der Cigarettenindustrie fut durant de nombreuses années le principal entremetteur entre l'industrie et l'université, incitant des centaines de chercheurs à frayer avec le secteur. En 2008, toutefois, le directeur du prestigieux Institut de recherche en cardiologie de Berlin essuya le feu des critiques pour avoir accepté une bourse non négligeable de la fondation Philip Morris. Le bénéficiaire prétendit que cet argent n'influençait en rien sa recherche, or il négligeait la nature polyvalente de telles bourses. L'enjeu n'était que partiellement de s'assurer des résultats favorables au secteur ; il s'agissait aussi d'y gagner du prestige, de se créer des alliés et de former une écurie d'experts reconnaissants, désireux d'aider en cas de nécessité. Les compagnies finançaient ces recherches pour s'assurer leur propre survie dans l'arène politique. Dès les premières années du nouveau millénaire, reconnaissant cet objectif élargi, le doyen Martin Paul, de la fameuse Charité de Berlin, la plus grande faculté de médecine d'Europe, interdit tout contact académique avec l'industrie. Des collaborations se poursuivent néanmoins encore dans de nombreuses

autres institutions européennes, visant à perpétuer la banalité du tabagisme^{685}.

La pénétration est encore plus profonde en Asie, où il existe peu de recherches indépendantes sur le tabac. Les multinationales comme Philip Morris ont octroyé des bourses à des étudiants de Singapour et d'autres nations asiatiques, et nous pouvons nous attendre à voir de tels liens se multiplier avec la mondialisation. En Chine, la recherche sur le tabac est presque entièrement entre les mains d'une élite gouvernementale qui essaie de pousser davantage de monde à fumer. L'Institut de recherche sur le tabac Zhengzhou, dans le Henan, est le plus grand au monde, avec 281 salariés dont 17 professeurs. Des chercheurs de tout le pays contribuent à ce monopole en apportant à l'institut leurs compétences techniques, tandis que des agriculteurs triment pour produire les millions de tonnes de feuilles et d'aromatisants nécessaires pour fournir le tiers des fumeurs de la planète. En 2010, il y avait peut-être 15 personnes en Chine qui gagnaient leur vie en tâchant d'infléchir la consommation de tabac, tandis qu'elles étaient 15 millions à la gagner en produisant ou en soutenant le tabac. La prévention antitabagique n'est pas encore prise au sérieux, mais cela pourrait très vite changer, une fois que les dirigeants chinois auront mesuré l'ampleur des dégâts du tabac sur la prospérité du pays. En Chine, le tabagisme a sans doute encore quelques belles décennies devant lui, mais cela ne durera pas éternellement.

Une atteinte mortelle à l'intégrité académique

Les universitaires soucieux d'intégrité académique se focalisent souvent sur le vol de la propriété intellectuelle, la falsification des données, une divulgation insuffisante ou d'autres manquements. Dans le cas de ces financements par l'industrie du tabac, le biais est ordinairement plus complexe et plus indirect. Cette industrie n'invite pas les chercheurs à

falsifier des données ou à aboutir à des conclusions préétablies, et elle n'interfère généralement pas dans la liberté de publication du chercheur – au contraire, elle veut voir imprimer ces recherches qui lui sont favorables. De tels abus existent, naturellement, mais d'ordinaire ce n'est pas ainsi qu'elle exerce son influence. Son mode de fonctionnement consiste à financer un grand nombre de chercheurs, et des récompenses supplémentaires sont ensuite réservées à ceux qui aboutissent à des résultats qui lui conviennent. Imaginons un champ où l'on sème des graines pour ensuite ne sélectionner et ne nourrir que les fleurs qui ont des couleurs qui plaisent.

L'effet corrosif de ces parrainages de Big Tobacco sur tout travail d'enquête intellectuelle honnête est d'une ampleur difficilement mesurable. Pendant de nombreuses années, la connaissance experte des réalités du tabac a été dominée par cette industrie, et elle l'est encore dans plusieurs régions du monde. Des sociétés scientifiques entières ont été formées au sabotage de toute science démontrant telle ou telle forme de nocivité, et plusieurs revues scientifiques doivent leur existence à ce besoin d'une « recherche orientée » (citons ici *Tobacco Science*, sans oublier d'autres organes plus savants, comme *Indoor Air*). L'industrie ne se borne pas à corrompre le monde universitaire, elle s'en crée un. Toutes les entreprises commerciales visent la réussite, cela va de soi et, à cet égard, celles du tabac ne font pas exception. Ce qui diffère, en l'espèce, c'est l'envergure et la volonté avec laquelle Big Tobacco a fait obstruction à la connaissance populaire et scientifique, en brouillant la réception des signaux scientifiques. Nous parlons ici de racketteurs dont certains universitaires se sont faits les complices – et d'une atteinte à l'intégrité académique d'une gravité (et d'une létalité) sans égale depuis les horreurs de l'ère nazie.

Les historiens rejoignent la conspiration

« Les entorses à l'histoire sont d'une infinie variété. »

Antoon DE BAETS, Responsable
History, 2008.

L'industrie du tabac ne peut agir comme elle le fait sans aide. D'aussi graves forfaits requièrent des complices et, dans le monde de la cigarette, la réécriture permanente du passé est vitale pour la survie du secteur. À maintes reprises, ces compagnies ont été traînées devant les tribunaux et en sont ressorties immaculées.

Les universitaires peuvent être d'une remarquable docilité, et mon propre champ de recherche, l'histoire, n'y fait pas exception. À dire vrai, mes confrères ont beaucoup à se faire pardonner. Depuis les années 1990, plus de cinquante historiens ont déposé sous serment pour Big Tobacco devant les tribunaux (voir encadré page suivante), gagnant au passage des millions de dollars pour avoir présenté leurs versions déséquilibrées, biaisées et appauvries de l'histoire de la cigarette. Un autre groupe d'historiens a opéré aux côtés de ces experts en qualité de consultants, restant davantage dans l'ombre, préparant des rapports et effectuant le travail sur archives tout en étant parfois formés en vue de leur promotion au rang de témoins experts (voir encadré p. 440-441). Certains de ces historiens signent des accords de confidentialité, notamment des clauses de non-publication sur le sujet soumis à investigation, car l'industrie entend contrôler leurs travaux et ne souhaite

généralement pas que des « experts » exposent les leurs à l'évaluation collégiale. Elle a aussi longtemps misé sur des universitaires pour peaufiner son image. En 1954, Clarence Cook Little n'a pas été retenu à la tête du Comité de recherche de l'industrie du tabac uniquement grâce à sa capacité à organiser une entreprise de recherche destinée à sauver les apparences, mais aussi parce qu'il présentait au public un visage avenant, notamment auprès des instances réglementaires, des jurys et des juges. Et nous avons déjà vu de quelle manière des scientifiques de toutes les spécialités universitaires ont servi un tel dessein – y compris des centaines de médecins. Ils ont eu pour tâche d'afficher leur compétence de manière à disculper l'industrie, à faire passer pour blanc ce qui était noir et *vice versa*.

Historiens ayant témoigné en qualité de témoins experts de la défense dans les procès intentés à American Tobacco – 1986-2010 (liste dressée avec Louis M. Kyriakoudes)

- Ambrose, Stephen E. (décédé). Témoignage, « Covert vs Liggett Group » (1994) ; déposition, « Florida vs American Tobacco » (1997) ; expert désigné, « Haines vs Liggett » (1997).
- Bean, Jonathan J., université du Sud de l'Illinois. Expert désigné, « St. Louis vs American Tobacco » (2004) ; nommé comme expert, « Schwab vs Philip Morris ».
- Berman, Hyman, université du Minnesota. Déposition et témoignage sous serment, « Minnesota vs Philip Morris » (1997 et 1998).
- Breeden, James O., Southern Methodist University [Université méthodiste du Sud]. Soumission de rapport d'expertise, « Allgood vs Reynolds » (1994).
- Burnham, John C., université de l'État d'Ohio. Expert désigné, « Dewey vs Reynolds » (1986) ; communication d'expert, « Cipollone » (1986).
- Burns III, Augustus M., université de Floride (décédé). Déposition, « Florida vs American Tobacco » (1997) et « Engle vs Reynolds » (1998).
- Carstensen, Fred V., université du Connecticut. Déposition et témoignage, « Cipollone vs Liggett » (1987 et 1988) ; déposition, « Izzarelli (?) » et

« Bifolck vs Philip Morris ».

- Chesson, Michael B., université du Massachusetts, Boston. Déclaration écrite sous serment, « Longden vs Philip Morris » (2003).
- Cobbs-Hoffman, Elizabeth, université d'État de San Diego. Déposition et témoignage, « Boeken vs Philip Morris » (2001) ; déposition, « Patterson », « Evers » et « Martin » (2009, affaires « Engle Progeny »).
- Dibacco, Thomas V., American University. Expert mentionné, « Richardson vs Philip Morris » (1997) ; déposition et témoignage, « Eastman vs Brown & Williamson » (2003) ; déposition, « Blue Cross vs Philip Morris » (2000), « Engle vs Reynolds » (1999) et « Katz vs Reynolds » (2010).
- Drobny, John, président, IHG, Inc. Signalé comme « Historien expert », « Texas vs American Tobacco » (1997).
- English, Peter Calvin, université Duke. Témoignage, « Blue Cross vs Philip Morris » (2001) ; rapport d'expert et déposition, « USDOJ vs Philip Morris » (2001) ; déposition, « Bullock vs Philip Morris » (2002) ; expert désigné, « Haines vs Liggett » (1992), etc.
- Ford, Lacy K., Jr., université de Caroline du Sud, Columbia. Témoignage, « Raulerson vs Reynolds » (1997), « Jones vs Reynolds » (2000), « Kenyon vs Reynolds » (2001), et « Allen vs Reynolds » (2003) ; déposition, « Blankenship vs Philip Morris » (2000), « Engle vs Reynolds » (1997, 1999), et « Medical Monitoring » (2000) ; déposition et témoignage, « Karbiwnyk vs Reynolds » (1997), « Engle vs Reynolds » (1997, 1999), « Little vs Brown & Williamson » (2000), et dans plusieurs affaires « Engle Progeny » (2008-2011) ; expert désigné, « St. Louis vs American Tobacco » (2004) ; contre-notification pour « Keegan vs Reynolds ».
- Graham, Otis, université de Caroline du Nord, Wilmington. Témoignage, « Kotler vs American Tobacco » (1990) ; déposition, « Texas vs American Tobacco » (1997), expert désigné dans l'affaire « Haines vs Liggett » (1992).
- Green, George D., université du Minnesota. Retenu comme témoin expert dans « Minnesota vs Philip Morris » (1997) ; déposition des 26-27 août 1997 et rapport d'expertise soumis le 8 décembre 1997.
- Greenwood, Janette T., université Clark. Rapport d'expertise, « Donovan vs Philip Morris » ; communication de témoin expert dans plusieurs affaires « Engle Progeny ».
- Harkness, Jon M., université du Minnesota. Témoignage, « Boerner vs Brown & Williamson » (2003).
- Harvey, Paul, université du Colorado, Colorado Springs. Déposition, « Coolidge vs Philip Morris » (2004) ; nommé expert dans l'affaire « Alan

- Nichols *vs* Asbestos Corporation Ltd. » (2008) et « Koballa *vs* Reynolds » (2010).
- Hilty, James, université Temple, Philadelphie. Témoignage, « Carter *vs* Philip Morris » (2003).
 - Hoff, Joan, université d'Ohio, Athens, université d'État du Montana, Bozeman. Témoignage, « Rogers *vs* Reynolds » (1996), « Dunn *vs* Reynolds » (1998) et « Tompkin *vs* American Brands » (2001) ; déposition, « Dunn *vs* Reynolds » (1997 et 1998), « Tompkin *vs* American Tobacco » (2001), et dans les affaires « Engle Progeny » (2009 et 2010) ; déposition et témoignage, « Whiteley *vs* Raybestos-Manhattan » (1999 et 2000) et « Barbanell » (2009, affaire « Engle Progeny »).
 - Hudson, Robert P., université du Kansas (décédé). Déposition, « Allgood *vs* Reynolds » (1994).
 - Judd, Jacob, Lehman College. Enregistrement de rapport d'expertise, « Standish *vs* American Tobacco » (2003) ; témoignage, « Rose *vs* American Tobacco » (2003).
 - Lenoir, Timothy, université Duke (auparavant à Stanford). Rapport d'expertise et déposition, « Tune *vs* Philip Morris » (1998, 2001).
 - Lipartito, Kenneth James, université internationale de Floride. Nommé en tant que témoin expert dans la procédure « Engle Progeny ».
 - Lowery, Charles D., université de l'État du Mississippi. Déposition, « Mississippi AG » (1997).
 - Ludmerer, Kenneth M., université Washington. Témoignage procédural, « Kotler *vs* American Tobacco » (1990) ; déposition, « Cipollone *vs* Liggett » (1991) ; rapport d'expertise, « Unkel *vs* Liggett » (1994) ; déposition, « State of Mississippi Tobacco Litigation » (1997), dossier du ministre de la Justice (attorney general) de l'État de Floride (1997), « Engle *vs* Reynolds » (1998), « State of Washington *vs* American Tobacco » (1998), « Blankenship *vs* Philip Morris » (2000), et « Scott *vs* American Tobacco » (2000) ; témoignage procédural, « Williams *vs* Philip Morris » (1999), « Apostolou *vs* American Tobacco » (2000), « Anderson *vs* American Tobacco » (2000), et « Boeken *vs* Philip Morris » (2001) ; déposition, « Tompkin *vs* American Tobacco » (2001) et « Harvey *vs* ABB Lummus Global » (2002) ; déposition et rapport d'expertise, « USA *vs* Philip Morris » (2002) ; mentionné, « Engle *vs* Reynolds » (1997) et « Crayton *vs* Safeway » (2000).
 - Martin, James Kirby, université de Houston. Déposition et rapport d'expertise, « Burton *vs* Reynolds » (1996) ; déposition et témoignage, « Ironworkers *vs* Philip Morris » (1999) et « Falise *vs* American Tobacco » (2000 et 2001).

- Martinez-Fernandez, Luis, université de Floride centrale. Témoignage, « Eli Rogelio Figueroa Cruz vs Reynolds à Porto Rico » (2002) ; déposition et témoignage dans plusieurs affaires « Engle Progeny ».
- May, Glenn A., université de l'Oregon. Témoignage, « Williams vs Philip Morris » (1999).
- Michel, Gregg L., université du Texas à San Antonio. Déposition et témoignage, « Campbell vs Reynolds » (2009) ; déposition, « Walden » (2010) et « Webb vs Reynolds » (2010) ; travaux divers pour Jones Day depuis 2003.
- Miller, Donald L., Lafayette College. Soumission de rapport d'expertise, « Gerrity vs Lorillard » (2005)
- Morgan, H. Wayne, université de l'Oklahoma. Témoignage, « Oklahoma-AG » (1998).
- Norrell, Robert Jefferson, III, université du Tennessee. Témoignage, « Newcomb vs Reynolds » (1999, 2003) ; déposition et témoignage, « Karney vs Brown & Williamson » (1998, 1999) et « Scott vs American Tobacco » (2000, 2003) ; travaux antérieurs pour des procédures en Alabama, en Floride et en Louisiane ; déposition et témoignages dans plusieurs affaires « Engle Progeny » (« Martin vs Philip Morris », 2009) – douze dépositions au total jusqu'en 2009.
- O'Donnell, Edward T., Hunter College, CUNY, et désormais Holy Cross College. Préparation de rapport d'expertise pour « Small et Fubini vs Lorillard » (1997) ; inscrit pour une déposition dans l'affaire « Zito vs American Tobacco » (1997).
- Parrish, Michael E., université de Californie, San Diego. Témoignage, « Miele vs American Tobacco » (2003) ; déposition, « Barnes (Arch) vs American Tobacco » (1997), « Frosina vs Philip Morris » (1997), « Washington vs American Tobacco » (1997), et « Boerner vs Brown & Williamson » (2003) ; déposition et témoignage, « Henley vs Philip Morris » (1998, 1999) ; déclarations écrites sous serment, « Stewart-Lomantz vs Brown & Williamson » (1996), « Frosina vs Philip Morris » (1997), « Small and Fubini vs Lorillard » (1997) et « Tabb vs Philip Morris *et al.* » (1998). Expert mentionné, « Engle vs Reynolds » (1997).
- Parssinen, Terry M., université de Tampa. Témoignage, « Arnitz vs Philip Morris » (2004) et dans les affaires « Engle Progeny ».
- Roberts, Randy W., université Purdue. Présenté comme expert dans l'affaire « Walden vs Reynolds » (affaire Engle Progeny) ; déposition, « Budnick », « Allen », « Hetzner », « Haldeman », et autres affaires « Engle Progeny » (2010).
- Rose, Mark H., université de Floride atlantique. Communication, « Brown vs Liggett » (2003).

- Rosenberg, Nathan, université Stanford. Témoignage pour l'industrie lors d'auditions de 1988 en tant que « témoin en politiques technologiques », dans le cadre d'une intervention visant à « faciliter une mise sur le marché des Alpha en douceur, sans intervention ou réglementation étatique ».
- Sansing, David G., université du Mississippi, Oxford. Témoignage, « Boerner *vs* Brown & Williamson » (2003) ; déposition, « Mississippi Tobacco Litigation » (1997) ; déposition et témoignage, « Horton *vs* American Tobacco » (1990) et « Wilks *vs* American Tobacco » (1993) ; témoignage et/ou déposition, « Carter *vs* Philip Morris », « Grinnell *vs* American Tobacco », et « Schuts & Walton », notamment.
- Savitt, Todd, université de Caroline de l'Est (sciences humaines médicales). Rapport d'expert, « Ierardi *vs* Lorillard » (1991).
- Schaller, Michael, université d'Arizona. Communications, « Arizona *vs* American » (1998), « Sweeny *vs* Philip Morris » (1999), et « Simon *vs* Philip Morris » (2000) ; témoignage, « Apostolou *vs* Philip Morris » (2000), « Reller *vs* Philip Morris » (2003), « Lucier *vs* Philip Morris » (2003) et « Frankson *vs* Brown & Williamson » (2003) ; déposition, « Selcer *vs* Reynolds » (1998), « Grill *vs* Philip Morris » (2010), et affaires « Engle Progeny » (2008) ; témoignage procédural dans plusieurs affaires « Engle Progeny » (2009–2011).
- Sharp, James Roger, université de Syracuse. Rapport d'expert, déposition et témoignage, « Mehlman *vs* Philip Morris » (2000 et 2001) ; témoignage, « Anderson *vs* American Tobacco » (2000) et dans les affaires « Engle Progeny ».
- Skates, John Ray, Jr., université du Sud Mississippi. Déposition, « Mississippi Tobacco Litigation » (1997).
- Snetsinger, John G., université polytechnique de l'État de Californie, San Luis Obispo. Déposition, « Bullock *vs* Philip Morris » (2002).
- Stueck, William, université de Géorgie. Communication d'expert et déclaration écrite sous serment soumises dans l'affaire « Eiser *vs* Brown & Williamson » (2002) ; déclaration écrite sous serment, « Mash *vs* Brown & Williamson » (2004) ; déposition, « Alexander *vs* Philip Morris » (2010).
- Tulchin, Joseph S., Woodrow Wilson Center, Washington, DC. Témoignage, « Widdick *vs* Brown & Williamson » (1998).
- Wilson, Theodore A., université du Kansas. Déposition, « Barnes [Arch] *vs* American Tobacco » (1997), « Chamberlain » (1999), « Clay *vs* Philip Morris » (1999), « Smith » (1998), « Thompson *vs* American Tobacco » (1999), « Blankenship *vs* Philip Morris » (2000), et affaires « Medical Monitoring de Virginie-Occidentale » (2000) ; rapport d'expert (2001) et déposition (2002), « USDOJ *vs* Philip Morris » ; déclaration écrite sous

serment, procédure « State of Florida », etc.

Dans ce contexte, les historiens ont été amenés à jouer un rôle particulier, et particulièrement troublant. Le secteur a financé des travaux d'historiens sur des dizaines d'années, bien avant la « seconde vague » de procès des années 1980^[686] et avant même la Seconde Guerre mondiale. La majeure partie de ce que nous croyons savoir de l'histoire du tabac est une forme de produit dérivé de tels investissements : les fabricants aiment nous faire croire qu'ils pratiquent un art ancien et honorable. Le tabac serait l'Orient de l'Occident et l'Occident de l'Orient – d'où ces images de chameaux et de cow-boys. Le tabac a la fibre patriotique : après tout, les pères fondateurs de l'Amérique n'ont-ils pas cultivé cette feuille si précieuse, et des feuilles de tabac ne sont-elles pas sculptées dans les colonnes du Capitole, dessinées par l'architecte Benjamin Latrobe ? Et que pourrait-il y avoir de plus américain que le Cow-Boy Marlboro chevauchant dans la prairie ? On se sert d'historiens pour contribuer à façonner et à entretenir cette image d'un monde dont nous ne saurions nous passer – et c'est l'une des raisons pour lesquelles les gens continuent d'acheter des cigarettes et d'en mourir. Du tort a été fait à la profession d'historien. En vérité, l'essentiel de l'historiographie moderne du tabac est vicié par la nicotine.

Historiens cités comme consultants experts de l'industrie du tabac sans être désignés comme témoins (liste partielle)

Abrams, Richard M. : Université de Californie, Berkeley
Black, Gregory D. : Université du Missouri, Kansas City
Clune, John J., Jr. : Université de Floride Ouest
Engelmann, Larry : Université d'État de San Jose
Ettling, John : Université de Houston ; SUNY Plattsburgh (président)
Grill, Johnpeter H. : Université d'État du Mississippi

Harp, Richard : Université du Kansas (département d'anglais)
Harley, David : anciennement de l'université d'Oxford
Herken, Gregg : Université de Californie, Merced
Hook, Ernest B. : Université de Californie, Berkeley
Jenkins, Robert L. : Université d'État du Mississippi
Jones, James H. : San Francisco, anciennement de l'université de Houston
Kargon, Robert H. : Université Johns Hopkins
Klein, Herbert : Université Stanford
Kline, Benjamin : Université d'État de San Jose
Kushner, Howard I. : Université Emory
Lankevich, George J. : Bronx Community College, Manhasset
Means, Richard K. : Université d'Alabama, université d'Auburn
Muldoon, James : Université Rutgers
Musto, David F. : Université Yale
Overmann, Ronald J. : San Francisco, ancien responsable de programme de
la National Science Foundation
Petigny, Alan : Université de Floride
Robert, Joseph C. (décédé) : Université de Richmond
Sauer, John E. : Université d'État de l'Ohio
Smith, George D. : Winthrop Group et NYU Stern (business school de
l'université de New York)
Sobel, Robert N. (décédé) : Université Hofstra
Sosna, Morton : Université Cornell, et avant université Stanford
Talley, Colin : Université Emory
Unger, Irwin : Université de New York

J'entends explorer ici la manière dont les historiens ont œuvré pour l'industrie en me concentrant sur l'histoire de leurs contrats, sur leurs missions de consultance et (avant tout) sur leurs témoignages d'experts en faveur de l'industrie devant les tribunaux. Je veux aussi souligner que leurs travaux ont pour effet indirect de maintenir les prix des cigarettes à bas niveau puisqu'ils évitent aux compagnies d'avoir à acquitter de coûteux dommages et intérêts. En d'autres termes, lorsque ces historiens témoignent pour elles devant les tribunaux, dans les faits, ils les aident à échapper à une forme de taxation. Leur faire économiser de l'argent de la sorte maintient les prix au plus bas, permet à davantage de gens de fumer

davantage de cigarettes – et d'en mourir. La relation de cause à effet demeure indirecte, mais n'en est pas moins réelle : témoigner pour Big Tobacco provoque des morts.

De l'histoire sous contrat

Les historiens qui ont travaillé pour l'industrie du tabac se rangent dans trois catégories principales : les chercheurs chargés d'écrire pour elle, parfois en tant qu'historiens d'entreprise attirés ; ceux qui se sont livrés à des missions de conseil plus confidentielles, généralement au stade des préparatifs de procédures judiciaires ; et ceux qui ont témoigné pour l'industrie devant les tribunaux en qualité de témoins experts, la disculpant de ses agissements et imputant toute la responsabilité au fumeur.

Le lecteur ne doit pas oublier pour autant que cela ne couvre qu'une petite fraction de l'historiographie favorable au secteur. Il existe dans les archives de ce dernier un vaste corpus d'écrits historiques non publiés, couvrant un peu tous les sujets, de l'ascension et de la chute de certaines marques aux origines de certains équipements de transformation du produit. On y trouve des chroniques de campagnes de marketing et tout un attirail lié au tabac, sans oublier l'histoire des régions productrices et de certains additifs à la cigarette. On y trouve également des histoires de firmes spécifiques et de leurs grands pontes, mais aussi de départements, etc. Une petite partie de ces éléments semble avoir été préparée pour être utilisée dans des procès ; le reste semble s'être inscrit dans le cadre des efforts de ces compagnies pour se créer une mémoire institutionnelle, sous forme de commémorations, de chronologies, de tours d'horizon de la littérature, ou de distinctions honorifiques internes. À en juger par le seul nombre de pages, il existe peut-être davantage d'écrits historiques dans les archives de l'industrie qu'il n'en a jamais été imprimé dans des travaux universitaires. Des centaines de chronologies sont ainsi

conservées dans les archives du secteur, et près de vingt mille documents contiennent le terme « chronologie »^[687].

Toutefois, l'industrie fait également publier des histoires destinées à un large public. L'« histoire » des Camel, Winston, Marlboro et d'autres marques de forte diffusion a été racontée dans d'innombrables magazines à grand tirage, de même que les vertus médicinales dont on parait jadis le tabac ou le fait qu'il soit interdit à la consommation dans telle ou telle région du monde^[688]. Les récits de cet ordre empruntaient parfois le canal des musées et des expositions historiques – comme celle qu'organisait la Duke Homestead Education and History Corporation [Société d'histoire et d'éducation Duke Homestead] de Durham, en Caroline du Nord ou la dizaine d'autres musées du tabac financés par l'industrie en différentes parties du monde. Ces musées du tabac ne sont plus aussi nombreux que par le passé – la SEITA a fermé le sien en France, tout comme l'Austria Tabak à Vienne –, mais ceux qui subsistent sont *de facto* des vitrines pour le tabagisme, faisant de la feuille d'or un luxe vénérable et un atout économique. Des musées se créent parfois pour coïncider avec la pénétration d'un nouveau marché : Philip Morris en a ouvert un dans son usine de Kutna Hora, en République tchèque, en 1995, quand le groupe y a repris la production à la suite de l'ancien monopole d'État. Certains de ces établissements sont de dimensions considérables : la construction du musée du Tabac de la Chine, à Shanghai, ouvert en 2004, a coûté environ 22 millions de dollars ; l'édifice abrite 150 000 objets historiques et se livre à un « blanchiment » en règle (et bien prévisible) des effets sur la santé (« rien ne s'oppose à fumer la cigarette »). En réalité, il n'a jamais existé de musée du Tabac qui soit transparent ; fondamentalement, ce sont tous des lieux de conflit d'intérêts grimés en institutions éducatives.

La pratique consistant à payer des historiens pour chanter les louanges des compagnies date au moins du XIX^e siècle, mais l'année 1937 fut en quelque sorte un tournant historiographique, lorsque Jerome E. Brooks

publia le premier des cinq volumes d'un somptueux *Tobacco : Its History Illustrated by the Books, Manuscripts and Engravings in the Library of George Arents, Jr.*, dressant le catalogue des livres rares et des accessoires pour fumeur qui occupaient encore récemment une salle entière du dernier étage de la Bibliothèque publique de New York^[689]. Brooks poursuivit une brillante carrière en qualité de principal historien de l'industrie, publiant des ouvrages très lus sur les grandes heures de la tradition du tabac ainsi que des plaquettes et opuscules remplis de toute une imagerie populaire, pour l'Institut du tabac. Son ouvrage de 1952, *The Mighty Leaf : Tobacco through the Centuries* [La feuille toute-puissante : le tabac à travers les siècles] était un véritable manuel d'hagiographie triomphaliste célébrant le tabagisme comme une « précieuse nécessité » et un « droit naturel » du genre humain.

Très tôt, on a aussi eu recours à des historiens de la médecine. Aux États-Unis, Morris Fishbein, le rédacteur en chef à poigne de *JAMA*, compta parmi les premiers. Au début des années 1950, il fut payé (par Lorillard) des dizaines de milliers de dollars pour écrire un ouvrage exhaustif sur le rapport tabac-santé. À sa décharge, il faut reconnaître qu'il a effectué un assez bon travail – trop bon, en fait, et c'est probablement la raison pour laquelle le livre fut annulé. Lorillard revint sur son offre d'en acheter plusieurs milliers d'exemplaires et Doubleday résilia son contrat.

Le financement de ces écrits historiques avait une motivation simple : être en mesure de recommander une série d'ouvrages convenablement orientés aux gens qui s'enquéraient de l'histoire du tabac. En 1975, quand un universitaire de l'Arizona écrivit à Reynolds pour demander des informations sur ces sujets, le service des relations publiques du groupe put lui suggérer quatre « histoires détaillées » : le *Tobacco and Americans* (1960) de Robert K. Heimann ; *The Mighty Leaf* (1952) de Jerome E. Brooks ; *The Story of Tobacco in America* (1949) de Joseph C. Robert et *The Bright-Tobacco Industry* (1948) de Nannie

M. Tilley⁽⁶⁹⁰⁾. Tous quatre étaient des ouvrages intéressants et bien écrits, mais aussi des histoires militantes déversant leurs louanges serviles du tabac – sans jamais aucune reconnaissance ou presque de ses dangers. Et tous quatre étaient écrits par des chercheurs en lien étroit avec le secteur. À l'époque, Robert Heimann était assistant de direction du président d'American Tobacco (et sociologue formé à l'université de New York) ; Jerome Brooks, auteur de longue date de l'industrie, émargeait chez Hill & Knowlton ; Joseph Robert travaillait pour Reynolds ; et Nannie Tilley avait œuvré comme historienne d'entreprise officielle chez R. J. Reynolds, poste qu'elle occupa de 1959 à 1964.

Il y avait encore de l'historiographie financée par le secteur dans les années 1960 et 1970. En 1978, le livre de Robert Sobel, *They Satisfy : The Cigarette in American Life* [Une source de plaisir : les cigarettes et la vie en Amérique], fut financé par le cartel, tout comme *A New Prohibition ? An Essay on Drinking and Smoking in America* [Une nouvelle prohibition ? Essai sur l'alcool et le tabac en Amérique] de Mark Edward Lender, publié par Brown & Williamson en 1995. Sobel était professeur d'histoire à l'université Hofstra. Lender était jusque récemment directeur du département d'histoire de l'université Kean, dans le New Jersey. Il a reconnu le soutien financier du secteur à son ouvrage – après tout, l'éditeur était un fabricant de tabac –, mais d'autres chroniques liées à la cigarette ont souvent été publiées sans le moindre aveu de cet ordre. Francis Robicsek, dans *The Smoking Gods* [Les dieux fumeurs], son histoire du tabac dans l'art et la religion mayas, somptueusement illustrée, remercie l'Institut du tabac de sa « coopération », mais nulle part il n'avise le lecteur que le livre a été rendu possible par une aide de 55 000 dollars de cet organe de lobbying⁽⁶⁹¹⁾.

On gravit encore un échelon avec l'omission de Milton Rosenblatt, qui s'abstint de révéler ses liens avec l'industrie dans son histoire du cancer du poumon pour le *Bulletin of the History of Medicine*, en 1964 où il invoquait l'argument déjà grotesque à l'époque selon lequel les taux de

cancer du poumon n'étaient pas en hausse. Cette augmentation n'aurait été qu'apparente, une simple conséquence du fait que les cancers du poumon étaient plus souvent diagnostiqués grâce au recours de plus en plus fréquent à la radiologie. La pandémie n'était donc en réalité qu'« un signe des progrès réalisés dans l'acuité du diagnostic ». Rosenblatt travaillait pour la profession depuis les années 1950, et dès 1961 il avait accepté l'argent des « services spéciaux » du TIRC. Tout au long des années 1960, il réitéra ses dénégations de toute hausse réelle des cancers pulmonaires, témoignant en ce sens devant le Congrès et dans l'émission « Calendar Show with Harry Reasoner » sur la chaîne CBS. Il apparut aussi dans le film de propagande de l'Institut du tabac, en 1972, *Smoking and Health : The Need to Know* [Tabac & santé : le besoin de savoir], affirmant une fois encore que l'augmentation observée de la maladie était illusoire. L'Institut du tabac apprécia grandement son rejet de l'idée selon laquelle fumer aurait été une cause de cancer (« une ineptie monumentale »), et la reprit abondamment dans ses brochures et ses vidéos. Les partisans du tabac accordaient une grande valeur à son appui : en 1962, dans une note à Clarence Cook Little, J. Morrison Brady, directeur scientifique associé du TIRC, comparait les infortunes du cartel sur le front des relations publiques, provoquées par la recherche sur le cancer des années 1950, aux « premiers symptômes du diabète – certains conseils de régime alimentaire ont permis à l'opinion de conserver une relative sérénité. Dès l'apparition de nouveaux symptômes, une injection d'insuline sous forme d'un communiqué de presse, un coup d'antidote de Berkson⁽¹⁴⁴⁾, un démenti télévisé de Rosenblatt, etc., remettent le patient d'aplomb »⁽⁶⁹²⁾. Dans le cas présent, le « patient », c'était le cartel, menacé par les révélations sur la cigarette, cause de morts et de maladies. Rosenblatt avait aidé les fabricants à gérer l'« urgence » de 1954 ainsi que les problèmes ultérieurs de relations publiques « qui [devaient] être résolus si l'industrie [voulait] assurer sa survie ». Et, dans les années 1980, des cadres du CTR régurgitaient

encore sa théorie négationniste lors d'une déposition devant le Congrès, où on le présenta comme un « historien de la médecine hors pair^[693] ».

Certains historiens qui ont travaillé pour l'industrie l'ont fait sans vergogne, et ouvertement. Joseph C. Robert, du département d'histoire de l'université Duke, et plus tard de celui de Richmond, a enchaîné pendant des années des contrats pour R. J. Reynolds. C'était aussi un orateur fréquent des conférences de l'industrie sur la cigarette, où il célébrait les traditions et les charmes de *Nicotiana* lors de conférences d'avant ou d'après-dîner. J'ai mentionné la position d'historienne officielle de Nannie Tilley chez Reynolds : on la priait quelquefois de répondre à des questions au nom de l'entreprise – sur la composition de l'Estron, par exemple (réponse : acétate de cellulose, utilisé comme matériau filtrant) –, et ses livres comprenaient des récits subtils et exhaustifs des premières technologies du tabac, de son économie et de l'histoire de l'entreprise proprement dite, mais négligeaient toujours ostensiblement la « question de la santé ». Nous avons aussi trouvé des chroniques non publiées de ces auteurs dans les archives de la profession. Dans les années 1970, Jerome E. Brooks se vit commander la rédaction d'une « histoire autorisée non publiée » de Philip Morris pour la compagnie, dont nous n'avons connaissance qu'à travers des documents communiqués en réponse à des assignations. Les fabricants du monde entier ont commandité de telles chroniques^[694].

Une partie de cette littérature à usage interne est désormais en ligne grâce au pouvoir d'assignation judiciaire accordé aux tribunaux. Le fameux « Corporate Activity Project » (« Projet d'activité d'entreprise ») de 460 pages produit par Jones Day pour Reynolds est maintenant accessible en ligne, mais il existe des histoires similaires auxquelles nous n'accédons pas : la prodigieuse *History of US Cigarette Advertising* [Histoire de la publicité pour la cigarette aux États-Unis] de Patrick O'Neil-Dunne, par exemple, élaborée à la demande de Carreras Ltd. en Grande-Bretagne, fabricants des Craven « A » et des Black Cat. Ce

texte a été rédigé pour un usage interne (« publié pour distribution limitée aux filiales du groupe Rothmans ») et nous connaissons son existence uniquement grâce à une seule mention dans *Brandstand*, la publication officielle de la Cigarette Pack Collectors Association [Association des collectionneurs de paquets de cigarettes], un groupe d'amateurs entretenant des liens avec le secteur⁶⁹⁵.

L'autre genre qu'on rencontre souvent, c'est celui de l'histoire entrepreneuriale validée par la compagnie, qui traite généralement de l'essor d'une firme en présentant sa trajectoire d'entreprise. *The Global Cigarette : Origins and Evolution of British American Tobacco, 1880-1945* [La cigarette mondiale : origines et évolution de BAT], de Howard Cox, en offre un bon exemple. Ce livre est à la fois le fruit d'une érudition substantielle et la célébration d'une des plus grandes multinationales du tabac du monde. Il se fonde toutefois sur une étude détaillée des archives (papier) de BAT, inaccessibles sans autorisation de la compagnie⁶⁹⁶.

Quelle est la ligne éthique d'un historien utilisant des sources auxquelles il est le seul à avoir accès ? Le livre de Cox repose sur une série d'« histoires d'entreprise » préparées par le service juridique de BAT. Comment évaluer ce style de travaux si personne, en dehors de l'auteur, n'a accès aux archives ? Qu'omet-on de tels récits et quels biais aura-t-on pu introduire dans cette chronique ? L'ouvrage de Cox était dédié à R. Glyn Davies, ancien rédacteur en chef de *BAT News* et directeur de l'information marketing de la société. Ce lien commode n'a-t-il rien à voir avec le fait que le livre ignorait presque entièrement les dangers du tabac ? ou que sa chronologie s'interrompt à peu près au moment où l'on isole les dangers de cancer du poumon ? On peut soulever des questions similaires à propos de la quasi-totalité de ces histoires sous contrat : l'histoire de W. D. & H. O. Wills par B. W. E. Alford, ou celle d'Ecusta par Brian Du Toit, *l'Account of the African Organisation of the Imperial Tobacco Company, 1907-1957* [Histoire de l'organisation

africaine d'Imperial Tobacco Company] de W. Twiston Davies, ou l'histoire de Sue V. Dickinson, *The First Sixty Years of Imperial's American Leaf Organization* [Les soixante premières années de l'histoire de l'American Leaf Organization d'Imperial Tobacco], et ainsi de suite^{697}.

Le projet cosmic et la politique de la transparence

Le projet Cosmic de Philip Morris, lancé en 1987, visait à créer « un vaste réseau de scientifiques et d'historiens du monde entier » en vue de produire des recherches favorables au tabac et fournit une incitation plus secrète à cette histoire sous contrat. Nommé parmi les six « directeurs » dudit projet, un historien d'Oxford, David Harley, écrivit plusieurs articles à cet effet : une lettre de 1987, dans les dossiers de Philip Morris, décrit son intention d'« entamer immédiatement le travail » sur l'histoire de l'« usage du tabac en Angleterre, en produisant des articles propres à la publication dans des revues savantes ». Un rapport d'étape de 1990 expose son projet de donner des conférences pour le cinq centième anniversaire de Christophe Colomb à Madrid ou pour l'Association américaine pour l'histoire de la médecine, et de publier une histoire du tabac. Son article « Les débuts de la controverse sur le tabac », dans le *Bulletin of the History of Medicine* [Bulletin d'histoire de la médecine] de 1993, omettait de révéler ses financements par l'industrie. Harley remerciait Daniel Ennis d'avoir « encouragé » son intérêt pour le sujet, mais le poste d'Ennis comme coordinateur du projet Cosmic de Philip Morris était passé sous silence, tout comme le fait que l'article était en soi un projet dans le cadre de Cosmic. Harley fut grassement payé pour ses services : 17 415 dollars en 1988, 21 000 en 1989, 46 706 en 1990, et 31 074^{145} en 1991^{698}.

David F. Musto, professeur de psychiatrie au Child Study Center

[Centre d'étude de l'enfant] et d'histoire de la médecine à l'université Yale, fut un autre directeur du Projet Cosmic très prisé par l'industrie. En janvier 1990, il se vit attribuer 300 000 dollars⁽¹⁴⁶⁾ par Philip Morris pour documenter l'« histoire de la réaction sociale aux psychotropes ». Les directeurs du projet produisirent tous des recherches favorables aux compagnies et, dans certains cas, allèrent jusqu'à les aider dans leurs épreuves judiciaires. John Burnham, de l'université d'État d'Ohio, fut cité comme témoin expert de la défense dans l'affaire « Cipollone vs Liggett », où l'on attendait de lui qu'il témoigne que les scientifiques nourrissaient un « fort scepticisme sur un lien quelconque entre tabac et cancer du poumon avant les années 1950 », et que la réponse de l'industrie à la découverte de la mortalité due au tabac « avait été à la fois opportune, appropriée et constituait un effort scientifique respectable/louable »⁽⁶⁹⁹⁾. Burnham recruta aussi d'autres historiens pour se servir d'eux comme experts. Nous y reviendrons.

Le projet Cosmic dura environ cinq ans, et des centaines de milliers de dollars furent versés à ses principaux responsables, parmi lesquels les historiens nommés plus haut, mais aussi David Warburton, du département de psychologie de l'université de Reading, et Hans Eysenck, psychologue, eugéniste et « tabacophile » de l'université de Londres. Ces financements donnèrent lieu à une série de parutions, dont aucune n'admettait le moindre soutien de la part de Philip Morris. En 1991, par exemple, David Musto publia dans *Scientific American* un article intitulé « Opium, Cocaine and Marijuana in American History » [Opium, cocaïne et marijuana dans l'histoire américaine], sans aucune mention de son travail en cours pour Philip Morris. Il ne fit pas non plus état de ses liens avec le tabac en 1992, quand il présenta sur NOVA une série d'émissions télévisées ayant pour thème l'histoire de la consommation de drogues. D'ailleurs, l'auteur et réalisateur de l'émission, Eric Stange, a été extrêmement surpris quand je lui ai appris que son présentateur avait touché l'argent du tabac durant toute la période de l'enregistrement, et

même avant cela, depuis des années. Pour sa part, l'industrie était visiblement satisfaite de l'intervention, à en juger par les compliments que contiennent les archives de Philip Morris, lequel se félicitait du rôle de Musto en vulgarisateur « dans les médias d'une vision modérée sur la consommation de substances psychotropes ». La thèse favorable à l'industrie de Musto fut même évoquée dans le *New York Times* par Gina Kolata, qui ignorait sans doute tout de son arrière-plan tabagique⁽⁷⁰⁰⁾. Les administrateurs de Yale furent tout aussi contents de le voir rapporter de tels fonds : Leon E. Rosenberg, doyen de la faculté de médecine à l'époque, se confondit en remerciements auprès de Philip Morris pour ce soutien, ajoutant que les recherches du docteur Musto allaient « nous rapprocher du moment où notre société entretiendra[it] une relation saine avec les substances qui affectent nos humeurs⁽⁷⁰¹⁾ ».

Ce défaut de divulgation n'a rien d'inhabituel : d'autres historiens au service du secteur ont commis des omissions semblables. Certains employaient même des assistants sans leur dévoiler pour qui ils œuvraient en réalité. Ernest Hook, professeur de santé publique à l'université de Californie-Berkeley, n'informait apparemment pas ses assistants du camp pour lequel ils travaillaient, et on sait que John G. Snetsinger, de l'université d'État polytechnique de Californie, à San Luis Obispo, engageait des doctorants pour l'aider à préparer des procédures judiciaires sans les informer non plus. Comme l'indiqua plus tard l'un d'eux :

Si j'avais su à quoi il était destiné, je n'aurais pas effectué ce travail. Je suis soulagé que le jury ait rejeté l'argument de l'industrie du tabac et j'aurais apprécié que les avocats de Mme Bullock me contactent pour a) être informé de la recherche assez sélective que j'étais censé mener et b) que Snetsinger utilisait des doctorants pour faire ce travail sans leur dire vraiment à qui et à quoi c'était destiné⁽⁷⁰²⁾.

Les historiens n'ont pas encore vraiment affronté la question de savoir quand et comment il fallait révéler des conflits d'intérêts potentiels, même si quelques aveux ont commencé de faire leur apparition dans des revues universitaires, surtout en réaction à des évaluations par les pairs soulevant des questions sur les origines de telle ou telle recherche⁽⁷⁰³⁾. Il faut cependant se rendre compte que la divulgation et la transparence peuvent être à double tranchant. Ces dernières années, de concert avec d'autres industries polluantes, le colosse du tabac a cherché à manipuler la connaissance scientifique par ces moyens-là en utilisant et même en créant des lois régissant l'« accès aux données » afin de déconstruire une science qu'il percevait comme une menace réglementaire. On en trouve un exemple remarquable dans le travail réalisé par l'industrie pour aider à rédiger et à faire adopter le Data Access Act [loi réglementant l'accès aux données] en 1998 et le Data Quality Act [loi réglementant la qualité des données] de 2000. Ces nouvelles lois fédérales permirent au cartel (ou à qui disposait de ressources suffisantes) d'obtenir et de retraiter les données brutes de quiconque publiait une étude scientifique ou médicale et avait bénéficié de fonds fédéraux. Le cartel a poussé à l'adoption de ce type de législation pour faciliter la réanalyse et la réinterprétation (autrement dit, la recherche de failles) dans des recherches critiques le concernant. Philip Morris a employé Multinational Business Services et certains autres organismes de façade pour pousser la promulgation de ces lois – malgré des objections de l'Académie nationale des sciences et de l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS). Les nouveaux textes ont introduit une asymétrie aussi profonde que perturbante dans l'examen critique appliqué à différents types de sciences, la recherche sur fonds publics étant soumise à un niveau de vérification bien plus exigeant que celle conduite au sein de l'industrie, qui ne subit pas les mêmes contraintes. Ces lois permettent aux acteurs entrepreneuriaux d'opérer derrière une sorte de miroir sans tain, d'où ils dirigent la dissection du corpus de données qu'ils considèrent comme une

menace pesant sur la conduite normale des affaires. C'est pourquoi certains experts environnementaux ont qualifié ces lois d'« outils faits pour démolir tous les efforts de réglementation » et d'instruments de promotion de la « censure et du harcèlement »⁽⁷⁰⁴⁾.

Déluge de contenus et défense par le « bouillon de poulet »

Cette exploitation des historiens a connu une forte expansion dans les années 1980, en réponse à un niveau de menaces inédit né d'affaires telles que « Cipollone vs Liggett », surgie en 1983. Rose Cipollone, une femme du New Jersey âgée de cinquante-huit ans, avait fumé des Chesterfield, des L & M, des Virginia Slims et des True avant de contracter un cancer du poumon et d'en mourir. D'autres procédures avaient été intentées bien avant cela – plusieurs centaines depuis 1954 –, mais le secteur avait toujours réussi à gagner en soutenant que le tabac, quoique dangereux, n'était pas *excessivement* dangereux. Et en soutenant également que les gens le savaient et assumaient donc le risque en toute connaissance de cause quand ils achetaient ce produit. Les avocats de l'industrie avaient aussi été en mesure, généralement, d'investir davantage de moyens dans leurs préparatifs de procédure que leurs adversaires – souvent dix fois plus ou même davantage –, cette disparité pesant dans chaque affaire. Les juristes du cartel s'en vantaient du reste volontiers :

La posture agressive que nous avons adoptée concernant les dépositions et, de manière plus générale, la communication des pièces, continue de rendre ces affaires très lourdes et très coûteuses pour les conseils des plaignants, en particulier pour les confrères exerçant à titre individuel. Pour paraphraser le général Patton, nous n'avons pas gagné

ces affaires en dépensant tout l'argent de Reynolds, mais en forçant l'enflure d'en face à dépenser tout le sien^[705].

Toutefois, depuis les années 1980, plusieurs éléments de contexte essentiels ont changé. Premièrement, un certain nombre d'équipes juridiques se sont fortement enrichies en assurant la défense dans des procédures autour de l'*amiante* – souvent en accusant les cigarettes des maladies pulmonaires dont souffraient les dockers. Les avocats opérant pour Big Asbestos (le cartel de l'amiante) sont passés maîtres dans l'art de s'attaquer au tabac et s'en servent à leur avantage dans cette nouvelle vague de procès. (Les fabricants d'amiante imputent tout au tabac ; les fabricants de tabac imputent tout à l'amiante.) Les avocats des plaignants s'enhardissent grâce à de nouvelles doctrines sur le *défaut comparatif* et la *responsabilité partagée*, qui autorisent des demandes de dommages et intérêts même quand les plaignants sont en partie responsables des lésions dont ils ont souffert. En pareille circonstance, les jurys sont plus disposés à trancher en faveur des plaignants, et c'est l'une des raisons pour lesquelles, dans l'affaire « Cipollone vs Liggett », la justice rendit un verdict en leur faveur – la première victoire de cet ordre devant un tribunal américain^[706].

Big Tobacco comprit la gravité de cette convergence d'événements et tenta de déployer de nouvelles armes pour sa défense – et c'est là que les historiens entrèrent en lice. En octobre 1984, agissant sur la requête du directeur des services juridiques de Reynolds, Max Crohn, des juristes du puissant Comité de la politique juridique de l'entreprise créèrent le Special Trial Issues Committee (STIC) [Comité des questions judiciaires spéciales], « dans le but d'identifier et de préparer des témoins non médecins potentiels pour des procédures en responsabilité ». On en confia la coordination à des conseils extérieurs, et Arnold & Porter, Chadbourne & Parke, Jones, Day, Reavis & Pogue, Shook, Hardy & Bacon, Webster & Sheffield, et King & Spalding prirent la tête des

opérations. L'objectif était de repérer des universitaires qui pouvaient témoigner (a) du « niveau élevé de conscience du public » sur les dangers du tabac et (b) de l'« absence de tromperie » de la part de l'industrie. Une note de 1992 résumant les réalisations du Comité l'explique bien :

Le STIC a formé des historiens du social, de l'entreprise et du médical pour devenir témoins et pour attester du niveau élevé de conscience du public concernant les dangers du tabac et de l'absence de toute tromperie de la part de cette industrie. Plus largement, ces experts expliqueront l'évolution du tabac en Amérique, résultante de forces sociales naturelles, sans aucun rapport avec une action de coercition ou de promotion de la part de l'industrie⁽⁷⁰⁷⁾.

En résumé : quand les gens décident de fumer, ils savent ce qu'ils font, et les compagnies ne s'engagent jamais dans la moindre forme de tromperie. Et quelle que soit l'« évolution » du tabac aux États-Unis, c'est purement le résultat de « forces sociales naturelles ».

On avait besoin d'historiens pour étayer ces allégations et on en embaucha donc – en masse. Robert Sobel, de l'université Hofstra, fut engagé pour préparer une série d'articles sur l'histoire de la cigarette (pour Jones Day) sur les conseils d'Allen R. Purvis, chez Shook, Hardy & Bacon. Des articles du *San Francisco Chronicle* furent collationnés par une équipe d'historiens engagée par PHR Associés, un cabinet de « ressources humaines et de gestion de risques » basé en Floride et supervisé par Janet L. Johnson de chez Arnold & Porter. Le professeur James Muldoon, de l'université Rutgers, se vit confier la tâche d'éplucher les journaux du New Jersey, aidé d'un avocat – John B. Kearney, de chez Kenney & Kearney –, et en travaillant selon un même cahier des charges, sous l'autorité de Bruce Sheffler, un avocat de Chadbourne & Parke. Allen Purvis, chez Shook, Hardy & Bacon, compulsait les journaux de Virginie-Occidentale et supervisa des travaux similaires des

professeurs Fred Carstensen, à l'université du Connecticut, Irwin Unger, à l'université de New York, et Muldoon à l'université Rutgers. PHR Associés étudia le *Times* de Vallejo, en Californie, et le *Grapevine* de Mare Island, en collaboration avec le cabinet juridique de Rogers, Joseph, O'Donnell & Quinn⁽⁷⁰⁸⁾.

Dans chaque cas, comme dans la plupart des procès ultérieurs, la méthode consistait à réunir de volumineux dossiers de mises en garde sur le tabac et la santé parues dans des journaux, des magazines, des manuels scolaires, ainsi que tout ce qui avait pu influencer l'« environnement informationnel » du plaignant, en présentant le tout comme autant de preuves d'« avertissements honnêtes ». Des romans, des pièces de théâtre et des nouvelles furent passés au crible, ainsi que des scénarios de films, des caricatures de presse et des bandes dessinées. Des historiens furent payés pour rechercher des exemples de traits d'esprit révélateurs de la notoriété publique, comme cette formule de Mark Twain, déjà citée, où il dit combien il est facile de s'arrêter de fumer, puisqu'il l'a fait lui-même des centaines de fois. L'enjeu était de montrer que quiconque avait un peu de cervelle aurait eu « conscience » qu'il était mauvais de fumer, ou du moins que les autorités avaient transmis de tels avertissements : les plaignants étaient confrontés à un « déluge » de tels contenus. On recueillait ces « déluges de contenus » dans le *New York Times* et d'autres quotidiens distribués à l'échelle nationale, l'idée étant là encore que personne n'aurait pu échapper à un tel raz de marée. Des textes parus dans ces journaux étaient dupliqués, encodés et saisis dans une base de données « Prise de conscience » gérée et administrée par Jones, Day, Reavis & Pogue, chaque élément étant indexé selon un système complexe comprenant non seulement l'auteur, la date et le titre mais aussi le type, le sujet et le lieu de publication, ainsi que des centaines d'autres catégories (type de danger, « qui propage la nouvelle », le rôle de la religion, le type d'argot ou de discours utilisé, etc.)⁽⁷⁰⁹⁾. Des dizaines d'historiens et d'étudiants ont été

engagés pour contribuer à nourrir cette base de données et il se pourrait bien que, par ce moyen, l'industrie de la cigarette soit devenue le plus important employeur industriel d'historiens dans l'Amérique de l'après-guerre.

Le plus frappant dans cette « recherche » – qu'il convient sans doute de décrire comme une performance bureaucratique à l'échelle d'une entreprise –, c'est que ces investigations aient pu être à ce point circonscrites (et bancales). Les historiens de la défense ont rarement été invités à enquêter sur l'influence exercée par les fabricants de tabac sur l'« environnement de l'information ». Il n'existe aucune exploration du rôle de Hill & Knowlton, de l'Institut du tabac ou d'aucune autre branche de relations publiques de l'industrie. On accorde peu d'attention à l'impact des publicités pour la cigarette, des « livres blancs » de l'industrie ou d'autres supports grâce auxquels les compagnies ont pu nier les dangers, se moquer des autorités médicales et rassurer les fumeurs. On ignore complètement l'*environnement de désinformation*, l'effort délibéré pour égarer et brouiller les esprits. Les historiens de l'industrie ont été conduits à produire des témoignages fantasmagoriques du point de vue de la psychologie la plus élémentaire : on ne fait aucun effort pour comprendre les sentiments créés par des publicités pour le tabac visuellement séduisantes, ou l'impact des actions de sponsoring des sports, de la musique et des arts. Ni de quelle manière les mises en garde contre la cigarette sont devenues invisibles à force d'« usure », ni comment on crée l'impression d'une « responsabilité sociale de l'entreprise » avec l'affichage ostentatoire de lieux d'accueil pour sans-abri et de soins aux femmes battues. Un récit tendancieux, anhistorique de la culture populaire du tabac est déployé devant le tribunal – dont l'industrie, en tant qu'acteur historique, est pratiquement absente. Dans son étude de l'instrumentalisation des historiens par le secteur, Louis Kyriakoudes a enfoncé le clou en concluant que ces derniers présentaient « une histoire biaisée de la cigarette, où l'industrie du tabac cesse pour ainsi dire

d'exister »⁽⁷¹⁰⁾.

Certes, il ne faut pas un immense talent pour exhumer des matériaux relatifs à cette « conscience » ou à ce « déluge », et les encoder avant de les stocker dans les ordinateurs de l'industrie. En réalité, ce furent des avocats ou des chercheurs sous contrat avec les équipes juridiques de la défense qui se chargèrent de l'essentiel du défrichage. J'ai mentionné PHR Associés, mais beaucoup d'autres cabinets ont été enrôlés pour rassembler de tels matériaux. La société Texas Energy Research l'a été pour lire *in extenso* le *Beaumont Enterprise*, le *Beaumont Journal* et les trois principaux quotidiens de Houston, en vue de s'en servir dans l'affaire « Grinnell vs American », sous la supervision de Chadbourne & Parke. On a eu recours aux services d'organismes de recherche privée comme History Associates à Rockville, dans le Maryland, ou Morgan, Angel & Associés à Washington. Les journaux de Boston ont été passés en revue par Steve Nachman, avocat du cabinet Webster & Sheffield (dans le dossier « Palmer vs Liggett »), et Bill Bradner, chez Chadbourne & Parke, a compulsé les quotidiens de Baton Rouge en vue de leur utilisation devant des juridictions locales. Depuis 1959, l'Institut du tabac conserve un service d'archivage de coupures de presse où l'on pioche régulièrement des exemples de cette « conscience collective » (tout comme dans les collections de l'Association des marchands de tabac).

Tout cela devait servir l'objectif final, la méthode de défense de l'industrie, celle de la prétendue conscience universelle ou de la notoriété publique. Tout le monde a toujours su que le tabac était nocif, sans que personne ait jamais pu le prouver⁽⁷¹¹⁾. Les implications juridiques étaient évidentes : en se mettant à fumer, chacun en assumait volontairement les risques, et les compagnies ont agi de façon responsable en refusant d'admettre toute preuve de danger. C'est aussi ce qu'on a surnommé la « défense du bouillon de poulet » – les consommateurs ont toujours su que le bouillon de poulet était bon pour la santé, mais les chercheurs en médecine ne l'ont que récemment démontré. L'idée, c'est que le bon sens

populaire précède souvent le savoir des experts : le commun des mortels savait donc tout des méfaits du tabac bien avant qu'ils n'aient été démontrés par les scientifiques.

Il importe de se rendre compte que si les historiens travaillant pour le secteur sont réputés pour leurs compétences scientifiques, leur rôle dans ces procédures reste d'ordinaire peu connu – y compris de leurs collègues. En certaines circonstances, le cartel exige même une certaine confidentialité. On signifie à des consultants que leur intervention tombe sous le coup d'une forme de privilège relatif au produit du travail de l'avocat (c'est ce qu'avance John Burnham, entre autres)⁽⁷¹²⁾. Dès lors, certains chercheurs ont signé un contrat leur imposant de ne rien publier qui utiliserait des sources soumises à investigation. Dès que James H. Jones, par exemple, a commencé à travailler pour le secteur, à la fin des années 1980, il a signé un engagement de non-publication quelque cinq années après la parution de son livre, *Bad Blood*, consacré à l'étude de Tuskegee sur la syphilis. On le forma à devenir témoin expert, mais au bout d'un an et demi de travail dans les archives de la bibliothèque du Congrès et la fameuse collection d'Arent à la bibliothèque publique de New York, il fut remercié, peut-être (suspecte-t-il aujourd'hui) parce qu'il avait reconnu la réalité de l'addiction, ce qui fâcha les avocats. C'est ainsi que fonctionne ce monde-là : on dispose d'assez d'argent pour engager un essaim de chercheurs en leur donnant officiellement carte blanche pour investiguer sur certains sujets (restreints). Ensuite, on promeut quelques privilégiés au rang de témoins experts, et on attend qu'ils s'en tiennent au scénario requis. Incidemment, Jones est le seul historien avec lequel je me suis entretenu qui regrette d'avoir opéré dans cet univers, mais cela n'exclut pas qu'il y en ait d'autres⁽⁷¹³⁾.

John C. Burnham donna davantage satisfaction à l'industrie ; il avait commencé à travailler pour elle quelques années auparavant, en 1986. C'est l'un des trois directeurs du projet Cosmic qui possédaient une formation en histoire de la médecine, avec David Harley, alors à Oxford,

et David Musto, professeur de psychiatrie à l'université Yale, qui, selon son site Internet personnel, devrait être considéré comme le « principal historien des politiques de la drogue aux États-Unis »^[714]. Plus d'une dizaine d'historiens de la médecine allaient finir par œuvrer pour l'industrie, polluant les articles et les comités de rédaction des plus éminentes revues d'histoire de la médecine du monde (cf. illustration 33).

Témoigner pour l'industrie devant les tribunaux

Parmi les divers services rendus par les historiens à Big Tobacco, le plus perturbant – et le plus lourd de conséquences – concerne leurs témoignages devant les juges. Les témoins experts sont le plus souvent recrutés parmi le vivier plus vaste des consultants qui travaillent déjà pour ces compagnies, parfois depuis des mois, voire des années. Jon Harkness, par exemple, fut retenu pour défendre l'industrie en qualité de témoin expert dans l'affaire « Boerner vs Brown & Williamson » (en 2003), après avoir travaillé pour l'industrie pendant environ huit ans, collaboration qui se chevaucha en partie avec son poste de rédacteur en chef d'*Isis*, la revue officielle de l'History of Science Society. Pour son travail sur le tabac, il fut payé 500 000 dollars : 300 000 dollars de salaire et 200 000 autres à titre de frais de recherches. J'ai analysé le contenu de son témoignage dans un récent article pour *Tobacco Control*^[715], en soulevant la question de la divulgation : les auteurs doivent-ils être obligés de divulguer de tels liens ? Et qu'en est-il des membres d'un comité de rédaction ou de ses évaluateurs : doit-on leur imposer cette divulgation ? Et si tel est le cas, comment, avec quelle périodicité et auprès de qui ? Et cette divulgation suffit-elle toujours ? Quand un travail universitaire est-il trop dénaturé pour être publié ? Le fait est que plusieurs revues médicales proscrirent déjà toute publication et toute recherche financées par l'industrie du tabac^[716], et il est peut-être

temps pour les historiens d'envisager de faire de même.

Le réseau des historiens qui sont intervenus comme témoins experts pour le secteur est important – quarante-huit professeurs au moins, rien qu'aux États-Unis. (Des non-historiens ont présenté des témoignages à caractère historique^[717], mais tous les noms mentionnés dans l'encadré qui précède, p. 435-439, sont ceux d'historiens de profession.) La profonde implication des historiens de la *médecine* reste l'un des aspects particulièrement gênants de ce sujet. Kenneth Ludmerer, diplômé de médecine, professeur de médecine et d'histoire de la médecine à l'université Washington, fut en réalité le premier historien universitaire à déposer sous serment à la barre des témoins en faveur du cartel – dans le procès « Kotler vs American Tobacco », un dossier de plainte individuelle jugé à Boston en 1990. Ludmerer dit avoir accepté de travailler pour ces avocats après avoir constaté la médiocrité des témoignages présentés par les plaignants, mais le plus remarquable, c'est l'incomplétude de ses propres investigations – surtout de la part d'un personnage si sûr de son fait.

En 2002, dans l'affaire « USA vs Philip Morris », il prétendit par exemple avoir étudié l'histoire du tabac et de la santé « de façon plus minutieuse, plus exhaustive, plus représentative et plus systématique que quiconque ». Il admit que le rapport 1964 du ministre de la Santé « contribuait à effacer les derniers restes de doute » sur les dangers de cancer du poumon, mais il ne reconnaissait nulle part le refus de l'industrie de souscrire à la réalité de tels dangers. Chose remarquable, il n'a jamais consulté les documents internes de l'industrie. Dans « Harvey vs Lummus », il a concédé n'avoir jamais questionné quiconque chez Philip Morris sur ce que la compagnie savait des dangers du tabac. Et il n'a jamais examiné aucun document interne de l'industrie : « Est-il exact d'affirmer que vous n'avez examiné aucun document interne de Philip Morris ? – C'est exact^[718]. »

Rien de tout cela ne semble avoir gêné l'intéressé. Il ne pensait pas que

cela faisait partie de sa mission. C'est là qu'on peut repérer le biais de pareil témoignage : dans la délimitation du champ de compétences, dans le tri des questions posées et des questions négligées. Questionné sur son manque d'intérêt pour de tels documents, Ludmerer répondit que c'était lié à l'inévitable nécessité de « fixer des limites » aux recherches de l'historien. Interrogé sur le TIRC, il répondit simplement : « J'ai entendu ce terme. [...] en réalité, je n'en sais pas grand-chose. Je ne l'ai pas étudié, je n'ai aucune intention de me pencher dessus. Là encore, cela se situe en dehors de mon domaine. » La délimitation des compétences semble être une stratégie délibérée des fabricants : ils embauchent et forment un chercheur dans un seul registre précis et peuvent ensuite avoir l'assurance que, lorsqu'on lui posera une question potentiellement embarrassante, elle excédera son champ de compétences. Pour « Cipollone », Ludmerer soutint même ne pas savoir si fumer faisait peser une menace sur la santé : « Monsieur, seriez-vous d'accord pour dire qu'il existe aujourd'hui des preuves dignes de foi suggérant que la cigarette constitue une menace majeure pour le public des fumeurs ? [...] – Je n'ai aucune opinion à ce sujet, aucune opinion d'expert. » Et, de nouveau, dans la même déposition : « Docteur, êtes-vous d'avis que fumer la cigarette contribue au développement du cancer du poumon chez les individus ? – Je n'ai aucune opinion là-dessus. – Avez-vous une opinion de praticien ? – Non, je n'ai aucune opinion d'expert^[719]. »

Comment un chercheur en médecine aussi éminent peut-il n'avoir aucun avis sur ce qui représente sans conteste le fait médical le plus important des temps modernes ? Il est inutile de se perdre en conjectures : le fait est que Ludmerer s'en tenait simplement au scénario rédigé à son intention par ses « officiers traitants ». En 1988, dans une note intitulée « Formation des témoins », Janet L. Johnson, de chez Arnold & Porter, expliqua à la sous-commission du STIC sur l'état de la science la nécessité de former un « récitant » qui raconte « [leur] version » de l'histoire de l'identification des dangers du tabac. Le rapport

d'expertise de Jeffrey Harris pour « Cipollone » avait présenté une chronique détaillée de la découverte du péril de cancer du poumon, en situant les premiers indices dès les années 1930, la preuve flagrante datant de 1957. L'industrie voulut contrer ce témoignage en évitant d'aborder la date à laquelle ce lien avait été réellement établi : « Au lieu d'essayer de se défendre sur la question de savoir si et quand un lien avait été établi entre tabac et cancer du poumon, nous devrions envisager de concentrer notre déposition sur la défense de 1954, attaquer la date de Harris (1957) à laquelle ce lien aurait été “attesté” et démontrer qu'en 1957 rien n'était “prouvé”, avec des déclarations post-1957 d'experts médicaux sur l'existence d'une controverse⁽⁷²⁰⁾. » L'industrie prit le parti d'affirmer que cette controverse persistait après 1957 et que la relation entre cancer du poumon et cigarettes « n'était même pas une question scientifique légitime avant 1954 ». Johnson se rendit compte qu'il y avait peu à gagner à étendre cette présentation de l'état de la science à des périodes plus récentes ; en fait, il y avait des avantages à limiter la période de temps couverte par leur expert dans la mesure où cela lui éviterait d'avoir à répondre à des questions sur le moment où, dans les faits, la controverse se dénouait. Johnson reconnut l'exercice d'équilibriste auquel tout expert de cet ordre aurait à se prêter en distinguant son opinion personnelle de son témoignage d'expert :

Ce témoin pourrait probablement attester de façon crédible que, selon son opinion *personnelle*, fumer des cigarettes n'est qu'un « facteur de risque » dans l'étiologie du cancer du poumon. Toutefois, ce témoin serait moins crédible, dans son témoignage d'expert, s'il affirmait que la *communauté* des experts scientifiques et médicaux croit aujourd'hui que fumer n'est qu'un simple facteur de risque⁽⁷²¹⁾.

C'est pourquoi Ludmerer pouvait émettre cet argument chicanier : il n'avait pas d'avis d'« expert » sur la relation de causalité, et ce quels que

soient ses sentiments personnels. Rappelons que la conspiration niant toute preuve de dangers pour la santé battait encore son plein. On n'y renoncerait pas avant la fin des années 1990, quand les accords judiciaires conclus entre les États américains contraindraient à une retraite (partielle). Les avocats de l'industrie comprirent alors qu'ils allaient devoir aplanir certaines « tensions » dans le témoignage de tout expert en histoire de la médecine : « Que dira ce témoin de la relation de causalité en général ? Que dira ce témoin de l'état actuel de la science ? La “controverse” se poursuit-elle ? Sinon, quand a-t-elle pris fin ? Si elle se poursuit encore, qui y ajoute foi ? Uniquement les intérêts du tabac ? Qui d'autre⁽⁷²²⁾ ? »

Les avocats de la défense avaient précédemment essayé de résoudre ces tensions en formant un témoin de l'histoire médicale qui ne soit pas un praticien – et qui dès lors pourrait impunément affirmer n'avoir aucun avis d'expert sur cette relation de causalité. Ce témoin serait engagé pour se concentrer exclusivement sur les événements antérieurs à 1960 – ce qui le dispenserait d'avoir à parler de la conduite du secteur après cette période.

L'un des mandats initiaux pour former un témoin à traiter de questions liées à l'« état de la science » consistait à trouver un témoin (a) qui ne pourrait avoir un avis d'expert sur la causalité générale, et (b) qui ne pourrait pas traiter l'état actuel de la science sur cette causalité générale. Dans le respect de ce mandat, nous avons formé un historien de la médecine non médecin [John Burnham] qui, n'étant pas docteur en médecine, ne pourrait avoir d'avis d'expert sur la causalité générale et qui, parce que sa recherche et ses compétences sont centrées sur la période historique antérieure à 1960, n'avait pas d'avis d'expert sur l'état actuel de la science. D'un autre côté, ce témoin n'était pas qualifié pour évaluer des questions de recherche scientifique parce qu'il n'était ni docteur en médecine ni scientifique. À l'opposé, un expert de l'état actuel de la

science avec des références médicales devrait complètement faire face aux questions de causalité générale^[723].

Remarquons à quel point la recherche d'un expert était soigneusement formulée. Sur la question cruciale de la relation de causalité, le témoin devait être ignorant, car l'entreprise négationniste de l'industrie était encore à l'œuvre. Et l'expert ne pouvait non plus traiter en toute sécurité de questions sur l'état de la science après 1964, parce que cela aurait révélé la faillite de l'opération de déni de toute relation de cause à effet par l'industrie. Ludmerer résolut ce dernier problème : il était historien de la médecine, mais on le pria de faire des recherches uniquement sur une période de temps limitée, de 1930 à 1964, en maintenant dans l'ombre les décennies postérieures, quand la conspiration du déni battait encore son plein. Et on résolut le problème de la relation de causalité en le priant de séparer ses éventuelles opinions « personnelles » de celles fondées sur ses compétences professionnelles.

Le témoignage apporté à la défense par les historiens dans les procès intentés au tabac en Amérique n'est pas difficile à saisir. On peut en effet le résumer d'une phrase : « Tout le monde savait, mais personne ne détenait de preuve. » Les gens ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes des souffrances que leur inflige la cigarette, et l'industrie n'a rien fait de mal en remettant en question les statistiques ou en tentant de gagner du temps avec davantage de recherche ou avec son marketing des cigarettes « light ». Certes, ces témoignages comportent des sous-stratégies et des nuances : ainsi, Ludmerer soutient que de telles déclarations doivent être resituées dans leur contexte temporel, que l'histoire est complexe et désordonnée et qu'il faut se garder de l'hyperlucidité rétrospective. Ce sont là autant d'excellents truismes qui, maniés par l'industrie, se muent en stratagèmes disculpatoires. L'accent mis par Ludmerer sur le contexte lui permet de resituer, de disculper, de faire paraître l'anormal normal. Sa mise en garde contre la lucidité rétrospective lui permet de prétendre que

les événements de cette époque-là n'étaient pas tels qu'ils nous apparaissent aujourd'hui. Il faut laisser reposer le passé et se garder de le juger trop sévèrement. Et la notion de désordre suggère aussi un passé voilé d'un brouillard d'incertitude où rien n'est tout noir ou tout blanc, où tout n'est que nuances de gris. D'innombrables variantes de ces arguments ont été introduites pour nier l'addiction, minimiser le poids de la publicité ou disculper le cartel. Ces stratégies de défense sont byzantines, rebattues et parfois stéréotypées au point de friser le plagiat^{724}. Elles sont aussi invoquées devant les tribunaux par d'éminents professeurs comme Peter English de l'université Duke (pédiatre et historien de la médecine), Michael Schaller de l'université d'Arizona, Elizabeth Cobbs-Hoffman de l'université d'État de San Diego, Lacy Ford de l'université de Caroline du Sud, Michael E. Parrish de l'université de Californie-San Diego, etc. (voir encadré p. 435-439).

Le coût humain

Dans cette rencontre entre le tabac et l'histoire, j'ai mis en évidence plusieurs atteintes à l'éthique. Ces questions éthiques pèsent assez lourd, mais l'enjeu se situe en réalité au-delà. Qu'il me soit permis de conclure ce chapitre en rappelant le coût humain de l'expertise et le fait que, chaque fois qu'un historien entre dans une salle d'audience, des vies humaines sont dans la balance. Quel est le coût humain de l'expertise, quand les historiens œuvrent pour l'industrie du tabac devant les tribunaux ?

Selon un reportage du *Wall Street Journal* datant de 2000, le secteur américain du tabac dépense environ 900 millions de dollars par an en frais juridiques^{725}. Arrondissons au milliard. La valeur de tels efforts pour l'industrie pourrait se révéler sensiblement plus élevée, mais supposons que ce soit là une dépense justifiable et l'une des nombreuses

dépenses liées à son activité. Si l'on considère cela comme un investissement normal, et de ceux dont les compagnies attendent un dividende comparable à celui d'autres investissements, on peut calculer son impact sur les prix du tabac et donc sur la consommation de celui-ci et par suite sur la santé humaine.

Partons du principe que l'industrie ne peut gagner ses procès sans experts et que les historiens lui fournissent, admettons-le, 10 % de ses expertises procédurales. Supposons, dans notre argumentation, que les historiens contribuent à la survie de l'industrie, à hauteur de 100 millions de dollars annuels^[726]. Ce chiffre pourrait fort bien être supérieur, car le milliard dépensé en procédures pourrait valoir de nombreuses fois ce montant. Il pourrait être inférieur si l'on considère que les historiens ne contribuent pas tant que cela au gain de telles affaires. Supposons aussi que cette économie de 100 millions de dollars soit répercutée sur les consommateurs, par le maintien de prix bas.

Qu'est-ce que cela signifierait pour l'impact de l'expertise historique sur la santé ?

Le coût des procédures peut être considéré comme une taxe sur les cigarettes. Si ce coût est répercuté sur les consommateurs sous forme de hausses des prix, et si ces hausses diminuent le nombre de cigarettes fumées, on peut calculer le nombre de décès provoqués par l'expertise des historiens, et ce parce qu'il existe une relation étroite et prévisible entre le nombre de cigarettes fumées dans une société donnée et le nombre de morts provoquées par le tabagisme dans cette société vingt-cinq ans plus tard. Ce délai découle du décalage entre l'exposition et la mort : Philip Morris évoque « un phénomène comparable à la formation d'un glacier », de nouveaux fumeurs « s'ajoutant » à une extrémité pour ensuite se fondre dans l'autre, « lentement, régulièrement, avec le temps »^[727]. Ce rapport est constant et prévisible. Il se décompose comme suit. Pour chaque million de cigarettes fumées dans une société donnée, on constatera une mort supplémentaire provoquée par ces

cigarettes. Et toutes les 3 millions de cigarettes fumées, il y aura une mort supplémentaire par cancer du poumon. Ces deux chiffres accuseront un décalage d'à peu près vingt-cinq ans. Ce sont là des approximations, évidemment, mais qui semblent plus ou moins se vérifier dans tous les pays du monde. Divisez le nombre de cigarettes fumées une année donnée par 3 millions, et vous obtiendrez le nombre de décès de cancer du poumon par an, un quart de siècle plus tard.

Que cela nous enseigne-t-il sur l'impact de nos experts ? La première chose dont il faut se souvenir, c'est que l'élasticité du prix de la cigarette est de l'ordre de 0,4 – autrement dit, pour chaque hausse de prix de 10 %, la consommation chute d'environ 4 %. Dès lors, une hausse de coût de 100 millions entraîne une baisse de consommation des cigarettes à hauteur de 40 millions de dollars. Si le paquet de vingt coûte 5 dollars, cela signifie qu'une hausse de prix équivalant à 100 millions de dollars entraîne une réduction du nombre de paquets fumés, soit 40 millions de dollars divisés par 5 dollars le paquet = 8 millions de paquets, soit 160 millions de cigarettes. En d'autres termes, le déploiement de ces experts historiens dans le cadre des procédures provoque quelque 160 morts par an.

Naturellement, le chiffre véritable, si tant est qu'il existe, peut être supérieur ou inférieur. Il peut s'agir de 16 décès ou de 1 600. Le but n'est pas de calculer un chiffre exact ou même approximatif, mais simplement de souligner que l'apport de cette aide à des industries polluantes représente un coût en vies humaines. Ce n'est pas seulement une question de responsabilité sociale ou morale. C'est aussi une question de vie ou de mort^{728}.

Les historiens se rendent-ils compte que des vies sont dans la balance chaque fois qu'ils se présentent à la barre des témoins ? J'ignore à quoi ils pensent, ou s'ils pensent vraiment. Ils sont peut-être éblouis par l'argent ou par l'attention qu'on leur porte, ou ils souhaitent simplement faire du « bon travail ». Certains conçoivent peut-être la défense du tabagisme

comme une noble cause, relevant de la liberté ou de la responsabilité individuelle. Beaucoup sont visiblement incités à se focaliser sur un corpus restreint de faits historiques et ne savent même pas (ou ne veulent pas savoir) que l'arbre leur cache la forêt. Certains peuvent croire qu'ils ne travaillent pas pour Big Tobacco, mais pour quelque vérité supérieure censée naître du choc des experts en conflit. La plupart semblent puiser un certain réconfort dans la conviction que ceux qui les manipulent ne paraissent pas « influencer » leurs découvertes. Les historiens employés à cette fin sont peut-être (tenus) dans l'ignorance des conséquences de leurs actes, probablement en raison de la parcellisation des tâches qui va si souvent de pair avec de telles missions. Peut-être estiment-ils qu'ils se bornent à obéir aux faits à défaut de simplement obéir aux ordres.

IV

Poison radioactif et rédemption

« Ce que nous voyons de la hausse des cancers du poumon n'est certainement que le début de la catastrophe. »

FRITZ LICKINT, 1953.

« Si une porte de sortie se présentait tout à coup, nous pourrions quitter ce marché et cesser notre activité du jour au lendemain. »

Claude E. TEAGUE, 1982.

Le 26 mai 1995, Philip Morris publia un communiqué fracassant. Le premier cigarettier mondial admettait qu'un nombre considérable de ses cigarettes avaient été « contaminées » par l'introduction d'un agent plastifiant indésirable, utilisé d'ordinaire dans la fabrication des filtres, et annonçait un rappel de ses produits. Huit milliards de « cigarettes nauséabondes et au mauvais goût » furent finalement retirées des gondoles, les fumeurs ayant relevé une odeur semblable à celles de certains plastiques ou pesticides. Ce rappel coûta plus de 100 millions de dollars, mais on promit au consommateur que cela n'avait causé aucun effet nocif, et les affaires reprirent. On accusa un lot de « plastifiant » mal mélangé, mais aucune information précise sur la manière dont cet agent était entré dans le tabac ne fut rendue publique⁽⁷²⁹⁾. En réalité, le produit contaminant – de l'isocyanate de méthyle, un proche parent du composant relâché dans l'atmosphère par l'usine d'Union Carbide à Bhopal, en Inde, qui avait provoqué la mort de milliers de riverains – n'émanait pas d'un plastifiant, mais du carton utilisé pour fabriquer l'emballage des cartouches de Marlboro, des Virginia Slims et des Benson & Hedges.

Ce rappel est curieux, et ce à plusieurs titres. L'une des plus importantes opérations de rappel de produit de grande consommation aura été absorbée sans problème par le cours en Bourse du groupe, multiplié par sept depuis le milieu des années 1970, surperformant l'indice Dow Jones Industrial d'un ordre de grandeur. (À titre d'information, 10 000 dollars investis dans Philip Morris en 1958 vaudraient aujourd'hui 50 millions.) L'initiative est singulière, aussi, parce qu'elle a dû sauver des vies, non pas en empêchant l'exposition à un plastifiant défectueux, mais en empêchant des milliards de cigarettes d'être fumées. Comme il meurt une personne par million de cigarettes fumées, en théorie, ce rappel aura épargné quelque huit mille vies.

La compagnie, on l'aura compris, n'a pas rappelé ces paquets pour sauver des gens. Elle l'a simplement fait pour protéger son image qui

aurait été ternie par un imbroglio de relations publiques à gérer. Les consommateurs auraient jeté ces clopes pestilentiels, mus par la crainte d'un nouveau Bhopal.

L'industrie consacre énormément de temps et d'argent à donner belle allure à ses produits. Le papier est blanchi, d'un blanc ivoire agréable à l'œil, le cylindre est lisse et régulier, le paquet, d'une propreté éclatante, se veut attirant. La couleur même de la cendre n'est pas laissée au hasard : les compagnies ont compris que les fumeurs préfèrent une cendre de couleur claire et, pour obtenir cet effet, ont recours à des adjuvants chimiques. La cigarette moderne est une œuvre d'art (ou un ouvrage d'ingénierie), intronisée à coup de milliards de publicité et de recettes promotionnelles comme un « bien » de consommation commode, élégant, blanc, fuselé, lisse et qui se laisse caresser.

En ce domaine, toutefois, entre l'image et la réalité, c'est le jour et la nuit. Nous avons déjà vu que les Kent de Lorillard ont été vendues avec des filtres « Micronite » contenant de l'amianté crocidolite : les milliards de cigarettes de cette marque, fumées entre 1952 et 1956, ont provoqué après inhalation de ces fines aiguilles minérales un certain nombre d'asbestoses, de cancers du poumon ou de mésothéliomes. Par la suite, des chercheurs ont disséqué de vieilles cigarettes issues de ces paquets-là. Au microscope électronique, elles révèlent des fibres d'amianté qui pointent de leurs bouts filtres. En les faisant fumer par des machines conçues pour répliquer le poumon humain, des chercheurs ont calculé la quantité probable de fibres inhalées. Au milieu des années 1950, les fumeurs de Kent inhalaient ainsi en moyenne plus de 100 millions de particules d'amianté par an, plus qu'assez pour causer des tumeurs. Des malades qui souffraient de mésothéliome ou de cancer du poumon ont intenté des procédures contre Lorillard, et dans certains cas les ont gagnées⁽⁷³⁰⁾.

Pourtant, l'amianté n'était qu'un ingrédient parmi tous ceux qui ont été introduits dans la cigarette en guise de « supplément ». Les fumeurs

inhalent des fibres d'acétate de cellulose, la norme en matière de composants de presque tous les filtres modernes, mais on sait aussi qu'ils ont inhalé des particules de charbon, du sable, des produits de la combustion de graisses de machine, des morceaux de vers et d'insectes et leurs excréments, des filaments d'amiante tombés du double plafond des usines de tabac et autres sortes de cochonneries. En somme, la fabrication de cigarettes n'est pas une activité très propre. Une étude menée en 1958 par des fabricants britanniques recensait des fragments d'acier provenant des couteaux utilisés pour découper le tabac, ainsi que du sable venant, lui, des roues en carbure de silicium utilisées pour aiguïser ces couteaux. Les inspecteurs des services d'hygiène alimentaire examinent régulièrement les denrées alimentaires en quête de mouches, de parasites et de pourriture, ou de formes diverses d'altération, mais qui surveille les usines de cigarettes⁽⁷³¹⁾ ?

Les nombreuses lettres de plaintes écrites aux compagnies fournissent des renseignements sur ces contaminants. Les fumeurs ont souvent contacté les cigarettiers pour protester contre les déchets ou les défauts de toutes sortes, et, en 1983, dans le cadre d'une étude comparative entre ses différents sites de production, l'American Tobacco Company répartit ces plaintes en 25 catégories. La plupart des auteurs de réclamations attiraient l'attention sur des cigarettes cassées ou déchirées parce que manipulées sans ménagement, mais ils signalaient également les tiges, les vers, le caoutchouc, le plastique, les copeaux de métal et d'autres « matières étrangères ». La compagnie Reynolds conserve nombre de ces lettres contenant des plaintes similaires. En 1998, un marin stationné à Pearl Harbor écrivait qu'une cartouche qu'il avait achetée contenait trois cigarettes présentant des perforations pratiquées par des insectes et « au moins un insecte vivant⁽⁷³²⁾ ! » Un homme d'Alton, dans l'État de New York, se plaignait du goût bizarre de plusieurs Doral Menthol Light qu'il s'était récemment achetées, et décida alors d'en ouvrir une : « Dedans, j'ai trouvé un ver de farine ou je ne sais

trop quel autre genre de ver qui peut se trouver dans du tabac de cigarette⁽⁷³³⁾. » Une femme de Shoreline, dans l'État de Washington, rapportait un autre problème : « Aujourd'hui, j'avais à moitié fumé ma cigarette quand elle a subitement pris feu ! Une flamme assez haute pour me brûler le nez et me roussir les cheveux⁽⁷³⁴⁾ ! »

Les compagnies ont dû recevoir des centaines de milliers de plaintes comparables, au cours de toutes ces années. Un homme de Newcastle, au Texas, protestait : ses Dorals avaient un tel « goût d'insecticide qu'elles étaient infumables ». Une femme de Gurnee, dans l'Illinois, signalait que ses Salem Light « n'[avaie]nt pas seulement un drôle de goût », elles lui donnaient « une migraine à se taper la tête contre les murs ». Une autre d'East Baldwin, dans le Maine, écrivait : « Je sais que fumer n'est pas bon, mais fumer des vers, je n'aime pas trop. » Certains signalaient des filtres qui se détachaient, des bulles d'air dans le papier ou un « terrible arrière-goût [...] de fer ou de métal » ; d'autres encore étaient mécontents de cigarettes « toutes défraîchies », pleines de trous ou qui leur explosaient à la figure. Un homme de Tampico, dans l'Illinois, écrivait que sa femme était au volant quand le bout incandescent de sa cigarette s'était détaché et lui avait brûlé la main. Un homme habitant la Floride s'insurgeait : « J'ai trouvé un bout de bois dans ma cigarette ! C'est quoi, ça ? Du tabac ? Du bois ? Des explications, s'il vous plaît ! » À Madera, en Californie, une femme concluait : « Mon mari pense qu'à cause de tous ces procès et de ces honoraires d'avocats vous laissez chuter la qualité de vos produits. » R. J. Reynolds répertoriait soigneusement chacune de ces lettres et les classait par type de plainte. En 1995, sur une période de trois mois, pour la seule catégorie « Perte d'éléments incandescents » (causant des brûlures) la compagnie enregistra 38 pages de plaintes⁽⁷³⁵⁾. Grâce à des systèmes de traçage sophistiqués, les plaintes relatives aux produits remontaient jusqu'aux usines et aux machines concernées. Les plaintes pour « collage insuffisant » furent ainsi transmises à ceux-là mêmes qui avaient produit les cigarettes incriminées⁽⁷³⁶⁾.

Les archives conservent aussi des exemples de réactions de la part des compagnies. En 1999, quand un homme de Martinsburg, en Virginie-Occidentale, informa Reynolds qu'il avait eu la nausée après avoir fumé une cigarette contenant une espèce de composant métallique, Ginger Coe, spécialiste maison de la réponse aux consommateurs, lui assura que la compagnie avait examiné ce métal et constaté qu'il s'agissait d'« un morceau de fil de fer ou de cuivre » :

Le cuivre étant un métal à faible degré de toxicité, il n'y a aucune raison de s'inquiéter, et c'est aussi un oligoélément essentiel à la santé. La température à l'intérieur d'une cigarette et la durée d'exposition ne sont pas suffisantes pour volatiliser le cuivre métal (dont le point de fusion se situe à 1 083 ° C). Le fer est aussi d'un faible degré de toxicité et il s'agit également d'un oligoélément essentiel à la santé. La température d'une cigarette et la durée d'exposition ne sont pas suffisantes pour volatiliser le fer métallique (dont le point de fusion se situe à 1 535 ° C). Sur la base d'un examen approfondi de toutes les informations disponibles, nos scientifiques ont conclu que tout risque sanitaire associé au fait de fumer ce matériau une seule et unique fois est minime et ne saurait être responsable des effets sur la santé que vous décrivez⁽⁷³⁷⁾.

Nous sommes aussi informés de différences d'une usine à l'autre, selon le type des erreurs commises. L'« odeur » était une plainte plus fréquente pour les cigarettes fabriquées dans l'usine American de Durham que dans celle de Reidsville, tandis que Durham risquait davantage de provoquer des plaintes concernant la présence de vers. On tenait à jour des dossiers similaires pour les cigarettes tachées, manquantes ou comportant un défaut matériel. En 1988, American Tobacco reçut 39 plaintes au sujet de cigarettes « véreuses », le chiffre le plus élevé concernant la Floride⁽⁷³⁸⁾. C'était un progrès par rapport aux années précédentes : en 1983, par exemple, en l'espace d'un mois, on avait reçu 80 plaintes

relatives à des vers. Peut-être étiez-vous fumeur à l'époque, et avez-vous fumé certains de ces vers ? ou leurs excréments ?

Certes, il peut paraître étrange de s'attarder ainsi sur des contaminants présents dans la fumée alors que le tabac en soi, pur, immaculé, naturel, est déjà toxique. Si la cigarette la plus pure a de quoi vous tuer, importe-t-il vraiment de savoir si elle contient d'autres impuretés sous forme de copeaux de métal ou d'excréments d'insecte ? Nous n'avons pas vraiment de perception culturelle commune de ces saletés présentes dans la cigarette, rien de comparable avec la pourriture et la puanteur des abattoirs que nous donne à voir Upton Sinclair dans *La Jungle*. C'est d'ailleurs curieux, parce que bien plus de gens meurent à cause des cigarettes qu'il n'en est jamais décédé en raison des vers et des bactéries qui infestaient jadis la viande.

La morale de cette histoire, ce n'est pas que le tabac devrait être propre, mais plutôt qu'on ne peut se fier à ses fabricants. Pour en savoir davantage sur le contenu réel d'une cigarette, il faut se reporter aux archives, où nous constatons que les compagnies ont bien conscience de la présence de plomb et d'arsenic, de pesticides et de polonium 210 et de tout un brouet de sorcières de produits chimiques qu'elles ajoutent à leurs produits pour des raisons diverses. Ce sont là des sujets rarement abordés dans les lettres de consommateurs, la plupart des gens n'ayant en réalité aucune idée de ce qu'ils fument.

Que contient vraiment votre cigarette ?

« La conviction que les cigarettes contiennent uniquement du tabac pur, non modifié, est presque universelle chez les fumeurs [...] ils sont dans l'ignorance la plus totale des saletés invraisemblables qui entrent dans leur composition. »

Herman SHARLIT, « *La cigarette, un danger pour la santé* », 1935.

Il existe un vieux mantra dans le commerce des produits alimentaires en Amérique : les gens mangeront à peu près n'importe quoi, pourvu que ce soit haché suffisamment menu. Les aliments sont évidemment soumis à certains contrôles et les cas aigus d'empoisonnement attirent l'attention. Mais avec le tabac, la situation est différente. Grâce à leur esprit fertile, les hommes du tabac ont pu introduire certains additifs remarquables dans la feuille du tabac, dans le papier et dans l'aluminium des emballages : des agents de sapidité et des humectants, mais aussi des exhausteurs d'impact, des accélérateurs de combustion, des retardateurs de feu, des bronchodilatateurs, des agents qui réduisent la taille des particules de fumée, et une vaste palette de colorants et d'agents de blanchiment. Et je ne cite là que ce qui est censé s'y trouver.

Les fumeurs peuvent bien croire qu'ils fument de la feuille de tabac séchée à l'air chaud, les cigarettes contiennent en réalité quantité d'autres éléments, et certains s'y retrouvent par hasard. L'industrie n'aime pas

l'admettre, mais les archives internes nous apprennent que des saletés indésirables entrent parfois dans la composition de la cigarette : des paillettes de métal ou des éclats de verre, certaines substances à cause d'une mauvaise manutention au stade de la culture – boue, sable et pesticides, entre autres –, mais aussi de la graisse de machine et même des émanations chimiques qui s'échappent de la cellophane⁽⁷³⁹⁾. La liste des contaminants est longue.

Avant de nous y plonger, soulignons que la feuille « pure » séchée à l'air chaud est d'une telle toxicité en soi que les additifs et les contaminants n'ont jamais figuré en tête des sujets dont se sont inquiétés les critiques du tabac⁽⁷⁴⁰⁾. Quelle différence cela fait-il au fond qu'une compagnie ajoute des produits chimiques dangereux à un tabac qui, à l'état « naturel », est déjà extrêmement meurtrier ? Les paquets de cigarettes « naturelles » American Spirit, tellement à la mode, ont beau arborer l'effigie d'un Indien, elles n'en sont pas moins mortelles que les autres. Il en va de même des très populaires marques chinoises à base de plantes. S'inquiéter de savoir si votre tabac est naturel ou bio, c'est comme s'inquiéter de savoir si les crottes de rongeur retrouvées dans vos céréales sont celles d'un rat en cage ou d'un animal en liberté.

Il y a une autre bizarrerie qu'il ne faut pas perdre de vue. L'industrie soutient depuis longtemps qu'elle n'utilise que des additifs alimentaires « éprouvés », ce qui a autant de sens que la question qu'on se poserait sur les crottes de rat. Durant de nombreuses années, cette liste d'additifs est restée un secret jalousement gardé, et aujourd'hui encore nous en savons davantage sur les ingrédients des aliments pour chat – ce qui devrait donner à réfléchir aux fumeurs. Mais arrêtons-nous un instant sur cet argument des « additifs alimentaires éprouvés ». Une salade de fruits qu'on ingère n'a rien à voir avec une salade de fruits qu'on brûle ou qu'on inhale. Après pyrolyse et aspiration dans les bronches, tout mélange organique complexe ou presque devient toxique, et on peut être certain qu'une salade de fruits séchée, brûlée et inhalée n'a rien de bénéfique. Il

en est de même pour beaucoup d'additifs introduits dans le tabac. Consommé avec modération, le sucre peut être relativement sain, mais brûlé dans une cigarette, il produira de l'acétaldéhyde, un agent cancérigène. L'ingestion de glycérine est tout aussi inoffensive, mais sa combustion produit de l'acétaldéhyde et de l'acroléine, deux substances cancérigènes. Les protéines dans les aliments sont également un nutriment essentiel, mais brûlées et inhalées elles deviennent très toxiques. En brûlant, les protéines produisent des nitrosamines, l'un des agents cancérigènes les plus meurtriers qui soient. (En 1963, des scientifiques de Philip Morris les présentèrent comme « le plus puissant des agents cancérigènes connus », le dosage nécessaire pour provoquer un cancer étant « excessivement faible ».) Il est donc ridicule d'affirmer que certains ingrédients spécifiques de la cigarette sont « généralement considérés comme sans danger » (GRAS, ou *generally recognized as safe*⁽¹⁴⁷⁾) – argument que nous entendons souvent invoquer par le cartel⁽⁷⁴¹⁾. Ce critère du GRAS est uniquement destiné aux aliments, non aux substances brûlées et inhalées. Cette confusion est donc étrange, et il s'agit là d'un de ces subterfuges, d'une de ces manipulations des faits dont le cartel est coutumier.

Posons-nous de nouveau la question : qu'y a-t-il dans votre cigarette ? Voici quelques éléments de réponse et une brève histoire de ce qui les a amenés là.

Arsenic et plomb

L'arsenic et le plomb sont devenus des sujets brûlants au cours des décennies 1930 et 1940. Des arsénates et arsénites de plomb étaient alors couramment utilisés dans les pesticides – pour traiter le tabac, mais aussi quantité de cultures alimentaires. Dans les années 1930, certains cas d'empoisonnements catastrophiques ont enflammé la presse, comme en

Allemagne dans la vallée de la Moselle, où des dizaines d'ouvriers décédèrent après avoir aspergé ce produit sur des vignes. Certains périrent après avoir bu le vin de ces vignes, et les autopsies montrèrent que de nombreuses victimes présentaient des tumeurs⁽⁷⁴²⁾. Personne ne sait combien de personnes sont décédées après avoir manipulé ce pesticide – ou à cause de l'arsenic dont la présence persiste encore dans les cigarettes actuelles.

Au début de la décennie 1930, l'industrie du tabac cachait déjà ce qu'elle savait de l'arsenic. Une lettre adressée au vice-président de Lorillard, datée de 1932, précise le contenu en arsenic du tabac à mâcher Plain Havana Blossom, en remarquant : « Comme nous savons qu'un degré de confidentialité considérable a été gardé à ce sujet, nous prenons la liberté de vous écrire ce rapport manuscrit, convaincus que vous comprendrez de quoi il retourne. » Lorillard relevait en moyenne 2,8 parties par million (ppm) d'arsenic dans son tabac, mais d'autres enquêteurs pouvaient en trouver jusqu'à 30 ppm dans la fumée. Les pesticides en étaient l'une des sources principales, mais Henry Ford, le constructeur automobile et grand contempteur de la cigarette, signalait dès 1914 l'emploi de l'arsenic (ainsi que de chaux et de plomb) destiné à renforcer la texture du papier, en précisant que les solutions extraites des papiers qui subissaient ce traitement contenaient assez de poison pour tuer des souris⁽⁷⁴³⁾.

Outre l'arsenic, du plomb entrainé dans la composition des cigarettes, surtout de l'arseniate de plomb issu des pesticides et d'autres sources. Jusqu'aux années 1940, ce métal était couramment utilisé dans le papier d'aluminium qui tapissait l'intérieur des paquets de cigarettes. Puis, aux États-Unis, cette pratique fut interdite par le War Production Board, non pas pour protéger la santé des citoyens, mais pour protéger l'approvisionnement du pays en métaux qui servaient à fabriquer des munitions. On utilisait aussi parfois, comme combustible pour les briquets, de l'essence au plomb qui devait être en partie inhalée. Toutefois, les

pesticides restaient manifestement la source principale. Le *Consumers' Research Bulletin* [Bulletin de recherche du consommateur] proposait déjà en 1936 un slogan pour la cigarette à la tonalité plutôt cynique : « Avez-vous inhalé votre dose de plomb et d'arsenic aujourd'hui^[744] ? »

Tout au long des décennies 1930 et 1940, des études non publiées de l'Imperial Tobacco Company documentèrent une hausse régulière d'AS₂O₃ dans la feuille non brûlée, les valeurs les plus élevées (51 ppm) ayant été relevées en 1947. Quantité de chercheurs de cette période, Richard Doll, par exemple, pensaient que l'arsenic aurait fort bien pu être le principal agent cancérigène des cigarettes et, pour les rendre moins meurtrières, on envisagea parfois d'éliminer cet élément de la fumée^[745]. Après la Seconde Guerre mondiale, la pulvérisation d'arsenic sur les cultures fut drastiquement limitée, ce qui entraîna un déclin des niveaux d'arsenic et de plomb mesurés dans les cigarettes. Les fumeurs n'en inhalent aujourd'hui que quelques centaines de kilos par an, contre des centaines de tonnes les décennies précédentes. Avec le retrait progressif des insecticides à l'arsenic, on est tombé toutefois de Charybde en Scylla, ce qui nous conduit à aborder les pesticides synthétiques de l'après-guerre.

Pesticides pétrochimiques

Les professionnels du tabac utilisent une vaste panoplie de produits chimiques pour faire pousser leurs plants, pour désherber les champs, faire sécher et vieillir la feuille, rouler et conditionner le produit fini. Ces produits chimiques servent à économiser du temps et de la main-d'œuvre, mais aussi à empêcher les agents pathogènes d'attaquer la plante. L'essentiel des inquiétudes du secteur en matière de « tabac et santé » concerne en réalité d'éventuels dégâts causés au plant de tabac par des microbes comme le virus mosaïque ou par une bactérie, mais aussi par

des moisissures, des champignons ou encore des multitudes d'insectes nuisibles. Les traitements comprennent généralement une pulvérisation du sol, de la plante ou de la feuille stockée, avec souvent des produits chimiques qui finissent à l'état de résidus dans la nappe phréatique ou dans les cigarettes⁽⁷⁴⁶⁾. Les menaces sont diverses, tout comme les produits utilisés pour les combattre.

La prévention de la moisissure bleue et de la maladie du pied noir s'effectue par pulvérisation de fongicides comme le mancozèbe, une toxine pour le système nerveux qui franchit aussi la barrière placentaire. On repousse l'oïdium en pulvérisant du dinocap et du bénomyl, la pourriture noire des racines avec du bromure de méthyle et au moyen de stérilisants du sol comme la chloropicrine. Les bactéries s'attaquent aussi à la plante, provoquant une pourriture noire au niveau des tiges (la « jambe noire »), la tige creuse et le rhizopus, traités au moyen de méthodes similaires à celles utilisées pour maîtriser les nématodes. Ces minuscules vers ronds souterrains s'attaquent au plant de tabac en se nichant dans ses racines où ils forment des galles et favorisent la croissance des champignons, engendrant la maladie du pied noir, la jaunisse fusarienne et la pourriture noire des racines. Les nématodes sont mis en déroute grâce à des fumigants comme le dibromure d'éthylène, l'aldicarbe, le 1,3-dichloropropène et l'isothiocyanate de méthyle.

Ici comme ailleurs, la lutte antiparasitaire intégrée est très en vogue, mais les insecticides chimiques jouent encore un rôle important dans le monde du tabac. Les vers gris se combattent par la pulvérisation de la base de la plante et ce sont les fumigants du sol qui tiennent en échec les vers blancs et les vers « fil de fer ». Des produits chimiques similaires servent à lutter contre les pucerons, les altises, les sauterelles, les vers cornus, les arpeuteuses, les pentatomes, les thrips, les mineuses des agrumes, les limaces du tabac, les foreuses des tiges et les aleurodes des serres. Des prédateurs s'attaquent au tabac stocké et on a recours au dichlorvos pour éliminer le lasioderme et la mite du tabac, deux

prédateurs qui, à eux seuls, rien qu'aux États-Unis, dévorent pour des centaines de millions de dollars de stocks de tabac tous les ans. Les lasiodermes se retrouvent à tous les stades de la fabrication et font planer non seulement le spectre de pertes financières, mais aussi de la contamination de la cigarette par des « cadavres ou des sous-produits d'insectes », comme leurs excréments et leurs fluides corporels⁽⁷⁴⁷⁾.

Ainsi, tandis qu'on utilise parfois les pièges à phéromones et d'autres méthodes comparables pour capturer les mites du tabac, on continue de pulvériser quantité de poisons sur et autour de la feuille, à tel ou tel stade. Ces produits chimiques sont souvent difficiles à manipuler en toute sécurité, mais ils peuvent également être dangereux pour les fumeurs qui inhalent les résidus et pour la faune des régions où on cultive le tabac. Beaucoup de pesticides sont nocifs pour les oiseaux ou entraînent un épuisement des sols. Certains, comme le bromure de méthyle, sont des destructeurs notoires de la couche d'ozone. Les dosages ont tendance à être très lourds, certaines récoltes de tabac recevant jusqu'à seize traitements différents. L'un des plus largement utilisés, l'hydrazide maléique, est un agent « inhibiteur de germination » qui mérite quelques commentaires particuliers.

Hydrazide maléique : le pesticide maléfique

Les plantes ont souvent des façons de faire qui déplaisent aux cultivateurs : par exemple, quand elles poussent là où elles ne devraient pas, privant les feuilles déjà apparues de l'énergie nécessaire à leur croissance. Pour les en empêcher, les producteurs de tabac leur appliquent des agents inhibiteurs de germination, le plus répandu étant l'hydrazide maléique (MH-30), un retardateur de croissance utilisé pour supprimer les nouvelles pousses de la tige après étêtage. (L'étêtage suppose de retirer les sommités fleuries afin de concentrer la croissance

dans les feuilles.) Depuis les années 1960, ce composé est reconnu comme cancérogène, même par l'industrie du tabac, mais les cultivateurs refusent encore de renoncer à son emploi. En Rhodésie, l'actuel Zimbabwe, toute utilisation de ce composant est interdite pour le tabac depuis les années 1960. Pourtant, il reste largement utilisé et on en trouve des résidus dans presque toutes les cigarettes. En 1987, pour surveiller cette contamination, Philip Morris a lancé le projet Moon et relevé les niveaux suivants, mesurés en parties par million (ppm) dans des marques européennes^{748}.

<i>Marque</i>	<i>Compagnie</i>	<i>Niveaux d'hydrazide maléique (ppm)</i>	
		<i>Juin</i>	<i>Décembre</i>
Marlboro	Philip Morris	43,7	43,7
HB	British American	36,3	31,1
Camel	R. J. Reynolds	28,4	35,8
Lord Extra	Reemtsma	9,5	33,7
P. Stuyvesant	Reemtsma	23,2	20,0
West	Reemtsma	22,6	21,0
Ernte 23	Reemtsma	18,9	20,0
Reval, ordinaire	Reemtsma	44,7	35,8
R6	Reemtsma	14,2	23,7
Roth Händle, ordinaire	BTM (Reemtsma)	<2,0	7,9
Lux	MB	13,2	10,5

Krone

British American

13,2

23,7

Une cigarette pèse à peu près un gramme. Autrement dit, s'il s'en fume 1 000 milliards chaque année (ce qui correspond à peu près aux chiffres de la consommation en Europe à cette époque) et si les résidus s'élèvent en moyenne à 20 microgrammes (μg) pièce, la masse totale de ce seul herbicide dans les cigarettes fumées par les Européens est de quelque 20 tonnes par an. On a noté des résidus de MH-30 à des taux plus élevés, jusqu'à 115 ppm dans certains échantillons, dont 5 à 7 % qui passent dans la fumée^[749].

Certes, l'exposition, pour une cigarette donnée, est limitée, mais la quantité cumulée sur une vie finit par peser – ce qui, s'agissant de pesticides, n'est pas négligeable, eu égard aux milliers de tonnes qu'on en déverse sur le tabac. Aux seuls États-Unis, selon le General Accounting Office, on estime que 13 500 tonnes de pesticides sont pulvérisées sur les champs de tabac tous les ans. En réalité, pour les travailleurs non agricoles, la fumée de tabac inhalée sera probablement la voie principale d'exposition aux pesticides, et aucun mode d'administration n'est plus dangereux. Les cultivateurs y sont exposés par plusieurs canaux, mais les fumeurs, eux, brûlent ces composants directement en direction de leurs poumons. Les défenseurs de l'environnement ont depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme : dans son *Printemps silencieux*, paru en 1962, Rachel Carson soulignait le caractère cumulatif de ces pulvérisations, qui avait entraîné une hausse de plus de 300 % du contenu en arsenic des cigarettes américaines entre 1932 et 1952^[750].

Les services gouvernementaux se sont depuis longtemps vu confier la responsabilité de ces contrôles de la composition des produits alimentaires, mais n'ont jamais eu le pouvoir de limiter les pesticides dans les cigarettes. La plupart des pays demeurent inactifs : en 1988, les

autorités allemandes ont confirmé leur « absence d'inquiétude » à propos des résidus de méthoprene (Kabat Tobacco Protector) sur la feuille importée, pour peu qu'ils soient maintenus au-dessous de 10 ppm. Et un document de Philip Morris de 1991 évoque les pressions exercées par le géant du tabac sur la Malaisie pour qu'elle relève son seuil de tolérance de 1 à 15 ppm^{751}. Cette apathie découle en partie du fait que, pour les partisans d'un contrôle du tabac, la manière dont il vous tue importe peu. Le fait brut, c'est qu'il vous tue et, en un sens, les détails ne sont que diversion. L'autre motif de cette négligence tient à ce que les fabricants alertent rarement les fumeurs sur la présence de pesticides dans les cigarettes. Certaines compagnies ont récemment tenté de jouer la carte du « sans pesticide » : la publicité des American Spirit, évoquées plus haut, les présente comme composées de « tabac naturel 100 % sans additifs » et c'est ainsi qu'elles parviennent à s'emparer de la majeure partie du marché écolo-bio. Reynolds a su y voir un secteur de croissance dans les années 1980 et 1990, et s'est organisé pour racheter les droits de cette marque (à la Santa Fe Natural Tobacco Co.) – rachat finalisé en 2002 pour un montant astronomique de 340 millions de dollars. Les fumeurs de la région de San Francisco soucieux de leur santé sont séduits par cette marque naturo-fumiste^{148}, ce qui a à peu près autant de sens qu'espérer que la voiture qui vous renversera sera une Prius économe plutôt qu'une Ford énergivore.

L'impuissance réglementaire ou administrative explique aussi qu'aucun compte n'ait été tenu des pesticides. Les cigarettes n'ayant été réglementées que récemment par la FDA, il n'y a jamais eu de divulgation complète de leur contenu véritable, et pratiquement aucune limite à leurs agents contaminants et autres additifs. Il n'existe pas non plus d'obligation d'étudier l'impact sur la santé d'un additif avant de l'utiliser. La myopie réglementaire a donc encouragé le laisser-faire industriel. En ce domaine, le cartel a surtout procédé lui-même à sa régulation, ce qui revient à dire que tout est plus ou moins permis^{752}.

Lorsque la question d'additifs spécifiques est abordée, cela se fait le plus souvent sous la rubrique « ingestion », ce qui n'a aucune pertinence : manger une feuille séchée trempée dans de la réglisse ne revient pas au même que de la brûler et l'inhaler. L'ironie de la chose, c'est que les pesticides qui finissent dans les bronches, même s'ils sont mortels, ne sont pas nécessairement pires que les émanations « naturelles » de purs produits de marketing tels que les American Spirit.

Arômes et additifs

Les fabricants de tabac ajoutent des agents aromatiques aux cigarettes pour quantité de raisons : renforcer l'arôme qui se dégage du paquet ou « refroidir » la fumée ; attirer les jeunes fumeurs ou les débutants ou simplement masquer l'odeur pestilentielle de la nicotine. Beaucoup de ces additifs étaient déjà en usage au XIX^e siècle. Les incontournables de jadis tels que le cacao, la réglisse et la mélasse ont été rejoints plus récemment par des produits exotiques comme la rose de Latakia, la prune impériale et tout un lot de parfums synthétiques sortis des laboratoires allemands ou japonais. Un bon nombre sont décrits dans les archives de l'industrie, mais requièrent un vrai travail de détective si l'on veut décrypter le nom de code sous lequel ils sont référencés. L'AMPSIN, le CROTAN, le MADMART et l'AMBROX, par exemple, correspondent respectivement à la réglisse, la poudre de cacao, la fève de caroube et l'ambre gris. (British American Tobacco s'est mis à employer des noms de code de sept lettres pour ses additifs avant même la Seconde Guerre mondiale, en reprenant une pratique du secteur des arômes alimentaires, une industrie très jalouse de ses secrets⁽⁷⁵³⁾.) Les arômes sont souvent ajoutés non pour le goût, mais plutôt pour améliorer l'odeur avant combustion, à l'ouverture du paquet, par exemple (la mention « arôme de paquet » figure d'ailleurs dans 5 000 documents). L'industrie consacre

d'énormes ressources à des recherches sur les qualités sensorielles du tabac et l'impact de divers additifs, et elle a mis au point un vocabulaire élaboré dans ce domaine.

Le tabac oriental (turc) est réputé posséder une « odeur de beurre, de fromage, de sueur, rappelant l'acide isovalérique », et on évoque pour d'autres variétés des notes aromatiques de bois, de cuir, de terre ou encore diverses odeurs animales. Les saveurs sont souvent décrites comme amères, aigres, métalliques ou possédant une note piquante et poivrée. Pour différencier de telles sensations, les chercheurs du tabac développent la science dite de l'*hédonique*, science des sensations considérées selon leur agrément, et certains documents de l'industrie dressent la liste de plusieurs centaines de manières de caractériser une impression sensorielle ou un impact particuliers, du « putride » ou du « fécal » au « malté » ou à la « mélasse »^[754]. La coumarine sert à donner un arôme un peu vanillé, et l'ylang-ylang apporte une senteur florale avec des notes de jasmin et de crème anglaise (on s'en sert aussi dans les médicaments contre le mal des transports). Le baume de Tolu ajoute des touches de cannelle, et l'huile de patchouli des « notes terreuses ». On trouve parmi les aromatisants des extraits de cardamome, de cèdre et de coriandre, des extraits de jus de prune et de figue, et des curiosités comme l'attar de roses, ou *castoréum*, une huile aromatique extraite des glandes anales des castors du Canada et de Sibérie. Pour ce faire, on a puisé dans la quasi-totalité de l'armoire à phytopharmacie, et toutes sortes de plantes ont été passées au crible dans les laboratoires d'« analyse gustative » des multinationales.

Certaines classes d'additifs ont mieux marché que d'autres. Beaucoup d'agents aromatiques fruités ou chocolatés ont été essayés, ainsi que des extraits destinés à apporter « un bon arôme de bourbon ou de whisky ». Lors d'une série de tests chez Brown & Williamson, le menthol et la cannelle obtinrent de bonnes notes, mais les parfums et les essences de fleurs ne furent guère appréciés. Pas davantage que quantité d'épices,

jugées souvent trop âcres ou trop piquantes. On a exploré les parfums ou les essences florales comme le mimosa, le jasmin, la frangipane et le musc pour rendre plus agréable la fumée ambiante et intensifier les sensations du fumeur. Philip Morris a inventé sa marque New Leaf en y intégrant de l'essence de gaulthérie et une variété de menthol « Breeze » relevée au clou de girofle. Les Saratoga contenaient un supplément de réglisse et de chocolat. La Mayo, un choix de nom curieux⁽¹⁴⁹⁾, avait des nuances de menthe verte. Brown & Williamson vendait une cigarette fruitée, la Lyme, avant la propagation de la maladie du même nom, transmise par la tique. Aucune de ces compagnies n'a jamais obtenu de bons résultats avec la framboise, la pêche ou la banane, mais Brown & Williamson se servait apparemment de petites quantités de chacune. Elles ont eu plus de chance avec le citron, l'orange, la pomme et la cerise, ainsi qu'avec le cognac, le rhum et le bourbon – les notes « vineuses » ou « raisinées » des Winston auraient été obtenues à partir d'arômes de sauge. Les tentatives de simulation du scotch, du cognac, du vermouth ou du café n'ont pas abouti, – la plupart de ces signatures aromatiques se révélant instables⁽⁷⁵⁵⁾.

Ces nombreuses manipulations ont eu notamment pour but de remplacer les arômes perdus dans la course aux cigarettes « à faible teneur en goudron », mais les chimistes du tabac espéraient aussi que ces dernières deviendraient « les supports idéaux pour de fortes teneurs en arômes ajoutés ». On pensait également que de nouveaux goûts fruités attireraient les jeunes fumeurs. On explora quelques idées extravagantes, comme l'ajout de phéromones du sexe opposé. En 1978, des chercheurs de Philip Morris pressèrent la compagnie de déposer à cette fin des marques comme Masculin et Féminin⁽⁷⁵⁶⁾.

Les arômes naturels peuvent être coûteux et instables, et c'est pourquoi l'industrie s'est souvent tournée vers les arômes de synthèse. On reproduit approximativement celui du raisin avec un anthranilate de méthyle, celui de la pêche avec un aldéhyde de carbone complexe, et

celui de la banane au moyen d'un acétate d'amyle. La coumarine, utilisée pour introduire des arômes vanillés, a de nombreux équivalents synthétiques (et au moins sept noms de code). La pomme verte s'obtient avec du 3-hexenyl propionate et on obtient une « odeur carnée » avec de l'hexyl 2 furcate. Des centaines d'arômes synthétiques sont régulièrement utilisés dans la cigarette, et on se les procure souvent à la tonne chez les industriels de la chimie, notamment Norda (pour l'huile essentielle de citron vert et d'orange), Firmenich (pour l'imitation de chocolat), Glidden (pour la menthe poivrée), Gentry (pour la cerise), Givaudan (pour la pomme et la cannelle), Fritzsche (pour le macis, ou fleur de muscade, et le bourbon) et Dragoco (pour le café). À l'évidence, ces fournisseurs ont toujours su à quoi allaient servir leurs produits⁽⁷⁵⁷⁾. Dès lors se sont-ils inquiétés de leur transformation par la combustion et de leur inhalation ? L'une de ces sociétés a-t-elle jamais refusé un contrat d'une compagnie cigarettière ? Et à quels tests de sécurité procédait-on avant expédition ? Rappelons que si 1 % seulement des morts de la cigarette sont causées par la combustion et l'inhalation de tels additifs, cela équivaut quand même à un million de morts dans le monde au XX^e siècle, et à un bilan en hausse chaque année.

Les additifs du tabac ont été presque complètement déréglementés, ce qui suppose que les fabricants disposent d'une liberté quasi illimitée pour ajouter tout ce qu'ils peuvent imaginer. Si le plutonium n'était pas une substance contrôlée, il n'y aurait apparemment aucun obstacle à en jeter une pincée dans une cigarette. Quelle serait l'objection ? Le fait que cela augmenterait les probabilités de décès d'« élevées » à « extrêmes » ? La réalité, c'est que quantité de substances cancérigènes connues ont été ajoutées à des produits du tabac. Il semble qu'on se soit servi de saffrole (ou shikimol) dans les Kent en 1990, plusieurs années après l'interdiction de cette substance cancérigène dans les boissons non alcoolisées⁽⁷⁵⁸⁾. Un document préparé pour Brown & Williamson dresse la liste de plus de cent additifs de la cigarette, de l'essence de badiane à la smokanilla ;

plus d'une quarantaine sont qualifiés par la compagnie de « potentiellement dangereux ». Les composants de cette catégorie vont de la fève tonka et de la saccharine au diéthylène glycol et à la mandarine de Dragoco^[759]. On trouve aussi une teinture alimentaire, le jaune de méthyle (« cause de cancer du foie chez les animaux »), du calamus ou acore odorant (« interdit en 1968 parce qu'il cause des tumeurs malignes »), du cobalt et ses sels (« douleurs thoraciques apparentées à celles de la crise cardiaque »), de la glycyrrhizine ammoniacale (« hypertension sévère et arythmie cardiaque »), de la baie de genièvre (« qui peut se révéler toxique pour le système nerveux et provoquer des hallucinations »), du chlorure de lithium (« plusieurs cas de décès »), du mannitol (« diarrhée, nausée et vomissements ») et de la menthe pouliot (« utilisée jadis pour provoquer des avortements spontanés »)^[760].

Plusieurs de ces composants sont utilisés en volumes substantiels dans les cigarettes. La réglisse, par exemple, l'est comme édulcorant dans des proportions gargantuesques. Dans les années 1980, rien qu'aux États-Unis, les fabricants de tabac ajoutèrent 5 450 tonnes de réglisse par an et on estime que 90 % de toute la réglisse consommée sur le territoire américain était déversée dans des produits du tabac^[761]. Ainsi que 15 900 tonnes de glycérol, et des tonnes de cacao et de produits de synthèse divers. Ce sont là d'énormes investissements : en 1977, l'industrie américaine du tabac a dépensé 76 millions de dollars en agents aromatisants et 113 millions deux ans plus tard. En 1981, le ministre de la Santé a mis en garde contre les additifs qui pouvaient présenter « des risques croissants de maladies inédites ou peu communes » ; l'industrie fut priée de cesser d'ajouter de nouveaux ingrédients, une requête apparemment ignorée.

Un document réalisé par la firme Covington & Burling en 1992 nous donne un aperçu révélateur des centaines d'ingrédients différents utilisés dans la fabrication des cigarettes aux États-Unis. En voici un échantillon^[762].

<i>Ingrédient de la cigarette</i>	<i>En kilos utilisés</i>		
	<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>
Glycérol	12 387 819	13 065 252	11 299 061
Propylène glycol	13 588 218	13 486 603	10 343 552
Alcool d'éthyle	3 966 588	4 502 077	4 066 779
Réglisse	3 564 829	4 061 894	3 692 275
Diphosphate d'ammonium	2 343 573	2 360 457	2 747 187
Menthol	686 278	790 192 84	709 762
Urée	862 188	881 783	1 077 735
Chocolat	395 848	427 585	381 654
Acide citrique	170 064	143 241	83 534
Miel	122 935	237 495	63 264
Sorbate de potassium	111 459	128 005	134 709
Acide lactique	14 285	17 372	14 838
Jus et concentré de prune	7 005	151 119	70 802
Acide lévulinique	4 054	5 359	6 084
Huile de menthe poivrée	1 419	1 529	856
Poudre et huile de muscade	1 244	3 127	1 070
Extrait et huile de coriandre	921	913	863
Extrait solide de racine de pissenlit	726	918	927

Benzy lidène acétone	497	1 133	1 160
Diméthylhydroquinone	13	12	8

J'ai sélectionné 20 ingrédients, mais le document d'où est extrait ce tableau en comprend 614. Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre qu'en 1989 les cigarettes américaines contenaient 4 207 kg d'extrait de noix de cola, 391 kg de glutamate monosodique (MSG), 15,4 kg d'huile de myrrhe et à peine un peu plus de 450 g d'extrait de marrube blanc. Ou qu'en 1990 des fabricants ont ajouté plus de 16 tonnes de sirop d'érable, environ 225 tonnes de miel et près de 4 tonnes de réglisse.

Nombre de ces composants sont cancérogènes en soi, ou produisent des agents cancérogènes à la combustion. Une plante des marais, le *panicum clandestinum*, contient de la coumarine, un composant des parfums et des arômes vanillés. À l'origine, on a extrait la coumarine du *panicum* ou des fèves tonkas, Reynolds en utilisant à lui seul 544 tonnes par mois dans ses cigarettes en 1930. Dès les années 1950, à la suite des recherches montrant que la coumarine provoquait des lésions hépatiques, la FDA a interdit tout usage de cette substance dans les aliments. Certains fabricants de cigarettes ont peut-être réduit son utilisation, mais une enquête menée en 1983 par le magazine américain *Mother Jones* a établi que ce composant était encore utilisé, et à assez grande échelle. Les feuilles sont prélevées dans les marais et les forêts de pins de Géorgie, puis vendues à des intermédiaires qui livrent l'herbe (de la « vanille sauvage ») dans les fabriques de tabac. Au début des années 1980, malgré son identification comme agent cancérogène, les fabricants américains en achetaient encore entre 1 et 3 tonnes par an. Reynolds se justifiait de son emploi en affirmant que les quantités ajoutées étaient faibles : en 1981, un mémo du département de recherche (classé

« secret ») soulignait que « toutes les compagnies nationales, sauf PM [Philip Morris] ajout[ai]ent de la coumarine à leurs produits ». Les marques de Philip Morris en contenaient moins de 1 µg par gramme, mais la marque Now de Reynolds affichait 67 µg et la Carlton 85s 140 µg par gramme de tabac, un chiffre astronomique⁽⁷⁶³⁾. Les fumeurs savent-ils que l'industrie de la cigarette a de longs antécédents d'ajouts d'agents cancérogènes bien identifiés dans ses produits ?

Mieux faire passer le poison

C'est dans les années 1920 qu'on ajouta pour la première fois du menthol, lorsque Axton-Fisher lança sa Spud « rafraîchie au menthol ». Elle contenait de l'extrait de menthe poivrée. Le menthol était déjà considéré comme un antitussif médicinal, et c'est pourquoi on conseillait aux fumeurs (dans les publicités) d'adopter les Spud « quand on est enrhumé ». Les fabricants recoururent à des essais de toxicité sur des souris : un rapport de 1935 pour Brown & Williamson avançait que les quantités ajoutées aux Kool, Polar et Spud (de 1,33 à 2,08 mg par unité) se situaient au-dessous des seuils de toxicité – pourtant, nous sommes là encore confrontés au fait que les fumeurs n'ingèrent pas, mais inhalent ce composant après combustion, avec toutes les modifications chimiques que cela implique. À ce stade, la recherche de Brown & Williamson avait un caractère préventif. Elle fut entreprise « simplement pour l'avoir sous la main au cas où d'aucuns commenceraient à expliquer que les mentholées sont nocives ». C'est dans ces rapports qu'on trouve les premiers arguments formulés ainsi : « Soixante cigarettes ne contiennent pas plus de menthol que 10 à 20 gouttes pour la toux » : on cherchait à banaliser grâce à une comparaison ingénieuse (et abusive). Des chercheurs de l'université Yale travaillant pour le cigarettier remarquèrent qu'il faudrait fumer 12 000 Kool par jour pour « absorber » la même

quantité de menthol que celle qu'on administre aux patients par voie orale⁽⁷⁶⁴⁾ – ce qui, là encore, équivaut à ignorer la différence entre manger des pistaches et en inhaler les restes carbonisés.

On se sert depuis longtemps de composants synthétiques pour reproduire la sensation du menthol. Pourtant, dès les années 1960, British American Tobacco (BAT) savait que certains d'entre eux étaient cancérigènes. En 1967, son comité des additifs exprima sa circonspection sur l'emploi du maléate de monométhyle (que Brown & Williamson avait breveté) : certains de ses sous-produits, comme l'anhydride maléique, « avaient démontré leur légère cancérigénicité ». Les chercheurs de BAT soulevèrent la question auprès du directeur juridique de la compagnie, qui leur conseilla d'être d'une « extrême prudence » dans l'utilisation d'une telle substance « en raison de l'allégation de cancérigénicité d'un probable produit de la pyrolyse ». Cette sorte d'inquiétude conduisit la compagnie à explorer d'autres esters, le succinate et le triborate de méthyle, entre autres⁽⁷⁶⁵⁾.

On ajoutait du menthol pour « rafraîchir » la fumée et la rendre moins âcre, pour rendre tout simplement la cigarette plus fumable. Le menthol est un anesthésique local : il tranquillise, voire engourdit les parois de la bouche et de la gorge, et supprime le réflexe naturel de la toux. Il exerce aussi une attraction plus forte auprès des jeunes et des fumeurs débutants. À la fin des années 1980, Brown & Williamson réfléchissait à ce qui faisait des marques mentholées de « bons produits d'appel » : les nouveaux fumeurs « connaiss[ai]ent déjà le goût du menthol grâce aux bonbons ». Aujourd'hui, le menthol est très apprécié de l'industrie et il y a peu de cigarettes qui n'en contiennent pas au moins à des niveaux subliminaux. On comprend pourquoi le secteur s'est tellement battu pour l'exclure de la liste des édulcorants interdits par le Family Smoking Prevention and Tobacco Control Act de 2009. La fraise, la banane, la vanille et dix autres additifs fruités/sucrés furent alors proscrits, mais l'industrie du tabac obtint au moins un moratoire sur le menthol. Les

parfums interdits concernaient moins de 1 % du marché américain tandis que le menthol – le « summum du parfum de confiserie », selon Phillip Gardiner, du Programme de recherche sur les maladies du tabac, en Californie – demeure le parfum caractéristique de plus du quart du total des cigarettes vendues »^{766}.

Les cigarettes mentholées ont longtemps été fumées de manière disproportionnée par les Afro-Américains, raison pour laquelle le combat des fabricants pour les maintenir sur le marché leur a valu des accusations de racisme. Ce reproche n'était pas entièrement infondé au vu des archives de Lorillard (évoquées plus haut), qui liaient l'attrait des mentholées au désir prétendu (des « nègres ») de masquer leur « odeur corporelle d'origine génétique ». Lorsque les négociateurs acceptèrent de les exempter de l'interdiction initiale, William S. Robinson, directeur exécutif du Réseau national afro-américain de prévention du tabac, basé à Durham, en Caroline du Nord, retira son soutien au projet de loi de la FDA^{767}.

En 2010, la FDA entama des auditions en vue d'interdire les mentholées ; elle se pencha sur le caractère progressif du danger, mais aussi sur l'attrait démesuré exercé par ces cigarettes sur les Afro-Américains et d'autres minorités ethniques. Indépendamment de la question de savoir si elles entraînaient des dommages physiologiques d'un strict point de vue biochimique, la FDA voulait comprendre si le parfum de menthe poivrée présentait un danger en induisant à fumer, ou s'il compliquait le sevrage. Phillip Gardiner insista auprès d'elle pour qu'elle considérât que, en édulcorant les cigarettes, le menthol permettait au poison de passer plus aisément.

Le menthol constitue un test capital pour éprouver le nouveau pouvoir réglementaire qu'exerce la FDA sur la cigarette. Si elle réussit à interdire les parfums qui facilitent l'absorption du poison, elle pourra sans doute obtenir la réduction du taux de nicotine, cet alcaloïde qui incite les fumeurs à en redemander sans cesse. Le fait est que tout ce qui rend la

cigarette plus attirante pousse les gens à fumer, et causera donc des dommages sanitaires. À cet égard, le menthol constitue lui aussi une menace pour la santé publique. Il existe cependant une jurisprudence qui permet d'exiger que les cigarettes soient moins attrayantes : ainsi, les fabricants n'ont pas le droit d'en faire la publicité à la télévision. Si les cigarettes deviennent moins attrayantes, donc moins addictives, des vies seront sauvées : l'élimination du menthol aura cet effet, la réduction de la nicotine aussi. La FDA détient ce pouvoir, le monde l'observe. Reste à voir si le gouvernement des États-Unis aura le courage d'exercer ce pouvoir *pro bono publico*.

Dilatateurs bronchiques, additifs au papier et saletés particulières

Les dilatateurs bronchiques ont été introduits pour « adoucir » la fumée et faciliter l'inhalation profonde. L'industrie a essayé par de nombreux moyens de rendre la fumée plus douce ou plus inhalable. Avec le menthol, on vient de le voir, et avec beaucoup d'autres. Le cacao contient une substance chimique, la *théobromine*, qui dilate les voies respiratoires. Il fut ajouté au tabac dès le XIX^e siècle, mais les fabricants ont commencé à en mesurer les effets pharmacologiques dans les années 1960. Et les quantités utilisées sont impressionnantes : en 1978, British American Tobacco ajoutait 1 250 tonnes de beurre de cacao à ses cigarettes et la plupart des autres compagnies l'imitaient. Des composants synthétiques furent aussi développés. La Coberine (fabriquée par Unilever) a été employée comme substitut du beurre de cacao, et l'aldéhyde du cacao servait aussi de substitut dès les années 1950. Le sucre semble avoir des effets connexes, car au stade de la combustion il produit de l'acétaldéhyde qui interagit avec la nicotine pour en intensifier les effets psychopharmacologiques. La réglisse semble avoir un effet

bronchodilatateur, ce qui doit être pris en compte étant donné l'énormité des quantités qui sont ajoutées au tabac. Les fabricants parlent de réduire l'irritation au moyen d'agents « antitussifs » aux « propriétés anesthésiques comme le menthol, les terpénoïdes et autres additifs pharmacoactifs ». Obtenir de la « douceur », encore et toujours. Les chercheurs étudient aussi l'« amination du sucre lors du toasting » et les « effets des antioxydants, ces chasseurs de radicaux libres »^{768}. Les efforts en ce sens révèlent avec quelle opiniâtreté on a manipulé la chimie de la fumée, dès que les cigarettes ont été considérées comme des dispositifs d'administration de substances médicamenteuses ou psychotropes.

Les additifs au papier de cigarette

Nous avons tendance à oublier qu'on ne peut fumer de cigarette sans en fumer le papier, avec tout ce qu'il contient. Le nom de la marque est souvent imprimé sur le cylindre, ce qui signifie qu'on fume un peu d'encre avec chaque cigarette. On ajoute fréquemment des colorants et/ou agents de blanchiment, et on les fume également, ce qui n'est pas aussi anodin qu'il y paraît. Le papier à cigarette comporte quantité de produits chimiques ajoutés, des agents de blanchiment qui l'éclaircissent aux accélérateurs de combustion qui le maintiennent allumé. Aucun de ces composants n'y est présent en quantité importante, mais leur accumulation n'a rien de négligeable. Une cigarette ne contient que 1 µg d'encre, mais, au total, six tonnes en sont fumées dans le monde chaque année, en même temps que 300 000 tonnes de papier. On pourrait citer des chiffres comparables pour les agents de décoloration et de blanchiment. Certains de ces additifs sont tout sauf innocents : dans les années 1980, les fabricants se demandèrent si le talc qu'ils utilisaient ne contenait pas d'amiante. Ecusta mena une enquête discrète, et ses fournisseurs lui assurèrent que leur talc n'en contenait pas, du moins pas à des niveaux « décelables »^{769}.

D'un point de vue sanitaire, les additifs au papier les plus importants sont les accélérateurs de combustion – des agents d'oxydation –, qui servent à maintenir la cigarette allumée ou à réduire les teneurs mesurées par les machines (la cigarette se consumant plus vite). Ces dernières décennies, on a surtout utilisé les citrates de sodium et de potassium (mais aussi les nitrates, tartrates, etc.). Ces types d'additifs complexifient les émissions chimiques de la fumée, mais ils ont un effet plus pernicieux encore : en tant qu'accélérateurs de combustion, ils maintiennent aussi la cigarette allumée quand on la jette ou quand on la laisse tomber ; si elle atterrit sur du papier ou sur un tissu, le risque d'incendie n'est pas mince. Et une bonne partie des milliers de morts provoquées chaque année dans des incendies sur la planète sont dues à l'emploi de ces accélérateurs.

Saletés particulières

Les saletés particulières sont prises très au sérieux par l'industrie, car elles constituent une menace pour le bon fonctionnement des machines de fabrication. Les fumeurs se plaignent souvent de « substances étrangères », ce qui a amené les relations publiques de l'industrie à se préoccuper aussi de la question. Au début des années 1990, British American Tobacco a commencé à travailler avec le Chilworth Technology Centre pour développer des « systèmes expérimentaux permettant de séparer le tabac propre des contaminants tels que le papier, les particules de charbon, les matériaux de filtrage et la silice ». Les techniques explorées comprenaient notamment l'exposition des particules à de l'électricité statique, ce qui permettait ensuite de les retirer en exploitant le différentiel de charge^[770]. On ne sait pas précisément si cette méthode a jamais été employée, mais le fait qu'on ait pu envisager de telles hypothèses suffit à démontrer que ce type de contamination existait.

Substituts du tabac

Les cigarettiers ont souvent utilisé des composants végétaux différents du tabac, et ce pour des raisons diverses. En temps de guerre, la raréfaction du tabac a poussé les gens à se tourner vers des substituts. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont essayé des dizaines de solutions de rechange, de la laitue séchée et de la chicorée aux soies de maïs et aux feuilles de cerisier. Avant la guerre, déjà, les Français appréciaient les cigarettes et cigares faits de feuilles et de fèves de cacao. Les enfants sud-américains fumaient un peu toutes les herbes feuillues qu'ils pouvaient trouver et les appelaient « tabac des lapins ». Les substituts au tabac ont servi à économiser sur les coûts de fabrication, mais on espérait aussi que des substances inertes abaisseraient les teneurs en goudron et en nicotine mesurées par les machines. En 1964, des chercheurs du Roswell Park Institute de Buffalo, dans l'État de New York, ont mené une expérience avec des cigarettes à base de chou et découvert après avoir testé 110 000 d'entre elles que les fumeurs « perdaient pendant plusieurs heures leur envie de fumer du tabac » ; ils ont suggéré qu'il y avait là un moyen éventuel de ralentir la consommation. Le *Wall Street Journal* rapporta que cette variété de cigarette produisait « une odeur comparable à celle du chou qui brûlerait dans une casserole⁽⁷⁷¹⁾ ».

Aux États-Unis, les cigarettes du commerce furent parfois fabriquées à partir de dérivés de plantes jugés impropres à la consommation humaine, comme la soie de maïs, ou d'éléments comestibles bon marché. La première usine de cigarettes de laitue fut construite à Hereford, au Texas, en 1966, et commercialisait des cigarettes Bravo : en mars de cette année-là, les ventes atteignirent 50 000 dollars, mais ne les dépassèrent pas, hormis sur quelques marchés étroitement circonscrits. (En 1967, deux cigarettes sur cent fumées par les étudiants d'Amarillo, au Texas, le marché test de la compagnie, étaient à base de laitue.) Les Triumph, une

autre marque à base de laitue, n'ont pas eu plus de succès lors de leur mise sur le marché en 1969.

Tout au long des années 1960 et 1970, l'intérêt pour ces substituts ne se démentit pourtant pas. Fred G. Bock, à Roswell Park, étudia différentes espèces de plantes pour identifier celles qui, fumées, produiraient le moins de goudrons cancérigènes. La betterave, le pétunia, le chou, le pissenlit, la feuille d'érable, la laitue et le catalpa furent tous examinés. Dans les années 1960, un chercheur rattaché au monopole français de la SEITA communiqua les termes d'un brevet de cigarette sans tabac – la « Santab » – composée de pas-d'âne, de lobélie, de pétales de rose et de cannelle. En France, dans les décennies précédant la Première Guerre mondiale, on fumait des cigares de cacao, comme on l'a dit, et ce même chercheur les décrivait comme « très appréciés des enfants, qui se les procuraient chez le boulanger ou chez les épiciers ». On confectionnait parfois des cigarettes à partir de feuilles d'eucalyptus et des cigarettes en chocolat (à fumer !) furent fabriquées pendant un temps par une usine de Marseille. Quantité d'autres substituts furent proposés : du menthol séché, de la poudre d'aiguilles de pin, des gousses de café, de la pulpe de citron ou de betterave à sucre, des algues sous diverses formes, des gommés ou des pectines de remplissage, un produit du groupe chimique Celanese, le Cytrel, et des substances plus génériques qualifiées d'« élaborées » ou de « garniture à faible teneur en goudron »^[772].

Les fabricants de tabac utilisaient évidemment des substituts, et ce depuis longtemps, pour rogner sur les coûts. Les lois sur les tabacs frelatés existaient depuis le XIX^e siècle, mais la plupart semblent avoir été médiocrement appliquées. L'une des marottes courantes des années 1970 consistait à introduire des matériaux non inflammables dans le cylindre, un peu comme si l'on réduisait les calories dans un volume de crème glacée donné en y injectant de l'air ou un autre remplissage inerte. Les matériaux ajoutés comprenaient du verre volcanique, de la céramique

et divers matériaux argileux et fibres synthétiques. Un certain nombre de firmes britanniques se sont prêtées au jeu : dans son *Smoke Ring*, Peter Taylor indique qu'en 1977 certaines cigarettes britanniques contenaient 25 % de « nouveau matériau fumable » (« *new smoking material* », NSM), un substitut du tabac produit à travers une coentreprise financée à hauteur de 20 millions de livres par Imperial Tobacco et Imperial Chemical Industries. En 1977, des milliers de tonnes de NSM entrèrent dans une dizaine de marques nouvelles, mais aucune d'elles n'obtint de succès à long terme malgré un énorme battage publicitaire. Selon la formule de Taylor, les substituts au tabac non inflammables furent un « fiasco monumental ». Les fabricants de tabac avaient espéré que le NSM serait perçu comme un moyen de rendre la cigarette « plus sûre », mais le Britain's Health Education Council [Conseil de l'éducation sanitaire britannique] tourna le procédé en ridicule, en le comparant à sauter du trente-sixième étage d'un immeuble au lieu du trente-neuvième^[773].

Un « jus d'éléphant » bien imprudent

Les additifs évoqués ici ne constituent qu'une infime partie de ceux utilisés par l'industrie, et une partie plus petite encore de ceux dont l'emploi a été envisagé. Les archives révèlent plusieurs idées qui paraîtront sinistres à ceux qui ne travaillent pas pour les laboratoires du tabac. Dans les années 1970, alors que beaucoup de gens imaginaient une possible légalisation de la marijuana, l'industrie explora l'emploi de « superaddictifs » dans le tabac (et peut-être dans la marijuana) : toujours en 1977, des scientifiques de British American Tobacco songèrent à pimenter leurs cigarettes d'étorphine, un narcotique « 10 000 fois plus addictif que la morphine », appelé « jus d'éléphant » parce qu'il était employé pour immobiliser ces pachydermes^[774]. L'idée paraît aujourd'hui

saugrenue, mais elle n'est peut-être pas si surprenante, sachant les longs antécédents du secteur dans l'ajout de substances destinées à influencer la vitesse de combustion, la taille des particules de fumée, la force de la nicotine, et même la blancheur du papier ou la couleur et l'intégrité de la cendre. Certaines compagnies, sachant que beaucoup de femmes fumaient pour maîtriser leur poids, sont allées jusqu'à ajouter des coupe-faim.

Les archives révèlent aussi que les fabricants ont parfois ajouté des substances à l'aveuglette, sans la moindre idée de leur composition. Dans les années 1960, British American Tobacco pressa un fournisseur, le laboratoire pharmaceutique Sandoz, de lui transmettre la composition chimique du YOMARON qu'elle utilisait depuis dix ans (!) pour blanchir le papier de ses cigarettes. (Sandoz finit par préciser qu'il s'agissait d'un « dérivé d'acide diaminostilbène contenant des groupes de triazine ».) BAT considéra que le rapport de Sandoz « exonérait » ce composant de tout risque, alors que les données scientifiques concernaient exclusivement l'ingestion. En outre, on trouve cette mention de BAT : « nous ne sav[i]ons toujours pas ce qui se pass[ait] lors de la combustion ». La compagnie continua d'utiliser cet agent blanchissant plusieurs années avant de décider (en 1967) qu'il vaudrait mieux utiliser des « additifs plus acceptables »⁽¹⁷⁷⁵⁾.

La sécurité a toujours été le parent pauvre du commerce de la cigarette, et les archives nous apprennent qu'un des réflexes était de supposer que le long historique d'emploi d'un composant justifiait qu'on continue. En 1967, BAT donna le feu vert au maintien du beurre de cacao (sous le nom de code CELMOE) en invoquant ce motif. Le dosage a parfois été pris en considération, comme lorsque BAT justifia son ajout de ZAMPAR, un aldéhyde fourni par International Flavours and Fragrances : « Il n'y a aucune raison de ne pas utiliser de Zampar à un taux d'application de une once par mille livres de tabac haché », sachant qu'il faut 18,5 g de cette substance par kilogramme pour tuer la

moitié des rats exposés. (Le mélange entre système impérial britannique et système métrique figure dans l'original.) Autre suggestion plus prudente, peut-être, celle consistant à ajouter un composant, le Ketonarome (ou 1-méthyl-cyclopenta-2,3-dione), « au niveau le plus faible possible », étant donné les preuves de ciliatotoxicité de structures dicarbonylées similaires. On utilisa également de la formaldéhyde (sous forme de pâtes d'amidon, pour prévenir les moisissures), « en dernier recours uniquement » parce que ce composant était « physiologiquement actif ». Dans la plupart des cas, la philosophie semble avoir été celle-ci : partons du principe que c'est sans danger, jusqu'à preuve du contraire. En 1967, ce fut l'approche adoptée par les fabricants australiens qui avaient demandé à utiliser deux agents aromatisants pour lesquels BAT avait recommandé des seuils de sécurité. La question était de savoir s'il fallait s'inquiéter d'effets de synergie et Sydney J. Green, chez BAT, répondit qu'en l'absence d'autres informations on ne pouvait supposer aucune interaction⁽⁷⁷⁶⁾. Je ne sais quel nom donner à cette violation du « principe de précaution » (mise en danger de la vie d'autrui par négligence ?), mais dans le monde cigarettier, c'est apparemment la marche ordinaire des choses.

Certains additifs ont été proscrits par le législateur à l'échelon national. Le diéthylène glycol est interdit dans les cigarettes vendues en Australie, et la coumarine proscrite en Allemagne. L'hydrazide maléique a été interdit en Rhodésie dans les années 1960, comme déjà indiqué. Dans les années 1950, les fabricants britanniques n'ont plus eu le droit d'ajouter des édulcorants ou des humectants au tabac, mais ils pouvaient ajouter des épices dissoutes dans du rhum (pour améliorer l'odeur) et de l'acide acétique (pour réduire la moisissure). Un certain nombre de pays défendirent l'emploi de la feuille de tabac ammoniacuée à des fins de *freebasing*, et des interdictions pèsent aujourd'hui sur les produits du tabac dans différentes parties du monde.

Dans la plupart des régions du globe, toutefois, il existe peu de

restrictions sur ce qu'on peut mettre ou non dans la cigarette. Les États-Unis ont été historiquement assez laxistes en la matière – on pourrait même dire profondément négligents. Avant 2009, aucun texte ne réglementait ce qui pouvait légalement être ajouté au tabac, hormis ceux concernant les substances (déjà) réglementées comme les opiacés ou les barbituriques. L'industrie du tabac a pour politique déclarée de n'utiliser que des additifs approuvés pour un usage alimentaire et « généralement reconnus comme sûrs^[777] », mais il s'agit d'un code implicite, pratiqué sur une base purement volontaire, sans fondement juridique, et qui pâtit de la confusion entre l'ingestion et l'inhalation des produits de combustion. Les fabricants d'aliments pour chiens sont plus prudents et plus respectueux. Si les fabricants de cigarettes décidaient de recourir à des ingrédients issus de selles humaines ou de poils de rongeur, quelle loi pourrait les en empêcher ? Les fumeurs sont peu susceptibles de savoir ce qui entre dans la composition des cigarettes et risqueraient fort d'être surpris de découvrir la vérité.

La fumée radioactive

« Three Mile Marlboro^{150} » et le géant endormi

« [Publier nos recherches sur le polonium] risque de réveiller un géant endormi. Le sujet traîne en longueur [...] et selon moi nous n'avons aucun intérêt à produire des faits. »

Paul A. EICHORN, *directeur de la planification technique*, à Robert B. Seligman, *vice-président de la recherche et du développement*, Philip Morris, 1978.

Certains composants de la cigarette sont étonnamment méconnus, ou plutôt ils sont connus, médiatisés, un temps, puis oubliés au gré des cycles de l'attention et de l'oubli des médias. La radioactivité en est un parfait exemple : aujourd'hui, peu de gens ont conscience que les cigarettes contiennent des isotopes radioactifs mortels : fumer est l'une des principales voies d'exposition à des radiations cancérigènes. Le fait est remarquable et peu connu en dehors des laboratoires privés des compagnies^{778}.

En réalité, on a identifié des isotopes radioactifs dans la fumée dès 1953. Cette année-là, D. K. Mulvany a présenté la première preuve en ce sens dans une lettre, publiée par la revue médicale britannique *Lancet*,

dans laquelle il soulevait la possibilité que du potassium 40 radioactif présent dans la fumée de cigarette, soit responsable de la recrudescence des cancers du poumon. Mulvany indiquait avoir découvert deux fois plus de potassium dans ladite fumée que dans l'atmosphère et en concluait que, même si ce dosage était infime, c'était néanmoins « le seul élément radioactif naturel qui accédait non seulement aux cytoplasmes de la cellule, mais aussi au noyau proprement dit », c'est-à-dire là où naissent les cancers, croyait-on alors. Peu après, Richard Doll reprit le raisonnement en émettant l'hypothèse que le potassium radioactif pouvait être responsable de l'épidémie de cancer des fumeurs. V. C. Runeckles, d'Imperial Tobacco Canada, aborda cette question dans un article de 1961 pour *Nature*, où il concluait que les quantités inhalées étaient bien plus faibles que celles ingérées dans les aliments et que les poumons auraient vite fait de les expulser. L'idée fut cependant jugée assez intéressante pour qu'en 1959 des bibliothécaires travaillant pour des fabricants de tabac anglais cataloguent la radioactivité dans les « propriétés physiques du tabac & de la fumée de tabac ». Aux États-Unis, le TIRC mit sur pied un programme d'exploration des « traces de métaux et de radioactivité » dans la fumée – c'est du moins ce qu'a prétendu son directeur exécutif, Willson T. Hoyt, en réponse à un chercheur de l'université du Tennessee qui se demandait si du thorium radioactif, utilisé dans les pierres à briquet, ne pouvait pas se frayer un chemin jusque dans les poumons des fumeurs^[779].

Les vanes ne s'ouvrirent véritablement qu'en 1964, lorsque deux universitaires de la faculté de santé publique de l'université Harvard identifièrent du polonium 210, un puissant émetteur de rayonnement alpha, dans la fumée de cigarette. Les quantités mesurées étaient limitées – à peu près 0,04 picocuries^[151] par unité –, mais cet élément était connu pour ses propriétés radioactives. Dès lors, la question évidente était celle-ci : était-ce la raison pour laquelle fumer provoque le cancer ? La chronologie des événements attisa le débat, car l'article de Radford et

Hunt parut dans le magazine *Science* le 17 janvier 1964, six jours seulement après la conférence de presse accompagnant le rapport du ministre de la Santé des États-Unis^[780].

Points chauds

Au cours des années suivantes, l'article de Radford et Hunt suscita une vague d'activité scientifique : des chercheurs extérieurs à l'industrie confirmèrent ces découvertes, tandis que des fabricants nerveux menaient discrètement leurs propres recherches. À ce stade le schéma était rodé. En public, l'industrie écartait tout danger de cet ordre en parlant des dernières « instrumentalisations de la peur » déployées contre elle^[781]. En privé, elle se lançait dans une série de tentatives visant à mesurer la radioactivité des cigarettes, et mettre au point des filtres et d'autres méthodes susceptibles d'empêcher les agents cancérologènes d'atteindre les poumons. Si cette partie de l'histoire n'a rien pour nous surprendre, le plus remarquable tient aux stratagèmes utilisés pour banaliser le danger et au fait que les compagnies aient renoncé en fin de compte à tous leurs efforts pour pallier la menace du polonium 210. Elles ont jugé que le peu d'inquiétude de l'opinion ne valait pas la dépense.

Brianna Rego a montré, dans son analyse historique de cet épisode, que, si les mesures de Radford et Hunt ont vite été confirmées, les chercheurs de l'industrie les ont vérifiées en usant de méthodes qui produisaient des valeurs bien plus basses, ce qui était assez commode. Après tout, les deux auteurs de l'article soulignaient que, si l'exposition totale des poumons n'atteignait en moyenne que 36 rems environ (sur une vie entière de tabagisme), les mesures les plus alarmantes concernaient les radiations accumulées dans certaines régions des poumons, notamment les bronches segmentaires, créant ainsi des « points chauds » au potentiel de nocivité très supérieur. Radford et Hunt mesurèrent la

radioactivité de ces points chauds et constatèrent que les tissus des bronches segmentaires pouvaient recevoir jusqu'à 1 000 rems sur une période de vingt-cinq ans – dose sensiblement plus élevée que celle révélée dans les moyennes des poumons examinés globalement. (Le rem étant une unité de mesure par masse de tissu exposée, la radioactivité concentrée de façon inégale dans des zones minuscules peut donner lieu à des degrés d'exposition d'une hauteur disproportionnée, les « points chauds ».) L'industrie tenta clairement de minimiser les effets mesurés en ne calculant que l'exposition pulmonaire totale^[782]. Les deux méthodes étaient correctes d'un point de vue technique, mais celle du cartel était trompeuse – c'est un peu comme si l'on avait dit : « Se faire tirer dessus n'a rien de bien méchant, car la force de la balle, répartie sur l'ensemble du corps, est négligeable. » À cet égard, les rayonnements alpha sont comme une balle, ils ne touchent qu'une petite partie du corps, mais avec des conséquences sur l'organisme entier. Les isotopes se logent dans certains emplacements précis des poumons où ils déclenchent une mutation cellulaire des tissus. Calculer l'exposition sur la base de dosages portant sur la totalité des poumons tout en prenant soin d'ignorer ces points chauds était trompeur et ne rendait donc pas compte de toute la puissance létale du tabagisme.

Il y a plus gênant encore que cette tromperie sur le dosage : des décennies durant, l'industrie a fait des recherches sur le polonium 210 présent dans les cigarettes, sans jamais prévenir le public d'un éventuel danger ; elle a travaillé d'arrache-pied pour comprendre comment ce polonium 210 pouvait se retrouver dans la fumée, explorant les voies par lesquelles il pénétrait dans le plant de tabac, son comportement chimique lors de la combustion de la cigarette, son mode de sédimentation dans l'organisme et les méthodes possibles pour l'en éliminer.

L'une des premières découvertes concerna la variation des niveaux de radioactivité du tabac selon la région du monde où il était cultivé. La feuille de Caroline du Nord en affichait à peu près trois fois plus que celle

du Maryland, et le tabac produit aux États-Unis se révélait deux fois plus radioactif que celui de Nouvelle-Zélande. On estimait que ces variables tenaient au sol et aux méthodes de culture, à l'environnement ou au processus de séchage. Les retombées des essais nucléaires furent l'un des premiers suspects, mais des expériences exposant les plants à de forts niveaux de radon en serre montrèrent que c'était peu plausible. T. C. Tso et ses collègues de l'USDA (département américain de l'Agriculture) comprirent peu après que le polonium 210 provenait sans doute des engrais « superphosphate » régulièrement appliqués aux plants (les superphosphates contenant de forts niveaux d'uranium à l'état naturel)^[783]. Les cultivateurs utilisent les phosphates pour abaisser la concentration d'azote dans la feuille. L'azote influence le goût, mais augmente aussi la concentration de nitrates dans les feuilles, ce qui produit des nitrosamines et d'autres poisons au stade de la combustion. Des chercheurs avanceraient plus tard que le tabac cultivé dans des pays comme l'Inde, l'Indonésie et la Turquie présentait des concentrations de polonium radioactif plus faibles parce que les cultivateurs utilisaient des engrais organiques, et non les phosphates riches en uranium qu'on leur préférait en Amérique^[784].

La réaction du secteur diffère sensiblement de celles qu'il avait eues après les expériences sur les souris badigeonnées de goudron de Wynder, en 1953, ou le rapport du ministre de la Santé de 1964. Les deux mises en cause précédentes avaient été accompagnées d'une vaste publicité, mais la réaction du public au polonium 210 fut relativement modérée. Philip Morris affecta un de ses radiochimistes à l'étude de la question, ce qui aboutit au rapport de Gonzalo Segura, à la tête du comité Isotopes de l'entreprise depuis 1959, concluant que le polonium 210 pouvait en effet être cause de cancer si les dosages étaient suffisamment élevés. En 1964, il conseilla à la compagnie de « prendre les devants par rapport à toute publicité négative et de se placer en position de la contrer chaque fois que nécessaire » ; et, suggérait-il,

puisque c'était apparemment à travers la désintégration du plomb 210 que le polonium 210 entr[ait] dans le tabac, la solution pouvait être de « charger le sol en plomb 206 non radioactif », afin de réduire l'absorption de plomb 210^{785}.

L'industrie essaya aussi de tenir à l'écart les recherches gênantes. En 1967, John E. Noakes, des universités associées d'Oak Ridge, déposa au Conseil de la recherche du tabac (CTR) un dossier de financement pour une étude du polonium 210 et il avait beau impressionner l'industrie (« il sait de quoi il parle »), avoir un programme bien pensé et « des moyens relativement simples et peu coûteux pour réduire » le polonium 210 dans les cigarettes (en adoptant des engrais pauvres en uranium), sa proposition fut rejetée. Le CTR n'avait pas pour vocation d'explorer des faits potentiellement gênants et le polonium 210 était un sujet manifestement trop épineux à traiter, en public du moins^{786}.

En privé, les compagnies développaient un certain nombre de méthodes pour contrôler et manipuler la radioactivité de la fumée. Changer d'engrais constituait une solution évidente, mais American Tobacco tenta aussi de mettre au point des filtres qui réduisaient en partie le polonium 210 (projet PTT-A68-A), tandis que Philip Morris explorait la possibilité de laver les feuilles de tabac pour les rendre moins radioactives. En 1974, Edward Martell, radiochimiste du Centre national de recherches sur l'atmosphère de Boulder, dans le Colorado, suggéra une autre voie d'entrée du polonium 210 dans la cigarette : si lui aussi pensait que les engrais à base de phosphate étaient la source majeure de contamination, il rejetait la thèse selon laquelle le polonium 210 était absorbé par les racines. Sa proposition : du plomb radioactif 210 (présent dans l'engrais) se transmettait à la feuille sous forme de « retombée » à travers une désintégration en chaîne de l'uranium 238 en radium 222 ; le plomb 210 était ensuite inhalé lors de la combustion de la cigarette. C'était seulement à ce stade, après s'être logé dans les poumons du fumeur, que le plomb se désintégrait en polonium 210^{787}.

Autre aspect crucial pour l'analyse de Martell, le plomb 210 formé par désintégration des bâtonnets de radium se fixait à la feuille de tabac en se rattachant à ces micropoils collants qu'on appelle « trichomes » et qui en tapissent la surface. Et c'est ainsi que les trichomes radioactifs sont incorporés dans les cigarettes roulées. La théorie de Martell ouvrait la possibilité de laver les feuilles de tabac avant leur transformation, pour empêcher les trichomes radioactifs de se retrouver dans le produit fini. Un certain nombre de compagnies explorèrent une telle possibilité et, en 1980, Stauffer Chemical obtint un brevet pour un procédé de lavage. Les fabricants de tabac étaient séduits par cette perspective – des expériences semblaient réduire sensiblement les quantités de polonium 210 –, fondant l'espoir de pouvoir contrer par de telles méthodes une éventuelle publicité négative. L'Amérique venait de subir son plus grave accident nucléaire, en mars 1979 – la fonte partielle du cœur d'un réacteur de la centrale de Three Mile Island, en Pennsylvanie – et l'industrie ne voulait pas avoir à affronter un « Three Mile Marlboro »^{788}.

Aucun avantage commercial

Dans les années 1980, un certain nombre de méthodes avaient déjà été mises au point pour empêcher le polonium 210 de pénétrer dans le tabac :

- en changeant d'engrais. T. C. Tso, à l'USDA, avait montré que le choix de l'engrais influait sur le contenu en polonium 210 et qu'on parviendrait à en diminuer drastiquement la quantité en employant des engrais pauvres en uranium naturel ;
- en n'incluant dans le mélange que des variétés de tabac pauvres en polonium 210. Dès 1965, Philip Morris envisagea de sélectionner des tabacs « en s'assurant que ceux-ci ne présentaient pas de

- teneurs élevées en polonium 210⁽⁷⁸⁹⁾ » ;
- en créant des plants de tabac dépourvus de ces trichomes collants auxquels le plomb et le polonium 210 radioactifs adhéraient. Tso avait ainsi pu créer une variété de tabac « sans glandes » à la station de recherches sur le tabac de l'USDA, à Oxford, en Caroline du Nord, et avait découvert qu'elle générerait un condensat de fumée intégrale « avec une réduction de 20 % de la teneur en Po 210 soluble [...] indicative d'une faculté de rétention de radioactivité par dépôt aérosol inférieure, de la part de la feuille, en raison de la nature moins adhérente de ces feuilles sans glandes⁽⁷⁹⁰⁾ » ;
 - en lavant les feuilles de tabac avant transformation. En 1980, un brevet fut déposé pour ce procédé, qui comprenait le lavage des feuilles de tabac avec une solution diluée d'acide et de peroxyde d'hydrogène.

Apparemment, aucune de ces méthodes ne fut jamais intégrée à la production commerciale. Chez R. J. Reynolds, l'« expert attiré sur le polonium 210 », Charles W. Nystrom, rejeta la procédure de lavage des trichomes au motif que cela ne présentait « aucun avantage commercial ». Philip Morris jugea le lavage trop onéreux – et, à un certain stade, se soucia même de la « méthode correcte de traitement » des déchets radioactifs qui en résulteraient. (Apparemment, mieux valait laisser les fumeurs les fumer.) D'autres méthodes furent rejetées pour leur inefficacité – l'emploi de filtres en résine à échange d'ions, par exemple. Les compagnies ont aussi pu craindre que le lavage à l'acide ne modifiât l'équilibre acidobasique de la fumée, affectant les propriétés pharmacologiques de la nicotine. On discuta de tout cela à huis clos ; en réalité, comme le montre Rego, la caractéristique principale de la réponse publique de l'industrie fut le silence. Chez Reynolds, en 1982, Alan Rodgman nota que, la question du polonium 210 s'étant déjà « présentée et effacée » à plusieurs reprises, la compagnie ne devait pas la prendre trop au sérieux. Le public l'avait déjà oubliée dans le passé ; il l'oublierait

sans doute à nouveau⁽⁷⁹¹⁾.

Par la suite, le secteur décida sciemment de ne même pas mesurer ce polonium 210, en totale adéquation avec l'adage de Wakeham : « On ne peut être critiqué pour ce qu'on ne sait pas. » Et là, il semble que, grâce à une habile répartition des tâches et en gardant le silence, la connaissance du « problème » polonium 210 se soit estompée, même au sein des compagnies. En 1982, quand Thomas Winters et Joseph Difranza, de l'université du Massachusetts, relancèrent la question avec une lettre au *New England Journal of Medicine* – en assimilant un demi-paquet par jour à trois cents radios du thorax –, le directeur des opérations sur le terrain de Brown & Williamson fut choqué : « Notre département de R & D va adorer⁽⁷⁹²⁾ ! » Comme si ce dernier n'avait pas déjà été au courant. Des chercheurs de l'industrie suivaient la question depuis des années, mais il semble qu'on ait fait peu d'efforts pour en informer les employés d'autres départements. En 1985, quand Miriam Adams, du département des relations publiques de Reynolds, reçut une demande à ce sujet, elle dut signaler qu'elle n'avait « aucune information archivée » à fournir à son correspondant⁽⁷⁹³⁾.

La présence d'éléments radioactifs dans la fumée n'était manifestement pas une réalité que les compagnies avaient envie d'approfondir. Winters et Difranza évoquent des centaines de lettres de fumeurs qui ont arrêté après avoir appris la chose, et les compagnies redoutaient de « perdre quantité de clients » si on attirait l'attention sur le sujet. Elles ne voulaient pas affirmer que c'était sans danger, mais elles ne voulaient pas non plus attirer l'attention sur le problème en critiquant ces travaux scientifiques. Nous en avons un indice formel : une note écrite de 1978, quand on débattait chez Philip Morris pour savoir s'il fallait s'engager dans une critique publique du travail de Martell préparée par des chercheurs de la compagnie. Paul A. Eichorn, directeur de la planification technique du groupe, décida que le risque n'en valait pas l'hypothétique bénéfice. Il rédigea une note à l'intention du vice-président de la recherche et du

développement, Robert B. Seligman, pour l'avertir du danger qu'il y aurait à « réveiller un géant endormi ». La critique préparée par l'industrie, originellement destinée à *Science*, fut classée et oubliée^[794].

Les cycles de l'attention et de l'oubli

Il est difficile, voire impossible, de calculer combien il y aurait eu de morts en moins si l'on avait retiré le polonium 210 des cigarettes. En réalité, nous ne savons pas quelle est la part des cancers du fumeur causée par la radioactivité. Elle pourrait s'élever à 10 % ; elle pourrait aussi se limiter à 1 %. Pour les seuls États-Unis, 10 % équivaldrait à 16 000 vies par an, en ne comptant que les décès par cancer du poumon ; et 1 % correspondrait encore à 1 600 vies. Le fait est que l'industrie n'en a tenu aucun compte, ou du moins pas assez pour que cela menace la marche normale des affaires. Aujourd'hui encore, ces compagnies semblent s'en moquer, du moins si l'on mesure leurs intentions à leurs actions. Les cigarettes vendues sur le marché restent radioactives.

Ce qui est également remarquable en ce domaine, ce sont les cycles récurrents de l'attention et de l'oubli. Il semble qu'à chaque décennie on redécouvre le polonium 210, qu'on médiatise de nouveau l'affaire avant de l'oublier une fois encore. Pourquoi cette alternance cyclique de redécouvertes et d'oublis ?

La raison principale, selon moi, en est que la radioactivité de la cigarette tombe dans une sorte de « béance idéologique » ou de « puits de désintérêt ». L'affaire ne trouve jamais de résonance politique parce que personne ne semble réussir à la relier à des problématiques plus familières. Pour l'industrie, évidemment, toute la thématique relève de l'anathème, son silence n'est donc guère surprenant. Les groupes antinucléaires ont toujours volontiers fait de l'agit-prop contre la

radioactivité, mais le rayonnement naturel du tabac ou d'autres denrées (on songe ici au radon ou à la radioactivité naturelle des noix du Brésil) semble avoir été considéré comme une diversion par rapport au nucléaire artificiel – notamment celui des armes atomiques et des centrales, mais aussi des rayons X et de l'exposition au rayonnement chez certains travailleurs des mines. Les dangers du tabac ont souvent servi à banaliser les dangers sur le lieu de travail ou les produits polluants de l'environnement, ce qui a pu conduire les experts de la santé du travail à se désintéresser de la mortalité liée au tabac.

Les militants de la santé publique portent aussi des œillères. Les activistes antitabac ne se sont jamais intéressés à la *manière* dont fumer tue. En réalité, ils ont eu tendance à considérer les recherches sur les mécanismes cancérogènes comme autant de diversions par rapport au fait brut de la létalité tabagique. C'est pourquoi l'histoire du polonium 210 n'a jamais bénéficié que d'une attention passive de la part des groupements professionnels dont on aurait pu attendre qu'ils s'emparent de cette question. La radioactivité des cigarettes fait régulièrement l'objet de révélations, mais retombe rapidement dans le silence du sommeil. Le savoir s'évapore ; l'ignorance reprend le dessus.

Espions russes et mises en garde contre les radiations

J'ai récemment été impliqué dans l'un de ces cycles de découverte et d'oubli, lorsque le polonium 210 a de nouveau fait la une sous un angle assez inédit. En novembre 2006, j'ai été intrigué de lire dans la presse qu'Alexandre V. Litvinenko, ancien agent du KGB, était décédé d'un empoisonnement fatal causé par ce même isotope de polonium 210. Cette fois, pourtant, j'ai été surpris de ne lire aucune allusion au tabac. J'ai publié à ce sujet dans le *New York Times* une tribune libre qui a provoqué un regain d'intérêt, suivie d'une nouvelle et rapide perte de

mémoire. Réagissant à cet empoisonnement, les autorités britanniques de la santé publique ont remarqué que cet isotope ne faisait courir « aucun danger à la population », ce qui est évidemment faux. Les fumeurs en inhalent tous les jours, comme tous ceux qui respirent la fumée des autres. Cette omission est peut-être compréhensible : si le tabac tue six millions de personnes par an, importe-t-il vraiment de savoir lequel de ses composés en est responsable ? Les fabricants n'ont jamais eu l'obligation de rendre leurs cigarettes moins mortelles, ce qui changera un jour, on peut l'espérer. Monique Muggli, de la clinique Mayo du Minnesota, et ses collègues ont proposé d'imposer des mises en garde contre les radiations sur tous les paquets. C'est une excellente suggestion, mais le fait est qu'une action bien plus décisive est indispensable⁽⁷⁹⁵⁾.

Le curieux commerce du mégot – et le joker du dérèglement climatique

« Les pentes de la vallée de Kunati, près du mont Kenya, sont désormais complètement à nu [...] leur ancien manteau arboré a été coupé pour servir de combustible au séchage du tabac. »

« *Le tabac épuise les terres vivrières* », Smoke Signals, 1982.

La scène finale de *Destination... Lune !*, d'Irving Pichel (1950), montre un équipage d'astronautes américains confrontés à une situation de vie ou de mort. Leur vaisseau spatial est parvenu à se poser sur la Lune, mais à la suite d'une erreur de navigation il a consommé trop de carburant. Les voyageurs ne pourront pas regagner la Terre sans se délester. L'équipage inspecte tous les moyens d'alléger l'appareil : on évacue une échelle, des clés à molette, des vêtements et à peu près tout ce qui n'est pas absolument essentiel. Le leitmotiv, c'est le sacrifice. Seul un dépouillement intelligent et drastique leur évite d'abandonner l'un des leurs.

Pour nous, sur Terre, le temps viendra peut-être – si tel n'est pas déjà le cas – où nous serons contraints de réfléchir aux éléments de notre mode de vie consumériste dont nous pouvons nous passer. Les gens fortunés de la planète vivent désormais dans un monde non durable,

d'excès injustifié, où un journal peut compter cent pages de publicité en couleurs, où un gazon chimique pousse sur des pelouses inutiles, où l'on boit de l'eau dans des bouteilles et des gobelets jetables en plastique. On ne parle que d'efficacité énergétique et de combustibles alternatifs, mais étonnamment on a tenté bien peu de choses pour brider efficacement ces excès et réduire ces déchets, ou même pour ralentir le rythme auquel on épuise des réserves de carburants non renouvelables.

Où le tabac figure-t-il dans cette équation ? En quoi la cigarette est-elle compatible avec un environnement durable et quelle est sa contribution à la pollution mondiale, à l'utilisation des ressources de la planète et au changement climatique ?

Un million de tonnes de déchets toxiques

Nous avons tendance à les considérer comme faisant partie de l'ordre des choses, mais les cigarettes sont en réalité une des principales sources de déchets toxiques dans le monde. Et comme elles ont presque toutes des filtres, cela signifie qu'on jette près de 6 000 milliards de mégots chaque année. Si chaque cigarette pèse un gramme et que le mégot en représente le sixième, cela représente *un million de tonnes* de déchets plastifiés d'acétate de cellulose, imprégnés de nicotine, dont la majeure partie est jetée par terre. C'est un tas d'ordures non négligeable... C'est aussi une masse considérable de déchets toxiques. Les mégots contiennent du benzène, de la nicotine, du cadmium et des dizaines d'autres poisons dont personne n'a envie dans son environnement.

Tous les mégots ne sortent pas du cycle de consommation. En particulier dans les régions les plus pauvres du monde et dans les périodes les plus misérables de l'histoire, il arrive souvent qu'on récupère les mégots qui ont été jetés, qu'on les reroule et qu'on les refume. Au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les

Allemands ramassaient les mégots et les entortillaient pour se confectionner des cigarettes – d'ordinaire, cinq ou six mégots suffisaient. Cette pratique a même été commercialisée. En Indonésie, on ramasse parfois les mégots par terre pour les renvoyer en usine où ils sont recyclés sous forme de « nouvelles » cigarettes. Mais leur sort le plus courant consiste à rester là où ils ont été jetés, jusqu'à ce qu'ils soient emportés par la pluie, mangés par les oiseaux ou récupérés par les éboueurs. Leur quantité est telle qu'ils constituent souvent la forme de déchet la plus courante, mesurée en unités. Rien qu'aux États-Unis, on estime que 68 000 t de restes de cigarettes sont jetés tous les ans, sans compter les paquets et la cellophane. Même Philip Morris, dans le cadre du Programme de prévention des déchets de cigarettes financé par la compagnie, admet que les mégots de cigarettes représentent le tiers de tous les déchets des États-Unis, toujours en unités. Et tandis qu'à l'époque antérieure à l'apparition du filtre ces résidus se dégradait assez vite ou étaient refumés, l'emploi de plastifiants dans les variétés plus récentes les a rendus plus durables. Résultat : les filtres et leurs poisons ajoutés sont un trait omniprésent de la civilisation moderne : ils souillent les trottoirs, les égouts et les urinoirs, et pratiquement tous les endroits que fréquentent les fumeurs. Les mégots finissent sur les plages et dans les cours d'eau, où ils libèrent des toxines au fur et à mesure de leur détérioration.

Quel est leur degré de toxicité ?

Les spécialistes de l'environnement ont mis au point des techniques de mesure de la pollution des plans d'eau en se servant d'organismes dont les réactions aux polluants sont prévisibles. L'une des méthodes courantes consiste à utiliser *Daphnia magna*, une puce d'eau, minuscule crustacé sensible à une vaste gamme de toxines et maillon vital dans la chaîne alimentaire aquatique. *Daphnia magna* mange des algues et est à son tour mangé par toute une variété de poissons. On peut donc mesurer le degré de pollution d'un lac ou d'un cours d'eau en se posant la question

suivante : à quel point un plan d'eau doit-il être sale pour que la moitié de ses *Daphnia magna* meurent ? Ce style de tests d'« effluents entiers » fournit des mesures utiles du degré de pollution d'une étendue d'eau sans qu'on doive procéder à des vérifications longues et coûteuses de chaque agent contaminant.

Les mégots ne ressortent pas de ces tests à leur avantage. Certes, la fumée est toxique et elle tue. Il n'est donc guère surprenant que les mégots puissent contaminer l'eau. Des expériences ont montré qu'un seul « filtre » usagé placé dans huit litres d'eau tue la moitié des *Daphnia* qui y vivent. Et les mégots parviennent même à tuer les poissons. Richard Gersberg, de l'université d'État de San Diego, a montré qu'un mégot usagé jeté dans un litre d'eau tue la moitié des poissons d'eau douce (des « ménés à tête de boule », *Pimephales promelas*) ou d'eau de mer (des « capucettes barrées », *Atherinops affinis*) qui y sont exposés. Il a fait une démonstration plus surprenante encore, où l'on voit que des filtres de cigarettes non fumées peuvent tuer. On pourrait croire que des filtres tout juste sortis du paquet sont inertes, mais ils sont eux-mêmes souvent imbibés d'humectants, d'agents de saveur, de plastifiants et d'autres composants susceptibles de s'infiltrer dans la nappe phréatique (sans parler des dépôts laissés sur les lèvres et les poumons du fumeur). Gersberg a ainsi montré que seize filtres non usagés placés dans un litre d'eau libéraient assez de toxines pour tuer des poissons^{796}.

Tout cela n'est pas dénué d'ironie, dans la mesure où l'augmentation du volume de déchets de cigarettes jetés sur la voie publique résulte en partie du succès des efforts déployés pour empêcher de fumer dans les lieux clos. Et l'une des raisons qui expliquent que les non-fumeurs qui habitent une grande ville comme New York aient autant de *cotinine*, un métabolite de la nicotine, dans le sang que les fumeurs. La cotinine est le marqueur biologique de la nicotine le plus accessible, et si les New-Yorkais en présentent un taux aussi élevé dans leur sang, c'est en partie dû à leur exposition à la fumée ambiante extérieure. Ce n'est pas moins

vrai pour d'autres régions de la planète. Dans des métropoles européennes comme Vienne où l'on fume dehors dans la plupart des lieux, les non-fumeurs qui fréquentent les terrasses des cafés doivent présenter des niveaux sanguins élevés de toxines du tabac.

Un certain nombre de collectivités ont commencé de s'organiser pour lutter contre les déchets des cigarettes. En Californie, Tom Novotny, à l'université d'État de San Diego, a créé le Cigarette Butt Advisory Committee [Comité consultatif du mégot] et le Cigarette Butt Pollution Project [projet Pollution Mégot], dans le but de réduire le volume de déchets toxiques provenant des mégots (voir le site Cigwaste.org). Un certain nombre de pays ont entrepris de vigoureuses démarches en ce sens : à Singapour, jetez un mégot par terre, vous pourrez écoper d'une amende de 300 dollars et les semeurs de déchets sont condamnés à aider au nettoyage des rues. À Sydney, en Australie, le mouvement antimégots s'est affirmé très tôt : en 1996, la ville a qualifié les mégots de « concentrés de déchets dangereux » et de « problème environnemental numéro un ». On en jetait chaque année 6,7 milliards dans les rues, estime-t-on, et ils obstruaient les égouts et polluaient les eaux du port. La campagne « Please Bin that Butt » [« Jette-moi ce mégot, STP »] prévoyait une amende de 200 dollars australiens pour quiconque serait surpris en train de polluer de la sorte, et même si cet arrêté municipal est devenu un sujet de plaisanteries, Sydney a ainsi pu résoudre une bonne partie de son problème de déchets⁽⁷⁹⁷⁾.

D'autres solutions ont été proposées. En 2009, le maire de San Francisco, Gavin Newsom, a réclamé une redevance de 33 *cents* par paquet pour couvrir les coûts de ramassage de cigarettes, soit 11 millions de dollars (le texte finalement adopté fixait la redevance à 20 *cents*). D'autres ont suggéré une forme de consigne, comme celles qui figuraient sur les bouteilles des années 1960 et qui eurent pour effet de réduire drastiquement la quantité de déchets de verre et de plastique jetés sur les routes et dans les parcs américains. La consigne appliquée aux bouteilles

contribuait à la fois au ramassage et au recyclage, et il n'y avait aucune raison de considérer que cela ne fonctionnerait pas pour les mégots. Thomas Frieden, à New York, et Kelly Brownell, dans le Connecticut, ont proposé de taxer les boissons sucrées comme un moyen de limiter l'obésité (« en termes de santé publique, une taxe de un *cent* l'once [28,4 g], c'est un coup gagnant^[798] »), et des mesures similaires pourraient contribuer à réduire le tabagisme et les déchets de la cigarette.

L'industrie a proposé ses propres solutions, comme de rendre ses produits biodégradables^[799]. Toutefois, augmenter la biodégradabilité implique généralement de rendre une substance plus vulnérable à l'humidité et à la chaleur, ce qui ne servirait guère à un produit servant avant tout à canaliser des gaz chauds et humides. À cet égard, il ne faut rien espérer d'utile du côté de l'industrie, hormis quelques ajustements mineurs et autres affichages de pure façade. Elle continuera de militer pour une multiplication des cendriers fixes et portatifs (encore un supplément de déchets, pourrait-on dire), mais la solution la plus simple et la plus intelligente serait d'interdire de fumer dans les parcs, les rues des villes et les autres espaces extérieurs où les gens se retrouvent. Il est déjà interdit de fumer le long de 225 km de côtes californiennes, et, dans le futur, nous verrons probablement davantage de zones non-fumeurs.

Les cigarettes et l'environnement durable

Nous n'entendons pas souvent évoquer le tabac en tant que cause du dérèglement climatique de la planète, mais c'est parce que nous avons tendance à ne pas tenir compte de l'économie de la cigarette dans son ensemble : l'abattage des forêts afin de libérer de nouvelles terres arables ou de produire du charbon de bois pour le séchage à l'air chaud, l'épandage de pesticides sur les sols et sur la feuille finie, le séchage à l'air chaud, l'application d'agents chimiques au produit et son transport vers

les usines, le hachage et le roulage de la feuille, le papier et les plastiques utilisés dans la fixation des « filtres », la cellophane et le papier d'aluminium au stade du conditionnement, le carburant consommé pour le transport et les déchets générés par les publicités, l'allumage et la combustion du produit fini par des milliards de fumeurs, les ressources utilisées dans la fabrication des cendriers, des allumettes et des briquets en plastique ou en métal, l'énergie gaspillée à nettoyer les déchets de la cigarette, les incendies que provoquent les mégots jetés par négligence, les radiateurs extérieurs utilisés pour réchauffer les fumeurs qui sortent faire une pause cigarette, et les traitements coûteux des maladies provoquées par la cigarette – tout cela nuit à l'environnement. Dix mille milliards de paquets ont été fumés au cours du xx^e siècle, et si chacun de ces paquets (vides) pèse environ 5 g, cela équivaut à environ 50 milliards de kilos de déchets d'emballage, parmi lesquels du papier, de l'encre, de la cellophane, du papier d'aluminium et de la colle. Entassés, ils pourraient recouvrir la presque île de Manhattan d'une couche de déchets de 25 m d'épaisseur. Des milliers de milliards de pages de publicité en couleurs ont été imprimés dans des journaux et des magazines, des milliards de mètres carrés d'espaces d'affichage occupés, autant de coupons et d'offres envoyés par la poste, etc.

Les fabricants se sont longtemps vantés du rôle central de la cigarette dans l'économie moderne, et du fait qu'elle employait trois millions de personnes rien qu'aux États-Unis, où les cigarettes ont consommé

plus de 18 000 t de cellophane à l'épreuve de l'humidité, plus de 31 000 t de papier d'aluminium, plus de 27 milliards de cartouches, le tout contribuant fortement à l'économie de ces industries et, en retour, à l'économie de l'Amérique. Au total, ce sont environ 1 500 000 entreprises qui sont partie prenante du commerce du tabac, fournissant équipement, matériaux, transport, publicité, et des services de distribution et de commercialisation dans toutes les régions du pays⁽⁸⁰⁰⁾.

Naturellement, dans un monde où l'« économie » se mesure strictement au volume de « biens » consommés, de telles données ont de quoi impressionner. Mais les cigarettes sont en fait un poids qui pèse sur les économies modernes, un siphon de productivité, une cause de pauvreté et d'incapacité de travail, entre autres. Un vaste gaspillage, et qui n'a rien de bénéfique. En revanche, pour le professionnel du tabac qui énumère ces faits, c'est à l'évidence un motif de fierté – ce qui contribue à expliquer pourquoi l'extrait cité ci-dessus a été plagié par au moins quatre autres défenseurs de l'industrie, après sa première apparition en 1968 dans un article de Frank B. Snodgrass pour l'*United States Tobacco Journal*^[801]. Snodgrass n'évoquait là que les États-Unis, mais les chiffres mondiaux sont désormais supérieurs d'un ordre de grandeur. Tous les ans, dans le monde, on fume six millions de tonnes de cigarettes, et c'est compter sans l'emballage, les cartouches et les caisses dans lesquels on les range et les transporte.

Il n'est donc pas surprenant que les cigarettes laissent sur la planète une empreinte carbone de dimension considérable. Le dérèglement climatique mondial a suscité beaucoup d'intérêt envers les comparaisons dites de « cycle de vie », en d'autres termes des comparaisons entre la manière dont les différentes industries contribuent au réchauffement dû à l'effet de serre. Et des modèles complexes ont été développés pour calculer l'impact de ces différents types d'industrie. En 2002, selon des modèles d'« évaluation économique des entrées-sorties du cycle de vie » (EIO/LCA) développés par le Green Design Institute de l'université Carnegie Mellon, l'industrie du tabac américaine, qui pesait 47 milliards de dollars rien qu'aux États-Unis, était responsable de l'émission d'environ 16 millions de tonnes d'équivalents CO₂ par an. Une automobile américaine émet en moyenne 4,4 t de carbone par an (en parcourant 18 000 km), ce qui signifie que si les cigarettes devaient disparaître des États-Unis, l'Amérique en retirerait un bénéfice carbone équivalant au retrait de la circulation de près de 4 millions de

véhicules^[802].

Ce bénéfice serait en réalité sensiblement plus important, car les modélisateurs de l'EIOLCA mesurent l'empreinte carbone d'une industrie (ou d'un produit) uniquement jusqu'aux portes de l'usine. Ils ignorent les émissions pouvant résulter du transport des cigarettes jusque chez les détaillants, ou du trajet des fumeurs qui se rendent en voiture jusqu'au point de vente pour se procurer leur dose. Il y a plus important, toutefois : ce sont les coûts en carbone des soins médicaux requis pour le traitement des maladies provoquées par le tabac. Aux États-Unis, on estime que ces soins de santé représentent une empreinte totale d'environ 550 millions de tonnes de dioxyde de carbone^[803], et comme aux États-Unis environ 5 % de la totalité des soins de santé dérivent du tabac, soit environ 100 milliards de dollars par an, on peut supposer que ce sont à peu près 5 % de la charge de carbone liée aux soins de santé qui pourraient être évités si l'on éliminait le tabagisme. Cela ajoute 28 autres millions de tonnes de carbone au poids des gaz à effet de serre liés à la cigarette. Mais le calcul ne s'arrête pas là.

La fabrication de tabac est une cause importante de déforestation^[804]. En 1991, selon une estimation, le tabac représentait 5,3 millions d'hectares de terres cultivées, ce qui en faisait la première culture non vivrière de la planète. À cette date, il occupait des terres arables qui auraient pu nourrir une population évaluée entre 10 et 20 millions d'individus.

Les cigarettes sont aussi une cause majeure d'incendie, y compris d'incendies de forêt, et un facteur contributif non négligeable aux accidents industriels. Aux États-Unis, le plus important de ces accidents a directement été causé par le tabac : en 1947, on a attribué à une manipulation imprudente de cigarettes l'inflammation de 2 600 tonnes de nitrate d'ammonium à bord d'un navire dans le port de Texas City, au Texas, qui tua 600 personnes et provoqua une explosion si puissante qu'elle précipita la chute de plusieurs avions. Le tabac a provoqué le

crash d'un Iliouchine 18, appareil de fabrication russe, le 24 décembre 1982 à Canton, entraînant la mort de 25 personnes. Et la cigarette a aussi causé l'incendie de la Triangle Shirtwaist Factory, en 1911, qui tua 146 ouvriers new-yorkais de la confection^[805].

Les incendies provoqués par le tabac attirent peu l'attention, mais rien qu'aux États-Unis, entre 1970 et 2000, les incendies ont fait à peu près 4 000 victimes par an, dont le quart avait le tabac pour origine^[806]. C'est d'autant plus tragique qu'il n'est pas difficile de créer des cigarettes à inflammabilité (relativement) réduite : il suffit d'envelopper le cylindre de quelques minuscules bandeaux de papier plus épais ; à moins que le fumeur ne tire activement sur la cigarette, ces bandeaux l'éteignent, évitant ainsi qu'un mégot ne provoque un incendie. Des procédés de ce type ont été brevetés dès les années 1920, mais la négligence du secteur est telle que les cigarettes à inflammabilité réduite ne sont apparues qu'avec le nouveau millénaire. (En réalité, les fabricants ont accentué ce danger en ajoutant des accélérateurs de combustion pour maintenir les cigarettes allumées, et ils se sont même organisés pour que des responsables de la lutte contre les incendies s'opposent à des normes de sécurité plus draconiennes.) L'État de New York a été le premier à imposer des cigarettes à inflammabilité réduite en 2004, et depuis lors d'autres États ont suivi cet exemple. Le fait choquant, c'est que des dizaines de milliers de personnes sont mortes pour rien dans des incendies du tabac, notamment des gens qui se sont endormis avec une cigarette allumée. Ces morts par le feu mériteraient certainement davantage de protestations publiques, s'ils n'étaient pas éclipsés par les décès dus aux maladies cardiaques et au cancer à raison de deux ordres de grandeur.

Une situation gagnant-gagnant

La cigarette contribue fortement à la crise climatique mondiale. Rien

qu'aux États-Unis, son élimination complète générerait l'équivalent en économies carbone d'une amélioration de l'efficacité énergétique de toutes les voitures et de tous les camions en circulation sur le sol américain à raison de plusieurs kilomètres au litre – ou de la conversion de tout le réseau électrique d'un État comme le Massachusetts à l'énergie solaire. Éliminer la cigarette réduirait probablement davantage l'empreinte carbone totale de l'Amérique que ne le permettent actuellement les énergies solaire et éolienne combinées. Cela améliorerait fortement l'état de l'environnement à l'échelle mondiale tout en supprimant la principale cause mondiale de morts évitables. Sauver la planète n'implique pas forcément des sacrifices pénibles et des avancées décisives de la science et de la technologie.

C'est une situation gagnant-gagnant, sachant que la plupart des fumeurs ne prennent pas de plaisir à fumer et préféreraient ne pas fumer. La seule perte réelle, hormis les profits des racketteurs qui débitent ce produit, serait celle des gouvernements dépendants des taxes sur le tabac. Toutefois, quand on comptabilise les coûts réels en termes de santé humaine, y compris la perte de productivité et le traitement des maladies du tabac, on constate un gain sur quatre plans : santé environnementale, économies sur les frais de santé, espoirs pour les fumeurs, et disparition du premier tueur de la planète.

La mort mondialisée

« Les Américains fument moins : il est donc indispensable d'accroître fortement nos exportations de tabac. »

Dan QUAYLE, *vice-président des États-Unis, 1990.*

« Nous sommes au seuil d'une pandémie planétaire de maladies liées au tabac, et qui promet d'être gigantesque. »

Allan BRANDT, *université Harvard, 2007.*

Les humains sont naturellement curieux et on aurait sans doute du mal à trouver un animal, un végétal ou un minéral qui n'ait pas été soumis à un moment ou un autre au test de l'inhalation ou de l'ingestion. Le tabac a été toutefois favorisé à cet égard par certaines propriétés de la plante proprement dite. Elle pousse aussi facilement que le chiendent et il y en a toute une gamme qui s'étend maintenant des tropiques à des pays comme l'Allemagne ou même la Suède et le Canada. Les graines sont d'une petitesse étonnante : une cuiller à soupe en contient des milliers, ce qui explique en partie avec quelle facilité on l'a transportée d'Amérique du Sud et plus tard de Mésio-Amérique et d'Amérique du Nord. Francisco

Hernández de Toledo a rapporté des plantes vivantes en Espagne en 1559, et des agriculteurs entreprenants ne tardèrent pas à en planter en Afrique du Nord. Le tabac arriva aux Philippines en 1575, en Russie en 1585 et en Chine à la fin du XVI^e siècle. L'Inde le découvrit en 1605 et c'est aussi la période où le Japon contracta cette habitude. Le tabac se fumait alors le plus souvent dans des pipes et, plus tard, dans des cigarettes roulées à la main, parfumé avec de la chaux (de l'oxyde de calcium), du clou de girofle (surtout en Indonésie) et des édulcorants divers.

L'industrie se plaît à exhumer ces faits pour présenter le *tabacum* comme une sorte de vénérable tradition. Comme si les fumeurs actuels faisaient ce que les Américains et les Européens ont fait pendant des siècles, ou les Amérindiens pendant des millénaires. Pourtant, la réalité est tout autre, car la consommation de cigarettes se déploie aujourd'hui à une échelle entièrement différente de toutes les époques antérieures. En l'occurrence, l'échelle change tout et, aux temps modernes, la vaste diffusion de la feuille d'or est largement provenue de la mécanisation et plus récemment de la mondialisation. Il en résulte une propagation d'une ampleur presque inimaginable des décès liés au tabac au niveau mondial, un processus accéléré par la pénétration de groupes multinationaux sur des marchés auparavant inaccessibles.

Songez que dès les premières années de l'épidémie de la cigarette, autour de 1900, American Tobacco, le conglomérat de James Buchanan Duke, produisait plus de 90 % des cigarettes de la planète, soit à cette époque à peu près quatre milliards d'unités. Songez aussi que la consommation mondiale actuelle a été multipliée par plus de mille : environ 6 000 milliards. Des usines du monde entier ont été équipées de machines de production ultramodernes, transformant une mode pour riches en addiction de pauvres, touchant de plus en plus les deux sexes. Fumer est devenu un luxe appauvrissant, le compagnon d'une opulence en berne. La décolonisation et le progrès économique consécutifs à la

Seconde Guerre mondiale en sont en partie responsables, tout comme les gouvernements avides de taxes, mais le tabac mondial représente aussi une nouvelle sorte de colonialisme cardio-pulmonaire qui fait des ravages dans les organes vitaux de la planète. Dans les années 1940, les Américains et les Européens fumaient presque la moitié des cigarettes du globe, tandis que, aujourd'hui, leur part a chuté autour de 10 %. Le gros de la croissance vient de pays comme l'Inde et la Chine, et de nations nées du démantèlement de l'Union soviétique, où la richesse et une économie de marché agressive ont ouvert la porte au consumérisme cancérogène du laisser-fumer^{152}.

Chine et Inde

Le tabagisme a connu une croissance particulièrement rapide en Chine, où se fume désormais le tiers environ de la production mondiale. Des années durant, la direction du parti communiste a encouragé à fumer – en l'espèce, en pragmatique pro-occidental, Deng Xiaoping a eu un rôle déterminant en insistant sur la cigarette, partie intégrante de l'avancée de la Chine vers une « modernité à la chinoise ». Les recettes fiscales alimentent cet attrait : en 2008, le gouvernement chinois a levé 31 milliards de dollars de taxes sur le tabac. Toutefois, les cyniques se demanderont si l'empire du Milieu n'a pas simplement trouvé là un moyen brutal de mettre un terme à sa tradition ancestrale de piété filiale. En effet, le tabac tuant surtout les personnes âgées, l'État approuve peut-être le phénomène, comme moyen de se délester d'individus vieux et infirmes, donc improductifs. (Milos Zeman, Premier ministre de la République tchèque, a proposé ce froid calcul en 2001, en soutenant que la consommation de tabac faisait économiser de l'argent à l'État en tuant les personnes âgées^{807}.) Face à cet assaut, les professionnels de la santé ont largement été impuissants et, au cours de la première décennie du

nouveau millénaire, près de la moitié des médecins chinois fumaient encore. Ce sont des millions de fermiers et de commerçants qui gagnent leur vie grâce à cette habitude. Si aux États-Unis la consommation de cigarettes a culminé en 1981, en Chine, elle n'a sans doute pas encore atteint son pic.

Les Chinois ont l'habitude de fumer des cigarettes produites nationalement et, encore récemment, dans les années 1990, près d'un millier de marques étaient commercialisées. Ce chiffre s'est maintenant tassé, la Société nationale chinoise du tabac se préparant à concurrencer les produits d'importation comme les Marlboro, les Camel, la 555 de BAT et la Mild Seven de JTI. Les prix s'échelonnent de moins de 50 centimes le paquet bon marché de cigarettes pour paysans à plus de 18 dollars pour la Panda, la marque la plus chic, celle qu'on offre à son patron pour le flatter. Les marques de grand luxe peuvent grimper plus haut, jusqu'à 35 dollars le paquet. L'État chinois et son économie dépendent du tabac tant pour les recettes que pour la stabilité agricole. C'est pourquoi on ne doit pas s'étonner de trouver un appareil de propagation du doute semblable aux très notoires instituts du tabac d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Hong-Kong, de Taïwan et des États-Unis. L'Institut du tabac du Yunnan à Yuxi, au sud de Kunming, est le centre nerveux de la propagande chinoise sur le tabac, où les intérêts particuliers s'associent à la lâcheté pour mieux dissimuler les horreurs du tabagisme.

Les fabricants étrangers ont longtemps essayé de prendre pied dans l'empire du Milieu. Avant même le xx^e siècle, la légende veut que James Buchanan Duke ait déroulé une carte du monde et tapoté de l'index sur la Chine pour annoncer : « C'est ici que nous bâtirons notre royaume. » Depuis lors, les multinationales n'ont pas cessé de saliver à cette perspective : en 1992, chez Rothmans, Robert Fletcher comparait le marché chinois aux « limites de l'espace », alors que Philip Morris qualifiait la Chine d'« élément le plus important de tout le paysage ». Et un

autre responsable de Philip Morris Asie s'exclamait : « À tous égards, la Chine défie l'imagination »^{808}. Pourtant, il n'y a ici nul mystère. Ces multinationales planétaires s'activent pour parvenir à leurs fins dans les régions les plus pauvres du globe, comme elles l'ont fait dans les plus riches. Philip Morris a récemment conclu un accord avec Pékin, acquérant ainsi le droit de commercialiser ses Marlboro contre son soutien à la popularisation de marques chinoises dans d'autres régions du monde. Ainsi, même si les enseignes étrangères accèdent à son territoire, la Chine pourrait fort bien devenir une superpuissance cigarettière mondiale.

La « tabaccose »^{153} de l'Inde a connu une hausse presque aussi rapide que celle de la Chine. C'est d'autant plus remarquable qu'à une époque pas si ancienne on fumait encore très peu de cigarettes industrielles dans le sous-continent. On y a été encouragé par la croissance économique et par la pénétration des multinationales, mais l'industrie du cinéma y contribua aussi. Les films de Bollywood étaient remplis d'inserts de cigarettes jusqu'en 2005, date à laquelle New Delhi adopta une politique interdisant la représentation du tabac au cinéma (et à la télévision). Selon une étude financée par l'OMS juste avant cette interdiction, 89 % des films tournés en hindi mettaient en scène l'acte de fumer, les deux tiers montrant le personnage principal effectuant ce geste et près de la moitié affichant des marques spécifiques. Un pourcentage étonnamment élevé de films indiens, plus du quart, dénigrait les gens qui s'inquiétaient des maux du tabac ou se moquait d'eux. En 2009, la Haute Cour de Delhi annula l'interdiction à la suite des protestations sur ces contraintes imposées à la création artistique. Un réalisateur, Mahesh Bhatt, s'est plaint très tôt que le problème ne tenait pas tant aux films qu'à la réalité, et avait souligné que « le gouvernement devrait interdire le tabac dans la vraie vie, mais encore [fallait]-il qu'il en ait le courage »^{809}.

Le tabac tue près de un million d'Indiens par an, un chiffre qui grossira au fur et à mesure que l'exposition tabagique des années 1980, 1990 et

2000 engendrera son lot de victimes. Dans le sud de l'Asie, le pic de consommation de cigarettes n'a pas encore été atteint, car davantage de gens y fument encore des « bidis » roulés à la main, de préférence aux cigarettes « blanches » industrielles. Ces bidis sont aussi moins chers. L'important, c'est aussi que s'ils représentent à peu près 80 % des produits indiens fumables, les cigarettes « blanches », elles, rapportent 90 % des recettes fiscales totales du tabac⁽⁸¹⁰⁾. Autre aspect insolite du contexte indien, le tabac y tue bien plus de gens de tuberculose que de cancer du poumon. Les épidémiologistes ont montré qu'à peu près les trois quarts de tous les Indiens qui meurent de tuberculose ne seraient pas morts de cette maladie s'ils n'avaient pas fumé. L'irritation des tissus pulmonaires semble créer un terrain favorable à l'infection par le bacille de Koch et, affaiblissant l'organisme sur d'autres plans, le rendrait plus vulnérable⁽⁸¹¹⁾. (On sait, par exemple, que la fumée désactive les macrophages et affaiblit le système immunitaire.) Le tabac est bien une maladie « contagieuse », et ce à plus d'un titre.

L'Inde sort aussi de l'ordinaire en raison de la diversité de ses modes de consommation du tabac. On a mentionné les cigarettes et les bidis, mais les Indiens fument aussi un produit toxique ressemblant au cigare, le *cheroot*, et toute une palette de mixtures à mâcher comme le *paan* et le *gutka*, qui sont généralement des feuilles de bétel enveloppant un mélange de tabac, de graines d'aréquier riches en alcaloïde et d'épices diverses avec un peu de chaux éteinte ajoutée comme agent de *freebasing* (pour favoriser l'absorption de la nicotine). À poids égal, les « cigarettes blanches » constituent encore une part mineure de la consommation totale de tabac, mais cela évolue, car l'opulence engendre l'imitation de l'Occident. Les trois quarts du marché de la cigarette sont contrôlés par l'Indian Tobacco Company, filiale de BAT, les marques les plus répandues étant les Bristol, les Scissors, les Gold Flake et les Capstan. Le deuxième fabricant du pays est une filiale de Philip Morris, Vazir Sultan Tobacco se classant troisième.

Dans ces guerres mondiales du tabac, l'Indonésie ne retient guère l'attention, mais l'archipel est pratiquement devenu un terrain de jeu des multinationales cigarettières. Le tiers de ses 250 millions d'habitants sont des fumeurs réguliers, surtout de cigarettes parfumées au clou de girofle, les *kreteks*, qui tirent leur nom du crépitement provoqué par les tiges qu'elles contiennent quand on les fume. Le pays est fortement dépendant de la cigarette : on estime que 8 à 10 millions de personnes gagnent leur vie sur ce marché, notamment les fermiers qui cultivent la feuille et/ou ces clous de girofle. En théorie, la publicité est interdite, mais cette interdiction est largement ignorée et les visiteurs de Djakarta peuvent y voir des affiches vantant le tabac collées sur pratiquement tous les réverbères. La modernisation de la production est en cours, les fabricants affirmant même recourir à la « capture de carbone » pour produire la glace sèche utilisée dans la fabrication du tabac expansé, à travers le procédé DIET^[812].

Conspirations planétaires

Il existe évidemment des régions du monde où le tabac n'a jamais pénétré. Fumer est extrêmement rare dans la moitié niévès de l'île-État de Saint-Christophe-et-Niévès, et n'est pas très courant non plus dans l'enclave cernée des montagnes de l'Himalaya du Bhoutan où, depuis 2004, fumer dans les lieux publics est interdit, ainsi que vendre du tabac. Fumer est tout aussi rare dans certaines des régions les plus pauvres d'Afrique et d'Amérique du Sud. En 2007, le Nigéria présente l'un des taux de tabagisme les plus faibles du monde : selon un récent sondage Gallup, seuls 6 % des Nigériens répondent oui à la question : « Hier, avez-vous fumé ou non ? » (C'est Cuba qui enregistre le plus élevé : 40 %.) D'autres enquêtes montrent des taux encore plus élevés chez certaines sous-populations : plus des trois quarts des hommes yéménites

fument, comme 71 % des femmes des îles Cook et près des deux tiers des étudiants en médecine albanais de sexe masculin^[813].

Le problème tient en partie à ce que l'industrie s'est organisée comme une force planétaire depuis bien plus longtemps et avec des ressources bien plus importantes que les défenseurs de la santé publique. Au XIX^e siècle, Buchanan Duke espérait déjà créer un monopole mondial et sa descendance, la British American Company, a rapidement conquis l'essentiel du marché mondial. J'ai mentionné les efforts négationnistes de l'Academia Nicotiana Internationalis allemande et de l'Association internationale de recherche scientifique sur le tabac de Brême, sans compter évidemment l'appareil de dissémination du doute de l'agence de relations publiques Hill & Knowlton et des magnats du tabac américain, mais des efforts similaires ont été déployés ailleurs. La science négationniste a été alimentée par de nombreux organes, du Verband der Cigarettenindustrie allemand au Centre de coopération pour les recherches scientifiques relatives au tabac (CORESTA) à Paris, en passant par le Tobacco Manufacturers' Standing Committee britannique (aujourd'hui devenu la Tobacco Manufacturers' Association^[814] [Association des fabricants de tabac]), la multitude des instituts du tabac qui se sont créés dans le monde et la myriade de cabinets d'avocats d'affaires percevant des honoraires exorbitants pour défendre l'industrie devant les tribunaux. Le tabac a davantage payé pour sa défense juridique que toute autre industrie dans l'histoire, à la possible exception de l'amiante.

Les collaborations du tabac à l'échelle mondiale datent du début du XX^e siècle, mais dans les années 1970 les liens officiels ont été renforcés, principalement pour traiter la nouvelle menace : la preuve que la fumée passive était cause de mort et de maladie. Les preuves en ce sens s'étaient accumulées depuis les années 1960, lorsque des démarches avaient été entreprises pour éliminer le tabac des avions, des hôpitaux, des restaurants et des « salles blanches » où étaient installés les

ordinateurs. La fumée qui souillait les bandes magnétiques avait incité les techniciens à se demander : si la fumée peut endommager les ordinateurs, ne peut-elle pas faire de mal aux individus ? La plupart de ces mesures furent timides et même risibles au regard des critères actuels : les sections non-fumeurs dans les restaurants eurent peu d'effet pour réduire l'exposition, par exemple, et, dans certaines circonstances, faisaient fi de la physique (cf. illustration 35). Je n'oublierai jamais ces bus où un côté du couloir central était réservé aux fumeurs et l'autre aux non-fumeurs.

L'industrie du tabac a vu venir la transformation et su identifier la catastrophe potentielle (qui affecterait ses profits) si le problème n'était pas géré adroitement. À l'été 1976, la Conférence du président de Philip Morris à Hot Springs, en Virginie, aboutit à un « accord unanime » : les restrictions imposées au tabac dans les lieux publics faisaient peser « une menace plus grave que toutes les autres sur le futur de l'Industrie ». En Australie, cette même année, W.D. & H.O. Wills énuméra deux « menaces graves » pesant sur l'industrie : (1) « la menace de voir le tabac devenir antisocial et démodé » et (2) « le tabagisme passif ». Pour les fabricants de cigarettes en Australie, comme dans d'autres régions du monde, la question devenait maintenant : « Quelles actions énergiques doivent être entreprises pour que la question du tabac et de la santé ne soit plus une question d'ores et déjà tranchée, mais qu'elle reste ouverte au débat⁽⁸¹⁵⁾ ? »

Le déni des effets du tabagisme passif s'est greffé sur ces inquiétudes quant à l'acceptabilité sociale, les compagnies se rendant compte que l'ampleur du problème appelait des collaborations d'un type nouveau. Les efforts furent vite mondialisés. Des groupes comme l'International ETS Management Committee (IEMC), la Confédération des fabricants européens de cigarettes (CECCM), le Tobacco Advisory Council (TAC) britannique et l'International Committee on Smoking Issues (ICOSI) [Comité international sur les questions du tabac] furent tous partie prenante. Des formations distinctes se virent assigner des tâches

distinctes. Ainsi, la CECCM coordonnait la réaction européenne, l'IIEMC le reste du monde. Comme l'expliqua un cadre de l'ICOSI en 1979, le but était de « s'unir autour de cibles et d'approches communes » face aux menaces des agences internationales contre le cancer et des mouvements visant à restreindre le tabagisme dans les lieux publics fermés. En règle générale, la coordination avec les États-Unis s'opérait à travers l'Institut du tabac, mais, pour élaborer des stratégies et expurger des documents, on recourait également aux services de cabinets juridiques. L'un des soucis cruciaux consistait à s'assurer que des décisions prises hors des États-Unis ne viendraient pas compromettre la situation juridique sur le plan intérieur. Face à la crainte d'un effet domino, au terme duquel des revers juridiques sur le sol américain retentiraient sur l'industrie mondiale, on engagea les cabinets Lovell, White & Durrant à Londres, et Chadbourne & Parke à New York, pour s'assurer que les documents communiqués par les associations professionnelles du tabac n'engendreraient pas de tracasseries judiciaires. Shook, Hardy & Bacon effectuaient déjà un travail similaire depuis longtemps^[816].

« Opération Berkshire », tel fut le nom de code donné à cette collaboration lancée le 3 décembre 1976, lorsque Tony Garrett, président d'Imperial Tobacco à Londres, demanda à Hugh Cullman chez Philip Morris International de l'aider à élaborer « une stratégie de défense sur le thème tabac-santé ». L'objectif était entre autres choses de s'assurer que, sur ce sujet, l'industrie n'accepterait « aucune concession qui aille au-delà d'un certain stade », ce qui visait tous les souscripteurs du plan – Philip Morris, BAT, Reynolds, Reemtsma et Rothmans International. Garrett craignait qu'une action non coordonnée ne permette de « cueillir [ces entreprises] une par une », désignant par là des réglementations de santé publique efficaces touchant le tabac, et il craignait aussi que l'« effet domino » qui en résulterait n'ait un impact sur « [eux] tous ». Cullman était d'accord et le groupe organisa ses premières réunions durant l'été 1977, non loin de Bath, en Angleterre, à

Shockerwick House, un centre de formation qui était la propriété de W.D. & H. O. Wills. L'argumentation de base de ces réunions fut définie dans un « document de principe », diffusé au préalable, où l'on voyait les compagnies refuser « une relation de causalité entre tabac et diverses maladies ». Ledit document, également qualifié de « charte » d'un nouveau Comité international sur les questions du tabac (ICOSI), postulait que « la question du lien de causalité rest[ait] controversée et non résolue » et que de plus amples recherches étaient nécessaires. L'industrie éprouvait aussi le besoin crucial de parler « d'une seule voix ». Le but était de monter un programme pour « rassurer le consommateur » afin de contrer l'« inacceptabilité sociale croissante du tabac »⁽⁸¹⁷⁾.

Le principal résultat de Berkshire allait donc être la formation de l'ICOSI, une instance réorganisée plus tard sous l'appellation d'International Tobacco Information Center (INFOTAB), puis de nouveau (en 1992) sous celle d'International Tobacco Documentation Center (TDC). Les premières années, les membres de l'ICOSI comprenaient Philip Morris, BATCo, Imperial Tobacco, Gallaher, Reynolds, Reemtsma et Carreras Rothmans, mais en 1984, la structure comptera 69 membres actifs dans 57 pays. Des groupes de travail séparés furent créés, Reynolds prenant la tête de celui intitulé « Acceptabilité sociale », BAT celui de « Comportement du fumeur », et Imperial Tobacco de « Recherche médicale ». L'objectif était de se « réunir discrètement afin de développer une stratégie de défense sur le tabac et la santé », de rassembler des informations pour évaluer les menaces, mais d'entreprendre aussi des démarches en vue de déployer des contre-mesures. Le but était d'agir sur le plan transnational et de façon offensive avec des « kits d'action » distribués pour aider les membres à remettre en cause les initiatives de santé à l'échelon régional. Comme l'écrivit BATCo, il s'agissait de procéder à « une recherche défensive visant à déployer des rideaux de fumée et à semer le doute autour des découvertes de la recherche sur le tabac montrant que fumer

provoque des maladies⁽¹⁵⁴⁾ ». C'est l'énorme pouvoir politique de ces compagnies qui a rendu possibles des initiatives de cet ordre : en 1976, W. D. & H. O. Wills se vantait du fait que l'industrie australienne s'était assuré « un accès à haut niveau au sein du gouvernement sur les questions d'actualité et une aptitude considérable à retarder et/ou amender des propositions de législation et de réglementation restrictives »⁽⁸¹⁸⁾.

Un tel pouvoir est né d'alliances complexes et bien financées au sein des universités, des médias et des gouvernements, mais aussi sous l'action de cabinets d'affaires opulents qui, à bien des égards, ont agi comme une branche de l'industrie proprement dite. En 1978, des représentants du Conseil consultatif sur le tabac britannique se réunirent avec Philip Morris, Reynolds, Shook, Hardy et Covington & Burling pour coordonner des initiatives négationnistes, surtout dans le domaine du tabagisme passif. Covington & Burling furent aussi déterminants dans la réussite de l'opération Whitecoat [opération Blouse blanche], conduite par Philip Morris afin de restaurer l'acceptabilité sociale du tabac en développant des réseaux européens d'experts, des « blouses blanches », pour aider à la production d'une science et d'orientations d'action favorables à l'industrie. Le cabinet londonien de Covington & Burling contribua à coordonner ces efforts, l'intention étant de « résister aux restrictions sur le tabac et de les faire annuler » et de « restaurer la confiance des fumeurs ». Les intervenants de « Whitecoat » collaboraient aux États-Unis avec le Centre pour la recherche sur la qualité de l'air dans les lieux fermés et en Europe avec l'INFOTAB, œuvrant à instiller le doute et la désinformation sur le plan mondial, y compris en Amérique latine. Dans le cadre du Projet latin, par exemple, Covington & Burling rassemblèrent une équipe d'experts médicaux pour médiatiser les doutes sur les dangers du tabagisme passif, dressant et validant à cette fin des listes d'experts argentins. La Chambre de l'industrie du tabac argentine créa en son sein un département entier baptisé « La Controverse », qui distribuait des dépliants et des rapports à la presse pour remettre en

question les preuves de dangers⁽⁸¹⁹⁾.

Une nouvelle guerre de l'opium ?

Ces dernières années, l'industrie a consacré l'essentiel de sa puissance planétaire à s'assurer que les compagnies de tabac conservent un accès libre aux marchés des régions les plus pauvres du monde, considérés comme la dernière grande opportunité d'expansion maintenant que les taux de tabagisme baissent dans pratiquement toutes les régions les plus riches du globe. L'objectif a été de garantir que le tabac reste un « bien » qui s'échange librement, soutenu par des gouvernements en quête de recettes et des citoyens désireux d'imiter l'Occident.

L'une des méthodes employées par ces multinationales a consisté à affaiblir les monopoles d'État. Dans quantité de régions du globe, le tabac est depuis longtemps une entreprise étatique et le reste à ce jour en Thaïlande, au Vietnam, en Chine, en Iran, en Roumanie et dans une dizaine d'autres nations. Nombre de ces monopoles ont été soumis à des pressions visant à les contraindre à ouvrir leurs marchés à la concurrence extérieure. Des traités de commerce mondial comme le General Agreements on Tariffs and Trade (GATT) [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] – et son successeur, l'Organisation mondiale du commerce – ont facilité l'accès des multinationales à ces marchés. Dans son *Cigarette Century*, Allan Brandt montre comment, sous Ronald Reagan, la Maison Blanche a lancé une formidable campagne pour forcer le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et la Thaïlande à ouvrir les leurs en utilisant le bureau du représentant américain au commerce. Les compagnies de tabac réussirent à convaincre le directeur de ce bureau, Clayton Yeutter, qu'elles étaient victimes de pratiques commerciales déloyales et qu'elles avaient besoin d'aide. Lors des négociations, on sortit l'artillerie lourde, sans tenir compte du fait qu'entrer de force sur de

tels marchés pourrait affecter la santé publique. Le libre-échange avait empoigné son gros bâton et le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande et Taïwan furent vite contraints de supprimer leurs taxes à l'importation, ce qui poussa la consommation de cigarettes dans ces pays à crever les plafonds. Au cours des années postérieures à cet accord, les exportations américaines grimpèrent de plus de 600 % et, pour le seul Japon, entre 1987 et 1991, la proportion de femmes fumeuses fit plus que doubler. Clayton Yeutter lui-même qualifia la chose de « merveilleux succès » et il fut promu secrétaire à l'Agriculture de la première administration Bush (en 1989), avant de rejoindre le conseil d'administration de British American Tobacco (en 1991)^[820].

Des centaines de milliers de décès sont imputables à cette libéralisation forcée du commerce. À Hong Kong, dès 1987, Judith Mackay évoquait un « néo-impérialisme » et « une nouvelle guerre de l'opium »^[821], et même le *Lancet* britannique, revue d'ordinaire mesurée, s'insurgeait contre ce « nouveau commerce des esclaves ». Depuis lors, les multinationales géantes du tabac vendent des cigarettes dans les régions les plus pauvres du monde grâce à un « double standard », recourant à des tactiques interdites partout ailleurs. On emploie de séduisantes jeunes femmes qui offrent des échantillons gratuits et le marketing vers les jeunes est souvent flagrant, reposant sur la pop, le sport et d'autres procédés issus de décennies d'expérience dans le monde « développé ». On y vend même parfois des cigarettes sans avertissements. L'indignation des autorités de la santé, notamment de celles des pays victimes de cette libéralisation forcée du commerce, est la seule conséquence positive de tout cela. En Thaïlande, par exemple, pays qui a opposé la plus forte résistance, ces autorités ont réagi en interdisant la publicité, en renforçant l'éducation sur les risques sanitaires et en plaçant des avertissements très crus sur les paquets. Et l'Organisation mondiale de la santé a entamé une série d'initiatives qui ont abouti, en 2003, à l'adoption de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (FCTC), le premier traité de santé publique

du monde.

Cette Convention-cadre n'est pas la panacée, mais elle appelle au moins à des avertissements voyants ainsi qu'à une hausse de la taxation, à l'interdiction de la publicité imprimée et audiovisuelle (y compris le sponsoring), à l'interdiction des distributeurs automatiques, elle exclut toute participation de l'industrie à l'élaboration des politiques publiques touchant le tabac, et elle interdit toute présentation des cigarettes dites « légères », « douces » ou saines. En 2013, un total de 168 nations ont signé le traité, et elles sont plus nombreuses encore à l'avoir ratifié. (La ratification correspond à un plus fort niveau d'engagement liant la partie signataire aux dispositions du traité, en application du droit international. La Russie l'a ratifié en 2008, les États-Unis restant la seule grande puissance à s'être abstenue.) L'administration Bush n'a jamais été favorablement disposée envers les initiatives internationales de limitation de la consommation de tabac. L'hostilité américaine vis-à-vis de la FCTC a même été telle qu'à un certain stade Washington a été prié de se retirer des délibérations. Les gouvernements de Grande-Bretagne, d'Allemagne, du Japon et de Chine ont aussi œuvré à l'assouplissement du texte, et c'est l'une des raisons pour lesquelles sa ratification est parfois considérée comme une victoire du monde en voie de développement sur les nations riches productrices de tabac.

Il reste à voir quel sera le degré d'efficacité de la FCTC sur la réduction de la consommation mondiale. Le texte ne comporte pas de véritables dispositions contraignantes et certaines nations peuvent n'appliquer que le minimum des politiques recommandées ou n'accorder au traité qu'un intérêt de pure forme. L'autre problème, c'est que la lutte antitabac est principalement abordée en termes de « restriction de la demande », et ignore toute opportunité susceptible d'imposer des changements dans le processus de production. La FCTC a ainsi plutôt mis l'accent sur des solutions reposant sur la demande, sans remettre en cause le principe d'un accès libre et sans entraves à la cigarette. Des

protocoles de réglementation du produit ont été rédigés, mais ils risquent de se limiter à des ajustements dans l'équilibre des produits spécifiques de la fumée au lieu d'interventions plus efficaces, et plus simples, susceptibles de réduire drastiquement la nocivité ou le caractère addictif du tabac (en obligeant, par exemple, à supprimer la nicotine de ces produits). Le traité comporte toutefois des mécanismes d'amélioration, et nous verrons sans doute son importance grandir au fur et à mesure que s'y ajouteront de nouveaux protocoles et que les pressions s'accroîtront en faveur d'un renforcement de la protection de la santé publique et de l'environnement sur le plan mondial.

Ces politiques publiques laissent entrevoir un avenir moins sombre, des pays ou des régions repoussant les limites dans certaines directions, comme l'ont fait le Brésil, le Canada et la Thaïlande avec des visuels frappants, l'Inde avec son (éphémère) interdiction de fumer dans les films, ou l'Australie qui a récemment imposé des paquets à l'emballage neutre. Le Bhoutan a interdit la vente de cigarettes et certains États américains les proscrivent sur les plages, dans les parcs et les immeubles d'habitation. Les Californiens, les New-Yorkais et les habitants du Massachusetts ont fait un pas en avant remarquable, mais qu'on ne s'y trompe pas : les Américains fument encore 300 milliards de cigarettes par an et les Californiens à peine moins, par personne, que les Français.

La ferme volonté d'action des Européens a beaucoup surpris les Américains : l'Irlande, la France et l'Italie ont décidé d'interdire de fumer dans les restaurants, sur les lieux de travail et dans les bâtiments publics – mais dans la plupart de ces pays, les espaces extérieurs urbains sont fumeurs. La fumée de cigarette demeure la forme de pollution la plus létale dans la majorité des villes européennes, où les terrasses de café baignent régulièrement dans ces nuages d'aérosol radioactif chargé de toxines – grâce à une ignorance aveugle, à l'indifférence des fumeurs et à la puissance politique de l'industrie. L'Union européenne cherche à instaurer des politiques antitabac à l'échelle de l'UE, mais on a assisté à

d'habiles tentatives de contournement des interdictions existantes – comme en Bavière, où des fumeurs ont créé une « église » dont les « fidèles » sont autorisés à fumer pendant les « services religieux » (autrement dit, dans un pub, un bar, un restaurant). Les Minnesotais se sont montrés tout aussi créatifs : pour se soustraire aux interdictions de fumer, certains ont tenté de transformer des bars en « théâtres » et les clients en « acteurs », puisque les acteurs qui jouent dans une pièce ne sont pas soumis à ces interdictions. Ce ne sont là que des péripéties comiques, sans doute, mais l'avenir nous réserve certainement des manigances de la même eau et une résistance bien plus vigoureuse de la part de l'industrie, eu égard à l'emprise de l'addiction et aux empires financiers planétaires qui sont en jeu.

Dès lors, où se referme le cercle de l'éthique ? Jusqu'où peut-on étendre la responsabilité de ces millions de morts ? Aux fabricants de cigarettes, certes, mais qu'en est-il des sociétés qui fabriquent le papier, les parfums ou les agents d'épuration ? Qu'en est-il des cabinets de relations publiques et de marketing ? de ces tatoueurs qui participent à la conception des paquets ? des spécialistes de la recherche agricole qui en « améliorent » la culture, des fermiers qui en plantent les graines ou des journalistes qui n'enquêtent pas ? ou de ces innombrables chercheurs qui fournissent une couverture à l'industrie ? Et qu'en est-il des cabinets juridiques qui protègent Big Tobacco devant les tribunaux, des réalisateurs et des scénaristes qui donnent une place à la cigarette dans leurs films, ou des gouvernements qui ferment les yeux, ou des tenants de l'ultralibéralisme qui prônent la liberté individuelle avant toute chose ? ou des fumeurs qui maintiennent ces entreprises en activité en leur versant leur argent ? Où se referme le cercle de l'éthique ? Et que peut-on, que doit-on faire ?

Ce qui doit être fait

« En recherchant ce qui est obscur,
ne négligez pas ce qui est évident. »

HIPPOCRATE.

Nous devrions avoir ce but : empêcher que le tabac ne tue. Il emporte déjà plus de gens que toutes les maladies infectieuses combinées : ce chiffre atteint 6 millions de morts par an et restera élevé pendant des décennies, même si tous les fumeurs arrêtaient demain. L'industrie entend que le tabac soit considéré comme un « problème réglé » ou comme une question issue d'un lointain passé, mais en réalité, la majorité des morts est encore devant nous. Seuls 100 millions d'individus en ont péri au XX^e siècle, tandis que, si nous continuons sur notre lancée, le siècle actuel peut s'attendre à un milliard de décès. Nous assistons au déroulement d'une catastrophe sanitaire, et le maintien du bilan total en dessous des 300 ou des 400 millions – ce qui est certainement à notre portée – serait un grand succès. Aucune de ces morts n'est inéluctable. De fait, les solutions sont assez simples.

En médecine, parler de « remèdes miracles » est passé de mode, pourtant, en l'occurrence, nous disposons véritablement d'une solution miraculeuse qui ne requiert (en théorie) rien de plus qu'un trait de plume. Les neuf dixièmes des morts du tabac peuvent être évitées en interdisant la vente et la fabrication de cigarettes. Et en l'absence d'un tel coup de balai, quantité d'étapes plus modestes pourraient contribuer à réduire cette mortalité. Cela ne signifie pas que les obstacles politiques ne soient

pas colossaux. Nous vivons dans un monde régi par de puissants intérêts particuliers. Il est donc utile de se fixer des objectifs à court terme, ainsi que de plus hautes aspirations.

Les impératifs

Voici tout d'abord dix solutions relativement évidentes, suivies de dix autres qui le sont un peu moins, dont des propositions de modification de la conception même de la cigarette.

1. *Interdire de fumer dans tous les lieux publics fermés et tous les espaces publics extérieurs fréquentés par la collectivité.* Les parcs publics et les plages devraient être totalement non-fumeurs. Fumer devrait être proscrit dans les rues et sur les trottoirs des zones urbaines densément peuplées. Mais aussi dans les immeubles d'habitation et dans tous les logements où la fumée peut s'infiltrer d'un logement à un autre. Les gens ne semblent pas se rendre compte que dans les espaces urbains très fréquentés, par exemple les terrasses de restaurant, la fumée des autres peut engendrer une exposition à des substances toxiques qui est comparable à celle du tabac en milieu fermé.
2. *Augmenter les taxes sur le tabac.* L'élasticité des prix du tabac est d'environ 0,4, ce qui signifie qu'à chaque hausse de 10 % du prix du paquet on peut s'attendre à une baisse de 4 % de la consommation. Certains diront que cela revient à taxer injustement les plus démunis et c'est pourquoi ces taxes devraient aller de pair avec des subventions pour des services d'aide au sevrage et pour l'accession gratuite à des traitements de substitution à la nicotine, y compris non médicamenteux (comme l'hypnothérapie). Les taxes sont déjà élevées dans la plupart des pays d'Europe et, dans certaines régions du monde, le paquet se vend au prix minimum de

10,90 euros (Norvège) ou de 12,50 euros (Australie). Mais rien n'empêche de multiplier ce prix par deux. Les Américains peuvent encore s'acheter des paquets de cigarettes à seulement 4 ou 5 dollars et, dans les zones franches défiscalisées (les économats des armées ou les boutiques détaxées, par exemple), ils sont parfois moins chers. Toutes les niches fiscales de cet ordre devraient être abolies et les taxes prélevées sur le lieu de production, non dans les points de vente au détail, afin d'empêcher la contrebande et les ventes illégales sur Internet. Les recettes de ces nouvelles taxes devraient être utilisées pour contrôler le commerce du tabac et contribuer au sevrage, pour mettre fin aussi à la dépendance des gouvernements vis-à-vis de la vente des cigarettes. Il faudrait aussi exercer des pressions sur les pays à faibles niveaux de taxation pour qu'ils relèvent leurs taux, une manière d'empêcher le *buttlegging* et, plus généralement, le crime organisé.

3. *Interdire tout marketing de la cigarette, y compris toute publicité et toute promotion.* Les interdictions sur certains supports (magazines, panneaux d'affichage, télévision, etc.) sont déjà en vigueur dans de nombreux pays. Il conviendrait de les élargir pour couvrir la *totalité* des espaces exploités par le marketing et la promotion, le publipostage, les placements dans les films, le marketing viral, l'extension de marque (les « accessoires Marlboro »), le sponsoring culturel, les bons de réduction, les offres sur Internet et la publicité sur les points de vente. Le design des paquets est une forme de publicité efficace et omniprésente ; par conséquent les cigarettes devraient être vendues dans un emballage blanc et neutre, assorti d'une mise en garde illustrée. Ces interdictions publicitaires concerneraient non seulement la marque, mais aussi le nom de la compagnie qui la fabrique, et il conviendrait aussi d'empêcher les fabricants de sponsoriser le sport, la musique ou tout événement culturel, y compris les actions philanthropiques

destinées à créer une illusion de « responsabilité civique d'entreprise ».

4. *Imprimer sur les paquets de cigarettes des avertissements de grand format, illustrés et repoussants.* Les paquets de tabac sont des supports publicitaires miniatures et ambulants ainsi que le mode de contact le plus courant entre le fumeur et sa cigarette. Les psychologues ont étudié l'impact des mises en garde et constaté que certaines d'entre elles sont plus efficaces que d'autres. Les plus explicites sont parfois assez puissantes pour pousser le client à rejeter ses cigarettes, et des images différentes auront évidemment des résonances différentes selon les cultures. Au Canada, par exemple, les images les plus choquantes montrent une bouche et des dents malades, tandis qu'au Brésil ce sont les images de bébés prématurés. Les recherches pour déterminer quelles images sont les plus susceptibles de décourager les gens de fumer devraient être poursuivies.
5. *Interdire la vente de cigarettes partout, sauf dans des points de vente sous licence étatique.* Aux États-Unis, comme dans la majorité des régions du monde, il est beaucoup trop facile de trouver et de s'acheter des cigarettes. Plusieurs États américains n'autorisent la vente d'alcool que dans des magasins disposant d'une licence, et il devrait en aller de même pour les produits du tabac. Dans l'intervalle, il faudrait les retirer des zones d'achat d'« impulsion » à proximité des caisses et les garder sous clef, en les rendant disponibles uniquement sur demande. Et, pour contribuer à en empêcher l'accès aux jeunes, il ne faudrait les vendre qu'en cartouches et jamais à moins de trois cents mètres d'une école. Les distributeurs automatiques devraient aussi être interdits, ainsi que la distribution d'échantillons gratuits et de produits dérivés.
6. *Modifier la classification de tous les longs-métrages où l'on fume* (visa R aux États-Unis^[155]), « Interdit aux mineurs non

accompagnés » en France). L'exposition à la cigarette par l'entremise de l'écran pousse les jeunes à contracter cette habitude. De fait, il n'existe pas de forme plus efficace de publicité. On fume sensiblement plus dans les films hollywoodiens depuis les années 1990, et, en 2002, c'est le cas dans trois quarts des films américains. Un visa R pour tous les films où l'on fume contribuerait à réduire la consommation, sachant que l'essentiel des profits du cinéma provient des films destinés au jeune public. Les films hollywoodiens bénéficiant d'une diffusion planétaire, l'impact d'un tel visa s'étendrait au-delà du territoire américain. Cela contribuerait à dénormaliser le tabac qui, dans nombre de régions du monde, équivaut à boire un café ou croquer une barre de chocolat. Les marques de cigarettes actuellement dans le commerce ne devraient jamais être montrées dans les films grand public. Les producteurs qui décident de les placer dans leurs longs-métrages devraient certifier ne pas avoir accepté d'argent ou de biens d'une compagnie de tabac ou de ses agents. Les réalisateurs resteraient libres d'inclure ces images dans leur création, tout comme ils sont libres d'inclure des scènes de nudité ou des injures. Il leur faudrait simplement accepter que leurs films ne soient plus « tout public ».

7. *Supprimer toutes les subventions et tous les soutiens au tabac.*

Les gouvernements de la planète encouragent la plantation et la culture du tabac, en le traitant comme une matière première agricole ordinaire, du même ordre que le maïs, les haricots ou le riz. Pourquoi encourager les fermiers à cultiver le produit agricole le plus meurtrier du monde ? Le tabac a bénéficié d'un protectionnisme étatique, alors que nous avons besoin d'incitations financières au remplacement des cultures. Les accords mondiaux de libre-échange ne devraient pas non plus considérer le tabac comme une matière première ordinaire, mais plutôt comme le produit d'une entreprise agricole délinquante, comme un « mal », et non comme

un « bien » économique. Le commerce du tabac devrait être traité comme le commerce des armes : étroitement contrôlé et exclu de la gouvernance des accords de commerce mondiaux.

8. *Augmenter les financements pour la prévention et l'arrêt du tabagisme* jusqu'à un niveau proportionnel aux préjudices causés. Nulle part dans le monde la prévention (ou même l'arrêt) du tabagisme n'est financée à une échelle indexée sur l'ampleur de son coût médical. En Suède, cette prévention ne correspond qu'à un maigre 0,003 % du budget de la santé, alors que le traitement des maladies provoquées par le tabac représente plus de 8 % du coût des soins de santé du pays. La mortalité due au tabac est aisément évitable, et la lutte antitabac peut générer d'énormes économies en contribuant à diminuer les dépenses de santé d'un pays. La prévention du tabagisme comporte aussi des avantages secondaires : réduire les dommages environnementaux et les coûts liés aux incendies, et affranchir les individus de la charge financière que représente leur addiction. Dans le secteur privé, des mécènes comme Michael Bloomberg, maire de New York, et Bill et Melinda Gates financent des travaux créatifs en ce sens, mais les gouvernements doivent aussi assumer davantage leurs responsabilités. La promotion de l'arrêt doit faire partie de cette prévention : la mise en place de numéros verts, comme le 800-QUIT NOW aux États-Unis ou 3689 Tabac-Info-Service en France, permettrait d'orienter les gens vers des services d'aide au sevrage. En résumé, il convient de financer la recherche de moyens créatifs pour arrêter de fumer.

9. *Enseigner très tôt la prévention du tabagisme, au moyen de supports graphiques et créatifs*. La leçon n'est pas seulement que la cigarette tue, mais aussi que l'industrie recourt à des moyens pervers pour organiser la dépendance. Il est vital d'instiller un sentiment de mécontentement informé et de commencer dès les

classes primaires à éclairer les enfants sur les mensonges de cette industrie (« Regarde comment ils cherchent à t'embobiner ! »). C'est aussi l'âge où ils doivent apprendre qu'ils ont un ancêtre en commun avec le singe et qu'il est de leur devoir de sauvegarder la biodiversité. Ces informations essentielles favorisent une prise de conscience et doivent être enseignées pour renforcer le sens des responsabilités civiques et environnementales. Il faut apprendre aux enfants que la cigarette contient tout une batterie de poisons, et financer des jeux concours qui les engageraient à se faire leur propre avis sur l'impact du tabac sur la vie et sur notre écosphère, et à chercher la meilleure façon d'agir à cet égard. Ces jeux seraient dotés de prix nombreux et généreux récompensant les solutions imaginatives et les présentations inventives. Le discours, dans toute campagne réussie, éviterait le paternalisme et s'efforcerait de reprendre la main sur les valeurs telles que la vie, la liberté et la poursuite du bonheur. Après tout, il ne s'agit pas ici d'un combat santé contre choix, pureté contre liberté, ou parents contre adolescents, mais plutôt de celui d'un polluant inutile contre nous tous.

10. *Écouter la voix des fumeurs.* La moitié des fumeurs mourront du fait de leur habitude, et il importe de savoir ce qui, selon eux, doit être tenté, surtout selon ceux qui ont contracté des maladies dues au tabagisme. Que conseillent-ils ? Ils sont en première ligne, et leur voix est capitale.

Quelques impératifs moins évidents

Voici à présent une série d'impératifs moins évidents qui requièrent presque tous une refonte imaginative de la conception de la cigarette ou de la gouvernance de sa production.

11. *Rendre les cigarettes non inhalables en augmentant le pH de leur fumée.* Les cigarettes ont été conçues pour créer et entretenir l'addiction, mais une simple modification de leur conception pourrait les rendre beaucoup moins mortelles, et pas du tout addictives. Elles seraient par exemple bien moins létales si le pH de leur fumée était rétabli à ses niveaux d'avant l'invention du séchage à l'air chaud. En abaissant le pH de la fumée, ce mode de séchage l'a rendue inhalable. Ce défaut fatal de conception s'est répandu dans le monde grâce aux efforts déployés pour rendre les cigarettes toujours « plus douces ». Le pH de la fumée est facilement manipulable et aucune cigarette ne devrait être vendue avec un pH inférieur à 8. Une fois ramenée à son niveau antérieur au XIX^e siècle, la fumée ne serait plus inhalée et la plupart des cancers du poumon disparaîtraient. L'essentiel de l'attrait du tabac s'évanouirait aussi, surtout pour les « commençants ». Un siècle d'ingénierie morbide de cette cigarette en serait inversé et des millions de vies seraient sauvées. Il faut aussi veiller à s'assurer que les cigares ne seront pas modifiés pour devenir de « grosses cigarettes » inhalables à faible pH. La FDA devrait donc jouir de pouvoirs étendus pour couvrir *tous* les produits du tabac, ce qui lui permettrait de s'assurer que les nouvelles obligations de conception ne sont pas contournées par une autre forme d'administration de nicotine.
12. *Réduire le taux de nicotine des cigarettes.* La nicotine est la condition *sine qua non* de toute addiction tabagique. Et si l'on peut retirer le saffrole de la racinette (*root beer*), le plomb de la peinture et l'amiante des panneaux isolants, on peut certainement retirer aussi la nicotine des cigarettes. Du point de vue de la fabrication, cela n'a rien de compliqué, des cigarettes sans nicotine sont disponibles depuis le XIX^e siècle et, sans cette substance à l'étreinte mortelle, peu de gens continueraient de fumer. Aux États-Unis, la nouvelle

FDA n'est pas habilitée à éliminer totalement la nicotine, mais rien ne l'empêche d'instaurer un seuil maximal, par exemple de 0,5 mg ou même 0,4 mg par cigarette, inférieur aux 10 mg actuels. (Là encore, nous parlons de la nicotine totale contenue dans la cigarette, non du rendement de la fumée ; voir l'encadré de la page 361.) Cela permettrait encore aux gens de fumer pour le « goût » et leur procurerait le plaisir qu'ils retirent à caresser l'objet ou à en contempler la fumée. Des produits à la nicotine drastiquement réduite dans chaque cylindre n'auraient cependant plus le pouvoir de créer ou d'entretenir l'addiction.

13. *Taxer ou interdire les machines.* Nous entendons souvent parler de l'importance de l'arrêt de la consommation, mais rarement de l'intérêt d'un arrêt de la production. Trois ou quatre compagnies dominent le secteur des machines à rouler les cigarettes, et il faudrait fortement taxer les usines désireuses de fabriquer ou de vendre de telles machines, ou toute compagnie souhaitant en importer. Sur le plan mondial, la construction de machines à cigarettes est dominée par le groupe Hauni, à Hambourg, par Arenco-Decoufflé à Paris, G. D. (Generate Differences) à Bologne et Molins à Londres. Hauni est la plus importante, mais l'Italien G. D. lui livre une concurrence acharnée. Les machines de Hauni et de G. D. sont les plus mortelles de l'histoire de l'humanité : elles débitent 20 000 cigarettes à la minute, près de 10 millions par tranche de travail de 8 heures. Et comme il meurt une personne à chaque million de cigarettes fumées, cela signifie que, par tranche de 8 heures, chacun de ces engins provoque la mort de 10 personnes. Taxer ou interdire ces machines serait un excellent moyen de réduire la mortalité par le tabac. Les fabricants répercuteraient les coûts de production majorés sur le consommateur, mais la taxation créerait aussi une incitation à adopter des produits moins mortels. Les partisans de la lutte antitabac ont ignoré ce maillon crucial de la chaîne causale menant à

la mort par la cigarette, mais le fait est que les fabricants ont aussi des options, même s'ils aimeraient nous laisser croire que non. Signaler les risques et périls à l'acheteur ne suffit pas. Il ne faut pas faire porter tout le fardeau d'un « choix » fatidique aux fumeurs. Nous devons nous attaquer à la racine du problème et immobiliser les machines : fabricants, à vos risques et périls !

14. *Mettre un terme à la recherche financée par l'industrie dans toutes les facultés et universités.* Les compagnies ont depuis longtemps financé la recherche pour étayer leur crédibilité, en utilisant la renommée des universités Stanford, Harvard ou de l'université de Californie pour affirmer (en résumé) : « Comment pourrions-nous être si mauvais quand d'aussi respectables institutions acceptent de travailler avec nous ? » Ces compagnies utilisent ces financements pour entretenir des écuries d'experts et retourner la substance même de la science en leur faveur. Mettre fin à de telles collaborations améliorerait l'intégrité de la recherche et aiderait les chercheurs qui défendent des positions impopulaires à rejeter les accusations d'être des « porte-plume » de l'industrie. Que ceux qui pensent vraiment que des endoprothèses vasculaires enduites de nicotine pourraient jouer un rôle préventif des crises cardiaques cessent de toucher l'argent du tabac, et ils redeviendront crédibles. Que ceux qui veulent vraiment démontrer que les pilotes sous l'emprise de la nicotine pilotent mieux mènent ces recherches au moyen de sources de financement transparentes, et ils ne seront pas accusés de vendre leur âme. Interdire les financements provenant de la cigarette est crucial pour la liberté du monde académique et l'intégrité de la recherche.
15. *Poursuivre les trafiquants en justice.* Les poursuites judiciaires peuvent être un moyen efficace de brider le pouvoir de l'industrie, et le coût des procès qu'elle a perdus sera répercuté sur les consommateurs sous la forme de prix plus élevés – autrement dit,

ces procédures agissent plus ou moins comme une taxe (assez inefficace). Peu de pays profitent de cette opportunité. La plupart des procès intentés dans le monde ont lieu aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Australie et en Grande-Bretagne. Le Japon n'a connu qu'un seul procès limité, et il y en a eu quelques autres, ailleurs, en ordre dispersé. Une procédure judiciaire peut imposer la divulgation de documents et révéler toute l'envergure manœuvrière de l'industrie. Elle peut servir de tremplin à d'autres initiatives en faveur de la santé et de la prévention de la maladie.

16. *Instaurer un système national de santé à payeur unique offrant une couverture universelle.* Cette proposition ne concernera pas les pays déjà dotés d'un tel système. Les États-Unis sont pratiquement la seule des nations riches de la planète à ne pas avoir instauré pareil dispositif. Le seul aspect bénéfique de cet état de choses, c'est que des compagnies et des gouvernements puissants ont été conduits à poursuivre l'industrie en justice, espérant ainsi combler une partie des coûts financiers du tabac. Instaurer un système de santé national forcerait les gouvernements à endosser leur part de cette charge et contribuerait à alléger le coût social et humain de la complaisance envers la cigarette. Les gouvernements sont plus susceptibles d'entreprendre des démarches antitabac importantes lorsqu'ils se rendent compte que le coût de traitement des maladies dépasse les bénéfices générés par les taxes.
17. *Identifier le tabac comme une source importante de pollution et de destruction de l'environnement.* La fabrication du tabac est coûteuse d'un point de vue environnemental : rien qu'aux États-Unis, 10 500 tonnes de pesticides sont répandues sur le tabac tous les ans, et bien davantage mondialement. Cela a des conséquences environnementales, mais c'est aussi un gâchis de ressources planétaires rares. Des millions de gens gagnent leur vie en cultivant et en vendant la feuille d'or, et, ce faisant, gaspillent des ressources

naturelles substantielles. La culture du tabac est aussi une cause majeure de déforestation. Des forêts millénaires continuent d'être rasées pour permettre l'aménagement de champs de tabac et fournir le bois qui sert de combustible au séchage à l'air chaud. Tous les ans, une forêt millénaire d'une superficie équivalant à treize fois Paris est abattue à seule fin de mettre de nouveaux champs de tabac en culture. La culture du tabac, la fabrication et le transport de ses produits consomment d'énormes quantités de combustibles fossiles, contribuant à l'émission de gaz à effet de serre et au réchauffement de la planète.

18. *Employer un langage créatif.* Nous entendons beaucoup parler de « contrôle du tabac », mais pas assez de « prévention du tabagisme » ou de « prévention des décès dus au tabagisme ». Ni de souffrance. Parler de contrôle, c'est un peu se mettre sur la défensive et l'idée de réglementation est hors de proportion par rapport à à l'ampleur de la catastrophe. Parler de contrôle implique un certain accommodement ou une forme de coopération tolérante, et c'est pour cela que personne ne parle de « contrôle de l'amiante » ou de « contrôle du plomb » dans les jouets pour enfants. Il est impossible d'enrayer les inondations, et c'est pourquoi nous avons « des zones de contrôle des crues ». Et c'est un oxymore de parler de fabrication responsable de la cigarette ; nous pourrions aussi bien parler d'accidents de la circulation socialement responsables ou de conduite en état d'ivresse socialement acceptable. En l'espèce, l'industrie a plus ou moins su occuper le terrain du discours en dénonçant toute idée d'« interdiction » ou de « prohibition » comme une aberration. Il faut reprendre l'avantage sur ce terrain du discours et élargir notre vision d'un avenir non fumeur. L'industrie se présente comme l'alliée naturelle de la liberté, du charme et d'une existence agréable vécue pleinement – des valeurs que la majorité d'entre nous situerait encore plus haut que la santé ou la longévité^{822}. Si

nous voulons réussir à enrayer les souffrances de la tabacomanie, les acteurs de la santé publique doivent comprendre qu'il faut adhérer à ces « valeurs supérieures ». Il faut aussi apprendre à dire les choses telles qu'elles sont, même si cela suppose de parler de machines qui tuent, de polluants toxiques, de menteurs d'envergure planétaire, de marchands de cancer, de seigneurs de la drogue, d'abuseurs d'enfants, de criminels pulmonaires, de dealers de mort, de trafiquants et de racketteurs, et ainsi de suite. Ce qu'on appelle la clause de non-diffamation du Fonds public pour l'éducation du Master Settlement Agreement (administré par l'American Legacy Foundation) interdit l'emploi de fonds à « des attaques personnelles ou à la diffamation ». Mais nous, en revanche, nous devons résister au harcèlement et aux tours de passe-passe rhétoriques de l'industrie.

19. *Démasquer l'action de la cigarette grâce au cinéma et aux arts.* Le Programme de lutte antibac de l'État de Californie et la Truth Campaign [campagne Vérité] de l'American Legacy Foundation ont beaucoup fait pour exposer la duplicité de l'industrie et les ravages du tabagisme. Dans leur ensemble, pourtant, les cinéastes et les journalistes ont peu fait pour s'emparer de cette catastrophe et la mettre en lumière. On a besoin de films montrant les machines à tuer de Hauni à Hambourg et de G. D. à Bologne, et révélant comment les climato-sceptiques ont adopté et utilisé les procédés négationnistes de Big Tobacco. On a besoin d'animations montrant de quelle manière le tabac s'attaque au cœur et en quoi la nicotine modifie les connexions cérébrales. On a besoin aussi de révélations sans complaisance sur la pénétration des cultures locales par les multinationales. On a besoin d'arts graphiques, publics, traitant de la corruption de la science et des menaces du tabac sur l'environnement, et notamment de sa contribution au dérèglement climatique. Et Hollywood doit changer de camp.

20. *Élargir notre imaginaire du possible !* C'est l'impératif d'où découlent tous les autres. Rien de bon, de vrai ou de beau ne s'accomplit sans une certaine dose d'invention créatrice. Si l'élimination progressive du tabac semble hors d'atteinte, c'est seulement parce que notre imagination s'est tarie. Rappelons qu'on avait du mal, jadis, à s'imaginer des tribunaux sans crachoirs, ou une télévision sans publicités pour la cigarette, ou des restaurants pour non-fumeurs, mais aujourd'hui, qui regrette ces décisions ? L'industrie a lutté ferme pour qu'on continue à fumer dans les vols commerciaux et les ascenseurs, mais qui juge aujourd'hui que la liberté humaine a perdu quelque chose à cette interdiction ? L'industrie a lutté ferme contre les avertissements sur les paquets, l'interdiction des distributeurs automatiques et le sponsoring sportif ; tout cela a été dénoncé comme une mise à mort de la liberté, mais qui voudrait revenir en arrière ? Qui regrette aujourd'hui de ne plus pouvoir « s'en griller une » dans un bus ou un train bondé ? Les enquêtes montrent désormais que même les fumeurs apprécient les espaces non-fumeurs, car ils leur fournissent une incitation pour s'arrêter.

Le spectre de la Prohibition

La dernière recommandation que je ferai l'emporte, en dernière analyse, sur toutes les autres : *il faut interdire la vente et la fabrication de cigarettes*. C'est le moyen le plus simple de prévenir les maladies et il éviterait le recours à la plupart des solutions couramment proposées. Il est toutefois remarquable de constater que cette solution simple soit si rarement envisagée. Comment et pourquoi l'idée d'une interdiction totale est-elle si éloignée de nos pensées les plus ordinaires ? Pourquoi la fin de la cigarette paraît-elle impensable ? Pourquoi partons-nous du principe

que, comme le pauvre de la tradition biblique, elle sera toujours parmi nous ?

La réponse la plus immédiate, c'est évidemment le pouvoir de l'industrie, qui agit pratiquement comme un État dans l'État pour influencer les politiques et ce que nous croyons possible. (En 2009, les revenus mondiaux d'Altria étaient de 25 milliards de dollars, ce qui rend les fabricants de la Marlboro plus riches que la moitié des nations du monde.) Les gouvernements redoutent aussi de perdre le flux de recettes fiscales que génèrent les cigarettes, et on craint que les fumeurs ne se révoltent ou que les contrebandiers ne prolifèrent. Mais ne chercher des solutions que dans le domaine du « choix du consommateur » et de l'« économie de marché » relève de la myopie. Curieusement, nous en revenons toujours à ce point de départ, le rayonnage rempli à ras bord de cigarettes, auquel nous réagissons en suppliant les gens de ne pas les acheter. Rien n'empêche les camions d'en livrer des cartouches ou les usines de les débiter par milliards. On nous pousse à croire que les réponses résident dans l'« information » et dans le « choix », si altérés soient-ils par l'emprise de l'addiction. On nous répète que proscrire les cigarettes équivaldrait à un retour à la Prohibition, dont chacun sait qu'elle s'est soldée par un échec.

Ce spectre de la prohibition dans le style des années 1920 est couramment invoqué, comme si l'on pouvait vraiment comparer l'alcool et le tabac. La différence la plus importante, c'est que l'alcool, à l'inverse de la nicotine, est une drogue récréative. Beaucoup de gens aiment boire, la plupart boivent de manière responsable et il en résulte peu ou pas de préjudices pour leur santé. Seuls 3 % de ceux qui boivent de l'alcool sont des alcooliques^{156}, la grande majorité des « buveurs » n'obèrent pas leur liberté. Ils ne sont pas dépendants, ce qui signifie qu'en dehors de la petite minorité de buveurs excessifs ils choisissent de boire. C'est la raison principale de l'échec de la Prohibition : *les gens aiment boire* et le font généralement avec modération.

Le tabac nous met en présence d'une tout autre réalité. La nicotine n'est pas une drogue récréative. La plupart des gens qui fument préféreraient ne pas fumer et 90 % d'entre eux regrettent d'avoir commencé^[823]. C'est parce que la plupart des fumeurs sont dépendants. À cet égard, il est crucial de garder à l'esprit qu'alcool et nicotine sont très différents, lorsqu'on réfléchit à ce qu'il faut faire.

Après tant d'années passées à explorer la question, j'ai remarqué que seuls deux groupes envisagent sérieusement une interdiction totale : les fumeurs et les dirigeants de l'industrie du tabac. Les fumeurs sont ouverts à cette perspective, parce qu'ils n'ignorent généralement pas qu'ils ont un problème et qu'ils ont besoin d'aide. Ils veulent s'affranchir de cet esclavage. Ce ne sont pas les individus les plus aisés de la planète et ils ont une conscience aiguë de l'argent qu'ils gaspillent. Ils n'apprécient guère l'idée d'une hausse des taxes car ils savent qu'ils finiront sans doute par payer plus pour assouvir cette envie diabolique qui les démange. Ils regrettent d'avoir commencé et se rendent compte qu'il leur faut un « puissant remède » pour les aider à s'arrêter.

Les archives attestent clairement que l'industrie aussi a anticipé la fin de la cigarette, et depuis assez longtemps. Les compagnies de tabac n'ont pas d'amour particulier pour leur produit. Elles le fabriquent uniquement parce qu'elles peuvent en tirer des profits. Et elles passeraient aussi bien à autre chose si leurs actionnaires s'en satisfaisaient. Rappelons que William Farone, directeur de la recherche appliquée chez Philip Morris de 1976 à 1984, fut engagé pour aider à piloter la compagnie vers l'ère de l'après-tabac. Dans le cadre de ces efforts, elle a racheté la bière Miller et Seven-Up et, un temps, envisagé de complètement sortir de la cigarette. (Farone avait recommandé au groupe d'acquérir Genentech, ce qui aurait été un excellent choix^[157].) Rappelons aussi que ces compagnies se sont évertuées à rendre un monde sans cigarettes inimaginable. Proscrire la cigarette est présenté comme une grave menace contre les libertés auxquelles nous sommes attachés.

Si cette interdiction semble un geste drastique, c'est en partie parce qu'on nous a amenés à croire que la prohibition, *en tant que politique générale*, était impraticable, ou intolérable. En réalité, dans la vie, du meurtre à la mutilation, de l'esclavage au travail des enfants, quantité d'interdits s'imposent à nous, et pour de très bonnes raisons. La plupart des lois sont des interdictions, comme une bonne part des règles morales (il n'est que de songer aux dix commandements). Nous interdisons les aliments qui contiennent des poisons et les substances aux effets secondaires mortels. Nous avons proscrit l'essence au plomb ainsi que l'isolation à l'amiante et la possession de (la plupart) des armes de guerre est interdite aux simples citoyens. Certaines interdictions s'appliquent à des sites ou à des âges spécifiques : on ne peut avoir de couteaux sur soi à bord d'un avion ou dans une école, et quantité de choses autorisées à l'adulte sont proscrites aux enfants. En un sens, nous vivons dans un monde saturé d'interdits, un monde radicalement délimité par des contraintes que la plupart d'entre nous tiennent pour acquises et ne voudraient pas voir disparaître. Nous considérons quantité de ces interdictions plutôt comme des protections, que nous acceptons sans y penser comme essentielles à l'entière expression des libertés humaines.

La Californie interdit l'importation de certaines plantes et de certains animaux pour empêcher l'introduction d'agents pathogènes dans l'État. Ces interdictions contrarient-elles les fermiers californiens ? En quoi se sentiraient-ils libres s'ils devaient batailler contre un nouveau parasite venu ravager leurs fruits ou contre un nématode que rien n'arrête ? Partout dans le monde, les drogues psychoactives (l'héroïne et la cocaïne, entre autres) sont proscrites en raison des abus potentiels. Si nous autorisions la vente d'héroïne à tous les coins de rue, nous sentirions-nous plus libres ?

Et qu'en est-il des matières dangereuses, des poisons violents ou des armes surpuissantes ? Les armes de poing sont interdites dans de nombreuses régions du monde, mais même en Amérique, un citoyen n'est

pas non plus censé posséder un missile Sidewinder ou des balles perforantes. Et qu'en est-il de l'interdiction d'emploi des balles dum-dum ou des armes chimiques et biologiques par les Nations unies ? Serions-nous plus libres si de tels objets circulaient librement ? Sommes-nous bridés à l'excès par la Convention de Genève, par les règles internationales régissant le mode de traitement des prisonniers ou par les traités interdisant la prolifération de technologies nucléaires ?

La sécurité est peut-être la raison la plus courante des interdictions modernes. Les employeurs n'ont pas le droit d'exposer les travailleurs à des substances dangereuses, et les restaurants ne peuvent servir des plats préparés dans des cuisines sales. Ne s'agit-il pas là de bonnes interdictions ? Et que penser des lois qui punissent la pollution de l'air ou de l'eau, ou des textes proscrivant les produits qui menacent la santé ou la sécurité des enfants ? La sécurité des enfants est protégée par quantité de lois différentes, notamment les réglementations des produits de consommation. On ne peut vendre de jouets comportant des petites pièces susceptibles de se détacher et risquant d'être avalées. Ni vendre un berceau aux barreaux si espacés qu'un enfant pourrait y faufiler sa tête et risquer de s'étrangler. Ni vendre de jouets recouverts de peinture au plomb ou de comprimés en flacon sans bouchon de sécurité. Faudrait-il être libre de commercialiser de tels produits ?

Les lois qui s'appliquent aux aliments et aux médicaments incluent des interdictions que peu d'entre nous voudraient voir assouplies. Les fabricants de produits alimentaires ont défense d'utiliser des additifs provoquant le cancer. Ils ne sont pas censés y inclure de corps étrangers ou présenter leur contenu sur le paquet de manière incorrecte. Le saffrole (issu du saffras) est désormais interdit (aux États-Unis) dans la bière racinette, mais aussi dans les parfums et savons par l'Association internationale des matières premières pour la parfumerie. Aux États-Unis, dans les années 1950, six colorants alimentaires différents, utilisés pour colorer les beurres artificiels, ont été interdits, des expériences ayant

révélé qu'ils pouvaient être cancérogènes.

Certes, avec leur pouvoir de résister à de telles interdictions, toutes les industries ne sont pas à égalité : rappelons qu'en 1956 la Société américaine contre le cancer observait que si les mêmes preuves qui accusent la cigarette avaient été retenues contre les épinards, ce légume feuillu serait depuis longtemps hors la loi. Aux États-Unis, pour les produits pharmaceutiques, la charge de la preuve incombe désormais aux laboratoires, qui ne peuvent lancer un médicament sur le marché avant qu'il n'ait été soumis à des contrôles de sécurité très stricts. Les essais obligatoires des médicaments sont étonnamment récents, et sont surtout intervenus en réaction à des abus rendus publics. J'ai déjà mentionné le cas du diéthylène glycol, qui a défrayé la chronique en tuant des centaines de personnes dans les années 1930, mais les médicaments non testés ont provoqué d'innombrables autres méfaits. La thalidomide, antalgique et antiémétique, était couramment utilisée en Europe contre les nausées matinales, avant que, dans les années 1960, on ne constate qu'elle provoquait des anomalies congénitales. Ce médicament a ainsi causé plus de 10 000 malformations dans le monde avant son retrait du marché. Aux États-Unis, ce scandale a conduit à l'adoption d'une loi imposant des essais avant commercialisation, ce qui signifie que les médicaments non testés furent interdits.

Les constructeurs automobiles n'ont pas le droit de vendre des véhicules qui ne respectent pas les normes de sécurité. Nous n'y pensons guère, mais les véhicules en circulation sont l'incarnation ambulante de centaines, si ce n'est de milliers de normes de performance obligatoires. On ne peut construire une voiture sans phares d'une certaine puissance, sans freins ou sans pneus soumis à des essais stricts. Les pare-brise et les vitres ne doivent pas se fragmenter en éclats mortels lorsqu'ils se brisent, les airbags doivent se gonfler et les ceintures de sécurité doivent être d'une certaine robustesse. Les nouveaux modèles d'automobiles doivent être soumis à des tests d'impact et de renversement, de consommation,

de visibilité, à des simulations d'impact, à des tests d'écrasement et des dizaines d'autres. Le levier de vitesse lui-même doit être d'une taille telle qu'il ne puisse pénétrer dans l'orbite, une leçon qu'on a retenue après un certain nombre d'embrochages crâniens. Tout cela explique pourquoi le nombre des victimes d'accidents est aujourd'hui plus bas que tout autre depuis 1950 : seuls 35 000 Américains sont morts sur les routes cette année-là – le même chiffre qu'en 2009. (Chiffre à rapprocher de celui de l'augmentation des décès dus au tabac, d'environ 100 000 à plus de 400 000 dans ce même laps de temps.) Chaque véhicule, chaque portion d'autoroute est l'expression physique de centaines de normes de sécurité et de performance que nous ne vivons pas comme des interdictions, uniquement parce que nous ne voyons généralement pas ce qui n'est pas construit et qui, de par la loi, ne peut pas l'être. Les véhicules, les routes et les panneaux indicateurs qui ne sont pas aux normes sont effectivement proscrits.

En d'autres termes, nous vivons dans un monde où les interdits sont omniprésents. Les institutions financées par les États adoptent des normes de qualité de l'air, des aliments et de l'eau, ainsi que de santé et de sécurité au travail, de sécurité des transports, des normes pour les écoles et les hôpitaux, et appliquent des limitations aux saisons et aux méthodes de chasse ou de pêche. Il en est de même pour l'embauche et le licenciement des employés, les opérations boursières ou les traitements réservés aux enfants. Tout cela implique des interdictions, des garde-fous contre les menaces pesant sur tel ou tel aspect de la vie et de la liberté humaines.

Je ne prétends pas que ce soient là des institutions parfaites ou même qu'elles fassent un travail satisfaisant. Il y a toujours matière à amélioration. Mon idée serait plutôt que nombre de nos libertés dépendent de ces limitations ainsi que des sanctions imposées aux contrevenants. Nous vivons toutefois dans un monde où des idéologues de l'ultralibéralisme à tout crin essaient de présenter toute réglementation

comme une mauvaise chose en soi, comme une ennemie de la liberté, alors que chaque départ en vacances qui arrive à bon port, chaque airbag qui se gonfle correctement lors d'un accident, chaque avion qui atterrit guidé par un contrôleur aérien, chaque vie sauvée par un panneau indicateur à boulon de cisaillement, chaque médicament qui n'est pas frelaté par un charlatan, chaque médecin possédant un permis d'exercer, chaque maison construite conformément aux normes électriques, est la preuve de la valeur de ces règles quand elles sont correctement appliquées. Je voudrais suggérer à quiconque s'oppose obstinément à toute « interdiction » de passer au crible les 500 000 résultats d'une recherche sur Google de la formule « lois interdisant » [*laws prohibiting*]. Selon moi, la plupart concernent des textes que peu de gens voudraient voir abrogés^[824].

La sécurité n'est évidemment pas la seule raison de ces interdictions. Les produits et matériels améliorant les performances sont interdits dans beaucoup de sports, dans le but d'assurer l'équité et l'intégrité des compétitions. Beaucoup de lois environnementales comportent des interdictions de chasser certains animaux ou de déverser les déchets dans des décharges sauvages, par exemple, souvent pour protéger la qualité de l'air et de l'eau, mais aussi pour préserver la possibilité d'apprécier la splendeur d'une nature intacte. Les pesticides sont parfois interdits pour protéger la faune et la flore menacées, et les lois de protection du patrimoine proscrivent la destruction des monuments naturels ou des artefacts historiques. L'objectif de ces lois de protection est parfois la durabilité, comme lorsque des pêcheurs irlandais se sont organisés pour proscrire le chalutage automatisé dans le Lough Neahg en Irlande du Nord, territoire où vivent les anguilles les plus goûteuses d'Europe. Dans les années 1950 et 1960, le chalutage avait entraîné une baisse spectaculaire des prises, et la décision a été adoptée d'autoriser seulement la pêche à la ligne et au filet dérivant, sans chalutage. En conséquence, les populations d'anguilles se sont reproduites et les

pêcheurs locaux ont préservé leur gagne-pain grâce à cette interdiction et à quantité d'autres pratiques de gestion⁽⁸²⁵⁾.

Nous vivons donc dans un monde d'interdictions régulières, fussent-elles invisibles, instaurées pour protéger les faibles des puissants, les innocents des auteurs de sévices, les prévoyants des rapaces, la population des pollueurs. Ces interdictions passent souvent inaperçues, rendues invisibles par l'absence même de l'objet proscrit du circuit de la consommation. Ce qui brouille plus encore notre perception, ce sont les récriminations des ultralibéraux qui dénoncent toutes les « intrusions » du « gouvernement », jugées intolérables. Cette myopie de l'homme retranché sur son îlot empêche de considérer la multitude d'interdictions dont nous bénéficions tous les jours. Nous vivons dans un monde où les libertés sont préservées par des lois, lesquelles comportent une part cruciale d'interdictions raisonnables.

Ne pas quitter la cible des yeux

La cigarette est l'artefact le plus meurtrier de l'histoire de la civilisation humaine. C'est aussi un produit défectueux. C'est une voiture sans ceintures de sécurité, un berceau peint à la peinture au plomb, un véhicule aux freins qui lâchent, la bouche d'égout ouverte et sans barrière, l'échelle branlante, la viande rongée par les vers, le bouclier de Dalkon⁽¹⁵⁸⁾, la cheminée crachant de la fumée. C'est à la fois la peinture au plomb, l'amiante, l'arsenic et pis encore, puisqu'elle tue beaucoup plus de personnes, et avec quelle lenteur, quelle séduction... Et c'est aussi, semble-t-il, le seul bien de consommation qui tue lorsqu'on l'utilise en respectant ses conditions d'utilisation. Qui finit par tuer en réalité la moitié de ses utilisateurs.

Le temps viendra, j'en suis convaincu, où l'on ne fumera plus autant, où les gens seront stupéfaits qu'une telle obsession, bizarre et ancienne, ait

pu exister. Des historiens perplexes s'interrogeront : pourquoi et comment la nicotine a pu soumettre tant de gens à son emprise, et si longtemps ? Le changement ne surviendra pas du jour au lendemain et nous pouvons nous attendre à ce que l'industrie continue encore de malmenager ses détracteurs et de les soudoyer. Dans certaines régions du monde, le changement proviendra de mouvements populaires, de politiques locales qui se conjugueront à des politiques plus générales. Dans d'autres, il naîtra d'actions concertées des élus, qui agiront sous la pression d'une opinion informée et scandalisée. Ailleurs, le tabagisme persistera encore de nombreuses années, puis finira un jour par appartenir à un chapitre de l'histoire. La cigarette aura alors rejoint la peinture au plomb, l'amiante si répandu et d'autres produits auxquels on a fini par renoncer, et c'est alors que ce chapitre de l'histoire touchera à sa fin.

Pour y parvenir, toutefois, il s'agit de ne pas quitter la cible des yeux. La cigarette est la drogue dont on abuse le plus au monde et la principale cause évitable de mortalité et de souffrance. Le tabagisme, ce fléau qui touche un milliard de personnes, est à l'origine d'une corruption sans précédent – car il corrompt aussi bien la science que les poumons des êtres humains. C'est un destructeur de forêts, à l'origine de la majorité des incendies qui ravagent la planète. C'est une cause d'appauvrissement et de maladies dans le monde entier, c'est un fardeau que les fumeurs eux-mêmes finissent par prendre en horreur. Pour que chacun puisse respirer l'air pur auquel il a droit, pour empêcher d'inutiles souffrances, y compris celles de millions d'êtres qui ne sont pas encore nés, il nous faut abolir la fabrication et la vente de cigarettes.

Postface

d'Étienne Caniard

Président de la Mutualité Française

L'influence exercée par certains industriels pour faire prévaloir leurs intérêts économiques sur les impératifs de santé publique n'est pas nouvelle. Elle trouve son origine dans l'essor de l'industrialisation au cours du XIX^e siècle. En revanche, la prise de conscience de cette réalité par l'opinion publique demeure récente. Elle intervient en France dans les années 1990, avec en particulier le dossier de l'amiante. Les Français, choqués, découvrent qu'on peut sciemment sacrifier la santé de milliers d'individus sur l'autel de la primauté économique.

Procès, condamnations, interdiction de l'amiante s'ensuivent. Entre la révélation du scandale et les mesures de protection prises, le temps de réaction des pouvoirs publics est relativement rapide. Là est la grande différence avec le tabac, différence qui suscite des interrogations. Comment un produit dont la nocivité pour la santé est avérée peut-il continuer à être commercialisé ? Pourquoi n'y a-t-il aucune réaction de la société, aucun mouvement de « révolte » ? Ce sont ces questions que vient brillamment éclairer l'ouvrage de Robert N. Proctor.

Les actions menées par les industriels au détriment de la sécurité sanitaire intéressent depuis longtemps la Mutualité Française, qui y a consacré de nombreuses publications. Qualité des médicaments et des produits de santé, santé au travail, produits toxiques répandus dans l'environnement, alcool : les lobbies industriels n'ont eu de cesse d'exercer leur influence pour rendre le risque « socialement acceptable ». Le tabac

ne fait pas exception et la Mutualité Française a publié deux ouvrages sur ce sujet.

Le premier, *Des lobbies contre la santé*^{159}, paru en 1998, résultait d'enquêtes menées par un journaliste d'investigation et un médecin de santé publique. Les auteurs y développaient les stratégies aussi habiles qu'imaginatives des cigarettiers pour infléchir les décisions des autorités françaises et continuer à accroître leurs parts de marché^{160}. Ainsi, confrontée aux lois Veil^{161} et Évin^{162}, l'industrie du tabac a déployé une panoplie de méthodes de désinformation permettant de maintenir artificiellement les controverses et de créer la confusion dans les esprits. Relais scientifiques, parlementaires et médiatiques ont ainsi continué de mettre en question la dangerosité du tabac. Et tous ceux qui s'opposaient à cette vision se sont vu traiter d'« inquisiteurs », accusés d'orchestrer une « chasse aux fumeurs » et de vouloir attenter aux libertés individuelles...

L'essai eut de l'audience auprès des médias, nourrissant notamment quelques émissions télévisées d'investigation. Mais la mobilisation resta, pour l'essentiel, l'affaire d'associations et de quelques grandes figures de la santé publique.

La pédagogie étant l'art de la répétition, la Mutualité Française revient à la charge en 2004, avec l'édition d'un livre grand public dont l'objectif était d'inciter à l'arrêt du tabac. On y découvre notamment les méthodes employées par les industriels pour dissimuler les méfaits de leurs produits, de même que les pièges inventés pour « accrocher » le public dès le plus jeune âge.

Le livre fut un succès de librairie, signe que la conscience du danger que représente le tabac pour la santé était de plus en plus présente. Les lois Veil et Évin avaient désormais gagné leurs lettres de noblesse. Les mesures de prévention commencèrent à s'intensifier – non sans difficulté, convient-il de souligner : interdiction de fumer dans les lieux publics, augmentations successives du prix du tabac, paquet blanc, avertissements sanitaires s'appuyant sur des images chocs, etc.

De fait, la consommation française accuse une baisse de plus de 30 % en l'espace de moins de vingt ans. C'est un progrès évident même si la réalité donne le vertige. Car c'est en millions de tonnes que se mesure le tabac vendu : 96,5 millions de tonnes en 1995^{163}, 63,39 millions de tonnes en 2008, et une stabilisation à un peu plus de 64 millions de tonnes depuis^{164}. La sensation d'étourdissement s'accroît quand on décline ces chiffres faramineux en produits de « consommation ». Notre pays inhale ainsi 54 milliards de cigarettes^{165} par an ! Les 16 millions de fumeurs français achètent donc l'équivalent de 2,7 milliards de paquets de cigarettes par an. Sur la base d'un prix moyen du paquet à 6,60 €, cela représente une dépense moyenne annuelle de 17,55 milliards d'euros. Plus que le déficit annuel de la Sécurité sociale^{166} ! Auxquels s'ajoutent les produits du tabac à rouler, du tabac à pipe, du tabac à mâcher, des cigares et cigarillos, et les ventes du marché parallèle estimé à 20 % du marché total. On comprend l'intérêt à préserver – et développer – une telle source de revenus qui représente pour l'industrie du tabac 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, sur lequel elle acquitte un impôt de... 80 millions d'euros^{167}.

Actons la baisse globale de la consommation^{168}, effet de l'action publique menée. Pour autant, se poursuivra-t-elle ? La situation de crise économique et sociale que traverse notre pays risque de s'accompagner d'un nouveau rebond, le recours au tabac étant fortement corrélé à la situation de chômage. Et les industriels du tabac n'hésiteront pas à s'engouffrer dans la moindre brèche pour reconquérir des parts de marché.

Par ailleurs, quel est le niveau réel de conscience de l'opinion publique sur le tabac ? Alors que près d'un quart de la population de l'hexagone fume, combien de nos concitoyens savent-ils que le tabac^{169} est érigé, par nombre d'organismes scientifiques français et étrangers, au rang de drogue dure, au même titre que la cocaïne et l'héroïne ? Et, surtout, confrontés à cette information, combien d'entre eux l'admettent ? La

consommation de cannabis déchaîne des débats houleux et violents ; le tabac, non. La culture, l'acceptation sociale se mesurent à l'aune de cette licéité d'usage. Et, là encore, les industriels du tabac ont savamment joué leur partition.

Ce ne sont plus aujourd'hui des journalistes qui viennent nous alerter sur cette réalité, mais un historien des sciences, professeur à la prestigieuse université Stanford en Californie. Difficile de l'accuser de manipulation. Les faits sont là, prouvés, démonstratifs du cynisme et du mensonge qui servent de ligne de conduite aux industriels concernés.

L'histoire que nous livre Robert N. Proctor ne se conjugue pas au passé ; elle s'ancre dans le présent et menace l'avenir. Car, en dépit des ouvrages, des dossiers journalistiques, des émissions de télévision, des campagnes de sensibilisation des pouvoirs publics, le fléau du tabac continue de se propager, fauchant sur son passage des millions de vies.

L'histoire n'est pas seulement celle des pays développés. Elle se mondialise. C'est au tour des pays émergents d'être saturés de fumée par les cigarettiers. Un reportage récent, diffusé sur une chaîne télévisée de grande écoute, présentait l'image d'un petit Pakistanais de deux ans consommant une cigarette avec les gestes d'un fumeur patenté ! Prévention, information sanitaire, là-bas, n'existent pas.

L'Organisation mondiale de la santé^{170} estime que le tabagisme tue, chaque année, près de 6 millions de personnes dans le monde, dont 600 000 sont victimes du tabagisme passif. « Le tabac tue plus que le paludisme, plus que le sida, plus que le terrorisme, plus que la guerre et plus que la somme des quatre », rappelait Stéphane Foucart^{171}. Soit quasiment 10 % de la population française décimée tous les ans.

Et ce n'est qu'un prélude à une tragédie bien plus vaste. L'extension mondiale du marché des industries du tabac provoquera 10 millions de morts par an à l'approche de 2030 et, si rien ne change, on en comptera, selon les épidémiologistes^{172}, 1 milliard au cours du XXI^e siècle.

« La cigarette, résume Robert N. Proctor, est l'invention la plus

meurtrière de l'histoire de l'humanité. »

Parce qu'il est dans ses missions de se préoccuper de la santé de ses adhérents, parce qu'elle ne peut rester inactive face à un tel enjeu de santé publique, la Mutualité Française a souhaité s'associer aux éditions des Équateurs pour permettre la traduction et la publication de cet ouvrage dans notre pays.

Parce qu'il faut savoir que fumer n'est pas le résultat d'un choix, l'expression d'une liberté, mais la conséquence d'une vaste mécanique aux rouages complexes autant que merveilleusement huilés : promotion commerciale qui se compte en milliards pour notre seul pays, subtile infiltration du monde de la culture et de la science, subversion de la médecine, influence des pouvoirs politiques. Sans le moindre scrupule, les entreprises du tabac répandent un savant mélange de substances dont l'objectif ne vise qu'à renforcer l'addiction de son consommateur.

Quant à la mortalité qui l'accompagne, les bataillons se reformeront toujours... C'est à cette impression de normalité, c'est à cette fabrique inédite de consentement à une addiction de masse que Robert N. Proctor s'est attaqué. Faisons-lui écho !

Étienne CANIARD, président de la Mutualité Française

Notes

Les « cotes Bates » que je cite en notes (mais également dans la bibliographie) servent à identifier les documents préparés pour publication au stade de la communication des pièces de la procédure. Ces cotes ont été imprimées sur les documents par des estampilleuses automatiques à main, comme celles brevetées par la Bates Manufacturing Company d'Orange, New Jersey, dans les années 1890. Les séries chiffrées des cotes Bates permettent la numérotation d'importants ensembles de documents en séquences uniques, quoique, dans la pratique, lorsqu'on regroupe les archives de plusieurs procès, plusieurs documents puissent finalement reprendre les mêmes cotes. Le lecteur a la possibilité de récupérer des documents en ligne sur le site de la Legacy Tobacco Documents Library, à l'adresse <http://legacy.library.ucsf.edu>, en saisissant la première série chiffrée de la cote (précédant le trait d'union) dans le champ de recherche.

Introduction

^[1] Le site Internet de la compagnie, www.ecusta.com/products.htm, consulté en janvier 2006, a depuis lors été fermé. Pour plus de contexte sur cette société, voir *The Echo – Anniversary Edition – 1939-1949*, Pisgah Forest, Caroline du Nord, Ecusta Paper Corp., 1949.

^[2] Richard Doll et A. Bradford Hill soupçonnaient l'arsenic ; voir leur « Smoking and Carcinoma of the Lung : Preliminary Report », *British Medical Journal*, n° 2, 1950, p. 739-748. Franz Hermann Müller suspectait l'emploi croissant des tiges de la plante ; voir son « Tabakmissbrauch und Lungencarcinom », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 49, Cologne, 1939, p. 57-85. J. J. Durrett, de la Commission fédérale du commerce, soupçonnait le diéthylène glycol ; voir Hiram R. Hanmer (à Paul M. Hahn), « Memorandum On Alleged Causative Relation between Cigarette Smoke and Bronchiogenic Carcinoma », 15 sept. 1950, Bates 950218815-8825, p. 7.

^[3] Voir Louis Kyriakoudes, « Historians' Testimony on “Common Knowledge” of the Risks of Tobacco Use : A Review and Analysis of Experts Testifying on Behalf of Cigarette

Manufacturers in Civil Litigation », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 107-116 ; également mon « Should Medical Historians Be Working for the Tobacco Industry ? », *Lancet*, n° 383, 2004, p. 1174-1175.

[4] En matière de responsabilité civile, la loi américaine ne requiert généralement pas de preuve que les parties coupables de négligence aient su qu'elles étaient cause de préjudice ; il suffit qu'elles aient omis d'agir en accord avec l'« état des connaissances ». Dans le registre juridique, la question n'est pas tant de comprendre quand l'industrie « savait », mais plutôt « quand elle aurait dû savoir ».

[5] La déposition des « Sept Nains » devant la commission parlementaire présidée par Henry Waxman se trouve à l'adresse : www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/settlement/timelines/april942.html#nope. Pour la déposition de Geoffrey Bible, voir « Minnesota vs Philip Morris », 2 mars 1998, Bates BIBLEG030298, p. 5782.

[6] Richard Kluger, *Ashes to Ashes : America's Hundred-Year Cigarette War, the Public Health, and the Unabashed Triumph of Philip Morris*, New York, Knopf, 1996.

[7] Cette réunion à l'hôtel Plaza est décrite dans « Tobacco Industry Meeting, New York, 14 décembre 1953 », Bates 680262226-2228.

[8] Le 26 janvier 2006, l'Air Resources Board [commission de la Qualité de l'air] de l'Environmental Protection Agency [Agence de protection de l'environnement] de Californie reconnut le tabagisme passif comme une cause importante de cancer du sein, sur la base d'une étude épidémiologique de cinq ans. Le rapport concluait aussi que le tabagisme passif constitue un « contaminant toxique de l'air » responsable de plus de 50 000 décès d'Américains par an. Pour une documentation, voir www.arb.ca.gov/regact/ets2006/ets2006.htm ; et pour une évaluation mise à jour, le rapport « Canadian Expert Panel on Tobacco Smoke and Breast Cancer Risk » d'avril 2009, voir www.otru.org/pdf/special/expert_panel_tobacco_breast_cancer.pdf.

[9] Certains dirigeants du secteur admettent en privé la réalité de l'addiction à la cigarette plus d'un quart de siècle avant le rapport du ministre de la Santé de 1988, premier document à parvenir à cette conclusion. En 1961, le directeur scientifique de British American Tobacco (BAT), Sir Charles Ellis, a qualifié par exemple les fumeurs d'« intoxiqués à la nicotine », et, deux ans plus tard, le directeur juridique et vice-président exécutif de Brown & Williamson, avoua (en privé) que la « nicotine provoque l'accoutumance » et que la compagnie avait « pour activité de vendre de la nicotine, une drogue qui provoque l'accoutumance ». Voir Ellis, « Meeting in London with Dr. Haselbach », 15 nov. 1961, Bates 301083862-3865 ; Addison Yeaman, « Implications of Battelle Hippo I & II and the Griffith Filter », 17 juillet 1963, Bates 435.

[10] Louis Kyriakoudes souligne que, jusque dans les années 1970, les manuels de savoir-vivre américains (celui d'Amy Vanderbilt, par exemple) recommandent encore qu'une bonne maîtresse de maison apporte à ses invités, après le dîner, cigarettes et cendriers ; il cite cette habitude pour preuve que beaucoup de gens ne sont pas encore prêts à évoquer la cigarette comme entraînant une accoutumance létale. Voir son témoignage dans « Boerner vs

Brown & Williamson », 9 mai 2003, Bates Kyriakouides1050903.

{11} Sur la calvitie : J. G. Mosley et A. C. C. Gibbs, « Premature Grey Hair and Hair Loss among Smokers : A New Opportunity for Health Education ? », *BMJ*, n° 313, 1996, p. 1616. Sur la ménopause précoce : E. R. te Velde, P. L. Pearson et F. J. Broekmans (éd.), *Female Reproductive Aging*, Parthenon, Londres, 2000, p. 255. Sur les films hollywoodiens : M. A. Dalton *et al.*, « Effect of Viewing Smoking in Movies on Adolescent Smoking Initiation : A Cohort Study », *Lancet*, n° 362, 2003, p. 281-285 ; et aussi James D. Sargent, « Effect of Seeing Tobacco Use in Films on Trying Smoking among Adolescents », *BMJ*, n° 323, 2001, p. 1394-1397. Sur les plastifiants absorbés par les poumons : D. E. Mathis (Eastman Kodak Co.), « Factors Affecting Filter Firmness », non daté, Bates 599006814-6819. Sur le narguilé : Wasim Maziak, « The Waterpipe : Time for Action », *Addiction*, n° 103, 2008, p. 1763-1767 ; également Erika Dugas *et al.*, « Water-Pipe Smoking Among North American Youths », *Pediatrics*, n° 125, 2010, p. 1184-1189.

{12} US Department of Health and Human Services [département de la Santé et des Services aux personnes], *Reducing the Health Consequences of Smoking : 25 Years of Progress : A Report of the Surgeon General*, Washington, DC, US Government Printing Office, 1989, chap. 4, tableaux 6, 15 et 16, et fig. 1 et 2.

{13} Steven A. Schroeder, « Tobacco Control in the Wake of the 1998 Master Settlement Agreement », *New England Journal of Medicine*, n° 350, 2004, p. 293-301 ; J. R. Hughes *et al.*, « Prevalence of Smoking Among Psychiatric Outpatients », *American Journal of Psychiatry*, n° 143, 1986, p. 993-997 ; R. J. Reynolds, « Project Scum », 12 déc. 1995, Bates 518021121-1129. Simon Chapman, Mark Ragg et Kevin McGeechan ont publié un passionnant exposé sur la tendance, chez les scientifiques, à exagérer la proportion de malades mentaux fumeurs ; voir leur « Citation Bias in Reported Smoking Prevalence in People with Schizophrenia », *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, n° 43, 2009, p. 277-282.

{14} *Eavescasting* est un mot que j'ai proposé au linguiste Iain Boal de forger pour désigner cette intention cachée de diffuser une information ; ce mot-valise se compose à partir de deux autres, *eavesdropping* [écouter aux portes, surprendre une conversation] et *broadcasting* [diffuser, émettre].

{15} Voir mon « “Everyone Knew but No One Had Proof” : Tobacco Industry Use of Medical History Expertise in US Courts, 1990-2002 », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 117-125.

{16} En 1963, Lorillard lance un bimensuel – *Science Fortnightly* – pour draper sa marque si populaire, les Kent, de l'autorité de la science. Cette publication est destinée aux cabinets médicaux, avec un soin particulier accordé à la qualité du papier utilisé et même à la police et au corps de caractère, le tout visant à attirer l'œil du praticien et l'attention des patients. Publié de 1963 à 1964, ce bimensuel offre véritablement une lecture intéressante, avec des articles sur la cosmologie et les dinosaures et sur les réussites des minorités ethniques dans les sciences. On espère ici utiliser des reportages de vulgarisation scientifique de qualité pour redorer le blason des Kent en tant que cigarette « moins dangereuse », et c'est pourquoi

chaque numéro publie au moins deux publicités de la marque bien visibles, et aucune pour d'autres produits. *Science Fortnightly* propose de la bonne vulgarisation scientifique, et c'est aussi une tentative pour convaincre les médecins de la supériorité des Kent, avec leur filtre « Micronite » (anciennement à l'amiante). Les médecins sont toujours un groupe que l'industrie veut influencer, et pour des raisons évidentes : un document du secteur datant de 1950 souligne que pour chaque médecin « touché » on atteint aussi un millier de patients. En 1994, Lorillard ordonne la destruction de sa collection de *Science Fortnightly* ainsi que de la documentation allant de pair ; voir « Record Transfer List », 5 mai 1994, Bates 87929836-9837.

{17} Mon collègue de Stanford, Matthew Kohrman, a récemment dressé la carte de plus de trois cents usines de tabac dans le monde – des « citadelles de la cigarette » – qu'on peut maintenant consulter de manière interactive sur www.stanford.edu/group/tobaccopr/cgi-bin/wordpress/.

Première partie

{18} Francis Robicsek, *The Smoking Gods : Tobacco in Maya Art, History, and Religion*, Norman, University of Oklahoma Press, 1978.

{19} Robert K. Heimann, *Tobacco and Americans*, New York, McGraw-Hill, 1960, p. 203. Heimann était un sociologue formé à New York University qui, au début des années 1950, se retrouva propulsé au rang de cadre dirigeant de l'American Tobacco Company (AT). Son livre est en fait le fruit d'une collaboration entre AT, Hill & Knowlton, l'Institut du tabac et Philip Morris. On trouvera des informations sur l'histoire de cette publication dans J. S. Fones et E. P. Quinby à George Weissman, « Notes and Suggestions on “Americans and Tobacco” », 4 mai 1959, Bates 1005038147-8155.

{20} Harris Lewine, *Good-Bye to All That*, New York, McGrawHill, 1970, p. 11-12. Plusieurs autres versions de cette histoire ont circulé : en France, par exemple, Rizla, la compagnie de papier à rouler, évoque les soldats des guerres napoléoniennes utilisant des pages de livres pour envelopper leur tabac ; voir www.rizla.co.uk/riztory/riztory.php. Les récits sur l'origine de la cigarette diffèrent selon que l'on parle de « petits cigares », du mot *cigarette* ou de son enveloppe en papier.

{21} Des centaines d'autres exemples, et notamment des termes usités par les Indiens d'Amérique et des expressions datant du XVI^e au XIX^e siècle pour désigner le tabac à priser, le tabac à chiquer, l'acte de fumer ou les ustensiles pour fumer sont répertoriés dans Katherine T. Kell, « Folk Names for Tobacco », *Journal of American Folklore*, n° 79, 1966, p. 590-599. Ce texte ne couvre évidemment que les variantes anglaises, mais de nombreuses autres langues attestent d'une efflorescence linguistique comparable.

Chapitre 1

{22} Il y a trois manières principales de classer le tabac : par type, par lieu de culture et par méthode de séchage. Les catégories se fondent les unes dans les autres, car les variétés élevées dans des régions spécifiques tendent à être séchées de manières spécifiques ; et la

qualité de la fumée produite est fortement influencée par le sol où elles poussent. Le tabac séché à l'air chaud, ou « léger », est aussi connu sous l'appellation « de Virginie », parce que c'est là qu'il est cultivé à l'origine. Toutefois, les graines prélevées sur le tabac de Virginie et plantées à Cuba produiront des feuilles surtout adaptées aux cigares cubains. Robert K. Heimann, d'American Tobacco, commentait cet aspect en 1960, en relevant que le plant de tabac était « plus fidèle à la terre où il pousse qu'à la graine d'où il naît » ; voir son *Tobacco and Americans*, *op. cit.*, p. 146-185.

{23} Le chauffage direct au moyen du propane, apparu après la Seconde Guerre mondiale, a été suspecté d'accroître la production de nitrosamines carcinogènes dans le tabac et la fumée de cigarette ; voir Dietrich Hoffmann et Ilse Hoffmann, « The Changing Cigarette : Chemical Studies and Bioassays », in *Risks Associated with Smoking Cigarettes with Low Machine-Measured Yields of Tar and Nicotine*, Bethesda, Maryland, National Cancer Institute, 2001, p. 159-191.

{24} Dans *The Medical World of Early Modern France*, Oxford, Clarendon Press, 1997, Laurence Brockliss et Colin Jones notent, parmi les méthodes du XVIII^e siècle pour ranimer les corps pêchés dans la Seine, la « friction à l'eau-de-vie et à l'ammoniac sur diverses parties du corps et souffler de la fumée de tabac dans l'anus » (p. 744).

{25} Heimann, *Tobacco and Americans*, *op. cit.*, p. 244.

{26} On en trouvera une bonne étude dans G. F. Peedin, « Flue-Cured Tobacco », in D. Layten Davis et Mark T. Nielsen (éd.), *Tobacco : Production, Chemistry and Technology*, Oxford, Blackwell, 1999, p. 104-142.

{27} La feuille turque produit aussi une fumée faiblement alcaline, raison pour laquelle elle a été souvent utilisée dans les cigarettes. La marque Pall Mall, d'American Tobacco, introduite en 1913, utilise à l'origine du tabac oriental (c'est-à-dire turc) et n'adopte le tabac séché à l'air chaud qu'en 1936. En 1868, le *Chambers' Edinburgh Journal* mentionne la popularité de la cigarette après la guerre de Crimée de 1853-1856, conseillant, « pour tirer pleinement avantage » de la fumée des cigarettes de feuilles turques, de l'inhaler dans les poumons ; voir Richard B. Tennant, *The American Cigarette Industry : A Study in Economic Analysis and Public Policy*, New Haven, Yale University Press, 1950, p. 130.

{28} Francis J. Weiss (Sugar Research Foundation, pour R. J. Reynolds), « Tobacco and Sugar », oct. 1950, Bates 502477793-7881. On lira une excellente étude du rôle des sucres dans la chimie du tabac chez Reinskje Talhout, Antoon Opperhuizen et Jan G. C. van Amsterdam, « Sugars as Tobacco Ingredient : Effects on Mainstream Smoke Composition », *Food and Chemical Toxicology*, n° 44, 2006, p. 1789-1798.

{29} Fritz Lickint, *Ätiologie und Prophylaxe des Lungenkrebses*, Dresde, Steinkopff, 1953, p. 68, 134-135.

{30} Voir Prabhat Jha et Frank J. Chaloupka (éd.), *Tobacco Control in Developing Countries*, New York, Oxford University Press, 2000 ; également mon « Tobacco and the Global Lung Cancer Epidemic », *Nature Reviews Cancer*, n° 1, 2001, p. 82-86. Pour la comparaison avec la seringue hypodermique : Henner Hess, *Rauchen : Geschichte, Geschäfte, Gefahren*, Francfort, Campus, 1987, p. 49.

Chapitre 2

[31] Thomas H. Steele *et al.*, *Close Cover before Striking : The Golden Age of Matchbook Art*, New York, Abbeville Press, 1987.

[32] « Camel Is Still Going Strong after 60 Historic years », *RJR World*, janv.-fév. 1974, p. 4, Bates 507849712-9729.

[33] « George W. Hill : Pioneer Dynamo », *Newsleaf*, nov. 1984, Bates 950213874-3877, p. 8.

[34] James A. Bonsack, « Cigarette-Machine », US Patent n° 238640, brevet accordé le 8 mars 1881 ; B. W. C. Roberts et R. F. Knapp, « Paving the Way for the Tobacco Trust : From Hand Rolling to Mechanized Cigarette Production », *North Carolina Historical Review*, n° 69, 1992, p. 257-281.

[35] Le document Philip Morris de Pat Walford, « The Development of Cigarette technology », 28 fév. 1979, Bates 1000774237-4245, est une source excellente sur l'histoire de la mécanisation du tabac ; à rapprocher aussi de « Cigarette Manufacture : A Backward Glimpse », *Molinismo*, Londres, Molins Machine Co., Ltd., 1971.

[36] Richard Hall, *The Making of Molins : The Growth and Transformation of a Family Business, 1874-1977*, Londres, Molins Ltd., 1978, p. 2. Bernhard Baron, un inventeur américain, commence à fabriquer des machines à cigarettes dans l'East End de Londres dès les années 1880, et en 1896 crée sa société, la Baron Cigarette Machine Company. John Player & Sons se met à utiliser la Baron à Nottingham en 1893 et, à la fin du siècle, a installé dix-huit de ces machines dans ses usines. La firme de Glasgow, Stephen Mitchell & Son, achète aussi seize Baron ; voir Howard Cox, *The Global Cigarette : Origins and Evolution of British American Tobacco, 1880-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 53.

[37] Cité in Allan M. Brandt, *The Cigarette Century : The Rise, Fall, and Deadly Persistence of the Product That Defined America*, New York, Basic Books, 2007, p. 510, n. 49.

[38] H. Cox, *Global Cigarette*, *op. cit.*, p. 53.

[39] Sur les machines italiennes, voir Giuseppe Cavallini, « La machina italiana per la confezione delle sigarette », *Il Tabacco*, n° 548, 1942 ; et, pour celles d'Allemagne : M. Richard Kreuzburg « Die Tabakmaschinenindustrie », *Chronica Nicotiana*, vol. 1, n° 2, 1940, p. 30-53.

[40] BATCo, « Report on Visit to USA., May 1973 », 1973, Bates 100226995-7033, p. 2 ; « Administration January-March, 1971 » (BATCo), Bates 105360706-0735, p. 1 ; J. H. Simpson et I. W. Tucker, « The Technical Research Department of Brown & Williamson Tobacco Corporation : A Comprehensive Report of Its History, Current Status and Recommendations », déc. 1953, Bates 650032904-2943, p. 29. Pour les machines de Reynolds : « QA Production Division », 25 juillet 1986, Bates 509908904-8948. Pendant des années, la Molins Machine Company de Londres fut innovatrice en matière de conception des machines à cigarettes ; Desmond Walter Molins fut à la tête de la compagnie au début des années 1970, quand la rumeur courut que les Russes avaient acheté 150 de ses modèles Mark VIII. Molins fut aussi un pionnier des machines d'emballage (distinctes des

machines à rouler) : à partir de 1919, sa Mark I logeait 10 cigarettes dans un paquet souple, éliminant l'emballage à la main ; voir Walford, « Development of Cigarette Technology », p. 4-5. En 1974, Liggett déposa le brevet d'un « dispositif d'alimentation automatique » reliant les machines à cigarettes aux empaqueteuses, leur permettant d'empaqueter plus de 3 600 cigarettes à la minute ; voir Philip Morris, *Technical Newsletter*, avril 1974, p. 2. On trouvera une excellente analyse des vitesses des machines dans BAT, « Technological Forecasting : A Brief Survey of Trends », 1976, Bates 526022434-2566. Pour Hauni : « Status of Manufacturing Department Projects and Activities », 13 mai 1981, Bates 500253245-3255. En 2008, Hauni, dont le siège est à Hambourg, avec un effectif de 3 700 employés, se présente comme étant « de loin le meilleur fournisseur de technologies et de solutions pour la transformation du tabac » et « un leader du marché et de la technologie mondiale dans la fabrication des machines » pour le secteur ; voir www.hauni.com/about_us0.html?&L=0.

Chapitre 3

^[41] Philip Morris, Public Affairs Department, « Tobacco Action Program Manual », 1980, Bates 2053630242-0341, p. 1-8.

^[42] Tirer sur sa cigarette peut révéler votre position, et c'est pourquoi les soldats sassanides avaient pris l'habitude de fumer la cigarette *par le bout allumé*, pour en masquer le point rouge. Lors de guerres plus récentes, fumer est devenu plus dangereux à cause de l'emploi des lunettes à vision nocturne, qui peuvent aisément repérer la chaleur émanant d'une cigarette.

^[43] Ted Bates and Co., « Copy of a Study of Cigarette Advertising Made by J. W. Burgard : 1953 » (Lorillard), non daté, Bates 04238374-8433.

^[44] « Tobacco Boosts Defense Morale », *News*, Paris, Texas, 29 nov. 1959, Bates 1003543302-3654.

^[45] Voir mon livre, *La Guerre des nazis contre le cancer*, Paris, Les Belles Lettres, 2001, p. 179-248.

^[46] George Seldes, « US to Force Europe to take \$ 911,100,000 in Tobacco, only 2 Billions in Food in ERP Plan », *In Fact*, 22 mars 1948, p. 1-3. Le plan Marshall est conçu pour expédier des biens plutôt que de l'argent vers le Vieux Continent, dans le but d'aider à « faire tourner les machines des usines et des fermes » d'Europe. L'objectif est aussi toutefois de maintenir les prix agricoles américains à des niveaux élevés ; voir « How to Do Business under the Marshall Plan », *Kiplinger Magazine*, mai 1948, p. 6.

^[47] En septembre 1947, la Commission pour la coopération économique européenne élabore un plan de reconstruction de l'Europe et le présente au gouvernement américain. Fait significatif, le tabac n'y est pas inclus. À rapprocher de la liste de la « First Official Meeting of the OEEC in Paris to Determine National Needs Prior to Passage of Appropriations Bill by US Congress », US National Archives, 15 avril 1948.

^[48] George Seldes, *Lords of the Press*, New York, Julian Messner, 1938 ; ainsi que son « Tobacco Shortens Life », *In Fact*, 13 janv. 1941, p. 1-5 ; et 27 janv. 1941, p. 3-4.

[49] Hill & Knowlton, « Confidential Memorandum », 1954, Bates 501941222-1229.

[50] « To Smoke or Not : The Issue Involves Personal Choice, Not the Public Health », *Barron's*, 20 janv. 1964, p. 2. En 1970, le gouvernement américain versa 31 millions de dollars par an en faveur du programme Food for Peace, plus 28 autres millions pour les subventions à l'exportation et 240 000 dollars pour la promotion des cigarettes dans des pays comme le Japon, qui consomment un peu de tabac américain.

Chapitre 4

[51] Francisco Comin et Pablo Martin Acena, *Tabacalera y el estanco del tabaco en España : 1636-1998*, Madrid, Fundación Tabacalera, 1999 ; Jacob M. Price, *France and the Chesapeake : A History of the French Tobacco Monopoly : 1674-1791*, 2 vol., Ann Arbor, University of Michigan Press, 1973.

[52] Pour des données de 1935 : C. F. Bailey et A. W. Petre, « The Modern Cigaret Industry », *Industrial and Engineering Chemistry*, n° 29, 1937, p. 10-11, où nous apprenons que « généralement, dans le monde entier, les recettes du tabac se placent au premier ou au deuxième rang des sources de recettes gouvernementales de cette catégorie ». Pour la France, l'Italie et Formose : « Tobacco's taxing Dilemma », *Time*, 7 mai 1965, www.time.com/time/magazine/article/0,9171,898779,00.html. Beaucoup de nations européennes ont (ou avaient anciennement) des compagnies de tabac étatisées. Bulgartabac, par exemple, reste une entreprise d'État malgré de nombreux efforts récents de privatisation. En Turquie, TEKEL est un monopole étatique du tabac et de l'alcool ; d'autres monopoles associent le tabac et le sel (le Japon, le Vatican), le vin (Taïwan), le ginseng (la Corée), etc.

[53] Pour plus de détails, voir mon livre, *La Guerre des nazis contre le cancer*, *op. cit.*

[54] Voir Yali Peng « Smoke and Power : The Political Economy of Chinese Tobacco », thèse de doctorat, université d'Oregon, 1997. L'Organisation mondiale de la santé a publié une bibliographie sur le tabagisme en Chine ; voir Joy de Beyer *et al.*, *Research on Tobacco in China : An Annotated Bibliography*, New York, OMS, 2004. Pour l'histoire antérieure de la Chine, voir H. Cox, *Global Cigarette*, *op. cit.* ; et Sherman Cochran, *Big Business in China : Sino-Foreign Rivalry in the Cigarette Industry, 1890-1930*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1990.

[55] Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les taxes sur le tabac – avant l'instauration d'un impôt national sur le revenu – fournissaient au gouvernement des États-Unis près du tiers du total de ses recettes. Jusqu'en 1992, Philip Morris est encore le principal contribuable des États-Unis, versant jusqu'à 4,5 milliards de dollars d'impôts sur ses bénéfices.

[56] Selon une étude du Center for Public Integrity à Washington, D.C., BAT, Philip Morris et Reynolds ont tous « travaillé en étroite relation avec des compagnies et des individus directement liés au crime organisé à Hong Kong, au Canada, en Colombie, en Italie et aux États-Unis ». Cet organisme évoque aussi un rapport du gouvernement italien indiquant que des agents de Philip Morris et Reynolds en Suisse sont des « criminels de haut vol qui, dans les années 1980, dirigeaient une vaste opération de contrebande sur le territoire italien, directement rattachée à la mafia sicilienne » ; voir International Consortium of Investigative

Journalists, « Tobacco Companies Linked to Criminal Organizations in Lucrative Cigarette Smuggling », CPI Special Report, 3 mars 2001 (en ligne).

[57] L'histoire remarquable du Canada est racontée dans l'excellent *Smoke and Mirrors : The Canadian Tobacco War*, de Rob Cunningham, Ottawa, IDRC, 1996, p. 125-135. Pour la Suède : AFP, « Sweden Scraps Its Heavy New Tobacco tax Due to Booming Smuggling », 29 juillet 1998, Bates 106012256. Pour la Colombie : Mark Schapiro, « Big Tobacco », *The Nation*, 6 mai 2002 (en ligne).

[58] « North-East Argentina » (BATCo), 1992, Bates 503918336-8348.

[59] Brown & Williamson, « Tobacco in Italy », 1982, Bates 501016079-6083. Luk Joossens, en 2007, estime que 11 % des transactions mondiales de cigarettes sont « illicites », notamment la contrebande, la fabrication illégale (par des compagnies légitimes) et la contrefaçon. En 2007, cela équivalait à environ 600 milliards de cigarettes. En 1992, BAT prédit le nombre des cigarettes qui seront introduites en contrebande à Hong Kong à la suite de la hausse des droits de douane sur l'île ; voir Graham Burgess, « Company Plan 1993-1997 », 16 oct. 1992, Bates 304010203-0231 à 0216.

[60] Pour l'Ukraine : F. Delman, « Taxation & Smuggling », *TMA Executive Summary*, 29 janv. 1999, Bates 519977898-7901. Pour BAT : Jennie Matthew, « Company Denies Cigarette Smuggling Allegations », *Cyprus Mail*, 18 déc. 2001. Pour Chinatown : Angelica Medaglia, « Cigarettes Are Costly, but Often Less So in Chinatown », *New York Times*, 18 sept. 2007.

[61] Luk Joossens et Martin Raw, « Cigarette Smuggling in Europe, Who Really Benefits ? », *Tobacco Control*, n° 7, 1998, p. 66-71. Richard Hodgson, de BAT Nigerian, confirmait le 16 janv. 2005, dans *This Day*, un journal publié à Lagos, que : « L'usage du tabac est risqué, mais les cigarettes de contrebande sont mortelles. »

[62] Voir A. M. Brandt, *Cigarette Century, op. cit.*, p. 431-438.

Chapitre 5

[63] Nannie M. Tilley, *The R. J. Reynolds Tobacco Company*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1985.

[64] Susan Strasser propose une belle histoire des marques déposées et des noms de marques avec *Satisfaction Guaranteed : The Making of the American Mass Market*, New York, Pantheon, 1989.

[65] Pour « trente mille marques » : Mark W. Rien et Gustaf N. Dorén, *Das neue Tobago Buch*, Hambourg, Reemtsma, 1985, p. 119. Pour Susini & Sons : Tony Hyman, « Louis Susini's *La Honradez* : Cuban Cigarettes & the 1st Collectible », National Cigar Museum Exhibit, www.cigarhistory.info/Cuba/Honradez.html. Pour Police Club : Jerome E. Brooks, « The Philip Morris Century », vers 1978, Bates 96746624-6648.

[66] Philip S. Gardiner, « The African Americanization of Menthol Cigarette Use in the United States », *Nicotine & Tobacco Research*, n° 6, 2004, p. 55-65 ; également « The Black Menthol Cigarette Market, February, 1979 », préparé par William Esty pour Reynolds, Bates 501071047-1122.

- [67] Susan Wagner, *Cigarette Country : Tobacco in American History and Politics*, New York, Praeger, 1971, p. 56-60.
- [68] « Call for Philip Morris », *PM People*, janv. 1992, Bates 2054407245-7249.
- [69] Voir le site de Rizla, www.rizla.co.uk, où l'on peut jouer à divers jeux vidéo.
- [70] David E. Rudd, *Illustrated History of Baseball Cards : The 1800s*, www.cycleback.com/1800s/tobacco1.htm.
- [71] A. M. Brandt, *Cigarette Century*, *op. cit.*, p. 7. Pour le *skycasting* : « Voice from the Sky Resounds over the City », *New York Times*, 18 sept. 1928.
- [72] S. Clay Williams (à W. R. Hearst), 10 sept. 1935, Bates 501771783-1787 ; W. R. Hearst (à Berkowitz), non daté, Bates 501771781-1782.
- [73] « Radio Continuity, Lucky Strike, 1928-29 », 1929, Bates 945263197-3552.
- [74] Pour d'autres émissions mises au point par l'industrie, voir Louis M. Kyriakoudes, « The Grand Ole Opry and Big Tobacco : Radio Scripts from the Files of the R. J. Reynolds Tobacco Company, 1948 to 1959 », *Southern Cultures*, n° 12, 2006, p. 76-89.
- [75] www.youtube.com/watch?v=yNuQ6G1G_KQ.
- [76] « A New Advertising Medium for KOOL Cigarettes », *Information* (BAT), juillet 1948, p. 17-18, Bates 400566440-6490.
- [77] L. Kyriakoudes, « Historians' Testimony », art. cité, p. 112.
- [78] Kim Chong-wan documente les événements dans son livre, *One Hundred Years of Korean Film* (en coréen), notant que la première projection de « films animés » en Corée a eu lieu en octobre 1897 (communication personnelle, Yumi Moon).
- [79] « PM's Mobile Cinema », *Tobacco Control*, n° 17, 2008, p. 147-150.
- [80] Kristen L. Lum, Jonathan R. Polansky, Robert K. Jackler et Stanton A. Glantz, « Signed, Sealed, and Delivered : Big Tobacco in Hollywood, 1927-1951 », *Tobacco Control*, n° 17, 2008, p. 313-323 ; voir aussi www.smokefreemovies.ucsf.edu/problem/earlyhollywood.html.
- [81] R. A. Rechholtz, « 1971 Management Plan », 28 sept. 1970, Bates 501706277-6278.
- [82] Sylvester Stallone (à Bob Kovoloff), Associated Film Promotion, 28 avril 1983, Bates 2048286554 ; pour plus de détails, J. F. Ripslinger à Stallone, 14 juin 1983, Bates 2295 ; plus généralement : Randall Poe, « Invasion of the Movie Product-Pushers », *Across the Board*, janv. 1984, p. 36-45, Bates 682158975-8984 ; ainsi que C. Mekemson et S. A. Glantz, « How the Tobacco Industry Built Its Relationship with Hollywood », *Tobacco Control*, n° 11, 2002, p. 81-91.
- [83] Gene Tunney, « Nicotine Knockout, or the Slow Count », *Reader's Digest*, déc. 1941, p. 21-24, Bates 85865321-5325. L'ironie de la chose, c'est que même Joe Louis autorisa l'utilisation de son image pour la publicité des Chesterfield.
- [84] Pour Paul Newman, Sean Connery et Clint Eastwood : « AFP Payments », 1983, Bates 682154636-4641. Pour Lark : Michael G. Wilson (à Thomas A. Luken), 19 juillet 1989, Bates TIMN0305044-5045 et 685086478. Pour *Superman II* : Pierre Spengler, Dovemead Ltd. (à P. McNally, Philip Morris Europe), 18 oct. 1979, Bates 2046788819-

8821. Pour les accessoires de cinquante-six films : « Tobacco Issues, Hearings before the Subcommittee on Transportation and Hazardous Materials, House of Representatives », 25 juillet 1989, Bates 2406.01. Pour les occasions qui « ne manquent pas » : John A. Kochevar, Philip Morris (à Thomas A. Luken), 2 fév. 1989, Bates 87703545-3547. Pour le marchandisage : Frank A. Saunders (à James C. Bowling), 9 janv. 1984, Bates 2021280500.

{85} Gary Messatesta (à Bill Degenhardt, American Tobacco), « Movie Memorandum », 10 nov. 1989, Bates 980345339-5750. Charlton Heston fume aussi dans au moins l'un des films de la série *La Planète des singes*.

{86} Warren Cowan (à Gerald Long, Reynolds), 4 mai 1981, Bates 503579240-9244.

{87} A. R. Hazan, H. L. Lipton et S. A. Glantz, « Popular Films Do Not Reflect Current Tobacco Use », *American Journal of Public Health*, n° 84, 1994, p. 998-1000.

{88} Ces propos de Robert F. Kennedy datent du 12 sept. 1967 et sont en ligne sur smokefreemovies.ucsf.edu

{89} A. Charlesworth et S. Glantz, « Smoking in the Movies Increases Adolescent Smoking : A Review », *Pediatrics*, n° 116, 2006, p. 1516-1528.

{90} Sarah Jessica Parker sort un paquet de Marlboro Lights dans *Smart People* (2008), une scène manifestement conçue pour mettre la marque en valeur. Les films britanniques peuvent aussi utiliser le placement de produits, à en juger par le rôle prééminent joué par les Senior Service de BAT dans *Braquage à l'anglaise* (2008), par exemple. Les cinéastes utilisent parfois des « accessoires » de marques de cigarettes fictives : Quentin Tarantino met en scène une marque Red Dog dans *Pulp Fiction* ; *The Shadow*, en 1994, avec Alec Baldwin, en arbore une autre fictive, les Llama, conçues pour ressembler aux Camel.

{91} Kelly, Weedon et Shute, « Philip Morris Cigarette Marketing – A New Perspective », nov. 1989, Bates 2501057693-7719, p. 11. *Aliens, le retour* de James Cameron (1986), avec Sigourney Weaver dans le rôle principal, est aussi rempli de tabagisme extraterrestre.

{92} American Tobacco Co., « Lucky Strike, 1922-23 » (publicités), 1922-1923, Bates 945196562-6665.

{93} Reynolds, *Magicians Handy Book of Cigarette Tricks*, Winston-Salem, années 1930.

{94} Martha N. Gardner et Allan M. Brandt, « “The Doctors' Choice Is America's Choice” : The Physician in US Cigarette Advertisements, 1930-1953 », *American Journal of Public Health*, n° 96, 2006, p. 222-232. Pour d'autres publicités, voir <http://lane.stanford.edu/tobacco/index.html>.

{95} Voir la collection de publicités dans « Philip Morris Newspapers », 1940-1942, Bates 1003071050-1338.

{96} En 1948, Brown & Williamson invite 6 000 spécialistes américains du nez et de la gorge à envoyer une carte postale afin de recevoir 25 paquets de cigarettes Kool en cadeau à distribuer à leurs patients « souffrant de rhumes et d'affections similaires ». Une proportion stupéfiante d'entre eux (56 %) « accepte volontiers et avec joie » ces cigarettes gratuites. L'offre est peu après étendue à tous les praticiens exerçant aux États-Unis : voir « Unique Kool Campaign Has Warm Reception », *Information* (BAT), juillet 1948, p. 9-10,

Bates 400566440-6490. Des spécialistes oto-rhino-laryngologistes reçoivent aussi des presse-papiers Dr. Kool en forme de pingouin en « gage de confiance », dans l'espoir qu'ils pourront être placés « sur le bureau de presque tous les praticiens des États-Unis ». (Cf. aussi illustration 34.)

{97} Voir l'échéancier des cigarettes Tareyton, concocté pour American Tobacco par l'agence de publicité Lawrence C. Gumbinner, mis à jour à partir de 1966, Bates 990042857-3531, p. 442.

{98} Emerson Foote est cité dans L. Heise, « Unhealthy Alliance », *World Watch*, oct. 1988, p. 20 ; à rapprocher de John H. Crowley et James Pokrywczynski, « Advertising Practitioners Look at Ban on Tobacco Advertising », *Journalism Quarterly*, n° 68, 1991, p. 329-337. Pour l'impact de la publicité : R. W. Pollay *et al.*, « The Last Straw ? Cigarette Advertising and Realized Market Shares among Youth and Adults, 1979-1993 », *Journal of Marketing*, n° 60, 1996, p. 1-16 ; J. P. Pierce *et al.*, « Does Tobacco Advertising Target Young People to Start Smoking ? Evidence from California », *JAMA*, n° 266, 1991, p. 3154-3158 ; Michael Klitzner, Paul J. Gruenewald et Elizabeth Bamberger, « Cigarette Advertising and Adolescent Experimentation with Smoking », *British Journal of Addiction*, n° 86, 1991, p. 287-298. Pour des exemples de l'industrie admettant l'impact de ces publicités, voir Bates 506768775, 507632657 et 501928462.

{99} Pour « avoir davantage de gens qui vont essayer » : « Resume of Sales Meeting Held in New York office on December 5, 6, 7, and 9, 1966 », Bates 990146737-6773, p. 7. Pour les patches, voir Art Padoan (Philip Morris), « Nicotine Skin Patch (NSP) Industry Fact Summary Sheet », 3 nov. 1992, Bates 2040573155-3163, où nous apprenons que « la publicité pour les patches a été suspendue par les compagnies à la fin du printemps afin de limiter la demande, qui avait vite excédé les stocks ».

{100} « YAFScan : A Qualitative Overview of Values Lifestyles Brand Images among North-East Urban Young Adult Female Smokers », oct. 1997, Bates 2073775413-5477.

{101} O. P. McComas, « Annual Report Philip Morris », 1954, Bates 2048017883-7921.

{102} « Corporate totals » (Lorillard), 16 janv. 1961, Bates 01793607-3612.

{103} « Some Reflections on Our Present Discontent – Or Why We Are Losing the Public Affairs War on Tobacco ? », 1990, Bates 2500057725-7729.

{104} Pour les rivaux : Liggett & Myers, « Chesterfield#25A », 28 mars 1951, Bates LG0071270-1300. En 1991, « Courtesy of Choice » a plus de 8 500 enseignes participantes dans quarante-neuf pays ; voir Wilson Jones, « Issues Book 2000 », 1991, Bates 2082100111-0279A ; et pour la participation de l'Australie : « ETS Activity Status », sept. 1993, Bates 2500156096-6105. Pour le « Programme d'Accommodement » de Philip Morris, voir Monique Muggli, Jean L. Forster, Richard D. Hurt et James L. Repace, « The Smoke you Don't See : Uncovering Tobacco Industry Scientific Strategies Aimed against Environmental tobacco Smoke Policies », *American Journal of Public Health* n° 91, p. 1419-1423, 2001 ; J. V. Dearlove, S. A. Bialous et S. A. Glantz, « Tobacco Industry Review copy only Manipulation of the Hospitality Industry to Maintain Smoking in Public Places », *Tobacco Control*, n° 11, p. 94-104, 2002.

{105} « American Tobacco Co., Fiscal Statement », 31 déc. 1928, Bates 945284363-4810 ; W. T. Woodson, « Lorillard vs Glick », 9 sept. 1929, Bates 88106915.

{106} Pour « pas une trop mauvaise publicité » : Addison Yeaman, Brown & Williamson (à W. E. McCabe), 3 déc. 1946, Bates 682349456. Pour « implanter Philip Morris » : Jack Porterfield (à J. E. Gallagher), « Johnny, Jr. Operation », 19 déc. 1953, Bates 2010019434. Le 24 nov. 1976, William Kloepfer de l'Institut du tabac demande à Arthur Stevens, directeur des affaires juridiques de Lorillard, « pourquoi, si les compagnies de cigarettes ne veulent pas faire la promotion du tabac chez les jeunes gens, elles permettent aux fabricants de cigarettes bonbons américaines d'utiliser leurs noms de marques ? » (Bates 00487616-7617). L'essentiel de ma réflexion sur les cigarettes bonbons vient d'un article non publié cosigné par Julia Powell et moi-même en 2006-2007.

{107} Addison Yeaman (à P. J. Trantham), 18 mars 1949, Bates 682349439.

{108} Robert B. Meyner (à Addison Yeaman), 20 fév. 1967, Bates 682349375 ; Addison Yeaman (à R. B. Meyner), 7 mars 1967, Bates 682349373.

{109} Addison Yeaman (à Tell Chocolate Novelties), 16 mars 1948, Bates 682349453 ; (à Victoria Sweets), 14 oct. 1948, Bates 682349448 ; (à Stephen Szilagyi de Smiley Candy Co.), 17 janv. 1950, Bates 682349433 ; (à Sylvan Sweets), 7 avril 1950, Bates 682349428. Le document Lorillard cité concerne Anna F. Woessner (à Fujio Inoue, Hakuoda Inc.), 31 janv. 1961, Bates 00487966.

{110} Gus Wayne (à J. E. Gallagher), « Sales Promotion », 6 déc. 1953, Bates 2010019425-9427, avec une ponctuation corrigée. Gallagher considère cette idée de donner à des enfants des cigarettes en chocolat Philip Morris comme « une excellente suggestion » ; voir sa lettre (à Ray Jones) du 24 déc. 1953, Bates 2010019424. Gus Wayne, Buddy Douglas, Al Altieri et Leon Polinsky sont les quatre « Johnny Juniors » employés pour faire la publicité des cigarettes Philip Morris quand le « Johnny » original (Roventini) n'est pas disponible. Philip Morris évalue la marque déposée « Johnny Junior » à 300 dollars par mois en 1949, alors que les « Johnny » eux-mêmes ne sont pas très bien payés et considérés comme plus périssables que la marque déposée. Seymour Ellis, un cadre publicitaire, évoque « la durée de vie comparativement plus courte » d'un Johnny – « passé 40 ans, ou même avant, ils ne nous sont plus très utiles » – et il insiste donc pour un salaire d'environ 70 dollars mensuels en échange de leurs services. Voir Seymour Ellis (à Allan Thurman), 27 juillet 1949, Bates 2010017043-7044.

{111} Alan Blum, « Candy Cigarettes », *New England Journal of Medicine*, n° 302, 1980, p. 972 ; Jonathan Klein *et al.*, « Candy Cigarettes : Do They Encourage Children's Smoking ? », *Pediatrics*, n° 99, 1992, p. 27-31.

{112} Margaret E. Hilton, « Teaching them Young », *Medical Officer*, 22 fév. 1963, p. 111 ; Robert C. Conlon, Lorillard (à World Candies, Inc.), 31 janv. 1969, Bates 88682607 ; Guy M. Blynn, Reynolds (à World Candies, Inc.), 15 janv. 1980, Bates 515864270-4271.

{113} J. S. Speer III (à E. W. O'Toole), « Kent Trade Mark », 5 fév. 1969, Bates 00487906.

{114} Pour le lobbying : Michael F. Brozek (à William P. Buckley), « Legislative Update – Minnesota », 10 mai 1985, Bates LG0304982-4986. Pour les entités amies : Philip Morris,

« Tobacco-Related Web Addresses », 1995, Bates 2078863603-3617.

{115} Kendrick Wells (à Samuel Cohen, World Candies), 9 mai 1985, Bates 640516197-6198 ; 22 mai 1985, Bates 521002266.

{116} Pour « GROS MARCHÉ TABAC » : R. J. Reynolds, « School Days Are Here », 9 sept. 1927, Bates 502399083-9085. Pour « la plupart des experts de la cigarette » : George Seldes, « Cigarettes for Children », *In Fact*, 28 juillet 1947, p. 1.

{117} Pour le Japon : Yoshihiro Nagai (à Yutaka Suzuki, Philip Morris), « Book Cover Advertising Report », 18 fév. 1987, Bates 2504042177-2178. Pour l'Argentine : G. Irman, Brown & Williamson, « Notes on Project "Bristol" », avril 1980, Bates 661122258-2277.

{118} Pour les « débutants » : D.V. Cantrell, Brown & Williamson (à I. D. Macdonald *et al.*), « Kool Isn't Getting the Starters », 17 fév. 1987, Bates 621079918. Pour les « fumeurs de remplacement » : Diane S. Burrows, Reynolds, « Younger Adult Smokers : Strategies and Opportunities », 29 fév. 1984, Bates 501928462-501928550. Pour « le marché des jeunes adultes âgés de 14 à 21 ans » : Charles A. Tucker, « 1975 Marketing Plans Presentation, Hilton Head » (présenté au conseil d'administration de RJRI), 30 sept. 1974, Bates 501421310-501421335. Pour l'« initiation » : « Smoking-Cigarettes and Advertising » (Brown & Williamson), 1975, Bates 680561705-1712. Le rapport Roper est classé à Shirley Wilkins et Bud Roper (à Steve Fontaine), « Suggestions for Research », 12 juin 1970, Bates 2078100038-0042. Pour l'« adolescent d'aujourd'hui » : Myron E. Johnston (à Robert B. Seligman), « Young Smokers », 31 mars 1981, Bates 1003636640-6688. Pour « L'enfant hyperactif » : Frank J. Ryan, « Hyperkinetic Child as a Prospective Smoker », 18 juillet 1975, Bates 680903115-3143, p. 22.

{119} Pour « la place de leader de Marlboro » : « Philip Morris EEC Region Three Year Plan 1992-1994 », Bates 2500064227, p. 30. Pour le « principal groupe cible » : A. G. Buzzi (publicité Leo Burnett Advertising pour Philip Morris Holland), « Marketing Plans 1982 », 14 janv. 1982, Bates 2501026818-6952, p. 18. Pour les YAMS : « Soccer Sponsorship », 9 fév. 1994, Bates 2504051405-1451. Pour les « starters » et les « switchers », voir Imperial Tobacco Ltd., « Fiscal '80 Media Plans : Phase 1 », 2 octobre 1979, Bates 202345172-5352, p. 19-22. Selon les experts de la compagnie, les « jeunes débutants » du plan marketing de la marque reflètent le « grand nombre de starters [qui se mettent à fumer] qu'attire la Du Maurier ».

{120} T. L. Achey (à Curtis Judge, Lorillard), « Product Information », 30 août 1978, Bates 94684934-5122 à 5039.

{121} Lorillard, « Replies to 5-year Plan Questionnaire », 1981, Bates 85525469-5510, p. 27.

{122} Claude E. Teague Jr., « Some Thoughts about New Brands of Cigarettes for the Youth Market », 2 fév. 1973, Bates 502987357-7368, p. 10-11.

{123} Pour la mise à jour de 1975 : Jim F. Hind (à C. A. Tucker), 23 janv. 1975, Bates 505775557. Hind déclare que la campagne « Meet the Turk » de Reynolds a été conçue pour « déplacer le profil d'âge de la marque vers le groupe d'âge le plus jeune ». À rapprocher du document secret de la même compagnie « Planning Assumptions and

Forecast for the Period 1977-1986 », 15 mars 1976, Bates 503327127-7146. Pour « la tranche démographique parfaite des Camel » : Stadium Motorsports, « Camel Point of Sale and Increased Exposure opportunities 1983 », 24 août 1982, Bates 504054574-4576. Pour la Suède : Marie Friefeldt (IMU-Testologen), « Changes in Smoking Habits and Attitudes towards Marlboro Red », 18 oct. 1990, Bates 2501173074-3134.

{124} Pour « attirer l'attention de la jeunesse » : Philip Gaberman (Creative Director, Brian Associates) à Charles Seide, 13 août 1970, Bates 92352889-2890 ; également la révélation dans *Consumer Reports*, janv. 1971, p. 5, Bates 504823488. Pour la « vague du jeu vidéo » : M. A. Sudholt (à S. T. Jones, Lorillard), « New Idea Sessions in the Research Department, July 1982 », 13 août 1982, Bates 96509462-9472. Dans l'affaire « Minnesota vs Philip Morris », 1998, quand on communique les preuves que l'industrie a orienté son marketing vers les enfants de douze ans, la défense avance que c'est « une faute de frappe et que c'étaient les jeunes de 21 ans qu'ils avaient en tête » ; voir Devarati Mitra (citant Channing Robertson), « Tobacco : Behind the Smokes and Mirrors », *Stanford Scientific* (printemps 2003), p. 26.

{125} Marketing and Research Counselors, Inc., « What Have We Learned from People ? A Conceptual Summarization of 18 Focus Group Interviews on the Subject of Smoking » (pour Ted Bates Advertising, Brown & Williamson), 26 mai 1975, Bates 680559454-9490 ; souligné dans l'original.

{126} Lev L. Mandel, Stella A. Bialous et Stanton A. Glantz, « Avoiding “Truth” : Tobacco Industry Promotion of Life Skills Training », *Journal of Adolescent Health*, n° 39, 2006, p. 868-879 ; Melanie Wakefield, Kim McLeod et Cheryl L. Perry, « “Stay Away from Them Until You're Old Enough to Make a Decision” : Tobacco Company Testimony about Youth Smoking Initiation », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 44-53. Pour « de manière inquiétante à un paquet de cigarettes aux couleurs vives » : « Blown Cover », *Advertising Age*, 11 sept. 2000, p. 34-35.

{127} <http://tobaccoanalysis.blogspot.com/2006/03/harvard-medical-school-professors.html>. Produit par Sunshine Communications avec l'aide du Youth Smoking Prevention Department de Philip Morris. Pour « Élever des enfants qui ne fument pas » : www2.pmusa.com/en/prc/activities/downloadresources.asp. Et pour l'impact de telles publicités : M. C. Farrelly *et al.*, « Getting to the Truth : Evaluating National Tobacco Countermarketing Campaigns », *American Journal of Public Health*, n° 92, 2002, p. 901-907.

{128} R. Dunn, « Camel and the Hollywood Maverick », 1986, Bates 515606728-6729.

{129} C. E. Teague, « Some Thoughts about New Brands of Cigarettes for the Youth Market », p. 10-11, avec mes remerciements à Geoffrey Schiebinger pour son analyse perspicace de ce double discours (www.aerzteinitiative.at/reynolds73.pdf).

{130} Paul M. Fischer *et al.*, « Brand Logo Recognition by Children Aged 3 to 6 years : Mickey Mouse and Old Joe the Camel », *JAMA*, n° 266, 1991, p. 3145-3148 ; Henry A. Waxman, « Tobacco Marketing. Profiteering from Children », *JAMA*, n° 266, 1991, p. 3185-3186 ; Kathleen Deveny, « Joe Camel Is Also Pied Piper, Research Finds », *Wall Street*

Journal, 11 déc. 1991, p. B1-B4 ; et pour l'habillage : David Smith, *A Camel Called JOE : The Illustrated Story of an American Pop Icon*, Boston, duCap Books, 1998.

[131] Bruce Eckman et Shelly Goldberg (pour Philip Morris), « The Viability of the Marlboro Man among the 18-24 Segment », mars 1992, Bates 2040178502-8519, p. 13.

[132] Pour les juifs : Gehrman Holland (Reynolds), « A Study of Ethnic Markets », sept. 1969, Bates 501989230-9469 ; également la liste de 97 pages de slogans Reynolds dans Bates 514029640-9736. Pour le marché militaire : Action Marketing Ltd., « Brown & Williamson Military Marketing Plan », avril 1978, Bates 660048045-8308. Pour les gays, les lesbiennes, les animaux domestiques et les bijoux en or : Agence Leo Burnett (pour Philip Morris), « 1995 Media Recommendation for Benson & Hedges 100's », 8 déc. 1994, Bates 2060370113-0175, p. 14 ; également Joanne Lipman, « Philip Morris to Push Brand in Gay Media », *Wall Street Journal*, 13 août 1992, Bates 2045995474-5475. Pour « soucieux de leur haleine » : J. W. Carson et B. W. McCarthy, « Report of the Final Days of the SCIMITAR Campaign for BAT », juillet 1990, Bates 400211403-1465, p. 4-8 ; voir aussi Bates 506254897. Pour « segment viril » : D. W. Shouse (à J. A. Herberger), « Project LF », 3 fév. 1987, Bates 507371356. Pour « travailler est un boulot, non une carrière » : Tobacco Merchants Association, « A Cigarette for you », *TMA Tobacco Weekly*, 22 fév. 1990, Bates 2501285534-5535. Pour les « Burnouts » : R. J. Reynolds, « Differentiating within the FUBYAS Group », 1984, Bates 503897087-7101. Pour « Tout ce qui a une paire de lèvres est bon à prendre », entretien avec Hilt du 20 mai 1996, Bates 2070090240-0259.

[133] « Benefits – Brand Family Segments » (document marketing de Reynolds), Bates 503046115-6123 ; Reynolds, « Segment Summary » (Reynolds), 1981, Bates 501984818-4823.

[134] Pour les Arabes : Yankelovich, « Marlboro Qualitative Research Presentation, Saudi Arabia », juin 1993, Bates 2501084045-4103. Pour la Pologne : Philip Morris International, « Poland Marketing Plan », 1993, Bates 2501261059-1171. Pour les Virginia Slims en Corée : « Brand History : Virginia Slims », sept. 1993, Bates 2057095264-5291. Pour « sur le point de devenir » : Gerald H. Long, « Remarks [...] to the Tobacco Seminar », 8 juin 1983, Bates 85173427-3654, p. 6.

[135] « Cigarette Promotion at Sri Lanka's Major Religious Festival », *Marketing News* (BAT), déc. 1974, p. 11-15, Bates 400953289-3319.

[136] Pour « les nègres lisent les magazines » : Moss H. Kendrix (à J. W. Glenn, Reynolds), 16 mars 1948, Bates 500322204 ; et la note en marge d'EHD sur M. H. Kendrix (à W. T. Smither), 8 juin 1948, Bates 500322201. Pour les agitateurs communistes : Tilley, *Reynolds Tobacco Company*, p. 373-414. Pour Nigger Hair : « The American Tobacco Co. », *Fortune*, déc. 1936, p. 96-102, p. 154-160, in « Publicity Articles », Bates 945359792-0452. *Niggerhead* est un terme très employé en dehors du contexte du tabac, décrivant des variétés spécifiques de charbon, de termites, de boîtes d'huîtres et une espèce de sauge de Nouvelle-Zélande. La Kansas Niggerhead est une fleur du Midwest américain, le charbon « tête de nègre » est une variété qui se présente en gros modules arrondis, etc.

[137] « “Sold American” : Basic Plan », 1944, Bates 945246830-7157, p. 5.

{138} Pour le « dollar nègre » : A. Bernstein, American Tobacco (à J. F. McDermott), « Pall Mall Sales in Southern Negro Market », 30 déc. 1958, Bates 990066086-6090. Pour la « cigarette nègre » : « Philip Morris Campaigns for Negro Market », *White Sentinel*, vers juillet 1956, Bates 2045990400. Pour 27 % : G. Weissman, Philip Morris, 7 oct. 1953, Bates 1001750585-0590. Pour le boycott des « amoureux des nègres » : « Klan Chief Urges Boycott of 3 Firms for NAACP Aid », *New York Post*, 24 juin 1956, Bates 2041942549.

{139} J.F. Craft, « Winston Negro Problem Markets », 21 juin 1966, Bates 501106692-6701 ; James Spector à R. Fitzmaurice, « Marlboro Menthol Analysis – Grand Rapids », 12 sept. 1974, Bates 2040321326-1330.

{140} Lorillard, « Why Menthols ? », 1970, Bates 00486171-6175 ; souligné dans l'original. Ce document n'est pas signé, mais il figure dans les dossiers de Lorillard, en étroite proximité avec des documents destinés à (et émanant d') Arthur J. Stevens, directeur des affaires juridiques de la compagnie dans ses bureaux de New York. Les documents connexes comprennent une correspondance de Stevens à Lennen & Newell, l'agence de publicité gérant le compte des Newport pour la compagnie, sur l'influence d'additifs comme le menthol pour « le goût dans la bouche » et « la fraîcheur de l'haleine ». La majeure partie de cette correspondance est indisponible, ayant été mise sous scellés et classée « confidentielle ».

{141} Pour Big Boy : Brown & Williamson, « Project Big Boy », 14 nov. 1988, Bates 621708903-8929. Pour les marchés militaires : « Special Markets », *Pipeline*, mai 1983, p. 3, Bates 670118791-8811. Pour les « fruits sont là » : G. R. Telford (à R. D. Hammer *et al.*), « Newport Planning », 26 janv. 1983, Bates 85172803-2806.

{142} Pour les « Hispaniques, qui ont une propension à fantasmer » : J. Pericas (à C. L. Sharp), « Analysis of the MDD Segmentation Study among Hispanic Smokers », 18 février 1982, Bates 503522931. Pour Doris Day par rapport à Clint Eastwood : « Cigarette Market Segmentation Study » (Reynolds), 12 août 1974, Bates 506045698.

{143} Pour les « régions à fortes populations juives » : Nancy S. Kaufman (à J. W. Goss), « 1983 Jewish Market Pantry Survey », 13 fév. 1984, Bates 503490299-0302. Pour *Yiddishen taam* : Joseph Jacobs, « The Sounds of Tel Aviv – Winston Filter Cigarettes », 20 fév. 1962, Bates 500110339-0344. Les discussions de Reynolds en 1986 sur le « Strategic Summary » évoquent les Vantage, les Salem et les Now comme des « marques prioritaires sur le marché juif » et notent que les Vantage ont été échantillonnées « à travers l'organisation Joseph Jacobs qui touche les principaux groupements de juifs sur le marché de la métropole new-yorkaise » (« Jewish Market », 15 oct. 1985, Bates 500868974-8977).

{144} R. Reynolds, « Segment Summary », 1981, Bates 501984818-4823. Pour « segment des inquiets » : Ron Beasley *et al.*, « R. J. Reynolds Tobacco Company, Philadelphia Metro », 23 juillet 1976, Bates 501792034-2077. Pour « lesbiennes déclarées » : F. B. Satterthwaite (Lorillard) à R. Smith *et al.*, « Segmenting the Women's Market by Women's Role, Women's Lib and Other Social Forces », 18 juin 1973, Bates 84277013-7022. Le but de cette dernière étude est d'explorer des moyens d'exploiter des « forces sociales pour le marché de la cigarette », notamment le « Women's Lib, Ecology, Homosexuality,

Consumerism, Anti-Materialism, Self-Fulfillment, etc. »

{145} Richard Klein, *De la cigarette*, Paris, Seghers, 1995, p. 303.

Chapitre 6

{146} Alexis Smith, « “Satisfiers”, Smokes, and Sports : The Unholy Marriage between Major League Baseball and Big Tobacco », *Sport History Review*, n° 38, 2007, p. 121-133.

{147} Liggett & Myers, « Minutes of Annual Meeting », 8 mars 1948, Bates LG0155486-5497 ; « Statement of Chairman », 14 mars 1949, Bates LG0154785-4790 ; « Statement of Chairman », 13 mars 1950, Bates LG0154791-4795.

{148} Liggett & Myers, « The Perry Como Show », 1^{er} janv. 1950, Bates LG0368276-8500 ; 11 oct. 1950, Bates LG0084016-4021 ; Liggett & Myers, « Chesterfield Contract Advertising », 15 déc. 1950, Bates LG0282755-2756. On peut trouver une photo très chic de l'équipe Chesterfield Star dans le *Sporting News* du 4 oct. 1950.

{149} Liggett & Myers, « The Perry Como Show », 10 oct. 1951, Bates LG0084444-4450 ; Liggett & Myers, « Personal #5 Philadelphia Only », 5 mai 1953, Bates LG0392119 ; « Young America », 21 août 1953, Bates LG0392167 ; « Factory visit #2 » (Liggett & Myers), 21 août 1953, Bates LG0392158 ; « The Chesterfield Supper Club », 1^{er} janv. 1944, Bates LG0374195-4293 ; « The Chesterfield Supper Club », 1^{er} janv. 1945, Bates LG0374294-4816 ; James E. Kleid à Larry Bruff, 20 déc. 1957, Bates LG0301956-1959.

{150} Alan Blum, « Tobacco Industry Sponsorship of Sports : A Growing Dependency », à l'attention du ministre de la Santé et de l'Interagency Committee on Smoking and Health (ICSH), 27 oct. 1988, Bates 980171240-1336.

{151} « Sponsorship : List of Activities Currently and Previously Sponsored by T.A.C. Member Companies », 18 déc. 1978, Bates 2024928572-8573.

{152} Philip Morris, « Why Tobacco Sponsorship ? », juillet 1980, Bates 2025015678-5681.

{153} Motorsports Merchandising, « R. J. Reynolds and Automobile Racing », 23 mars 1970, Bates 505579294-9314. On trouvera un excellent premier compte rendu dans le « Motor Sport Sponsorship [...] A Review » de BAT, *Marketing News*, fév. 1972, p. 1-15, Bates 400952490-2781.

{154} R. A. Rechholtz, « 1971 Management Plan », 28 sept. 1970, Bates 501706277-6278.

{155} « Action on Smoking and Health », *Social Audit*, n° 2, automne 1974, p. 5-7. John Player & Sons sponsorise des courses automobiles au Canada à partir de 1961, le logo Gold Leaf de la compagnie étant reproduit sur les monoplaces Lotus au Grand Prix d'Australie à Melbourne à partir de 1968. Rothmans reprend le fameux Durban July Handicap en Afrique du Sud en 1964 et, pendant trente-sept ans, la principale course hippique du pays s'appelle « Rothmans July ».

{156} « Blum – Tobacco and Sports », 1988, Bates 2025867484-7485.

{157} Lisa Greene, Sports Marketing Enterprises (à Seth Moskowitz), 18 oct. 1989, Bates 507760716-0718 ; et « 1990 Fact Sheet : Sports Marketing », Bates 512574950-

4954.

{158} N. W. Glover (à W. H. Melton, Reynolds), « Doral Skiing Program », 29 déc. 1970, Bates 500743623-3624 ; « Proposed United States Ski Association Doral Citizens Racing Program », 12 oct. 1972, Bates 500767255-7258 ; voir aussi Bates 500743927-3938 et 500079297-9302.

{159} « 1995 Motorsport Conversion Efforts », 22 mars 1995, Bates 514179190-9204 ; « Camel Conversion Programs », 1^{er} nov. 1996, Bates 516459420-9430 ; « Winston Select Expert Panel #1 : Conversion Program », 1995, Bates 513254093-4110.

{160} Pour le coût par converti : « Conversion #s : 1995 Camel Character Conversion », 15 juillet 1996, Bates 515125113-5118. Pour les « spécialistes de la conversion » : « Motorsports Conversion », 31 mars 1994, Bates 509239981-9984. Pour le « coût par fumeur » : « Camel Event Marketing », 1996, Bates 515125133-5138. Pour les « interceptions » personnelles : « Camel Cash Conversion Results », 20 juillet 1992, Bates 513827243. Pour les stripteaseuses « ambassadrices Camel » : Cultural Initiator Task Force, « Requirements », 17 juillet 1997, Bates 520399812-9815.

{161} David Fell (à P. Turner *et al.*), « 1996 World Cup Cricket », 12 juillet 1993, Bates 303564546.

{162} Alan Turner (à Peter Turner, W. D. & H. O. Wills), « Potential International Sponsorship for Benson & Hedges World Cup of Cricket 1996 », 19 mai 1993, Bates 303564407.

{163} « Virginia Slims Tennis Sponsorship », 21 juin 1994, Bates 2047527761-7763.

{164} WTA, « Program Overview », déc. 1993, Bates 2043686293-6304 ; le texte publicitaire est celui de la publicité Virginia Slims de 1987 dans « Marketing Intelligence Report », Bates 505894926-4945.

{165} Pour la MCBF : Mme Frank A. Jeffett (Nancy), présidente de Virginia Slims de Dallas et de la Maureen Connolly Brinker Tennis Foundation (à Ellen Merlo, Philip Morris), 7 nov. 1986, Bates 2049403232-03233. Pour des joueuses qui ont tout juste onze ans : « Virginia Slims of Dallas », 1989, Bates 2043631397-1587. Pour Ginny, voir Bates 2058503716.

{166} Ce rendez-vous galant entre tabac et tennis au Canada est joliment croqué dans Robert Boughton, « Canadian Open Tennis Hall of Shame », 23 avril 2003, <http://airspace.bc.ca/articles-mainmenu-53/70-articles/25-tennisshame>.

{167} Dans son autobiographie, Arthur Ashe note que, si ces sponsorings du tabac gênaient certains de ses collègues, ils étaient nombreux à collaborer volontiers – des joueurs comme l'Australien Roy Emerson, l'Espagnol Manuel Santana, le Mexicain Rafael Osuna et Ashe lui-même, qui tous ont fait office de consultants pour Philip Morris dans les années 1960. Ashe se lia aussi d'amitié avec le président de Philip Morris, Joseph F. Cullman III, qui, dit-il, est devenu « pour moi un second père, un précieux mentor » ; voir l'ouvrage d'Ashe, *Days of Grace*, New York, Random House, 1993, p. 207.

{168} L'insigne « Ginny » fait une première apparition sous la forme du « trophée “Silver Ginny” très convoité » décerné à la joueuse qui a accumulé le plus de points sur le circuit

Virginia Slims au championnat Virginia Slims de 1973 à Boca Raton, en Floride.

{169} « New Virginia Slims Circuit Bows », *Philip Morris Call News*, mai 1982, Bates 500159505-9520.

{170} Pour les moins de 18 ans : William Esty Co., « Salem Cigarettes : Professional Male Tennis as New Special Event », juin 1973, Bates 500726538-6553. Pour « activités de la marque » : F. Saunders, « Corporate Relations Report », 30 mars 1971, Bates 2010027749-7752. Pour « hypocrite » : « Why We Accept Cigarette Ads », *Business and Society Review*, 1^{er} oct. 1977, Bates TIMN0066734-6737.

{171} Leo Burnett USA, « Philip Morris, USA Magazine Ad Position Report », 1977, Bates 2040670554-0574.

{172} Cette question sarcastique émane de R. Kluger dans son *Ashes to Ashes*, *op. cit.*, p. 390.

{173} Tip Nunn's Events, « Virginia Slims opinion Poll 2000 : Publicity Proposal », 29 mars 1999, Bates 2070648649-8660 ; à comparer avec Ellen Merlo (à T. Keim *et al.*), 17 oct. 1983, Bates 2049404778-4779.

{174} « Accommodation Program », 1^{er} nov. 1994, Bates 2045518816 et 8817 ; « Accommodation Program : 1995 Plan », Bates 2045518949-8981.

{175} « Raleigh Cigarettes to Sponsor Professional Purse for Bowling Spectacular » (communiqué de presse de Brown & Williamson), 27 fév. 1976, Bates 699009908-9909.

{176} Une excellente vue d'ensemble nous est proposée par J. F. Torroella (Brown & Williamson) à K. Daily, « Lucky Strike Sponsorships and Parallel Communications », 10 mai 1983, Bates 660921173-1182.

{177} National Cancer Institute, *The Role of the Media in Promoting and Reducing Tobacco Use – Monograph*, n° 19, Bethesda, Maryland, USDHHS, 2008. En 2000, l'université de Nottingham accepta 3,8 millions de livres de British American Tobacco pour créer un International Centre for Corporate Social Responsibility [Centre international pour la responsabilité sociale de l'entreprise] ; voir Derek Yach et Stella Aguinaga Bialous, « Junking Science to Promote Tobacco », *American Journal of Public Health*, n° 91, 2001, p. 1745-1748.

{178} Rogers & Cowan, « Final Report on Research for the RJR Social Responsibility Program », janv. 1984, Bates 502658739-8805. Pour « petites entreprises au Kenya » : Organisation mondiale de la santé, « Tobacco Industry and Corporate Social Responsibility – An Inherent Contradiction », Genève, OMS, fév. 2003.

{179} L'un des objectifs du circuit Virginia Slims Legends de Philip Morris est d'engranger des noms pour la base de données informatisée de la compagnie et d'accroître la « visibilité de la marque [...] grâce à la publicité et aux relations publiques » ; voir « Virginia Slims Creative Brief », 1998, Bates 2071664865-4866. Pour Merit : Philip Morris, « Merit Bowling Key Talking Points », 17 août 1994, Bates 2024253002. Pour les alliés utiles : International Bowling Industry, « Smoking : Neutral Stance Sought », 1^{er} janv. 1996, Bates 2070109386. Pour Steve Podborski : « Most Feel Tobacco, Booze Firms Should Sponsor Sports, Poll Says », *Toronto Star*, 4 juin 1984, Bates TIMN492658.

{180} Pour Palmer : « Bay Hill Classic 1981 », 23 fév. 1981, Bates 680409736-9826. Pour Bunn : Tobacco Advisory Council, « Sports Sponsorship by Tobacco Companies », avril 1985, Bates 2501214107-4118. Pour Mancuso : Camel Mud & Monster Series, communiqué de presse, 20 nov. 1989, Bates 507443942-3944. Richard Lee Petty, le pilote du championnat NASCAR, affirme en 1983 qu'être en mesure de se vendre à un sponsor très fortuné est « à peu près aussi important dans la course automobile d'aujourd'hui que les talents de pilotage » (Bates 2172326-2929). Bobby Isaac, champion du Grand National, détenteur du record du monde de vitesse sur circuit fermé, se félicite du sponsoring de Winston comme « un coup de pouce formidable » aux courses de stock-cars ; voir « Company to Sponsor "Winston 500" Stock Car Race », *Intercom*, 16 déc. 1970, Bates 503139801-9802.

{181} Lacy Lee Rose, Stanford (à Clifford H. Goldsmith, Philip Morris), 19 juillet 1982, Bates 2040941149, avec mes remerciements à Josh Wong. Pour les lettres de sponsoring, voir les missives de Meg Meurer, directrice des événements promotionnels, Philip Morris, 9 avril 1990, Bates 2048481264 à 2048481277.

{182} Frank Saunders, « Report of Meeting », *Corporate Relations Report*, 30 mars 1971, Bates 2010027749-7752.

{183} Ron Scherer, « Tobacco Sponsorships Disputed », *Christian Science Monitor*, 16 janv. 1991, Bates TIMN371435 ; A. Charlton *et al.*, « Boys' Smoking and Cigarette-Brand-Sponsored Motor Racing », *Lancet*, n° 350, 1997, p. 1474.

{184} R. J. Reynolds, « Corporate Public Relations and Public Affairs Monthly Events Calendar, Sept. 1985 », 22 août 1985, Bates 505466959-6964 ; voir également Bates 661200261.

{185} En 1966, BAT Afrique centrale sponsorise le golf et les courses automobiles, mais aussi le « football, le rugby, le cricket, les courses hippiques et le jumping » ; voir le rapport annuel de la compagnie, « Annual Report and Accounts », 10 nov. 1966, Bates 300076922-6936.

{186} Pour « 77 millions de dollars » : Barry Meier, « A Controversy on Tobacco Road », *New York Times*, 4 déc. 1997. Pour le « premier sponsor mondial » : « A Day in the Life : This Is Philip Morris », 1994, Bates 2050272003.

{187} « Soccer Sponsorship », 9 fév. 1994, Bates 2504051405-1451.

{188} « Some Non-Tobacco Trademarks Owned by US Tobacco Companies », 1994, Bates 2041221080-1084. Skoal sponsorise aussi l'équipe de ski américaine et le championnat NASCAR et, dans les années 1990, diffuse un « Skoal Motorsports Report » quotidien sur plus d'une centaine de stations de radio ; voir « Corporate Sponsors Drive the Right Messages Home », *US Tobacco and Candy Journal*, 27 juillet-24 août 1987, p. 46, 84. Pour Louis Bantle : Mike Knepper, « Speed Merchants : Why are American Companies Spending \$ 5 Million at the Track ? », *Continental*, fév. 1983, p. 58-61 et p. 78-79, Bates 990750922-1020.

{189} Chris Hastings et Patrick Hennessy, « Revealed : The Truth about Tony Blair's Role in the Ecclestone Affair », *Sunday Telegraph*, 11 oct. 2008.

{190} Pour la Kent de BAT : Samuel Abt, « Take a Puff, It's the Tour of China ! », *International Herald Tribune*, 3 nov. 1995. BAT sponsorise le Rallye 555 Hong Kong-Pékin tous les ans à partir de 1990. Pour la télévision : « Marketing Conference PRC Presentation », 10 déc. 1992, Bates 2504017237-7257. Pour Beckham : Geoffrey A. Fowler, « Treaty May Stub Out Cigarette Ads in China », *Wall Street Journal*, 2 déc. 2003, <http://online.wsj.com/article/SB107032250595896200.html>.

{191} « Soviet Union : Low Nicotine Novelty », *World Tobacco*, sept.-oct. 1973, p. 35, Bates 1000271932 ; Anastasia Osipova, « Smoke of the Motherland », *Russian Life*, janv.-fév. 2007, p. 51-54.

{192} J. T. McCarthy (Reynolds), « Winston Rodeo Series », 1^{er} oct. 1979, Bates 500138938- 8944.

{193} « Benson & Hedges Series Night Cricket in South Africa », *Marketing News* (BAT), août 1983, p. 4-7, Bates 503908196.

{194} Pour le logo des Kim : « Promotional Activity Report : BAT Pleads Not Guilty to TV Loophole Charge », 14 juin 1983, Bates 660938618-8619. Pour Winston 500 : « Sponsoring a Major GN NASCAR Race », 9 juillet 1970, Bates 500728566-8575. Pour « les enfants âgés de moins de 10 ans » : *Trees Newsletter*, mars 1986, Bates 107342173-2206, p. 12. Philip Morris mit un terme à son sponsoring de la série de courses du Marlboro Trail en 1972, quand Brown & Williamson commença à aligner de puissantes voitures Viceroy. Philip Morris n'appréciait pas l'idée de voir des « concurrents Viceroy remporter l'argent des prix Marlboro » ; voir « In the USA Viceroy Takes to the Track », *Marketing News* de BAT, fév. 1972, Bates 400952490-2781.

{195} B.L. Murtaugh (à T.B. Owen), « Winston Championship Auto Shows », 15 janv. 1982, Bates 503897257-7269.

{196} Pour les « représentants afro-américains » : B. M. Bruner et R. N. Gladding (à H. R. Hanmer et W. R. Harlan), 23 août 1961, Bates 966003997-3999. Pour les distributions de Newport, voir la déposition de Marie R. Evans dans l'affaire « Evans vs Lorillard », 29 mai 2002.

{197} KNT Plusmark, « Camel : Project Big Idea Concept Development », 21 juin 1988, Bates 506888749-8801.

{198} « 1981 Winston Pro Series : Motorcycle Racing Program », 1981, Bates 503777627-7637.

{199} Lauren Lazinsk (à Ina Broeman), « Virginia Slims Fashion Spree Markets », 28 fév. 1992, Bates 2043524905-4908.

{200} Pour le « dossier de presse » : Cohn & Wolfe, « Virginia Slims Championships, 1993 Wrap-Up », 24 janv. 1994, Bates 2040233876-4240. Pour le lectorat : « Event Marketing Publicity Results », 1998, Bates 2071664878. Pour les protestations : « 1997 Spring Results », 1997, Bates 2071664874.

{201} « Conference Addresses Domestic Violence », *PM Globe*, oct. 1998, Bates 2076281639-1642.

{202} Voir *Monograph 19* de NCI, en particulier le chapitre 6 de Lisa Henricksen, « Tobacco

Companies' Public Relations Efforts », p. 184-185.

[203] « Philip Morris Companies Inc. and the Virginia Slims Legends Salute Pittsburgh AIDS Task Force », in « The Virginia Slims Legends Tour », 17 oct. 1998, Bates 2070897424-7470 à 7429.

[204] Philip Morris America Latina, « Por un mundo mejor : Protegemos nuestros recursos naturales », 1998, Bates 2074086560-6575 ; Cathy L. Leiber (à William Webb), 9 janv. 1998, Bates 2074086559.

[205] Bob Herbert, « Tobacco Dollars », *New York Times*, 28 nov. 1993, Bates 2046012635 ; Steve Herman, « Cartoons, Cotton-Candy, and the Marlboro Man : The Targeting of Children for Addiction by the Tobacco Industry », 23 déc. 1995, Bates 2075792203-2243.

[206] BAT, « Note to the Chief Executive's Committee : Formula One Sponsorship Proposal », 1997, Bates 800414168-4181.

[207] Reynolds, « Camel Expeditions Presentation », 1^{er} mars 1981, Bates 501482619-2629.

[208] « Tobacco : External Communications » (pour Reynolds), 1982, Bates 500657677-7683.

[209] Pour Green Fashion Fall : A. M. Brandt, *Cigarette Century, op. cit.*, p. 84-86. Pour Ebony Fashion Fairs : M. G. McAllister (à C. W. Fitzgerald), « Ebony Fashion Fair », 7 mai 1975, Bates 501139280-9281, et le « Field Marketing Presentation » de Reynolds, 15 déc. 1982, Bates 504072296-2304. Pour les tatouages Newport : Apres Events, « Proposal to Lorillard for Newport Special Events and Sampling Program for Long Island », 7 mai 1994, Bates 93114296-4299. Et pour des idées plus audacieuses : « Virginia Slims Idea Generation », mars 2000, Bates 2078801860-1863.

[210] Guy L. Smith IV (à R. William Murray), 9 oct. 1989, Bates 2023277090-7091. Pour un festival de cinéma, voir « “Benson & Hedges 100 Movie Classics” Booking Schedule », 19 juin 1976, Bates 2042016629.

[211] BAT, « Guidelines on Communication Restrictions and New Opportunities in Marketing », 14 juin 1979, Bates 670828367-8381.

[212] « Salem Business Review », 27 juillet 1998, Bates 522879546-9548.

[213] Kathryn Mulvey, Mary Assunta, Konstantin Krasovsky *et al.* pour INFACT, *Global Aggression : The Case for World Standards and Bold US Action Challenging Philip Morris and RJR Nabisco*, New York, Apex Press, 1998, p. 57-58.

[214] C. A. Tucker, « 1975 Marketing Plans », Bates 501421310-1335 à 1320.

[215] « Elementary Schools Named after Tobacco Industry in China », *China Hush*, 20 janv. 2010 ; « Should Tobacco Sponsorship of Education Be Banned ? », *Beijing Review*, 5 fév. 2010 ; « China Wrestles with Tobacco Control : An Interview with Dr. Yang Gonghuan », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, n° 88, 2010, p. 241-320.

Chapitre 7

[216] Ici, la littérature est vaste ; voir Joe Giesenhagen, *Collector's Guide to Vintage Cigarette Packs*, Atglen, Pennsylvanie, Schiffer, 1999 ; Fernando Righini et Marco

Papazonni, *International Collectors' Book of Cigarette Packs*, Atglen, Pennsylvanie, Schiffer, 1998 ; Mark F. Moran, *Warman's Tobacco Collectibles*, Iola, Wisconsin, Krause Publications, 2003.

{217} Une autre théorie plus connue serait que le « bullpen » du base-ball dérive de la pratique d'American Tobacco de distribuer aux joueurs des prix pour qu'ils frappent ses panneaux d'affichage Bull Durham situés en retrait du terrain et derrière lesquels se trouvent les cages où s'échauffent les lanceurs.

{218} Charles Henry Bingham, « Vending Apparatus for Cigars, Cigarettes, &c. », US Patent Office, 23 août 1887, brevet n° 368 869.

{219} H. A. Kent, Lorillard (à Todd Wool), 17 mars 1938, Bates 80686600-6601.

{220} Philip Morris Research and Development, « Vending Machine Growth », *tif Smoke Signals*, 8 juin 1979, Bates 1000769885-9892.

{221} Voir le « Timeline of Computer History » du musée américain de l'Histoire informatique, www.computerhistory.org/timeline/?category=cmptr.

{222} « Attachment II : General Line of Questioning », 30 oct. 1997, Bates 466853974-3978 ; à comparer avec Bates 2060569570-9574.

{223} Edward Sanders (à Cathy Ellis), 18 août 1998, Bates 2060569578-9581. Phillips déversa à peu près 600 000 dollars dans cette opération, au milieu des années 1990, avant de se retirer quand l'industrie du tabac commença à rencontrer des difficultés juridiques considérables.

{224} Tobacco Research Board, « Tobacco and the Internet », vers 1995, Bates 800159973-9990.

{225} Michelle Pentz, « Smoke Gets on the Net », *Convergence*, été 1996, Bates 503921783-1790.

{226} www.tobaccofreekids.org. En octobre 2008, le site officiel de Marlboro Miles dresse la liste de douze sites cliquables pour l'achat de cigarettes en ligne. Les cigarettes achetées sur de tels sites sont bien moins chères qu'au détail : 14,90 dollars pour une cartouche de 200 Marlboro Reds, par exemple, soit moins du tiers de ce que l'on paierait à New York. Voir <http://marlboromiles.cigarettes-online-store.com/marlboro-miles-catalog.html>.

{227} Kurt M. Ribisl, Rebecca S. Williams et Annice E. Kim, « Internet Sales of Cigarettes to Minors », *JAMA*, n° 290, 2003, p. 1356-1559.

{228} Voir le site Wiki CigarettePedia, www.cigarette.pedia.com, où l'on peut voir des dizaines de milliers de différentes sortes de paquets de cigarettes.

{229} Voir www.trinketsandtrash.org.

{230} www.smokingfetishsites.com vs www.smokinbabe.com/free/index.php. Au début des années 2000, le site Youth Smoking Prevention [Prévention du tabagisme chez les jeunes] de Lorillard s'intitulait www.buttoutnow.com ; depuis, c'est devenu un site pornographique.

{231} Association professionnelle : www.oltra.org. OLTRA affiche des liens vers un grand nombre de groupes protabac, comme smokinglobby.com, [The Smoking Outdoorsman](http://TheSmokingOutdoorsman.com), etc.

{232} <http://whyquit.com/pr/043008.html>.

{233} G. T. Fong, D. Hammond et S. C. Hitchman, « The Impact of Pictures on the

Effectiveness of Tobacco Warnings », *Bulletin of the World Health Organization*, n° 87, 2009, p. 640-643.

Deuxième partie

{234} Les documents Ecusta furent présentés pour la première fois dans le cadre de la procédure par Woody Wilner *et al.* dans l'affaire « Henry W. Boerner vs Brown & Williamson », dont le verdict fut rendu en mai 2003 dans l'Arkansas ; j'ai présenté d'autres documents en témoignant dans l'affaire « Frankson vs American Tobacco », nov. 2003, p. 18-19.

{235} Ernest L. Wynder, Evarts A. Graham et Adele B. Croninger, « Experimental Production of Carcinoma with Cigarette Tar », *Cancer Research*, n° 13, 1953, p. 855-866 ; et pour son impact : R. Kluger, *Ashes to Ashes, op. cit.*, p. 162-166, et Stanton Glantz *et al.*, *The Cigarette Papers*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 33-35.

Chapitre 8

{236} Glenn Sonnedecker, « Drug Standards Become Official », in *The Early Years of Federal Food and Drug Control*, Madison, Wisconsin, American Institute of the History of Pharmacy, 1982, p. 28-39. Karl L. Reimann et Christian W. Posselt ont isolé la nicotine sous sa forme pure en 1828 ; voir Paul Koenig, *Die Entdeckung des reinen Nikotins im Jahre 1828 an der Universität Heidelberg*, Brême, A. Geist, 1940.

{237} *United States Pharmacopeia*, VIII^e nomenclature, Lippincott, Philadelphie, 1905, p. LXII. Cette édition classe encore la belladone, l'opium, le cannabis, la cocaïne, le cyanure d'argent, et de nombreux composés d'arsenic et de mercure parmi les drogues légales.

{238} Voir M. V. Cornil, « Sur les greffes et inoculations de cancer », *Bulletin de l'Académie de médecine*, n° 25, 1891, p. 906-909.

{239} K. Yamagiwa et K. Ichikawa, « Experimentelle Studie über die Pathogenese der Epithelialgeschwülste », *Mitteilungen aus der medizinischen Fakultät der kaiserlichen Universität zu Tokyo*, n° 15, 1916, p. 295-344.

{240} Wilhelm C. Hueper, *Occupational Tumors and Allied Diseases*, Springfield, Illinois, Charles C. Thomas, 1942 ; Donner Foundation, *Index to Literature of Experimental Cancer Research 1900 to 1935*, Philadelphie, Donner Foundation, 1948, p. 994-995.

{241} Anton Brosch, « Theoretische und experimentelle Untersuchungen zur Pathogenese und Histogenese der malignen Geschwülste », *Virchows Archiv für pathologische Anatomie und Physiologie*, n° 162, 1900, p. 32-84, surtout. p. 70.

{242} Le décès d'Ulysses S. Grant d'un cancer de la gorge, en 1885, est généralement attribué à son tabagisme ; voir James T. Patterson, *The Dread Disease : Cancer and Modern American Culture*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1987, p. 1-35. Les chronologies de l'industrie du tabac préparées pour un usage interne dans les années 1940 et 1950 reconnaissent le tabagisme comme une cause incontestable de cancers de la bouche et de l'œsophage ; voir Paul Larson et Harvey Haag, « Cancer of the Esophagus, Stomach and Intestines, Liver and Bladder », 1^{er} janv.-31 déc. 1950, Bates 500508793-8794.

[243] Victor E. Mertens, « Zigarettenrauch eine Ursache des Lungenkrebses ? (Eine Anregung) », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 32, 1930, p. 82 ; R. G. J. P. Huisman, « Tobacco and Lung Cancer », 1940, Bates 503244772-4792.

[244] Fritz Lickint, « Tabak und Tabakrauch als ätiologischer Factor des Carcinoms », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 30, 1930, p. 349-365 ; Herbert L. Lombard et Carl R. Doering, « Cancer Studies in Massachusetts », *New England Journal of Medicine*, n° 198, 1928, p. 481-486.

[245] Müller, « Tabakmissbrauch », p. 78, emphase dans l'original ; et, pour le contexte, voir mon livre, *La Guerre des Nazis contre le cancer*, *op. cit.*, p. 198-253.

[246] Eberhard Schairer et Erich Schöniger, « Lungenkrebs und Tabakverbrauch », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 54, 1943, p. 261-269 ; voir aussi mon ouvrage *La Guerre des Nazis contre le cancer*, *op. cit.*, p. 198-220. Ernest L. Wynder et Evarts A. Graham, « Tobacco Smoking as a Possible Etiologic Factor in Bronchiogenic Carcinoma », *JAMA*, n° 143, 1950, p. 329-336. Austin Smith, le successeur de Fishbein au poste de rédacteur en chef de *JAMA*, sollicite les articles de Wynder et Graham et Morton Levin, publiés dans le numéro du 27 mai 1950 ; voir Hiram R. Hanmer, « Memorandum on Telephone Conversation with Mr. Hahn », 16 juin 1950, Bates MNAT00733134. Les recherches de Wynder et Graham avaient déjà attiré l'attention ; voir William L. Laurence, « Cigarettes Linked to Cancer in Lungs », *New York Times*, 27 fév. 1949. Le travail soigneux de Doll et Hill comprend leur « Smoking and Carcinoma », *BMJ*, n° 2, 1950, p. 739-748 et leur article « The Mortality of Doctors in Relation to Their Smoking Habits », *BMJ*, n° 1, 1954, p. 1451-1455. Et pour une vue d'ensemble : Colin White, « Research on Smoking and Lung Cancer : A Landmark in the History of Chronic Disease Epidemiology », *Yale Journal of Biology and Medicine*, n° 63, 1990, p. 29-46.

[247] Lorenz *et al.*, « Effects of Breathing Tobacco Smoke ». Pour les « expériences rassurantes » : Hiram Hanmer à Henry S. Patricoff, 9 mars 1949, Bates 950204894. Et pour un article de presse : « Smoking Mice Live Normal Span : US Experiments Fail to Prove Cancer Rise », *US News and World Report*, 3 fév. 1950, p. 22-23, Bates 502812692.

[248] A. C. Hilding, « Phagocytosis, Mucous Flow, and Ciliary Action », *Archives of Environmental Health*, n° 6, 1963, p. 61-73.

[249] Otto Mühlbock, « Carcinogene Werking van Sigarettenrook bij Muizen », *Nederlands Tijdschrift voor Geneeskunde*, n° 99, 1955, p. 2276-2278, Bates 2023693883-3885 ; Murco N. Roegholt (à Sydney Negus), 5 sept. 1955, Bates 950166932. Roegholt mentionne également ici le point de vue du pathologiste H. E. Schornagel, de Rotterdam, qui jugeait le lien entre tabagisme et cancer du poumon « indubitable ».

Chapitre 9

[250] Angel H. Roffo, « Was Man von dem Krebswissen muss. Aufklärungsschrift », Buenos Aires, 1928.

[251] Angel H. Roffo, « Durch Tabak beim Kaninchen entwickeltes Carcinom », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 33, 1931, p. 321-332. Roffo avait produit précédemment des

leucoplasies précancéreuses sur des oreilles de lapins en y appliquant des goudrons de tabac ; voir son « Leucoplasia tabáquica experimental », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 7, 1930, p. 130-144, Bates 4043.

[252] Angel H. Roffo, « El tabaco como cancerígeno », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 42, 1936, p. 287-336 : « Krebsserzeugendes Benzopyren, gewonnen aus Tabakteer », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 49, 1939, p. 588-597. Une partie de ce travail fut effectuée par le fils de Roffo, A. E. Roffo Jr. ; voir son « Espectrografia de los derivados obtenidos por destilación directa de los tabacos y su relación como agentes cancerígenos », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 45, 1937, p. 311-399. Des scientifiques de R. J. Reynolds affirmèrent plus tard avoir pu « corroborer les découvertes publiées sur le 3,4-benzopyrène, avoir obtenu ce composant sous sa forme cristalline et l'avoir clairement identifié comme un élément de la fumée de cigarette sur la base de ses propriétés chimiques et physiques » ; voir Alan Rodgman (à Kenneth H. Hoover), 2 nov. 1959, Bates 500945942-5945, p. 1. Reynolds mesura 81 microgrammes de 3,4-benzopyrène dans la fumée d'un kilogramme de Winston ; voir A. Rodgman et L. C. Cook, « The Analysis of Cigarette Smoke Condensate », 1^{er} déc. 1958, Bates 504912197-2250. En 1952, des scientifiques de chez Brown & Williamson signalèrent l'« isolation et l'identification partielle de cet hydrocarbure aromatique, le benzopyrène, tant dans la fumée que dans le tabac d'origine des cigarettes de mélange Raleigh ». Ce rapport se réfère au benzopyrène en tant qu'« hydrocarbure cancérigène » ; voir « Report of Progress », 24 déc. 1952, Bates 650200084-0095.

[253] Angel H. Roffo, « Krebsserzeugende Tabakwirkung », *Monatschrift für Krebsbekämpfung*, n° 8, 1940, p. 97-102 ; « El tabaco rubio como cancerígeno », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 47, 1938, p. 5-22, Bates 85869344 ; « El tabaco como cancerígeno », art. cité, p. 333.

[254] Pour un « vaste réservoir », voir Angel H. Roffo, « Krebsserzeugende Einheit der verschiedenen Tabakteere », *Deutsche medizinische Wochenschrift*, n° 65, 1939, p. 963-967. Pour le cancer de la peau : Angel H. Roffo, « Cáncer y sol : Carcinomas y sarcomas producidos por la acción del sol total », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 11, 1934, p. 353 sq. Pour les différences entre les sexes : A. H. Roffo, « Durch Tabak », art. cité, p. 322. Pour « fast experimentelle Wert » : Angel H. Roffo, « Der Tabak als krebserzeugendes Agens », *Deutsche medizinische Wochenschrift*, n° 63, 1937, p. 1268, Bates 85869130-9134. Ce dernier article cité se trouve en traduction dans les dossiers de Lorillard ; voir « Selected Lorillard Chronology Materials », non daté, Bates 98919147-9546.

[255] Sir Richard Doll, « Commentary : Lung Cancer and Tobacco Consumption », *International Journal of Epidemiology*, n° 30, 2001, p. 30-31.

[256] Schairer et Schöniger, « Lungenkrebs », art. cité ; Müller, « Tabakmissbrauch », art. cité ; Fritz Lickint, *Tabak und Organismus : Handbuch der gesamten medizinischen Tabakkunde*, Stuttgart, Hippokrates, 1939, p. 869-871 ; Leonard Engel, « Cigarettes Cause Cancer ? », *Reader's Scope*, août 1946, p. 3-7, Bates EXHIBGSP000001 ; Edwin J. Grace,

« Tobacco Smoking and Cancer of the Lung », *American Journal of Surgery*, n° 60, 1943, p. 361-364.

[257] Pour « encore récemment » : H. R. Hanmer (à P. M. Hahn), « Memorandum on Alleged Causative Relation », lettre citée. Pour « fortement cancérigène » : Claude E. Teague, « Survey of Cancer Research », 2 fév. 1953, Bates 504184873-4894. Pour « les plaignants ne se concentrent » : Jones, Day, Reavis & Pogue, « Dr. Claude E. Teague, Jr., Deposition Preparation », 16 oct. 1990, Bates 515873224-3304, p. 6 (nous le citerons ultérieurement sous la forme : Jones Day, « Teague Depo. Prep. »). Roffo est cité dans la majeure partie des bibliographies sur la recherche cancérologique élaborées par l'industrie : l'ouvrage imposant de Paul S. Larson, Harvey B. Haag et H. Silvette, *Tobacco : Experimental and Clinical Studies : A Comprehensive Account of the World Literature*, Baltimore, Williams and Wilkins, 1961, par exemple, cite 43 articles de Roffo. Celui de la Donner Foundation, l'*Index to Literature of Experimental Cancer Research* de 1935, en reprend 59.

[258] H. R. Hanmer (à Edward Elway Free), 11 mai 1939, Bates MNAT00637003. Hanmer cite un passage du *Zeitschrift für Krebsforschung* (traduit de l'allemand) remettant en cause les méthodes employées par Roffo pour diagnostiquer le carcinome, montrant que l'industrie, à cette époque, recourait à des traducteurs pour transcrire les publications médicales en anglais. Les seules traductions complètes de l'article de Roffo connues avant 2006 sont celles effectuées par Lorillard dans les années 1980, probablement dans le cadre d'une procédure juridique ; voir Bates 85869514-9521 et mon article « Angel H. Roffo : The Forgotten Father of Experimental Tobacco Carcinogenesis », *Bulletin of the World Health Organization*, n° 84, 2006, p. 494-495.

[259] Ernest L. Wynder, Evarts A. Graham et Adele B. Croninger, « Experimental Production of Carcinoma with Cigarette Tar », *Cancer Research*, n° 13, 1953, p. 855-864 ; A. H. Roffo, « Der Tabak », art. cité, p. 1269.

[260] Hans Reiter, « Der Stand der wissenschaftlichen Erforschungen der Tabakgefahren », *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 97-101. Sur les cigarettes sans nicotine et la « bière légère » : « Vorsorge und Fürsorge am Menschen und am Arbeitsplatz – Entwöhnung – Ersatzmittel », *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 65-67.

[261] Leonardo Conti, « Der Reichsgesundheitsführer », *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 87-93. Fumer cause « den schwersten Schaden, der dem deutschen Volke zugefügt werden kann » [« la plus grande honte qu'on puisse infliger au peuple allemand »]. Dès 1953, Lickint juge « inconcevable » qu'on puisse élever un argument sérieux contre le lien entre tabagisme et cancer du poumon ; voir son *Ätiologie und Prophylaxe des Lungenkrebses*, traduit par « Tobacco Smoke as a Cause of Lung Cancer », Bates 501902445-2559.

[262] Lawrence K. Altman, « Experts Re-Examine Dr. Reiter, His Syndrome and His Nazi Past », *New York Times*, 7 mars 2000.

[263] L'étude épidémiologique en référence ici est celle, déjà citée, de Schairer et Schöniger, « Lungenkrebs » ; voir ma *Guerre des nazis contre le cancer*, *op. cit.*, p. 204-220. Les remarques de Karl Astel figurent dans « Der Rektor der Friedrich-Schiller-Universität

Staatsrat Prof. Dr. K. Astel », *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 93-96.

{264} Le télégramme d'Hitler du 5 avril 1941 au Reichsgesundheitsführer Leonardo Conti et au Gauleiter Sauckel est reproduit dans *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 81.

{265} G. Becher, « Sind Wir wirklich Muradisten ? », *Reine Luft*, n° 21, 1939, p. 119-122 ; « Forschung oder Behauptung ? », *Deutsche Tabakzeitung*, repris dans *Chronica Nicotiana*, 2, n° 1, 1941, p. 22-24.

{266} « Die Entwicklung der Internationalen Tabakwissenschaftlichen Gesellschaft », *Chronica Nicotiana*, 1, nos 3-4, 1940, p. 25 sq. Helmut Aschenbrenner était secrétaire général de l'Association internationale et il serait utile d'avoir une biographie de ce personnage. Sur Forchheim, voir *50 Jahre : Landesanstalt für Tabakbau und Tabakforschung, Forchheim*, Bade-Wurtemberg, 1977.

{267} « Ergebnisse der Tabakforschung », *Deutsche Tabakzeitung*, 4 déc. 1940, cité dans *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 40.

{268} Pour une photo du buste du Führer dans le centre névralgique de l'apologétique allemande du tabac, voir *Chronica Nicotiana*, 2, n° 1, 1941, p. 8.

{269} Friedrich Richter, *Raubstaat England*, Hambourg-Bahrenfeld, Cigaretten-Bilderdienst, 1941, p. 129 ; à comparer avec *Adolf Hitler : Bilder aus dem Leben des Führers*, Altona-Bahrenfeld, Cigaretten-Bilderdienst, 1935, dont 300 000 exemplaires ont été imprimés.

{270} Pour la dénégation sur le « goudron », voir le commentaire sur le « Tabak und Zähne » de Br. Steinwallner, *Chronica Nicotiana*, 1, n° 2, 1940, p. 118-119. Concernant la modération : « Si quelqu'un boit 15-20 tasses de café par jour, c'est tout simplement aussi mauvais du point de vue de la santé que de fumer 30-40 cigarettes par jour, ou que de boire 15 litres de bière ou davantage » ; voir « Einiges über die Schädlichkeit oder Unschädlichkeit von Genussmitteln », *Chronica Nicotiana*, 1, n° 2, 1940, p. 97-100 ; à comparer avec Fritz Lickint, « Gegen den Missbrauch des Tabakmissbrauches : Eine Erwiderung und Richtigstellung », *Reine Luft*, n° 21, 1939, p. 118-119. Et pour la « folie » d'inhaler : Adolf Wenusch commentant Otto Schmidt, « Der Kohlenoxydgehalt des Blutes bei Raucher », *Chronica Nicotiana*, 1, n° 2, 1940, p. 121-124.

{271} Peter Schesslitz, « Tabak und Krebs », *Deutsche Tabakzeitung*, 1941, repris dans *Reine Luft*, n° 22, 1941, p. 39.

{272} « Verkort de Tabak het menselijk Leven ? », in *Le Cigare via De Tabakskoerier*, la principale revue de l'industrie du tabac en Hollande, reproduit in *Chronica Nicotiana*, 1, nos 3-4, 1940, p. 49.

{273} R. G. J. P. Huisman, « Tabak und Lungenkrebs », *Chronica Nicotiana* n° 4, mai-juin 1943, p. 7-19 ; juillet-août 1943, p. 5-15. La thèse à laquelle il est fait référence est de Frits Vaandrager, à Utrecht. Pieter de Coninck m'informe que Huisman est mort en janvier 1972 à Appeltern (Walstraat, 2). Nous aurions besoin d'en savoir davantage sur sa vie et son œuvre – s'il a continué de travailler pour Big Tobacco après 1945, par exemple, ou s'il a jamais accepté le lien de causalité avec la cigarette.

{274} Pour « quantité de questions demeurent en suspens » : R. G. J. P. Huisman, « Tabak und Lungenkrebs », art. cité. Pour l'« Autoreferat » d'Helmut Aschenbrenner : « Psyche und

Krebs », *Chronica Nicotiana*, n° 4, avril 1943, p. 42. Pour Aschenbrenner sur le « grand embrasement », voir mon ouvrage, *La Guerre des nazis contre le Cancer*, *op. cit.*, p. 247-251.

{275} Sur la maladie de Raynaud : L. Brigatti, « Versuche einer Therapie », *Chronica Nicotiana*, n° 4, mai-juin 1943, p. 29.

{276} « Die Gefahr im Schatten : Chronica et acta phantastica », *Reine Luft*, n° 2, 1941, p. 34-43.

Chapitre 10

{277} Ernest L. Wynder, Evarts A. Graham et Adele B. Croninger, « Experimental Production of Carcinoma with Cigarette Tar », art. cité.

{278} « Experimental Cancer in Mice Produced by Cigarette Smoke » (communiqué de presse cité), 11 avril 1953, Bates 950167557-7559.

{279} H. R. Hanmer, « Memorandum on Alleged Causative Relation », lettre citée. La lettre de Wynder à Rhoads du 19 novembre 1952 fut communiquée clandestinement à American Tobacco par J. H. Teeter, du Fonds Damon Runyon (Bates MNAT00587276).

{280} Pour « le laboratoire d'arômes » : Jones Day, « Teague Depo. Prep. », p. 8. Pour « effrayant » : Roy Norr, « Cancer by the Carton », *Reader's Digest*, déc. 1952, pp. 78, Bates TIMN01055705 ; Alton Ochsner, « Lung Cancer : The Case against Smoking », *The Nation*, 23 mai 1953, Bates TITX0011985. L'article de Norr est une version abrégée de son « Smokers Are Getting Scared ! » du *Christian Herald* d'octobre 1952, Bates TIFL0514971.

{281} Teague, « Survey », p. 5. Pour « en raison du lien possible » : Jones Day, « Teague Depo. Prep. », art. cité, p. 6. Nous ne savons pas précisément à quel moment on a demandé à Teague de préparer son étude, mais c'est probablement peu de temps après la publication du « Cancer by the Carton » de Norr dans le *Reader's Digest* en décembre 1952. Les expériences sur les souris de Wynder *et al.* – non publiées, mais qui circulaient – ont dû fournir une incitation de plus. Les scientifiques de Reynolds témoignent que l'étude de Teague a été produite à la demande de Kenneth H. Hoover (chef du département de recherche de Reynolds) et « largement diffusée » chez Reynolds mais aussi envoyée au Bowman Gray Medical Center (BGMC) ; voir Jones Day, « Teague Depo. Prep. », art. cité, p. 7.

{282} Teague, « Survey », p. 8 ; G. M. Badger, « The Carcinogenic Hydrocarbons : Chemical Constitution and Carcinogenic Activity », *British Journal of Cancer*, n° 2, 1948, p. 309-348.

{283} Pour « établis ou démontre de manière nette » : Teague, « Survey », p. 10-11. Pour « sans le moindre doute raisonnable » : Earl Ubell, « Cigarette-Lung Cancer Link Proved, Dr. Hammond Says », *Herald Tribune*, 20 oct. 1954, Bates 966039727. Hiram R. Hanmer, chez American Tobacco, considérait aussi l'étude de Hammond comme « une perspective du plus mauvais augure [...] l'élément crucial de toute cette situation. Si elle est défavorable à la consommation de cigarettes, cela confirmera pratiquement tout ce que Wynder et Graham ont dit » (« The Situation with Respect to Cancer Research », 13 nov. 1953,

Bates 950164216-4217).

{284} Teague, « Survey », p. 6.

{285} *Ibid.*, p. 14-15.

{286} Pour Senkus : Claude E. Teague Jr., déposition dans l'affaire « Minnesota vs Philip Morris », 8 juillet 1997, vol. 1, Bates TEAGUEC070897, p. 51. L'enquête de Teague fut « mise à jour » par Alan Rodgman peu après son arrivée au sein de la compagnie en juin 1954 ; cette mise à jour – jamais publiée par Reynolds – fit forte impression sur le principal avocat de la compagnie, Henry H. Ramm, assez pour valoir à Rodgman de se voir confier la mission de « préparer la procédure et la défense » ; voir la déposition de Rodgman pour *Arch*, 4 août 1997, Bates RODGMANF080497, p. 608-609. Dans le document de 1990 rédigé pour préparer Teague avant sa déposition, les avocats travaillant pour Reynolds suggérèrent que l'enquête de Teague était un simple « passage en revue » et non une tentative d'évaluation critique de cette littérature. Ils lui demandèrent aussi de ne pas « émettre de conjectures » sur la portée des informations sur ces dangers que détenait la direction avant 1953 (Jones Day, « Teague Depo. Prep. », art. cité, p. 7). Pour l'entretien avec Teague : Jones, Day, Reavis & Pogue, « Report Containing Analyses Concerning Research Development Activities Prepared by RJR outside Legal Counsel », 31 déc. 1985, Bates 515871651-2176, p. 14. Pour une « source de préoccupation » et « récupérer tous les exemplaires » : Jones, Day, Reavis & Pogue, « RJR Research and Development Activities : Fact Team Memorandum », 31 déc. 1985, Bates 515871651-1912, p. 8.

Au milieu des années 1960, des chercheurs de British Tobacco qualifièrent le Comité de la politique juridique de « principal pouvoir dans ce contexte du rapport tabac-santé. [...] Extrêmement puissant ; il détermine la haute politique de l'industrie sur toutes les questions du tabac et de la santé [...] et informe directement les présidents ». Voir Phillip J. Rogers et Geoffrey F. Todd, « Report on Policy Aspects of the Smoking and Health Situation in U.S.A. », 15 oct. 1964, Bates 1003119099-9135, p. 6-7.

{287} Teague rédige des mémoires « annuels » et des rapports d'« estimation et de prévision à long terme » dès 1969 ; par la suite, ceux-ci deviennent les plans stratégiques du groupe ; voir Jones, Day, Reavis & Pogue, « Management and Legal Supervision and Control of R&D Activities », 31 déc. 1985, Bates 519198732-8819, p. 14. Pour « spécialisé », voir la note de Teague, « On the Nature of the Tobacco Business and the Crucial Role of Nicotine Therein », 14 avril 1972, Bates 83570661-0670, p. 2 ; et pour les « préfumeurs », voir son « Some Thoughts about New Brands of Cigarettes for the Youth Market », p. 1. Pour « la majorité de nos clients », voir la note de Teague à G. R. Di Marco, « Nordine Study », 1^{er} déc. 1982, Bates 500898255-8257. Pour l'intitulé de ses postes, voir Bates TEAGUEC070897.

{288} Pour la fierté d'avoir découvert le benzopyrène : Jones Day, « Teague Depo. Prep », art. cité, p. 59 ; Alan Rodgman, « Analysis of Cigarette Smoke Condensate », 12 fév. 1964, Bates 501008855-8928. Reynolds fut le premier à découvrir le cholanthrène et plusieurs autres hydrocarbures cancérigènes dans les goudrons de tabac ; voir A. Rodgman (à K. H. Hoover), 2 nov. 1959, lettre citée, p. 1. Pour les « fortes indications » : Claude

Teague, « Disclosure of Invention », 18 nov. 1955, Bates 504912040-2042. Pour les interdictions de publication : Ralph L. Rowland aux directeurs, « Management Meeting, March 22, 1971 : Rewards and Recognition », 20 avril 1971, Bates 515873927-3929 ; Alan Rodgman, « A Critical and Objective Appraisal of the Smoking and Health Problem », 12 sept. 1962, Bates 504822823-2846.

{289} Pour « peu ou pas d'incidence » : Claude Teague (à Kenneth Hoover), « Disclosure of Invention : Filter Tip Materials Undergoing Color Change on Contact with Tobacco Smoke », 17 déc. 1953, Bates 511235573. Murray Senkus, Carroll S. Tompson et Walter M. Henley appuyèrent la communication de Teague. Des chercheurs de Liggett & Myers explorèrent des artifices semblables ; voir Jean P. Eaves, « Stenographic Minutes of a Conference Held at the Research Laboratory », 23 janv. 1952, Bates LG0205897-5926. Pour l'« illusion de la filtration » : M. E. Johnston, « Market Potential of a Health Cigarette », juin 1966, Bates 1001913853-3878.

{290} Claude E. Teague Jr., déposition dans l'affaire « Minnesota vs Philip Morris », vol. 1, 8 juillet 1997, Bates TEAGUEC070897, p. 72-73, p. 77-78 ; comparer avec Bates TEAGUEC070897, TEAGUEC070997, TEAGUEC071097 et TEAGUEC071197 ; et Jones Day, « Teague Depo. Prep. », art. cité.

Chapitre 11

{291} Otmar Freiherr von Verschuer, l'hygiéniste nazi notoire et *Doktorvater* [directeur de thèse] de Mengele, fut engagé par des fabricants de tabac anglais pour vérifier l'hypothèse du génotype de Fisher, en puisant dans ses vastes archives de vrais et faux jumeaux. Voir « T.M.S.C. Scientific Research », 9 fév. 1959, Bates 105386966-6973. Fisher avait recommandé Verschuer à Geoffrey Todd comme « une vieille connaissance scientifique » ; voir R. A. Fisher (à Todd), 19 oct. 1956, Bates 105409457.

{292} Milton B. Rosenblatt, « Lung Cancer in the 19th Century », *Bulletin of the History of Medicine*, n° 38, 1964, p. 395-425, Bates HK0150073.

{293} Les questionnements concernant le papier continuent même après la formation du TIRC ; voir Tobacco Industry Research Committee, « Confidential Report, Industry Technical Committee Meeting », 30 juillet 1954, Bates CTR0021997-1999.

{294} Lettre d'Edison du 26 avril 1914, reproduite dans Henry Ford, *The Case against the Little White Slaver*, Detroit, Henry Ford, 1916, p. 2.

{295} « Sloan-Kettering Institute – Cigarette Paper Tars », non daté (mars 1952), Bates MNAT00587275.

{296} Bruce Barton (à Preston L. Fowler), 9 oct. 1951, Bates 950166649.

{297} William W. Carroll et. H. J. Rand, « A Fluorospectrographic Indication of Carcinogens in Cigarette Papers », 17 mars 1952, p. 4, Bates 950166333-6336 ; et pour la spectroscopie : E. L. Kennaway et I. Hieger, « Carcinogenic Substances and Their Fluorescence Spectra », *British Medical Journal*, n° 1, 1930, p. 1044-1046.

{298} « Sloan-Kettering Institute – Cigarette Paper Tars », art. cité. Sur la cellophane : Richardson, « American Tobacco Company Research Laboratory », juillet 1941,

Bates 950133122-3178.

{299} C. M. Flory, « The Production of Tumors by Tobacco Tars », *Cancer Research*, n° 1, 1941, p. 262-276.

{300} M. O. Schur (à H. R. Hanmer), 7 avril 1953, Bates 950167556.

{301} American Tobacco, « “AC” Content of Cigarette Smoke », 29 mai 1953, Bates 950109311 ; H. R. Hanmer (à M. O. Schur), 1^{er} juillet 1953, Bates 950154413-4414.

{302} Joseph J. Blacknall (à H. B. Parmele), 1^{er} juillet 1953, Bates 00065829 ; « Results of Accelerated Animal Tests » (d'Ecusta), 9 juin 1953, Bates 00065830.

{303} Pour « un lapin criera » : Janet C. Brown, « Confidential Memorandum to Mr. Hetsko RE Conference with Messrs. Harlan and Harlow », 25 août 1965, Bates 0026861-6916, p. 15.

{304} Voir Norton Nelson (à A. Grant Clarke *et al.*), 13 oct. 1953, Bates 950164292-4293 ; William E. Smith, Alvin I. Kosak, Ernest L. Wynder et Norton Nelson, « Investigation of the Chemical Nature of Environmental Carcinogens », 15 sept. 1953, Bates 950164294 et 950164295-4316.

{305} M. O. Schur (à P. S. Larson), 6 nov. 1953, Bates 969006694 (copie à Dixon, Rickards et Hanmer) ; 10 nov. 1953, Bates 950154386 ; « Histological Examination of Skin Sections of Eight Mice », 6 nov. 1953, Bates 950154387-4389.

{306} P. S. Larson à M. O. Schur, 17 nov. 1953, Bates 950154384-4385 ; 20 nov. 1953, Bates MNAT00586733, souligné dans l'original. La lettre de Schur, comme la plupart de celles qui ont trait aux expériences d'Ecusta, est adressée en copie à Hanmer chez American Tobacco. William E. Smith est déjà mécontent du groupe de New York en janvier 1954, date à laquelle il discute de « la possibilité pour Ecusta d'ouvrir un laboratoire près d'Asheville, en en prenant tête » (voir Frederick R. Darkis, Liggett [à W. A. Blount], 4 fév. 1954, Bates LG0090704-0708). Smith habitait dans le Maine jusque dans les années 1990, et remarqua un jour que baptiser un laboratoire universitaire du nom de Lanza équivaut à nommer une synagogue du nom de Hitler (Barry Castleman, communication personnelle, en référence au « Lanza Lab » de l'université de New York).

{307} F. R. Darkis (à W. A. Blount), 4 fév. 1954, lettre citée.

{308} « Beyond Any Doubt », *Time*, 30 nov. 1953, p. 60-63.

{309} « A vote for Acquittal », *Time*, 7 déc. 1953, p. 54.

{310} « Lung Cancer Rise Is Laid to Smoking », *New York Times*, 9 déc. 1953, Bates 966017842.

{311} « Tobacco Stocks Hit by Cancer Reports », *New York Times*, 10 déc. 1953.

{312} Paul M. Hahn, « Press Release » (pour American Tobacco Company), 26 nov. 1953, Bates MNAT00609882-9886.

{313} Dwight Macdonald (à Hiram Hanmer), 17 déc. 1953, Bates 950278537-8538 ; Hiram Hanmer, « Memorandum on Telephone Conversation between Mr. Hanmer and Mr. Dwight Macdonald », 4 janv. 1954, Bates 950278535.

{314} Edwin F. Dakin, « Forwarding Memorandum : To Members of the Planning Committee », fin déc. 1953, Bates JH000493-0501, p. 2.

{315} L. Engel, « Cigarettes Cause Cancer ? », art. cité, p. 7 ; H. R. Parmele à A. Riefner, 29 juillet 1946, Bates 92520611-0612.

{316} « Pendant toutes ces années, les critiques l'ont rendu tour à tour responsable de pratiquement toutes les maladies du corps humain. Une par une, ces accusations sont abandonnées faute de preuve » ; voir « A Frank Statement to Cigarette Smokers », 4 janv. 1954, Bates HT0127042. Une version du 26 déc. 1953 du « Frank Statement », avec des corrections portées lors d'une autre réunion à l'hôtel Plaza, le 28 décembre, peut se trouver à Bates 4720 ; et pour les passages proposés (mais pas utilisés) par le directeur juridique d'American Tobacco, T. J. Ross, voir Bates 4711.

{317} H. R. Hanmer (à Miller), 8 oct. 1953, p. 3.

{318} F. R. Darkis (à W. A. Blount), 4 fév. 1954, lettre citée.

{319} Gauvin à Meyer, « Monthly Development Summary », 2 fév. 1984, Bates 2022217620-7621. Häusermann parle d'une « cigarette à goudron réglable avec filtre ajustable pour des dilutions et des taux de goudron variables dans les cigarettes » ; voir 16 nov. 1981, Bates 570312400. Pour « à visibilité de fumée secondaire réduite » : N. Egilmez (à J. G. Esterle), 27 juin 1986, Bates 620502449-2455.

{320} Jones, Day, Reavis & Pogue (pour Reynolds), « Corporate Activity Project », 17 nov. 1986, Bates 681879254-9715, p. 171.

Chapitre 12

{321} A. H. Roffo, « Tabak und Krebs », *Reine Luft*, n° 21, 1939, p. 123-24. Pour le parallèle entre tabac et goudron de charbon : Johann von Leers, « Gespräche mit Rauchern », *Reine Luft*, n° 22, 1940, p. 97.

{322} Pour l'argument en faveur de la convergence, voir Emerson Day *et al.*, *Investigative Approaches to the Lung Cancer Problem*, New York, Institut Sloan-Kettering, 1955, Bates 502853000-3014.

{323} Janet C. Brown (à Cyril F. Hetsko), « AT – Lung Cancer Litigation General », 21 nov. 1961, Bates MNATPRIV00037878-7880.

{324} Janet C. Brown, « Theories for Defending Smoking and Health Litigation », 20 août 1985, Bates 680712251-2260.

{325} « Seventh International Cancer Congress, 1958 », Bates 966015130-5134.

{326} Joseph Garland, « Cancer of the Lung », *New England Journal of Medicine*, n°g 249, 1953, pp. 465-466 ; voir aussi son « Tobacco and Carcinoma of the Lungs », *New England Journal of Medicine*, n° 250, 1954, p. 125.

{327} Geoffrey F. Todd, « Smoking and Health : The Present Position in the U.K. and How It Came About », 1963, Bates 1000215063-5085.

{328} Le discours d'Iain Macleod est cité in « Heavy Smoking and Cancer : Some Relationship Established », *The Times* (édition de Londres), 13 fév. 1954, Bates 01138497 ; la prédiction de Johannes Clemmesen se trouve dans « Bronchial Carcinoma - A Pandemic », *Danish Medical Bulletin*, n° 1, 1954, pp. 37-46.

{329} Pour « les faits sont indéniables » : American Cancer Society, « Lung Cancer and the

Smoking Question », *Annual Report*, Atlanta, ACS, 1954, pp. 16-19, Bates TIMN0209916-9919. Le docteur George V. Brindley, de la faculté de médecine de l'université du Texas, rédigea le texte de la résolution de l'American Cancer Society, approuvée à l'unanimité par le Conseil des directeurs de l'ACS lors de son assemblée annuelle d'octobre 1954. Pour Rhoads : « Your Chances of Lung Cancer from Cigaretts », PIC, avril 1954, pp. 20-23, Bates 502817806-7809. Pour « un facteur primordial qui ne peut plus être ignoré » : Institut Sloan-Kettering, « Progress Report », nov. 1954, Bates 503270356-0380, pp. 9-10. Pour la Public Health Cancer Association : « Cancer Unit Calls Cigarettes Harmful », *New York Journal American*, 12 oct. 1954, Bates 950299092. La résolution de la PHCA est adoptée par 13 voix contre 3. Pour les brevets, voir Bates 108095559-6023 (déposé le 8 oct. 1954) et Bates 108183492-3944 (déposé en 1957), le second stipulant que des scientifiques « ont prouvé qu'il existe une relation entre tabagisme et cancer du poumon ».

[\[330\]](#) Horace Joules est cité dans le rapport d'American Tobacco, « Report on Special Research N° 11, November 1954, Part I -U.K. », nov. 1954, Bates 966001993-2003.

[\[331\]](#) Carl V. Weller, *Causal Factors in Cancer of the Lung*, Springfield, Illinois, Charles C. Thomas, 1955, pp. 99-100, cité in Brandt, *Cigarette Century*, pp. 154-155.

[\[332\]](#) Charles S. Cameron, « Lung Cancer and Smoking : What We Really Know », *Atlantic Monthly*, jan. 1956, p. 75.

[\[333\]](#) « Smoking and Cancer », *The Times* (édition de Londres), 8 mai 1956, Bates HT0038363.

[\[334\]](#) Pour la « causalité directe » : « Tobacco Smoking and Cancer of Lung : Statement by the Medical Research Council », *British Medical Journal*, n° 1, 1957, pp. 1523-1524. Pour « l'interprétation la plus raisonnable » : ministère de la Santé, Déclaration à la Chambre des Communes, « Smoking and Lung Cancer », 27 juin 1957, Bates 503273370.

[\[335\]](#) Pour la « somme de preuves scientifiques » : Frank M. Strong et al., « Smoking and Health : Joint Report of Study Group on Smoking and Health », *Science*, n° 125, 1957, pp. 1129-1133. American Tobacco dépêche certains de ces cadres intervenant lors des réunions à huis-clos du Groupe d'Étude ; voir H. B. Haag à E. S. Harlow, 31 oct. 1956, Bates 950168097 et 950168095-8096. Pour « au-delà de tout doute raisonnable » : « Statement by Surgeon General Leroy E. Burney of the Public Health Service... on Excessive Cigarette Smoking and Health », 12 juillet 1957, Bates 966016828-6833.

[\[336\]](#) Ministère des Affaires Sociales et de la Santé Publique des Pays-Bas, *Press Notice N° 1233*, La Haye, NMSAPH, 1957.

[\[337\]](#) « Transcript of Investigation Made by the Swedish State Medical Research Council into the Biological and Medical Effects of Smoking », 13 août 1958, Bates 11329502-9505.

[\[338\]](#) Warren H. Cole, « Statement of American Cancer Society on Cigarette Smoking and Lung Cancer », *JAMA*, n° 172, 1960, p. 1425.

[\[339\]](#) P. Dorolle et al., « Epidemiology of Cancer of the Lung : Report of a Study Group », *WHO Technical Report Series*, n° 192, 1960, pp. 3-13, Bates 504113429.

[\[340\]](#) Pour « principal facteur causal » : Fred Poland, « Cigaretts Linked to Lung Cancer by

CMA Council », *Montreal Star*, 21 juin 1961, Bates 1003044717. Pour « au-delà de tout doute raisonnable » : Norman C. Delarue, « A Review of Some Important Problems Concerning Lung Cancer », *Journal of the Canadian Medical Association*, n° 84, 1961, pp. 1374-1385.

{341} Collège Royal de Médecine de Londres [Royal College of Physicians of London], *Smoking and Health*, Londres, Pitman, 1962, <http://www.rcplondon.ac.uk/sites/default/files/smoking-and-health-1962.pdf>.

{342} A. M. Brandt, *Cigarette Century*, *op. cit.*, p. 211-239. Peter V. Hamill, coordinateur médical du comité directeur du comité consultatif du ministre de la Santé, est l'acteur clef dans la sélection des membres du comité consultatif en 1962-1963 ; voir sa déposition dans l'affaire « Cipollone vs Liggett », 25 nov. 1985, Bates 515857777-7826, à partir de 7783.

{343} US Department of Health and Human Services, *Nicotine Addiction : A Report of the Surgeon General*, US Government Printing Office, Washington, DC, 1988, p. vi, où la nicotine est définie comme « créatrice d'accoutumance dans le même sens que le sont des drogues comme l'héroïne et la cocaïne ». Pour Fieser : Charles J. Kensler (à L. W. Bass), « Report of Meeting between Dr. Louis Fieser and Dr. Kensler », 18 août 1954, Bates LG0044505-4506.

{344} P. K. Knopick (à W. Kloeffer, Institut du tabac), 9 sept. 1980, Bates TIMN0097164-7165.

{345} R. Kluger, *Ashes to Ashes*, *op. cit.*, p. 257.

{346} L'excès de prudence rhétorique est un problème inhérent à tous les rapports du ministère de la Santé. Celui de 1988 sur le thème *Nicotine Addiction*, par exemple, est d'un ennui qui confine à la torture. La longue préface de C. Everett Koop ne mentionne même pas l'industrie du tabac, hormis ses (prétendus) travaux pour proposer des thérapies de substitution à la nicotine (p. vi). Les fumeurs sont censés endosser toute la responsabilité du renoncement à leur habitude. Pour en savoir plus sur le rapport 1964, notamment sa qualification d'« incontestable », voir le *Cigarette Century* de Brandt, p. 211-239.

{347} Charles Ellis, « Meeting in London with Dr. Haselbach », 15 nov. 1961, Bates 301083862-3865 ; A. Yeaman, « Implications of Battelle Hippo », art. cité ; Charles Ellis, « The Effects of Smoking », 13 fév. 1962, Bates 301083820-3835.

{348} Pour les propositions engageant « la vie ou la mort » : George Weissman (à Joseph F. Cullman), 29 janv. 1964, Bates 1005038559-8561. Pour la « crise grave » : Stanton A. Glantz, John Slade, Lisa A. Bero, Peter Hanauer et Deborah E. Barnes, *The Cigarette Papers*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 50-52.

{349} Joseph Califano, communication personnelle, nov. 2004.

{350} Johnson est cité dans Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Marchands de doute*, *op. cit. (Merchants of Doubt)*, New York, Bloomsbury Press, 2010, p. 170-171).

{351} R. L. Swaine, « Liggett & Myers Conference on March 25, 1954 », 29 mars 1954, Bates 2022969452-9459, p. 8.

{352} H. R. Hanmer (à Albert R. Stevens), 13 mai 1952, Bates 950164500-4501. La publicité est archivée dans Bates 950164504-4507.

{353} H. R. Hanmer (à Hahn), 19 nov. 1953, Bates 950156733-6734.

{354} J. M. Moseley (American Tobacco), « Second International Tobacco Congress, Brussels, Belgium and Visit to Research Institutes and Cigarette Factories in Central Europe », juillet 1958, Bates 950158605-8664.

{355} Pour Moseley : Robert Heimann (à Alfred F. Bowden), « Verbal Report of J. M. Moseley », 2 juillet 1958, Bates 966015128. Pour Cuzin : J. M. Moseley (à Hanmer et Harlan), « 15th Tobacco Chemists Research Conference », 13 oct. 1961, Bates 950264148-4153.

{356} La France cesse de produire son tabac brun pour les Gauloises en 2005, date à laquelle seuls environ 12 % du total des cigarettes vendues en France (6 milliards sur 55) étaient faits à partir de tabac brun.

{357} La mortalité des Britanniques due au cancer du poumon a chuté de 52 décès pour 100 000 à 16 pour 100 000, tandis que la mortalité française, pour le même groupe d'âge des 35-54 ans (de sexe masculin) a augmenté de 13 décès pour 100 000 à 42 pour 100 000 ; voir « UK Lung Cancer Deaths Halved by Smoking Cessation », CTSU Press Release, 2 août 2000 (www.ctsuo.ox.ac.uk).

{358} Ces données émanent de la base de données de mortalité de l'OMS (www.who.int/healthinfo/statistics/mortality/whodpms), ainsi que de Tomomi Marugame et Itsuro Yoshimi, « Comparison of Cancer Mortality (Lung Cancer) in Five Countries : France, Italy, Japan, UK and USA », *Japanese Journal of Clinical Oncology*, n° 35, 2005, p. 168-170. Tous mes remerciements également à mon collègue britannique Richard Peto pour avoir attiré mon attention sur cet intéressant contraste franco-britannique.

{359} J. M. Moseley, « Second International », art. cité, p. 24. Pour la vie de Herbert Bentley, voir Martin Sherwood, « Smokers' Friend », *New Scientist*, n° 75, 1977, p. 105-107. Bentley a créé les laboratoires du Tobacco Research Council britannique à Harrogate en 1963 ; il a joué aussi un rôle crucial dans le développement du New Smoking Material (NSM) [nouveau matériau fumable], dont les compagnies britanniques espéraient qu'il se révélerait moins cancérigène.

{360} Pour la « bonne technique » : J. M. Moseley, « Second International », art. cité, p. 25. Pour Kennaway « grandement impressionné » : McKean Cattell, « Report on Visit to Laboratories Concerned with Tobacco in Relation to Health », 24 août 1956, Bates 501941142-1150. Cattell note ici que le cabinet de relations publiques Campbell-Johnson se chargeait pour British Tobacco de ce que Hill & Knowlton faisait pour les Américains. Pour la reproduction par T. D. Day des expériences de Wynder, voir « Report by Dr. T. D. Day », 11 mars 1959, Bates 105386919-6932, où nous apprenons que de « généreuses applications de nouveaux condensats fournis par T.M.S.C. sur le dos des souris génèrent des papillomes et des carcinomes présumés, dans une souche similaire à celle décrite par Wynder et ses collaborateurs ».

{361} Pour « tout le monde devrait travailler conjointement » : J. M. Moseley, « Second International », art. cité, p. 10-12. Pour « les véritables causes de cette maladie » : « Extract from the First Report of the Scientific Research Station of the German Cigarette

Industry », oct. 1959, Bates 105615112-5114. Pour « ne pouvait être plus longtemps mis en doute » : H. Druckrey *et al.*, « Vergleichende Prüfung von Tabakrauch-Kondensaten, Benzpyren und tabak-Extrakt auf carcinogene Wirkung an Ratten », *Die Naturwissenschaften*, n° 47, 1960, p. 605-606, Bates 504112821-2823, avec une traduction anglaise à 504112824-2829.

{362} Pour « accord tacite » : Robert K. Heimann (à Alfred F. Bowden), « Verbal Report of J. M. Moseley », 2 juillet 1958, Bates 966015128. Pour les « considérations juridiques » : S. J. Green, « Cigarette Smoking and Causal Relationships », 27 oct. 1976, Bates 2231.08. Pour « la première réaction des coupables » : S. J. Green, « Smoking, Associated Diseases and Causality », 1980, Bates 322043191-3196.

{363} Richard Doll, « Etiology of Lung Cancer », *Advances in Cancer Research*, n° 3, 1955, p. 1-50. Le graphique de Doll est aussi reproduit dans le rapport de 1964 du ministre de la Santé des États-Unis, p. 176.

{364} Voir mon « Tobacco and the Global Lung Cancer Epidemic », art. cité. Quand j'ai produit mes propres calculs, dans les années 1990 (un décès par million de cigarettes), je ne connaissais pas le graphique de Doll. Mes chiffres sont étonnamment cohérents avec son travail et l'élégante épidémiologie de Richard Peto.

{365} En janvier 1978, le ministre de la Santé et de la Protection sociale, Joseph A. Califano, rapporte et répète plusieurs fois tout au long de l'année qu'en 1977 plus de 300 000 Américains sont morts du cancer et de maladies cardiaques dont le tabagisme était « un facteur majeur » ; pour une histoire de l'Institut du tabac et une critique de ce chiffre de 320 000 à partir de 1979, voir Bates 03736412-6427.

{366} Harry Dingman, *Risk Appraisal*, Cincinnati, National Underwriter Co., 1946 ; Frederick L. Hoffman, « Cancer and Smoking Habits », *Annals of Surgery*, n° 93, 1931, p. 50-67. Le premier rapport actuariel connu sur le fait que les fumeurs meurent, en moyenne, plus tôt que les non-fumeurs, apparaît dans *Proceedings of the Association of Life Insurance Medical Directors*, New York, Knickerbocker Press, 1912, p. 473-475, où Edwin Wells Dwight, président de l'Association des directeurs médicaux, présente les données de 180 000 titulaires de polices de la New England Mutual qui montrent que les « abstinents du tabac » présentent un taux de mortalité de 43 % inférieur à celui qu'on attend des tables de mortalité d'American Experience. Dix ans plus tard, une étude du Life Extension Institute sur les étudiants en licence de Dartmouth College (promotion 1868) montre que les fumeurs meurent à peu près sept ans plus tôt que les non-fumeurs ; voir Cassandra Tate, *Cigarette Wars : The Triumph of the Little White Slaver*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 143.

{367} Maurine B. Neuberger, *Smoke Screen : Tobacco and the Public Welfare*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1963, p. 6. Earl T. Opstad, directeur médical adjoint de la Northwestern National Life Insurance Co., publia en 1963 un calcul du nombre des gens qui devaient mourir prématurément à cause du tabagisme. Utilisant des chiffres « extrêmement prudents » pour ne pas être accusé de « gonfler les choses exagérément », il aboutit à un minimum annuel de 101 646 morts en excédent pour les hommes américains âgés de 30 à

64 ans. La moitié environ succombaient à des maladies coronariennes, le cancer du poumon y ajoutant 32 000 à 34 000 autres décès et l'emphysème 12 000 à 14 000 de plus. Voir son « Smoking and Heart Disease », *New England Journal of Medicine*, n° 268, 1963, p. 903, Bates TI04703357.

{368} John Ingram, commissaire aux assurances, État de la Caroline du Nord (à Horace Kornegay), 25 mai 1976, Bates TI07710818.

{369} Pour Farmers : « NARB Okays Non-Smokers' Auto Policies Insurance Ad », *Advertising Age*, 15 déc. 1975, Bates TI07710819. Pour « jamais scientifiquement prouvé » : Horace R. Kornegay (à Robert W. Graf), 6 mars 1980, Bates TIFL0537465-7466. Kornegay définit le plan d'Allstate comme le premier exemple d'un publicitaire de premier plan utilisant la télévision « pour transmettre un message antitabac dans un but commercial » ; voir son discours du 13 sept. 1979, Bates TIMN0067878-7882. Quand J. C. Penny proposa un rabais similaire, Fred Panzer écrivit à Kornegay, son patron au TI : « Vous auriez peut-être intérêt à organiser une opération similaire à celle de Sears » (1^{er} déc. 1980, Bates TIMN0067468).

{370} James Bowling (à William Kloepfer), 12 juillet 1979, Bates TIFL0537447 ; Robert S. Seiler, Allstate (à Harold B. McGuffey, commissaire aux assurances du Kentucky), 11 sept. 1979, Bates TIMN0333248-3249 ; et pour les connaissances scientifiques sur lesquelles se fonde Allstate, Bates TIMN0333250-3251 ; Bates TI07710807 ; TI07710800. Bowling ne veut pas qu'on sache que Burnett a transmis les projets de campagne publicitaire d'Allstate à Philip Morris, c'est pourquoi il indique à Kloepfer, à l'Institut du tabac, que l'« identité de Burnett en tant que source doit être protégée » (23 juillet 1979, Bates TIFL0537444).

{371} Robert S. Seiler, Allstate (à Kirk Wayne, Tobacco Associates), 20 sept. 1979, Bates TIMN0333241-3244.

{372} Pour « les gays » : Sparber and Associates, Inc., « Recommendations : The Anti-Smoker Practices of the Insurance Industry », oct. 1989, Bates TIMN0034733-4742. Au début des années 1970, Earle Clements charge Marvin Kastenbaum, à l'Institut du tabac, de « surveiller les assurances » ; voir Bates TI07710805. Il faut étudier les archives du secteur de l'assurance pour y trouver plus d'exemples de telles pressions.

{373} Bertram Harnett (à Frank T. Crohn), 30 janv. 1981, Bates 03736224-6256.

{374} Michael J. Cowell et Brian L. Hirst (State Mutual), *Mortality Differences between Smokers and Non-Smokers*, 22 oct. 1979, Bates TI47381555-1562 ; « Surgeon General's Statement », 22 oct. 1979, Bates TIFL0537439. L'article de State Mutual est paru dans *Transactions of the Society of Actuaries* ; voir Michael J. Cowell et Brian L. Hirst, « Mortality Differences between Smokers and Non-Smokers : Authors' Review of Discussion », sept. 1980, Bates 03736293-6320. L'Institut du tabac en fait écrire une critique par son chef statisticien ; Shook, Hardy & Bacon aident Kastenbaum dans ce projet, un fait non révélé dans le manuscrit final ; voir Marvin A. Kastenbaum (à Horace Kornegay), 12 juin 1980, Bates 03736333, et pour la critique de Kastenbaum : Bates 03736336-6343. State Mutual réagit à cette critique et à d'autres, et découvre ce faisant qu'un certain nombre de compagnies d'assurances confirment leurs conclusions

d'ensemble, mais aussi que, dès 1910, Phoenix Mutual avait investigué à propos de l'impact du tabac sur la durée de vie.

{375} « Insurance Companies Offering Non-Smokers Plans and Discounts », 1979, Bates TIFL0537186-7189.

{376} Cela, selon l'American Council on Life Insurance Co., Bates TI46500915.

{377} Robert Rosner, « Subsidizing Smokers – Something to Burn Over », *Los Angeles Times*, 17 nov. 1988, Bates TI00261137 ; Gordon B. Lindsay, *Make a Killing : A Smoking Satire on Selling Cigarettes*, Bountiful, Utah, Horizon, 1997, p. 25.

{378} G. E. Moore, « Smoking and Life Insurance », *British Medical Journal*, n° 1, 1962, p. 1345.

{379} *Current Digest*, n° 8, juillet 1963, p. 27, Bates TIMN0230726-0765.

{380} G. E. Moore, « How to Save 40,000 Lives a Year » (éditorial), *Medical Tribune*, 24 mai 1963, p. 11 ; à comparer avec « Challenge to Dr. Moore » et « Dr. Moore's Reply », *Medical Tribune*, 14 juin 1963, p. 11, repris dans Bates TIMN0230726-0765.

{381} Dans cet esprit, deux des célébrations les plus intelligentes du tabac sont celles de Richard Klein, *De la cigarette* (Paris, Seghers, 1999) et de Luc Sante, *No Smoking* (Paris, Assouline, 2004). Ross Millhiser est cité dans R. Kluger, *Ashes to Ashes, op. cit.*, p. 488. Philip Morris, dans son Archetype Project de 1990-1991, explore l'idée que les nouveaux fumeurs peuvent être attirés par la présentation du tabac comme un produit « réservé aux adultes » ; Gilbert Clotaire Rapaille, un consultant en marketing français spécialisé dans la psychologie adolescente, a énoncé une série de recommandations pour la compagnie, parmi lesquelles : « Rendre l'accès aux cigarettes difficile pour les mineurs » et « Souligner que fumer est dangereux [et] réservé aux gens qui aiment prendre des risques, qui n'ont pas peur des tabous, qui prennent la vie comme une aventure où l'on se prouve des choses à soi-même ». Voir Carolyn Levy, « Archetype Project Summary », 20 août 1991, Bates 2062145482-5496.

{382} Marketing and Research Counselors, « What Have We Learned ? », art. cité.

{383} Jonathan Kwitny, « Defending the Weed : How Embattled Group Uses Tact, Calculation to Blunt Its Opposition », *Wall Street Journal*, 24 janv. 1972, Bates 500324162-4164.

Troisième partie

{384} Eric LeGresley, « A “Vector Analysis” of the Tobacco Epidemic », *Bulletin of Medicus Mundi Switzerland*, n° 72, avril 1999.

Chapitre 13

{385} Pour « cesserait son activité dès demain », voir le discours de George Weissman, le 26 mars 1954, intitulé « Public Relations and Cigarette Marketing », Bates 3039590020-0025, cité dans le *St. Paul Press* du 30 mars 1954, Bates 1002366403-6408. Pour Bowling, voir Kwitny, « Defending the Weed », art. cité. Pour Bible, voir son témoignage dans l'affaire « Florida vs American Tobacco », 21 août 1997, Bates 2083493341-3364, p. 27.

Bible s'entend questionner le 2 mars 1998 sur sa promesse dans le cadre de l'affaire « Minnesota vs Philip Morris » et répond que, si l'on découvre que ne serait-ce qu'une seule personne est décédée de tabagisme, il « réévaluera » ses missions en tant que P-DG de Philip Morris ; voir Bates BIBLEG030298, p. 5707-5709. Pour Gerald H. Long, voir Roy McKenzie, « A Loyalist Views Tobacco's Fate », *Insight*, 19 mai 1986, p. 15, Bates 515836770.

{386} Le télégramme de Paul M. Hahn daté du 10 décembre 1953, invitant les P-DG à se réunir à l'hôtel Plaza se trouve dans Bates 508775416. Pour « les avis scientifiques faisant autorité » et « aucune preuve » : Hill & Knowlton, « Preliminary Recommendations for Cigarette Manufacturers », 24 déc. 1953, Bates 508775406-5415.

{387} « A Frank Statement to Cigarette Smokers », 4 janv. 1954, Bates HT0127042-7042 ; et, pour une version préliminaire, Bates 508775403-5405.

{388} Fuller, Smith & Ross, « The Tobacco Industry Research Committee : A Report on Expenditures to Date and Discussion of Possible Additional Media », 15 janv. 1954, Bates 11309839-9854. Pour les « journaux nègres », voir R. E. Allen, « Tobacco Industry Research Committee », 29 déc. 1953, Bates 4715.

{389} Pour les « attaques extrémistes » : Hill & Knowlton, « Statement by Timothy V. Hartnett, Chairman, Tobacco Industry Research Committee », pour « parution après le 27 déc. 1954 », Bates 11311167-1169. Pour « feu de prairie » : « The Facts Always Win », *Cincinnati Enquirer*, 6 janv. 1954. Pour l'« Inde contemporaine » : Prabhat Jha *et al.*, notamment R. Peto, « A Nationally Representative Case-Control Study of Smoking and Death in India », *New England Journal of Medicine*, n° 358, 2008, p. 1137-1147.

{390} Hill & Knowlton, « Progress Report », 15 janv. 1954, Bates 2023614849-4851 ; « Editorial Response in Key Cities » (Lorillard), janv. 1954, Bates 01138883-8994.

{391} Le dernier rapport annuel du CTR paraît le 28 mai 1997 ; voir Bates 70001394-1394. Les contributions des compagnies de tabac au CTR totalisent 473 millions de dollars entre 1954 et 1998.

{392} « Remarks of Dr. Leon O. Jacobson », 9 déc. 1983, Bates 70005750-5755 ; c'est nous qui soulignons.

{393} C. C. Little à T. V. Hartnett, « TIRC Research Program », 16 juillet 1959, Bates CTRMN004358-4366.

{394} H. R. Bentley, D.G.I. Felton et W.W. Reid, « Report on Visit to USA and Canada, 17th April-12th May 1958 », 11 juin 1958, Bates TIOK0034790-4799, p. 5.

{395} ACS, *CA – Bulletin of Cancer Progress*, mars-avril 1958, deuxième de couverture et p. 71. La citation sur l'« opération de diversion » émane de Jones Day, « Corporate Activity Project », p. 128.

{396} « \$ 82,000 Is Granted to Study Tobacco », *New York Times*, 8 nov. 1954, Bates CORTI0013661.

{397} L'Institut du tabac est l'invention d'Edward A. Darr, président de R. J. Reynolds ; voir Robert K. Heimann (par déduction), « Public Relations in the Field of Smoking and Health », janv. 1963, Bates ATX110005290-5303, p. 3. Dès 1938, chez Philip Morris,

Willard Greenwald avait proposé d'instaurer un « institut du tabac » pour nouer « des relations plus étroites et plus amicales entre les compagnies » ; voir « Memorandum of Meeting between Dr. Haag and Dr. Greenwald », 18 janv. 1938, Bates 950200322-0323. À la fin des années 1970, le TI s'installa au 1875 I Street, à seulement quatre blocs de la Maison Blanche. Pour Little préservé « dans sa tour d'ivoire » : Covington & Burling, « Confidential Report Prepared by TI Outside Counsel », janv. 1963, Bates MNATPRIV00024887-4900.

{398} Pour Brown & Williamson : A. Yeaman, « Implications of Battelle Hippo », art. cité. Pour « bras mort » : BATCo, « Report on Visit to USA », art. cité, p. 28. Pour les « recherches du TIRC » : Covington & Burling, « Public Relations », p. 13.

{399} « Facilities of the CTR Library – June 1974 », Bates 70005745-8746.

{400} La définition du CTR comme un « bouclier » et un outil de défense est explicite dans le dossier R. B. Seligman au CTR, « Meeting in New York », 17 nov. 1978, Bates 1003718428-8432, où nous apprenons aussi qu'« il est extrêmement important que l'industrie continue de dépenser ses dollars dans la recherche pour montrer que nous n'admettons pas que le dossier contre le tabagisme soit clos ». Pour « Regardons la vérité en face » : Helmut Wakeham (à J. F. Cullman III), « “Best” Program for CTR », 8 déc. 1970, Bates 1005082153-2158.

{401} Pour les neuf volumes préparés à l'intention du comité consultatif du ministre de la Santé, voir Liggett & Myers Tobacco Co. et Arthur D. Little, Inc., *Current Status of Studies on Smoking and Health*, 1^{er} avril 1963. La préface et l'introduction se trouvent dans Bates TIMN0446452-6479, et le volume sur les composants et l'activité biologique dans Bates LG0268863-9034. Le volume introductif sur l'épidémiologie conclut que l'essentiel de ce travail a été « conduit de façon peu fiable » et que même les « études mieux conduites » ne démontrent aucun danger justifiant « un degré d'inquiétude du public supérieur à celui que suscitent de nombreuses autres habitudes [de consommation] courantes, aucune n'étant visée par une enquête officielle » (p. 2-8). Pour « caché au public », voir le document non signé du 1^{er} avril 1963, Bates 2022969690. James D. Mold témoignera plus tard que les volumes Liggett/ADL sont « confidentiels », avec un accès accordé uniquement au « cas par cas » ; voir son « Summary Statement » devant la commission de la Chambre des représentants des États-Unis sur l'Énergie et le Commerce, juillet 1987, Bates TIMN0299685-9695.

{402} Pour Joseph E. Bumgarner, voir sa déposition du 11 nov. 1996, dans l'affaire « Texas vs American Tobacco Co. », Bates Bumgarnerj111196. Pour « près de montrer » : Paul E. Brubaker pour Jones, Day, Reavis & Pogue, « The R. J. Reynolds Tobacco Company's Biology Research Division : A Program Review », 15 déc. 1985, Bates 507928501-8691. Ce document est un recyclage du travail biologique de Reynolds de la fin des années 1960. Pour le « massacre de la maison des souris », sur un plan plus général : Frank V. Tursi, Susan E. White et Steve McQuilkin, *Lost Empire : The Fall of R. J. Reynolds Company*, Winston-Salem, Caroline du Nord, Winston-Salem Journal, 1999-2000. Anthony Colucci, un biochimiste de RJR entre 1967 et 1970 et consultant pour la défense juridique de la

compagnie dans les années 1980, soutient que la maison des souris a été fermée « parce qu'à l'époque Reynolds ne voulait pas recueillir d'informations qui puissent lui nuire. [...] L'ignorance est une bénédiction », R. Kluger, *Ashes to Ashes, op. cit.*, p. 360.

{403} « Philip Morris Research on Nicotine Pharmacology and Human Smoking Behavior », 6 avril 1994, Bates 2046819241-9265 ; à comparer avec le document Shook, Hardy & Bacon : « Philip Morris Behavioral Research Program », 1992, Bates 2021423403-3497.

{404} William Farone, déposition dans la procédure « Ironworkers vs Philip Morris », 1^{er} mars 1999, Bates FARONEW030199, p. 1919 ; voir aussi R. Kluger, *Ashes to Ashes, op. cit.*, p. 575-576.

{405} R. Kluger, *Ashes to Ashes, op. cit.*, p. 576.

{406} Cette « estimation raisonnable » est présentée dans Charles R. Green et Alan Rodgman, « The Tobacco Chemists' Research Conference : A Half Century Forum for Advances in Analytical Methodology of Tobacco and Its Products », 6 juin 1996, Bates 525445600-5785, p. 7. Une liste de plus de 200 chimistes participants se trouve dans « Tobacco Chemists Research Conference, Attendance Record, Duke University », 24 oct. 1958, Bates 950264981-4987. L'équivalent européen du *Tobacco Science* américain est le *Beitrag zur Tabakforschung* allemand, créé en 1961.

{407} Pour Reynolds : Ralph L. Rowland, « Management Meeting, March 22, 1971, Rewards and Recognition », 20 avril 1971, Bates 515873927-3929. Pour Philip Morris : W. L. Dunn à T. S. Osdene, « Proposed Study by Levy », 3 nov. 1977, Bates 1000128680.

{408} A. W. Spears (à J. W. Nowell), 17 août 1960, Bates 01370915 ; J. W. Nowell (à A. W. Spears), 26 août 1960, Bates 01370882.

{409} W. T. Hoyt (à T. V. Hartnett), « Statement of F. G. Bock in Buffalo, N.Y. », 23 oct. 1956, Bates 680911588-1589.

{410} Pour les « scientifiques sceptiques » : Donald K. Hoel, « Industry Research Committee Meeting », 6 nov. 1978, Bates USX5133-5139. Pour « la plupart des scientifiques s'accordent maintenant » : Gary D. Friedman *et al.*, « Mortality in Middle-Aged Smokers and Nonsmokers », *New England Journal of Medicine*, n° 300, 1979, p. 213-217.

{411} Peter R. Taylor, *The Smoke Ring : Tobacco, Money and Multinational Politics*, New York, Pantheon, 1984, p. 18-19 ; Thilo Grüning, Anna B. Gilmore et Martin McKee, « Tobacco Industry Influence on Science and Scientists in Germany », *American Journal of Public Health*, n° 96, 2006, p. 20-32.

{412} Témoignage au procès de Clarence Cook Little dans l'affaire « Lartigue vs Reynolds », 6 oct. 1960, Bates 515382801-2968, p. 2818. Pour la vie de Little avant le tabac, voir Karen Rader, *Making Mice : Standardizing Animals for American Biomedical Research, 1900-1955*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

{413} Pour C. C. Little sur la peur, voir sa déposition dans l'affaire « Zagurski vs American Tobacco », 7 juin 1967, Bates LITTLEC060767, p. 675. Pour le Project Truth : « Objectives », Bates 690010962-0963, joint à J. W. Burgard et à R. A. Pittman, 21 août

1969, Bates 1700.02. Pour le « lynchage » : « Remarks of Horace Kornegay », 20 avril 1970, Bates TIMN0127927-7939.

{414} Parmi les autres personnes pressenties pour le poste de président du conseil scientifique, citons Leon Jacobson, Clayton Loosli, R. Harrison Rigdon et R. Lee Clark. L'industrie ne contacta aucun chef de file reconnu dans le domaine – ni Wynder, ni Graham, ni Doll, ni Ochsner, par exemple, et apparemment pas Hammond ; voir la déposition d'Irwin W. Tucker le 29 juillet 1997, Bates tuckeri072997.

{415} Hueper se vit proposer le poste de président du conseil scientifique au printemps 1954 ; voir mon *Cancer Wars : How Politics Shapes What We Know and Don't Know about Cancer*, Basic Books, New York, 1995, p. 110, 295, n. 61 ; également mon « Wilhelm Hueper : Pioneer of Environmental Carcinogenesis », in Michael Hubenstorf *et al.* (éd.), *Medizingeschichte und Gesellschaftskritik : Festschrift für Gerhard Baader*, Husum, Matthiesen Verlag, 1997, p. 290-305. En 1959, Hueper déclara lors d'un séminaire à Pittsburgh : « Je crois en effet que fumer la cigarette joue un rôle, direct ou indirect, dans le cancer du poumon. Mais je suis personnellement convaincu que ce n'est pas l'un des agents qui en sont la cause principale ». Voir « Cigaretts Get “Reprieve” on Cancer », *Pittsburgh Press*, 30 avril 1959, repris in *Tobacco News Summary*, 6 mai 1959, Bates 1005035505-5506. Le chiffre de 10 % de Hueper est, comme il le formule lui-même, une « pure estimation », uniquement avancée quand Geoffrey F. Todd le pressait de fournir un chiffre ; voir Todd, « Visit to USA and Canada : Report to T.M.S.C. », 14 juin 1961, Bates 105367083-7098, p. 8.

{416} Pour sur qui « l'industrie puisse compter » : Hiram R. Hanmer, « Memo », 15 mars 1954, Bates 950259121-9122. Le jugement de Charles B. Huggins sur Steiner est cité dans « Report of Visit to University of Chicago and Michael Reese Hospital by Irwin Tucker, Grant Clarke and H. R. Hanmer : Subject, Scientific Director for TIRC », 15 fév. 1954, Bates 950259159-9169, p. 7.

{417} Déposition de Clarence Cook Little dans l'affaire « Lartigue vs Reynolds », 5 oct. 1960, Bates LITTLEC100560, p. 2715-2716. Ses biographes ont tendance à ignorer son travail pour le tabac ; sa notice nécrologique de seize pages, publiée par le directeur du Jackson Laboratory, Earl L. Green, ne mentionne même pas le tabac ; voir « Dr. Clarence Cook Little », *JAX : The Jackson Laboratory*, n° 19, hiver 1971-1972, p. 1-16, Bates LT0005006-5023.

{418} On en prendra pour exemple emblématique la définition du CTR selon Suzanne Oparil : « un organisme de financement de la recherche de très haute qualité » ; voir son témoignage dans l'affaire « Engel vs Reynolds », 22 mars 1999, Bates 525526542-6664, p. 28623-28626 ; et lors d'autres procès à Bates 526014897-4977. Dans sa communication, John C. Burnham, en 1986, lors de l'affaire « Dewey vs Reynolds », déclara que le TIRC/CTR était « une entreprise scientifique respectable/louable », Bates 2024941548-1551.

{419} Sheldon C. Sommers, « Curriculum Vitae », déc. 1991, Bates 2501070219-0245.

{420} Sheldon C. Sommers, déposition dans l'affaire « Galbraith vs Reynolds », 4 sept.

1985, Bates 505551319A-1472, p. 66.

{421} *Ibid.*, p. 68-70.

{422} Voir par exemple le témoignage de Sommers pour la défense au tribunal municipal d'Helsinki, 31 janv. 1991, Bates 566406564-6652.

{423} « Mailing by Fisher-Stevens of 1970-71 Annual Report », fév. 1972, Bates 10389792-9792, 31 mars 1972, Bates 10399040-9040.

{424} Kenneth R. Gundle, Molly J. Dingel et Barbara A. Koenig, « “To Prove This Is the Industry's Best Hope” : Big Tobacco's Support of Research on the Genetics of Nicotine Addiction », *Addiction*, n° 105, 2010, p. 974-983.

{425} Pour les « feux de brousse » : J. Morrison Brady (à Clarence C. Little), « TIRC Program », 9 avril 1962, Bates 92520643-0644. En août 1974, W. D. Bennett, directeur de la R & D d'US Tobacco, écrit (copie) à Bantle en remarquant que les compagnies de cigarettes ont monté « une solide écurie d'experts dans ces domaines liés à leurs produits » ; voir W. D. Bennett à R. D. Harwood, 23 août 1974 ; et pour le contexte : Morton Mintz, « The Artful Dodgers – Did Tobacco Executives Tell the Truth about Smokeless Tobacco ? », *Washington Monthly*, oct. 1986, p. 6.

{426} Pour Cohen : Alix M. Freedman et Laurie P. Cohen, « Smoke and Mirrors : How Cigarette Makers Keep Health Question “Open” Year after Year », *Wall Street Journal*, 11 fév. 1993. Pour Glenn, qui s'excusera par la suite pour ses remarques au sujet de Dorothea Cohen, voir John Fahs, *Cigarette Confidential : The Unfiltered Truth about the Ultimate Addiction*, New York, Berkley Books, 1996, p. 50-52.

{427} Les dossiers du CTR pour les six lauréats du Nobel sont accessibles sur Bates 50093423-3437 (Baruj Benacerraf en 1971), Bates 50234926-4967 (Stanley Cohen, 1982), Bates 50177702-7727 (Harold Varmus, 1984), Bates 50132484-2492 (Ferid Murad, 1977), Bates 50306400-6412 (Carol Greider, 1991), et Bates 40032703-2715 (Louis Ignarro, 1996). Ignarro mentionne les substances cancérigènes de la fumée du tabac dans son dossier de 1979 (Bates 50219035-9071) et le refus qu'il essuya se trouve dans Bates 50219026. Le dossier de Murad, en 1977, est apparemment le seul à avoir été accepté qui mentionne la fumée de cigarette, mais seulement comme un agent parmi d'autres exerçant une influence sur la molécule de guanosine monophosphate cyclique (GMP) dans les tissus.

{428} Une liste des 43 membres du conseil scientifique du TIRC de 1954 à 1996 se trouve dans Lorraine Pollice à Ernest Pepples (Brown & Williamson), « Scientific Advisory Board Members », 18 oct. 2000, Bates 70100464-0467.

{429} Déposition de Clarence Cook Little dans l'affaire « Lartigue vs Reynolds », 6 oct. 1960, p. 2782-2783, Bates 515382801-2968. Lorsqu'on lui demande si chacun des membres du TIRC pense que la question de savoir s'il a été démontré que fumer provoque le cancer demeure ouverte, Little répond : « Chacun d'eux estime que la question de savoir si cette relation de cause à effet a été démontrée demeure ouverte » (p. 2783).

{430} Voir David Michaels, *Doubt Is Their Product : How Industry's Assault on Science Threatens Your Health*, New York, Oxford University Press, 2008 ; voir aussi Oreskes et Conway, *Les Marchands de doute*, op. cit.

- {431} Thomas J. Moran, déposition lors des auditions parlementaires au Congrès des États-Unis sur *Cigarettes and Smoking Products*, 29 juin 1964, Bates 968246800-6972, p. 471.
- {432} Stanley Frank, « To Smoke or Not to Smoke – That Is *Still* the Question », *True Magazine*, janv. 1968, p. 35-36, p. 69-71, où Frank conclut qu'il « n'existe absolument aucune preuve du fait que fumer provoque le cancer chez l'homme ». Cette histoire est bien racontée dans le livre de S. Wagner, *Cigarette Country*, *op. cit.*, p. 176-189.
- {433} Clarence Cook Little, *Cancer : A Study for Laymen*, 2^e éd., New York, American Cancer Society, 1944.
- {434} Déposition de Clarence Cook Little dans l'affaire « Lartigue vs Reynolds », p. 2740.
- {435} Clarence Cook Little, témoignage de sa déposition dans l'affaire « Green vs American Tobacco », 3 nov. 1959, Bates HAHNP051960, p. 191-192.
- {436} En 1954, Hiram Hanmer rassure un correspondant sur le fait que l'incapacité à découvrir des agents cancérigènes dans la fumée de tabac n'est pas aussi largement connue qu'elle le devrait « parce que les résultats négatifs sont rarement publiés » (H. Hanmer [à Carl A. Nau], 2 sept. 1954, Bates 950168223-8224).
- {437} H. Lee Sarokin, « Opinion », affaire « Cipollone vs Liggett », 21 avril 1988, Bates 2072420693-0725.
- {438} Voir, par exemple, la liste de 85 pages dans David R. Hardy, Shook, Hardy & Bacon (à F. P. Haas *et al.*), 6 et 25 oct. 1966, Bates ATMXPRI0014423-4507 et 2023918152-8173.
- {439} Pour Saiger : « Saiger Study Involving Inclusion of Many More Variables in Statistical Analyses », 26 fév. 1966, Bates 955008172. Pour SP-100 : « Critique by a Panel of Experts of Statistics Relied upon by the Surgeon General's Advisory Committee », 6 oct. 1966, Bates 955008165-8168. Pour Olkin : A. W. Spears (à A. J. Stevens), 1^{er} mars 1976, Bates 00500240-0241 ; voir également Bates CTRSP/FILES013812-3815. Olkin était aussi rémunéré au moins 1 600 dollars au compte de Jacob & Medinger, le Special Account #4, une réserve de liquidités destinée à des opérations juridiques délicates ; voir Bates 955019744-9755. À comparer avec Bates 955008065 (pour SP-26), 955008099 (SP-30), 955008108 (SP-31), 955008113-8114 (SP-32) et 955008178 (SP-103).
- {440} Déposition de McAllister dans l'affaire « Blue Cross vs Philip Morris », 15 juin 2000, Bates McAllisterH061500, p. 101. Une liste de 106 lauréats de projets spéciaux peut être consultée dans l'« Amended Final Opinion » de la juge Kessler, p. 135.
- {441} « Statement of Dr. Victor Buhler », 24 avril 1969, Bates 2015039120-9130.
- {442} « Statement of Arthur Furst », 24 avril 1969, Bates 2015039164-9171.
- {443} Pour « probablement aucune validité » : « Statement of Theodor D. Sterling », 24 avril 1969, Bates 2015039196-9214 (et le communiqué de presse de TI à Bates 2015039195) ; et quant à son autre travail pour le compte de l'industrie, voir son « A Critical Reassessment of the Evidence Bearing on Smoking as the Cause of Lung Cancer », sept. 1971, Bates 680143516-3625. Pour « propagande exagérée », voir son « Dubious Figures Cast a Cloud over Anti-Tobacco Lobby », *Vancouver Sun*, 2 sept. 1993, Bates 87715643 et 2015039272-9277 ; et pour le contexte : S. Glantz *et al.*, *Cigarette Papers*, *op. cit.*, p. 296-301.

{444} Pour la bourse 56-B : Alexander Holtzman (à David R. Hardy), 3 oct. 1968, Bates 1005084784-4786. Pour « témoigner dans un procès » : Kessler, « Amended Final Opinion », texte cité, p. 115. Hickey ne mentionne pas ce financement d'un projet spécial dans son article coécrit par Richard C. Clelland et Evelyn B. Harner, « Smoking, Birth-Weight, Development, and Pollution », *Lancet*, n° 1, 1973, p. 270, Bates 955004255.

{445} Pour « dictées par les priorités » : Domingo M. Aviado, « Annual Report to Shook, Hardy & Bacon », 27 janv. 1982, Bates 94347226-7240 ; également son « Asbestos/Cigarette Smoking Interactions – A Review of the Medical Literature, 1882 to 1982 », 5 oct. 1983, Bates 2062774448-4568. Pour « aucun danger sur la santé » : Institut australien du tabac, « Cigarette Smoke and the Non-Smoker », mars 1976, Bates 503676995-7004, p. 51. Pour le projet n° 9 du SHB : Domingo M. Aviado, « Annual Report to Shook, Hardy & Bacon », 20 janv. 1981, Bates 94347206-7223.

{446} David R. Hardy (à Thomas F. Ahrensfield *et al.*), 13 juin 1972, Bates 1005084973-4976. Mancuso est en termes amicaux avec le TIRC depuis les années 1950, quoique son premier dépôt de candidature pour un financement du CTR n'intervienne pas avant 1972, quand il demande 328 850 dollars pour une étude sur l'épidémiologie du travail. En juillet 1973, dans un article cosigné avec Theodor D. Sterling, il conteste la théorie selon laquelle « un seul facteur, fumer, serait la cause majeure du cancer du poumon » ; voir Bates CTRSP/FILES010513/05.

{447} David M. Murphy (à Herbert M. Wachtell, Paul Vizcarrondo Jr. et John F. Savarese), 28 avril 1992, Bates 87715635-5636.

{448} Kessler, « Amended Final Opinion », texte cité, p. 3.

{449} Pour l'« un des plus éminents chercheurs américains » : « Little Dies ; Researcher on Cancer » (Mamaroneck), *Daily Times*, 23 déc. 1971, Bates 1472169. Pour le « dada » : « Dr. Clarence Little, Cancer Researcher, Dies at 83 », *New York Times*, 23 déc. 1971, Bates CORTI0015264.

{450} Pour « réduit » : James F. Glenn (à Judith L. Swain), 20 oct. 1998, Bates 70011788-1789. Pour le « mieux est que je démissionne » : Swain (à Glenn), 13 avril 1998, Bates 70012088-2088.

{451} Voir, par exemple, Suzanne Oparil (à Harmon C. McAllister), 25 août 1988, Bates 50361170-1170 ; et une correspondance nourrie dans Bates 50361066 à 50361127.

{452} « Je suis devenue experte des activités du Conseil de la recherche sur le tabac quand j'ai commencé de recevoir leurs financements » (Bates 70001476-1555, p. 57). Oparil a auparavant fait office de témoin pour Campbell Soup Co., témoignant que le sel que l'entreprise ajoute dans la soupe ne provoquait pas d'hypertension artérielle.

{453} Suzanne Oparil, déposition dans l'affaire « Broin vs Philip Morris », 18 juin 1997, Bates 70001476-1555, p. 18-35, p. 51-52.

{454} Suzanne Oparil, déposition dans l'affaire « Engle vs Reynolds », 27 juillet 1997, Bates OPARILS072797, p. 51, p. 66-68, p. 79-80, p. 84.

{455} Suzanne Oparil fut nommée présidente de l'American Society of Hypertension (ASH) le 22 mai 2006, à la suite de la démission de Jean E. Sealey, biochimiste cardio-vasculaire à

l'université Cornell, qui appelait à un dévoilement plus marqué des liens de la Société avec les laboratoires pharmaceutiques. L'ASH fut mise en porte à faux par des révélations sur les laboratoires pharmaceutiques qui avaient versé de fortes sommes d'argent à cet organisme à seule fin qu'il élargisse sa définition de l'hypertension, pour augmenter le nombre d'individus entrant dans la catégorie de ceux qui avaient besoin d'un traitement. Voir Stephanie Saul, « Unease on Industry's Role in Hypertension Debate », *New York Times*, 20 mai 2006 ; voir aussi Susan Jeffrey, « Sealey Resigns, Oparil Is in as Incoming ASH President », *HeartWire*, 22 mai 2006. Pour « fumer ne provoque pas d'hypertension » : Oparil, témoignage dans l'affaire « Engle vs Reynolds », 27 juillet 1997, Bates OPARILS072797, p. 72.

{456} Histoire de l'American Heart Association, www.americanheart.org/presenter.jhtml?identifier=10860, consulté en sept. 2013.

Chapitre 14

{457} John W. Burgard (à R. A. Pittman *et al.*), « Smoking and Health Proposal », 21 août 1969, Bates 680561776-1777, et le discours joint à 680561778-1786, p. 4. On ne sait pas tout à fait au juste qui a prononcé ces propos – « notre produit, c'est le doute ». Un exemplaire de ce discours porte une annotation en marge : « JVB », qui correspondrait à John V. Blalock, le directeur des relations publiques de Brown & Williamson. Toutefois, la page 2 du discours se réfère aux « fichiers de M. Yeaman et John Blalock », laissant entendre que cette partie – y compris le passage sur « notre produit, c'est le doute » à la p. 4 – a été prononcée par quelqu'un d'autre. Les initiales « CM » sont situées immédiatement sous celles de JVB, p. 1, et il s'agit clairement de Corny Muije, du département marketing, qui participait aussi à cette présentation. Mais Muije ne commence pas ses remarques avant la page 5, soit une page après les remarques sur « notre produit, c'est le doute ». Le passage du « doute » ne peut donc provenir de Blalock ou de Muije et a probablement été prononcé par John W. Burgard, le puissant vice-président du marketing de la compagnie. Pour les discussions publiques autour de ce mémo, voir « Tobacco Firm Used Doubt Ads Says FTC Secret Report », *Plain Talk*, Newport, Tennessee, 8 juillet 1981, Bates 690834754 ; et S. Glantz *et al.*, *Cigarette Papers*, *op. cit.*, p. 188-189. John W. Burgard est nommé vice-président en charge de la publicité de Brown & Williamson dans les années 1950. Chez B & W, il a sous ses ordres le professeur I. W. (« Wally ») Hughes, directeur de la « recherche relative à la santé et aux études extérieures », et Robert A. Sanford, directeur de la recherche produits et fabrications. Il existe d'autre mémos chez B & W reprenant « notre produit, c'est le doute » ; voir la liste chronologique sans titre qui classe « doute » en tant que « produit » de la compagnie dans une liste d'« éléments marketing », vers 1969, Bates 690010940-0945. Burgard est aussi l'auteur de « History of Cigarette Advertising » jusqu'en 1953 (Bates 04238374-8433).

{458} Matthew L. Myers (pour le FTC), « Staff Report », mai 1981, Bates 681642616-2633.

{459} Keith Richardson (à R. E. Thornton, BAT Southampton), 27 avril 1984, Bates 980059848-9851.

{460} Brown & Williamson, *How Eminent Men of Medicine and Science Challenged the Smoking-and-Health Theory during Recent Hearings in the US Congress*, 1969, Bates 980059848-9851. Pour une liste de plus d'une centaine d'articles, de brochures, de films, d'autocollants de pare-chocs et de plaquettes distribuées par l'Institut du tabac à partir de 1978, voir « Inventory Index », juillet 1978, Bates T116581095-1103 ; voir également « Institute Publications, Smoking and Health Related, 1983-Present », Bates T110590658-0659.

{461} Pour un florilège favorable à l'industrie de 187 pages de petites phrases sur le tabac et la santé, une véritable encyclopédie de l'ignorance experte, voir le document de l'Institut du tabac, « Smoking & Health Quotes Book » (destiné à un usage interne), nov. 1977, Bates 500504903-5089.

{462} Cette stratégie était déjà en place en Allemagne dans les années 1930 ; dans l'affaire « Paradegreise vs Paradeleichen », voir « “Tabakmissbrauch ?” », *Reine Luft*, n° 21, 1939, p. 101.

{463} Voir, par exemple, Jacob Cohen et Robert K. Heimann, « Heavy Smokers with Low Mortality », *Industrial Medicine and Surgery*, n° 31, 1962, p. 115-120, Bates 950798130. Raymond H. Rigdon écrit dans une lettre au rédacteur en chef d'*Industrial Medicine and Surgery* que l'étude de Cohen et Heimann était « très difficile à réfuter » ; cela fut ensuite amplifié sous la forme d'un communiqué de presse d'American Tobacco (Bates 991107248-7250) et largement repris ; voir notamment « New Survey Disputes Tobacco-Cancer Link », *Shreveport Times*, 5 mars 1962, Bates 500034009.

{464} Voir l'article de l'Institut du tabac, « Centuries-Old Smoking/Health Controversy Continues », *Caravan*, n° 2, janv. 1968, p. 2-3, Bates 502283875.

{465} « The Cigarette Controversy : 8 Questions and Answers », *Caravan*, n° 3, juillet 1969, Bates 507828498-8509.

{466} Pour « créer le doute sur les accusations relatives à la santé » : Fred Panzer (à Horace Kornegay), « Roper Proposal », 1^{er} mai 1972, Bates TIFL0532362-2365. Pour « attiser la controverse » : Sharon Boyse (BAT), « Note on a Special Meeting of the UK Industry on Environmental Tobacco Smoke, London, February 17th, 1988 », Bates 2063791176-1180. Sur la production d'ignorance, plus généralement, voir mon livre *Cancer Wars*, surtout le chap. 5, et le volume que j'ai édité avec Londa Schiebinger : *Agnology : The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford, Stanford University Press, 2008.

{467} « Why We're Dropping the New York Times » (publicité d'American Tobacco), 1969, Bates 92382204. Cette page fut placée dans au moins 31 journaux et magazines pour un coût total de 105 702 dollars ; voir Norman Chester (à Robert K. Heimann), 5 sept. 1969, Bates 947090322-0323.

{468} La lettre de Darr est citée dans A. H. Carrington (à E. A. Darr), 15 juillet 1954, Bates 500718891-8892. Pour la « preuve directe » : Paul M. Hahn, « President's Letter to Our Stockholders », 4 fév. 1958, Bates 945251644-2136, p. 10. Pour les propos du président de Liggett, Milton E. Harrington, voir « Report of the Annual Meeting of Stockholders, April 27, 1965 », Bates LG0154575-4587, p. 7. Pour Lorillard, voir A. W.

Spears (à J. E. Bennett), « Possible Questions and Answers Pertaining to the Annual Meeting », 27 fév. 1968, Bates 94672608-2616.

{469} « Test Yourself on Tobacco/Health Issue », *Caravan* (Reynolds), mai 1968, Bates 502283878. Les employés sont vite informés que la réponse correcte, dans les deux questionnaire, est « c ».

{470} « Needed : Less Heat and More Light », *Philip Morris Call News*, août 1967, Bates 2051033546-3547.

{471} Pour des exemples, voir le *Congressional Record* du 4 déc. 1967, p. 17792-17815, Bates 00619074-9097.

{472} « Consumer Research Proposal : Employee Attitude Survey », 1982, Bates 501302435-2437.

{473} « R. J. Reynolds Industries and Non-Tobacco Subsidiaries », 1980, Bates 505566775-6783, p. 5 (avec mes remerciements à Jenny Pegg pour avoir découvert ce document et cette méthode).

{474} R. J. Reynolds, « Internal Communications Publications », 1982, Bates 500644776-4801, p. 20.

{475} Pour les questions « qui demeuraient sans réponse » : « Leading Scientist Rejects Smoking-Cancer Theories », *RJR World*, mars-avril 1974, Bates 502284007 ; « Fact and Fiction », *Caravan*, mai 1968, Bates 502283877. Pour « aucune relation démontrée » : « Smoking : Villain or Innocent Victim ? », *Tobacco International Communiqué* (Reynolds Tobacco International), n° 5, nov.-déc. 1980, p. 1, Bates 502130740-0759. Pour « un paquet par jour » : *Management Bulletin* (Reynolds), n° 9, 5 août 1957, Bates 508082205-2206. Dès 1962, A. Rodgman craint que sa direction n'obtienne pas d'informations scientifiques valides et recommande la distribution de rapports tels que celui du Collège royal de médecine, *Smoking and Health*, à tous les personnels d'encadrement. Cela, pense-t-il, les tiendra « mieux informés sur le problème fumée de cigarette-santé qu'ils ne le seraient si leurs principales sources d'information étaient leur journal quotidien, le *Reader's Digest*, etc. » ; voir son « A Critical and Objective Appraisal of the Smoking and Health Problem », 12 sept. 1962, Bates 504822823-2846, p. 15.

{476} Pour la « manière de répondre » : *Sales Representative Training Manual*, vol. 1 et 2, Reynolds : WLC, 1996, Bates 519810305-0853. Pour « modèles mathématiques compliqués » : « R. J. Reynolds Issues Guide », 6 nov. 1996, Bates 519980204-0441, p. 3.1.1-3.1.5.

{477} Philip Morris, « Jokes », 1978, Bates 2501241757-1769. Des bons mots de cet acabit sont inclus dans une brochure plus étoffée de l'industrie, « Issues A-Z » (22 déc. 1983, Bates 1005097556-7692). L'humour est une part importante de la récusation des dangers du tabac par le secteur ; voir, par exemple, le merveilleux texte de P. J. Hoffstrom, « Hoff 'n' Puff », *Tobacco Observer*, avril 1980, Bates TIMN0121130-1141, p. 10.

{478} « Issues A-Z », 22 déc. 1983, Bates 1005097556-7692. Ce manuel de Philip Morris est périodiquement mis à jour ; voir « Spokespersons' Guide », oct. 1987, Bates 2503012201-2328. L'Institut du tabac mit au point pour ses employés un guide de

97 pages, en y incorporant à la fois des déclarations sur la position de l'entreprise et des notes d'humeur ; voir « Overarching Themes/Rhetoric », 1986, Bates 0135836-5932.

{479} Institut du tabac, « College of Tobacco Knowledge », 16 nov. 1981, Bates 690133003-3018 ; à comparer avec les biographies dans « Student Profiles », Bates 89118698-8709 ; et pour la vidéo du XII^e collège annuel du Tabac, voir www.archive.org/details/tobacco_car91f00.

{480} « Dr. C. J. Proctor – Travel/Meetings Schedule 1993-1994 », Bates 500895887-5889 ; et « Training Schedule », Bates 500895884-5886.

{481} Monique E. Muggli et Richard D. Hurt, « A Cigarette Manufacturer and a Managed Care Company Collaborate to Censor Health Information Targeted at Employees », *American Journal of Public Health*, n° 94, 2004, p. 1307-1311. Muggli et Hurt suggèrent que l'empressement de CIGNA à censurer les informations de santé pour le géant du tabac peut avoir été lié au fait que, dès 1995, l'assureur détenait près de 60 millions de dollars d'actions Philip Morris.

{482} RJR Nabisco, « Annual Meeting of Shareholders », 17 avril 1996, Bates 520800648-0821.

{483} Il ne faut pas non plus s'exagérer leur degré de sophistication : une bibliographie de 932 pages, dans la bibliothèque de recherche de Philip Morris, ne reprend notamment aucun des travaux de Fritz Lickint, le tout premier chercheur antitabac allemand ; voir « Holdings of the Philip Morris Research Center Library », 1985, Bates 1002300062-0991.

{484} Pour « Personne ne vous critiquera » : R. Kluger, *Ashes to Ashes*, *op. cit.*, p. 276. Pour « Nous, dans l'industrie, nous ne savons rien » : W. L. Dunn (à R. B. Seligman), 21 mars 1980, Bates 1003289969-9970.

{485} « Job Description », sept. 1993, Bates 500895882-5883 ; à comparer avec 500895868-5871.

{486} Randy W. Fulk, « Message from the President », <http://317t.com/presmess0903.html>.

{487} Elizabeth M. Whelan *et al.*, « Analysis of Coverage of Tobacco Hazards in Women's Magazines », *Journal of Public Health Policy*, n° 2, 1981, p. 28-35 ; voir également son témoignage de 2002 devant la sous-commission de surveillance du Sénat : « Women's Magazines Cover Up Smoke Risks » (www.acsh.org) ; et Kenneth E. Warner et Linda M. Goldenhar, « The Cigarette Advertising Broadcast Ban and Magazine Coverage of Smoking and Health », *Journal of Public Health Policy*, n° 10, 1989, p. 32-42. Pour « une forme d'emprisonnement » : Gloria Steinem, « Sex, Lies & Advertising », *Ms.* (juillet-août 1990), cité dans Bates T151631155.

{488} George Gitlitz, « Cigarette Advertising and the New York Times : An Ethical Issue That's Unfit to Print ? », *New York State Journal of Medicine*, n° 83, 1983, p. 1284-1291.

{489} « Follow-up of a Cover-up », *New York State Journal of Medicine*, n° 85, 1985, p. 285-286.

{490} Morton Mintz, « Parsing an Op Ed Ad in the Times », Nieman Watchdog (en ligne), 9 mai 2009 ; Simon Chapman, « Advocacy in Action : Extreme Corporate Makeover interruptus : Denormalising Tobacco Industry Corporate Schmoozing », *Tobacco Control*,

n° 13, 2004, p. 445-447.

{491} Ruth Rosenbaum, « Cancer, Inc. », *New Times*, 25 nov. 1977, p. 28-43. Rosenbaum avait précédemment mis en garde contre les tactiques « gestapoïques » des non-fumeurs : « Allumez-en une au mauvais endroit à Chicago, et on vous traînera en justice, où vous écoutez d'une amende. Tirez une bouffée chez un glacier de San Francisco et les sirènes vous hurleront aux oreilles. Fumer dans les lieux publics, pratique jadis jamais remise en cause, est désormais un problème de droits civiques qui suscite de vives querelles » ; voir son « Skirmish over Smokers' Rights », *New Times*, 10 déc. 1976, p. 47-53, Bates 2024272998-3004.

{492} Voir aussi le site du « Project Censored » (www.projectcensored.org), fondé par Carl Jensen, professeur émérite en sciences de la communication à la Sonoma State University.

{493} Frederick Panzer, Institut du tabac (à Jim Peterson, Reynolds), 15 nov. 1977, Bates 500083670-3671 ; Carl Jensen et Project Censored, *20 Years of Censored News*, New York, Seven Stories Press, 1997), p. 49. L'article de Rosenbaum fut réimprimé et distribué au public dans le cadre du Tobacco Action Program de Philip Morris, lancé en 1978 ; voir Bates 2053630241-0341.

{494} Brennan Dawson dans l'émission « Crossfire », sur CNN, 10 mars 1994, Bates TIMN0010651/0652, et dans l'émission « MacNeil/Lehrer NewsHour », 1^{er} avril 1994, Bates 515731622-1624.

{495} Sharon Boyse (BAT) au *Daily Telegraph*, 29 juin 1994, Bates 500810940-0941.

{496} « Baboons in Texas » (communiqué de presse de l'Institut du tabac), 12 mars 1982, Bates TIMN0120729-0730.

{497} « The Marlboro Story : Death in the West », 9 sept. 1976, Bates 2501188248-8260.

{498} Takeshi Hirayama, « Non-Smoking Wives of Heavy Smokers Have a Higher Risk of Lung Cancer : A Study from Japan », *British Medical Journal*, n° 282, 1981, p. 183-185 ; D. Trichopoulos *et al.*, « Lung Cancer and Passive Smoking », *International Journal of Cancer*, n° 27, 1981, p. 1-4 ; US Department of Health and Human Services, *The Health Consequences of Involuntary Smoking : A Report of the Surgeon General*, Washington, DC, US Government Printing Office, 1986 ; National Research Council, *Environmental Tobacco Smoke*, Washington, DC, National Academy Press, 1986 ; US Environmental Protection Agency, *Respiratory Health Effects of Passive Smoking : Lung Cancer and Other Disorders*, Washington, DC, EPA, 1992.

{499} Pour « profondément dans la merde » et « solution magique » : Philip Morris, « Project Down Under : Conference Notes », 24 juin 1987, Bates 2021502102-2134. Philip Morris admet ici que la recherche sur la menace de la FTA (fumée de tabac ambiante) « atteint son point culminant en 1984, peut-être parce que la communauté scientifique estime le problème résolu ».

{500} Monique E. Muggli, Richard Hurt et Douglas Blanke, « Science for Hire : A Tobacco Industry Strategy to Influence Public Opinion on Secondhand Smoke », *Nicotine & Tobacco Research*, n° 5, 2003, p. 303-314 ; voir aussi « Indoor Air Quality Association : A Proposal », 1989, Bates TCAL0475063-5071.

{501} www.jti.com.

{502} Morton Mintz, « The ACLU's Tobacco Addiction », *Progressive*, déc. 1998, repris dans Bates 580033285-3306.

Chapitre 15

{503} Fritz Lickint, « Die Bedeutung des Tabaks für die Krebsentstehung », *Deutscher Tabakgegner*, n° 17, 1935, p. 30 ; également son *Tabakgenuss und Gesundheit*, Wilkens, Hanovre, 1936, p. 84-85.

{504} Richard Doll, « Etiology of Lung Cancer », in J. P. Greenstein et A. Haddow (éd.), *Advances in Cancer Research*, vol. 3, New York, Academic, 1955, p. 26 ; voir aussi mon ouvrage *La Guerre des nazis contre le cancer*, *op. cit.*, p. 203-204, p. 234, p. 251.

{505} Pour Roffo : « Report of Progress - Technical Research Department », B & W, 24 déc. 1952, Bates 650200084-0095, p. 8. Pour Rodgman, voir sa lettre à K. H. Hoover, 2 nov. 1959, Bates 500945942-5945. Pour Wakeham, voir son « Tobacco and Health – R & D Approach », 15 nov. 1961, Bates 1005069026-9050, p. 9, et son « Tobacco and Health », Bates 100277434, p. 14.

{506} Paul Koenig, *Die Entdeckung des reinen Nikotins*, Arthur Geist, Brême, 1940, p. 21-22 et planche 10 ; voir aussi mon ouvrage, *La Guerre des nazis contre le cancer*, *op. cit.*, p. 198-253.

{507} Richard Kissling, *Der Tabak im Lichte der neusten naturwissenschaftlichen Forschungen*, Berlin, Verlag von Paul Parey, 1893, p. 65 ; Franz K. Reckert, *Tabakwarenkunde : Der Tabak, sein Anbau und seine Verarbeitung*, Berlin, Max Schwabe Verlag, 1942, p. 31 ; « Fortschrittsbericht », *Chronica Nicotiana*, vol. 2, n° 1, 1941, p. 8. Pour une liste de Philip Morris de 100 brevets américains et étrangers, voir « Denicotinization of Tobacco », 4 août 1986, Bates 2025620092-0109.

{508} Richard Kissling, « Method of and Apparatus for Curing Tobacco », US Patent Office, 13 juin 1882, brevet n° 259553. Les industries du tabac n'ont pas toujours été honnêtes sur la quantité de nicotine produite par une cigarette. Dans les années 1930, les fabricants allemands de cigarettes faisaient la publicité de certaines marques comme étant « faibles en nicotine » ou « sans nicotine », avec peu ou pas de contrôles réglementaires. Les inquiétudes sur l'honnêteté de telles affirmations suscitérent l'adoption de dispositions réglementaires, notamment l'« Ordonnance sur le tabac à faible teneur en nicotine ou sans nicotine » de 1939, qui imposa que les produits à « faible teneur en nicotine » en contiennent moins de 0,8 % et que les cigarettes « sans nicotine » n'en affichent pas plus de 0,1 % ; voir Wilhelm Preiss, *Verordnung über nikotinarmen und nikotinfreien Tabak*, Berlin, Von Decker, 1939. En Amérique aussi, les tabacs « dénicotinisés » ne sont guère exempts de nicotine. Une étude de 1928 constatait que si les cigarettes ordinaires produisent en moyenne 1,77 % de nicotine, celles qui étaient présentées comme « dénicotinisées » en affichaient en moyenne 1,28 % – une différence peu marquée (E. M. Bailey, O. L. Nolan et W. T. Mathis, « “Denicotinized” Tobacco », *Bulletin of the Connecticut Agricultural Experiment Station*, n° 295, 1928, p. 338-351). Le *JAMA* publia la critique de cet article avec

le commentaire que la différence entre cigarettes ordinaires et cigarettes « dénicotinisées » était si mince qu'elle constituait une « tromperie envers le public » ; voir « Denicotinized Tobacco », *JAMA*, n° 91, 1929, p. 583.

{509} Pour des photos de particules d'amiantes débouffées du filtre Micronite des cigarettes Kent, voir Owens-Corning Testing Division à Lorillard, 4 juin 1953, Bates 01057102-7119. Dès 1936, Lorillard sait que des poussières comme des silices et de l'amiantes sont « connues pour produire une fibrose des poumons » ; voir Leroy U. Gardner à W. C. Hazard, 5 mai 1936, Bates 01057123-7127. Harris Parmele reçoit aussi des avertissements lui indiquant qu'il a été « catégoriquement démontré » que l'amiantes est « une maladie invalidante des poumons » (Bates 01057128-7130). Parmele développe le filtre baptisé Micronite, « parce qu'il supprime les particules de nicotine et de goudron jusqu'à deux dixièmes de micron », avec Harold W. Knudson de chez Hollingsworth & Vose, à East Walpole, Massachusetts ; voir « War-Born Filter Used to Remove Tars and Nicotine », 19 mars 1952, Bates 92616335-634 et « The H & V – Kent Story », 18 mars 1954, Bates 00420758-0763.

{510} J. H. Heller demande : « Quel est le problème, avec un filtre minéral ? » ; voir sa lettre du 26 déc. 1953, Bates LG0220462 ; et pour la réponse de Liggett : F. R. Darkis à Heller, 15 janv. 1954, Bates LG0220463-0464.

{511} Témoignage de James Talcott dans « Cigarette and Smokeless Tobacco Products : Reports of Added Constituents and Nicotine Ratings », 30 janv. 1997, Bates 566958219-8266 ; également J. A. Talcott, W. A. Thurber et A. F. Kantor *et al.*, « Asbestos-Associated Diseases in a Cohort of Cigarette-Filter Workers », *New England Journal of Medicine*, n° 321, 1989, p. 1220-1223.

{512} Harris B. Parmele (à Robert M. Ganger), 13 nov. 1951, Bates 87334161.

{513} Harris B. Parmele (à Ernest F. Fullam), 12 fév. 1954, Bates 94682426-2428.

{514} Carl Byoir et Associés, « Cigarette with Tobacco Filter “Goes National” » (communiqué de presse pour Brown & Williamson), 22 juin 1960, Bates 500394514-4515.

{515} Pour « pratiquement identique » : « Action of Cellulose Filter-Pads in Cigarettes on the Nicotine Content of the Smoke », 1935, Bates 950032937. Pour « meilleur agent filtrant » et « un excellent filtre » : « The Efficiency of Filters in Reducing the Nicotine Content of Cigarette Smoke », 9 mai 1946, Bates 950051953-1957, p. 2-5 ; à comparer avec le commentaire de W. R. Harlan et J. M. Moseley, « Tobacco itself serves as an excellent mechanical filter », dans « Tobacco », *Encyclopedia of Chemical Technology*, vol. 14, New York, Interscience, 1955, p. 260, Bates 950775523-5531, et des remarques similaires dans des documents de 1956 et 1964 dans Bates 950278282-8295 et 950189096-9103.

{516} H. B. Parmele (à Alden James), 10 sept. 1954, Bates 96723704 ; voir Parmele (à A. J. Cheek), 12 août 1954, Bates 96723696. American lança bien une marque Tareyton filtre au milieu des années 1950, mais ce ne fut pas une grande réussite.

{517} Ted Bates & Co., publicité, « Viceroy Thunderbird Contest : Publicity Report » (Brown & Williamson), 18 nov. 1955, Bates 690148121-8139.

{518} Lois Mattox Miller et James Monahan, « The Facts behind Filter Tip Cigarettes », *Reader's Digest*, juillet 1957, p. 33-39, Bates 503285148 ; et leur « Wanted – And Available

– Filter-Tips That Really Filter », *Reader's Digest*, août 1957, p. 43-49.

{519} « Total Kent Sales : Fact Sheet » (Wooten Maxwell), 1970, Bates 03079517 ; « Hi-Fi History » (Brown & Williamson), non daté, Bates 464518657-8673.

{520} K. T. Sanderson et R. H. Blackmore (Philip Morris), « C. I. Report 36 », 15 fév. 1962, Bates 2051980038-0072, p. 21.

{521} Les Cubeb Merit De-Nic, Next et Benson & Hedges De-Nic sont trois marques à faible teneur en nicotine de Philip Morris dont la production est abandonnée au début des années 1990, quand leurs parts de marché stagnent à environ 0,25 %. Voir Joshua Dunsby et Lisa Bero, « A Nicotine Delivery Device without the Nicotine ? Tobacco Industry Development of Low Nicotine Cigarettes », *Tobacco Control*, n° 13, 2004, p. 362-369.

{522} *Blatnik Report*, p. 184-188 (voir, dans la bibliographie en fin de volume : *False and Misleading Advertising*, p. 644) ; C. W. Lieb, *Don't Let Smoking Kill You !*, New York, Bonus Books, 1957, p. 94-95. Le 3 mars 1958, le magazine *Time* se fait l'écho de l'indignation de la commission de la Chambre sur les Activités gouvernementales, dirigée par un parlementaire de l'Illinois, William L. Dawson, qui proteste en ces termes : « L'industrie de la cigarette a causé un grand tort aux fumeurs [en] faisant la publicité de la cigarette à bout filtre comme si elle protégeait la santé. » Les tromperies de cette espèce continuent au cours des décennies suivantes ; voir Bates 968027808-7810 ; et pour une bonne critique, parmi les premières : Ralph Lee Smith, *The Health Hucksters*, New York, Bartholomew House, 1961, p. 116-128.

{523} Pour « déséquilibrée » : Hanmer (à C. F. Neiley), 15 déc. 1932, Bates 950190632. Pour l'« impossibilité thermodynamique » : A. E. O'Keeffe, Philip Morris (à R. N. DuPuis), « Selective Filtration », 16 sept. 1958, Bates 1001902921-2924. Les chercheurs de Lorillard qualifient également les affirmations selon lesquelles le filtre Aqua réduirait sélectivement le monoxyde de carbone non seulement de « fausses et trompeuses », mais aussi d'« impossibilité théorique » ; voir Alex W. Spears (à C. H. Judge et A. J. Stevens), 13 déc. 1974, Bates 00485657-5658. Pour les « agents cancérigènes [...] dans pratiquement toutes les catégories » : H. Wakeham (Philip Morris), « Tobacco and Health – R & D Approach », 15 nov. 1961, Bates 2060489009-9010, p. 14.

{524} Pour « très naïf » : A. H. Roffo, « Sobre los filtros en el tabaquismo : El narguilé y el algodón como filtro del alquitrán de tabaco », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n°16, 1939, p. 255-268, Bates 1249, traduit en anglais (dans le cadre d'un procès) par « Filters in Tobacco Addiction : Water-Pipe and Cotton as Filters for Tar in Tobacco », Bates 89742095-2099. En 1953, le laboratoire de chimie de l'Association américaine de médecine analyse les trois principaux types de filtres – papier, amiante et coton – et montre que seul l'amiante bloque davantage de goudron et de nicotine que le tabac dénué d'adjuvants ; voir Walter Wolman, « A Study of Cigarettes, Cigarette Smoke, and Filters », *JAMA*, n° 152, 1953, p. 917-920, p. 1035-1036, Bates 980108475 ; également « Filter Tips Don't Filter Much, AMA Cigaret Research Discloses », *Advertising Age*, 3 août 1953, Bates 89751396-1398.

{525} « The Simple Facts about a Cleaner, Finer Smoke » (publicité de 1945 pour les

Fleetwood Imperial), Bates 2061014830.

{526} « Suggestions » (American Tobacco), 1952, Bates 950196279-6319.

{527} D. M. Rowe (à A. R. Stevens, American Tobacco), 4 juin 1964, Bates 968191075-1078. En 1966, on trouve parmi les compagnies fabriquant des filtres aux États-Unis Celanese, Eastman, Hercules, Ralston Purina, Ecusta, American Filtrona et Schweitzer ; voir M. L. Reynolds et E. F. Litzinger, « Keyword Index for Filtration Studies », 2 avril 1968, Bates 650206692-6693.

{528} Des chimistes allemands avaient déposé le brevet d'utilisation du charbon actif dans les filtres de cigarette dès les années 1930 ; voir Z. Brazay, « German Patent n° 607422 [...] Process for Detoxifying Tobacco Smoke by Absorbent Carbon », 27 déc. 1934, Bates 980392203-2206.

{529} Will Graham, « Lorillard '76 : Options and Recommendations », 2 mars 1976, Bates 01771073-1207.

{530} Fred G. Bock *et al.*, « Carcinogenic Activity of Cigarette Smoke Condensate », *JAMA*, n° 181, 1962, p. 82-87.

{531} « Cancer-Proof Cigarettes Are Here », *Science & Mechanics*, avril 1968, p. 46-48 et p. 75-76, Bates 1004867388-7484.

{532} Colin L. Browne, *The Design of Cigarettes*, Charlotte, Caroline du Nord, Celanese Fibers Marketing Co., 1981. Browne offre l'une des meilleures introductions à la conception de la cigarette ; on en trouve une autre avec R. Black *et al.*, « B&W Product Knowledge Seminar Spring 1990 », 1990, Bates 505304459-4647.

{533} Pour Philip Morris : C. V. Mace (à R. N. DuPuis), « Brief Comments on a Program to Produce a Low Delivery Filter Cigarette with Flavor », 24 juillet 1958, Bates 1000305086-5087. Pour la « migration » : « High Filtration Filters » (Lorillard), fév. 1974, Bates 00378778-8803. Voir Helmut Wakeham (à Robert P. Roper), 22 sept. 1959 : « ce que l'on veut dans une fumée satisfaisante, c'est un taux de nicotine *relativement élevé* et une faible teneur en goudron » (Bates 1005039423-9424) ; souligné.

{534} David Kessler, *A Question of Intent : A Great American Battle with a Deadly Industry*, New York, Public Affairs, 2001, p. 186-250 ; et aussi Todd Lewan, « Brazil's Secret : Crazy Tobacco », AP, 21 déc. 1997, Bates 522608883.

{535} Pour le projet T-0576 : Imperial Tobacco Ltd., Montréal, « Work Programme : Fiscal 1986-1988 », mai 1985, Bates 570312400-2576 à 2502. Pour « sous une forme attractive et utile » : Claude E. Teague Jr., « Implications and Activities Arising from Correlation of Smoke pH with Nicotine Impact, Other Smoke Qualities, and Cigarette Sales », 28 sept. 1973, Bates 509314122-4154.

{536} Pour « répugnant à dépasser » : J. D. Backhurst (British American Tobacco), « A Relation between the “Strength” of a Cigarette and the “Extractable Nicotine” in the Smoke », 16 nov. 1965, Bates 508102918-2941. Pour le projet Kick : Max Häusermann (Philip Morris Europe), « Carbon Monoxide Uptake by Smokers », 3 janv. 1974, Bates 1002645271. Pour « odeur infecte de caoutchouc pourri » : W. M. Henley (à D. H. Pihl), « Nicotine Research », 9 nov. 1976, Bates 509078812-8820.

{537} Rien qu'en 1995, l'American Association of Poison Control Centers [Association américaine des centres antipoison] a reçu 7 917 rapports d'expositions potentiellement toxiques au tabac chez des enfants âgés de six ans ou moins, la plupart ayant ingéré des cigarettes ; voir W. Lewander *et al.*, « Ingestion of Cigarettes and Cigarette Butts by Children – Rhode Island, Jan. 1994-July 1996 », *MMWR*, n° 46, 1997, p. 125-128.

{538} Bradford, Harlan et Hanmer, « Nature of Cigarette Smoke » ; W. B. Wartman, E. C. Cogbill et E. S. Harlow, « Determination of Particulate Matter in Concentrated Aerosols », *Analytical Chemistry*, n° 31, 1959, p. 1705-1709. Normalisé dans les années 1960, cela devient la « Cambridge Filter Method » et par la suite la « FTC Method », suivant des procédures spécifiées par Clyde L. Ogg dans son article « Determination of Particulate Matter and Alkaloids (as Nicotine) in Cigarette Smoke », *Journal of the Association of Official Agricultural Chemists*, n° 47, 1964, p. 356-362, Bates T107450082. Ogg, chimiste à l'USDA, peaufina ces procédures en tant que président de l'Analytical Methods Committee [Comité des méthodes analytiques] de la Conférence des chimistes du tabac, un comité composé de représentants de Liggett & Myers, Philip Morris, American Tobacco et de la Consolidated Cigar Corporation. En 1966, la FTC exigea que toutes les teneurs en goudron et en nicotine soient signalées en recourant à des méthodes spécifiées par Ogg et ses collègues de l'industrie.

{539} Pour le procédé Rosenthal : Wakeham (à Cullman), 24 mars 1961, Bates 1000861955. Pour la Brunette Extra : R. Hirsbrunner, « Cigarette Development », 27 sept.-31 oct. 1978, Bates 2028622060-2069. Pour les valeurs de nicotine : P. Harper (Brown & Williamson), « Project Phoenix », 28 janv. 1987, Bates 620404055-4056.

{540} En réalité, le goudron n'est pas « dans » la cigarette, car c'est un produit du processus de combustion. Je le souligne car on me pose souvent la question : pourquoi les compagnies ajoutent-elles du goudron à leurs cigarettes ? Ce n'est évidemment pas le cas : on n'ajoute pas plus de goudron au tabac qu'on n'ajoute des cendres à un feu de camp. Le goudron n'est que de la fumée condensée d'où l'eau (et la nicotine) sont retranchées, et on le désigne parfois comme de la « fumée solide », du « condensat de fumée » ou de « la matière particulaire totale ».

{541} Lynn T. Kozlowski, R. C. Frecker, V. Khouw et M. A. Pope, « The Misuse of “Less Hazardous” Cigarettes and Its Detection : Hole-Blocking of Ventilated Filters », *American Journal of Public Health*, n° 70, 1980, p. 1202-1203. Le rapport du ministre de la Santé de 1988, *Nicotine Addiction*, cite Michael Russell *et al.*, « Relation of Nicotine Yield of Cigarettes to Blood Nicotine Concentrations in Smokers », *British Medical Journal*, n° 280, 1980, p. 972-976, comme sa toute première documentation sur la compensation ; à comparer aussi avec R. I. Herning *et al.*, « Puff Volume Increases When Low-Nicotine Cigarettes Are Smoked », *BMJ*, n° 283, 1981, p. 187-189.

{542} « The Patent Position » (British American Tobacco), 14 déc. 1959, Bates 108069854-9855.

{543} H. B. Parmele (à Driscoll), 3 janv. 1933, Bates 04355214-5217.

{544} Tilley, *Reynolds Tobacco Company*, p. 503. Dans une série de publicités, à partir

d'août 1959, la Rembrandt Tobacco Corp. of Canada revendique la primeur dans son emploi du papier poreux « Multi-Venting », qui permet à sa marque de cigarette, les Rembrandt, de « respirer ». En 1960, *Consumer Reports* publie un article sur les vagues de la « mentholisation et de la ventilation », en caractérisant cette dernière comme inscrite, pour l'industrie, dans le cadre de « la recherche effrénée de méthodes de réduction des goudrons et de la nicotine » (« Cigarettes », *Consumer Reports*, janv. 1960, p. 12-21, Bates 504802621-2630).

{545} Edward M. Harris, « Cigarette », brevet n° 439004, US Patent Office, attribué le 21 oct. 1890.

{546} C. V. Mace (à L. L. Long), « Summary of Results on Ventilated Cigarettes », 25 oct. 1955, Bates 2022204168-4174.

{547} Pour « le summum de la prouesse publicitaire » : David G. Felton (à D. S. F. Hobson), « SPRING – the cigarette that “air-conditions” the smoke », 4 sept. 1959, Bates 100068231. La publicité tapageuse de Lorillard en pleine page dans le *New York Times* du 18 août 1959 se trouve dans Bates 100068233-8234.

{548} C. N. Smyth, « Tobacco Smoke », *British Medical Journal*, n° 1, 1959, p. 506-507. Certains journaux suggèrent que les fumeurs peuvent se créer leur propre cigarette ventilée en perçant deux petits trous près de l'extrémité buccale, comme le recommande Smyth. Un journal londonien prétend qu'un procédé aussi simple que celui-ci « pourrait mettre fin à la peur du cancer du poumon » ; voir Roy Rutter, « Two Tiny Holes Give Safe Smoking », 24 avril 1959, Bates 502393021-3022.

{549} Herbert R. Bentley, « Cigarettes with Increased Porosity », 3 mars 1959, Bates 105386936 ; c'est nous qui soulignons.

{550} Lynn T. Kozlowski, R. J. O'Connor, G. A. Giovino, C. A. Whetzel, J. Pauly et K. M. Cummings, « Maximum Yields Might Improve Public Health - If Filter Vents Were Banned : A Lesson from the History of Vented Filters », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 262-266.

{551} Gio B. Gori, « Low-Risk Cigarettes : A Prescription », *Science*, n° 194, 1976, p. 1243-1246 ; « Gori Gets into Another Controversy », *Cancer Letter*, n° 4, août 1978, p. 1-7, Bates TIMN0142772-2775.

{552} « High Filtration Filters » (Lorillard), 1973, Bates 88322091-2116.

{553} Pour un bilan de 300 pages de la ventilation, « technologie, histoire et théorie », voir Charles B. Altizer *et al.* (Philip Morris USA), « Ventilation Seminar », mai 1983, Bates 2057251669-1968.

{554} Ces propos de Peter Schesslitz dans le *Deutsche Tabakzeitung* du 28 oct. 1940 sont cités dans « Der Nikotinfimmel », *Reine Luft*, 1941, p. 41. Schesslitz devance ici aussi la fameuse comparaison de Michael Russell, en 1971, entre fumer du tabac-sans-nicotine et faire des bulles, en s'interrogeant : « À la réflexion, qui croira que les gens fumeraient si la nicotine n'avait pas les effets spécifiques qui sont les siens ? [Sans nicotine] ils seraient plus tentés de faire des bulles de savon que de fumer » (p. 41). La comparaison souvent citée de Russell apparaît dans son « Cigarette Smoking : Natural History of a Dependence

Disorder », *British Journal of Medical Psychology*, n° 44, 1971, p. 9.

La toute première mention de la compensation que j'ai pu trouver date de 1933, dans le *Nebraska Medical Journal*, où nous apprenons ceci : « Au cours du processus de fabrication des cigarettes d'où l'on a éliminé le plus fort pourcentage de nicotine d'une certaine marque, on a pu constater que l'*habitude* [en français dans le texte, N.d.T.] consommait trois fois plus que celui qui fumait le mélange de tabac dans son état d'origine » ; voir Henry Farrell, « The Billion Dollar Smoke », *Nebraska Medical Journal*, n° 18, 1933, p. 226-228, Bates 502669508. Farrell relie aussi l'essor de la cigarette à « une action publicitaire sournoise à l'extrême, superbe dans ses injonctions et ses invocations, une action comme le monde n'en a jamais vu et n'en verra jamais plus de comparable ou de similaire ».

{555} Lynn T. Kozlowski et R. J. O'Connor, « Official Cigarette Tar Tests Are Misleading », *Lancet*, n° 355, 2000, p. 2159-2161.

{556} « Smoker Compensation », 15 avril 1983, Bates 501524500-4514 ; William L. Dunn, « Project 1600 », 25 août 1967, Bates 1001521213-1214. On trouve une discussion publique rare mais intéressante sur la compensation dans « Less Tar, Less Nicotine : Is That Good ? », *Consumer Reports*, mai 1976, p. 274-276, Bates 968037705-7707.

{557} Thomas R. Schori, « Smoking and Heart Rate Research Proposal », 30 sept. 1970, Bates 1000838038-8045 ; voir aussi son article avec B. W. Jones, « Smoking and Aggression : A Proposal », 23 oct. 1974, Bates 1003290519-0531. Helmut Wakeham, « R & D Presentation to the Board of Directors », 26 nov. 1969, Bates 1000276691-6703 ; W. Dunn (à G. Berman), « TPM Intake by Smokers », 7 mai 1968, Bates 1000870189.

{558} En 1970, Thomas R. Schori, chercheur chez Philip Morris, citait les travaux de G. Kuschinsky et R. Hotovy datant des années 1940, qui montraient que les gens ne fument « pas malgré, mais à cause de la nicotine » ; voir son « Tar, Nicotine, and Smoking Behavior : A Research Proposal », 5 nov. 1970, Bates 1003285464-5477. Schori cite également le *Smoke Screen* de Maurine Neuberger de 1963 à l'appui de son affirmation selon laquelle les fumeurs finissent par se caler sur un « quota quotidien de nicotine ». L'article de Kuschinsky et Hotovy s'intitule « Über die zentral erregende Wirkung des Nicotins », *Klinische Wochenschrift*, n° 22, 1943, p. 649-650.

{559} Pour la « raison première » : Bates 2020154466-4486. Pour la « substance » : Bates 517214547. Pour la « spécification dominante » : Claude E. Teague Jr., « A New Type of Cigarette Delivering a Satisfying Amount of Nicotine with a Reduced "Tar"-to-Nicotine Ratio », 28 mars 1972, Bates 502987394-7403, p. 3.

{560} Pour les « intoxiqués à la nicotine » : Bates 301083862-3865. Pour les « demandeurs de nicotine » : Bates 501524500-4514. Pour « conserver un niveau constant » : Bates 517214547-4557. Pour le paquet comme « contenant d'une dose journalière » : William L. Dunn, « Motives and Incentives in Cigarette Smoking », article présenté à la conférence CORESTA, Williamsburg, Virginie, 22-28 oct. 1972, Bates 1003291922-1939.

{561} W. Dunn, T. Schori et J. Duggins, « Smoking Behavior : Real World Observations », mars 1973, Bates 1000353356-3388.

{562} W. Dunn (à C. Goldsmith), « Dosage Controls », 8 mai 1974, Bates 1003294972-4976.

{563} C. E. Teague Jr., « A New Type of Cigarette », art. cité, p. 8.

{564} Pour les taxes indexées sur les teneurs en goudron : « Kennedy Calls for Tar Tax on Cigarettes », *Courier Journal*, 12 sept. 1967, Bates 680278780 ; *Congressional Record*, 13 oct. 1971, Bates 500020779 ; « Cigarette Tar Tax Act », *Congressional Record*, 18 janv. 1973, Bates 690004964-4965. Pour Doll : David Appleton, « Cancer Specialist Wants High-Tar Tax », Édimbourg, *Scotsman*, 4 déc. 1982, Bates 100454636. Les législateurs australiens débattirent d'une telle taxe en 1971 ; voir Bates 2016002793. Pour l'Europe : « Maximum Tar Yield of Cigarettes », 17 mai 1990, Bates 2064240706-0709 ; et pour le Moyen-Orient : Bates 303696070-6114.

{565} Pour une bibliographie sur la « lèvres-rideau » et l'occlusion labiale (ventilation), voir Bates 2046816474- 6478.

{566} Pour l'« occlusion partielle » : William L. Dunn, « Project 1600 : Consumer Psychology », 25 juin 1967, Bates 1003288345-8346. Pour le placement des orifices : William L. Dunn (à R. B. Seligman), 28 juillet 1967, Bates 1000307727-7729. Pour « Nous soumettons » : JoAnn Martin et W. L. Dunn (à H. R. Wakeham et R. B. Seligman), « A Study of the Effect of Air Hole Blockage on Gross Puff Volume in Air Diluted Cigarettes », 10 août 1967, Bates 1000307730-7733.

{567} D. J. Wood, « The Design of Low Delivery Cigarettes (with Regard to Smoker Compensation) », 28 juin 1977, Bates 110074887-4890.

{568} Barbro Goodman (à Leo F. Meyer), « Marlboro – Marlboro Lights Study Delivery Data », 17 sept. 1975, Bates 2021544486-4496. Goodman travailla en effet plus tard à examiner « ce qui pourrait se passer côté teneurs pour le fumeur quand celui-ci recouvre partiellement les orifices de dilution », et s'aperçut que cela pouvait être la source d'« une teneur accrue pour le fumeur » ; voir Goodman (à L. F. Meyer), « Effect of Reduced Dilution on Tar Delivery to a Smoker », 21 oct. 1982, Bates 1003455000-5002.

{569} David E. Creighton, « Compensation for Changed Delivery », 27 juin 1978, Bates 105553905-3915.

{570} Kwechansky Marketing, « Project Plus/Minus : Young People and Smoking », 7 mai 1982, p. 12-13, cité in Richard W. Pollay et Anne Lavack, « The Targeting of Youth by Cigarette Marketers : Archival Evidence on Trial », *Advances in Consumer Research*, n° 20, 1993, p. 266-271.

{571} Lynn T. Kozlowski, R. C. Frecker, V. Khouw et M. A. Pope, « The Misuse of “Less Hazardous” Cigarettes and Its Detection : Hole-Blocking of Ventilated Filters », *American Journal of Public Health*, n° 70, 1980, p. 1202-1203 ; voir aussi son article avec W. S. Rickert, J. C. Robinson et N. E. Grunberg, « Have Tar and Nicotine Yields of Cigarettes Changed ? », *Science*, n° 209, 1980, p. 1550-1551. Kozlowski commence à se soucier de la ventilation à l'automne 1978 à l'université de Pennsylvanie, quand il demande à une jeune femme si les « légères » lui plaisent, et qu'elle lui répond, « Pas mal, mais j'ai du mal à mettre les doigts pile sur les petits trous » (communication personnelle).

{572} Neal L. Benowitz *et al.*, « Smokers of Low-Yield Cigarettes Do Not Consume Less Nicotine », *New England Journal of Medicine*, n° 309, 1983, p. 139-142 ; Claude Lenfant, « Are “Low-Yield” Cigarettes Really Safer ? », *New England Journal of Medicine*, n° 309, 1983, p. 181-182, Bates 502000462.

{573} Notamment à travers le Tobacco Working Group [Groupe de travail sur le tabac], une collaboration bancaire entre l'industrie et le NIH qui dura de 1968 à 1977 ; voir Kluger, *Ashes to Ashes*, *op. cit.*, p. 427-430.

{574} « Smoker Compensation », 15 avril 1983, Bates 501524500-4514 ; William L. Dunn, « Project 1600 », 25 août 1967, Bates 1001521213-1214. On trouve une discussion publique rare mais intéressante sur la compensation dans « Less Tar, Less Nicotine : Is That Good ? », *Consumer Reports*, mai 1976, p. 274-276, Bates 968037705-7707.

{575} Jonathan Samet, déposition écrite pour l'affaire « USA vs Phillip Morris », 29 sept. 2004, Bates 20040929, p. 164-165. Pour « opter de préférence » : U.S Department of Health and Human Services, *The Changing Cigarette : A Report of the Surgeon General*, Washington, DC, U.S. Government Printing Office, 1981, p. v-vi. Pour Burns : David M. Burns, déposition écrite pour l'affaire « USA vs Philip Morris », 15 fév. 2005, Bates BURNSD-ER, p. 35-56.

{576} National Cancer Institute, *Risks Associated with Smoking Cigarettes with Low Machine-Measured Yields of Tar and Nicotine – Monograph 13*, Bethesda, Maryland, USDHHS, 2001, p. ii.

{577} Randolph D. Smoak Jr., « AMA Commends Report Exposing Dangers of Light Cigarettes » (communiqué de presse), 27 nov. 2001, Bates 3990606739.

Chapitre 16

{578} Claude E. Teague Jr., « A New Product Strategy for Circumventing Problems Arising from the Smoking-Health Controversy », 10 déc. 1969, Bates 515864703-4705.

{579} John N. Langley, « On the Reaction of Cells and of Nerve-Endings to Certain Poisons », *Journal of Physiology*, n° 33, 1905, p. 374-413 ; Lennox M. Johnston, « Tobacco Smoking and Nicotine », *Lancet*, n° 243, 1942, p. 742.

{580} Harris B. Parmele (à Adam Riefner), 11 avril 1946, Bates 04365297-5298.

{581} En 1940, Harvey B. Haag reconnaissait que, « dans la fumée des cigares et dans le cas de certaines cigarettes, en raison de la forte alcalinité de la fumée, [la nicotine] existe sans doute dans une certaine mesure sous une forme alcaloïde libre. Jamais étudiée minutieusement, cette différence pourrait être d'une certaine importance physiologique pratique parce que la base de nicotine est bien plus facilement absorbée par les membranes muqueuses que les sels divers » ; voir son article « Chemical and Pharmacologic Observations on Nicotine and Tobacco Smoke », *Merck Report*, oct. 1940, Bates 9492. En 1951, Parmele remarque que « deux cigarettes pourraient générer de la fumée contenant la même quantité de nicotine, mais le mode d'absorption de cette nicotine par le fumeur pourrait être radicalement différent, du fait d'autres facteurs liés, comme le degré d'acidité, etc. » ; voir Parmele à R. M. Ganger, 29 janv. 1951, Bates 95309702-9703.

{582} Pour la « cigarette émasculée » : H. R. Hanmer, « Memorandum on the Nicotine Content of Lucky Strike and Other Leading Brands of Cigarettes », 3 avril 1940, p. 2, Bates 950197661. Pour un « baiser de [sa] sœur » : John M. Moseley (American Tobacco), « Second International Tobacco Congress, Brussels, Belgium, and Visit to Research Institutes and Cigarette Factories in Central Europe for the Period June 5 to July 2, 1958 », juillet 1958, Bates 950158605-8664. Pour l'acte sexuel sans orgasme : Dunn, « Motives and Incentives », art. cité.

{583} Alix M. Freedman, « “Impact Booster” : Tobacco Firm Shows How Ammonia Spurs Delivery of Nicotine », *Wall Street Journal*, 18 oct. 1995.

{584} La phase gazeuse peut être encore décomposée en « vrais gaz » et en « vapeurs condensables ». Selon une étude de 1959 menée par American Tobacco, les vrais gaz comptent à peu près pour 409 mg par cigarette, les vapeurs condensables environ 10 mg et la phase particulière à peu près 15 mg par cigarette. Voir « Composition of Cigarette Smoke », 6 oct. 1959, Bates 962004216-4223.

{585} Alan Rodgman (Reynolds), « A Short Explanation and Analysis of Method of Measuring “Tar and Nicotine” in Cigarette Smoke », 22 janv. 1965, Bates 501013245-3255, p. 1.

{586} On trouvera un bon diagramme de ce processus en couverture de *Chemical Research in Toxicology*, vol. 14, n° 11, nov. 2001.

{587} En 1965, J. D. Backhurst, du département R & D de BAT, rapporte que la nicotine libre peut donner une cigarette « à faible teneur en nicotine » produisant une « plus forte réaction qu'une cigarette à forte teneur » ; voir son « Relation between the “Strength” of a Cigarette and the “Extractable Nicotine” », Bates 623525665.

{588} Jerome E. Brooks évoque les Indiens d'Amérique ajoutant des agents alcalins comme la chaux ou des coquillages réduits en poudre pour accroître « les effets du tabac lorsqu'il libère l'agent actif, la nicotine » ; voir son livre *The Mighty Leaf : Tobacco through the Centuries*, Boston, Little, Brown, 1952, p. 16-19.

{589} American Tobacco Co., « Toasting and Ultra-Violet Light Treatment of Tobacco », 1930, Bates 950296691-6704 ; Adolf Wenusch, *Der Tabakrauch. Seine Entstehung, Beschaffenheit und Zusammensetzung*, Brême, Arthur Geist, 1939 ; Aleksandr A. Shmuk, *The Chemistry and Technology of Tobacco*, vol. 3 de ses *Works, 1913-1945*, traduit du russe, Moscou, Pishchepromizdat, 1953.

{590} Claude E. Teague Jr., « Reduction of Harshness in Leaf Tobacco », 30 avril 1954, Bates 504175051-5052 ; Shmuk, *Chemistry and Technology of Tobacco*, *op. cit.*, p. 455-540.

{591} Charles S. Philips, « Process of Treating Tobacco », US Patent, 13 sept. 1881, Bates 2026526307-6308 ; American Tobacco Co., « Toasting and Ultra-Violet Light Treatment of Tobacco », 1930, Bates 950296691-6704.

{592} Brown & Williamson, « Cigarette Dimensions », 1993, Bates 581110529-0548. On trouvera une bonne présentation des débuts du *recon* aux États-Unis dans F. E. Van Nostran (Philip Morris), « Summary of Reconstituted Tobacco Intelligence », 20 fév. 1962,

Bates 2076277599-7617. Wakeham en livre une recette dans une note à Hugh Cullman, 23 juillet 1962, Bates 1000862896-2897.

{593} N. M. Tilley, *Reynolds Tobacco Company*, art. cité, p. 488-494. Alan Rodgman attribue l'invention du *recon* à Samuel Jones, mais les Européens ont aussi œuvré en ce domaine. Pour les brevets, voir « Chronology of Events : Day One Media Contact RE : Nicotine » (Reynolds), 18 mars 1994, Bates 525311830-1831.

{594} Pour « plus efficace » : J. D. Hind (à R. B. Seligman), « Re : Strong Chocolate Flavor in DAP-BL », 6 nov. 1962, Bates 1000862754. Pour les procédés alternatifs : Bates 1000826367-6368. Pour la décision de lancer la production commerciale, voir « Bi-Monthly Progress Report », juillet-août 1963, Bates 1001532350-2353.

{595} J. D. Hind et R. B. Seligman, « Tobacco Sheet Material », US Patent Office, 21 nov. 1967, Bates 2056136774-6783 ; A. Hyland, R. Goldstein, A. Brown, R. O'Connor et K. M. Cummings, « Happy Birthday Marlboro : The Cigarette Whose Taste Outlasts Its Customers », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 75-77.

{596} C. F. Gregory, « Observation of Free Nicotine Changes in Tobacco Smoke », 4 janv. 1980, Bates 510000667-0670. Les premières publicités pour les Merit annoncent qu'on a « cracké » le code de la « fumée » – remarquable coïncidence, sachant que le « crack » de cocaïne n'apparaîtra qu'au début des années 1980. À ce sujet, voir Bates 2024987245-7246.

{597} Robert K. Williams, « Progress during May-June on Project No. TE-5001 », 13 juillet 1971, Bates TI40710918 ; à comparer avec son « Summary of Progress in 1971 on Project TE-5001 », 16 déc. 1971, Bates LG0262125-2126 ; et J. R. Newsome, « Progress during 1973 on Project TE 5001 », 29 janv. 1974, Bates LG0262130.

{598} « Nous menons ce projet avec pour objectif ultérieur de réduire la nicotine totale présente dans la fumée tout en augmentant l'effet physiologique de la nicotine présente, de sorte qu'aucun effet physiologique ne soit perdu lors de cette réduction de nicotine » ; voir Robert K. Williams, « Development of a Cigarette with Increased Smoke pH », 16 déc. 1971, Bates LG0262126.

{599} Claude E. Teague, « Implications and Activities », art. cité.

{600} RJR, « Ammonia », Projet, 9 août 1982, Bates 500990999-1004 ; Terrell Stevenson et Robert N. Proctor, « The “Secret” and “Soul” of Marlboro : Philip Morris and the Origins, Spread, and Denial of Nicotine Free-Basing », *American Journal of Public Health*, n° 98, 2008, p. 1184-1194.

{601} Pour la « force » : J. D. Backhurst, « Relation... », art. cité ; pour « impact normal » : R. P. Newton et E. F. Litzinger, « Further Evaluations of UKELON-Treated Cigarettes », 17 janv. 1972, Bates 650105652-5663 ; de « plus hauts niveaux » : Hawkins, McCain & Blumenthal, Inc., « Project LTS », 20 juin 1977, Bates 660094371-4451 ; « la voie » : R. P. Newton, « Ukelon Treatment of Tobacco », 1971, Bates 620136359-6375.

{602} C. F. Gregory, « Observation of Free Nicotine Changes in Tobacco Smoke/#528 », 4 janv. 1980, Bates 510000667-0670.

{603} H. C. Garrett (à Larry O'Berry), « Superiority CPT/254 », 24 oct. 1989, Bates 583136019-6026. Une liste d'ingrédients et de noms de code est consultable dans un

document Brown & Williamson, « Additive Code Analogues », non daté, Bates 1326.01 et 1329.01. Un rapport de 1972 note que l'utilisation de l'urée pour accroître l'impact a été « abandonnée au profit d'un mélange expérimental de plus fort impact » ; voir « Research & Development Monthly Report », avril 1972, Bates 620086712-6739.

{604} Brown & Williamson, « Table 1 – Sample Description », 1991, Bates 570360597-0601. Pour un autre ensemble d'ingrédients et d'instructions de mélange, voir le « projet Cherokee » de Brown & Williamson, déc. 1990, Bates 526031385-1392 ; et pour le *recon* de PM : Bates 1000322727.

{605} Susan Braun, Information Data Search, Inc., « Ammonia Uses by Philip Morris : A Report to Brown & Williamson Tobacco Co. », 17 mai 1985, Bates 681827963-8063.

{606} J. S. C. Wong, « Development of a Low Alkaloid Smoking Product », 8 janv. 1988, Bates 402373981-3993.

{607} R. Johnson, « Ammonia Tech. Conference Minutes », 18 mai 1989, Bates 508104011-4016 ; également « Second Annual Ammonia Technology Conference : Commercialization of Ammonia Technology », 11-13 juin 1990, Bates 570353434-3770. Un excellent résumé de l'ammoniation se trouve dans le *Root Technology : A Handbook for Leaf Blenders and Product Developers* de Brown & Williamson, janv. 1991, Bates 682439026-9083.

{608} J. H. Lauterbach et R. R. Johnson (Brown & Williamson), « The Project Adverb Study of Marlboro KS », 10 oct. 1989, Bates 570244005-4027.

{609} R. Kluger, *Ashes to Ashes*, *op. cit.*, p. 742-747.

{610} J'ai mentionné le « *freebasing* artisanal », mais il vaut aussi la peine de souligner que certains des premiers chewing-gums à la nicotine sont « basifiés », contenant « une solution tampon de carbone pour accroître le pH salivaire et améliorer l'absorption buccale de la nicotine ». Les chewing-gums à solution tampon produisent des niveaux de nicotine dans le sang plus de deux fois supérieurs à ceux des chewing-gums sans solution ; voir Anders Axelsson et Bo Brantmark, « The Anti-Smoking Effect of Chewing Gum with Nicotine of High and Low Bioavailability », in *Proceedings of the 3rd World Conference on Smoking and Health*, vol. 2, DHEW, Bethesda, Maryland, 1977, p. 549-559.

{611} Dick Howe, « Development of Safety Protocols at the Bermuda Hundred Pilot Plant », 29 juin 1988, Bates 2025619545-9603, p. 35.

{612} Stephen S. Hecht, « Biochemistry, Biology and Carcinogenicity of Tobacco-Specific N-nitrosamines », *Chemical Research in Toxicology*, n° 11, 1998, p. 559-603.

Chapitre 17

{613} « Smoking and Health : Senator Proposes Federal Action », *News and Observer*, Raleigh, Caroline du Nord, 3 nov. 1953, Bates 2025028780.

{614} On manque d'analyses de l'histoire des divers cabinets juridiques de l'industrie ; voir tout d'abord Mark Hansen, « Shook Hardy Smokes 'Em », *ABA Journal*, oct. 2008 ; également la condamnation de la juge Kessler dans son « Amended Final Opinion », texte cité, p. 3.

{615} « Excerpts from R. J. Reynolds Tobacco Company's File on Contributions to Harvard

Medical School », 15 janv. 1972, Bates 503138609-8621A.

{616} *Ibid.*, p. 7-10.

{617} *Ibid.*, p. 10-13.

{618} Pour « les six directeurs juridiques » et « le stress et non le tabac » : Edwin J. Jacob (à W. T. Hoyt), 27 juin 1968, Bates 11330520-0520 ; (à David R. Hardy), 2 fév. 1967, Bates 1005154440-4445, p. 4. Pour « bien disposé envers notre cause » : David Hardy (à Cyril Hetsko), 25 janv. 1969, Bates 945369849-9850. Pour le « singe écureuil » : « Behavioral Hypertension » (rapport sur le dossier de bourse de Barger), non daté, Bates HK1805041-5043. Dans son évaluation de Barger, R. J. Bing remarque ceci : « Nous soutenons le professeur surtout parce que nous voulons nous associer à un projet important d'une importante institution » (Bates 50093756-3756). Pour causes « inconnues » et « nombre de facteurs éventuels » : Clifford Barger, « RJR Board Presentation », 22 oct. 1984, Bates 503956178-6180. Pour Dews sur « l'addiction nicotinique » : Peter B. Dews, « Presentation Prepared by Philip Morris Outside Consultant », 28 sept. 1994, Bates 2047097047-7060 ; et pour des indications sur les questions abordées, voir Marc S. Firestone à Peter Dews, 9 sept. 1994, Bates 2065405848-5850.

{619} A. L. Chesley (à Paul M. Hahn), 23 janv. 1931, Bates 950289552-9558.

{620} Pour les 79 facultés de médecine, voir Bates 2015002362-2375. Pour les Philip Morris moins irritantes : Herbert Arkin, « An Analysis of Data on the Effect of Cigarette Smoke on the Human Throat », 1950, Bates 1003070990-1049. Pour les gros titres des 16-18 avril 1955, voir Bates HT0039116 ; et pour les citations des sceptiques par Lorillard, voir Harris B. Parmele, « Petition before the Federal Trade Commission », 1958, Bates 00491221-1238. L'article d'Arkin dans *Current Medical Digest* s'intitule « Current Relationship between Human Smoking Habits and Death Rates », avril 1955, p. 37-44, Bates HT0002006.

{621} Pour « unité épidémiologique » : H. Wakeham (à Paul D. Smith), 21 mai 1969, Bates 1000321562-1564. Pour « information fournie » : R. B. Griffith (à G. W. Stokes), 27 mars 1969, Bates 680226914.

{622} Pour « lesquels de mes patients » : Gary L. Huber (à H. C. Roemer), 11 janv. 1972, Bates 503138622-8625. Pour l'affirmation de Waite : Richard A. Knox, « Harvard Study Suggests Low Tar Cigarette Risk », *Boston Globe*, 8 mai 1978, Bates 502405224-5225.

{623} Pour « se mêle [...] de trop près » : Gary L. Huber, déposition dans l'affaire « Texas vs American Tobacco », 20 sept. 1997, Bates HUBERG092097, p. 46 ; également l'interview de *Frontline* avec Huber : www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/settlement/interviews/huber.html. Huber quitte Harvard pour le Kentucky en 1980 et aboutit finalement au centre de santé de l'université du Texas à Tyler, où il continue de travailler pour Shook, Hardy & Bacon, recevant de ce cabinet environ 1,7 million de dollars pour financer ses recherches.

{624} La publicité la plus retentissante fut accordée à Ragnar Rylander, un toxicologue suédois de l'université de Genève qui, pendant des décennies, travailla discrètement pour l'industrie dans le cadre de ce que Jean-Charles Rielle et Pascal Diethelm qualifient de « fraude scientifique sans précédent ». Rylander engagea des poursuites contre ses

accusateurs, mais une cour d'appel helvétique confirma l'opinion de Rielle et Diethelm. L'« affaire Rylander » incita l'université de Genève à interdire à sa faculté d'accepter des fonds de recherche ou de consultation de l'industrie du tabac ; voir Alex Mauron, Alfredo Morabia, Thomas Perneger et Thierry Rochat, « Rapport d'enquête dans l'affaire du Pr Ragnar Rylander », Genève, 6 sept. 2004, www.prevention.ch/rapryuni.pdf ; et une documentation supplémentaire à www.prevention.ch/rypresse.htm.

{625} Pour une liste des collaborations universitaires de Reynolds en 1978, voir Murray Senkus (à William D. Hobbs), 21 juillet 1978, Bates 500259142-9153.

{626} La section « Histoire » du site Internet de la Weissman School parle de la vie de George Weissman sans mentionner sa carrière chez Philip Morris ; voir www.baruch.cuny.edu/wsas/inside_weissman/history.htm (consulté en juillet 2013). Le site Internet « Histoire » de Wills Hall est également silencieux sur le tabac ; voir www.bris.ac.uk/Depts/Wills/history.htm.

{627} Horace R. Kornegay (à Paul E. Lacy et Lauren V. Ackerman), 11 mars 1971, Bates TIMN0081335-1337 ; université Washington, « News for Release », 11 mars 1971, Bates TIMN0081328-1332.

{628} Paul E. Lacy (à David R. Hardy), 3 déc. 1975, Bates 794002105-2109. Pour la « lucidité » et la « générosité » : Paul E. Lacy (à John E. Moss), 2 août 1978, Bates 680015898.

{629} Lauren V. Ackerman, « Research Proposal to the Tobacco Industry on Immunologic Aspects of Cancer », 2 août 1971, Bates 1005049331-9340.

{630} Joseph H. Ogura, « Application for Research Grant », 18 sept. 1974, Bates CTRSP/FILES013261/33.

{631} Pour « nous avons traité le sujet » : William Ruder (à James C. Bowling), 19 juin 1975, Bates 2015013901. Pour « pro-“tabac amélioré” » : A. E. O'Keeffe (à R. N. DuPuis), 4 oct. 1955, Bates 10018131695-3696.

{632} Cet article rédigé en sous-main est celui d'E. L. Wynder, J. R. Hebert et G. C. Kabat, « Association of Dietary Fat and Lung Cancer », *Journal of the National Cancer Institute*, n° 79, 1987, p. 631-637. Pour « les plus enragés ou les anti- les plus bornés » : Philip Morris, « Environmental Tobacco Smoke », 1990, Bates 2021181849-1850. Pour l'« effet insidieux » : Nicole Fields et Simon Chapman, « Chasing Ernest L. Wynder : 40 Years of Philip Morris's Efforts to Influence a Leading Scientist », *Journal of Epidemiology and Community Health*, n° 57, 2003, p. 571-578. L'industrie se servira plus tard de son soutien à Wynder dans le cadre de sa défense devant les tribunaux.

{633} Pour les avocats : David R. Hardy au Comité juridique, 21 janv. 1974, Bates 2025007864-7865. Pour « davantage sur des considérations de relations publiques » : Frank G. Colby (à Murray Senkus), 17 oct. 1973, Bates 500529893. Pour « possible relation » : « Review of Progress : UCLA Program Project », 1^{er} mai 1975, Bates 03755366-5371. Pour « systèmes complexes » entrecroisés : « Progress Report for the UCLA Program », 1978, Bates 4422638-2663. Hormis Cline, les chercheurs comprennent David W. Golde, Mary Territo, Robert Lehrer, Jacob Zighelboim, Robert Gale, Gregory Sarna,

Peter Graze, John Wells et John Toohey, plus seize stagiaires postdoctorants et collaborateurs supplémentaires des départements d'oncologie chirurgicale (Donald Morton), de microbiologie & d'immunologie (John Fahey), des maladies infectieuses (Lowell Young), de chirurgie (Paul Terasaki) et de biologie moléculaire (Winston Salsler). Pour « aucune preuve solide » : Martin J. Cline (à Joseph E. Edens), 19 avril 1974, Bates 680146214-6216.

{634} Martin J. Cline, déposition dans l'affaire « Broin vs Philip Morris », 20 mai 1997, Bates 516969762-9788. Les personnels navigants gagnèrent cette procédure, et la fondation créée avec cet argent servit à apporter des pièces de British American Tobacco à la Legacy Tobacco Documents Library.

{635} James E. Enstrom (à Richard Carchman), 15 janv. 1997, Bates 2063654073-4073.

{636} Pour le jugement de Kessler : « Amended Final Opinion », p. 1380-1384. Pour « prématuré de conclure » : James E. Enstrom et Geoffrey C. Kabat, « Environmental Tobacco Smoke and Tobacco Related Mortality in a Prospective Study of Californians, 1960-98 », *BMJ*, n° 326, 2003, p. 1057-1061 ; et pour les critiques : « American Cancer Society Condemns Tobacco Industry Study for Inaccurate Use of Data », 15 mai 2003 ; et le remarquable ensemble du *British Medical Journal*, « Rapid Responses », dans Bates 3006509062-9170 ; également Lisa A. Bero, Stanton Glantz et M.-K. Hong, « The Limits of Competing Interest Disclosures », *Tobacco Control*, n° 14, 2005, p. 118-126.

{637} Richard C. Paddock, « A Smoldering Controversy at UCLA : The School Accepts Money from Tobacco Giant Philip Morris in Its Three-Year Study of Nicotine Addiction : Teenagers and Monkeys are Part of the Research », *Los Angeles Times*, 9 fév. 2008.

{638} « Stanford Tests Hint Cigarette Smoke May Prevent Some Cancer in Mice », *San Francisco Call-Bulletin*, 1^{er} avril 1954, Bates 1005039811 ; à comparer avec Hanmer (à Hahn), 19 nov. 1953, Bates 950156733-6734. Griffin se porta volontaire pour représenter American Tobacco lors de l'International Cancer Congress à São Paulo, au Brésil, en 1954 ; voir sa lettre à Hanmer, 28 avril 1954, Bates 950156713-6714.

{639} Les derniers paiements du PMERP furent effectués en novembre 2007 ; voir Richard Izac (à Anita Bacon), 9 nov. 2007, Bates 3039515465-5465. Pour la décision de « ne plus solliciter ou financer de nouvelles propositions de recherches de l'ERP » tout en continuant à financer des recherches externes, voir Kenneth F. Podraza (à Ivana Faccini), 2 nov. 2007, Bates 3039518420-8421. À cette époque, le PMERP a financé plus de 420 propositions de recherche.

{640} James Missett, chef de service adjoint du département de psychiatrie du Stanford Hospital et membre de la section clinique de la faculté de médecine de Stanford, témoigne en 1998 pour la défense dans l'affaire « Henley vs Philip Morris » ; voir Bates MISSETTJ121598, p. 96-96. Herbert Solomon, président du département de statistiques de Stanford et son premier lauréat titulaire d'un doctorat, fut désigné avec vingt-six autres témoins de la défense pour déposer dans le cadre du procès « Haines vs Liggett » (en 1992) ; voir Bates 2024929495-9496.

{641} Pour la « nicotine augmente les performances » : « Nicotine's Effect on Fatigue &

Flight Performance in Drug-Naive Subjects », 1997, Bates 516764169-4177. Pour les « aspects positifs » : « Objectives : Human Performance Laboratory », Bates 520016200-6211. Pour « la nicotine pourrait dans l'ensemble améliorer les performances » : Mike Johnson (à Chuck Blixt, Mark Holton et Denise Fee), « Stanford University Study », 12 nov. 1997, Bates 520963671-3680. Pour la version publiée : Martin S. Mumenthaler, Joy L. Taylor, Ruth O'Hara et Jerome A. Yesavage, « Influence of Nicotine on Simulator Flight Performance in Non-Smokers », *Psychopharmacology*, n° 140, 1998, p. 38-41 ; et pour une évaluation par les pairs du manuscrit non publié dans les dossiers de Reynolds (!), voir Bates 519972968-2972.

^[642] Paul Switzer, « Comments for the EPA Scientific Advisory Board EPA Review Draft : Health Effects of Passive Smoking », 5 nov. 1990, Bates 202336136-6588 à 6512-65 ; et pour son témoignage oral du 4 déc. 1990 : Bates 515799532-9540. Les autres universitaires payés pour critiquer le rapport de l'EPA comprenaient Joseph L. Fleiss de l'université Columbia, Ragnar Rylander de l'université de Göteborg, Peter Skrabanek de Trinity College à Dublin, George Feuer de l'université de Toronto, Alan J. Gross de la faculté de médecine de Caroline du Sud, Donald J. Ecobichon de l'université McGill, Peter N. Lee de P. N. Lee Statistics, John W. Gorrod de l'université de Londres et au moins cinquante autres ; voir Bates 950216620-6647.

^[643] Philip Morris, « Environmental Tobacco Smoke : Rush to Judgment », 1991, Bates 2022839746-9758, p. 6. Et pour son financement : « CIAR Funded Proposals », 18 janv. 1996, Bates 2063654341 ; Paul Switzer (à Clausen Ely Jr.), « Invoice », 10 déc. 1991, Bates T110161425 ; Paul Switzer, « Invoice », 1^{er} fév. 1996, Bates 2063610208.

^[644] Voir Timothy Lenoir, « Expert Disclosure Statement » (affaire « Tune vs Philip Morris »), 1^{er} déc. 1998, Bates 2077532085-2113 ; Robert E. McGinn, « Declaration » (pour « Brown & Williamson vs Regents of the University of California »), 20 mai 1995, Bates 682766777-6792. Dans sa communication soigneusement contrôlée sur le plan juridique, Lenoir prétend que, dans les années 1950, les corrélations statistiques étaient considérées comme « inadéquates au regard des critères médicaux et scientifiques de l'époque pour établir une causalité de la maladie » et que lorsque le ministre de la Santé avait finalement conclu que fumer provoquait le cancer du larynx (en 1982), cela se fondait sur « des données et des preuves différentes de celles employées par la communauté de la recherche scientifique pour établir ce lien de causalité ». Lenoir affirme aussi que même après cette époque, « le rôle causal du tabac continuait d'être débattu parmi les chercheurs » (p. 2). La confidentialité de la compétence d'expert de Lenoir n'a été levée qu'en février 2011 ; je lui ai demandé comment il avait été impliqué dans cette procédure, et il m'a répondu que Ronald Overmann, de la National Science Foundation (à la retraite depuis peu) l'avait mis en relation avec Allen Purvis, de Shook, Hardy & Bacon, qui à l'époque organisait des expertises pour l'industrie (communication personnelle). Overmann a travaillé aussi pour l'industrie, s'appropriant à servir de témoin expert (1998-1999) après avoir occupé la fonction de responsable du programme pour l'histoire et la philosophie des sciences à la NSF.

{645} Michael Daube (fils de David), communication personnelle, 10 janv. 2009.

{646} Pour « truffées d'erreurs » : voir « Assessment of the Medical Testimony : 1969 Cigarette Hearings, House Committee on Interstate and Foreign Commerce », 1969, Bates T155752958-2966. Le témoignage de K. Alexander Brownlee, Leo Katz et Theodor D. Sterling lors d'auditions parlementaires sur l'étiquetage et la publicité des cigarettes (15 avril 1969) se trouve dans Bates 2322576-3488, p. 750, 858-860 ; ainsi que dans Bates 1003897309-7849, p. 930-935. Le professeur Katz a auparavant postulé que le suçage du pouce chez l'enfant serait une explication tout aussi juste du cancer du poumon que le tabac, en observant que l'« on aurait beau rejeter l'affirmation [...] que le cancer du poumon puisse être causé par le suçage du pouce, je maintiens que les éléments de preuves versés à l'appui de cette affirmation selon laquelle le cancer du poumon serait causé par le tabac sont précisément de cet ordre » ; voir « Summary of Statement of Dr. Leo Katz [...] before the Senate Committee on Commerce », mars 1965, Bates 70104941-4959.

{647} « Statement of Mr. Darrell Huff », US Congressional Hearings on Cigarette Labeling and Advertising [Auditions parlementaires sur l'étiquetage et la publicité des cigarettes], 22 mars 1965, Bates 1004800682-0694.

{648} L'Ad Hoc Committee [Comité spécial] est un groupe de juristes issus du Comité de la politique juridique dont les missions comportent la tenue du Central File (« Cenfile »), « un fonds réunissant tous les documents disponibles sur la controverse tabac-santé » (Bates 80684691-4695). Le Comité spécial a aussi la responsabilité d'aider à repérer des témoins médicaux et de préparer leur témoignage. Edwin Jacob, de Jacob, Medinger & Finnegan, supervisait le fichier central avec le soutien financier de toutes les parties prenantes de la conspiration. En 1971, la responsabilité de la tenue du Central File Information Center fut transférée au CTR, qui gérait la « récupération des informations » et sa maintenance à travers un projet spécial du CTR, organisé dans le cadre de la nouvelle division Information Systems. Autrement dit, le CTR devint une ressource essentielle dans les efforts déployés par l'industrie pour se défendre contre des procédures judiciaires. Voir la décision de la juge Kessler, « Amended Final Opinion », texte cité, p. 165-168.

{649} « Congressional Preparation », 26 janv. 1968, Bates 955007434-7439 ; F. P. Haas, « Memorandum », 4 nov. 1965, Bates 502052217-2220. Dans son « Darrell Huff and Fifty Years of How to Lie with Statistics », où il tente d'expliquer comment l'ouvrage de Huff est devenu « le livre de statistiques le plus lu de l'histoire du monde » (*Statistical Science*, n° 20, 2005, p. 205-209), J. Michael Steele ignore le travail de Huff pour Big Tobacco. Une ébauche du mémoire négationniste de Huff de 1966 sur le lien entre cancer et tabac se trouve dans Bates 1005087621-7694.

{650} Pour les « trois statisticiens indépendants » : « Error Found in Cancer Study », *Tobacco International Communique*, juin-juillet 1981, Bates 506642052-2067 ; et pour le communiqué de presse : Bates 503947515-7519. Pour la couverture de presse : Institut du tabac, « The Hiramama Controversy : An Analysis of Media Activity », août 1981, Bates T110080830-0953.

{651} J. K. Wells, Brown & Williamson (à E. Pepples), 24 juillet 1981, Bates 521028146-

8147.

{652} Marvin A. Kastenbaum, « Epidemic by the Numbers », 15 avril 1975, Bates HK0119030-9046.

{653} William E. Wecker, déposition dans l'affaire « Texas vs American Tobacco », 26 sept. 1997, Bates WECKERW092697, p. 85-91.

{654} Donald B. Rubin, déposition dans l'affaire « Floride vs American Tobacco », 9 juillet 1997, Bates RUBIND070997, p. 26 ; également son témoignage dans l'affaire « USA vs Philip Morris », 24 mai 2005, Bates RUBIND052405 ; et son « The Ethics of Consulting for the Tobacco Industry », *Statistical Methods in Medical Research*, n° 11, 2002, p. 373-380. Pour Rubin, l'opportunité de ce témoignage lui est offerte par l'intermédiaire de Finis Welch, un économiste de l'université du Texas A & M à College Station.

{655} Lynn R. LaMotte, déposition dans l'affaire « Texas vs American Tobacco », 27 sept. 1997, Bates LAMOTTEL092797, p. 41-45.

{656} Wayne W. Juchatz (à Samuel B. Witt III), « Dr. DiMarco », 13 déc. 1982, Bates 505741150-1153.

{657} Pour une liste de plus d'une centaine de dépositions de ces experts – et rien que pour Philip Morris –, voir « Deposition Transcripts of Philip Morris Employees & Experts Taken in AG & Non-AG Cases through 4/29/99 », Bates 2077744017-4036. Nous avons le plus grand besoin d'une histoire critique de ces collaborations par domaines, notamment quant aux réseaux de connivence à travers lesquels s'entretiennent de tels contacts. On en trouvera une source digne de foi avec le volume de décembre 2006 de *Tobacco Control* intitulé *Research on Tobacco Litigation Testimony*, édité par Stella Bialous.

{658} Le témoignage de Bernard G. Greenberg du 25 nov. 1964 pour la défense dans l'affaire « Green vs American Tobacco » se trouve dans Bates GREENBERGB112564.

{659} Rodney W. Nichols (à Ernst Pepples), 6 mars 1980, Bates 521033811-3812, en copie à Joshua Lederberg *et al.*

{660} Pour l'« extrême gratitude » : Joshua Lederberg (à J. Paul Sticht), 17 août 1979, Bates 504874151. Pour les « lésions carcinogéniques » : Joshua Lederberg (à Ernest Pepples), 6 sept. 1984, Bates 521033548-3549.

{661} « Financial Support of Research Efforts of Rockefeller University », 11 sept. 1975, Bates 503135598.

{662} Naomi Oreskes et Erik M. Conway, « Challenging Knowledge : How Climate Science Became a Victim of the Cold War », in R. Proctor et L. Schiebinger (éd.), *Agnotology, op. cit.*, p. 55-89.

{663} En 1982, les projets soutenus par le comité de recherche médicale de Reynolds comprenaient des recherches sur la pression sanguine, à l'université Harvard, l'artériosclérose à l'université Washington, les maladies et nécroses du poumon à l'université de Californie-San Diego, le cancer à l'université du Colorado, l'immunologie au MCV, le diabète des adultes à l'université de Pennsylvanie et « les effets du régime et du stress » au sein de quatre institutions différentes, etc. ; voir Frederick Seitz, « R. J. Reynolds Research

Grants Program Update », 18 mai 1982, Bates 515449717-9733.

{664} Frederick Seitz, « R. J. Reynolds Research Grants Program Update », 2 mai 1983, Bates 515449734-9764 ; Mark Hertsgaard, « While Washington Slept », *Vanity Fair*, 5 avril 2006.

{665} Pour « sur l'effet de la privation d'accès » : Ernest Pepples (à Joshua Lederberg), 30 nov. 1981, Bates 521033609. Pour « absolument confidentielle » : Ernest Pepples (à Joshua Lederberg), 15 oct. 1981, Bates 501026848. Pour la visite à Manhattan : « Rockefeller University Faculty and Officers to Attend Meeting », 1^{er} avril 1988, Bates 506254882-4883.

{666} Institut du tabac, *Three Decades of Initiatives by a Responsible Cigarette Industry*, 29 nov. 1988, Bates TIFL0503147-3151 ; E. A. Horrigan, « An Open Debate », 14 fév. 1984, Bates TIMN0263822-3825.

{667} Pour « ne sont pas des ogres » : Donald K. Hoel, « Industry Research Committee Meeting », 6 nov. 1978, Bates 2023918174-8180. Pour Redford Williams, voir son *The Trusting Heart : Great News about Type A Behavior*, New York, Random House, 1989.

{668} Brandy Fisher, « Healing Weed », *Tobacco Reporter*, mai 2000, Bates 531290150-0172. Le travail de Cooke a été déterminant dans la création d'Endovasc, une compagnie cotée en Bourse qui a l'autorisation de commercialiser l'angiogenèse nicotinique. Cooke en fut l'un des investisseurs, tout comme Philip Morris. La compagnie finit par se réduire à une « penny stock », un titre spéculatif ne valant pas plus de quelques *cents* l'action, au milieu d'un scandale de manipulation du cours qui donna lieu à la création d'un néologisme : « *Endoscam* » [Endo-arnaque].

{669} « Associates for Research into the Science of Enjoyment », sept. 1993, Bates 2504092465-2482 ; « Scientists Meet in Brussels to Reflect on the Quality of Life » (communiqué de presse d'ARISE), 28 sept. 1993, Bates 2023128389-8390 ; David M. Warburton (éd.), *Addiction Controversies*, Londres, Routledge, 1990. Pour une liste des associés d'ARISE et de leurs objectifs, voir Bates 2024208105-8132 at 8115.

{670} « ARISE : Information Pack », Bates 520029233-9283 ; à comparer également avec Bates 2050163311. Pour les « grands prêtres du contrôle des plaisirs » : David M. Warburton, « The Functions of Pleasure », 28 sept. 1993, Bates 2023128393-8394.

{671} Petra Netter, « Pleasure and Health », 1993, Bates 2023128395-8396.

{672} Pour les « prétendus dangers » : Timothy Evans, « Bureaucracy against Life : The Politicisation of Personal Choice », 1993, Bates 2029104023-4024. Pour Luik sur l'addiction : John C. Luik, « "I Can't Help Myself" : Addiction as Ideology », *Human Psychopharmacology*, n° 11, 1996, p. 21-32 ; également John Lepere, CECCM (à M. Arnauts *et al.*), 28 juin 1993, Bates 300544162-4191, et l'entrée du site Sourcewatch sur Luik. Les associés d'ARISE visaient aussi à lutter contre les restrictions faites aux fumeurs. Philip Morris finançait l'Institut de psychologie de Jean-Pierre Dauwalder à Lausanne, pour produire des communications de « tierce partie » dans le domaine de « thèmes sociopolitiques » comme la « tolérance, la liberté, la recherche scientifique et la communication, l'État providence, l'ingénierie de la santé et du mode de vie, etc. » ; voir le

rapport de la compagnie pour la Suisse, en date du 12 oct. 1992, Bates 2501362190-2203. Le professeur Peter Atteslander, d'Augsbourg, fut aussi employé à cette fin ; voir Dietmar Jazbinsek, « Peter Atteslander : Forschen schadet Ihrer Gesundheit », *Die Weltwoche*, 2005, p. 47.

{673} Philip Morris, « Project Cosmic : Budget/Sending Status », fév. 1991, Bates 2023160927 ; Philip Morris, « Expense Elements Analysis », 19 fév. 1991, Bates 2023160930-0931.

{674} Pour « totalitarisme potentiel » : Peter L. Berger, « Boston University », 5 mars 1982, Bates TIMN0198603-8619 ; à comparer avec son interview dans « What Motivates Anti-Smokers ? », *Tobacco Observer*, avril 1980, Bates TIMN0121130-1141. Pour les « fanatiques isolés », voir son « ETS : Ideological Issue and Cultural Syndrome », in Robert D. Tollison (éd.), *Clearing the Air : Perspectives on Environmental Tobacco Smoke*, Lexington, Kentucky, D. C. Heath, 1988, p. 82-83, Bates 682719312-9320. Pour « élitiste » : « Excerpts from Observations by Peter L. Berger [...] after attending the Fourth World Conference on Smoking and Health in Stockholm in 1979, and the Fifth in Winnipeg », 1983, Bates TI04821555-1561. Pour « débordements totalitaires » : Peter L. Berger, discours du 5 mars 1982, Bates 03609609-9624. Pour « nouvel antisémitisme » : Peter L. Berger, « Gilgamesh on the Washington Shuttle », *Worldview*, nov. 1977, p. 43-45.

{675} Peter L. Berger, « Furtive Smokers – And What They Tell Us about America », *Commentary*, juin 1994, p. 21-26, Bates 2078320968-0979.

{676} En 2000, le PMERP a reçu 153 dossiers de candidatures et en a financé 66 ; pour une liste, voir « Philip Morris External Research Program Management Report », fév. 2002, Bates 2085522647-2721.

{677} <http://harvest.cals.ncsu.edu/index.cfm?showpage=293&awardid=139>.

{678} Richard C. Reich, « Philip Morris Support for Agricultural Programs in Four Major Flue-Cured Tobacco States », 27 mars 1987, Bates 506491092-1095.

{679} Stanley Schachter (à William Dunn), 26 déc. 1972, Bates 1003290508 ; S. Schachter (à W. Dunn), 20 sept. 1973, Bates 1003290504.

{680} « Board of Directors, Excerpt from Minutes, March 27, 1985, George Weissman – Endowment Gift », Bates 2073921336.

{681} Pour les noms de code des projets : « Potential Witnesses or Scientists Able to Help in Finding Witnesses », 1991 (création), Bates 2028395845-5851 ; également « Projects Description 1991 », non daté, Bates 2023856132. Pour la maladie d'Alzheimer : « Cajal » (Philip Morris), oct. 1990, janv. 1991, Bates 2023856208 ; et John P. Blass (à Ernest Pepples), 21 fév. 1984, Bates 521033562.

{682} Janine K. Cataldo, Judith J. Prochaska et Stanton A. Glantz, « Cigarette Smoking Is a Risk Factor for Alzheimer's Disease : An Analysis Controlling for Tobacco Industry Affiliation », *Journal of Alzheimer's Disease*, n° 19, 2010, p. 465-480.

{683} David Spurgeon, « Canadian Universities' Links to Tobacco Industry Shown », *BMJ*, n° 325, 2002, p. 734, évaluant une étude de Fernand Turcotte *et al.* ; Simon Chapman et Stan Shatenstein, « The Ethics of the Cash Register : Taking Tobacco Research Dollars »,

Tobacco Control, n° 10, 2001, p. 1-2 ; « Cancer Professor on the Move », *Times*, 17 mars 2001 ; J. Meikle, « Professor Quits over Tobacco Firm's £3.8m Gift to University », *The Guardian*, 18 mai 2001 ; R. Smith, « A Tainted University », *The Guardian*, 21 mai 2001.

{684} Helmut W. Gaisch, « The European Counterpart to “Operation Downunder” : The Role of S&T PME », 21 fév. 1988, Bates 2028343858-3860 ; Joaquin Barnoya et Stanton A. Glantz, « The Tobacco Industry's Worldwide ETS Consultants Project », *European Journal of Public Health*, n° 16, 2005, p. 69-77.

{685} Norbert Hirschhorn, « Shameful Science : Four Decades of the German Tobacco Industry's Hidden Research on Smoking and Health », *Tobacco Control*, n° 9, 2000, p. 242-247 ; T. Grüning, A. B. Gilmore et M. McKee, « Tobacco Industry Influence », art. cité. Pour une critique cinglante de la corruption de la recherche sur le « tabagisme passif » par l'industrie allemande, voir Ferdinand Schmidt, « Symposium war ein Skandal », *Die Neue Ärztliche*, 14 mai 1987, Bates T110010556-0559. Pour l'Institut allemand de recherche en cardiologie : <http://member.globalink.org/nimi/26673>.

Chapitre 18

{686} Marc Edell, « Cigarette Litigation : The Second Wave », *Tort and Insurance Law*, n° 22, 1986, p. 90-103.

{687} On trouvera une excellente histoire de la mécanisation dans le texte de Walford, en 1979, « Development of Cigarette Technology », Bates 1000774235-4236. Pour les histoires des marques, voir « Salem », 1994, Bates 513912600-2610 ; et pour American Tobacco, « Lucky Strike », 1916, Bates 544010006-0032. Pour le CTR, voir W. T. Hoyt, « Excerpt from History of the Council for Tobacco Research – USA, Inc. », 1984, Bates 92743050-3070. Pour les filtres, voir « Hi-Fi History » (Brown & Williamson), non daté, Bates 464518657-8673. Une excellente histoire des menthols nous est proposée par Jack R. Reid (Lorillard), « A History of Mentholated Cigarettes : “This Spud's for You” », *47th Tobacco Chemists Research Conference*, 23 oct. 1993, Bates 2057764407-4420. Un superbe bilan de l'histoire de la chimie du tabac nous est fourni par Vello Norman (Lorillard) dans « Changes in Smoke Chemistry of Modern Day Cigarettes », 1976, Bates 503853939-3975. Une histoire brève (et trompeuse) de l'idée que le tabagisme tue 300 000 personnes par an aux États-Unis se trouve dans le document de l'Institut du tabac : « Two Days in May », mai 1978, Bates PA/000776. Pour une bibliographie de l'historiographie de l'Institut du tabac, voir « Tobacco History Bibliography », avril 1976, Bates 502111718-1722. Pour l'histoire du CORESTA, organisation internationale créée par le monopole français des tabacs (la SEITA), voir « 25 Years of International Cooperation in the Service of Scientific and Technical Research in Connection with Tobacco (1956-1982) », 1982, Bates 510648213-8235. Pour l'histoire des procédures judiciaires, voir Jones, Day, Reavis & Pogue, « RJR Research and Development Activities : Fact Team Memorandum », 31 déc. 1985, Bates 515871651-1912 ; également « The Tobacco Institute : A Brief History », 7 fév. 1997, Bates TINY0001751-1755. Pour l'histoire de la science médicale, voir un bilan anonyme de 300 pages pour Philip Morris : « The Incidence and Etiology of Bronchiogenic

Carcinoma – A Review of Literature », 1953, Bates 2025017820-7880, 2025017881-7923 et 2025017924-8049. Pour des évaluations par marques, voir, chez American Tobacco, « Pall Mall Advertising 1919-1950, Pall Mall Brand Review 1975-1983 », non daté, Bates 970227411-7465 ; également « RJR-History-Winston », 26 oct. 2000, Bates 522901708-1731. Pour les chronologies, voir A. L. Fritschler, « Chronology of Important Events in the Cigarette Labeling Controversy », 1972, Bates TIMN0082916-2928 ; également la « Partial Chronology of Tobacco-Related Political, Scientific, and Media Events between 1962 and 1968 » préparée par Brown & Williamson, non daté, Bates 1007.01. À l'occasion, des historiens ont diverti l'industrie en prononçant des discours lors de colloques ; le 25 avril 1979, Spencer Weart présenta un « Evening Seminar » au siège de Philip Morris, sous l'intitulé joliment ironique de « Prostituted Physics » [La physique prostituée] ; voir P. A. Eichorn, « Evening Seminars », 19 oct. 1978, Bates 100076148.

[688] Lawrence M. Hughes, « R. J. Reynolds and Its First 50 Years with “Old Joe” Camel », *Sales Management*, 1^{er} nov. 1963, Bates 500627570-7577 ; Silvette, Larson et Haag, « Medical Uses of Tobacco, Past and Present », *Virginia Medical Monthly*, n^o 85, 1958, p. 472-484.

[689] Jerome E. Brooks, *Tobacco : Its History Illustrated by the Books, Manuscripts and Engravings in the Library of George Arents, Jr.*, 5 vol., 1937-1952, réimpression Mansfield Centre, Maurizio Martino & Crown et Spellman, 1999. Le premier de ces volumes coûtait 75 dollars en 1938 – une somme énorme pour l'époque [1 240 dollars 2013 (N.d.T.)].

[690] T. K. Cahill (à George Schramek), 21 mai 1975, Bates 502101534-1535.

[691] William Kloepfer (à J. C. B. Ehringhaus), 28 déc. 1977, Bates TI07711315. F. Robicsek, chirurgien cardio-pulmonaire au Sanger Institute de Charlotte, en Caroline du Nord, présente le tabac comme « une nécessité universelle sans laquelle l'homme répugne désormais à vivre » (*Smoking Gods, op. cit.*, p. 202). Des prête-noms de l'industrie ont souvent publié des histoires du tabac ; voir, par exemple, Sean Gabb et son *Smoking and Its Enemies : A Short History of 500 Years of the Use and Prohibition of Tobacco*, publié au début des années 1990 par la Freedom Organisation for the Right to Enjoy Smoking Tobacco (FOREST) [Organisation de la liberté pour le droit au plaisir de fumer], basée à Londres.

[692] Brady (à Little), « TIRC Program ». Pour CBS Television : « Discussion with Dr. John F. W. King and Dr. Milton B. Rosenblatt », 5 avril 1962, Bates 01141415. Pour l'« ineptie monumentale » : « Statement of Dr. Milton B. Rosenblatt before the Parliamentary Committee on Health, Welfare and Social Affairs », 22 mai 1969, Bates 696000551-0568 ; et pour la vidéo : Bates TI06600187.

[693] « Statement of Robert Casad Hockett », 9 mai 1983, Bates 680574120-4415, p. 329. Les archives contiennent un manuscrit non publié de Rosenblatt (préparé pour Philip Morris), dressant la chronique de l'identification de maladies pulmonaires comme l'emphysème et le cancer ; voir « Cancer of the Lung : Collected Reprints », non daté, Bates 1005102574-2607.

{694} Parmi les livres de Joseph Robert : *The Tobacco Kingdom : Plantation, Market and Factory in Virginia and North Carolina*, Durham, Duke University Press, 1938, et *The Story of Tobacco in America*, New York, Knopf, 1949 ; pour l'un de ses discours, voir « General Program : 22nd Tobacco Chemists' Research Conference », 18 oct. 1968, Bates 500980060-0090. Les deux principaux livres de Nannie M. Tilley sont *The Bright-Tobacco Industry*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1948 et *Reynolds Tobacco Company* (1985). Pour l'« histoire autorisée non publiée » de Jerome E. Brooks, voir son livre, « The Philip Morris Century », vers 1978, Bates 96746624-6648. Pour l'« History Project », voir Mair Davies et Augustus Muir, « Report on B.A.T. History Project, Folio Two », 1972, Bates 406110072-0185.

{695} « The News », *Brandstand : Viewing the World of Cigarette Collecting*, juin-juillet 1980, p. 3.

{696} H. Cox, *The Global Cigarette*, *op. cit.*

{697} B. W. E. Alford, *W. D. & H. O. Wills and the Development of the U.K. Tobacco Industry, 1786-1965*, Londres, Methuen, 1973 ; Brian M. Du Toit, *Ecusta and the Legacy of Harry H. Straus*, Baltimore, PublishAmerica, 2007 ; W. Twiston Davies, *Fifty Years of Progress : An Account of the African Organisation of the Imperial Tobacco Company, 1907-1957*, Bristol, Imperial Tobacco Co., 1958 ; Sue V. Dickinson, *The First Sixty Years : A History of the Imperial Tobacco Company*, Bristol, Imperial Tobacco Co., 1965. À part celle de Tilley, il y a d'autres histoires officielles : *l'Americans and Tobacco* de Heimann (*op. cit.*) ; l'ouvrage anonyme sur Brown & Williamson Tobacco Corp., *The First Hundred Years, 1893-1993*, Louisville, Kentucky, Brown & Williamson Tobacco Corp., 1993 ; Mark W. Rien et Gustaf N. Dorén, *Das neue Tabago Buch*, Hambourg, Reemtsma, 1985 ; et celle de Laurie Dennett, « BAT Industries : An Historical Note », BAT, 1987, Bates 202032484-2513. Une histoire de l'US Tobacco Co. peut se trouver dans *l'US Tobacco Review*, n° 2 (premier trimestre 1986), Bates TIWA0004068-4093 ; à comparer aussi avec Jack Jones, *Cigarettes – Liverpool 5 – The Story of the Liverpool Branch of British American Tobacco Company Ltd* (BAT, circa 1972). Il existe de nombreuses histoires du tabac joliment illustrées en japonais, pour la plupart publiées par Japan Tobacco International.

{698} Pour « un vaste réseau » : « Chronology and Development of Project Cosmic », 1988, Bates 2023919844-9846 ; pour « articles propres à » : David Harley (à Kenneth S. Houghton), 1^{er} déc. 1987, Bates 2001260154-0158 ; pour le cinq centième anniversaire de Christophe Colomb : Harley, « Project Report », août 1990, Bates 2022884760 ; pour l'article : David Harley, « The Beginnings of the Tobacco Controversy : Puritanism, James I, and the Royal Physicians », *Bulletin of the History of Medicine*, n° 67, 1993, p. 28-50 ; pour « grassement payé » : Philip Morris, « R & D Outside Contractor Expenditures from 1984 through 1997 », 12 août 1997, Bates 2063665351-5372. John E. Sauer, collègue de Burnham à l'université d'État d'Ohio, fut payé 10 312 dollars sur des fonds Cosmic pour explorer « pourquoi les gens fument ».

{699} Pour les 300 000 dollars de Musto : « Project Cosmic : Proposals, Contracts and Progress Reports », 20 nov. 1990, Bates 2023160937-0941. Pour Burnham sur la réponse

de l'industrie « opportune, appropriée » : « Cipollone vs Liggett Group, Inc. », 20 mars 1987, Bates 92497061-7064.

{700} « Musto, Yale University », 20 nov. 1990, Bates 2022884770 ; Gina Kolata, « Temperance : An Old Cycle Repeats Itself », *New York Times*, 1^{er} janv. 1991 ; également Sam Nelson (à Jack Nelson), 13 juillet 1992, Bates 2023919842-9843.

{701} Leon E. Rosenberg (à Daniel M. Ennis), 9 sept. 1988, Bates 2022884774.

{702} Jon Wiener, « Big Tobacco and the Historians », *The Nation*, 15 mars 2010.

{703} Colin Talley, Howard I. Kushner et Claire E. Sterk, « Lung Cancer, Chronic Disease Epidemiology, and Medicine, 1948-1964 », *Journal of the History of Medicine*, n° 59, 2004, p. 329-374. Allan Brandt a lu le manuscrit de Talley *et alii* avant publication et il a été choqué de les voir conclure que la « controverse » tabac-santé antérieure à 1964 était « raisonnable et peut-être nécessaire aux progrès de la science de l'épidémiologie des affections chroniques ». Craignant que les auteurs n'aient touché de l'argent du tabac, Brandt a demandé au rédacteur en chef d'exiger une communication officielle, qui amena les auteurs à révéler que Talley et Kushner étaient tous deux consultants pour Johnson, Tyler & Purvis, un cabinet juridique de Washington spécialisé dans le « recrutement et la formation de témoins experts pour la défense dans les procédures de l'industrie du tabac » (*ibid.* ; communication personnelle).

{704} Annamaria Baba *et al.*, notamment Lisa Bero, « Legislating “Sound Science” : The Role of the Tobacco Industry », *American Journal of Public Health*, n° 95, 2005, p. 20-27 ; Wallace Ravven, « Unprecedented Industry-backed Laws Limit Public Safety, Study Shows », *Medical News Today*, 22 juillet 2005, évaluation de l'étude de Baba *et al.* Pour « outils faits pour démolir » (citation de Rena Steinzor) : Rick Weiss, « “Data Quality” Law Is Nemesis of Regulation », *Washington Post*, 16 août 2004.

{705} J. Michael Jordan (conseil externe pour Reynolds, cabinet Womble, Carlyle, Sandridge & Rice) à S & H Attorneys, 29 avril 1988, Bates 2583.

{706} A. M. Brandt, *Cigarette Century, op. cit.*, p. 319-399.

{707} King & Spalding (à Brown & Williamson), « Special Trial Issues Committee (STIC) », 7 avril 1992, Bates 689103258-3437. Le STIC dresse un « inventaire de témoins » très élaboré, où les chercheurs sont rattachés à des « avocats responsables » ; voir Bates 682718560-8599.

{708} Allen R. Purvis (à Donald F. Miles), « California Awareness Sources – “The Grapevine” », 29 juillet 1986, Bates 2025033473. Purvis décrit ici PHR Associates comme « un groupe de consultance composé d'historiens ».

{709} « Manual for Historic Awareness Coding Project », 26 avril 1986, Bates 515873086-3207 ; à comparer à Bates 682718560-8599. En 1986, les avocats de l'industrie du tabac décrivent la « clef de voûte » de leur défense : fournir une « série infiniment détaillée de précisions factuelles sur la personnalité du plaignant » pour contrer la notion abstraite chez les juges et les jurys que les fumeurs ont été « conduits à leur perte » par la publicité et les relations publiques de l'industrie » ; voir en 1986 « Training Materials for Counsel in Smoking & Health Litigation », Bates 282012884-3316.

{710} L. Kyriakoudes, « Historians' Testimony », art. cité, p. 107.

{711} Voir mon « Everyone Knew But No One Had Proof », art. cité ; également Bates 2048242640 pour « tout le monde savait, personne ne sait ».

{712} John Burnham, « Medical Historians and the Tobacco Industry », *Lancet*, n° 364, 2004, p. 838 ; également ma réponse sur cette même page. Les historiens travaillant pour l'industrie ont souvent reçu instruction de ne pas parler de leur travail ; voir le « Manual for Historic Awareness Coding Project », 26 avril 1986, Bates 515873086-3207.

{713} Cassandra Tate a été invitée à travailler pour Reynolds, dans les années 1990, mais elle a refusé, ne voulant pas compromettre son intégrité. Beaucoup d'autres historiens – des dizaines, sans doute – ont décliné de telles propositions.

{714} www.yale.edu/history/faculty/musto.html ; consulté le 31 juillet 2013.

{715} Voir encore mon « Everyone Knew But No One Had Proof », art. cité.

{716} L'American Thoracic Society [Société américaine du thorax] applique pareille politique depuis 1995 pour son *American Journal of Respiratory and Critical Care Medicine* [Revue américaine de médecine respiratoire et de soins vitaux], de l'*American Journal of Respiratory Cell and Molecular Biology* [Revue américaine de biologie cellulaire et moléculaire]. En conséquence, des politiques similaires ont été instaurées pour le *Journal of Health Psychology* [Revue de psychologie de la santé], le *British Journal of Cancer* [Revue britannique de cancérologie] et un grand nombre d'autres publications universitaires. En février 2010, *PLOS Medicine* – qui fait partie de la Public Library of Science [Bibliothèque publique de science], en accès libre – annonce qu'elle ne publiera plus d'articles financés par l'industrie du tabac.

{717} Voir, par exemple, la déposition de Paul Robert Dommel pour *Mississippi Tobacco Litigation*, 14 mars 1997, Bates dommelp031497. Dommel, un politologue, avait été engagé pour enquêter et effectuer une déposition sous serment sur l'histoire des réglementations du tabac.

{718} Déposition de Kenneth Ludmerer dans l'affaire « Harvey vs Lummus », 13 mai 2002, p. 146-148. Pour « contribuait à effacer » : déposition de Kenneth Ludmerer dans l'affaire « USA vs Philip Morris », 8 août 2002, Bates LudmererK080802.

{719} Déposition de Kenneth Ludmerer dans l'affaire « Cipollone vs Liggett », 25-26 mars 1991, Bates LudmererK032591 et 032691. Pour « fixer des limites » : témoignage judiciaire de Kenneth Ludmerer dans l'affaire « Anderson vs American Tobacco », 12 juin 2000, Bates LudmererK061200. Pour « en dehors de mon domaine » : déposition de Kenneth Ludmerer dans l'affaire « USA vs Philip Morris », 8 août 2002, Bates LudmererK080802.

{720} Janet L. Johnson à la sous-commission de l'État de la science, « Witness Development », 26 juillet 1988, Bates 2048245281-5297.

{721} *Ibid.*, p. 2-3.

{722} *Ibid.*, p. 7.

{723} *Ibid.*

{724} Les rapports d'experts soumis par les avocats de la défense contiennent parfois des passages quasi identiques, laissant percevoir l'intervention des juristes dans leur ébauche.

L'explication alternative fournie par Michael E. Parrish, témoin souvent produit par la défense, c'est que « les bons historiens pensent pareil ». Voir Theodore A. Wilson, « Affidavit », 19 avril 1997, Bates WILSONT041997ER ; Michael Parrish, « Affidavit », 5 déc. 1996, Bates PARRISHM120596ER, p. 2-3 ; et la déposition de Parrish dans l'affaire « Barnes vs American », 30 sept. 1997, Bates 519731625-2175, p. 40. Parrish revint plus tard sur son explication de ces similitudes, en déclarant que Wilson avait « évidemment plagié son rapport » ; voir son contre-interrogatoire par David Golub dans l'affaire « Izzarelli vs Reynolds », 11 mai 2010, p. 1894-1898.

{725} « Daily Clip Report », Bates 20000717.

{726} On peut aussi se demander quel impact sur la santé publique peuvent avoir les verdicts rendus contre le secteur. Les Américains fument environ 340 milliards de cigarettes par an, pour lesquelles ils déboursent environ 80 milliards de dollars. Un verdict de 1 million de dollars de dommages et intérêts au détriment de Big Tobacco, s'il est répercuté sur le consommateur sous forme d'une hausse des prix, signifierait une hausse du total payé pour les cigarettes (aux États-Unis) de 80 à 80,001 milliards – soit 1 pour 80 000. Un verdict de 1 million de dollars entraînerait une baisse de consommation de $(340 \text{ milliards de cig.} \times 0,4) / 80\,000 =$ environ 2 millions de cigarettes. Une personne meurt par million de cigarettes fumées – ce qui signifie qu'un verdict de 1 million de dollars évitera à deux personnes de mourir du tabagisme. De modestes hausses de taxation sont bien plus efficaces : une taxe suffisante pour imposer une hausse du prix des cigarettes de 10 % entraînerait une réduction du nombre des cigarettes fumées de 4 %, soit $0,04 \times 340 \text{ milliards} = 14 \text{ milliards}$ de cigarettes par an. Une taxe de cette ampleur (aussi modeste) sauverait 14 000 vies par an.

{727} « The Cigarette Consumer » (Philip Morris), 20 mars 1984, Bates 2500002189-2207.

{728} Le cas des États-Unis est spectaculaire, mais des historiens du monde entier ont travaillé pour l'industrie. En Australie, en 1994, Geoffrey Hawker, de l'université Macquarie, a rédigé un rapport pour l'Institut du tabac d'Australie, où il soutient que l'addiction et d'autres préjudices de santé résultant du tabagisme relèvent depuis longtemps du « sens commun » ; voir Geoffrey Hawker, « An Historical Analysis of the Tobacco Growing and Manufacturing Industries », mai 1994, Bates 2504203370-3397. En Finlande, le professeur Pertti Haapala a témoigné pour la défense dans un procès lié à la cigarette, en suivant ce même scénario du « sens commun ». Voir Heikki T. Hiilamo, « The Impact of Strategic Funding by the Tobacco Industry of Medical Expert Witnesses Appearing for the Defence in the Aho Finnish Product Liability Case », *Addiction*, n° 102, 2007, p. 979-988. Des historiens canadiens se sont joints à cette cohorte : Jacques Lacoursière de Québec, David H. Flaherty de l'université de l'Ontario occidental, et Robert John Perrins de l'université Acadia de Nouvelle-Écosse ont tous œuvré pour la défense dans des procédures contre le tabac : par exemple, « Létourneau vs Imperial Tobacco » et « Conseil québécois sur le tabac et la santé vs JTI-Macdonald ». Judith Fyfe, historienne néo-zélandaise, a été payée à hauteur de plus de 20 000 heures de travail pour sa défense dans l'affaire « Janice Pou vs British American Tobacco », convainquant la cour que les risques du tabagisme pour

la santé étaient déjà de « notoriété publique » en 1968, lorsque la plaignante s'est mise à fumer. Voir Kate Tokeley, « Case Note : “Pou vs British American Tobacco (NZ) Ltd” – A Comprehensive Win for the New Zealand Tobacco Industry », *Waikato Law Review*, n° 14, 2006, p. 136-144.

Quatrième partie

{729} Chip Jones, « Philip Morris Finds Culprit », *Richmond Times-Dispatch*, 21 juin 1995, Bates 2054406322-6223.

{730} Caitlin Francke, « \$2 million Award in Smoking Lawsuit », *Baltimore Sun*, 30 avril 1999.

{731} David Tijernina a attaqué en justice Philip Morris *et al.* (notamment Hoechst Celanese) au motif que les fibres d'acétate de cellulose se logeaient dans les tissus de l'organisme des fumeurs ; voir J. L. Pauly *et al.*, « Cigarettes with Defective Filters Marketed for 40 Years : What Philip Morris Never Told Smokers », *Tobacco Control*, n° 11, 2002, p. 51-61. D. G. Felton et J. A. Sykes, « A Study of the Sand and Iron Balance during Cigarette Manufacture », 13 mars 1958, Bates 654035770-5800.

{732} Illeg (à QA Team, service FAQ), 21 fév. 1998, Bates 524268171-8172.

{733} John S. McBride (à Reynolds), 21 juin 1998, Bates 524268198-8200.

{734} Patricia West (à Reynolds), 24 juillet 1998, Bates 524268218-8219.

{735} Pour « insecticide » : Ray Campbell (à Reynolds), 20 juin 1998, Bates 524268185-8186 ; pour « migraine » : Debbie Phillips (à Reynolds), 30 juin 1998, Bates 524268189-8190 ; « vers » : Lori Murch (à Forsyth Tobacco Products), 18 juillet 1998, Bates 524268226-8227 ; fumer en conduisant : Donald E. Crawford à (Quality Assurance), 28 juillet 1998, Bates 524268246-8248 ; « bout de bois dans ma cigarette » : Tina Rendeiro (à Camel), 19 juillet 1998, Bates 524268235-8238 ; « Perte d'éléments incandescents » : « Case Comments », 26 janv. 1996, Bates 519102721-2760.

{736} « Domestic & T.I. Complaints, March 1995 » (Reynolds), Bates 513052274-2316.

{737} Ginger Coe (à Marshall Hughes), 2 déc. 1999, Bates 522749727-9728.

{738} P. H. Leake (à C. C. Kern), « Consumer Complaints by Type for Filter Cigarettes », 24 fév. 1984, Bates 965044915-4917 ; A. F. Press (à P. H. Leake), « Wormy Complaints », 14 fév. 1989, Bates 967015635-5636.

Chapitre 19

{739} En 1972, des chercheurs de Brown & Williamson détectèrent certains « composants volatils dans les solvants utilisés pour sceller la cellophane » qui se transféraient aux cigarettes ; voir T. D. Bakker, « Woodrose Final Report : Viceroy 84 Cellophane Solvent Test », 20 sept. 1972, Bates 670610337-0340.

{740} Notons une exception de taille avec Clive Bates, Martin Jarvis et Gregory Connolly, « Tobacco Additives : Cigarette Engineering and Nicotine Addiction », 14 juillet 1999, <http://old.ash.org.uk/html/regulation/html/additives.html> (accessible après inscription).

{741} Pour une liste d'additifs préparée en vue des procédures, voir Brown & Williamson,

« Pesticides and Potentially Hazardous Additives », avril 1996, Bates 1327.01. Pour le « plus puissant » : Peter Waltz (à Helmut Wakeham), 25 sept. 1963, Bates 1000825946-5951.

[742] F. Roth, « Chronic Arsenicism and Cancers among Vineyard Workers in the Moselle Valley », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 61, 1956, p. 287-319.

[743] Henry Ford, *The Case against the Little White Slaver*, H. Ford, Détroit, 1916, p. 18-19. Pour Lorillard : « Arsenic in Plain Havana Blossom », 7 mai 1932, Bates 04358853-8858. R. E. Remington fut l'un des premiers à attirer l'attention sur la présence d'arsenic dans le tabac (jusqu'à 30 ppm dans le tabac pour pipe et le tabac à mâcher) ; voir son « A Hitherto Unsuspected Source of Arsenic in Human Environment », *Journal of the American Chemical Society*, n° 49, 1927, p. 1410-1415 ; à comparer avec C. R. Gross et O. A. Nelson, « Arsenic in Tobacco Smoke », *American Journal of Public Health*, n° 24, 1934, p. 36-42.

[744] « Lead and Arsenic Poisoning from Tobacco », *Consumers Research Bulletin*, fév. 1936, p. 4-5, Bates 80690949-0951 ; « Lead Foil Use Banned on Cigarette Packs », 7 avril 1942, Bates 950229584.

[745] J. H. Weber, « Arsenic in Cigarettes », 9 oct. 1956, Bates HK0551017-1020. William E. Smith, de l'université de New York, adhérait à cette idée sur l'arsenic ; il en parla avec le président d'American Tobacco, Paul Hahn, au printemps 1950, et Hanmer communiqua à Smith certaines de ses données, relevant 0,19 mg d'arsenic pour 100 cigarettes dans la fumée principale. Hanmer justifia la chose en relevant que la Federal Security Agency, en 1940, avait augmenté ses doses autorisées d'arsenic dans les aliments à 1,625 mg/livre (0,731 mg/kg). En prenant 0,19 mg/100 cigarettes, il faut fumer 850 cigarettes pour inhaler la quantité d'arsenic équivalant à celle autorisée dans un kilo d'aliments. Hanmer présenta cette singulière justification dans une lettre à Smith du 2 juin 1950, Bates MNAT00587093-7094.

[746] Pour un panorama du point de vue des hommes du tabac, voir Davis et Nielsen, *Tobacco*, p. 183-264 ; à comparer aussi avec Patricia A. McDaniel, Gina Solomon et Ruth E. Malone, « The Tobacco Industry and Pesticide Regulations », *Environmental Health Perspectives*, n° 113, 2005, p. 1659-1665.

[747] Davis et Nielsen, *Tobacco*, *op. cit.*, p. 241.

[748] Philip Morris Europe, « Quarterly Report », oct.-déc. 1987, Bates 2021606791-7000, p. 39.

[749] S. R. Evelyn (BAT), « The Transfer and Pyrolysis of Maleic Hydrazide », 10 déc. 1965, Bates 105417095-7131.

[750] US General Accounting Office, *Pesticides on Tobacco : Federal Activities to Assess Risks and Monitor Residues*, US GAO, Washington, 2003 ; Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Plon, Paris, 1963.

[751] Voir « Kabat Tobacco Protector : International Status Report », 26 avril 1991, Bates 2024113486-3488.

[752] George Lindahl (à Bob McCuen), 8 avril 1992, Bates 2024113495-3497, où il est proposé que les compagnies de tabac « fassent pression sur Bruxelles pour exclure le tabac

des obligations des LMR (limites maximales de résidus). »

{753} Le « Glossary of Code Names and Trade Names » de BAT, datant de 1955, dresse aussi la liste des fournisseurs et des prix, et est consultable dans Bates 104508972-9067 ; les recettes de 1944 se trouvent dans Bates 102640297-0494 ; et d'autres traductions de ces appellations codées sont accessibles dans Bates 100666548-6640 et 104682812-3252. Bates 100645335-5357 donne la première date connue de l'utilisation de nombreux ingrédients par BAT.

{754} Pour l'amertume : « Chemical and Sensory Aspects of Tobacco Flavor », Bates 523400800-0850, p. 170-171. Pour le fécal : Bates 507054616-4620 et 2505475760.

{755} D. M. Frank et T. F. Riehl, « Cigarettes with Recognizable Flavors : A Review », 10 mai 1972, Bates 621618728-8737.

{756} M. D. Rosenberg (à T. S. Osdene), 27 juillet 1978, Bates 1000761824.

{757} « Flavoring Roundup : A Pinch of This, a Touch of That », *Tobacco Reporter*, sept. 1979, Bates TIMN0221652-1656.

{758} K. N. Walker (Brown & Williamson), « Analysis of the Top Flavorings on Kent Deluxe 100's », 26 juillet 1990, Bates 583209556-9560.

{759} « Additive Code Analogues », non daté, Bates 1326.01.

{760} Brown & Williamson, « Pesticides and Potentially Hazardous Additives ».

{761} Marvin K. Cook (MacAndrews & Forbes), « The Use of Licorice and Other Flavoring Material in Tobacco », 10 avril 1975, Bates 4480111-0124.

{762} Covington & Burling « Sorted by Ingredient », 24 fév. 1992, Bates 566602856-2891.

{763} Pour Reynolds : E. H. Harwood, « Tonka Beans – Coumarin », 13 oct. 1930, Bates 502322068. Pour les marais de Géorgie : Jim Mintz, « Low Tar, High Risk », *Mother Jones*, fév.-mars 1983, p. 54-56, Bates 4429831-9833 ; également Ken Cummins, « Additive Adds Mystery to Risk of Smoking », Jacksonville, Floride, *Times Union*, 12 janv. 1983, Bates 4436328-6334 ; et Bates 4644242-4269. Pour les Now et les Carlton : Alan F. Rodgman (à Sam B. Witt), « Coumarin », 29 sept. 1981, Bates 500540923-0926.

{764} Pour la recherche préemptive : George Cooper (à Hugo Cunliffe-Owen), 29 avril 1935, Bates 680144480. Pour Yale : Batten, Barton, Durstine et Osborn (pour Brown & Williamson), « Notes from the Haggard-Henderson Report », 23 mai 1935, Bates 680144479. Pour « mieux faire passer le poison » : Phillip Gardiner et Pamela I. Clark, « Menthol Cigarettes : Moving toward a Broader Definition of Harm », *Nicotine and Tobacco Research*, n° 12, 2010, p. 85-S93.

{765} Pour « légère cancérigénicité » et « allégation » : BAT, « Additives Guidance Panel », 25 janv. 1967, Bates 500012793-2796.

{766} Pour « bons produits d'appel » : D. V. Cantrell (à I. D. Macdonald), 17 fév. 1987, Bates 621079918-9921.

{767} Pour Robinson : Stephanie Saul, « Black Group Turns Away from Bill on Smoking », *New York Times*, 30 mai 2008.

{768} Brown & Williamson, « Justification and Framework of an R & D Program », 14 mai 1985, Bates 512001187-1197.

{769} John A. Brown de Thiele-Engdahl, le 13 fév. 1987, écrit à Mike Collins d'Ecusta : « Nos fournisseurs certifient que tous les talcs utilisés dans nos produits sont exempts de quantités décelables d'amiante ou d'autres minéraux fibreux amiantiformes » (Bates 506522602, extrait des dossiers de Reynolds).

{770} G. A. Reid, « BTC Status Review Notes », 28 juillet 1993, Bates 400448808-8826.

{771} Jerry E. Bishop, « Safer Smokes ? Researchers Step up Broad Drive to Develop Less Harmful Cigaretts : Cabbage Cigaretts Still Smell », *Wall Street Journal*, 9 mars 1964, Bates 500507093, dans un article sur le travail de Fred G. Bock et ses collègues.

{772} Pour les cigares de cacao : D. A. Cuenot, « Les succédanés du tabac », *Journal d'agriculture tropicale*, n° 14, 1967, p. 191-252, traduit en anglais sous l'intitulé « The Substitutes for Tobacco », Bates 502525374-5447. Pour le Cytrel : P. N. Gauvin à F. E. Resnik, « Status of Project Abstract », 16 août 1971, Bates 1000719190 ; également, de Philip Morris, le « Reference Book on Nontobacco Smoking Materials », 21 mars 1975, Bates 1003057028-7061. Pour une liste de dizaines de substituts au tabac, organiques et inorganiques, ainsi qu'une chronologie du tabac reconstitué, voir M. A. Manzelli (à P. A. Eichorn), « Identification of Reconstituted Tobacco », 9 mars 1971, Bates 1000017833-7847.

{773} P. R. Taylor, *Smoke Ring*, *op. cit.*, p. 95-96.

{774} Sydney J. Green, « C.A.C. II - Salamander : S & H Item1. Developments in Scientific Field 1976/77 », 18 avril 1977, Bates 110069825-9829 ; à comparer avec W. King, R. Borland et M. Christie, « Way-out Developments at BATCO », *Tobacco Control*, n° 12, 2003, p. 107-108.

{775} Pour le YOMARON : BAT, « This seems to « clear » Yomaron », 1960, Bates 100197794. Pour « additifs plus acceptables » : BAT, « Additives Guidance Panel », 25 janv. 1967, Bates 500012793-2796.

{776} BAT, « Additives Guidance Panel », 25 janv. 1967, Bates 500012793-2796, p. 3.

{777} « We used only additives that were approved by the FDA as food additives », Murray Senkus, déposition pour l'affaire « Richardson vs Philip Morris », 12-13 oct. 1998, Bates 5191999093-9773.

Chapitre 20

{778} La meilleure synthèse sur la radioactivité dans la fumée de cigarette est celle de Brianna Rego, « The Polonium Brief : A Hidden History of Cancer, Radiation, and the Tobacco Industry », *Isis*, n° 101, 2009, p. 453-484.

{779} D. K. Mulvany, « Lung Cancer and Smoking », *Lancet*, n° 2, 1953, p. 205-206 ; également son « Radioactivity of Tobacco and Lung Cancer », *Lancet*, n° 1, 1954, p. 980 ; Richard Doll, « Etiology of Lung Cancer », in J. P. Greenstein et A. Haddow (éd.), *Advances in Cancer Research*, vol. 3, New York, Academic, 1955, p. 26. La lettre de V. C. Runeckles est parue dans *Nature*, n° 191, 1961, p. 322 ; à comparer avec son rapport plus détaillé pour Imperial Tobacco : « Natural Radioactivity in Tobacco and Tobacco Smoke », 21 nov. 1960, Bates 402402263-2277 ; également F. W. Spiers et R. D. Passey,

« Radioactivity of Tobacco and Lung Cancer », *Lancet*, n° 2, 1953, p. 1259-1260. Pour « propriétés physiques » : Tobacco Manufacturers' Standing Committee, « Library Classification and Subject Index », déc. 1959, Bates 105386404-6480, p. 27. Pour les pierres à briquet : Robert B. Rice (à Reynolds), 11 janv. 1959, Bates 502393229-3230 ; W. T. Hoyt (à Robert B. Rice), 16 janv. 1959, Bates 502393226.

{780} Edward P. Radford et Vilma R. Hunt, « Polonium 210 : A Volatile Radioelement in Cigarettes », *Science*, n° 143, 1964, p. 247-249.

{781} « Polonium Threat a “Scare Tactic”, According to Tobacco Industry », *Tucson Star*, 22 août 1982 ; à rapprocher de « Cancer Link Is Probed in “radioactive” Smoke », *Herald*, Lexington, Kentucky, 11 avril 1975. Les fabricants réunissent des bibliographies sur le polonium 210 ; voir le « Personal Copy of Dr. Alan Rodgman », de 976 pages, vers 1974, Bates 510992591-3561 à 3335.

{782} Voir, par exemple, Freddy Homburger (à H. B. Parmele, pour Lorillard), 6 avril 1964, Bates 80004655-4656 ; Rego, « Polonium Brief », p. 459-460.

{783} T. C. Tso, Naomi Harley et L. T. Alexander, « Source of Lead-210 and Polonium-210 in Tobacco », *Science*, n° 153, 1966, p. 880-882 ; T. C. Tso, N. A. Hallden et L. T. Alexander, « Radium-226 and Polonium-210 in Leaf Tobacco and Tobacco Soil », *Science*, n° 146, 1964, p. 1043-1045 ; L. P. Gregory, « Polonium-210 in Leaf Tobacco from Four Countries », *Science*, n° 150, 1965, p. 74-76.

{784} J. Marmorstein, « Lung Cancer : Is the Increasing Incidence Due to Radioactive Polonium in Cigarettes ? », *Southern Medical Journal*, n° 79, 1986, p. 145-150.

{785} G. Segura (à A. Bavyly), « Polonium in Tobacco and Smoke », 27 oct. 1964, Bates 1001896688-6689.

{786} Robert C. Hockett (au comité du CTR), 29 août 1967, Bates BBAT021859-1862.

{787} Edward Martell, « Radioactivity of Tobacco Trichomes and Insoluble Cigarette Smoke Particles », *Nature*, n° 249, 1974, p. 215-217.

{788} Pour le lavage : R. W. Jenkins (Philip Morris), « Nuclear and Radiochemistry of Smoke », 7 juin 1977, Bates 1001925327-5328. Pour « Three Mile Marlboro » : J. L. Charles (à R. B. Seligman), 14 nov. 1980, Bates 1000016574-6576. *Mother Jones* s'est servi de cette expression, « Three Mile Marlboro », dans un article révélant la radioactivité de la fumée, en décembre 1980.

{789} R. D. Carpenter (à H. Wakeham et R. B. Seligman), « Polonium in Tobacco », 16 déc. 1965, Bates 1001881339.

{790} T. S. Osdene (à R. B. Seligman), « Quarterly Report – Research », 26 sept. 1980, Bates 1000085865-5867.

{791} Charles W. Nystrom (à Alan Rodgman), « Comments on the Stauffer Patent », 5 mars 1982, Bates 504970288. Pour la « méthode correcte » : R. W. Jenkins (à Tom Goodale), 15 mars 1985, Bates 2012615307-5308. Pour « présentée et effacée » : Alan Rodgman (à Roy E. Morse), « Stauffer Patent », 8 mars 1982, Bates 501522602.

{792} Arthur J. Flynn, « Senior Field Manager's Report », fév. 1982, Bates 670915637.

{793} Miriam G. Adams (à Alan Rodgman), « Consumer Inquiry », 4 avril 1985,

Bates 504974165-4167.

{794} Paul A. Eichorn (à Robert B. Seligman), 2 juin 1978, Bates 1003725613 ; Rego, « Polonium Brief », p. 476. L'article annulé en question, de Robert W. Jenkins *et al.*, intitulé « Naturally Occurring ²²²Radon Daughters in Tobacco and Smoke Condensate », se trouve dans Bates 1003725619-5644.

{795} Monique E. Muggli, Jon O. Ebbert, Channing Robertson et Richard D. Hurt, « Waking a Sleeping Giant : The Tobacco Industry's Response to the Polonium-210 Issue », *American Journal of Public Health*, n° 98, 2008, p. 1-8 ; et pour ma tribune libre : « Puffing on Polonium », *New York Times*, 1^{er} déc. 2006.

Chapitre 21

{796} Voir « Cigarette Butts Toxic to Marine Life », 1^{er} mai 2009, http://newscenter.sdsu.edu/sdsu_newscenter/news.aspx?s=71209.

{797} « Sydney to Butt out Smoking Litterbugs », *RJRI News Report*, 10 juin 1996, Bates 531456669-6681.

{798} Kelly D. Brownell et Thomas R. Frieden, « Ounces of Prevention – The Public Policy Case for Taxes on Sugared Beverages », *New England Journal of Medicine*, n° 360, 2009, p. 1805-1808.

{799} Thomas E. Novotny, Kristen Lum, Elizabeth Smith, Vivian Wang et Richard Barnes, « Cigarettes Butts and the Case for an Environmental Policy on Hazardous Cigarette Waste », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, n° 6, 2009, p. 1691-1705.

{800} W. M. Abbitt, élu au Congrès de Virginie, cita ce passage dans sa déposition présentée lors d'auditions du Congrès, *Hearings on Cigarette Labeling and Advertising*, le 15 avril 1969, Bates TI19842450-0288, p. 61. L'original provient d'un article de Frank B. Snodgrass dans l'*United States Tobacco Journal* du 26 déc. 1968.

{801} Deux de ces plagiaires étaient des élus du Congrès, représentants de Caroline du Nord. : Walter B. Jones (« Tobacco's Positive Contributions », *Tarheel Wheels*, août 1970, Bates TI08881881) et Wilmer D. Mizell (déclaration à la commission du Commerce extérieur et inter-États de la Chambre, 15 avril 1969, Bates 968337754, p. 43). Des passages très similaires figurent dans une communication présentée par Fred S. Royster devant cette même commission parlementaire (TI19842450-0288, p. 657) et un discours du vice-président de l'Institut du tabac, Edward F. Ragland, du 13 janv. 1970 (Bates TIMN0122731-2742). Les faits en question sont aussi repris dans un document de Hill & Knowlton, « Some Facts about Tobacco », déc. 1968, Bates 1005038509-8512.

{802} Ces chiffres sont extraits de données du Bureau des normes économiques et du site de l'EIOLCA : www.eiolca.net/cgi-bin/dft/use.pl, avec mes remerciements à Christopher Weber.

{803} Jeanette W. Chung et David O. Meltzer, « Estimate of the Carbon Footprint of the US Health Care Sector », *JAMA*, n° 302, 2009, p. 1970-1972.

{804} Helmut J. Geist, « Global Assessment of Deforestation Related to Tobacco Farming », *Tobacco Control*, n° 8, 1999, p. 18-28.

{805} Pour « 5,3 millions d'hectares » : Michele Barry, « The Influence of the US Tobacco Industry on the Health, Economy and Environment of Developing Countries », *New England Journal of Medicine*, n° 324, 1991, p. 917-920. Pour « l'Iliouchine 18 » : *Sunday Telegraph*, 27 fév. 1983.

{806} John R. Hall, *Fire in the US and Canada*, National Fire Protection Association, Quincy, Massachusetts, 2005 (www.nfpa.org/assets/files/PDF/osuscanada.pdf).

Chapitre 22

{807} L'affirmation de Zeman se fonde sur une recherche conduite par la branche tchèque de Philip Morris qui, en 2000, engagea Arthur D. Little pour que le cabinet calcule les sommes économisées par l'État tchèque grâce aux décès prématurés du tabac. Le rapport conclut que les 21,5 milliards de couronnes (835 millions d'euros) économisées par ces morts précoces l'emportaient sur les 15,6 milliards de couronnes (605 millions d'euros) perdues en frais médicaux, absentéisme et défauts de recettes de l'impôt sur le revenu (restés impayés à cause de la mort des fumeurs). En mars 2001, Zeman, lors d'un voyage en Inde, remarqua que, puisque les gros fumeurs mouraient jeunes, « il n'[était] pas nécessaire de payer leurs retraites ». Voir Kate Swoger, « Report Says Smoking Has Benefits », *Prague Post*, 27 juin 2001.

{808} Rene Scull, vice-président, Philip Morris Asia, « The Tobacco Industry in the Asia/Pacific Region up to the Year 2000 », déc. 1985, Bates 2044448375-8401, p. 22.

{809} Elizabeth Davies, « Bollywood Fumes at Smoking Ban », *Independent*, 2 juin 2005. Pour le rapport de l'OMS, voir www.youtube.com/watch?v=s1rFQf1OnhA. Pour l'histoire longue du tabac en Inde, voir H. Cox, *Global Cigarette, op. cit.*, p. 202-237.

{810} K. Srinath Reddy et Prakash C. Gupta (éd.), *Rapport sur la lutte antitabac en Inde*, ministère de la Santé, New Delhi, 2004 (www.mohfw.nic.in).

{811} P. Jha *et al.* (avec Peto), « A Nationally Representative Case-Control Study of Smoking and Death in India », art. cité.

{812} Riyadi Suparno, « RMI Expands into Tobacco Industry », *Jakarta Post*, 15 déc. 2009.

{813} www.gallup.com/poll/28432/smoking-rates-around-world-how-americans-compare.aspx ; Omar Shafey, Michael Eriksen, Hana Ross et Judith Mackay, *Tobacco Atlas*, 3^e éd., ACS, Atlanta, 2009.

{814} La Tobacco Manufacturers Association (TMA) a connu plusieurs changements de nom depuis sa création : de Tobacco Manufacturers Standing Committee [Comité permanent des fabricants de tabac], en 1956, son nom s'est changé en Tobacco Research Council [Conseil de la recherche sur le tabac] en 1963 puis en Tobacco Advisory Council [Conseil consultatif sur le tabac] en 1978. Son nom actuel a été adopté en 1994.

{815} Pour l'« accord unanime » : Philip Morris, « Smoking : Social Unacceptability Issue », juin 1976, Bates 2025025481-5494. Pour « ouverte au débat » : W. D. & H. O. Wills (Australie), « A Review of and Recommendations on Passive Smoking and Social Acceptability of Smoking », juillet 1976, Bates 2025025461-5480.

{816} Pour « s'unir autour de cibles communes » : « ICOSI : International Committee on

Smoking Issues », avril 1979, Bates 1003717317-7330. Pour la « position juridique » : Peter M. Wilson, Gallaher (aux membres du conseil principal de l'INFOTAB et de la CECCM), « Legal Clearance of Documents », 14 janv. 1991, Bates 2023237649-7650 ; également l'« Amended Final Opinion » de Kessler, texte cité, p. 172-209.

[817] Pour l'« effet domino » : R. A. Garrett (à Hugh Cullman), 3 déc. 1976, Bates 2025025290-5291 ; Hugh Cullman (à Archives), 3 déc. 1976, Bates 2025025286 ; également Bates 2025025347-5348. Pour parler « d'une seule voix » : « Position Paper », 28 avril 1977, Bates 2501024572-4575. Pour « rassurer le consommateur » : « Operation Berkshire », 15 avril 1977, Bates 2501024570. L'essentiel de cette collaboration a été révélé par Neil Francey et Simon Chapman dans « “Operation Berkshire” : The International Tobacco Companies' Conspiracy », *British Medical Journal*, n° 321, 2000, p. 371-374.

[818] Pour « discrètement » : « Working Party on the Social Acceptability of Smoking Issue », fin juin 1977, Bates 2025025295-5300. Pour « recherche défensive » : archives de BATCo d'une réunion de mars 1978 en Australie, Bates 321588692-8692. Pour une « aptitude considérable à retarder » : W. D. & H. O. Wills, « Review of and Recommendations on Passive Smoking ». Et pour le contexte : Patricia A. McDaniel, Gina Intinarelli et Ruth E. Malone, « Tobacco Industry Issues Management Organizations : Creating a Global Corporate Network to Undermine Public Health », *Global Health*, n° 4, 2008, p. 2.

[819] Pour « résister [et] faire annuler » : « Proposal for the Organisation of the Whitecoat Project », 22 fév. 1988, Bates 2501474262-4265. Pour le Projet latin : Ernesto M. Sebrie *et al.*, « Tobacco Industry Dominating National Tobacco Policy Making in Argentina, 1966-2005 », Center for Tobacco Control Research and Education (<http://repositories.cdlib.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1051&context=ctcre>).

[820] A. M. Brandt, *Cigarette Century*, *op. cit.*, p. 458-468. William Ecenbarger explique comment le sénateur Jesse Helms, au milieu des années 1980, a utilisé le bureau du représentant américain au Commerce pour ouvrir les marchés asiatiques du tabac ; voir son « America's New Merchants of Death », *Reader's Digest*, avril 1993, p. 50-57.

[821] Discours de Judith McKay, 1987, Bates 980170160-0167.

Chapitre 23

[822] Joanna E. Cohen *et al.*, « Political Ideology and Tobacco Control », *Tobacco Control*, n° 9, 2000, p. 263-267.

[823] Geoffrey Fong *et al.*, « The Near-Universal Experience of Regret among Smokers in Four Countries », *Nicotine and Tobacco Research*, n° 6, 2004, p. 341-351.

[824] En 2010, une recherche sur Google de la mention « lois interdisant » donnait, dans l'ordre (après élimination des doublons), des interdictions sur les sujets suivants : discrimination professionnelle, abus sexuels, vente de tabac aux mineurs, téléphoner au volant, discrimination contre les personnes handicapées, fumer dans les bars, armes à feu, achats de vins californiens sur Internet, fausses déclarations médicales, fumer sur le lieu de travail, discrimination sexuelle, critique des produits agricoles, piranhas, discrimination

fondée sur une condamnation en justice, discrimination envers les homosexuels, discrimination raciale, conduire sous l'emprise de la drogue, se marier sur la base de la génétique, vente d'alcool aux mineurs, suicide assisté, etc.

^[825] R. Rosell *et al.*, « The Eel Fishery in Lough Neagh, Northern Ireland – An Example of Sustainable Management ? », *Fisheries Management and Ecology*, n° 12, 2005, p. 377-385.

Bibliographie sélective

- Action on Smoking and Health [Action tabac et santé], *Tobacco Explained : The Truth About the Tobacco Industry... in Its Own Words*, Londres, ASH, 1998.
- ADLER Isaac, *Primary Malignant Growths of the Lungs and Bronchi : A Pathological and Clinical Study*, Londres, Longmans, Green & Co, 1912.
- Air Resources Board [commission de la Qualité de l'air], État de Californie, « Proposed Identification of Environmental Tobacco Smoke as a Toxic Air Contaminant », 24 juin 2005 (www.arb.ca.gov/regact/ets2006/ets2006.htm).
- ALTIZER Charles B. *et al.* (Philip Morris), « Ventilation Seminar », mai 1983, Bates 2057251669-1968⁽¹⁷³⁾.
- American Tobacco Co., Research Laboratory, « Memorandum on : (A) Alleged Effects of Smoking (B) Improvement of Cigarette Tobaccos with Special Reference to Irritation », 4 janv. 1943, Bates 950291224-1339.
- AUERBACH Oscar *et al.*, « Changes in the Bronchial Epithelium in Relation to Smoking and Cancer of the Lung », *New England Journal of Medicine*, n° 256, 1957, p. 97-104.
- BACKHURST J. Dudley (British American Tobacco), « A Relation between the “Strength” of a Cigarette and the “Extractable Nicotine” in the Smoke », 16 nov. 1965, Bates 508102918-2941.
- Banque mondiale, *Maîtriser l'épidémie. L'État et les aspects économiques de la lutte contre le tabagisme*, Washington, Banque mondiale, 1999.
- BARNES Deborah E., BERO Lisa A., « Why Review Articles on the Health Effects of Passive Smoking Reach Different Conclusions », *JAMA*, n° 279, 1998, p. 1566-1570.
- BATCo, « Report on Visit to U.S.A., May 1973 », 1973, Bates 100226995-7033.
- BENOWITZ Neal L., HENNINGFIELD Jack E., « Establishing a Nicotine Threshold for Addiction : The Implications for Tobacco Regulation », *New England Journal of Medicine*, n° 331, 1994, p. 123-125.
- BENOWITZ Neal L. *et al.*, « Smokers of Low-Yield Cigarettes Do Not Consume Less Nicotine », *New England Journal of Medicine*, n° 309, 1983, p. 139-142.
- BENTLEY Herbert R., FELTON David Geoff I., REID William W., « Report on Visit to U.S.A. and Canada, 17th April-12th May 1958 » (British-American Tobacco), 11 juin 1958, Bates TIOK0034790-4799.
- BERGER Peter L., « Gilgamesh on the Washington Shuttle », *Worldview*, nov. 1977, p. 43-45.
- BLACK R. *et al.*, « B&W Product Knowledge Seminar Spring 1990 », 1990, Bates 505304459-4647.
- BLUM Alan, « Candy Cigarettes », *New England Journal of Medicine*, n° 302, 1980, p. 972.

- (éd.), *The Cigarette Underworld*, Secaucus, Lyle Stuart, 1985.
- , « Tobacco Industry Sponsorship of Sports : A Growing Dependency », à l'intention du ministre de la Santé et de l'Interagency Committee on Smoking and Health (ICSH), 27 oct. 1988, Bates 980171240-1336.
- , « Tobacco in Sport : An Endless Addiction ? », *Tobacco Control*, n° 14, 2005, p. 1-2.
- BRADFORD J. A., HARLAN W. R., HANMER H. R., « Nature of Cigaret Smoke : Technic of Experimental Smoking », *Industrial and Engineering Chemistry*, n° 28, 1936, p. 836-839.
- BRADY J. Morrison, à Clarence Cook Little, « TIRC Program », 9 avril 1962, Bates 92520643-0644.
- BRANDT Allan M., « The Cigarette, Risk, and American Culture », *Daedalus*, automne 1990, p. 155-176.
- , *The Cigarette Century : The Rise, Fall, and Deadly Persistence of the Product That Defined America*, New York, Basic Books, 2007.
- BRAVE Ralph, « Smoked Out ! The Hidden History of UC Davis' 35-Year Collaboration with Big Tobacco », *Sacramento News and Review*, 21 juin 2007.
- BROOKS Jerome E., *The Mighty Leaf : Tobacco through the Centuries*, Boston, Little, Brown, 1952.
- , *Tobacco : Its History Illustrated by the Books & Manuscripts in the Library of George Arents*, 5 vols., 1937-1952 ; rééd. Mansfield Centre, Maurizio Martino & Crown & Spellman, 1999.
- BROSCH Anton, « Theoretische und experimentelle Untersuchungen zur Pathogenese und Histogenese der malignen Geschwülste », *Virchows Archiv für pathologische Anatomie und Physiologie*, n° 162, 1900, p. 32-84.
- BROWN Janet C. (Chadbourne & Parke), « Research Liaison Committee », 19 nov. 1977, Bates USX4981730-1769.
- Brown & Williamson, « Pesticides and Potentially Hazardous Additives », avril 1996, Bates 1327.01.
- , *Root Technology : A Handbook for Leaf Blenders and Product Developers*, janv. 1991, Bates 682435026-9803.
- BROWNE Colin L., *The Design of Cigarettes*, Charlotte, Celanese Fibers Marketing Co., 1981.
- BURNS David M., MAJOR Jacqueline M., SHANKS Thomas G., THUN Michael J., SAMET Jonathan M., « Smoking Lower Yield Cigarettes and Disease Risks », in *Risks Associated with Smoking Cigarettes with Low Machine-Measured Yields of Tar and Nicotine. Smoking and Tobacco Control – Monograph 13*, Bethesda, Maryland, U.S. Department of Health and Human Services, 2001, p. 65-158.
- BURROUGH Bryan, HELYAR John, *Barbarians at the Gate : The Fall of RJR Nabisco*, New York, Harper and Row, 1990.
- CALLARD Cynthia, THOMPSON Dave, COLLISHAW Neil, *Curing the Addiction to Profits : A Supply-Side Approach to Phasing Out Tobacco*, Ottawa, Canadian Centre for Policy

- Alternatives, 2005.
- CARROLL W. W., RAND H. J., « A Fluorospectrographic Indication of Carcinogens in Cigarette Papers », 17 mars 1952, Bates 950166333-6336.
- CHAPMAN Simon, *Public Health Advocacy and Tobacco Control : Making Smoking History*, Londres, Blackwell, 2007.
- COCHRAN Sherman, *Big Business in China : Sino-Foreign Rivalry in the Cigarette Industry, 1890-1930*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1990.
- COHN Gary, « Confusion, Paranoia Have Crippled UK Tobacco Research Institute », *Herald-Leader*, 5 avril 1981, Bates TITX0015053-5056.
- COX Howard, *The Global Cigarette : Origins and Evolution of British American Tobacco, 1880-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- CREUZBURG M. Richard, « Die Tabakmaschinenindustrie », *Chronica Nicotiana*, vol. 1, n° 2, 1940, p. 30-53.
- CUMMINGS K. Michael *et al.*, « What Scientists Funded by the Tobacco Industry Believe about the Hazards of Cigarette Smoking », *American Journal of Public Health*, n° 81, 1991, p. 894-896.
- CUNNINGHAM Rob, *Smoke and Mirrors : The Canadian Tobacco War*, Ottawa, International Development Research Centre, 1996.
- DAKIN Edwin F. (Hill & Knowlton), « Forwarding Memorandum : To Members of the Planning Committee », déc. 1953, Bates JH000493-0501.
- DARKIS Frederick R. (Liggett), à W. A. Blount, 4 fév. 1954, Bates LG0090704-0708.
- DAVIS D. Layten, NIELSEN Mark T. (éd.), *Tobacco : Production, Chemistry and Technology*, Oxford, Blackwell, 1999.
- DIEHL Harold S., *Tobacco and Your Health : The Smoking Controversy*, New York, McGraw-Hill, 1969.
- DOLL Richard, HILL A. Bradford, « Smoking and Carcinoma of the Lung. Preliminary Report », *British Medical Journal*, n° 2, 1950, p. 739-748.
- , « A Study of the Aetiology of Carcinoma of the Lung », *British Medical Journal*, n° 2, 1952, p. 1271-1286.
- , « The Mortality of Doctors in Relation to their Smoking Habits », *British Medical Journal*, n° 1, 1954, p. 1451-1455.
- Donner Foundation, *Index to Literature of Experimental Cancer Research 1900 to 1935*, Philadelphie, Donner Foundation, 1948.
- DUNN William L. (Philip Morris), « Motives and Incentives in Cigarette Smoking », communication présentée à la conférence du CORESTA, Williamsburg, Virginie, 22-28 oct. 1972, Bates 1003291922-1939.
- (éd.), *Smoking Behavior : Motives and Incentives*, Washington, Winston & Sons, 1973.
- EAVES Jean P., « Stenographic Minutes of a Conference Held at the Research Laboratory on January 21 and 22, 1952 », 23 janv. 1952, Bates lg0205897-5926.
- ECENBARGER William, « America's New Merchants of Death », *Reader's Digest*, avril 1993, p. 50-57.

- ELLIS Charles (British American Tobacco), « Meeting in London with Dr. Haselbach », 15 nov. 1961, Bates 301083862-3865.
- , « The Effects of Smoking : Proposal for Further Research Contracts with Battelle », 13 fév. 1962, Bates 301083820-3835.
- FAHS John, *Cigarette Confidential : The Unfiltered Truth about the Ultimate Addiction*, New York, Berkley Books, 1996.
- False and Misleading Advertising (Filter-Tip Cigarettes)* [Publicité mensongère et trompeuse (cigarettes à bout filtre)], Hearings before a Subcommittee of the Committee on Government Operations [Auditions devant une sous-commission de la commission des Activités gouvernementales], Chambre des représentants, 85^e législature, 18-26 juillet 1957, Washington, U.S. Government Printing Office, 1957. [Référéncé sous *Blatnik Report.*]
- FIELDS Nicole, CHAPMAN Simon, « Chasing Ernest L. Wynder : 40 Years of Philip Morris's Efforts to Influence a Leading Scientist », *Journal of Epidemiology and Community Health*, n° 57, 2003, p. 571-578.
- FISCHER Paul M. *et al.*, « Brand Logo Recognition by Children Aged 3 to 6 Years : Mickey Mouse and Old Joe the Camel », *JAMA*, n° 266, 1991, p. 3145-3148.
- FISHEL David B. (Reynolds), « Performance Planning System », 1982, Bates 500624802-4827.
- FORSTER Martin *et al.*, « The State of Knowledge Regarding Tobacco Harm, 1920-1964 : Industry and Public Health Service Perspectives », 7 déc. 2006, (www.tobacco.org/news/243428.html).
- FREEDMAN Alix M., « “Impact Booster” : Tobacco Firm Shows How Ammonia Spurs Delivery of Nicotine », *Wall Street Journal*, 18 oct. 1995.
- FREEDMAN Alix M., COHEN Laurie P., « Smoke and Mirrors : How Cigarette Makers Keep Health Question “Open” Year after Year », *Wall Street Journal*, 11 fév. 1993.
- FRIEDEN Thomas R., BLOOMBERG Michael R., « How to Prevent 100 Million Deaths from Tobacco », *Lancet*, n° 369, 2007, p. 1758-1761.
- GARDINER Phillip S., « The African Americanization of Menthol Cigarette Use in the United States », *Nicotine & Tobacco Research*, n° 6, 2004, p. 55-65.
- GARDNER Martha N., BRANDT Allan M., « “The Doctors' Choice Is America's Choice” : The Physician in US Cigarette Advertisements, 1930-1953 », *American Journal of Public Health*, n° 96, 2006, p. 222-232.
- GLANTZ Stanton A., BEGAY Michael E., « Tobacco Industry Campaign Contributions Are Affecting Tobacco Control Policy making in California », *JAMA*, n° 272, 1994, p. 1176-1182.
- GLANTZ Stanton A., SLADE John, BERO Lisa A., HANAUER Peter, BARNES Deborah E., *The Cigarette Papers*, Berkeley, University of California Press, 1996.
- GOODMAN Jordan, *Tobacco in History : The Cultures of Dependence*, Londres, Routledge, 1993.
- GORI Gio B., BOCH F. G. (éd.), *A Safe Cigarette ?*, Laboratoires de Cold Spring Harbor,

1983.

- GREEN Charles R., RODGMAN Alan (Reynolds), « The Tobacco Chemists' Research Conference : A Half Century Forum for Advances in Analytical Methodology of Tobacco and Its Products », 6 juin 1996, Bates 525445600-5785.
- GREENWALD Willard F. (Philip Morris), à des responsables administratifs et à des membres du conseil d'administration de l'Association médicale américaine (AMA), Californie, nov. 1950, Bates 1003080067-0080.
- GRÜNING Thilo, GILMORE Anna B., MCKEE Martin, « Tobacco Industry Influence on Science and Scientists in Germany », *American Journal of Public Health*, n° 96, 2006, p. 20-32.
- GUNDLE Kenneth R., DINGEL Molly J., KOENIG Barbara A., « “To Prove This Is the Industry's Best Hope” : Big Tobacco's Support of Research on the Genetics of Nicotine Addiction », *Addiction*, n° 105, 2010, p. 974-983.
- HANMER Hiram R., « Observations Concerning Individuals Participating in the Meetings » (du 5 nov. 1953, à l'université de New York), non daté, Bates MNAT00688881-8886.
- , « Meeting, 9 a.m., November 5, 1953, Sloan-Kettering Institute », 17 nov. 1953, Bates 950167325-7329.
- à Clarence W. Lieb, 17 mars 1933, Bates 950160684-0688.
- à Paul M. Hahn, « Memorandum on Alleged Causative Relation between Cigarette Smoke and Bronchiogenic Carcinoma », 15 sept. 1950, Bates 950218815-8825.
- à Preston L. Fowler, 16 mai 1951, Bates MNAT00730744-0746.
- à Preston L. Fowler, 26 fév. 1953, Bates 950164328-4333.
- HARLOW E. S., à H. R. Hanmer, « The Importance of Biological Research », 3 fév. 1941, Bates 962006668-6672.
- HEIMANN Robert K. (American Tobacco), *Tobacco and Americans*, New York, McGraw-Hill, 1960.
- , « Public Relations in the Field of Smoking and Health », janv. 1963, Bates ATX110005290-5303.
- HILTON Matthew, *Smoking in British Popular Culture*, Manchester, Manchester University Press, 2000.
- HILTS Philip J., *Smokescreen : The Truth behind the Tobacco Industry Cover-Up*, Reading, Addison-Wesley, 1996.
- HIRAYAMA Takeshi, « Non-Smoking Wives of Heavy Smokers Have a Higher Risk of Lung Cancer : A Study from Japan », *British Medical Journal*, n° 282, 1981, p. 183-185.
- HIRSCHHORN N., BIALOUS Stella Aguinaga, SHATENSTEIN Stan, « The Philip Morris External Research Program : Results from the First Round of Projects », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 267-269.
- HOBBS Marcus E., « Notes on Trip to New York University », 28 janv. 1953, Bates 950164340-4343.
- HOFFMANN Dietrich, HOFFMANN Ilse, « The Changing Cigarette : 1950-1995 », *Journal of Toxicology and Environmental Health*, n° 50, 1997, p. 307-364.

- HU Teh-wei, MAO Zhengzhong, SHI Jian, CHEN Wendong, *Tobacco Taxation and Its Potential Impact in China*, Paris, International Union against Tuberculosis and Lung Disease [Union internationale contre la tuberculose et les affections pulmonaires], 2008.
- HUEPER Wilhelm C., « The Cigarette Theory of Lung Cancer », *Current Medical Digest*, oct. 1954, p. 35-39.
- HUISMANN R. G. J. P., « Tabak und Lungenkrebs », *Chronica Nicotiana*, vol. 4, mai-juin 1943, p. 7-19 ; juillet-août 1943, p. 5-15.
- IIDA Kaori, PROCTOR Robert N., « Learning from Philip Morris : Japan Tobacco's Strategies Regarding Evidence of Tobacco Health Harms as Revealed in Internal Documents from the American Tobacco Industry », *Lancet*, n° 363, 2004, p. 1820-1824.
- JHA Prabhat, CHALLOUPKA Frank J. (éd.), *Tobacco Control in Developing Countries*, New York, Oxford University Press, 2000.
- JHA Prabhat *et al.*, « A Nationally Representative Case-Control Study of Smoking and Death in India », *New England Journal of Medicine*, n° 358, 2008, p. 1137-1147.
- JOHNSON Janet L. (Arnold & Porter), à la sous-commission sur l'état de la science [State-of-the-Art Subcommittee], « Witness Development », 26 juillet 1988, Bates 2048245281-5297.
- JOHNSTON Lennox, « Tobacco Smoking and Nicotine », *Lancet*, n° 243, 1942, p. 742.
- , *The Disease of Tobacco Smoking and Its Cure*, Londres, Christopher Johnson, 1957.
- JOHNSTON Myron E. (Philip Morris), « Market Potential of a Health Cigarette », juin 1966, Bates 1001913853-3878.
- Jones, Day, Reavis & Pogue, « Management and Legal Supervision and Control of R & D Activities », 31 déc. 1985, Bates 515873839-3926.
- , « RJR Research and Development Activities : Fact Team Memorandum », 31 déc. 1985, Bates 515871651-1912.
- , « Total Tar and Nicotine Reduction », 31 déc. 1985, Bates 515871937-2066.
- , « Corporate Activity Project » (pour RJR), 17 nov. 1986, Bates 681879254-9715.
- , « Dr. Claude E. Teague, Jr., Deposition Preparation », 16 oct. 1990, Bates 515873224-3304.
- JOOSSENS Luk, RAW Martin, « Cigarette Smuggling in Europe, Who Really Benefits ? », *Tobacco Control*, n° 7, 1998, p. 66-71.
- KESSLER David, *A Question of Intent : A Great American Battle with a Deadly Industry*, New York, Public Affairs, 2001.
- KESSLER Gladys, « Amended Final Opinion », dans l'affaire « USA vs Philip Morris *et al.* », 8 sept. 2006. (www.usdoj.gov/civil/cases/tobacco2/amended%20opinion.pdf).
- King & Spalding, à Brown & Williamson, « Special Trial Issues Committee (STIC) », 7 avril 1992, Bates 689103258-3437.
- KIRKPATRICK Miles W., « Statistical Supplement to Federal Trade Commission Report to Congress Pursuant to the Public Health Cigarette Smoking Act », 31 déc. 1970, Bates 01152315-2329.

- KLEIN Jonathan D., ST. CLAIR Steve, « Do Candy Cigarettes Encourage Young People to Smoke ? », *British Medical Journal*, n° 321, 2000, p. 362-365.
- KLEIN Richard, *De la cigarette* [1995], Paris, Seghers, 1999.
- KLUGER Richard, *Ashes to Ashes : America's Hundred-Year Cigarette War, the Public Health, and the Unabashed Triumph of Philip Morris*, New York, Knopf, 1996.
- KORNEGAY Horace R., « Tobacco Institute Annual Meeting », 10 janv. 1980, Bates TIMN0066632-6640.
- KORSTAD Robert R., *Civil Rights Unionism : Tobacco Workers and the Struggle for Democracy in the Mid-Twentieth-Century South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003.
- KOZLOWSKI Lynn T., FRECKER R. C., KHOUW V., POPE M. A., « The Misuse of “Less Hazardous” Cigarettes and Its Detection : Hole-Blocking of Ventilated Filters », *American Journal of Public Health*, n° 70, 1980, p. 1202-1203.
- KOZLOWSKI Lynn T., O'CONNOR R. J., GIOVINO G. A., WHETZEL C. A., PAULY J., CUMMINGS K. M., « Maximum Yields Might Improve Public Health – If Filter Vents Were Banned : A Lesson from the History of Vented Filters », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 262-266.
- KOZLOWSKI Lynn T., RICKERT W. S., ROBINSON J. C., GRUNBERG N. E., « Have Tar and Nicotine Yields of Cigarettes Changed ? », *Science*, n° 209, 1980, p. 1550-1551.
- KWITNY Jonathan, « Defending the Weed : How Embattled Group Uses Tact, Calculation to Blunt Its Opposition », *Wall Street Journal*, 24 janv. 1972, Bates 500324162-4164.
- KYRIAKOUCES Louis M., « The Grand Ole Opry and Big Tobacco : Radio Scripts from the Files of the R. J. Reynolds Tobacco Company, 1948 to 1959 », *Southern Cultures*, n° 12, 2006, p. 76-89.
- , « Historians' Testimony on “Common Knowledge” of the Risks of Tobacco Use : A Review and Analysis of Experts Testifying on Behalf of Cigarette Manufacturers in Civil Litigation », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 107-116.
- LARSON Paul S., HAAG Harvey B., SILVETTE Herbert, *Tobacco : Experimental and Clinical Studies : A Comprehensive Account of the World Literature*, Baltimore, Williams & Wilkins, 1961.
- LAUTERBACH J. H., JOHNSON R. R. (Brown & Williamson), « The Project Adverb Study of Marlboro KS », 10 oct. 1989, Bates 570244005-4027.
- LEGRESLEY Eric, « A “Vector Analysis” of the Tobacco Epidemic », *Bulletin of Medicus Mundi Switzerland*, n° 72, avril 1999.
- LEVIN Morton L. *et al.*, « Cancer and Tobacco Smoking : A Preliminary Report », *JAMA*, n° 143, 1950, p. 336-338.
- LEVY Carolyn, « Archetype Project Summary », 20 août 1991, Bates 2042853424-3434.
- LICKINT Fritz, « Tabak und Tabakrauch als ätiologischer Factor des Carcinoms », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 30, 1929, p. 349-365.
- , *Tabak und Organismus : Handbuch der gesamten Tabakkunde*, Stuttgart, Hippokrates, 1939.

- , *Ätiologie und Prophylaxe des Lungenkrebses*, Dresde, Steinkopff, 1953.
- LIEB Clarence W., *Safer Smoking : What Every Smoker Should Know and Do*, New York, Exposition Press, 1953.
- , *Don't Let Smoking Kill You !*, New York, Bonus Books, 1957.
- « Liggett Responds to Press Report on New Tobacco Research », *LiggettGram*, vol. 4, n° 30, 26 sept. 1978, Bates LG0165916.
- LINDSAY Gordon B., *Make a Killing : A Smoking Satire on Selling Cigarettes*, Bountiful, Utah, Horizon, 1997.
- LITTLE Clarence Cook, *Report of the Scientific Director*, New York, Tobacco Industry Research Committee (TIRC), 1957.
- LOMBARD Herbert L., DOERING Carl R., « Cancer Studies in Massachusetts », *New England Journal of Medicine*, n° 198, 1928, p. 481-487.
- LONGO William E., RIGLER Mark W., SLADE John, « Crocidolite Asbestos Fibers in Smoke from Original Kent Cigarettes », *Cancer Research*, n° 55, 1995, p. 2232-2235.
- LORENZ Egon, STEWART Harold L., DANIEL John H., NELSON Clifford V., « The Effects of Breathing Tobacco Smoke on Strain A Mice », *Cancer Research*, n° 3, 1943, p. 123-124.
- LUM Kristen L., POLANSKY Jonathan R., JACKLER Robert K., GLANTZ Stanton A., « Signed, Sealed, and Delivered : Big Tobacco in Hollywood, 1927-1951 », *Tobacco Control*, n° 17, 2008, p. 313-323.
- Marketing and Research Counselors, Inc., « What Have We Learned from People ? A Conceptual Summarization of 18 Focus Group Interviews on the Subject of Smoking » (publicité Ted Bates pour Brown & Williamson), 26 mai 1975, Bates 680559454-9490.
- « Master Summary for B & W Subjective Document Review », 1989, Bates 1000.01.
- MCDANIEL Patricia A., INTINARELLI Gina, MALONE Ruth E., « Tobacco Industry Issues Management Organizations : Creating a Global Corporate Network to Undermine Public Health », *Globalization and Health*, n° 4, 2008, p. 2.
- MCKEOWN Frank E., « Kool Family Utopian Objectives, 1979-1985 », 15 août 1978, Bates 680562156-2169.
- MERIENS Victor E., « Zigarettenrauch eine Ursache des Lungenkrebses ? (Eine Anregung) », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 32, 1930, p. 82-91.
- MICHAELS David, *Doubt Is Their Product : How Industry's Assault on Science Threatens Your Health*, New York, Oxford University Press, 2008.
- MOSELEY John M. (American Tobacco), « Second International Tobacco Congress, Brussels, Belgium, and Visit to Research Institutes and Cigarette Factories in Central Europe for the Period June 5 to July 2, 1958 », juillet 1958, Bates 950158605-8664.
- MUGGLI Monique, FORSTER Jean L., HURT Richard D., REPACE James L., « The Smoke You Don't See : Uncovering Tobacco Industry Scientific Strategies Aimed against Environmental Tobacco Smoke Policies », *American Journal of Public Health*, n° 91, 2001, p. 1419-1423.
- MUGGLI Monique E., HURT Richard D., « A Cigarette Manufacturer and a Managed Care

- Company Collaborate to Censor Health Information Targeted at Employees », *American Journal of Public Health*, n° 94, 2004, p. 1307-1311.
- MÜLLER Franz H., « Tabakmissbrauch und Lungencarcinom », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 49, 1939, p. 57-85.
- MULVEY Kathryn, ASSUNTA Mary, KRASOVSKY Konstantin *et al.* (In Fact), *Global Aggression : The Case for World Standards and Bold US Action Challenging Philip Morris and RJR Nabisco*, New York, Apex Press, 1998.
- MYERS Matthew L. *et al.*, *Federal Trade Commission Staff Report on the Cigarette Advertising Investigation*, FTC, mai 1981.
- National Cancer Institute [Institut national du cancer], *Changes in Cigarette-Related Disease Risks and Their Implication for Prevention and Control – Monograph 8*, Bethesda, Maryland, USDHHS, 1996.
- , *Risks Associated with Smoking Cigarettes with Low Machine-Measured Yields of Tar and Nicotine. Smoking and Tobacco Control – Monograph 13*, Bethesda, Maryland, USDHHS, 2001.
- , *The Role of the Media in Promoting and Reducing Tobacco Use – Monograph 19*, Bethesda, Maryland, USDHHS, 2008.
- NEUBERGER Maurine B., *Smoke Screen : Tobacco and the Public Welfare*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1963.
- NORMAN Vello (Lorillard), « The History of Cigarettes », mai 1983, Bates 81051625-1662.
- NOVOTNY Thomas E., LUM Kristen, SMITH Elizabeth, WANG Vivian, BARNES Richard, « Cigarettes Butts and the Case for an Environmental Policy on Hazardous Cigarette Waste », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, n° 6, 2009, p. 1691-1705.
- OCHSNER Alton, *Smoking and Cancer : A Doctor's Report.*, New York, Julian Messner, 1954.
- ORESQUES Naomi, CONWAY Erik M., *Les Marchands de doute* [2010], Paris, Le Pommier, 2012.
- PEARL Raymond, « Tobacco Smoking and Longevity », *Science*, n° 87, 1938, p. 216-217.
- Organisation mondiale de la santé (OMS), *Tobacco or Health : A Global Status Report*, Genève, OMS, 1997.
- , *Convention-cadre pour la lutte antitabac*, Genève, OMS, 2003.
- , « Programme MPOWER », in *Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme 2008*, Genève, OMS, 2008.
- pcap; Yali/pcap; Yali, « Smoke and Power : The Political Economy of Chinese Tobacco », mémoire de doctorat, université d'Oregon, 1997.
- Philip Morris, « Project Down Under : Conference Notes », 24 juin 1987, Bates 2021502102- 2134.
- POLLAY Richard W., « Propaganda, Puffing and the Public Interest », *Public Relations Review*, n° 16, 1990, p. 39-54.
- , *A Scientific Smoke Screen : A Documentary History of Public Relations Efforts for and*

- by the Tobacco Industry Research Council (TIRC), 1954-1958, Vancouver, History of Advertising Archives, 1990.
- POLLOCK David, *Denial & Delay : The Political History of Smoking and Health, 1951-1964*, Londres, Action on Smoking and Health, 1999.
- PROCTOR Robert N., *Cancer Wars : How Politics Shapes What We Know and Don't Know about Cancer*, New York, Basic Books, 1995.
- , *La Guerre des nazis contre le cancer* [1999], Paris, Les Belles Lettres, 2001.
- , « Tobacco and the Global Lung Cancer Epidemic », *Nature Reviews Cancer*, n° 1, 2001, p. 82-86.
- , « The Global Smoking Epidemic : A History and Status Report », *Clinical Lung Cancer*, n° 5, 2004, p. 371-376.
- , « Should Medical Historians Be Working for the Tobacco Industry ? », *Lancet*, n° 383, 2004, p. 1174-1175.
- , « Angel H. Roffo : The Forgotten Father of Experimental Tobacco Carcinogenesis », *Bulletin of the World Health Organization*, n° 84, 2006, p. 494-495.
- , « “Everyone Knew But No One Had Proof” : Tobacco Industry Use of Medical History Expertise in US Courts, 1990-2002 », *Tobacco Control*, n° 15, 2006, p. 117-125.
- RADFORD Edward P., HUNT Vilma R., « Polonium 210 : A Volatile Radioelement in Cigarettes », *Science*, n° 143, 1964, p. 247-249.
- REGO Brianna, « The Polonium Brief : A History of Cancer, Radiation, and the Tobacco Industry », *Isis*, n° 101, 2009, p. 453-484.
- RIEN Mark W., DORÉN Gustaf N., *Das neue Tabago Buch*, Hambourg, Reemtsma, 1985.
- R. J. Reynolds, « Project Scum », 12 déc. 1995, Bates 518021121-1129.
- ROBICSEK Francis, *The Smoking Gods : Tobacco in Maya Art, History, and Religion*, Norman, University of Oklahoma Press, 1978.
- RODGMAN Alan (Reynolds), « A Critical and Objective Appraisal of the Smoking and Health Problem », 12 sept. 1962, Bates 504822823-2846.
- , « A Short Explanation and Analysis of Method of Measuring “Tar and Nicotine” in Cigarette Smoke », 22 janv. 1965, Bates 501013245-3255.
- ROFFO Angel H., « Leucoplasia tabáquica experimental », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 7, 1930, p. 130-144.
- , « Durch Tabak beim Kaninchen entwickeltes Carcinom », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 33, 1931, p. 321.
- , « El tabaco como cancerígeno », *Boletín del Instituto de Medicina Experimental*, n° 42, 1936, p. 287-336.
- , « Krebserzeugendes Benzpyren gewonnen aus Tabakteer », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 49, 1939, p. 588-597.
- , « Tabak und Krebs », *Reine Luft*, n° 21 ; 1939, p. 123-125.
- , « Krebserzeugende Einheit der verschiedenen Tabakteere », *Deutsche medizinische Wochenschrift*, n° 65, 1939, p. 963-967.

- , « Krebserzeugende Tabakwirkung », *Monatsschrift für Krebsbekämpfung*, n° 8, 1940, p. 97-102.
- ROGERS Phillip J., TODD Geoffrey F., « Report on Policy Aspects of the Smoking and Health Situation in U.S.A. », 15 oct. 1964, Bates 1003119099-9135.
- RUSSELL M. A. Hamilton, « Cigarette Smoking : Natural History of a Dependence Disorder », *British Journal of Medical Psychology*, n° 44, 1971, p. 1-16.
- SAAD Lydia, O'BRIEN Steve (Gallup Organization), « The Tobacco Industry Summons Polls to the Witness Stand : A Review of Public Opinion on the Risks of Smoking » (en préparation de l'assemblée annuelle de l'American Association for Public Opinion Research, St. Louis, 15 mai 1998), Bates 82286394-6421.
- SANTE Luc, *No Smoking*, Paris, Assouline, 2004.
- SCHAIRER, Eberhard, SCHÖNIGER Erich, « Lungenkrebs und Tabakverbrauch », *Zeitschrift für Krebsforschung*, n° 54, 1943, p. 261-269.
- SCHAPIRO Mark, « Big Tobacco », *The Nation*, 6 mai 2002 (www.thenation.com/doc/20020506/schapiro).
- SCHESSLITZ Peter, « Tabak und Krebs », extrait de *Deutsche Tabakzeitung* ; réédition *Reine Luft*, n° 23, 1941, p. 39.
- SCHICK Suzaynn, GLANTZ Stanton, « Scientific Analysis of Second-Hand Smoke by the Tobacco Industry, 1929-1972 », *Nicotine & Tobacco Research*, n° 7, 2005, p. 591-612.
- SELDES George, *Lords of the Press*, New York, Julian Messner, 1938.
- , « Tobacco Shortens Life », *In Fact*, 13 janv. 1941, p. 1-5 ; 27 janv. 1941, p. 3-4.
- , « US to Force Europe to Take \$ 911,100,000 in Tobacco, Only 2 Billions in Food in ERP Plan », *In Fact*, 22 mars 1948, p. 1-3.
- SELIGMAN Robert B. (Philip Morris), au dossier du CTR, « Meeting in New York », 17 nov. 1978, Bates 1003718428-8432.
- SHAFAY Omar, ERIKSEN Michael, ROSS Hana, MACKAY Judith, *Tobacco Atlas*, 3^e éd., Atlanta, American Cancer Society, 2009.
- SHMUK Aleksandr A., *The Chemistry and Technology of Tobacco*, vol. 3 de *Works (1913-1945)*, trad. du russe, Moscou, Pishchepromizdat, 1953.
- « Sloan-Kettering Institute – Cigarette Paper Tars », non daté, mars 1952, Bates MNAT00587275.
- SLOVIC Paul (éd.), *Smoking : Risk, Perception, and Policy*, Thousand Oaks, Sage, 2001.
- SMITH R. C., « The Magazines' Smoking Habit », *Columbia Journalism Review*, n° 16, 1978, p. 29-31.
- SOLOMON Alisa, « The Other Nicotine Addiction », *Village Voice*, 18 oct. 1994, p. 4-5, Bates 2041128423-8548.
- STEVENSON Terrell, PROCTOR Robert N., « The “Secret” and “Soul” of Marlboro : Philip Morris and the Origins, Spread, and Denial of Nicotine Free-Basing », *American Journal of Public Health*, n° 98, 2008, p. 1184-1194.
- TATE Cassandra, *Cigarette Wars : The Triumph of the Little White Slaver*, New York, Oxford University Press, 1999.

- TAYLOR Peter R., *The Smoke Ring : Tobacco, Money, and Multinational Politics*, New York, Pantheon, 1984.
- TEAGUE Claude E., Jr. (Reynolds), « Survey of Cancer Research, with Emphasis upon Possible Carcinogens from Tobacco », 2 fév. 1953, Bates 504184895-4923 et 504184873-4894.
- , « A New Type of Cigarette Delivering a Satisfying Amount of Nicotine with a Reduced “Tar”-to-Nicotine Ratio », 28 mars 1972, Bates 502987394-7403.
- , « The Nature of the Tobacco Business and the Crucial Role of Nicotine Therein », 14 avril 1972, Bates 500915683-5691.
- , « Some Thoughts about New Brands of Cigarettes for the Youth Market », 2 fév. 1973, Bates 502987357-7368.
- , « Implications and Activities Arising from Correlation of Smoke pH with Nicotine Impact, Other Smoke Qualities, and Cigarette Sales », 28 sept. 1973, Bates 509314122-4154.
- TEAGUE Claude E., Jr., à Gabriel R. DiMarco, « Nordine Study », 1^{er} déc. 1982, Bates 500898255-8257.
- TENNANT Richard B., *The American Cigarette Industry : A Study in Economic Analysis and Public Policy*, New Haven, Yale University Press, 1950.
- THOMPSON R. D., à C. B. Wade, Jr., « Survey of Company's General Public and Consumer Correspondence Procedures », 2 fév. 1966, Bates 500026301-6303.
- TILLEY Nannie May, *The Bright-Tobacco Industry, 1860-1929*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1948.
- , *The R. J. Reynolds Tobacco Company*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1985.
- Tobacco Industry Research Committee, « A Scientific Perspective on the Cigarette Controversy », 14 avril 1954, Bates 961008056-8076.
- TODD Geoffrey F. (Imperial Tobacco), « Visit to U.S.A. and Canada : Report to T.M.S.C. », 14 juin 1961, Bates 105367083-7098.
- , « Smoking and Health : The Present Position in the U.K. and How It Came About », 1963, Bates 1000215063-5085.
- « Training Materials for Counsel in Smoking & Health Litigation », 1986, Bates 282012884-3316.
- TUCKER Charles A., « 1975 Marketing Plans Presentation, Hilton Head » (présenté au conseil d'administration de RJRI), 30 sept. 1974, Bates 501421310-1335.
- TURSI Frank V., WHITE Susan E., McQUILKIN Steve, *Lost Empire : The Fall of R. J. Reynolds Tobacco Company*, Winston-Salem, Winston-Salem Journal, 2000.
- US Department of Health and Human Services, *Nicotine Addiction : A Report of the Surgeon General*, Washington, US Government Printing Office, 1988.
- , *Reducing the Health Consequences of Smoking : 25 Years of Progress*, Washington, US Government Printing Office, 1989.
- US Department of Health, Education, and Welfare [ministère de la Santé, de l'Éducation et

- de la Protection sociale], *Smoking and Health. Report of the Advisory Committee of the Surgeon General.*, Washington, US Government Printing Office, 1964.
- WAGNER Susan, *Cigarette Country : Tobacco in American History and Politics*, New York, Praeger, 1971.
- WAKEHAM Helmut (Philip Morris), « Tobacco and Health – R & D Approach », 15 nov. 1961, Bates 2060489009-9010.
- , « Why One Smokes » (avant-projet), automne 1969, Bates 1003287836-7848.
- , « Presentation to Philip Morris Board, Revised Draft », 15 oct. 1973, Bates 2022886235-6236.
- WAKEHAM Helmut, à Joseph F. Cullman III, « “Best” Program for C.T.R. », 8 déc. 1970, Bates 2022200161-0163.
- WALFORD Pat (Philip Morris), « The Development of Cigarette Technology », 28 fév. 1979, Bates 1000774237-4245.
- WARD M. J. (Brown & Williamson), « Patent Survey – Carbon Filter », 6 sept. 1973, Bates 650317809-7869.
- WARNER Kenneth E., *Selling Smoke : Cigarette Advertising and Public Health*, Washington, APHA, 1986.
- , « Tobacco Industry Scientific Advisors : Serving Society or Selling Cigarettes ? », *American Journal of Public Health*, n° 81, 1991, p. 839-842.
- W. D. & H. O. Wills (Australia), « A Review of and Recommendations on Passive Smoking and Social Acceptability of Smoking », juillet 1976, Bates 2025025461-5480.
- WEISS Francis J. (Sugar Research Foundation, pour R. J. Reynolds), « Tobacco and Sugar », oct. 1950, Bates 502477793-7881.
- WENUSCH Adolf, *Der Tabakrauch. Seine Entstehung, Beschaffenheit und Zusammensetzung*, Brême, Arthur Geist Verlag, 1939.
- WHELAN Elizabeth, *A Smoking Gun : How the American Tobacco Industry Gets Away with Murder*, Philadelphie, George F. Stickley, 1984.
- WHITE Colin, « Research on Smoking and Lung Cancer : A Landmark in the History of Chronic Disease Epidemiology », *Yale Journal of Biology and Medicine*, n° 63, 1990, p. 29-46.
- WHITE Larry C., *The Smoking Business*, Melbourne, Schwartz, 1988.
- WHITESIDE Thomas, *Selling Death : Cigarette Advertising and Public Health*, New York, Liveright, 1971.
- WIENER Jon, « Big Tobacco and the Historians », *The Nation*, 15 mars 2010.
- WILNER Norwood S., *The Criminal Negligence of the Cigarette Industry and How Its Customers Have Paid with Their Lives*, Jacksonville, non publié, non daté, Bates 321923052-3110.
- WYNDER Ernest L., GRAHAM Evarts A., « Tobacco Smoking as a Possible Etiologic Factor in Bronchiogenic Carcinoma : A Study of 684 Proven Cases », *JAMA*, n° 143, 1950, p. 329-336.
- WYNDER Ernest L., GRAHAM Evarts A., CRONINGER Adele B., « Experimental Production

- of Carcinoma with Cigarette Tar », *Cancer Research*, n° 13, 1953, p. 855-866.
- YACH Derek, BIALOUS Stella Aguinaga, « Junking Science to Promote Tobacco », *American Journal of Public Health*, n° 91, 2001, p. 1745-1748.
- YEAMAN Addison (Brown & Williamson), « Implications of Battelle Hippo I & II and the Griffith Filter », 17 juillet 1963, Bates 435.

Filmographie

- One in 20 Thousand* [Un sur vingt mille], avec Norr et Ochsner, American Temperance Society, années 1950.
- Cancer by the Carton* [Du cancer en cartouche], avec Norr et Ochsner, American Temperance Society, années 1950.
- Cold Turkey* [Le manque], réalisé par Norman Lear, United Artists, 1971.
- Smoking and Health : The Need to Know* [Tabac et santé : le besoin de savoir], Tobacco Institute, 1972.
- Smoking and Health : The Answers We Seek* [Tabac et santé : les réponses que nous cherchons], Tobacco Institute, 1975.
- Death in the West* [Mort en Occident], réalisé par Peter R. Taylor, Thames, 1976.
- Frontline : Inside the Tobacco Deal* [Sur le front : les coulisses de l'accord sur le tabac], chaîne PBS, 1998.
- Making a Killing : Philip Morris, Kraft, and Global Tobacco Addiction* [Organiser la tuerie : Philip Morris, Kraft et l'addiction planétaire au tabac], réalisé par Kelly Anderson et Tami Gold, In Fact, 2000.
- Bright Leaves* [Feuilles claires], réalisé par Ross McElwee, 2003.
- Thank You for Smoking* [Merci de fumer !], réalisé par Jason Reitman, inspiré d'un livre de Christopher Buckley, 2005.

Webographie

- <http://lane.stanford.edu/tobacco/index.html> (le meilleur site pour les publicités du tabac, surtout les publicités sur des thèmes médicaux).
- <http://legacy.library.ucsf.edu> (documents officiels de l'UCSF ; la meilleure ressource pour les recherches sur les archives anciennement secrètes de l'industrie).
- <http://tobacco.neu.edu/> (Tobacco Products Liability Project [Projet sur la responsabilité des produits du tabac], articles de presse sur les procédures judiciaires).
- <http://www.ash.org> (site de l'ASH, « La première organisation antitabac et des droits des non-fumeurs d'Amérique »).

http://www.euro-cig.com/gallery.php?id_cap=90 (sur le sex-appeal dans les images publicitaires).

<http://smokefreemovies.ucsf.edu> (films non-fumeurs).

<http://www.smoke-free.ca/documents/Manipulation1.htm> (site piloté par Neil E. Collishaw, l'histoire d'Imperial Tobacco, à l'attention de l'Association des médecins pour un Canada sans tabac).

<http://www.tobacco.org/> (articles et informations sur le tabac sélectionnés par Gene Borio et Michael Tancelosky).

<http://www.tobaccofreekids.org/> (site piloté par Matthew Myers, Tobacco-Free Kids).

<http://www.tobaccovideos.com> (vidéos sur le tabac classées par marque).

<http://www.trinketsandtrash.org/> (site piloté par John Slade, collection d'« artéfacts de l'épidémie de tabagisme », principalement des publicités pour le tabac).

<http://www.who.int/fctc/en/index.html> (Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé).

<https://www.stanford.edu/group/tobaccopriv/cgi-bin/wordpress/> (localise les usines de tabac dans le monde, site piloté par Matthew Kohrman, anthropologue à Stanford).

Lexique

Le jargon de l'industrie du tabac

Accès protégé. Technique de l'industrie par laquelle des documents scientifiques ou d'autres documents sensibles sont transmis pour discussion avec les avocats du secteur afin de protéger lesdits documents dans le cadre de la relation privilégiée entre l'avocat et son client. Ce procédé a permis de protéger des dizaines de milliers de documents contre toute assignation judiciaire.

Accommodement. Élément clef des efforts de la période 1980-2000 pour contrecarrer les législations antitabac, après la démonstration de la nocivité du tabagisme passif. Central dans la campagne mondiale *Courtesy of Choice* [La politesse du choix] de l'industrie, dont l'idée est que fumeurs et non-fumeurs devraient être capables de vivre et de prendre leurs repas en harmonie, les uns et les autres ayant le droit de profiter du même air dans les restaurants et les hôtels. Le but affiché est d'éviter de faire subir aux fumeurs un « ostracisme à l'américaine ». « Le juste accommodement avec les fumeurs » est aussi un aspect essentiel des opérations *Down Under* et *Rainmaker* de l'industrie.

Action des lèvres. Formule créée dans les années 1960 par Philip Morris pour désigner le geste inconscient du recouvrement des orifices de ventilation par les lèvres, permettant aux fumeurs d'obtenir plus de goudron et de nicotine que prévu d'après les mesures fournies par les robots fumeurs standardisés. Également appelée « occlusion des lèvres » et « lèvres rideau ».

Activité biologique. L'euphémisme le plus courant de l'industrie pour

désigner le cancer ou la croissance précancéreuse. Le terme est utilisé, par exemple, pour désigner la prolifération anormale des cellules qui se produit lorsqu'on applique des goudrons de tabac sur le dos rasé de souris de laboratoire ; il y a aussi « activité biologique estimée » (ou EBA). Parfois désignée comme « activité Ames », « activité » ou « données souris ». Voir *RAN-1* et *RAN-2*.

Anti. Terme de l'industrie pour désigner les « activistes antitabac ». Les défenseurs de la santé sont qualifiés d'« antitabac », manière de masquer le fait qu'ils sont en réalité pro santé publique et, en ce sens, « profumeurs » (au service de...). Voir *braillards*.

Apprentis fumeurs. L'un des nombreux termes appliqués aux jeunes qui commencent tout juste à fumer, avec les « débutants », les « nouveaux fumeurs », les « préfumeurs », les « nouveaux testeurs », etc. Chez Reynolds, dans une note de 1973, Claude Teague distingue « préfumeurs », « fumeurs débutants » et « fumeurs confirmés », et se plaint d'être « injustement empêché de faire directement la promotion des cigarettes sur le marché des jeunes » en soulignant le besoin de « nouvelles marques conçues pour être particulièrement attractives auprès du jeune fumeur ». Voir aussi *FUBYAS* et *recommençants*.

Bâtiments sains. Formule signalant que des bâtiments peuvent être conçus pour être respectueux des fumeurs : on augmente la ventilation au lieu de limiter la possibilité de fumer. Institutionnalisé avec la création de Healthy Buildings International, un organe de façade de l'industrie qui combat les actions visant à interdire le tabac dans les lieux clos. A ensuite donné lieu à des terminologies techniques comparables comme « forêts saines » (autrement dit, où se pratique une déforestation intensive).

BORSTAL. Nom de code de British American Tobacco Company datant de la fin des années 1950 (utilisé dans les dossiers internes de l'entreprise) pour désigner le benzopyrène, un hydrocarbure

aromatique polycyclique que Roffo découvrit dans les années 1930 dans la fumée de cigarette et qui fut généralement tenu pour responsable des propriétés cancérogènes de ladite fumée dans les années 1940 et 1950. *Borstal* était à l'origine un terme anglais désignant un foyer de délinquants juvéniles.

Braillards. Terme employé par Philip Morris pour désigner les gens qui protestent contre le publi-postage de sollicitations relatives à la cigarette. Des millions de sollicitations de ce type sont envoyées chaque année, et certaines d'entre elles atteignent des mineurs, parfois des personnes qui sont déjà mortes de tabagisme. Philip Morris fait la distinction entre braillards « durs » et « mous » : les braillards « mous » sont simplement des gens qui exigent d'être radiés de ces listings, alors que les braillards « durs » (également appelés « braillards en masse ») comprennent des mineurs ou des cibles qui posent des problèmes d'un point de vue juridique.

Cigarette moins dangereuse ou plus sûre. Expression utilisée pour laisser entendre que les cigarettes conventionnelles sont déjà « inoffensives ».

Comité des conseils. Également connu sous l'intitulé « Comité de la politique juridique » ou « Sextuor secret », c'est le puissant groupe des directeurs juridiques des six principales compagnies de tabac américaines – American Tobacco, Philip Morris, Lorillard, Brown & Williamson, Liggett & Myers et R. J. Reynolds – formé en 1958 afin de maîtriser les sujets ayant trait au tabac et aux politiques de santé.

Compensation. Terme désignant le fait que, lorsque les fumeurs passent à une cigarette à plus faible teneur en goudron, ils « compensent » souvent en inhalant plus profondément, en conservant la fumée plus longtemps dans leurs poumons, en fumant plus de cigarettes ou en tirant plus de bouffées, en la fumant plus près du mégot, en couvrant les orifices de ventilation ou en

modifiant leur comportement par d'autres moyens pour obtenir plus de nicotine (consciemment ou inconsciemment). La compensation, également appelée « titrage », « mécanisme des quotas » ou « adaptation », est la raison principale pour laquelle les cigarettes à faible rendement ou « légères » ne sont pas moins dangereuses que les normales. Voir aussi *élasticité*, *action des lèvres* et *ventilation*.

Controverse ouverte. Pilier central de l'opération de colportage du doute, l'idée étant ici que personne n'a jamais été capable de *prouver* que le tabac est dangereux ; la controverse reste donc « ouverte » et nécessite « davantage de recherches ». Couplé avec la « notoriété publique » dans la stratégie de défense juridique de l'industrie.

Conversion. Terme de R. J. Reynolds, méthode pour convaincre un fumeur cible de passer d'une marque concurrente à une marque de la compagnie. Après quoi, le problème se transforme en « rétention ».

DIET. Acronyme pour « *dry ice expanded tobacco* » (tabac expansé à la glace carbonique), technique développée au début des années 1970 : l'application d'un froid extrême aux feuilles de tabac les fait « gonfler » ou « enfler ». Les cigarettes légères sont généralement faites de tabac expansé, raison pour laquelle les variétés actuelles contiennent moins de tabac que leurs homologues antérieures aux années 1960. Les cigarettes légères sont « légères » de la même manière que la barbe à papa peut être considérée comme une forme de sucrerie à basses calories (en d'autres termes, à tort).

DNP. Acronyme pour « *duty not paid* » (droits non acquittés). Euphémisme de l'industrie du tabac pour évoquer la contrebande, également désignée par la formule « *transit trade* » (commerce de transit), « *general trade* » (commerce général), « *parallel market* » (marché parallèle), « *second channel* » (deuxième canal), « *border trade* » (commerce de frontière), « *back door*

transactions » (réexport ou transactions détournées). On parle aussi de marchés ou clients « spéciaux » ou « opportunistes », de « contrebande », de marchés « noirs » ou « gris », etc., comme dans le descriptif par British American Tobacco de sa marque 555 International : « les expéditions IED étaient principalement destinées à l'Indonésie (en tant qu'importations légales) et à Hong Kong et Singapour pour le commerce en détaxe/transit ». Dans les années 1990, des affiliés de BAT les décrivent comme un « segment » de marché.

Effets secondaires indésirables. Définition par Brown & Williamson des pathologies pulmonaires et des affections cardiaques provoquées par le tabac, à partir de 1963.

Élasticité. Notion selon laquelle les cigarettes peuvent être conçues pour permettre aux fumeurs de maîtriser les teneurs en goudron et en nicotine, en fonction de la manière dont ils les fument. Par exemple, les orifices de ventilation sont placés là où ils peuvent être obturés par les lèvres ou les doigts du fumeur – ainsi, davantage de fumée pénètre dans la bouche ou les poumons. L'élasticité a été intégrée dans la conception des cigarettes pour que les fumeurs de marques à faibles teneurs puissent obtenir une plus grande « satisfaction ». Voir aussi *compensation*, *action des lèvres* et *ventilation*.

Extension de marque. Expression utilisée pour désigner le marketing du tabac à travers des supports autres comme les Marlboro Country Stores, Marlboro Classic (la ligne de vêtements) ou les Bistros Benson & Hedges. D'autres formules désignent cette pratique parmi lesquelles : « publicité indirecte », « diversification de marque », « publicité alibi », « communication parallèle », « licence de logo », « publicité par transfert d'image de marque » et « publicité hors médias ». Dans la plupart des cas, le but est de contourner les interdictions frappant les formes de publicité plus

traditionnelles.

Facteur de risque. L'euphémisme de prédilection pour désigner les agents ou les activités qui sont causes de cancer. Les compagnies n'ont jamais voulu parler du tabac comme « cause » de cancer. Mais, dans les années 1990, elles ont commencé à admettre que fumer pourrait constituer un « facteur de risque » pour des affections diverses. Elles ont recouru à des expressions similaires pour désigner des individus présentant un danger, comme dans cette phrase : « On ne peut exclure que [Adlkofer] devienne un facteur de risque pour l'industrie. » Le risque peut aussi impliquer le profit, comme si fumer était une forme d'investissement. Il serait plus honnête d'employer des formules comme « moins létal » ou « moins mortel ».

Fichier central. Également appelé « *Cenfile* » ou « Dossier litiges du tabac ». Dépôt central des documents sur le tabac et la santé conservés sous forme de fiches indexées dans les années 1950 et informatisées à partir des années 1960. Contenait 96 558 documents en 1984.

FTA. « Fumée de tabac ambiante » (ETS en anglais), formulation technique employée par l'industrie pour enjoliver la fumée « secondaire » ou « involontaire », celle que produit le tabagisme « passif ».

FUBYAS. Acronyme de R. J. Reynolds pour First Usual Brand Young Adult Smokers [première marque habituelle pour jeunes fumeurs adultes] ou First Unbranded Young Smokers [nouveaux jeunes fumeurs sans marque attirée]. Les fabricants des Camel emploient cette terminologie quand ils conçoivent des stratégies de marketing pour les adolescents, en distinguant (sur une échelle qui va de conformiste à anticonformiste) les Goody Goodies [petits saints], Preps [élèves de classes préparatoires], GQ [pour *Gentleman's Quarterly*, magazine masculin créé en 1931], DISCOs, Rockers,

Party Parties (qui désignait les fêtes fortement alcoolisées), Punks et enfin Burnouts [victimes du syndrome d'épuisement professionnel].

Full flavor [pleine saveur]. La formule de l'industrie pour les cigarettes « fortes en goudron » ou « ordinaires » (par opposition aux faibles teneurs en goudron ou aux légères). Il existe de nombreux acronymes, comme FFLT pour « *full flavor low tar* ». Le plus souvent, les fabricants veulent aussi peu de goudron que possible, mais ce n'est généralement pas réalisable.

Fumeurs de remplacement. Formule de l'industrie désignant les jeunes fumeurs indispensables au « remplacement » de ceux qui meurent de maladies provoquées par le tabagisme. L'expression se retrouve dans des documents de Reynolds, Lorillard, Philip Morris et Brown & Williamson.

Gêne. Terme employé par l'industrie pour décrire l'effet du tabagisme sur les non-fumeurs. La fumée secondaire est dite « gênante » – plutôt que *cancérogène* –, comme un bébé pleurant à bord d'un avion ou un voisin de siège dégageant une forte odeur corporelle ou portant un parfum écœurant.

Gentlemen's agreement. Accord informel conclu entre les dirigeants de l'industrie américaine du tabac dans les années 1950 pour ne pas se faire concurrence en mobilisant des arguments sur les effets du tabac. Beaucoup de compagnies enfreignent cet accord en recherchant un avantage concurrentiel consistant à fournir des éléments rassurants sur la santé.

Goudron. Substance humide et gluante qui noircit les poumons des fumeurs. Dénommé « coaltar », ou goudron de houille, dans les années 1930, modifié en « taches de nicotine » ou simplement en « goudron » (entre guillemets) à l'époque où l'on a découvert que ce goudron de houille était cancérogène. Clarence C. Little déconseille l'emploi du terme (« pas du tout souhaitable ») étant donné ses connotations pour « les esprits profanes ». En 1957, le directeur de

la recherche d'American Tobacco Company préférerait parler de « résines », ajoutant qu'il était « tout à fait possible qu'elles soient bénéfiques au niveau physiologique, car elles peuvent adsorber, renfermer et diluer les substances irritantes comme les acides et les aldéhydes. Du point de vue des saveurs, du goût et de la palatabilité, il s'agit en tout cas d'un ingrédient essentiel de la fumée de cigarette ». Parmi les termes étroitement liés, citons les « solides de la fumée », la « matière particulaire totale », la « matière particulaire sèche » et les composants de la fumée « en phase condensée ». Voir aussi *tache de nicotine*.

Goût. La première des vertus du tabac mises en avant par l'industrie, qui en a fait aussi un euphémisme pour désigner le goudron (*versus* la nicotine, c'est-à-dire la « satisfaction »). Voir *satisfaction*.

Grasstops. Terme de lobbying, désignant, par opposition à *grassroots* (la base), les amis de gens influents que l'industrie du tabac aborde pour exercer son influence (sénateurs et représentants au Congrès, par exemple). Des dossiers informatiques minutieusement tenus conservent des « réseaux *grasstops* » ; un sénateur peut avoir 30, 40 *grasstops*, voire plus, qui sont contactés par des « équipes d'action sur le terrain » afin d'influencer une politique (le représentant du Wisconsin, David Obey, en compte 33 ; celui du Minnesota, Collin C. Peterson, 42, etc.). Également désignés d'un terme de marketing : « influenceurs ».

Irritation. Terme passe-partout qui désigne tout ce que la cigarette peut avoir de nocif et qui sert à réduire ou à banaliser ses dangers. Terme flexible, qui se situe à mi-chemin entre « goût » et « cancer », l'irritation est un inconvénient que l'industrie peut chercher à réduire en présentant la chose comme un souci de procurer satisfaction, tout en espérant simultanément que cela contribuera à diminuer la cancérogénicité. L'irritation est l'explication la plus courante de la raison pour laquelle une action d'ordre chimique ou physique peut

provoquer un cancer (avant la théorie de la mutation des gènes). L'industrie peut donc mener des recherches sur l'« irritation » et défendre la chose en la présentant comme un effort pour donner satisfaction au client. Ce glissement a une valeur sur le plan juridique et sur celui des relations publiques : on peut défendre le test d'un additif ou d'un composant de la fumée appliqué, par exemple, sur l'œil d'un lapin soit comme un « test de saveur » (destiné à éviter l'irritation), soit comme un test visant à déterminer une pathologie potentielle. La réponse de l'industrie à l'« irritation » consiste à fabriquer des cigarettes « douces ». Voir *gêne*.

Jeunes adultes. Euphémisme pour les adolescents, la cible principale de beaucoup d'opérations de marketing. Quand les cigarettiers sont accusés de cibler les ados, ils peuvent toujours prétendre cibler les « jeunes adultes ». Les acronymes sont nombreux : YAS pour « *young adult smokers* » (jeunes adultes fumeurs), FUBYAS, etc. En 1975, une note interne de Brown & Williamson conseille à ses commerciaux d'utiliser désormais la formule « jeune fumeur adulte » ou « marché du jeune fumeur adulte » au lieu de « jeunes fumeurs » ou de « marché de la jeunesse ». Le n-gramme pour « jeunes adultes fumeurs » indique un usage culturel de l'expression bien plus large après 1975.

Marché viril. Terme désignant les cibles de marchés militaires et/ou machistes. « Femmes viriles » comprend les femmes soldats mais aussi les « filles du championnat NASCAR ».

Notoriété publique. Terme juridique employé par l'industrie pour soutenir que tout le monde a toujours été informé des dangers du tabac et que les gens ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils tombent malades. Également appelée « conscience universelle ». À opposer à *controverse ouverte*.

Opportunités de niche. Expression utilisée par Philip Morris dans des débats internes sur le ciblage des « Afro-Américains, des

Hispaniques, des Asiatiques, des gays », etc. ; également désignées « marchés de niche » ou « publics ».

Politique de rétention de documents. Politique de destruction de documents.

Prétendu. Qualificatif requis chaque fois qu'on parle de substances cancérogènes ou d'autres dangers du tabagisme. Le mot apparaît dans plus d'une centaine de milliers de documents préservés dans les archives anciennement secrètes de l'industrie et désormais en ligne sur <http://legacy.library.ucsf.edu>. Chez Reynolds, Claude E. Teague parle de la nécessité d'éliminer de « prétendus risques pour la santé » liés aux cigarettes ; les cigarettes qui ne se consomment pas sont censées réduire les « risques prétendus pour la santé des autres », etc.

Prohibition. Toujours une mauvaise solution. Les défenseurs du tabac emploient le terme, ainsi qu'« abolition » et « abolitionnistes », pour dénigrer tous les efforts visant à restreindre la consommation de tabac. L'intention est d'associer la défense de la santé à l'intolérance puritaine, et plus précisément à l'interdiction impopulaire de la vente d'alcool aux États-Unis entre 1919-1933. Cette volonté qu'a l'industrie de tourner les « abolitionnistes » en ridicule est curieuse, car le terme fait implicitement référence aux opposants à l'esclavage, mais elle opère plutôt comme le dénigrement des sectarismes ou des fanatismes, des opposants chroniques, odieux en raison de leur image rétrograde.

RAN-1, RAN-2. Abréviation employée par R. J. Reynolds pour « *reduced Ames numbers* » [chiffres Ames réduits], référence au dosage biologique développé par Bruce Ames, un biochimiste de Berkeley, au milieu des années 1970. Une cigarette aux « chiffres Ames réduits » génère une fumée au potentiel mutagène ou à l'« activité biologique » (c'est-à-dire la capacité de provoquer un cancer) réduits par l'emploi de mélanges faiblement azotés ou de

tiges qui ont été lavées, par exemple.

Recommençants. Terme employé par Brown & Williamson pour les gens qui ont arrêté de fumer et qui se remettent à le faire. Une importante cible de marché, avec les « débutants » (les « apprentis fumeurs ») et les « *switchers* » (ceux qui changent de marque ou qui passent des ordinaires aux légères).

Rébellion acceptable. Expression employée par Reynolds pour définir l'attrait de sa marque Camel auprès des jeunes, identifiée aussi comme « légèrement anticonformiste ». L'idée est la suivante : « J'aime bien m'affirmer en me détachant un peu du lot mais pas trop. » Autres termes connexes : franc-tireur (*maverick*), « voyou » (*rogue*) et James Dean.

Recon (tabac reconstitué). Ingrédient de la cigarette, réalisé à partir de déchets de tabac via un procédé emprunté à la fabrication du papier. Le *recon* sert à économiser sur les coûts de matière première (en utilisant aussi les matières moins nobles de la feuille de tabac : tiges, nervures, brindilles) mais aussi à affiner la composition chimique du remplissage (« manufacture de précision »). Connu chez Philip Morris sous l'appellation « feuille mélangée » ou BL (pour « *blended leaf* »), et ailleurs sous celle de RT (pour « *reconstituted tobacco* ») ou de « feuille de tabac ». Reynolds y fait référence (et au procédé de sa fabrication) sous le sigle G-7.

Remplissage (ou garniture) alternatif. Matériaux inertes utilisés pour remplacer partiellement le tabac dans les cigarettes, surtout dans les années 1970 et 1980. En règle générale, ils contiennent des matières non combustibles comme du carbonate de calcium, de la silice, du verre ou même de l'amiante. L'idée étant que les cigarettes remplies de « matériaux sans combustion » (NSM, pour « *non-smoking materials* ») réduiraient ainsi leur taux de goudron.

Rhétorique. Utilisation stratégique du langage afin de défendre les positions juridiques ou de relations publiques de l'industrie. En

1985, les avocats de Reynolds eurent recours à cet « art de la formule » pour caractériser les efforts de leurs clients « en vue de minimiser les risques de déclarations [dans les rapports de recherche internes] trompeuses ou erronées en raison d'une formulation médiocre ou imprécise ». Les chimistes de la compagnie se virent conseiller d'« éviter de discuter de toute activité biologique potentielle et de ne se référer qu'à de “prétendues” substances cancérogènes ».

Satisfaction. Euphémisme pour la nicotine, comme dans l'affirmation de British American Tobacco : « Les fumeurs de Benson & Hedges ont une préférence pour une satisfaction initiale légèrement plus forte. » La satisfaction est à la nicotine ce que le goût est au goudron. On défend la nicotine comme un « élément du goût », alors qu'on maintient sa présence dans la cigarette pour entretenir l'addiction. Également appelée « impact ».

Sauçage. Agents vaporisés sur la feuille de tabac au cours de la fabrication de la cigarette. Les composants du saucage comprennent généralement des agents aromatisants tels la réglisse, le sucre et la coumarine, mais aussi des agents humectants comme le diéthylène glycol et des oxydants comme le citrate de potassium. Et des agents de *freebasing* comme l'urée ou l'ammoniac.

Sevrage. C'est ainsi que Big Tobacco désigne la suppression de la nicotine – l'arrêt de la cigarette –, un phénomène redouté. Les compagnies de tabac craignent en effet que, si les niveaux de nicotine baissent de façon importante au-dessous d'un niveau plancher, les fumeurs ne soient « sevrés » de leur habitude.

Statistiques. Généralement suspectes ou qualifiées de « simples ». Des milliers de diatribes contre les statistiques apparaissent dans la propagande de l'industrie, laquelle s'est servie, dans les années 1960, de Darrell Huff, auteur d'*Apprendre à mentir avec les statistiques* (1954), pour présenter des témoignages

confusionnistes devant le Congrès américain.

Substances cancérigènes chez les souris. Terminologie employée par l'industrie quand elle se réfère à des expérimentations animales indiquant un risque de cancer. On a donc pu trouver dans la fumée de tabac des « substances cancérigènes chez les souris » qui ne sont pas indicatives d'un danger chez les humains. Les potentiels de cancérigénicité révélés par l'expérimentation animale sont parfois désignés par la formule « chiffres pour souris ».

Syndrome du bâtiment malsain (SBS). Concept créé par Gray Robertson, chez Healthy Buildings International, un organe de façade de l'industrie, pour détourner l'attention des dangers du tabagisme passif dans les lieux clos. L'idée est qu'une ventilation appropriée pourrait remédier à la pollution atmosphérique à l'intérieur des bâtiments (due aux émanations provenant des moquettes ou autres) davantage que l'interdiction d'y fumer. Le SBS devient une pièce maîtresse dans les efforts de l'industrie pour minimiser et/ou nier la réalité des dommages causés par la fumée respirée en milieu fermé.

Tabac expansé. Feuille qui a été « gonflée », ou expansée, pour en accroître le pouvoir de remplissage. Le tabac expansé est moins dense, ce qui signifie qu'une cigarette peut être remplie avec une masse moindre. L'un des principaux moyens permettant d'obtenir que les cigarettes dites « faibles en goudron » et « légères » produisent moins de goudron – d'après les mesures réalisées par les robots fumeurs standardisés. Et l'une des raisons pour lesquelles les cigarettes pèsent moins lourd que par le passé.

Taches de nicotine. Formule inventée dans les années 1930 pour remplacer « taches de goudron » ou « taches de coaltar », après la découverte que le goudron de houille provoquait le cancer. La nouvelle terminologie, surtout utilisée pour décrire les décolorations sur les doigts des fumeurs, est introduite pour détourner l'attention

du fait que ce type de taches contient des goudrons facteurs de cancer. L'industrie contestera plus tard la présence même de goudrons dans la fumée de tabac. Voir *goudron*.

Technologie de l'ammoniac. Technique consistant à ajouter de l'ammoniac pour convertir la nicotine en base libre dans la fumée de la cigarette (en augmentant le pH, ce qui accroît l'« impact » de l'alkaloïde). Le développement de cette technologie par Philip Morris au début des années 1960 contribua à faire de la Marlboro la cigarette la plus populaire de la planète. Des techniques similaires furent ensuite mises au point pour transformer la cocaïne vendue dans la rue (le crack).

Transit. Nom de code de l'industrie pour la contrebande, comme dans cette phrase : « Avant de chercher des opportunités de transit, il faut étudier toutes les opportunités d'importations légales. » La contrebande est aussi connue au sein de l'industrie sous son autre nom : *duty not paid* [droits non acquittés] ; voir *DNP*.

Ventilation. Également appelée « dilution », « détournement », « rafraîchissement », « succion d'air » ou « dérivation de la fumée ». Cette technique permet de réduire les teneurs en goudrons et en nicotine mesurés à la machine en pratiquant de minuscules événements dans l'embout buccal de la cigarette. Ces fentes de ventilation sont placées stratégiquement de manière à ce que les robots enregistrent des teneurs plus basses et que les fumeurs puissent les recouvrir afin d'obtenir leurs dosages requis (« autotitrage »). La « ventilation » est aussi le terme utilisé pour détourner l'attention de la cigarette comme cause de pollution dans les lieux clos : dans une pièce, il n'y a jamais « trop de fumée », mais « pas assez de ventilation ».

ZEPHYR. Dans la mythologie grecque, c'est la personnification d'un vent favorable du début d'été. À la fin des années 1950, c'est le nom de code de British American Tobacco pour le cancer. Des documents internes de la compagnie mentionnent des études

statistiques démontrant un lien de causalité « entre ZEPHYR et le tabac, en particulier la cigarette ». Voir *BORSTAL*.

Chronologie des fusions et acquisitions du tabac (sélection)

<i>Année</i>	<i>Acquisition</i>	<i>Prix (en millions de \$, sauf exception)</i>
Avant 1900	American Tobacco rachète 250 producteurs de tabac, formant un monopole mondial	n/a
1901	American Tobacco rachète Ogden en Grande-Bretagne	n/a
1901	Imperial Tobacco naît de la fusion de H. O. Wills et de 12 autres firmes britanniques	n/a
1902	British American Tobacco (BAT) naît du rachat d'Imperial par American Tobacco	n/a
1904	Création du monopole de Japanese Imperial Tobacco	n/a
1911	Démantèlement de l'empire Duke en American Tobacco, Reynolds (RJR), Liggett et Lorillard	n/a
1914	BAT rachète Souza Co. au Brésil	???
1925	BAT acquiert les activités à l'étranger d'Ardath Tobacco (avec sa marque State Express)	???
1927	BAT rachète Brown & Williamson	???
1929	Carreras rachète John Sinclair Ltd de Newcastle-upon-Tyne	???
	BAT acquiert Haus Bergmann Cigaretten-Fabriken	

1932	à Dresde	???
1932	Imperial acquiert une participation de contrôle de Gallaher	???
1934	Philip Morris rachète des actifs de Continental Tobacco Co.	???
1944	Philip Morris rachète les installations d'Axton-Fisher à Louisville (les marques Fleetwoods et Spud)	???
1945-60	Expropriation des actifs de BAT en Indonésie, au Pakistan et en Égypte	n/a
1949	BAT perd le marché chinois à cause de la révolution communiste	n/a
1954	Philip Morris acquiert les droits américains des Benson & Hedges	???
1958	Carreras (Black Cat, Craven A) fusionne avec Rothmans of Pall Mall, en Grande-Bretagne	???
1961	Augustinus, Fabrikker et Obel fusionnent pour former Scandinavian Tobacco Co	???
1962	Benson & Hedges (Canada) acquiert Tabacofina au Canada	???
1963	Philip Morris acquiert les Fabriques de tabac réunies (Suisse)	???
1964	Gallaher acquiert 25 % de la compagnie néerlandaise Theodorus Niemeyer	3
1964	Lorillard acquiert 50 % de United Tobacco Co. à Hong Kong	2

1968	Liggett rachète Austin, Nichols & Co. (les marques Wild Turkey, Campari, Metaxa)	???
1968	Loews Theatres rachète Lorillard Tobacco	450
1968	American Tobacco rachète Gallaher, et en prend le contrôle total en 1975	???
1972	Rothmans International naît de la fusion de plusieurs fabricants de tabac britanniques	???
1977	BAT acquiert l'activité internationale de Lorillard (les marques Kent, True, etc.)	???
1978	Philip Morris rachète la division internationale de Liggett	108
1980	Tchibo, le fabricant de café, acquiert des parts de Reemtsma (cigarettes Davidoff et West)	???
1983	Liggett & Myers est racheté par Grand Metropolitan	575
1986	Liggett & Myers est vendu à Robert E. Gillis et Bennett S. LeBow (Brooke Partners)	137
1986	Imperial Group est racheté par Hanson Trust PLC	2 500 (£)
1989	BAT acquiert W. D. et H. O. Wills (Australie)	???
1990	Philip Morris rachète VZ Dresden, en Allemagne (marques F6, Juwel, Karo)	???
1990	Liggett change de nom et devient le Brooke Group, se diversifie dans le sport et le divertissement	n/a
1992	Philip Morris International acquiert une prise de participation dans Tabak SA (République tchèque)	???
1992	Reynolds acquiert l'usine de cigarettes	???

Satoraljaújhely en Hongrie

Années 1990	Reemtsma rachète la marque Mocne au monopole d'État polonais du tabac	???
1992	Reynolds rachète l'usine Petro de Saint-Pétersbourg	???
1992	Japan Tobacco rachète Manchester Tobacco en Angleterre	???
1992	BAT acquiert l'usine de tabac Pecs (Pecsi Dohanygyar), en Hongrie	???
1993	BAT acquiert les droits mondiaux de Lucky Strike, aux termes d'un échange de marque avec American Brands	???
1994	Reynolds rachète des coentreprises de confiserie et de gâteaux secs au Kazakhstan pour fabriquer des cigarettes	100
1994	Brown & Williamson (BAT) acquiert American Tobacco	1 000
1995	BAT rachète le monopole du tabac d'Ouzbékistan et investit en Pologne	???
1995	BAT rachète 65 % de l'usine de tabac d'État d'Augustow, créant BAT Polska	???
1996	Philip Morris rachète le tiers de Zakady Przemysłu Tytoniowego, à Cracovie (Pologne)	227
1996	Reynolds rachète une participation dans Tanzanian Cigarette Corp.	55
1997	Swedish Match rachète les installations cigarettières de Reynolds en Finlande	???
1997	BAT rachète Cigarrera La Moderna, le premier	???

fabricant de tabac du Mexique

1997	Rizla est revendu à Imperial Tobacco	???
1997	Reynolds vend l'usine de cigarettes Satoralajuhely à Continental Tobacco Group	???
1998	Imperial acquiert un intéressement de 90 % dans Reemtsma (marques Davidoff, West, Stuyvesant)	5 100
1999	BAT rachète une participation de contrôle dans Imasco	17 300
1999	Les monopoles français et espagnol fusionnent (SEITA + Tabacalera), créant Altadis	???
1999	BAT rachète Rothmans International (Dunhill) à Rlichemont en Afrique du Sud	???
1999	Japan Tobacco rachète les droits internationaux des Camel, Winston, etc., à RJR Nabisco	7 800
1999	Reemtsma acquiert une participation majoritaire dans Paradise Tobacco Co. (Cambodge)	???
1999	Austria Tabak rachète la division cigarettes de Swedish Match	???
2000	BAT rachète PT Rothmans de Pall Mall Indonésie	???
2000	BAT vend les intérêts canadiens de Rothmans, créant Imperial Tobacco Canada	???
2000	Gallaher rachète le cigarettier russe Liggett-Ducat au Vector Group	390
2001	Imperial acquiert une participation de contrôle dans le fabricant subsaharien Tobaccor	179 (£)
2001	Gallaher rachète Austria Tabak (monopole d'État)	1 600 (£)

2001	Houchens rachète Commonwealth Brands	1 900
2001	BAT investit dans la compagnie d'État nord-coréenne Korea Sogyong Trading Corp.	7
2002	Reynolds rachète Santa Fe Natural Tobacco Co. (la marque American Spirit)	340
2003	BAT acquiert une participation dans TabaRwanda (Rwanda), créant BAT Rwanda	2
2003	Imperial Tobacco achève le rachat de Reemtsma Cigarettenfabriken	3 500 (£)
2003	BAT rachète Tabacalera Nacional (Pérou)	37
2003	BAT rachète Ente Tabacchi Italiani (le monopole d'État italien)	3
2003	BAT rachète Vranje Tobacco Industry (Serbie)	111
2003	BAT revend son usine birmane, acquise en 1999	???
2003	Philip Morris rachète Nis Tobacco Industry (Serbie)	660
2003	Le gouvernement marocain revend 80 % de ses parts de la Régie des tabacs à Altadis	1 530
2003	Création d'Altria Group, société mère de Philip Morris USA	n/a
2004	Reynolds rachète B&W, créant Reynolds American ; BAT en détient 42 %	4 200
2005	Gallaher rachète Cita Tabacos de Canarias à Altadis	104
2005	Philip Morris International achète une participation de contrôle dans Sampoerna, fabricant de cigarettes au clou de girofle	5 200

2005	Philip Morris International rachète la Compañía Colombiana de Tabaco SA (Colombie)	300
2006	Japan Tobacco International rachète Senta Tobacco Industry (Serbie)	36
2006	Reynolds rachète Conwood, fabricant des tabacs à mâcher Kodiak & Grizzly	3 500
2006	Japan Tobacco, fabricant des Mild Seven, rachète Gallaher, fabricant des Silk Cut	15 000
2007	Imperial Tobacco rachète Commonwealth Brands (marques USA Gold et Sonoma)	1 900
2007	Philip Morris International porte à 90 % sa participation dans Lakson Tobacco (Pakistan)	600
2007	Altria rachète John Middleton, Inc., fabricants des cigares Black & Mild	2 900
2008	Imperial Tobacco rachète Altadis (Gauloises blondes, Gitanes et cigares)	22 400
2008	BAT rachète TEKEL, monopole turc du tabac et de l'alcool	1 720
2008	BAT PLC rachète les activités cigarette et <i>snus</i> (tabac en poudre) de Skandinavisk Tobakskompagni	4 100
2008	Altria Group se sépare de sa filiale Philip Morris International	n/a
2008	Philip Morris International rachète Rothmans Inc., le fabricant canadien	1 950
2009	Altria Group rachète UST, fabricant des marques sans fumée Skoal et Copenhagen	11 700

2009	BAT rachète PT Bentoel International Investama (Indonésie)	494
2009	Philip Morris rachète la division sud-africaine de Swedish Match AB	224
2009	JTI rachète Tribac Leaf, Ltd., avec des activités au Malawi, en Zambie, en Chine et en Inde	???
2009	Philip Morris International rachète Productora Tabacalera de Colombia, Protabaco Ltd.	452
2009	Reynolds rachète Niconovum, fabricant suédois de chewing-gums, de vaporisateurs et de sachets de nicotine	43
2010	Philip Morris Philippines fusionne avec Fortune Tobacco pour créer PMFTC Inc.	n/a

Remerciements

Je n'aurais pas pu écrire ce livre sans accéder aux plus de 70 millions de pages de documents rendus publics par l'industrie du tabac en réponse à des assignations judiciaires. Je voudrais donc remercier les nombreux avocats qui ont lutté pour traduire ces trafiquants en justice. Les avocats n'ont pas toujours bonne réputation, mais j'ai été impressionné par le courage et l'énergie de ceux qui mènent un juste combat : Madelyn Chaber, Michael V. Ciresi, Richard A. Daynard, Marc Edell, Phil Gerson, C. K. Hoffer, Russell Kinner, Ron Motley, Matthew Myers, William H. Ogle, Gary Paige, Stanley Rosenblatt, Robert Shields, Rod Smith, Mike Withey et leurs collaborateurs diligents. Ceux dont je mentionne ici le nom et bien d'autres se sont dressés avec courage contre certains des pollueurs les plus puissants de la planète, et sont parvenus parfois à les soumettre à un minimum de justice. L'histoire des cabinets juridiques qui ont œuvré pour chaque camp respectif lors des procès est à écrire – celui de l'industrie demeure une vraie *terra incognita* – et je suis impatient de voir des chercheurs explorer ce territoire.

Je suis également redevable à de nombreux chercheurs qui se sont lancés dans des travaux herculéens pour révéler les méfaits de Big Tobacco. Je n'en citerai ici que quelques-uns, qui ont eu un rôle crucial : Mary Assunta, Deborah Barnes, Lisa Bero, Stella Bialous, Alan Blum, Allan Brandt, Simon Chapman, Greg Connolly, Michael Cummings, Rob Cunningham, Stanton Glantz, Norbert Hirschhorn, Richard Hurt, Rob Jackler, Luk Joossens, Matthew Kohrman, Louis Kyriakouides, Anne Landman, Pamela Ling, Judith Mackay, Ruth Malone, Monique Muggli, Kathryn Mulvey, Naomi Oreskes, Rick Pollay, Channing Robertson, Suzaynn Schick et Stan Shatenstein. Je voudrais aussi remercier les rares

« initiés » de l'intérieur de l'industrie qui, s'exposant eux-mêmes à de grands risques, ont aidé à rompre les chaînes du secret entourant ce secteur d'activité : William Farone, Victor J. DeNoble, Paul C. Mele, James D. Mold, Ian Uydess, Jeffrey Wigand et Merrell Williams.

Pris collectivement, ces avocats, ces chercheurs et ces lanceurs d'alerte ont sauvé quantité de vies. Nous avons aussi la chance d'avoir des organismes dévoués, axés sur les politiques, publiques comme Action on Smoking and Health (ASH), American Legacy Foundation, Americans for NonSmokers' Rights, Doctors Ought to Care, SmokeFreeMovies, Campaign for Tobacco-Free Kids, World Congress on Tobacco or Health et Air Resources Board and Tobacco Control Program de l'État de Californie, tous activement engagés dans la défense de la qualité de l'air. Mais cette bataille est loin d'être terminée. Il reste beaucoup à faire. Des organismes philanthropiques commencent aussi à apporter d'importantes contributions, notamment la Bloomberg Initiative to Reduce Tobacco Use et la fondation Bill et Melinda Gates. Les efforts sur le terrain sont vitaux. On aura compris la lenteur des gouvernements pour limiter les dégâts du tabagisme.

La Legacy Tobacco Documents Library représente un trésor historique inégalé, dans lequel les historiens ont rarement puisé. Certains de mes collègues travaillent sur l'esclavage : les archives contiennent plus de 2 400 documents renvoyant à ce sujet. D'autres encore travaillent sur la Chine : elle figure dans plus de 100 000 documents. Le terme « Surgeon general » [ministre de la Santé] apparaît dans 414 000 pièces, et celui de « cancer » dans près de 2 millions. Il s'y ajoute constamment de nouveaux documents, dont désormais quelque 8 000 vidéos. L'opportunité qui s'est récemment offerte d'explorer la *microstructure discursive* des archives n'est pas moins importante. Avant l'informatisation, une vie entière n'aurait pas suffi pour consulter un corpus de documents aussi important et réunir tous les usages de termes tels que « prétendu », « castoréum » ou « propagande ». Grâce à la faculté de

recherche en ligne sur texte entier et à la reconnaissance optique de caractère, pour quiconque a accès à Internet, c'est désormais faisable en l'espace de quelques secondes.

Nous ne pouvons rechercher que dans ce que les compagnies ont dû transmettre, évidemment, et c'est là une profonde limitation, néanmoins l'archivage évite que les idées disparaissent. Cette « transparence » de l'histoire était auparavant impossible. Les archives la rendent possible, contribuant ainsi à la responsabilisation. Beaucoup de mes collègues, par exemple, ont longtemps travaillé en secret pour l'industrie, et certains continuent sans doute. À l'ère d'Internet, il est plus difficile de se cacher dans l'ombre.

On aurait toutefois tort d'imaginer que les archives ont entièrement transformé notre compréhension de Big Tobacco. Les observateurs à l'œil attentif et à l'esprit pénétrant connaissent depuis longtemps la duplicité du cartel et sa volonté farouche de moissonner chez les jeunes. Fritz Lickint l'a reconnu dès les années 1930, tout comme George Seldes dans les années 1940, Alton Ochsner dans les années 1950, Maurine Neuberger dans les années 1960, et des légions entières d'autres acteurs depuis les années 1970. Aujourd'hui encore, les détails de la conspiration demeurent cachés, mais son existence, elle, était évidente pour quiconque avait pu comparer la propagande de l'industrie aux réalités brutes. Avant même la communication des documents, des dizaines de révélations avaient mis en lumière la plupart des faits capitaux : le *Smoke Screen* [Écran de fumée] de Maurine Neuberger, le *Smoke Ring* [La Filière tabac] de Peter Taylor, le *Merchants of Death* [Marchands de mort] de Larry C. White et les nombreux ouvrages de Fritz Lickint, Alan Blum ou des membres d'Action tabac et santé, etc. Ultérieurement, d'autres chroniques ont complété le tableau : les *Cigarette Papers* de Stanton Glantz, l'*Ashes to Ashes* [Poussière tu es né, poussière tu redeviendras] de Richard Kluger, le *Question of Intent* [Question d'intention] de David Kessler, le *Cigarette Century* [Le Siècle de la cigarette] d'Allan Brandt,

le *Public Health Advocacy* [Au nom de la santé publique] de Simon Chapman, pour n'en citer que quelques-uns. En l'espèce, la présence sur Internet de groupes comme ASH et GLOBALink a été cruciale, ainsi que les nombreuses révélations de chercheurs dans des revues comme *Tobacco Control* et l'*American Journal of Public Health*.

Je n'aurais vraisemblablement pas écrit ce livre si trois de mes quatre grands-parents n'étaient pas morts de tabagisme : cancer, emphysème, crise cardiaque. Être témoin de souffrances incite souvent à chercher des réponses, si ce n'est du réconfort. La plupart des lecteurs de ce livre ont des proches qui ont succombé à Dame Nicotine. Et, sans le savoir, ces lecteurs sont parmi les rares personnes à en avoir réchappé.

Une autre raison qui m'a décidé à écrire, voilà une dizaine d'années, était la surprise que j'avais eue de constater que tant de gens gobaient le discours de l'industrie affirmant que le « problème » du tabac avait été « résolu ». Pis, les fabricants de cigarettes eux-mêmes avaient répandu l'idée que l'industrie avait enfin « tout débarrassé », qu'elle s'était amendée, qu'elle avait admis ses manquements.

Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. Peu de gens mesurent l'échelle de la consommation de cigarettes et la superficialité des concessions de l'industrie. Elle a certes concédé un peu de terrain – fumer peut provoquer des maladies, par exemple –, mais elle n'a pas reconnu les faits les plus graves. Nous n'avons jamais entendu un cigarettier admettre que des millions de gens meurent chaque année d'avoir fumé, que la publicité pousse les individus à fumer ou que pendant une cinquantaine d'années les compagnies ont œuvré nuit et jour à fabriquer le doute. Ni que les jeunes ont été une cible privilégiée et continuent de l'être. Certaines de ces compagnies rechignent maintenant à admettre que le tabagisme passif peut tuer, et aucune d'entre elles n'admettra que les victimes se comptent par dizaines de milliers tous les ans rien qu'aux États-Unis, et qu'il en meurt bien plus dans le monde entier. L'industrie n'admettra pas non plus que la plupart des morts dues à

la cigarette restent à venir, ou que la nicotine est aussi addictive que l'héroïne ou la cocaïne. Ou que cette addiction compromet profondément la liberté de choix du fumeur. Les compagnies n'admettent jamais que leurs meilleurs clients sont issus des couches les plus défavorisées de la société, que ce sont souvent les individus les moins aptes à comprendre leur addiction ou à y échapper. Les fabricants de cigarettes ont menti des décennies durant sur les dangers du tabac et poursuivent leur tromperie en vendant des marques qu'ils proclament « légères » ou « douces », ou encore des produits pourvus des mêmes codes couleurs. Sur tout cela, il n'y a jamais eu d'aveu. Pas plus qu'il n'y en a eu sur la supercherie des filtres, ou sur le fait que les cigarettes vendues aujourd'hui sont aussi létales que celles d'autrefois. En un sens, l'histoire est la pire ennemie du secteur, lequel ne veut surtout pas qu'on puisse comparer son discours (et ses actes) présents avec ce qu'ont si souvent dit (et fait) dans le passé ses représentants. Ils ne veulent pas être tenus pour responsables. Quiconque pense qu'il existe un « nouveau Philip Morris » devrait lire quelques-unes des transcriptions d'un des récents procès autour du rapport tabac-santé aux États-Unis, où l'accusation des victimes reste une stratégie de disculpation bien vivace.

Je dois aussi dire toute ma gratitude, pour leurs commentaires détaillés et éclairés formulés sur les premières versions de cet ouvrage, à Richard Barnes, Iain Boal, Elizabeth Borgwardt, Mike Daube, DeWitt Durham, William Frable, Stanton Glantz, Ray Goldstein, David Hollinger, Phyra McCandless, Jennifer Morris, Mark Parascandola, John Proctor (mon frère), David Rosner, Jonathan Samet, Steven Schroeder, Elizabeth A. Smith, Eugenia Somers (ma mère) et Elizabeth Watkins. Tous mes remerciements vont à mes éditrices, Hannah Love et Sheila Berg, pour avoir toléré ma prose si prolixe. Et merci à mes compagnons du Center for Advanced Study in Behavioral Sciences [Centre d'études avancées des sciences du comportement de Stanford].

Je voudrais aussi remercier mes collègues Allan Brandt et Louis

Kyriakoudes pour leur flair et leur perspicacité. Ces deux historiens distingués savent ce que c'est que d'être la cible de l'ire judiciaire de l'industrie, et il faudra un jour en faire le récit (Jon Wiener en propose un bon début dans celui qu'il en a fait en 2010, « Big Tobacco and the Historians », pour l'hebdomadaire américain *Nation*). Je me bornerai à dire ici quelle dette est la mienne envers les instances judiciaires de l'État de Floride, qui ont interdit à l'industrie du tabac d'accéder à une version préliminaire du présent ouvrage (visé par une assignation). Je dois aussi remercier Lauren Schoenthaler, du service de la direction juridique de l'université Stanford, de m'avoir aidé à protéger mes droits en vertu du premier amendement.

Enfin et surtout, je voudrais remercier les nombreux avocats de l'industrie cigarettière avec lesquels j'ai croisé le fer durant ces dix dernières années. Être entendu dans le cadre d'une déposition n'est jamais une expérience agréable, mais cela peut aider à affûter sa réflexion – et peut-être même à retourner ses inquiétudes contre leur objet. Plusieurs axes d'investigation explorés dans ce livre m'ont d'abord été proposés (par inadvertance, peut-être) par des avocats travaillant pour le compte de la défense à l'occasion d'une procédure. À cet égard, je suis particulièrement reconnaissant envers William Allinder, David Bernick, Annie Chuang, Jeffrey L. Furr, Roger Geary, Theodore Grossman, Stephen J. Kaczynski, Frank P. Kelly, Elizabeth P. Kessler, Paul D. Koethe, Christine Lawson, Kenneth J. Reilly, Bruce Sheffler et Douglas B. Smith, tous des chevaliers d'armes du secteur du tabac.

La plupart des gens n'ont pas idée de la somme d'énergie qui a été mobilisée à cette fin : dévoiler l'entreprise commerciale la plus meurtrière du monde. Même avec des montagnes de vérité de leur côté, les détracteurs de l'industrie sont encore comme David contre Goliath. Parfois, pourtant, un petit caillou est capable de faire des merveilles.

Index

- Academia Nicotiana Internationalis, 200, 519.
- accélérateurs de combustion, 12, 346, 350, 374, 472, 489, 492, 512.
- accommodement, 101, 102, 137, 537.
- acide citrique, utilisé pour débasifier la nicotine, 345, 378, 386, 484.
- ACKERMAN, Lauren V., 398.
- acroléine, 58, 220, 221, 222, 225, 226, 473.
- ADAMS, Miriam G., 501.
- addiction : cigarettes *versus* alcool, 16, 315, 325, 540 ; cigarettes *versus* opium, 16, 247, 372 ; Christophe Colomb sur, 32, 371 ; « notoriété publique », 462n43 ; comme « idéologie », 425 ; niveaux de nicotine suffisants, 361-362 ; « deuxième addiction » (aux taxes), 45, 71-80 ; Seevers sur, 246-247 ; Shook, Hardy & Bacon y reconnaît l'« arme la plus puissante », 247 ; les fumeurs détestent, 22 ; le ministre de la Santé ne reconnaît pas la qualification d', 246 ; Teague admet, 215 ; « troisième addiction », 79-80 ; l'industrie du tabac admet, 32n9, 234, 248, 359-360 ; l'industrie du tabac nie, 315, 324 ; banalisée, 15, 309, 324 ; Mark Twain plaisante sur, 372, 453 ; *voir aussi* compensation, nicotine.
- additifs à la nicotine : coupe-faim, 492 ; dilatateur bronchique, 12, 472, 488 ; castoréum, 481 ; chemosol, 345-346 ; dans le papier de cigarette, 489 ; clous de girofle, 142, 481, 513, 519 ; cacao et beurre de cacao, 480, 483, 488, 490, 491, 493 ; noms de code pour, 383-384, 480, 482, 493 ; humectants, 12, 61-62, 71, 213, 346, 385, 392, 471, 494, 507 ; exhausteurs d'impact, 219, 349, 472 ; réglisse, 12, 50, 480-485, 488 ; mécanisation requiert, 62-63 ; aucune obligation d'étudier l'impact sur la santé de, 480 ;

Parmesan, 344 ; « potentiellement dangereux », 483 ; tonnages utilisés, 483-485 ; non réglementés, 12, 180-181, 480, 483, 494 ; *voir aussi* accélérateurs de combustion, ammoniacque, chocolat, *freebasing*, glycérine, menthol, sucre.

ADLKOEFER, Fritz, 409.

Admiral (cigarettes), 89.

affichage en photolithographie, 86, 88-89.

Agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux [Food and Drug Administration, FDA] : interdit la coumarine dans les aliments, 485 ; débat sur la réglementation du menthol, 487 ; Philip Morris soutient la réglementation par, 13-14 ; pouvoirs limités, 14, 534 ; le tabac à l'origine exclu de la réglementation, 180 ; ce que doit faire l'Agence, 14, 534.

agnotologie : graphique, Ill. 29 ; interne, 311-316 ; stratégies, 310-311 ; *voir aussi* ignorance.

Akwesasne (tribu), contrebande via le territoire des Indiens, 76.

alcaloïde, 43, 123, 180, 189, 220, 250, 280, 332, 333, 340, 347, 348, 350, 358, 359, 368, 371-373, 377, 382, 384-386, 403, 488, 518.

alcool, 16, 201, 204, 315, 325, 352, 357, 370, 371, 424, 245, 484, 531, 540.

aldéhydes, 220, 221, 225, 227, 229, 278, 346, 352, 473, 482, 488, 493 ; *voir aussi* acroléine.

ALLEN, George V., 436, 438.

ALLINDER, William, 299.

Allstate Insurance Co., 259.

allumettes : de sûreté, 54 ; et incendies, 54, 286, 430.

Altria, 172, 539 ; *voir aussi* Philip Morris.

American Filtrona Co., 61.

American Machine and Foundry (AMF), 60.

American Spirit, cigarettes (marque de Reynolds), 321, 473, 479,

480.

American Tobacco Co., 20n, 31, 57, 66, 84, 85, 87, 89, 90, 97, 98, 100, 102, 117-119, 124n, 125, 150, 157, 162, 163, 165, 177-178, 180, 185, 191, 192, 210, 221-223, 226-229, 231, 232, 234, 241, 246, 251, 253, 260, 261, 270, 275, 284, 292, 296, 306, 311, 333, 337, 338, 341, 343, 344, 349, 352, 354, 355, 374, 377, 378, 384, 388, 392, 404, 413, 435-439, 457, 469, 471, 499, 515 ; *voir aussi* Harvey B. Haag, Paul M. Hahn, Hiram Hanmer, Robert Heimann, Lucky Strike, Medical College of Virginia (MCV), Pall Mall.

amiante : filtres Micronite des cigarettes Kent, 334-336, 339, 342, 468 ; dans l'isolation des plafonds des usines de tabac, 469 ; masques chirurgicaux en, 336 ; *voir aussi* cigarettes Kent.

ammoniac, 12, 225, 330, 371n, 372, 375, 377-385, 483, 494 ; *voir aussi* phosphate, *freebasing*.

animaux de laboratoire, 177, 178, 181, 182, 186, 188-193, 196, 203, 209, 213, 227, 236, 240, 277, 279, 280, 293, 308, 311, 314, 394, 403, 483.

Arenco-Decouflé, 60, 61, 535.

Arents, George, bibliothèque de, 443, 455.

argot : termes pour les cigarettes, 46 ; usage impropre de l'argot, par calcul, 113.

Arnold & Porter, 452, 458.

arrêt de la consommation *versus* arrêt de la production, 534.

arsenic, 11, 21, 26, 220, 225, 250, 251, 254, 330, 392, 471, 474-475, 479, 546.

Arthur D. Little Corporation, 246, 250, 277.

ASCHENBRENNER, Helmuth, 206.

ASHE, Arthur, 135n22.

Associates for Research into the Science of Enjoyment (ARISE), 424-425.

Association américaine de cardiologie [American Heart Association, AHA], 241, 244, 302-304, 310.

Association américaine de médecine [American Medical Association, AMA] : *Monographie 13*, approuvé par, 368 ; sur les filtres, 339, 342 ; cité par les cigarettiers, 314 ; *voir aussi* Morris Fishbein, Maurice Seevers.

Association des collectionneurs de paquets de cigarettes [Cigarette Pack Collectors Association], 446.

assurances, secteur de l', 256-261, 316, 415 ; *voir aussi* Allstate, CIGNA, Frederick L. Hoffman.

ASTEL, Karl, 194, 196, 198, 199, 207.

Audubon Society, 151.

AUERBACH, Oscar, 32.

AUSTERN, H. Thomas, 417.

Australie, 132, 141-142, 152, 171, 212, 298, 384, 396, 431, 493-494, 508, 516, 520, 523, 526, 529, 536.

Avatar (film), 96.

AVIADO, Domingo M., 298.

avocats, rôle des, dans la conspiration, 299-300.

avortements, spontanés, provoqués par le tabac, 15, 34, 288, 483.

Axton-Fisher, fabricant de tabac, 342, 485.

bain parasiticide (ou « *sheep did* »), 85.

Baisha Tobacco Co., 154.

banalisation par l'analogie, 324-328, 424-425, 486.

BANTLE, Louis, 144.

Barclay, cigarettes (marque de Brown & Williamson), 106, 400, 420.

BARGER, A. Clifford, 390.

Barron's (magazine), 70.

BARYCHNIKOV, Mikhail, 95.

basification ; *voir freebasing*.

BAT ; *voir* British American Tobacco.
Bates, cote, 29.
BENOWITZ, Neal L., 361, 362, 366, 368.
Benson & Hedges, cigarettes (marque de Wills, Gallaher), 116, 132, 133, 146, 147, 154, 160, 467.
BENTLEY, Herbert R., 253-254, 354.
Benzopyrène, 187, 189, 191, 192, 216, 220, 223, 225, 246, 252, 254-255, 330-331, 346, 379.
BERGER, Peter L., 426-427.
BERKSON, Joseph V., 220, 407, 445.
Berlin, Institut de recherche en cardiologie, 431.
BERNAYS, Edward L., 165.
BERNHARD, Baron, 57, 59.
Bhoutan, 519, 526.
Bible, 320, 326n.
BIBLE, Geoffrey C., 30, 270.
Bidis, 518.
bière légère (*Leichtbier*), 195.
Bigger Hair, tabac, 118 ; *voir aussi* Nigger Hair Tobacco.
BLAIR, Tony, 144.
BLAISDELL, George G., 55.
BLATNIK, John A., 340.
BLAU Theodor H., 325.
BLOOMBERG, Michael, 532.
BLUM, Alan, 24, 126.
Bobby (film), 95.
BOCK, Fred G., 345, 491.
Bollywood, 517.
BONSACK, James A., 45, 57.
Bonsack, machines, 57-62.
bourses, 288, 297, 298, 302, 355, 389, 390, 393, 395, 397, 400,

402, 404, 418, 422, 424, 427, 431.

BOWLING, James C., 269.

BOWMAN Gray, 396.

BOYSE, Sharon, 324.

BRADY, J. Morrison, 445.

branding, 81-82, 153-154 ; *voir aussi* publicité.

BRANDT, Allan M., 22, 87, 98, 246, 514, 524.

Bravo, cigarettes, 340, 491.

Brésil, 77, 116n, 322, 347, 429, 503, 526, 530.

brevets : pour le traitement à l'am,moniaque, 378, 380, 381 ; pour cendriers, 166 ; pour la dénicotinisaton du tabac, 332-333, 491 ; pour filtres, 243, 334, 344 ; pour feuille de tabac reconstituée, 380 ; pour distributeurs automatiques, 163 ; pour cigarettes ventilées, 352-353.

briquets, 26, 55, 65, 162, 163, 165, 167, 172, 220, 475, 496, 509.

British American Tobacco Co. (BAT), 28, 61, 76-78, 91, 107, 117, 131, 142-146, 154, 159, 168, 236, 248, 275, 281, 308, 310-311, 316, 319, 324, 348, 358, 359, 364, 365, 370, 446, 480, 486, 488, 490, 492, 493, 524 ; *voir aussi* Nobleza-Piccardo.

BROOKS, Jerome E., 443-444, 446.

Brown & Williamson Tobacco Corporation, 11, 28, 61, 84, 90, 92, 93, 103, 104, 106, 107, 111, 116, 121, 138, 140, 149, 229, 234, 248, 262, 276, 283, 296, 306, 307, 331, 333, 334, 336-338, 347, 348, 354, 355, 359, 382-385, 393-395, 406, 417, 418, 420, 429, 435, 436, 438, 439, 444, 456, 481-483, 486, 487, 501.

BROWNLEE, K. Alexander, 295, 407.

Buerger, maladie de, 15.

BUFFETT, Warren, 13.

BUHLER, Victor, 296.

Bulletin of the History of Medicine [Bulletin d'histoire de la médecine], 444, 447.

BUMGARNER, Joseph E., 278.

BUNN, Douglas, 140.

BURGARD, John W., 307, 310.

burley, tabac, 50, 51, 227, 350, 378, 380, 382, 428.

Burnett, Leo (agence de publicité), 259.

BURNHAM, John C., 417, 435, 448, 455, 459.

BURNS, David M., 367.

buttlegging ; voir contrebande.

CALIFANO, Joseph A., Jr., 249.

Californie : Association des distributeurs de tabac et de bonbons, 105 ; tabac interdit sur les plages, 18, 526 ; mode de vie, 149 ; écoles refusent des couvertures de livres Philip Morris, 112 ; taux de tabagisme, 172, 526 ; voir aussi université de Californie.

Cambridge, méthode de filtrage, 376.

Camel Ski Adventure, 155.

Camel Trophy Clothing, ligne de vêtements, 159.

Camel, ambassadrices (stripteaseuses), 131.

Camel, cigarettes (marque de Reynolds), 35, 50, 51, 56, 81-87, 96-98, 106, 109, 114-115, 117, 119, 121, 122, 124, 127, 129-131, 138, 142, 149, 153, 155-156, 159, 167, 168, 172, 258, 269, 321, 383, 389, 390, 419, 421, 478, 516 ; voir aussi Joe Camel, projet Racaille, R. J. Reynolds.

Camel, circumnavigation de l'Everest, 156.

Camel, concours de bikini, 149.

Camel, expéditions, 155-157.

Camel, Mud and Monster Trucks, 141.

CAMERON, Charles S., 243, 249.

Canada, 76, 108, 116, 125, 135, 156, 168, 243, 245, 365, 425, 431, 481, 496, 514, 526, 530.

cancer du poumon : diagnostic et sentence de mort, 239 ; épidémie

française *versus* épidémie britannique, 253 ; rare avant le xx^e siècle, 83 ; temps de latence entre l'exposition et la mort, 186, 212, 240.

cancer du sein, 31, 150, 239, 274, 408, 420.

Caravan (lettre d'entreprise de Reynolds), 313.

carbone, dioxyde de, 189, 249 : empreinte carbone de l'industrie du tabac, 511, 513 ; utilisé pour fabriquer du tabac expansé dans le procédé DIET, 519.

carbone, monoxyde, 194, 195, 216, 225, 251, 278n, 280, 295, 330, 341, 343, 356, 365, 376, 392.

CARCHMAN, Richard, 406.

Carlton, cigarettes (marque d'American Tobacco), 94, 117, 355, 485.

castoréum (huile aromatique), 481.

CATTELL, McKeen, 284.

cellophane, 223, 257, 473, 506, 509-510.

cellulose, acétate de, 223, 227, 334, 337-338, 343, 446, 468, 506.

cendriers, 164-167, 198, 509.

Centre de coopération pour les recherches scientifiques relatives au tabac (CORESTA), 280, 520.

Centre de recherche sur la qualité de l'air dans les locaux et les habitations [Center for Indoor Air Research, CIAR], 293, 388, 404-405, 427.

Chanteur de jazz, Le (film), 91, 94.

CHAPMAN, Simon, 171, 322, 400.

charbon actif, 338, 344, 346.

Chemises brunes (organisation paramilitaire de l'Allemagne nazie), 59, 73.

chemosol, 345-346.

CHESLEY, A. L., 180, 392.

Chesterfield, cigarettes (marque de Liggett & Myers), 97, 125-127, 353, 450 ; voir aussi Liggett & Myers.

chicha, ou narguilé, 332.

China National Tobacco Corporation (CNTC), 74.

Chine, 53, 56, 73, 74, 91, 108, 117, 139, 143-145, 154, 160, 161, 316, 432, 443, 514-517, 524, 525 ; *voir aussi* Chunghwa.

chocolat : arôme ajouté aux cigarettes, 381, 481, 482, 484 ; cigarettes en chocolat, 20, 85, 102, 104, 491 ; notes de saveur du traitement à l'ammoniaque, 381.

« choix », idéologie du, 101, 247, 309, 324-326, 539.

cholanthrène, 216, 223.

Chronica Nicotiana, 200-202, 205-206.

Chunghwa, cigarettes (marque de la Shanghai Tobacco Co.), 145, 160.

cibles de marchés : Afro-Américains, 84, 119-121, 149, 152, 157, 487, Ill. 16 ; arabes, 117 ; asiatiques, 116, 142, 143, 159, 431-432, 517-518 ; étudiants, 338 ; « ethniques », 92, 121, 487 ; gays et lesbiennes, 115, 123, 168, 259 ; lycéens, 9, 108-109, 111-112, 120 ; Hispaniques, 121-122 ; sans-abri, 35, 115, 151, 454 ; juifs, 115, 121-122 ; « écolos fainéants », 115 ; malades mentaux, 35 ; militaires hommes et femmes, 64, 66, 115, 121 ; Noirs, 108, 109, 115, 118-121 ; médecins, 115, 149, Ill. 16 ; ploucs, 116 ; « intellectuels de haut vol », 115 ; femmes viriles, 116 ; inquiets, 117 ; « jeunes adultes » et « jeunes commençants », 107-108, 110, 111, 114, 121 ; *voir aussi* *Ebony*.

cigares, 25, 26, 44, 48-49, 51, 53, 58, 72, 82, 101, 163, 170, 222, 238, 332, 334, 358, 426, 518.

cigarettes : à base de plantes, 491 ; à l'épreuve des incendies, 491-492 ; au clou de girofle ; bonbons, 85, 102-106, 167 ; électroniques (e-cigarettes), 171, 341, 374, 375n ; légères (ou *light*), 21, 100, 140, 343, 364, 384, 460, 469, 470, 525 ; « moins dangereuses », 30, 48, 230, 252, 324, 336, 340, 343, 354, 374, 394, 399.

CIGNA (assureur), 316-318.
« Cipollone vs Liggett », 28, 279, 294, 410, 411, 435, 437, 448, 450, 451, 457, 458.
CIPOLLONE, Rose, 28.
CLARKE, A. Grant, 229, 234.
CLINE, Martin J., 400-401.
coaltar, 181.
COBB, Ty, 93.
cohortes, études de, 32.
combustion humaine spontanée, 352.
Comité consultatif du mégot [Cigarette Butt Advisory Committee], 508.
Comité de la recherche médicale [Medical Research Committee, Reynolds], 419.
Comité des conseils juridiques de l'industrie [Policy Committee of Lawyers], 215.
Comité de recherche de l'industrie du tabac [Tobacco Industry Research Council, TIRC], 20, 210, 214, 221, 235, 236, 255, 269, 271-276, 280-282, 285, 291, 294, 301, 392, 393, 404, 445, 457, 496 ; *voir aussi* Conseil de la recherche sur le tabac, Hiram R. Hanmer.
Comité des questions judiciaires spéciales [Special Trial Issues Committee, STIC], 451-452, 458.
Comité international sur les questions du tabac [International Committee on Smoking Issues, ICOSI], 521-522.
Comité permanent des fabricants de tatabac [Tobacco Manufacturers Standing Committee, Royaume-Uni], 254 ; *voir aussi* Conseil de la recherche sur le tabac.
Commission fédérale du commerce [Federal Trade Commission, FTC], 28, 290, 298, 307, 361, 367, 420 ; *voir aussi* Cambridge, méthode de filtrage.

Commission spéciale [Ad Hoc Committee], 408.
compensation, 336, 354, 356, 358, 359-361, 364, 366-368, 371, 386 ; *voir aussi* addiction, élasticité, lèvres-rideau, nicotine, ventilation.
compte spécial n° 4, 325.
CONNERY, Sean, 93.
« conscience universelle » (doctrine procédurale du tabac), 37, 454.
Conseil consultatif du tabac [Tobacco Advisory Council, Grande-Bretagne], 127, 523.
Conseil(s) de la recherche médicale, 241, 243, 244.
Conseil de la recherche sur le tabac [Council for Tobacco Research, CTR], 26, 269-305, 387-388, 390, 391, 393, 398, 404, 419, 422-424, 427, 445, 499 ; *voir aussi* Clarence Cook Little, Hill & Knowlton, Comité de recherche de l'industrie du tabac [TIRC].
Conseil de la recherche sur le tabac [Tobacco Research Council, Royaume-Uni], 242.
consensus, 26, 32, 34, 98, 179, 185, 193-197, 207, 237-263.
Construction sociale de la réalité, La, 426-427.
Consumer Reports (revue), 291.
CONTI, Leonardo, 194, 196, 198, 201.
contrebande, 18, 75-78, 347, 529.
Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac [Framework Convention on Tobacco Control, FCTC], 17, 18, 154, 525-526.
conversion et équipes de conversion, 130-131.
COOKE, John P., 386, 404, 422-423.
Corée, 91, 117, 143, 160, 163, 524.
« Corporate Activity Project », 446.
cotinine, 366, 508.
coumarine, 366, 508.
Coupe du monde de football, 142, 143.
Covington & Burling, 300, 326, 388, 405-406, 417, 484, 523 ; *voir*

aussi H. Thomas Austern.
Crachoirs, 166, 538.
crack nicotine, 12, 370-386 ; *voir aussi* ammoniacque, *freebasing*,
nicotine.
Crimée, guerre de, 65.
CRONINGER, Adele, 178, 193, 209, 214, 269.
Cubeb, cigarettes (marque de Wetmore-Century), 340.
CULLMAN, Joseph F. III, 229, 248, 277.
CUZIN, Jean-Louis, 251-252.
cyanure d'hydrogène, 12, 21, 56, 216, 225, 251, 280, 341, 376.
Cytrel (substitut de tabac à base de cellulose), 491.

Dakota, cigarettes (marque de Reynolds), 116.
Damon Runyon, Fonds, 229, 231, 248, 250, 404.
DAP (phosphate de diammonium), 381-382, 384 ; *voir aussi*
ammoniacque, *freebasing*, phosphate.
Daphnia magna (puce d'eau), 507.
DARKIS, Frederick R., 250.
DARR, Edward A., 306, 311.
Davidoff, cigarettes (marque de Reemtsma/Imperial), 135.
DAWSON, Brennan, 324.
DAY, T. D., 253, 254.
Death in the West (film), 325.
débasification, 386.
déforestation, 17, 511, 537.
DENOBLE, Victor J., 278-279.
dents, images dissuasives, 202, 530.
dérèglement climatique, le tabac comme cause du, 17, 23, 249, 290,
419, 505-513, 538.
détecteurs de rides faciales, 164.
DEWS, Peter B., 391.

diabète, 150, 195, 445.
Dial-a-Taste [Select-saveur], Dial-a-Tar [Sélect-goudron], 236.
DIET [Dry Ice Expanded Tobacco], 519 ; *voir aussi* tabac expansé.
diéthylène glycol, 12, 220, 228, 404, 483, 484, 494, 543.
DiMARCO, Gabriel R., 414.
Diplomat, cigarettes (marque de Lakson), 91.
Disney, Studios, 96, 165.
distributeurs automatiques, 110, 128, 163-164, 373, 525, 531, 539,
Ill. 21.
diversion, science de, 31, 38, 226, 250, 267, 269-305, 388, 393,
479, 503.
divulgateur, 28, 177, 294, 331, 432, 449, 456, 480, 536.
DIXON, Lawrence F., 223.
Djarum Super, cigarettes *kreteks* (marque de Djarum), 142.
DNA Plant Technology, 347.
documents secrets, 28-29.
DOLL, Sir Richard, 32, 184-185, 191, 240, 242, 256, 257, 330, 363,
475, 496.
Doral, cigarettes (marque de Reynolds), 130, 469.
drogue récréative, le tabac n'est pas une, 16, 23, 540.
droits civiques, 118-119, 152n.
DRUCKREY, Hermann, 255, 346.
Du Maurier Ltd., 108, 135.
Duke Homestead Education and History Corporation [Société
d'histoire et d'éducation], 442.
DUKE, James Buchanan « Buck », 31, 57, 84, 124, 180, 515, 517,
519.
Duke, université, 396, 420, 422, 436, 437, 445, 460.
DUNN, William L., 280, 319, 359-360, 363, 410, 436.
DUPUIS, Robert N., 229, 234.

Eastman Kodak Co., 338, 549.
EASTWOOD, Clint, 93, 115, 122.
eBay, 87, 148, 158, 172, 335.
EBERT, Robert H., 390.
Ebony (magazine), et *Ebony Fashion Fairs*, 121, 157, 321.
ECCLESTONE, Bernie, 144.
« échantillonnage » (distributions de cigarettes gratuites), 148, 149, 157 ; *voir aussi* sponsoring.
Eclipse, cigarette (marque de Reynolds), 341.
Ecusta Paper Corporation, 25, 61, 177-178, 180, 220-236, 248, 250, 277, 353, 447, 489 ; *voir aussi* H. J. Rand.
EDISON Thomas A., 89, 221, 222.
EICHORN, Paul A., 495, 502.
élasticité, 358, 362-365, 368.
élasticité des prix, 72, 462, 529.
ELLIS, Sir Charles, 248, 359.
Emphysème, 10, 16, 31, 49, 64, 195, 278, 294, 315, 394.
empoisonnement, 24n, 373, 472, 474, 503.
ENGEL, Leonard, 191, 234.
ENGLISH, Peter C., 436, 460.
ENNIS, Daniel M., 447.
ENSTROM, James E., 401, 402.
Environmental Tobacco Smoke Consultants Program (Philip Morris), 327.
épidémiologie, 32, 33, 49, 183-185, 187, 198, 209, 211, 212, 239, 240, 242, 243, 256, 281, 286, 287, 293, 295, 298, 303, 309, 363n, 367, 368, 393, 399, 401-402, 406, 415, 424, 518.
équilibre acidobasique, 500.
« Esclave Fumeur », machine d'Imperial Tobacco, 365.
Esty, William (agence de publicité), 97-98.
extension de marque, 159-161, 530.

EYSENCK, Hans, 448.

Facebook, 171.

FARONE, William A., 279, 541.

FEDERER, Roger, 135.

FEINSTEIN, Alvan R., 296, 409, 419.

femmes viriles, 115-118.

FIESER, Louis F., 246.

films et cinéma, 20, 34, 86, 89-99, 128, 145, 158, 272, 517, 526, 530, 531.

filtres et filtration, 21, 34, 61-62, 166, 216-217, 227, 230, 243, 256, 257, 330-369, 374, 376, 383, 394, 420, 468-470, 497, 499, 500, 507, 509.

FISHBEIN, Morris, 416, 443.

FISHER, Ronald A., 221, 298, 407 ; *voir aussi* hypothèse du génotype.

FOOTE, Emerson, 99.

FORD, Henry, 221-222, 475.

FORD, Lacy K., 436, 460.

Formule 1, 142-144, 147, 154, 168, Ill. 19.

Framingham Heart Study, 295.

France, 10n, 16n, 60, 64, 72, 75, 142, 153, 154, 251-253, 430, 442, 491, 526, 531, 532.

FRANK, Stanley, 291, 322.

freebasing : définition, 371 ; à l'ammoniaque, 371, 372, 375, 377-379 ; artisanal, 377 ; interdit en Allemagne, 12 ; premières discussions sur, 372 ; renforcer la saveur de la feuille de burley, 378 ; le secret et l'âme de Marlboro, 380-386 ; *voir aussi* ammoniaque, nicotine.

FRIEDEN, Thomas, R., 509.

FRIEDMAN, Gary, 281.

fumée de tabac ambiante (FTA), 326-327, 399-402, 481, 508 ; *voir aussi* fumée secondaire.

fumée passive et ultrapassive, 17, 166, 520.

fumée propre, mythe de la, 341-342.

fumée secondaire, 102, 236, 405 ; *voir aussi* cigarettes électroniques.

fumeurs de remplacement, 107.

« Frank Statement », 210, 221, 234, 270-273, 277, 283, 308, Ill. 28 ; *voir aussi* Plaza Hotel, Comité de recherche de l'industrie du tabac.

FUNK, Walther, 201.

FURST, Arthur, 296.

G-13 ; *voir* tabac expansé.

G-7 ; *voir* tabac reconstitué.

Generate Differences (G. D.), 61, 63, 535.

Gallaher Group, 59, 61, 116, 138, 154, 522.

GANGER, Robert M., 336.

GARDINER, Phillip S., 487.

GARDNER, Martha N., 98.

GARRETT, Tony, 521.

GATES, Bill et Melinda, 162, 532.

GERSBERG, Richard M., 507.

Gibson, loi de, 306.

« Ginny la fumeuse », 134-136, Ill. 14.

GIROD, Bernd, 404.

glandes sébacées, 227, 229, 230.

GLANTZ, Stanton, 29, 95, 297.

GLENN, James F., 288, 302.

glycérine, 12, 62, 228, 383, 473 ; *voir aussi* diéthylène glycol.

GOERLITZ, David, 152.

GOLBERG, Leon, 419.

GOODMAN, Barbro, 364.
goudron, 21, 25, 39, 50, 56-58, 115, 122, 177, 178, 181-182, 185, 187, 188-192, 202-203, 209, 210, 212, 214, 221-227, 229-236, 239-240, 251, 254, 255, 260, 269, 271, 278, 280, 296, 309, 330, 331, 334, 336, 339, 341, 342, 344-368, 374, 376, 378, 381, 383, 385, 394, 482, 490, 491, 498.

GORI, Gio, 355.

GRAHAM, Evarts A., 178, 184, 193, 209, 211-214, 228, 231, 232, 237, 240, 251, 269, 399.

GRANT, Ulysses S., 101, 238.

GRAS, *Generally Recognized As Safe* [Généralement considéré comme sans danger], 474.

GRAY, Bowman, Sr., 396.

Grèce, 33, 76, 142, 298.

GREEN, Sydney J., 256, 493.

« torréfaction », 20, 85, 89, 97, 98, 378 ; *voir aussi* American Tobacco Co., séchage.

Gudang Garam (fabricant indonésien de cigarettes au clou de girofle), 142.

guerre, bonne pour le tabac, 64-70.

guerre de Sécession, 65.

HAAG, Harvey B., 222, 228, 311.

HAHN, Paul M., 31, 178, 231, 232, 233, 234, 251, 270, 271, 306 ; *voir aussi* American Tobacco Co., Hiram R. Hanmer, Plaza Hotel.

HAMMOND, E. Cuyler, 32, 213, 280, 283, 298, 392.

HANMER, Hiram R., 191, 192, 223, 224, 226-229, 233-235, 251, 284, 311, 341, 352, 374 ; *voir aussi* American Tobacco Co., Ecusta Paper Corporation.

HARKNESS, Jon, 436, 456.

HARLEY, David, 440, 447-448, 455.

HARLOW, Edward S., 228.

HARPER, Charles M., 318.
HARRIS, Jeffrey E., 207, 227, 234, 330, 335, 337, 458.

Harvard, université, 22, 68, 112, 246, 281, 282, 285, 289, 296, 320, 322n, 388-391, 393-396, 403.

HASTIE, Trevor, 406.

Hauni Maschinenbau, AG, 60-63, 356, 535, 538.

HAYNES, John, 223.

HEARST, William Randolph, 69, 88.

HEIMANN, Robert K., 100, 443, 444.

HELLER, John H., 335.

HENNINGFIELD, Jack, 361-362.

HERBERT, Bob, 152.

HESTON, Charlton, 94.

HICKEY, Richard J., 296-298.

HILDING, Anderson C., 32.

Hill & Knowlton, 31, 210, 234, 271, 273, 281, 282, 288, 291, 306, 323, 444, 453, 520 ; *voir aussi* Institut du tabac.

HILL, A. Bradford, 32, 184, 185, 240, 242.

HIND, John D., 381.

HIRAYAMA, Takeshi, 298, 326, 409.

Hispaniques, 107, 121-122, 142.

History Associates, 454.

HITLER, Adolf, 73, 198-201, Ill. 24.

H. J. Rand & Associés, 222.

Hoechst Celanese (fabricant de produits chimiques), 338.

HOFFMAN, Frederick L., 257.

Hollywood ; *voir* films et cinéma.

Hong Kong, 135, 143, 145, 159, 160, 516, 524.

HOOVER, Kenneth H., 69, 214.

HORN, Daniel, 32, 213, 298, 392.

HORRIGAN, Edward A., 27n, 422.
HOYT, Willson T., 496.
HPA ; voir hydrocarbures polycycliques aromatiques.
HUBER, Gary L., 394, 395.
HUEPER, Wilhelm, 220, 283, 284, 298.
HUISMANN, R. G. J. P., 204-206.
humectants, 12, 61-62, 71n, 213, 346, 385, 392, 472, 494, 507 ;
 voir aussi glycérine, diéthylène glycol.
HURT, Richard D., 317.
hydrazide maléique, 477-480, 494 ; *voir aussi* pesticides.
hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA), 189, 191, 212, 216,
 220, 250, 252, 280, 330-331.
hypertension, 285, 304, 317, 415, 483.
hypothèse du génotype, 298.
I Love Lucy, 90, 100.

Ignorance, 9, 12, 20, 26-39, 175, 288, 308, 317-321, 324, 327,
 329, 463, 472, 503, 526 ; *voir aussi* agnotologie.
Imperial Tobacco, 21n, 76, 108, 125, 135, 151, 242, 253-254, 354,
 365, 447, 475, 492, 496, 521, 522.
In Fact (lettre d'information), 67, 69 ; *voir aussi* George Seldes.
incendies, 10, 17, 23, 24, 80, 166, 286, 352, 357, 415, 430, 489,
 509, 511-512, 532, 546.
Inde, 78, 142, 160, 181, 182, 196, 272, 468, 487, 498, 514, 515,
 517, 518, 526.
Indonésie, 142, 161, 498, 506, 514, 518.
inhalation, 44, 45, 48, 49, 51, 52, 182, 186, 202, 212, 296, 298,
 342, 377, 378, 468, 483, 488, 494, 514.
Institut de recherche biologique [Institut für Biologische Forschung,
 INBIFO], 281.
Institut du tabac [Tobacco Institute], 26, 66, 112, 259, 260, 265, 275,

277, 282, 291, 293, 301, 310, 313, 316, 319, 323-325, 355, 394, 395, 397, 401, 409, 421, 424, 427, 443-445, 453, 454, 521 ; *voir aussi* Marvin Kastenbaum, Horace R. Kornegay, Fred Panzer, Charles Waite.

Institut du tabac du Yunnan [Yunnan Tobacco Institute, Chine], 517.

interdiction de publicité, 18, 95, 127, 147, 154, 525.

International Hotel Association, 101.

International Tobacco Information Center (INFOTAB), 522-523.

Internet, 168-172, 529, 530.

irritation, 98, 182, 222, 228, 291, 378, 382, 384, 392, 488, 518.

Italie, 59, 73, 76, 77, 92, 105, 128, 426, 526, 535.

JACKLER, Laurie, 96.

JACKLER, Robert, 404.

JACOB, Edwin J ; *voir* Jacob & Medinger.

Jacob & Medinger, 325.

JACQUES 1^{er}, 72, 371.

Japan Tobacco International (JTI), 72, 143, 145, 158, 327.

Japon, 74, 107, 142, 164, 298, 344, 409, 480, 514, 524, 525, 536.

JENSEN, A. Bennett, 299.

Jeux olympiques spéciaux, 148-152 ; *voir aussi* sponsoring.

Joe Camel, 87, 106, 114, 115.

« Johnny Juniors », 104.

JOHNSON, Janet L., 452, 458.

JOHNSON, Lyndon B., 12, 249.

JOHNSTON, Lennox M., 372.

Jones, Day, Reavis & Pogue, 192, 437, 446, 452, 453 ; *voir aussi* Comité des questions judiciaires spéciales, « Corporate Activity Project ».

JONES, James H., 440, 455.

Journal of the American Medical Association (JAMA), 24, 169,

443.

JUDGE, Curtis, 270.

jus d'éléphant (étorphine), 492-494.

Karolinska, Institut, 396.

KASTENBAUM, Marvin A., 409-410.

KATZ, Leo, 295, 407, 410, 435.

KENNEDY, Robert F., 95, 362.

Kensitas, cigarettes (marque de J. Wix & Sons), 98.

Kent, cigarettes, 107, 117, 142-145, 149, 167, 330, 334, 336, 338-340, 342, 383, 468, 483, Ill. 16.

KESSLER, David A., 347.

KESSLER, juge Gladys, 29, 294, 300, 402-403.

Kim, cigarettes (marque de BAT), 147.

king size, module de cigarettes, 20, 343.

KING, Billie Jean, 135-137.

Kiss, cigarettes (marque israélienne), Ill. 18.

KLUGER, Richard, 21, 247, 279.

Kodak ; voir Eastman Kodak Co..

KOENIG, Paul, 200-201, 332.

KOHRMAN, Matthew, 74.

Kool, cigarettes (marque de Brown & Williamson), 84, 90, 92, 98, 104-105, 116, 120, 138, 149, 382, 383, 400, 418, 486, Ill. 34.

KOOP, C. Everett, 164, 317.

KORNEGAY, Horace R., 259, 397.

KOZLOWSKI, Lynn T., 365-366, 368.

Kraft General Foods, 317.

kreteks (cigarettes au clou de girofle), 519.

Ku Klux Klan, 119.

KUCHMA, Leonid, 77.

KUHN, Hans, 374.

KUTNER, Lawrence, 112.
KYRIAKOUCES, Louis M., 164, 165, 435, 454.

Lakson Tobacco Co. (Pakistan), 91.
LAMOTTE, Lynn R., 410, 413-414.
lanceurs d'alerte, 28, 331.
LANE, Lois, 93.
langage et rhétorique, 15, 35-36, 56, 68, 106, 113, 119, 123, 140, 190, 198-199, 202, 228n, 247, 272, 292-293, 319, 537, 538.
LARSON, Paul S., 229-230.
LATARJET, Raymond, 252.
LAVENDER, Lily (« la reine des rouleuses »), 57.
LEDERBERG, Joshua, 417-421.
LEGRESLEY, Eric, 268.
LENOIR, Timothy, 406, 437.
lèvre-rideau, occlusion labiale, action des lèvres, 357, 363, 365, 366.
LICKINT, Fritz, 32, 51, 191, 196, 330, 465.
LIEB, Clarence W., 243.
Liggett & Myers Tobacco Co., 84, 97, 125-126, 128, 224, 246, 250, 252, 261, 265, 275, 277, 279, 296, 312, 335, 337, 353, 354, 382, 384, 410, 411, 435-438, 448, 450, 451, 454.
Listerine, cigarettes (marque d'Axton-Fisher), Ill. 20.
LITTLE, Clarence Cook, 269, 274, 276, 282-284, 290-292, 301, 387, 417, 434, 445 ; *voir aussi* Conseil de la recherche sur le tabac.
LITVINENKO, Alexander V., 503.
Loi réglementant l'accès aux données [Data Access Act], 450.
Loi sur la prévention du tabagisme familial et la lutte antitabac [Family Smoking Prevention and Tobacco Control Act], 14, 487.
Loi réglementant la qualité des données [Data Quality Act], 450.
Loi sur la salubrité des aliments et des médicaments [Pure Food and

Drug Act], 181.

LONG, Gerald R., 270.

LORENZ, Egon, 185-186.

Lorillard Tobacco Co., 27n, 60, 84, 87, 90, 102, 104, 105, 108-110, 112, 116, 117, 120-122, 124n, 149, 151, 158, 172, 208, 224, 227, 229, 230, 234, 260, 262, 270, 280, 295, 296, 312, 320, 330, 334-336, 339, 340, 343, 344, 352-354, 356, 358, 359, 372, 384, 395, 410, 437-439, 443, 468, 474, 487, Ill. 12, ; *voir aussi* agnotologie, amiante, ammoniacque, arsenic, cigarettes bonbons, compensation, filtres, pH, phénols, ventilation, Morris Fishbein, Harris B. Parmele, Alexander W. Spears.

LOUIS, Joe, 92-93.

Lucifer (allumettes), 54.

Lucky Strike, cigarettes (marque d'American Tobacco), 20n, 57, 66, 84, 85, 87, 89, 90, 94, 97, 102, 105, 142, 150, 157, 159, 167, 168, 334, 352, 392.

LUDMERER, Kenneth, 398, 416, 437, 457-460.

LUIK, John C., 425.

lutte antitabac, 14, 17, 18, 154, 196, 198, 243, 508, 525, 526, 532, 535, 538.

MACARTHUR, Douglas, 64, 66.

MACDONALD, Dwight, 233.

machines à fumer automatiques, 61, 236, 349, 351, 355, 364-365, 374.

machines à rouler les cigarettes, 11, 45, 57-63, 373, 470, 473, 490, 515, 534-535, 538.

MACKAY, Judith, 524.

magazines féminins, 321.

Maison des souris, massacre de la (Reynolds), 278.

maladies cardiaques, 11, 19, 31, 196, 239, 281, 295, 301, 315, 321,

327, 353, 386, 390, 391, 395, 422, 483, 512, 535.

Malaisie, 159, 479.

MANCUSO, Charlie, 141.

MANCUSO, Thomas F., 298.

MANTEL, Nathan, 408-409.

manuels de formation des employés, 314-315.

marketing, 9, 19, 30, 35, 39, 44, 45, 50, 81-123, 124, 126, 129, 150, 153, 160, 162, 165, 173, 251, 267, 307, 338, 381, 415, 428, 442, 447, 460, 480, 525, 527.

Marlboro, 14, 75, 76, 78, 81, 86, 88, 90, 93-95, 100, 104, 107-109, 113-117, 120, 122, 128, 133, 135, 141-143, 145-148, 151, 152, 154, 156, 158, 159, 167, 171, 172, 215, 280, 321, 360, 364, 371, 372, 375, 380-385, 428, 440, 442, 467, 478, 495, 500, 516, 517, 530, 539.

MARTELL, Edward, 499-500, 502.

masques chirurgicaux, en amiante, 336.

Master Settlement Agreement (MSA), 28, 79, 89, 137, 153, 273, 293, 301, 404, 423, 427, 538.

Matinee Ltd., 135.

Maureen Connolly Brinker (fondation de tennis), 134.

MCGINN, Robert, 406.

Medical College of Virginia (MCV), 228-229, 388 ; *voir aussi* American Tobacco Company, Harvey B. Haag, Paul S. Larson.

mégot de cigarette, déchet, 44, 46, 76n, 198, 365, 506-510.

mélange américain, 50, 51 ; *voir aussi* séchage, sucre.

menthol, cigarettes, 20, 84, 98, 120, 149, 172, 343, 344, 346, 469, 481, 484-488, 491 ; *voir aussi* Kool, Newport, Salem.

« Merit-Life-Savers » (assurance-vie), 260.

Merit, cigarettes (marque de Philip Morris), 116, 122, 137, 140, 260, 381-382.

Merrell Dow Pharmaceutical Co., 28.

MERTENS, Victor E., 183.
mésothéliome, 194, 335, 468.
Micronite (l'amiante des Kent), filtre, 334, 336, 339, 468.
Mild Seven (marque de Japan Tobacco), 143, 145, 516.
Miller, bière, 317.
MILLHISER, Ross, 259, 261.
MINTZ, Morton, 322, 328.
Molins Tobacco, machines, 59, 60, 63, 356, 535.
Monographie 13 (NCI), 368.
MOORE, Demi, 95.
MOORE, George E., 260-261, 280-281.
MOSELEY, John M., 251-253, 255.
Mother Jones (magazine), 321, 485.
MOURAD IV, 199.
MUGGLI, Monique E., 317, 504.
MÜHLBOCK, Otto, 186.
MULDOON, James, 440, 452.
MÜLLER, Franz Hermann, 184, 191, 197.
MULVANY, D. K., 495.
MUMENTHALER, Martin S., 405.
MUSTO, David F., 441, 448-449, 456.
MUTH, Franz, 254-255.
MySpace, 171.

NASCAR, 129, 130, 152, 153 ; *voir aussi* sponsoring.
Nature Conservancy, The, 151.
NAVRATILOVA, Martina, 147.
négationnisme, 204-207, 226, 254, 255, 294, 297, 302, 306, 311,
313, 314, 318, 319, 326, 388, 395, 402, 419, 427, 445, 460,
519, 520, 523, 538.
NELSON, Norton, 229.

NEUBERGER, Maurine B., 258, 387-388, 408.
New York Times, 12, 87, 136, 152, 156, 232, 301, 311, 321-322,
354, 449, 453, 503.
New York, université de, 227, 229, 231, 232, 234, 248, 250, 420,
441, 444, 452.
NEWMAN, Paul, 93, 95.
Newport, cigarettes (marque de Lorillard), 99-102, 108, 109, 120,
121, 149, 158, 172, 353.
« *new smoking material* » (NSM), 492.
Next, cigarettes (marque de Philip Morris), 340, 350, 386.
NICOT, Jean, 10n, 43, 46.
Nigger Hair Tobacco, 118, Ill. 13.
Nigger Head [Tête de Nègre], cigarettes, 118.
Nitrosamines, 12, 216, 225, 295, 330, 386, 473, 498.
NIXON, Richard M., 35, 86, 397, 419.
Nobel, lauréats qui ont accepté de l'argent du tabac, 285, 288-289,
418.
Nobleza-Piccardo, 77, 107, 142.
noms de code, 93, 229n, 347, 383-384, 430, 480, 482, 493, 521 ;
voir aussi langage et rhétorique.
NOPPEN, Charles L. Van, 257.
NORR, Roy, 211.
« notoriété publique » (ou conscience universelle), 34-37, 208, 414,
453.
NOVOTNY, Thomas E., 508.
OCHSNER, Alton, 211, 231, 275, 330.
OGURA, Joseph H., 398.
OLIN, John M., 223.
OLKIN, Ingram, 295.
OPARIL, Suzanne, 302, 304, 415, 416.

Opération Berkshire, 521-522.
Opération Whitecoat, 523.
Organisation mondiale de la santé (OMS), 17, 139, 241, 245, 268, 517, 525 ; *voir aussi* Convention cadre pour la lutte antitabac.
oriental, tabac, 51, 65, 350, 481.
paan et *gutka*, 518.

pairs, évaluation par les, 294, 297, 402, 415, 449 : corruption, Ill. 33.
Pakistan, 78, 91, 139.
palladium, cigarettes au, 252.
PALMER, Arnold, 140.
panicum clandestinum, 485 ; *voir aussi* coumarine.
PANZER, Frederick, 310, 323.
papiers, 25-26, 44-45, 57-58, 61, 129, 134, 220-236, 246, 273, 291, 332, 334, 339-341, 343, 346, 352-353, 355-356, 372, 379, 381, 388, 468, 472, 475, 488-494, 509-510, 512, 530 ; *voir aussi* Ecusta Paper Corporation, H. J. Rand.
papier à cigarette à haute porosité, 352, 355 ; *voir aussi* ventilation.
parfums et édulcorants, 201, 481-481, 485, 487, 514, 519, 527, 542.
PARMELE, Harris B., 208, 227, 229, 234, 330, 334-336, 377.
Parmesan, comme matériau pour filtre, 344.
particules de fumée, taille des, 368, 472, 492.
PATTON, George S., 451.
PEARL, Raymond K., 68, 195, 203-204, 251.
perforation des embouts filtre, 21, 350, 352-353, 356-357, 363 ; *voir aussi* papier à cigarette à haute porosité, ventilation.
Permis de tuer (film), 93.
pesticide, résidus dans les cigarettes, 26, 255, 332, 429, 467, 471, 473-480, 509, 536, 545.
Pierrafeu, Les (film), 171.

pH de la fumée, rôle du, dans la basification, 14, 23, 51-52, 240, 351, 372-373, 375, 377, 382-383, 533-534 ; voir aussi ammoniaque.

phénols, 220, 225, 250, 280, 346.

philanthropie, stratégique, 137-139, 151, 396, 530, Ill. 15.

Philip Morris : 3,2 milliards de « messages » relatifs à la cigarette, 100 ; « Programme d'accommodement », 102, 137 ; les Asiatiques, « un public viable, à conquérir », 116 ; groupes « astro turf » protabac, 169 ; enterre les recherches sur l'addiction, 280 ; achète des noms de domaine Internet, 172 ; censure CIGNA, 316-318 ; dresse le tableau des substances cancérigènes dans la fumée, Ill. 26 ; sur les déchets de mégots de cigarettes, 506 ; Clansman, marque, 119 ; compare fumer à manger de la compote de pomme, 325 ; sur la compensation, 358-359, 364 ; procédés « Sélect-goudron », 236 ; sur les violences domestiques, 151 ; dominant sur le marché du « viril », 116 ; donation à la Croix-Rouge nationale des Philippines, 139 ; exploite la libération des femmes, 133 ; explore la nicotine en aérosol, 347 ; explore le lavage de la feuille pour en supprimer le polonium, 500 ; clôture du Programme de recherche extérieur (PMERP), 404, 427 ; sur la réglementation de la FDA, 13 ; sur la filtration en tant qu'« impossibilité thermodynamique », 340-343 ; courses de Formule 1, Ill. 19 ; finance l'ACLU, 328 ; finance la recherche en cardiologie, 296 ; finance le Medical College of Virginia (MCV), 228 ; finance la recherche de l'UCLA sur le cerveau des singes, 402 ; programme de « simulateur de fumeur humain », 365 ; sur l'« illusion de la filtration », 217 ; en Inde, 467 ; agnotologie interne, 312, 315-317 ; invente les ultralégères [*ultralights*], 350-357 ; Opération Johnny Jr., 85, 103-104 ; contrat de Kodak pour affichage en photolithographie, 88 ; le Ku Klux Klan boycotte, 119 ; placements de Lark dans *Permis de Tuer*, 93 ; manipule la nicotine, 380 ; musée de Kutna Hora, 442 ; psychopharmacologie de la nicotine, 107 ; propose une assurance

sur la vie aux fumeurs de Merit, 259-260 ; brevète le DAP-BL, 381 ; prédit la disparition du désir de mourir en bonne santé, 261-262 ; fait pression sur les assureurs pour qu'ils renoncent à leurs rabais pour les non-fumeurs, 259 ; fait pression sur la Malaisie pour qu'elle relève son seuil de tolérance aux pesticides, 479 ; réagit en montant un organisme, l'ARISE, 424 ; sponsorise les actions caritatives, 136, 139, 150-151 ; sponsorise les secours aux victimes, 139 ; sponsorise *I Love Lucy*, 90 ; poursuivi pour contrebande, 76 ; poursuit ABC Television, 385 ; finance la NAACP et la National Urban League, 119 ; cible les Hispaniques, 122 ; cible les ados, 107 ; *voir aussi* Altria, ammoniac, Australie, Chine, INBIFO, noms de code, sponsoring, Geoffrey Bible, Joseph Cullman III, William Dunn, Billie Jean King, Helmut Wakeham, George Weissman, Ernest L. Wynder.

phosphate : d'ammonium, 372 ; diphosphate d'ammonium, 484 ; superphosphate, 498 ; de diammonium, 381, 382 ; riche en uranium, 498 ; engrais, 499 ; *voir aussi* DAP.

PHR Associates, 452, 454.

placement de produit, 92-94, 96, 127-128, 530 ; *voir aussi* Sean Connery, Clint Eastwood, Paul Newman, Sylvester Stallone.

Plan Marshall, 12, 67-70.

plants de tabac génétiquement modifiés, 347.

plastifiants, 34, 467-468, 506-507.

Plaza Hotel, réunions, 20, 178, 221, 270, 306.

plomb et arsénate de plomb dans les cigarettes, 392, 412, 471, 474-476, 499, 501.

PODBORSKI, Steve, 140.

polonium dans les cigarettes, 21, 220, 225, 294, 471, 495-503.

Ponzi, pyramide de, 30, 270.

Pornographie, 20, 170.

Premier, cigarettes (marque de Reynolds), 341.

Première Guerre mondiale, 45, 48, 50, 51, 55, 58, 64-66, 82, 162, 163, 221, 338.

PROCTOR, Christopher, 316.

Programme de recherche externe de Philip Morris [External Research Program, PMERP], 404, 424, 427.

Prohibition, 64, 426, 444, 537, 539-545.

projet Moon, 478.

projet 1600, 358.

projet BIG BOY, 121.

projet censuré, 323.

projet Cosmic, 417.

projet Femme Virile, 116.

projet Racaille, 35.

projet Vérité, 283.

projet XA, 252.

projets secrets, 89.

projets spéciaux, 294-299, 390, 398, 407, 409, 416, 419 ; *voir aussi* Conseil de la recherche sur le tabac.

propagande et lavage de cerveau, 15, 39, 66, 105, 203, 275, 276, 294, 311, 313, 314, 406, 416, 445, 517.

propane, 551.

propylène glycol, 383, 484.

publicité pour cigarettes : aérienne, 97 ; publireportages, 147, 156 ; publicités alibis et *alibi branding*, 153-155, 159 ; panneaux d'affichage, 86, 88, 117, 132, 138, 145, 160, 168, 428, 530 ; pousse les enfants à fumer, 88, 96, 102, 104-108, 110, 111-115, 148, 149 ; dans *Mother Jones* et *Ebony*, 321, 485 ; *skycasting*, 97 ; subliminale, Ill. 19 ; *voir aussi* extension de marque, cibles de marché.

publicité virale ; *voir* Medical College of Virginia (MCV).

PURVIS, Allen R., 452.

racisme, 118-120, 487, Ill. 13.
radioactivité dans la fumée de cigarette, 12, 220, 495, 497, 499, 503-504 ; *voir aussi* polonium.
Raleigh Bowling Spectacular, 138.
RAMM, Henry H., 215.
RAND, H. J., 222-223, 254.
rapport du ministre de la Santé, 36, 225, 246-249, 295, 312, 355, 408, 496, 498.
Reader's Digest, 68, 92, 211, 339.
recherche « favorablement disposée », 285, 300.
Reemtsma, 168, 254-255, 478, 521, 522.
REEVES, Christopher, 93.
réglisse, 12, 50, 480, 481-485, 488.
REGO, Brianna, 497, 500.
Reichsanstalt für Tabakforschung, 200, 332.
REITER, Hans, 194-196, 198.
rhétorique du gigantisme, 56.
rhétorique, excès de prudence, 247-248.
RHOADS, Cornelius P., 210, 243.
RICHMOND, Julius B., 260.
RICKARDS, Jim, 228.
RIZAL, Ardi, 161.
R. J. Reynolds Tobacco Co. : traite le tabac à l'ammoniaque, 380 ; interdit aux chercheurs de publier sur les polycycliques du monoxyde de carbone, 216 ; obligations détenues par des compagnies d'assurance sur la vie, 261 ; lancement des Camel, 50 ; expéditions Camel, 155-156 ; ligne de vêtements Camel Trophy, 159 ; lettres de consommateurs, 469-471 ; sur la compensation, 359-360 ; taux de conversion, 130-131 ; critiqué par Hearst pour ses publicités dans les bandes dessinées, 88 ; discours

négationniste, 306, 311-314 ; Doral (ski), 130 ; invente le tabac expansé, 352 ; invente le *recon*, 380 ; campagne de tours de magie, 97 ; commercialise vers les Noirs, 118-120 ; commercialise vers les juifs, 122 ; commercialise vers les enfants, 88, 106-107 ; placements dans les films, 92-95 ; sponsorise le NASCAR, 129-130, 152-153 ; opportunités dans le cinéma ethnique, 92 ; projet « femmes viriles », 115-116 ; promesse de cesser toute activité si la nocivité est démontrée, 270 ; fumeurs de remplacement, 107 ; sandwiches de spam, 311-313 ; Programme de responsabilité sociale, 139 ; sponsorise les Ebony Fashion Fairs, 157 ; stripteaseuses, 131 ; *voir aussi* cigarettes Camel, Joe Camel, université Harvard, Maison des souris, université Stanford, Edward A. Horrigan, Henry Ramm, Alan Rodgman, Murray Senkus, Claude E. Teague Jr.

RJR-Macdonald, 156.

ROBERT, Joseph C., 444, 445.

ROBERTSON, A. Willis, 68.

ROBERTSON, Pat, 68.

ROBERTSON, T. Wayne, 124.

ROBICSEK, Francis, 444.

ROBINSON, William S., 487.

robots fumeurs ; *voir* machines à fumer automatique.

Rockefeller, université, 417-420.

RODGMAN, Alan, 216, 331, 500.

ROFFO, Angel H., 32, 178, 188-203, 211, 220, 240, 330, 331, 342, III. 23.

Rogers & Cowan, 94, 95, 139.

ROSENBAUM, Ruth, 322-323.

ROSENBERG, Leon E., 449.

ROSENBERG, Nathan, 438.

ROSENBLATT, Milton B., 221, 444-445.

Roswell Park Memorial Institute (Buffalo), 260, 280, 345, 490, 491.
Rothmans International, 138, 168, 431, 446, 517, 521.
Roumanie, 159, 524.
ROVE, Karl, 415.
Roventini, Johnny (marque de Philip Morris), 85-86, 103-104 ; *voir aussi* « Johnny Juniors ».
Royal Philips Electronics, 166.
RUBIN, Donald B., 411, 412.
RUNECKLES, V. C., 496.
RUPP, John, 326.
RUSSELL, Michael A. H., 41, 374.
Russie, 139, 142, 145, 146, 168, 200, 254, 377, 378, 503-504, 512, 514, 525 ; *voir aussi* Alexandre V. Litvinenko.

SAIGER, George L., 295.
Salem, cigarettes (marque de Reynolds), 121, 135, 145, 159, 352, 470.
saletés dans la cigarette, 471, 472, 490.
SAMET, Jonathan, 367.
Sano, cigarettes (marque d'US Tobacco Co., rachetée par Philip Morris), 340, 361.
Santa Fe Natural Tobacco Co., 479.
SAROKIN, H. Lee, 265, 293-294.
« satisfaction » (liée à la nicotine), 339, 340, 342, 347, 348, 358, 378, 382, 394.
sauçage, 71, 379, 383.
scepticisme, 194, 216-219, 243, 254, 281, 290, 296, 308, 392, 401, 402, 448, 422.
SCHACHTER, Stanley, 429.
SCHAIRER, Eberhard, 184, 191.
SCHALLER, Michael, 439, 460.

SCHÖNIGER, Erich, 184, 191.
SCHUR, Milton O., 224, 226-227, 229-230, 234.
Seconde Guerre mondiale, 24, 64, 66, 88, 133, 193, 197, 338, 345, 376, 379, 439, 475, 480, 490, 506, 515.
Sears, 259.
séchage, 19, 47-52, 202, 351, 375, 378, 428, 472, 473, 509, 533, 537.
Second Life, 170.
SEEVERS, Maurice H., 246-247.
SEITA, 143, 442, 491.
SEITZ, Frederick, 419-421.
SELDES, George, 67-69, 107, 321.
SELIGMAN, Robert B., 495, 502.
SELTZER, Carl C., 281, 296, 395.
Semi-Automatic Ground Environment (SAGE), ordinateur, 165.
SENKUS, Murray, 214.
SHINN, William, 418.
SHMUK, Aleksandr A., 378.
Shook, Hardy & Bacon, 247, 279, 298, 299-300, 316, 388, 390, 395, 400, 401, 418, 452, 521, 523 ; *voir aussi* Université du savoir sur le tabac, Conseil de la recherche sur le tabac, Allen R. Purvis.
Silk Cut (marque de cigarette de Gallaher), 116, 138, 147, 148, 154, 172, Ill. 17.
Singapour, 316, 432, 508.
Sloan-Kettering, Institut, 222, 229n, 232, 243, 404.
slogans, publicité, 20, 81, 84-86, 112, 122, 132, 135, 145, 311, 333, 475.
SMITH, William E., 227, 230.
SMYTH, C. N., 354.
SNOW, John, 183.

SOEMMERRING, Samuel Thomas von, 238.
SOMMERS, Sheldon C., 285-287, 292.
sondages, 415, 519.
spam, sandwiches de (Reynolds), 311-313.
SPEARS, Alexander W., Jr., 280, 335.
sponsoring, 20, 89-92, 100-102, 108, 109, 124-161, 200, 303, 322,
326, 338, 394, 424, 454, 525, 530, 539.
Sports Marketing Enterprises (Reynolds), 129.
Spud, cigarettes (marque d'Axton-Fisher, rachetée par Philip Morris),
353, 485-486.
Sri Lanka, 117.
STALINE, Joseph, 10, 15, 200.
STALLONE, Sylvester, 92.
Stanford, université, 34, 141, 251, 285, 289, 295, 302, 386, 388,
404-406, 409, 411, 421-423, 428, 437, 438, 440, 441, 525 ; *voir*
aussi bourses.
State Express, cigarettes (marque de BAT), 135.
statisticiens, 195, 242, 258, 295, 392, 405-410, 412, 415, 416.
statistiques, l'industrie dénigre les, 10, 98, 202, 205, 206, 209, 235,
258, 271, 292, 293, 295, 309, 311, 315, 320, 389, 408, 422,
460.
STEINEM, Gloria, 321.
STERLING, Theodor D., 295, 297, 398, 407.
STEWART, Harold L., 283.
stress, le tabac comme mécanisme de défense contre le, 274, 329,
420.
stripteaseuses (Camel), 131.
Sturmzigarette, 59, 73.
sucre, 12, 48-51, 67, 71, 224, 278, 340, 346, 383, 473, 487, 488,
491.
superaddictifs, 492.

Superman II (film), 93.
SWAIN, Judith F., 302, 404.
Swedish Match, 55, 61.
SWITZER, Paul, 405-407.
syndicats, 102, 320, 379.
Syndicat international des travailleurs de la boulangerie, de la confiserie-pâtisserie et de la minoterie [Bakery, Confectionery, Tobacco Workers and Grain Millers International Union, BCTGM], 320.

tabac à mâcher, 50 ; *voir aussi* arsenic, burley.
tabac, cartes et soierie, 86-87, 124-125, 132, 162, 201.
tabac dénicotiné (ou sans nicotine), 190, 195, 332-333, 340, 350, 358, 374, 379, 386, 534 ; *voir aussi* cigarettes Next.
Smoking and Health : The Need to Know (film de l'Institut du tabac), 445.
tabac expansé (ou « gonflé »), 349, 356.
tabac reconstitué (« recon »), 58, 223, 346, 379-380, 384-385 ; *voir aussi* ammoniacque.
tabac sans fumée, 170-171, 420.
tabac, monopoles du, 72-74, 99, 124, 142, 145, 161, 252, 374, 382, 432, 491, 519, 524.
tabac, musées du, 162, 442-443.
tabac, nitrosamines spécifiques au, 12, 216, 225, 295, 330, 386, 473, 498.
tabac, stocks et stockage, 65, 69, 72, 335, 476-477.
tabac, substituts, 228, 342, 488, 490-492.
tabagisme passif, 11, 17, 49, 288, 293, 300, 302, 311, 317-318, 326, 328, 399, 401, 409, 425-427, 431, 520, 521, 523 ; *voir aussi* fumée de tabac ambiante.
Taiwan, 73, 145, 524.

Tareyton, cigarettes (marques d'American Tobacco), 99, 338.
tatouages et tatoueurs, 100, 158, 527.
taxes, 18, 71-80, 137, 169, 181, 201, 250, 362-363, 461, 509, 513,
515, 516, 524, 529, 534-536, 540.
TEAGUE, Claude E., Jr., 109, 113, 178, 192, 208-219, 248, 250,
277, 331, 360, 371, 378, 382, 465.
technologie d'extraction de fluide supercritique, 350, 362.
télévision, 125-128, 143, 145, 147, 156, 214, 272, 296, 324, 338,
385, 389, 488, 517, 530, 538 ; voir aussi publicité, *I Love Lucy*,
Les Pierrafeu.
terrasses des cafés, zones polluées, 508, 526, 529.
théobromine, 488.
TINLING, Teddy, 133.
Tobacco and Health Report (revue), 191, 313.
Tobacco Science (revue), 279-280, 433.
TODD, Geoffrey F., 242.
toxine, 43, 58, 342, 344, 476, 507-508, 526.
transparence, politique de la, 447-450.
trichomes radioactifs, sur feuilles de tabac, 500-501.
TRICHOPOULOS, Dimitrios, 298, 326.
True, cigarettes (marque de Lorillard), 105, 356, 450, Ill. 32.
True (magazine), 291, 322.
tuberculose, 203, 221, 241, 243, 272, 518.
TUCKER, Irwin W., 229, 234.
TUNNEY, Gene, 92-93.
turc, tabac, 51, 189, 211, 382, 481.
TWIN, Mark, 372, 453.
TYPHOÏDE Mary (Mary MALLON, dite), 70.

UKELON (nom de code pour l'urée), 383-384.
Ukraine, 77.

ultralégères, 351, 357, 374.

Union américaine des libertés civiles [American Civil Liberties Union, ACLU], 327-328.

United States Tobacco Co., 144.

université de Californie, 95, 289, 391, 410, 421-422, 430, 438, 440, 449, 460, 535.

Université du savoir sur le tabac [College of Tobacco Knowledge], 315.

urée, 372, 377, 383-385.

« USA vs Philip Morris », 29, 402, 410-412, 423, 437, 457.

VARMUS, Harold, 289.

Ventilation, 21, 330-369, 371, 374, 378 ; *voir aussi* Barclay, compensation, élasticité, papier à cigarette à haute porosité.

Verband der Cigarettenindustrie (fédération allemande), 409.

vers dans les cigarettes, 12, 469-471, 476.

VERSCHUER, Otmar Freiherr von, 221.

Viceroy, cigarettes (marque de Brown & Williamson), 104, 107, 124, 140, 152, 333-334, 337, 338, 383, 400, 418.

Virginia Slims, cigarettes (marque de Philip Morris), 117, 122, 132-136, 141, 150, 152, 153, 157, 450, 467, Ill. 14.

Viscount, cigarettes (marque de Philip Morris Australie), 141.

VISCUSI, Kip, 320.

WAGNER, Honus, 125.

WAITE, Charles, 394.

WAKEHAM, Helmut, 277, 280, 319, 325, 331, 342, 358, 501, Ill. 26.

WALD, Robert, 262.

WARBURTON, David M., 424, 425, 448.

WAYNE, Gus, 104.

WAYNE, John, 115, 156.

W. D. & H. O. Wills Tobacco Co., 58, 128, 384, 397, 447, 520, 522, 523.

WEAVER, Sigourney, 96.

WECKER, William E., 410-412.

WEISSMAN, George, 248, 269, 397, 429.

WELLER, Carl V., 243.

WELLS, J. Kendrick, 106.

West, cigarettes (marque de Reemt,sma), 168, 478.

WHELAN, Elizabeth M., 321.

WILDE, Oscar, 370.

William Esty (agence de publicité), 97-98.

WILLIAMS, Merrell, 28.

Winston, cigarettes (marque de Reynolds), 76, 88, 101, 102, 104, 122, 127, 129, 130, 138, 146-148, 152-153, 156, 171, 324, 334, 381-383, 442, 482.

Winston Cup (NASCAR), 129-130, 152-153.

Winston-Salem, Caroline du Nord, 51, 88, 278, 314, 380, 396.

Winthrop Group, 441.

Wissenschaftliches Institut zur Erforschung der Tabakgefahren [Institut de recherche sur les dangers du tabac], 194.

Women-Sports (magazine), 136.

Women's International Tennis Council, 134.

World Wildlife Fund (WWF), 151.

WYNDER, Ernest L., 178, 184, 193, 209-214, 216, 222, 224, 226, 228, 229n, 231-232, 235, 240, 250-252, 254, 269, 271, 374, 399-400, 402, 498.

XIANG, Liu, 154.

XIAOPING, Deng, 74, 516.

Y-1 (plants de tabac génétiquement modifiés), 347.

Yale, université, 285, 296, 335, 388, 409, 419, 428, 441, 448, 449, 456, 486 ; *voir aussi* Alvan R. Feinstein, David F. Musto, Leon E. Rosenberg.

YEAMAN, Addison Y., 103-104.

YEUTTER, Clayton, 524.

YouTube, 89, 171.

Zhengzhou Tobacco, 432.

ZEMAN Milos, 516.

Zippo, briquet, 55.

{1} Henri Michaux, *Face aux verrous*, Paris, Gallimard, 1954.

{2} Voir notamment R. Kluger, *Ashes to Ashes : America's Hundred-Year Cigarette War, the Public Health, and the Unabashed Triumph of Philip Morris*, New York, Alfred A. Knopf, 1996 ; S. Glantz *et al.*, *The Cigarette Papers*, California, University of California Press, 1998 ; A. Brandt, *The Cigarette Century : The Rise, Fall, and Deadly Persistence of the Product That Defined America*, New York, Basic Books, 2007. Et, en français : G. Dubois et C.-É. Dubois, *Le Rideau de fumée : les méthodes secrètes de l'industrie du tabac*, Paris, Éditions du Seuil, 2003 ; S. Foucart, *La Fabrique du mensonge*, Paris, Denoël, 2013, ch. 1.

{3} Voir Bates PROCTORR121307, p. 16 (sur les cotes Bates, accessibles en ligne, voir la notice explicative au début des notes, p. 553).

{4} Voir encadré p. 28.

{5} Les propos rapportés proviennent d'un entretien avec l'auteur, réalisé pendant l'été 2013, et dont une partie est parue dans le numéro spécial « Fauteurs de doute », de *Critique*, 799, janvier 2014, 992-1005.

{6} Voir le glaçant récit de Jon Wiener, « Big Tobacco and the Historians », *The Nation*, 25 mars 2010 (disponible en ligne sur www.thenation.com).

{7} Il a codirigé, avec L. Schiebinger, *Agnotology : the making and unmaking of ignorance*, Stanford University Press, 2008, et avait publié auparavant *The Nazi war on cancer*, Princeton University Press, Princeton, N.J., 1999 (trad. fr. *La Guerre des nazis contre le cancer*, Belles Lettres, 2001), *Cancer wars : how politics shapes what we know and don't know about cancer*, Basic Books, New York, 1995, et *Value-free Science ? Purity and Power in Modern Knowledge*, Harvard University Press, 1991.

{8} R. N. Proctor, *Value-free Science ? Purity and Power in Modern Knowledge*, *op. cit.*, p. 13.

{9} Naomi Oreskes, Erik Conway, *Les Marchands de doute*, trad. de l'américain par Jacques Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012, coll. « Essais et documents », (éd. originale : New York, Bloomsbury Press, 2010).

{10} G. Markowitz, D. Rosner, *Deceit and Denial : The Deadly Politics of Industrial Pollution*, Berkeley, University of California Press, 2002.

{11} P. Galison, « Removing Knowledge », dans Proctor et Schiebinger (dir.), *Agnotology*, Stanford University Press, 2008, 45.

{12} Rappelons que, dans une procédure opposant l'État de Californie et trois industriels du plomb, le témoignage des deux historiens David Rosner (Columbia) et Gerald Markowitz (CUNY) a conduit en décembre 2013 à une condamnation record de 1,1 milliard de dollars (dossier 1-00-CV-788657 : *People of the State of California v. Atlantic Richfield Company, et al.* [« Lead Paint Litigation »]).

{13} *Nicotiana*, du nom de Jean Nicot, ambassadeur à Lisbonne, qui introduisit le tabac à la cour du roi de France (voir *infra*, p. 43), désigne le genre des plantes dicotylédones, souvent toxiques. *Nicotiana tabacum* est la plus connue d'entre elles.

{14} Parodie du leitmotiv des rapports du ministre de la Santé des États-Unis : « Fumer est la principale cause évitable de maladie et de décès. »

{15} « *Dog bites man.* » Allusion à la formule attribuée, entre autres, au magnat de la presse anglaise Alfred Harmsworth : « Un chien mord un homme, ce n'est pas de l'information. C'est trop courant. Mais un homme qui mord un chien, ça, c'est de l'information. »

{16} Cette loi fédérale donne à la FDA le pouvoir de réglementer l'industrie du tabac. Le texte lui permet surtout de renforcer les avertissements destinés aux mineurs et aux jeunes adultes, d'interdire les cigarettes aromatisées et d'imposer certaines autres restrictions.

{17} Il est cependant possible que les pourcentages concernant l'alcool soient plus élevés, en France du moins. Selon les chiffres de l'INPES (<http://inpes.sante.fr>), et en prenant toutes les précautions qu'une réalité difficile à quantifier nécessite, on estime à 5 millions le nombre de personnes que l'usage excessif d'alcool expose à des difficultés d'ordre médical, psychologique et social, et de 2 à 3 millions le nombre de personnes dépendantes de l'alcool. Dans tous les cas, qu'on rapporte ces nombres à la population totale de la France (65,7 millions), ou plus encore à la population des buveurs occasionnels, par définition plus basse, le pourcentage de buveurs dépendants dépasse les 2-3 %.

{18} Analogie de l'auteur avec la notion de « pic pétrolier », sommet de la courbe de production d'un champ pétrolifère.

{19} On peut en consulter le texte à l'adresse suivante : www.who.int/fctc/text_download/fr/index.html.

{20} Allusion au slogan utilisé par American Tobacco Company dès 1917 pour promouvoir la cigarette Lucky Strike : « *It's toasted* », qui signifie « C'est torréfié », et qui est souvent traduit par « C'est grillé ». Cette technique était censée améliorer le goût du tabac et être moins irritante pour la gorge.

{21} Qui se forme lors de la combustion du tabac.

{22} La « feuille d'or » (*gold leaf*) désigne ici la feuille de tabac, devenue l'un des logos de l'Imperial Tobacco. Gold Leaf est aussi une marque de cigarettes fabriquée par John Player & Sons au Royaume-Uni.

{23} Néologisme, de l'anglais *tobaccoism*, forgé par John Harvey Kellogg, auteur de *Tobaccoism or How Tobacco Kills* (1922). Désigne l'empoisonnement par le tabac. Également décliné en nicotinisme.

{24} Le 5 mars 1911, l'incendie de l'usine de vêtements Triangle Shirtwaist, à Manhattan, provoqua la mort de 147 ouvriers de la couture. C'est l'un des trois sinistres les plus meurtriers qu'aient connus New York, avec ceux du paquebot *General Slocum* en 1904 à Brooklyn et du World Trade Center le 11 septembre 2001.

{25} Les expériences menées par Ecusta sont développées dans la partie II, ch. 11, p. 220.

{26} Rose Cipollone a commencé de fumer à seize ans. Elle est décédée en 1984, à 57 ans, d'un cancer du poumon. Le procès intenté par cette Américaine au Liggett Group est remonté jusqu'à la Cour suprême en 1992 (voir *infra*, chap. 18, p. 450).

{27} *Whistleblower* (littéralement celui qui tire la sonnette d'alarme) a une traduction officielle en français, reprise dans les textes de loi : « lanceur d'alerte ».

{28} Ce surnom fut donné aux sept présidents de compagnies de tabac qui se sont parjurés devant le Congrès en avril 1994 en niant le caractère addictif de la nicotine : Donald S.

Johnston (American Tobacco Company), Thomas Sandefur (Brown & Williamson), Ed Horrigan (Liggett), Andrew Tisch (Lorillard), James Johnston (R.J. Reynolds), Joseph Taddeo (US Tobacco), William Campbell (Philip Morris).

{29} En anglais, *eavescasting*, mot-valise employé ici par l'auteur, à partir de *eavesdropping*, écouter aux portes, et de *broadcasting*, diffusion.

{30} Voir *infra* chapitre 18, p. 435.

{31} Cf. sur ce point R. Proctor, 2006 (« “Everyone Knew But No One Had Proof”... »).

{32} Traditionnellement, à New York, Madison Avenue est l'artère des grandes agences de publicité.

{33} En français, certains termes sont les équivalents de l'anglais, d'autres sont purement idiomatiques : le clope, la tige, la cibiche, le garo, la goldo, le shmer, le smoke, la sèche, la pipe, la blonde, la cousue, la grillante, la nuigrave, le tampax, la torpille, la cancérette, la malbiche, la garette-ci (en verlan).

{34} Sir William Congreve (1772-1828) est l'inventeur anglais de la fusée d'artillerie, la *Congreve rocket* (1805).

{35} Développé entre 1906 et 1914 par Gideon Sundback, ingénieur électrique chez Westinghouse, puis à la Universal Fastener de Hoboken, New Jersey. Le brevet fut déposé en 1914. Sundback est mort en Pennsylvanie, à Meadville.

{36} Le royaume de Brobdingnag, peuplé de géants, est évoqué dans *Les Voyages de Gulliver*, de Jonathan Swift. En anglais, l'épithète *brobdingnagian* finit par désigner toute chose aux dimensions colossales.

{37} Soit un peu moins de 198 000 livres (230 000 euros) 2013.

{38} La perche anglaise (*rodmeter*) équivaut à 5,0292 m.

{39} La transfection désigne le processus de transfert de gènes, l'introduction d'ADN exogène dans des cellules. Ce terme de « génétique » a été choisi à dessein par l'auteur.

{40} « Vivres pour la paix » est un programme de l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development, ou USAID), qui dépend du département d'État, et qui est chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde.

{41} Mary Mallon (1869-1938), également connue sous le nom de Mary Typhoïde (Typhoid Mary), fut aux États-Unis la première personne identifiée comme porteuse saine de la fièvre typhoïde, qu'elle transmet à un nombre incalculable d'Américains.

{42} Le saucage (*casing*) imprègne le tabac de produits sucrés (mélasse, miel, etc.) et d'humectants (glycérol, etc.) dissous dans de l'eau. Il atténue les saveurs désagréables associées à la fumée. Voir *infra*, partie III, « Une conspiration à grande échelle », p. 265.

{43} Nihon Tabako Sangyô Kabushiki-gaisha, abrégé JT, fondée en 1898, est monopole d'État jusqu'en 1985, année de son introduction en bourse.

{44} Fondée en 1982, intégrée à l'administration du monopole d'État du tabac.

{45} Jeu de mots sur les termes anglais *butt* (mégot) et *bootlegging*, forgé au XIX^e siècle, désignant la contrebande de l'alcool camouflé dans les bottes (*boots*).

{46} Carrie Amelia Moore Nation (1846-1911), célèbre activiste des ligues de tempérance

américaines, notamment à l'origine de l'opposition à l'alcool, inspira la Prohibition. Armée de sa hachette, elle vandalisait les débits de boissons.

{47} En 1911, Morton Salt, fabricant de sel de table, adopte ce slogan, encore en vigueur à ce jour, vantant les qualités d'un sel qui coule même par temps humide.

{48} Soit 13 600 dollars 2013. Pour tous les calculs d'inflation, la source est le département du Travail des États-Unis (www.bls.gov/data/inflation_calculator.htm).

{49} La loi a été votée en 1970, mais elle n'est entrée en vigueur que le 2 janvier 1971. Cette période de tolérance ménageait un dernier tir de barrage publicitaire pour le Super Bowl Sunday, les matches universitaires de football américain.

{50} Soit 1,17 million de dollars 2013.

{51} Soit 238 000 dollars 2013.

{52} Ty Cobb était l'un des plus célèbres joueurs de base-ball américains, avec la moyenne au bâton la plus élevée de l'histoire de ce sport. Tommy Lee Jones l'incarne dans le film *Cobb*.

{53} Soit respectivement 99 000, 30 000 et 55 000 dollars 2013.

{54} Soit 821 000 dollars 2013.

{55} Soit 64 000 euros 2013.

{56} Le titre du scénario original fait allusion aux 3 000 dollars qu'Edward Lewis (Richard Gere) propose à Vivian Ward (Julia Roberts) pour passer la semaine avec lui en tant qu'escort girl.

{57} Hop-a-long-Cassidy est un personnage de cow-boy décliné dans la BD, des séries télévisées et plusieurs longs métrages. Howdy-Doody est la célèbre marionnette de l'émission pour enfants éponyme, diffusée par la chaîne NBC de 1947 à 1960, autour du thème du Far West.

{58} Le mot *nesters* désigne une catégorie de jeunes femmes dans la tranche 21-34 ans dont la vie tourne autour du foyer, de la famille et qui disposent de faibles revenus.

{59} Surtout pratiquée en Amérique du Nord et au Brésil, mais aussi aux Pays-Bas, la tire de tracteur ou « tracteur *pulling* » consiste à tirer une masse derrière un tracteur sur la plus grande distance possible. Les courses de *hotrods* alignent des voitures anciennes entièrement modifiées.

{60} À l'origine, les Virginia Slims sont destinées aux jeunes femmes américaines actives (*cf.* p. 132).

{61} Les lois Jim Crow désignent un ensemble d'arrêtés et de règlements adoptés par les municipalités des États du Sud entre 1876 et 1964 et instituant une ségrégation raciale ; le nom de Jim Crow provient d'une chanson, *Jump Jim Crow*, figurant souvent dans les spectacles antérieurs aux *minstrel shows*.

{62} La National Urban League (ou NUL) fut créée en 1910 (sous le nom de Comité sur les conditions de vie urbaine chez les Noirs) pour la défense des Afro-Américains victimes de la ségrégation raciale.

{63} La NAACP (National Association for the Advancement of Colored People) est une organisation de défense et de promotion des droits civiques créée en 1909, à la suite des émeutes raciales survenues dans la ville natale d'Abraham Lincoln, Springfield (Illinois), en

1908. Source : NAACP.org

{64} Le féminisme radical, qui s'invente aux États-Unis à la fin des années 1960, est immédiatement associé à la contestation du soutien-gorge. La légende veut que les féministes aient brûlé leurs soutiens-gorge à Atlantic City, lorsqu'elles sont venues protester contre l'élection de Miss America en septembre 1968. Mais elles ont simplement jeté dans une « poubelle de la liberté » des soutiens-gorge et autres objets symboliques (chaussures à talon haut, *Play Boy*, etc.).

{65} James Buchanan Duke (1856-1925), fondateur du monopole de l'American Tobacco Company et mécène de l'université Duke. Ce monopole démantelé en vertu de la loi antitrust donna naissance à l'American Tobacco Company, Liggett & Myers et Lorillard.

{66} Perry Como (1912-2001) était un chanteur et animateur de télévision, « Crooner of the Year » en 1943. Le « Perry Como Show » fut créé en 1955 sur la chaîne NBC et interrompu en 1959.

{67} Soit respectivement 2 817 794 et 2 077 592 dollars 2013.

{68} *Chesterfield salutes the Yanks / There's plenty of power within their ranks / They made a great fight, that Bomber crowd / So sing their praises long and loud / Sound Off for the Yankee team / Sound Off for the Yankee team / The Yankee fans they've satisfied like Chesterfield ! / The Yanks at bat, and in the field / Are Champions like Chesterfield [etc.]*

{69} L'Eisteddfod Genedlaethol est un festival gallois de littérature, de musique et de théâtre créé en 1176.

{70} Soit 158 millions de dollars 2013.

{71} Soit 7,9 millions de dollars 2013.

{72} Soit 8,26 millions de dollars 2013.

{73} Soit 10,7 millions d'euros 2013.

{74} Soit 6,25 millions de dollars 2013.

{75} Maureen Connolly fut la première joueuse à remporter le Grand Chelem, en 1953.

{76} En 1787, lors de la visite de Catherine II de Russie en Crimée, le ministre Potemkine aurait ordonné l'érection de faux villages sur les rives du Dniepr, afin d'impressionner la souveraine. Selon plusieurs historiens, dont Simon Sebag Montefiore, l'anecdote serait fautive, et elle émanerait de Georg von Helbig, diplomate saxon et biographe pamphlétaire du ministre, qu'il cherchait à discréditer. Tous les participants au voyage, dont le prince de Ligne, infirment cette version. (Source : Universalis.fr)

{77} Soit 112 millions de dollars 2013.

{78} Document synthétique détaillant ce que l'agence se propose de faire en faveur du produit et/ou de l'annonceur.

{79} Le Nature Conservancy, fondé en 1951, est un organisme caritatif de préservation des terres et des eaux. Fondée en 1905, l'Audubon Society, du nom de James John Audubon, ornithologue et peintre naturaliste franco-américain, est une ONG à but non lucratif dédiée à la protection de la nature. The Resource Foundation, ONG à but non lucratif, développe des projets durables en Amérique latine grâce aux contributions de donateurs du monde entier.

{80} La National Urban League (NUL, « Ligue nationale urbaine ») est une organisation new-yorkaise de défense des droits civiques. L'United Negro College Fund (UNCF) lève des fonds d'aide aux frais de scolarité des étudiants noirs inscrits dans les 39 universités de tradition noire (HBCU, Historically black colleges and universities) créées avant 1964.

{81} Soit 33,5 millions de dollars 2013.

{82} « Big C » : le cancer. John Wayne est mort d'un cancer du poulmon.

{83} Défilés de prêt-à-porter destinés de préférence au public afro-américain.

{84} La « cloche de la Liberté », fondue en 1752, exposée à Philadelphie, est un symbole de l'indépendance américaine.

{85} Le *minstrel show* (spectacle de « ménestrel ») était un spectacle américain burlesque apparu dans les années 1820, précurseur du *vaudeville*, plus urbain et plus proche du music-hall. Les Blancs s'y maquillaient en Noirs.

{86} En français dans le texte.

{87} Soit 8,7 milliards de dollars 2013.

{88} Au XVII^e siècle, le « cendrier » français désigne le récipient qui recueille la cendre du fourneau. Le cendrier du fumeur apparaît en 1890.

{89} L'Astroturf® est une marque déposée de gazon artificiel. Le terme désigne les groupes activistes, artificiellement constitués pour alimenter de prétendus mouvements d'opinion spontanés, et, en l'espèce, ceux téléguidés par Big Tobacco.

{90} Parodie du « *Workers of the World, Unite !* » [Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !].

{91} Ernest Wynder (1922-1999) est un épidémiologiste, chercheur à l'Institut Sloan-Kettering, auteur principal de deux publications décisives pour l'établissement d'un lien entre le tabagisme et le cancer du poulmon. Dans son étude de 1950 (réalisée avec E. Graham), « Le tabagisme comme facteur étiologique possible du carcinome bronchogénique : une étude sur 684 cas », parue dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA), il proposa une étude rétrospective du comportement tabagique de centaines de malades du cancer du poulmon, à base d'entretiens détaillés ; après élimination des facteurs de confusion et comparaison avec un groupe témoin, les résultats confirmèrent une forte corrélation avec la cigarette. L'autre publication, plus célèbre encore, est celle de 1953, sur la « production expérimentale de carcinomes avec du goudron de cigarette », parue dans *Cancer Research* (E. Wynder, E. Graham, A. Croninger, 1953) : elle faisait état d'une expérience où, durant vingt mois, des condensats de fumée ont été badigeonnés sur le dos rasé de 81 souris : 44 % d'entre elles développèrent des carcinomes, qui furent confirmés histologiquement.

{92} « La pharmacopée des États-Unis » et « Le formulaire national » (publiés en un seul volume) consignent les normes réglementaires auxquelles doivent se conformer les médicaments en vente libre et sur ordonnance, les compléments alimentaires et les excipients.

{93} Cf. chapitre 12, p. 237.

{94} Ironie lexicale, son nom signifie « brûleur de cendres » en allemand.

{95} Alors directeur de l'Institut Sloan-Kettering de recherche sur le cancer.

{96} « Lettre ouverte aux fumeurs » : communiqué de presse de 1954, annonçant la création du Comité de recherche de l'industrie du tabac, et marquant le point de départ de la « conspiration » des industriels du secteur. Cf. p. 266.

{97} Voir *infra*, p. 266.

{98} Medical College of Virginia (MCV) : solide allié universitaire de l'industrie du tabac, fournissant de la recherche « favorable », des experts pour les procès, des témoignages et des éléments de langage, à travers des collaborations avec American Tobacco puis Philip Morris. Sur l'infiltration et l'instrumentalisation de la recherche universitaire, cf. chapitre 17, p. 387.

{99} Fonds Damon Runyon : la fondation Damon Runyon pour la recherche sur le cancer, qui porte le nom d'un chroniqueur sportif célèbre mort d'un cancer de la gorge, a été créée en 1947 pour financer des recherches sur le cancer. Dès 1950, cette organisation caritative verse plus de 3 millions de dollars sous forme de bourses et de postes de chercheur dans trente-sept États, et devient l'un des principaux soutiens de la recherche américaine. Son directeur exécutif a alors l'idée de solliciter l'aide des grands cigarettiers pour financer un projet de recherche très ambitieux sur le cancer du poumon, un projet de long terme très onéreux qui implique la collaboration scientifique de l'université de New York et de l'Institut Sloan-Kettering. American Tobacco et d'autres compagnies saisissent l'occasion et subventionnent secrètement le projet (nom de code : « Étude sur la pollution de l'air »). Rapidement, le Fonds Damon Runyon sert à l'industrie pour financer en toute confidentialité des recherches et les contrôler partiellement. L'ironie de l'histoire, c'est que les expériences décisives d'Ernest Wynder sur les souris, réalisées dans le cadre de la collaboration université de New York-Institut Sloan-Kettering, ont elles-mêmes été partiellement financées par ce fonds.

{100} Littéralement, « changement » ou « basculement » de forme, phénomène étudié par la psychologie de la forme et dans lequel, par exemple, une même figure peut être vue successivement sous deux aspects différents incompatibles entre eux, comme dans la célèbre image du « Canard-Lapin ».

{101} Voir chapitres 17 et 18.

{102} Voir chapitre 11, p. 220 *sqq.*

{103} Voir chapitre 10, p. 208.

{104} Cette substance est produite par certains additifs du tabac (tels les sucres, le sorbitol et le glycérol) au moment de la combustion de la cigarette. L'acétaldéhyde est l'un des principaux éléments composant la fumée de cigarette, après le goudron, la nicotine et le monoxyde de carbone.

{105} Rachel Louise Carson (1907-1964) est une zoologiste et biologiste réputée. Son best-seller, *Cette mer qui nous entoure*, fut publié en 1951. À la fin des années 1950, elle se consacra à la protection de l'environnement et aux problèmes des pesticides de synthèse. Elle en tira un autre livre, *Printemps silencieux*, en 1962, où étaient dénoncés les dégâts du DDT. Ce livre inspira la création de l'Agence de protection de l'environnement.

{106} 157 000 dollars 2013.

- {107} 76 137 dollars 2013.
- {108} Soit 80 millions 2013 (fourchette).
- {109} Soit 24 millions de dollars 2013 (fourchette).
- {110} Soit 275 000 dollars 2013.
- {111} Soit 940 000 dollars 2013.
- {112} Cette « loi » s'applique au domaine des relations publiques et du droit, et désigne en particulier les situations de conflits d'experts dans le cadre des procédures judiciaires ou de l'élaboration de politiques publiques.
- {113} Voir p. 28.
- {114} Sur la distinction goudron (ou condensat)/fumée intégrale, voir p. 226-228.
- {115} Variante du proverbe « *An apple a day keeps the doctor away* » [Une pomme par jour éloigne le docteur pour toujours].
- {116} Site Internet de la fondation Nieman pour le journalisme de l'université Harvard, créé en 2004, organe critique de la politique des médias. Morton Mintz, journaliste d'investigation dont la carrière débuta en 1946, a fait partie de la rédaction du *Washington Post* de 1958 à 1988. Il a révélé deux scandales de santé publique, relatifs à un médicament, la thalidomide, et au contraceptif Dakon Shield.
- {117} « The News that Didn't Make the News and Why », voir www.projectcensored.org
- {118} Génoise fourrée à la crème.
- {119} C'est la forme la plus radicale du créationnisme, qui présente les textes sacrés du monothéisme (Bible, Coran) comme le récit véridique et littéral de la création de l'univers et situe l'âge de la Terre à 6 000 ans.
- {120} Plus de 5 millions de dollars 2013.
- {121} Soit 435 000 dollars 2013.
- {122} Sir Richard Doll (1912-2005) est considéré comme l'un des plus grands médecins épidémiologistes britanniques, notamment grâce à ses travaux sur l'irradiation, la leucémie, l'amiante et le cancer. Dans les années 1980, il fut confidentiellement consultant pour la firme américaine Monsanto, dans le cadre d'une étude sur la cancérogenèse de l'agent orange, après l'avoir été pour Dow Chemical et Imperial Chemical Industries.
- {123} La technique du *freebasing* consiste à favoriser la formation de la base libre (par addition d'ammoniac). La base libre est une forme plus active, car plus volatile, de la nicotine.
- {124} *Les Six Voyages de Jean-Baptiste Tavernier*, « Voyages de Perse », Paris, Gervais Clouzier, 1676, p. 538.
- {125} Dans la classification américaine, 1 000 cigarettes pesant moins de 3 livres (1,36 kg) sont en classe A (en classe B si elles pèsent plus).
- {126} Cette notion de « hit », bien connue des « vapoteurs » de cigarette électronique, désigne la charge nicotinique dans l'organisme et l'excitation qu'elle procure.
- {127} Soit 375 000 dollars 2013.
- {128} Soit 835 000 dollars 2013.
- {129} Voir chapitre 13, p. 269.

{130} Fondé en 1867, le Peabody Museum of Archeology and Ethnology de Harvard est l'un des plus anciens et des plus vastes musées d'anthropologie du monde. Instaurées à partir de 1916, les Schools of Public Health délivrent des diplômes professionnels et universitaires. Elles sont au nombre de neuf.

{131} Soit 12,8 millions de dollars 2013.

{132} Soit 11,54 millions de dollars 2013.

{133} Soit, rapporté à l'année 1975, 26 millions de dollars 2013.

{134} Soit 218 500 dollars 2013.

{135} RICO : Racketeer Influenced Corrupt Organizations ; loi votée en 1970.

{136} « Quand souffle le vent du tabac » (en allemand dans le texte).

{137} Soit 67 000 dollars 2013.

{138} Cet institut texan situé à Dallas, créé en 1972, s'est spécialisé dans l'éducation, la recherche et la promotion dans les médias de la science et de la théologie créationnistes, et mit l'accent sur les effets géologiques du Déluge.

{139} 1,3 million de dollars 2013.

{140} 10,86 millions de dollars 2013.

{141} Soit 416 000 dollars 2013.

{142} 1,13 million de dollars 2013.

{143} 598 000 dollars 2013.

{144} Il s'agit du biais de Berkson, « erreur systématique induite dans une étude lorsque les groupes de comparaison (les témoins) sont constitués de patients hospitalisés ; de ce fait, les cas et les témoins ne sont pas issus de populations présentant les mêmes risques d'exposition. Ce “biais d'admission” est un biais de sélection ». (Source : André Simpson *et al.*, *Épidémiologie appliquée*, Gaëtan Morin éditeur, 2008.)

{145} Respectivement 34 500, 39 600, 83 600 et 53 500 dollars 2013.

{146} 537 000 dollars 2013.

{147} Le 1^{er} janvier 1958, la FDA édicte le Food Additives Amendment of 1958 qui dresse la liste de 700 substances exemptées de contrôle sur les additifs alimentaires. Elles sont reconnues comme GRAS (Generally Recognized As Safe), ce qui autorise leur ajout dans les aliments.

{148} En anglais *naturu-bunkum*, « naturu-foutaises ». Le National Education Policy Center de l'université du Colorado et son Think Twice Think Tank décernent tous les ans leurs Bunkum Awards aux travaux des groupes d'étude les plus fumeux ou les plus trompeurs.

{149} Aux États-Unis, Mayo évoque la célèbre clinique éponyme.

{150} Allusion à l'accident nucléaire de la centrale de Three Mile Island, le 28 mars 1979 (voir *infra*, p. 500).

{151} Soit 0,00148 becquerel.

{152} En français dans le texte.

{153} Néologisme à partir de l'anglais *tobaccosis*, qui désigne l'ensemble des maladies du tabac (www.healthfactsandfears.org/healthissues/newsID.886/healthissue_detail.asp).

{154} « *Deceases* », dans le texte anglais. Erreur éloquente, le rédacteur de BATCo confond

les orthographes de *diseases* (maladies) et *deceases* (décès).

{155} Aux États-Unis, le *R rating* (visa R) interdit les films aux mineurs de moins de 17 ans non accompagnés.

{156} Ces pourcentages valent pour les États-Unis. Voir note p. 16.

{157} Fondée en 1976, cette société de biotechnologie californienne, leader mondial du clonage de protéines et de la production de médicaments de haute technologie, a été rachetée par le suisse Hoffmann-La Roche en 2009 pour 43 milliards de dollars.

{158} Le stérilet de la marque Dalkon (Dalkon Shield, Bouclier de Dalkon), mis sur le marché en 1971, fut à l'origine d'un scandale sanitaire : il a été soupçonné d'être à l'origine d'infections survenues au cours des grossesses qui suivaient son retrait.

{159} Mutualité Française-Syros, coll. « Société & santé », 1998.

{160} *Ibid.*, chapitre « Tabac : des milliards derrière un rideau de fumée », p. 245 *sqq.*

{161} En 1976, la loi Veil interdit toute publicité, hors presse écrite, du tabac, et fait figurer sur les paquets de cigarettes la mention « Abus dangereux » ainsi que les taux de nicotine et de goudron.

{162} En 1991, la loi Évin complète le dispositif d'interdiction de publicité de la loi Veil et interdit de fumer dans les lieux clos accueillant du public.

{163} Contre 103 millions de tonnes en 1992.

{164} Données INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé), Baromètre santé, 2010 et 2012.

{165} Les cigarettes représentent 84 % des 64 millions de tonnes de tabac vendues annuellement en France.

{166} Estimé à 16,2 milliards pour 2013 dont 7,7 pour l'assurance maladie. Côté rentrées fiscales, le tabac représente 14 milliards d'euros contre un coût sanitaire pour la collectivité de 47 milliards (rapport Cour des comptes, 2012).

{167} Rapport d'évaluation sur les politiques de lutte contre le tabagisme, Cour des comptes, décembre 2012.

{168} Si la consommation globale baisse, elle augmente cependant au sein de certaines catégories de population, en particulier chez les femmes.

{169} Non pas en tant que plante, mais en tant que mélange de substances rendant dépendant.

{170} Données 2012.

{171} Envoyé spécial au *Monde* (« Les conspirateurs du tabac », *Le Monde*, « Culture et idées », 25 février 2012).

{172} Rapport INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), 2002.

{173} Voir le texte d'introduction des notes p. 553.

ROBERT N. PROCTOR

GOLDEN HOLOCAUST

Robert Proctor nous livre ici un document captivant, un récit total sur la cigarette, ce produit banal qui recouvre une réalité très complexe, létale et encore secrète par tant d'aspects. *Golden Holocaust* est le premier ouvrage qui conjugue aussi nettement trois domaines dont l'ampleur respective aurait découragé des enquêteurs moins tenaces : le caractère démesuré de l'épidémie de la cigarette avec son cortège de maladies et de morts ; la réalité proprement tentaculaire de la cigarette elle-même, fruit de prouesses technologiques, physiques et chimiques, mais aussi facteur de développement du marketing, du sponsoring, de la contrebande, de financement de la recherche universitaire, de revenus pour l'État ; enfin, le caractère océanique des archives internes de l'industrie du tabac.

L'une des originalités de cette enquête est que Robert Proctor la mène en exploitant les 80 millions de pages saisies lors de différentes procédures judiciaires intentées ces 30 dernières années. Elles comprennent aussi bien des documents techniques, scientifiques que des notes internes au contenu parfois stupéfiant, des plans média, des correspondances avec des chercheurs, des artistes et des sportifs célèbres, des stratégies commerciales, des coupures de presse... Robert Proctor déplie toutes les dimensions de l'histoire et excelle à trouver les aiguilles dans les « meules de foin ».

Golden Holocaust tient aussi du roman policier, à ceci près que, pour répondre à la question habituelle « qui a fait quoi ? », il faut répondre à une autre question : « Qui savait quoi et quand ? » Qui était au courant de la dangerosité extrême de la cigarette ? Et qui, le sachant, ne l'a pas dit ?

Le contenu de cet ouvrage est si dérangentant qu'il a suscité des tentatives d'intimidation. L'industrie américaine du tabac a voulu, sans succès, en faire saisir le manuscrit. Comme le dit l'auteur : « témoigner contre une industrie multimilliardaire qui a une longue histoire de harcèlement, ce n'est pas pour les âmes sensibles ».

Robert Proctor est professeur d'histoire des sciences à l'université Stanford (États-Unis). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont La Guerre des nazis contre le cancer (Belles Lettres, 2001).

25 €

ISBN 978-2-84990-278-3

